



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

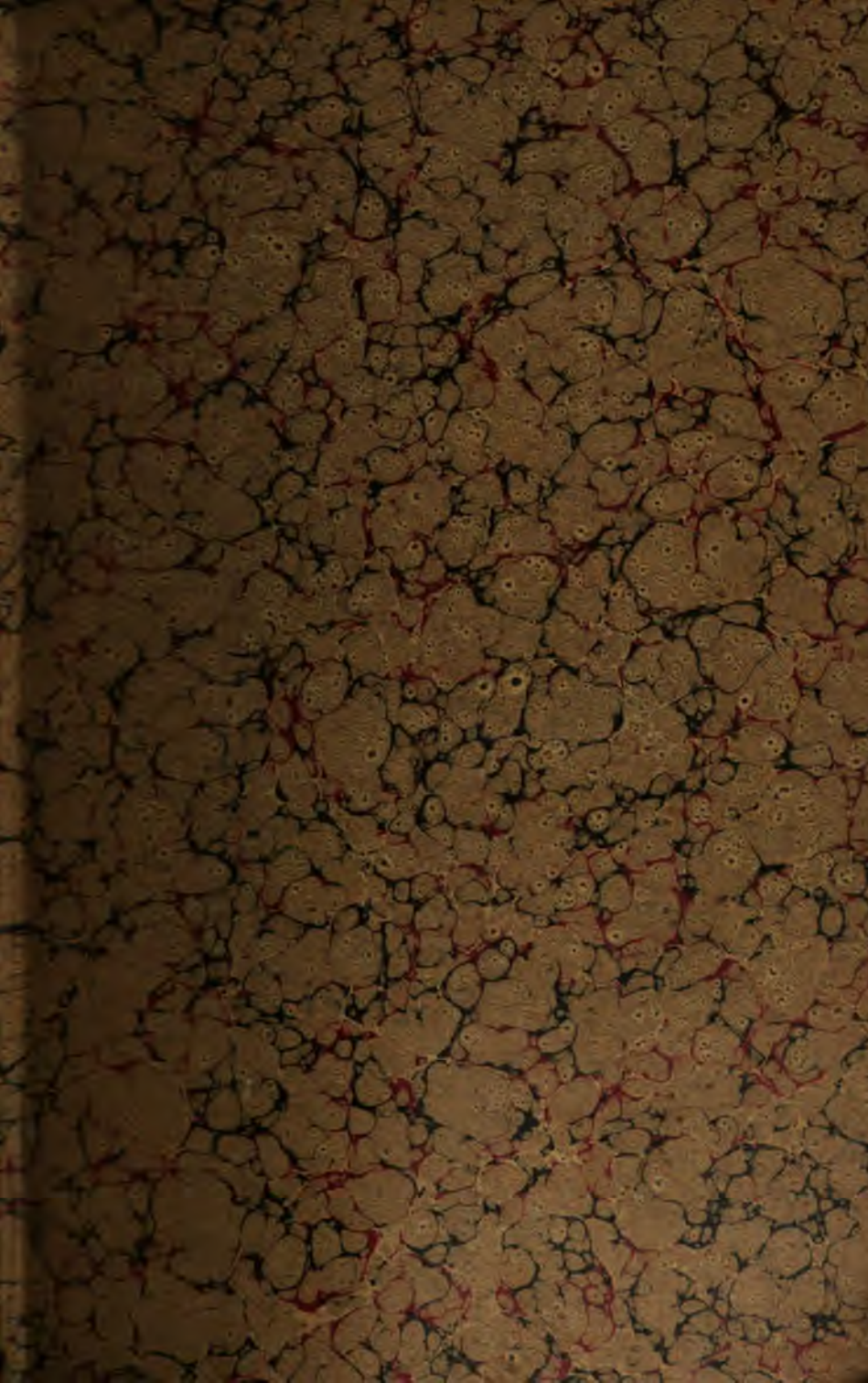
- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

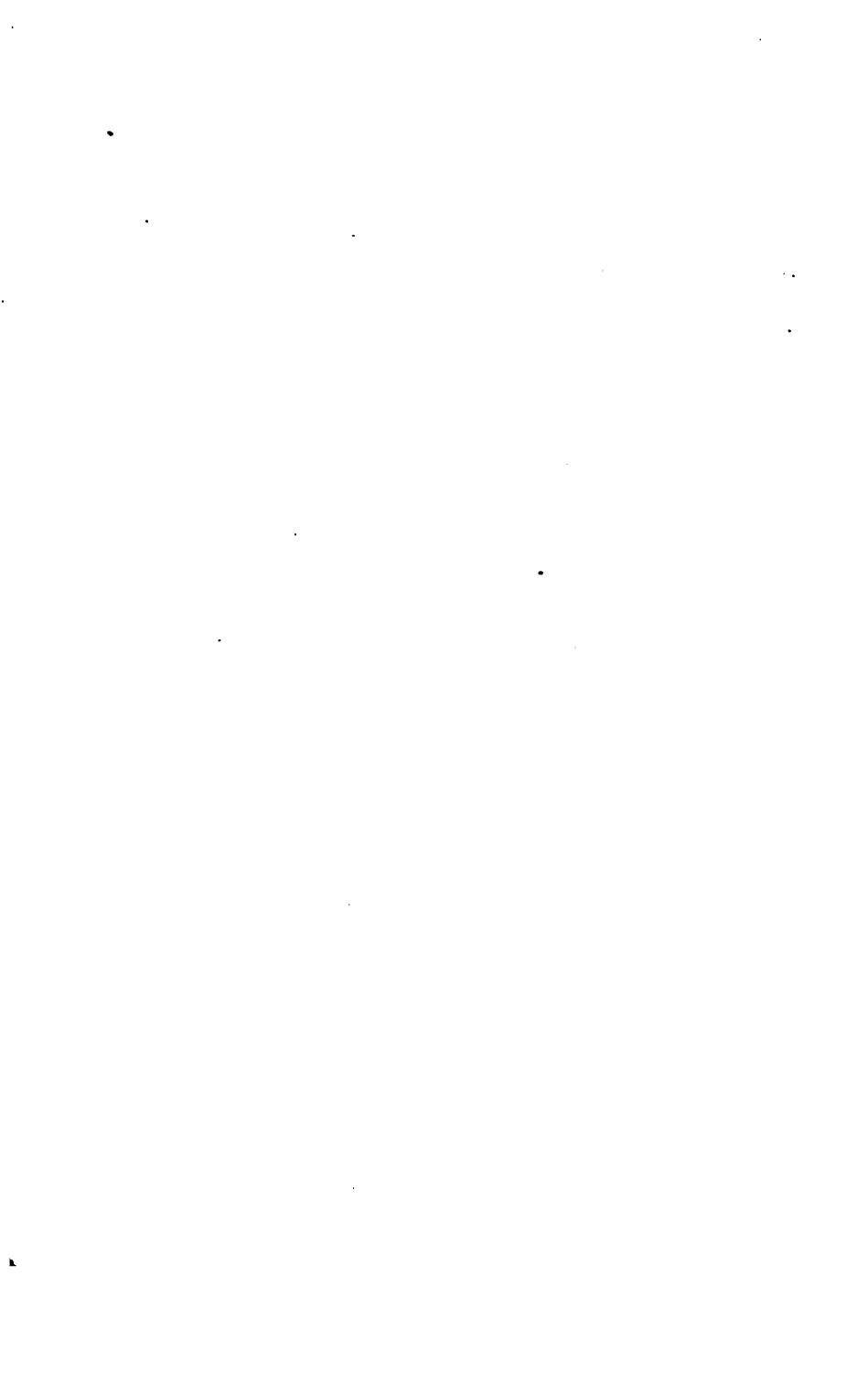
About Google Book Search

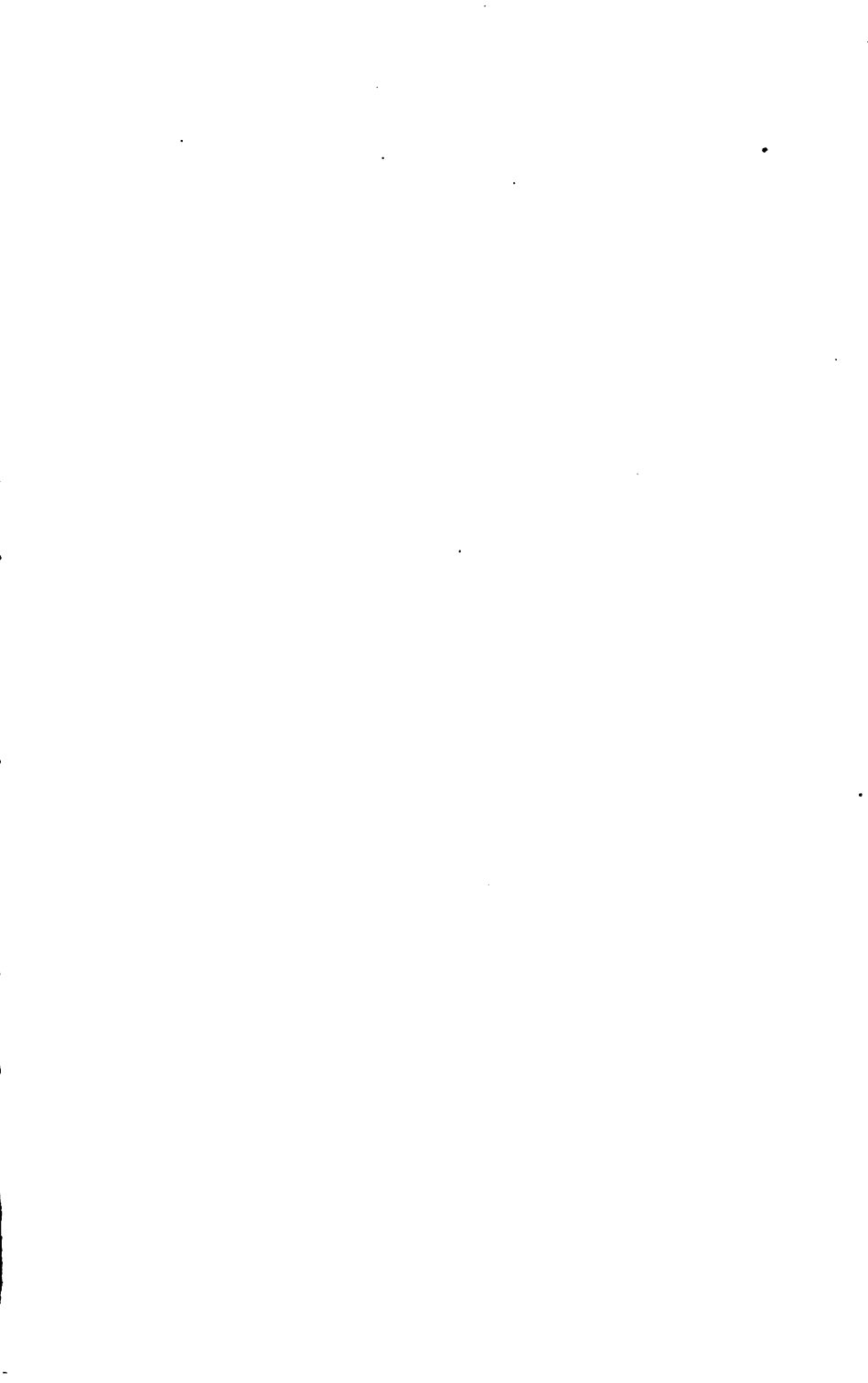
Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



STANFORD UNIVERSITY LIBRARY







BULLETIN DES LOIS

DE LA

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

XII^e SÉRIE.

DEUXIÈME SEMESTRE DE 1894,

CONTENANT

LES LOIS ET DÉCRETS D'INTÉRÊT PUBLIC ET GÉNÉRAL

PUBLIÉS DEPUIS LE 1^{er} JUILLET JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1894.

PARTIE PRINCIPALE.

TOME QUARANTE-NEUVIÈME.

N^{os} 1639 à 1672.



PARIS.

IMPRIMERIE NATIONALE.

M DCCC XCV.

100 200 711.11.11

100 200 711.11.11

349.44

F81

12th ser.

v. 49

594821

100 200 711.11.11

100 200

100 200

100 200

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES LOIS ET DÉCRETS

CONTENUS DANS LE TOME XLIX DE LA XII^e SÉRIE

DU BULLETIN DES LOIS.

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
	ACTES ANTÉRIEURS		
	AU 2^e SEMESTRE 1894.		
16 Mai 1887.	DÉCRET qui décide que la chambre de la cour d'appel d'Alger, spécialement chargée des appels entre musulmans, pourra juger les affaires ordinaires moyennant l'adjonction de deux conseillers.	1655	706
7 Avril 1893.	DÉCRET qui approuve la déclaration signée, le 27 février 1893, entre la France et la Grande-Bretagne, concernant l'établissement du service de remises des correspondances par exprès.	1659	821
26 Août.	DÉCRET qui proclame quarante-trois cessions de brevets d'invention.	1653	461
12 Octobre.	DÉCRET qui proclame des brevets d'invention et des certificats d'addition.	Ibid.	466
17 Nov.	DÉCRET qui autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts à accepter, au nom de l'État, le legs fait au musée de Cluny par le sieur Gournay.	Ibid.	581
15 Déc.	DÉCRET qui proclame des brevets d'invention et des certificats d'addition.	1654	585
28.	DÉCRET qui proclame trente cessions de brevets d'invention.	Ibid.	687
15 Janv. 1894.	DÉCRET portant ce qui suit : La juridiction du commissaire de police de Briare (Loiret) est étendue aux communes d'Ouzouer-sur-Trézée, Ouzouer et Bonny. La juridiction du commissaire de police de la Madeleine (Nord) est étendue aux communes de Marquette et de Marc-en-Barrois.	1653	581
16.	DÉCRET portant qu'il sera procédé à l'exécution des travaux de prolongement de la jetée du port de Dellys (Algérie).	Ibid.	582
21.	DÉCRET qui crée des commissariats de police à Caudéran (Gironde), à Talence (Gironde) et au Bouscat (Gironde).	Ibid.	Ibid.
23.	DÉCRET rapportant le décret du 31 août 1893 concernant un échange entre l'État et M. Lecler en ce qui regarde les frais et la purge des hypothèques légales et les met à la charge de M. Lecler.	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise un échange entre l'État et la ville de Nogent-le-Rotrou de diverses parcelles de terrain.	Ibid.	Ibid.
25.	DÉCRET portant que les deux derniers alinéas de l'article 2 du cahier des charges annexé au décret du 27 janvier 1888, qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département du Puy-de-Dôme, d'une ligne de tramway de Monferrand à Royat, sont supprimés et remplacés par d'autres dispositions.	Ibid.	583
26.	DÉCRET portant que la commune de Molières, canton de Vigan (Gard), portera, à l'avenir, le nom de Molières-Carpillac.	Ibid.	Ibid.

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
27 Janv. 1894.	DÉCRET portant que la commune de Nocq-Chamberat, canton de Huriel, arrondissement de Montluçon (Allier), portera, à l'avenir, le nom de <i>Chamberat</i>	1653	583
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune de Tourrettes-de-Vence, canton de Bar, arrondissement de Grasse (Alpes-Maritimes), portera, à l'avenir, le nom de <i>Tourrettes-sur-Loup</i>	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la ville de Cîré, canton d'Aigre-feuille-d'Aunis, arrondissement de Rochefort (Charente-Inférieure), portera, à l'avenir, le nom de <i>Cîré-d'Aunis</i>	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune de Saint-Hilaire, canton et arrondissement d'Agen (Lot-et-Garonne), portera, à l'avenir, le nom de <i>Saint-Hilaire-sur-Garonne</i>	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
30.	DÉCRET qui autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts à accepter, au nom de l'État, le legs fait au musée du Louvre en vertu du testament du 19 avril 1889.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
9 Février.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à la remonte des baras.....	1640	25
15.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour travaux à exécuter dans la forêt domaniale de Bou-Hatten (Algérie).....	<i>Ibid.</i>	26
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les frais d'entretien de l'école de laiterie de Mamirolle (Doubs).....	<i>Ibid.</i>	27
20.	DÉCRET qui fixe les limites de la mer sur le littoral de la commune de la Tremblade, au droit de la plage de Ronco-les-Bains (Charente-Inférieure).....	1669	1215
26.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour encouragements à l'industrie chevaline.....	1640	28
14 Mars.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affectés à la restauration de la montagne de Mourgal.....	<i>Ibid.</i>	29
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour le traitement du professeur d'agriculture de Belley (Ain).....	<i>Ibid.</i>	30
22.	DÉCRET relatif à la remise aux domaines de divers immeubles militaires en Algérie inutiles au département de la guerre.....	1642	103
10 Avril.	DÉCRET qui approuve un échange de terrains entre l'État et divers indigènes du douar El-Gourine, commune mixte de Gouraya.....	1649	359
13.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un tramway funiculaire, à traction mécanique, entre Thonon et Rives-sous-Thonon (Haute-Savoie).....	1639	15
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la ville de Nantes (Loire-Inférieure), substituée aux droits de l'État, est autorisée à faire l'acquisition des bâtiments nécessaires à l'alignement du quai de la Fosse, à Nantes.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
14.	DÉCRET modifiant le tableau n° 3 annexé au décret du 20 décembre 1891, portant réorganisation du personnel de l'administration pénitentiaire aux colonies.....	1640	31
20.	DÉCRET qui autorise un échange entre l'État et M. Sallé de terrains dépendant du camp d'Avor contre une parcelle située sur le territoire de la commune de Savigny-en-Septaine (Cher).....	1639	15

DATE des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
205 Avril 1894.	DÉCRET qui approuve la concession à M ^{me} Cassard (Marie), veuve de Légal (Pierre-François) dit Pître Légal; à M. Légal (Pierre-Eugène) dit Pître Légal; à M. Légal (Aristide-Alexandre) et à M ^{me} Légal (Marie-Françoise-Augustine), épouse de Riom (Charles-Jacques), d'un affermage au lieu dit le port Gaichard, sur la rive gauche de l'Erdre, commune de Nantes.....	1639	16
24.	DÉCRET qui autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts à accepter pour le musée du Luxembourg un tableau : <i>Vue prise aux environs des aqueducs du Boc</i>	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui fixe les limites de la mer sur le littoral de la commune de Gassin, au droit de la plage de Gavalère (Var).....	1669	1215
Idem.	DÉCRET qui fixe les limites de la mer sur le littoral des communes de Bornes et de la Môle, au droit des plages de Pratomousquier et du Rayal (Var).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui fixe les limites de la mer sur le littoral de la commune de Gassin, au droit des plages de Bou-Porte, de Vergeron, de Cavalière, de Gigarot, de Brouis et de Briande (Var).....	Ibid.	1216
27.	DÉCRET portant qu'un adjoint en sus du nombre déterminé par la loi sera nommé dans chacune des sections de Moullevet et du Pontet, commune d'Avignon, arrondissement dudit (Vaucluse).....	1639	16
Idem.	DÉCRET portant que la commune d'Arcueil, canton de Villejuif, arrondissement de Sceaux, département de la Seine, portera, à l'avenir, le nom d'Arcueil-Cachan.	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des colonies un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.....	1640	32
Idem.	DÉCRET déclarant d'utilité publique les travaux de construction sur la pointe de Penmarc'h (Finistère) d'un phare dit phare d'Eckmühl.....	1654	691
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter, par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, pour la construction d'une maison de garde, au passage à niveau n° 34, situé au piquet 14 kil. 490 de la ligne de Lisieux à Orbec, sur le territoire de la commune de Saint-Martin-de-Sienfais (Calvados).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'achèvement des lignes télégraphiques de l'observatoire de Mont-Aigoual....	1656	738
28.	DÉCRET qui approuve la substitution de la compagnie nouvelle des tramways de Roubaix et Tourcoing à la compagnie des tramways de Roubaix et Tourcoing.	1641	55
30.	DÉCRET portant que la juridiction du commissaire de police de Creil (Oise) est étendue aux communes de Nogent-les-Vierges et Montataire.....	1639	17
Idem.	DÉCRET qui reporte au 15 février 1896 le délai fixé par l'article 2 du décret du 15 février 1891 pour les expropriations nécessaires en vue de l'établissement du tramway de Paris à Arpajon, avec embranchement de Neuilly-sur-Marcoussis.....	1640	51
4 Mai.	DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'organisation de l'administration centrale du ministère des colonies.....	Ibid.	33
7.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une somme non employée en 1893 pour encouragements à l'industrie chevaline.....	1656	739
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'amélioration et l'entretien des forêts.....	Ibid.	740

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Buletins.	PAGES.
7 Mai 1894.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'amélioration et l'entretien des forêts.....	1656	741
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une somme non employée en 1893, affectée à la remonte des haras....	<i>Ibid.</i>	742
9.	DÉCRET portant que la juridiction du commissaire de police de Croix (Nord) est étendue à la commune de Wasquehal (Nord).....	1641	99
10	DÉCRET qui approuve les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer départementaux pour la transformation de la halte de la Vouille-Triage à ligne de la Vouille-sur-Rhône au Chéyland en station ouverte au service de la petite vitesse.....	1642	131
13.	DÉCRET qui ouvre au ministre des colonies, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, par le protectorat de la Tunisie, pour les dépenses de la section coloniale à l'exposition de Chicago.....	1640	41
15.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux de rectification de la route nationale n° 45 à la traversée de l'ancienne porte du Queyroy à Valenciennes (Nord).....	1641	99
16.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté aux travaux de dessèchement des marais d'Albi-Tédels (Oran).....	1656	743
17.	DÉCRET portant fixation du traitement, de la parité d'offices et du costume des juges suppléants aux tribunaux de première instance des Antilles et de la Réunion.....	1640	41
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la concession faite à M. Georges de Grandmaison d'une parcelle d'alluvion, en voie de formation, faisant partie du lit du Thouet, à Montreuil-Bellay (Maine-et-Loire).....	<i>Ibid.</i>	51
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la concession faite à la dame Dejean, née Salse, et à la dame Leprieux, née Salieres, d'alluvions, sur la rive gauche de la Garonne, au lieu dit Pansail, commune de Saint-Loup (Tarn-et-Garonne).....	1642	131
22.	DÉCRET qui ouvre au ministre des colonies, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor par le protectorat de la Tunisie pour les dépenses de la section coloniale à l'exposition de Chicago.....	1640	43
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le ministre des colonies à déléguer sa signature au directeur de la comptabilité et des services pénitentiaires de son département.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la juridiction du commissaire de police de Montcreau-sur-Yonne est étendue sur les communes de Varennes, Cannes-Ecluse et Saint-Germain-Laval.....	1642	121
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui annule la délibération du 14 janvier 1894 du conseil général de la Martinique.....	1645	231
26.	DÉCRET portant ce qui suit : Est et demeure classée, comme annexe de la route nationale n° 96, dans le département de l'Ardèche, la partie du chemin vicinal ordinaire n° 7 de la commune de la Vouille, comprise entre ladite route et l'extrémité de la culée rive gauche du pont sur le bras du Rhône dit bras d'Arrelle.....	1643	163
28.	DÉCRET qui autorise le ministre de la guerre, au nom de l'État, à accepter le legs de mille francs fait au préjudice de sapeurs-pompiers de la ville de Paris par M ^{lle} Jeanne-Jacqueline-Ellen Le Janer, dite Le Janer-du-Bois.....	1645	231

DATE du loi et décret	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins	PAGES.
25 Mai 1894.	Décret qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest pour l'établissement d'un port sec à la halte de Guerbaville-la-Malleraie (Seine-Inférieure) (ligne de Barentin à Caudebec).....	1645	231
» Juin.	Décret portant concession à M. Mandeville d'une parcelle d'alluvion, sur la rive droite de la Garonne, commune de Verdun (Tarn-et-Garonne).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Décret qui approuve la concession à M. Caloy (Alexandre) d'une parcelle de lais de mer à Saint-Ecpez (Var).....	1647	196
».	Décret qui autorise la chambre de commerce d'Alger à établir et administrer un outillage public sur les quais du port d'Alger.....	1648	108
Idem.	Décret portant que les dispositions du décret en date du 21 août 1891, qui a étendu sur la commune de Challes-les-Eaux (Savoie) la juridiction du commissaire de police de Chambéry, sont et demeurent rapportées.....	Ibid.	132
Idem.	Décret qui supprime le commissariat de police existant à Sathonay (Rhône).....	1643	163
7.	Décret qui approuve les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest-Algérien (ligne de la Sénia à Ain-Témouchent).....	1649	359
Idem.	Décret portant modification au décret du 18 novembre 1893, qui a institué une commission supérieure des Expositions universelles de 1900.....	1655	707
Idem.	Décret qui nomme un membre de la commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Décret qui constitue en entrepôt réel des douanes des salles du Palais de l'Industrie affectées à l'Exposition internationale du livre et des industries du papier.....	Ibid.	308
».	Décret qui porte de neuf à douze le nombre des membres de la chambre de commerce de Saint-Benoît (Côtes-du-Nord).....	Ibid.	709
Idem.	Décret portant suppression des offices de courtier interprète et conducteur de navires (dont MM. de Gonfréville (Jean-Eugène-Marie) et Becquem (Jules-Marie)) sont titulaires à Nantes (Loire-Inférieure).....	1658	819
17.	Décret qui ouvre au ministre de l'Agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien du chemin de la Croix-des-Routes (Forêt domaniale de Larivour).....	1656	744
Idem.	Décret qui ouvre au ministre de l'Agriculture, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses du personnel de l'hydraulique agricole du Var.....	Ibid.	785
Idem.	Décret qui ouvre au ministre de l'Agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour travaux de démaselage dans la forêt de Teniot-et-Bégass (Algérie).....	Ibid.	786
Idem.	Décret qui fixe les limites de l'étang de Mangou dans les parties and et est, département de l'Hérault, quartier maritime de Cette.....	1670	1247
18.	Décret qui modifie l'article 2 du décret du 14 mai 1886, portant réorganisation du conseil de prud'hommes de Douai.....	1655	210
Idem.	Décret qui modifie l'article 4 du décret du 19 août 1891, portant organisation de l'Office du travail.....	Ibid.	711
19.	Décret qui reporte au 26 avril 1895 de délai fixé par l'article 1 ^{er} du décret du 26 avril 1893, pour les expéditions nécessaires à l'établissement des lignes de tramways de Poitiers à Saint-Martin-Pars et des tramways de Poitiers.....	1649	359

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
15 Juin 1894.	DÉCRET qui fixe les limites de la mer sur le littoral de la commune de Paramé, département d'Ille-et-Vilaine, quartier maritime de Saint-Malo, au droit de l'anse de Rothéneuf.	1677	1247
18.	DÉCRET concernant des transports de crédits du budget général de l'exercice 1894, entre le ministère des colonies et le ministère de la marine.	1642	118
20.	DÉCRET qui nomme le vice-président de la commission supérieure des expositions au ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, membre de droit de la commission supérieure de l'exposition universelle de 1900.	1655	712
21.	DÉCRET relatif à une contribution spéciale à percevoir, en 1894, pour les dépenses de la chambre de commerce de Châlons-sur-Marne.	1656	1656
22.	DÉCRET portant organisation de la colonie du Dahomey et dépendances.	1642	119
23.	DÉCRET qui approuve la concession à M. Cruchet (Victor-Michel) d'une parcelle de terrain domaniale à endiguer sur le rivage de la mer à Rothéneuf, commune de Paramé (Ille-et-Vilaine).	1654	691
25.	CONVOCATION du Sénat et de la Chambre des députés en Assemblée nationale pour procéder à l'élection du Président de la République.	1639	1
27.	NOMINATION de M. Casimir-Perier à la présidence de la République.	Ibid.	Ibid.
28.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.	1655	713
29.	Loi décidant que des funérailles nationales seront faites à M. Carnot, Président de la République française.	1642	101
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien de la forêt domaniale de Valdeniello (Corse).	1656	748
Idem..	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1890.	1658	794
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1891.	Ibid.	795
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892.	Ibid.	797
Idem.	DÉCRET portant que sont distraites du régime forestier, pour être remises aux indigènes de la fraction El-Hadria, douar Ouled-Aouat, trois parcelles de la forêt domaniale des Ouled-Aouat (Algérie).	Ibid.	819
Idem.	DÉCRET qui fixe les limites de la mer sur le littoral des communes de Port-de-Bouc et de Fos, entre l'ancien cimetière de Port-de-Bouc et le Grau-du-Galéjou (Bouches-du-Rhône), quartier maritime de Martigues.	1672	1310
30.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une somme non employée en 1893 pour travaux militaires.	1650	44
Idem.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une somme non employée en 1893 pour travaux militaires.	Ibid.	47
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1893, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien du chemin vicinal longeant l'atelier de construction de Vernon.	Ibid.	48
Idem.	Loi qui autorise le département de la Sarthe à contracter un emprunt.	1642	102

DATES des lois et décrets	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
30 Juin 1894.	Décret qui reporte à l'exercice 1894 une somme non employée en 1893, applicable aux frais d'établissement de bureaux et de lignes télégraphiques.....	1658	798
<i>Idem.</i>	Décret qui reporte à l'exercice 1894 une somme non employée en 1893, applicable à l'établissement de réseaux téléphoniques.....	<i>Ibid.</i>	800
2 ^e SEMESTRE DE 1894.			
1 ^{er} Juillet.	Décret qui nomme M. Ch. Dupuy, député, ministre de l'intérieur et des cultes.....	1639	2
<i>Idem.</i>	Décret qui nomme M. Ch. Dupuy, ministre de l'intérieur et des cultes, président du Conseil des ministres....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret qui nomme M. Guérin, sénateur, garde des sceaux, ministre de la justice.....	<i>Ibid.</i>	3
<i>Idem.</i>	Décret qui nomme M. Hanotaux ministre des affaires étrangères.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret qui nomme M. Poincaré, député, ministre des finances.....	<i>Ibid.</i>	4
<i>Idem.</i>	Décret qui nomme M. le général Mercier ministre de la guerre.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret qui nomme M. Félix Faure, député, ministre de la marine.....	<i>Ibid.</i>	5
<i>Idem.</i>	Décret qui nomme M. Leygues (Georges), député, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret qui nomme M. Barthou (Louis), député, ministre des travaux publics.....	<i>Ibid.</i>	6
<i>Idem.</i>	Décret qui nomme M. Lourties, sénateur, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret qui nomme M. Viger, député, ministre de l'agriculture.....	<i>Ibid.</i>	7
<i>Idem.</i>	Décret qui nomme M. Delcassé, député, ministre des colonies.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
2.	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les frais d'acquisition de l'église Saint-Laurent, à Rouen.....	1641	94
<i>Idem.</i>	Décret portant réorganisation du corps des commissaires de surveillance administrative des chemins de fer.....	<i>Ibid.</i>	95
<i>Idem.</i>	Décret portant que la ville de Durtal (Maine-et-Loire) est substituée aux droits de l'État concernant, dans la traverse de Durtal, les alignements de la route départementale n° 18, devenue route nationale n° 159 bis, de la Flèche à Rennes.....	1650	391
3.	Décret qui convoque le collège électoral de la deuxième circonscription de Lure (Haute-Saône), à l'effet d'élire un député.....	1639	8
<i>Idem.</i>	Décret portant que la juridiction du commissaire de police de Rosendaël (Nord) est étendue à la commune de Malo-les-Bains et que la juridiction du commissaire de police de Mâcon (Saône-et-Loire) est étendue à la commune de Saint-Laurent-lès-Mâcon.....	1645	132
<i>Idem.</i>	Décret relatif à la circulation en franchise de la correspondance postale de service du ministre des colonies.....	1647	166
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la chambre de commerce d'Alger à contracter des emprunts.....	1658	802
<i>Idem.</i>	Décret qui institue une commission consultative permanente du conseil supérieur du commerce et de l'industrie.....	<i>Ibid.</i>	803
4.	Décret portant homologation du bornage de la partie de la zone des fortifications modifiée aux abords de la propriété de la Pépinière, à l'île d'Oléron.....	1640	49

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
4 Juill. 1894.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour les dépenses des écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel.	1640	50
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.	1641	97
5.	DÉCRET qui approuve la concession à MM. Maurice Fennelle et Charles Despeaux d'une parcelle à retrancher du domaine public maritime, située dans la commune de Frontignan, dépendant de l'étang de Thau.	1639	17
Idem.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 9 avril 1894, du conseil général de la Corse.	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 11 avril 1894, du conseil général de la Corse.	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 5 avril 1894, du conseil général d'Indre-et-Loire.	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant réception de la bulle d'institution canonique de M. Gilbert pour l'évêché du Mans.	1642	120
Idem.	DÉCRET portant réception de la bulle d'institution canonique de M. Guillois pour l'évêché du Puy.	Ibid.	121
Idem.	DÉCRET portant réception du bref qui confère à M. Bardet le titre d'évêque de Paris au partibus.	Ibid.	122
6.	DÉCRET qui rapporte le décret du 3 juillet 1894, portant convocation du collège électoral de la deuxième circonscription de Lure (Haute-Saône), à l'effet d'élire un député.	Ibid.	8
Idem.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 11 avril 1894, du conseil général des Bouches-du-Rhône.	1639	18
Idem.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 4 avril 1894, du conseil général du Var.	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui crée une chambre de commerce à Mont-de-Marsan (Landes).	1658	804
Idem.	DÉCRET qui ouvre l'entreposet réel des douanes de Gravelines (Nord) aux marchandises prohibées.	Ibid.	805
7.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 29 juin 1894, du conseil général de la Seine.	1639	18
Idem.	DÉCRET portant que le chef-lieu de la commune de Saint-Voy, canton de Tence, arrondissement d'Amberg (Haute-Loire), est transféré au hameau de Mazet, et que ladite commune prendra, à l'avenir, le nom de Mazet-Saint-Voy.	1651	427
9.	DÉCRET qui ajoute la section du Petit-Bailieux, commune de Bailieux (Nord), au tableau annexé au décret du 11 avril 1893, relatif aux indemnités de résidence au personnel enseignant.	1639	9
Idem.	DÉCRET qui autorise M. Com (Louis-Henri) à substituer à son nom patronymique celui de Seguin.	Ibid.	28
Idem.	DÉCRET qui autorise M. Putin (Pierre-Joseph) à substituer à son nom patronymique celui d'Antin.	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui fixe le prix des allumettes en circulation.	1642	123
Idem.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une somme non employée en 1893 pour dépenses relatives au recensement des propriétés bâties et à l'évaluation de leur valeur locative.	Ibid.	124
Idem.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une somme non employée en 1893 pour dépenses relatives à l'évaluation du revenu foncier des propriétés non bâties.	Ibid.	125

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	SÉRIÉS des Bulletin.	PAGES.
7 Juill. 1894.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une somme restée disponible en 1893 pour indemniser les victimes des incendies de forêts de l'Algérie en 1881.....	1643	133
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une somme restée disponible en 1893 pour la liquidation des suites de l'apposition du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie.....	<i>Ibid.</i>	134
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une somme restée disponible en 1893 pour la liquidation des suites de l'apposition de séquestres autres que celui concernant les incendies de forêts de 1881 en Algérie.....	<i>Ibid.</i>	135
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise les travaux de dragages à exécuter en Seine, dans la passe de Bardouville (Seine-inférieure).....	1651	427
10.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux d'amélioration du port de Binic (Côtes-du-Nord).....	1644	193
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux d'amélioration du canal de Roanne à Digoin.....	1651	427
<i>Idem.</i>	LOI relative à l'assainissement de Paris et de la Seine.....	1656	725
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise la ville de Fontainebleau (Seine-et-Marne) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	727
11.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'Intérieur et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.....	1639	10
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Guiguen (Ille-et-Vilaine).....	1646	256
12.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.....	1643	136
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le ministre de la marine à accepter, au nom de l'Etat, le don fait à l'établissement des papilles de la marine par le comité de la presse lyonnaise.....	1650	391
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise le département du Calvados à contracter un emprunt.....	1656	728
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise le département de l'Isère à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise le département de la Manche à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	729
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise le département de la Seine-Inférieure à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	730
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise le département de la Vendée à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	732
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise la ville de Caestre (Tarn) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	733
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise la ville de Charleville (Ardennes) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	734
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise la ville de Cognac (Charente) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	735
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise la ville de Foix (Ariège) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	736
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise la ville de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	LOI qui autorise la ville de Voiron (Isère) à changer l'affectation de fonds d'emprunt.....	<i>Ibid.</i>	737
13.	LOI relative à la formation de deux régiments de réserve de cavalerie.....	1640	21

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES
13 Juill. 1894.	Loi qui modifie l'article 6 de la loi du 18 mars 1889 sur le rengagement des sous-officiers (composition des conseils d'enquête) le tableau A annexé à cette loi et l'article 68 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée.....	1640	23
<i>Idem.</i>	Loi qui modifie l'article 13 de la loi du 18 mars 1889, relative au rengagement des sous-officiers.....	<i>Ibid.</i>	25
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise le ministre de la marine à accepter au nom de l'État pour l'établissement des invalides de la marine le legs du sieur Bouillé (Jean-Joseph).....	1651	427
14.	Décret relatif à la franchise postale des lettres simples provenant ou à l'adresse des militaires opérant dans le Haut-Oubanghi.....	1643	140
16.	Décret qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1893.....	1658	806
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le Président de la République à ratifier la convention conclue, le 15 septembre 1892, entre la France et la Bolivie, et le protocole interprétatif signé le 26 octobre 1893.....	1666	1045
17.	Décret qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune des Eparges (Meuse).....	1643	142
<i>Idem.</i>	Loi relative à une imposition extraordinaire à percevoir sur les patentés de la circonscription de la chambre de commerce d'Oran (Algérie) pour la construction d'un palais consulaire.....	1645	197
<i>Idem.</i>	Loi ayant pour objet : 1° l'annulation, sur l'exercice 1893, d'une somme restant disponible sur le crédit ouvert au ministre des travaux publics pour les premiers travaux de reconstruction du théâtre national de l'Opéra-Comique; 2° l'ouverture, sur l'exercice 1894, d'un crédit extraordinaire pour la continuation des travaux.....	1646	233
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Charente-Inférieure à contracter un emprunt.....	1657	757
<i>Idem.</i>	Loi qui établit d'office une imposition extraordinaire sur la commune d'Araules (Haute-Loire).....	<i>Ibid.</i>	758
<i>Idem.</i>	Loi qui établit d'office, sur la commune de Ménières (Orne), une imposition extraordinaire.....	<i>Ibid.</i>	759
<i>Idem.</i>	Loi qui établit d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Saint-Didier-d'Aussiat (Ain).....	1657	<i>Ibid.</i>
18.	Loi ayant pour objet : 1° d'appliquer aux aides-vétérinaires de l'armée active les dispositions de la loi du 26 mars 1891 relative à l'avancement des sous-lieutenants; 2° de modifier l'organisation du cadre des vétérinaires militaires.....	1645	198
<i>Idem.</i>	Décret approuvant les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest algérien sur la ligne de Sainte-Barbe-du-Tiébat à Sidi-bel-Abbès....	1652	459
19.	Décret qui fixe les indemnités de résidence à allouer au personnel enseignant des écoles primaires publiques dans les communes du département de la Seine.....	1639	13
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au budget du département de la marine, pour l'année 1893, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice.....	1644	165
<i>Idem.</i>	Décret portant qu'à partir de la publication du présent décret, la pêche au chalut à crevettes ou avec toute sorte de filets traînants remorqués par bateau demeurera interdite à l'embouchure de la Vie (département de la Vendée, 14° arrondissement maritime) sur une portion de mer comprise entre le gisement de la côte, d'une part, et, d'autre part, de lignes se coupant au large à angle droit.....	1652	459

DATES des Lois et Décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
19 Juill. 1894.	DÉCRET qui reporte au 10 juillet 1896 le délai fixé par le décret du 10 juillet 1889, pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'exécution des travaux destinés à protéger la ville de Rennes (Ille-et-Vilaine) contre les inondations.	1655	722
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Béziers (Hérault) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	1657	760
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville des Sables-d'Olonne (Vendée) à contracter un emprunt.	<i>Ibid.</i>	761
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Saumur (Maine-et-Loire) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	762
<i>Idem.</i>	Loi qui établit d'office des impositions extraordinaires sur la commune de Lantéfontaine (Meurthe-et-Moselle).	<i>Ibid.</i>	763
<i>Idem.</i>	Loi qui établit d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Mazan (Ardèche).	<i>Ibid.</i>	764
<i>Idem.</i>	Loi qui établit d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Saint-Hilaire-Loustours (Haute-Vienne).	<i>Ibid.</i>	765
<i>Idem.</i>	Loi qui établit d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Saint-Vitte (Haute-Vienne).	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
20.	DÉCRET qui ouvre au budget annexe de la caisse des invalides de la marine, exercice 1894, un crédit destiné au paiement des dépenses sur fonds provenant de redevances sur les primes à la construction et à la navigation.	1643	142
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la marine un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.	<i>Ibid.</i>	143
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la substitution à M. Caze, de la société anonyme des chemins de fer sur routes d'Algérie, comme rétrocessionnaire ou concessionnaire de diverses lignes de tramways dans le département d'Alger.	<i>Ibid.</i>	146
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise des surtaxes à l'octroi de Barcelonnette (Basses-Alpes).	1645	199
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve la convention passée entre l'Etat et la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée et abroge le classement, à titre d'intérêt général, de la ligne d'Amberg à Cerdon et à la Cluse.	1646	234
<i>Idem.</i>	Loi concernant l'exécution du raccordement à la demi-lune, du chemin de fer d'intérêt local de Lyon-Saint-Jost à Vaugneray et à Mornant avec le chemin de fer d'intérêt général de Lyon à Montbrison.	1652	429
<i>Idem.</i>	Loi qui déclare d'utilité publique des travaux à exécuter pour la construction, sur la rive gauche de la Gironde, à Pauillac (Gironde), d'un appontement public avec outillage, voies ferrées et annexes.	1669	1185
21.	DÉCRET portant création d'un nouveau polygone expérimental dans la place de Briançon.	1643	147
<i>Idem.</i>	Loi qui crée une surtaxe à l'octroi de Guissey (Finistère).	1645	200
<i>Idem.</i>	Loi relative à un échange de terrains entre l'Etat et M. Christophle.	<i>Ibid.</i>	201
<i>Idem.</i>	Loi relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1895.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un crédit extraordinaire en vue de poursuivre les études entreprises sur l'aérostation militaire.	1646	235
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réception de la bulle d'institution canonique de M. Sourrieu pour l'archevêché de Rouen.	<i>Ibid.</i>	257
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réception de la bulle d'institution canonique de M. Latty pour l'évêché de Châlons.	<i>Ibid.</i>	258

DATE des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
21 Juill. 1893.	DÉCRET portant réception de la bulle d'investiture canonique de M. Sœur pour l'évêché d'Evreux.....	1646	259
Idem.	Loi qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Fuisseville (Mayenne).....	1657	766
Idem.	Loi qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune d'Hyères (Var).....	Ibid.	769
Idem.	DÉCRET qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Saint-Eusèbe (Saône-et-Loire).....	Ibid.	772
Idem.	Loi qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Sentein, au lieu dit <i>Senteillon</i> (Ariège).....	Ibid.	776
22.	DÉCRET prohibant l'importation des monnaies divisionnaires d'argent italiennes.....	1642	126
23.	DÉCRET qui autorise M. Feuillee (<i>Charles-Auguste</i>) à ajouter à son nom patronymique celui de Vialat.....	1639	19
Idem.	DÉCRET qui autorise M. Burchard (<i>Jules-Conrad</i>) et M. Burchard (<i>Marcel</i>) à ajouter à leur nom patronymique celui de <i>Bélavary</i>	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un crédit extraordinaire pour les fouilles de Delphes.....	1646	236
Idem.	Loi portant ratification du décret rendu le 23 décembre 1893, en exécution de la loi de finances du 29 décembre 1882, et qui a ouvert au ministre des travaux publics un crédit supplémentaire au titre du budget annexe des chemins de l'Etat pour l'exercice 1893....	Ibid.	237
Idem.	Loi relative au rachat, par la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, du chemin de fer d'Arles à Saint-Louis-du-Rhône.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi portant que la juridiction du commissaire de police de Château-Gontier (Mayenne) est étendue aux communes de Bazouges, Asé et Saint-Fort.....	1651	428
Idem.	DÉCRET autorisant la reconstruction du pont sur lequel la route nationale n° 10 franchit la Nivelle, à Saint-Jean-de-Luz (Basses-Pyrénées).....	1662	947
24.	DÉCRET qui approuve la substitution à la compagnie lyonnaise de tramways et chemins de fer, de la société anonyme dite <i>Compagnie lyonnaise de Tramways</i> comme concessionnaire des lignes de tramways de pont Lafayette à l'asile de Bron et de la place des Cordeliers au cimetière de la Guillotière (Rhône).....	1643	148
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Gironde, d'une ligne de tramway, à traction de locomotives, entre Bordeaux et Cadillac.....	1644	171
Idem.	Loi relative aux fraudes commises dans la vente des vins (alcoolisation et mouillage).....	1646	238
Idem.	Loi qui approuve l'arrangement conclu à Berlin pour la délimitation des colonies du Congo français et du Cameroun et des sphères d'influence française et allemande dans la région du lac Tchad.....	1648	297
Idem.	DÉCRET qui nomme membres de droit de la commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900 les anciens ministres du commerce depuis l'Exposition universelle de 1878.....	1658	807
Idem.	DÉCRET portant modification à l'article 2 du cahier des charges applicable à la ligne de tramway d'El-Afroun à Marengo (Alger).....	1661	947
25.	DÉCRET qui remplace par des taxes le droit de reconnaissance à l'arrivée établi par les décrets du 22 février 1876 et 11 février 1893 sur les paquebots à vapeur faisant escale sur les côtes de France.....	1643	149

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
25 Juill. 1894.	Décret déclarant d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Ain, d'un réseau de tramways à traction de locomotives à vapeur.....	1648	363
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise l'ouverture, par décrets, au ministre des travaux publics, de crédits supplémentaires pour les études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.....	1649	329
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la concession au syndicat de défense de la Plage de Puy (Seine-Inférieure) d'un terrain domanial dépendant de ladite plage, en vue de l'établissement d'ouvrages défensifs.....	<i>Ibid.</i>	330
<i>Idem.</i>	Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraite des ouvriers mineurs.	<i>Ibid.</i>	340
<i>Idem.</i>	Décret déclarant d'utilité publique les travaux d'amélioration de port de Bastia (Corse).....	1652	469
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Bouches-du-Rhône à contracter deux emprunts.....	1658	799
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Var à modifier l'affectation d'une imposition extraordinaire.....	<i>Ibid.</i>	790
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville d'Agen (Lot-et-Garonne) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	791
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Montaban (Tarn-et-Garonne) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	792
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Paris (Seine) à proroger la perception d'impositions extraordinaires.....	<i>Ibid.</i>	793
<i>Idem.</i>	Décret autorisant l'exécution : 1° de travaux de dragages dans le port de Pont-Audemer et dans le chenal de la Rille maritime (Eure); 2° de travaux de réfection de la digue nord de la Rille en aval de la Roque.	1663	1011
<i>Idem.</i>	Décret portant qu'il sera procédé à l'exécution des travaux de reconstruction de la paire de portes d'Ebe d'amont de l'écluse à sas du bassin à flot de Boulogne.	1667	1146
26.	Décret qui convoque le collège électoral de la deuxième circonscription de Lure (Haute-Saône) à l'effet d'élire un député.....	1642	127
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts d'Alger..	1643	150
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la reconstruction de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien Dubouché, et ouvre, à cet effet, au ministre des travaux publics, un crédit extraordinaire sur le budget de l'exercice 1894.....	1646	238
<i>Idem.</i>	Loi relative à la législation forestière dans l'île de la Réunion.....	1649	330
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1894, un crédit versé au Trésor à titre d'avances pour l'établissement de réseaux téléphoniques et de lignes interrurbaines.....	1658	808
<i>Idem.</i>	Loi portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements.....	1659	822
<i>Idem.</i>	Décret portant organisation de la justice dans la colonie du Dahomey et dépendances.....	1661	885
<i>Idem.</i>	Décret portant que est et demeure classée, comme prolongement de la route nationale n° 88 bis, dans le département de la Haute-Loire, une section de route à ouvrir entre Vorey et Retournac.....	1667	1146
<i>Idem.</i>	Décret qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Belmont-sur-Vair (Voorges).....	1643	151

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Buletins.	PAGES.
27 Juill. 1894.	Loi concernant : 1° l'ouverture de crédits sur l'exercice 1894 ; 2° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos ; 3° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés ; 4° l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes (exercice 1894).....	1645	239
<i>Idem.</i>	Loi portant suppression de l'impôt intérieur sur les huiles minérales.....	<i>Ibid.</i>	245
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1894, un crédit supplémentaire pour études relatives à l'exposition universelle de 1900.....	1649	331
<i>Idem.</i>	Loi relative à un échange de terrains entre l'Etat et la ville de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Condé-sur-l'Escaut (Nord).....	<i>Ibid.</i>	332
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Daoulas (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	333
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Plougastel-Saint-Germain (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Plouzané (Finistère).....	<i>Ibid.</i>	334
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Aude à s'imposer extraordinairement.....	1660	863
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Carcassonne à changer l'affectation de fonds d'emprunt.....	<i>Ibid.</i>	864
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Fécamp (Seine-Inférieure) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	855
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de Vaucluse à contracter un emprunt.....	1670	1217
28.	Loi tendant à réprimer les menées anarchistes.....	1641	53
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre de la marine, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'installation de casernements à Cherbourg.....	1645	152
<i>Idem.</i>	Décret relatif au recouvrement par la poste des quittances, factures, valeurs commerciales, etc., entre la France, l'Algérie et le Chili.....	<i>Ibid.</i>	153
<i>Idem.</i>	Décret relatif à l'échange avec la Serbie des colis postaux de valeur déclarée.....	<i>Ibid.</i>	154
<i>Idem.</i>	Décret relatif à l'admission en franchise de la correspondance postale officielle de certains fonctionnaires.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre au ministre de la marine et au ministre des colonies, sur l'exercice 1894, un crédit supplémentaire destiné à subvenir aux dépenses d'engagements et de réengagements dans les troupes coloniales.....	1646	246
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre au ministre de la marine, sur l'exercice 1894, un crédit supplémentaire pour constructions navales, approvisionnement de la flotte et achat pour l'entretien et le service courant.....	<i>Ibid.</i>	247
<i>Idem.</i>	Loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1894 ; 2° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés ; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits au titre des budgets annexes.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Villapourçon (Nièvre).....	1658	809
<i>Idem.</i>	Décret qui fixe les droits de courtage maritime dans le port de Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône).....	<i>Ibid.</i>	813

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
28 Juill. 1894.	DÉCRET qui autorise la société française des explosifs à conserver certaines installations et à en établir de nouvelles, à condition de se conformer aux prescriptions du décret du 19 août 1893.....	1659	823
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les droits de courtage maritime dans le port de Châteaudeau-d'Oléron (Charente-Inférieure).....	<i>Ibid.</i>	827
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	1660	856
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant modification au décret du 5 mai 1894 sur l'organisation de l'administration centrale du ministère des colonies.....	1661	890
29.	RAPPORT au Président de la République française suivi d'un décret relatif au matériel à réserver dans les magasins de la marine.....	1664	185
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre des crédits supplémentaires et extraordinaires sur l'exercice 1894 (Ministères de la guerre et des travaux publics).....	1669	335
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts à accepter au nom de l'État le don fait au musée du Louvre par la dame Guébin, veuve Henry.....	<i>Ibid.</i>	359
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Cantal à s'imposer extraordinairement.....	1660	857
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Charente-Inférieure à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	858
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Cher à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Hérault à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	859
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Haute-Garonne à modifier l'affectation d'un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	860
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Marne à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	861
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Meuse à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	862
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Nord à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	863
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Oise à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Pas-de-Calais à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	864
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Puy-de-Dôme à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	865
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Haute-Savoie à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de Seine-et-Marne à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	866
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de Seine-et-Oise à modifier partiellement l'affectation d'une imposition extraordinaire.....	<i>Ibid.</i>	867
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Vendée à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Ber-de-Duc (Meuse) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	868
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Douai (Nord) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	869
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Lyon (Rhône) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	870
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Montpellier (Hérault) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>

DATES des lois et décrets	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
29 Juill. 1894.	Loi qui autorise la ville de Niort (Deux-Sèvres) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	1660	871
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Périgueux (Dordogne) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	872
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Roubaix (Nord) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	873
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Saint-Etienne (Loire) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	874
<i>Idem.</i>	Loi qui établit d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Salvagnac-Saint-Loup (Aveyron).	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
30.	DÉCRET qui autorise M. Rousselin (Marie-Louis-Sosthène) à ajouter à son nom patronymique celui de Legrand.....	1659	19
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui rend applicable à l'Algérie la loi du 28 juillet 1894, relative à la répression des menées anarchistes.....	1643	155
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien d'élèves à l'école nationale d'horlogerie de Gluses (Haute-Savoie).....	1659	830
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Calvados à s'imposer extraordinairement.....	1662	917
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département d'Ille-et-Vilaine à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	918
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Loire et la ville de Saint-Etienne à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	919
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Loiret à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	920
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Manche à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	921
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Mayenne à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Nièvre à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	922
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Haute-Savoie à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	923
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville Châteauroux (Indre) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	924
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Fougères (Ille-et-Vilaine) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville d'Avignon (Vaucluse) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	1664	1013
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	1014
<i>Idem.</i>	Loi qui établit d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Bué (Cher).....	<i>Ibid.</i>	1015
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1894, un crédit supplémentaire pour le concours international de tir de Lyon.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1894, un crédit supplémentaire pour le concours international de gymnastique de Lyon.....	<i>Ibid.</i>	1016
31.	DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Charente-Inférieure à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	1642	128
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par des comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892...	1643	156

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
31 Juill. 1894.	Décret qui autorise un virement de crédits au budget annexé de la caisse des invalides de la marine (exercice 1893).....	1643	157
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve l'arrangement conclu, le 8 décembre 1893, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Libéria.....	1646	253
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la chambre de commerce de Bastia à contracter un emprunt.....	1649	231
<i>Idem.</i>	Décret approuvant la concession au sieur Jacques Lamayeur d'une parcelle de terrain maritime sise commune de Frontignan (Hérault).....	1667	1146
1 ^{er} Août.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'exécution de divers travaux maritimes.....	1643	158
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'établissement de divers chemins de fer.....	<i>Ibid.</i>	159
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux d'amélioration du port de Montaganem.....	<i>Ibid.</i>	160
3.	Décret qui ouvre au ministre de l'intérieur et des cultes, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour travaux à l'établissement thermal de Vichy.....	<i>Ibid.</i>	161
<i>Idem.</i>	Loi qui rend obligatoires la vérification et le poinçonnage par l'État des densimètres employés dans les distilleries pour contrôler la richesse de la betterave.	1649	336
<i>Idem.</i>	Décret qui reconnaît d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'irrigation des prairies situées sur la rive gauche du canal maritime de la Basse-Loire, entre la Martinière et le canal de Busay (Loire-Inférieure).....	1658	219
4.	Décret qui charge, par intérim, le garde des sceaux, ministre de la justice, du ministère de l'intérieur et des cultes.....	1639	14
<i>Idem.</i>	Décret qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 16 juillet 1894, du conseil d'arrondissement de Carcassonne (Aude).....	1644	193
<i>Idem.</i>	Décret qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 16 juillet 1894, du conseil d'arrondissement de Saint-Amand (Cher).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret relatif aux engagements et reengagements dans l'armée coloniale.....	1645	215
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au budget de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, exercice 1893, deux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de traitements et suppléments de traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire qui se rapportent à des exercices clos.....	1647	272
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre de la justice un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1890....	<i>Ibid.</i>	273
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre, au titre des budgets des départements de la marine et de la guerre, des crédits supplémentaires pour les dépenses résultant de la fabrication et de la distribution de la médaille coloniale.....	1649	337
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre, au ministre de la justice, un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1891....	<i>Ibid.</i>	345

DATES des Lois et Décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
4 Août 1894.	DÉCRET déclarant d'utilité publique l'établissement d'une ligne de tramway à traction mécanique entre Saint-Maur-les-Fossés et Vincennes (Seine).....	1659	365
Idem.	DÉCRET qui autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'État, à refuser pour le Musée national Adrien-Dubouché de Limoges le don fait à cet établissement par le sieur Louis Chouly, marquis de Permangle.....	1658	819
6.	DÉCRET qui approuve la substitution à MM. Grammont, Bellentant et Faye, de la compagnie des tramways électriques de Dijon comme rétrocessionnaire du réseau de tramways de la ville de Dijon.....	1644	187
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de restauration de la salle des États de Bourgogne de l'hôtel de ville de Dijon.....	Ibid.	189
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la construction de trottoirs et de caniveaux pavés dans les traverses de Saint-Cloud et à l'HIHII (route nationale n° 4) [Algérie].....	Ibid.	190
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses du personnel des ponts et chaussées en Algérie.....	Ibid.	191
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit versé au Trésor à titre d'avances, applicable aux travaux d'amélioration des ports de Dunkerque et de Cette.....	1648	229
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit supplémentaire au titre du budget annexe des chemins de fer de l'État, pour l'exercice 1894.....	1647	275
Idem.	Loi qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, des crédits extraordinaires pour la réparation des avaries causées aux ouvrages des ports, phares et balises par les tempêtes du mois de novembre 1893.....	1649	338
Idem.	DÉCRET qui porte de neuf à douze le nombre des membres de la chambre de commerce de Grenoble (Isère).....	1659	834
Idem.	DÉCRET portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement de l'aqueduc d'Achères, d'une parcelle de terrain, lieu dit les Clos, commune d'Herblay (Seine-et-Oise), appartenant au sieur Louchet.....	1666	1107
Idem.	DÉCRET qui autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts à accepter, au nom de l'État, pour le musée de Cluny, le don fait par le sieur Molloy (Amédée-Charles-Jean).....	1667	1147
7.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Saint-Pol-de-Léon (Finistère).....	1649	339
Idem.	Loi qui distrait la commune d'Orelle (Savoie) du canton de Modane et la rattache au canton de Saint-Michel.....	Ibid.	Ibid.
9.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux de déviation de la route départementale n° 82, de la Seine aux abords de la redoute de la Faisanderie à Joinville-le-Pont.....	1646	261
Idem.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département des Ardennes, d'un réseau de chemins de fer d'intérêt local, à voie étroite.....	1651	393

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
9 Août 1894.	Loi qui autorise la concession, à la chambre de commerce de Calais (Pas-de-Calais), de quatre parcelles de terre-pleins des quais du port de Calais, en vue de l'établissement de magasins publics.....	1662	431
<i>Idem.</i>	Loi qui déclare d'utilité publique, à titre d'intérêt général, le chemin de fer du Fayet à Chamonix et à la frontière suisse et approuve la convention passée avec la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, pour la concession définitive de ladite ligne.....	Ibid.	Ibid.
<i>Idem.</i>	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans les départements de la Loire-Inférieure et de Maine-et-Loire, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Nantes à Cholet, avec embranchement de Beaupréau à Chalonnes.....	1663	949
<i>Idem.</i>	Décret déclarant d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Marne, d'une ligne de tramway entre Epernay et Marcuil-sur-Ay.....	1664	1025
<i>Idem.</i>	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département du Nord, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Pont-de-la-Daële à Pont-à-Marcq.....	1670	1249
10.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit supplémentaire au titre du budget annexe des chemins de fer de l'Etat, pour l'exercice 1894.....	1665	230
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1884, au titre du budget annexe, de l'administration des monnaies et médailles, des crédits supplémentaires pour la frappe de monnaies divisionnaires d'argent.....	1660	361
12.	Décret relatif au remplacement provisoire du notaire de Saint-Barthélemy (Guadeloupe).....	1661	393
13.	Décret qui promulgue l'arrangement signé à Paris, le 8 décembre 1892, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Libéria.....	1646	254
<i>Idem.</i>	Décret qui approuve la substitution à M. Lambert de la compagnie du chemin de fer de Bettrechles à Hon, avec embranchement sur Baval (Nord), comme concessionnaire de cette ligne d'intérêt local.....	1647	276
<i>Idem.</i>	Décret qui approuve la substitution à M. Lambert de la compagnie du chemin de fer de Maubeuge à Villers-Sire-Nicole (Nord), comme concessionnaire de cette ligne d'intérêt local.....	Ibid.	277
<i>Idem.</i>	Décret qui promulgue la convention conclue à Berlin, le 15 mars 1894, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté l'empereur d'Allemagne, pour la délimitation des colonies du Congo français et du Cameroun et des sphères d'influence française et allemande dans la région du lac Tchad.....	1648	298
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894 (2 ^e section : beaux-arts), un crédit ayant pour objet : 1 ^o l'installation à Limoges de l'école nationale d'art décoratif et du musée national <i>Adrien-Dubouché</i> ; 2 ^o l'installation au Louvre de la collection <i>Grandidier</i>	1660	362
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre, sur l'exercice 1894, un crédit extraordinaire pour les dépenses de l'exposition internationale de culture fruitière de Saint-Petersbourg.....	Ibid.	363
<i>Idem.</i>	Loi ayant pour objet : 1 ^o l'approbation d'une convention passée avec la compagnie des chemins de fer de Bône-Guelma et prolongements, pour la modification des conventions conclues précédemment avec cette compagnie; 2 ^o l'approbation des conventions conclues entre le gouvernement tunisien et la compagnie, pour l'établissement des nouveaux chemins de fer en Tunisie.....	1665	693

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
14 Août 1894.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Nogent-sur-Seine (Aube), à l'effet d'élire un député.....	1642	139
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au budget de la guerre, pour l'exercice 1893, un chapitre destiné à recevoir l'imputation des rappels de solde applicables à des exercices antérieurs.....	1647	278
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'exécution des articles 1, 2, 3 et 28 de la loi du 9 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraite des ouvriers mineurs.....	1649	347
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les limites de la mer sur le littoral de la commune de Pornic, le long de la plage dite du Château (Loire-Inférieure), quartier maritime de Nantes.....	1672	1310
16.	DÉCRET qui autorise M. Guillonx (Henri-Anne-Marie-Alexis-Joseph) et M. Guillonx (Alexis-Joseph-Anne-Marie) à substituer à leur nom patronymique celui de Provost.....	1639	19
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui crée à Tournus (Saône-et-Loire) un commissariat de police.....	1646	262
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891 et 1892.....	1647	279
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892.....	<i>Ibid.</i>	281
<i>Idem.</i>	DÉCRET modifiant le décret du 27 juin 1887, portant règlement général sur la perception de l'octroi de mer en Algérie.....	<i>Ibid.</i>	282
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les droits de pilotage des bâtiments de l'État dans le sous-arrondissement de Dunkerque...	<i>Ibid.</i>	284
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la franchise de la correspondance de service échangée entre divers fonctionnaires et agents.	1659	834
17.	DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Loire, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	1642	130
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour dépenses publiques.....	1647	285
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'amélioration des ports de Saint-Nazaire et de Bordeaux.....	<i>Ibid.</i>	286
18.	DÉCRET qui autorise le ministre de la guerre, au nom de l'État, à accepter, pour être répartie entre les cinq régiments du génie, le don d'une somme de six cents francs offerte par M ^{me} Bertrand.....	1646	261
20.	DÉCRET qui ajoute les nitrates de mercure au tableau annexé au décret du 8 juillet 1850, relatif à la vente des substances vénéneuses.....	1643	162
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 16 juillet 1894, du conseil d'arrondissement de Saint-Pons (Hérault).....	1646	262
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux de construction d'une jetée-abri au golfe Juan (Alpes-Maritimes).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le sieur Orcibal (Pierre) à reconstruire une écurie à moins de deux mètres du chemin de fer, ligne de Montauban au Lot et à Rodez, commune de Villefranche.....	<i>Ibid.</i>	263

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
20 Août 1894.	DÉCRET qui autorise la dame veuve Paris à ouvrir deux fenêtres et à modifier les baies actuellement existantes dans le mur de la maison qu'elle possède en bordure de la ligne du chemin de fer de Paris à Versailles (rive droite).....	1646	263
Idem.	DÉCRET qui autorise divers travaux dans le bassin de la citadelle au Havre (Seine-Inférieure).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit supplémentaire pour les travaux à exécuter par l'État sur les lignes concédées à la compagnie des chemins de fer du Midi par la convention de 1883.....	1647	287
Idem.	DÉCRET qui autorise les travaux de construction d'un môle d'abri au port de Guilvinec (Finistère).....	1648	327
Idem.	Loi concernant le démantèlement de Landrecies (Nord).	1650	364
Idem.	DÉCRET relatif à l'amortissement de l'emprunt contracté par la chambre de commerce de Marseille, en vertu du décret du 22 mars 1885.....	1659	835
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour la reconstruction des ponts de Maisons (Seine-et-Oise) sur la Seine (Ille de Paris au Havre).	1667	1147
21.	DÉCRET qui modifie le tracé des lignes de tramways de Saintes à Mortagne et de Touseint à Jonzac, dont l'établissement, dans les départements de la Charente-Inférieure et de la Charente, a été déclaré d'utilité publique par décret du 20 janvier 1893.....	1647	288
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux d'amélioration du port de Philippeville.....	1650	381
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	Ibid.	382
Idem.	DÉCRET qui ratifie l'acquisition d'un immeuble faite par la chambre de commerce de Bayonne.....	1659	836
Idem.	DÉCRET approuvant les dépenses à faire par la compagnie des chemins de fer de Bône-Guelma et prolongements sur la ligne de Souk-Ahras à Tébessa, pour augmentation de son matériel.....	1667	1147
22.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les frais d'acquisition de l'ancienne église Saint-Laurent, à Rouen.....	1647	290
23.	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans trois communes du département de Saône-et-Loire.....	Ibid.	291
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour dépenses publiques.....	1649	349
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1894, un crédit supplémentaire pour l'inscription des pensions civiles de veuves et d'orphelins résultant de décès survenus du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1893.....	Ibid.	350
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour travaux militaires.....	Ibid.	351
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour divers travaux.....	Ibid.	352
24.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien d'un chemin vicinal de Vernon.....	Ibid.	353

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
24 Août 1894.	DÉCRET déclarant d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer destiné à relier la mine de la Rieille à la Brulade, près des Bornettes (Var).....	1650	377
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 30 décembre 1893, relative aux encouragements spéciaux à accorder à l'industrie des huiles de schiste.....	1659	837
25.	DÉCRET qui modifie le tableau annexé au décret du 16 février 1892, relatif à l'organisation des commissariats de police du département de la Seine (Paris excepté).....	1646	260
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui porte que les dispositions de l'article 4 du décret du 29 mars 1888 ne sont pas applicables aux agents des postes et télégraphes dans les colonies et pays de protectorat (Algérie et Tunisie exceptées)....	1649	364
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ratifie l'acquisition d'un immeuble faite par la chambre de commerce de Calais.....	1659	841
27.	DÉCRET qui autorise M. Georges (Claude-Joseph) à prendre le nom de Pieter (Georges-Claude-Joseph).....	1641	99
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses des écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel.....	1647	292
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans trois communes du département du Gard.....	1649	265
28.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'observatoire de Toulouse.....	1647	294
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'observatoire de Bordeaux.....	1649	266
30.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement d'une manufacture d'allumettes à Aix.....	1647	295
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'observatoire de Besançon.....	1649	357
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les heures d'ouverture et de fermeture du bureau des douanes de Saint-Armel (Morbihan)....	1659	842
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à une imposition extraordinaire à percevoir, en 1894, pour les dépenses de la chambre de commerce d'Oran.....	<i>Ibid.</i>	843
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1894, un crédit versé au Trésor, à titre d'avances, pour l'établissement de réseaux téléphoniques et de lignes interurbaines.....	<i>Ibid.</i>	844
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant ce qui suit : 1° le plan du projet annexé le 12 mars 1887 est rectifié suivant les indications du plan dressé le 22 avril 1890; 2° est reporté au 9 juillet 1897 le délai fixé par l'article 3 du décret du 9 juillet 1887 pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement de la gare de Bordeaux (ligne de Bordeaux à Cette).....	1668	283
31.	DÉCRET relatif à l'échange des colis postaux avec la Guyane néerlandaise et les Antilles néerlandaises....	1648	325
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour frais de location du magasin d'habillement de Nantes.....	1650	384

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
1 ^{er} Sept. 1894.	DÉCRET qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Magny-d'Anigon (Haute-Saône).....	1661	894
3.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 16 juillet 1894, du conseil d'arrondissement de Bressuire (Deux-Sèvres).....	1664	193
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de travaux de canalisation d'eau dépendant du service des eaux de Versailles et de Marly.....	1665	715
4.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département du Rhône, d'une ligne de tramway de la rue Casimir-Périer au parc de la Tête-d'Or, à Lyon.....	1661	897
Idem.	DÉCRET portant organisation du service judiciaire dans le protectorat français de la côte des Somalis.....	Ibid.	900
5.	DÉCRET qui affecte au département de la guerre des terrains dépendant de l'étang de Berre et du marais de Saint-Pierre.....	1662	435
6.	DÉCRET qui déclare nulles et de nul effet les délibérations, en date des 16 et 20 juillet 1894, du conseil d'arrondissement de Lille (Nord).....	1664	194
Idem.	DÉCRET qui déclare nulles et de nul effet les délibérations, en date du 17 juillet 1894, du conseil d'arrondissement de Montpellier (Hérault).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui approuve la cession faite à l'État, par la section des Sahari Ouled Bhabim et des Sidi Aissa el Adhab et par la commune indigène de Boghar (département d'Alger), de divers immeubles sur la route nationale n° 1, d'Alger à Laghouat.....	1666	264
7.	DÉCRET qui déclare nulles et de nul effet les délibérations, en date des 17 et 18 juillet 1894, du conseil d'arrondissement de Bordeaux (Gironde).....	1664	194
Idem.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 16 juillet 1894, du conseil d'arrondissement de Clermont (Oise).....	Ibid.	195
8.	DÉCRET qui charge le ministre des finances de l'intérim du ministère de la justice.....	1661	98
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour le paiement du tiers du traitement de l'écluseur chargé de la manœuvre des portes d'accès du canal de Bourdigou.....	1662	436
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux d'amélioration de la digue du Champ-de-Mars, sur le Rhône, à Vienne.....	Ibid.	437
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable au paiement des frais de manœuvre et d'entretien du pont de Vic, sur le canal de Calais.....	Ibid.	438
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit versé au Trésor, à titre de fonds d'avances, applicable aux travaux d'amélioration de la Garonne maritime et de la Gironde supérieure.....	Ibid.	439
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'entretien des collections minéralogiques de l'école des mines de Saint-Etienne.....	Ibid.	440

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
8 Sept. 1894.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses des services météorologiques.....	1653	441
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses du personnel des ponts et chaussées en Algérie.....	<i>Ibid.</i>	443
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de travaux projetés dans divers ports maritimes.....	<i>Ibid.</i>	445
<i>Idem.</i>	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Charente-Inférieure, d'une ligne de tramway à traction mécanique de Saint-Georges-de-Didonne à Pontalliac, avec embranchement sur le dépôt à Royan.....	1666	1084
10.	Décret qui autorise M. Fouzes (Jules-Henri-Léon-Gabriel) à ajouter à son nom patronymique celui de Diacon.....	1641	99
11.	Décret qui convoque le collège électoral de la deuxième circonscription de Caen (Calvados) à l'effet d'élire un député.....	1644	192
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1894, un crédit supplémentaire pour les dépenses des manufactures de l'Etat.....	1648	327
<i>Idem.</i>	Décret portant revision des traitements du personnel secondaire d'exploitation des établissements du service des poudres et salpêtres.....	1652	446
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Bromont-Lamothe (Puy-de-Dôme).....	1661	902
12.	Décret qui déclare d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale n° 1 du Finistère, d'Hennebont à Lanvéoc, au passage dit <i>lieu de Grève</i>	1668	1183
13.	Décret qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 4 avril 1894, du conseil général des Bouches-du-Rhône.....	1644	195
<i>Idem.</i>	Décret qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 16 juillet 1894, du conseil d'arrondissement de Nantes (Loire-Inférieure).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret qui institue une commission chargée de la répartition de la somme versée par le gouvernement italien pour indemniser les Français qui ont eu à souffrir des désordres survenus au mois d'août 1893, à Rome, à Naples et à Gènes.....	1652	447
<i>Idem.</i>	Décret qui affecte au département de la guerre des terrains domaniaux dépendant de l'ancienne grève de Chasles, sise sur le territoire de Saint-Malo et de Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).....	<i>Ibid.</i>	448
<i>Idem.</i>	Décret portant déclassement de la place de Landrecies.....	<i>Ibid.</i>	449
15.	Décret qui crée un cantonnement de pêche dans la rade d'Endoume (quartier de Marseille).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret relatif au serment professionnel du personnel des douanes et régies en Indo-Chine.....	1661	906
16.	Décret qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour divers travaux militaires.....	1650	385
<i>Idem.</i>	Décret qui affecte au département de la guerre l'ancien hôtel des douanes à Calais.....	<i>Ibid.</i>	387
17.	Décret qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de l'Isère, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	1649	358

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
21 Sept. 1894.	DÉCRET portant retrait de l'autorisation accordée, par décret en date du 2 août 1887, aux sieurs <i>Dewulf, Gailleret et fils</i> , d'exploiter un élévateur flottant à grains dans les bassins du port de Dunkerque.....	1660	884
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant création d'un conseil de protectorat de l'Annam et du Tonkin.....	1661	907
22.	DÉCRET qui autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts à accepter, au nom de l'État, pour les musées nationaux, les tableaux légués par la demoiselle <i>Marie-Cécile Garnier</i>	1644	196
<i>Idem.</i>	NOTIFICATION adressée au Gouvernement de la République française par le ministre de Sa Majesté britannique, à Paris, pour rendre applicable à la colonie de la Nouvelle-Galles du Sud les stipulations de la convention franco-britannique du 30 août 1890.....	1650	387
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme deux membres de la commission supérieure des caisses d'assurances en cas de décès ou d'accidents.....	1660	875
24.	DÉCRET qui autorise <i>M. Laroche (Léopold-Jean)</i> à ajouter à son nom patronymique celui de <i>Lamy</i>	1643	164
25.	DÉCRET qui fixe le prix des nouvelles boîtes d'allumettes dites <i>sueñoises</i>	1650	388
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la circulation en franchise, sous plis fermés, de la correspondance de service que les payeurs (ou faisant fonctions) de la brigade d'occupation en Tunisie ont à échanger entre eux.....	<i>Ibid.</i>	389
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le sieur <i>Roux</i> à exploiter, au lieu et place du sieur <i>Durandy</i> , la salle de ventes publiques ouverte à Nice, en vertu du décret du 22 mars 1887.	1661	909
27.	DÉCRET qui rectifie, en ce qui concerne le département du Gard, le tableau de population n° 4 déclaré authentique par le décret du 31 décembre 1891.....	1655	717
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui constitue en entrepôt réel des douanes les locaux du palais des beaux-arts, au Champ-de-Mars, affectés à l'exposition internationale d'animaux de basse-cour.....	1661	910
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de la Bazouge-de-Chéméré (Mayenne).....	1665	1049
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Veyras (Ardèche).....	<i>Ibid.</i>	1052
29.	DÉCRET qui approuve la délibération, en date du 17 juillet 1894, du conseil municipal de Bordeaux concernant la contribution des portes et fenêtres....	1667	1147
1 ^{er} Octobre.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.....	1652	450
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de 1892.....	<i>Ibid.</i>	451
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la contribution spéciale à percevoir en 1895 pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce.....	1659	845
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Sainte-Foy-l'Argentière (Rhône).....	1666	1095
2.	DÉCRET qui fait cesser l'interim du ministère de la justice.....	1646	261
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des affaires étrangères un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.....	1652	453

DATE des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
2 Oct. 1894.	DÉCRET qui approuve la concession au sieur Brayère (François) d'une parcelle d'alluvion en voie de formation, sur la rive gauche de la Garonne, au lieu dit l'Illos, commune de Verdun (Tarn-et-Garonne).....	1672	1311
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux de construction de la nouvelle route départementale n° 12 à ouvrir entre la porte de Paris projetée au droit de la rue Pouchet et la route départementale n° 11, en face du boulevard de Lorraine à Clichy (Seine).....	Ibid.	Ibid.
3.	DÉCRET portant homologation du bornage de la partie de la zone des fortifications modifiée en avant de la demi-lune 39 de la place de Brest.....	1680	389
Idem.	DÉCRET portant homologation du bornage de la zone des fortifications de l'île Brehat à Saint-Brieuc.....	Ibid.	390
Idem.	DÉCRET portant homologation du bornage des zones de servitudes des forts de Bessoncourt, de Vezelois, de Chêvreumont et de la batterie du Haut-Taillis, à Belfort.....	1652	455
Idem.	DÉCRET qui affecte au département de la guerre une parcelle de terrain domanial nécessaire à l'établissement d'un champ de tir pour la garnison de Senlis (Oise).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui ouvre au budget annexe de la caisse des invalides de la marine, exercice 1894, un crédit supplémentaire destiné au paiement de dépenses sur fonds provenant de retenues sur les primes à la construction et à la navigation.....	1655	717
Idem.	DÉCRET relatif à la contribution spéciale à percevoir, en 1895, pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce.....	1660	876
4.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date des 16-19 juillet 1894, du conseil d'arrondissement de Marseille.....	1650	391
5.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.....	1656	748
Idem.	DÉCRET portant homologation du bornage de la zone des fortifications de la place et du fort Barral, à Bougie.....	1657	779
Idem.	DÉCRET portant homologation du bornage de la zone des fortifications de l'enceinte de la place du Fort national et de ses ouvrages.....	Ibid.	780
6.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'intérieur et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1891 et 1892.....	1655	719
Idem.	DÉCRET qui rattache au ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sous le nom d'écoles pratiques de commerce et d'industrie, l'école primaire supérieure et professionnelle de filles à Nantes, l'école primaire supérieure de garçons à Romans et le cours complémentaire de Kevorion à Brest.....	1662	925
Idem.	DÉCRET qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Fillols (Pyénées-Orientales).....	1668	1160
8.	DÉCRET relatif à la contribution spéciale à percevoir, en 1895, pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce.....	1663	1008
Idem.	DÉCRET qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune d'Aulus (Ariège).....	1668	1163
9.	DÉCRET relatif à la circulation en franchise de la correspondance de service échangée entre certains fonctionnaires.....	1657	780

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
10 Oct. 1894.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.....	1657	781
11.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses des écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel.....	1655	721
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux dépenses de l'enseignement supérieur en Algérie.....	1656	754
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts d'Alger....	1657	782
Idem.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 un crédit non employé en 1893, affecté aux travaux de confection du cadastre.....	1659	846
Idem.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 un crédit non employé en 1893, affecté aux travaux de confection du cadastre.....	Ibid.	848
Idem.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 un crédit non employé en 1893, affecté aux travaux de confection du cadastre.....	Ibid.	849
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'établissement d'une halte sur le territoire de Saint-Denis-la-Chevasse (ligne de Nantes à la Roche-sur-Yon).....	1662	927
12.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	1661	911
13.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 6 juillet 1894, du conseil général de la Seine.....	1650	391
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	1661	912
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	1669	1205
15.	DÉCRET qui modifie l'article 35 du décret du 17 février 1894 relatif aux coffres à médicaments dont les bâtiments faisant la pêche à Terre-Neuve doivent être munis.....	1659	850
16.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	1662	928
Idem.	DÉCRET qui autorise les travaux de prolongement de la jetée nord du port de Fécamp (Seine-Inférieure)....	1672	1311
17.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 24 septembre 1894, du conseil d'arrondissement de Brioude (Haute-Loire).....	1650	391
Idem.	DÉCRET qui rectifie, en ce qui concerne le département de la Gironde, le tableau de population n° 3 déclaré authentique par le décret du 31 décembre 1891.....	1657	783
Idem.	DÉCRET portant que le hameau de la Bégude-de-Mazenc (Drôme) est désigné comme chef-lieu de la commune de Châteaufort-de-Mazenc qui portera, à l'avenir, le nom de la Bégude-de-Mazenc.....	1668	1183

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
19 Oct. 1894.	DÉCRET qui fixe les cadres et les traitements des directeurs, des médecins en chef et des médecins adjoints des asiles publics.....	1657	784
Idem.	DÉCRET qui ouvre au budget annexe de la caisse des invalides de la marine, exercice 1894, un crédit supplémentaire destiné au paiement de dépenses sur fonds provenant des prélèvements de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande et non employés pendant l'exercice 1893.....	1662	929
23.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.....	1660	878
Idem.	DÉCRET qui ouvre au budget du ministère des finances, pour l'exercice 1893, deux nouveaux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de pensions d'exercices clos.....	1662	931
Idem.	DÉCRET qui approuve le compte d'emploi des fonds de police secrète affectés au service de la transportation et de la rélegation à la Nouvelle-Calédonie pour l'exercice 1893.....	1672	1287
25.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1894, un crédit versé au Trésor à titre d'avances pour l'établissement de réseaux téléphoniques et de lignes interurbaines.....	1662	934
26.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la justice un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1893....	1652	457
Idem.	DÉCRET portant que la commune d'El-Kantour, arrondissement de Philippeville (département de Constantine), portera, à l'avenir, le nom de commune du Col-des-Oliviers.....	1661	916
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890 et 1892.....	1662	935
Idem.	DÉCRET autorisant les agents des douanes et les gendarmes départementaux à participer à la surveillance du cantonnement d'Endoume (quartier de Marseille).	1665	1055
27.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs de l'exercice 1892.....	1662	936
29.	DÉCRET qui constitue en entrepôt réel des douanes les locaux affectés à l'exposition internationale de Bordeaux.....	1657	785
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'enseignement supérieur en Algérie.....	1665	1056
Idem.	DÉCRET qui autorise l'administration des contributions indirectes à mettre en vente un type spécial de coton-poudre azotique, dit <i>coton azotique n° 2</i>	Ibid.	1057
Idem.	DÉCRET qui fixe le prix des poudres à feu destinées à l'exportation.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	ANNÉE qui fixe le prix de vente des poudres à feu que la régie des contributions indirectes livrera au gouvernement des colonies et pays de protectorat.....	Ibid.	1061
30.	DÉCRET relatif à l'imputation sur la réserve des pensions de retraite des employés, ouvriers et ouvrières de l'imprimerie nationale.....	1662	937
Idem.	DÉCRET qui nomme un membre de la commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900.....	1665	1063

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMEROS des Bulletins.	PAGES.
30 Oct. 1894.	DÉCRET qui ouvre un crédit supplémentaire au budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations pour l'année 1894.....	1665	1063
31.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération du conseil d'arrondissement d'Aix, en date du 24 septembre 1894.....	1655	722
Idem.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération du conseil d'arrondissement de Villefranche, en date du 16 juillet 1894.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	NOTE concernant l'accession du royaume de Danemark, y compris les îles Féroë, à l'Union pour la protection de la propriété industrielle.....	1661	914
3 Novembre.	Loi qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1894, un crédit supplémentaire au titre du budget annexe des monnaies et médailles.....	1668	1166
4.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la marine un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.....	1661	914
5.	DÉCRET qui autorise M. Bonnefoy (Louis-Maurice) à ajouter son nom patronymique celui de Craponne....	1652	459
Idem.	Loi relative à la création de sociétés de crédit agricole.....	1664	1017
6.	DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Loire, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	1658	816
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Bapaume (Pas-de-Calais).....	1664	1019
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Bohain (Aisne).....	Ibid.	1020
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Saint-Junien (Haute-Vienne).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Vire (Calvados).....	Ibid.	1021
7.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.....	1662	938
8.	DÉCRET portant que la juridiction du commissaire de police de Beauvais (Oise) est étendue à la commune d'Allonne.....	1663	1011
9.	DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département des Bouches-du-Rhône, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	1658	817
Idem.	DÉCRET modifiant l'organisation du notariat aux îles Saint-Pierre et Miquelon.....	1672	1287
10.	DÉCRET qui approuve et déclare exécutoire pendant cinq ans, à partir du 1 ^{er} janvier 1895, la perception d'une taxe de balayage dans la commune de Montrouge (Seine).....	1671	1280
11.	NOTE concernant l'adhésion de la principauté de Lichtenstein à la convention sanitaire internationale signée à Dresde le 15 avril 1893.....	1668	1167
12.	DÉCRET qui autorise M. Michellidi (Démosthène-Jean) à ajouter à son nom patronymique celui de Vassiliadi.	1655	723
Idem.	DÉCRET qui ouvre au budget du département des colonies, pour l'exercice 1893, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice.....	1670	1240
Idem.	DÉCRET modifiant la compétence des tribunaux de résidence au Tonkin.....	1372	1288

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
12 Nov. 1894.	DÉCRET concernant l'application en Indo-Chine des lois et règlements relatifs à la fabrication et à la vente des explosifs.....	1672	1290
13.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses des écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel.....	1662	942
Idem.	DÉCRET qui autorise, jusqu'au 30 juin 1895, l'admission en franchise de quinze mille quintaux d'avoine d'origine et de provenance tunisiennes.....	1669	1206
Idem.	DÉCRET qui autorise, jusqu'au 30 juin 1895, l'admission en franchise de cinq mille têtes d'animaux de l'espèce bovine d'origine et de provenance tunisiennes.....	Ibid.	1207
14.	DÉCRET qui annule la délibération, en date du 2 septembre 1894, du conseil général de la Corse.....	1657	786
Idem.	Loi portant modification du tarif général des douanes concernant les fruits secs, etc.	1664	1022
Idem.	DÉCRET portant concession à la commune de Loquierec (Finistère) d'un terrain d'origine maritime situé sur le littoral de ladite commune.....	1666	1107
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement d'une manufacture d'allumettes à Aix.....	1669	1208
16.	DÉCRET qui annule la délibération, en date du 2 septembre 1894, du conseil général de la Corse.....	1657	786
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour fourniture de papiers timbrés au gouvernement égyptien pendant l'année 1894.....	1665	1065
17.	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans cinq communes du département de la Gironde.....	1658	818
Idem.	Loi qui modifie le paragraphe 1 ^{er} du n° 92 du tableau A du tarif général des douanes (mélasses étrangères).....	1664	1022
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour travaux à l'hospice mixte de Douai.....	1668	1208
19.	DÉCRET qui autorise M. Cocu (Louis-Nicolas-Joseph) à substituer à son nom patronymique celui de Delcroix.	1655	723
Idem.	DÉCRET qui autorise MM. Néron (Émile) et Néron (Alexandre) à ajouter à leur nom patronymique celui de Bancret.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise M. Levi (Jules) à substituer à son nom patronymique celui de Léri.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.....	1662	944
20.	DÉCRET qui annule la délibération, en date du 2 septembre 1894, du conseil général de la Corse.....	1657	786
Idem.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 31 octobre 1894, du conseil général de la Seine.....	Ibid.	787
21.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Bayeux (Calvados).....	1664	1023
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi d'Onessant (Finistère).....	Ibid.	1024
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Saint-Marc (Finistère).....	Ibid.	1025
23.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 16 juillet 1894, du conseil d'arrondissement de Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées).....	Ibid.	1043

DATE des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
23 Nov. 1894.	DÉCRET qui transporte, du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts au ministère de l'intérieur, les crédits ouverts sur les budgets généraux des exercices 1893 et 1894, pour le service des cultes....	1665	1066
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la construction d'égoûts et de trottoirs dans la traverse de la commune d'Hirson (route nationale n° 39).....	<i>Ibid.</i>	1067
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement d'un nouveau port à Châlons, sur la rive gauche du canal Salat-Martin, à sa jonction avec le canal latéral à la Marne.....	<i>Ibid.</i>	1068
<i>Idem.</i>	DÉCRET modifiant les articles 1 et 9 du décret du 5 juillet 1890 sur les compagnies de discipline.....	1669	1209
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui rectifie, en ce qui concerne le département de l'Isère, le tableau de population n° 3 déclaré authentique par le décret du 31 décembre 1891.....	1670	1243
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit versé au Trésor à titre d'avances pour l'amélioration du port de Rouen.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux d'amélioration du port d'Alger.....	<i>Ibid.</i>	1245
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux d'amélioration du port de Dieppe.....	<i>Ibid.</i>	1246
25.	DÉCRET qui affecte au département de la guerre les terrains et bâtiments de l'ancienne poudrière de la régie des contributions indirectes à Laon.....	1671	1277
26.	DÉCRET qui autorise M. Belaïch (Aim) à ajouter à son nom patronymique celui de Boucris.....	1656	755
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. Herscher (Eugène Charles-Ernest), M. Herscher (Ernest-Marie), M. Herscher (René-Georges), M. Herscher (Charles-Ernest), M. Herscher (Etienne-Louis-Georges) et M. Herscher (Maurice-Gustave) à ajouter à leur nom patronymique celui de Geneste.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. Delamare (François-Élie), M. Delamare (Lionis-François), M. Delamare (Edouard-Napoléon-François) et M. Delamare (André-Louis-François-Eugène) à ajouter à leur nom patronymique celui de Deboutteville.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 20 août 1894, du conseil général des Bouches-du-Rhône.....	1664	1043
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 20 août 1894, du conseil général du Var.....	<i>Ibid.</i>	1044
27.	LOI qui ouvre au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1894, un crédit extraordinaire pour les dépenses de la représentation de la France aux funérailles de S. M. l'empereur de Russie.....	1666	1077
28.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la première circonscription du treizième arrondissement de Paris (Seine) à l'effet d'élire un député.....	1670	1246
29.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de travaux publics.....	1664	1038

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
29 Nov. 1894.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à divers travaux de canalisation d'eau dépendant du service des eaux de Versailles et de Marly.....	1665	1069
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à divers travaux de routes nationales.....	1666	1098
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'exécution de divers travaux maritimes.....	<i>Ibid.</i>	1105
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux d'agrandissement et d'amélioration du port de Bône.....	1672	1291
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux d'amélioration du port de Philippeville.....	<i>Ibid.</i>	1292
30.	Loi relative aux habitations à bon marché.....	1666	1078
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Deux-Sèvres à s'imposer extraordinairement.....	1670	1218
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Somme à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	1219
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Somme à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	1220
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Var à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux droits de courtage maritime dans le port de Nice (Alpes-Maritimes).....	1672	1293
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour travaux à Angers.....	<i>Ibid.</i>	1296
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour location d'immeubles à Toulouse.....	<i>Ibid.</i>	1297
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour divers travaux.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
1 ^{er} Déc.	DÉCRET portant que la juridiction du commissaire de police de Mayenne (Mayenne) est étendue à la commune de Baudelle.....	1666	1107
3.	DÉCRET qui autorise M. Giraud (Paul-Antoine-Gabriel) et M. Giraud (Gérard-Emile-Antoine) à ajouter à leur non patronymique celui de Jordan.....	1657	787
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. Baudoin (Marius-Amédée-Louis) à ajouter à son nom patronymique celui de Thus....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. Voiland (Paul-Charles) à ajouter à son nom patronymique celui de Dreux.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui prescrit la promulgation de la convention de commerce signée le 15 septembre 1892, entre la France et la Bolivie, et du protocole interprétatif conclu le 28 octobre 1893.....	1665	1046
4.	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la ville de Toul (Meurthe-et-Moselle)....	1662	946
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Champigneulle (Meur-et-Moselle).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département du Calvados, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	1663	1010

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
4 Déc. 1894.	Loi qui ouvre au ministre de la justice, sur l'exercice 1894, un crédit supplémentaire applicable au budget annexe de l'imprimerie nationale.....	1668	1149
5.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de travaux publics.....	<i>Ibid.</i>	1168
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'amélioration du port de Bône.....	<i>Ibid.</i>	1172
<i>Idem.</i>	Loi portant création de troupes sahariennes.....	1672	1281
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	<i>Ibid.</i>	1299
6.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'enseignement primaire élémentaire en France.....	<i>Ibid.</i>	1300
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.....	<i>Ibid.</i>	1301
7.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 30 août 1894, du conseil général de l'Hérault.....	1666	1107
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 24 septembre 1894, du conseil d'arrondissement de Gaillac (Tarn).....	<i>Ibid.</i>	1108
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	1668	1173
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien des canaux de navigation.....	<i>Ibid.</i>	1175
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre aux ministres de la guerre et de la marine des crédits pour pourvoir aux dépenses de l'expédition de Madagascar.....	1672	1286
8.	Loi qui autorise le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement.....	1670	1221
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Aisne à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	1222
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Ardennes à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Aube à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	1223
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Calvados à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	1224
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Jura à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	1225
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Constantine (Algérie) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	1226
10.	DÉCRET qui autorise M. Napoléon-Lucien-Jérôme-Robert et M ^{lle} Catherine-Marie-Napoléone à prendre le nom de Galigny.....	1659	851
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. Comte (Alfred-Louis-Jacques) et M. Comte (Charles-Alix-René) à ajouter à leur nom patronymique celui de Offenbach.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
10 Déc. 1894.	DÉCRET qui annule les délibérations du 6 septembre 1894 du conseil général des Bouches-du-Rhône.....	1665	1075
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui annule la délibération du 21 août 1894 du conseil général du Var.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
11.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la deuxième circonscription de Meaux (Côte-d'Or) à l'effet d'élire un député.....	1664	1041
12.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'observatoire de Besançon.....	1672	1303
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'observatoire de Toulouse.....	<i>Ibid.</i>	1304
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.....	<i>Ibid.</i>	1305
13.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'intérieur et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.....	1668	1177
14.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.....	1666	1070
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui annule la délibération du 16 juillet 1894 du conseil d'arrondissement de Saint-Pons (Hérault).....	<i>Ibid.</i>	1075
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les travaux d'amélioration du port de Dieppe.....	1668	1180
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les travaux d'amélioration des ports de Saint-Naphaël et de Tréport.....	<i>Ibid.</i>	1181
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux d'agrandissement du port de Frans-Béligny sur la Saône.....	<i>Ibid.</i>	1182
<i>Idem.</i>	Loi ayant pour objet de célébrer aux frais de l'État les funérailles de M. Burdau, ancien ministre, président de la Chambre des députés.....	1670	1227
15.	DÉCRET portant qu'un adjoint en sus du nombre déterminé par la loi sera nommé dans la section de Lentillac, commune de Latouille-Lentillac, canton de Saint-Céré, arrondissement de Figeac (Lot).....	1665	1076
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien-Dubouché.....	1672	1306
17.	DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de l'Eure à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	1664	1042
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Finistère à s'imposer extraordinairement.....	1670	1228
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	1229
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Lot à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
17 Déc. 1894.	Loi qui autorise le département des Pyrénées-Orientales à contracter un emprunt.....	1670	1230
<i>Idem.</i>	Loi qui prononce l'annexion à la commune de Lyon (Rhône) d'un territoire distrait de la commune de Villeurbanne (Rhône).....	<i>Ibid.</i>	1231
21.	Loi qui autorise le département de l'Isère à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	1232
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Sarthe à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	1233
22.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1893.....	1669	1211
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Haute-Marne à s'imposer extraordinairement.....	1670	1234
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Puy-de-Dôme à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	1235
23.	Loi qui autorise le département du Puy-de-Dôme à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	1236
24.	DÉCRET qui autorise M. Isaac (Ferdinand) et M. Isaac (Bernard) à ajouter à leur nom patronymique celui de Bénédict.....	1663	1011
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. Lopez (Charles-Louis) à substituer à son nom patronymique celui de Dandoy.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Puy-de-Dôme à s'imposer extraordinairement.....	1670	1237
26.	DÉCRET qui fixe le taux de l'intérêt à servir aux déposants de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.....	1665	1074
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Ariège à s'imposer extraordinairement.....	1670	1237
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Aude à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	1238
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Aveyron à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	1239
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Corse à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	1240
27.	DÉCRET qui fixe la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Vieu (Ain).....	1665	1074
<i>Idem.</i>	Loi portant : 1° ouverture sur l'exercice 1895 des crédits provisoires applicables aux mois de janvier et février 1895; 2° autorisation de percevoir, pendant la même période, les impôts indirects et revenus publics; 3° autorisation de percevoir les contributions directes et taxes y assimilées pour l'exercice 1895.....	1667	1109
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant ouverture aux ministres, sur l'exercice 1895, pour les services généraux de leurs départements, des crédits provisoires applicables aux mois de janvier et de février 1895.....	<i>Ibid.</i>	1113
<i>Idem.</i>	Loi concernant : 1° la régularisation de décrets rendus en conseil d'Etat ou en vertu d'autorisations législatives spéciales; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1894; 3° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 4° l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes.....	1668	1150
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif : 1° à la taxe à payer pour les colis postaux à destination de la Grande-Bretagne, des colonies anglaises et de divers pays étrangers; 2° au droit d'assurance à percevoir sur les colis postaux de valeurs déclarées à destination des bureaux de ports étrangers établis en Turquie et à Tripoli de Barbarie.....	1671	1278

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
31 Déc. 1894.	DÉCRET qui fixe la valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises pour la perception, pendant l'année 1895, du droit de timbre établi sur les titres de rente, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers.....	1669	1214
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe le budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations pour l'année 1895.....	1672	1307

FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE DES LOIS ET DÉCRETS DU TOME XLIX.

(XII^e série.)

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1639.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28219. — *CONVOGATION du Sénat et de la Chambre des Députés en Assemblée nationale pour procéder à l'élection du Président de la République.*

(Promulguée au Journal officiel du 25 juin 1894.)

Le président du Sénat, en sa qualité de président de l'Assemblée nationale, a décidé que les deux Chambres seront convoquées en Congrès à Versailles, le mercredi 27 juin, à une heure de l'après-midi, pour procéder à l'élection du Président de la République.

N° 28220. — *NOMINATION de M. Casimir-Perier à la Présidence de la République.*

(Extrait du procès-verbal de la séance de l'Assemblée nationale du 27 juin 1894.)

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée nationale que, dans sa séance du 27 juin 1894, l'Assemblée a nommé M. Casimir-Perier Président de la République française, en remplacement de M. Carnot, décédé.

Fait à Versailles, le 27 Juin 1894.

Les secrétaires,

Signé : A. GADAUD, A. ISAAC, BARRIÈRE,
JULES GODIN, MOREL, A. OL-
LIVIER, P. DUTREIL, PAZAT.

Le Président,

Signé : P. CHALLEMEL-LACOUR.

N° 28221. — *DÉCRET qui nomme M. Ch. Dupuy, Député,
Ministre de l'Intérieur et des Cultes.*

Du 1^{er} Juillet 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 2 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Ch. Dupuy, député, est nommé ministre de l'intérieur et des cultes.*

2. Le président du Conseil est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Président du Conseil,

Signé : CH. DUPUY.

N° 28222. — *DÉCRET qui nomme M. Ch. Dupuy, Député, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, Président du Conseil des Ministres.*

Du 1^{er} Juillet 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 2 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Ch. Dupuy, député, ministre de l'intérieur et des cultes, est nommé président du Conseil des ministres.*

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28223. — *DÉCRET qui nomme M. Guérin, Sénateur,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.*

Du 1^{er} Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 2 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Guérin, sénateur, est nommé garde des sceaux, ministre de la justice.*

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28224. — *DÉCRET qui nomme M. Hanotaux
Ministre des Affaires étrangères.*

Du 1^{er} Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 2 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Hanotaux est nommé ministre des affaires étrangères.*

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28225. — **DÉCRET qui nomme M. Poincaré, Député,**
Ministre des Finances.

Du 1^{er} Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 2 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

- ART. 1^{er}.** M. Poincaré, député, est nommé ministre des finances.
- 2.** Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28226. — **DÉCRET qui nomme M. le général Mercier**
Ministre de la Guerre.

Du 1^{er} Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 2 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

- ART. 1^{er}.** M. le général Mercier est nommé ministre de la guerre.
- 2.** Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28227. — *Décret qui nomme M. Félix Faure, Député,
Ministre de la Marine.*

Du 1^{er} Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 2 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Félix Faure, député, est nommé ministre de la marine.*

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28228. — *Décret qui nomme M. Leygues (Georges), Député,
Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.*

Du 1^{er} Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 2 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Leygues (Georges), député, est nommé ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.*

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28229. — *DÉCRET qui nomme M. Barthou (Louis), Député, Ministre des Travaux publics.*

Du 1^{er} Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 2 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Barthou (Louis), député, est nommé ministre des travaux publics.*

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28230. — *DÉCRET qui nomme M. Lourties, Sénateur, Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.*

Du 1^{er} Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 2 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Lourties, sénateur, est nommé ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.*

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28231. — *DÉCRET qui nomme M. Viger, Député, Ministre de l'Agriculture.*

Du 1^{er} Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 2 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Viger, député, est nommé ministre de l'agriculture.*

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28232. — *DÉCRET qui nomme M. Delcassé, Député,
Ministre des Colonies.*

Du 1^{er} Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 2 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Delcassé, député, est nommé ministre des colonies.*

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28233. — **DÉCRET** qui convoque le Collège électoral de la deuxième circonscription de Lure (Haute-Saône) à l'effet d'élire un Député.

De 3 Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 5 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur et des cultes;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893⁽¹⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de M. Lebrun, député de la deuxième circonscription de Lure (Haute-Saône),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la deuxième circonscription de Lure (Haute-Saône) est convoqué pour le dimanche 29 juillet 1894, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 28234. — **DÉCRET** qui rapporte le Décret du 3 Juillet 1894, portant convocation du Collège électoral de la 2^e circonscription de Lure (Haute-Saône) à l'effet d'élire un Député.

De 6 Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 7 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

— 12^e série, Bull. 1566, n° 26771.

Sur la proposition du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est rapporté le décret du 3 juillet, portant convocation des électeurs de la deuxième circonscription de Lure (Haute-Saône) à l'effet d'élire un député en remplacement de M. Lebrun, décédé.

2. Le président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 28235. — DÉCRET qui ajoute la section du Petit-Baisieux, commune de Baisieux (Nord), au Tableau annexé au Décret du 1^{er} avril 1893, relatif aux Indemnités de résidence au Personnel enseignant.

Du 9 Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 10 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et des cultes, du ministre des finances et du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu les articles 4 et 12 de la loi du 19 juillet 1889;

Vu la loi du 30 octobre 1886 et notamment l'article 13;

Vu le décret du 27 mai 1888;

Vu le règlement d'administration publique du 31 janvier 1890⁽¹⁾;

Vu le règlement d'administration publique du 6 septembre 1890⁽²⁾;

Vu le décret du 31 décembre 1892⁽³⁾;

Vu le décret du 21 mai 1894⁽⁴⁾, recueillant le tableau n° 4 joint au décret du 31 décembre 1891⁽⁵⁾;

Vu l'avis du Conseil d'État, en date du 8 mai 1890;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La section du Petit-Baisieux, commune de Baisieux, département du Nord, dont la population agglomérée est de 1,001 habitants, est ajoutée au tableau annexé au décret du 1^{er} avril 1893 relatif aux indemnités de résidence dues au personnel enseignant dans les localités qui possèdent des écoles de section.

2. Les ministres de l'intérieur et des cultes, des finances, de l'in-

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1310, n° 21874.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1349, n° 22597.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1533, n° 26172.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1630, n° 28071.

⁽⁵⁾ XII^e série Bull. 1474, n° 24981.

struction publique et des beaux-arts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 9 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre
de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : G. LÉROUX.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Président du Conseil,
Ministre
de l'intérieur et des cultes.

Signé : CH. DUPUY.

N° 28236. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Intérieur et des Cultes un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.*

Du 11 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur et des cultes ;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892 ;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé concernent des services prévus aux budgets des exercices 1890, 1891 et 1892, et n'excèdent pas les crédits qui leur étaient applicables ;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, en augmentation des restes à payer constatés sur les exercices 1890, 1891 et 1892, un crédit total de soixante-cinq mille six cent cinquante-six francs quarante centimes (65,656⁴⁰) représentant le montant de nouvelles créances liquidées à la charge de ces exercices, suivant le tableau ci-annexé.

2. Le paiement de ces créances pourra, en conséquence, être ordonné par imputation sur l'exercice courant.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources ordinaires du budget.

4. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,
Signé : CH. DUPUY.

EXERCICES CLOS.

ÉTAT des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.

EXERCICES.	DESIGNATION des chapitres.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT DES DÉPENSES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
1890.		1^{re} SECTION. SERVICE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.			
	CHAPITRE XIV. Subvention pour l'achèvement des chemins vicinaux.	Subvention en 1890 pour la construction du chemin de grande communication n° 72 (Indre).....	6,897 ⁰⁰	14,347 ⁰⁰	
		Subvention pour la construction du pont d'Argagnon (Basses-Pyrénées).....	7,650 ⁰⁰		
	CHAPITRE LXVIII. Subventions aux départements pour la transformation des prisons (Loi du 5 juin 1875).	Subvention en 1890 pour la construction de la prison cellulaire de Corse.....	11,505 ⁶³	11,505 ⁶³	25,852 ⁶³
		1^{re} SECTION. SERVICE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.			
1891.	CHAPITRE LXVIII. Subvention pour l'achèvement des chemins vicinaux.	Subvention en 1891 pour la reconstruction d'un pont vicinal établi sur le Jolan.	2,477 ⁰⁰	2,477 ⁰⁰	
	CHAPITRE LXXIV. Subventions aux départements pour la transformation des prisons (Loi du 5 juin 1875).	Subvention en 1891 pour la construction de la prison cellulaire de Corse.....	4,864 ²³	4,864 ²³	7,341 ²³
		Indemnité à un délégué sénatorial en 1892 (Nord)...	35 ⁰⁰		
	CHAPITRE VI. Frais des élections sénatoriales.	Indemnité à un délégué sénatorial en 1892 (Saône-et-Loire).....	32 ⁵⁰	98 ⁷⁵	
		Indemnité à des délégués sénatoriaux en 1892 (Seine-et-Oise).....	31 ²⁵		
1892.	CHAPITRE I. Entretien des tombes militaires (Loi du 4 avril 1873).	Subvention de la commune de Beaugency pour la restauration d'une tombe militaire, en 1892, ...	400 ⁰⁰	400 ⁰⁰	
	CHAPITRE XVII. Matériel des cours d'appel.	Entretien des bâtiments et du mobilier de la cour d'appel d'Agen en 1892.....	673 ⁸⁷	673 ⁸⁷	

EXERCICES.	DÉSIGNATION des chapitres.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT DES DÉPENSES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
1892. (Suite.)	CHAPITRE XXVII. Subvention pour l'achèvement des chemins vicinaux.	Subvention en 1892 à la commune de Lavoultie pour la construction d'un pont suspendu sur le Rhône.	4,634 ⁰⁰	4,634 ⁰⁰	
	CHAPITRE L. Matériel et dépenses diverses du service sanitaire.	Remboursement de la part de dépenses incombant à la France pour les travaux d'installation exécutés au poste sanitaire de Vintimille en 1892.	6,721 86	6,721 86	
	CHAPITRE LVII. Frais de rapatriement.	Remboursement d'une avance en 1892 pour le rapatriement d'un Français indigent.	1 02	1 02	
	CHAPITRE LX. Personnel du service pénitentiaire (département de la Seine excepté).	Traitement d'une surveillante de prison à Brive (Corrèze) en 1892.	56 94	56 94	32,462 ⁵⁴
	CHAPITRE LXII. Entretien des détenus.	Travaux exécutés en 1892 aux appareils de chauffage des prisons de Mazas et de la Santé.	565 10	565 10	
	CHAPITRE LXIV. Transport des détenus et des libérés.	Transport de condamnés en 1892 :			
		- Allier.	10 00		
		- Corrèze.	15 70		
		- Eure.	12 60		
		- Eure-et-Loir.	2 85		
		- Gard.	2 00	93 40	
		- Lot-et-Garonne.	14 00		
	CHAPITRE LXIII. Subventions aux départements pour la transformation des prisons (Loi du 5 juin 1875).	- Pas-de-Calais.	20 00		
		- Saône-et-Loire.	2 25		
		- Haute-Garonne.	14 00		
		Subvention en 1892 pour la construction de la prison cellulaire de Corse.	2,958 70	2,958 70	
II ^e SECTION.					
SERVICE DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.					
	CHAPITRE IX. Assistance publique en Algérie.	Remboursement au département de Constantine de dépenses d'assistance publique effectuées en 1892.	16,258 90	16,258 96	
RÉCAPITULATION.					
Exercice 1890.				25,882 ⁶³	
Exercice 1891.				7,341 23	
Exercice 1892.				32,462 54	
TOTAL.				65,686 40	

N° 28237. — **DÉCRET** qui fixe les Indemnités de résidence à allouer au Personnel enseignant des Écoles primaires publiques dans les communes du Département de la Seine.

Du 19 Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 20 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, du ministre des finances, du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu le paragraphe 4 de l'article 11 introduit dans la loi du 19 juillet 1889 par la loi du 25 juillet 1893, ledit paragraphe ainsi conçu :

« Les communes du département de la Seine autres que Paris sont groupées en trois séries, conformément aux dispositions qui seront prises par un règlement d'administration publique ».

Vu l'avis du conseil supérieur de l'instruction publique, en date du 28 décembre 1893;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1894, les indemnités de résidence à allouer au personnel enseignant des écoles primaires publiques dans les communes du département de la Seine sont fixées conformément aux indications du tableau ci-annexé.

2. Les dispositions de l'article 1^{er}, § 2, et de l'article 2 du décret du 31 janvier 1890 sur les indemnités de résidence sont applicables aux communes du département de la Seine.

3. Le décret du 5 septembre 1890 et les dispositions du décret du 31 décembre 1892 contraires au présent décret sont abrogés.

4. Le ministre de l'intérieur et des cultes, le ministre des finances et le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

5. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur
et des cultes,

Le Ministre des finances,

Signé : R. POMERAI.

Le Ministre de l'instruction
publique et des beaux-arts,

Signé : LAYOUE.

Signé : CH. DUBOIS.

TAUX DE L'INDEMNITÉ DE RÉSIDENCE.

1^{re} SÉRIE. — COMMUNES AU-DESSOUS DE 3,001 HABITANTS.

(Directeurs : 400 francs. — Titulaires : 300 francs. — Stagiaires : 200 francs.)

Bonneuil.	Villetaneuse.	Épinay.
Châtenay.	Antony.	Fontenay-aux-Roses.
Chevilly.	Bagneux.	Gennevilliers.
Drancy.	Bobigny.	Ile Saint-Denis.
Dugny.	Bondy.	Pierrefitte.
Fresnes.	Le Bourget.	Romainville.
L'Hay.	Bourg-la-Reine.	Rosny.
Orly.	Bry-sur-Marne.	Stains.
Plessis-Piquet.	Châtillon.	Thiais.
Rungis.	La Courneuve.	

2^e SÉRIE. — COMMUNES DE 3,001 À 12,000 HABITANTS.

(Directeurs : 600 francs. — Titulaires : 500 francs. — Stagiaires : 400 francs.)

Alfortville.	Maisons-Alfort.	Suresnes.
Arceuil.	Malakoff.	Vanves.
Bagnolet.	Nanterre.	Villejuif.
Champigny.	Nogent-sur-Marne.	Villemomble.
Choisy-le-Roi.	Noisy-le-Sec.	Vitry.
Clamart.	Le Perreux.	Gentilly.
Créteil.	Pré-Saint-Gervais.	Issy.
Fontenay-sous-Bois.	Saint-Maurice.	Montrouge.
Joinville-le-Pont.	Sceaux.	Saint-Mandé.
Les Lilas.		

3^e SÉRIE. — COMMUNES AU-DESSUS DE 12,000 HABITANTS.

(Directeurs : 1,100 francs. — Titulaires : 1,000 francs. — Stagiaires : 900 francs.)

Gharenton.	Boulogne.	Pantin.
Courbevoie.	Clichy.	Saint-Ouen.
Puteaux.	Colombes.	Vincennes.
Saint-Maur.	Ivry.	Levallois-Perret.
Asnières.	Montreuil.	Saint-Denis.
Bobervilliers.	Neuilly.	

N° 28238. — *DÉCRET qui charge, par intérim, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, du Ministère de l'Intérieur et des Cultes.*

Du 4 Août 1894.

(Produit par le Journal officiel du 5 août 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Guérin, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé, par intérim, du ministère de l'intérieur et des cultes,*

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 4 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 28239. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Par modification de l'article 23 du cahier des charges annexé au décret du 30 janvier 1888 déclarant d'utilité publique l'établissement d'un tramway funiculaire, à traction mécanique, entre Thonon et Rives-sous-Thonon (Haute-Savoie), le tarif y inscrit des voyageurs de 1^{re} classe, à la descente, est élevé de cinq centimes à dix centimes. (Paris, 12 Avril 1894.)

N° 28240. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

La ville de Nantes (Loire-Inférieure) est substituée aux droits que l'État tient des décrets des 19 décembre 1850 et 8 août 1887, réglant les alignements du quai de la Fosse, à Nantes.

En conséquence, elle est autorisée à faire, au lieu et place de l'État, l'acquisition des bâtiments nécessaires à l'alignement dudit quai, tels qu'ils sont indiqués par une teinte jaune au plan qui restera annexé au présent décret, et en se conformant aux dispositions des titres III et suivants de la loi du 3 mai 1841. (Paris, 12 Avril 1894.)

N° 28241. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

1° Le préfet du Cher est autorisé à passer, au nom de l'État, avec M. Sallé, propriétaire à Bourges, le contrat de change, moyennant une soulte de vingt-neuf francs deux centimes au profit de l'État, des terrains militaires, d'une contenance de vingt-huit hectares quatorze ares cinquante-neuf centiares, dépendant du camp d'Avor, contre une parcelle d'une contenance de vingt-huit hectares quatorze ares soixante centiares, appartenant à l'échangiste; le tout situé sur le territoire de la commune de Savigny en Sologne (Cher).

2° L'échange ne sera définitif qu'après avoir été approuvé par une loi.

3° Tous les frais occasionnés par l'échange seront supportés moitié par l'État et moitié par M. Sallé, sauf en ce qui concerne le droit d'enregistrement de la soulte, lequel sera à la charge de l'échangiste, conformément à l'article 14 de l'ordonnance de 1827. (Paris, 20 Avril 1894.)

N° 28242. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 7 février 1894, devant le préfet de la Loire-Inférieure portant concession conjointement :

1° A M^{me} Cassard (Marie), veuve de Legal (Pierre-François), dit Pitre Legal, propriétaire à Nantes, rue de Rennes, n° 2;

2° A M. Legal (Pierre-Eugène), dit Pitre Legal, négociant, demeurant à Nantes, rue de Flandres, n° 9;

3° A M. Legal (Aristide-Alexandre), négociant, demeurant à Nantes, quai de Maison-Rouge, n° 10;

4° A M^{me} Legal (Marie-Françoise-Angustine), épouse de Riton (Charles-Jacques), négociant avec lequel elle demeure, à Nantes, quai Baco, n° 4.

Aux clauses et conditions stipulées et moyennant le prix de cinq cent quatre-vingts francs vingt-huit centimes, d'une affectation d'une contenance de cinq cent quatre-vingts mètres carrés, vingt-huit décimètres carrés, situés au droit de la propriété indivise des concessionnaires, au lieu dit le Port Guichard, sur la rive gauche de l'Erdre, dans la commune de Nantes, et désigné par une teinte rose sur le plan annexé audit contrat. (Paris, 20 Avril 1894).

N° 28243. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes) qui autorise le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, au nom de l'État, à accepter, pour le musée du Luxembourg, un tableau : *Vue prise aux environs des aqueducs de Buc*, légué à cet établissement en vertu du testament olographe en date du 8 mai 1893 et évalué approximativement à la somme de mille francs. (Paris, 24 Avril 1894.)

N° 28244. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant qu'un adjoint en sus du nombre déterminé par l'article 75 de la loi du 5 avril 1884 sera nommé dans chacune des sections de Montfavet et du Pontet, commune d'Avignon, arrondissement dudit, département de Vaucluse.

Il remplira, dans chacune de ces sections, les fonctions d'officier de l'état civil, en se conformant aux dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté du 18 floréal an X (8 mai 1802), et pourra y être chargé de l'exécution des lois et règlements de police. (Paris, 27 Avril 1894.)

N° 28245. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune d'Arcueil, canton de Villejuif, arrondissement de Sceaux, département de la Seine, portera, à l'avenir, le nom d'Arcueil-Cachan. (Paris, 27 Avril 1894.)

N° 28246. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la juridiction du commissaire de police de Creil (Oise) est étendue aux communes de Nogent-les-Vierges et Montataire. (*Paris, 30 Avril 1894.*)

N° 28247. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des Finances) qui approuve l'acte administratif, passé, le 5 avril 1894, devant le préfet de l'Hérault, portant concession à MM. Maurice Fenaillé et Charles Despons, aux clauses et conditions stipulées moyennant le versement d'une somme de mille huit cent cinquante francs (1,850') et, en outre, sous l'obligation d'effectuer les travaux nécessaires pour soustraire le terrain vendu à l'action des eaux, d'une parcelle à retrancher du domaine public maritime, située dans la commune de Frontignan, d'une contenance de trois hectares soixante-dix ares dépendant de l'étang de Thau; ladite parcelle figurée par une teinte rose sur le plan annexé à la convention (*Paris, 5 Juillet 1894.*)

N° 28248. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 9 avril 1894, par laquelle le conseil général de la Corse signale au gouvernement la violation, dans plusieurs communes de la Corse, de la loi municipale et notamment de l'article 79 de la loi du 5 avril 1884 et le prie de prendre les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution dans le département. (*Paris, 5 Juillet 1894.*)

N° 28249. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 11 avril 1894, par laquelle le conseil général de la Corse a adopté un vœu tendant à l'abrogation des lois qui confèrent au préfet la nomination des agents des diverses administrations, pour la confier aux chefs de service compétents. (*Paris, 5 Juillet 1894.*)

N° 28250. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 5 avril 1894, par laquelle le conseil général d'Indre-et-Loire a émis le vœu que les décrets du 29 mars 1880 soient remis en vigueur et rigoureusement appliqués à l'égard des congrégations religieuses non autorisées. (*Paris, 5 Juillet 1894.*)

N° 28251. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 11 avril 1894,

par laquelle le conseil général des Bouches-du-Rhône a déclaré « protester contre la politique actuelle de recul et de réaction du Gouvernement et demande des réformes politiques, financières et sociales ». (*Paris, 6 Juillet 1894.*)

N° 28252. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 4 avril 1894, par laquelle le conseil général du Var a adopté un vœu ayant pour objet de protester contre la politique générale du Gouvernement et d'inviter les représentants du département au Parlement « à affirmer dans les Chambres les revendications des grands principes révolutionnaires, en appuyant toutes les propositions de lois en faveur des classes prolétaires et de la revision de la Constitution dans un sens plus démocratique ». (*Paris, 6 Juillet 1894.*)

N° 28253. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 29 juin 1894, par laquelle le conseil général de la Seine a renouvelé le vœu « qu'une amnistie pleine et entière pour faits de grève, délits et crimes politiques, de presse et faits connexes soit votée par le Parlement ». (*Paris, 7 Juillet 1894.*)

N° 28254. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. Cocu (*Louis-Henri*), employé à l'agence de la Société générale, né le 29 avril 1859, à Beauvais (Oise), demeurant à Saint-Just-des-Marais (même département), est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Seguin*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Seguin* au lieu de *Cocu*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 9 Juillet 1894.*)

N° 28255. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. Putin (*Pierre-Joseph*), valet de chambre, né le 21 juillet 1862, à Cuiseaux (Saône-et-Loire), demeurant à Paris, est autorisé à substituer à son nom patronymique celui d'*Autin*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Autin* au lieu de *Putin*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 9 Juillet 1894.*)

N° 28256. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. *Feuillye (Charles-Auguste)*, né le 23 février 1851, à Sens (Yonne), y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Vallat*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Feuillye-Vallat*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 23 Juillet 1894.)

N° 28257. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. *Burchard (Julius-Conrad)*, né le 17 mai 1825, à Lublin (Russie), demeurant à Reims (Marne),

Et M. *Burchard (Marcel)*, lieutenant au 120^e régiment d'infanterie en garnison à Givet (Ardennes), né le 13 juillet 1864, à Reims (Marne),

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *Bélavary*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Burchard-Bélavary*;

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 23 Juillet 1894.)

N° 28258. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. *Rousselin (Marie-Louis-Sosthène)*, négociant, né le 27 février 1851, à Rouen (Seine-Inférieure), y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Legrand*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Rousselin-Legrand*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 30 Juillet 1894.)

N° 28259. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. *Guilloux (Henri-Anne-Marie-Alexis-Joseph)*, né le 10 novembre 1883, à Ploërmel (Morbihan),

Et M. *Guilloux (Alexis-Joseph-Anne-Marie)*, né au même lieu, le 20 décembre 1886,

Mineurs sous la tutelle de leur mère, M^{me} *Provost (Alice-Rose-Marie)*, épouse séparée de corps de M. *Guilloux (Henri-Jean-Charles-Marie-Arsène)*, ladite dame demeurant à Redon (Ille-et-Vilaine),

Sont autorisés à substituer à leur nom patronymique celui de *Provost*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Provost* au lieu de *Guilloux*;

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Pont-sur-Seine, 16 Août 1894.*)



Certifié conforme :

Paris, le 1^{er} Septembre 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1640.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28260. — *Loi relative à la formation de deux Régiments de réserve de cavalerie.*

Du 13 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 15 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le ministre de la guerre est autorisé à procéder, dans le courant de l'année 1894, à la formation de deux régiments de réserve de cavalerie. Cette expérience s'effectuera conformément aux dispositions spécifiées dans les articles ci-après.

2. La désignation des régions où devra s'effectuer l'expérience et l'époque à laquelle elle devra avoir lieu sont laissées à la disposition du ministre de la guerre. Toutefois le ministre ne devra faire connaître que dix jours à l'avance les régions qu'il aura choisies.

3. Pendant la durée de l'expérience, l'autorité militaire se trouvera investie du droit de réquisition déterminé par la loi du 3 juillet 1877 et dans les limites indiquées aux articles 4 et 5 ci-après.

4. La réquisition des chevaux aura une durée de vingt-sept jours. Elle portera seulement sur les chevaux des catégories affectées aux régiments convoqués.

Les opérations de cette réquisition sont limitées aux régions de corps d'armée désignées pour l'expérience.

Elles seront également limitées, dans chacune de ces régions, à une zone qui sera déterminée par le ministre de la guerre autour du

point de réunion du régiment et dont les ressources devront être suffisantes pour permettre de se procurer le nombre de chevaux nécessaires.

La réquisition sera précédée d'un examen détaillé du cheval, fait en présence du propriétaire par le vétérinaire attaché à la commission ; un procès-verbal constatera les tares ou commencements de tares dont l'animal peut être atteint.

5. La réquisition n'entraînera pas l'acquisition des animaux requis ; mais il sera payé aux propriétaires un prix journalier de location de douze francs (12') par cheval, indépendamment des indemnités pour dépréciation qui seraient reconnues au moment de la restitution des animaux ou pour pertes survenues pendant la durée de l'expérience.

La restitution s'opérera dans les lieux de rassemblement où la réquisition aura été effectuée, par les soins des commissions mixtes prévues à l'article 46 de la loi du 3 juillet 1877. Ces commissions seront chargées d'évaluer les indemnités qui pourraient être dues pour les dépréciations ou pertes susvisées.

Si cette évaluation est acceptée, le montant de la somme fixée est payé sur-le-champ.

En cas de désaccord, la contestation est introduite et jugée comme il est dit à l'article 25 de la loi du 3 juillet 1877.

Il ne pourra être alloué d'indemnités en dehors des cas prévus par l'article 54 de la loi du 3 juillet 1877 concernant les grandes manœuvres.

6. Indépendamment de la réquisition prévue ci-dessus, le ministre de la guerre est autorisé à faire réquisitionner, sur tout le territoire des régions désignées, les moyens de transport qui peuvent être nécessaires à la gendarmerie pour assurer la prompte transmission des ordres relatifs à cette expérience.

7. Le ministre de la guerre est autorisé à appeler, dans les zones désignées pour la réquisition des chevaux, pour la conduite des animaux requis, des centres de réquisition aux points de réunion des régiments, et réciproquement, le nombre d'hommes qui seront nécessaires, pris parmi ceux désignés pour ce service en cas de mobilisation. L'appel de ces hommes aura lieu en commençant par ceux des classes les plus jeunes.

8. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre de la 1^{re} section du budget de l'exercice 1894, en addition aux crédits alloués par la loi du 26 juillet 1893, un crédit extraordinaire de cinq cent mille francs (500,000'), qui sera inscrit à un chapitre spécial n° LXXVI, sous le titre : *Convocation de deux régiments de réserve de cavalerie*.

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre du chapitre XVI (Solde de l'infanterie) de la 1^{re} section du budget de l'exercice 1894, par la loi du 26 juillet 1893, une somme de cinq cent mille francs (500,000') est et demeure définitivement annulée.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 13 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur
et des cultes,

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de la guerre,
Signé : A. MERCIER.

Signé : CH. DUPUY.

N° 28261. — *Loi qui modifie l'article 6 de la loi du 18 mars 1889 sur le Rengagement des Sous-Officiers (composition des Conseils d'enquête), le tableau A annexé à cette loi et l'article 68 de la loi du 15 juillet 1889 sur le Recrutement de l'armée.*

Du 13 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 16 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le tableau A annexé à la loi du 18 mars 1889, modifiée par celle du 6 janvier 1892, relative au rengagement des sous-officiers (composition des conseils de régiment), est remplacé par le tableau A annexé à la présente loi.

2. La rétrogradation ou la cassation du sous-officier rengagé, la mise à la retraite d'office ou la révocation du sous-officier commissionné sont prononcées par le ministre ou par le général commandant le corps d'armée, délégué, d'après l'avis d'un conseil d'enquête, dont la composition et les formes seront déterminées par un règlement d'administration publique.

La mise à la retraite d'office ou la révocation des caporaux, brigadiers et soldats commissionnés sont prononcées par la même autorité, d'après l'avis d'un conseil de discipline constitué suivant les règlements militaires en vigueur.

Les avis du conseil d'enquête ou du conseil de discipline ne peuvent être modifiés qu'en faveur du militaire.

Les dispositions du présent article abrogent les paragraphes 1 et 2 de l'article 6 de la loi du 18 mars 1889 et le paragraphe 9 de l'article 68 de la loi du 15 juillet 1889.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 13 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur
et des cultes,

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de la guerre,
Signé : A. MERCIER.

Signé : CH. DUPUY.

TABLEAU A.

Composition des conseils de régiment. (Application de l'article 5 de la loi relative aux rengagements des sous-officiers.)

DÉSIGNATION DES CORPS.	PRÉSIDENT.	MEMBRES DU CONSEIL.	OBSERVATIONS.
Régiments.....	Le chef de corps....	Le lieutenant-colonel ⁽¹⁾ , 2 chefs de bataillon ou d'escadron ⁽²⁾ , 4 capitaines ⁽³⁾ .	⁽¹⁾ Non remplacé, en cas d'absence ou d'empêchement. ⁽²⁾ Dont le commandant du bataillon auquel appartient le sous-officier, si le bataillon est réuni à la portion principale.
Bataillons ou escadrons formant corps.	<i>Idem</i>	2 capitaines ⁽³⁾ , 1 lieutenant.	
Compagnies formant corps...	Un chef de bataillon ou d'escadron.	2 capitaines ⁽⁴⁾ , 1 lieutenant.	
Batteries d'artillerie en Algérie et en Tunisie.	L'officier supérieur commandant les unités de la division (Algérie) ou de la brigade (Tunisie).	2 capitaines ⁽⁴⁾ , 1 lieutenant.	⁽³⁾ Dont le capitaine de la compagnie à laquelle appartient le sous-officier, si la compagnie est réunie à la portion principale.
Compagnies du train des équipages militaires en Algérie et en Tunisie.	<i>Idem</i>	2 capitaines ⁽⁴⁾ , 1 lieutenant.	⁽⁴⁾ Dont un pris en dehors de la compagnie ou batterie.
Compagnie du génie (Algérie et Tunisie).	Le directeur du génie.	2 capitaines ⁽⁴⁾ , 1 lieutenant.	
Compagnies d'ouvriers d'artillerie et d'artificiers.	Le directeur de l'établissement auquel la compagnie est attachée.	2 capitaines ⁽⁴⁾ , 1 lieutenant.	⁽⁵⁾ Si le commandant du rengagement est un officier en retraite, le conseil est présidé par un chef de bataillon ou d'escadron du service d'état-major; dans ce cas, un des deux capitaines pris dans ce service est remplacé comme membre du conseil, par l'officier qui a le commandement de la section.
Sections	d'état-major et du recrutement.	3 capitaines, dont 2 pris dans le service d'état-major, dans les corps de troupe.	
	de commis et ouvriers d'administration.	2 capitaines ⁽⁶⁾ , l'officier d'administration commandant la section.	
	d'infirmiers militaires.	1 capitaine, 1 médecin-major de 2 ^e classe, l'officier d'administration commandant.	⁽⁶⁾ Dont un est remplacé par un adjoint à l'intendance, s'il s'en trouve un dans la ville où est stationnée la portion principale.
Écoles militaires.....	Le commandant....	3 officiers, dont le commandant ou second, s'il en existe.	

NOTA. Le conseil de régiment siège à la portion principale du corps.
 Le président a voix prépondérante en cas de partage des voix.
 L'officier commandant la compagnie à laquelle appartient le sous-officier envoie, s'il ne siège pas au conseil, un rapport écrit contenant son avis motivé.
 Les officiers entrant dans la composition du conseil sont pris autant que possible, et sauf les exceptions indiquées au tableau, dans les corps de troupe auquel appartient le sous-officier.
 Le chef de corps ou de service, président, est, en cas d'empêchement, remplacé par celui qui le supplée.
 Le lieutenant prévu pour la composition des conseils d'enquête, dans certains corps de troupe, peut, en cas de nécessité, être remplacé par un capitaine pris au besoin dans un autre corps de troupe.

N° 28262. — *Loi qui modifie l'article 13 de la loi du 18 mars 1889, relative au Rengagement des Sous-Officiers.*

Du 13 Juillet 1894.

(Promulguée au *Journal officiel* du 16 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit:

ARTICLE UNIQUE. Le deuxième paragraphe de l'article 13 de la loi du 18 mars 1889, relative au rengagement des sous-officiers, est modifié ainsi qu'il suit:

« Ceux qui jouiront de ces pensions seront, pendant cinq ans, à la disposition du ministre de la guerre, qui pourra leur donner des emplois dans la réserve de l'armée active, ou dans l'armée territoriale, ou dans le service de l'instruction militaire. »

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 13 Juillet 1894.

Signé: CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé: A. MERCIER.

N° 28263. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à la Remonte des Haras.*

Du 9 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1893;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu les cinquante-trois déclarations ci-annexées, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de cent cinquante mille vingt-quatre francs cinquante-quatre cen-

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10517.

times, produit du prélèvement opéré sur le pari mutuel en faveur de l'élevage;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 2 février 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un crédit de cent cinquante mille vingt-quatre francs cinquante-quatre centimes (150,024'54) applicable comme suit :

Budget ordinaire, troisième partie, chapitre XXI : *Remonte des haras*.

Ce crédit sera affecté aux dépenses résultant de la loi du 2 juin et du décret du 7 juillet 1891.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par les sociétés de courses autorisées conformément à la loi du 2 juin 1891.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGER.

N° 28264. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Travaux à exécuter dans la forêt domaniale de Bou-Hatten (Algérie).

Du 15 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de sept cent trois francs quatre-vingt-dix-huit centimes pour travaux à exécuter dans la forêt domaniale de Bou-Hatten (Algérie);

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 12 février 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit de sept cent trois francs quatre-vingt-dix-huit centimes (703^f 98) applicable comme suit :

Budget ordinaire (Algérie), quatrième partie, chapitre XIV : Travaux en Algérie.

Ce crédit sera affecté à des travaux à exécuter dans la forêt de Bou-Hatten (Algérie).

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par M. Bouillié, adjudicataire.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BORDAUX.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGNA.

N° 28265. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les frais d'entretien de l'École de laiterie de Mamirolles (Doubs).*

Du 15 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 28 avril 1894, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1893;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1861⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de trois mille trois cent trente-trois francs trente-trois centimes par le département du Doubs, pour frais d'entretien de l'école de laiterie de Mamirolles;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 12 février 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

1893, un crédit de trois mille trois cent trente-trois francs trente-trois centimes (3,333'33) applicable comme suit :

Budget ordinaire, troisième partie, chapitre VIII : *Subventions à diverses institutions agricoles.*

Ce crédit sera affecté aux frais d'entretien de l'école de laiterie de Mamirolles (Doubs).

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par le département du Doubs.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGER.

N° 28266. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Encouragements à l'Industrie chevaline.*

Du 26 Février 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture ;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1893 ;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique ;

Vu les dix déclarations ci-annexées, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de trente mille vingt-quatre francs vingt centimes, produit du prélèvement opéré sur le pari mutuel en faveur de l'élevage ;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 19 février 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un crédit de trente mille vingt-quatre francs vingt centimes (30,024' 20) applicable comme suit :

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527

Budget ordinaire, troisième partie (France), chapitre xxxi : *Encouragements à l'industrie chevaline.*

Ce crédit sera affecté aux dépenses résultant de la loi du 2 juin et du décret du 7 juillet 1891.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par les sociétés de courses autorisées, conformément à la loi du 2 juin 1891.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Février 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : A. BURDEAU.

Signé : VIGN.

N° 28267. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à la Restauration de la montagne de Mourgat.*

Du 14 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1893;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de six cents francs pour restauration de la montagne de Mourgat;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 12 mars 1894;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un crédit de six cents francs (600^f) applicable comme suit :

Budget ordinaire, quatrième partie (France), chapitre LI : *Restauration et conservation des terrains en montagne.*

Ce crédit sera affecté à la restauration de la montagne de Mourgat.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par le département des Hautes-Pyrénées.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : A. BURDEAU.

Signé : VIGER.

N° 28268. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour le Traitement du Professeur d'agriculture de Belley (Ain).

Du 14 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1893;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu les cinq déclarations ci-annexées, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de neuf cents francs pour le traitement du professeur d'agriculture de Belley (Ain);

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 13 mars 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un crédit de neuf cents francs (900^f) applicable comme suit :

Budget ordinaire, troisième partie (France), chapitre VIII : Subventions à diverses institutions agricoles.

Ce crédit sera affecté au traitement du professeur d'agriculture de Belley.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par diverses communes du département de l'Ain.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Mars 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : A. BURDEAU.

Signé : VIGER.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 28269. — **DÉCRET** modifiant le Tableau n° 3 annexé au décret du 20 décembre 1892, portant Réorganisation du personnel de l'Administration pénitentiaire aux Colonies.

Du 14 Avril 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 20 avril 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 31, paragraphe 2, du décret du 20 décembre 1892, portant réorganisation du personnel de l'administration pénitentiaire aux colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le tableau n° 3 annexé au décret du 20 décembre 1892, portant réorganisation du personnel de l'administration pénitentiaire aux colonies, est modifié de la manière suivante :

TABLÉAU N° 3, présentant la composition de la commission d'enquête pour le personnel de l'administration pénitentiaire.

CATÉGORIES.	PRÉSIDENT.	MEMBRES.
PREMIÈRE. Sous-directeur.....	Directeur de l'intérieur.....	Directeur de l'administration pénitentiaire et le chef du service administratif.
DEUXIÈME. Chefs de bureau ou autres fonctionnaires ayant la même correspondance hiérarchique.	Le directeur ou le sous-directeur de l'administration pénitentiaire.	Un chef de bureau de la direction de l'intérieur ou, à défaut, un fonctionnaire ou officier ayant la même correspondance hiérarchique, et un fonctionnaire de l'administration pénitentiaire de la même catégorie que celui qui fait l'objet de l'enquête.
TROISIÈME. Sous-chefs de bureau et fonctionnaires ayant la même correspondance hiérarchique.	Idem.....	Un chef de bureau de la direction de l'intérieur ou, à défaut, un fonctionnaire ou officier ayant la même correspondance hiérarchique, et un fonctionnaire de la 3 ^e catégorie.
QUATRIÈME. Chambrés, principaux, sous-chefs et autres agents.	Un fonctionnaire de la 2 ^e catégorie.	Un sous-chef de bureau de la direction de l'intérieur ou, à défaut, un fonctionnaire ou officier ayant la même correspondance hiérarchique, et un employé de la 4 ^e catégorie.

2. Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Journal officiel de la République française,

au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de l'administration centrale des colonies.

Fait à Paris, le 14 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des colonies ;

Signé : E. BOULANGER.

N° 28270. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des colonies un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.*

Du 27 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies ;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département des colonies, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892 ;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Considérant qu'aux termes de ces deux articles, les créances comprises dans l'état ci-dessus visé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget des exercices précités et que leur montant n'excède pas les reliquats de crédits à annuler en clôture d'exercice ;

; Vu la lettre du ministre des finances, en date du 23 avril 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des colonies, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892, un crédit supplémentaire de trois cent trente mille quatre cent vingt-six francs trente centimes (330,426^f 30), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés en double expédition au ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret susmentionné du 31 mai 1862 :

Exercice 1890.....	115,805 ^f 20 ^c
Exercice 1891	24,931 97
Exercice 1892	189,689 13
TOTAL.....	<u>330,426 30</u>

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 1027.

2. Le ministre des colonies est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert, pour les dépenses des exercices clos, au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à ces dépenses au moyen des ressources ordinaires de l'exercice courant.

4. Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des colonies,

Signé : E. BOULANGER.

N° 28271. — DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'organisation de l'Administration centrale du Ministère des Colonies.

Du 5 Mai 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 6 mai 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 16 de la loi de finances du 30 décembre 1882, portant que l'organisation centrale de chaque ministère sera réglée par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique et inséré au *Journal officiel*, et qu'aucune modification ne pourra être apportée que dans la même forme et avec la même publicité;

Vu la loi du 20 mars 1894, portant création du ministère des colonies;

Vu les décrets des 3 janvier 1887 ⁽¹⁾, 20 mai 1888 ⁽²⁾, 13 juin 1889 ⁽³⁾ et 22 mai 1890 ⁽⁴⁾ sur l'organisation de l'administration centrale des colonies; Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE PREMIER.

ORGANISATION GÉNÉRALE.

ART. 1^{er}. L'administration centrale du ministère des colonies comprend, indépendamment du cabinet du ministre, trois directions.

Le nombre et les attributions des bureaux dont se composent ces directions, ainsi que le nombre des directeurs, sous-directeurs,

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1064, n° 17569.

⁽²⁾ VI^e série, Bull. 1172, n° 19394.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1293, n° 21520.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1334, n° 21355.

chefs et sous-chefs de bureau, sont fixés conformément au tableau ci-après :

DÉSIGNATION DES SERVICES.		DIREC-TEURS.	SOUS-SOUFFRERS.	CHEFS de bureaux.	SOUS-CHEFS de bureaux.
CABINET DU MINISTRE.					
Enregistrement. — Chiffre et presse.....		1	1	1	1
Affaires politiques.....		1	1	1	1
Direction du personnel et des affaires administratives et commerciales.....		1	1	1	1
1 ^{er} bureau. — Personnel et secrétariat. — Comptabilité des dépenses engagées.....		1	1	1	1
2 ^e bureau.	Affaires administratives et commerciales. 1^{re} section. — Martinique, Guadeloupe, Réunion, Saint-Pierre et Miquelon. 2^e section. — Guyane, Établissements de l'Océanie, Nouvelle-Calédonie.....	1	1	1	1
3 ^e bureau.	Idem..... [Indo-Chine.....	1	1	1	1
4 ^e bureau.	Idem..... 1^{re} section. — Colonies de la côte occidentale d'Afrique..... 2^e section. — Inde et colonies de la côte orientale d'Afrique.....	1	1	1	1
Le service des banques coloniales et celui des renseignements pour toutes les colonies et les pays de protectorat sont centralisés par la 2 ^e section du 4 ^e bureau.					
Direction de la comptabilité et des services pénitentiaires.....		1	1	1	1
1 ^{er} bureau. — Budgets et comptes.....		1	1	1	1
2 ^e bureau. — Approvisionnements des services civils. — Transports.....		1	1	1	1
3 ^e bureau. — Solde des services civils. — Pensions. — Archives. — Agents comptables. — Service intérieur.....		1	1	1	1
4 ^e bureau. — Services pénitentiaires.....		1	1	1	1
Direction de la défense des colonies.....		1	1	1	1
Service technique. 1^{er} bureau. 1^{re} section. — Effectifs et emplacements des troupes. — Gardes indigènes. — Recrutement. 2^e section. — Soldats. — Soldats militaires.		1	1	1	1
2 ^e bureau. — Services administratifs. — Solde. — Vivres. — Hôpitaux. — Commissariat. — Comptabilité.....		1	1	1	1

Le nombre total des commis rédacteurs principaux et commis rédacteurs ne peut dépasser soixante-quatre, et celui des commis expéditionnaires principaux et commis expéditionnaires quarante-huit, y compris les rédacteurs et les expéditionnaires stagiaires.

La répartition de ce personnel dans les bureaux est faite par le ministre.

Le nombre des huissiers et gardiens de bureau est limité à vingt.

2. Le cabinet du ministre est organisé par arrêté ministériel.

Il est constitué d'une façon indépendante ou réuni à l'une des directions du ministère.

Il peut, ainsi que le secrétariat particulier du ministre, comprendre, en dehors des fonctionnaires et employés appartenant aux cadres de l'administration centrale, un personnel choisi par le ministre et rétribué dans les limites du crédit inscrit au chapitre 1^{er} du budget.

Le personnel du cabinet et du secrétariat particulier du ministre, pris en dehors de l'administration centrale, ne peut y être admis que dans les conditions prévues au titre II du présent décret.

Les fonctionnaires et employés pris dans l'administration centrale continuent à compter dans l'effectif général et ne sont remplacés que par intérim dans leur emploi antérieur.

3. Les traitements et les classes du personnel de l'Administration centrale sont fixés ainsi qu'il suit :

Directeurs 14,000 à 18,000

Sous-directeurs 10,000 à 12,000

Chefs de bureau :

1^{re} classe (trois au maximum) 9,000

2^e classe 8,000

3^e classe (quatre au minimum) 7,000

Sous-chefs de bureau :

1^{re} classe (quatre au maximum) 6,000

2^e classe 5,500

3^e classe (sept au minimum) 5,000

Commis rédacteurs principaux :

1^{re} classe 4,500

2^e classe 4,000

Commis rédacteurs :

1^{re} classe 3,600

2^e classe 3,300

3^e classe 3,000

4^e classe 2,700

5^e classe et stagiaires 2,400

Commis expéditionnaires principaux :

1^{re} classe 3,600

2^e classe 3,300

Commis expéditionnaires :

1 ^{re} classe.....	3,000 ^f
2 ^e classe.....	2,700
3 ^e classe.....	2,400
4 ^e classe.....	2,200
5 ^e classe et stagiaires.....	2,000

Huissiers et gardiens de bureau..... 1,300 à 2,000

La répartition par classe des chefs, sous-chefs, commis principaux et commis est faite par le ministre, dans les limites du crédit inscrit au chapitre 1^{er} du budget.

4. Nul fonctionnaire ou employé de l'administration centrale ne peut être rétribué, en tout ou partie, pour les fonctions qu'il y exerce, que sur le crédit porté au chapitre du personnel de l'administration centrale.

5. Les directeurs sont nommés par décret du président de la République.

Tous les autres fonctionnaires ou employés de l'administration centrale sont nommés par arrêté du ministre et, jusques et y compris l'emploi de chef de bureau, dans les conditions prévues au titre II du présent décret.

6. Il est institué, sous la présidence du ministre ou, à son défaut, d'un directeur délégué, un conseil composé des directeurs et du chef du cabinet.

Ce conseil délibère sur les affaires relatives au personnel et à la discipline dans les cas prévus par le présent règlement et sur celles qui sont soumises à son examen par le ministre.

TITRE II.

RECRUTEMENT, AVANCEMENT ET DISCIPLINE.

7. Nul ne peut être admis dans le personnel de l'administration centrale s'il n'a été employé dans les bureaux en qualité de stagiaire pendant un an au moins.

Il n'est fait exception à cette règle qu'en ce qui concerne les sous-officiers et les officiers marinières nommés par application de la loi et les fonctionnaires et employés des diverses administrations coloniales appelés à faire partie du personnel de l'administration centrale dans les conditions prévues à l'article du présent décret.

8. Les commis expéditionnaires stagiaires sont recrutés, en dehors des militaires gradés nommés par application des lois et règlements, parmi les commis du commissariat colonial, les commis des directions de l'intérieur, des résidences et du service pénitentiaire ayant accompli au moins trois années de service au département des colonies, dont dix-huit mois aux colonies ou dans les pays de protectorat, et n'ayant pas dépassé l'âge de trente ans.

L'année de stage expirée, le chef du bureau auquel le stagiaire est attaché présente un rapport sur son aptitude, sa conduite et sa manière de servir. Le ministre, sur le vu de ce rapport, le nomme, s'il y a lieu, titulaire à la dernière classe de son emploi. Dans le cas contraire, l'expéditionnaire stagiaire est replacé dans le cadre de son corps, au fur et à mesure des vacances, ou licencié immédiatement, s'il n'appartenait plus au service au moment de son admission comme stagiaire.

Les sous-officiers et les officiers mariniers nommés commis expéditionnaires par application de la loi sont soumis, après une année de service, au même rapport d'appréciation que les stagiaires et quittent le service dans les conditions ci-dessus indiquées, si ce rapport n'est pas favorable.

9. Les commis rédacteurs stagiaires sont recrutés, sous réserve des emplois attribués aux militaires gradés par la loi du 15 juillet 1889 et le règlement d'administration publique du 28 janvier 1892 :

1° Parmi les élèves brevetés de l'école coloniale réunissant les conditions stipulées par les décrets qui règlent le fonctionnement de ladite école;

2° Parmi les commis expéditionnaires ayant deux années de présence à l'administration centrale des colonies, jouissant d'un traitement au moins égal à celui de la dernière classe des commis rédacteurs et ayant satisfait aux épreuves d'un examen dont le programme et les règles seront arrêtés par le ministre, ou justifiant de l'un des titres suivants :

Diplôme de licencié en droit, ès sciences ou ès lettres;

Diplôme d'élève de l'école des langues orientales;

Diplôme de l'école des chartes;

3° Parmi les officiers des troupes ou du commissariat et les fonctionnaires des diverses administrations coloniales ayant un traitement d'Europe d'au moins deux mille francs (2,000) et comptant au moins deux ans de services aux colonies ou dans les pays de protectorat.

Les nominations ont lieu successivement dans chacune des trois catégories; à défaut de candidat dans l'une d'elles, le tour est réservé.

Les règles édictées par l'article 8 pour les conditions de stage et d'admission définitive à la dernière classe de l'emploi sont applicables aux commis rédacteurs.

10. Toute nomination à un emploi a lieu à la dernière classe de cet emploi.

Toutefois les commis expéditionnaires et les fonctionnaires et officiers nommés à l'emploi de commis rédacteur, en vertu des dispositions de l'article 9, entrent dans la classe correspondant au traitement dont ils sont titulaires.

11. L'avancement dans le personnel de l'administration centrale a lieu au choix, le conseil des directeurs entendu.

L'avancement a lieu d'une classe à la classe immédiatement supérieure.

Nul ne peut être promu à une classe supérieure s'il n'a au moins un an d'exercice dans la classe qu'il occupe.

Le choix pour l'avancement à l'emploi de commis principal ne peut porter que sur des commis de 1^{re} classe ayant accompli au moins une année de service dans ladite classe.

Les sous-chefs de bureau sont pris :

1^o Parmi les commis rédacteurs principaux et les commis rédacteurs des deux premières classes ayant au moins trois ans de services en qualité de commis rédacteurs titulaires à l'administration centrale des colonies et justifiant, en outre, de deux ans de services aux colonies ou dans les pays de protectorat, à moins que le ministre ne les ait dispensés de cette dernière condition, sur l'avis du conseil des directeurs;

2^o Parmi les magistrats des colonies, les officiers du commissariat colonial, les fonctionnaires des administrations coloniales ayant un traitement d'Europe d'au moins quatre mille cinq cent francs (4,500^f) et comptant au moins trois ans de services aux colonies ou dans les pays de protectorat.

La moitié au moins des places vacantes de sous-chef est réservée aux commis rédacteurs principaux et commis rédacteurs des deux premières classes de l'administration centrale.

Les chefs de bureau sont pris :

1^o Parmi les sous-chefs de bureau de 1^{re} ou de 2^e classe ayant servi au moins deux ans dans cet emploi;

2^o Parmi les gouverneurs, les directeurs de l'intérieur, les commissaires des colonies, les inspecteurs des colonies.

Les sous-directeurs, quand ils sont pris dans l'administration centrale, sont choisis parmi les chefs de bureau de 1^{re} ou de 2^e classe.

Le ministre exerce ses choix dans les limites du crédit porté au chapitre du personnel de l'administration centrale.

Les nominations ou promotions de fonctionnaires ou employés de l'administration centrale sont rendus publiques dans le mois qui les suit, selon le mode prescrit par un arrêté ministériel.

Les huissiers et gardiens de bureau avancent par des augmentations successives de cent francs (100^f) dans les conditions prévues par le règlement intérieur de l'administration centrale des colonies.

12. Lorsque les besoins du service l'exigent, des emplois de chef ou de sous-chef de bureau à la Direction de la défense des colonies peuvent être confiés, en dehors des conditions fixées par l'article précédent, à des officiers ou fonctionnaires militaires ayant le grade ou le rang d'officier supérieur. Des officiers, fonctionnaires ou employés militaires peuvent en outre être pourvus d'autres emplois à cette même direction.

Lorsque leurs allocations personnelles de grade à Paris sont supérieures à celles de l'emploi qu'ils occupent dans l'administration centrale des colonies, ils reçoivent le traitement de leur grade.

Ces officiers, fonctionnaires ou employés militaires ne peuvent être admis dans le personnel civil de l'administration centrale, sinon dans les conditions prévues aux articles 9 et suivants.

13. Les officiers, fonctionnaires ou employés militaires admis dans le personnel civil de l'administration centrale doivent donner leur démission.

14. Les mesures de discipline applicables aux fonctionnaires ou employés civils de l'administration centrale comportent les peines suivantes :

- 1° Réprimande;
- 2° Retenue de traitement n'excédant pas la moitié de ce traitement ni la durée de deux mois;
- 3° Rétrogradation;
- 4° Révocation.

La première de ces peines est prononcée par le ministre, sur la proposition du directeur compétent, après avis du directeur du personnel.

Les trois autres sont prononcées par le ministre, après avis du conseil des directeurs, et l'agent entendu dans ses moyens de défense ou dûment appelé. Le procès-verbal de la séance dans laquelle l'agent a comparu, ou, s'il y a lieu, sa défense écrite, accompagne nécessairement le rapport soumis au ministre par le conseil. Les arrêtés de révocation sont motivés et visent d'avis du conseil.

La révocation des directeurs ne peut être prononcée que par décret du Président de la République.

TITRE III.

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES.

15. Les commis appelés sous les drapeaux sont remplacés dans l'effectif. Ils sont appelés à remplir les premières vacances qui se produisent après leur libération, s'ils en ont fait la demande dans les trois mois qui précèdent ou dans le mois qui suit ladite libération.

Le temps passé sous les drapeaux est compris dans l'année de service exigée pour l'avancement en classe, s'il est inférieur à cette durée. Il tient lieu de cette condition, s'il l'est supérieur.

Le ministre peut refuser la réadmission dans l'administration centrale aux commis dont la feuille de punitions militaires constate l'inconduite ou l'indiscipline.

16. Les permutations entre les commis de l'administration cen-

trale des colonies et ceux des autres administrations centrales peuvent avoir lieu sur la proposition motivée des chefs des parties intéressées.

Le permutant à admettre dans cette administration ne peut y entrer que dans un emploi égal à celui de l'employé avec lequel il change de position, et il prend rang, dans son emploi et dans sa classe, du jour de son admission.

17. Les fonctionnaires et employés de l'administration centrale qui passent dans les services coloniaux aux colonies y entrent avec le traitement d'Europe immédiatement supérieur à celui dont ils jouissent.

Les décrets d'organisation des différentes administrations coloniales déterminent la proportion des vacances qui devront leur être réservées et les conditions spéciales auxquelles ils devront satisfaire.

18. Les fonctionnaires et employés de l'administration centrale des colonies peuvent être, sur leur demande, détachés et mis hors cadres dans les services coloniaux aux colonies. Ils peuvent l'être également, sur leur demande, dans les services coloniaux des ports de commerce de la métropole, aux inspections générales du service de santé et des travaux publics, à l'école coloniale ou au magasin central.

Ils conservent leurs droits à l'avancement.

19. Les fonctionnaires dont les titres ne correspondent pas à ceux établis par le présent décret pourront être maintenus dans leurs titres actuels.

20. Les employés actuels du service central de l'inspection seront, à mesure que les vacances le permettront, réintégrés dans les bureaux de l'administration centrale. Jusqu'à ce moment, ils seront traités et pourront obtenir de l'avancement suivant les règles fixées par le présent décret, mais leurs allocations seront payées sur les frais de l'inspection.

21. Jusqu'à ce que la répartition par classe des chefs et sous-chefs de bureau soit conforme aux prescriptions du présent décret, il ne pourra être fait aucune promotion de classe en leur faveur que dans la proportion d'une vacance sur deux.

22. Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent décret.

23. Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 5 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des colonies,

Signé : E. BOULANGER.

N° 28272. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des colonies, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versé au Trésor par le Protectorat de la Tunisie pour les dépenses de la Section coloniale à l'Exposition de Chicago.*

Du 13 Mai 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 31 mai 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893;

Vu le récépissé constatant le versement effectué, à titre de fonds de concours, dans la caisse du receveur central de la Seine par le protectorat de la Tunisie, versement s'élevant à quatre cents francs;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 1^{er} mai 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des colonies, au titre du chapitre XXIX bis : *Exposition de Chicago*, exercice 1893, un crédit de quatre cents francs (400^f), applicable aux dépenses de la section coloniale à ladite exposition.

2. Il sera pourvu à ces dépenses au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à titre de fonds de concours, conformément aux indications qui précèdent.

3. Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des colonies,

Signé : E. BOULANGER.

N° 28273. — *DÉCRET portant fixation du Traitement, de la Parité d'office et du Costume des Juges suppléants aux Tribunaux de première instance des Antilles et de la Réunion.*

Du 17 Mai 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 19 mai 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu le décret du 17 janvier 1863⁽¹⁾, fixant les traitements et parités d'office des magistrats coloniaux;

Vu les décrets du 10 janvier 1880⁽²⁾ et du 30 décembre 1886 fixant le traitement, la parité d'office et le costume des juges suppléants rétribués des tribunaux de première instance de Saint-Denis (Réunion), de Saint-Pierre et de Fort-de-France (Martinique) et de la Pointe-à-Pitre (Guadeloupe);

Vu la loi du 15 avril 1890, concernant l'organisation judiciaire dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Le traitement colonial des juges suppléants rétribués, prévus par la loi susvisée du 15 avril 1890, aux tribunaux de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, est fixé à trois mille francs (3,000^f) par an.

Conformément à l'article 1^{er}, § 2, du décret du 17 janvier 1863, le traitement d'Europe du juge suppléant est fixé à la moitié du traitement colonial.

2. Les juges suppléants sont assimilés, pour la liquidation de la pension de retraite, à des juges de France de troisième classe.

3. Les juges suppléants porteront, aux audiences ordinaires, aux audiences solennelles et aux cérémonies publiques, le costume attribué aux juges auditeurs par l'article 258 de l'ordonnance du 30 septembre 1827, concernant l'organisation judiciaire de la Réunion, et l'article 269 de l'ordonnance du 24 septembre 1828, concernant l'organisation judiciaire de la Martinique et de la Guadeloupe.

4. Les décrets du 10 janvier 1880 et du 29 décembre 1886, déterminant le traitement, la parité d'office et le costume des juges suppléants rétribués aux tribunaux des Antilles et de la Réunion, sont abrogés.

5. Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 17 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : ANTONIN DUBOST.

Le Ministre des colonies,

Signé : E. BOULANGER.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1087, n^o 10879.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 498, n^o 4904.

N° 28274. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre des colonies, sur l'exercice 1894, un crédit versé au Trésor, à titre de fonds de concours, par le Protectorat de la Tunisie pour les Dépenses de la Section coloniale à l'Exposition de Chicago.

Du 22 Mai 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 31 mai 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894;

Vu le récépissé constatant le versement effectué, à titre de fonds de concours, dans la caisse du receveur central de la Seine par le protectorat de la Tunisie, versement s'élevant à deux mille trois cents francs;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 18 mai 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des colonies, au titre du chapitre XV : *Missions et études coloniales, exercice 1894*, un crédit de deux mille trois cents francs (2,300^f), applicable aux dépenses de la section coloniale à l'exposition de Chicago.

2. Il sera pourvu à ces dépenses au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à titre de fonds de concours, conformément aux indications qui précèdent.

3. Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Mai 1894.

Signé: GARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre des colonies,

Signé : E. BOULANGER.

N° 28275. — **DÉCRET** qui autorise le Ministre des Colonies à déléguer sa signature au Directeur de la Comptabilité et des Services pénitentiaires de son Département.

Du 22 Mai 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 26 mai 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu la loi du 20 mars 1894 sur la constitution en ministère spécial de l'administration des colonies;

Vu l'article 84 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le ministre des colonies est autorisé à déléguer au directeur de la comptabilité et des services pénitentiaires de son Département la signature, soit des ordonnances directes, soit des ordonnances portant ouverture de crédits aux ordonnateurs secondaires.

2. Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de l'Administration des colonies.

Fait à Paris, le 22 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des colonies,

Signé : E. BOULANGER.

N° 28276. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une Somme non employée en 1893 pour Travaux militaires.

Du 30 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1894;

Vu les décrets des 27 janvier⁽²⁾, 30 mai⁽³⁾, 30 juin⁽⁴⁾, 11 juillet⁽⁵⁾, 5 octobre 1893⁽⁶⁾ et 16 février 1894⁽⁷⁾, qui ont ouvert au ministre de la guerre, à titre de fonds de concours, sur la deuxième section (*Dépenses extraordinaires*) du budget de l'exercice 1893 :

1° Un crédit d'un million de francs pour la construction d'un quartier de cavalerie à Noyon (décrets des 27 janvier, 30 juin et 11 juillet 1893), ci 1,000,000 00

2° Un crédit de trois cent mille francs pour la construction d'un ou de plusieurs appareils de navigation aérienne (legs Giffard; décret du 30 mai 1893), ci 300,000 00

3° Un crédit de trente-trois mille quatre-vingt-quatre francs cinquante-trois centimes pour l'extension du casernement dans la place de Cosne (décret du 30 juin 1893), ci 33,084 53

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1530, n° 26112.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1563, n° 26703.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1571, n° 26839.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1572, n° 26853.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 1594, n° 27270.

⁽⁷⁾ XII^e série, Bull. 1618, n° 27798.

4° Un crédit de soixante-douze mille mille quatre cent sept francs vingt-huit centimes pour l'organisation d'un quartier de cavalerie dans la place de Beaune (décret du 30 juin 1893), ci.....	72,407' 28"
5° Un crédit de six mille trois cents francs huit centimes pour l'extension du casernement dans la place de Magnac-Laval (décret du 30 juin 1893), ci.....	6,300 08
6° Un crédit de cinquante-huit mille six cent quatre-vingt-un francs seize centimes pour la construction d'une nouvelle caserne et l'aménagement d'autres casernes dans la place de Riom (décret du 30 juin 1893), ci.....	58,681 16
7° Un crédit de vingt-six mille quatre cent vingt et un francs cinquante-deux centimes pour la construction d'un casernement dans la place d'Aurillac (décret du 30 juin 1893), ci.....	26,421 52
8° Un crédit de treize mille six cent trente-deux francs vingt-neuf centimes pour l'installation d'un bataillon d'infanterie dans la place d'Agde (décret du 30 juin 1893), ci.....	13,632 29
9° Un crédit de trente-cinq mille huit cent quarante et un francs quarante-trois centimes pour le dégagement des abords de la caserne Bessières, à Cahors (décret du 30 juin 1893), ci.....	35,841 43
10° Un crédit de deux cent mille quatre francs deux centimes pour la construction d'un casernement pour un bataillon d'infanterie dans la place d'Aix (décrets des 30 juin et 5 octobre 1893), ci.....	200,004 02
11° Un crédit de quarante-cinq mille francs pour l'acquisition d'un terrain de manœuvres à Chartres (décret du 11 juillet 1893), ci.....	45,000 00
12° Un crédit de deux cent cinquante mille francs pour la construction d'un quartier de cavalerie à Épernay (décret du 16 février 1894), ci.....	250,000 00
TOTAL.....	2,041,372 31

Considérant que, sur le montant de ces crédits, il n'a pu être employé, en 1893, qu'une somme de..... 588,970 11

D'où un disponible de..... 1,452,402 20

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 21 juin 1894,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Sur le crédit total de deux millions quarante et un mille trois cent soixante-douze francs trente et un centimes (2,041,372' 31) ouvert au ministre de la guerre, au titre de la deuxième section (*Dépenses extraordinaires*) du budget de l'exercice 1893, par les décrets susmentionnés, un report est autorisé à la même section de l'exercice 1894, jusqu'à concurrence de la somme d'un million

quatre cent cinquante-deux mille quatre cent deux francs vingt centimes (1,452,402^f 20), qui sera répartie comme suit :

CHAP. XXVII. — BÂTIMENTS MILITAIRES.

Cosne. — Extension du casernement.....	1,355 ^f 63 ^c
Beaune. — Organisation d'un quartier de cavalerie.....	72,407 38
Magnac-Laval. — Extension du casernement.....	1,100 34
Riom. — Construction d'une nouvelle caserne et aménagement des autres casernes de la place.....	21,227 53
Aurillac. — Construction d'un casernement.....	2,683 10
Agde. — Installation d'un bâtiment d'infanterie.....	5,062 29
Cahors. — Dégagement des abords de la caserne Bessièrès.	21,956 43

TOTAL du chapitre XXVII.....	126,672 60
------------------------------	------------

CHAP. XXXVII. — CASERNEMENT.

Noyon. — Construction d'un quartier de cavalerie.....	1,000,000 ^f 00 ^c
Aix. — Construction d'un casernement pour un bataillon d'infanterie.....	980 80
Épernay. — Construction d'un quartier de cavalerie.....	250,000 00

TOTAL du chapitre XXXVII.....	1,250,980 80
-------------------------------	--------------

CHAP. XXXVIII. — CHAMPS DE MANŒUVRES, DE TIR, STANDS ET MANÈGES.

Chartres. — Acquisition d'un terrain de manœuvres.....	24,748 ^f 80 ^c
--	-------------------------------------

CHAP. LIV. — TÉLÉGRAPHIE ET AÉROSTATION MILITAIRES.

Legs Giffard. — Construction d'un ou de plusieurs appareils de navigation aérienne.....	50,000 00
---	-----------

TOTAL GÉNÉRAL ÉGAL.....	1,452,402 20
-------------------------	--------------

2. Une somme d'un million quatre cent cinquante-deux mille quatre cent deux francs vingt centimes (1,452,402^f 20) est et demeure annulée sur les chapitres suivants de la deuxième section (*Dépenses extraordinaires*) du budget de l'exercice 1893 :

CHAP. XXVII. Bâtiments militaires.....	126,672 ^f 60 ^c
— XXXVII. Casernements.....	1,250,980 80
— XXXVIII. Champs de manœuvres, de tir, stands et manèges.....	24,748 80
— LV. Télégraphie et aérostation militaires.....	50,000 00

TOTAL ÉGAL.....	1,452,402 20
-----------------	--------------

3. Il sera pourvu aux crédits ouverts en vertu de l'article 1^{er} du présent décret au moyen des sommes versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour le paiement des dépenses ci-dessus désignées.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de la guerre,
Signé : A. MERCIER.

N° 28277. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une Somme non employée en 1893 pour Travaux militaires.

Du 30 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre:

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1894;

Vu les décrets des 30 mai⁽¹⁾, 30 juin⁽²⁾, 5 octobre 1893⁽³⁾ et 16 février 1894⁽⁴⁾, qui ont ouvert au ministre de la guerre, à titre de fonds de concours, sur la première section du budget de l'exercice 1893 :

1° Un crédit de cinq mille cinq cent quatre francs pour la location d'un champ de tir et de manœuvres à Amiens (décrets des 30 mai et 30 juin 1893), ci. 5,504 00.

2° Un crédit de huit cent quarante et un mille cinq cent trente et un francs soixante-dix-sept centimes pour la construction et l'aménagement de divers établissements militaires en Tunisie (décret du 30 juin 1893), ci. 841,531 77

3° Un crédit de quatre-vingt-dix mille francs pour la construction du casernement définitif des troupes françaises à la Goulette (décret du 5 octobre 1893), ci. 90,000 00

4° Un crédit de quinze mille huit cents francs pour la transformation des ponts du passage de la Pelotte, à Besançon (décret du 16 février 1894), ci. 15,800 00

TOTAL. 952,835 77

Considérant que, sur le montant de ces crédits, il n'a pu être employé, en 1893, qu'une somme de. 249,768 50

D'où un disponible de. 703,067 27

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 21 juin 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sur le crédit total de neuf cent cinquante-deux mille huit

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1563, n° 26705.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1571, n° 26858.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1594, n° 27270.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1618, n° 27799.

cent trente-cinq francs soixante-dix-sept centimes (952,835^f 77) ouvert au ministre de la guerre, au titre du chapitre XLIX : *Établissements du génie — Matériel d'exploitation*, de la première section du budget de l'exercice 1893, par les décrets susmentionnés, un report est autorisé à l'exercice 1894, mêmes chapitre et section, jusqu'à concurrence de la somme de sept cent trois mille soixante-sept francs vingt-sept centimes (703,067^f 27)), qui sera répartie comme il suit :

Amiens. — Location du champ de tir et de manœuvres.....	985 ^f 50 ^c
Tunisie. — Construction et aménagement de divers établissements militaires.....	596,281 77
La Goulette. — Construction du casernement définitif des troupes françaises.....	90,000 00
Besançon. — Transformation des ponts du passage de la Pelotte.....	15,800 00
TOTAL ÉGAL.....	703,067 27

2. Une somme de sept cent trois mille soixante-sept francs vingt-sept centimes (703,067^f 27) est et demeure annulée sur le chapitre XLIX : *Établissements du génie — Matériel d'exploitation*, de la première section du budget du ministère de la guerre de l'exercice 1893.

3. Il sera pourvu aux crédits ouverts en vertu de l'article 1^{er} du présent décret au moyen des sommes qui ont été versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour le paiement des dépenses ci-dessus désignées.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de la guerre,

Signé : R. POINCARÉ.

Signé : A. MERCIER.

N° 28278. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'Entretien du chemin vicinal longeant l'Atelier de construction de Vernon.*

Du 30 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1893;

Vu la convention passée entre l'État et la ville de Vernon, le 25 mars 1874, aux termes de laquelle cette ville s'est engagée à concourir annuellement.

pour une somme de quarante-huit francs quarante centimes, à l'entretien d'un chemin vicinal longeant l'atelier de construction installé dans la place;

Vu la déclaration constatant que le versement afférent à l'année 1893 a été effectué au Trésor par ladite ville, le 19 avril 1894;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 29 juin 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre XLV : *Etablissements de l'artillerie — Matériel d'exploitation*, de la première section du budget de l'exercice 1893, un crédit de quarante-huit francs quarante centimes (48^{fr} 40), qui sera affecté à l'entretien du chemin vicinal longeant l'atelier de construction de Vernon.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Vernon.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 28279. — DÉCRET portant homologation du Bornage de la partie de la Zone des fortifications modifiée aux abords de la propriété de la Pépinière à l'île d'Oléron.

Du 4 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽²⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués le plan de

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

circonscription et le procès-verbal de bornage visés et approuvés par le ministre de la guerre et concernant la modification apportée, par le décret du 20 janvier 1893, à la limite intérieure de la zone des fortifications de la place du château d'Oléron, dans la partie voisine de la propriété de la Pépinière.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 28280. — *Décret qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses des Ecoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel.*

Du 4 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des départements et des communes pour concourir, avec les fonds de l'État, à des dépenses d'intérêt public appartenant à l'exercice 1894;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur le fonds du budget de l'exercice 1894, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre XIII : *Ecoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel*, un crédit de vingt-deux mille deux cents francs (22,200^f) applicable aux dépenses des établissements désignés dans l'état annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

mojen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINGARÉ.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : G. LEYGUES.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1894.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	CHAPITRES ET MOTIFS des versements.	NOMBRES des récépissés	DATES des versements.	MONTANT des versements.
		CHAP. XIII. ÉCOLES NATIONALES DES BEAUX-ARTS, DES ARTS DÉCORATIFS ET D'ART INDUSTRIEL. — Subventions allouées aux établissements ci-des- sous désignés :			
	VILLES de :	2 ^e TRIMESTRE 1894.			
Alpes-Maritimes..	Nice.....	École nationale d'art dé- coratif.	1903	13 avril 1894. ...	3,875 ^f
Creuse.....	Aubusson.	École nationale d'art dé- coratif.	1305	17 avril 1894. ...	825
Nord.....	Roubaix..	École nationale des arts industriels.	2773	10 mars 1894. ...	10,000
Haute-Vienne....	Limoges..	École nationale d'art dé- coratif.	2214	12 avril 1894. ...	6,250
		Musée national Adrien Dubouché.	2215	Idem.....	1,250
				TOTAL.....	22,000

N° 28281. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui reporte au 13 février 1896 le délai fixé par l'article 2 du décret du 13 février 1891 pour les expropriations nécessaires en vue de l'établissement du tramway de Paris à Arpajon, avec embranchement de Montlhéry sur Marcoussis. (*Paris, 30 Avril 1894.*)

N° 28282. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 8 mars 1894, devant l'adjoint au maire de Montreuil-Bellay (Maine-et-Loire) délégué à cet effet, portant concession à M. Georges de

Grandmaison, aux clauses et conditions stipulées et moyennant le versement d'une somme de cent trente-cinq francs vingt-sept centimes, d'une parcelle d'alluvion, en voie de formation, d'une contenance de deux mille sept cent cinq mètres carrés trente-deux décimètres carrés, faisant partie du lit du Thouet, et située au droit de la propriété du concessionnaire, à Montreuil-Bellay, ladite parcelle désignée par une teinte rouge sur le plan annexé audit contrat. (Paris, 17 mai 1894).



Certifié conforme :

Paris, le 13^e Septembre 1894.

Le Ministre des Finances,
chargé de l'intérim du Ministère de la Justice,

R. POINCARÉ.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1641.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28283. — *Loi tendant à réprimer les Menées Anarchistes.*

Du 28 Juillet 1894.

(Promulguée au *Journal officiel* du 29 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les infractions prévues par les articles 24, paragraphes 1 et 3, et 25 de la loi du 29 juillet 1881, modifiés par la loi du 12 décembre 1893, sont déférées aux tribunaux de police correctionnelle lorsque ces infractions ont pour but un acte de propagande anarchiste.

2. Sera déféré aux tribunaux de police correctionnelle, et puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cent francs à deux mille francs (100' à 2,000') tout individu qui, en dehors des cas visés par l'article précédent, sera convaincu d'avoir, dans un but de propagande anarchiste :

1^{er} Soit par provocation, soit par apologie des faits spécifiés auxdits articles, incité une ou plusieurs personnes à commettre soit un vol, soit les crimes de meurtre, de pillage, d'incendie, soit les crimes punis par l'article 435 du Code pénal;

2^o Ou adressé une provocation à des militaires des armées de terre ou de mer, dans le but de les détourner de leurs devoirs militaires et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs dans ce qu'ils leur commandent pour l'exécution des lois et règlements militaires et la défense de la Constitution républicaine.

Les pénalités prévues au paragraphe 1^{er} seront appliquées même dans le cas où la provocation adressée à des militaires des armées de

terre ou de mer n'aurait pas le caractère d'un acte de propagande anarchiste ; mais, dans ce cas, la pénalité accessoire de la relégation édictée par l'article 3 de la présente loi ne pourra être prononcée.

La condamnation ne pourra être prononcée sur l'unique déclaration d'une personne affirmant avoir été l'objet des incitations ci-dessus spécifiées, si cette déclaration n'est pas corroborée par un ensemble de charges démontrant la culpabilité et expressément visées dans le jugement de condamnation.

3. La peine accessoire de la relégation pourra être prononcée contre les individus condamnés en vertu des articles 1^{er} et 2 de la présente loi à une peine supérieure à une année d'emprisonnement et ayant encouru, dans une période de moins de dix ans, soit une condamnation à plus de trois mois d'emprisonnement pour les faits spécifiés auxdits articles, soit une condamnation à la peine des travaux forcés, de la reclusion ou de plus de trois mois d'emprisonnement pour crime ou délit de droit commun.

4. Les individus condamnés en vertu de la présente loi seront soumis à l'emprisonnement individuel, sans qu'il puisse résulter de cette mesure une diminution de la durée de la peine.

Les dispositions du présent article seront applicables pour l'exécution de la peine de la reclusion ou de l'emprisonnement prononcée en vertu des lois du 18 décembre 1893 sur les associations de malfaiteurs et la détention illégitime d'engins explosifs.

5. Dans les cas prévus par la présente loi, et dans tous ceux où le fait incriminé a un caractère anarchiste, les cours et tribunaux pourront interdire, en tout ou partie, la reproduction des débats, en tant que cette reproduction pourrait présenter un danger pour l'ordre public.

Toute infraction à cette défense sera poursuivie conformément aux prescriptions des articles 42, 43, 44 et 49 de la loi du 29 juillet 1881, et sera puni d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de mille francs à dix mille francs (1,000^f à 10,000^f).

Sera poursuivie dans les mêmes conditions et passible des mêmes peines toute publication ou divulgation, dans les cas prévus au paragraphe 1^{er} du présent article, de documents ou actes de procédure spécifiés à l'article 38 de la loi du 29 juillet 1881.

6. Les dispositions de l'article 463 du Code pénal sont applicables à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : CH. DUPUY.

Signé : E. GUÉRIN.

N° 28284. — *DÉCRET qui approuve la substitution de la « Compagnie nouvelle des Tramways de Roubaix et Tourcoing » à la « Compagnie des Tramways de Roubaix et Tourcoing ».*

Du 28 Avril 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 29 avril 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu, avec le cahier des charges y annexé, le décret en date du 3 décembre 1875 ⁽¹⁾, qui a déclaré d'utilité publique et concédé à la ville de Roubaix l'établissement dans ladite ville d'un réseau de tramways à traction de chevaux;

Vu, avec le traité et le cahier des charges y annexés, le décret en date du 26 avril 1880 ⁽²⁾, qui a : 1° déclaré d'utilité publique et concédé à la ville de Roubaix l'établissement, dans la banlieue de ladite ville, d'un réseau de tramways à traction de chevaux; 2° approuvé le traité passé entre la ville de Roubaix et la société dite « Compagnie des tramways de Roubaix et Tourcoing » pour la rétrocession des deux réseaux de tramways urbain et sub-urbain;

Vu le décret du 26 avril 1880 ⁽³⁾, qui a déclaré d'utilité publique et concédé à la ville de Tourcoing un réseau de voies ferrées à traction de chevaux et approuvé le traité passé entre la ville de Tourcoing et la « Compagnie des tramways de Roubaix et Tourcoing » pour la rétrocession de ce réseau;

Vu le jugement du tribunal de commerce de Roubaix, en date du 23 janvier 1882, qui a prononcé la faillite de la compagnie des tramways de Roubaix et Tourcoing;

Vu le traité passé, les 7 février 1891, 13 et 24 novembre 1893, entre le syndic de la faillite et la « Compagnie française des voies ferrées économiques », ladite société agissant tant en son nom personnel qu'au nom et pour le compte d'une société nouvelle à créer éventuellement par ses soins;

Vu les jugements d'homologation du tribunal de commerce de Roubaix, en date des 9 avril 1891 et 9 janvier 1893;

Vu les lettres du 12 mai 1891, par lesquelles le syndic de la faillite et la « Compagnie nouvelle des tramways de Roubaix et Tourcoing », demandant l'approbation de la cession faite au profit de cette dernière;

Vu les avant-projets présentés à la date du 14 septembre 1893, en vue de la modification des réseaux déclarés d'utilité publique par les trois décrets susvisés du 3 décembre 1875 et 26 avril 1880;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouvertes sur cet avant-projet;

Vu l'avis de la commission d'enquête du 17 janvier 1894;

Vu l'avis des chambres de commerce de Tourcoing et de Roubaix, en date des 22 et 29 décembre 1893;

Vu et la délibération de la commission départementale du Nord, en date du 7 février 1894, agissant par délégation du conseil général;

Vu l'adhésion directe donnée, à la date du 9 mars 1894, par le directeur du génie à Lille, en vertu de l'article 18 du décret du 16 août 1853 ⁽⁴⁾;

Vu, avec le cahier des charges y annexé, la convention passée les 3-4 no-

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 282, n° 4826.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 525, n° 9286.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 525, n° 9287.

⁽⁴⁾ XI^e série, Bull. 97, n° 816.

vembre 1893 entre le maire de la ville de Roubaix, au nom de ladite ville, et la « Compagnie nouvelle des tramways de Roubaix et de Tourcoing »;

Vu, avec le cahier des charges y annexé, la convention passée les 26-31 octobre 1893 entre le maire de Tourcoing, au nom de ladite ville, et la « Compagnie nouvelle des tramways de Roubaix et Tourcoing »;

Vu les délibérations des conseils municipaux de Roubaix et Tourcoing, en date des 13 octobre 1893 et 19 janvier 1894, 20 octobre 1893 et 26 janvier 1894;

Vu les rapports des ingénieurs, en date des 2-6 mars 1893, 23-25 avril 1893, 19-23 mai 1893, 3-5 mars 1894;

Vu les lettres du préfet du Nord des 18 mars, 27 avril 1893 et 5 mars 1894;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées des 29 juin 1893 et 5 avril 1894;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur du 13 avril 1894;

Vu les lettres de la compagnie nouvelle des tramways de Roubaix et Tourcoing, en date du 25 avril 1894, relatives à la composition de son conseil d'administration et à la modification de ses statuts en ce qui concerne la suppression des parts de fondateurs, ensemble les engagements des actionnaires y annexés;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways, ensemble les règlements d'administration publique des 18 mai⁽¹⁾ et 6 août 1881⁽²⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est approuvée la substitution de la « Compagnie nouvelle des tramways de Roubaix et Tourcoing » à la « Compagnie des tramways de Roubaix et Tourcoing », comme rétrocessionnaire des réseaux de tramways concédés aux villes de Roubaix et de Tourcoing par les trois décrets ci-dessus visés, en date des 3 septembre 1875 et 26 avril 1880.

2. Est déclaré d'utilité publique l'établissement des nouvelles lignes ou tronçons de lignes à établir pour compléter les réseaux des villes de Roubaix et de Tourcoing, conformément aux cahiers des charges annexés au présent décret et aux dispositions générales des plans ci-dessus visés du 14 septembre 1893, qui demeureront également annexés au présent décret.

Les lignes existantes formeront avec ces nouvelles lignes ou tronçons de lignes des réseaux soumis au même régime et au même cahier des charges.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution desdites lignes ou tronçons de lignes ne sont pas accomplies dans le délai de deux ans à partir de la date du présent décret.

3. Les villes de Roubaix et de Tourcoing sont autorisées, chacune en ce qui la concerne, à pourvoir à la construction et à l'exploitation

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

des lignes de tramways prévues à l'article 2, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions des cahiers des charges ci-dessus visés.

4. Sont approuvées les conventions passées les 3-4 novembre 1893 et les 26-31 octobre 1893 entre les villes de Roubaix et Tourcoing et la compagnie nouvelle des tramways de Roubaix et Tourcoing pour la rétrocession desdites lignes.

Lesdites conventions resteront annexés au présent décret.

5. Il est interdit à la compagnie nouvelle des tramways de Roubaix et Tourcoing, sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction ou l'exploitation des lignes de tramways mentionnées aux articles précédents, sans y avoir été préalablement autorisée par le décret délibéré en conseil d'Etat.

6. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNYART.

VILLE DE ROUBAIX.

CONVENTION DE SUBSTITUTION ET DE RÉTROCESSION.

Entre les soussignés :

M. Henri Carette, maire de la ville de Roubaix, agissant en cette qualité, pour le compte de ladite ville, en vertu de l'autorisation qui lui a été donnée par le conseil municipal, suivant délibération en date du 13 octobre 1893,

D'une part;

Et M. Émile Francq, propriétaire, demeurant à Paris, boulevard Haussmann, n° 101, agissant en qualité de président du conseil d'administration de la compagnie nouvelle des tramways de Roubaix et de Tourcoing, et en vertu de la procuration à lui donnée par les membres du conseil d'administration de ladite compagnie, en date du 24 décembre 1892, reçue par M^r d'Hardiviller, notaire à Paris, de laquelle procuration une expédition est annexée à l'original des présentes destiné à la ville de Roubaix, et avec promesse de rapporter dans un délai de trois mois la ratification des présentes par une assemblée générale des actionnaires.

D'autre part,

Il a été dit et fait ce qui suit :

Un traité est intervenu entre les parties, le 9 janvier 1893; par lequel M. le maire de Roubaix, autorisé par le conseil municipal de ladite ville, a déclaré approuver, moyennant certaines modifications du réseau et sous diverses conditions déterminées, le tout accepté par M. Francq, en dite qualité, la cession faite par le syndicat de l'union des créanciers de la faillite des tramways de Roubaix et de Tourcoing, à ladite compagnie nouvelle.

Ce traité est précédé d'un exposé des faits et circonstances qui y donnaient lieu, dans les termes ci-après transcrits :

Suivant décrets en date des 3 décembre 1875 et 26 avril 1880, la ville de Roubaix a été autorisée à placer à ses risques et périls, sur diverses voies publiques, dépendant tant de la grande voirie que de la voirie urbaine, un réseau de voies ferrées desservies par des chevaux et à y établir un service de voyageurs et de marchandises ; et ce, aux clauses et conditions insérées au cahier des charges annexé auxdits décrets, lequel fixe la durée de cette concession à quarante ans à partir du 3 décembre 1880.

Dès le 7 mars 1879, le maire de Roubaix, agissant au nom de cette ville, avait rétrocédé pour vingt-cinq ans, à partir de ladite date du 3 décembre 1880, à la compagnie anonyme des tramways de Roubaix et Tourcoing, ce accepté par M. Edmond Julien, son administrateur délégué, le bénéfice et les charges de ladite concession ; et ce, aux clauses et conditions du traité intervenu à cet effet, à ladite date, et approuvé par ledit décret, auquel il est demeuré annexé.

En 1882, ladite compagnie a été déclarée en faillite, alors qu'une partie seulement des lignes concédées était construites et exploitées. Depuis lors, M. Ruffelet, nommé syndic de la faillite, autorisé à cet effet par l'union des créanciers, avec approbation du tribunal de commerce de Roubaix, a dirigé, sous l'autorité d'un juge-commissaire nommé par ledit tribunal, l'exploitation des lignes existantes pour le compte et au profit de ladite union.

Les choses étaient en cet état, lorsque, à la date des 7 et 10 février 1891, il intervint un traité entre M. Ruffelet, agissant au nom et comme syndic de ladite union, spécialement autorisé par ordonnance de M. le juge commissaire, et M. Emile Franck, propriétaire, demeurant à Paris, boulevard Haussmann, n° 101, agissant au nom et comme administrateur délégué de la société anonyme dite « compagnie française des voies ferrées économiques », ayant alors son siège à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17, actuellement en la même ville, rue Lafayette, n° 3, et comme spécialement autorisé par ladite compagnie, celle-ci agissant tant en son nom personnel qu'au nom et pour compte d'une nouvelle société à créer éventuellement par ses soins. Par ce traité, qui a été enregistré à Roubaix, le 23 du même mois de février 1891, M. Ruffelet, es qualité, a cédé à ladite compagnie française des voies ferrées économiques, agissant ainsi qu'il vient d'être dit, tout l'avoir mobilier appartenant à la compagnie des tramways de Roubaix et Tourcoing, en se reportant, suivant état détaillé, à la date du 1^{er} février 1890, en ce compris les concessions, l'usage des voies, ainsi que les droits et charges tels qu'ils résultent du traité du 18 juin 1879 et du décret du 26 avril 1880, des conventions de rétrocession respectivement faites par les villes de Roubaix et de Tourcoing à l'administrateur délégué de cette époque de ladite compagnie anonyme des tramways de Roubaix et de Tourcoing, ledit traité contenant, en outre, diverses conventions destinées à mettre la compagnie cessionnaire, représentée par ledit M. Franck, en possession des immeubles situés à Roubaix et à Tourcoing, appartenant à la faillite, servant à l'exploitation desdits tramways, et constatant que, pour garantie de ce qui précède, la compagnie française des voies ferrées économiques a déposé entre les mains de M. Ruffelet, es dite qualité, une somme de sept cent cinquante-huit mille soixante-quatre francs quinze centimes (758,064^{fr} 15^{cs}), dont le montant a été versé à la caisse des dépôts et consignations, et serait restitué à ladite compagnie française des voies ferrées économiques dans le cas où l'administration supérieure n'autoriserait pas ladite cession.

A la suite de ce traité et le 2 mars 1891, MM. Le Sergeant de Mennecevo, Chamois, Joubert et Emile Franck, demeurant à Paris, tous quatre seuls administrateurs, ainsi déclarés, de ladite compagnie française des voies ferrées économiques, agissant en cette qualité, ont déposé à M^r Fontaine, notaire à Roubaix, avec la liste de souscription des actions et déclaration de versement de la moitié de chacune d'elles, les statuts d'une société par eux fondée au capital de deux millions de francs (2,000,000^{fr}), divisé en quatre mille actions de cinq cents francs (500^{fr}) sous le nom de « compagnie nouvelle des tramways de Roubaix et Tourcoing », ayant principalement pour objet l'exploitation desdits tramways, ladite société constituée aux termes d'une délibération de l'assemblée générale des actionnaires de ladite compagnie nouvelle des tramways de Roubaix et Tourcoing, en date dudit jour, et déposée aussi le même jour audit M^r Fontaine, constatant que cette assemblée, composée de tous les actionnaires, a approuvé les statuts de ladite société ; vérifié la sincérité de la déclaration de souscription des actions et du versement en espèces de la moitié du montant des ces ac-

tions; procédé à la nomination des administrateurs et d'un commissaire, et a prononcé la constitution définitive de ladite société sous la condition suspensive de l'approbation par l'autorité compétente de la cession à son profit des tramways de Roubaix et de Tourcoing. Tous lesdits actes déposés et publiés conformément à la loi.

Enfin, par jugement en date du 9 avril 1891, le tribunal de commerce de Roubaix a déclaré homologuer la délibération de l'assemblée des créanciers de la faillite, en date du 27 mars de la même année, approuvant la cession faite par le syndic.

De ce qui précède, il résulte que la compagnie nouvelle des tramways de Roubaix et Tourcoing, pour laquelle la compagnie française des voies ferrées économiques est censée avoir traité, en vertu de la réserve insérée audit acte de cession, se trouverait substituée aux droits et charges de la compagnie en faillite, et sauf toutefois l'approbation de ladite cession par l'autorité compétente.

Cette approbation étant indispensable, les administrateurs de la compagnie nouvelle, en vue de l'obtenir, ont demandé l'adhésion des villes de Roubaix et de Tourcoing.

Les villes, désireuses de voir donner satisfaction aux divers intérêts publics engagés dans la question, ont déclaré être disposées à donner leur approbation, à la condition que des garanties sérieuses seraient données pour le prompt achèvement et le complètement des voies et pour éviter le retour des faits qui se sont passés sous la première société.

Suivent ensuite les termes du traité qui, en conséquence, est intervenu entre les contractants.

Ce traité ayant été soumis à l'autorité supérieure, M. le ministre des travaux publics a statué le 12 juillet dernier, conformément aux conclusions du conseil général des ponts et chaussées, entre autres résolutions :

Que les termes définitifs des conventions de substitution ne pourront être arrêtés qu'après que les villes de Roubaix et de Tourcoing concessionnaires auront obtenu, à la suite d'une instruction régulière, la revision dans le sens qui y est indiqué des concessions qui leur ont été faites ;

Que les concessions revisées et leur rétrocession devront être régies par la loi du 11 juin 1880, et les cahiers des charges primitifs devront être modifiés de façon à être rendus conformes au cahier des charges type annexé au décret du 6 août 1881.

Pour satisfaire à ces conditions, le conseil municipal de Roubaix a, dans sa séance du 13 octobre 1893, approuvé un nouveau cahier des charges dressé conformément aux prescriptions ministérielles.

Dans cette situation, pour satisfaire au surplus des prescriptions susindiquées, il reste à régler les termes définitifs de la rétrocession, ce à quoi les soussignés, autorisés ainsi qu'il est dit ci-dessus, ont procédé par l'approbation du traité suivant qui, en conséquence, sera substitué à celui du 9 janvier 1893.

APPROBATION DE LA CESSION FAITE À LA COMPAGNIE NOUVELLE.

Conditions générales de l'approbation.

ART. 1^{er}. Le maire de Roubaix, autorisé comme il est dit ci-dessus, déclare approuver la cession faite par le syndic de l'union des créanciers de la faillite de la compagnie des tramways de Roubaix et de Tourcoing à la compagnie nouvelle des tramways de Roubaix et de Tourcoing, au profit de laquelle la compagnie française des voies ferrées économiques se trouve avoir agi, ainsi qu'il résulte de l'acte sous seings privés, en date, à Paris et à Roubaix, des 7 et 10 février ci-dessus rappelé.

En conséquence, la compagnie nouvelle des tramways de Roubaix et de Tourcoing se trouve substituée à l'ancienne compagnie en ce qui concerne la rétrocession des tramways de Roubaix, dont la concession sera régie par le nouveau cahier des charges, dressé par le conseil municipal le 13 octobre 1893, et ce, aussitôt après l'émission du décret approbatif tant dudit cahier que du présent traité de substitution.

En conséquence, la compagnie nouvelle sera tenue envers la ville à toutes les obligations qui seraient imposées à la ville elle-même, tant par les lois et règlements en vigueur, et en particulier par la loi du 11 juin 1880 et ses annexes, que par le nouveau cahier des charges; de même, elle sera subrogée aux avantages que ce cahier

assuré à la ville, et ce, jusqu'à l'époque fixée ci-après pour la durée de la rétrocession.

La présente adhésion est donnée sous la condition que la compagnie nouvelle sera soumise, en outre, à l'exécution de toutes les clauses et conditions ci-après.

2. Ladite compagnie devra avoir exclusivement pour objet la construction et l'exploitation des tramways de Roubaix et de Tourcoing et des extensions destinées à les relier avec d'autres communes dont l'une ou l'autre ville trouverait utile de demander la concession et dont la compagnie jugerait à propos d'accepter la rétrocession, le tout sans qu'en aucun cas la compagnie puisse, sans le consentement exprès des deux villes, céder tout ou partie de son avoir par voie d'apport ou autrement, prendre à bail ou exploiter des lignes concédées à d'autre sociétés, ni fusionner avec d'autres sociétés du même genre, ou s'y intéresser, soit directement, soit indirectement, ni prendre des intérêts dans d'autres sociétés. Elle ne pourra, sans le même consentement, employer aucune partie de son capital pour objets autres que la construction et l'exploitation des lignes concédées et rétrocédées par les deux villes.

Elle ne pourra émettre des actions nouvelles ou des obligations sans le consentement des deux villes.

Le nombre des parts de fondateurs, fixé par les statuts déposés, ainsi qu'il est dit ci-dessus, ne pourra être augmenté. Enfin, il ne pourra être apporté auxdits statuts aucune modification qui tendrait à diminuer les droits attribués aux actions proprement dites, en faveur des parts de fondateurs.

L'exécution des dispositions qui précèdent sera obligatoire d'une façon absolue, comme condition formelle de l'adhésion donnée par les villes.

En conséquence, leur infraction entraînera de plein droit la déchéance du bénéfice de la rétrocession, et, par le fait, la compagnie sera placée dans les conditions où elle se trouvera à l'expiration de la rétrocession, lesquelles sont déterminées par l'article 25 ci-après.

3. La compagnie nouvelle ayant apporté à ses statuts les modifications nécessaires pour les mettre en harmonie avec les engagements et les conditions fixés en l'article précédent, conformément à l'exemplaire annexé au traité du 9 janvier 1893, il est bien entendu qu'elle devra maintenir ces modifications sans pouvoir y apporter aucune disposition contraire.

Durée de la rétrocession.

4. La rétrocession est accordée pour une période qui commencera aussitôt après l'approbation du présent traité et qui prendra fin le 3 décembre 1905.

Dispositions spéciales. — Modifications et compléments à apporter au réseau.

5. La ville sollicitera de l'autorité supérieure, ainsi du reste qu'elle l'a déjà fait, la déclaration d'utilité publique des modifications et additions nécessaires à apporter à son réseau actuel pour le rendre conforme à la description qui en est faite au nouveau cahier des charges.

M. *Franco*, au nom de la compagnie nouvelle des tramways de Roubaix et Tourcoing, déclare accepter dès à présent lesdites modifications et additions.

En conséquence, la compagnie nouvelle exploitera le réseau ainsi modifié de la même manière qu'elle aurait dû le faire pour le réseau précédemment spécifié et pour la même durée, c'est-à-dire jusqu'à l'expiration de la rétrocession accordée à l'ancienne compagnie, soit jusqu'au 3 décembre 1905.

Délais pour l'achèvement des travaux et la mise en exploitation des lignes.

6. La compagnie devra se conformer, pour la présentation des projets, l'exécution des travaux et la mise en exploitation des lignes, aux dispositions du nouveau cahier des charges. Elle devra, en outre, se conformer aux dispositions particulières suivantes :

La ligne n° 1 est dès à présent en exploitation. Toutefois, les voies de la section comprise entre Roubaix et Tourcoing devant être modifiées par suite de la réduction de la largeur de la voie, les projets seront présentés dans le délai d'un mois à partir de l'approbation du présent traité par l'autorité compétente.

Les travaux devront être commencés aussitôt après l'approbation des projets et menés de façon qu'ils puissent être terminés, et la ligne remise en exploitation normale dans les trois mois qui suivront. Les travaux s'y feront successivement par sections, après entente avec l'administration des ponts et chaussées, de manière que le service ne puisse être interrompu, sauf à la compagnie à faire le service au moyen de voitures de transbordement.

Ligne n° 1 bis. — La compagnie devra présenter les projets dans un délai d'un mois à partir de l'approbation du présent traité par l'autorité supérieure, et les travaux devront être commencés immédiatement après l'approbation des projets, de manière qu'ils puissent être terminés et la nouvelle ligne être mise en exploitation dans les cinq mois qui suivront.

Ligne n° 2. — La ligne n° 2 étant construite et exploitée en partie, le service y sera maintenu; les projets de modification et d'achèvement seront produits; savoir: pour la section vers Wattrelos, dans le délai d'un mois à partir de l'approbation du présent traité par l'autorité compétente; les travaux devront être commencés immédiatement après l'approbation des projets, de manière qu'ils soient terminés et la nouvelle mise en exploitation dans le mois qui suivra. En ce qui concerne la section vers Nouveaux, le délai pour la production des projets est fixé à un mois et la mise en exploitation complète devra être faite cinq mois après la date de l'autorisation de commencer les travaux.

Ligne n° 3. — Cette ligne étant en exploitation, le service y sera maintenu jusqu'à ce que les modifications indiquées au nouveau cahier des charges aient été apportées et qu'un nouveau service régulier y ait été établi en remplacement de celui actuel. La compagnie nouvelle devra présenter les projets de ces modifications, en suivre l'exécution dans le délai fixé au paragraphe précédent applicable à la section vers Nouveaux.

Ligne n° 4. — Une partie de cette ligne est construite, mais n'est pas exploitée. La compagnie nouvelle présentera le projet d'achèvement et de modification dans le délai d'un mois à dater de l'approbation du présent traité; elle assurera l'exécution de la ligne et sa mise en exploitation dans le délai de sept mois à dater du jour où elle sera autorisée à entreprendre les travaux; ce dernier délai serait réduit à un mois au cas où la ligne de chemin de fer de Roubaix à Herseaux serait exploitée avant la date de l'acte autorisant les travaux.

Ligne n° 5. — Les projets de la ligne comprise au réseau primitif étant approuvés, la compagnie présentera les projets complémentaires; elle construira la ligne et assurera l'exploitation dans les délais fixés pour la partie vers Wattrelos de la ligne n° 2.

Les matériaux à provenir des sections de lignes supprimées ou remaniées appartiennent à la compagnie, à la condition de réparer et remettre en bon état le payage correspondant.

Amendes en cas de retard.

7. Tout retard dans la production des projets régulièrement établis, dans l'exécution des travaux et dans la mise en exploitation sera passible d'une amende de cinquante francs (50^f) par jour de retard.

Stipulations relatives au mode de construction et d'exploitation.

8. *Largeur des voies.* — On se conformera, pour la largeur des voies, celle des locomotives et des caisses de véhicules, comme aussi pour la solidité à donner aux rails, aux dispositions des articles 4 et 10 du nouveau cahier des charges.

Il est en tout cas convenu: que les rails devront être de force suffisante pour pouvoir supporter la traction mécanique, quand même ce mode de traction ne devrait pas être immédiatement adopté; qu'ils seront en acier, sauf pour les lignes n° 1 bis, 3 et 4, qui seront construites ou réfectionnées avec des matériaux provenant de lignes actuellement existantes; que ces rails et tous les organes des voies seront étudiés par la compagnie, présentés à l'administration municipale et soumis à l'approbation de l'autorité supérieure; qu'il en sera de même de toutes les parties du matériel qui doivent être remises gratuitement aux villes à la fin de la rétrocession.

9. La société sera tenue d'exécuter à ses frais tous les travaux que l'administration imposerait à la ville en approuvant le projet, notamment de remanier les bordures de trottoir sur les points où cela serait jugé nécessaire; mais la ville prend à sa charge les pavages qu'il y aurait lieu d'exécuter sur les voies publiques empruntées qui seraient empierrées, ainsi que les dépenses que nécessiterait l'acquisition ou l'expropriation des terrains nécessaires à l'établissement des tramways.

Mode de traction.

10. La traction se fera par chevaux ou moteurs mécaniques, ou par moteurs électriques avec conducteur aérien.

Toutefois, il est convenu que pour la ligne n° 1 (1^{re} partie), la ligne n° 2, la ligne n° 3, la ligne n° 4 et la ligne n° 5 la traction sera faite par moteurs mécaniques ou électriques, lorsque l'autorisation en aura été accordée par l'autorité compétente. En attendant cette autorisation, la compagnie devra assurer le service par des chevaux.

Pour les lignes où la traction mécanique ou électrique est admise, ainsi qu'il est dit ci-dessus, la compagnie devra, en même temps qu'elle présentera les projets de ces lignes, soumettre ce mode de traction, d'accord avec les villes, à l'approbation de l'autorité compétente, de façon à pouvoir l'appliquer dans un délai de quinze mois au plus tard à partir de son approbation.

Il est entendu que, sauf des cas exceptionnels à déterminer ultérieurement, des trains, se composant de plusieurs voitures, ne pourront circuler que sur les lignes où les départs auront lieu de quinze en quinze minutes au plus.

La question de la traction mécanique ou électrique est réservée en ce qui concerne la section de la ligne n° 1 comprise entre la grande place de Roubaix et la limite de Tourcoing.

Entretien des voies ferrées et du pavage.

11. Les voies ferrées devront être entretenues constamment en bon état. Cet entretien comprendra, ainsi qu'il est stipulé au nouveau cahier des charges, celui du pavage de l'entre-rails, plus celui des soixante centimètres (0^m 60^r) pour les chaussées pavées, et des quarante-cinq centimètres (0^m 45^r) pour les chaussées empierrées, qui servent d'accotements extérieurs aux rails. Est également à la charge de la compagnie l'entretien de la zone de la chaussée comprise entre le rail et la bordure, partout où cette zone aurait moins d'un mètre (1^m) de largeur.

12. Aucune indemnité ne pourra être réclamée de la ville pour les causes ci-après :

Dommages aux voies ferrées occasionnés par le roulage ordinaire;

État de la chaussée et influence pouvant en résulter pour l'entretien des voies;

Ouverture de voies nouvelles de communication et établissement de nouveaux services de transport en concurrence avec celui du concessionnaire;

Trouble et interruption du service qui pourraient résulter, soit de mesures d'ordre et de police, de travaux exécutés sous ou sur la voie publique, tant par l'administration que par les compagnies et les particuliers dûment autorisés;

Enfin, toute circonstance résultant du libre usage de la voie publique.

Horaire, interdiction du transbordement, tarif des taxes à percevoir, billets d'aller et retour, abonnements, trains ouvriers.

13. On se conformera pour le nombre des départs sur chaque ligne, pour chaque jour, pour le tarif des taxes à percevoir, pour le transport des voyageurs et les règles relatives à son application, pour l'interdiction du transbordement, pour le système des voitures, pour les billets d'aller et retour, pour les abonnements, pour les trains ouvriers, aux dispositions des articles 14, 23, 23 bis et 23 ter du nouveau cahier des charges.

En ce qui concerne les horaires, ils seront arrêtés d'un commun accord, et, à défaut d'entente, par M. le préfet du Nord, qui prononcera en dernier ressort, les deux parties entendues.

Conformément au nouveau cahier des charges, la compagnie assurera le service des messageries, et, à cet effet, elle soumettra en temps utile à l'administration municipale le tarif des taxes à percevoir, lequel sera arrêté définitivement par le préfet, après avis du conseil municipal.

Transport des fonctionnaires.

14. La compagnie nouvelle sera tenue de donner le transport gratuit à cinquante agents désignés par l'administration municipale de Roubaix, en ce compris ceux qu'elle pourra charger spécialement soit de veiller à l'application des règlements de police, soit de contrôler l'exécution des conditions de la rétrocession.

En ce qui concerne les lignes communiquant de la place de Tourcoing à celle de Roubaix, et *vice versa*, cette gratuité s'étendra à la totalité des parcours sans distinction de territoire.

Frais de contrôle.

15. Les sommes stipulées à charge de la ville par l'article 28 du nouveau cahier des charges, pour le contrôle des fonctionnaires de l'État, devront être supportées par la compagnie nouvelle, qui sera tenue d'en verser régulièrement le montant.

Les frais de surveillance auxquels pourra donner lieu le contrôle des agents de la ville sont à la charge de la société; ils sont fixés à la somme de deux cents francs (200) par an. La société sera tenue d'en verser le montant dans la caisse municipale immédiatement après qu'elle y aura été invitée.

Pénalités relatives à l'exploitation.

16. Toute dérogation aux obligations inscrites dans les cahiers des charges, clauses et conditions générales de la concession ou de la rétrocession sera passible d'une amende de dix francs (10^f) par jour; seront notamment frappés de cette amende, sans préjudice d'autres peines, s'il y a lieu, la suppression temporaire partielle ou complète du service d'une ligne ou d'une section de ligne, sauf les cas de force majeure dûment justifiés, le défaut d'entretien des voies ferrées ou des voitures, la majoration des prix, la diminution du nombre des départs, etc..... Au cas où la compagnie n'aurait pas assuré ou repris l'exploitation normale d'une ligne quelconque du réseau, elle encourrait la déchéance après trois mises en demeure faites à dix jours d'intervalle.

Recouvrement des amendes en général.

17. La compagnie nouvelle devra, dans un délai de trois jours à dater de la notification qui lui sera faite de la constatation administrative, payer le montant des amendes dues en raison des faits constatés. Sauf son recours dont il sera parlé plus loin, elle ne pourra, sous aucun prétexte, se soustraire à cette obligation. Elle autorisera formellement la ville, le cas échéant, à prélever, passé le délai ci-dessus fixé, le montant des amendes sur le cautionnement déposé. Si celui-ci vient à être entamé par l'application des pénalités prévues, la société devra le reconstituer, sous peine de déchéance, dans les trois jours de l'avertissement qui lui sera notifié par l'administration municipale.

En cas de contestation, le différend sera tranché, en dernier ressort, par M. le préfet du Nord, après avis de MM. les ingénieurs du contrôle, la ville et la compagnie entendues dans leurs explications ou justifications.

Taxe de stationnement.

18. Le principe de la taxe de stationnement des voitures est maintenu. Toutefois, pour ne pas mettre obstacle à l'augmentation du nombre des départs, la base de la perception est modifiée comme suit :

La compagnie payera à l'avenir, à la ville de Roubaix, à titre de redevance de stationnement des voitures à voyageurs, deux francs vingt-cinq centimes (2^f 25^c) par cent francs (100^f) de recettes totales brutes qu'elle encaissera pour transport des voyageurs sur les deux réseaux réunis de Roubaix et Tourcoing. Le compte en sera réglé dans le courant de janvier qui suivra la fin de chaque année, de concert entre la compagnie et un délégué de l'administration municipale auquel la compagnie devra fournir toutes justifications nécessaires.

Le paiement devra avoir lieu dans le mois suivant.

Toute voiture affectée spécialement au transport des marchandises portant un char-

gement complet ou non devra acquitter un droit de stationnement de quinze centimes (0^e 15^e) pour chaque jour où elle circulera sur les voies ferrées.

Les voitures destinées spécialement au transport à prix réduit des ouvriers seront exemptes de toute taxe municipale.

Stipulation particulière à la ligne n° 1 (1^{re} partie).

19. La compagnie des tramways du département du Nord exploitant déjà à traction mécanique, en vertu d'accords dont la compagnie nouvelle a connaissance, intervenus entre la compagnie des tramways du département du Nord et le syndic de la faillite, une partie de cette ligne, la compagnie nouvelle pourra, à ses risques et périls, se substituer ladite compagnie pour tout ce qui touche, en totalité ou en partie, à l'entretien et à l'exploitation de cette ligne.

Garantie et cautionnement.

20. Pour assurer l'exécution de ses engagements, la compagnie devra maintenir les cautionnements qu'elle a versés à la caisse municipale en exécution du traité du 9 janvier 1893, savoir :

1^{er} Une somme de cinq cent soixante-trois mille deux cent quarante et un francs cinquante-huit centimes (563,241^e 58) égale à l'évaluation des dépenses d'achèvement, de complément et de mise en exploitation des lignes, conformément au devis dressé par la compagnie et annexé au traité précité du 9 janvier 1893, ladite somme applicable à chacune des lignes, suivant ledit devis, comme suit :

Ligne n° 1 (2 ^e partie).....	71,660 ^e 67 ^e
Ligne n° 1 bis.....	24,819 60
Ligne n° 2.....	258,449 35
Ligne n° 3.....	93,530 66
Ligne n° 4.....	32,127 30
Ligne n° 5.....	82,654 00
TOTAL.....	563,241 58

Ladite somme sera remboursée à la compagnie par fractions de la manière suivante :

A mesure qu'une ligne ou section de ligne sera reçue et mise en exploitation, la compagnie sera autorisée à retirer, sur la production du procès-verbal de la réception provisoire et de la mise en exploitation d'une ligne ou section de ligne, la somme afférente à cette ligne ou section de ligne, d'après l'évaluation ci-dessus, de façon qu'après l'achèvement, la réception et la mise en exploitation du réseau complet, la compagnie se trouvera entièrement remboursée du cautionnement ci-dessus stipulé.

2^e Une somme de trente mille francs (30,000^e) en espèces, en rentes sur l'État, ou en obligations de la ville de Roubaix, calculées au cours du jour, spécialement affectée à la garantie de l'exploitation et de l'exécution complète des engagements de la compagnie jusqu'à l'expiration de la rétrocession. Ce cautionnement remplace celui qui a été stipulé à la charge de l'ancienne compagnie par l'article 4 du traité de rétrocession en date du 7 mars 1879.

En conséquence, cette somme ne sera rendue à la compagnie qu'à l'expiration de la rétrocession et après l'exécution entière de tous ses engagements, mais elle en encaissera régulièrement les revenus.

21. Dans le cas où la compagnie n'aurait pas assuré la construction et l'exploitation de chacune des lignes dans un délai qui ne pourra en aucun cas excéder le double de celui imparti, la déchéance sera encourue de plein droit, après deux mises en demeure faites à un mois d'intervalle et restées sans résultat un mois après la dernière. Cette déchéance sera prononcée par le ministre des travaux publics, sans recours au conseil d'État par la voie contentieuse. Audit cas de déchéance, les voies et les parties de voies construites et tous les ouvrages existant sur la voie publique seront acquis sans indemnité à la ville, laquelle pourra, en outre, s'emparer, *hic et*

mac, de l'exploitation du réseau et se mettre, à cet effet, en possession des dépôts, matériel, approvisionnement, cavalerie, moteurs, voitures, etc., en attendant l'expertise à laquelle il y aurait lieu de procéder. Elle aura pour le paiement un délai d'un an moyennant l'intérêt de trois et demi pour cent (3 1/2 p. o/o) par an.

La ville conservera audit cas, à titre d'indemnité, la somme de trente mille francs (30,000'), montant du cautionnement n° 2 ci-dessus, et elle emploiera la partie non remboursée du cautionnement n° 1 à construire et mettre en état d'exploitation les lignes ne l'ayant pas encore été. La compagnie demeurera passible de la différence qui pourra exister entre les dépenses que la ville aura faites à cet effet et la somme restée non remboursée sur ledit cautionnement n° 1, différence au paiement de laquelle les sommes dues par la ville pour la reprise des dépôts, cavalerie, etc., demeureront affectées; si, au contraire, la dépense faite par la ville était inférieure, la différence resterait acquise à la ville à titre de supplément d'indemnité.

Droits d'octroi.

22. La compagnie devra loger sur le territoire de Roubaix les chevaux nécessaires à la partie de son exploitation applicable à la concession de Roubaix et se soumettre au paiement des droits d'octroi.

Dans le cas contraire, elle devra, après entente avec l'administration municipale, contracter un abonnement à l'octroi pour la consommation des grains et fourrages applicables à la partie de ses chevaux qui ne seraient pas logés sur Roubaix.

Dépôt et ateliers.

23. La compagnie établira, sur le territoire de Roubaix, le dépôt pour la remise des moteurs mécaniques ou électriques qu'elle pourra mettre ultérieurement en service après les autorisations prévues plus haut, ainsi que les ateliers principaux pour la réparation de son matériel.

La ville de Roubaix s'engage à exempter de tous droits et taxes municipales, pendant toute la durée de la concession, les charbons et cokes nécessaires au fonctionnement de la traction mécanique.

24. Les matériaux de la voie, ainsi que le matériel roulant et de traction, devront être de provenance française.

Les agents de l'exploitation seront de nationalité française.

Expiration de la rétrocession.

25. A l'expiration de la rétrocession fixée, ainsi qu'il est dit à l'article 4, au 3 décembre 1905 et par le seul fait de cette expiration, la ville de Roubaix acquerra tous les droits de la société sur les voies ferrées de tout le réseau, leurs dépendances, les immeubles faisant partie du domaine public et les objets immobiliers qui en dépendent, tels que changements de voie, plaques tournantes, bureaux d'attente, de contrôle, etc.

La ville entrera immédiatement en jouissance de ces voies et de leurs dépendances établies sur la voie publique; la société sera tenue de lui remettre le tout en bon état d'entretien.

Quant aux immeubles établis sur le territoire de Roubaix ou de l'une des communes sur lesquelles s'étend son réseau et quant aux objets mobiliers, à l'exception des chevaux, applicables au même réseau, la ville de Roubaix aura le droit de les reprendre à dire d'experts en faisant connaître son intention six mois à l'avance, étant bien entendu que toute reprise applicable à un immeuble ou à un objet devra porter sur l'immeuble ou sur l'objet en son entier sans division. Au cas où la ville de Roubaix ne reprendrait pas les appareils nécessaires à la traction électrique, tels que générateurs, machines, dynamos, etc., les fils conducteurs et toutes les annexes de ce moyen de traction établies sur la voie publique resteront la propriété de la compagnie qui sera tenue de les enlever dans un délai de trois mois.

Clauses diverses.

26. La société aura un droit de préférence pour toutes les lignes nouvelles dont la ville aurait obtenu la concession du Gouvernement.

27. La société fait élection de domicile à son siège, à Roubaix.

28. Toutes les contestations qui s'élèveraient entre la ville et la société, au sujet de l'exécution et de l'interprétation du présent traité, seront portées devant le conseil de préfecture du département du Nord, sauf recours au Conseil d'État.

29. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Annulation des précédentes conventions.

30. Au moyen des présentes, la convention du 9 janvier 1893 et toutes conventions antérieures relatives à la rétrocession demeureront non avenues, le présent traité et le nouveau cahier des charges devant seuls, à l'avenir, faire la loi des parties.

Frais.

31. Les frais et droits que pourra occasionner le présent traité sont à la charge de la compagnie.

Fait en l'hôtel de ville de Roubaix, en triple exemplaire, dont un destiné à l'administration supérieure, le 3 novembre 1893, et à Paris, le 4 novembre 1893.

Lu et approuvé :

Le Président du Conseil d'administration,

Signé : E. FRANCO.

Lu et approuvé :

Le Maire de Roubaix,

Signé : H. CARRETTE.

Enregistré à Roubaix, le 16 juillet 1894, folio 10, case 8. Reçu un franc vingt-cinq centimes. — Signé : *Delaville*.

CAHIER DES CHARGES.

VILLE DE ROUBAIX.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. Le réseau de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges est destiné au transport des voyageurs et des marchandises en messagerie.

La traction aura lieu par chevaux ou par moteurs mécaniques ou par moteurs électriques avec conducteurs aériens sur toutes les sections ou le ministre des travaux publics, d'accord avec la ville, en autorisera l'emploi. Toutefois, la traction mécanique ou électrique est dès à présent autorisée sur les lignes n^{os} 1 (1^{re} section), 2, 3, 4 et 5.

Tracé.

2. Le réseau comprendra les lignes suivantes et empruntera les voies publiques ci-après désignées :

1^{re} Ligne n^o 1, de Lille à Roubaix et Tourcoing, parcourant les rues de Lille et Neuve (route départementale n^o 14), la Grande-Place, la Grande-Rue (chemin de grande communication n^o 9), la rue du Collège, la place de la Fosse-aux-Chênes (voirie urbaine), enfin la rue de Tourcoing (route départementale n^o 14) sur une longueur totale à exploiter entre les limites du territoire d'environ trois mille huit cent soixante-dix mètres (3,870^m);

2^e Ligne n° 1 bis, de la place de la Fosse-aux-Chênes à la gare de Roubaix, parcourant la rue de la Chapelle-Carrette, la rue de l'Alma et la place de la Gare, sur une longueur totale à exploiter d'environ neuf cent quatre-vingt-quinze mètres (995");

3^e Ligne n° 2, de Mouveaux à Wattrelos, parcourant le chemin de grande communication n° 9 sur les territoires de Mouveaux et de Tourcoing, la rue de Mouveaux, la rue du Grand-Chemin, la rue Saint-Georges, la Grande-Place, la Grande-Rue et la rectification du chemin de grande communication n° 9 jusqu'à la grande place de Wattrelos, sur une longueur totale à exploiter d'environ six mille deux cent soixante-dix mètres (6,270");

4^e Ligne n° 3, de Roubaix à Lannoy, partant de la Grande-Place, empruntant la rue Pierre-Motte, le boulevard Gambetta, la rue de Lannoy et la route départementale n° 19 jusqu'à la Grande-Place de Lannoy, sur une longueur totale à exploiter d'environ quatre mille cent quinze mètres (4,115");

5^e Ligne n° 4, dite « de la gare du Nord-Est », reliant la Grande-Place de Roubaix à la gare de Roubaix-Wattrelos en empruntant la rue Pierre-Motte, le boulevard Gambetta, la rue de Lannoy, le boulevard de Belfort, le boulevard de Beaurepaire et la rue de Valenciennes, sur une longueur totale à exploiter d'environ deux mille quatre cent soixante mètres (2,460");

6^e Ligne n° 5, de Tourcoing à Roubaix par les boulevards, empruntant le boulevard de la République, la rue d'Alsace, la place de la Patrie, la rue Saint-Vincent-de-Paul, la rue de l'Alma, la rue de la Gare, la Grande-Place, sur une longueur totale à exploiter d'environ mille neuf cent soixante-dix mètres (1,970") sur le territoire de Roubaix.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai d'un mois à partir de la date du décret approuvant le présent cahier des charges.

Les travaux devront être commencés dans un délai d'un mois à partir de l'approbation des projets. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que le réseau entier soit en état de réception définitive et livré à l'exploitation dans le délai maximum de six mois à partir de la même date.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules ainsi que leur chargement ne dépassera pas deux mètres (2^m), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres (2^m); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de quatre mètres vingt centimètres (4^m 20).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre cinquante centimètres (1^m 50). Toutefois, ces cotes ne seront applicables aux voies et au matériel existant que quand la transformation générale aura pu en être opérée; dans tous les cas, cette transformation devra être effectuée dans le délai maximum fixé à l'article 3 ci-dessus. Enfin, par exception, la largeur de la voie restera fixée à un mètre quarante-quatre centimètres (1^m 44) sur la section comprise entre la Grande-Place de Roubaix et la limite du territoire vers Croix.

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à dix-huit mètres (18^m). Le maximum des déclivités est fixé à quarante-cinq millimètres (0^m 045) par mètre.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un pavage ou empièchement de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails et à soixante centimètres (0^m 60) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage ou cet empièchement.

La chaussée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises) il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast exclusivement composé de scories, de briques ou de pierres cassées d'un mètre quatre-vingts centimètres (1^m 80) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins six mètres (6^m), mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie, d'une solidité suffisante; dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un demi-canneau pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres (0^m 30) de largeur. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1^m 10) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement de la route.

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en fer ou acier et du poids de vingt kilogrammes (20^k) au moins par mètre courant; ils seront posés conformément aux dessins de détail approuvés par l'autorité compétente. En cas d'emploi d'une voie à contre-rails, le poids du rail et du contre-rail sera ensemble d'au moins vingt-huit kilogrammes (28^k) par mètre courant.

Gares et stations.

11. Les voitures devront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser des voyageurs sur tous les points du parcours, sauf dans les courbes de moins de cinquante mètres (50^m) de rayon sur les rampes de plus de deux centimètres ($0^m 02$) de déclivité.

Sur les lignes à traction mécanique ou électrique, le préfet pourra autoriser le concessionnaire à ne faire arrêter ces trains qu'en des endroits déterminés du parcours.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend le pavage ou l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de soixante centimètres ($0^m 60$) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Est également à la charge du concessionnaire l'entretien de la zone de la chaussée comprise entre le rail et la bordure partout où cette zone aurait moins d'un mètre (1^m) de largeur.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre des départs sur chaque ligne est arrêté comme suit, pour un service de quatorze heures par jour, savoir :

Ligne de Roubaix à Croix : cinquante-six départs, dont vingt-huit au moins pour Lille et les autres pour la limite du territoire, à moins que la compagnie ne juge à propos de faire continuer ces trains au delà de cette limite avec l'autorisation de l'administration compétente. Ces cinquante-six départs auront lieu tous les quarts d'heure ;

Ligne de Roubaix vers Tourcoing par la route départementale n° 14 : soixante-dix départs de chaque ville, pour correspondre en moyenne à un départ de douze en douze minutes ;

Ligne n° 1 bis, Fosses-aux-Chênes, gare de Roubaix : vingt-huit départs de chaque extrémité, soit un départ en moyenne par demi-heure ;

Ligne n° 2, Mouveaux à Wattrelos : cinquante-six départs de chaque extrémité, soit un départ de quinze en quinze minutes ;

Ligne n° 3, Roubaix à Lannoy : trente-quatre départs de chaque place, espacés en moyenne de vingt-cinq minutes ;

Ligne n° 4, gare Nord-Est : vingt-huit départs de chaque extrémité de la ligne, soit en moyenne un départ toutes les demi-heures ;

Ligne n° 5, Roubaix à Tourcoing par les boulevards : cinquante-six départs de chaque ville, pour correspondre en moyenne à un départ de quinze en quinze minutes.

Les horaires seront arrêtés par le préfet du Nord, sur la proposition du concessionnaire.

Ils ne pourront être ensuite modifiés que de la même manière.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de cinq voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas quarante mètres (40^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure.

Ce maximum sera réduit à seize kilomètres (16^k) à l'heure dans les traversées des centres habités qui seront désignés par arrêtés préfectoraux.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession du réseau mentionné à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin le 3 décembre 1920.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, l'État sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, l'État aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, l'État se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel à l'État.

L'État sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en

sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si l'État le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, l'État ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le Gouvernement déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. L'État aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective du réseau entier, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par l'État après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour l'État.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, la déchéance pourra être prononcée. Il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

**TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS
ET DES MARCHANDISES.**

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF. — *Voyageurs.*

PARCOURS.	PRIX.					
	1 ^{re} classe.			2 ^e classe.		
	Péage.	Trans- port.	TOTAUX.	Péage.	Trans- port.	TOTAUX.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Ligne n° 1, 1 ^{re} section :						
Grande-Place de Roubaix à la limite de Roubaix, vers Croix.....	0 10	0 05	0 15	0 06	0 04	0 10
Ligne n° 2, 2 ^e section :						
Grande-Place { Fosse-aux-Chênes.....	0 10	0 05	0 15	0 06	0 04	0 10
de Roubaix. { Union.....	0 13	0 07	0 20	0 10	0 05	0 15
{ Carrefour Louis-Leloir....	0 16	0 09	0 25	0 13	0 07	0 20
{ Gare de Tourcoing.....	0 16	0 09	0 25	0 13	0 07	0 20
{ Grande-Place de Tourcoing.	0 20	0 10	0 30	0 16	0 09	0 25
Ligne n° 1 bis :						
Toutes distances.....	0 10	0 05	0 15	0 06	0 04	0 10
Ligne n° 2 :						
Moyeux.. { Blanc-Seau.....*	0 10	0 05	0 15	0 06	0 04	0 10
{ Limite du territoire de Rou- baix.....	0 13	0 07	0 20	0 10	0 05	0 15
{ Grande-Place de Roubaix...	0 16	0 09	0 25	0 13	0 07	0 20
{ Place Chaptal.....	0 20	0 10	0 30	0 16	0 09	0 25
{ Laboureur.....	0 23	0 12	0 35	0 20	0 10	0 30
{ Place Wattrelos.....	0 26	0 14	0 40	0 23	0 12	0 35
Ligne n° 3 :						
Grande-Place { Place Sainte-Élisabeth.....	0 10	0 05	0 15	0 06	0 04	0 10
de Roubaix. { Pont-Rouge.....	0 13	0 07	0 20	0 10	0 05	0 15
{ La Justice.....	0 16	0 09	0 25	0 13	0 07	0 20
{ Place de Lannoy.....	0 20	0 10	0 30	0 16	0 09	0 25
Ligne n° 4 :						
Grande-Place { Place Faidherbe.....	0 10	0 05	0 15	0 06	0 04	0 10
de Roubaix. { Gare du Nord-Est.....	0 13	0 07	0 20	0 10	0 05	0 15
Ligne n° 5 :						
Grande-Place { Gare de Roubaix.....	0 10	0 05	0 15	0 06	0 04	0 10
de Roubaix. { Limite de Tourcoing.....	0 10	0 05	0 15	0 06	0 04	0 10
{ Lycée.....	0 13	0 07	0 20	0 10	0 05	0 15
{ Place Thiers.....	0 16	0 09	0 25	0 13	0 07	0 20
{ Grande-Place de Tourcoing.	0 20	0 10	0 30	0 16	0 09	0 25

Les types des diverses voitures à mettre en service devront être soumis à l'approbation préalable du préfet.

Les voitures destinées au transport des voyageurs seront du meilleur modèle, suspendues sur des ressorts, garnies à l'intérieur de banquettes rembourrées; elles seront fermées à glace.

Il y aura des places de deux classes.

On se conformera, pour la disposition des places de chaque classe, aux mesures qui seront arrêtées par le préfet.

Les places d'impériale ou de plate-forme seront considérées comme places de deuxième classe.

La taxe pour les parcours intermédiaires, c'est-à-dire ceux qui sont compris entre deux stationnements ou d'un stationnement au stationnement suivant, ne pourra être supérieure à quinze centimes (0' 15) en première classe et dix centimes (0' 10) en deuxième classe. Pour chaque section suivante, il sera perçu pour les deux classes un supplément de cinq centimes (0' 05) par section totale ou partielle.

Les voyageurs qui, venant d'une ligne, continueraient par le plus prochain départ sur une ou plusieurs lignes en communication immédiate, auront droit aux parcours supplémentaires moyennant une surtaxe de cinq centimes (0' 05) pour chaque section totale ou partielle parcourue sur les autres lignes.

Il ne sera fait aucun transbordement ni sur le territoire, ni à la limite du territoire de Roubaix, pour le passage d'une section de ligne à une autre section de la même ligne. De même le service se fera sans transbordement entre la Grande-Place de Tourcoing et la Grande-Place de Roubaix et *vice versa*, tant pour la ligne empruntant les boulevards que pour celle qui parcourt la route départementale n° 14.

Les prix des parcours tant simples qu'aller et retour, sur chacune de ces deux lignes, seront calculés comme si chacune d'elles faisait partie d'une même concession et ne constituait qu'une seule ligne.

Enfants. — Au-dessous de quatre ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.

De quatre à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.

Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.

Les soldats et sous-officiers français en uniforme seront transportés à moitié prix.

L'accès des voitures à voyageurs est interdit aux chiens.

Le concessionnaire établira dans le délai de six mois de l'approbation des présentes, pour le transport des paquets et colis de messagerie, un tarif qui sera soumis à l'homologation du préfet.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

Dans aucun cas, il ne pourra être perçu pour un voyageur pris ou laissé en route un prix supérieur à celui qui a été prévu pour la distance complète qui sépare les deux stations entre lesquelles le parcours a été effectué.

Billets d'aller et retour.

23 bis. Il sera délivré des billets d'aller et retour, valables dans la même journée, permettant de parcourir une ligne entière avec une réduction d'un quart sur le prix total que l'on devrait payer pour parcourir deux fois le même itinéraire. Toutefois, pour l'application de cette clause, la ligne de Mouveaux à Wattrelos sera scindée en deux parties, dont le point de partage sera la Grande-Place de Roubaix.

Abonnements.

Il sera délivré des cartes d'abonnement. Le prix en est fixé comme suit :

De la Grande-Place de Roubaix à la Grande-Place de Tourcoing : première classe, dix francs (10^f) par mois; deuxième classe, sept francs (7^f) par mois.

Moyennant ce prix, l'abonné aura indistinctement l'usage de l'une et de l'autre des deux lignes.

Pour le réseau entier des deux villes de Roubaix et Tourcoing, les prix seront les suivants :

Première classe, vingt francs (20^f) par mois; deuxième classe, quatorze francs (14^f) par mois.

Pour le réseau entier de Roubaix seul, ils seront :

Première classe, dix francs (10^f) par mois; deuxième classe, sept francs (7^f) par mois.

Il sera délivré également des cartes d'abonnement scolaires pour lesquelles il sera accordé une réduction équivalente à celle consentie par les compagnies de chemins de fer.

Trains ouvriers.

23 *ter*. Le matin, au milieu de la journée et le soir (dimanches et jours fériés exceptés), aux heures d'ouverture et de fermeture des ateliers, il sera réservé des voitures spéciales pour le transport des ouvriers dans lesquelles les prix des places de deuxième classe sera abaissé au taux de dix centimes (0^f 10) pour toutes les distances. Les heures et les itinéraires auxquels ce transport à prix réduit sera applicable seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, au commencement de chaque trimestre.

Moyennant le prix de dix centimes (0^f 10), il sera permis aux ouvriers de se rendre d'un point quelconque du réseau de la ville à un autre point du même réseau.

Ils pourront également se rendre d'un point du réseau de Roubaix à la Grande-Place de Tourcoing ou d'un point du réseau de Tourcoing à la Grande-Place de Roubaix.

Pour les trains ouvriers, il sera délivré, au prix de quinze centimes (0^f 15), des billets d'aller et retour, valables dans la même journée.

Bagages.

24. Tout voyageur dont le bagage peu volumineux est susceptible d'être porté sur les genoux sans gêner les voisins et qui ne pèsera pas plus de dix kilogrammes (10^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Abaissement des tarifs.

25. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Traités particuliers.

26. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des

arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 39 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrit les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

27. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

28. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année, à la date du 1^{er} janvier, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de cinquante francs (50^f) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu le 1^{er} janvier qui suivra le décret d'utilité publique, à la caisse du trésorier-payeur général du département du Nord.

Élection de domicile.

29. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département du Nord, sans recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

30. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-dessus seront supportés par le concessionnaire.

Enregistré à Roubaix, le 16 juillet 1894, folio 10, case 9. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Delaville.

VILLE DE TOURCOING.

CONVENTION DE SUBSTITUTION.

Entre les soussignés :

M. Victor Hasselbronn, chevalier de la Légion d'honneur et de l'ordre de Léopold de Belgique, maire de la ville de Tourcoing, agissant en cette qualité pour compte de ladite ville, en vertu de l'autorisation qui lui a été donnée par le conseil municipal suivant délibération en date du 20 octobre 1893,

D'une part;

Et M. *Émile Francq*, propriétaire, demeurant à Paris, boulevard Haussmann, n° 101, agissant en qualité de président du conseil d'administration de la compagnie nouvelle des tramways de Roubaix et Tourcoing, et en vertu de la procuration à lui donnée par les membres du conseil d'administration de ladite compagnie, en date du 24 décembre 1892, recue par M^r *d'Hardivillier*, notaire à Paris, et avec promesse de rapporter, dans un délai de trois mois, la ratification des présentes par une assemblée générale des actionnaires, de laquelle procuration une expédition sera annexée à l'original destiné à la ville de Tourcoing.

D'autre part,

Il a été dit et fait ce qui suit :

Un traité est intervenu entre les parties, le 9 janvier 1893, par lequel M. le maire de Tourcoing, autorisé par le conseil municipal de ladite ville, a déclaré approuver, moyennant certaines modifications du réseau et sous diverses conditions déterminées, le tout accepté par M. *Francq*, ès dites qualités, la cession faite par le syndic de l'union des créanciers de la faillite des tramways de Roubaix à Tourcoing à ladite compagnie nouvelle.

Ce traité est précédé d'un exposé des faits et circonstances qui y donnaient lieu, dans les termes ci-après transcrits :

« Suivant décret en date du 26 avril 1880, la ville de Tourcoing a été autorisée à placer, à ses risques et périls, sur diverses voies publiques, dépendant tant de la grande voirie que de la voirie urbaine, un réseau de voies ferrées desservies par des chevaux et à y établir un service de voyageurs et de marchandises ; et ce, aux clauses et conditions insérées au cahier des charges annexé audit décret, lequel fixe la durée de cette concession à quarante ans à partir du 3 décembre 1880.

« Dès avant la date dudit décret, et le 8 janvier 1877, le maire de Tourcoing, agissant au nom de cette ville, avait rétrocédé pour vingt-cinq ans, à partir de ladite date du 3 décembre 1880, à la compagnie anonyme des tramways de Roubaix et Tourcoing, ce accepté par M. *Edmond Julien*, son administrateur délégué, le bénéfice et les charges de ladite concession ; et ce, aux clauses et conditions du traité intervenu à cet effet à ladite date, et approuvé par ledit décret auquel il est demeuré annexé.

« En 1882, ladite compagnie a été déclarée en faillite, alors qu'une partie seulement des lignes concédées était construite et exploitée. Depuis lors, M. *Ruffelet*, nommé syndic de la faillite, autorisé à cet effet par l'union des créanciers, avec approbation eu tribunal de commerce de Roubaix, a dirigé, sous l'autorité d'un juge-commissaire nommé par ledit tribunal, l'exploitation des lignes existantes, pour le compte et au profit de ladite union.

« Les choses en étaient en cet état, lorsque, à la date des 7 et 10 février 1891, il intervint un traité entre M. *Ruffelet*, agissant au nom et comme syndic de ladite union, spécialement autorisé par ordonnance de M. le juge-commissaire, et M. *Émile Francq*, propriétaire, demeurant à Paris, boulevard Haussmann, n° 101, agissant au nom et comme administrateur délégué de la société anonyme dite « Compagnie française des voies ferrées économiques », ayant alors son siège à Paris, boulevard de la Madeleine, n° 17, actuellement en la même ville, rue Lafayette, n° 3, et comme spécialement autorisé par ladite compagnie, celle-ci agissant tant en son nom personnel qu'au nom et pour le compte d'une nouvelle société à créer éventuellement par ses soins. Par ce traité, qui a été enregistré à Roubaix, le 23 du même mois de février 1891, M. *Ruffelet*, ès dite qualité, a cédé à ladite compagnie française des voies ferrées économiques, agissant ainsi qu'il vient d'être dit, tout l'avoil mobilier appartenant à la compagnie des tramways de Roubaix et Tourcoing, en se reportant suivant état détaillé, à la date du 1^{er} février 1890, en ce compris les concessions, l'usage des voies, ainsi que les droits et charges tels qu'ils résultent du traité du 8 janvier 1877 et du décret du 26 avril 1880, des conventions de rétrocession respectivement faites par les villes de Roubaix et de Tourcoing à l'administrateur délégué de cette époque de ladite compagnie anonyme des tramways de Roubaix et Tourcoing ; ledit traité contenant en outre diverses conventions destinées à mettre la compagnie cessionnaire, représentée par ledit M. *Francq*, en possession des immeubles situés à Roubaix et à Tourcoing, appartenant à la faillite, servant à l'exploitation desdits tramways, et constatant que, pour garantie de ce qui précède, la compagnie française des voies ferrées

économiques a déposé entre les mains de M. Ruffelet, ès dite qualité, une somme de sept cent cinquante-huit mille soixante-quatre francs quinze centimes (758,064¹⁵) dont le montant a été versé à la caisse des dépôts et consignations, et serait restitué à ladite compagnie française des voies ferrées économiques dans le cas où l'administration supérieure n'autoriserait pas ladite cession.

« A la suite de ce traité et le 2 mars 1891, MM. *Le Sergeant de Monneuve, Chavoix, Joubert et Émile Francq*, demeurant à Paris, tous quatre seuls administrateurs, ainsi déclarés, de ladite compagnie française des voies ferrées économiques, agissant en cette qualité, ont déposé à M^r *Fontaine*, notaire à Roubaix, avec la liste de souscription des actions et déclaration de versement de la moitié de chacune d'elles, les statuts d'une société par eux fondée au capital de deux millions de francs (2,000,000^f), divisée en quatre mille actions de cinq cents francs (500^f), sous le nom de « Compagnie nouvelle des tramways de Roubaix et Tourcoing », ayant principalement pour objet l'exploitation desdits tramways, ladite société constituée aux termes d'une délibération de l'assemblée générale des actionnaires de ladite compagnie nouvelle des tramways de Roubaix et Tourcoing, en date dudit jour, et déposée aussi le même jour audit M^r *Fontaine*, constatant que cette assemblée, composée de tous les actionnaires, a approuvé les statuts de ladite société, vérifié la sincérité de la déclaration de souscription des actions et du versement en espèces de la moitié du montant de ces actions, procédé à la nomination des administrateurs et d'un commissaire, et a prononcé la constitution définitive de ladite société, sous la condition suspensive de l'approbation par l'autorité compétente de la cession à son profit des tramways de Roubaix et Tourcoing. Tous lesdits acte déposés et publiés conformément à la loi.

« Enfin, par jugement en date du 9 avril 1891, le tribunal de commerce de Roubaix a déclaré homologuer la délibération de l'assemblée des créanciers de la faillite, en date du 27 mars de la même année, approuvant la cession faite par le syndic.

« De ce qui précède il résulte que la compagnie nouvelle des tramways de Roubaix et Tourcoing, pour laquelle la compagnie française des voies ferrées économiques est censée avoir traité, en vertu de la réserve insérée audit acte de cession, se trouverait substituée aux droits et charges de la compagnie en faillite, et sauf toutefois l'approbation de ladite cession par l'autorité compétente.

« Cette approbation étant indispensable, les administrateurs de la compagnie nouvelle, en vue de l'obtenir, ont demandé l'adhésion des villes de Roubaix et de Tourcoing.

« Les villes, désireuses de voir donner satisfaction aux divers intérêts publics engagés dans la question, ont déclaré être disposées à donner leur approbation à la condition que des garanties sérieuses seraient données pour le prompt achèvement et le complément des voies et pour éviter le retour des faits qui se sont passés sous la première société. »

Suivent ensuite les termes du traité qui, en conséquence, est intervenu entre les contractants.

Ce traité ayant été soumis à l'autorité supérieur, M. le ministre des travaux publics a statué, le 12 juillet dernier, conformément aux conclusions du conseil général des ponts et chaussées, entre autres résolutions :

Que les termes définitifs des conventions de substitutions ne pourront être arrêtés qu'après que les villes de Roubaix et de Tourcoing, concessionnaires, auront obtenu, à la suite d'une instruction régulière, la revision, dans le sens qui y est indiqué, des concessions qui leur ont été faites ;

Que les concessions revisées et leur rétrocession devront être régies par la loi du 11 juin 1880 et les cahiers des charges primitifs devront être modifiés de façon à être rendus conformes au cahier des charges type annexé au décret du 6 août 1881.

Pour satisfaire à ces conditions, le conseil municipal de Tourcoing a, dans sa séance du 20 octobre 1893, approuvé un nouveau cahier des charges dressé conformément aux prescriptions ministérielles.

Dans cette situation, pour satisfaire au surplus des prescriptions susindiquées, il reste à régler les termes définitifs de la rétrocession ; ce à quoi les soussignés, autorisés ainsi qu'il est dit ci-dessus, ont procédé par l'approbation du traité suivant, qui, en conséquence, sera substitué à celui du 9 janvier 1893.

APPROBATION DE LA CESSION FAITE À LA COMPAGNIE NOUVELLE.

Conditions générales de l'approbation.

ART. 1^{er}. Le maire de Tourcoing, autorisé comme il est dit ci-dessus, déclare approuver la cession, faite par la syndie de l'union des créanciers de la faillite de la compagnie des tramways de Roubaix et de Tourcoing à la compagnie nouvelle des tramways de Roubaix et Tourcoing, au profit de laquelle la compagnie française des voies ferrées économiques se trouve avoir agi, ainsi qu'il résulte de l'acte sous seings privés en date, à Paris et à Roubaix, des 7 et 10 février ci-dessus rappelé.

En conséquence, la compagnie nouvelle des tramways de Roubaix et Tourcoing se trouve substituée à l'ancienne compagnie en ce qui concerne la rétrocession des tramways de Tourcoing, dont la concession sera régie par le nouveau cahier des charges dressé, ledit jour 20 octobre, par le conseil municipal, et ce, aussitôt après l'émission du décret approbatif tant dudit cahier que du présent traité de substitution.

En conséquence, la compagnie nouvelle sera tenue envers la ville de toutes les obligations qui seraient imposées à la ville elle-même, tant par les lois et règlements en vigueur, en particulier par la loi du 21 juin 1880 et ses annexes, que par le nouveau cahier des charges, de même qu'elle sera subrogée aux avantages que ce cahier assure à la ville, et ce, jusqu'à l'époque fixée ci-après pour la durée de la rétrocession.

La présente adhésion est donnée sous la condition que la compagnie nouvelle sera soumise, en outre, à l'exécution de toutes les clauses et conditions ci-après.

2. Ladite compagnie devra avoir exclusivement pour objet la construction et l'exploitation des tramways de Roubaix et de Tourcoing et des extensions destinées à les relier avec d'autres communes dont l'une ou l'autre ville trouverait utile de demander la concession et dont la compagnie jugerait, à propos d'accepter la rétrocession, la tout sans qu'en aucun cas la compagnie puisse, sans le consentement exprès des deux villes, céder tout ou partie de son avoir par voie d'apport ou autrement, prendre à bail ou exploiter des lignes concédées à d'autres sociétés, ni fusionner avec d'autres sociétés du même genre, ou s'y intéresser soit directement, soit indirectement, ni prendre des intérêts dans d'autres sociétés. Elle ne pourra, sans le même consentement, employer aucune partie de son capital pour objets autres que la construction et l'exploitation de lignes concédées ou rétrocédées par les deux villes.

Elle ne pourra émettre des actions nouvelles ou des obligations sans le consentement des deux villes.

Le nombre des parts de fondateurs, fixé par les statuts déposés, ainsi qu'il est dit ci-dessus, ne pourra être augmenté. Enfin, il ne pourra être apporté auxdits statuts aucune modification qui tendrait à diminuer les droits attribués aux actions proprement dites, en faveur des parts de fondateurs.

L'exécution des dispositions qui précèdent sera obligatoire d'une façon absolue, comme condition formelle de l'adhésion donnée par les villes.

En conséquence, leur infraction entraînera de plein droit la déchéance du bénéfice de la rétrocession, et, par le fait, la compagnie sera placée dans les conditions où elle se trouvera à l'expiration de la rétrocession, lesquelles sont déterminées par l'article 15 ci-après.

3. La compagnie nouvelle ayant apporté à ses statuts les modifications nécessaires pour les mettre en harmonie avec les engagements et les conditions fixés en l'article précédent, conformément à l'exemplaire annexé au traité du 9 janvier 1893, il est bien entendu qu'elle devra maintenir ces modifications, sans pouvoir y apporter aucune disposition contraire.

Durée de la rétrocession.

4. La rétrocession est accordée pour une période qui commencera aussitôt après l'approbation du présent traité et qui prendra fin le 3 décembre 1905.

Dispositions spéciales. — Modifications et compléments à apporter au réseau.

5. La ville sollicitera de l'autorité supérieure, ainsi du reste qu'elle l'a déjà fait, la

déclaration d'utilité publique des modifications et additions nécessaires à apporter à son réseau actuel pour le rendre conforme à la description qui en est faite au nouveau cahier des charges.

M. E. Franco, au nom de la compagnie nouvelle des tramways de Roubaix et Tourcoing, déclare accepter, dès à présent, lesdites modifications et additions.

En conséquence, la compagnie nouvelle exploitera le réseau ainsi modifié de la même manière qu'elle aurait dû le faire pour le réseau précédemment spécifié et pour la même durée, c'est-à-dire jusqu'à l'expiration de la rétrocession accordée à l'ancienne compagnie, soit jusqu'au 3 décembre 1905.

Délais pour l'achèvement des travaux et la mise en exploitation des lignes.

6. La compagnie devra se conformer, pour la présentation des projets, l'exécution des travaux et la mise en exploitation des lignes, aux dispositions du nouveau cahier des charges. Elle devra en outre se conformer aux dispositions particulières suivantes :

§ 1^{er}. Ligne n° 1. — La ligne n° 1 étant dès à présent en exploitation, le service y sera maintenu jusqu'à ce que les modifications indiquées au cahier des charges y aient été apportées et qu'un nouveau service régulier y ait été établi en remplacement de celui actuel. La compagnie nouvelle devra présenter les projets de ces modifications dans un délai d'un mois à partir de l'approbation du présent traité par l'autorité supérieure, et les travaux devront être commencés immédiatement après l'approbation de projets, de manière qu'ils puissent être terminés et les nouvelles lignes être mises en exploitation dans les cinq mois qui suivront.

§ 2. Lignes n° 2 et 3. — La ligne n° 2 et la ligne n° 3 à partir de la rue Louis-Leloir jusqu'à la limite du territoire sont aussi en exploitation. Toutefois, les voies devant être modifiées par suite de la réduction de leur largeur, les projets seront présentés dans le délai d'un mois à partir de l'approbation du présent traité par l'autorité compétente; les travaux devront être commencés aussitôt après l'approbation des projets, et menés de façon qu'ils puissent être terminés et les lignes remises en exploitation normale dans les cinq mois qui suivront.

Les travaux se feront successivement par sections, après entente avec l'administration des ponts et chaussées, de manière que le service ne puisse être interrompu, sauf à la compagnie à faire le service au moyen de voitures de transbordement.

§ 3. Ligne n° 4. — La compagnie devra présenter les projets dans un délai d'un mois à partir de l'approbation du présent traité par l'autorité supérieure.

Les travaux devront être commencés aussitôt que l'autorisation d'exécuter aura été obtenue, de manière qu'ils soient terminés et le service mis en exploitation dans les cinq mois suivants.

§ 4. Ligne n° 5. — Les projets de cette ligne, en ce qu'elle parcourt la partie de la rue Louis-Leloir s'étendant de la gare à la rue Darvaux, puis cette dernière rue et la rue de Guisnes ayant été régulièrement approuvés, la compagnie devra commencer les travaux aussitôt après l'approbation du présent traité et les continuer sans interruption, de manière que cette partie de ligne soit mise en exploitation dans un délai de cinq mois à partir de ladite approbation.

Quant au prolongement cette ligne jusqu'à la Croix-Rouge, rencontre du chemin vicinal n° 2, dit du pont de Neuville, la compagnie devra en présenter les projets, pourvoir à l'exécution et mettre en exploitation, le tout dans les délais fixés au paragraphe 1^{er}, pour les parties à modifier de la ligne n° 1.

Les matériaux à provenir des sections de ligne supprimées ou remaniées appartiendront à la compagnie, à la condition de réparer et remettre en bon état le pavage correspondant.

Amendes en cas de retard.

7. Tout retard dans la production des projets régulièrement établis, dans l'exécution des travaux et dans la mise en exploitation, sera passible d'une amende de cinquante francs (50^f) par jour de retard.

Stipulations relatives au mode de construction et d'exploitation.

8. Largeur des voies. — On se conformera, pour la largeur des voies, celle des loco-

motives et des caisses de véhicules, comme aussi pour la solidité à donner aux rails, aux dispositions des articles 4 et 10 du nouveau cahier des charges.

Il est en tout cas convenu : que les rails devront être de force suffisante pour pouvoir supporter la traction mécanique ou électrique, quand même ce mode de traction ne devrait pas être immédiatement adopté; qu'ils seront en acier, sauf pour la ligne n° 5, qui sera construite avec des matériaux provenant des lignes actuellement existantes; que ces rails et tous les organes des voies seront étudiés par la compagnie, présentés à l'administration municipale et soumis à l'approbation de l'autorité supérieure; qu'il en sera de même de toutes les parties du matériel qui doivent être remises gratuitement aux villes à la fin de la rétrocession.

9. La compagnie sera tenue d'exécuter à ses frais tous les travaux que l'administration imposerait à la ville en approuvant le projet, notamment de remanier les bordures de trottoirs sur les points où cela serait jugé nécessaire; mais la ville prend à sa charge les pavages qu'il y aurait lieu d'exécuter sur les voies publiques empruntées qui seraient empierrées, ainsi que les dépenses que nécessiteraient l'acquisition et l'expropriation des terrains nécessaires à l'établissement des tramways.

Mode de traction.

10. La traction se fera par chevaux, ou moteurs mécaniques, ou moteurs électriques avec conducteurs aériens.

Toutefois il est convenu que, pour la ligne n° 1 et la ligne n° 4, la traction sera faite par moteurs mécaniques ou électriques lorsque l'autorisation aura été accordée par l'autorité compétente. En attendant cette autorisation, la compagnie devra assurer le service des chevaux.

Pour les lignes où la traction mécanique ou électrique est admise, ainsi qu'il est dit ci-dessus, la compagnie devra, en même temps qu'elle présentera les projets de ces lignes, soumettre ce mode de traction, d'accord avec les villes, à l'approbation de l'autorité compétente, de façon à pouvoir l'appliquer dans un délai de quinze mois au plus tard à partir de son approbation.

Il est entendu que, sauf des cas exceptionnels à déterminer ultérieurement, des trains se composant de plusieurs voitures ne pourront circuler que sur les lignes où les départs auront lieu de quinze en quinze minutes au plus.

La question de la traction mécanique ou électrique est réservée en ce qui concerne la ligne n° 3 comprise entre la Grande-Place de Tourcoing et la limite de Roubaix.

Pour la ligne n° 1, indépendamment des trains destinés à correspondre avec les trains allant vers Lille ou en revenant, des trains intercalaires, également à traction mécanique ou électrique, lorsqu'elle aura été autorisée, devront être établis entre la Grande-Place de Tourcoing et la gare des Francs. Éventuellement, la compagnie pourra faire continuer ces trains intercalaires, de la gare des Francs jusqu'à Roubaix, si elle en obtient l'autorisation de l'administration compétente.

Entretien des voies ferrées et du pavage.

11. Les voies ferrées devront être entretenues constamment en bon état. Cet entretien comprendra, ainsi qu'il est stipulé au nouveau cahier des charges, celui du pavage de l'entre-rails, puis celui des soixante centimètres (0^m 60) pour les chaussées pavées et des quarante-cinq centimètres (0^m 45) pour les chaussées empierrées, qui servent d'accotements extérieurs aux rails. Est également à la charge de la compagnie l'entretien de la zone de la chaussée comprise entre le rail et la bordure, partout où cette zone aura moins d'un mètre (1^m) de largeur.

12. Aucune indemnité ne pourra être réclamée de la ville pour les causes ci-après :

Dommages aux voies ferrées occasionnées par le roulage ordinaire;

État de la chaussée et influence pouvant en résulter pour l'entretien des voies;

Ouverture de voies nouvelles de communication et établissement de nouveaux services de transport en concurrence avec celui du concessionnaire;

Trouble et interruption du service qui pourraient résulter, soit de mesures d'ordre et de police, de travaux exécutés sur ou sous la voie publique, tant par l'administration que par les compagnies ou les particuliers dûment autorisés;

Enfin, toutes circonstances résultant du libre usage de la voie publique.

Horaires, interdiction du transbordement, tarif des taxes à percevoir, billets d'aller et retour, abonnements, trains ouvriers.

13. On se conformera, pour le nombre de départs sur chaque ligne, chaque jour, pour le tarif des taxes à percevoir pour le transport des voyageurs et les règles relatives à son application, pour l'interdiction du transbordement, pour le système des voitures, pour les billets d'aller et retour, pour les abonnements, pour les trains ouvriers, aux dispositions des articles 14, 23, 23 bis et *ter* du nouveau cahier des charges.

En ce qui concerne les horaires, ils seront arrêtés d'un commun accord, et, à défaut d'entente, par M. le préfet du Nord, qui prononcera en dernier ressort, les deux parties entendues.

Conformément au nouveau cahier des charges, la compagnie assurera le service des messageries, et, à cet effet, elle soumettra, en temps utile, le tarif des taxes à percevoir, lequel sera arrêté définitivement par le préfet et après avis du conseil municipal.

Transport des fonctionnaires.

14. La compagnie nouvelle sera tenue de donner le parcours gratuit à trente-deux agents désignés par l'administration municipale de Tourcoing, en ce compris ceux qu'elle pourra charger spécialement, soit de veiller à l'application des règlements de police, soit de contrôler l'exécution des conditions de la rétrocession.

En ce qui concerne les lignes communiquant de la place de Tourcoing à celle de Roubaix et *vice versa*, cette gratuité s'étendra à la totalité des parcours sans distinction de territoire.

Frais de contrôle.

15. Les sommes stipulées à la charge de la ville par l'article 28 du nouveau cahier des charges, pour le contrôle des fonctionnaires de l'État, devront être supportées par la compagnie nouvelle, qui sera tenue d'en verser régulièrement le montant.

Les frais de surveillance auxquels pourra donner lieu le contrôle des agents de la ville sont à la charge de la compagnie et sont fixés à la somme de cent francs (100^f) par an.

La compagnie sera tenue d'en verser le montant dans la caisse municipale immédiatement après qu'elle y aura été invitée.

Pénalités relatives à l'exploitation.

16. Toute dérogation aux obligations inscrites dans les cahiers des charges, clauses et conditions générales de la concession ou de la rétrocession, sera passible d'une amende de dix francs (10^f) par jour : seront notamment frappés de cette amende, sans préjudice d'autres peines, s'il y a lieu, la suppression temporaire, partielle ou complète du service d'une ligne ou d'une section de ligne, sauf les cas de force majeure dûment justifiés, le défaut d'entretien des voies ferrées ou des voitures, la majoration des prix, la diminution du nombre des départs, etc. Au cas où la compagnie n'aurait pas assuré ou repris l'exploitation normale d'une ligne quelconque du réseau, elle encourrait la déchéance après trois mises en demeure faites à dix jours d'intervalle.

Recouvrement des amendes en général.

17. La compagnie nouvelle devra, dans un délai de trois jours à dater de la notification qui lui sera faite de la constatation administrative, payer le montant des amendes dues en raison des faits constatés. Sauf son recours dont il sera parlé plus loin, elle ne pourra, sous aucun prétexte, se soustraire à cette obligation. Elle autorise formellement la ville, le cas échéant, à prélever, passé le délai ci-dessus fixé, le montant des amendes sur le cautionnement déposé. Si celui-ci vient à être entamé par l'application des pénalités prévues, la société devra le reconstituer, sous peine de déchéance, dans les trois jours de l'avertissement qui lui sera notifié par l'administration municipale.

En cas de contestation, le différend sera tranché, en dernier ressort, par M. le

préfet du Nord, après avis de MM. les ingénieurs du contrôle, la ville et la compagnie entendues dans leurs explications ou justifications.

Taxe de stationnement.

18. Le principe de la taxe de stationnement des voitures est maintenu. Toutefois, pour ne pas mettre obstacle à l'augmentation du nombre des départs, la base de la perception est modifiée comme suit :

La compagnie payera à l'avenir à la ville de Tourcoing, à titre de redevance de stationnement des voitures à voyageurs, quatre cent six millimes (0' 406) par cent francs (100') des recettes totales brutes qu'elle encaissera pour le transport des voyageurs sur les deux réseaux réunis de Tourcoing et de Roubaix.

Le compte en sera réglé dans le courant de janvier qui suivra la fin de chaque année, de concert entre la compagnie et un délégué de l'administration municipale auquel la compagnie devra fournir toutes justifications nécessaires.

Le payement devra avoir lieu dans le mois suivant.

Toute voiture affectée spécialement au transport des marchandises portant un chargement complet ou non circulant sur les voies ferrées devra acquitter un droit de stationnement de quinze centimes (0' 15) pour chaque jour où elle circulera sur les voies ferrées.

Les voitures destinées spécialement au transport à prix réduit des ouvriers seront exemptes de toute taxe municipale.

Stipulation particulière à la ligne n° 1.

19. La compagnie des tramways du département du Nord exploitant déjà à traction mécanique, en vertu d'accords, dont la compagnie nouvelle a connaissance, intervenus entre la compagnie des tramways du département du Nord et le syndic de la faillite, une partie de cette ligne, la compagnie nouvelle pourra, à ses risques et périls, se substituer à ladite compagnie pour tout ce qui touche, en totalité ou en partie, à l'entretien et à l'exploitation de cette ligne.

Garanties et cautionnements.

20. Pour assurer l'exécution de ses engagements, la compagnie devra maintenir les cautionnements qu'elle a versés à la caisse municipale en exécution du traité du 9 janvier 1893, savoir :

1° Une somme de deux cent soixante et onze mille trois cent quinze francs cinquante-six centimes (271,315' 56), égale à l'évaluation des dépenses d'achèvement, de complément et de mise en exploitation des lignes, conformément au devis dressé par la compagnie et annexé au décret précité du 9 janvier 1893, ladite somme applicable à chacune des lignes, suivant l'edit devis, comme suit :

Ligne n° 1 (1 ^{re} section).....	44,262' 72
Ligne n° 2.....	49,946' 75
Ligne n° 3.....	49,238' 37
Ligne n° 4.....	84,093' 60
Ligne n° 5.....	43,773' 92
TOTAL.....	271,315' 56

Ladite somme sera remboursée à la compagnie par fractions de la manière suivante :

A mesure qu'une ligne ou section de ligne sera reçue et mise en exploitation, la compagnie sera autorisée à retirer, sur la production du procès-verbal de la réception provisoire et de la mise en exploitation d'une ligne ou section de ligne, la somme afférente à cette ligne ou section de ligne, d'après l'évaluation ci-dessus, de façon qu'après l'achèvement, la réception de la mise en exploitation du réseau complet, la compagnie se trouvera entièrement remboursée du cautionnement ci-dessus stipulé.

2° Une somme de quinze mille francs (15,000^f) en espèces, en rentes sur l'État, ou en obligations de la ville de Tourcoing, calculées au cours du jour, spécialement affectée à la garantie de l'exploitation et de l'exécution complète des engagements de la compagnie jusqu'à l'expiration de la rétrocession. Ce second cautionnement remplace celui qui a été stipulé à la charge de l'ancienne compagnie par l'article 4 du traité de rétrocession en date du 8 janvier 1877.

En conséquence, cette somme ne sera rendue à la compagnie qu'à l'expiration de la rétrocession et après l'exécution entière de tous ses engagements, mais elle en encaissera régulièrement les revenus.

31. Dans le cas où la compagnie n'aura pas assuré la construction et l'exploitation de chacune des lignes dans un délai qui ne pourra en aucun cas excéder le double de celui imparti, la déchéance sera encourue de plein droit, après deux mises en demeure faites à un mois d'intervalle et restées sans résultat un mois après la dernière.

Cette déchéance sera prononcée par M. le ministre des travaux publics, sauf recours au conseil d'État par la voie contentieuse. Audit cas de déchéance, les voies et les parties de voies construites et tous ouvrages existants sur la voie publique seraient acquis sans indemnité à la ville, laquelle pourra, en outre, s'emparer, *hic et nunc*, de l'exploitation du réseau et se mettre, à cet effet, en possession des dépôts, matériel, approvisionnements, cavalerie, moteurs, voitures, etc., en attendant l'expertise à laquelle il y aura lieu de procéder. Elle aura pour le paiement un délai d'un an moyennant l'intérêt de trois et demi pour cent (3 1/2 p. o/o) l'an.

La ville conservera audit cas, à titre d'indemnité, la somme de quinze mille francs (15,000^f), montant du cautionnement n° 2 ci-dessus, et elle emploiera la partie non remboursée du cautionnement n° 1 à construire et mettre en état d'exploitation les lignes ne l'ayant pas encore été. La compagnie demeurera passible de la différence qui pourra exister entre les dépenses que la ville aura faites à cet effet et la somme restée non remboursée sur ledit cautionnement n° 1, différence au paiement de laquelle les sommes dues par la ville pour la reprise des dépôts, cavalerie, etc., demeureront affectées; si, au contraire, la dépense faite par la ville était inférieure, la différence resterait acquise à la ville, à titre de supplément d'indemnité.

Droits d'octroi.

22. La compagnie devra loger sur le territoire de Tourcoing les chevaux nécessaires à la partie de son exploitation applicable à la concession de Tourcoing et se soumettre au paiement des droits d'octroi.

Dans le cas contraire, elle devra, après entente avec l'administration municipale, contracter un abonnement à l'octroi pour la consommation des grains et fourrages applicable à la partie de ces chevaux qui ne seraient pas logés sur Tourcoing.

La société sera affranchie des droits d'octroi à raison des rails, bois et autres objets qui serviront à la construction de ses voies sur le territoire de Tourcoing.

Dépôts des machines et ateliers de réparations.

23. Par dérogation au deuxième paragraphe de l'article 12 du traité du 8 janvier 1877, approuvé par le décret du 26 avril 1880, la compagnie est exonérée de l'obligation de remiser sur le territoire de Tourcoing les machines qui pourront être employées au service intercommunal et d'avoir des ateliers de réparations sur ledit territoire, les droits de la ville en ce qui concerne l'octroi restant saufs.

En compensation des avantages auxquels la ville renonce de ce chef, la compagnie fera valoir, chaque année, à la ville, — sans préjudice de la réserve qui précède en ce qui concerne l'octroi, — dix centimes (0^f 10) par cent francs (100^f) de recettes totales brutes qu'elle encaissera pour transport des voyageurs sur les deux réseaux de Roubaix et de Tourcoing, payables de la manière indiquée à l'article 18 ci-dessus pour les droits de stationnement, avec pareil affranchissement en ce qui concerne des trains ouvriers à prix réduits; le tout, à partir du moment où la traction mécanique ou électrique aura été mise en usage.

24. Les matériaux de la voie, ainsi que le matériel roulant et de traction, devront être de provenance française.

Les agents de l'exploitation seront de nationalité française.

Expiration de la rétrocession.

25. A l'expiration de la rétrocession fixée, ainsi qu'il est dit à l'article 4, au 3 décembre 1905 et par le seul fait de cette expiration, la ville de Tourcoing acquerra tous les droits de la société sur les voies ferrées de tout le réseau, leurs dépendances, les immeubles faisant partie du domaine public et les objets immobiliers qui en dépendent, tels que changements de voies, plaques tournantes, bureaux d'attente, de contrôle, etc.

La ville entrera immédiatement en jouissance de ces voies et de leurs dépendances établies sur la voie publique; la société sera tenue de lui remettre le tout en bon état d'entretien.

Quant aux immeubles établis sur le territoire de Tourcoing et quant aux objets mobiliers, à l'exception des chevaux, applicables au même réseau, la ville de Tourcoing aura le droit de les reprendre, en tout ou en partie, à dire d'experts, en faisant connaître son intention six mois à l'avance; bien entendu que toute reprise applicable à un immeuble ou à un objet devra porter sur l'immeuble ou sur l'objet en son entier sans division.

Au cas où la ville de Roubaix, à qui la faculté en a été accordée par la compagnie nouvelle, ne reprendrait pas les appareils nécessaires à la traction électrique, tels que générateurs, machines, dynamos, etc., les fils conducteurs et toutes les annexes de ce moyen de traction établis sur les voies publiques dépendant du territoire de Tourcoing resteront la propriété de la compagnie, qui sera tenue de les enlever et de remettre les lieux dans leur état primitif, dans un délai de trois mois, le tout à ses frais.

Clauses diverses.

26. La compagnie aura un droit de préférence pour toutes les lignes nouvelles dont la ville aurait obtenu la concession du Gouvernement.

27. La société fait élection de domicile à son siège, à Roubaix.

28. Toutes les contestations qui s'élèveraient entre la ville et la société, au sujet de l'exécution et de l'interprétation du présent traité, seront portées devant le conseil de préfecture du département du Nord, sauf recours au conseil d'État.

29. Les droits des tiers sont et demeureront expressément réservés.

Annulation des précédentes conventions.

30. Au moyen des présentes, la convention du 9 janvier 1893 et toutes conventions antérieures relatives à la rétrocession demeureront non avenues, le présent traité et le nouveau cahier des charges devant seuls, à l'avenir, faire la loi des parties.

Frais.

31. Les frais et droits que pourra occasionner le présent traité sont à la charge de la compagnie.

Fait, en triple exemplaire dont un destiné à l'administration supérieure, à Tourcoing, pour M. le maire de Tourcoing, le 26 octobre 1893, et à Paris, pour M. Francq, le 31 octobre 1893.

Approuvé l'écriture ci-dessus :

Signé : E. FRANCK.

Approuvé l'écriture ci-dessus :

Signé : V. HASSEBROECK.

Enregistré à Tourcoing, le 23 juin 1894, folio 40, case 7. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Rogie.

CAHIER DES CHARGES.

VILLE DE TOURCOING.

TITRE 1^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. Le réseau de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges est destiné au transport des voyageurs et des marchandises en messagerie.

La traction aura lieu par chevaux ou par moteurs mécaniques, ou par moteurs électriques avec conducteurs aériens sur toutes les sections où le ministre des travaux publics, d'accord avec la ville, en autorisera l'emploi. Toutefois, la traction mécanique ou électrique est dès à présent autorisée sur les lignes n° 1 et 4.

Tracé.

2. Le réseau se composera des lignes suivantes, et il empruntera les voies publiques ci-après désignées pour chaque ligne :

1^{re} Ligne n° 1. — De la gare des Francs jusqu'à la Grande-Place :

Rue de Paris (route départementale n° 22), partant de l'extrémité du territoire, vers Mouveaux, avec embranchement par la rue des Francs jusqu'à la nouvelle gare, conformément au projet approuvé; puis, à partir du point de rencontre de la route n° 14, la rue de l'Abattoir, la rue Nationale, la place de l'Hôtel-de-Ville, la rue de l'Hôtel-de-Ville, la rue de Tournai (route départementale n° 14), la Grande-Place, pour venir aboutir au point de rencontre des diverses lignes, ainsi qu'il sera expliqué ci-après, sur une longueur totale à exploiter d'environ deux mille deux cent soixante mètres (2,260^m);

2^{de} Ligne n° 2. — De la Grande-Place à la gare et la jonction avec la ligne n° 3 :

Grande-Place, point de rencontre indiqué ci-dessus (route départementale n° 14), rues de Tournai et de Roubaix (route départementale n° 14), rue de la Gare (autrefois rue de la Station), rue Louis-Leloir (autrefois dite de la Gare), jusqu'à la rencontre de la ligne n° 3, sur une longueur totale à exploiter d'environ mille vingt-cinq mètres (1,025^m);

3^{de} Ligne n° 3. — De la Grande-Place à la limite du territoire vers Roubaix, par la Fosse-aux-Chênes :

Grande-Place (point de rencontre ci-après indiqué), parvis Saint-Christophe, rue Notre-Dame, rue de Sébastopol, place Sébastopol et rue Neuve-de-Roubait (route départementale n° 14) jusqu'à l'extrémité du territoire, sur une longueur totale à exploiter d'environ mille sept cent vingt-cinq mètres (1,725^m);

4^{de} Ligne n° 4. — De la Grande-Place à la limite du territoire vers Roubaix, par les boulevards :

Grande-Place, parvis Saint-Christophe, rue Notre-Dame, rue du Bocquet, rue des Nonnes avec son prolongement le long de la place Thiers, boulevard Gambetta jusqu'à l'extrémité du territoire, sur une longueur totale à exploiter d'environ deux mille cent soixante-dix mètres (2,170^m);

5^{de} Ligne n° 5. — Du carrefour de la rue Louis-Leloir à la Croix-Rouge :

Rue Louis-Leloir (ci-devant de la Gare), la gare, la rue Dervaux, rue de Guisnes, rue de la Croix-Rouge, rue des Piats jusqu'à la rencontre du chemin vicinal n° 2 dit du Pont-de-Neuville (Croix-Rouge), sur une longueur totale à exploiter d'environ deux mille quatre-vingt-dix mètres (2,090^m).

2 bis. Toutes les lignes, excepté le n° 5, devront être dirigées de façon à aboutir vers un même point de la Grande-Place qui sera indiqué par l'administration municipale, de manière à faciliter les transbordements d'une ligne à une autre, et où la compagnie devra établir un kiosque, suivant un plan approuvé, pour la délivrance des coupons et permettre aux voyageurs d'attendre les divers trains.

Il sera établi un abri rue Louis-Leloir, aux abords de l'entrée de la cour de la gare, et un autre abri dans la même rue à son débouché sur la route départementale n° 14, formant le point de rencontre des lignes n° 2 et 3. Le tout aux endroits fixés d'un commun accord avec l'administration municipale.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai d'un mois à partir de la daté du décret approuvant le présent cahier des charges.

Les travaux devront être commencés dans un délai d'un mois à partir de l'approbation des projets. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que le réseau entier soit en état de réception définitive et livré à l'exploitation dans le délai maximum de six mois à partir de la même date.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas deux mètres (2^m), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres (2^m) ; la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de quatre mètres vingt centimètres (4^m 20).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre cinquante centimètres (1^m 50). Toutefois, ces cotes ne seront applicables aux voies et au matériel existants que quand la transformation générale en aura pu être opérée ; dans tous les cas, cette transformation devra être effectuée dans le délai maximum fixé à l'article 3 ci-dessus. Enfin, par exception, la largeur de la voie restera fixée à un mètre quarante-quatre centimètres (1^m 44) sur la ligne n° 1.

Alignements et courbes. — Pentcs et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à dix-huit mètres (18^m).

Le maximum des déclivités est fixé à quarante-cinq millimètres (0^m 045) par mètre. Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles ; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique, et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un pavage ou empierrement de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails, et à soixante centimètres (0^m 60) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage ou cet empierrement.

La chaussée pavée ou empierrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins

deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast exclusivement composé de scories, de briques ou de pierres cassées d'un mètre quatre-vingts centimètres (1^m 80) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins six mètres (6^m) mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie, d'une solidité suffisante; dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un demi-niveau pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres (0^m 30) de largeur. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1^m 10) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement de la route.

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

- (A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10);
- (B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs, de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf, qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection, seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en fer ou en acier et du poids de vingt kilogrammes (20^k) au moins par mètre courant; ils seront posés conformément aux dessins de détail approuvés par l'autorité compétente.

En cas d'emploi d'une voie à contre-rails, le poids du rail et du contre-rail sera ensemble d'au moins vingt-huit kilogrammes (28^k) par mètre courant.

Gares et stations.

11. Les voitures devront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser des voyageurs sur tous les points du parcours, sauf dans les courbes de moins de cinquante mètres (50^m) de rayon et sur les rampes de plus de deux centimètres (0^m 02) de déclivité.

Sur les lignes à traction mécanique ou électrique, le préfet pourra autoriser le concessionnaire à ne faire arrêter les trains qu'en des points déterminés du parcours.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend le pavage ou l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de soixante centimètres (0^m 60) pour les chaussées pavées et de quarante-cinq centimètres (0^m 45) pour les chaussées empierrées qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Est également à la charge du concessionnaire l'entretien de la zone de la chaussée comprise entre le rail et la bordure, partout où cette zone aurait moins d'un mètre (1^m) de largeur.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année, à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre des départs sur chaque ligne est arrêté comme suit pour un service de quatorze heures par jour, savoir :

Ligne n° 1. — De la Gare des Francs jusqu'à la Grande-Place :

Quarante-six départs de chaque extrémité de la ligne, correspondant en moyenne à un départ toutes les dix-huit minutes. Ces départs devront être réglés de façon à être mis en correspondance avec les arrivées et les départs des trains organisés par la compagnie des tramways du département du Nord allant vers Lille, et *vice versa*; toutefois, il est bien entendu que le nombre de départs pour assurer cette correspondance et les départs intercalaires ne sera pas inférieur à quarante-six par jour;

Ligne n° 2. — De la Grande-Place à la gare et la jonction avec la ligne n° 3 :

Les trains faisant le service de cette ligne devront être organisés de façon à correspondre autant que possible avec les arrivées et les départs du chemin de fer;

Ligne n° 3. — De la Grande-Place à la limite du territoire vers Roubaix :

Faisant le service de place en place par la route départementale n° 14 : soixante-dix départs de chaque ville pour correspondre en moyenne à un départ de douze en douze minutes;

Ligne n° 4. — De la Grande-Place à la limite du territoire vers Roubaix, par les boulevards :

Faisant le service de place en place par les boulevards : cinquante-six départs de chaque ville pour correspondre en moyenne à un départ de quinze en quinze minutes ;

Ligne n° 5. — Du carrefour de la rue Louis-Leloir à la Croix-Rouge :

Quarante-deux départs de chaque extrémité de la ligne, soit en moyenne un départ d'environ vingt en vingt minutes, organisés autant que possible de façon à être en correspondance avec les heures d'arrivée et de départ des trains du chemin de fer.

Les horaires seront arrêtés par le préfet du Nord, sur la proposition du concessionnaire.

Ils ne pourront être modifiés que de la même manière.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de cinq voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas quarante mètres (40^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure.

Ce maximum sera réduit à seize kilomètres (16^k) à l'heure dans les traversées des centres habités qui seront désignés par arrêtés préfectoraux.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession du réseau mentionné à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin le 3 décembre 1920.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, l'État sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, l'État aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, l'État se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel à l'État.

L'État sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts ; et, réciproquement, si l'État le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois l'État ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le Gouvernement déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. L'État aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne, ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par l'État après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le quatrième et le cinquième paragraphes de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour l'État.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, la déchéance pourra être prononcée. Il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS
ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

21. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF. — Voyageurs.

PARCOURS.	PRIX.					
	1 ^{re} classe.			2 ^e classe.		
	Péage.	Trans- port.	TOTAL.	Péage.	Trans- port.	TOTAUX.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Ligne n° 1 :						
Grande-Place { Hôtel des Voyageurs.....	0 10	0 05	0 15	0 06	0 04	0 10
de Tourcoing { Gare des Francs.....	0 13	0 07	0 20	0 10	0 05	0 15
Ligne n° 2 :						
Toutes distances.....	0 10	0 05	0 15	0 06	0 04	0 10
Ligne n° 3 :						
Carrefour Louis-Leloir....	0 10	0 05	0 15	0 06	0 04	0 10
Grande-Place { Gare de Tourcoing.....	0 10	0 05	0 15	0 06	0 04	0 10
de Tourcoing { Union.....	0 13	0 07	0 20	0 10	0 05	0 15
{ Fosse-aux-Chênes.....	0 16	0 09	0 25	0 13	0 07	0 20
{ Grande-Place de Roubaix...	0 20	0 10	0 30	0 16	0 09	0 25
Ligne n° 4 :						
Place Thiers.....	0 10	0 05	0 15	0 06	0 04	0 10
Grande-Place { Lycée.....	0 10	0 05	0 15	0 06	0 04	0 10
de Tourcoing { Limite de Tourcoing.....	0 13	0 07	0 20	0 10	0 05	0 15
{ Gare de Roubaix.....	0 16	0 09	0 25	0 13	0 07	0 20
{ Grande-Place de Roubaix...	0 20	0 10	0 30	0 16	0 09	0 25
Ligne n° 5 :						
Carrefour { Extrémité rue de Guisnes...	0 10	0 05	0 15	0 06	0 04	0 10
Louis-Leloir. { Croix-Rouge.....	0 13	0 07	0 20	0 10	0 05	0 15

Les types des diverses voitures à mettre en service devront être soumis à l'approbation préalable du préfet.

Les voitures destinées au transport des voyageurs seront du meilleur modèle, suspendues sur ressorts, garnies à l'intérieur de banquettes rembourrées. Elles seront fermées à glaces.

Il y aura des places de deux classes.

On se conformera, pour la disposition des places de chaque classe, aux mesures qui seront arrêtées par le préfet.

Les places d'impériale ou de plate-forme seront considérées comme places de deuxième classe.

La taxe pour les parcours intermédiaires, c'est-à-dire ceux qui sont compris entre deux stationnements, ou d'un stationnement au stationnement suivant, ne pourra être supérieure à quinze centimes (0^e 15) en première classe et dix centimes (0^e 10)

en deuxième classe. Pour chaque section suivante, il sera perçu, pour les deux classes, un supplément de cinq centimes (0'05) par chaque section totale ou partielle.

Les voyageurs qui, venant d'une ligne, continueraient par le plus prochain départ sur une ou plusieurs lignes en communication immédiate, auront droit au parcours supplémentaire moyennant une surtaxe de cinq centimes (0'05) pour chaque section totale ou partielle parcourue sur les autres lignes.

Il ne sera fait aucun transbordement ni sur le territoire, ni à la limite du territoire de Tourcoing, pour le passage d'une section de ligne à une autre section de la même ligne. De même, le service se fera sans transbordement entre la Grande-Place de Tourcoing et la Grande-Place de Roubaix, et *vice versa*, tant pour la ligne empruntant les boulevards que pour celle qui parcourt la route départementale n° 14. Les prix des parcours, tant simples qu'aller et retour, sur chacune de ces deux lignes, seront calculés comme si chacune d'elles faisait partie d'une même concession et ne constituait qu'une seule ligne.

Enfants. — Au-dessous de quatre ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.

De quatre à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.

Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.

Les soldats et sous-officiers français, en uniforme, seront transportés à moitié prix. L'accès des voitures à voyageurs est interdit aux chiens.

Le concessionnaire établira, dans le délai de six mois de l'approbation des présents, pour le transport des paquets et colis de messageries, un tarif qui sera soumis à l'homologation du préfet.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

Dans aucun cas il ne pourra être perçu pour un voyageur pris ou laissé en route un prix supérieur à celui qui a été prévu pour la distance complète qui sépare les deux stations entre lesquelles le parcours a été effectué.

Billets d'aller et retour.

23 bis. Il sera délivré des billets d'aller et retour, valables dans la même journée, permettant de parcourir une ligne entière avec réduction d'un quart sur le prix total que l'on devrait payer pour parcourir deux fois le même itinéraire.

Abonnements.

Il sera délivré des cartes d'abonnement. Le prix en est fixé comme suit :

De la Grande-Place de Tourcoing à la Grande-Place de Roubaix : première classe, dix francs (10') par mois; deuxième classe, sept francs (7') par mois.

Moyennant ce prix, l'abonné aura indistinctement l'usage de l'une et de l'autre des deux lignes.

Pour le réseau entier des deux lignes de Roubaix et de Tourcoing, les prix seront les suivants :

Première classe, vingt francs (20') par mois; deuxième classe, quatorze francs (14') par mois.

Pour le réseau entier de Tourcoing seul, ils seront :

Première classe, dix francs (10') par mois; deuxième classe, sept francs (7') par mois.

Il sera délivré également des cartes d'abonnement scolaires, pour lesquelles il sera accordé une réduction équivalente à celle consentie par les compagnies de chemins de fer.

Trains ouvriers.

23 ter. Le matin, au milieu de la journée et le soir (dimanches et jours fériés

exceptés, aux heures d'ouverture et de fermeture des ateliers, il sera réservé des voitures spéciales pour le transport des ouvriers dans lesquelles le prix des places de deuxième classe sera abaissé au taux de dix centimes (0' 10) pour toutes les distances. Les heures et les itinéraires auxquels ce transport à prix réduit sera applicable seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, au commencement de chaque trimestre.

Moyennant le prix de dix centimes (0' 10), il sera permis aux ouvriers de se rendre d'un point quelconque du réseau d'une ville à un autre point du même réseau; ils pourront également se rendre d'un point du réseau de Roubaix à la Grande-Place de Tourcoing ou d'un point du réseau de Tourcoing à la Grande-Place de Roubaix.

Pour les trains ouvriers, il sera délivré, au prix de quinze centimes (0' 15), des billets d'aller et retour valables dans la même journée.

Bagages.

24. Tout voyageur dont le bagage peu volumineux et susceptible d'être porté sur les genoux sans gêner les voisins ne pèsera pas plus de dix kilogrammes (10^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Abaissement des tarifs.

25. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Traité particuliers.

26. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 42 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

27. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

28. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année, à la date du 1^{er} janvier, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de cinquante francs (50^f) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu le 1^{er} janvier qui suivra le décret d'utilité publique, à la caisse du trésorier-payeur général du département du Nord.

Élection de domicile.

29. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département du Nord, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

30. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention d'annexée seront supportés par le concessionnaire.

Enregistré à Tourcoing, le 23 juin 1894, folio 40, case 8. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Rogie.

N° 28285. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Frais d'acquisition de l'Eglise Saint-Laurent, à Rouen.

Du 2 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu les récépissés du trésorier-payeur général de la Seine-Inférieure, constatant qu'il a été versé au Trésor, les 6 et 30 avril 1894, une somme de vingt mille francs représentant le montant de la subvention allouée par le conseil général de la Seine-Inférieure pour concourir aux frais d'acquisition de l'église Saint-Laurent, à Rouen;

(1) 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur le fonds du budget de l'exercice 1894, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre xxxvi : *Conservation des monuments historiques — Acquisition d'objets d'art et de moulages pour les musées de Cluny et de sculpture comparée*, un crédit de vingt mille francs (20,000^f) applicable aux frais d'acquisition de l'église Saint-Laurent, à Rouen.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : G. LEYGUES.

N° 28286. — *DÉCRET portant réorganisation du corps des Commissaires de surveillance administrative des Chemins de fer.*

Du 2 Juillet 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 4 Juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer;

Vu la loi du 27 février 1850 relative aux commissaires et sous-commissaires préposés à la surveillance des chemins de fer et, notamment, l'article 2 ainsi conçu :

« Un règlement d'administration publique déterminera les conditions et le mode de leur nomination et de leur avancement »;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le personnel des commissaires de surveillance administrative des chemins de fer se recrute par la voie du concours.

Les conditions du concours, ainsi que la liste des candidats admis à y prendre part, sont arrêtées par le ministre.

Le nombre des places mises au concours est limité à celui des places disponibles ou devant le devenir dans le cours de l'année.

Les candidats doivent être Français et avoir vingt-cinq ans au moins et trente ans au plus le 1^{er} janvier de l'année où a lieu le concours. Toutefois, la limite d'âge de trente ans est reportée à trente-cinq ans pour les agents du ministère des travaux publics comptant au moins cinq ans de services admissibles pour la retraite et à cinquante ans pour les officiers retraités des armées de terre et de mer.

Nul ne peut être admis à concourir plus de trois fois.

2. Le concours consiste en épreuves écrites portant sur les matières ci-après :

Rédaction de procès-verbaux et de rapports sur des affaires de service;

Notions d'arithmétique, de géométrie et de mécanique;

Géographie de la France;

Législation des chemins de fer, notions de droit pénal et d'instruction criminelle.

3. La liste des candidats reçus au concours est dressée par ordre de mérite et soumise au ministre, qui pourvoit aux emplois vacants suivant l'ordre du classement.

4. Les commissaires de surveillance administrative des chemins de fer sont répartis en quatre classes, dont les traitements sont fixés ainsi qu'il suit :

1 ^{re} classe.....	3,200
2 ^e classe.....	2,700
3 ^e classe.....	2,300
4 ^e classe.....	2,000

5. Les commissaires débutent nécessairement par la quatrième classe; nul ne peut être élevé à la classe supérieure s'il ne compte au moins trois ans dans la classe immédiatement inférieure.

6. La proportion des emplois de première et de quatrième classe est fixée de la manière suivante :

Commissaires de 1^{re} classe, 1/6^e au plus du cadre total;
Commissaires de 4^e classe, 2/6^e au moins du cadre total.

7. Indépendamment de leur traitement, les commissaires peuvent recevoir, s'il y a lieu, des indemnités de résidence et des frais de repas et de découchers fixés par arrêté ministériel.

8. L'augmentation des traitements actuels sera immédiatement attribuée aux commissaires de quatrième classe.

Elle sera accordée aux commissaires des trois autres classes, par des décisions spéciales du ministre, au fur et à mesure des disponibilités budgétaires.

Les dispositions relatives aux limites d'âge inscrites au para-

graphes 4 de l'article 1^{er} ne seront applicables qu'à partir du 1^{er} janvier 1897.

9. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28287. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Études et Travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.

Du 4 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 69 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter, pendant l'année 1894, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'État, à l'aide des fonds que ces compagnies mettront à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant, le maximum de cent vingt millions de francs, sur lesquels la somme à constituer sous forme d'avances remboursables en annuités ne pourra excéder elle-même le maximum de cent millions de francs;

Vu les décrets n° 94, 112, 173 et 231 des 15⁽¹⁾ et 30 mars⁽²⁾, 5 mai⁽³⁾ et 28 juin 1894⁽⁴⁾, qui ont ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies, conformément aux conventions annexées auxdites lois du 20 novembre 1883, des crédits additionnels montant à trois millions quatre cent mille francs;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽⁵⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé (n° 17112) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 9 juin 1894, par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, une somme d'un million quatre cent mille francs, pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l'État sur les lignes qui ont été concédées à cette compagnie en vertu de la convention annexée à la loi précitée du 20 novembre 1883;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1625, n° 27941.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1627, n° 28007.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 1631, n° 28085.

⁽⁴⁾ XI^e série, Bull. 1638, n° 28199.

⁽⁵⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 1^{er} juillet 1894.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre LXXV : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours versés par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, en exécution de la convention de 1883, un crédit additionnel d'un million quatre cent mille francs (1,400,000').

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des sommes encaissées par le Trésor, au compte : *Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883*.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : R. POINCARÉ.

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28288. — DÉCRET qui charge le Ministre des Finances de l'intérim du Ministère de la Justice.

Du 8 Septembre 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 10 septembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Poincaré, ministre des finances, est chargé, par intérim, du ministère de la justice.

2. Le ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Pont-sur-Seine, le 8 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. GUÉRIN.

N° 28289. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la juridiction du commissaire de police de Croix (Nord) est étendue à la commune de Wasquehal (Nord). [Paris, 9 Mai 1894.]

N° 28290. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route nationale n° 45, à la traversée de l'ancienne porte du Quesnoy, à Valenciennes (Nord), suivant la direction générale indiquée par des teintes jaune et verte sur le plan visé par l'ingénieur en chef, le 23 août 1893, lequel plan restera annexé au présent décret.

L'ancienne route restera déclassée et remise à la ville de Valenciennes du jour où la nouvelle aura été livrée à la circulation;

2° La dépense à la charge de l'État, évaluée à seize mille six cent cinquante-trois francs quatre-vingt-neuf centimes, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour les rectifications des routes nationales;

3° Il est pris acte des engagements souscrits par le conseil municipal de Valenciennes, dans sa délibération en date du 19 août 1893;

4° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution des travaux, en se conformant aux dispositions des titres 11 et suivants de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

5° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme ~~matte~~ *matte* et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans le délai de cinq ans à dater du présent décret. (Paris, 15 Mai 1894).

N° 28291. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. Georges Claude-Joseph, né le 9 juin 1876, à Paris, y demeurant, mineur sous la tutelle de M. Delvincourt (Pierre-Paul), est autorisé à prendre le nom de Pivier, et à s'appeler légalement, à l'avenir, Pivier (Georges-Claude-Joseph);

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Pont-sur-Seine, 27 Août 1894.)

N° 28292. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. Fonzes (Jules-Henri-Léon-Gabriel), né le 11 avril 1868, à Montpellier

(Hérault), y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Diacon*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Fonzes-Diacon*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'Etat. (*Pont-sur-Seine, 10 Septembre 1894.*)



Certifié conforme :

Paris, le 25 * Septembre 1894.

Le Ministre des Finances,
chargé de l'intérim du Ministère de la Justice,

R. POINCARÉ.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au Ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1642.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28293. — *Loi décidant que des Funérailles nationales seront faites à M. Carnot, Président de la République française.*

Du 29 Juin 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 30 juin 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Des funérailles nationales seront faites à M. Carnot, Président de la République française.

2. Un crédit extraordinaire de cent mille francs (100,000^f) est ouvert à cet effet au budget du ministère de l'intérieur, exercice 1894, chapitre LXXXI : *Funérailles de M. Carnot*, et un crédit extraordinaire de dix mille francs (10,000^f) est ouvert au budget du ministère des Affaires étrangères, exercice 1894, chapitre XXIV : *Cérémonies et services rendus en l'honneur de M. Carnot*.

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Juin 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,
Signé : POINCARÉ.

Le Ministre
des affaires étrangères,
Signé : G. HANOTAUX.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,
Signé : CH. DUPUY.

N° 28294. — *Loi qui autorise le département de la Sarthe à contracter un Emprunt.*

Du 30 Juin 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. Le département de la Sarthe est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-quinze centimes pour cent (3^{fr} 75 p. o/o), une somme de trois millions huit cent mille francs (3,800,000^{fr}), remboursable en trente-quatre années et applicable jusqu'à concurrence :

1° De trois millions six cent mille francs au remboursement par anticipation des emprunts autorisés par les lois des 31 juillet 1867, 11 décembre 1882 et 12 avril 1880, et par la délibération du conseil général en date du 27 août 1887;

2° De vingt mille francs aux travaux des chemins vicinaux;

3° De cent quatre-vingt mille francs pour les chemins ruraux.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de trois millions huit cent mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Juin 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 28295. — DÉCRET relatif à la remise aux Domaines de divers Immeubles militaires en Algérie inutiles au département de la Guerre.

Du 22 Mars 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre,

Vu la loi du 14 janvier 1890 concernant la réorganisation des établissements militaires en Algérie;

Considérant que les immeubles ci-après désignés et situés en Algérie sont dès aujourd'hui inutiles au département de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les immeubles dont la liste suit seront, aussitôt que possible, remis à l'administration des domaines pour être aliénés au mieux des intérêts du Trésor :

	DATE des procès-verbaux des commissions qui ont proposé l'aliénation.
PLACE D'ALGER.	
Ancienne batterie turque n° 4 de l'Ouest.....	23 mars 1892.
Emplacement situé entre la route de Saint-Eugène et la mer.	<i>Idem.</i>
Terrain compris dans les dépendances de l'ancien fort des Anglais.....	<i>Idem.</i>
Ancienne batterie turque n° 5.....	<i>Idem.</i>
Emplacement compris dans les dépendances de la batterie des Consuls.....	<i>Idem.</i>
Terrain rocheux, route Saint-Eugène, en face de la Salpê- trière.....	<i>Idem.</i>
Parcelles de terrain en bordure de la rue Amiral-Pierre.....	10 juin 1893.
PLACE DE BLIDAH.	
Maison mauresque n° 22 et 23.....	14 octobre 1885.
PLACE DE TIZI-OUZOU.	
Terrain de grand-halte de l'Oued-Bougdoura.....	10 juin 1893.
PLACE DE MÉDÉAH.	
Quartier Marey-Monge.....	18 mars 1893.
PLACE DE MILIANAH.	
Pavillon I (lits militaires). — Pavillon H.....	14 octobre 1885.
PLACE DE CHERCHEL.	
Terrains extérieurs en dehors de la zone des fortifications des fronts 1 à 6.....	<i>Idem.</i>
Magasin du génie F.....	<i>Idem.</i>
Réserve militaire intérieure, lots n° 729 à 733 et 737 à 742..	<i>Idem.</i>

DATE
des procès-verbaux
des commissions
qui ont
proposé l'aliénation.

PLACE D'ORLÉANSVILLE.

Anciens glacis, au nord de la place, entre les bastions 12 et 14.....	9 octobre 1885.
Terrain de la Redoute.....	Idem.
Terrain vague attenant aux établissements de l'artillerie.....	Idem.

PLACE DE TÈNÈS.

Magasin des lits militaires (partie non remise à ce service)...	Idem.
Îlot compris entre l'hôpital militaire et le magasin à poudre du bastion n° 5.....	Idem.
Îlot provenant de la rectification des glacis Ouest.....	Idem.

PLACE D'ORAN.

Terrain compris entre la zone des fortifications de l'enceinte de la place, le chemin du Figuier et celui du blockhaus....	13 octobre 1885.
Terrain entre la rue Sainte-Thérèse et la rue Sainte-Marie....	Idem.
Glacis Saint-Philippe, près de la porte de l'atelier n° 3.....	Idem.
Immeuble occupé par les bureaux de la place.....	19 février 1893.

PLACE DE MOSTAGANEM.

Partie de la parcelle n° 486.....	8 octobre 1885.
Partie de la parcelle 494.....	Idem.
Pépinière du génie.....	Idem.
Jardin de la subdivision.....	Idem.
Terrain voisin de l'hôpital militaire (partie de la parcelle 599).....	Idem.

PLACE DE MASCARA.

Bâtiments et terrain C de l'Argoule.....	11 octobre 1885.
Bâtiment L (rue d'Oran).....	Idem.
Terrain derrière la sous-intendance.....	Idem.

PLACE DE SIDI-BEL-ABBÈS.

Parcelle O (square Pasteur, bande de vingt-cinq mètres de largeur réservée au sud).....	10 octobre 1885.
---	------------------

CHEFFERIE DU GÉNIE DE CONSTANTINE.

Pavillons P et Q de l'intendance, à Constantine.....	2 septembre 1893.
Terrain de campement de Suab.....	21 mars 1897.
Terrain de campement de Bordj-Mamra.....	Idem.
Ancien parc au bois.....	4 novembre 1893.
Parcelle n° 130 (talus de l'ancienne route de Batna).....	Idem.
Partie nord du lot n° 21 des affermage militaires (deux parcelles séparées par un chemin).....	Idem.
Parcelle située entre la route de Philippeville, la zone extérieure des fortifications et la limite nord des remblais du Coudiat-Aty.....	Idem.

CHEFFERIE DU GÉNIE DE PHILIPPEVILLE.

	DATE des procès-verbaux des commissions qui ont proposé l'aliénation.
Grand'halle de Ain-Kétrio	13 octobre 1885.
Champ de bivouac de Sidi-Beckkrouch	<i>Idem.</i>
Champ de bivouac de Chubet Fedj-Sério	<i>Idem.</i>
Grand'halle d'Ain-el-Ombra	<i>Idem.</i>
Champ de bivouac de Medj-el-Affra	<i>Idem.</i>
Grand'halle de Kokina (Bahlil)	<i>Idem.</i>
Grand'halle d'Ain-Mélah	<i>Idem.</i>
Champ de bivouac de Bir-Séniaç (Bir El-Mouhabel)	<i>Idem.</i>
Champ de bivouac de Raz-Moudjer	<i>Idem.</i>
Terrain d'accès de l'îlot des Singes	<i>Idem.</i>
Champ de bivouac d'El-Kerba	21 mars 1892.
Grand'halle de Sidi-Kamber	<i>Idem.</i>
Grand'halle de Ben-Bazil	<i>Idem.</i>

CHEFFERIE DU GÉNIE DE BONE.

Terrain entre la route d'Hippone et le champ de manœuvres..	12 octobre 1885.
Terrain en avant du front 31-32 au-dessus de la zone exté- rieure des fortifications	<i>Idem.</i>
Terrain compris entre la zone des fortifications et les batteries haute et basse du Lion	<i>Idem.</i>
Batterie de la baie des Coraillleurs	27 décembre 1892.
Partie de la batterie de l'anse des Coraillleurs (parcelle n° 209)	<i>Idem.</i>
Terrain de campement de l'Oued-El-Batan	30 octobre 1891.
Terrain de campement d'Ain-Djemel	<i>Idem.</i>
Terrain de campement d'Ain-Saboun	<i>Idem.</i>
Terrain de campement de Bordj-Ali-Bey	<i>Idem.</i>
Terrain de campement d'Ain-Kseiba	<i>Idem.</i>
Terrain de campement de Sidi-El-Amici	<i>Idem.</i>
Terrain de campement d'Ain-Bakbaka	<i>Idem.</i>
Terrain de campement de Fidj-Felkoun	<i>Idem.</i>
Terrain de campement de Mexna	<i>Idem.</i>

CHEFFERIE DU GÉNIE DE BOUGIE.

Glacis du fort Barral et terrain longeant le rempart depuis l'ancienne Porte Fatma jusqu'à l'axe de l'esplanade du Fort- Barral	13 octobre 1885.
Partie du terrain de l'ancienne enceinte sarrazine en dehors de l'enceinte	<i>Idem.</i>

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 Mars 1894.

Signé: CARNOT.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 28296. — DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce d'Alger à établir et à administrer un Outillage public sur les quais du Port d'Alger.

Du 5 Juin 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 20 juin 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu, avec le projet y annexé, les délibérations de la chambre de commerce d'Alger, notamment la délibération, en date du 26 juillet 1893, par laquelle la chambre de commerce sollicite la concession d'un outillage public sur les quais du port d'Alger;

Vu le cahier des charges dressé par les ingénieurs du service maritime du département d'Alger et destiné à régir la concession dont il s'agit;

Vu le dossier de l'enquête d'utilité publique ouverte sur les taxes dont la chambre de commerce sollicite l'institution à son profit, notamment l'avis de la commission d'enquête, en date du 13 octobre 1892;

Vu le dossier de l'instruction mixte ouverte sur le projet de construction d'un hangar et, notamment, la lettre du ministre de la guerre, en date du 1^{er} septembre 1893;

Vu les rapports des ingénieurs, en date des 26 octobre-6 décembre 1893 et 30 septembre 1893;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 6 mars et 23 novembre 1893;

Vu les lettres du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date des 2 juin et 24 décembre 1893;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 23 mars 1894;

Vu le décret du 3 septembre 1851 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce d'Alger est autorisée à établir et à administrer, conformément aux clauses et conditions stipulées au cahier des charges annexé au présent décret, un outillage public sur les quais du port de ladite ville.

2. Les comptes et budgets relatifs à l'établissement et à l'administration de cet outillage formeront des comptes et des budgets spéciaux.

Ces comptes et budgets comprendront en outre toutes les dépenses et recettes faites par la chambre de commerce à l'occasion des services publics entretenus ou subventionnés par elle, avec approbation de l'autorité compétente, dans l'intérêt de l'exploitation du port.

Ils seront définitivement approuvés par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, conformément à l'ar-

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 442, n° 3239.

Article 17 du décret susvisé du 3 septembre 1851, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce, après avis du ministre des travaux publics.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

OBJET DE L'AUTORISATION.

Objet de l'autorisation.

ART. 1^{er}. L'outillage que la chambre de commerce d'Alger est autorisée à établir et à administrer dans le port d'Alger, aux conditions déterminées par le présent cahier des charges, comprend des grues ou des treuils hydrauliques ou à vapeur pour le chargement ou le déchargement des navires, pour la manutention des marchandises sur les quais, pour le mâtage et le démâtage des navires; des hangars avec ou sans étage pour abriter les marchandises, avec les engins de levage nécessaires pour desservir l'étage.

Nature de l'autorisation.

2. L'autorisation ne constitue aucun privilège en faveur du permissionnaire.

L'usage des appareils et des hangars est toujours facultatif pour le public, et il est subordonné aux nécessités du service général du port, dont l'administration est seule responsable.

Les quais sur lesquels ils sont installés restent affectés à l'usage libre du public, sous l'autorité exclusive de la police du port.

L'administration se réserve le droit d'établir et d'autoriser toute autre personne à employer ou à mettre à la disposition du public tels appareils, engins ou abris qu'elle jugera convenable, sans que le permissionnaire puisse élever aucune réclamation.

TITRE II.

EXÉCUTION DES TRAVAUX ET ENTRETIEN.

Nombre et nature des appareils autorisés.

3. Les engins et abris que le permissionnaire est tenu, dès maintenant, d'établir et d'administrer sont les suivants :

Quatre grues fixes existantes (une de vingt tonnes, deux de cinq tonnes, une de une tonne de force);

2° Deux grues fixes non encore établies de deux tonnes chacune;

3° Des hangars couvrant une surface d'environ trois mille six cents mètres carrés (3,600^{m²}) et comprenant un rez-de-chaussée et un étage avec l'outillage de levage nécessaire.

Emplacements.

4. L'emplacement définitif des hangars et des appareils fixes, les dispositions et le tracé des voies ferrées destinées au déplacement des appareils mobiles, l'emplacement des bâtiments annexes pour machines à vapeur, accumulateurs d'eau comprimée et bureaux, le tracé des conduites d'eau et de gaz, sont déterminés par le ministre des travaux publics, sur la proposition du permissionnaire, lors de la présentation des projets d'exécution prescrits par l'article 5 ci-après.

Projets d'exécution.

5. Le permissionnaire est tenu de soumettre au ministre des travaux publics les projets d'exécution ou de modification de tous les ouvrages ou engins à installer.

Ces projets doivent comprendre tous les plans et dessins et les mémoires explicatifs nécessaires pour bien spécifier les constructions à faire.

Le ministre des travaux publics a le droit de prescrire les modifications qu'il juge nécessaires pour assurer la liberté et la sécurité des quais ainsi que la conservation des ouvrages du port.

Il peut prescrire que certaines parties des hangars soient disposées de manière à être fermées la nuit par mesure de sécurité, et que certaines parties couvrent les voies ferrées affectées au stationnement des wagons de chemin de fer en cours de chargement ou de déchargement le long des terre-pleins des quais.

Exécution des travaux.

6. Le permissionnaire doit exécuter les travaux conformément aux projets qu'il a présentés et avec les modifications prescrites par le ministre des travaux publics.

Tous les ouvrages doivent être exécutés en matériaux de bonne qualité, mis en œuvre suivant les règles de l'art.

Entretien des ouvrages.

7. Les ouvrages établis par le permissionnaire doivent être constamment entretenus en bon état par ses soins, de façon à toujours convenir parfaitement à l'usage auquel ils sont destinés.

Le permissionnaire doit tenir constamment propres les abords des grues fixes, les voies de roulement des grues mobiles et leurs abords, ainsi que l'intérieur des hangars.

Si l'entretien est négligé sur quelques points par le permissionnaire, il y sera pourvu d'office à la diligence des ingénieurs du port, à la suite d'une mise en demeure adressée par le préfet et restée sans effet. Le montant des avances faites par le service du port sera remboursé par le permissionnaire au moyen de rôles rendus exécutoires par le préfet.

Responsabilité vis-à-vis des tiers.

8. Le permissionnaire est responsable, vis-à-vis des tiers, de la réparation des dommages provenant du défaut de solidité ou d'entretien des constructions et engins.

Frais de construction et d'entretien.

9. Tous les frais de premier établissement, de modification et d'entretien sont à la charge du permissionnaire.

Sont également à sa charge les frais des changements qu'il peut être autorisé par le ministre des travaux publics à apporter aux ouvrages du port, aux becs de gaz, aux câbles d'amarrage, etc.

Pavages.

10. Le permissionnaire a à sa charge la construction et l'entretien des pavages dans l'intervalle compris entre les rails servant au déplacement des grues mobiles, et sur une bande de cinquante centimètres (0^m 50) de largeur de chaque côté de la voie.

Il en est de même des pavages, dallages ou bétonnages de la surface couverte par les hangars, à l'exception des parties restant affectées à la circulation ordinaire des voitures.

Avant la mise en service des grues mobiles et des hangars, il sera dressé un procès-verbal contradictoire de reconnaissance des pavages exécutés et à entretenir par le permissionnaire.

Indemnités aux tiers.

11. Le permissionnaire a à sa charge, sauf son recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers par suite de l'exécution, de l'entretien ou du fonctionnement des ouvrages autorisés.

Règlements de voirie.

12. Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements de voirie existants ou à intervenir, notamment en ce qui concerne les travaux à exécuter sur la voie publique, en vue de l'établissement ou de l'entretien des voies ferrées, des tuyaux d'eau et de gaz et tous autres appareils.

Ces travaux doivent être effectués avec la plus grande activité et avec toutes les précautions qui seront prescrites, de façon à gêner le moins possible la circulation.

Aussitôt qu'ils seront terminés, la chaussée sera rétablie en bon état, par les soins du permissionnaire et à ses frais.

Effets du libre usage de la voie publique.

13. Le permissionnaire n'est admis à réclamer aucune indemnité à raison des dommages que le roulage ordinaire causerait aux voies ferrées et aux autres ouvrages fixes, qui ne doivent former aucun obstacle à la circulation publique.

Il ne peut non plus élever contre l'administration aucune réclamation en raison de l'état des chaussées et terre-pleins des quais ou de l'influence que cet état exercerait sur l'entretien et le fonctionnement de ses ouvrages, ni en raison du trouble ou des interruptions de service qui résulteraient pour ses divers engins, soit de mesures temporaires d'ordre et de police prises par le service du port, soit de travaux exécutés sur le domaine public tant par l'administration que par les particuliers régulièrement autorisés, ni en raison d'une cause quelconque résultant du libre usage de la voie publique.

Délais d'exécution.

14. Le permissionnaire devra avoir terminé dans les délais ci-après les travaux de premier établissement des appareils et des hangars qui font l'objet de la présente autorisation.

Les deux grues fixes non encore établies le seront dans un délai de trois mois à compter du jour où le décret d'autorisation aura été rendu.

Les hangars prévus à l'article 3 seront terminés à partir de la même date, savoir :

La première moitié, dans un délai de douze mois ;

La seconde moitié, six mois plus tard.

Contrôle de la construction et de l'entretien.

15. Les travaux de premier établissement, de modification et d'entretien sont exécutés sous le contrôle et la surveillance des ingénieurs du port.

A mesure que les travaux de premier établissement seront terminés, chaque abri, appareil ou groupe susceptible d'être utilisé isolément fera l'objet d'un procès-verbal de récolement dressé par les ingénieurs, sur la demande du permissionnaire, et le préfet, sur le vu de ce procès-verbal, en autorisera, s'il y a lieu, la mise en service.

Insuffisance des installations.

16. Lorsque le nombre des engins ou l'étendue des hangars ne seront plus suffisants pour les besoins du commerce, la chambre de commerce sera tenue de les augmenter par l'établissement et la mise en service d'engins supplémentaires de même nature ou de hangars nouveaux, dans la mesure reconnue nécessaire à la bonne exploitation du port par les ministres des travaux publics et du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, d'accord avec la chambre de commerce, ou, à défaut de cet accord, par un décret rendu en Conseil d'État, après enquête, sur le rapport des ministres des travaux publics et du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

TITRE III.

ADMINISTRATION.

Police des quais et du port.

17. L'autorisation ne confère au permissionnaire aucun droit d'intervention dans le placement des navires aux quais outillés par lui, dans le déplacement de ces navires, dans la police de grande voirie, dans celle de la circulation ou de l'usage des quais.

Ordre d'admission à l'usage des engins de manutention.

18. Les engins de chargement et de déchargement sont mis à la disposition des navires suivant l'ordre des demandes.

Les demandes sont inscrites, à cet effet, dans l'ordre et à la date de leur production, sur des registres à souche tenus par les soins du permissionnaire.

Ces registres sont communiqués sans déplacement à toutes les personnes intéressées à en prendre connaissance.

Si un navire inscrit ne se présente pas à son rang, il prend le premier tour dont il est en mesure de profiter.

Les bâtiments appartenant à l'État ou employés au service de l'État ont la priorité sur tous les autres pour l'usage des engins. Ils ne sont pas astreints aux inscriptions prévues ci-dessus. En cas d'urgence et sur la réquisition du capitaine du port, les engins employés par d'autres navires peuvent être enlevés à ces navires pour être affectés immédiatement aux opérations des bâtiments appartenant à l'État ou employés au service de l'État.

Obligations du permissionnaire en ce qui concerne les engins.

19. Le permissionnaire est tenu de donner ses appareils en location au public, à l'heure ou à la journée, avec la force motrice et les mécaniciens nécessaires pour faire fonctionner les appareils à vapeur et hydrauliques, non seulement pendant les jours et heures réglementaires du travail de la douane, mais encore en dehors de ces périodes, de jour et de nuit, quand ce travail aura été autorisé par la douane, sur la demande de la personne qui devra faire usage des appareils.

Obligations des usagers.

20. Ceux qui font usage des engins du permissionnaire doivent employer pour le déchargement et l'embarquement des marchandises, ainsi que pour leur arrimage à fond de cale ou sur les wagons, et en général pour la manutention des marchandises, un nombre d'hommes suffisant pour accélérer le travail et ne pas laisser chômer l'engin; faute de quoi il peut être immédiatement mis à la disposition du premier des inscrits suivants qui est en situation de l'utiliser.

Les grues ne peuvent être employées à soulever un poids supérieur à leur force. Toute avarie occasionnée par l'emploi de poids supérieurs reste à la charge des personnes qui ont fait usage des grues.

Ceux qui veulent travailler en dehors des jours et heures réglementaires du travail de la douane doivent en faire la déclaration écrite au moins six heures avant le com-

commencement du travail supplémentaire, en produisant, s'il y a lieu, l'autorisation de la douane.

Surveillance des appareils.

21. Les engins fixes ou mobiles donnés en location ne peuvent travailler que sous la surveillance d'un agent du permissionnaire, dont le salaire est compris dans la taxe de location.

Suspension des opérations.

22. Si l'agent chargé de la surveillance trouve qu'il y a danger ou inconvénient à continuer le travail au moyen des engins du permissionnaire, ou si ces engins doivent être déplacés par ordre des ingénieurs ou des officiers de port, les locataires doivent immédiatement suspendre les opérations jusqu'à ce que tout soit remis en bon ordre, sans avoir droit à aucune indemnité, même si l'interruption de travail est occasionnée par un défaut des engins mis à leur disposition.

Mais, dans ce dernier cas, ils ne payent que le temps pendant lequel ils ont pu faire usage de ces engins.

Usage des hangars.

23. Le rez-de-chaussée des hangars est exclusivement affecté à abriter la marchandise immédiatement avant son embarquement ou après son débarquement.

Il peut être fermé pendant la nuit par mesure de sécurité, mais il reste ouvert pendant le jour. Le permissionnaire ne peut s'opposer à la libre circulation du public pendant le jour. Le sol de ce rez-de-chaussée reste soumis au régime légal de la grande voirie, sous réserve seulement de la perception, par le permissionnaire, des taxes établies pour le dépôt et la manutention des marchandises. Le paiement de ces taxes ne donne pas au public le droit de laisser stationner les marchandises au rez-de-chaussée des hangars, ou les navires devant les quais munis de hangars au delà des délais fixés, soit par les règlements généraux de police du port, soit par les arrêtés préfectoraux pris en vertu de l'article 25 ci-après.

Dans le cas où ces délais seraient dépassés, les officiers de port pourraient prendre les mesures prévues par les règlements généraux de police du port.

Le premier étage est destiné à recevoir les marchandises admises à stationner dans les dépendances du port pendant une période plus longue. Toutefois, la charge maximum par mètre carré et les poids indivisibles ne peuvent y dépasser certains chiffres arrêtés par le ministre des travaux publics lors de l'approbation des projets d'exécution.

Ces chiffres ne peuvent être inférieurs à sept cents kilogrammes (700^k) pour la charge par mètre carré et à huit cents kilogrammes (800^k) pour le poids des masses indivisibles.

Éclairage et surveillance.

24. Le permissionnaire est tenu d'éclairer les hangars pendant la nuit et d'entretenir à ses frais un nombre de gardiens suffisant pour assurer la régularité du service.

Mais la garde et la conservation des marchandises placées sous les hangars ne sont point à sa charge, et aucune responsabilité ne pèse sur lui pour la perte ou le dommage ne résultant pas de son fait ou de celui de ses agents.

Règlements du port et mesures de police.

25. Le permissionnaire est soumis aux règlements du port.

Il doit se conformer aux arrêtés que prend le préfet, le permissionnaire entendu, pour réglementer, dans l'intérêt de la sécurité publique, du bon ordre dans l'exploitation du port et du bon emploi des ouvrages de l'État, le stationnement, les mouvements et le fonctionnement des engins établis sur le domaine public.

Il est tenu de déplacer momentanément ses engins, loués ou non, toutes les fois qu'il en est requis, soit par les officiers de port pour les besoins de l'exploitation du port, soit par les ingénieurs du port pour les réparations à exécuter aux ouvrages de l'État.

Ces déplacements sont ordonnés verbalement aux agents du permissionnaire, qui doivent obtempérer immédiatement aux injonctions des officiers de port et des ingénieurs; faute de quoi, lesdits agents sont personnellement passibles de procès-verbaux

de contraventions à la police de la grande voirie, et il est procédé d'office à l'exécution des ordres des officiers de port et des ingénieurs, aux frais des contrevenants, sans recours contre le permissionnaire civilement responsable.

Mesures de détail.

26. Les mesures de détail relatives à l'application du présent cahier des charges, en ce qui concerne notamment les obligations respectives du permissionnaire et des personnes qui font usage de ses appareils et de ses hangars, ainsi que les mesures de détail relatives à l'application des tarifs, sont arrêtées par le préfet, le permissionnaire entendu.

Agents du permissionnaire.

27. Les agents et gardiens que le permissionnaire emploie pour la surveillance et la garde des ouvrages autorisés peuvent être commissionnés par le préfet et assermentés devant le tribunal de première instance.

Ils sont, dans ce cas, assimilés aux gardes des particuliers.

Ils ont des signes distinctifs de leurs fonctions.

Sous-traités.

28. Le permissionnaire peut, avec le consentement du ministre des travaux publics, confier à des entrepreneurs agréés par lui l'exploitation de tout ou partie de ses appareils et abris et la perception des taxes fixées par le tarif; mais, dans ce cas, il demeure personnellement responsable, tant envers l'administration qu'envers les tiers, de l'accomplissement de toutes les obligations que lui impose le présent cahier des charges.

Contrôle de l'administration.

29. L'administration des appareils ou engins et hangars autorisés est faite sous le contrôle et la surveillance des ingénieurs du port.

TITRE IV.

TARIFS.

Durée.

30. Pour indemniser le permissionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira toutes les obligations, le Gouvernement lui accorde le droit de percevoir, pendant toute la durée de l'autorisation, pour l'usage de ses appareils et abris, des taxes dont le montant est déterminé par des tarifs établis conformément aux dispositions ci-après.

Taxes maxima.

31. Les taxes maxima qui peuvent être perçues à partir de la mise en service des appareils et des hangars sont les suivantes :

Grues fixes de 1,000 à 2,000 kilogrammes, par heure.....	1 ^{fr} 00 ^c
Grues fixes de 5,000 kilogrammes, par heure.....	2 50
Grues fixes de 20,000 kilogrammes, par heure.....	5 00

A. — Rez-de-chaussée des hangars.

Taxe par jour et par mètre carré :

Du premier jour au troisième jour.....	0 08
Du quatrième jour au huitième jour....	0 10
Du neuvième jour au douzième jour.....	0 15
Au delà du douzième jour.....	0 25

B. — Étage.

Taxe par jour et par mètre carré..... 0' 04"

Toutefois, en cas d'encombrement, les emplacements au premier étage pourront être loués aux enchères, sur cahier des charges rédigé par la chambre de commerce et approuvé par le ministre des travaux publics, pour une durée de six mois au moins; la mise à prix sera calculée sur une taxe égale ou supérieure à celle indiquée ci-dessus et les emplacements loués aux enchères ne pourront pas faire l'objet de sous-locations.

Dans tous les cas, l'usage des appareils de levage nécessaires pour l'exploitation du premier étage est compris dans le prix de la location.

Application du tarif des engins.

32. Les taxes pour l'usage des engins sont dues par celui qui a fait la demande prévue à l'article 18 ci-dessus.

Lorsque les appareils sont donnés en location à l'heure ou à la demi-journée, toute demi-journée commencée est due; néanmoins l'engin est retiré par les agents du permissionnaire dès que le travail est terminé.

Le prix de la première heure ou de la première demi-journée est payé d'avance, à titre d'arrhes, lors de la demande d'un engin.

Frais compris dans les taxes, en cas de location à l'heure ou à la journée.

33. Le permissionnaire a à sa charge la fourniture de l'engin et de ses accessoires, le graissage et les frais accessoires relatifs à son fonctionnement, plus, pour les appareils à vapeur et hydrauliques, la fourniture de la force motrice nécessaire pour les actionner et les frais de conduite, et enfin, dans le cas des engins roulants ou flottants, les frais de la première approche et du départ définitif de l'engin.

Tous les autres frais de manœuvre, les déplacements de l'engin effectués au cours des opérations, sur la demande du locataire ou sur l'ordre des officiers de port ou des ingénieurs, l'accrochage, le décrochage, l'approche et la manutention des colis et des mâts, ainsi que la fourniture des chaînes et cordages pour saisir les colis et les mâts, sont à la charge du locataire.

34. (Pour mémoire.)

Application du tarif des hangars.

35. La taxe est due pour toute marchandise déposée ou manutentionnée sous les hangars.

La durée du séjour pour lequel elle est due est évaluée en jours, sans déduction des jours non ouvrables. Les jours se comptent de minuit à minuit, et toute journée commencée donne lieu à la perception du prix fixé pour la journée entière.

Toute fraction d'un mètre carré occupé donne lieu à la perception de la taxe pour un mètre carré.

Assurances.

36. Les taxes ne comprennent aucune assurance contre les incendies ou contre les avaries et aucune garantie contre le vol.

Les risques de perte, d'incendie ou d'avarie, lorsque ces accidents ne seront pas couverts par les agents du permissionnaire, restent à la charge des intéressés, sous réserve de l'application de l'article 8 du présent cahier des charges.

Recouvrement des taxes d'occupation.

37. Les taxes pour l'usage des hangars sont dues par le propriétaire ou le consignataire des marchandises déposées, ou, si le propriétaire et le consignataire sont inconnus, par le déclarant en douane, et à défaut de déclarant, par l'auteur du dépôt de la marchandise.

Le permissionnaire peut s'opposer à l'enlèvement de la marchandise jusqu'au paiement du montant des taxes et, s'il y a lieu, du montant des frais d'enlèvement et de

magasinage des marchandises enlevées d'office par le permissionnaire, sur l'ordre des officiers de port, après l'expiration des délais de séjour réglementaires.

Perception des taxes. — Abonnements.

38. La perception doit être faite d'une manière égale pour tous, sans aucune faveur. Toute convention contraire à cette clause est nulle de plein droit.

Toutefois cette clause ne s'applique pas aux traités qui pourraient intervenir entre le permissionnaire et l'État, dans l'intérêt des services publics de l'État.

Il peut, en outre, être établi des abonnements à prix réduits en faveur des lignes régulières de navigation jouissant d'une place à quai spéciale en vertu d'arrêtes préfectoraux intervenus ou à intervenir. Le tarif de ces abonnements doit être soumis à l'homologation du ministre des travaux publics. Toute réduction de taxe ou tout avantage consenti par abonnement en faveur d'une ligne régulière doit être accordé de droit à toute autre ligne régulière qui se soumet aux mêmes conditions.

Abaissements de taxes.

39. Le permissionnaire peut, s'il le juge convenable, abaisser les taxes au-dessous des limites déterminées par les tarifs maxima.

Les taxes ainsi abaissées ne peuvent être relevées qu'après un délai de trois mois.

Toute modification des tarifs est portée à la connaissance du public par des affiches placardées au moins quinze jours avant l'époque fixée pour la mise à exécution.

La perception des tarifs modifiés ne peut avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics.

Contrôle des perceptions.

40. Les tarifs en vigueur à toute époque sont portés à la connaissance du public au moyen d'affiches apposées d'une manière très apparente, le plus près possible des appareils, sur les hangars mêmes et aux endroits qui sont indiqués par le capitaine de port.

Le permissionnaire est responsable de la conservation de ces affiches et les remplace toutes les fois qu'il y a lieu.

L'état des perceptions est constaté par un registre à souche, avec indication détaillée, sur la souche comme sur le reçu détaché, de toutes les perceptions opérées.

Ce registre doit être représenté à toute réquisition aux ingénieurs du port, qui en contrôlent la tenue.

TITRE V.

REVISION DES TARIFS ET AFFECTATION DES RECETTES.

Compensation des recettes et des dépenses.

41. L'ensemble des comptes et budgets spéciaux mentionnés à l'article 2 du décret auquel est annexé le présent cahier des charges ne doit être, pour la chambre de commerce, l'objet d'aucun bénéfice ni d'aucune perte.

Revision des tarifs maxima.

42. Afin d'assurer et de maintenir la compensation entre les recettes et les dépenses, les tarifs maxima spécifiés à l'article 31 peuvent être révisés soit d'office, soit sur la demande du permissionnaire.

Cette revision peut être appliquée à tout tarif maximum qui a été en vigueur pendant cinq années consécutives au moins.

Toutefois, et par exception, il suffit d'une année entière durant la première période quinquennale à partir du décret d'autorisation.

Toute revision consistant en un abaissement de tarifs maxima accepté par le permissionnaire est approuvée par le ministre des travaux publics, après avis du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Toute revision comportant des abaissements qui ne seraient pas consentis par le permissionnaire est ordonnée par décret délibéré en conseil d'État.

Toute revision comportant des relèvements est effectuée en la forme suivie pour la présente autorisation.

La revision des tarifs maxima entraîne de plein droit l'annulation des taxes abaissées qui auraient été mises en vigueur en vertu de l'article 39.

Les taxes inférieures aux nouveaux maxima, qui auraient été antérieurement établies, ne continuent, en conséquence, à être perçues que si elles ont été de nouveau l'objet de propositions du permissionnaire et de l'homologation ministérielle.

Emploi des taxes.

43. Le produit des taxes est exclusivement employé par ordre de priorité :

1° A solder les dépenses relatives à l'administration et à l'entretien des ouvrages fixes et du matériel;

2° A solder les dépenses relatives au remplacement, après usure, des ouvrages fixes et du matériel;

3° A concourir à l'amortissement du capital de premier établissement;

4° A constituer un fonds de réserve suffisant pour mettre le permissionnaire en mesure de satisfaire à ses obligations, de supporter les responsabilités qui lui incombent et de perfectionner l'outillage.

Jusqu'à l'amortissement complet du capital de premier établissement, le permissionnaire ne peut, sans l'autorisation des ministres des travaux publics et du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, prélever annuellement sur le produit des taxes une somme supérieure à dix mille francs (10,000') pour la constitution du fonds de réserve.

Ce fonds de réserve cesse de s'accroître lorsqu'il a atteint un chiffre maximum fixé par les ministres des travaux publics et du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. La totalité des recettes disponibles après le prélèvement des sommes nécessaires pour payer les dépenses prévues aux paragraphes 1 et 2 est alors affectée à l'amortissement du capital engagé.

Lorsque le capital de premier établissement sera complètement amorti, si le fonds de réserve présente une importance suffisante, il devra être procédé à la revision des tarifs, conformément aux dispositions de l'article précédent.

Le permissionnaire ne peut employer le fonds de réserve qu'aux besoins des entreprises figurant aux comptes et budgets spéciaux mentionnés à l'article 41. Il doit, pour en disposer, obtenir, dans chaque cas, l'assentiment préalable des ministres des travaux publics et du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, excepté dans le cas où le fonds de réserve serait employé à solder des indemnités au payement desquelles le permissionnaire aurait été condamné par justice à raison de faits relatifs à son administration.

Budgets et comptes. — Communication aux ingénieurs du port.

44. Afin d'assurer l'exécution des prescriptions des articles 41, 42 et 43 ci-dessus et de l'article 2 du décret d'autorisation, la chambre de commerce doit communiquer aux ingénieurs du port, dans les six premiers mois de chaque année, le projet du budget spécial de l'année suivante et le compte spécial des recettes et dépenses d'établissement et d'exploitation de l'année précédente.

Liquidation d'emprunts en cas de retrait d'autorisation ou de suppression d'ouvrages.

45. En cas de retrait de l'autorisation ou de suppression d'ouvrages ordonnés en exécution de l'article 51 ci-après, il sera pourvu, par décret délibéré en conseil d'État, aux moyens de faire face aux charges des emprunts qui auraient pu être contractés par le permissionnaire.

Services accessoires.

46. En dehors des tarifs fixés au titre IV, le ministre des travaux publics, sur la proposition du permissionnaire, arrête annuellement les taxes relatives aux services accessoires non prévus au présent cahier des charges, dont le permissionnaire viendrait à se charger dans l'intérêt de la bonne exploitation du port.

TITRE VI.

DURÉE ET RETRAIT DE L'AUTORISATION, SUPPRESSION TOTALE OU PARTIELLE DES INSTALLATIONS.

Durée de l'autorisation.

47. La durée de l'autorisation est fixée à cinquante ans à partir de la date du décret auquel le présent cahier des charges est annexé.

Retrait de l'autorisation.

48. Faute par le permissionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, il encourra le retrait de l'autorisation.

Le retrait sera prononcé, s'il y a lieu, après mise en demeure, par décret rendu en Conseil d'État, sur le rapport du ministre des travaux publics, le permissionnaire entendu.

Retour à l'État lors du retrait ou à l'expiration de l'autorisation.

49. Par le seul fait de la notification du décret prononçant le retrait de l'autorisation, ou à l'expiration de la cinquantième année et par le seul fait de cette expiration, l'État se trouvera subrogé à tous les droits du permissionnaire. Il entrera immédiatement en possession de tous les appareils et de leurs accessoires, ainsi que de tous les ouvrages mobiliers ou immobiliers établis sur le domaine public ou sur le domaine de l'État et de toutes les dépendances immobilières. Le permissionnaire sera tenu de lui remettre ces ouvrages en bon état d'entretien.

En ce qui concerne les ustensiles et objets mobiliers qui seraient nécessaires au fonctionnement des appareils, l'État sera tenu, si le permissionnaire le requiert, de reprendre tous ces objets sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts, et réciproquement, si l'État le requiert, le permissionnaire sera tenu de les céder de la même manière.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le Gouvernement déciderait que les engins et abris doivent être maintenus en totalité ou en partie.

Dans le cas, au contraire, où le Gouvernement déciderait que les engins et abris doivent être supprimés en tout ou en partie, ces engins et abris seront enlevés et les lieux seront remis dans l'état primitif, aux frais du permissionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Interruption de service.

50. Dans le cas d'interruption partielle ou totale des services confiés au permissionnaire, le ministre des travaux publics prendra immédiatement, aux frais et risques du permissionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le retrait de l'autorisation ou jusqu'à ce que le permissionnaire se soit remis en mesure de continuer ses opérations.

Suppression partielle ou totale d'installations.

51. Dans le cas où, à une époque quelconque, il serait reconnu nécessaire, dans l'intérêt public, de supprimer soit momentanément, soit définitivement, une partie ou la totalité de ses installations, le permissionnaire devra, à la première réquisition de l'administration supérieure, évacuer les lieux et les remettre dans leur état primitif.

Faute par lui de se conformer à cette obligation dans un délai de six mois à dater de la réquisition, il sera procédé d'office et à ses frais à l'exécution des travaux nécessaires.

Cette suppression ne donnera lieu à aucune indemnité. Elle ne pourra être prononcée que dans les formes suivies pour la présente autorisation, à moins qu'elle ne résulte d'un projet d'amélioration du port, déclaré d'utilité publique par un décret ou par une loi.

Déplacement d'ouvrages accessoires.

52. Les dispositions de l'article précédent ne s'appliquent pas à la suppression partielle ou au déplacement des égouts, des tuyaux de conduite d'eau et de gaz posés sous le sol du domaine public et, en général, des ouvrages fixes accessoires qui peuvent être démontés et reposés sur un autre emplacement.

Il suffit que le préfet ordonne, sur l'avis de l'ingénieur en chef du service maritime, la suppression et le déplacement de tel groupe déterminé de ces ouvrages, pour que le permissionnaire soit tenu d'exécuter cet ordre à ses frais et sans indemnité dans les délais prescrits; faute de quoi, l'administration procède d'office à l'exécution, aux frais du permissionnaire.

Il en est de même pour les déplacements définitifs des engins mobiles, roulants ou flottants sur le domaine public, qu'il serait reconnu utile par le préfet d'exclure d'un quai ou d'un bassin déterminé.

TITRE VII.

CLAUSES DIVERSES.

Bureau du permissionnaire.

53. La chambre de commerce aura un bureau situé à proximité des quais; elle fera, si elle en est requise, choix d'un agent qui logera dans le bâtiment affecté audit bureau et aura qualité pour recevoir en son nom toutes les notifications administratives.

Établissement de grues par des tiers.

54. Dans le cas où l'administration, usant de la faculté qu'elle s'est réservée par l'article 2, autoriserait l'établissement de nouvelles grues, le permissionnaire devra laisser les propriétaires de ces grues user des voies ferrées qu'elle aura installées, sous la condition de contribuer dans une juste mesure aux frais d'établissement et d'entretien desdites voies.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des voies, il est statué par le ministre des travaux publics, le permissionnaire entendu.

Les grues qui seraient établies ultérieurement par des tiers devraient d'ailleurs être disposées et exploitées de manière à ne pas gêner la manœuvre des grues du permissionnaire.

55. (Pour mémoire.)

Redevance.

56. Le permissionnaire payera à l'État, pour l'occupation des terrains du domaine public sur lesquels seront établis ses appareils, ses hangars et leurs dépendances, une redevance annuelle d'un franc (1^r) qui sera versée d'avance, au 1^{er} janvier de chaque année, entre les mains du receveur des domaines, à Alger.

Cette redevance sera exigible à partir du 1^{er} janvier qui suivra la date du décret d'autorisation.

Elle pourra être révisée tous les cinq ans.

Frais d'impression et d'enregistrement.

57. Les frais d'impression et d'enregistrement de toutes les pièces relatives à la présente autorisation, ainsi que les impôts y afférents, restent à la charge du permissionnaire.

Vu pour être annexé au décret en date de ce jour.

Paris, le 5 juin 1894.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

Enregistré à Alger, le 13 juillet 1894, folio 32, case 13. Reçu un franc soixante-cinq centimes, décimes compris.

N° 28297. — *DÉCRET concernant des transports de Crédits du Budget général de l'exercice 1894 entre le Ministère des Colonies et le Ministère de la Marine.*

Du 18 Juin 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 22 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 4 septembre 1889⁽¹⁾, relatif aux transports de crédits du budget général de l'exercice 1890, entre le ministère de la marine et le ministère du commerce, de l'industrie et des colonies (Troupes coloniales);

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu le décret du 20 mars 1894⁽²⁾, transportant du ministère du commerce, de l'industrie et des colonies au ministère des colonies les crédits du budget colonial;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 21 mai 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} avril 1894, les diverses allocations acquises pendant les traversées de retour en France, par les officiers, sous-officiers, caporaux et soldats d'artillerie et d'infanterie de marine, ainsi que par les militaires européens provenant des différents corps indigènes, seront liquidées et payées par le département de la marine.

2. A cet effet, est et demeure annulée sur les crédits ouverts au ministère des colonies, au titre du budget général de l'exercice 1891, par la loi de finances du 26 juillet 1893, une somme totale de cent cinquante et un mille cent quatre francs (151,104^f), se répartissant comme suit, savoir :

CHAP. VIII.....	54,554 ^f
CHAP. XXVI.....	1,102
CHAP. XXVII.....	2,678
CHAP. XXV.....	92,770
	151,104

3. Il est ouvert au ministre de la marine, au titre de l'exercice 1894, par voie de transport des sommes annulées ci-dessus, un crédit de cent cinquante et un mille cent quatre francs devant s'ajouter aux prévisions du chapitre v du budget de son département.

4. Le ministre des colonies, le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1272, n° 21145.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1627, n° 28003.

tion du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Juin 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des colonies,

Le Ministre de la marine,

Le Ministre des finances,

Signé : DELCASSÉ.

Signé : FÉLIX FAURE.

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28298. — *DÉCRET portant organisation de la colonie du Dahomey et dépendances.*

Du 22 Juin 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 23 juin 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu les décrets du 1^{er} août 1889 ⁽¹⁾, du 17 décembre 1891 et du 10 mars 1893, relatifs à l'organisation des possessions françaises de la Guinée, de la côte d'Ivoire et du golfe du Benin;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'ensemble des possessions françaises de la côte occidentale d'Afrique situées sur la côte des Esclaves, entre la colonie anglaise de Lagos à l'est et le Togo allemand à l'ouest, prend la dénomination de : *Dahomey et dépendances*.

L'administration supérieure de cette colonie est confiée à un gouverneur qui est chargé en outre de l'exercice du protectorat de la République sur les territoires de l'intérieur compris dans la zone d'influence française.

2. Le gouverneur exerce dans toute l'étendue de la colonie les pouvoirs déterminés par les décrets et règlements en vigueur et notamment par l'ordonnance organique du 7 septembre 1840.

Il est ordonnateur de toutes dépenses, mais il peut déléguer ses pouvoirs en matière financière au secrétaire général.

3. En cas de décès ou d'absence de la colonie, le gouverneur est remplacé par le secrétaire général, à moins d'une désignation spéciale faite par le ministre.

4. Le conseil d'administration de la colonie du Dahomey et dépendances est composé ainsi qu'il suit :

Le gouverneur, président;

Le secrétaire général;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1279, n° 21279.

Le commandement des troupes ;

Le chef du service administratif ;

Un habitant notable français et un habitant notable indigène, désignés par le gouverneur ;

Deux membres suppléants, ayant la même origine, sont désignés pour remplacer les deux habitants notables en cas d'absence.

5. Le conseil d'administration du Dahomey et dépendances peut se constituer en conseil de contentieux administratif. Dans ce cas, il fonctionne conformément aux dispositions des décrets des 5 août et 7 septembre 1881, qui sont rendus applicables dans toute l'étendue de la colonie du Dahomey et dépendances.

Les deux membres qui seront adjoints au conseil d'administration siégeant au contentieux devront être choisis, à défaut de magistrats prévus par l'article 1^{er} du décret du 5 août 1881, parmi les fonctionnaires de la colonie pourvus, autant que possible, du diplôme de licencié en droit.

Les fonctions du ministère public sont remplies par un fonctionnaire désigné par le gouverneur.

6. Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret.

7. Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* des colonies.

Fait à Paris, le 22 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des colonies,

Signé : DELCASSÉ.

N° 28299. — *DÉCRET portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. Gilbert pour l'Évêché du Mans.*

Du 5 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes ;

Vu les articles 4 et 5 de la convention du 26 messidor an ix et l'article 1^{er} de la loi du 18 germinal an x ;

Vu le décret du 29 janvier 1894, qui nomme M. Gilbert, vicaire général du diocèse de Limoges, à l'évêché du Mans, en remplacement de M. Labouré, promu à l'archevêché de Rennes ;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le Pape Léon XIII audit évêque nommé ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 18 mai 1894, portant insti-

tution canonique de M. *Gilbert* pour l'évêché du Mans, est reçue et sera publiée en France en la forme accoutumée.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires aux lois de la République, aux franchises, libertés et maximes de l'Eglise gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres du Conseil d'Etat. Mention de cette transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général dudit conseil.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28300. — DÉCRET portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. *Guillois* pour l'Evêché du Puy.

Du 5 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu les articles 4 et 5 de la convention du 26 messidor an IX et l'article 1^{er} de la loi du 18 germinal an X;

Vu le décret du 29 janvier 1894, qui nomme M. *Guillois*, vicaire général du diocèse de Rennes, à l'évêché du Puy, en remplacement de M. *Petit*, promu à l'archevêché de Besançon;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le Pape *Léon XIII* audit évêque nommé;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 18 mai 1894, portant institution canonique de M. *Guillois* pour l'évêché du Puy, est reçue et sera publiée en France en la forme accoutumée.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires aux lois de la République, aux franchises, libertés et maximes de l'Eglise gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres du Conseil d'État. Mention de cette transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général dudit conseil.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28301. — *DÉCRET portant réception du Bref qui confère à M. Bardel, le titre d'Évêque de Parium in partibus.*

Du 5 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la décision présidentielle, en date du 3 mars 1894, qui, conformément aux prescriptions de l'article 1^{er} du décret du 7 janvier 1808, a autorisé M. Bardel, vicaire général de Bourges, à poursuivre en cour de Rome et à accepter la collation d'un évêché *in partibus* ou titulaire;

Vu le bref donné à Rome le 18 mai 1894, qui confère à M. Bardel le titre d'évêque titulaire de Parium;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 18 germinal an x;

Vu l'article 2 du décret du 7 janvier 1808:

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le bref donné à Rome le 18 mai 1894, par lequel Sa Sainteté le pape Léon XIII a conféré le titre d'évêque de Parium à M. Bardel, vicaire général de Bourges, est reçu et sera publié en France en la forme accoutumée.

2. Ce bref est reçu sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'il renferme et qui sont ou pourraient être contraires aux lois de la République, aux franchises, libertés et maximes de l'Église gallicane.

3. Il sera transcrit en latin et en français sur les registres du Conseil d'État. Mention de cette transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général dudit conseil.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes.

est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28302. — **DÉCRET qui fixe le prix des Allumettes en cire.**

Du 9 Juillet 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 13 Juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 15 mars 1873, relative à l'exercice du monopole et à la vente des allumettes chimiques;

Vu le décret du 30 décembre 1889⁽¹⁾, qui attribue à l'État l'exploitation directe du monopole,

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. L'administration des manufactures de l'État est autorisée à livrer au commerce en gros, dans les conditions fixées par les articles 3 et 4 du décret du 30 décembre 1889, des allumettes en cire par boîtes de trente allumettes, aux prix ci-après :

PRIX NET À PAYER pour 100 boîtes par les négociants en gros (emballages compris).		PRIX DE VENTE AUX CONSOMMATEURS par boîte.
Pour les achats formant un poids total de 5,000 kilogrammes et au-dessus.	Pour les achats formant un poids total de 500 à 5,000 kilogrammes.	
8 ^f 50 ^c	8 ^f 60 ^c	0 ^f 10 ^c

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28303. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une Somme non employée en 1893 pour Dépenses relatives au Recensement des Propriétés bâties et à l'Évaluation de leur valeur locative.*

Du 9 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 9 de la loi du 17 décembre 1887, ainsi conçu :

« Les fonds non employés sur le crédit extraordinaire d'un million de francs ouvert, à titre de provision, sur le budget ordinaire de l'exercice 1887, par la loi du 8 juin 1887, au budget du ministère des finances, quatrième partie (*Frais de régie, etc.*), sous le titre : *Dépense relative au recensement des propriétés bâties et à l'évaluation de leur valeur locative* (chapitre LXXIV quater), pourront être reportés successivement, par décrets, aux exercices suivants, en conservant leur affectation primitive »;

Vu la loi du 24 juillet 1888, stipulant la même faculté en ce qui concerne le crédit extraordinaire d'un million huit cent mille francs ouvert par ladite loi, sous le même titre, sur le budget de l'exercice 1888;

Vu le décret en date du 7 août 1893 ⁽¹⁾, qui a transporté de l'exercice 1892 à l'exercice 1893 une somme de dix mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit francs treize centimes, montant des fonds non employés sur les crédits extraordinaires accordés par les lois précitées;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que, sur les fonds ainsi reportés, une somme de quatre mille six cent dix-huit francs quatre-vingt-un centimes reste libre à la clôture de l'exercice 1893;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une somme de quatre mille six cent dix-huit francs quatre-vingt-un centimes (4,618^f 81), non employée sur le crédit extraordinaire de dix mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit francs treize centimes (10,998^f 13) inscrit au budget ordinaire de l'exercice 1893, chapitre LXXIV ter, du ministère des finances, sous le titre : *Dépense relative au recensement des propriétés bâties et à l'évaluation de leur valeur locative*, est annulée sur cet exercice.

2. La même somme de quatre mille six cent dix-huit francs quatre-vingt-un centimes est reportée avec la même affectation au budget ordinaire de l'exercice 1894 (ministère des finances), où elle sera l'objet d'un chapitre nouveau (LXXII ter), sous le titre : *Dépense relative au recensement des propriétés bâties et à l'évaluation de leur valeur locative*.

3. Il sera pourvu au report du crédit autorisé par l'article 2 ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de 1894.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1574, n° 26897.

4. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28304. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une Somme non employée en 1893 pour Dépenses relatives à l'évaluation du Revenu foncier des Propriétés non bâties.*

Du 9 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 5 de la loi du 24 décembre 1879, ainsi conçu :

« Les fonds non employés sur le crédit extraordinaire d'un million de francs ouvert sur l'exercice 1879, par la loi du 9 août 1879, au budget du ministère des finances, troisième section (*Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics*), sous le titre de : Chapitre LVIII bis : *Dépense relative à l'évaluation du revenu foncier des propriétés non bâties, en exécution de l'article 4 de la loi du 3 août 1875*, pourront être reportés successivement, par décret, aux exercices suivants, en conservant leur affectation primitive » ;

Vu les lois de finances des 28 avril et 26 juillet 1893, portant fixation des budgets des dépenses des exercices 1893 et 1894 ;

Vu les décrets des 20 mars 1880⁽¹⁾, 16 février 1881⁽²⁾, 4 février 1882⁽³⁾, 1^{er} juin 1883⁽⁴⁾, 9 avril 1884⁽⁵⁾, 13 juin⁽⁶⁾, 20 août 1885⁽⁷⁾, 24 mai 1886⁽⁸⁾, 8 août 1887⁽⁹⁾, 17 août 1888⁽¹⁰⁾, 3 mai 1889⁽¹¹⁾, 7 mai 1890⁽¹²⁾, 3 avril 1891⁽¹³⁾, 1^{er} juillet 1892⁽¹⁴⁾ et notamment celui du 7 août 1893⁽¹⁵⁾ qui a annulé, sur l'exercice 1892, la somme de cinquante-deux mille huit cent soixante-quatre francs deux centimes non employée et qui l'a reportée, avec la même affectation, au budget de l'exercice 1893 ;

Vu la situation des crédits de cet exercice ;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La somme de cinquante et un mille six cent quatre-vingt-dix-sept francs vingt-sept centimes (51,697^f 27), non employée sur le crédit de cinquante-deux mille huit cent soixante-quatre francs

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 514, n° 9150.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 601, n° 10366.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 687, n° 11636.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 776, n° 13320.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 836, n° 14239.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 933, n° 15559.

⁽⁷⁾ XII^e série, Bull. 948, n° 15767 et 15768.

⁽⁸⁾ XII^e série, Bull. 1016, n° 16702.

⁽⁹⁾ XII^e série, Bull. 1107, n° 18218.

⁽¹⁰⁾ XII^e série, Bull. 1185, n° 19602.

⁽¹¹⁾ XII^e série, Bull. 1240, n° 20639.

⁽¹²⁾ XII^e série, Bull. 1324, n° 22161.

⁽¹³⁾ XII^e série, Bull. 1394, n° 23470.

⁽¹⁴⁾ XII^e série, Bull. 1493, n° 25308.

⁽¹⁵⁾ XII^e série, Bull. 1574, n° 26899.

deux centimes (52,864¹ 02) reporté par le décret du 7 août 1893, sur l'exercice 1893, au chapitre LXXV bis : *Dépense relative à l'évaluation du revenu foncier des propriétés non bâties, en exécution de l'article 4 de la loi du 3 août 1875*, est annulée sur cet exercice.

2. La même somme de cinquante et un mille six cent quatre-vingt-dix-sept francs vingt-sept centimes est reportée, avec la même affectation, au budget de l'exercice 1894, où elle fera l'objet d'un chapitre nouveau sous le n° LXXII bis : *Dépense relative à l'évaluation du revenu foncier des propriétés non bâties, en exécution de l'article 4 de la loi du 3 août 1875*.

3. Il sera pourvu aux dépenses imputables sur le crédit ouvert par l'article précédent au moyen des ressources générales du budget de 1894.

4. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28305. — *DÉCRET prohibant l'Importation des Monnaies divisionnaires d'argent italiennes.*

Du 22 Juillet 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 23 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances et d'après l'avis conforme du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et du ministre des colonies,

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814;

Vu la loi du 22 mars 1894, qui approuve l'arrangement monétaire conclu à Paris, le 15 novembre 1893, entre la Belgique, la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse, dont l'article 14 est ainsi conçu : « Lorsque les caisses publiques de la France, de la Belgique, de la Grèce et de la Suisse n'auront plus à accepter les monnaies divisionnaires italiennes, chacun de ces quatre Etats aura la faculté d'en prohiber l'importation »,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. L'importation des monnaies divisionnaires d'argent italiennes est prohibée en France à partir du 25 juillet 1894, en Algérie et dans les colonies à partir du 25 août 1894.

2. Le ministre des finances, le ministre du commerce, de l'in-

dustrie, des postes et des télégraphes et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 22 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des colonies,

Signé : DELCASSÉ.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes
et des télégraphes,

Signé : V. LOURTIES.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARRÉ.

N° 28306. — DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la deuxième circonscription de Lure (Haute-Saône) à l'effet d'élire un Député.

Du 26 Juillet 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 27 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur et des cultes ;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés ;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales ;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾ ;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples ;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux ;

Attendu le décès de M. Lebrun, député de la deuxième circonscription de Lure (Haute-Saône),

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la deuxième circonscription de Lure (Haute-Saône) est convoqué pour le dimanche 19 août 1894, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau des dites modifications.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1566, n° 26771.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28307. — DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Charente-Inférieure à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.

Du 31 Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 2 août 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur et des cultes;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du même mois;

Attendu le décès de M. Moinet, sénateur du département de la Charente-Inférieure,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Charente-Inférieure sont convoqués pour le dimanche 19 août 1894, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département de la Charente-Inférieure, se réunira au chef-lieu le dimanche 23 septembre 1894, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

⁽¹⁾ XI^e série Bull. 290, n° 4942.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 31 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28308. — *DÉCRET qui convoque le Collège électoral de l'arrondissement de Nogent-sur-Seine (Aube) à l'effet d'élire un Député.*

Du 14 Août 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 15 août 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur et des cultes;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Vu le procès-verbal de la séance de l'Assemblée nationale en date du 27 juin 1894, duquel il résulte que M. *Casimir-Perier*, député du département de l'Aube pour l'arrondissement de Nogent-sur-Seine, a été élu président de la République,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de l'arrondissement de Nogent-sur-Seine (Aube) est convoqué pour le dimanche 9 septembre 1894, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

⁽¹⁾ I^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1566, n° 26771.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Pont-sur-Seine, le 14 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
chargé, par intérim,
du Ministère de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. GUÉRIN.

N° 28309. — DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Loire à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.

Du 17 Août 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 19 août 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur et des cultes;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du même mois;

Attendu le décès de M. de la Berge, sénateur du département de la Loire,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Loire sont convoqués pour le dimanche 2 septembre 1894, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département de la Loire, se réunira au chef-lieu le dimanche 7 octobre 1894, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 290, n° 4942.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Pont-sur-Seine, le 17 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
chargé, par intérim,
du Ministère de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. GUÉRIN.

N° 28310. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Sont approuvés les travaux à exécuter, par la compagnie de chemins de fer départementaux, conformément au projet qu'elle a présenté, les 10 août, 11 décembre 1893, pour la transformation de la halte de la Voulte-Triage (ligne de la Voulte-sur-Rhône au Cheylard) en station ouverte au service de la petite vitesse.

La dépense résultant de l'exécution de ces travaux sera imputée sur le compte de deux millions de francs prévu à l'article 4 de la convention du 13 avril 1886, approuvée par la loi du 27 juillet suivant; pour travaux complémentaires, jusqu'à concurrence des sommes qui seront définitivement reconnues devoir être portées audit compte, et sans qu'elles puissent dépasser vingt mille neuf cent quinze francs, y compris huit pour cent pour frais généraux, intérêts et amortissement des capitaux pendant la construction. (*Paris, 10 Mai 1894.*)

N° 28311. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 23 janvier 1894, devant le maire de Saint-Loup, régulièrement délégué, portant concession, au profit de madame Dejean, née Salse, moyennant le prix de quatre mille six cent cinquante-deux francs dix centimes et au profit de madame Leprince, née Salières, moyennant le prix de quatorze mille cinq cent dix francs quatre-vingt-quinze centimes, d'alluvions, d'une contenance respective de trois hectares quinze ares vingt et un centiares et de dix hectares soixante-dix ares soixante-neuf centiares vingt-deux, situées au droit de leurs propriétés sur la rive gauche de la Garonne, au lieu dit *Puntail*, commune de Saint-Loup (Tarn-et-Garonne) et entourées d'un liséré rose sur le plan annexé audit acte. (*Paris, 17 mai 1894.*)

N° 28312. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la juridiction du commissaire de police de Montereaufaut (Yonne) est étendue sur les communes de Varennes, Cannes-Écluse et Saint-Germain-Laval. (*Paris, 22 Mai 1894.*)

N° 28313. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) portant que les dispositions du décret, en date du 21 août 1891, qui a étendu sur la commune de Challes-les-Eaux (Savoie) la juridiction du commissaire de police de Chambéry, sont et demeurent rapportées.
(Paris, 5 Juin 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 29^e Septembre 1894.

Le Ministre des Finances,
chargé de l'intérim du Ministère de la Justice,

R. POINCARÉ.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1643.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28314. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une Somme restée disponible en 1893 pour indemniser les Victimes des Incendies de forêts de l'Algérie en 1881.*

Du 9 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu la loi du 23 juin 1887, autorisant le paiement d'indemnités à prélever au profit des victimes des incendies de forêts de 1881, sur le montant du produit du séquestre et des amendes collectives prononcées à la suite desdits incendies;

Vu les décrets des 24 janvier ⁽¹⁾, 8 mars ⁽²⁾ et 29 juillet 1893 ⁽³⁾, portant ouverture au budget du ministère des finances, pour l'exercice 1893, d'un crédit total de trois cent huit mille sept cent quatre-vingt-cinq francs cinq centimes, applicable au chapitre XXIV : *Paiement des indemnités aux victimes des incendies de forêts de 1881 en Algérie*;

Vu la situation définitive du gouverneur général de l'Algérie, de laquelle il résulte que le total des dépenses acquittées par le Trésor pendant le cours de l'exercice 1893,

sur le crédit de.....	308,785 ^f 05 ^c
ne s'élève qu'à.....	266,123 81
laissant ainsi un disponible de.....	<u>42,661 24</u>

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1526, n° 26028.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1540, n° 26264.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1572, n° 26869.

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique.

Sur le rapport du ministre des finances et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La somme de quarante-deux mille six cent soixante et un francs vingt-quatre centimes (42,661^{fr} 24) restée disponible sur le crédit spécial ouvert sur l'exercice 1893, par les décrets précités des 24 janvier, 8 mars et 29 juillet 1893 au chapitre xxiv du budget du ministère des finances : *Paiement des indemnités aux victimes des incendies de forêts de 1881 en Algérie*, est et demeure annulée.

2. Il est ouvert au ministre des finances, au titre du budget de l'exercice 1894 (*Service de l'Algérie*), un crédit de quarante-deux mille six cent soixante et un francs vingt-quatre centimes (42,661^{fr} 24) applicable à un chapitre nouveau à ouvrir sous le numéro 24 : *Paiement des indemnités aux victimes des incendies de forêts de 1881 en Algérie*.

3. Il sera pourvu aux dépenses imputables sur le crédit ouvert à l'article précédent, au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, provenant des soultes de rachat du séquestre.

4. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28315. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une Somme restée disponible en 1893 pour la Liquidation des suites de l'Apposition du Séquestre des Incendies de forêts de 1881 en Algérie.

Du 9 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique.

Vu le décret du 29 juillet 1893 ⁽²⁾, portant report à l'exercice 1893, cha-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1572, n° 26870.

pitre v ter : Liquidation des suites de l'apposition du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie, d'une somme de..... 23,559' 65°
non employée à la clôture de l'exercice 1892;

Vu la situation définitive du gouverneur général de l'Algérie, de laquelle il résulte que le total des dépenses acquittées par le Trésor pendant le cours de l'exercice 1893 ne s'élève qu'à. 5,955 98

laissant ainsi un disponible de..... 17,603 67

Sur le rapport du ministre des finances et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRET:

ART. 1^{er}. La somme de dix-sept mille six cent trois francs soixante-sept centimes (17,603' 67) restée disponible sur les crédits spéciaux ouverts sur l'exercice 1893 par le décret du 29 juillet 1893, au chapitre v ter : Liquidation des suites de l'apposition du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie, est et demeure annulée.

2. Il est ouvert au ministre des finances, au titre du budget de 1894 (Service de l'Algérie), un crédit de dix-sept mille six cent trois francs soixante-sept centimes (17,603' 67) applicable au chapitre v ter : Liquidation des suites de l'apposition du séquestre des incendies de Forêts de 1881 en Algérie.

3. Il sera pourvu aux dépenses imputables sur le crédit ouvert par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, provenant des soultes de rachat du séquestre.

4. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret,

Fait à Paris, le 9 Juillet 1894.

Signé: CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

28316. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une Somme restée disponible en 1893 pour la Liquidation des suites de l'Apposition de Séquestres autres que celui concernant les Incendies de forêts de 1881 en Algérie.

Du 9 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu le décret du 29 juillet 1893 ⁽²⁾, portant report à l'exercice 1893, cha-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1572, n° 26868.

pitre v bis : Liquidation des suites de l'apposition de séquestres autres que celui concernant les incendies de forêts de 1881 en Algérie, d'une somme de..... 47,871 54
non employée à la clôture de l'exercice 1892;

Vu la situation définitive du gouverneur général de l'Algérie, de laquelle il résulte que le total des dépenses acquittées par le Trésor pendant le cours de l'exercice 1893 ne s'élève qu'à. 27,519 53

laissant ainsi un disponible de..... 20,352 19

Sur le rapport du ministre des finances et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La somme de vingt mille trois cent cinquante-deux francs dix-neuf centimes (20,352^f 19) restée disponible sur les crédits budgétaires ouverts sur l'exercice 1893 par le décret du 29 juillet 1893 au chapitre v bis : Liquidation des suites de l'apposition de séquestres autres que celui concernant les incendies de forêts de 1881 en Algérie, est demeurée annulée.

2. Il est ouvert au ministre des finances, au titre du budget de l'exercice 1894 (Service de l'Algérie), un crédit de vingt mille trois cent cinquante-deux francs dix-neuf centimes (20,352^f 19) applicable au chapitre v bis : Liquidation des suites de l'apposition de séquestres autres que celui concernant les incendies de forêts de 1881 en Algérie.

3. Il sera pourvu aux dépenses imputables sur le crédit ouvert par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, provenant des soultes de rachat du séquestre.

4. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

N° 28317. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.

Du 12 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'état ci-annexé, montant à cinq mille neuf cent dix-huit francs soixante et un centimes et comprenant quinze créances liquidées à la charge du budget ordinaire du ministère des travaux publics, additionnellement aux restes à payer constatés dans les comptes définitifs de chacun des exercices 1890, 1891 et 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 126, paragraphe 2, du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 11 juillet 1894;

Considérant qu'aux termes des articles 9 de la loi et 126 du décret précités, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus par les budgets des exercices 1890, 1891 et 1892, et que leur montant n'excède pas les crédits dont l'annulation a été proposée dans les projets de loi de règlement desdits exercices,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en augmentation des restes à payer constatés dans les comptes définitifs du ministère des travaux publics pour les exercices 1890, 1891 et 1892, un crédit supplémentaire de cinq mille neuf cent dix-huit francs soixante et un centimes (5,918^f 61), destiné à payer quinze nouvelles créances liquidées à la charge desdits exercices, conformément à l'état ci-joint, et réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1890	354 ^f 23 ^c
Exercice 1891	1,213 44
Exercice 1892	4,350 94
TOTAL ÉGAL.....	5,918 61

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu par imputation sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget du ministère des travaux publics de l'exercice courant.

3. Il sera pourvu au crédit alloué par l'article 1^{er} au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1894.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

État nominatif de créances constatées après la clôture des exercices 1890, 1891

NUMÉROS des chapitres.	INDICATION DES CHAPITRES et services.	LIEU de l'ordonnement ou du mandatement.	NOMS ET PAÏES des créanciers.
EX			
2° SECTION.			
52	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	Corrèze.....	M. Bonnaix (propriétaire, à M.
		Idem.....	M. Bonnaix (propriétaire, à M.
		Corse.....	M. Colombani (Antoine), à M.
		Lot-et-Garonne....	M. Bouëry, chef des travaux de la ligne de à Casteljaloux.
EX			
2° SECTION.			
63	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	Corrèze.....	M. Bonnaix (propriétaire, à M.
		Corse.....	M. Colombani (Antoine), à M.
		Lot-et-Garonne....	M. Bouëry, chef des travaux de la ligne de à Casteljaloux.
		Lozère.....	M. Hermanier, Marvejols.
EX			
1° SECTION.			
11	Personnel des agents préposés à la surveillance de la pêche fluviale.	Vienne.....	M. Louis Roux, Saint-Julien-l'A.
22	Routes et ponts. Travaux ordinaires. (Entretien.)	Lot-et-Garonne....	M ^{me} veuve L. Amprimeur à Agen.

ont fait l'objet d'un crédit additionnel aux restes à payer de ces exercices.

OBJET DES CRÉANCES.	NUMÉROS d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES		
		par nature.	par chapitre.	par exercice.
PAIEMENTS.				
ORDONNANCES.				
Paiement d'impôts indûment payés pendant l'année 1890 (ligne de Limoges à Brive par Uzer-)	1	0 ^f 92 ^s		
.....	2	4 68		
.....				
....., pendant l'année 1890, d'une somme de 354 ^f 23 ^s pour acquisition de terrain (ligne de Limoges à Corte).....	3	5 00	354 ^f 23 ^s	354 ^f 23 ^s
..... du solde de son entreprise (33,006 ^f 41), du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1890.....	4	343 63		

PAIEMENTS.

ORDONNANCES.

Paiement d'impôts indûment payés pendant l'année 1891 (ligne de Limoges à Brive par Uzer-)	5	4 68		
....., pendant l'année 1891, d'une somme de 1,213 ^f 44 francs pour acquisition de terrain (ligne de Limoges à Corte).....	6	5 00		
..... du solde de son entreprise (33,006 ^f 41), du 1 ^{er} janvier au 11 août 1891.....	7	1,003 76	1,213 44	1,213 44
..... dus pour la défense des intérêts de l'Etat et l'instance introduite par M. de Nogaret devant le Tribunal de Marvejols, au sujet de dommages causés à sa propriété lors de la construction du chemin de fer de Mende à Séverac.....	8	200 00		

PAIEMENTS.

ORDONNANCES.

..... et diligences en matière de pêche fluviale..	9	4 30	4 30	
..... culture d'affiches concernant la revision des ali- ments de la route nationale n° 111, dans la commune de Libos.....	10	30 00	30 00	

NUMÉROS des chapitres.	INDICATIONS DES CHAPITRES et services.	LIEU de l'ordonnement ou du mandatement.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.
23	Routes et ponts. Grosses réparations et restaurations.....	Aisne.....	M. Bonneau, sous- nieur en retraite Auxerre.
		Idem.....	M. Midelet, à la héritiers ou droit).
2 ^e SECTION. —			
52	Études et travaux de chemins de fer exé- cutés par l'État	Corrèze.....	M. Bonnaux (Hon. propriétaire à Allou-
		Corse.....	M. Colombani (Hon. Antoine), à Mous-
		Gironde.....	La compagnie mins de fer de

Arrêté le présent état à la somme de cinq mille neuf cent dix-huit francs
et un centimes.

N° 28318. — *DÉCRET relatif à la Franchise postale des Lettres simples provenant
ou à l'adresse des Militaires opérant dans le Haut-Oubanghi.*

Du 14 Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 17 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 30 mai 1871 concédant la franchise postale aux lettres pro-
venant ou à l'adresse des militaires ou marins faisant partie des armées en
campagne;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et
des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les lettres simples, c'est-à-dire ne pesant pas plus de

OBJET DES CRÉANCES.

NUMÉROS
d'ordre
des
créances.

MONTANT DES CRÉANCES

par
nature.par
chapitre.par
exercice.

de l'expertise pour la défense des intérêts de l'État
dans l'instance engagée par le sieur *Midelot* devant
le conseil de préfecture de l'Aisne, au sujet des
dommages que lui causait le passage des eaux de
l'exclaire de Mont-de-Vaux, dans la rue principale
de Vaux-sous-Laon (routes nationales n^{os} 2 et 44).
Le part de l'État dans les frais faits par le sieur
Midelot à l'occasion de son instance engagée devant
le conseil de préfecture, au sujet des dommages
que lui causait l'écoulement des eaux de la route
n^o 2.....

11

98^f 10^c234^f 15^c

12

136 05

4,350^f 94^c

DIVERSES.

versement d'impôts indûment payés pendant
l'année 1891 (ligne de Limoges à Brive par Uzer-
ge), pendant l'année 1892, d'une somme de
francs pour acquisition de terrain (ligne de
Corte).....
versement de dépenses faites par cette compa-
gnie au compte de l'État pendant l'année 1892,
pour l'établissement de la halte de la Bénauge et
l'accroissement de la ligne de Cavignac à Bordeaux
et celle de jonction des réseaux d'Orléans et du
Midi, à Bordeaux.....

13

4 68

14

5 00

4,082 49

15

4,072 81

TOTAL.....

5,918^f 61^c

Paris, le 22 Juin 1894.

Le Ministre des travaux publics,

Signé: LOUIS BARTHOU.

quinze grammes (15^e), provenant ou à l'adresse des militaires opérant
dans le Haut-Oubanghi, sont admises à circuler en franchise par la
poste.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des
télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera in-
séré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 14 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé: LOURTIÈS.

N° 28319. — *DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans la commune des Éparges (Meuse).*

Du 17 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu : la délibération prise, par le conseil municipal des Éparges, le 8 février 1894;

L'avis émis, à la date du 2 avril 1894, par le conseil général de la Meuse;

L'avis du préfet et les autres pièces de l'affaire;

La loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août ⁽¹⁾ de la même année;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune des Éparges (Meuse) est fixée ainsi qu'il suit :

A quatre francs (4^f) pour les chiens d'agrément ou servant à la chasse;

A un franc cinquante centimes (1^f 50) pour les chiens de garde et autres compris dans la deuxième catégorie.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 28320. — *DÉCRET qui ouvre au Budget annexe de la Caisse des Invalides de la marine, exercice 1894, un Crédit destiné au paiement de Dépenses sur fonds provenant de retenues sur les Primes à la Construction et à la Navigation.*

Du 20 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 41 de la loi de finances du 26 juillet 1893, portant que le produit des prélèvements de quatre pour cent sur le montant des primes instituées par les articles 2, 3, 6 et 7 de la loi du 30 janvier 1893, sera

(1) XI^e série, Bull. 320, p. 2055.

inscrit parmi les recettes du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, sous la rubrique : *Prélèvement de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande*, et que des crédits en somme égale à ces prélèvements seront ouverts, par décrets contresignés par les ministres de la marine et des finances, au budget de la caisse des invalides de la marine»;

Vu le décret, en date du 25 juillet 1893 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi précitée du 30 janvier 1893;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 18 juillet 1894;

Sur le rapport du ministre de la marine,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine, sur l'exercice 1894, au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, en somme égale aux recettes constatées au compte : *Prélèvement de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande*, un crédit de vingt-huit mille trois cent huit francs trente-trois centimes (28,308^{fr}33) destiné au paiement : 1° de secours aux marins français du commerce victimes de naufrages et autres accidents ou à leurs familles; 2° de subventions aux hôtels de marins ou à toutes autres institutions pouvant leur être utiles.

Ce crédit sera classé dans le budget des dépenses de ladite caisse, exercice 1894, au chapitre spécial ouvert à cet effet et intitulé : *Secours aux marins naufragés ou à leurs familles et subventions aux hôtels de marins*, etc.

2. Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources provenant des retenues faites en 1894 sur les primes à la construction et à la navigation.

3. Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de la marine,

Signé : FÉLIX FAURE.

N° 28321. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la marine un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.

Du 20 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine,

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1577, n° 26939.

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de la marine, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 5 juillet 1894;

Considérant qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et de l'article 126 du décret du 31 mai 1862, les créances comprises dans l'état ci-dessus visé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus et que leur montant n'excède pas les restants de crédits à annuler en clôture d'exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892, un crédit supplémentaire de soixante-huit mille quatre cent cinquante-trois francs cinquante-six centimes (68,453^f 56^c) montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés, en double expédition, au ministre des finances, conformément à l'article 126 du décret susmentionné du 31 mai 1862, savoir :

Exercice 1890.....	343 ^f 50 ^c
Exercice 1891.....	32,762 68
Exercice 1892.....	35,347 38
TOTAL ÉGAL.....	68,453 56

2. Le ministre de la marine est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales de l'exercice 1894.

4. Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de la marine,
Signé : FÉLIX FAURE.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

EXERCICES CLOS.

État des nouvelles créances liquidées en augmentation des restes à payer constatés sur les exercices 1890, 1891 et 1892, qui sont à ordonnancer sur le budget de l'exercice courant.

NOMBRES des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉDITS	
		par chapitre.	par exercice.
EXERCICE 1890.			
18	Constructions navales. Approvisionnements de la flotte.		343 ^f 50 ^c
25	Achats pour l'entretien et le service courant.....	1 ^f 50 ^c	
	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. Entretien et service courant.....	342 00	
EXERCICE 1891.			
18	Constructions navales. Approvisionnements de la flotte.		32,762 68
22	Achats pour l'entretien et le service courant.....	27,940 80	
22	Artillerie. Armes. Entretien et service courant. Poudres et munitions.....	22 90	
25	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. Entretien et service courant.....	1,200 00	
29	Matériel de médecine, de science, d'art et de religion..	24 73	
30	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins.....	1 25	
32	Fournitures et mobilier d'administration. (Achats directs et indemnités représentatives.) Impressions, livres et reliures.....	19 50	
33	Frais de passage et de transport par mer. Affrètements et frais accessoires.....	3,553 50	
EXERCICE 1892.			
18	Constructions navales. Approvisionnements de la flotte.		35,347 38
20	Achats pour l'entretien et le service courant.....	1,921 61	
20	Constructions navales. Achats pour les travaux de constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs.....	2,495 49	
22	Artillerie. Armes. Entretien et service courant. Poudres et munitions.....	3,543 83	
25	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. Entretien et service courant.....	1,234 22	
27	Vivres. (Achats directs et indemnités représentatives.)..	17,842 17	
28	Casernement.....	32 45	
29	Matériel de médecine, de science, d'art et de religion..	84 70	
30	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins.....	101 95	
33	Frais de passage et de transport par mer. Affrètements et frais accessoires.....	1,580 50	
34	Frais de séjour et de tournées. Frais de route et de transport par terre et frais accessoires.....	353 51	
35	Gratifications, secours et subventions.....	18 40	
38	Dépenses diverses.....	6,138 55	
TOTAL.....			68,453 ^f 56 ^c

Arrêté le présent état à la somme de soixante-huit mille quatre cent cinquante-trois francs cinquante-six centimes.

Paris, le 20 juillet 1894.

Le Ministre de la marine,

Signé : FÉLIX FAURE.

N° 28322. — DÉCRET qui approuve la substitution, à M. Caze, de la Société anonyme des Chemins de fer sur routes d'Algérie, comme rétrocessionnaire ou concessionnaire de diverses lignes de Tramways dans le département d'Alger.

Du 20 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics et la proposition du gouverneur général de l'Algérie;

Vu le décret du 16 janvier 1892⁽¹⁾ qui a :

1° Déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département d'Alger, des lignes de tramways de Saint-Eugène à Rovigo, avec embranchement sur le port d'Alger, d'El-Affroun à Marengo, de Dellys à Boghni et d'Alger à Coléa;

2° Autorisé le département à pourvoir à la construction et à l'exploitation desdites lignes;

3° Approuvé la rétrocession des deux premières de ces lignes et la concession des deux autres au profit de M. Caze, dans les conditions des conventions et cahiers des charges y annexés;

Vu ces conventions et cahiers des charges, et notamment l'article 18 de la convention relative à la première ligne, l'article 18 de la convention relative à la deuxième ligne, l'article 19 de la convention relative à la troisième ligne, et l'article 17 de la convention relative à la quatrième ligne, articles qui obligent M. Caze à se substituer une société anonyme;

Vu le décret du 13 octobre 1893⁽²⁾, qui modifie l'article 2 du cahier des charges annexé au décret du 16 janvier 1892⁽¹⁾, et relatif à la ligne d'El-Affroun à Marengo;

Vu le décret du 30 janvier 1894⁽³⁾, qui modifie les articles 2, 8, 10 et 11 du cahier des charges annexé au décret du 16 janvier 1892⁽¹⁾, et relatif à la ligne de Saint-Eugène à Rovigo, et embranchement;

Vu les lettres en date du 3 mars 1894, par lesquelles M. Caze, d'une part, et la société des chemins de fer sur routes d'Algérie, d'autre part, demandent la substitution de cette société à M. Caze, dans la rétrocession ou la concession des lignes de tramways déclarées d'utilité publique par le décret du 16 janvier 1892⁽¹⁾;

Vu les rapports de l'ingénieur en chef du contrôle, en date des 20 mai 1893, 12 février et 10 mai 1894;

Vu la délibération du conseil général du département d'Alger, en date du 17 février 1893;

Vu la lettre du gouverneur général de l'Algérie, enregistrée, le 26 février 1894, au ministère des travaux publics, et celle du 31 mai 1894;

Vu la lettre de M. Caze, du 17 juillet 1894;

Vu la loi du 11 juin 1880, et notamment l'article 10;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la substitution à M. Caze de la société

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1473, n° 24976.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1618, p. 27796.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1598, n° 27345.

anonyme des chemins de fer sur routes d'Algérie, comme rétrocessionnaire ou concessionnaire des lignes de tramways dont l'établissement a été déclaré d'utilité publique par le décret du 16 janvier 1892;

M. Cazé demeurera personnellement et solidairement responsable avec ladite société, pendant une période de dix ans, à partir de la mise en exploitation de l'ensemble des lignes ci-dessus, des engagements qu'il a contractés vis-à-vis du département d'Alger.

2. Il est interdit à la société des chemins de fer sur routes d'Algérie, sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction ou l'exploitation des lignes de tramways mentionnées à l'article premier, sans y être préalablement autorisée par décret rendu en conseil d'Etat.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28323. — DÉCRET portant création d'un nouveau Polygone exceptionnel dans la place de Briançon.

Du 21 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant la conservation et le classement des places de guerre et autres postes fortifiés, ainsi que les servitudes militaires;

Vu le décret du 10 août 1853⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur le même objet;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est créé, dans la première et la deuxième zone de servitudes de la place de Briançon, un nouveau polygone exceptionnel comprenant les terrains renfermés dans les limites définies par les bornes 55 bis, 55, 87, la route nationale 91 de Grenoble à Briançon, le terrain militaire et le polygone dit de Sainte-Catherine.

2. Les bâtisses de toute hauteur et de toute nature pourront être

¹⁾ 11^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

construites dans l'étendue de ce polygone, moyennant soumission de démolir sans indemnité, dans les cas prévus à l'article 8 du décret du 10 août 1853.

3. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 28324. — *DÉCRET qui approuve la substitution, à la Compagnie lyonnaise de Tramways et Chemins de fer, de la Société anonyme dite Compagnie lyonnaise de tramways, comme concessionnaire des lignes de Tramways du pont Lafayette à l'Asile de Bron et de la place des Cordeliers au cimetière de la Guillotière (Rhône).*

Du 24 Juillet 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 26 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret du 20 mai 1887, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement d'une ligne de tramway entre le pont Lafayette à Lyon, et l'asile de Bron et approuvé la convention passée, le 23 décembre 1886, entre le préfet du Rhône, au nom du département, et MM. *Bailly, Duret et Peillon*, pour la concession de ladite ligne;

Vu le décret du 8 décembre 1888, qui a approuvé la substitution, aux concessionnaires primitifs, de la « compagnie lyonnaise de tramways et chemins de fer à voie étroite »;

Vu le décret du 12 août 1889, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement, à Lyon, d'une ligne de tramway, de la place des Cordeliers au cimetière de la Guillotière, et approuvé la convention passée, le 29 décembre 1888, entre le préfet du Rhône, au nom du département, et la compagnie lyonnaise de tramways et chemins de fer à voie étroite, pour la concession de ladite ligne;

Vu la demande présentée, le 16 février 1893, au nom de la société anonyme dite *Compagnie lyonnaise des tramways*, en vue d'obtenir l'approbation de sa substitution à la compagnie lyonnaise de tramways et chemins de fer;

Vu la délibération du conseil général du Rhône, du 21 avril 1893;

Vu les lettres du préfet du Rhône, en date des 27 mai 1893 et 9 janvier 1894;

Vu les rapports des ingénieurs du contrôle, en date des 16, 24 mai 1893, 12-19 août 1893, 30 décembre 1893, 3 janvier 1894, et l'avis de l'inspecteur général des ponts et chaussées de la division, du 7 octobre 1893;

Vu la loi du 11 juin 1880, sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways, notamment l'article 10;

Vu les règlements d'administration publique des 18 mai ⁽¹⁾ et 6 août 1881 ⁽²⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la substitution, à la compagnie lyonnaise de tramways et chemins de fer, de la société anonyme, dite *Compagnie lyonnaise de tramways*, comme concessionnaire des lignes de tramways du pont Lafayette à l'asile de Bron et de la place des Cordeliers au cimetière de la Guillotière, dont l'établissement a été déclaré d'utilité publique par les décrets susvisés du 20 mai 1887 et du 12 août 1889.

2. Il est interdit à la compagnie lyonnaise de tramways, sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une entreprise autre que la construction ou l'exploitation des lignes de tramways mentionnées à l'article premier, sans y avoir été préalablement autorisée par décret rendu en conseil d'État.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28325. — *DÉCRET qui remplace par des Taxes le droit de reconnaissance à l'arrivée établi par les décrets du 22 février 1876 et 11 février 1893 sur les Paquebots à vapeur faisant escale sur les côtes de France.*

Du 25 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes et du ministre des finances;

Vu la loi du 3 mars 1822 et les décrets des 22 février 1876 ⁽³⁾ et 11 février 1893 ⁽⁴⁾,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Le droit de reconnaissance à l'arrivée, applicable en vertu des décrets des 22 février 1876 et 11 février 1893 aux paque-

¹ XI^e série, Bull. 629, n° 10747.

² XI^e série, Bull. 664, n° 11222.

³ XII^e série, Bull. 299, n° 5123.

⁴ XII^e série, Bull. 1530, n° 26113.

bots à vapeur faisant escale sur les côtes de France pour prendre ou laisser des voyageurs, est remplacé par les taxes suivantes :

Paquebot à vapeur venant d'un port européen ;	
Par voyageur.....	0 ^f 50 ^c
Par tonneau de marchandises débarquées jusqu'à concurrence de trois tonneaux	0 0
Paquebot à vapeur venant d'un port situé hors d'Europe :	
Par voyageur.....	1 00
Par tonneau de marchandises débarquées jusqu'à concurrence de trois tonneaux.....	0 15

2. Le décret susvisé du 11 février 1893 est abrogé.

Sont abrogées les dispositions de l'article 79 du décret du 22 février 1876 en ce qu'elles auraient de contraire à l'article 1^{er} du présent décret.

3. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 25 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,
Signé : CH. DUPUY.

N° 28326. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'École nationale des beaux-arts d'Alger.

Du 26 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu le récépissé du trésorier-payeur d'Alger, constatant qu'il a été versé au Trésor, le 8 mai 1894, une somme de quatre mille quatre cent cin-

¹ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

quante francs, montant du deuxième trimestre 1894 de la subvention allouée par la ville d'Alger à l'école nationale des beaux-arts de cette ville;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur le fonds du budget de l'exercice 1894, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre 1 (Algérie) : *Subvention à l'école nationale des beaux-arts d'Alger*, un crédit de quatre mille quatre cent cinquante francs (4,450⁰) applicable aux dépenses de l'établissement précité.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : G. LEYGUES.

N° 28327. — DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans la commune de Belmont-sur-Vair (Vosges).

Du 27 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août ⁽¹⁾ suivant;

La délibération prise par le conseil municipal de Belmont-sur-Vair, le 11 novembre 1893;

L'avis émis, à la date du 3 avril 1894, par le conseil général des Vosges, celui du préfet et les autres pièces de l'affaire;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens, dans la commune de Belmont-sur-Vair (Vosges), est fixée ainsi qu'il suit :

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 320, n° 2955.

A six francs (6^f) pour les chiens d'agrément ou servant à la chasse;
A trois francs (3^f) pour les chiens de garde et autres compris dans la deuxième catégorie.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 27 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 28328. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la Marine, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'Installation de Casernements à Cherbourg.*

Du 28 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration (n° 3588) du receveur des finances de Cherbourg, constatant le versement au Trésor public de la somme de quarante mille francs effectué, à titre de fonds de concours, le 28 juin 1894, par le receveur municipal de Cherbourg, en vertu d'une délibération du conseil municipal de cette ville, en date du 17 mai;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 27 juillet 1894.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine, sur l'exercice 1894, au titre du chapitre XXXIII : *Travaux hydrauliques et bâtiments civils — Travaux neufs et grandes améliorations*, un crédit de quarante mille francs (40,000^f) pour les travaux d'installation à Cherbourg des casernements du 2^e régiment d'artillerie de marine.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources spéciales versées au Trésor par la ville de Cherbourg, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de la marine,

Signé : FÉLIX FAURE.

N° 28329. — *DÉCRET relatif au Recouvrement par la Poste des Quittances, Factures, Valeurs commerciales, etc., entre la France, l'Algérie et le Chili.*

Du 28 Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 15 août 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ;

Vu la loi du 13 avril 1892 ;

Vu le décret du 27 juin 1892 ⁽¹⁾ sur les recouvrements internationaux ;

Vu la communication du Conseil fédéral suisse notifiant l'adhésion du Chili à l'arrangement concernant les recouvrements, conclu à Vienne le 4 juillet 1891.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er} Les quittances, factures, billets à ordre, traites et généralement toutes valeurs commerciales ou autres, payables sans frais, pourront être recouvrées par la poste dans les rapports entre la France et l'Algérie, d'une part, et le Chili, d'autre part.

2. Le maximum du montant total des valeurs à recouvrer est fixé, par envoi, à mille francs (1,000^f) ou à l'équivalent de mille francs en monnaie chilienne.

3. Les dispositions des articles 3, 4, 5, 6 et 7 du décret susvisé du 27 juin 1892 sont applicables aux recouvrements effectués par la poste dans les rapports avec le Chili.

4. Le présent décret est exécutoire à partir du 1^{er} septembre 1894.

5. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : LOURTIÈS.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1499, n° 25415.

N° 28330. — *DÉCRET relatif à l'échange avec la Serbie des Colis postaux de valeur déclarée.*

Du 28 Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 4 août 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 12 et 13 avril 1892, qui autorisent le Président de la République à ratifier et à faire exécuter la convention internationale des colis postaux conclue à Vienne le 4 juillet 1891, ainsi que la convention conclue le 15 janvier 1892 avec les grandes compagnies de chemins de fer ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il pourra être expédié de France en Serbie des colis postaux de valeur déclarée, avec garantie du montant de la déclaration jusqu'à concurrence de cinq cents francs (500^f). La taxe à payer par l'expéditeur est fixée à vingt-cinq centimes (0^f 25) par trois cents francs (300^f) ou fraction de trois cents francs déclarés.

2. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} août 1894.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : LOURTIES.

N° 28331. — *DÉCRET relatif à l'Admission en franchise de la Correspondance postale officielle de certains Fonctionnaires.*

Du 28 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1844 ⁽¹⁾ sur les franchises postales ;

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 1154, n° 11656.

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est admise à circuler en franchise, sous bande, la correspondance officielle que l'ingénieur en chef des ponts et chaussées du département de la Drôme et l'ingénieur ordinaire chargé de l'arrondissement de Montélimar ont à échanger avec l'ingénieur de la marine à Lyon.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : LOURTIES.

N° 28332. — *DÉCRET qui rend applicable à l'Algérie la Loi du 28 juillet 1894, relative à la Répression des Menées anarchistes.*

Du 30 Juillet 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 1^{er} août 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'avis du gouverneur général de l'Algérie ;

Sur la proposition du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et du garde des sceaux, ministre de la justice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La loi du 28 juillet 1894 sur la répression des menées anarchistes est déclarée applicable à l'Algérie.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. GUÉRY.

*Le Président du Conseil,
ministre de l'intérieur et des cultes.*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28333. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.

Du 31 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), pour les exercices 1890, 1891 et 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint;

Considérant que les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892 présentent aux divers chapitres sur lesquels les sommes réclamées doivent être prélevées des restes disponibles suffisants pour les acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 24 juillet 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de sept mille six cent cinquante-cinq francs soixante-quatorze centimes (7,655^{fr} 74^{cs}), réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1890, chapitre LI.....	1,254 ^{fr} 83 ^{cs}
Exercice 1891, chapitre XLVIII.....	2,502 95
Exercice 1892, chapitre XLIX.....	3,897 96
ENSEMBLE.....	7,655 74

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquels des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, en exécution de l'article 126 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LXX spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de*

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

l'instruction publique), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*

Signé : G. LEYQUEM.

N° 28334. — *DÉCRET qui autorise un Virement de crédits au Budget annexe de la Caisse des Invalides de la marine (Exercice 1893).*

Du 31 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, portant que les rappels d'arrérages de la dette viagère et de pensions continueront d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant, et qu'en fin d'exercice, le transport en sera effectué à un chapitre spécial, au moyen d'un virement de crédits à soumettre à la sanction législative avec la loi de règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 128 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sur les crédits ouverts par la loi de finances du 28 avril 1893, au titre du chapitre III : *Demi-soldes et pensions dérivées*, du budget de la caisse des invalides de la marine, exercice 1893, une somme de deux cent quarante-neuf mille deux cent trente francs cinq centimes (249,230^f05) est annulée et transportée à un chapitre spécial : *Rappels d'arrérages de demi-soldes et de pensions dérivées sur exercices clos*.

2. Les paiements effectués en 1893, à titre d'arrérages et de pensions dérivées portant sur exercices clos, montant à deux cent quarante-neuf mille deux cent trente francs cinq centimes (249,230^f05), sont déduits du chapitre III : *Demi-soldes et pensions dérivées*, et réimputés au chapitre spécial : *Rappels d'arrérages de demi-soldes et de pensions dérivées sur exercices clos*.

3. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et annexé au projet de loi portant règlement définitif de l'exercice 1893.

Fait à Paris, le 31 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre de la marine,

Signé : FÉLIX FAURE.

N° 28335. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'exécution de divers Travaux maritimes.*

Du 1^{er} Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations ci-après désignées, constatant qu'il a été versé au Trésor public, par divers intéressés, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1894 et relatifs aux ports maritimes, une somme totale d'un million quatre cent trente-trois mille cinq cent quarante-sept francs quatre-vingt-six centimes, savoir :

DÉPARTEMENTS.	NUMÉROS des recépissés.	DATES des versements.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	PARTIES VERSANTES.	MONTANT des versements.
Gironde. ...	1262	31 janv. 1894.	Bordeaux. ...	La chambre de commerce de Bordeaux.....	450,000 ⁰⁰
Hérault.	620	24 janv. 1894.	Montpellier. ..	Le département.....	30,000 ⁰⁰
	1213	16 fév. 1894.	Idem.....	La chambre de commerce de Cette.....	15,000 ⁰⁰
Manche. ...	779	28 fév. 1894.	Saint-Lô.	Le département.....	7,000 ⁰⁰
Seine-Inférieure.	439	15 janv. 1894.	Rouen.....	La chambre de commerce de Rouen.....	100,000 ⁰⁰
	3283	6 avril 1894.	Idem.....	Le département.....	70,000 ⁰⁰
	1956	6 mars 1894.	Le Havre.....	La chambre de commerce du Havre.....	761,547 ⁸⁶
TOTAL comme ci-dessus....					1,433,547 ⁸⁶

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 25 juillet 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le bud-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

get ordinaire de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre LXIII : *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel d'un million quatre cent trente-trois mille cinq cent quarante-sept francs quatre-vingt-six centimes (1,433,547^f 86) applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Amélioration du port de Bordeaux.....	450,000 ^f 00 ^c
Amélioration du port de Cette (30,000 ^f + 15,000 ^f).....	45,000 00
Construction d'un abri pour les bateaux de pêche au port de Cherbourg.....	7,000 00
Amélioration du port de Rouen.....	100,000 00
Amélioration du port du Tréport.....	70,000 00
Établissement de nouveaux quais maritimes à l'extrémité ouest du canal de Tancarville.....	761,547 86
TOTAL ÉGAL.....	1,433,547 86

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 1^{er} Août 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : R. POINCARÉ.

Signé : LOUIS BANTHOU.

N° 28336. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'Établissement de divers chemins de fer.

Du 1^{er} Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 1362) du trésorier général du département de l'Ariège, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 14 septembre 1893,

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

par le département, une somme de deux cent vingt et un mille francs titre de fonds de concours, pour l'établissement des chemins de fer de Pamiers à Limoux, de Lavelanet à Bram et de Saint-Girons à Foix;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 31 juillet 1894,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre LXVII *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de deux cent vingt et un mille francs (221,000^f), applicable à l'établissement des chemins de fer de Pamiers à Limoux, de Lavelanet à Bram et de Saint-Girons à Foix.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 6 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28337. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Travaux d'amélioration du Port de Mostaganem.

Du 1^{er} Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 68 de ladite loi, d'après lequel le ministre des travaux publics est autorisé à exécuter, pendant l'année 1894, sur les fonds à verser à titre d'avances par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, des travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, s'élevant, au maximum, à la somme de huit millions de francs;

Vu la déclaration (n° 2) du payeur de Mostaganem (département d'Oran) constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 5 mars 1894, par la ville de Mostaganem, une somme de cent cinquante mille francs pour concours

(¹) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1894 et relatifs à l'amélioration du port de ladite ville;

Considérant que les crédits additionnels précédemment ouverts au ministre des travaux publics sur l'exercice 1894, pour l'emploi de fonds d'avances versés par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, en vue de l'exécution de travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, ne s'élèvent en totalité qu'à la somme de quatre cent cinquante mille francs, inférieure de sept millions cinq cent cinquante mille francs à celle qui a été fixée comme maximum des dépenses autorisées par l'article 68 de la loi précitée du 26 juillet 1893;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique et relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 25 juillet 1894,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire (état B), deuxième section, de l'exercice 1894, chapitre XI : *Amélioration des ports en Algérie*, pour l'emploi de fonds d'avances versés par la ville de Mostaganem, un crédit additionnel de la somme de cent cinquante mille francs (150,000^f), applicable aux travaux d'amélioration du port de ladite ville.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds d'avances, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du Gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Pont-sur-Seine, le 1^{er} Août 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28338. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'intérieur et des cultes, sur l'Exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Travaux à l'Établissement thermal de Vichy.

Du 3 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu la loi du 7 mai 1864, ratifiant la convention passée entre le gouvernement et la compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy;

Vu les déclarations (n° 76 et 19353), en date des 2 janvier et 2 juillet 1894, constatant le versement à la recette centrale de la Seine, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, par le directeur de la compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy, d'une somme totale de onze mille francs;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur et des cultes, au titre du budget général de l'exercice 1894 (*Intérieur — France*), chapitre L : *Matériel des établissements thermaux affermés*, un crédit supplémentaire de onze mille francs, applicable aux dépenses de grosses réparations de l'établissement thermal de Vichy.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des ressources résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'intérieur et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 3 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 28339. — DÉCRET qui ajoute les Nitrates de mercure au Tableau annexé au décret du 8 juillet 1850, relatif à la Vente des Substances vénéneuses.

Du 20 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, chargé par intérim du ministère de l'intérieur et des cultes;

Vu la loi du 19 juillet 1845;

Vu l'ordonnance du 29 octobre 1846⁽²⁾, portant règlement sur la vente des substances vénéneuses;

Vu le décret du 8 juillet 1850⁽³⁾;

Vu l'avis du conseil d'hygiène publique et de salubrité de la Seine;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ IX^e série, Bull. 1338, n° 13098.

⁽³⁾ X^e série, Bull. 288, n° 2293.

Vu l'avis du comité consultatif d'hygiène publique de France;
Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les « nitrates de mercure » remplacent, dans le tableau des substances vénéneuses annexé au décret du 8 juillet 1850, le « nitrate de mercure », qui y était seul mentionné.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, chargé par intérim du ministère de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Pont-sur-Seine, le 20 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la justice,
chargé, par intérim,
du Ministère de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. GUÉRIN.

N° 28340. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1^{er} Est et demeure classée, comme annexe de la route nationale n° 86, dans le département de l'Ardèche, la partie du chemin vicinal ordinaire n° 7 de la commune de la Voulte, comprise entre ladite route et l'extrémité de la culée rive gauche du pont sur le bras du Rhône, dit *bras d'Aurrelle*, conformément aux indications générales et à la teinte rose du plan d'ensemble visé par l'ingénieur en chef, le 8 mars 1893, entre les points A et B, lequel plan restera annexé au présent décret;

2^o Sont déclarés d'utilité publique les travaux de parachèvement dudit chemin entre les deux ponts sur le Rhône;

3^o La dépense de ces travaux, évaluée à dix-huit mille francs, sera imputée sur les crédits inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour la construction des lacunes des routes nationales;

4^o L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

5^o La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans le délai de cinq ans à dater du présent décret. (Paris, 26 Mai 1894.)

N° 28341. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui supprime le commissariat de police existant à Sathonay (Rhône). (Paris, 5 Juin 1894.)

N° 28342. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. *Laroche* (*Léopold-Jean*), né le 30 juillet 1855, à Fort-de-France (île de la Martinique), y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Lamy*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Laroche-Lamy*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État.
(Pont-sur-Seine, 24 Septembre 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 6 Octobre 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1644.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 18343. — *DÉCRET qui ouvre au Budget du département de la Marine, pour l'exercice 1893, un Chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des Dépenses de solde antérieures à cet exercice.*

Du 19 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, portant que les rappels d'arrérages de solde et accessoires de la solde continueront d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant, et qu'en fin d'exercice le transport en sera effectué à un chapitre spécial; au moyen d'un virement de crédits à soumettre à la sanction législative avec la loi de règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 128 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique,

DÉCRÊTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget du département de la marine, pour l'exercice 1893, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice.

Ce chapitre, qui portera le n° LIV, prendra le titre de : *Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1893.*

2. Le crédit du chapitre mentionné à l'article précédent se formera, par virement de comptes, de la somme de six cent soixante et un mille trois cent quatre-vingt-huit francs quatre-vingt-sept centimes (661,388⁸⁷), montant des rappels de solde et autres dépenses y assimilées provisoirement acquittés sur les fonds des chapitres du

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Budget de l'exercice 1893 désigné dans le tableau annexé au présent décret, et dont les résultats se répartissent comme suit :

Exercice 1889.....	182,072 ¹ 87 ¹
Exercice 1890.....	8,502 96
Exercice 1891.....	29,635 78
Exercice 1892.....	441,177 26
SOMME ÉGALE.....	661,388 87

3. Le crédit ouvert par la loi du 28 avril 1893 au titre du budget de l'exercice 1893, ainsi que les dépenses imputées aux chapitres suivants sur les fonds dudit budget, sont atténués dans les proportions suivantes :

CHAP. III.	Personnel du service hydrographique de la marine.	99 ¹ 16 ¹
— IV.	Officiers de marine et équipages.	521,521 20
— V.	Troupes de la marine.	65,792 15
— VI.	Gendarmerie maritime.	7 00
— VIII.	Personnel technique.	921 70
— IX.	Commissariat de la marine.	5,897 19
— IX bis.	Personnel administratif (corps secondaires).	29,454 15
— X.	Personnel et agents divers (écoles, justice, police, surveillance).	197 55
— XI.	Personnel médical et hospitalier et personnel religieux des différents cultes.	11,236 03
— XII.	Constructions navales. — Salaires pour les constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs.	5 31
— XV.	Artillerie. — Salaires pour l'entretien et le service courant.	335 12
— XXXV.	Habillement. (Achats directs et indemnités représentatives.)	269 90
— XXXVI.	Vivres. (Achats directs et indemnités représentatives.)	18,241 38
— XXXVIII.	Matériel de médecine, de science, d'art et de religion.	9 34
— XLIV.	Chauffage et éclairage. (Achats directs et indemnités représentatives.)	563 49
— XLV.	Fournitures et mobilier d'administration. (Achats directs et indemnités représentatives.) — Impressions, livres et reliures.	174 25
— XLVI.	Frais de passage et de transport par mer. — Affrètements et frais accessoires.	35 25
— XLVII.	Frais de séjour et de tournées. — Frais de route et de transport par terre et frais accessoires.	272 10
— XLVIII.	Gratifications, secours et subventions.	6,356 60
	SOMME ÉGALE.	661,388 87

4. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et annexé au projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1893.

Fait à Paris, le 19 Juillet 1894.

Le Ministre de la marine,
Signé : FÉLIX FAURE.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Tableau, par exercice, des rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1893, qui ont été acquittées sur les chapitres de l'exercice 1893 désignés ci-après et dont le transport au chapitre LIV doit être opéré dans le compte définitif des dépenses de l'exercice précité, conformément aux dispositions des articles 9 de la loi du 8 juillet 1837 et 128 du décret du 31 mai 1862, portant règlement général sur la comptabilité publique.

IMPUTATION PRIMITIVE DES CRÉDITS ET DES PAYEMENTS. (Chapitres et articles.)	DÉTAIL, PAR EXERCICE, DES PAYEMENTS effectués en 1893.				TOTAUX	
	1889.	1890.	1891.	1892.	par article.	par chapitre.
CHAPITRE III.						
1. unique. Personnel du service hydrographique de la marine..	"	"	"	99 ^f 16 ^c	99 ^f 16 ^c	99 ^f 16 ^c
CHAPITRE IV.						
OFFICIERS DE MARINE ET ÉQUIPAGES.						
1. 1 ^{er} . Officiers de marine. (Solde.).....	38,925 ^f 80 ^c	572 ^f 40 ^c	3,715 ^f 39 ^c	51,057 73	94,271 32	521,521 2
2. Mécaniciens de la flotte (Solde.).....	2,511 01	"	"	3,364 47	5,875 48	
3. Equipages. (Solde.)..	99,533 41	4,936 61	9,944 41	176,151 27	299,565 70	
5. Marins vétérans et vétérans torpilleurs. (Solde.).....	0 03	"	"	"	0 03	
6. Officiers de marine. (Indemnités, suppléments et accessoires de solde.)...	2,445 14	77 39	72 40	53,613 86	56,208 79	
7. Mécaniciens de la flotte (Indemnités, etc.)..	727 05	0 65	"	813 78	1,541 48	
8. Equipages. (Indemnités, etc.).....	28,047 98	1,108 06	3,540 65	40,361 71	73,058 40	
CHAPITRE V.						
TROUPES DE LA MARINE.						
1. 1 ^{er} . Infanterie de marine. (Solde.).....	"	139 58	948 02	33,331 57	34,419 17	65,797 15
2. Artillerie de marine. (Solde.).....	"	"	202 91	8,159 66	8,362 57	
3. Corps des disciplinaires. (Solde.)...	"	"	"	506 25	506 25	
5. Infanterie de marine. (Indemnités, etc.)..	205 98	826 55	529 00	16,678 54	18,240 07	
6. Artillerie de marine. (Indemnités, etc.)..	"	"	55 50	4,204 39	4,259 89	
8. Corps des disciplinaires. (Indemnités, etc.).....	"	"	"	4 20	4 20	
CHAPITRE VI.						
GENDARMERIE MARITIME.						
2. Indemnités, suppléments, etc. (Troupe)	"	"	"	7 00	7 00	7 00

IMPUTATION PRIMITIVE DES CRÉDITS ET DES PAYEMENTS. (Chapitres et articles.)	DÉTAIL, PAR EXERCICE, DES PAYEMENTS effectués en 1893.				TOTAL	
	1889.	1890.	1891.	1892.	par article.	par
CHAPITRE VIII.						
PERSONNEL TECHNIQUE.						
Art. 1 ^{er} . Génie maritime. (Solde.).....	144 ^f 18 ^c	"	"	325 ^f 00 ^c	569 ^f 18 ^c	
— 3. Ingénieurs hydrogra- phes. (Solde.).....	0 01	"	"	152 67	152 68	
— 5. Maîtres principaux et maîtres entretenus de toutes profes- sions. (Solde.)....	27 63	"	"	"	27 63	
— 6. Génie maritime. (In- dennités, etc.)....	16 60	"	"	123 17	149 77	
— 8. Ingénieurs hydrogra- phes. (Indennités, etc.).....	"	"	"	22 44	22 44	
CHAPITRE IX.						
COMMISSARIAT DE LA MARINE.						
Art. 1 ^{er} . Solde.....	3,091 25	41 ^f 22 ^c	"	2,196 91	5,329 38	5,
— 2. Indennités, etc.....	360 72	4 84	"	212 25	567 81	
CHAPITRE IX bis.						
PERSONNEL ADMINISTRATIF (CORPS SECONDAIRES).						
Art. 3. Comptables des ma- tières. (Solde.)....	23 33	38 80	617 ^f 42 ^c	"	679 55	
— 4. Comptables des ma- tières. (Indennité, etc.).....	5 60	24 25	"	19,473 62	19,503 47	
— 5. Personnel administra- tif des directions de travaux. (Solde.)....	"	200 00	"	7,918 36	8,118 36	29,
— 6. Personnel administra- tif des direct ons de travaux. (Indennité, etc.).....	"	"	"	1,152 77	1,152 77	
CHAPITRE X.						
PERSONNEL ET AGENTS DIVERS. (ÉCOLES, JUSTICE, POLICE, SURVEILLANCE.)						
Art. 6. Guetteurs des électro- sémaphores. (In- dennités, etc.)....	"	"	"	6 00	6 00	
— 7. Inspecteurs des pé- ches, syndics et gardes maritimes. (Solde.).....	"	"	"	110 00	110 00	
— 13. Pompiers. (Solde.)....	"	"	"	75 75	75 75	
— 11. Pompiers. (Indennité, etc.).....	"	"	"	5 80	5 80	

IMPUTATION PRIMITIVE DES CRÉDITS ET DES PAYEMENTS. (Chapitres et articles.)	DÉTAIL, PAR EXERCICE, DES PAYEMENTS effectués en 1893.				TOTAUX	
	1889.	1890.	1891.	1892.	par article.	par chapitre.
CHAPITRE XI.						
PERSONNEL MÉDICAL ET HOSPI- TALIER ET PERSONNEL RE- LIGIEUX DES DIFFÉRENTS CULTES.						
Art. 1 ^{er} . Corps de santé. (Solde.).....	5,354 ^f 13 ^s	39 ^f 16 ^s	928 ^f 00 ^s	4,295 ^f 50 ^s	10,516 ^f 79 ^s	
— 2. Personnel des hôpi- taux. (Solde.).....	151 58	"	"	"	151 58	
— 3. Personnel religieux des différents cultes. (Solde.).....	90 95	20 84	"	29 05	140 84	11,236 ^f 03 ^s
— 4. Corps de santé. (In- demnités, etc.)....	279 98	2 22	5 61	112 44	400 25	
— 6. Personnel religieux des différents cultes. (Indemnités, etc.)..	16 67	3 00	"	6 90	26 57	
CHAPITRE XII.						
Art. unique. Constructions na- vales. — Salaires pour les construc- tions neuves et pour le premier arme- ment des bâtiments neufs.....	"	"	"	5 31	5 31	5 31
CHAPITRE XV.						
Art. unique. Artillerie. — Sa- laire pour l'entre- tien et le service courant.....	"	"	"	335 12	335 12	335 12
CHAPITRE XXXV.						
HABILLEMENT. (ACHATS DIRECTS ET INDEMNITÉS REPRÉSENTA- TIVES.)						
Art. 1 ^{er} . Habillement des équi- pages.....	"	"	"	257 75	275 75	
— 5. Indemnité d'habil- lement.....	"	"	"	12 15	12 15	269 90
CHAPITRE XXXVI.						
VIVRES. (ACHATS DIRECTS ET INDEMNITÉS REPRÉSENTA- TIVES.)						
Art. 1. Traitement de table..	74 48	90 29	4,765 70	13,310 91	18,241 38	18,241 33
CHAPITRE XXXVIII.						
MATÉRIEL DE MÉDECINE, DE SCIENCE, D'ART ET DE RELI- GION.						
Art. 4. Allocation pour le pain et le vin aux aumô- niers embarqués...	8 64	"	"	0 70	9 34	9 34

IMPENSEMENT PRIMITIVE DES CRÉDITS ET DES PAYEMENTS. (Chapitres et articles.)	DÉTAIL, PAR EXERCICE, DES PAYEMENTS effectués en 1893.				TOTAL	
	1889.	1890.	1891.	1892.	par article.	par chapitre.
CHAPITRE XLIV. CHAUFFAGE ET ÉCLAIRAGE. (ACHATS DIRECTS ET INDEMNITÉS REPRÉSENTATIVES.)						
Art. 3. Abonnements pour frais de chauffage et d'éclairage.....	.	.	.	563 ⁴ / ₁₀₀	563 ⁴ / ₁₀₀	563 ⁴ / ₁₀₀
CHAPITRE XLV. FOURNITURES ET MOBILIER D'ADMINISTRATION. (ACHATS DIRECTS ET INDEMNITÉS REPRÉSENTATIVES.)—(IMPRESSIONS, LIVRES ET RELIGES.						
Art. 5. Indemnités représentatives de frais de bureau.....	21 ¹ / ₁₀₀	19 ¹ / ₁₀₀	71 ¹ / ₁₀₀	62 26	174 25	174 25
CHAPITRE XLVI. FRAIS DE PASSAGE ET DE TRANSPORT PAR MER. — APPRETEMENTS ET FRAIS ACCESSOIRES.						
Art. 2. Frais de passage des officiers et agents de la marine, etc..	.	.	.	35 25	35 25	35 25
CHAPITRE XLVII. FRAIS DE SÉJOUR ET DE TOURNÉES. — FRAIS DE ROUTE ET DE TRANSPORT PAR TERRE ET FRAIS ACCESSOIRES.						
Art. 1 ^{er} . Indemnités de route et de séjour. — Frais de missions en France et à l'étranger.....	9 70	9 70	216 00	36 70	272 10	272 10
CHAPITRE XLVIII. GRATIFICATIONS, SECOURS ET SUBVENTIONS.						
Art. 2. Gratifications, secours et subventions diverses. (Service général.).....	.	348 40	4,022 80	1,985 40	6,356 60	6,356 60
TOTAUX.....	182,072 87	8,502 96	29,635 78	441,177 26		662,388 87

Arrêté le présent tableau à la somme de six cent soixante et un mille trois cent quatre-vingt-huit francs quatre-vingt-sept centimes, dont le montant (crédits et paiements) doit être transporté des chapitres de l'exercice 1893 ci-dessus désignés au chapitre XLIV du même exercice : *Rappels de dépenses payables sur revenus antérieurs à l'exercice 1893.*

Paris, le 19 juillet 1894.

Le Ministre de la marine,

Signé : FÉLIX FAURE.

N° 28344. — DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'Établissement, dans le département de la Gironde, d'une ligne de Tramway, à traction de locomotives, entre Bordeaux et Cadillac.

Du 14 Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 18 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans le département de la Gironde, d'une ligne de tramway, à traction de locomotives, destinée au transport des voyageurs et des marchandises entre Bordeaux (Passerelle) et Cadillac;

Vu, notamment, le plan d'ensemble de ladite ligne;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881 ⁽¹⁾;

Vu, notamment, la délibération de la commission d'enquête, en date des 16-23 juillet 1891;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Bordeaux, en date du 15 juillet 1891;

Vu les délibérations du conseil général de la Gironde, en date des 5 septembre 1890, 7 septembre 1891 et 6 mai 1892;

Vu la convention passée, le 3 juillet 1894, entre le préfet de la Gironde, agissant au nom du département, et M. *Emile Faugère*, pour la concession de l'entreprise, ainsi que le cahier des charges y annexé;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 11 janvier 1894;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 16 février 1894;

Vu la lettre du ministre de la guerre, en date du 10 mars 1894;

Vu les engagements contenus dans la lettre de M. *Faugère*, en date du 3 juillet 1894, en ce qui concerne les tarifs, ensemble la lettre du préfet de la Gironde, en date du 5 juillet 1894;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai ⁽²⁾ et 6 août 1881 ⁽³⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Gironde, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, d'une ligne de tramway, à traction de locomotives, destinée au transport des voyageurs et des marchandises, entre Bordeaux (Passerelle) et Cadillac.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 20747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 21222.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai d'un an à partir de la date du présent décret.

2. Le département de la Gironde est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne de tramway dont il s'agit suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé.

3. Est approuvée la convention passée, le 3 juillet 1894, entre le préfet de la Gironde, au nom du département, et M. *Emile Faugère* pour la concession du tramway susmentionné, conformément aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à cette convention.

Ladite convention, ainsi que le cahier des charges et le plan d'ensemble ci-dessus visés, resteront annexés au présent décret.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

CONVENTION.

Entre M. *Berniquet*, officier de la Légion d'honneur, préfet de la Gironde, agissant au nom du département en vertu de la délibération du conseil général du 6 mai 1892.

D'une part,

Et M. *Faugère (Emile)*, ingénieur civil, domicilié à Bordeaux, rue Vital-Carles, n° 44,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. M. le préfet de la Gironde concède à M. *Faugère*, qui l'accepte, une ligne de tramway à voie d'un mètre (1^m) de largeur, à traction de locomotives, pour le service des voyageurs et des marchandises entre Bordeaux (Passerelle) et la ville de Cadillac.

Le tramway sera établi entre Bordeaux et le port des Collines, sur l'accotement du chemin d'intérêt commun n° 165 et du chemin public à la suite; du port des Collines à la Tresne, la voie sera posée sur plate-forme indépendante.

Entre la Tresne et Cadillac, le tramway sera établi sur l'accotement ou la chaussée des chemins de grande communication n° 110 et 126 et sur la chaussée et la contre-allée du chemin vicinal ordinaire n° 33 de Cadillac; c'est sur ce dernier emplacement que sera construite la station de Cadillac.

2. Tous les travaux d'infrastructure et de superstructure, ainsi que les acquisitions des terrains, seront faits par les soins et aux frais du concessionnaire, sauf en ce qui concerne l'élargissement du carrefour des chemins de grande communication n° 110 et 126, à Langoiran, tel qu'il est prévu par le plan d'alignement approuvé. Pour cet élargissement, le concessionnaire supportera la totalité des frais relatifs aux travaux; il supportera, en outre, les deux tiers des dépenses d'acquisition des immeubles nécessaires, sans que la charge lui incombant de ce chef puisse, en aucun cas, être

inférieure à cinq mille francs (5,000'). Le département contribuera à l'élargissement pour le complément de la dépense relative aux acquisitions sur ce point.

Il est de plus spécifié que le sol des voies publiques de toutes catégories, nécessaires à l'assiette du tramway et de ses dépendances, sera livré gratuitement au concessionnaire.

3. M. *Faugère* s'engage à exploiter le tramway de Bordeaux à Cadillac à ses risques et périls pendant la durée de la concession, sans aucune subvention du département ni de l'État.

4. La présente concession est faite aux charges, clauses et conditions du cahier des charges ci-annexé, à l'exécution desquelles M. *Faugère* déclare se soumettre.

5. Après la déclaration d'utilité publique, le concessionnaire devra substituer à son lieu et place, dans les droits et obligations qui résultent pour lui de la présente convention, une société anonyme dont le capital sera ultérieurement déterminé.

6. Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention et du cahier des charges y annexé, calculés suivant l'article 24 de la loi du 11 juin 1880, seront supportés par le concessionnaire.

7. Il est spécifié, conformément à l'article 30 de la loi du 11 juin 1880, que, dans la rédaction du cahier des charges ci-annexé, il est apporté dérogation ou modification aux indications du cahier des charges type en ce qui concerne les articles 7, 8, 11, 11 bis, 14, 15 et 23.

Fait double à Bordeaux, le 3 juillet 1894.

Lu et approuvé :

Signé : BRANQUET.

Lu et approuvé :

Signé : FAUGÈRE.

Enregistré à Bordeaux, bureau des domaines, le 10 août 1894, folio 54, case 8. Recu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : *Le Merle*.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramway qui fait l'objet du présent cahier des charges est destinée au transport des voyageurs et des marchandises.

La traction aura lieu par locomotives à vapeur.

Tracé.

2. La ligne partira de Bordeaux (Passerelle) pour aboutir à Cadillac et empruntera les voies publiques ci-après désignées :

1^o Chemin d'intérêt commun n° 165 et chemin public suivant, depuis l'origine du projet jusqu'au port des Collines;

2^o Chemin de grande communication n° 110, depuis la station de la Trezème jusqu'au carrefour voisin du chemin de grande communication n° 126;

3^o Chemin de grande communication n° 126 sur tout son parcours, depuis la Trezème jusqu'à Langoiran;

4^o Chemin de grande communication n° 110, depuis Langoiran jusqu'à Cadillac;

5^o Chemin vicinal n° 33, de Cadillac, et contre-allée de ce chemin.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de six mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai d'un an à partir de la même date. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que la ligne entière soit livrée à l'exploitation dans un délai de deux ans à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas un mètre quatre-vingt-dix centimètres (1^m 90), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à un mètre quatre-vingt-dix centimètres (1^m 90); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètres vingt centimètres (3^m 20).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre trente-deux centimètres (1^m 32).

Alignements et courbes. — Pentés et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon pourra être inférieur à trente mètres (30^m).

Le maximum des déclivités est fixé à trente millimètres (0^m 030). Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un pavage ou empierrement de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails, et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage ou cet empierrement.

La chaussée pavée ou empierrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast exclusivement composé de gravier d'un mètre soixante-quinze centimètres (1^m 75) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins quatre mètres (4^m) mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'empiétement devra être rétabli avec cette largeur de quatre mètres (4^m) partout où l'établissement de la voie ferrée aurait eu pour effet de le réduire au-dessous de cette dimension.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie, d'une solidité suffisante; dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un demi-camiveau pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres (0^m 30) de largeur. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1^m 10) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement de la route, à moins d'une autorisation spéciale du préfet.

Les rails, qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Dans les traverses, le concessionnaire pourra être astreint à rétablir les chaussées empiérees ou pavées avec leur largeur primitive, alors même que cette largeur serait supérieure à quatre mètres (4^m) dans tous les cas où il modifiera le profil en travers de la voie.

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de quinze kilogrammes (15^k) au moins par mètre courant; ils seront posés sur traverses.

Gares et stations.

11. Les voitures ne s'arrêteront pas en pleine voie pour prendre ou laisser des voyageurs et des marchandises sur tous les points du parcours.

Les stations seront construites économiquement, le service en pourra être fait par le personnel des trains.

Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi des stations ou des haltes pour le service des voyageurs suivant les indications ci-après :

Gare de Bordeaux ;
Halte de Monte-Cristo ;
Halte du port des Collines ;
Station de la Tresne (gare d'échange avec la compagnie d'Orléans) ;
Station de Camblannes ;
Halte de Quinsac ;
Station de Cambes ;
Halte de Beaurech ;
Station du Tourne-Langoiran ;
Halte de Lestiac ;
Station de Paillet ;
Station de Rions ;
Halte de Béguey ;
Station de Cadillac.

Moyens de transbordement. (Clause spéciale prescrite par la circulaire du 12 janvier 1888.)

11 bis. Si le ministre des travaux publics autorise le concessionnaire à pénétrer dans les gares de la compagnie d'Orléans à la Tresne et à Bordeaux (chemin de Bordeaux à la Sauve), ce concessionnaire sera tenu d'établir dans ces gares les moyens de transbordement commodes pour les voyageurs et les marchandises dans les conditions qui seront fixées par le ministre, sur la proposition de la compagnie d'Orléans.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection ; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens, est fixé à trois pour la ligne entière. Dans aucun cas, le concessionnaire ne sera tenu de faire un service entre dix heures du soir et cinq heures du matin.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de dix voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas soixante mètres (60^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure, arrêts compris; cette vitesse pourra être réduite par un simple arrêté préfectoral dans les traverses bâties et, en général, partout où la sécurité publique paraîtra commander cette mesure.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession de la ligne mentionnée à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation et sera de soixante-quinze ans.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le Gouvernement déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif, par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 21, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1861 ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être constitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1861.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à

faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés.

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

	PRIX		
	de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Voyageurs... Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe).....	0 067	0 033	0 10
Voitures couvertes et fermées à vitres (2 ^e classe)....	0 037	0 018	0 055
Enfants.....			
Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.			
De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte ; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.			
Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.			
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....	0 01	0 005	0 015
(Sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^e 30 ^e .)			

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	0 07	0 03	0 10
Veaux et porcs.....	0 025	0 015	0 04
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 01	0 01	0 02
Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.			

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huiles. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportés à la vitesse des trains de voyageurs.....	0 20	0 16	0 36
---	------	------	------

Marchandises transportées à petite vitesse.

1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Cafés. — Drogues. — Épiceries. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	0 09	0 07	0 16
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dits de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivre. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....	0 08	0 06	0 14
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moellons. — Meuliers. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....	0 06	0 04	0 10
4 ^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....	0 05	0 03	0 08

*Tarif spécial par wagon complet pour un parcours
d'au moins dix kilomètres.*

Marchandises des 1^{re}, 3^e et 4^e classes :

2 ^e classe.....	0 05	0 04	0 09
3 ^e classe.....	0 04	0 03	0 07
4 ^e classe.....	0 03	0 02	0 05

Les foin, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas six cents kilogrammes (600^k) sous le volume d'un mètre cube, 50 centimes par wagon et par kilomètre.

3^e VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre.

Wagon ou chariot (pouvant porter de trois à six tonnes).....	0 09	0 06	0 15
Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	1 80	1 20	3 00
Tender de sept à dix tonnes.....	0 90	0 60	1 50

Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.

Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....	0 15	0 10	0 25
---	------	------	------

Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.	0 18	0 14	0 32
---	------	------	------

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc. ; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.

Voitures de déménagement à deux ou quatre roues, à vide.....	0 12	0 08	0 20
--	------	------	------

Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....	0 08	0 06	0 14
--	------	------	------

4^e SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCEUILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....	0 36	0 28	0 64
--	------	------	------

Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, par les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....	0 18	0 12	0 30
--	------	------	------

Et par les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de....	0 60	0 40	1 00
--	------	------	------

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens ; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres (6^k), elle sera comptée pour six kilomètres (6^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après le procès-verbal de chainage dressé contradictoirement par le concessionnaire et le service de contrôle. Ce chainage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet.

Dans aucun cas, il ne pourra être perçu pour un voyageur pris ou laissé en route un prix supérieur à celui qui a été prévu pour la distance complète qui sépare les deux stations entre lesquelles le parcours a été effectué.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k), comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et les marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2° au-dessus de cinq (5^k) jusqu'à dix kilogrammes (10^k); 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes (0' 40).

Bagages.

24. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

25. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 26 et 27 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

26. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de deux mille kilogrammes (2,000^k).

Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de deux mille à trois mille kilogrammes (2,000 à 3,000^k); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envois par groupes.

27. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Détails d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

30. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs contenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train ;

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du tramway, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

32. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui seront confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de trois mille habitants, soit un centre de population de trois mille habitants situé à plus de cinq kilomètres (5^k) de la gare du tramway.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes, et à leurs frais, le factage et le camionnage de leurs marchandises.

Traité particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises

par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 39 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

Embranchements industriels. — Tarif à percevoir pour le matériel prêt.

34. Le concessionnaire sera indemnisé de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements industriels desservant des carrières, des mines ou des usines, par la perception d'une redevance qui est fixée à douze centimes (0' 12) par tonne pour le premier kilomètre et à quatre centimes (0' 04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^k).

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entrepreneur soit subventionné ou non par le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année, à la date du 1^{er} janvier, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de quarante francs (40') par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu le 30 janvier qui suivra le décret d'utilité publique, à la caisse du trésorier-payeur de la Gironde.

Cautionnement.

38. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la

caisse des dépôts et consignations une somme de trente mille francs (30,000^f) en numéraire ou en rente sur l'État calculée conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme fournira le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Election de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Bordeaux.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de la Gironde.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Gironde, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Vu et proposé d'approuver :

Lu et accepté :

Signé : BRANQUET.

Signé : FAUGÈRE.

Enregistré à Bordeaux, bureau des domaines, le 10 août 1894, folio 54, case 9.
Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : *Le Merle*.

N° 28345. — *RAPPORT au Président de la République française suivi d'un Décret relatif au Matériel à réserver dans les magasins de la Marine.*

Du 29 Juillet 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 1^{er} août 1894.)

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Les décrets du 23 novembre 1887 et du 1^{er} mai 1891 ont prévu la constitution, dans les magasins de la marine, d'une réserve de matériel distincte des approvisionnements du service courant, en vue de permettre de compléter éventuellement l'armement de nos unités de combat de toute nature et de pourvoir, en cas de guerre, à leur ravitaillement.

Mais, ainsi que la commission extraparlamentaire instituée par décision présidentielle du 19 janvier 1894 l'a justement fait remarquer dans son rapport sur les approvisionnements, les actes précités ne permettent pas de comprendre dans le matériel à réserver toutes les quantités qui, en raison de leur destination, ne doivent jamais cesser de rester disponibles en magasin.

En vue de combler la lacune que présentent, à cet égard, les dis-

positions réglementaires, j'ai fait préparer, conformément au vœu exprimé par la commission extraparlamentaire de la marine, le projet de décret ci-joint que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre de la marine,

Signé: FÉLIX FAURE.

DÉCRET relatif au Matériel à réserver dans les magasins de la Marine.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 23 novembre 1887 ⁽¹⁾, sur l'organisation et la comptabilité des magasins de la marine;

Vu le décret du 1^{er} mai 1891 ⁽²⁾, relatif au matériel de guerre à réserver pour les unités de combat;

Sur le rapport du ministre de la marine,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le texte de l'article 2 du décret susvisé du 23 novembre 1887, modifié par le décret du 1^{er} mai 1891, est remplacé par le suivant :

Font partie du matériel à réserver :

1^o Dans la limite fixée par les feuilles d'armement :

Les quantités de matières et d'objets de toute nature à délivrer par les services des constructions navales, de l'artillerie, des défenses sous-marines et des hôpitaux pour constituer ou compléter l'armement des unités flottantes ou de combat (bâtiments de la flotte, — à l'exception de ceux que le ministre ne juge pas aptes à être armés en temps de guerre; — forts et batteries; défenses fixes et mobiles);

2^o Dans les conditions déterminées par les décisions ministérielles :

A. — Les objets de toute nature ressortissant aux services de l'artillerie et des défenses sous-marines (terminés, en cours de confection ou à l'état brut) et approvisionnés avant qu'il y ait lieu d'ouvrir des feuilles d'armement, mais destinés soit à des épreuves ou expériences ordonnées par le ministre, soit à l'armement de batteries de côtes ou d'unités de combat en construction ou à flot nominativement désignées dans les décisions ministérielles;

B. — Les stocks d'armes, d'effets et d'objets destinés à assurer la mise sur le pied de guerre des équipages et des troupes et à pourvoir les hommes susceptibles d'être rappelés au service;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1138, n^o 18718.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1432, n^o 24173.

C. — Les stocks de vivres destinés à assurer :

L'armement des navires mobilisables et le ravitaillement des bâtiments qui doivent être maintenus armés en temps de guerre;

La mobilisation des troupes;

Les besoins des rationnaires de la place, en tant que les magasins de la marine sont chargés d'y pourvoir au moyen d'approvisionnements constitués à l'avance;

D. — Les stocks de matériel médical et hospitalier, de médicaments et d'objets de pansement destinés à assurer :

Le complément d'approvisionnement des bâtiments qui doivent être maintenus armés en temps de guerre;

La mobilisation des troupes;

Les besoins de la place, en tant que les magasins de la marine sont chargés d'y pourvoir au moyen d'approvisionnements constitués à l'avance;

E. — Les stocks de charbons, de matières grasses, de poudres et projectiles, de matériel d'armement, d'artillerie et de torpillerie (consommable et non consommable), suffisants pour assurer, en temps de guerre, le ravitaillement des unités de combat.

2. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel*, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre de la marine,

Signé : FÉLIX FAURE.

N° 28346. — *DÉCRET qui approuve la substitution à MM. Grammont, Bellement et Faye de la Compagnie des Tramways électriques de Dijon, comme rétrocessionnaire du réseau de Tramways de la ville de Dijon.*

Du 6 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret du 18 août 1893⁽¹⁾, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement d'un réseau de tramways dans la ville de Dijon, autorisé la construction et l'exploitation dudit réseau par la ville et approuvé la rétrocession de l'entreprise à MM. Grammont, Bellement et Faye, ensemble le traité de rétrocession et le cahier des charges y annexés;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 442, n° 3239.

Vu notamment l'article 5 dudit décret⁽¹⁾, portant que MM. Grammont, Bellantant et Faye devront, dans le délai de six mois, constituer une société anonyme qui leur sera substituée, et que cette substitution devra être approuvée par décret délibéré en conseil d'État;

Vu les demandes présentées, le 10 janvier 1894, par MM. Grammont, Bellantant et Faye, d'une part, et par la compagnie des tramways électriques de Dijon, d'autre part, à l'effet d'obtenir l'approbation de la substitution de la seconde aux premiers, comme rétrocessionnaires du réseau de tramways de la ville de Dijon;

Vu la délibération du conseil municipal de Dijon, en date du 26 janvier 1894;

Vu le rapport des ingénieurs du contrôle, en date des 10-12 février 1894;

Vu la lettre du préfet de la Côte-d'Or, en date du 16 février 1894;

Vu l'engagement pris par MM. Grammont, Bellantant et Faye, à la date du 15 juillet 1894;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways, et notamment l'article 10;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai⁽²⁾ et 6 août 1881⁽³⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la substitution à MM. Grammont, Bellantant et Faye de la société anonyme dite *compagnie des tramways électriques de Dijon*, comme rétrocessionnaire du réseau de tramways dont l'établissement, dans la ville de Dijon, a été déclaré d'utilité publique par le décret susvisé du 18 août 1893.

MM. Grammont, Bellantant et Faye demeureront personnellement et solidairement responsables, avec ladite société, pendant un délai de dix ans à dater du présent décret, des engagements qu'ils ont contractés vis-à-vis de la ville de Dijon.

2. Il est interdit à la compagnie des tramways électriques de Dijon, sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une entreprise autre que la construction et l'exploitation du réseau de tramways mentionné à l'article 1^{er}, sans y avoir été préalablement autorisée par décret rendu en conseil d'État.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 6 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1597, n^o 27323.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 629, n^o 10747.

⁽³⁾ VII^e série, Bull. 664, n^o 11222.

N° 28347. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de restauration de la Salle des États de Bourgogne de l'hôtel de ville de Dijon.

Du 6 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu le récépissé du trésorier-payeur général de la Côte-d'Or, constatant qu'il a été versé au Trésor, le 28 mai 1894, une somme de dix mille francs représentant la part contributive de la ville de Dijon dans les dépenses occasionnées par la restauration de la salle des États de Bourgogne de son hôtel de ville;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur le fonds du budget de l'exercice 1894, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre XXII : *Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements*, un crédit de dix mille francs (10,000^f) applicable aux dépenses occasionnées par la restauration de la salle des États de Bourgogne de l'hôtel de ville de Dijon.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 6 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : G. LEYGUES.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 28348. — *Décret qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la construction de Trottoirs et de Caniveaux pavés dans les traverses de Saint-Cloud et de l'Hillil (route nationale n° 4) [Algérie].*

Du 6 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations (n° 2) du trésorier-payeur du département d'Oran et (n° 3) du payeur particulier de Mostaganem (département d'Oran), constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 14 et 27 mars 1894, par les communes de Saint-Cloud et de l'Hillil, une somme totale de onze mille cent cinquante-cinq francs soixante-dix-sept centimes (8,868⁴² + 2,287³⁵), à titre de fonds de concours, pour la construction de trottoirs et de caniveaux pavés le long de la route nationale n° 4, dans les traverses desdites communes;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 25 juillet 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire (état B) de l'exercice 1894, première section, chapitre 14, *Entretien des routes en Algérie*, article 2 : *Grande voirie, aqueducs, fontaines*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de onze mille cent cinquante-cinq francs soixante-dix-sept centimes (11,155⁷⁷) applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises désignées ci-après, savoir :

Construction de trottoirs et de caniveaux pavés dans la traverse de Saint-Cloud (route nationale n° 4).....	8,868 ⁴²
Construction de trottoirs et de caniveaux pavés dans la traverse de l'Hillil (route nationale n° 4).....	2,287 ³⁵
TOTAL ÉGAL.....	11,155⁷⁷

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Pont-sur-Seine, le 1^{er} Août 1894.

Signé: CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé: R. POINCARRÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé: LOUIS BARTHOU.

N° 2849. — DÉCRET qu'onvra au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses du Personnel des ponts et chaussées en Algérie.

Du 6 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 17) du trésorier-payeur de Constantine (Algérie), constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 26 avril 1894, par le département, une somme de quarante-cinq mille cent francs, montant de sa participation dans les dépenses du personnel des ponts et chaussées en Algérie pendant l'année 1894;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 31 juillet 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire (état B) de l'exercice 1894, première section, chapitre 1 : *Personnel des travaux publics en Algérie*, article 1^{er} (*Service des ponts et chaussées*), pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de quarante-cinq mille cent francs (45,100') applicable au paiement du traitement, pendant l'année 1894, du personnel des ponts et chaussées en Algérie.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, par le département de Constantine.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du Gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Pont-sur-Seine, le 6 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28350. — *DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la deuxième circonscription de Caen (Calvados) à l'effet d'élire un Député.*

Du 11 Septembre 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 13 septembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre secrétaire d'État et département de l'intérieur et des cultes;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de M. Legoux-Longpré, député de la deuxième circonscription de Caen (Calvados),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la deuxième circonscription de Caen (Calvados) est convoqué pour le dimanche 7 octobre prochain, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1566, n° 26771.

1. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Pont-sur-Seine, le 11 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28351. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux d'amélioration du port de Binic, conformément aux dispositions du projet dressé, à la date des 27-28 juin 1892, par les ingénieurs du département des Côtes-du-Nord;

2° La dépense, évaluée à deux cent cinquante mille francs, sera prélevée, jusqu'à concurrence de cent soixante-cinq mille francs, sur les fonds annuellement inscrits à la deuxième section du budget du ministère des travaux publics, pour l'amélioration des ports maritimes;

3° Il est pris acte des offres faites, par la chambre de commerce de Saint-Brieuc, suivant délibération en date du 20 septembre 1892, et, par le conseil municipal de Binic, suivant délibération en date du 25 septembre 1892, de concourir à la dépense par des subventions respectivement fixées à soixante-cinq mille francs et à vingt mille francs. (*Paris, 10 Juillet 1894.*)

N° 28352. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulle et de nul effet la délibération prise par le conseil d'arrondissement de Carcassonne (Aude) dans sa séance du 16 juillet 1894, et par laquelle cette assemblée a émis un vœu demandant l'extension des attributions des conseils d'arrondissement ou leur suppression. (*Pont-sur-Seine, 4 Août 1894.*)

N° 28353. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulle et de nul effet la délibération prise par le conseil d'arrondissement de Saint-Amand (Cher) dans sa séance du 16 juillet 1894, et par laquelle cette assemblée a demandé sous forme de vœux :

1° L'amnistie pleine et entière des condamnés politiques ;

2° L'extension des pouvoirs des conseils d'arrondissement. (*Pont-sur-Seine, 4 Août 1894.*)

N° 28354. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice, chargé de l'intérim du ministère de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 16 juillet 1894, par laquelle le conseil d'ar-

rondissement de Bressuire (Deux-Sèvres) a « prié le Gouvernement de considérer que le tarif protecteur en cours ne répond pas aux exigences actuelles de l'agriculture nationale ». (*Pont-sur-Seine, 3 Septembre 1894.*)

N° 28355. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice, chargé de l'intérim du ministère de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulles et de nul effet les délibérations, en date des 16 et 20 juillet 1894, par lesquelles le conseil d'arrondissement de Lille (Nord) a émis les vœux :

« 1° Que la Chambre interdise à tous les élus, soit du suffrage universel, soit du suffrage restreint, de faire partie, sous peine de la prison et d'une forte amende, des administrations des sociétés financières ;

« 2° Que les sous-préfets et les trésoriers-payeurs généraux soient supprimés ». (*Pont-sur-Seine, 6 Septembre 1894.*)

N° 28356. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice, chargé de l'intérim du ministère de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulles et de nul effet les délibérations, en date du 17 juillet 1894, par lesquelles le conseil d'arrondissement de Montpellier (Hérault) a :

« 1° Émis le vœu que le Parlement, se ressaisissant et confiant dans la nation, repousse les lois qui pourraient devenir un danger pour la République, notamment les lois qui restreindraient la liberté de la presse; que les grandes sociétés financières soient, de la part de la Cour des comptes, l'objet d'une surveillance concernant l'apport et l'emploi des capitaux de ces sociétés, et que le rapport concernant ce contrôle financier soit rendu, chaque année, public;

« 2° Déclaré envoyer un salut fraternel aux mineurs de Graissessac et des environs, en les invitant à persister dans cette voie et en priant le Gouvernement de leur venir en aide et de déclarer la déchéance de la compagnie ». (*Pont-sur-Seine, 6 Septembre 1894.*)

N° 28357. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice, chargé de l'intérim du ministère de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulles et de nul effet les délibérations prises par le conseil d'arrondissement de Bordeaux (Gironde), dans ses séances des 17 et 18 juillet 1894, et par lesquelles cette assemblée a demandé sous forme de vœux :

« 1° Que le nombre des ouvriers étrangers admis à travailler dans le département, dans les usines, constructions et terrassements de toute nature, soit limité à dix pour cent du personnel occupé, et que l'État, comme les départements et les communes, inscrivent cette clause dans leurs cahiers des charges;

« 2° Que la municipalité de Bordeaux et le conseil général veuillent bien imiter ceux de Marseille et de Toulouse, en accordant au syndicat des chemins de fer une subvention annuelle de trois cents francs, pour faci-

lité aux travailleurs de la voie ferrée les moyens d'aller au congrès national, tenu chaque année à Paris, défendre la sécurité publique et leurs intérêts professionnels;

« 5° Que le conseil général de la Gironde alloue des subventions à toutes les corporations ouvrières qui désirent assister aux congrès ouvriers;

« 6° Que l'article 16 du cahier des clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs de travaux publics soit inséré dans tous les cahiers des charges et appliqué à tous les entrepreneurs de travaux départementaux; qu'il soit interdit aux entrepreneurs de ces travaux de prélever, sur le salaire de leurs ouvriers, une retenue, quelle qu'elle soit, pour subvenir aux frais occasionnés par les maladies et les blessures;

« 7° Que le décret de 1848, concernant la suppression du marchandage, soit strictement appliqué; que les primes soient supprimées et que tout fonctionnaire qui en recevrait soit suspendu de ses fonctions par décret ministériel et les compagnies poursuivies judiciairement pour détournement de fonds d'État. (Pont-sur-Seine, 7 Septembre 1894.)

№ 28358. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice, chargé de l'intérim du ministère de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 16 juillet 1894, par laquelle le conseil d'arrondissement de Clermont (Oise) a émis un vœu « tendant à obtenir que, de droit, le conseiller général et le conseiller d'arrondissement du canton soient membres de la délégation cantonale ». (Pont-sur-Seine, 7 Septembre 1894.)

№ 28359. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulle et de nul effet la délibération du 4 avril 1894 par laquelle le conseil général des Bouches-du-Rhône a demandé sous forme de vœux :

« 1° La séparation des églises et de l'État et la suppression du budget des cultes;

« 2° Une amnistie pleine et entière pour les faits politiques ou connexes de grève, de presse, de parole, de réunion ou d'association;

« 3° L'application des décrets aux congrégations religieuses ». (Pont-sur-Seine, 13 Septembre 1894.)

№ 28360. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 16 juillet 1894, par laquelle le conseil d'arrondissement de Nantes (Loire-Inférieure) a renouvelé le vœu « que, dans les écoles de l'arrondissement, la morale ne reste pas séparée de la religion et que l'enseignement des devoirs envers Dieu y soit donné comme base indispensable de tous les autres devoirs de l'homme ». (Pont-sur-Seine, 13 Septembre 1894.)

N° 28361. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) qui autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'État, à accepter, pour les musées nationaux, le tableau de *Laurent* et le pastel de *Joseph Boze*, légués à ces établissements, en vertu du testament olographe en date du 24 mars 1891 et du codicille en date du 30 août 1893, par la demoiselle *Marie-Cécile Garnier* et évalués approximativement à la somme de trois mille francs. (*Pont-sur-Seine, 22 Septembre 1894.*)



Certifié conforme :

Paris, le 10^e Octobre 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1645.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28362. — *Loi relative à une imposition extraordinaire à percevoir sur les Patentés de la circonscription de la Chambre de commerce d'Oran (Algérie) pour la Construction d'un Palais consulaire.*

Du 17 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 19 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1894, il pourra être perçu, sur les patentés de la circonscription de la chambre de commerce d'Oran compris dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures sur les patentes, une imposition extraordinaire additionnelle au principal de la contribution des patentes.

Cette imposition, qui pourra s'élever annuellement au maximum de sept centimes trente-sept centièmes (7^e 37) par franc sera affectée, pendant tout le temps nécessaire, concurremment avec les autres ressources qui pourront être appliquées à cette destination, à l'amortissement de l'emprunt de cinq cent trente mille francs que la chambre de commerce d'Oran a été autorisée à contracter par décret du 13 août 1883, en vue de la construction d'un palais consulaire.

2. Le nombre des centimes additionnels à percevoir sera fixé, chaque année, par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 17 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : V. LOUTRIER.

N° 28363. — *Loi ayant pour objet : 1° d'appliquer aux Aides-Vétérinaires de l'Armée active les dispositions de la Loi du 26 mars 1891 relative à l'Avancement des Sous-Lieutenants ; 2° de modifier l'Organisation du cadre des Vétérinaires militaires.*

Du 18 Juillet 1894.

Promulguée au Journal officiel du 21 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

AVANCEMENT DES AIDES-VÉTÉRINAIRES.

ART. 1^{er}. Les aides-vétérinaires militaires sont promus au grade de vétérinaire en second après deux années d'exercice dans le grade d'aide-vétérinaire. Ces promotions auront lieu exclusivement à l'ancienneté.

2. Les emplois d'aide-vétérinaire prévus par les tableaux annexés aux lois des 13 mars 1875 et 25 juillet 1887 (*Composition des corps de cavalerie*) sont remplis par des aides-vétérinaires ou par des vétérinaires en second.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

3. Les promotions résultant de l'application de la présente loi seront faites par séries échelonnées, de manière à être complètement effectuées dans le délai maximum de six mois à dater de sa promulgation.

Les dispositions du décret du 30 avril 1875, relatives à la proportion du choix et de l'ancienneté pour les promotions au grade de vétérinaire en second, sont maintenues jusqu'à épuisement des tableaux actuels dressés pour l'avancement à ce grade.

TITRE II.

CADRE DES VÉTÉRINAIRES MILITAIRES.

4. Par modification : 1° au tableau G annexé à la loi du 13 mars

1875 sur la constitution des cadres et des effectifs de l'armée; 2° à la loi du 25 juillet 1889 qui a modifié, en ce qui concerne la constitution des cadres (officiers), les dispositions de la loi 25 juillet 1887 portant création de nouveaux régiments de cavalerie, et par application des dispositions : 1° de la loi du 28 juillet 1893; 2° de l'article 1^{er} de la présente loi, le cadre des vétérinaires militaires est fixé ainsi qu'il suit :

Vétérinaires principaux de 1 ^{re} classe.....	6
Vétérinaires principaux de 2 ^e classe.....	15
Vétérinaires en premier.....	140
Vétérinaires en second ou aides-vétérinaires.....	267
	428

5. Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont et demeurent abrogées.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 18304. — Loi qui autorise des Surtaxes à l'Octroi de Barcelonnette (Basses-Alpes).

Du 20 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 21 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Barcelonnette (Basses-Alpes) est autorisée à percevoir, jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, les surtaxes ci-après :

- 1° Cinquante-six centimes (0^e 56) par hectolitre de vin;
- 2° Six francs (6^e) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de soixante-quatre centimes et six francs par hectolitre établis, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Les surtaxes autorisées par l'article 1^{er} sont spécialement affectées

tées au paiement des dépenses indiquées dans la délibération municipale du 20 mars 1894.

L'administration locale sera tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi du produit de ces surtaxes, dont un compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28365. — *LOI qui crée une Surtaxe à l'Octroi de Guisseny (Finistère).*

Du 21 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 21 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, à partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement, la perception, à l'octroi de Guisseny (Finistère), d'une surtaxe de six francs (6^{fr}) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée à l'article précédent est affecté au paiement des dépenses indiquées dans la délibération du 8 octobre 1893.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28366. — *Loi relative à un Échange de Terrains entre l'État et M. Christophle.*

Du 21 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 22 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvée, sous les conditions stipulées dans l'acte passé le 12 juillet 1892 entre le préfet de l'Orne, agissant au nom de l'État, d'une part, et M. *Christophle*, gouverneur du Crédit foncier de France, d'autre part, l'échange, moyennant une soulte de trois cent cinquante-deux francs cinquante-neuf centimes (352^f59), et le versement, à titre de transaction, d'une somme de quinze mille francs (15,000^f) au profit de l'État, d'une parcelle de cent soixante-quatorze hectares cinquante-deux ares (174^a52^a), y compris une maison forestière et ses annexes, à détacher de la forêt domaniale des Andaines (Orne), au canton de la Prise-Pontauin, contre deux parcelles boisées dites de *la Noë des Livrets* et *le bois des Perrés*, situées dans la commune de la Sauvagère (Orne), contenant ensemble trois cent dix hectares trente-cinq ares (310^a35^a), appartenant à M. *Christophle*.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28367. — *Loi relative aux Contributions directes et aux Taxes y assimilées de l'exercice 1895.*

Du 21 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 22 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les contributions directes applicables aux dépenses géné

rales de l'État seront établies, pour 1895, en principal et centimes additionnels, conformément à l'état A annexé à la présente loi, aux dispositions des lois existantes et par dérogation à l'article 1^{er} de la loi du 18 juillet 1892. Ces contributions sont évaluées à la somme de quatre cent soixante-neuf millions six cent quatre-vingt-un mille quatre cent quatre-vingt-quatorze francs (469,681,494^f).

2. Le taux de la contribution foncière des propriétés bâties demeure fixé, en principal, pour 1895, à 3.20 p. o/o de la valeur locative établie comme il est dit à l'article 5 de la loi du 8 août 1890, et après les déductions spécifiées audit article. Ce taux ne sera appliqué que pour moitié dans le département de la Corse.

3. Le contingent de chaque département pour la contribution foncière des propriétés non bâties et pour les contributions personnelle-mobilière et des portes et fenêtres est fixé en principal, pour 1895, aux sommes portées dans l'état B annexé à la présente loi.

4. Il sera procédé par l'administration des contributions directes aux évaluations nécessaires pour transformer la contribution foncière des propriétés non bâties en un impôt sur le revenu net de ces propriétés.

5. A partir du 1^{er} janvier 1895, la vérification première des instruments de pesage et de mesurage neufs ou rajustés sera faite gratuitement.

La diminution de recettes en résultant sera compensée par une revision des taxes de la vérification périodique faite par décret rendu après avis du bureau national des poids et mesures.

6. Les diverses taxes assimilées aux contributions directes, applicables aux dépenses générales de l'État, seront établies, pour 1895, conformément à l'état C annexé à la présente loi et aux dispositions des lois existantes. Ces taxes sont évaluées à la somme de trente-cinq millions cinq cent trente et un mille cinq cent quarante francs (35,531,540^f).

7. Les sources ou puits d'eau salée naturellement ou artificiellement, qu'elles appartiennent au domaine public ou aux particuliers, ne peuvent être exploitées en Algérie, pour la fabrication du sel, qu'en vertu d'une concession demandée et obtenue conformément à la loi du 17 juin 1840 et à l'ordonnance royale du 7 mars 1841, lesdites concessions étant régies, après leur institution, par les loi et ordonnance précitées, en tant que ces loi et ordonnance ne sont pas modifiées par les présentes dispositions.

Tant que l'impôt métropolitain sur le sel ne sera pas appliqué en Algérie, les concessions de mines de sel et de sources ou de puits d'eau salée naturellement ou artificiellement seront assujetties à la redevance proportionnelle comme les concessions d'autres substances.

8. Le taux de la taxe établie par l'article 2 de la loi du 28 juillet

1886 sera à l'avenir fixé par décrets rendus sur la proposition des ministres de l'agriculture et des finances, les conseils généraux de l'Algérie entendus, sans pouvoir dépasser le maximum de cinq francs (5^f) par hectare.

9. Les contributions directes, taxes y assimilées et contributions arabes à percevoir en Algérie, énoncées aux états D, E et F annexés à la présente loi, seront établies, pour 1895, au profit de l'État, conformément aux lois existantes.

Ces contributions et taxes sont évaluées à la somme de :

1° Trois millions cinq cent soixante mille sept cents francs (3,560,700^f) pour les contributions directes;

2° Cinq cent quarante-six mille six cent quarante-trois francs (546,643^f) pour les taxes assimilées;

3° Neuf millions cinquante-trois mille cent quatre-vingt-huit francs (9,053,188^f) pour les contributions arabes.

10. Les droits, produits et revenus énoncés à l'état G annexé à la présente loi seront établis, pour 1895, conformément aux lois existantes, au profit de l'État, des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

11. Le maximum des centimes que les conseils généraux peuvent voter, en vertu de l'article 58 de la loi du 10 août 1871, est fixé, pour l'année 1895 : 1° à vingt-cinq centimes (0 fr. 25) sur les contributions foncière (propriétés bâties et propriétés non bâties) et personnelle-mobilière; 2° à un centime (0 fr. 01) sur les quatre contributions directes.

12. En cas d'insuffisance du produit des centimes ordinaires pour concourir par des subventions aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication, et, dans les cas extraordinaires, aux dépenses des autres chemins vicinaux, les conseils généraux sont autorisés à voter, pour l'année 1895, à titre d'imposition spéciale, sept centimes (0 fr. 07), additionnels aux quatre contributions directes.

13. Le maximum des centimes extraordinaires que les conseils généraux peuvent voter, en vertu de l'article 40 de la loi du 10 août 1871, est fixé, pour l'année 1895, à douze centimes (0 fr. 12).

Dans ce nombre sont compris les centimes dont l'imposition a été précédemment autorisée par des lois spéciales antérieures à la mise à exécution de la loi du 18 juillet 1866 sur les conseils généraux.

14. Le maximum de la contribution spéciale à établir sur les quatre contributions directes, en cas d'omission au budget départemental d'un crédit suffisant pour faire face aux dépenses spécifiées à l'article 61 de la loi du 10 août 1871, est fixé, pour l'année 1895, à deux centimes (0 fr. 02).

15. Le maximum des centimes que les conseils municipaux peuvent voter, en vertu de l'article 133 de la loi du 5 avril 1884, est fixé, pour l'année 1895, à cinq centimes (0 fr. 05) sur les contributions foncière (propriétés bâties et propriétés non bâties) et personnelle-mobilière.

16. Le maximum des centimes extraordinaires que les conseils municipaux sont autorisés à voter pour en affecter le produit à des dépenses extraordinaires d'utilité communale, et qui doit être arrêté annuellement par les conseils généraux en vertu de l'article 42 de la loi du 10 août 1871, ne pourra dépasser, en 1895, vingt centimes (0 fr. 20).

17. Lorsque, en exécution du paragraphe 5 de l'article 149 de la loi du 5 avril 1884, il y aura lieu, par le Gouvernement, d'imposer d'office, sur les communes, des centimes additionnels pour le payement des dépenses obligatoires, le nombre de ces centimes ne pourra excéder le maximum de dix centimes (0 fr. 10), à moins qu'il ne s'agisse de l'acquit de dettes résultant de condamnations judiciaires, auquel cas il pourra être élevé jusqu'à vingt centimes (0 fr. 20).

18. A partir du 1^{er} janvier 1895, les contributions directes et taxes y assimilées dont le taux est déterminé à raison de la population seront établies dans la ville de Calais conformément aux lois spéciales qui en régissent l'assiette, sauf les exceptions ci-après :

L'augmentation résultant du changement de tarifs sera imposée :

1^o Dans l'ancienne commune de Saint-Pierre-lès-Calais : pour un tiers, du 1^{er} janvier 1895 au 31 décembre 1899 ; pour deux tiers, du 1^{er} janvier 1900 au 31 décembre 1904 ; pour la totalité, à partir du 1^{er} janvier 1905 ;

2^o Dans l'ancienne commune de Calais : pour un quart, du 1^{er} janvier 1895 au 31 décembre 1899 ; pour la moitié, du 1^{er} janvier 1900 au 31 décembre 1904 ; pour les trois quarts, du 1^{er} janvier 1905 au 31 décembre 1909 ; pour la totalité, à partir du 1^{er} janvier 1910.

En ce qui concerne les contributions indirectes, dont le taux est déterminé de même à raison de la population, elles continueront à être perçues jusqu'au 31 décembre 1897, d'après les tarifs actuellement en vigueur pour les deux sections de communes.

19. Les rôles confectionnés en exécution de la présente loi ne seront homologués et rendus exécutoires par les préfets et ne pourront être mis en recouvrement qu'après que la loi portant fixation du budget général de l'exercice 1895 en aura autorisé la perception.

Toutefois les rôles de prestation pour les chemins vicinaux et ruraux pourront être homologués et publiés après que les conseils généraux auront fixé la valeur de la journée de travail, en conformité de l'article 4 de la loi du 21 mai 1836.

20. Il n'est pas dérogé à l'exécution de l'article 4 de la loi du 2 août 1839, modifié par l'article 7 de la loi du 7 août 1850, relatif au cadastre, non plus qu'aux dispositions des lois des 10 mai 1838, 20 août 1871 et 31 mars 1886 sur les attributions départementales; des 16 septembre 1871 et 21 mai 1873 sur la composition du conseil général de la Seine; du 5 avril 1884 sur l'organisation communale; du 24 juillet 1867 sur l'administration communale, mais exclusivement en ce qui touche la disposition de l'article 9 relative à l'établissement du tarif général, et l'article 17, lequel n'est maintenu en vigueur qu'en ce qui concerne la ville de Paris; du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux; des 20 juillet 1837, article 5, et 14 juillet 1838, article 4, relatifs aux frais de perception de tous centimes additionnels à recouvrer pour le compte des communes et des bourses et chambres de commerce; des 21 juillet 1870 et 20 août 1881 sur les chemins ruraux; du 21 décembre 1882, tendant à accorder des secours aux familles nécessiteuses des soldats de la réserve et de l'armée territoriale pendant l'absence de leurs chefs; du 22 mars 1890 sur les syndicats des communes; de l'article 26 de la loi du 8 août 1890, relatif au calcul du produit total des centimes départementaux et communaux en ce qui concerne la contribution foncière (propriétés bâties et propriétés non bâties) et du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale et gratuite.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.	foncière (propriétés bâties.)		foncière (propriétés non bâties.)	
	Centimes addi- tionnels.		Centimes addi- tionnels.	
PRINCIPAL.				
Principal des contributions.....	.	68,500,000	.	
A retrancher pour cotisations en principal des propriétés non bâties ayant cessé d'être imposables, déduction faite des cotisations afférentes aux propriétés non bâties devenues passibles de l'impôt. (Art. 11, 12 et 13 de la loi du 1 ^{er} mai 1822.).....	.	.	.	
A ajouter pour cotisations en principal des propriétés nouvellement bâties, imposables à partir du 1 ^{er} janvier 1895, déduction faite des dégrèvements afférents aux propriétés détruites ou démolies. (Art. 2 des lois des 17 août 1835 et 4 août 1846.).....	.	.	.	
TOTAL du principal.		68,500,000		
A retrancher pour attribution aux communes sur la contribution des patentes. (Art. 36 de la loi du 15 juillet 1880.).....	.	.	.	
RESTE.		68,500,000		
CENTIMES GÉNÉRAUX.				
Centimes additionnels généraux sans affectation spéciale (calculés sur le total du principal).....	.	.	.	
Centimes additionnels généraux extraordinaires, avec maintien des exceptions déterminées par l'article 1 ^{er} de la loi du 24 juillet 1873.....	.	.	.	
Centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Art. 27 de la loi du 19 juillet 1889.).....	8	5,780,000	8	
Imposition représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Art. 27 de la loi du 19 juillet 1889.).....	0.12	81,100	0.12	
CENTIMES DE DIVERSES NATURES ET RÉIMPOSITIONS.				
Centimes pour fonds de secours en cas de grêle, incendies, inondations et autres cas fortuits.....	1	685,000	1	
Centimes pour fonds de non-valeurs sur le montant du principal des contributions.....	3	2,055,000	2.50	
Centimes pour fonds de non-valeurs sur le montant des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire, y compris les frais de perception. (Art. 27 de la loi du 19 juillet 1889.).....	3	166,866	2.50	
Centimes pour fonds de non-valeurs sur le montant des impositions départementales. (Art. 14 de la loi du 8 juillet 1852.).....	3	1,042,649	2.50	
Centimes pour fonds de non-valeurs sur le montant des impositions communales. (Art. 14 de la loi du 8 juillet 1852.).....	3	1,035,715	2.50	
Réimpositions.....	.	.	.	
Centimes pour frais de confection des rôles spéciaux d'impositions extraordinaires. (Art. 9 de la loi du 4 août 1849.).....	.	800	.	
TOTAUX		79,048,320		118
Frais d'avertissement. (Art. 50 et 51 de la loi du 15 mai 1818).....				
TOTAL général				

EXÉS.

pour l'exercice 1895.

DETRES					TOTAUX	
immeubles.	des portes et fenêtres.		des patentes		par nature de contributions.	par affectation de contributions.
	Cen- times ad- ditionnels.		Cen- times ad- ditionnels.			
62,110,232 ^f	"	44,246,431 ^f	"	86,700,000 ^f	369,807,233 ^f	
"	"	"	"	"	En moins 10,570	
769,764	"	353,569	"	"	1,123,337	
67,480,000		44,600,000		86,700,000	370,920,000	
"	"	"	"	6,936,000	6,936,000	
67,480,000		44,600,000		79,764,000	363,984,000	363,984,000 ^f
11,539,600	15.80	7,046,800	14.60	12,658,200	31,244,600	
"	"	"	20	17,180,200	17,180,200	
5,430,400	8	3,564,000	8	6,936,000	29,673,600	78,543,504
21,456	0.12	53,520	0.12	104,040	445,104	
674,800	"	"	"	"	2,396,200	2,396,200
678,800	3	1,338,000	5	4,335,000	10,987,800	
55,119	3	108,645	5	352,002	892,209	21,368,640
359,004	3	373,440	5	1,181,400	4,593,532	
313,140	3	565,200	5	1,510,500	4,895,099	
2,189,000	"	138,300	"	"	2,329,000	2,329,000
1,400	"	800	"	900	9,300	9,300
89,216,719		67,792,705		124,022,642	468,630,644	468,630,644
					1,050,550	1,050,850
					469,681,494	469,681,494

ÉTAT B.

Tableau de fixation des contingents, en francs

NOMBRES D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	CONTINGENTS EN PRINCIPAL DES CONTRIBUTIONS		
		Foncière (propriétés non bâties).	personnelle- mobilière.	
1	2	3	4	5
1	Ain	1,029,789 ¹	400,274 ¹	5
2	Aisne	2,006,076	868,037	6
3	Allier	1,151,764	541,185	7
4	Alpes (Basses)	343,351	139,559	8
5	Alpes (Hautes)	272,823	106,321	9
6	Alpes-Maritimes	389,776	598,945	10
7	Ardèche	684,943	303,121	11
8	Ardennes	921,150	519,126	12
9	Ariège	476,900	202,272	13
10	Aube	907,716	474,077	14
11	Aude	1,477,902	481,050	15
12	Aveyron	1,162,727	356,727	16
13	Bouches-du-Rhône	784,096	1,751,008	17
14	Calvados	2,722,782	871,056	18
15	Cantal	708,951	215,001	19
16	Charente	1,097,410	536,293	20
17	Charente-Inférieure	1,312,444	720,212	21
18	Cher	805,976	445,582	22
19	Corrèze	631,768	225,490	23
20	Corse	141,862	197,710	24
21	Côte-d'Or	1,661,992	674,547	25
22	Côtes-du-Nord	1,345,214	486,365	26
23	Creuse	557,323	213,018	27
24	Dordogne	1,270,715	514,897	28
25	Doubs	881,402	463,615	29
26	Drôme	924,664	398,852	30
27	Eure	1,900,695	626,527	31
28	Eure-et-Loir	1,643,191	515,503	32
29	Finistère	1,025,658	650,770	33
30	Gard	1,159,684	633,564	34
31	Garonne (Haute-)	1,732,098	794,446	35
32	Gers	1,291,697	344,735	36
33	Gironde	1,847,643	1,965,112	37
34	Hérault	1,652,597	914,487	38
35	Ille-et-Vilaine	1,490,298	669,925	39
36	Indre	800,516	355,343	40
37	Indre-et-Loire	1,197,687	637,634	41
38	Isère	1,672,788	731,912	42
39	Jura	875,564	338,873	43
40	Landes	615,684	257,006	44
41	Loir-et-Cher	970,452	413,909	45
42	Loire	1,000,806	766,982	46
43	Loire (Haute-)	832,245	279,735	47
44	Loire-Inférieure	1,183,268	888,419	48
45	Loiret	1,243,710	683,268	49

IMMOBILIERE ET DES PORTES ET FENÊTRES.

par département pour l'exercice 1895.

DÉPARTEMENTS.	CONTINGENTS AU PRINCIPAL DES CONTRIBUTIONS		
	foncière (propriétés non bâties).	personnelle mobilière.	des portes et fenêtres.
2	3	4	5
Alet.....	814,153 ^f	302,278 ^f	170,151 ^f
Alet-et-Garonne.....	1,643,258	476,103	248,290
Aube.....	349,877	101,813	70,317
Aube-et-Loire.....	1,961,284	763,594	573,641
Aube.....	2,631,496	707,988	4 6 795
Aube.....	1,341,380	955,683	174,340
Aube (Haute-).....	860,687	365,891	210,381
Aube.....	1,212,935	411,768	248,357
Aube-et-Moselle.....	1,053,186	755,053	437,784
Aube.....	1,007,703	398,889	228,138
Aube.....	948,816	449,432	247,464
Aube.....	1,052,329	452,833	241,507
Aube.....	2,815,598	2,571,796	2,703,814
Aube.....	1,858,083	764,542	616,160
Aube.....	1,666,499	622,247	385,054
Aube-de-Calais.....	2,355,578	1,068,834	1,062,527
Aube-de-Dôme.....	1,851,225	655,138	421,972
Aube (Basses-).....	683,896	484,371	417,259
Aube (Hautes-).....	496,968	228,465	161,155
Aube-Orientales.....	550,685	247,675	148,904
Aube de Belfort.....	135,205	107,820	85,139
Aube.....	1,016,637	1,859,903	1,232,216
Aube (Haute-).....	1,011,663	355,448	227,907
Aube-et-Loire.....	2,221,571	759,695	487,639
Aube.....	1,458,369	628,694	427,076
Aube.....	486,240	198,380	115,703
Aube (Haute-).....	434,263	170,468	94,127
Aube.....	283,148	16,042,973	8,025,765
Aube-inférieure.....	2,625,967	1,952,842	1,753,293
Aube-et-Marne.....	1,779,094	844,991	485,516
Aube-et-Oise.....	2,121,779	2,232,350	1,042,034
Aube (Deux-).....	1,147,925	379,853	217,787
Aube.....	2,272,143	861,316	893,299
Aube.....	1,280,534	388,044	281,430
Aube-et-Garonne.....	1,252,590	281,049	172,086
Aube.....	837,101	530,112	370,107
Aube.....	688,390	367,492	279,692
Aube.....	1,321,999	436,860	245,090
Aube.....	964,264	480,225	299,686
Aube (Haute-).....	702,425	355,802	262,146
Aube.....	911,177	428,270	301,846
Aube.....	1,359,781	584,472	355,881
TOTAUX.....	103,250,570	67,110,232	44,246,431

ÉTAT C.

Tableau des taxes assimilées aux contributions directes à imposer pour l'exercice 1895. (France.)

DÉSIGNATION DES TAXES ASSIMILÉES aux contributions directes.	NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.				TOTAL.
	Principal.	Centimes additionnels		Frais d'aver- monement	
		pour fonds de non- valeurs.	pour frais de per- ception.		
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Taxe des biens de mainmorte (Lois des 20 février 1849, 30 mars 1872, 30 décembre 1870 et 29 décembre 1884).....	6,930,000	"	"	6,640	6,936,640
Redevances des mines (Loi du 21 avril 1810 et décrets des 6 mai 1811 et 11 fév. 1874)	2,700,000	270,000	101,840	70	3,071,910
Droits de vérification des poids et mesures (Décret du 26 février 1873, loi du 5 août 1874).....	4,900,000	"	"	"	4,900,000
Droits de vérification des alcoomètres et des densimètres (Lois des 7 juillet 1881, 7 juillet 1882, 28 juillet 1883 et 6 juin 1889; décrets des 27 décembre 1884 et 2 août 1889).....	31,000	"	"	"	31,000
Droits de visite des pharmacies et magasins de droguerie (Loi du 21 germinal an XI, arrêté du Gouvernement du 25 thermidor de la même année; décret du 23 mars 1859 et loi du 31 juillet 1867).	339,000	"	"	"	339,000
Droits d'inspection des fabriques et dépôts d'eaux minérales (Lois des 21 avril 1832 et 19 juillet 1886; décret du 9 mai 1887).	31,000	"	"	"	31,000
Contribution sur les voitures, chevaux, mules et muets (Lois des 2 juillet 1862, 16 septembre 1871, 23 juillet 1872, 22 décembre 1879 et 29 décembre 1884): Principal..... 12,400,000 ^f A retrancher pour attribution aux communes (un vingtième du principal).. 620,000 RESTE..... 11,780,000	11,780,000	620,000	"	65,000	12,465,000
Taxe sur les vélocipèdes (Loi du 28 avril 1893): Principal..... 1,800,000 ^f A retrancher pour attribution aux communes (un quart du principal)..... 450,000 RESTE..... 1,350,000	1,350,000	90,000	56,700	7,500	1,504,200
Taxe sur les billards publics et privés (Lois des 16 septembre 1871 et 18 décembre 1871).....	1,110,000	"	"	4,460	1,114,460
Taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion (Lois des 16 septembre 1871, 18 décembre 1871, 5 août 1874, 30 mars 1888, 8 août 1890 et décret du 30 décembre 1890).....	1,440,000	"	"	250	1,440,250
Taxe militaire (Lois des 15 juillet 1889, 26 juillet 1893 et décret du 21 fév. 1894).	3,000,000	150,000	94,500	20,000	3,264,500
Redevances pour la rétribution des délégués mineurs (Lois des 8 juillet 1890, 8 août 1890 et 26 décembre 1890).....	200,000	10,000	6,300	300	216,600
Droits d'épreuve des appareils à vapeur. (Loi du 18 juillet 1892.).....	200,000	10,000	6,300	880	217,180
TOTAUX.....	34,011,000	1,150,000	265,440	105,100	35,531,540

P. D.

Tableau des contributions directes à imposer pour l'exercice 1895. (Algérie.)

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.	CONTRIBUTIONS				TOTAUX	
	foncière (propriétés non bâties).		des patentes.		par nature de contri- butions.	par affectation de contri- butions.
	Cent- times addi- tionnels.	francs.	Cent- times addi- tionnels.	francs.	francs.	francs.
PRINCIPAL.						
Principal.....	"	1,620,237	"	1,780,091	3,400,328	"
Retenue pour attribution aux communes sur la contribution des patentes (Décret du 26 dé- cembre 1881, art. 1 ^{er}).....	"	"	"	178,009	178,009	"
RESTE.....		1,620,237		1,602,082	3,222,319	3,222,319
CENTIMES GÉNÉRAUX.						
Centimes additionnels généraux sans affectation spéciale.....	"	"	5.76	102,529	102,529	102,529
CENTIMES POUR NON-VALEURS.						
Centimes pour fonds de non-va- leurs sur le montant du principal des contributions.....	3.50	56,709	5	89,005	145,714	118,810
Des impositions départemen- tales.....	3.50	18,258	5	14,284	12,542	
Des impositions communales.	3.50	30,477	5	87	30,564	
Des d'avertissement.....	"	12,407	"	4,613	17,032	17,032
TOTAUX.....		1,748,088		1,812,612	3,560,700	3,560,700

ÉTAT E.

Tableau des taxes assimilées aux contributions directes à imposer pour l'exercice 1896. (Algérie.)

DÉSIGNATION DES TAXES ASSIMILÉES aux contributions directes.	NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.				TOTAL.
	Principal.	Centimes additionnels		Frais d'avertissement.	
	francs.	pour fonds de non-valeurs.	pour frais de perception.	francs.	francs.
Redevances des mines (Loi du 21 avril 1810 et décret du 24 mars 1852).....	29,993	3,000	989	3	33,985
Droits de vérification des poids et mesures (Ordonnances des 26 décembre 1842 et 27 janvier 1843 et arrêtés ministériels des 22 mai et 30 juin 1846, 26 décembre 1851 et 26 février 1852).....	150,800	"	"	"	150,800
Droits de visite des pharmacies et magasins de droguerie (Loi du 21 germinal an XI; arrêté de l'Intendant civil du 12 septembre 1851 et décrets des 12 juillet et 28 août 1851).....	15,860	"	"	"	15,860
Taxe militaire (Loi du 15 juillet 1889, 26 juillet 1893 et décret du 24 fév. 1894).	17,339	867	546	131	18,883
Taxe sur les vignobles (Lois des 21 mars 1883, 28 juillet 1886 et 5 mars 1887)..	327,115	"	"	"	327,115
TOTAUX.....	541,107	3,867	1,535	134	546,643

ÉTAT F.

Tableau des contributions arabes à imposer pour l'exercice 1895. (Algérie.)

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.	CONTRIBUTIONS ARABES.				TOTAL.
	Hoekor.	Zekkal.	Achour.	Lesma.	
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
PRINCIPAL.					
Principal des contributions (Décrets des 25 août 1852, 1 ^{er} décembre 1858, 24 septembre 1861 et 22 octobre 1875)....	1,219,783	6,745,201	4,863,619	2,235,814	15,064,417
A déduire pour attribution aux chefs collecteurs (Ordonnance royale du 17 janvier 1845 et loi du 21 décembre 1874).	114,953	621,180	410,834	295,810	1,442,877
RESTE.....	1,104,830	6,124,021	4,452,785	1,940,004	13,621,540
A déduire pour attribution aux départements des cinq dixièmes du principal. (Décrets des 25 août 1852, 1 ^{er} décembre 1858, 24 septembre 1861 et 22 octobre 1875).....	552,415	3,062,011	2,226,392	970,002	6,810,820
RESTE.....	552,415	3,062,010	2,226,393	970,002	6,810,820
A ajouter les sommes ci-dessus déduites pour attribution aux chefs collecteurs.	114,953	621,180	410,834	295,810	1,442,877
TOTAL du principal revenant à l'État.	667,368	3,683,191	2,637,226	1,265,812	8,253,607
CENTIMES GÉNÉRAUX.					
Centimes additionnels pour le service de l'assistance hospitalière (Décret du 23 décembre 1874, loi du 12 avril 1880 et décret du 26 août 1881).....	68,962	363,303	246,505	130,821	799,591
TOTAUX.....	736,330	4,046,494	2,883,731	1,380,633	9,053,201

Tableau des droits, produits et revenus dont les rôles peuvent être établis pour l'exercice 1895, conformément aux lois existantes, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

ETAT G.

§ 1^{er}. — FRANCE.

Taxes imposées, avec l'autorisation du Gouvernement, pour la surveillance, la conservation et la réparation des digues et autres ouvrages d'art intéressant les communautés de propriétaires ou d'habitants.

Taxes pour les travaux de dessèchement autorisés par la loi du 16 septembre 1807 et taxes d'affouage là où il est d'usage et utile d'en établir.

Taxes perçues pour le recouvrement des dépenses faites d'office au compte des riverains et magers des cours d'eau non navigables et de leurs dérivations dans l'intérêt de la police et de la répartition générale des eaux (*Loi des 12-20 août 1790*).

Taxes perçues pour l'entretien, la réparation et la reconstruction des canaux et rivières non navigables et des ouvrages d'art qui y correspondent (*Loi du 14 floréal an XI [4 mai 1803]*).

Taxes syndicales pour l'assèchement des mines (*Loi du 27 avril 1838*).

Taxes pour l'exécution des travaux destinés à mettre les villes à l'abri des inondations (*Loi du 20 mai 1868*).

Taxes au profit des associations syndicales autorisées par les lois des 21 juin 1865 et 22 décembre 1888.

Taxe des frais de pavage des rues dans les villes où l'usage met ces frais à la charge des propriétaires riverains (*Dispositions combinées de la loi du 11 frimaire an VII [1^{er} décembre 1798]* et du décret de principe du 25 mars 1807; loi du 25 juin 1841, article 28).

Taxes d'établissement de trottoirs dans les rues et places dont les plans d'alignement, ont été arrêtés conformément aux dispositions de la loi du 7 juin 1845.

Taxe municipale de balayage imposée aux propriétaires riverains des voies de communication (*Lois du 26 mars 1873*).

Frais de travaux intéressant la salubrité publique (*Loi du 16 septembre 1807*).

Taxes d'arrosage autorisées par le Gouvernement (*Loi du 23 juin 1857, article 25*).

Honoraires et frais de déplacement dus aux ingénieurs et agents des ponts et chaussées et des mines pour leur intervention dans les affaires d'intérêt communal ou privé (*Décrets des 13 octobre 1851, 10 et 27 mai 1854*).

Remboursement des dépenses en travaux exécutés d'office dans les mines, minières et carrières (*Lois des 21 avril 1810, 27 avril 1838 et 27 juillet 1880; décrets des 3 janvier 1813 et 27 mai 1854, et décrets rendus en exécution des lois précitées*).

Dépenses de destruction des insectes, des cryptogames et autres végétaux nuisibles à l'agriculture (*Loi du 24 décembre 1888, art. 4*).

Centimes additionnels aux contributions directes pour dépenses départementales et communales (*Lois des 2 août 1829, 21 mai 1836, 10 août 1871, 5 avril 1884, et lois annuelles de finances*).

Contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce (y compris le fonds de non-valeurs), et revenus spéciaux accordés auxdits établissements (*Lois des 23 juillet 1820, articles 11 à 16, 14 juillet 1838, art. 4, et 15 juillet 1860, article 38*).

Frais de perception des impositions communales et des impositions pour frais de bourse et chambres de commerce (*Lois des 20 juillet 1837, art. 5, et 14 juillet 1838, art. 4*).

Taxe des prestations en nature pour les chemins vicinaux (*Loi du 21 mai 1836*).

Taxe des prestations en nature pour les chemins ruraux (*Loi du 20 août 1881*).

Taxes syndicales pour les chemins ruraux (*Loi du 20 août 1881*).

Taxe municipale sur les chiens (*Loi du 2 mai 1855; décrets des 4 août 1855, 3 août 1860 et 22 décembre 1886*).

Huit centièmes, au profit des communes, du principal de la contribution des patentes (*Loi du 1^{er} juillet 1880, article 36*).

Un vingtième, au profit des communes, du principal de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et muets (*Loi du 23 juillet 1872, article 10*).

Un quart, au profit des communes, du principal de la taxe sur les vélocipèdes. (*Loi du 28 avril 1893*.)

§ 2. — ALGÉRIE.

Cinq dixièmes, au profit des départements, du principal des contributions arabes (*Décrets des 25 août 1852, 1^{er} décembre 1858, 24 septembre 1861 et 22 octobre 1875*).

Centimes additionnels au principal des contributions arabes pour la constitution de la propriété individuelle indigène en Algérie (*Loi du 28 juillet 1873; décret du 27 juillet 1875, sur le montant des centimes additionnels au principal des contributions arabes à percevoir, et du 28 avril 1887, article 21*).

Centimes additionnels ordinaires au principal des contributions arabes établies au profit des communes mixtes en territoire civil et des communes indigènes en territoire militaire (*Arrêtés ministériels des 30 juillet 1855, 26 février 1858, 25 juillet 1860*).

Produits des centimes additionnels ordinaires et extraordinaires sur la contribution foncière établie sur les propriétés bâties en Algérie (*Décret du 23 septembre 1875; lois des 5 août et 22 décembre 1884 et lois annuelles de finances*).

Produit des centimes additionnels, au profit des départements et des communes, sur la contribution des patentes (*Loi du 15 juillet 1880 et décret du 26 décembre 1881 et lois annuelles de finances*).

Contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce (y compris les fonds de non-valeurs) (*Décrets des 20 janvier 1851, 26 décembre 1851 et 2 décembre 1885*).

Taxe sur les loyers (*Arrêté du chef du pouvoir exécutif du 4 novembre 1848*).

Un dixième, au profit des communes, du principal de la contribution des patentes (*Décret du 26 décembre 1881*).

Taxe des prestations en nature pour les chemins vicinaux (*Décret du 5 juillet 1854*).

Taxe des prestations en nature pour les chemins ruraux (*Décret du 19 mars 1886*).

Taxe municipale sur les chiens (*Décret du 4 août 1856*).

Taxe municipale sur le balayage (*Décret du 31 juillet 1880*).

Taxe syndicale des canaux d'irrigation.

Taxe extraordinaire foncière sur les propriétés bâties et non bâties de la section urbaine de Saint-Denis-du-Sig (*Décret du 15 mai 1883*).

Taxe extraordinaire foncière sur les propriétés non bâties de la commune de Bône (*Décret du 4 décembre 1876*).

Taxes syndicales pour les chemins ruraux (*Décret du 19 mars 1886*).

Vu pour être annexé à la loi du 21 juillet 1894, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés.

Le Président de la République française

Signé: CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé: R. POINCARÉ.

N° 28368. — *DÉCRET relatif aux Engagements et Rengagements dans l'Armée coloniale.*

Du 4 Août 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 8 août 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée;

Vu la loi du 18 mars 1889 sur le rengagement des sous-officiers;

Vu le décret du 28 janvier 1890⁽¹⁾, relatif aux engagements et rengagements dans les troupes de la marine;

Vu le décret du 7 février 1890⁽²⁾, fixant les primes d'engagement et de rengagement, le taux des gratifications et le montant des hautes payes dans les troupes de la marine;

Vu le décret du 21 juin 1890⁽³⁾, relatif au mode de paiement des primes d'engagement et de rengagement ainsi que des gratifications annuelles dans les troupes coloniales;

Vu la loi du 30 juillet 1893 portant organisation de l'armée coloniale;

Sur le rapport du ministre de la marine,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. L'armée coloniale se recrute, en ce qui concerne l'élément français, exclusivement au moyen d'engagés volontaires et de rengagés.

TITRE 1^{er}.

DES ENGAGEMENTS VOLONTAIRES.

2. La durée de l'engagement volontaire est de trois, quatre ou cinq ans.

Le temps de service de l'engagé compte du jour où il a signé son acte d'engagement.

3. Sont admis à l'engagement volontaire au titre de l'armée coloniale :

1^{er} Les jeunes gens âgés de dix-huit ans révolus, non encore inscrits par le conseil de revision sur la liste de recrutement cantonal;

2^{er} Les jeunes gens âgés de plus de vingt ans, inscrits par le conseil de revision sur la liste de recrutement cantonal, qui demandent à servir dans les troupes coloniales, sous la réserve qu'ils contracteront leur engagement avant le 1^{er} novembre;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1309, n° 21863.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1338, n° 22413.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1309, n° 21864.

3° Les hommes exemptés ou classés dans les services auxiliaires, âgés de moins de trente-deux ans, s'ils réunissent les conditions d'aptitude exigées.

4. Tout homme qui demande à contracter un engagement volontaire dans l'armée coloniale doit réunir les conditions suivantes :

- 1° Être sain, robuste et bien constitué;
- 2° Avoir atteint l'âge minimum de dix-huit ans et n'avoir pas dépassé l'âge maximum de trente-deux ans accomplis;
- 3° Satisfaire, suivant le corps où il veut servir, aux conditions de taille et d'aptitude fixées par le tableau joint au présent décret;
- 4° Ne pas appartenir à l'inscription maritime.

5. L'engagé indique le corps dans lequel il désire servir.

Les corps de troupe de l'armée coloniale sont définis ainsi qu'il suit :

- "" régiment d'infanterie de la marine;
- "" régiment d'artillerie de la marine;
- "" compagnie d'ouvriers d'artillerie de la marine.

L'engagé volontaire peut toujours être changé de corps et d'arme lorsque l'intérêt ou les besoins du service l'exigent.

6. Les engagements volontaires pour les différents corps de troupe de l'armée coloniale peuvent être suspendus partiellement, par une décision du ministre de la marine, suivant les besoins, en tenant compte du nombre d'hommes recrutés en vertu des paragraphes 3 et 4 de l'article 1^{er} de la loi du 30 juillet 1893 et des ressources inscrites annuellement à ce titre du budget.

7. Les engagements volontaires au titre de l'armée coloniale sont reçus :

En France, par le maire d'un chef-lieu de canton;

En Algérie, par le maire de l'une des villes ci-après :

Alger, Aumale, Blida, Bouffarik, Bordj-Menaïel, Cherchell, Dellys, Douéra, Coléa, Marengo, Médéa, Miliana, Orléansville, Tenez, Tizi-Ouzou;

Aïn-Temouchent, Arzew, Saint-Cloud, Saint-Denis-du-Sig, Mascara, Mostaganem, Nemours, Oran, Relizane, Sidi-Bel-Abès, Tlemcen;

Aïn-Beida, Batna, Bône, Bougie, Constantine, Djidjelli, Guelma, Jemmapes, La Calle, Philippeville, Sétif, Souk-Arrhas;

Aux colonies, par le maire ou l'administrateur du chef-lieu de la colonie.

8. Tout homme qui désire contracter un engagement volontaire

au titre de l'armée coloniale doit produire les pièces ci-après, savoir :

- 1° Bulletin de naissance;
- 2° Extrait du casier judiciaire;
- 3° Certificat de bonne vie et mœurs;

4° Consentement par écrit légalisé du père, si l'engagé a moins de vingt ans, ou, en cas de décès du père, un bulletin de décès et le consentement de la mère, ou, à défaut, du tuteur, ce dernier autorisé par une délibération du conseil de famille;

5° Un certificat d'aptitude délivré par le commandant du bureau de recrutement, ou par le chef de corps et constatant, d'après la déclaration d'un médecin militaire ou, à défaut, d'un docteur en médecine désigné par l'autorité militaire, que le jeune homme n'a aucune infirmité ni maladie apparente ou cachée; qu'il est d'une constitution saine et robuste; qu'il a la taille et qu'il réunit les conditions exigées pour servir dans le corps où il désire entrer.

Si le casier judiciaire relate une condamnation quelconque, soit pour vol, escroquerie, abus de confiance ou attentats aux mœurs, soit une condamnation à l'une des peines prévues par l'article 5 de la loi du 15 juillet 1889, l'engagement ne peut être reçu pour l'armée coloniale.

Le maire constate l'identité du contractant et lui fait déclarer devant deux témoins, remplissant les conditions prévues à l'article 37 du Code civil : 1° qu'il n'est ni marié ni veuf avec enfants; 2° qu'il n'appartient pas à l'inscription maritime.

9. L'acte d'engagement volontaire est conforme au modèle joint au présent décret.

Avant la signature de l'acte, le maire donne lecture :

- 1° Des paragraphes numérotés 1°, 2°, 3°, 4°, 5° et 6° du deuxième alinéa de l'article 59 de la loi du 15 juillet 1889;
- 2° Des articles 2, 5, 10, 11, 12, 23, 24 et 25 du présent décret;
- 3° De l'acte d'engagement.

Les certificats et autres pièces produites par l'engagé restent annexés à la minute de l'acte.

10. L'engagé volontaire reçoit immédiatement, après la signature de son acte d'engagement, une expédition de cet acte et une feuille de route pour se rendre à son corps.

Il lui est payé en outre, en même temps que ses frais de route, une prime fixée ainsi qu'il suit :

Pour un engagement de quatre ans.	100 ^f
Pour un engagement de cinq ans.	200

11. L'engagé se rend directement à son corps. Il est tenu de s'y présenter dans les délais fixés par sa feuille de route..

Si, un mois en temps de paix et deux jours en temps de guerre, après le jour où l'engagé devait arriver au corps, il n'y a point paru, il est, à moins de motifs légitimes, poursuivi comme insoumis, conformément aux dispositions de l'article 73 de la loi du 15 juillet 1889, et puni d'un emprisonnement d'un mois à un an en temps de paix, et de deux ans à cinq ans en temps de guerre; dans ce dernier cas, à l'expiration de sa peine, il est dirigé sur la compagnie de discipline de la marine.

12. En aucun cas, les engagés volontaires, avec prime, au titre de l'armée coloniale, ne seront admis à bénéficier des cas de dispense prévus par les articles 21, 22 et 23 de la loi du 15 juillet 1889.

13. Aux colonies, les jeunes gens qui demandent à contracter un engagement volontaire au titre de l'armée coloniale peuvent être reçus à s'engager pour l'un des corps de troupes européens stationnés dans la colonie où ils sont domiciliés; à défaut, ou en cas de nécessité, dans le corps qui tient garnison dans la possession la plus proche du lieu de résidence de l'intéressé.

TITRE II.

DES RENGAGEMENTS.

14. La durée du rengagement est d'un, deux, trois ou cinq ans. Les rengagements sont renouvelables jusqu'à une durée totale de quinze ans de service.

15. Sont admis au rengagement au titre des troupes coloniales :

1° Les hommes des troupes coloniales en activité de service, qui auront au moins six mois de services effectifs;

2° Les hommes de la réserve des troupes d'infanterie et d'artillerie de la marine, âgés de moins de trente-deux ans accomplis;

3° Les hommes de l'armée de terre ayant au moins un an de service.

Les gradés appartenant aux trois catégories ci-dessus pourront être acceptés avec leur grade, s'il produisent le consentement du nouveau chef de corps;

4° Les hommes de la réserve ou de la disponibilité de l'armée active, ainsi que les inscrits maritimes ayant accompli la période de service obligatoire, les uns et les autres âgés de moins de trente-deux ans révolus, comme simples soldats. Les inscrits admis à se rengager dans les troupes coloniales seront rayés des contrôles des gens de mer du jour de la signature de l'acte de rengagement.

Le deuxième rengagement et les rengagements ultérieurs ne peuvent être reçus que pendant la dernière année des rengagements en cours.

16. Le temps de service d'un homme comme rengagé commence

le jour où il aurait dû être renvoyé dans ses foyers, si l'homme est présent sous les drapeaux au moment de la signature de l'acte. Il compte du jour de la signature de l'acte, si le rengagé n'est pas sous les drapeaux au moment de son rengagement.

17. Le militaire en activité de service doit, pour être admis à se rengager dans l'armée coloniale, justifier :

1° Qu'il a six mois au moins de services effectifs dans les troupes coloniales;

2° Qu'il a un an de services effectifs, s'il sert dans l'armée de terre;

3° Qu'il est dans sa dernière année de service, s'il est déjà rengagé;

4° Qu'il est sain et qu'il réunit les autres qualités et aptitudes requises pour faire un bon service dans le corps où il veut servir;

5° Que le chef de corps dans lequel il demande à se rengager donne son consentement.

18. Le militaire de la disponibilité ou de la réserve (armée coloniale ou armée de terre) ou l'inscrit maritime, désireux de contracter un rengagement au titre de l'armée coloniale, doit produire :

1° Un certificat d'aptitude délivré soit par le chef de corps, soit par le commandant du bureau de recrutement; ce certificat constate qu'il réunit les qualités et aptitudes requises pour faire un bon service dans le corps qu'il a choisi;

2° Le certificat de bonne conduite qu'il aura reçu au moment de son passage dans la disponibilité ou la réserve;

3° Un certificat de bonne vie et mœurs, s'il a quitté son corps depuis plus de six mois. Ce certificat ne sera délivré que sur le vu du casier judiciaire;

4° Le consentement du chef de corps.

Il est tenu, en outre, de déclarer devant deux témoins, remplissant les conditions prévues à l'article 37 du Code civil, qu'il n'est ni marié ni veuf avec enfants.

19. Les hommes de l'armée de terre et de l'armée coloniale libérés du service et domiciliés dans une de nos possessions d'outre-mer, qui demandent à contracter un engagement au titre des troupes coloniales, ne peuvent être reçus que pour l'un des corps européens stationnés dans la colonie où ils résident ou, à défaut, dans la plus voisine, comportant une garnison de troupes coloniales.

20. Les rengagements sont reçus :

1° Dans les ports militaires, par l'officier du commissariat, chargé du détail des revues;

2° A Paris et dans les départements, par les fonctionnaires de l'intendance militaire;

3° Dans les colonies, par l'officier du commissariat colonial, chargé de la surveillance administrative du corps pour lequel l'intéressé est autorisé à se rengager.

L'acte de rengagement est conforme au modèle annexé au présent décret.

21. Le militaire de l'activité de l'armée de terre, de la disponibilité ou de la réserve, ou l'inscrit maritime qui a contracté un rengagement dans les conditions des articles 15 et 16 du présent décret, est immédiatement incorporé ou mis en route pour le corps dans lequel il a demandé à continuer son service.

Les dispositions de l'article 11 lui sont applicables.

22. Les sous-officiers qui ne sont pas liés au service, en vertu de la loi du 18 mars 1889, les caporaux ou brigadiers et les soldats admis à contracter un rengagement ont droit aux primes ci-après :

Pour un rengagement d'un an.....	100
_____ de deux ans.....	200
_____ de trois ans.....	300
_____ de cinq ans.....	600

Cette prime est payable à l'intéressé le jour de la signature de l'acte.

Qu'elle qu'ait été la situation antérieure d'un rengagé provenant de l'armée de terre, il est toujours considéré comme contractant un premier rengagement quand il se rengage pour la première fois dans les troupes coloniales.

Il ne peut être payé au même homme, pour des engagements successifs contractés dans les troupes coloniales, plus de six cents francs (600^f) de prime, non compris les primes d'engagement prévues à l'article 10 du présent décret. Lorsque cette limite est atteinte, les rengagements ont lieu sans prime.

23. Les sous-officiers rengagés dans les conditions du présent décret, les caporaux ou brigadiers rengagés promus sous-officiers, auxquels l'article 8 de la loi du 18 mars 1889 ne serait pas appliqué, perçoivent les gratifications annuelles et les hautes payes allouées aux sous-officiers rengagés dans les conditions de la loi du 18 mars 1889. Ils n'ont droit à la part de prime proportionnelle et à la première mise qu'à compter du jour où une vacance de sous-officier rengagé avec prime leur sera attribuée par le conseil de régiment.

Les engagés volontaires pour quatre et cinq ans devenus sous-officiers auront droit aux avantages ci-dessus, après trois ans de services, et, s'ils sont promus dans leur quatrième ou cinquième année de service, à compter du jour de leur nomination.

Les sous-officiers visés dans les deux paragraphes qui précèdent cessent, dès lors, de percevoir les hautes payes spéciales déterminées par l'article 24.

TITRE III.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

24. Les caporaux ou brigadiers et les soldats ou cannoniers de l'armée coloniale reçoivent, après trois ans de service, des hautes payes spéciales allouées seulement dans les positions donnant droit à la solde de présence.

Toutefois le droit aux hautes payes spéciales est conservé, dans la limite de six mois, aux militaires qui, à leur rentrée des colonies, obtiennent un congé de fin de campagne ou un congé de convalescence, dans les deux mois qui suivent le débarquement.

La valeur de ces hautes payes spéciales est déterminée comme suit :

	FRANCE.	COLONIES.
De trois à six ans.....	0' 30"	0' 60"
Au delà de six ans.....	0 50	1 00

Le temps passé dans l'armée de terre compte dans le calcul des services pour l'allocation de ces hautes payes.

Ces hautes payes spéciales remplacent les hautes payes et la gratification annuelle fixées par le décret du 7 février 1890; elles sont perçues en même temps que le prêt.

25. Les soldats engagés ou rengagés qui, à la suite de condamnations ou par mesure disciplinaire, sont incorporés aux corps des disciplinaires des colonies ou à la compagnie de discipline de la marine, cessent d'avoir droit aux hautes payes spéciales et sont traités, au point de vue de la solde, conformément aux tarifs spéciaux de ces corps.

Si ces hommes sont réintégrés dans un des autres corps de l'armée coloniale, ils recouvrent, à compter du jour de leur réintégration, leurs droits aux hautes payes spéciales.

Toutefois il ne sera pas tenu compte du temps passé à la compagnie de discipline ou aux corps des disciplinaires au point de vue de l'ancienneté de services dans les troupes coloniales pour le droit aux hautes payes.

26. Après quinze années de services tant dans l'armée de terre que dans les troupes coloniales, les militaires de l'armée coloniale ont droit à une pension proportionnelle égale aux quinze vingt-cinquièmes ($15/25^e$) du minimum de la pension de retraite du grade dont ils sont titulaires depuis deux ans au moins, augmenté d'un vingt-cinquième ($1/25^e$) pour chaque année de campagne.

Le taux des pensions proportionnelles et de retraite est décompté d'après les articles non abrogés de la loi du 11 avril 1831 et d'après les lois des 25 juin 1861, 18 août 1879 et le tarif joint à la loi du 18 mars 1889.

27. Les sous-officiers rengagés et non rengagés, les caporaux et brigadiers et les soldats de l'armée de terre, ayant encore deux ans de service à accomplir, peuvent, après entente entre les ministres de la guerre et de la marine, être admis à passer avec leur grade dans les troupes coloniales pour achever le temps de service qu'ils doivent à l'État (art. 1^{er}, § 4, de la loi du 30 juillet 1893); ils bénéficieront, s'il y a lieu, des avantages stipulés à l'article 24.

28. Les dispositions prévues au présent décret entreront en vigueur à compter du jour de la promulgation au *Journal officiel*.

Les militaires appartenant à l'armée coloniale antérieurement à la mise en vigueur du présent décret continueront à être régis, en ce qui concerne les allocations, par les actes en vertu desquels ils sont liés au service, s'ils y ont avantage.

Ceux qui, à l'expiration de leur temps de service (qu'ils soient engagés, appelés ou rengagés), demanderont à continuer à servir dans les troupes coloniales, auront droit à la prime, s'il y a lieu, et à la haute paye spéciale correspondant à leur ancienneté de service.

29. Toutes les dispositions antérieures au présent décret sont et demeureront abrogées.

30. Les ministres de la marine, de la guerre, des colonies et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel de la marine*, au *Bulletin officiel du ministère de la guerre*, au *Bulletin officiel des colonies* et au *Bulletin du ministère de l'intérieur*.

Fait à Paris, le 4 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : G^l MERCIER.

Le Ministre de la marine,

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des colonies,

Signé : DELCASSÉ.

MODÈLE N° 1.

Article 4 du décret
du 1 août 1891.TABLEAU indiquant la taille à exiger pour les engagements et rengagements
dans les différents corps de troupe de l'armée coloniale.

DÉSIGNATION DES CORPS.	TAILLE minimum.	OBSERVATIONS.
Artillerie de la marine. { Régiment..... Compagnies d'ouvriers.	1 ^m 66° 1 54 (A) 1 54	(A) Être ajusteur, bourselier, charpentier, charron, chaudronnier, cordonnier, dessinateur, électricien, ferblantier, forgeron, lithographe, mécanicien, modelleur, peintre, serrurier, tailleur d'habits, tourneur sur bois ou sur métaux, tonnelier.
Infanterie de marine.		

MODÈLE N° 2.

Article 9 du décret
du 4 août 1896.

ACTE D'ENGAGEMENT.

(1) Maire ou adjoint.

(2) Nom et prénoms.

(3) Indiquer ici les marques particulières.

(4) Nom et prénoms du premier témoin.

(5) Nom et prénoms du deuxième témoin.

(6) Indiquer le corps choisi par l'engagé.

(7) Nom, grade et qualité de l'officier signataire du certificat.

(8) Désignation du corps ; ce corps est indiqué par l'officier qui délivre le certificat, d'après l'aptitude de l'engagé.

(9) Indication, en toutes lettres, du jour, du mois et de l'année de la naissance.

(10) Indiquer la commune.

(11) Inscrire, suivant le cas, la mention trois, quatre ou cinq ans.

(a) Si ce n'est pas un acte de naissance que l'engagé produit, on énoncera le titre qu'il présentera, conformément à l'article 46 du Code civil.

(b) Si l'engagé a moins de vingt ans, on indiquera sous ce numéro le consentement qu'il est tenu de produire conformément à la loi.

(c) Si l'engagé ou les témoins ne peuvent signer, il sera fait mention de la cause qui les en empêche, conformément à l'article 39 du Code civil.

L'an , le , à heure, se
présenté devant nous ⁽¹⁾ de la commune
d , chef-lieu de canton d , département
d

Le sieur ⁽²⁾ , âgé de , exerçant
profession d (a) , domicilié à , cas
d , département d , résidant à
canton d , département d , fils d
et d , domiciliés à , canton d
département d , cheveux , sourcils
front , yeux , nez , bouche
menton , visage ⁽³⁾ , taille d'un m
centimètres.

Lequel assisté du sieur ⁽⁴⁾ , âgé de
exerçant la profession d domicilié à
canton d , département d , et
sieur ⁽⁵⁾ , âgé d , exerçant la profession
d , domicilié à , canton d
département d , appelés l'un et l'autre comme
témoins conformément à la loi,
a déclaré vouloir s'engager pour servir dans l' ⁽⁶⁾
à cet effet il a fait la déclaration :

- 1° Qu'il n'est ni marié, ni veuf avec enfants;
- 2° Qu'il n'est lié au service ni dans l'armée active,
dans la réserve de ladite armée, ni dans l'armée territoriale
ni comme inscrit maritime.

Ledit sieur , nous a présenté :

1° Un certificat délivré sous la date du
par ⁽⁷⁾ , et constatant que ledit sieur ⁽⁸⁾
n'est atteint d'aucune infirmité; qu'il a la taille et les autres
qualités requises pour le ⁽⁹⁾ , dans lequel
demande à entrer;

2° Son acte de naissance (a) constatant qu'il est
le ⁽¹⁰⁾ , à , canton d , départe
ment d ;

3° L'extrait de son casier judiciaire;

4° Un certificat de bonne vie et mœurs, délivré, son

la date du _____ par le maire d.⁽¹⁰⁾ _____, conformément à l'article 59 de la loi du 15 juillet 1889 et constatant :

Que le sieur ⁽¹¹⁾ _____, jouit de ses droits civils ;

Qu'il n'a jamais été condamné pour vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs et qu'il n'a subi aucune des peines prévues par l'article 5 de ladite loi ;

5° (b)

Nous, maire d _____, après avoir reconnu la régularité des pièces produites par le sieur ⁽¹²⁾ _____, lui avons donné lecture :

1° Des paragraphes 1°, 2°, 3°, 4°, 5° et 6° du 1° alinéa de l'article 59 de la loi du 15 juillet 1889 ;

2° Des articles 2, 5, 10, 23, 24 et 25 du décret du 4 août 1894 ;

3° De l'article 11, qui ordonne de poursuivre comme insoumis les engagés volontaires qui ne se rendent pas à leur destination dans les délais prescrits ;

4° De l'article 12, qui stipule que les engagés volontaires avec prime ne pourront jamais invoquer les cas de dispense prévus par la loi du 15 juillet 1889.

Après quoi nous avons reçu l'engagement du sieur _____ lequel a promis de servir avec fidélité et honneur pendant ⁽¹³⁾ _____ ans, à partir de ce jour.

Lecture faite audit sieur ⁽¹⁴⁾ _____ et aux deux témoins ci-dessus dénommés, du présent acte, ils ont signé avec nous (c).

MODÈLE N° 3.

Article 20 du décret
du 4 août 1894.

ACTE DE RENGAGEMENT.

(1) Nom, prénoms, grade
et corps du militaire.

(2) Indiquer ici les mar-
ques particulières.

(3) Noms, prénoms, pro-
fession et résidence des
deux témoins.

(4) Désigner le corps au
titre duquel est souscrit ce
renglement.

(a) Indiquer ici les pièces
produites par le rengagé en
exécution de l'article 18 du
décret.

(b) Si le rengagé ou les
témoins ne peuvent signer,
il sera fait mention de la
cause qui les en empêchera,
conformément à l'article 59
du Code civil.

L'an mil huit cent , le , à
heures de , s'est présenté devant nous,
intendant militaire, résidant à , départe-
ment d , le sieur ⁽¹⁾ , né le
à , département d , fils d
et d , domiciliés à , canton d
département d , cheveux , sourcils
front , yeux , nez , bouche
menton , visage ⁽²⁾ , taille d'un mètre
centimètres.

Lequel assisté des sieurs ⁽³⁾
appelés comme témoins conformément à la loi, nous a
claré vouloir contracter un rengagement de ans, à
servir dans le ⁽⁴⁾

Et, à cet effet, nous a présenté (a) :

Nous, sous-intendant militaire, après avoir reconnu
régularité des pièces produites par le sieur ⁽¹⁾
nous lui avons donné lecture :

Des articles 11, 14, 16, 21, 22, 23, 24 et 25 du décret
du 4 août 1894.

Ensuite de quoi nous avons reçu le rengagement
du sieur ⁽¹⁾ , lequel a promis de continuer à servir
avec fidélité et honneur et de rester sous les drapeaux pen-
dant l'espace de ans, à compter du

Lecture faite audit sieur ⁽¹⁾ et aux deux témoins
ci-dessus dénommés, du présent acte, ils ont signé avec
nous (b).

MODÈLE n° 4.

(Ce certificat n'est valable que pour quarante-huit heures.)

Article 8 et 1^{er} du décret
du 1 août 1894.

CERTIFICAT D'APTITUDE

délivré par l'autorité militaire au sieur _____ qui a déclaré
vouloir servir comme engagé volontaire, ou comme ren-
gagé.

¹ Indiquer du nom, du
grade, du corps et de l'arme
de l'officier signataire du
certificat.

² Indiquer ici le nom et
le grade du médecin mili-
taire qui a visité l'engagé.

Nom et prénoms de
l'engagé.

Prénoms du père.

Nom et prénoms de la
mère.

⁴ Indiquer ici les mar-
ques particulières.

⁵ Désignation du corps
choisi par l'engagé.

⁶ Signature de l'engagé.

⁷ Signature du docteur.

¹² Signature de l'officier
qui a établi le certificat.

Nous, soussigné ⁽¹⁾ _____, certifions que nous avons
fait visiter en notre présence par M. ⁽²⁾ _____,
le sieur ⁽³⁾ _____, né le _____, à _____, canton
d _____, département d _____, et résidant à _____,
canton d _____, département d _____, fils
de ⁽⁴⁾ _____ et de ⁽⁵⁾ _____, domiciliés à _____,
canton d _____, département d _____, taille d'un
mètre _____ centimètres, cheveux _____, sourcils _____,
yeux _____, nez _____, bouche _____, menton _____,
visage ⁽⁶⁾ _____ et qu'il
résulte de cette visite que le sieur ⁽⁷⁾ _____ n'est atteint
d'aucune infirmité; qu'il est sain, robuste et bien constitué.

En conséquence, et après avoir reconnu par nous-même
qu'il réunit la taille et les autres qualités requises pour
le ⁽⁷⁾ _____

Nous déclarons que l'acte d'engagement qu'il demande
à contracter pour servir dans le _____ peut être reçu.

En foi de quoi, nous lui avons délivré le présent certi-
ficat, signé de nous et de M. ⁽¹²⁾ _____

Fait à _____, le _____ 1894.

, 8

, 9

, 10

DÉPARTEMENT

MODÈLE N° 5.

d

—

CANTON

d

—

COMMUNE

d

Articles 8 et 18 du décret
du 4 août 1891.

CERTIFICAT

délivré, conformément à l'article 59 de la loi du 15 juillet 1889,
au sieur ⁽¹⁾ qui a déclaré vouloir servir comme
engagé volontaire, ou comme rengagé.

Dans le cas où le maire
de la commune ne connaî-
trait pas l'individu qui fe-
rait la demande de ce cer-
tificate, il devra en constater
légalement l'identité et re-
cueillir les preuves et té-
moignages qu'il jugera
convenables pour arriver
à la connaissance de la vé-
rité.

(1) Nom et prénoms de
l'homme qui se présente.

(2) Indiquer ici les mar-
ques particulières.

(3) Mettre la date et le
millésime en toutes lettres.

Nous, soussigné, maire de la commune d
canton d , département d

Attestons :

1° Que le sieur ⁽¹⁾ , fils d et d ,
domiciliés à , canton d , départemen
d , né le , à , canton d ,
département d (ainsi qu'il résulte de son acte
de naissance dûment légalisé), cheveux , sourcils ,
yeux , front , nez , bouche ,
menton , visage , teint ⁽²⁾ , taille
d'un mètre centimètres, est (ou a été) domicilié dans
la commune d depuis le ⁽³⁾ mil huit
cent jusqu'au ⁽³⁾ mil huit cent ;

2° Qu'il jouit de ses droits civils;

3° Qu'il n'a jamais été condamné pour vol, escroquerie,
abus de confiance ou attentat aux mœurs, et qu'il n'a subi
aucune des peines prévues par l'article 5 de la loi du
15 juillet 1889, ainsi qu'il résulte de l'extrait de son casier
judiciaire, qu'il nous a présenté.

En foi de quoi, nous lui avons délivré le présent certi-
ficat.

Fait à , le 189 .

(Signature du maire.)

Vu pour légalisation :

Le préfet du département,

NOTA. — Si l'engagement est contracté dans le départe-
ment où l'engagé volontaire est domicilié, la légalisation
de la signature du maire n'est point indispensable.

N° 28369. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit versé au Trésor à titre d'avances, applicable aux Travaux d'amélioration des Ports de Dunkerque et de Cette.*

Du 6 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 68 de ladite loi, d'après lequel le ministre des travaux publics est autorisé à exécuter, pendant l'année 1894, sur les fonds à verser à titre d'avances par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, des travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, s'élevant, au maximum, à la somme de huit millions de francs;

Vu les déclarations (n° 15447 et 16619) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 25 mai et 5 juin 1894, par la ville de Dunkerque et par la chambre de commerce de Cette, une somme totale de huit cent mille francs (500,000^f + 300,000^f) pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1894 et relatifs à l'amélioration des ports desdites villes;

Considérant que les crédits additionnels précédemment ouverts au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, pour l'emploi de fonds d'avances versés par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, en vue de l'exécution de travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, ne s'élèvent en totalité qu'à la somme de six cent mille francs, inférieure de sept millions quatre cent mille francs à celle qui a été fixée comme maximum des dépenses autorisées par l'article 68 de la loi précitée du 26 juillet 1893;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 31 juillet 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire, deuxième section, de l'exercice 1894, chapitre LXIII : *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds d'avances versés par la ville de Dunkerque et la chambre de commerce de Cette, un crédit additionnel de huit cent mille francs (800,000^f) applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Amélioration du port de Dunkerque	500,000 ^f
Amélioration du port de Cette	300,000
TOTAL RÉAL	800,000

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds d'avances, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 6 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28370. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics un Crédit supplémentaire au titre du Budget annexe des Chemins de fer de l'État pour l'exercice 1894.

Du 10 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation des dépenses du budget général de l'exercice 1894;

Vu la loi de finances du 29 décembre 1882, qui a rattaché, pour ordre, au budget général le budget annexe des chemins de fer de l'État, et notamment l'article 7 de cette loi, lequel est ainsi conçu : « Les crédits supplémentaires ou extraordinaires reconnus nécessaires dans le cours d'un exercice pourront être ouverts par décrets contresignés des ministres des travaux publics et des finances; toutefois ces crédits devront être soumis à la sanction du pouvoir législatif dans le délai d'un mois lorsque les Chambres seront assemblées, ou, dans le cas contraire, dans la première quinzaine de leur plus prochaine réunion »;

Sur le rapport des ministres des travaux publics et des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, au titre du budget annexe des chemins de fer de l'État, pour l'exercice 1894, un crédit supplémentaire de trois cent mille francs (300,000'), qui sera affecté au chapitre IV des dépenses de ce budget annexe.

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des produits de l'exploitation des chemins de fer de l'État pendant ledit exercice 1894.

2. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois* et qui sera soumis à la ratification des Chambres dans les délais déterminés par l'article 7 précité de la loi de finances du 29 décembre 1882.

Fait à Pont-sur-Seine, le 10 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28371. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des colonies) qui annule la délibération du 14 janvier 1894, par laquelle le conseil général de la Martinique a décidé de vendre de gré à gré des terres boisées de l'habitation « Dominante ». (Paris, 22 Mai 1894.)

N° 28372. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la guerre) qui autorise le ministre de la guerre, au nom de l'État, à accepter le legs de mille francs fait au régiment de sapeurs-pompiers de la ville de Paris par M^{lle} Jeanne-Joséphine-Élisa Le Jeune, dite : Le Jeune-Dubois, décédée le 27 janvier 1893.

Cette somme, destinée, d'après le vœu de la testatrice, spécialement aux sapeurs-pompiers du ix^e arrondissement, victimes du devoir, sera immédiatement distribuée et répartie, selon la gravité des blessures, entre les sapeurs-pompiers victimes de l'incendie des magasins de décors de l'Opéra qui a eu lieu récemment dans cet arrondissement. (Paris, 28 Mai 1894.)

N° 28373. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'établissement d'un port sec à la halte de Guerbaville-la-Mailleraye, département de la Seine-Inférieure (ligne de Barentin à Caudebec), conformément aux dispositions du plan parcellaire produit par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, à la date du 14 octobre 1893, lequel plan restera annexé au présent décret ;

2° Pour l'expropriation des terrains nécessaires à l'exécution desdits travaux, la compagnie de l'Ouest est substituée aux droits comme aux obligations qui dérivent pour l'administration de la loi du 3 mai 1841 ;

3° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux ne sont pas accomplies dans un délai de deux ans à dater de la promulgation du présent décret. (Paris, 28 mai 1894.)

N° 28374. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 23 mars 1894, devant le maire de Verdun, régulièrement délégué, portant concession à M. Mandeville, député de la Haute-Garonne, demeurant à Fronton, aux clauses et conditions stipulées et moyennant le versement d'une somme de cent cinquante-quatre francs soixante-dix-huit centimes, d'une parcelle d'alluvion, en voie de formation, au droit de sa propriété, sur la rive droite de la Garonne, dans la commune de Verdun (Tarn-et-Garonne), derrière les travaux défensifs de Rivière-Basse; ladite parcelle, d'une contenance de huit ares vingt-deux centiares vingt-cinq décimètres carrés et désignée par des hachures rouges sur le plan annexé audit acte. (Paris, 4 Juin 1894.)

N° 28375. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) portant que la juridiction du commissaire de police à Rosendaël (Nord) est étendue à la commune de Malo-les-Bains.

La juridiction du commissaire de police de Mâcon (Saône-et-Loire) est étendue à la commune de Saint-Laurent-lès-Mâcon. (*Paris, 3 Juin 1894*).



Certifié conforme :

Paris, le 17^e Octobre 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1646.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28376. — *Loi ayant pour objet : 1° l'Annulation, sur l'exercice 1893, d'une somme restant disponible sur le Crédit ouvert au Ministre des travaux publics pour les premiers travaux de Re-construction du Théâtre national de l'Opéra-Comique; 2° l'Ouverture, sur l'exercice 1894, d'un Crédit extraordinaire pour la Continuation des travaux.*

Du 17 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 19 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit:

ART. 1^{er}. Sur le crédit de cinq cent mille francs (500,000^f), ouvert par la loi de finances du 28 avril 1893, au titre du chapitre Lxv^{ter} du budget du ministère des travaux publics de l'exercice 1893: *Dépenses résultant des premiers travaux de reconstruction du théâtre national de l'Opéra-Comique*, une somme de quatre cent quatre-vingt-dix mille francs (490,000^f) est et demeure définitivement annulée.

2. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un crédit extraordinaire d'un million trente-quatre mille cent quatorze francs (1,034,114^f), qui sera inscrit à un chapitre spécial de la 2^e section portant le n° LXXIX et libellé : *Reconstruction du théâtre national de l'Opéra-Comique*.

3. Il sera pourvu au crédit ouvert par l'article précédent au moyen des ressources versées par les compagnies d'assurances à la suite de

l'incendie de l'Opéra-Comique, lesquelles seront appliquées aux recettes budgétaires pour une somme correspondante au montant des dépenses effectuées sur chaque exercice.

En conséquence, les évaluations de recettes du budget de l'exercice 1893 sont augmentées d'une somme de quarante mille francs (40,000'), et les évaluations de recettes du budget de l'exercice 1894 d'une somme d'un million trente-quatre mille cent quatorze francs (1,034,114'). Ces recettes seront inscrites à un compte classé parmi les ressources exceptionnelles sous le titre de : *Versements des compagnies d'assurances à la suite de l'incendie de l'Opéra-Comique.*

4. Tous les frais de justice à l'occasion de l'incendie de l'Opéra-Comique, actuellement liquidés conformément au décret du 18 juin 1811 et non recouvrés, sont passés en non-valeur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 17 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre
de l'instruction publique
et des beaux-arts,
Signé : G. LEYGUES.

Le Ministre
des travaux publics,
Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28377. — *Loi qui approuve la Convention passée entre l'Etat et la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée et abroge le Classement, à titre d'intérêt général, de la ligne d'Ambérieu à Cerdon et à la Cluse.*

Du 20 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 27 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention provisoire passée, le 7 mai 1894, entre le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, et ayant pour objet la renonciation par cette compagnie à la concession du chemin de fer d'Ambérieu à Cerdon.

2. Sont abrogées, en ce qui concerne la ligne d'Ambérieu à Cerdon et à la Cluse, les dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 17 juillet 1879, qui a classé cent quatre-vingt-une lignes de chemins de fer dans le réseau des chemins de fer d'intérêt général.

3. L'enregistrement de la convention annexée à la présente loi ne donnera lieu qu'à la perception du droit fixe de trois francs (3').

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-quatorze et le sept mai,

Entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État, sous réserve de l'approbation des présentes par une loi,

D'une part;

Et la société anonyme établie à Paris, sous la dénomination de compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, représentée par M. *Caillaux*, président du conseil d'administration, élisant domicile au siège de ladite société, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 88, et agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du conseil d'administration, en date du 6 mars 1885, et sous la réserve de l'approbation des présentes par l'assemblée générale des actionnaires dans le délai d'un an au plus tard, à dater de l'approbation des présentes par une loi,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. La compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée renonce à la concession qui lui a été faite, à titre éventuel et sous réserve de la déclaration d'utilité publique à intervenir, par la loi du 2 août 1886, du chemin de fer d'Amérique à Cerdon.

2. La compagnie s'engage à accepter, en remplacement de ladite ligne, la concession qui lui serait faite, par application des dispositions de l'article 1^{er}, paragraphe 2, de la convention approuvée par la loi du 20 novembre 1883 et aux clauses et conditions de ladite convention, de seize kilomètres (16^k) de ligne à désigner ultérieurement et d'un commun accord entre l'État et la compagnie.

Lu et approuvé l'écriture :

Signé : E. CAILLAUX.

Lu et approuvé l'écriture :

Signé : JONNART.

Enregistré à Paris, le 21 août 1894, folio 26, case 13. Reçu trois francs soixante-quinze centimes, décimes compris. — Signé : *Gournaux*.

N° 28378. — *Loi qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un Crédit extraordinaire en vue de poursuivre les Études entreprises sur l'Aérotation militaire.*

Du 21 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre de

la 2^e section du budget de l'exercice 1894, un crédit extraordinaire de deux cent mille francs (200,000^f) qui sera inscrit à un chapitre spécial n° LXIII, sous le titre : *Aérostation militaire*.

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MENCIER.

N° 28379. — *Loi qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un Crédit extraordinaire pour les Fouilles de Delphes.*

Du 23 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, 1^{re} section, *Service de l'instruction publique*, un crédit extraordinaire de la somme de cent vingt mille huit cent dix francs quatre-vingt-quinze centimes (120,810 fr. 95).

Il sera inscrit en addition aux crédits de l'exercice 1894, sous un chapitre qui portera le n° xv bis et la rubrique : *Fouilles de Delphes*.

2. Il sera pourvu au crédit extraordinaire ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*

Signé : G. LYGUES.

N° 28380. — *Loi relative au Rachat, par la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, du Chemin de fer d'Arles à Saint-Louis-du-Rhône.*

Du 23 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention provisoire passée, le 12 juillet 1892, entre le ministre des travaux publics et la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, et ayant pour objet l'incorporation du chemin de fer d'Arles à Saint-Louis-du-Rhône au réseau de ladite compagnie.

2. L'enregistrement de ladite convention et du traité y annexé ne donnera lieu qu'à la perception du droit fixe de trois francs (3').

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : R. POINCARÉ.

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28381. — *Loi portant ratification du décret rendu le 23 décembre 1893, en exécution de la loi de finances du 29 décembre 1882, et qui a ouvert au Ministre des travaux publics un Crédit supplémentaire au titre du Budget annexe des Chemins de fer de l'État, pour l'exercice 1893.*

Du 23 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est ratifié le décret du 23 décembre 1893, rendu en exécution de la loi de finances du 29 décembre 1882, et qui a ouvert au ministre des travaux publics, au titre du budget annexe des chemins de fer de l'État, pour l'exercice 1893, un crédit supplémentaire de un million quatre cent soixante mille francs (1,460,000) à affecter au chapitre IV des dépenses de ce budget annexe.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : R. POINCARÉ.

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28382. — *Loi relative aux Fraudes commises dans la vente des Vins (alcoolisation et mouillage).*

Du 24 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 25 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. L'article 1^{er} de la loi du 5 mai 1855 est complété ainsi qu'il suit :

« Si, dans les cas prévus par les paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1851, il s'agit de vin additionné d'eau, les pénalités édictées par l'article 423 du Code pénal et de la loi du 27 mars 1851, seront applicables même dans le cas où la falsification par addition d'eau serait connue de l'acheteur ou du consommateur. »

Cette disposition n'entrera toutefois en vigueur qu'un mois après la promulgation de la présente loi.

2. Toutes les dispositions contenues dans l'article précédent s'appliqueront lorsqu'il s'agira de vin additionné d'alcool.

Il n'est rien changé à la législation existante en ce qui touche les vins dits de liqueur et les vins destinés à l'exportation.

Un décret rendu sur l'avis du comité consultatif des arts et manufactures déterminera les caractères auxquels on reconnaît les vins suralcoolisés.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice.

Signé : E. GUÉRIN.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOURTILLES.

N° 28383. — *Loi qui autorise la reconstruction de l'École nationale d'art décoratif de Limoges et du Musée national Adrien Dubouché, et ouvre, à cet effet, au Ministre des travaux publics, un Crédit extraordinaire sur le Budget de l'exercice 1894.*

Du 26 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 28 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le ministre des travaux publics est autorisé à entreprendre, au nom de l'État, en exécution de la convention passée le 1^{er} juin 1881 entre l'État et la ville de Limoges, la reconstruction de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien Dubouché, conformément au projet approuvé par le conseil général des bâtiments civils dans sa séance du 16 février 1892, dont le devis s'élève à un million deux cent mille francs (1,200,000^f).

2. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1894 et en excédent des crédits ouverts par la loi de finances et par les lois spéciales, un crédit extraordinaire de cinquante mille francs (50,000^f) à titre de première annuité sur la somme totale de neuf cent soixante mille francs (960,000^f) qui incombe à l'État dans la dépense, aux termes de la convention du 1^{er} juin 1881 susvisée.

Ce crédit sera inscrit à un chapitre spécial portant le n° LXXX et libellé: *Reconstruction de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien Dubouché.*

3. Il sera pourvu au crédit ouvert par l'article 2 ci-dessus au moyen des ressources extraordinaires du budget de l'exercice 1894.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Juillet 1894.

Signé: CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé: R. POINCARÉ.

Le Ministre
de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé: G. LEBGUES.

Le Ministre
des travaux publics,

Signé: LOUIS BARTHOU.

N° 28384. — *Loi concernant : 1° l'ouverture de Crédits sur l'exercice 1894; 2° l'ouverture de Crédits spéciaux d'exercices clos; 3° l'ouverture de Crédits spéciaux d'exercices périmés; 4° l'ouverture de Crédits au titre des Budgets annexes (Exercice 1894).*

Du 27 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 28 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit:

TITRE I^{er}.

EXERCICE 1894.

ART. 1^{er}. Il est ouvert aux ministres, en addition aux crédits alloués

par la loi de finances du 26 juillet 1893, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1894 (Algérie non comprise), des crédits supplémentaires et extraordinaires s'élevant à la somme de sept millions six cent vingt-trois mille sept cent trente francs soixante-neuf centimes (7,623,730 fr. 69).

Ces crédits demeurent répartis par ministère et par chapitre, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

2. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, au titre du budget général de l'exercice 1894, 2^e section : *Service des postes et des télégraphes (France)*, un crédit extraordinaire de cent quatorze mille six cent neuf francs soixante-treize centimes (114,609^f 73) qui sera inscrit à un chapitre spécial 25 bis : *Réinstallation du poste central télégraphique de Lyon*.

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894. A cet effet, les évaluations de recettes du budget général de l'exercice 1894 sont augmentées d'une somme de cent quatorze mille six cent neuf francs soixante-treize centimes (114,609^f 73) à prélever sur les versements effectués par la ville de Lyon, à titre d'indemnité d'expropriation des locaux actuels. Cette somme de cent quatorze mille six cent neuf francs soixante-treize centimes (114,609^f 73) sera portée en recettes aux produits de monopoles et exploitations industrielles de l'Etat [*Produits des télégraphes (France)*. — *Recettes diverses et accidentelles*].

3. Il est ouvert au ministre des travaux publics, au titre de la 2^e section : *Dépenses extraordinaires*, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 26 juillet 1894, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1894, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme d'un million cent trente-trois mille cinq cent trente francs cinquante centimes (1,133,530^f 50) savoir :

FRANCE.

CHAP. LX. — Amélioration des rivières.....	750,000 ^f 00 ^f
— LXXX. — Amélioration et extension des ports maritimes.....	196,030 50

ALGÉRIE.

CHAP. XI. — Amélioration des ports en Algérie.....	187,500 00
TOTAL ÉGAL.....	<u>1,133,530 50</u>

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des fonds de concours versés par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, pour travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes.

4. Il est ouvert au ministre des travaux publics, au titre de la

2^e section : *Dépenses extraordinaires*, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 26 juillet 1893, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1894 (Algérie non comprise), un crédit supplémentaire de six cent mille francs (600,000^f) applicable au chapitre LVII : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*.

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer, en exécution des conventions du 20 novembre 1883.

TITRE II.

OUVERTURE DE CRÉDITS SPÉCIAUX D'EXERCICES CLOS.

5. Il est accordé aux ministres, en augmentation des restes à payer des exercices clos 1890, 1891 et 1892, des crédits supplémentaires pour la somme de deux cent vingt mille cinq cent quatre-vingt-dix-huit francs quarante-six centimes (220,598^f 46), montant de nouvelles créances constatées sur ces exercices, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

Il est ouvert au budget du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, 3^e section : *Téléphones*. — *Exercice 1894*, un chapitre portant le n° 1 bis et intitulé : *Dépenses des exercices clos*.

Les ministres sont, en conséquence, autorisés à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos au budget de l'exercice courant, conformément à l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

TITRE III.

OUVERTURE DE CRÉDITS SPÉCIAUX D'EXERCICES PÉRIMÉS.

6. Il est accordé aux ministres, sur l'exercice courant, pour le paiement des créances des exercices périmés, des crédits extraordinaires spéciaux montant à la somme de cent dix-sept mille huit cent quatre-vingt-quatre francs quatre-vingt-onze centimes (117,884^f 91).

Ils sont répartis entre les divers ministères conformément à l'état C annexé à la présente loi.

Il sera pourvu à ces crédits au moyen des ressources générales du budget de l'exercice courant.

TITRE IV.

BUDGETS ANNEXES.

GRANDE CHANCELLERIE DE LA LÉGION D'HONNEUR.

EXERCICES PÉRIMÉS.

7. Il est ouvert au ministre de la justice, au titre du budget annexe

de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, sur l'exercice courant, pour le paiement des créances des exercices périmés 1885, 1887 et 1888, des crédits extraordinaires montant à trois cent cinquante-neuf francs (359^f).

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources propres audit budget annexe pour l'exercice courant.

CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE.

EXERCICES CLOS.

8. Il est ouvert au ministre de la marine, au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, en augmentation des restes à payer des exercices 1890, 1891 et 1892, des crédits supplémentaires pour la somme de deux mille sept cent cinquante-six francs quatre-vingt-huit centimes (2,756^f 88), montant de nouvelles créances constatées sur ces exercices.

Le ministre de la marine est, en conséquence, autorisé à ordonner ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos au budget annexe de la caisse des invalides de la marine pour l'exercice courant.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources propres audit budget annexe.

EXERCICES PÉRIMÉS.

9. Il est accordé au ministre de la marine, sur l'exercice courant, au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, pour le paiement de créances d'exercices périmés, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme de deux mille cent quatre-vingts francs quatre-vingt-douze centimes (2,180^f 92).

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources propres audit budget annexe pour l'exercice 1894.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances.

Signé : R. POINCARÉ.

ÉTATS ANNEXÉS.

BUDGET GÉNÉRAL. — EXERCICE 1894.

TABLEAU A.

Tableau, par ministère et par chapitre, des crédits supplémentaires et extraordinaires accordés sur le budget général de l'exercice 1894 (France).

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
		par chapitre.	par ministère.
	MINISTÈRE DE LA MARINE.		
XIV.	Achats extraordinaires de bâtiments à l'industrie...	883,630' 00°	4,655,630' 00°
XV.	Constructions navales. — Achats pour les travaux de constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs.....	3,622,000 00	
XVIII.	Casernement.....	150,000 00	
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.		
	<i>1^{re} section. — Instruction publique.</i>		
XXI.	Observatoire astronomique physique de Meudon...	38,048 55	38,048 55
	<i>2^e section. — Beaux-arts.</i>		
LIII.	Exposition de Chicago.....	41,210 22	41,210 22
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.		
	<i>2^e section. — Service des postes et des télégraphes.</i>		
	4^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
ter.	Installation du dépôt central du matériel et des ateliers.....	907,044 57	1,759,604 12
quat.	Établissement des lignes sous-marines entre Marseille et Oran et entre Marseille et Tunis, et améliorations à apporter à l'usine de câbles de la Seyne et aux bâtiments télégraphiques la Charente et l'Amper.....	755,782 96	
XV quinq.	Installation des services principaux des postes, télégraphes et téléphones à Bordeaux, dans l'hôtel de la Monnaie.....	69,776 59	

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
		par chapitre.	par ministère.
	<i>3^e section. — Service des téléphones.</i>		
	<i>4^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.</i>		
VII bis.	Transformation du réseau téléphonique de Paris...	411,117 ⁶⁸ c	411,117 ⁶⁸ c
	<i>MINISTÈRE DES COLONIES.</i>		
II.	Matériel de l'administration centrale.....	18,000 00	30,000 00
XL.	Liquidation des dépenses de la section des colonies françaises à l'exposition de Chicago.....	12,000 00	
	<i>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.</i>		
	<i>3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.</i>		
II bis.	Exposition de Chicago.....	102,000 00	352,286 81
XXV.	Bâtiments, constructions, réparations, etc., dépenses diverses des haras.....	4,599 24	
XXXII.	Personnel de l'hydraulique agricole.....	23,000 00	
	<i>4^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.</i>		
L.	Restauration et conservation des terrains en mon- tagne.....	324,687 60	
	<i>MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.</i>		
	<i>1^{re} Section. — Dépenses ordinaires.</i>		
XXIX.	Navigation intérieure. — Rivières. — Travaux ordi- naires. (Entretien et grosses réparations.).....	195,000 00	335,853 25
XXX.	Navigation intérieure. — Canaux. — Travaux ordi- naires. (Entretien et grosses réparations.).....	30,000 00	
	<i>2^e section. — Dépenses extraordinaires.</i>		
LXXXII.	Établissement de nouveaux inventaires des palais nationaux et du garde-meuble.....	10,833 28	
	TOTAL de l'État A.....	7,623,730 69	7,623,730 69

EXERCICES CLOS.

ÉTAT D.

*Tableau, par ministère, des crédits supplémentaires
accordés pour dépenses d'exercices clos.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS alloués.
Ministère des finances.....	7,004 ^f 39 ^c
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 1 ^{re} section : Instruction publique.....	4,910 17
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes :	
1 ^{re} section. — Commerce et industrie.....	1,964 00
3 ^e section. — Téléphones.....	3,808 55
Ministère des travaux publics.....	202,911 35
TOTAL de l'état B.....	220,598 46

EXERCICES PÉRIMÉS.

ÉTAT C.

*Tableau, par ministère, des crédits extraordinaires spéciaux
accordés pour dépenses d'exercices périmés.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS alloués.
Ministère des finances.....	758 ^f 90 ^c
Ministère de la marine.....	1,195 51
Ministère des travaux publics.....	115,930 50
TOTAL de l'état C.....	117,884 91

N° 28385. — *Loi portant suppression de l'Impôt intérieur
sur les Huiles minérales.*

Du 27 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 28 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur
est :**

ARTICLE UNIQUE. L'article 5 de la loi du 16 septembre 1871 et la

loi du 29 décembre 1873, concernant la perception d'un droit intérieur sur les huiles minérales, sont abrogés.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28386. — *Loi qui ouvre au Ministre de la marine et au Ministre des colonies, sur l'exercice 1894, un Crédit supplémentaire destiné à subvenir aux dépenses d'Engagements et de Réengagements dans les troupes coloniales.*

Du 28 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 29 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine et au ministre des colonies, sur l'exercice 1894, un crédit supplémentaire d'un million huit cent mille francs (1,800,000^f) destiné à subvenir aux dépenses d'engagements et de réengagements dans les troupes coloniales.

Ce crédit sera ouvert comme suit :

AU BUDGET DE LA MARINE.

CHAP. V. — Troupes de la marine..... 1,400,000^f

AU BUDGET DES COLONIES.

Service colonial.

CHAP. VIII. — Troupes aux colonies..... 400,000^f

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des colonies,

Signé : DELCASSÉ.

Le Ministre de la marine,

Signé : FÉLIX FAURE.

N° 28387. — *Loi qui ouvre au Ministre de la marine, sur l'exercice 1894, un Crédit supplémentaire pour Constructions navales, Approvisionnement de la flotte et Achats pour l'entretien et le service courant.*

Du 28 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 29 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine, sur l'exercice 1894, au delà des crédits alloués par la loi de finances du 26 juillet 1893, un crédit supplémentaire de quatre millions neuf cent soixante-quinze mille francs (4,975,000^f), au titre du chapitre xxiv : *Constructions navales. — Approvisionnement de la flotte. — Achats pour l'entretien et le service courant.*

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de la marine,

Signé : FÉLIX FAURE.

N° 28388. — *Loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de Crédits sur l'exercice 1894; 2° l'ouverture de Crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 3° l'ouverture et l'annulation de Crédits au titre des Budgets annexes.*

Du 28 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 29 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

EXERCICE 1894.

ART. 1^{er}. Il est ouvert aux ministres, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 26 juillet 1893, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1894 (Algérie non comprise), des crédits supplémentaires s'élevant à la somme de deux millions deux cent quatre-

vingt-un mille trois cent trente-trois francs quatre-vingt-dix-sept centimes (2,281,333' 97).

Ces crédits demeurent répartis par ministère et par chapitre conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

2. Il est ouvert aux ministres, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 26 juillet 1893, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1894 en Algérie, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme de un million neuf cent six mille cinq cents francs (1,906,500').

Ces crédits demeurent répartis par ministère et par chapitre, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

3. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget général de l'exercice 1894, 1^{re} section : *Service ordinaire*, un crédit extraordinaire de quarante-sept mille sept cents francs cinq centimes (47,700' 05) qui sera inscrit à un chapitre spécial n° LXXI : *Démantèlement de la place de Douai*.

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894. A cet effet, les évaluations de recettes du budget général de l'exercice 1894 sont augmentées d'une somme de quarante-sept mille sept cents francs cinq centimes (47,700' 05) à prélever sur les versements effectués par la ville de Douai et la compagnie des chemins de fer du Nord. Cette somme de quarante-sept mille sept cents francs cinq centimes (47,700' 05) sera portée en recette aux produits domaniaux, sous le titre : *Versements effectués par la ville de Douai et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place*. (Loi du 19 janvier 1891.)

4. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget général de l'exercice 1894, 1^{re} section : *Service ordinaire*, un crédit extraordinaire de vingt-six mille francs (26,000'), qui sera inscrit à un chapitre spécial n° LXXII : *Démantèlement de la place de Saint-Omer*.

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales de l'exercice 1894.

A cet effet, les évaluations de recettes du budget générale de l'exercice 1894 sont augmentées d'une somme de vingt-six mille francs (26,000') à prélever sur les versements effectués par la ville de Saint-Omer et la compagnie des chemins de fer du Nord. Cette somme de vingt-six mille francs sera portée en recette aux produits domaniaux sous le titre de : *Versements effectués par la ville de Saint-Omer et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place*. (Loi du 18 décembre 1891.)

5. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget général de l'exercice 1894, 1^{re} section : *Service ordinaire*, un crédit extraordinaire de deux cent trente mille francs (230,000'), qui sera

inscrit à un chapitre spécial n° LXXIII : *Démantèlement de la place de Cambrai.*

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

A cet effet, les évaluations de recettes du budget général de l'exercice 1894 sont augmentées d'une somme de deux cent trente mille francs (230,000') à prélever sur les versements effectués par la ville de Cambrai et la compagnie des chemins de fer du Nord. Cette somme de deux cent trente mille francs (230,000') sera portée en recette aux produits domaniaux, sous le titre de : *Versements effectués par la ville de Cambrai et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place.* (Loi du 3 août 1893.)

6. Sur les crédits ouverts aux ministres par la loi de finances du 26 juillet 1893 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1894 (Algérie non comprise), une somme de six cent quarante-quatre mille cinquante francs (644,050') est et demeure définitivement annulée, conformément à l'état C annexé à la présente loi.

7. Sur les crédits ouverts aux ministres par la loi de finances du 26 juillet 1893 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1894 en Algérie, une somme de six mille cinq cents francs (6,500') est et demeure définitivement annulée au titre du ministère des finances, chapitre XII : *Personnel des douanes en Algérie.*

TITRE II.

OUVERTURE DE CRÉDITS SPÉCIAUX D'EXERCICES CLOS.

8. Il est accordé aux ministres, en augmentation des restes à payer des exercices clos 1890, 1891, 1892 et 1893, des crédits supplémentaires pour la somme de cent trente mille huit cent vingt et un francs quarante centimes (130,821' 40), montant de nouvelles créances constatées sur ces exercices. Ces crédits sont répartis entre les divers ministères, conformément à l'état D annexé à la présente loi.

Les ministres sont, en conséquence, autorisés à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos au budget de l'exercice courant, conformément à l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

TITRE III.

OUVERTURE DE CRÉDITS SPÉCIAUX D'EXERCICES PÉRIMÉS.

9. Il est accordé aux ministres, sur l'exercice courant, pour le paiement des créances des exercices périmés, des crédits extraordinaires spéciaux montant à la somme de quatre-vingt-six mille six cent trois francs quatre-vingt-quinze centimes (86,603' 95.)

Ces crédits sont répartis entre les divers ministères, conformément à l'état E annexé à la présente loi.

Il sera pourvu à ces crédits au moyen des ressources générales du budget de l'exercice courant.

TITRE IV.

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT.

EXERCICE 1894.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

LÉGION D'HONNEUR.

10. Les évaluations de recettes du budget annexe de la Légion d'honneur, fixées pour l'exercice 1894 par la loi de finances du 26 juillet 1893, sont augmentées d'une somme totale de quatre millions six cent soixante-deux mille huit cent soixante-trois francs vingt-cinq centimes (4,662,863^f 25) applicable au chapitre II : *Supplément à la dotation* pour un million trente-six mille cent quatre-vingt-douze francs cinquante centimes, ci..... 1,036,192^f 50^c et à un chapitre à ouvrir sous le n° 1 bis et le titre : *Arrérages de rentes 3 1/2 p. 100 sur le grand-livre de la dette publique* pour 3,626,670 75

TOTAL ÉGAL..... 4,662,863 25

11. Les évaluations de recettes du budget annexe de la Légion d'honneur, fixées pour l'exercice 1894 par la loi de finances du 26 juillet 1893, sont réduites d'une somme de quatre millions six cent soixante-deux mille huit cent soixante-trois francs vingt-cinq centimes (4,662,863^f 25) applicable au chapitre I^{er} : *Arrérages de rente 4 1/2 p. 100 sur le grand-livre de la dette publique*.

12. Il est ouvert au ministre de la justice, au titre du budget annexe de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, sur l'exercice courant, pour le paiement des créances des exercices périmés 1886, 1887, 1888, 1889, des crédits extraordinaires s'élevant à quatre cents francs (400^f).

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources propres audit budget annexe pour l'exercice 1894.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PEBIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

ÉTATS ANNEXÉS.

BUDGET GÉNÉRAL — EXERCICE 1894.

ÉTAT A.

Tableau, par ministère et par chapitre, des crédits supplémentaires et extraordinaires accordés sur le budget général de l'exercice 1894. (France.)

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
		par chapitre.	par ministère.
	MINISTÈRE DES FINANCES.		
	1 ^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.		
XXX.	Traitement viager des membres de l'ordre de la Légion d'honneur et des médailles militaires.....	1,036,192 ^f 50 ^c	1,098,717 ^f 97 ^c
XXXVI.	Remboursement à la Caisse des dépôts et consignations du solde de son avance pour le service des pensions aux anciens militaires de la République et de l'Empire. (Loi du 5 mai 1869.).....	15,424 47	
	4 ^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
LXXIII.	Personnel de l'administration des douanes.....	44,101 00	1,098,717 ^f 97 ^c
LXXIV.	Dépenses diverses de l'administration des douanes.	3,000 00	
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.		
	1 ^{re} section. — Service de l'intérieur.		
LIV.	Traitement des commissaires de police, indemnités de déplacement et autres.....	86,900 00	86,900 00
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
	1 ^{re} Section. — Service ordinaire.		
XXI.	Service des convois militaires.....	290,000 00	644,050 00
XXVIII.	Réserve et armée territoriale.....	4,050 00	
XXV.	Établissements du génie. (Matériel.).....	50,000 00	
	2 ^e section. — Dépenses extraordinaires.		
XXIV.	Défenses de Cherbourg.....	300,000 00	
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.		
	1 ^{re} section. — Service de l'instruction publique.		
VIII.	Facultés (Matériel).....	16,666 00	51,666 00
XXI bis.	Observatoire du Puy-de-Dôme.....	35,000 00	
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.		
	2 ^e Section. — Service des postes et des télégraphes.		
	4 ^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
XIV ter.	Installation du dépôt central du matériel et des ateliers.....	400,000 00	400,000 00
	TOTAL de l'état A	2,281,333 97	2,281,333 97

ÉTAT B.

Tableau, par ministère et par chapitre, des crédits supplémentaires et extraordinaires accordés sur le budget général de l'exercice 1894. (Algérie.)

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
		par chapitre.	par ministère.
	MINISTÈRE DES FINANCES.		
	—		
	4 ^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
XV.	Dépenses diverses des douanes en Algérie.....	6,500 ^f 00 ^s	6,500 ^f 00 ^s
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.		
	—		
	2 ^e section. — Dépenses extraordinaires.		
IX.	Garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer algériens.....	1,900,000 00	1,900,000 00
	TOTAL de l'état B.	1,906,500 00	1,906,500 00

ÉTAT C.

Tableau, par ministère et par chapitre, des crédits annulés sur le budget général de l'exercice 1894. (France.)

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
		par chapitre.	par ministère.
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
	—		
	1 ^{re} section. — Service ordinaire.		
XVI.	Solde de l'infanterie.....	261,925 ^f 00 ^s	644,050 ^f 00 ^s
XIX.	Solde de l'artillerie.....	2,430 00	
XXI.	Solde du train des équipages militaires.....	1,620 00	
XXV.	Vivres (Matériel).....	28,075 00	
XLVII.	Poudres et salpêtres. (Matériel d'exploitation.).....	60,000 00	
	2 ^e section. — Dépenses extraordinaires.		
XXII.	Frontières de l'Est.....	300,000 00	
	TOTAL de l'état C.	644,050 00	644,050 00

EXERCICES CLOS.

ÉTAT D.

*Tableau, par ministère, des crédits supplémentaires
accordés pour dépenses d'exercices clos.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ALLOUÉS
1^{re} FRANCE.	
Ministère des finances.....	1,221 ^f 07 ^c
Ministère de la justice.....	19,123 55
Ministère des affaires étrangères.....	8,791 43
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1 ^{re} section : Intérieur.....	84,160 50
Ministère de la marine.....	2,018 08
Ministère des travaux publics.....	10,199 99
TOTAL pour la France.....	125,517 62
2^{re} ALGÉRIE.	
Ministère de l'intérieur et des cultes : 2 ^e section. — Service du gouvernement général de l'Algérie.....	5,303 78
TOTAL de l'état D.....	130,821 40

EXERCICES PÉRIMÉS.

ÉTAT E.

*Tableau, par ministère, des crédits supplémentaires
accordés pour dépenses d'exercices périmés.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ALLOUÉS
Ministère des affaires étrangères.....	4,197 ^f 16 ^c
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1 ^{re} section. — Service de l'intérieur...	4,417 64
Ministère de l'agriculture.....	391 00
Ministère des travaux publics.....	77,598 15
TOTAL de l'état E.....	86,603 95

N° 28389. — *Loi qui approuve l'Arrangement conclu, le 8 décembre 1892,
entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la
République de Libéria.*

Du 31 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur
suit :

ARTICLE UNIQUE. Le Président de la République est autorisé à ra-

tifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter l'Arrangement conclu, le 8 décembre 1892, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Libéria.

Une copie authentique de cet acte sera annexée à la présente loi ⁽¹⁾.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 31 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : G. HANOTAUX.

N° 28390. — *DÉCRET qui promulgue l'Arrangement signé à Paris, le 8 décembre 1892, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Libéria.*

Du 13 Août 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 14 août 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}.

Un Arrangement relatif à la délimitation des possessions françaises et des territoires de la République de Libéria ayant été conclu à Paris, le 8 décembre 1892, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Libéria, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Paris, le 10 août 1894, ledit Arrangement, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

ARRANGEMENT.

Les soussignés :

Hanotaux, ministre plénipotentiaire, directeur des consulats et des affaires commerciales au ministère des affaires étrangères de la République française, etc., etc.;

Hausmann, chef de division au sous-secrétariat d'État des colonies de la République française, etc., etc.;

Et le baron *de Stein*, ministre résident et consul général de la Ré-

⁽¹⁾ Le texte de l'Arrangement sera publié, après l'échange des ratifications, à la suite du décret de promulgation.

publique de Libéria en Belgique, commissaire de la République de Libéria près le Gouvernement de la République française, etc., etc.

Délégués par le Gouvernement de la République française et par le Gouvernement de la République de Libéria, à l'effet de préparer un accord relatif à la délimitation des possessions françaises et des territoires de la République de Libéria, sont convenus des dispositions suivantes de part et d'autre, sauf ratification des Gouvernements respectifs :

ART. 1^{er}. Sur la Côte d'Ivoire et dans l'intérieur, la ligne frontière entre les possessions françaises et la République de Libéria sera constituée comme suit, conformément au tracé rouge porté sur la carte annexée au présent Arrangement en double et paraphée; savoir :

1° Par le thalweg, de la rivière Cavally jusqu'à un point situé à environ vingt milles au sud du confluent de la rivière Fodédougou-Ba, à l'intersection du 6° 30' de latitude nord et du 9° 12' de longitude ouest;

2° Par le parallèle passant par ledit point d'intersection jusqu'à la rencontre du 10° de longitude ouest de Paris, étant entendu, en tout cas, que le bassin du grand Sesters appartient au Libéria et que le bassin du Fodédougou-Ba appartient à la France;

3° Par le méridien 10° jusqu'à sa rencontre avec le 7° de latitude nord; à partir de ce point, la frontière se dirigera en ligne droite vers le point d'intersection du degré 11 avec le parallèle qui passe par Tembi-Counda, étant entendu que la ville de Barmaquirlla et la ville de Mahomadou appartiendront à la République de Libéria, les points de Naalah et de Mousardou restant par contre à la France;

4° La frontière se dirigera ensuite vers l'ouest, en suivant ce même parallèle jusqu'à sa rencontre, au 13° de longitude ouest de Paris, avec la frontière franco-anglaise de Sierra-Leone.

Ce tracé devra, en tout cas, assurer à la France le bassin entier du Niger et de ses affluents.

2. La navigation sur la rivière Cavally, jusqu'au confluent du Fodédougou-Ba, sera libre et ouverte au trafic et aux habitants des deux pays.

La France aura le droit de faire, à ses frais, dans le cours ou sur l'une et l'autre rive du Cavally, les travaux qui pourraient être nécessaires pour le rendre navigable, restant toutefois entendu que, de ce fait, aucune atteinte ne sera portée aux droits de souveraineté qui, sur la rive droite, appartiennent à la République de Libéria. Dans le cas où les travaux exécutés donneraient lieu à l'établissement de taxes, celles-ci seraient déterminées par une nouvelle entente entre les deux Gouvernements.

3. La France renonce aux droits résultant pour elle des anciens traités conclus sur différents points de la Côte des Graines, et reconnaît la souveraineté de la République de Libéria sur le littoral à l'ouest de la rivière Cavally.

La République de Libéria abandonne, de son côté, toutes les prétentions qu'elle pourrait faire valoir sur les territoires de la Côte d'Ivoire situés à l'est de la rivière Cavally.

4. La République de Libéria facilitera, comme par le passé, dans la mesure de ses moyens, le libre engagement des travailleurs sur la Côte de Libéria par le Gouvernement français ou par ses ressortissants. Les mêmes facilités seront accordées réciproquement à la République de Libéria et à ses ressortissants sur la partie française de la Côte d'Ivoire.

5. En reconnaissant à la République de Libéria les limites qui viennent d'être déterminées, le Gouvernement de la République française déclare qu'il n'entend s'engager que vis-à-vis de la République libérienne libre et indépendante, et fait toutes ses réserves, soit pour le cas où cette indépendance se trouverait atteinte, soit dans le cas où la République de Libéria ferait abandon d'une partie quelconque des territoires qui lui sont reconnus par la présente Convention.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 8 décembre 1892.

(L. S.) Signé : G. HANOTAUX.

(L. S.) Signé : J. HAUSSMANN.

(L. S.) Signé : BARON DE STEIN.

ART. 2.

Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Pont-sur-Seine, le 13 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : G. HANOTAUX.

N° 28391. — *DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans la commune de Guiguen (Ille-et-Vilaine).*

Du 11 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août ⁽¹⁾ suivant;

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 320, n° 2055.

La délibération prise par le conseil municipal de Guiguen (Ille-et-Vilaine), le 12 novembre 1893;

L'avis émis, à la date du 3 avril 1894, par le conseil général d'Ille-et-Vilaine;

L'avis du préfet et les autres pièces de l'affaire;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'Etat entendue,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Guiguen (Ille-et-Vilaine) est fixée ainsi qu'il suit :

A huit francs (8^f) pour les chiens d'agrément ou servant à la chasse;

A un franc cinquante centimes (1^f 50) pour les chiens de garde et autres compris dans la deuxième catégorie.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 11 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28392. — DÉCRET portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. Sourrieu pour l'Archevêché de Rouen.

Du 21 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu les articles 4 et 5 de la convention du 26 messidor an IX et l'article 1^{er} de la loi du 18 germinal an X;

Vu le décret du 15 mai 1894, portant promotion de M. Sourrieu, évêque de Châlons, à l'archevêché de Rouen, vacant par le décès de M. le cardinal Thomas;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le Pape LÉON XIII audit archevêque nommé;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 21 mai 1894, portant institution canonique de M. Sourrieu (Guillaume-Marie-Romain) pour l'archevêché de Rouen, est reçue et sera publiée en France en la forme accoutumée.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires aux lois de la République, aux franchises, libertés et maximes de l'Eglise gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres du Conseil d'Etat. Mention de cette transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général dudit conseil.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28393. — *DÉCRET portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. Latty pour l'Evêché de Châlons.*

Du 21 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu les articles 4 et 5 de la convention du 26 messidor an ix et l'article 1^{er} de la loi du 18 germinal an x;

Vu le décret du 15 mai 1894, qui nomme M. Latty, curé de Saint-Médard, à Paris, à l'évêché de Châlons, en remplacement de M. Sourrieu, promu à l'archevêché de Rouen;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le Pape Léon XIII audit évêque nommé;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 21 mai 1894, portant institution canonique de M. Latty pour l'évêché de Châlons, est reçue et sera publiée en France en la forme accoutumée.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires aux lois de la République, aux franchises, libertés et maximes de l'Eglise gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres du Conseil d'Etat. Mention de cette transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général dudit conseil.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28394. — DÉCRET portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. Sueur pour l'Évêché d'Évreux.

Du 21 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu les articles 4 et 5 de la convention du 26 messidor an IX et l'article 1^{er} de la loi du 18 germinal an X;

Vu le décret du 29 janvier 1894, qui nomme M. Sueur, vicaire général du diocèse d'Arras, à l'évêché d'Évreux, en remplacement de M. Haulin, promu à l'archevêché de Chambéry;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le Pape Léon XIII audit évêque nommé;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 18 mai 1894, portant institution canonique de M. Sueur pour l'évêché d'Évreux, est reçue et sera publiée en France en la forme accoutumée.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires aux lois de la République, aux franchises, libertés et maximes de l'Église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres du Conseil d'État. Mention de cette transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général dudit conseil.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28395. — *DÉCRET qui modifie le Tableau annexé au Décret du 16 Février 1892 relatif à l'organisation des Commissariats de Police du Département de la Seine (Paris excepté).*

Du 25 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la loi du 10 juin 1853 (art. 3);

Vu la loi du 30 décembre 1873, ensemble celle du 24 mars 1891 (art. 2, § 2);

Vu le décret du 28 juin 1893, instituant une caisse de retraites pour les brigadiers et sergents de ville des commissariats de police des communes suburbaines du département de la Seine;

Vu les décrets des 16 février 1892 ⁽¹⁾ et 28 mars 1894 ⁽²⁾, relatifs à l'organisation de ces commissariats,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1895 :

1° Les brigadiers des sergents de ville de la banlieue sont divisés en deux classes, savoir :

Dix de 1^{re} classe, à mille huit cents francs (1,800^f);

Et treize de 2^e classe, à mille sept cents francs (1,700^f);

2° Le traitement des quatre cent quatre-vingt-six sergents de ville actuels est porté :

Celui des deux cent quatre-vingt-treize de 1^{re} classe, de mille quatre cents francs à mille cinq cents francs (1,400^f à 1,500^f);

Celui des cent quatre-vingt-treize de 2^e classe, de mille trois cents francs à mille quatre cents francs (1,300^f à 1,400^f);

3° Il est créé trente-trois emplois nouveaux de sergents de ville de 3^e classe, au traitement de mille trois cents francs (1,300^f).

2. Le tableau annexé au décret du 16 février 1892 sera modifié en conséquence.

3. L'annuité de la majoration de dépense résultant des augmentations de solde et d'effectif ci-dessus, soit cent trois mille francs (103,000^f), sera employée, en 1894, à venir en aide aux agents en fonctions antérieurement au décret du 16 février 1892, qui auront, avant le 1^{er} septembre prochain, réclamé le bénéfice de l'article 6 du décret du 28 juin 1893.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1456, n° 24616.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1625, n° 27949.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Pont-sur-Seine, le 25 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
chargé de l'intérim
du ministère de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. GUÉRIN.

N° 18396. — DÉCRET qui fait cesser l'intérim du Ministère de la Justice.

Du 2 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'intérim du ministère de la justice, confié pendant l'absence de M. Guérin à M. Poincaré, ministre des finances, cessera à partir de ce jour.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Pont-sur-Seine, le 2 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. GUÉRIN.

N° 18397. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1^{er} Sont déclarés d'utilité publique les travaux de déviation de la route départementale n° 42, de la Seine, aux abords de la redoute de la Faisanderie, à Joinville-le-Pont, en vue de la substitution d'un passage inférieur au passage à niveau du chemin de fer de Paris à Brie-Comte-Robert, à exécuter suivant la direction générale indiquée par une teinte rouge sur le plan visé par l'ingénieur en chef, le 10 juin 1892, lequel plan restera annexé au présent décret;

2^o Il est pris acte de l'engagement souscrit par la compagnie des tramways de Saint-Maur-des-Fossés, par lettre en date du 14 décembre 1891, de fournir une subvention de vingt-cinq mille francs.

3^o L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux

dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

4° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans le délai de cinq ans à dater du présent décret. (*Pont-sur-Seine, 9 Août 1894.*)

N° 28398. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice, chargé de l'intérim du ministère de l'intérieur et des cultes) qui crée à Tournus (Saône-et-Loire) un commissariat de police. (*Pont-sur-Seine, 16 Août 1894.*)

N° 28399. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui autorise le ministre de la guerre, au nom de l'État, à accepter le don d'une somme de six cents francs, offert par M^{me} Bertrand, veuve d'un chef de bataillon du génie, décédé à Versailles, le 3 janvier dernier, pour être répartie, suivant les dernières volontés de son mari, entre les cinq régiments du génie, à raison de deux cents francs pour le 1^{er} régiment et de cent francs pour chacun des quatre autres régiments.

Cette somme sera employée à l'achat de livres pour les bibliothèques des sous-officiers de ces régiments. (*Pont-sur-Seine, 18 Août 1894.*)

N° 28400. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice, chargé de l'intérim du ministère de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulle et de nul effet la délibération prise par le conseil d'arrondissement de Saint-Pons (Hérault) dans sa séance du 16 juillet 1894, et par laquelle cette assemblée, en déclarant réprover de la manière la plus énergique les crimes commis par les anarchistes, a demandé, sous forme de vœu, la réorganisation complète et rapide de la police et a invité le gouvernement à suivre une politique nettement et résolument progressive et réformatrice, sans recourir à des mesures exceptionnelles. (*Pont-sur-Seine, 20 Août 1894.*)

N° 28401. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction d'une jetée-abri, au golfe Juan, conformément aux dispositions générales de l'avant-projet, en date des 9 juin, 28 septembre 1893, dressé par les ingénieurs du département des Alpes-Maritimes;

2° Il est pris acte des offres faites, d'une part, par le ministre de la marine, suivant lettre du 15 janvier 1894, d'autre part, par le conseil municipal de Vallauris, suivant délibérations des 3 septembre 1893, 15 septembre 1892 et 24 juin 1893, de contribuer à la dépense évaluée à

trois cent quatre-vingt-dix mille francs par des subventions respectivement fixées à quatre-vingt-six mille six cents francs et cent trente mille francs :

3° La part de la dépense supportée par le département des travaux publics sera prélevée sur les fonds annuellement inscrits à la deuxième section du budget de ce département pour l'amélioration des ports maritimes. (*Pont-sur-Seine, 20 Août 1894.*)

N° 28402. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) qui autorise le sieur *Orcibal (Pierre)*, demeurant à Villefranche (Aveyron), à reconstruire une écurie à moins de deux mètres du chemin de fer et à un mètre de distance du parement, côté de la voie, du parapet du mur de soutènement qui longe son terrain à droite de la ligne de Montauban au Lot et à Rodez, commune de Villefranche.

Le permissionnaire demeurera entièrement responsable des conséquences que la présente autorisation pourrait avoir soit pour lui, soit pour la compagnie d'Orléans, soit pour les tiers. (*Pont-sur-Seine, 20 Août 1894.*)

N° 28403. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) qui autorise la dame veuve *Paris*, demeurant à Versailles, rue Maurepas, n° 8, à ouvrir deux fenêtres et à modifier les baies actuellement existantes dans le mur de la maison qu'elle possède en bordure de la ligne du chemin de fer de Paris à Versailles, rive droite, ledit mur distant d'un mètre cinquante centimètres de la crête du talus de déblai de la voie ferrée, sous la réserve que toutes les ouvertures, jours de souffrance ou fenêtres ouvrantes, devront être grillagées.

La présente autorisation sera révocable à toute époque et sans indemnité, si la sécurité du chemin de fer l'exige, et la permissionnaire demeurera responsable des conséquences qu'elle pourrait avoir soit pour elle, soit pour les propriétaires du terrain, soit pour la compagnie de l'Ouest, soit pour les tiers. (*Pont-sur-Seine, 20 Août 1894.*)

N° 28404. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont autorisés les travaux : 1° de reconstruction des musoirs des formes de radoub du bassin de la Citadelle, au Havre (Seine-Inférieure); 2° d'allongement et d'aménagement de la forme n° 1 du bassin de la Citadelle, conformément aux dispositions générales de l'avant-projet en date des 27-28 décembre 1893, 17-19 mai 1894;

2° La dépense de ces travaux, évaluée à quatre cent quatre-vingt mille francs, sera imputée sur les ressources annuellement inscrites à la deuxième section du budget du ministère des travaux publics, pour l'amélioration des ports maritimes. (*Pont-sur-Seine, 20 Août 1894.*)

N° 28405. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics, qui approuve la cession faite à l'État, par la section des Sahari Oul. d Bbahim et des Sidi Aïssa el Adhab et par la commune indigène de Bozhar [département d'Alger], de divers immeubles qui doivent être incorporés au domaine de la route nationale n° 1. d'Alger à Laghouat. *Font-sur-Seine, 6 Septembre 1894.*)



Certifié conforme :

Paris, le 22^e Octobre 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1647.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28406. — *DÉCRET relatif à la Circulation en franchise de la Correspondance postale de service du Ministre des Colonies.*

Du 3 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'ordonnance du 17 novembre 1844 ⁽¹⁾ sur les franchises postales;
Vu le décret du 18 juin 1889 ⁽²⁾ qui a conféré au sous-secrétaire d'État des colonies des franchises postales pour sa correspondance officielle;
Vu la loi du 20 mars 1894, portant création du ministère des colonies;
Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont supprimées toutes les franchises postales que possédait le sous-secrétaire d'État des colonies.

2. Est admise à circuler en franchise, sous plis fermés, dans toute l'étendue de la République, la correspondance de service expédiée par le ministre des colonies aux fonctionnaires dénommés au tableau ci-joint.

Le contreseing du ministre des colonies sera opéré au moyen d'une griffe portant les mots « ministre des colonies ».

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : V. LOUTIER.

⁽¹⁾ XX^e série, Bull. 1154, n° 11656.

XII^e Série.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1251, n° 20827.

INDICATION des pages du Manuel des fran- chises.	DÉSIGNATION DES FONCTIONNAIRES ET DES PERSONNES		
	AUTORISÉS. à contresigner leur correspondance de service.	SIGNES DE RENVOI à indiquer à la colonne 2 du tableau n° 3 du Manuel des franchises.	AUXQUELS LA CORRESPONDANCE DE SEULES des fonctionnaires et des personnes désignées dans la colonne 2 doit être remise en franchise.
1	2	3	4
			Adjoints à l'intendance militaire..... Administrateurs... { des bibliothèques publiques..... des établissements de bienfaisance..... pices civils dans les lieux où il y a..... pas d'hôpitaux militaires..... de l'inscription maritime dans les ports..... tiers..... Agents... { des affaires étrangères à Marseille..... consulaire de France à l'étranger..... central des banques coloniales..... diplomatiques à l'étranger..... Ambassadeurs français à l'étranger..... Archevêques.....
521	Ministre des Colonies... (1)	M (au-dessous de la 1 ^{re} accolade).	Chefs... { du service colonial dans les ports à l'étranger..... du service colonial à Chandernagor..... Mahé et Yanson..... du service de la marine..... du service judiciaire dans les colonies..... Commandants... { des brigades de gendarmerie..... des compagnies disciplinaires coloniales..... des corps d'armée..... du dépôt des compagnies disciplinaires niales de l'île d'Oléron..... du dépôt de recrutement..... des dépôts de remonte..... des détachements militaires..... de la garde de Paris..... de la marine à Alger..... de la marine à Alexandrie..... des régions militaires..... des subdivisions de régiments militaires..... supérieurs et particuliers des colonies..... Commissaires... { généraux de la marine..... de l'inscription maritime..... de police en France et dans les colonies..... aux revues..... Conseillers d'État..... Conservateurs des forêts..... Consuls de France à l'étranger..... Consuls généraux de France à l'étranger.....

(1) Reçoit en franchise, sans condition de contrescine, les lettres et dépêches qui lui sont adressées.

	ARRONDISSEMENT, CIRCONSCRIPTION OU RESSORT dans l'étendue duquel la correspondance vautablement contreseignée circule en franchise.		NUMÉROS des ÉTATS DE CIRCONSCRIPTION.		DATES DES DÉCISIONS ministérielles.
	Ancien. 6	Nouveau. 7	Numéros des tableaux. 8	Pages. 9	10
F.	.	Toute la République.	"	"	
F.	.	Idem.	"	"	
F.	.	Idem.	"	"	
F.	.	Idem.	"	"	
F.	.	"	"	"	
F.	.	"	"	"	
F.	.	"	"	"	
F.	.	"	"	"	
F.	.	Toute la République.	"	"	
F.	.	Idem.	"	"	
F.	.	"	"	"	
F.	.	Toute la République.	"	"	
F.	.	"	"	"	
F.	.	Toute la République.	"	"	
F.	.	Toute la République.	"	"	
F.	.	"	"	"	
F.	.	Toute la République.	"	"	
F.	.	Idem.	"	"	
F.	.	Idem.	"	"	
F.	.	"	"	"	
F.	.	"	"	"	
F.	.	Tout la République.	"	"	
F.	.	Idem.	"	"	
F.	.	"	"	"	
F.	.	Toute la République.	"	"	
F.	.	Idem.	"	"	
F.	.	Idem.	"	9	
F.	.	Idem.	"	"	
F.	.	"	"	"	
F.	.	Toute la République.	"	"	
F.	.	"	"	"	
F.	.	"	"	"	

Décret du 3 juillet 1894.

INDICATION des pages du Manuel des fran- chises.	DÉSIGNATION DES FONCTIONNAIRES ET DES PERSONNES		
1	AUTORISÉS à contresigner leur correspondance de service.	SIGNES DE RENVOI à indiquer à la colonne 2 du tableau n° 3 du Manuel des franchises.	AUXQUELS LA CORRESPONDANCE DE SERVICE des fonctionnaires et des personnes désignées dans la colonne 2 doit être remise en franchise.
	2	3	4
521	Ministre des Colonies... (Suite.) (1)	M (au-dessous de la 1 ^{re} accolade..	de la caisse des dépôts et consignations des écoles d'arts et métiers..... de l'enregistrement, des domaines et timbre..... des écoles vétérinaires..... de l'établissement thermal d'Arc général des archives nationales..... de l'Imprimerie nationale..... Directeurs { des maisons centrales de force et de correction..... des mines et des ponts et chaussées fonctions d'ingénieurs en chef..... des musées nationaux..... du muséum d'histoire naturelle..... du service des poudres et salpêtres..... des subsistances militaires..... de transmission des lignes télégraphiques Evêques.. { dans les colonies..... diocésains..... Gouver- { des colonies françaises..... neurs... { de l'Hôtel des invalides à Paris..... Greffier en chef de la Cour des comptes..... Ingénieurs { des mines..... des ponts et chaussées..... général des pêches maritimes..... général du service de santé de la marine général des travaux maritimes..... lignes..... général des troupes de la marine et inspecteurs adjoints chargés de de l'inspection dans les sous-se ments maritimes et dans les établis de la marine hors des ports..... et inspecteurs en chef des services tratifs et financiers des colonies permanent ou en mission dans les françaises..... et inspecteurs en chef des services tratifs des colonies en mission née d'inspection..... Intendants { généraux inspecteurs..... militaires..... Juges d'instruction..... Juges de paix..... Maires..... Médecins. { inspecteurs des établissements thermaux tenant à l'Etat..... de la marine.....

(1) Reçoit en franchise, sans condition de contresign, les lettres et dépêches qui lui sont adressées.]

[illegible]

INDICATION des pages du Manuel des franchises.	DÉSIGNATION DES FONCTIONNAIRES ET DES PERSONNES		
1	AUTORISÉS à contresigner leur correspondance de service.	SIGNES DE RENVOI à indiquer à la colonne 2 du tableau n° 8 du Manuel des franchises.	AUXQUELS LA CORRESPONDANCE DE SERVICE des fonctionnaires et des personnes désignées dans la colonne 2 doit être remise en franchise.
1	2	3	4
521	Ministre des Colonies... (Suite.) (1)	M (au-dessous de la 1 ^{re} accolade)...	d'administration comptables de hôpitaux militaires..... d'administration du service de l'Etat et du campement..... d'administration des établissements généraux de la marine, commandants une armée navale, escadre de officiers commandant un bâtiment dents du Conseil d'administration de gendarmerie..... de santé, chefs de service dans les militaires..... Officiers.. Pasteurs.. { de la confession d'Augsbourg..... des églises réformées..... Préfets... { apostoliques dans les colonies..... des départements..... maritimes..... de police à Paris..... Présidents { des chambres de commerce..... de la commission des monnaies et à Paris..... des conseils d'administration du taires..... des conseils d'administration de troupe de la marine..... des conseils d'ad- { à Brest..... ministration des { à Cherbourg..... équipages de la { à Lorient..... flotte..... { à Rochefort..... à Toulon..... du comité consultatif des pèches du conseil central des églises réformées Paris..... du consistoire israélite, à Paris..... des cours et tribunaux..... Procureurs généraux..... Procureurs de la République..... Receveurs particuliers des finances..... Recteurs d'académie..... Secrétaire perpétuel de l'Académie française..... Sous-intendants militaires..... Sous-préfets..... Supérieurs { des frères de la doctrine chrétienne, de l'institut de Ploërmel..... des maristes, à Lyon..... des séminaires..... des sœurs de S. int-Joseph-de-Clairfontaine de sœurs de Saint-Paul, de Chateaufort Trésoriers { général des invalides de la marine des invalides de la marine..... payeurs généraux des finances..... Vice-consuls de France à l'étranger.....

(1) Reçoit en franchise, sans condition de contresigning, les lettres et déjêches qui lui sont adressées.

FORME de laquelle la RESPONSE circulant en franchise doit être présentée.	ARRONDISSEMENT, CIRCONSCRIPTION OU RESSORT dans l'étendue duquel la correspondance valablement contresignée circule en franchise.		NUMÉROS des ÉTATS DE CIRCONSCRIPTION.		DATES DES DÉCISIONS ministérielles.
	Ancien.	Nouveau.	Numéros des tableaux.	Pages.	10
	5	6	8	9	
L. F.	"	Toute la République.	"	"	Décret du 3 juillet 1894.
L. F.	"	Idem.	"	"	
L. F.	"	Idem.	"	"	
L. F.	"	Idem.	"	"	
L. F.	"	Idem.	"	"	
L. F.	"	Idem.	"	"	
L. F.	"	Idem.	"	"	
L. F.	"	Idem.	"	"	
L. F.	"	Idem.	"	"	
L. F.	"	Idem.	"	"	
L. F.	"	Toute la République.	"	"	
L. F.	"	Idem.	"	"	
L. F.	"	Toute la République.	"	"	
L. F.	"	"	"	"	
L. F.	"	Toute la République.	"	"	
L. F.	"	Idem.	"	"	
L. F.	"	"	"	"	
L. F.	"	"	"	"	
L. F.	"	"	"	"	
L. F.	"	"	"	"	
L. F.	"	"	"	"	
L. F.	"	"	"	"	
L. F.	"	"	"	"	
L. F.	"	Toute la République.	"	"	
L. F.	"	Idem.	"	"	
L. F.	"	Idem.	"	"	
L. F.	"	Idem.	"	"	
L. F.	"	Idem.	"	"	
L. F.	"	Toute la République.	"	"	
L. F.	"	Idem.	"	"	
L. F.	"	"	"	"	
L. F.	"	"	"	"	
L. F.	"	Toute la République.	"	"	
L. F.	"	"	"	"	
L. F.	"	"	"	"	
L. F.	"	Toute la République.	"	"	
L. F.	"	Idem.	"	"	
L. F.	"	"	"	"	

N° 28407. — **DÉCRET** qui ouvre au Budget de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur, exercice 1893, deux chapitres destinés à recevoir l'imputation des Payements faits pour Rappels d'arrérages de traitements et suppléments de traitements de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire qui se rapportent à des exercices clos.

Du 4 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, aux termes duquel la dépense servant de base au règlement des crédits de chaque exercice pour le service de la dette viagère et des pensions, et pour celui de la solde et autres dépenses payables sur revues, ne se composera que de paiements effectués qu'à l'époque de sa clôture, les rappels d'arrérages payés sur ces mêmes exercices, d'après les droits ultérieurement constatés, devant continuer d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant et le transport en être effectué, en fin d'exercice, à un chapitre spécial, au moyen d'un virement de crédit à soumettre chaque année à la sanction législative, avec le règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 128 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant qu'il y a lieu, en ce qui concerne les traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire, d'appliquer les dispositions ci-dessus à l'exercice 1893, qui a atteint le terme de sa clôture et dont le règlement doit être incessamment présenté aux Chambres,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget annexe de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, pour l'exercice 1893, deux nouveaux chapitres destinés à recevoir l'imputation des payements faits pendant cet exercice pour rappels d'arrérages de traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire qui se rapportent à des exercices clos.

Ces chapitres seront intitulés :

Rappels de traitements de la Légion d'honneur des exercices clos;

Rappels de traitements de la médaille militaire des exercices clos.

2. Les paiements effectués pour ces rappels d'arrérages, montant à cent quatre-vingt-quatorze mille trois cent cinquante-sept francs trente-neuf centimes (194,357³⁹), sont, en conséquence, déduits des chapitres ordinaires ouverts au budget de l'exercice pour traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire, et appli-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

qués comme il suit aux nouveaux chapitres désignés par l'article précédent :

Rappels de traitements de la Légion d'honneur des exercices clos.....	136,079 ^f 32 ^f
Rappels de traitements de la médaille militaire des exercices clos.....	58,278 07
TOTAL.....	194,357 39

3. Sur les crédits ouverts par la loi de finances pour le service des traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire pendant l'année 1893, la somme de cent quatre-vingt-quatorze mille trois cent cinquante-sept francs trente-neuf centimes transportée aux deux chapitres ci-dessus est annulée aux chapitres suivants :

CHAP. III. Traitements des membres de l'ordre.....	136,079 ^f 32 ^f
— v. Traitements des médaillés militaires.....	58,278 07
TOTAL.....	194,357 39

4. Le présent décret sera annexé au projet de loi du règlement définitif de l'exercice 1893.

5. Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 4 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Signé : E. GUÉRIN.

N° 28408. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la justice un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1890.

Du 4 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu les lois de finances des 17 juillet 1889 et 27 décembre 1890;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu l'état ci-annexé, portant deux créances liquidées à la charge du service de la justice, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1890;

Considérant que lesdites créances n'excèdent pas le crédit à annuler par la loi de règlement de l'exercice sur le chapitre auquel elles se rattachent,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la justice (*Service de la jus-*

⁽¹⁾ XI^e série. Bull. 1045, n° 10527.

zice), en augmentation des restes à payer de l'exercice clos 1890, un crédit supplémentaire spécial de huit cent trente francs quatre-vingt-dix centimes (830^f 90), montant de deux créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de cet exercice et pour lesquelles un état nominatif sera remis, en double expédition, au ministère des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

Le ministre de la justice est, en conséquence, autorisé à ordonner ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercice clos au budget de l'exercice courant, conformément à l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 4 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Signé : E. GUÉRIN.

État contenant deux créances additionnelles de l'exercice clos 1890,
au titre du service de la justice.

NUMÉROS des chapitres.	INDICATION des services.	NOMS ET QUALITÉS des créanciers.	OBJET DES CRÉANCES.	MONTANT des créances.	TOTAL par chapitres.
XIII.	Personnel de la justice française en Algérie.	M. May, ancien juge de paix à S'-Denis- du-Sig (dé- partement d'Oran).	Traitement dû pour le mois de mai et les huit premiers jours de juin 1890, à raison de 3,000 francs l'an.	316 ^f 66 ^c	316 ^f 66 ^c
XXI.	Reconstitution des actes de l'état civil de la ville de Paris et des départements.	Le receveur municipal, trésorier de la ville de Paris.	Solde de la contribution de l'État dans les frais de reconstitution des actes de l'état civil de Paris, dont le détail suit : 1 ^{er} Arrêté de recouvre- ment.... 18 ^f 82 ^c 2 ^e Idem..... 92 85 3 ^e Idem..... 402 87	524 24	524 24
TOTAL.....					830 90

Arrêté le présent état à la somme de huit cent trente francs quatre-vingt-dix centimes (830^f 90).

Paris, le 4 Août 1894.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Signé : E. GUÉRIN.

N° 28409. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics un Crédit supplémentaire au titre du Budget annexe des Chemins de fer de l'Etat, pour l'exercice 1894.

Du 6 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894;

Vu la loi de finances du 29 décembre 1882, qui a rattaché, pour ordre, au budget général le budget annexe des chemins de fer de l'Etat, et notamment l'article 7 de cette loi, lequel est ainsi conçu : « Les crédits supplémentaires ou extraordinaires reconnus nécessaires dans le cours d'un exercice pourront être ouverts par décrets contresignés des ministres des travaux publics et des finances; toutefois ces crédits devront être soumis à la sanction du pouvoir législatif dans le délai d'un mois lorsque les Chambres seront assemblées, ou, dans le cas contraire, dans la première quinzaine de leur plus prochaine réunion »;

Sur le rapport des ministres des travaux publics et des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, au titre du budget annexe des chemins de fer de l'Etat, pour l'exercice 1894, un crédit supplémentaire de deux mille cinq cent trente francs quatre-vingt-dix centimes (2,530^f 99), qui sera affecté à ce budget de la manière suivante :

CHAP. VI. Dépenses des exercices périmés, non frappés de déchéance.	535 ^f 03 ^c
— VII. Dépenses des exercices clos.	1,995 96 ^c
TOTAL ÉGAL.	<u>2,530 99</u>

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des produits de l'exploitation des chemins de fer de l'Etat pendant l'année 1894.

2. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois* et soumis à la ratification des Chambres dans les délais déterminés par l'article 7 précité de la loi de finances du 29 décembre 1882.

Fait à Pont-sur-Seine, le 6 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POISCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28410. — *DÉCRET qui approuve la substitution, à M. Lambert, de la Compagnie du Chemin de fer de Bettrechies à Hon, avec embranchement sur Bavai (Nord), comme Concessionnaire de cette Ligne d'intérêt local.*

Du 13 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi, en date du 12 août 1893, portant :

1° Déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Bettrechies à Hon, avec embranchement sur Bavai;

2° Approbation de la convention et de l'avenant, passés, les 7 octobre 1892 et 15 juin 1893, entre le préfet du Nord, agissant au nom du département, et M. *Alfred Lambert*, pour la concession de l'entreprise;

Vu, notamment, l'article 11 de ladite convention, aux termes duquel M. *Alfred Lambert* s'est engagé à constituer, dans le délai d'un an, à partir de la déclaration d'utilité publique, une société anonyme qui se substituera à lui et deviendra solidairement responsable avec lui, vis-à-vis du département et de la compagnie des chemins de fer du Nord, de tous les engagements qu'il aurait contractés envers eux;

Vu les lettres, en date du 27 novembre 1893, par lesquelles la « compagnie du chemin de fer de Bettrechies à Hon, avec embranchement sur Bavai (Nord), société anonyme », d'une part, et M. *Lambert*, d'autre part, demandent la substitution de cette compagnie à M. *Lambert*;

Vu les rapports des ingénieurs du contrôle, en date des 21-22 décembre 1893 et 8-13 juin 1894;

Vu la délibération, en date du 6 avril 1894, du conseil général du Nord;

Vu les lettres du préfet du Nord, en date des 7 mai et 19 juin 1894;

Vu la loi du 11 juin 1880, et notamment l'article 10;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la substitution à M. *Lambert* de la « compagnie du chemin de fer de Bettrechies à Hon, avec embranchement sur Bavai (Nord), société anonyme », comme concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Bettrechies à Hon, avec embranchement sur Bavai, dont l'établissement a été déclaré d'utilité publique par la loi du 12 août 1893.

2. Il est interdit à la « compagnie du chemin de fer de Bettrechies à Hon, avec embranchement sur Bavai (Nord), société anonyme » sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction ou l'exploitation de la ligne ci-dessus, sans y être préalablement autorisée par décret rendu en conseil d'État.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 13 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28411. — *DÉCRET qui approuve la Substitution, à M. Lambert, de la Compagnie du Chemin de fer de Maubeuge à Villers-Sire-Nicole (Nord), comme Concessionnaire de cette Ligne d'intérêt local.*

Du 13 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi, en date du 12 août 1893, portant :

1° Déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie d'un mètre de largeur entre les bords intérieurs des rails, de Maubeuge à Villers-Sire-Nicole;

2° Approbation de la convention et de l'avenant passés, les 7 octobre 1892 et 15 juin 1893, entre le préfet du Nord, agissant au nom du département, et M. Alfred Lambert, pour la concession de l'entreprise;

Vu, notamment, l'article 12 de ladite convention, aux termes duquel M. Alfred Lambert s'est engagé à constituer, dans le délai d'un an, à partir de la déclaration d'utilité publique, une société anonyme qui se substituera à lui et deviendra solidairement responsable avec lui, vis-à-vis du département et de la compagnie du Nord, de tous les engagements qu'il aurait contractés envers eux;

Vu les lettres, en date du 27 novembre 1893, par lesquelles la « compagnie du chemin de fer de Maubeuge à Villers-Sire-Nicole (Nord), société anonyme », d'une part, et M. Lambert, d'autre part, demandent la substitution de cette compagnie à M. Lambert;

Vu les rapports des ingénieurs du contrôle, en date des 22-26 janvier et 11-13 juin 1894;

Vu la délibération, en date du 6 avril 1894, du conseil général du Nord;

Vu les lettres du préfet du Nord, en date des 7 mai et 19 juin 1894;

Vu la loi du 11 juin 1880 et notamment l'article 10;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la substitution, à M. Lambert, de la « compagnie du chemin de fer de Maubeuge à Villers-Sire-Nicole (Nord), société anonyme », comme concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Maubeuge à Villers-Sire-Nicole, dont l'établissement a été déclaré d'utilité publique par la loi du 12 août 1893.

2. Il est interdit à la « compagnie du chemin de fer de Maubeuge

à Villers-Sire-Nicole (Nord), société anonyme », sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction ou l'exploitation de la ligne ci-dessus, sans y être préalablement autorisée par décret rendu en conseil d'État.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 13 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28412. — DÉCRET qui ouvre au Budget de la guerre, pour l'exercice 1893, un chapitre destiné à recevoir l'imputation des rappels de solde applicables à des exercices antérieurs.

Du 14 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, portant que les arrérages de solde et accessoires de solde continueront d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant, mais que le transport en sera effectué à un chapitre spécial, au moyen d'un virement autorisé par une ordonnance qui sera soumise à la sanction législative avec la loi de règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 128 du règlement général du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, rappelant les dispositions ci-dessus,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget de la guerre, pour l'exercice 1893, un chapitre spécialement destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice; ce chapitre prendra le titre de: *Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1893 et non passibles de déchéance*.

2. Le crédit du chapitre mentionné à l'article précédent se formera, par compte de virement, de la somme de trois cent soixante-dix-huit mille deux cent quatre-vingt-six francs soixante centimes (378,286^f 60), montant des rappels de solde et autres y assimilés provisoirement acquittés sur les fonds des chapitres XI, XII, XIII, IV, XVI, XVII, XVIII, XIX, XX, XXI, XXII, XXIII, LIII, LIV et LXII, pour l'exer-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

cice 1893, suivant le tableau annexé au présent décret, et dont les résultats se répartissent comme il suit :

Exercice 1889.....	399' 27
Exercice 1890.....	2,603 86
Exercice 1891.....	4,249 91
Exercice 1892.....	371,033 56
TOTAL ÉGAL.....	378,286 60

3. Les dépenses imputées sur les crédits ouverts par la loi de finances du 28 avril 1893 aux chapitres désignés à l'article 2 ci-dessus sont atténuées dans les proportions ci-après :

CHAP. XI. États-majors.....	55,804' 08
— XII. Intendance militaire et états-majors particuliers..	18,301 19
— XIII. Ecoles militaires. (Personnel.).....	7,585 67
— XIV. Personnels hors cadres.....	20,964 23
— XVI. Solde de l'infanterie.....	121,548 17
— XVII. Solde des troupes d'administration.....	2,539 52
— XVIII. Solde de la cavalerie.....	67,036 41
— XIX. Solde de l'artillerie.....	23,508 45
— XX. Solde du génie.....	8,013 31
— XXI. Solde du train des équipages militaires.....	2,434 46
— XXII. Gendarmerie.....	6,918 44
— XXIII. Garde républicaine.....	2,856 02
— LIII. Solde de non-activité.....	16,340 80
— LIV. Secours.....	24,045 87
— LVII. Gendarmerie de Tunisie.....	389 98
TOTAL ÉGAL.....	378,286 60

4. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 14 Août 1894.

Signé : GASIMIR-PERIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 28413. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1891 et 1892.

Du 16 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), pour les exercices 1891 et 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;
 Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾;
 Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;
 Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;
 Vu les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint;
 Considérant que les comptes définitifs des dépenses des exercices 1891 et 1892 présentent, aux chapitres divers sur lesquels les sommes réclamées doivent être prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter;
 Vu l'avis du ministre des finances, en date du 10 août 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de deux mille six cent vingt et un francs soixante-douze centimes (2,621⁷²), réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1891, chapitre L.....	3 ⁶¹
Exercice 1892 { chapitre XLVIII.....	2,614 50
{ chapitre LI.....	3 61
ENSEMBLE.....	2,621 72

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, en exécution de l'article 126 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LXX spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 16 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*

Signé : G. LEYGUES.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 440. n° 4110.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 28414. — *Décret qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1892.*

Du 16 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), pour l'exercice 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint;

Considérant que le compte définitif des dépenses de l'exercice 1892 présente au chapitre portant le numéro 48, sur lequel les sommes réclamées doivent être prélevées, un reste suffisant pour les acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 10 août 1894,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de quatre mille trois cent quatre-vingt francs cinquante centimes (4,380^f 50), réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1892, chapitre XLVIII.	<u>4,380^f 50^c</u>
--------------------------------------	---

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquels des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, en exécution de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LXX spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

4. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 16 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : G. LÉYDENS.

N° 28415. — DÉCRET modifiant le décret du 27 juin 1887 portant Règlement général sur la Perception de l'Octroi de mer en Algérie.

Du 16 Août 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 17 août 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres des finances et de l'intérieur et des cultes ;

Vu l'article 4 de l'ordonnance du 22 juillet 1834⁽¹⁾, l'article 5 de la loi du 4 août 1844, les articles 41 et 42 de l'ordonnance du 28 septembre 1847⁽²⁾ et l'article 166 de la loi du 5 avril 1884 ;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 1844⁽³⁾, instituant en Algérie un octroi de mer ;

Vu les décrets des 26 décembre 1884⁽⁴⁾, 30 décembre 1886⁽⁵⁾, 27 juin⁽⁶⁾ et 22 décembre 1887⁽⁷⁾, 29 décembre 1888⁽⁸⁾, 28 décembre 1889⁽⁹⁾, 23 décembre 1890⁽¹⁰⁾ et 19 septembre 1892⁽¹¹⁾, relatifs audit octroi ;

Vu l'article 32 de la loi de finances du 26 janvier 1892, établissant un droit de consommation au profit du Trésor public, additionnel au droit sur l'alcool perçu à l'octroi de mer en Algérie ;

Vu les lois et règlements sur les octrois de la métropole ;

Vu le décret du 26 août 1881⁽¹²⁾ sur l'organisation administrative de l'Algérie ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le décret du 27 juin 1887 portant règlement général sur la perception de l'octroi de mer en Algérie est modifié par l'introduction des dispositions suivantes :

• Art. 24 bis. Les viticulteurs qui réclament le bénéfice de l'entrepôt industriel prévu au premier paragraphe de l'article 18 du présent

(1) IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 324, n° 5450.

(2) IX^e série, Bull. 1422, n° 15878.

(3) IX^e série, Bull. 1167, n° 11730.

(4) XII^e série, Bull. 891, n° 14967.

(5) XII^e série, Bull. 1058, n° 17404.

(6) XII^e série, Bull. 1100, n° 18110.

(7) XII^e série, Bull. 1138, n° 18726.

(8) XII^e série, Bull. 1206, n° 20017.

(9) XII^e série, Bull. 1291, n° 21476.

(10) XII^e série, Bull. 1380, n° 23122.

(11) XII^e série, Bull. 1505, n° 25572.

(12) XII^e série, Bull. 654, n° 11036.

décret, pour les alcools qu'ils emploient au mutage de leurs vins destinés à l'exportation en France ou à l'étranger, et les fabricants de liqueurs, essences ou parfums à base d'alcool, qui réclament la même faculté pour les produits de leur fabrication destinés à l'exportation, doivent en faire la demande au préfet, qui statue sur l'avis du directeur des contributions diverses.

« La décision du préfet détermine le maximum des quantités d'alcool admises à l'entrepôt, ainsi que la durée de cet entrepôt, laquelle ne peut excéder une année, sauf renouvellement de l'autorisation.

« L'entrepositaire est tenu, pour jouir du bénéfice de l'autorisation préfectorale, de faire agréer par l'administration des contributions diverses une caution solvable, s'engageant solidairement avec lui au paiement des droits afférents aux quantités d'alcool dont la sortie de l'entrepôt ne serait pas régulièrement justifiée.

« Les alcools en entrepôt doivent être emmagasinés à part, sous la clef ou sous le scellé du service.

« Art. 24 *ter*. Le mutage est effectué en présence d'un agent du service des contributions diverses, qui constate les quantités d'alcool employées et le degré alcoolique des vins avant et après l'opération. L'addition d'alcool doit porter le titre des mouls à 11 degrés au minimum.

« Art. 24 *quater*. Les vins mutés, les liqueurs, essences ou parfums destinés à l'exportation, circulent entre les lieux de production et leurs points de sortie de l'Algérie sous le lien de l'acquit-à-caution tel qu'il est spécifié à l'article 5. Les titres de mouvement délivrés, après reconnaissance, par le service des contributions diverses mentionnent la nature des liquides, leur degré alcoolique, ainsi que la nature, le nombre et les marques des réipients.

« Les acquits-à-caution sont déchargés sur le vu des certificats délivrés par le service des douanes et constatant la sortie de l'Algérie des liquides qu'ils accompagnaient. Les quantités d'alcool ainsi constatées à la sortie sont portées au crédit du compte de l'entrepôt.

« Les dispositions du présent décret auquel il n'est pas expressément dérogé demeurent applicables aux producteurs de vins mutés, de liqueurs, parfums et essences à base d'alcool. »

2. Les ministres des finances et de l'intérieur et des cultes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du Gouvernement général de l'Algérie et publié au *Journal officiel*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 16 Août 1894.

Signé: CASIMIR-PERIER.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
chargé par intérim

du ministère de l'intérieur et des cultes,

Signé: E. GUÉRIN.

Le Ministre des finances,

Signé: R. POINCARÉ.

N° 28416. — *DÉCRET qui fixe les Droits de pilotage des Bâtiments de l'État dans le sous-arrondissement de Dunkerque.*

Du 16 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu la loi du 15 août 1792, le décret du 12 décembre 1806 ⁽¹⁾ sur le pilotage et l'article 8 de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande;

Vu l'ordonnance du 10 août 1841 ⁽²⁾ sur le pilotage des bâtiments à vapeur;

Vu le décret du 29 août 1854, déclarant les règlements et tarifs de pilotage y annexés exécutoires dans toute l'étendue du premier arrondissement maritime;

Vu les décrets des 30 juin 1883, 14 décembre 1889 ⁽³⁾ et 8 décembre 1892 ⁽⁴⁾, modificatifs du précédent, en ce qui concerne les stations de Dunkerque et de Boulogne;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les articles 23, 24 et 25 du règlement général de pilotage pour le premier arrondissement maritime, approuvé par le décret du 29 août 1854, sont abrogés.

L'article 22 dudit règlement est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 22. Les frais de pilotage à l'entrée et à la sortie et les frais de conduite des bâtiments de l'État dans les ports et dans toutes les stations du sous-arrondissement de Dunkerque sont payés d'après le tonnage légal de ces bâtiments.

« Ce tonnage, tel qu'il figure au devis d'armement, doit être indiqué d'une manière précise sur les certificats de pilotage délivrés aux pilotes par les commandants des bâtiments de l'État. »

2. L'article 31 dudit règlement est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 31. Dans tous les ports du sous-arrondissement de Dunkerque, les bâtiments de l'État, en relâche, payent les mêmes droits de pilotage et de conduite que ceux arrivant à destination.

« Cependant, si un bâtiment, après être sorti d'un de ces ports, était forcé d'y rentrer sans avoir été au mouillage et avant que le pilote l'eût abandonné, il ne serait payé que le droit de sortie. »

3. Les trois articles ci-après sont insérés dans le règlement général annexé au décret du 29 août 1854, sous les numéros 59 *bis*, 89 *bis* et 112 *bis*.

« Art. 59 *bis*. Les bâtiments de l'État payent les trois quarts des droits

⁽¹⁾ IV^e série, Bull. 129, n° 2074.

⁽²⁾ IX^e série, Bull. 840, n° 9498.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1298, n° 21630.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1519, n° 25804.

de pilotage et de conduite fixés par les deux articles précédents, sans que le montant total de ces droits puisse dépasser deux cents francs (200^f) pour la première zone, trois cents francs (300^f) pour les autres, ni descendre au-dessous de dix francs (10^f).

« Art. 89 bis. Les bâtiments de l'État payent, soit à l'entrée, soit à la sortie, les taxes indiquées ci-après :

« Par tonneau de jauge jusqu'à mille tonneaux (1,000^f) inclusivement, quatre-vingt-quatre millimes (0^f 084);

« Par tonneau en sus de mille tonneaux (1,000^f) jusqu'à treize cents tonneaux (1,300^f) inclusivement, deux centimes (0^f 02);

« Par tonneau en sus de treize cents tonneaux (1,300^f) jusqu'à seize cents tonneaux (1,600^f) inclusivement, quatorze millimes (0^f 014);

« Par tonneau en sus de seize cents tonneaux (1,600^f), sept millimes (0^f 007);

« Ils payent pour frais de conduite : de Calais à Gravelines, la taxe d'entrée de Calais; de Calais à Dunkerque et de Calais à Boulogne, les taxes réunies d'entrée et de sortie du port de Calais.

« Art. 112 bis. Les bâtiments de l'État payent les deux tiers des taxes stipulées à l'article 110 (modifié par décret du 14 décembre 1889) pour l'entrée et la sortie des paquebots à vapeur transatlantiques.

« Ils payent pour frais de conduite :

« 1° De Boulogne à Dunkerque, les taxes réunies d'entrée et de sortie du port de Boulogne;

« 2° De Boulogne au Tréport (première zone), les taxes réunies d'entrée et de sortie du port de Boulogne; du Tréport au Havre (deuxième zone), le double de la taxation applicable à la première zone. »

4. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 16 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre de la marine,

Signé : FÉLIX FAURE.

N° 28417. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des finances, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Dépenses publiques.

Du 17 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 7 août 1850, portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1851;

Vu la loi du 18 juillet 1892, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1893;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894;

Vu la déclaration de versement tenant lieu de récépissé, constatant le versement par le trésorier-payeur général du département de la Haute-Savoie, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de six mille huit cent soixante-dix francs sur le produit des centimes départementaux imposés en 1894 pour dépenses du cadastre;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1894, un crédit de six mille huit cent soixante-dix francs (6,870^{fr}) au chapitre LXX du budget dudit exercice : *Frais d'arpentage et d'expertise. — Cadastre primitif.*

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 17 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIE.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28418. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'Amélioration des Ports de Saint-Nazaire et de Bordeaux.

Du 17 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations (n° 5663) du trésorier général du département de la

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Gironde et (n° 13467) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 1^{er} et 5 mai 1894, par les chambres de commerce de Bordeaux et de Saint-Nazaire, une somme totale de huit cent mille francs (450,000^f + 350,000^f), à titre de fonds de concours, pour l'exécution des travaux d'amélioration des ports desdites villes;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 13 août 1894,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, chapitre LXIII : *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de huit cent mille francs (800'000^f) applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Amélioration du port de Saint-Nazaire et des chenaux qui y aboutissent	350,000 ^f
Amélioration du port de Bordeaux	450,000
TOTAL ÉGAL	800,000

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 17 Août 1894.

Signé : CASSIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28419. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit supplémentaire pour les Travaux à exécuter par l'État sur les lignes concédées à la Compagnie des chemins de fer du Midi par la Convention de 1853.

Du 20 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894, et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu la loi du 25 juillet 1894, autorisant l'ouverture, par décrets, au

ministre des travaux publics, de crédits supplémentaires pour les études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en addition aux crédits ouverts sur le chapitre LXVII de la deuxième section du budget ordinaire (état A) de l'exercice 1894: *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, un crédit supplémentaire de onze millions de francs (11,000,000^f), pour les travaux à exécuter par l'État sur les lignes concédées à la compagnie des chemins de fer du Midi par la convention de 1883.

2. Il sera pourvu au crédit ouvert par l'article 1^{er} du présent décret par l'émission d'obligations du Trésor à court terme, dont l'échéance ne pourra dépasser l'année 1900.

3. Le présent décret sera soumis à la sanction des Chambres dans la première quinzaine de leur plus prochaine réunion.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 20 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : R. POINCARÉ.

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28420. — DÉCRET qui modifie le tracé des Lignes de Tramways de Saintes à Mortagne et de Touvent à Jonzac, dont l'établissement, dans les départements de la Charente-Inférieure et de la Charente, a été déclaré d'utilité publique par décret du 20 janvier 1893.

Du 21 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret du 20 janvier 1893⁽¹⁾, qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans les départements de la Charente-Inférieure et de la Charente, d'un réseau de tramways, à traction de locomotives, comprenant notamment les lignes de Saintes (gare de l'État) au port de Mortagne et de Touvent à Jonzac (gare de l'État);

Vu le cahier des charges annexé audit décret, et notamment les articles 2 bis, 7 et 11;

Vu les projets présentés pour la modification du tracé des lignes de Saintes à Mortagne, entre Mortagne-Ville et Port-Mortagne, et de Touvent à Jonzac, entre la Bergerie et Guitinières;

• ⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1537, n° 26201.

Vu notamment les plans d'ensemble, en date des 1^{er} septembre et 25 août 1893;

Vu les dossiers des enquêtes d'utilité publique ouverte sur les projets, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880, et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881⁽¹⁾;

Vu notamment les délibérations des commissions d'enquête, en date des 6 et 7 novembre 1893;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Rochefort, en date du 9 novembre 1893;

Vu les délibérations de la commission départementale de la Charente-inférieure, en date du 20 décembre 1893;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 15 février 1894;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique des 18 mai⁽²⁾ et 6 août 1881⁽³⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée, conformément aux dispositions des plans ci-dessus visés, la modification du tracé des lignes de Saintes à Mortagne, entre Mortagne-Ville et Port-Mortagne, et de Touvent à Jonzac, entre la Bergerie et Guitinières.

Les plans dont il s'agit resteront annexés au présent décret.

2. Les paragraphes 2 et 3 des articles 2 *bis* et 7 et le paragraphe 3 de l'article 11 du cahier des charges annexé au décret du 20 janvier 1893 sont modifiés comme il suit :

• Art. 2 *bis*.....

• 2° Ligne de Saintes à Mortagne et embranchements de Thénac et de Tesson : avenue de la gare, route nationale n° 138, route nationale n° 137, chemin de grande communication n° 72, chemin de grande communication n° 74, route départementale n° 6, chemin vicinal n° 9, chemin de grande communication n° 91, chemin vicinal n° 2, quais du port de Mortagne;

• 3° Ligne de Touvent à Jonzac avec embranchement sur Port-Maubert: route départementale n° 17, chemin vicinal ordinaire n° 8, chemin vicinal ordinaire n° 5, chemin de grande communication n° 118, route nationale n° 137, route départementale n° 2, chemin de Carillon à Camaillan, quais de Port-Maubert.

• Art. 7.....

• 2° Ligne de Saintes à Mortagne et embranchements de Thénac et de Tesson :

• Chemin de grande communication n° 72, du kilomètre 5.400 au kilomètre 9.740;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

« Chemin de grande communication n° 74, du kilomètre 10.690 au kilomètre 12.440;

« Chemin vicinal n° 9, du kilomètre 40.400 au kilomètre 41.500;

« Chemin vicinal n° 91, embranchement de Thénac sur mille huit cent quarante mètres;

« Chemin vicinal n° 2, embranchement de Tesson sur neuf cents mètres;

« 3° Ligne de Touvent à Jonzac, avec embranchement sur Port-Maubert :

« Chemin vicinal n° 8, du kilomètre 14.800 au kilomètre 15.600;

« Chemin vicinal n° 5, du kilomètre 15.600 au kilomètre 17.000;

« Chemin de grande communication n° 118, du kilomètre 18.660 au kilomètre 20.500;

« Chemin de grande communication n° 118, du kilomètre 27.200 au kilomètre 29.100;

« Embranchement de Port-Maubert : chemin de Cerillon à Camailan, du kilomètre 4.140 au kilomètre 4.440;

« Embranchement de Port-Maubert : route départementale n° 2, du kilomètre 5.040 au kilomètre 6.500.

« Art. 11.....

« 3° Touvent à Jonzac : Bric-sous-Mortagne, Saint-Fort, Port-Maubert, Lorignac, Sainte-Rami, Saint-Ciers-du-Taillon, Consac, Nieul-le-Vironil, Guitinières, Saint-Germain-de-Luzignan, Jonzac ».

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 21 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28421. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Frais d'acquisition de l'ancienne Église Saint-Laurent, à Rouen.

Du 22 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de

⁽¹⁾ M^e série, Bull. 1045, n° 10527.

l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu le récépissé du trésorier-payeur général de la Seine-Inférieure, constatant qu'il a été versé au Trésor, le 24 mai 1894, une somme de cent deux mille cinq cent quatre-vingt-trois francs, représentant la contribution de la ville de Rouen dans l'acquisition de l'ancienne église Saint-Laurent;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur le fonds du budget de l'exercice 1894, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre xxxvi : *Conservation des monuments historiques*. — *Acquisition d'objets d'art et de moulages pour les musées de Cluny et de sculpture comparée*, un crédit de cent deux mille cinq cent quatre-vingt-trois francs (102,583'), applicable aux frais d'acquisition de l'ancienne église Saint-Laurent, à Rouen.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 22 Août 1894

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : G. LEYGUES.

N° 28422. — DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans trois communes du département de Saône-et-Loire.

Du 23 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août ⁽¹⁾ de la même année;

Les délibérations prises par les conseils municipaux des trois communes ci-dessous désignées;

L'avis émis, à la date du 4 avril 1894, par le conseil général de Saône-et-Loire;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 320, n° 2055.

L'avis du préfet et les autres pièces de l'affaire;
La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens, dans les trois communes du département de Saône-et-Loire comprises dans le tableau ci-dessous, est fixée ainsi qu'il suit :

NUMÉROS d'ordre.	DÉSIGNATION DES COMMUNES.	TARIF.	
		Chiens de la première catégorie.	Chiens de la deuxième catégorie.
1	Cruzille.....	6 ^f	3 ^f
2	Denoevy.....	6	3
3	Châteauneuf.....	7	2

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Pont-sur-Seine, le 23 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
chargé, par intérim,
du Ministère de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. GUÉRIN.

N° 28423. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses des Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel.*

Du 27 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

par des départements et des communes pour concourir, avec les fonds de l'État, à des dépenses d'intérêt public appartenant à l'exercice 1894;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur le fonds du budget de l'exercice 1894, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre XIII : *Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel*, un crédit de quinze mille francs (15,000^f) applicable aux dépenses des établissements désignés dans l'état annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 27 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : R. POINCARÉ.

Signé : G. LEYGUES.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1894.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	CHAPITRES ET MOTIFS des versements.	NUMÉROS des récépissés	DATES des versements.	MONTANT des versements.
		CHAP. XIII. ÉCOLES NATIONALES DES BEAUX-ARTS, DES ARTS DÉCORATIFS ET D'ART INDUSTRIEL.			
		Subventions allouées aux établissements ci-des- sous désignés :			
	Villes de :	1 ^{er} TRIMESTRE 1894.			
	Bourges..	École nationale des beaux-arts.	2657	6 juin 1894.....	2,000 ^f
	Idem.	2 ^e TRIMESTRE 1894.			
		École nationale des beaux-arts.	2855	16 juin 1894.....	3,000
		3 ^e TRIMESTRE 1894.			
	Roubaix..	École nationale des arts industriels.	6668	7 juin 1894.....	10,000
				TOTAL.....	15,000

N° 28424. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Observatoire de Toulouse.

Da 28 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu la délibération du conseil municipal de Toulouse, en date du 30 décembre 1871, par laquelle cette ville s'est engagée à verser annuellement une somme de dix mille francs pour acquitter les dépenses de son observatoire;

Vu la déclaration délivrée, le 5 juin 1894, par le trésorier-payeur général du département de la Haute-Garonne, constatant qu'il a été versé à sa caisse, le 8 mai dernier, par le receveur municipal de Toulouse, une somme de cinq mille francs à titre d'acompte sur la subvention de la ville destinée à contribuer aux dépenses de son observatoire;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 17 août 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), à titre de fonds de concours, un crédit de la somme de cinq mille francs (5,000^f), représentant la moitié de la subvention applicable aux dépenses de l'observatoire de Toulouse pendant l'année 1894.

Cette somme sera rattachée au chapitre XXII : *Observatoires des départements*, du budget des dépenses de l'exercice 1894.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Pont-sur-Seine, le 28 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : G. LEYGUES.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 28425. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des finances, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'Établissement d'une Manufacture d'allumettes à Aix.

Du 30 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1894;

Vu la convention conclue, le 7 octobre 1891, avec le maire de la ville d'Aix, et approuvée par l'article 58 de la loi de finances du 26 janvier 1892;

Vu la loi du 21 juillet 1892, autorisant la ville d'Aix à contracter au Crédit foncier de France un emprunt de six cent vingt mille francs, lequel emprunt a été approuvé par décisions des ministres de l'intérieur et des finances, en date des 9 et 10 septembre 1892;

Vu la déclaration de versement tenant lieu de récépissé et constatant le versement, à titre de fonds de concours, à la date du 16 juillet 1894, d'une somme de cent mille francs par le Crédit foncier de France, à la caisse du receveur central de la Seine;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1894, un crédit de cent mille francs (100,000) imputable au chapitre xcvm : *Constructions nouvelles*.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 30 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28426. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 2 mars 1894, devant le maire de la commune de Saint-Tropez (Var), spécialement délégué à cet effet par arrêté préfectoral du 4 janvier précédent, portant concession à M. Calvy (Alexandre), aux clauses et con-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10517.

- ditions stipulées et moyennant le prix principal de cent francs plus les intérêts à cinq pour cent du 1^{er} janvier 1892, date de l'entrée en jouissance effective, d'une parcelle de lais de mer, d'une contenance de vingt-trois mètres carrés vingt décimètres carrés, située aux abords du chantier de construction du port de Saint-Tropez, attenant à la maison du sieur Calvy (*Alexandre*) et figurée par le rectangle teinté en rose sur le plan annexé au contrat. (*Paris, 4 Juin 1894.*)



Certifié conforme :

Paris, le 25 Octobre 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1648.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28427. — *Loi qui approuve l'Arrangement conclu à Berlin pour la Délimitation des Colonies du Congo français et du Cameroun et des Sphères d'influence française et allemande dans la Région du lac Tchad.*

Du 24 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 26 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le Président de la République est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter l'Arrangement conclu à Berlin, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Empire d'Allemagne, pour la délimitation des colonies du Congo français et du Cameroun et des sphères d'influence respectives dans la région du lac Tchad, et qui a fait l'objet du protocole du 4 février 1894 et de l'acte confirmatif du 15 mars suivant.

Une copie authentique de cet acte sera annexée à la présente loi ⁽¹⁾.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des colonies,

Signé : DELCASSÉ.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : G. HANOTAUX.

⁽¹⁾ Le texte de l'Arrangement sera publié après l'échange des ratifications, à la suite du décret de promulgation.

N° 28428. — **DÉCRET** qui promulgue la Convention conclue à Berlin, le 15 mars 1894, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne pour la Délimitation des Colonies du Congo français et du Cameroun et des Sphères d'influence française et allemande dans la Région du lac Tchad.

Du 13 Août 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 14 août 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition des ministres des affaires étrangères et des colonies.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}.

Une Convention ayant été conclue à Berlin, le 15 mars 1894, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. l'Empereur d'Allemagne pour la délimitation des colonies du Congo français et du Cameroun et des sphères d'influence française et allemandes dans la région du lac Tchad, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Berlin, le 10 août 1894, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution :

CONVENTION.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. l'Empereur d'Allemagne ayant résolu, dans un esprit de bonne entente mutuelle, de donner force et vigueur à l'accord préparé par leur délégués respectifs pour la délimitation des colonies du Congo français et du Cameroun, et pour la détermination des sphères d'influence française et allemande dans la région du lac Tchad, les soussignés :

Jules Herbette, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française auprès de S. M. l'Empereur d'Allemagne,

Et le baron *de Marschall*, secrétaire d'État des affaires étrangères de l'Empire d'Allemagne,

Dûment autorisés à cet effet, confirment le Protocole (avec ses annexes) dressé à Berlin, le 4 février dernier, et dont la teneur suit :

PROTOCOLE.

Les soussignés :

Jacques Haussmann, chef de division au sous-secrétariat d'État des colonies;

Parfait Louis Monteil, chef de bataillon d'infanterie de marine;

Docteur *Paul Kayser*, conseiller privé actuel de légation, dirigeant les affaires coloniales au département des affaires étrangères;

Docteur *Alexandre*, baron de *Danckelman*, professeur,

Délégués par le Gouvernement de la République française et par le Gouvernement de l'Empire allemand à l'effet de préparer un accord destiné à régler les questions pendantes entre la France et l'Allemagne dans la région comprise entre les colonies du Congo français et du Cameroun, et à établir la ligne de démarcation des zones d'influence respectives des deux pays dans la région du lac Tchad, sont convenus des dispositions suivantes :

ART. 1^{er}. La frontière entre la colonie du Congo français et la colonie du Cameroun suivra, à partir de l'intersection du parallèle formant la frontière avec le méridien 12° 40' Paris (15° Greenwich), ledit méridien jusqu'à sa rencontre avec la rivière Ngoko, le Ngoko jusqu'à sa rencontre avec le parallèle 2°⁽¹⁾; de là, en se dirigeant vers l'est, ce parallèle jusqu'à sa rencontre avec la rivière Sangha. Elle suivra ensuite, en remontant vers le nord, sur une longueur de 30 kilomètres, la rivière Sangha; du point qui sera ainsi déterminé sur la rive droite de la Sangha, une ligne droite aboutissant, sur le parallèle de Bania, à 62 minutes (62') à l'ouest de Bania; de ce point, une ligne droite aboutissant, sur le parallèle de Gaza, à 43 minutes (43') à l'ouest de Gaza.

De là, la frontière se dirigera en ligne droite vers Koundé, laissant Koundé à l'est avec une banlieue déterminée à l'ouest par un arc de cercle d'un rayon de 5 kilomètres, partant, au sud, du point où il sera coupé par la ligne allant à Koundé, et finissant, au nord, à son intersection avec le méridien de Koundé; de là, la frontière suivra le parallèle de ce point jusqu'à sa rencontre avec le méridien 12° 40' Paris (15° Greenwich)⁽²⁾.

Le tracé suivra ensuite le méridien 12° 40' Paris (15° Greenwich) jusqu'à sa rencontre avec le parallèle 8° 30', puis une ligne droite aboutissant à Lamé, en laissant une banlieue de 5 kilomètres à l'ouest de ce point.

De Lamé, une ligne droite aboutissant sur la rive gauche du Mayo-Kebbi, à hauteur de Bifara⁽³⁾. Du point d'accès à la rive gauche du Mayo-Kebbi, la frontière traversera la rivière et remontera en ligne droite vers le nord, laissant Bifara à l'est, jusqu'à la rencontre du dixième parallèle. Elle suivra ce parallèle jusqu'à sa rencontre avec le Chari⁽⁴⁾, enfin le cours du Chari jusqu'au lac Tchad⁽⁵⁾.

2. Le Gouvernement français et le Gouvernement allemand prennent l'engagement réciproque de n'exercer aucune action politique dans les sphères d'influence qu'ils se reconnaissent par la ligne de démarcation déterminée à l'article précédent. Il est convenu par

⁽¹⁾ Voir annexe, paragraphe 2.

⁽²⁾ Voir annexe, paragraphe 3.

⁽³⁾ Voir annexe, paragraphe 4.

⁽⁴⁾ Voir annexe, paragraphe 3.

⁽⁵⁾ Voir annexe, paragraphe 5.

là que chacune des deux Puissances s'interdit de faire des acquisitions territoriales, de conclure des traités, d'accepter des droits de souveraineté ou de protectorat, de gêner ou de contester l'influence de l'autre puissance dans la zone qui lui est réservée.

3. L'Allemagne, en ce qui concerne la partie des eaux de la Benoué et de ses affluents comprise dans sa sphère d'influence; la France, en ce qui concerne la partie du Mayo-Kebbi et des autres affluents de la Benoué comprise dans la sphère d'influence, se reconnaissent respectivement tenues d'appliquer et de faire respecter les dispositions relatives à la liberté de navigation et de commerce énumérées dans les articles 26, 27, 28, 29, 31, 32, 33 de l'Acte de Berlin du 26 février 1885, de même que les clauses de l'acte de Bruxelles relatives à l'importation des armes et des spiritueux.

La France et l'Allemagne s'assurent respectivement le bénéfice de ces mêmes dispositions en ce qui concerne la navigation du Chari, du Logone et de leurs affluents, et l'importation des armes et des spiritueux dans les bassins de ces rivières.

4. Dans les territoires de leurs zones d'influence respectives compris dans les bassins de la Benoué et de ses affluents, du Chari, du Logone et de leurs affluents, de même que dans les territoires situés au sud et au sud-est du lac Tchad, les commerçants ou les voyageurs des deux pays seront traités sur le pied d'une parfaite égalité en ce qui concerne l'usage des routes ou autres voies de communication terrestre. Dans ces mêmes territoires, les nationaux des deux pays seront soumis aux mêmes règles et jouiront des mêmes avantages au point de vue des acquisitions et installations nécessaires à l'exercice et au développement de leur commerce et de leur industrie.

Sont exclues de ces dispositions les routes et voies terrestres de communication des bassins côtiers de la colonie du Cameroun ou des bassins côtiers de la colonie du Congo français non compris dans le bassin conventionnel du Congo tel qu'il a été défini par l'Acte de Berlin.

Ces dispositions, toutefois, s'appliquent à la route Yola, Ngaoundéré, Koundé, Gaza, Bania et *vice versa*, telle qu'elle est repérée sur la carte annexée au présent Protocole, alors même qu'elle serait coupée par des affluents des bassins côtiers.

Les tarifs des taxes ou droits qui pourront être établis de part et d'autre ne comporteront, à l'égard des commerçants des deux pays, aucun traitement différentiel.

5. En foi de quoi, les délégués ont dressé le présent Protocole et y ont apposé leurs signatures.

Fait à Berlin, en double expédition, le 4 Février 1894.

Les Délégués français :
HAUSSMANN, MONTEIL.

Les Délégués allemands :
KAYSER, DANCKELMAN.

ANNEXE.

§ I^{er}. La ligne de démarcation des sphères d'influence respectives des deux Puissances contractantes, telle qu'elle est décrite à l'article 1^{er} du Protocole du même jour, sera conforme au tracé porté sur la carte annexée au présent Protocole, qui a été établie d'après les données géographiques actuellement connues et admises de part et d'autre.

§ II. Dans le cas où la rivière Ngoko, à partir de son intersection avec le méridien 12° 40' Paris (15° Greenwich), ne couperait pas le deuxième parallèle, la frontière suivrait le Ngoko sur une longueur de 35 kilomètres à l'est de son intersection avec le méridien 12° 40' Paris (15° Greenwich); à partir du point ainsi déterminé à l'est, elle rejoindrait par une ligne droite l'intersection du deuxième parallèle avec la Sangha.

§ III. S'il venait à être démontré, à la suite d'observations nouvelles dûment vérifiées, que les positions de Bania, de Gaza ou de Koundé sont erronées, et que, par suite, la frontière, telle qu'elle est définie par le présent Protocole, se trouve reportée, au regard de l'un de ces trois points, d'une distance supérieure à dix minutes de degré (10') à l'ouest du méridien 12° 40' Paris (15° Greenwich), les deux Gouvernements se mettraient d'accord pour procéder à une rectification du tracé, de manière à établir une compensation équivalente au profit de l'Allemagne dans la région en question.

Une rectification du même genre interviendrait, en vue d'établir une compensation au profit de la France, s'il était démontré que l'intersection du parallèle 10° avec le Chari reporte la frontière à une distance de plus de dix minutes (10') à l'est du point indiqué sur la carte (longitude 14° 50' Paris, 17° 10' Greenwich).

§ IV. En ce qui concerne le point d'accès au Mayo Kebbi, il demeure entendu que, quelle que soit la position définitivement reconnue sur ce point, la frontière laissera dans la sphère d'influence française les villages de Bifara et de Lamé.

§ V. Dans le cas où le Chari, depuis Goulfey jusqu'à son embouchure dans le Tchad, se diviserait en plusieurs bras, la frontière suivrait la principale branche navigable jusqu'à l'entrée dans le Tchad, avec cette réserve que, pour que ce tracé soit définitif, la différence de longitude entre le point ainsi atteint par la frontière sur la rive sud du Tchad et Kouka, capitale du Bornou, pris comme point fixe, sera un degré.

Dans le cas où des observations ultérieures, dûment vérifiées, démontreraient que l'écart en longitude entre Kouka et ladite embouchure diffère de cinq minutes de degré (5') en plus ou en moins de celui qui vient d'être indiqué, il y aurait lieu, par une entente

amiable, de modifier le tracé de cette partie de la frontière, de manière que les deux pays conservent, au point de vue de l'accès au Tchad et des territoires qui leur sont reconnus dans cette région, des avantages équivalents à ceux qui leur sont assurés par le tracé porté sur la carte annexée au présent Protocole.

§ VI. Toutes les fois que le cours d'un fleuve ou d'une rivière est indiqué comme formant la ligne de démarcation, c'est le thalweg du fleuve ou de la rivière qui est considéré comme frontière.

§ VII. Les deux Gouvernements admettent qu'il y aura lieu, dans l'avenir, de substituer progressivement aux lignes idéales qui ont servi à déterminer la frontière telle qu'elle est définie par le présent Protocole, un tracé déterminé par la configuration naturelle du terrain et jalonné par des points exactement reconnus, en ayant soin, dans les accords qui interviendront à cet effet, de ne pas avantager l'une des deux Parties sans compensation équitable pour l'autre.

Vu pour être annexé au Protocole du 4 Février 1894.

Les Délégués français :

HAUSSMANN,

MONTEIL.

Les Délégués allemands :

KAYSER,

DANCKELMAN.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berlin, dans le délai de six mois, ou plus tôt si faire se peut.

Fait à Berlin, le 15 mars 1894, en double exemplaire.

Signé : JULES HERBETTE.

Signé : FREIHERR VON MARSCHALL.

ART. 2.

Le ministre des affaires étrangères et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Pont-sur-Seine, le 13 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des colonies,

Signé : DELCASSÉ.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : G. HANOTAUX.

N° 28429. — **DÉCRET** déclarant d'utilité publique l'Établissement, dans le département de l'Ain, d'un Réseau de Tramways à traction de locomotives à vapeur.

Du 25 Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 27 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu les avant-projets présentés pour l'établissement, dans le département de l'Ain, d'un réseau de tramways à traction de locomotives à vapeur, destiné au transport des voyageurs et des marchandises et comprenant les lignes de Trévoux à Saint-Trivier-de-Courtes, de Bourg à Frans-Jassans, d'Ambérieu à Cerdon, de Pont-d'Ain à Jujurieux et de Virieu-le-Grand à Ruffieu;

Vu, notamment, les plans d'ensemble desdites lignes;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur ces avant-projets, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881 ⁽¹⁾;

Vu, notamment, les délibérations des commissions d'enquête, en date des 20, 22, 23 août 1892, 12 janvier et 11 mars 1893;

Vu les délibérations du conseil général de l'Ain, en date des 8 octobre 1892 et 8 février 1894;

Vu la délibération de la commission mixte des travaux publics, en date du 4 juillet 1892;

Vu l'adhésion donnée, le 4 août 1892, par le ministre de la guerre, aux conclusions prises par la commission mixte des travaux publics;

Vu la convention passée, le 26 février 1894, entre le préfet de l'Ain, au nom du département, et M. Jeancard, pour la rétrocession de l'entreprise, ainsi que la série de prix et le cahier des charges y annexés;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 7 mars, 13 juin 1892 et 22 juin 1893;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 26 juillet 1893;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 7 septembre 1893;

Vu la loi du 20 juillet 1894, abrogeant le classement de la ligne d'Ambérieu à Cerdon et à la Cluse;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration d'utilité publique, en date des 18 mai ⁽¹⁾ et 6 août 1881 ⁽²⁾ et 20 mars 1882 ⁽³⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 695, n° 11818.

département de l'Ain, suivant les dispositions générales des plans ci-dessus visés, d'un réseau de lignes de tramways, à traction de locomotives à vapeur, destinées au transport des voyageurs et des marchandises, comprenant les lignes suivantes :

Trévoux à Saint-Trivier-de-Courtes;

Bourg à Frans-Jassans;

Ambérieu à Cerdon;

Pont-d'Ain à Jujurieux;

Virieu-le-Grand à Ruffieu.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution desdits tramways ne sont pas accomplies dans le délai de quatre ans à partir de la date du présent décret.

2. Le département de l'Ain est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation des lignes de tramway dont il s'agit, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé.

3. Est approuvée la convention passée, le 26 février 1894, entre le préfet de l'Ain, agissant au nom du département, et M. *Jeancard*, pour la rétrocession du réseau des tramways susmentionnés, conformément aux conditions de la série des prix et du cahier des charges annexés à cette convention.

Ladite convention, la série de prix, ainsi que le cahier des charges et les plans d'ensemble ci-dessus visés resteront annexés au présent décret.

4. Pour l'application des articles 36 et 39 de la loi du 11 juin 1880 et 12 du règlement d'administration publique du 20 mars 1882, le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au Trésor est fixé à cent quarante-neuf mille huit cent trente-deux francs (149,832¹) pour le réseau entier. Le montant de la subvention annuelle du Trésor sera réglé d'après les bases fixées à la convention précitée du 26 février 1894, pour le maximum du capital de premier établissement, l'intérêt à servir à ce capital et les frais d'exploitation.

Dans tous les cas où, conformément aux articles 8 et 9 de la convention ci-dessus visée, le département participerait aux recettes de l'exploitation, l'État viendra, au prorata de sa subvention, en partage des bénéfices réalisés par le département.

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

CONVENTION.

L'an 1894 et le 26 février,

Entre les soussignés :

M. *Alexandre Debax*, préfet du département de l'Ain, chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur, officier de l'instruction publique, agissant au nom et pour le compte dudit département, en vertu de la loi du 10 août 1871, de la loi du 11 juin 1880, des décrets des 6 août 1881 et 20 mars 1882, des délibérations du conseil général du 8 avril et du 20 juin 1891, du 8 octobre 1892 et du 8 février 1894,

D'une part;

Et M. *J. Jeancard*, ancien directeur de l'exploitation de la compagnie des Dombes et des chemins de fer du Sud-Est, demeurant à Lyon, agissant en son nom personnel,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le département de l'Ain demande à l'État la concession d'un réseau de tramways à vapeur. Il s'engage à rétrocéder à M. *Jeancard*, qui accepte, l'établissement et l'exploitation de ce réseau, comprenant les lignes énumérées ci-après :

- 1^{re} La ligne de Trévoux à Saint-Trivier-de-Courtes;
- 2^{re} Ligne de Bourg à Frans-Jassans;
- 3^{re} Ligne d'Ambérieu à Cerdon;
- 4^{re} Ligne de Pont-d'Ain à Jujurieux;
- 5^{re} Ligne de Virieu-le-Grand à Ruffieu.

Cette rétrocession, qui n'aura d'effet qu'en vertu du décret à intervenir approuvant le présent traité, est faite aux conditions suivantes.

2. La construction de ces tramways sera faite par le rétrocessionnaire; elle comprendra la totalité des dépenses, travaux et fournitures d'objets immobiliers et mobiliers nécessaires au complet établissement et à l'exploitation des lignes énumérées ci-dessus, notamment :

Les études, la confection des avant-projets et des projets définitifs;

Les terrains nécessaires à l'établissement de la plate-forme des tramways, des stations et de toutes leurs dépendances, telles que déviations de routes, chemins ou cours d'eau et ateliers de réparations; il est toutefois convenu que le sol des voies publiques de toute catégorie, nécessaire à l'assiette des lignes et de leurs dépendances, sera livré gratuitement au rétrocessionnaire;

Tous les travaux d'infrastructure, y compris l'appropriation du sol des voies publiques traversées;

Tous les travaux de superstructure;

Le matériel fixe et roulant;

Le mobilier des gares,

L'outillage des gares, de la voie et des ateliers.

Si le département jugeait nécessaire de mettre des clôtures en dehors des stations et haltes, ou si des contre-rails étaient exigés aux passages à niveau ou dans les traverses des villes et des villages, le département en supporterait les frais, qui seraient remboursés au rétrocessionnaire et dont le montant serait ajouté au maximum du capital d'établissement fixé à l'article 3.

Toutefois le matériel, qui devra faire retour gratuitement au département en fin de rétrocession, est limité à dix-huit locomotives, trente-six voitures à voyageurs, douze voitures-fourgons, vingt-huit fourgons et quatre-vingt-dix-huit wagons.

3. Les dépenses de toute nature faites par le rétrocessionnaire pour l'exécution des diverses lignes du réseau seront réglées et lui seront remboursées dans les conditions suivantes :

Les terrains, travaux et fournitures seront comptés, d'après les quantités réellement faites ou livrées, aux prix unitaires de la série des prix ci-annexée.

L'ensemble des dépenses ainsi faites sera majoré, pour frais de constitution du ca-

pital-actions et de réalisation des emprunts, d'une somme fixée à un et demi pour cent (1 1/2 p. o/o) de ces dépenses totales.

En tout cas et quoi qu'il arrive, le montant du capital d'établissement admis en compte ne pourra pas dépasser la somme de sept millions trois cent quatre-vingt-dix mille francs (7,390,000'), y compris toutes les majorations dont il vient d'être parlé.

Dans le cas où ce chiffre maximum de sept millions trois cent quatre-vingt-dix mille francs ne serait pas atteint, les dépenses d'établissement seraient augmentées, à titre de prime d'économie, de la moitié de l'écart entre ce maximum et le montant de la dépense justifiée conformément aux paragraphes précédents.

4. Sur les dépenses faites et justifiées par le rétrocessionnaire, calculées conformément aux stipulations de l'article 3, il lui sera payé chaque mois, au fur et à mesure de l'exécution, des acomptes égaux aux trois quarts de ces dépenses constatées par des états de situation approuvés par l'administration, sans que le total de ces acomptes puisse dépasser les trois quarts des maxima stipulés ci-après pour chacune des lignes ou sections de lignes à construire :

1° Ligne de Trévoux à Saint-Trivier-de-Courtes :

1 ^{re} section : de Trévoux à Saint-Laurent-les-Mâcon	2,162,000'
2 ^e section : de Saint-Laurent-les-Mâcon à Saint-Trivier-de-Courtes	1,052,000
2° Ligne de Bourg à Frans-Jassans	1,753,000
3° Ligne d'Amberieu à Cerdon	1,020,000
4° Ligne de Pont-d'Ain à Jujurieux	335,000
5° Ligne de Virieu-le-Grand à Ruffieu	1,068,000
TOTAL	7,390,000

5. Lorsque le réseau sera achevé et que chaque ligne aura été l'objet d'une réception définitive faite par les ingénieurs et approuvée par le préfet, le département payera au rétrocessionnaire la somme nécessaire pour parfaire, s'il y a lieu, avec les acomptes déjà payés, les trois quarts du capital total d'établissement, tel qu'il est défini à l'article 3 ci-dessus, y compris la prime d'économie, s'il y a lieu.

6. Le quatrième quart du capital d'établissement sera fourni par le rétrocessionnaire, au moyen du capital-actions et des obligations qu'il pourra être autorisé à émettre conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

Le département payera, chaque année, au rétrocessionnaire les intérêts à quatre pour cent (4 p. o/o) de la somme constituant ainsi sa part contributive dans les dépenses d'établissement, plus l'amortissement pendant le temps restant à courir depuis le jour où les dépenses à la charge du rétrocessionnaire auront été constatées conformément à l'article 4, jusqu'à l'expiration de la concession. Ces paiements se feront par semestre. Toutefois les annuités échéant en cours de construction ne seront payées au rétrocessionnaire qu'au moment de la mise en exploitation des lignes auxquelles elles se rapportent.

En cas de déchéance, le paiement de ces annuités serait suspendu et aucun remboursement ne serait dû au rétrocessionnaire pour la partie non amortie du capital fourni par lui.

7. En cas d'infraction aux dispositions du cahier des charges relatives aux délais de présentation des projets d'achèvement et de mise en exploitation des lignes, le rétrocessionnaire devra payer au département une amende de cinquante francs (50') par jour de retard et par ligne en retard.

8. L'exploitation sera faite aux risques et périls du rétrocessionnaire, quelles que soient les recettes.

Les frais kilométriques d'exploitation portés en compte chaque année ne pourront excéder le chiffre maximum résultant de la formule :

$$F = 1200 + \frac{2R}{3}$$

dans laquelle R représente la recette brute, impôts déduits. Cette formule s'applique à un nombre de trains déterminé ainsi qu'il suit :

Il y aura trois trains par jour dans chaque sens sur chaque ligne du réseau, pour une recette brute, impôts déduits, inférieure à quatre mille cinq cents francs (4,500') par kilomètre.

Lorsque, sur une des cinq lignes énumérées à l'article 1^{er}, la recette brute, impôts déduits, dépassera quatre mille cinq cents francs par kilomètre, des trains supplémentaires devront être établis sur certaines sections de la ligne, de manière que le parcours total effectué par les trains dans l'année, sur cette ligne, augmente proportionnellement à l'accroissement de la recette annuelle. La proportion sera telle qu'à une augmentation de recette kilométrique de mille francs (1,000') corresponde un parcours supplémentaire équivalent à un train par jour dans chaque sens sur la ligne entière.

Le préfet pourra, le rétrocessionnaire entendu, exiger l'établissement d'un nombre de trains supérieur au nombre prévu ; en ce cas, il sera ajouté au maximum défini par la formule ci-dessus soixante-dix centimes (0^e 70) par kilomètre de train.

Il est d'ailleurs entendu que les trains supplémentaires que le rétrocessionnaire mettrait en circulation de lui-même ne donneront pas lieu à cette augmentation.

Il sera fait masse des recettes de toutes les lignes du réseau.

Quand les dépenses réellement faites et dûment justifiées, comprenant les frais généraux et les frais d'administration, n'atteindront pas le maximum donné par la formule, elles seront majorées, à titre de prime d'économie, des deux tiers de l'écart entre ce maximum et le montant des dépenses réelles.

Quand les recettes seront inférieures aux dépenses ainsi calculées, c'est-à-dire insuffisantes pour couvrir la somme réservée au rétrocessionnaire, conformément au paragraphe ci-dessus, y compris la prime d'économie, s'il y a lieu, les insuffisances par rapport à cette somme seront à la charge du rétrocessionnaire jusqu'au moment où elles pourront lui être remboursées comme il est dit ci-après :

Quand les recettes seront supérieures aux dépenses calculées comme il vient d'être dit, y compris la prime, l'excédent sera d'abord appliqué à couvrir les insuffisances des exercices précédents, sans intérêts. Le surplus sera versé annuellement au département pour venir en déduction des charges du capital de premier établissement.

Toutefois, si ce surplus représentait plus de quatre pour cent (4 p. 0/0) du montant des dépenses de premier établissement, l'excédent serait partagé par moitié entre le département et le rétrocessionnaire.

9. Le compte d'établissement pourra être augmenté, avec l'approbation de l'administration, des dépenses qui seraient faites postérieurement à la réception des lignes pour travaux complémentaires ou acquisitions de matériel roulant, etc., sans que les sommes ainsi ajoutées puissent excéder cinq mille francs (5,000') par kilomètre.

Les capitaux nécessaires seront fournis par le rétrocessionnaire, qui sera autorisé à prélever sur les recettes nettes — avant le versement au département des excédents dus conformément aux deux derniers paragraphes de l'article 8 ci-dessus — l'intérêt à quatre pour cent (4 p. 0/0) des dépenses ainsi faites et l'amortissement dans le temps restant à courir sur la concession de celles de ces dépenses qui ne devraient pas donner lieu, en fin de concession, aux remboursements prévus par l'article 17 du cahier des charges.

10. Le rétrocessionnaire sera autorisé à porter en compte dans les dépenses d'exploitation les sommes qu'il jugera utile de prélever sur les recettes, afin de constituer un fonds de réserve pour le renouvellement de la voie et du matériel fixe et roulant, sans que le prélèvement ainsi fait puisse excéder trois cents francs (300') par kilomètre et par an, ni porter le montant total du fonds de réserve à plus de trois mille francs (3,000') par kilomètre. Toutefois, à partir de la cinquième année d'exploitation, ce prélèvement deviendra obligatoire pour une somme minimum de deux cents francs (200') par kilomètre et par an, jusqu'à ce que le fonds de réserve de trois mille francs (3,000') par kilomètre soit constitué ou jusqu'à ce qu'il soit complètement de nouveau lorsqu'il aura été entamé pour l'exécution de travaux de renouvellement.

Ce fonds de réserve sera déposé dans une caisse agréée par le département ; les revenus en seront touchés par le rétrocessionnaire.

Ce fonds sera la propriété du rétrocessionnaire et lui reviendra en fin de concession, sauf les prélèvements qui auraient pu y être faits en exécution du paragraphe 3 de l'article 17 du cahier des charges.

11. Le département demeurera chargé de rembourser l'État de ses avances à l'époque et dans les conditions fixées par l'article 15 de la loi du 11 juin 1880, et touchera les subventions de l'État versées en exécution de la même loi.

12. Avant la mise en exploitation, le rétrocessionnaire sera tenu de constituer une société anonyme spéciale aux tramways de l'Ain, dont le capital-actions sera d'un million deux cent mille francs (1,200,000) au moins.

Ladite société devra être agréée par le conseil général de l'Ain.

Elle sera substituée au rétrocessionnaire et deviendra solidairement responsable avec lui, vis-à-vis du département, de tous les engagements qu'il aura contractés vis-à-vis de ce dernier. Cette substitution devra, toutefois, être approuvée par un décret en conseil d'État, suivant les dispositions de l'article 10 de la loi du 11 juin 1880.

13. La présente rétrocession est faite aux charges, clauses et conditions du cahier des charges ci-annexé, à l'exécution desquels M. Jeancard s'engage d'une façon formelle.

Ce cahier des charges est conforme au cahier des charges type annexé au décret du 6 août 1881, sauf les modifications introduites aux articles 3, 6, 7, 8 bis, 10, 11, 15, 17, 23 et 32.

14. La validité de la présente convention est subordonnée à la déclaration d'utilité publique et à l'obtention par le département des subventions de l'État, au taux maximum résultant de la loi du 11 juin 1880, pour l'application de laquelle les frais kilométriques d'exploitation seront calculés comme il est dit à l'article 8 ci-dessus.

15. Le rétrocessionnaire s'engage à n'employer que du personnel français et du matériel fixe et roulant de provenance française.

16. Le rétrocessionnaire versera au lieu et place du département, dans les caisses de l'État, les frais de contrôle stipulés à l'article 37 et le cautionnement stipulé à l'article 38 du cahier des charges. Les quatre cinquièmes du cautionnement lui seront rendus par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne lui sera remboursé qu'à l'expiration de la concession.

17. Les frais de timbre et d'enregistrement du présent traité et du cahier des charges annexé, calculés selon l'article 24 de la loi du 11 juin 1880, seront supportés par le rétrocessionnaire.

Lu et approuvé :

Le Préfet de l'Ain,

Signé : A. DEBAX.

Lu et approuvé :

Le Rétrocessionnaire,

Signé : J. JEANCARD.

Enregistré à Bourg, le 16 juin 1894, volume 447 bis, folio 90, case 4. — Reçu un franc vingt cinq centimes, décimes compris. — Signé : Pernin.

SÉRIE DE PRIX.

1^{re} PARTIE. — INFRASTRUCTURE.

I. — Frais d'études.

Frais d'études. — Le kilomètre de tramway concédé, quatre cent cinquante francs (450^f).

II. — Terrains.

1^{re} Ligne de Trévoux à Saint-Trivier-de-Courtes.

1^{re} section. — En déviation, par mètre linéaire, sept francs (7^f).

1^{re} section. — Sur chemins, par mètre linéaire, un franc (1^f).

2^e section. — Sur chemins, par mètre linéaire, soixante-douze centimes (0^f 72).

2° Ligne de Bourg à Frans-Jassans.

En déviation, par mètre linéaire, sept francs (7').

Sur chemins, par mètre linéaire, cinquante-six centimes (0'56).

3° Ligne d'Ambérieu à Cerdon.

En déviation, par mètre linéaire, dix francs (10').

Sur chemins, par mètre linéaire, un franc quarante-quatre centimes (1'44).

4° Ligne de Pont-d'Ain à Jujurieux.

En déviation, par mètre linéaire, cinq francs (5').

Sur chemins, par mètre linéaire, un franc quarante-trois centimes (1'43).

5° Ligne de Virieu-le-Grand à Ruffieu.

En déviation, par mètre linéaire, six francs (6').

Sur chemins, par mètre linéaire, quatre-vingt-six centimes (0'86).

III. — Travaux.

§ 1°. Terrassements, déblais de toute nature, y compris transport et emploi pour la construction des lignes et de toutes leurs dépendances :

Le mètre cube pour toutes les lignes, sauf celle de Virieu-le-Grand à Ruffieu, un franc quatre-vingts centimes (1'80) ;

Le mètre cube pour la ligne de Virieu-le-Grand à Ruffieu, deux francs vingt centimes (2'20).

§ 2. Travaux accessoires sur les parties en déviation, règlements, perrées, murs de soutènement, gazonnements dans les talus, assainissement :

Le kilomètre de tramway établi en déviation, mille francs (1,000').

§ 3. Rectification de routes, chemins et cours d'eau, passages à niveau, passages de dessertes et de chemins :

Le kilomètre de tramway concédé, deux cent cinquante francs (250').

§ 4. Établissement de caniveaux, de banquettes en gazon pour séparer la voie ferrée de la chaussée, de drain, de parapets; déplacement de bordures de trottoirs, d'escaliers, de regards et de clôtures; soutènements; réfection des chaussées et empierréments; déplacements de matériaux; dessouchage des arbres; enfin, tous travaux accessoires sur les routes et chemins empruntés par le tramway :

Le kilomètre de tramway établi sur routes et chemins, deux mille deux cents francs (2,200').

§ 5. Ouvrages d'art :

Aqueducs de soixante centimètres et au-dessous, le mètre linéaire, soixante francs (60').

Aqueducs d'un mètre et au-dessous, le mètre linéaire, cent quinze francs (115').

Aqueducs d'un mètre cinquante et au-dessous, le mètre linéaire, cent quarante cinq francs (145').

Ponceaux de deux mètres et au-dessous, le mètre linéaire, deux cents francs (200') ;

Ponceaux de trois mètres, l'un trois mille cinq cent francs (3,500') ;

Pont de quatre mètres, l'un quatre mille cinq cents francs (4,500') ;

Pont de cinq mètres, l'un cinq mille francs (5,000') ;

Pont de six mètres en maçonnerie, l'un six mille francs (6,000') ;

Pont de six mètres métallique, l'un huit mille francs (8,000') ;

Pont de douze mètres métallique sur la ligne Paris-Lyon-Méditerranée à Pont-de-Veyle, l'un trente mille francs (30,000') ;

Pont de douze mètres métallique sur la ligne Paris-Lyon-Méditerranée à Ambérieu, l'un vingt-cinq mille francs (25,000') ;

Pont de seize mètres métallique sur la Chalaronne, quarante mille francs (40,000^f);
Souterrains, le mètre linéaire, sept cents francs (700^f).

N. B. — Les prix du chapitre III ci-dessus s'entendent y compris tous les travaux complémentaires approuvés par le conseil général de l'Ain, dans ses séances du 8 octobre 1892 et du 8 février 1894, notamment : le parapet de Trévoux, diverses déviations ou rectifications, les passages par-dessus le chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée à Pont-de-Veyle, Ambérieu et Artemare, les élargissements de divers chemins, la pose de la voie ferrée sur accotement séparé, partout où la largeur des routes le permettra, et toutes les déviations nécessaires pour ramener le maximum des déclivités à cinquante millimètres sur la ligne de Virieu-le-Grand à Ruffieu et à quarante millimètres sur les autres lignes.

Les travaux effectués dans les gares de jonction avec la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée seront payés suivant les dépenses réelles majorées de quinze pour cent (15 p. o/o) pour frais généraux et frais d'administration.

2^e PARTIE — SUPERSTRUCTURE.

I. — Voie et matériel fixe.

§ 1^{er}. Voie en acier, en rails Vignole de dix-neuf kilogrammes le mètre linéaire, posés sur traverses de 1^m 70 × 0^m 18 × 0^m 12, espacées de quatre-vingt-cinq centimètres d'axe en axe, y compris éclisses de six kilogrammes la paire, boulons d'éclisses en acier de deux cent soixante grammes, tire-fonds de deux cent quatre-vingts grammes en acier, fournitures de ballast, pose et consolidation jusqu'à complet bourrage des traverses.

Par mètre linéaire, dix-huit francs soixante centimes (18^f 60).

§ 2. Changements, croisements de voie par appareil et non compris les voies, l'un mille francs (1,000^f).

§ 3. Plaques tournantes de deux mètres vingt centimètres de diamètre, l'une mille quatre cents francs (1,400^f).

§ 3 bis. Plaques tournantes de deux mètres soixante-dix centimètres de diamètre, l'une deux mille sept cents francs (2,700^f).

§ 4. Ponts à bascule de vingt tonnes, l'un trois mille francs (3,000^f).

§ 5. Plaques tournantes pour machines de trois mètres soixante centimètres de diamètre, l'une cinq mille francs (5,000^f).

§ 6. Grues fixes de six tonnes, l'une huit mille francs (8,000^f).

§ 7. Traversées à niveau des voies de la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée : traversées à une voie, l'une quatre mille francs (4,000^f).

§ 8. Installation de signaux pour protéger les traversées et appareils divers, s'il en est exigé, l'une six mille francs (6,000^f).

§ 9. Alimentation d'eau, l'une cinq mille francs (5,000^f).

§ 10. Outillage des ateliers et des dépôts de la traction, par kilomètre de tramway concédé, mille francs (1,000^f).

§ 11. Outillage et mobilier de l'exploitation et de la voie, par kilomètre de tramway concédé, cinq cents francs (500^f).

II. — Stations.

Stations des chefs-lieux de canton, des têtes de lignes, des terminus et des bifurcations. Maisonnette avec salle pour le public, halle couverte, quais, trottoirs, cours, etc., l'une douze mille francs (12,000^f).

Télégraphe reliant vingt-cinq stations, par kilomètre concédé, quatre cents francs (400^f).

Stations intermédiaires : abri et quai découvert pour marchandises et empiérement des cours, l'une deux mille cinq cents francs (2,500^f).

Remise pour une machine avec dortoir, l'une quatre mille francs (4,000^f).

Installations générales de la traction, comprenant atelier, remises à voitures et magasins, logement d'employé, bureaux :

1° Pour le réseau de Trévoux à Saint-Trivier et de Bourg à Jassans, quarante mille francs (40,000^f);

2° Pour la ligne de Virieu à Ruffieu, douze mille francs (12,000^f);

3° Pour les lignes d'Ambérieu à Cerdon et de Pont-d'Ain à Jujurieux, quatorze mille francs (14,000^f).

3° PARTIE. — MATÉRIEL ROULANT.

Locomotives du poids de dix-sept tonnes en ordre de marche, l'une trente-trois mille francs (33,000^f).

Voitures à voyageurs, l'une six mille francs (6,000^f).

Voitures-fourgons, l'une cinq mille francs (5,000^f).

Fourgons, l'un quatre mille francs (4,000^f).

Wagons, l'un deux mille cinq cents francs (2,500^f).

Grues roulantes, l'une sept mille francs (7,000^f).

Frein à vide continu à installer sur la machine, par machine, mille sept cents francs (1,700^f).

Frein à vide à huit sabots, pour voitures et voitures-fourgons, avec appareils de manœuvre à la main, par véhicule, mille deux cents francs (1,200^f).

Frein à vide à quatre sabots pour fourgons, par véhicule, six cents francs (600^f).

Bovaux et raccords dont seront munis les wagons pour la communication de l'appareil de la machine avec les voitures et les fourgons, par wagon, deux cent vingt-cinq francs (225^f).

Frein à main à vis, l'un trois cents francs (300^f).

Frein à main à levier, l'un deux cent trente francs (230^f).

Pièces de rechange.

Lignes de Trévoux à Saint-Trivier et de Bourg à Jassans, ensemble, vingt-trois mille francs (23,000^f).

Ligne de Virieu à Ruffieu, trois mille francs (3,000^f).

Lignes d'Ambérieu à Cerdon et de Pont-d'Ain à Jujurieux, ensemble, quatre mille francs (4,000^f).

Lu et approuvé :

Le Préfet de l'Ain,

Signé : A. DEBAX.

Lu et approuvé :

Le Récessionnaire,

Signé : J. JEANCARD.

Enregistré à Bourg, le 16 juin 1894, volume 447 bis, folio 90, case 5. — Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : *Pernin*.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. Le réseau de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges est destiné au transport des voyageurs et des marchandises.

La traction aura lieu par machines locomotives à vapeur.

Tracé.

2. Ce réseau comprendra les lignes suivantes et empruntera les voies publiques ci-après désignées :

1° Ligne de Trévoux à Saint-Trivier-de-Courtes :

1^{re} section, de Trévoux à Saint-Laurent-lès-Mâcon, par Thoissey et Pont-de-Veyle :

Chemin de grande communication n° 28, de Trévoux à Pont-de-Veyle ; chemin de grande communication n° 2, de Pont-de-Veyle à la Madeleine ; route nationale n° 79, de la Madeleine à Saint-Laurent.

2^e section, de Saint-Laurent-lès-Mâcon à Saint-Trivier-de-Courtes, par Pont-de-Vaux :
Route nationale n° 79, de Saint-Laurent à la Madeleine ; chemin de grande communication n° 2, de la Madeleine à Saint-Trivier-de-Courtes.

2° Ligne de Bourg à Frans-Jassans, par Châtillon-sur-Chalaronne et Saint-Trivier-sur-Moignans :

Chemin de grande communication n° 29, de Bourg à la rencontre du chemin de grande communication n° 5 ; chemin de grande communication n° 5, de ce point au pont de Frans.

3° Ligne d'Ambérieu (gare Paris-Lyon-Méditerranée) à Cerdon, par Ambronay, Saint-Jean-le-Vieux et Poncin :

Avenue de la gare d'Ambérieu ; chemin de grande communication n° 36, d'Ambérieu jusqu'à la rencontre de la route nationale n° 84 ; route nationale n° 84, de ce point à Cerdon.

4° Ligne de Pont-d'Ain (gare Paris-Lyon-Méditerranée) à Jujurieux, par Hauteville et Saint-Jean-le-Vieux :

Route nationale n° 75, de la gare de Pont-d'Ain à l'origine du chemin de grande communication n° 12 ; chemin de grande communication n° 12 jusqu'à Jujurieux.

5° Ligne de Virieu-le-Grand (gare Paris-Lyon-Méditerranée) à Ruffieu :

Chemin de grande communication n° 31 ; chemin de grande communication n° 37.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de six mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de trois mois à partir de la date de l'approbation des projets définitifs. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que l'ensemble du réseau soit livré à l'exploitation dans un délai de deux ans à partir de la même date. Ce délai pourra toutefois être prolongé de six mois pour la ligne de Virieu-le-Grand à Ruffieu.

L'ouverture à l'exploitation aura lieu par sections successives, au fur et à mesure de l'achèvement de ces sections.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules ainsi que leur chargement ne dépassera pas deux mètres dix centimètres (2^m 10), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres dix centimètres (2^m 10) ; la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètres cinquante centimètres (3^m 50).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre soixante-cinq centimètres (1^m 65).

Alignements et courbes. — Pentés et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne

pourra être inférieur à quarante mètres (40^m). Le maximum des déclivités est fixé à quarante millimètres (0^m 040), sauf pour la ligne de Virieu-le-Grand à Ruffieu, où elles pourront aller à cinquante millimètres (0^m 050).

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Etablissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un empierrement de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais cet empierrement.

La chaussée empierrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises) il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Il sera fait exception à cette dernière règle au passage des ponts étroits ci-après :

- 1^o Ligne de Trévoux à Saint-Trivier-de-Courtes : pont du Formans;
- 2^o Ligne de Pont-d'Ain à Jujurieux : pont sur l'Ain et pont sur le Riez;
- 3^o Ligne de Virieu-le-Grand à Ruffieu : pont sur le Groin et pont sur le chemin de fer de Lyon à Genève.

Etablissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast exclusivement composé de pierres ou de gravier d'un mètre quatre-vingts centimètres (1^m 80) de largeur et d'au moins trente centimètres (0^m 30) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins six mètres (6^m) sur les routes nationales et quatre mètres quatre-vingt-dix centimètres (4^m 90) sur les chemins de grande communication, mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie, en gazon. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1^m 10) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement de la route.

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Toutefois, l'intervalle d'un mètre dix centimètres (1^m 10) ci-dessus prescrit pourra être réduit avec autorisation de l'administration sur les parties suivantes, à la condition qu'il soit réservé une distance minimum d'un mètre quarante centimètres (1^m 40) entre le matériel roulant et la limite des propriétés riveraines ou les alignements approuvés, s'ils passent en avant de cette limite.

Ligne de Trévoux à Saint-Trivier-de-Courtes :

Chemin de grande communication n° 28 :

Du kilomètre	1.500 au kilomètre	2.800
_____	5.000 _____	5.500
_____	6.700 _____	7.000
_____	7.500 _____	8.400
_____	9.500 _____	12.000
_____	15.600 _____	16.100
_____	20.000 _____	20.900
_____	24.600 _____	30.500
_____	35.000 _____	36.500.

Ligne d'Ambérieu à Cerdon :

Route nationale n° 84, du kilomètre 16.000 au kilomètre 21.700.

Ligne de Bourg à Frans-Jassans :

Chemin de grande communication n° 5, du kilomètre 42.300 au kilomètre 43.000.

Ligne de Pont-d'Ain à Jujurieux :

Chemin de grande communication n° 12, du kilomètre 7.600 au kilomètre 8.300.

Ligne de Virieu-le-Grand à Ruffieu :

Chemin de grande communication n° 31 :

Du kilomètre	8.000 au kilomètre	14.500
_____	15.200 _____	17.200
_____	18.000 _____	18.600
_____	19.200 _____	22.100.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

8 bis. Dans les parties du tramway situées en dehors des voies publiques, le ballast aura trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur.

La largeur des accotements, c'est-à-dire des zones comprises de chaque côté entre le bord intérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de soixante centimètres (0^m 60).

La largeur de la plate-forme sera de trois mètres quatre-vingts centimètres (3^m 80).

Le concessionnaire établira le long de la voie ferrée les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et l'écoulement des eaux. Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales, sur les propositions du concessionnaire.

Les dispositions des ouvrages d'art seront arrêtées par le préfet sur les projets du concessionnaire.

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie

ée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce établissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de même qualité.

Les rails seront en acier et du poids de dix-neuf kilogrammes (19^k) au moins par mètre courant; ils seront posés sur traverses en bois, fixés avec des tirefonds et réunis par des éclisses. Les traverses seront espacées de quatre-vingt-cinq centimètres (0^m 85) en axe en axe en moyenne.

Gares et stations.

11. Les trains ne s'arrêteront qu'aux stations et haltes.

Le nombre des stations est fixé à soixante et une; celui des haltes à seize, y compris les gares de jonction avec les lignes à voie normale.

L'emplacement des gares, stations et haltes sera arrêté lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi des stations et des haltes pour le service des voyageurs suivant les indications ci-après :

Ligne de Trévoux à Saint-Trivier-de-Courtes : Trévoux, pont suspendu (halte), Saint-Didier-de-Formans, Riottier (halte), Jassans, Beauregard, Fareins, Messimy, Arcy (halte), Montmerle, chemin du pont de Belleville (halte), Guéreins, Genouilloux, Mogneneins, Thoisse, Saint-Didier-sur-Chalaronne, Garnerans, Cormoranche, Trièges, Laiz (halte), Pont-de-Veyle, Crottet, la Madeleine, Saint-Laurent, Replonges, Billens, Manziat, Ozan, Boz, Pont-de-Vaux (halte), Pont-de-Vaux (gare), Sainte-Eugénie, Chavannes-sur-Ressouze, Vescours (halte) et Saint-Trivier-de-Courtes.

Ligne de Bourg à Frans-Jassans : Bourg, Saint-Denis, Corgenon, Montracol, Concyssiat, Corrobert (halte), Neuville-sur-Renom, Châtillon-sur-Chalaronne, Biolay (halte), Saint-Trivier-sur-Moignans, Percieux (halte), Villeneuve, Ars, Frans-Jassans.

Ligne d'Amberieu à Cerdon : Amberieu (Paris-Lyon-Méditerranée), Amberieu (gare), Douvres (halte), Ambronay, Saint-Jean-le-Vieux, la Route (halte), Neuville-sur-Ain, Ancin, Leymiat, Préau (halte) et Cerdon.

Ligne de Pont-d'Ain à Jujurieux : Pont-d'Ain, Hauterive, Saint-Jean-le-Vieux, Riez (halte) et Jujurieux.

Ligne de Virieu-le-Grand à Ruffieu : Virieu-le-Grand, Artemare (Paris-Lyon-Méditerranée), Artemare (ville), Don, Vieu (halte), Champagne-Luthézien, Fitignieu, Ruffien, Lompnieu et Ruffieu.

Moyens de transbordement. (Clause spéciale prescrite par la circulaire du 12 janvier 1888.)

Des moyens de transbordement commodes pour les voyageurs et les marchandises sont établis dans les gares de jonction avec les lignes à voie normale.

Les stations principales seront reliées entre elles par une communication télégraphique.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages sur terrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours dans chaque sens est fixé à trois.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de huit voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas soixante mètres (60^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure. Les trains seront munis du frein continu.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession du réseau mentionné à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin soixante-quinze ans après.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, l'État sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les clôtures et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc., du matériel roulant, tel qu'il est défini à l'article 2 de la convention, et des objets mobiliers de tout genre, ainsi que de l'outillage des ateliers, des gares et de la voie.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, l'État aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne le surplus du matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, l'État se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel à l'État.

L'État sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si l'État le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois l'État ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le Gouvernement déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. L'État aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce rachat de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective du chemin concédé, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu avant l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par l'État après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus belles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le deuxième et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour l'État.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, à titre de cautionnement, deviendra la propriété de l'État et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881, ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être restitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables, la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire n'aurait rempli ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplisse exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Voyageurs...	{	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces et à banquettes rembourrées (1 ^{re} classe).....	0 067	0 033	0 10
		Voitures couvertes et fermées à vitres (2 ^e classe).			
Enfants.....	{	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.			
		De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.			
		Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.			
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....			0 010	0 005	0 03
(Sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^e 30.)					

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	0 105	0 045	0 15
Veaux et porcs.....	0 05	0 03	0 08
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 038	0 022	0 06

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huîtres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportés à la vitesse des trains de voyageurs.....	0 20	0 16	0 30
--	------	------	------

Marchandises transportées à petite vitesse.

1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogués. — Épicerics. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	0 14	0 11	0 15
---	------	------	------

1^{re}. Lignes dénommées sous les quatre premiers numéros de l'article 2 et section de Virieu-le-Grand à Artemare.

PREX		
de péage.	de transport.	total.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 067	0 033	0 10
0 044	0 021	0 06
0 010	0 005	0 03
0 105	0 045	0 15
0 05	0 03	0 08
0 038	0 022	0 06
0 20	0 16	0 30
0 14	0 11	0 15

	PRIX		
	de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1 ^{re} classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dit <i>de corde</i> . — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.	0 11	0 09	0 20
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Meulons. — Meuliers. — Argiles. — Briques. — Ardoises.	0 087	0 073	0 16
5 ^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierre à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.	0 072	0 048	0 12
§ 2. Section d'Artemarc à Ruffieu.			
1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Café. — Vienne fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Epicerie. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes. — Blés. — Grains. — Légumes farineux. — Riz. — Maïs. — Châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.	0 20	0 10	0 30
2 ^e classe. — Charbon de bois. — Bois à brûler dit <i>de corde</i> . — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Meulons. — Meuliers. — Argiles. — Briques. — Ardoises. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierre à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.	0 10	0 05	0 15
§ VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.			
Par pièce et par kilomètre.			
Wagon ou chariot (pouvant porter de trois à six tonnes).	0 09	0 06	0 15
Wagon ou chariot (pouvant porter plus de six tonnes).	0 12	0 08	1 20
Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	1 80	1 20	3 00
Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	2 25	1 50	3 75
Tender de sept à dix tonnes.	0 90	0 60	1 50
Tender de plus de dix tonnes.	1 35	0 90	2 25
Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.			
Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.			
Voitures à deux ou à quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.	0 15	0 10	0 25
Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.	0 18	0 14	0 32

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.

Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.....
Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....

A° SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....
Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, par les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAL.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 12	0 08	0 20
0 08	0 06	0 14
0 36	0 28	0 64
0 18	0 12	0 30

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres (6^k), elle sera comptée pour six kilomètres (6^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après le procès-verbal de chaînage dressé contradictoirement par le concessionnaire et le service du contrôle. Ce chaînage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du ministre des travaux publics.

Dans aucun cas, il ne pourra être perçu pour un voyageur pris ou laissé en route un prix supérieur à celui qui a été prévu pour la distance complète qui sépare les deux stations entre lesquelles le parcours a été effectué.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k), comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies: 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2° au-dessus de cinq (5^k) jusqu'à dix kilogrammes (10^k); 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieure à quarante centimes (0^l 40).

Bagages.

24. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

25. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 26 et 27 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

26. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes (3,000 à 5,000^k), mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envois par groupes.

27. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition des concessionnaires.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans condi-

tions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1888.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude, célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent, à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu dans l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui indiquera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

30. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées:

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs contenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de douze heures après l'arrivée du même train.

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le ministre des travaux publics, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions

relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du tramway, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

32. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui seront confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de trois mille habitants, soit un centre de population de trois mille habitants situé à plus de cinq kilomètres de la gare du tramway.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

Le concessionnaire opérera le chargement et le déchargement des colis expédiés en grande vitesse, messageries, bagages et, d'une manière générale, de tous les colis susceptibles d'être chargés ou déchargés par le personnel accompagnant les trains, colis dont le poids individuel maximum est fixé à trois cents kilogrammes (300^k).

Il ne sera pas tenu d'effectuer le chargement ni le déchargement de toutes les autres marchandises.

Traité particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises sur terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 39 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

Embranchements industriels. — Tarif à percevoir pour le matériel prêté.

34. Le concessionnaire sera indemnisé de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements industriels desservant des carrières, des mines ou des usines, par la perception d'une redevance qui est fixée à douze centimes (0^f12) par tonne pour le premier kilomètre et à quatre centimes (0^f04) par tonne et par kilomètre au-delà du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^h).

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la sur-

veillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des parts réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entrepreneur une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes, conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entrepreneur soit subventionné ou non par le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par des arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année, à la date du 1^{er} janvier, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de la rente francs (40^f) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu le 1^{er} janvier qui suivra la déclaration d'utilité publique, à la caisse du trésorier-payeur général de l'Ain.

Cautionnement.

38. Avant la signature du décret ratifiant l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de quatre-vingt-dix francs (90,000^f), à raison de cinq cents francs (500^f) par kilomètre, en numéraire en rente sur l'État calculée conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en valeurs du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Bourg.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de l'Ain.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de l'Ain, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention annexée seront supportés par le concessionnaire.

Bourg, le 26 février 1894.

Lu et approuvé :

Le Préfet de l'Ain,

Signé : A. DEBAX.

Lu et approuvé :

Signé : J. JEANCARD.

Enregistré à Bourg, le 16 juin 1894, volume 447 bis, folio 90, case 10. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Pernin.

N° 28430. — *DÉCRET relatif à l'Échange des Colis postaux avec la Guyane néerlandaise et les Antilles néerlandaises.*

Du 31 Août 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 1^{er} septembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

vu les lois des 12 et 13 avril 1892;

vu l'adhésion de la Guyane néerlandaise et des Antilles néerlandaises à la convention internationale du 4 juillet 1891 concernant l'échange des colis postaux;

vu le décret du 27 juin 1892 ⁽¹⁾;

sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} septembre 1894, des colis postaux ne dépassant pas le poids de cinq kilogrammes (5^k) pourront être échangés avec la Guyane néerlandaise et les Antilles néerlandaises.

Les taxes à payer par l'expéditeur seront perçues conformément aux indications des deux tableaux annexés au présent décret.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel et au Bulletin des lois.

Fait à Pont-sur-Seine, le 31 août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOURTIÉS.

III^e série, Bull. 1499, n° 25415.

TABEAU N° I. — Taxes à percevoir en France, en Corse, en Algérie, à Tanger, à Tripoli de Barbarie, dans les bureaux de poste français à l'étranger, pour l'affranchissement des colis postaux à destination de la Guyane néerlandaise.

LIEU DE DÉPÔT.	VOIE.	TAXES.
Agence de la Compagnie maritime au port d'embarquement de la France continentale ou Gare de la France continentale.....	Voie des paquebots français fonctionnant entre la France et la Guyane néerlandaise.....	3 ^{fr} 85 ^c (A)
Agence de la Compagnie maritime au port d'embarquement en Corse.....	Voie de France et des paquebots français.....	4 10 (A)
Gare ou Agence à l'intérieur de la Corse.....	Idem.....	4 35 (A)
Agence de la Compagnie maritime au port d'embarquement en Algérie.....	Idem.....	4 10 (A)
Gare d'Algérie.....	Idem.....	4 35 (A)
Bureau de poste français au port d'embarquement en Turquie.....	Idem.....	5 25
Agence de la Compagnie maritime à Tripoli de Barbarie.....	Idem.....	5 35
Agence de la Compagnie maritime à Tanger.....	Idem.....	4 75
Bureau de poste français à Shang-Hai..	Idem.....	7 25

(A) Y compris le droit de timbre de 10 centimes.

TABEAU N° II. — Taxes à percevoir en France, en Corse, en Algérie, à Tanger, à Tripoli de Barbarie, dans les bureaux de poste français à l'étranger, pour l'affranchissement des colis postaux à destination des Antilles néerlandaises.

LIEU DE DÉPÔT.	VOIE.	TAXES.
Agence de la Compagnie maritime au port d'embarquement de la France continentale ou Gare de la France continentale.....	Voie de France, de Belgique et des Pays-Bas, paquebots néerlandais..	4 ^{fr} 85 ^c (A)
Agence de la Compagnie maritime au port d'embarquement en Corse.....	Idem.....	5 10 (A)
Gare ou Agence à l'intérieur de la Corse.....	Idem.....	5 35 (A)
Agence de la Compagnie maritime au port d'embarquement en Algérie.....	Idem.....	5 10 (A)
Gare d'Algérie.....	Idem.....	5 35 (A)
Bureau de poste français au port d'embarquement en Turquie.....	Idem.....	6 25
Agence de la Compagnie maritime à Tripoli de Barbarie.....	Idem.....	6 35
Agence de la Compagnie maritime à Tanger.....	Idem.....	5 75
Bureau de poste français à Shang-Hai..	Idem.....	8 25

(A) Y compris le droit de timbre de 10 centimes.

8431. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des finances, sur l'Exercice 1894, un Crédit supplémentaire pour les Dépenses des Manufactures de l'État.

Du 11 Septembre 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 13 septembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la loi du 14 décembre 1879 sur les crédits supplémentaires et extraordinaires;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894, et notamment l'article 21 de son N. y annexé, relatif à la nomenclature des services votés, pour lesquels il peut être ouvert des crédits par décrets, en exécution de l'article 5 de la loi susvisée du 14 décembre 1879;

Sur l'avis du Conseil des ministres;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1894, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 26 juillet 1893, un crédit supplémentaire de six cent mille francs (600,000^f) sur le titre de la quatrième partie du budget (*Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics*), chapitre LI : *Achats et transports des manufactures de l'État*.

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres dans la première quinzaine de leur plus prochaine réunion.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 11 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

8432. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Sont autorisés les travaux de construction d'un môle d'abri, au port de Milvinec, conformément aux dispositions de l'avant-projet dressé par les ingénieurs du département du Finistère, aux dates des 17-23 novembre 1894 et 4-5 avril 1894;

2° Il est pris acte des offres de concours souscrites par le département du Finistère et par la commune de Guilvinec, dans les délibérations du conseil général et du conseil municipal, en date des 23 août et 22 octobre 1893;

3° Le surplus de la dépense, dont le montant total est évalué à cent mille francs, sera prélevé sur les ressources annuellement inscrites à la deuxième section du ministère des travaux publics, pour l'amélioration des ports maritimes. (*Pont-sur-Seine, 20 Août 1894.*)



Certifié conforme :

Paris, le 31^r Octobre 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1649.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

28433.— *Loi qui autorise l'ouverture, par décrets, au Ministre des travaux publics, de Crédits supplémentaires pour les Études et Travaux de Chemins de fer exécutés par l'Etat.*

Du 25 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 2 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. Il pourra être ouvert par décrets, pendant la prorogation des Chambres, en addition aux crédits ouverts sur l'exercice 1894, au ministre des travaux publics, chapitre LXVII : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, des crédits jusqu'à concurrence de quinze millions de francs (15,000,000').

Ces décrets devront être soumis à la sanction des Chambres dans la première quinzaine de leur plus prochaine réunion.

Il sera pourvu, le cas échéant, à ces crédits par l'émission d'obligations du Trésor à court terme dont l'échéance ne pourra dépasser l'année 1900.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28434. — *Loi qui autorise la Concession au Syndicat de défense de la Plage de Puys (Seine-Inférieure) d'un Terrain domanial dépendant de ladite Plage, en vue de l'établissement d'Ouvrages défensifs.*

Du 25 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 2 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvée la convention provisoire passée, le 20 mars 1894, entre le préfet de la Seine-Inférieure, et les trois syndics élus par le syndicat de défense de la plage de Puys contre la mer, conformément aux statuts en date du 28 août 1892, en vue de la concession audit syndicat des terrains domaniaux constituant la terre-plein de la plage de Puys.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : R. POINCARÉ.

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28435. — *Loi relative à la Législation forestière dans l'île de la Réunion.*

Du 26 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 28 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. L'article 47 du règlement forestier de l'île de la Réunion du 25 février 1874 est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 47. Les dispositions de l'article 463 du Code pénal seront applicables aux délits et contraventions prévues par le présent règlement. »

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des colonies,

Signé : DELCASSÉ.

N° 28436. — *LOI qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1894, un Crédit supplémentaire pour Études relatives à l'Exposition universelle de 1900.*

Du 27 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 28 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, première section (*Commerce et industrie*), un crédit supplémentaire de cent mille francs (100,000^f) qui sera inscrit au budget de 1894, chapitre XXXVIII, dont le libellé sera modifié comme suit : *Études relatives à l'Exposition universelle de 1900.*

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : V. LOURMES.

N° 28437. — *LOI relative à un Échange de Terrains entre l'État et la ville de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir).*

Du 27 Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 28 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans un acte administratif passé, les 29 juillet et 30 septembre 1893, entre l'État et la ville de Nogent-le-Rotrou, l'échange de diverses parcelles contiguës dépendant du domaine militaire, d'une contenance de trois hectares trente-deux ares neuf centiares (3^h 32^a 09^c) et

situées à Condé-sur-Huisne (Orne), contre plusieurs parcelles contiguës de terrain municipal, d'une contenance de quatre hectares vingt-sept ares quarante-cinq centiares (4^b 27^a 45^c) et situées sur le territoire de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28438. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Condé-sur-l'Escaut (Nord).*

Du 27 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 28 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1896 inclusivement, la prorogation des surtaxes actuellement perçues à l'octroi de Condé-sur-l'Escaut (Nord), savoir :

1° Trois francs quatre-vingts centimes (3^f 80) par hectolitre de vin en cercles et en bouteilles;

2° Quatre francs (4^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc vingt centimes et six francs perçus, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes autorisées par l'article qui précède est spécialement affecté au paiement des travaux énoncés dans les délibérations municipales des 15 avril et 23 décembre 1893.

L'administration locale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28439. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Daoulas (Finistère).*

Du 27 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 28 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement, la prorogation de la surtaxe de seize francs (16') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les esprits, eaux-de-vie, liqueurs, absinthes et fruits à l'eau-de-vie, actuellement perçue à l'octroi de Daoulas (Finistère).

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent est exclusivement affecté au remboursement de la dette municipale, ainsi qu'au paiement des dépenses indiquées dans la délibération du 26 février 1893.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28440. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Plogastel-Saint-Germain (Finistère).*

Du 27 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 28 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1899 inclusivement,

la prorogation de la surtaxe de vingt francs (20^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Plogastel-Saint-Germain (Finistère).

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent est exclusivement affecté au **remboursement des emprunts communaux**.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit, dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28441. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Plouzané (Finistère).*

Du 27 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 28 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1899 inclusivement, la prorogation de la surtaxe de dix francs (10^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Plouzané (Finistère).

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe autorisée par l'article 1^{er} est exclusivement affecté aux dépenses indiquées dans la délibération du conseil municipal de Plouzané, en date du 11 février 1894.

L'administration locale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de cette surtaxe dont le produit fera l'objet d'un

compte général, tant en recette qu'en dépense, qui devra être présenté à l'expiration de la durée de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 27 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28442. — *Loi qui ouvre des Crédits supplémentaires et extraordinaires sur l'exercice 1894 (Ministères de la guerre et des travaux publics).*

Du 29 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 30 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART 1^{er}. Il est ouvert aux ministres, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 26 juillet 1893, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1894 (Algérie non comprise), des crédits supplémentaires et extraordinaires s'élevant à la somme de quatre millions six cent dix-huit mille cent quatre-vingt-treize francs (4,618,193').

Ces crédits demeurent répartis par ministère et par chapitre, conformément à l'état annexé à la présente loi.

2. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 26 juillet 1893, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1894 (Algérie), un crédit supplémentaire de soixante mille francs (60,000') qui sera inscrit au chapitre 1^{er} de la 1^{re} section : *Personnel des travaux publics en Algérie*.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

ÉTAT ANNEXÉ.

BUDGET GÉNÉRAL. — EXERCICE 1894.

Tableau, par ministère et par chapitre, des crédits supplémentaires accordés sur le budget de l'exercice 1894. (France.)

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
		par chapitre.	par ministère.
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.		
	<i>1^{re} section. — Dépenses ordinaires.</i>		
XXXIX.	Service des eaux de Versailles et de Marly.....	150,000 ^f 00 ^c	150,000 ^f
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
	<i>1^{re} section. — Service ordinaire.</i>		
XIII.	Écoles militaires. (Personnel.).....	3,257 00	
XIV.	Écoles militaires. (Matériel.).....	72,936 00	
XXXIV.	Habillement et campement. (Matériel d'exploitation.).....	82,000 00	
LXXV.	Extension des bâtiments de l'école spéciale militaire de Saint-Cyr.....	160,000 00	
	<i>2^e section. — Dépenses extraordinaires.</i>		4,468,193 ^f
XIV.	Équipages de campagne.....	2,000,000 00	
XIX.	Munitions.....	1,000,000 00	
XX.	Dépenses diverses.....	450,000 00	
XLV.	Organisation des boulangeries de guerre et stations-magasins.....	400,000 00	
XLVI.	Subsistances.....	300,000 00	
	TOTAL.....	4,618,193 00	4,618,193^f

N° 28443. — *Loi qui rend obligatoires la Vérification et le Poinçonnage par l'Etat des Densimètres employés dans les distilleries pour contrôler la richesse de la Betterave.*

Du 3 Août 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 4 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. L'article 1^{er} de la loi du 6 juin 1889 est modifié ainsi qu'il suit :

« Tous les densimètres employés dans les fabriques et distilleries pour constater la richesse de la betterave devront être soumis à la vérification et au contrôle de l'État et munis d'un poinçon constatant l'accomplissement de cette formalité. »

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes pourra, sur l'avis conforme du bureau national des poids et mesures, prescrire une nouvelle vérification générale ou partielle des densimètres en circulation ou en usage dans les fabriques et distilleries.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Pont-sur-Seine, le 3 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOURTIËS.

N° 28444. — *Loi qui ouvre, au titre des Budgets des départements de la Marine et de la Guerre, des Crédits supplémentaires pour les dépenses résultant de la fabrication et de la distribution de la Médaille coloniale.*

Du 4 Août 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 5 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine et au ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un crédit supplémentaire de deux cent soixante-neuf mille sept cent dix francs (269,710^f) destiné à subvenir aux dépenses résultant de la fabrication et de la distribution de la médaille coloniale instituée par l'article 75 de la loi de finances du 26 juillet 1893.

Ce crédit sera ouvert comme suit :

AU BUDGET DU MINISTÈRE DE LA MARINE.

CHAP. XXXVI bis.	Médaille coloniale.....	155,710 ^f
— XLVI.	Fournitures et mobilier d'administration (achats directs et indemnités représentatives), impressions, livres et reliures.....	4,000

AU BUDGET DU MINISTÈRE DE LA GUERRE.

CHAP. I.	Traitement du personnel de l'administration centrale.....	6,000
— I bis.	Médaille coloniale.....	100,000
— IV.	Frais généraux d'impression.....	4,000

TOTAL ÉGAL..... 269,710

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 4 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de la guerre,
Signé : A. MERCIER.

Le Ministre de la marine,
Signé : FÉLIX FAURE.

N° 28445. — *Loi qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, des Crédits extraordinaires pour la Réparation des avaries causées aux Ouvrages des Ports, Phares et Balises, par les tempêtes du mois de novembre 1893.*

Du 6 Août 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 7 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, au titre du budget général de l'exercice 1894 (Algérie non comprise), des crédits extraordinaires s'élevant ensemble à la somme de cent soixante-dix mille francs (170,000^f) et répartis ainsi qu'il suit, savoir :

CHAP. XXXI bis. Réparation des avaries causées aux ouvrages des ports par les tempêtes du mois de novembre 1893.....	150,000 ^f
— XXVII bis. Réparation des avaries causées aux phares et balises par les tempêtes du mois de novembre 1893.....	20,000
TOTAL ÉGAL.....	170,000

2. Il sera pourvu aux crédits ouverts par l'article précédent au moyen des ressources générales de l'exercice 1894.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Pont-sur-Seine, le 6 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28446. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Saint-Pol-de-Léon (Finistère).*

Du 7 Août 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 9 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1899 inclusivement, la prorogation de la surtaxe de neuf francs (9^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Saint-Pol-de-Léon (Finistère).

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent sera exclusivement affecté aux dépenses extraordinaires mentionnées dans la délibération municipale du 4 février 1894.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Pont-sur-Seine, le 7 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28447. — *Loi qui distrait la commune d'Orelle (Savoie) du canton de Modane et la rattache au canton de Saint-Michel.*

Du 7 Août 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 9 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La commune d'Orelle (Savoie) est distraite du canton de Modane et rattachée au canton de Saint-Michel.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Pont-sur-Seine, le 7 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. GUÉRIN.

N° 28448. — **DÉCRET** portant Règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 29 juin 1894 sur les Caisses de secours et de retraite des Ouvriers mineurs.

Du 25 Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 26 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraite des ouvriers mineurs, et notamment l'article 29, ainsi conçu : « Un règlement d'administration publique déterminera la procédure à suivre pour l'introduction, l'instruction et la solution des affaires soumises à la commission arbitrale; le nombre, le mode de nomination et les attributions des auxiliaires de l'instruction; le mode de nomination du mandataire prévu à l'article 27, et, d'une manière générale, les mesures nécessaires à l'application des prescriptions de la présente loi »;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

DE LA TRANSFORMATION DES ANCIENNES CAISSES ET DU RECOURS À LA COMMISSION ARBITRALE.

ART. 1^{er}. Dans le délai d'un mois à partir de la promulgation du présent décret, le conseil d'administration de chacune des caisses de prévoyance mentionnées dans l'article 23 de la loi du 29 juin 1894 arrête, l'exploitant entendu, un projet de règlement sur les mesures à prendre à raison des engagements antérieurs de la caisse et sur le mode de réalisation des ressources nécessaires.

Ce projet est notifié à l'exploitant.

2. Si l'exploitant donne son adhésion au projet de règlement proposé, il en fait afficher le texte, pendant une semaine, aux lieux habituels pour les avis donnés aux ouvriers.

Pendant le même délai, il est ouvert, au siège habituel du conseil d'administration, un registre où tous les intéressés peuvent consigner leurs observations.

Si, à la suite de cette enquête, l'accord s'établit entre l'exploitant et le conseil d'administration sur les modifications à introduire dans le projet de règlement, le texte est amendé en conséquence et affiché de nouveau, à la diligence de l'exploitant, pendant une semaine, comme il est dit au paragraphe 1^{er}.

Le texte définitif est soumis au vote des ouvriers et employés dans les formes prescrites aux articles 4 à 6 ci-après.

3. Faute par le conseil d'administration d'avoir notifié son projet de règlement à l'exploitant dans le délai d'un mois, l'exploitant peut dresser et notifier au conseil d'administration, dans un délai maximum de deux semaines, le projet de règlement qu'il entend proposer.

Ce projet est soumis à l'instruction réglée par l'article 2.

4. Ont droit de voter les ouvriers et anciens ouvriers, employés et anciens employés du fond et du jour, majeurs, des deux sexes, qui ont sur la caisse, à raison de son fonctionnement dans le passé, soit des droits acquis, soit des droits en cours d'acquisition, et ceux qui seraient appelés, s'il y a lieu, par le règlement, à contribuer à la constitution des ressources nécessaires au fonctionnement de la caisse dans l'avenir.

5. Le conseil d'administration dresse la liste des personnes ayant droit de voter, fixe les jours, lieu et heure du vote pour chaque section, et désigne la section chargée de centraliser les résultats du vote.

Le jour choisi ne peut être qu'un dimanche.

La liste et l'avis de convocation sont affichés, une semaine au moins à l'avance, par les soins de l'exploitant, aux lieux habituels pour les avis donnés aux ouvriers et employés.

Les réclamations concernant la liste sont adressées au conseil d'administration, qui opère les rectifications nécessaires.

6. Le vote a lieu au scrutin secret, par oui ou par non.

Chaque bureau est présidé par un membre du conseil d'administration de la caisse, commis à cet effet par celui-ci et désigné dans l'avis de convocation.

A défaut d'un de ses membres, le conseil peut désigner un des votants de la section pour présider le bureau.

Le président est assisté du plus âgé et du plus jeune des votants présents au moment de la formation du bureau.

Aussitôt après avoir été proclamés, les résultats du vote de chaque section sont transmis à la section centrale, dont le président proclame le résultat général.

Ce résultat est immédiatement affiché comme il est dit à l'article 2.

Chaque bureau dresse en double exemplaire le procès-verbal de ses opérations ; il y consigne, outre ses observations, les réclamations qui lui ont été présentées.

Procès-verbal spécial est dressé, par le bureau de la section centrale, pour la proclamation du résultat général.

7. Le règlement n'est définitivement adopté que s'il a réuni la majorité absolue des personnes inscrites sur la liste.

8. Le règlement adopté est certifié, en triple exemplaire, par le conseil d'administration de la caisse et par l'exploitant.

Un exemplaire est déposé au greffe de la justice de paix du siège principal de l'exploitation, un autre est conservé par l'exploitant, et un troisième par le conseil d'administration.

9. Si, dans un délai d'une semaine à partir de la notification qui lui est faite d'après l'article 1^{er}, l'exploitant n'a pas donné son adhésion au règlement proposé par le conseil d'administration ou aux modifications introduites après l'enquête prescrite par l'article 2, les inscrits sont appelés par le conseil d'administration de la caisse, au moyen d'un avis affiché à la diligence de l'exploitant, une semaine d'avance et dans les formes prescrites aux articles 4 à 6, à voter sur le recours à la commission arbitrale.

Il en est de même si le règlement proposé soit par le conseil d'administration, soit, à son défaut, par l'exploitant, n'a pas été ratifié par la majorité des inscrits.

10. Une heure, au moins, avant qu'il soit procédé, dans aucune des sections de vote, à la clôture du scrutin, l'exploitant remet, sous pli cacheté, au bureau de la section centrale une déclaration faisant connaître s'il accepte ou non le recours à la commission arbitrale.

Le pli est ouvert immédiatement après la proclamation du résultat général.

La déclaration, dûment paraphée par le bureau, est mentionnée au procès-verbal auquel elle demeure annexée.

11. En cas d'accord sur le recours à la commission arbitrale, et dans la semaine qui suit la proclamation du résultat général du scrutin, l'exploitant notifie, par écrit, au conseil d'administration de la caisse, le nom du membre de la commission qu'il est appelé à désigner aux termes de l'article 26 de la loi du 29 juin 1894.

L'élection du membre qui doit, aux termes du même article, être désigné par la majorité des ouvriers et employés, a lieu à la majorité absolue, suivant les formes prescrites aux articles 4 à 6 du présent règlement.

Si le premier tour de scrutin n'a pas donné de résultats, il est procédé, le dimanche suivant, à un deuxième tour où l'élection a lieu à la majorité relative.

12. En cas de décès ou de démission du membre élu par les inscrits, il est procédé à son remplacement, au plus tard dans le délai d'un mois, par voie d'élection, conformément à l'article précédent.

En cas de décès ou de démission du membre désigné par l'exploitant, celui-ci notifie, dans le même délai, tant au ministre des travaux publics qu'au conseil d'administration de la caisse, le nom

du membre choisi par lui pour remplacer le membre décédé ou démissionnaire.

13. Nul ne peut être désigné comme membre de la commission arbitrale s'il n'est Français, jouissant de ses droits civils et politiques.

14. Dans les cas de recours à la commission arbitrale, le conseil d'administration de la caisse transmet, sous bordereau récapitulatif, au sous-préfet :

1° Les statuts de la caisse, en vigueur au moment de la promulgation de la loi ;

2° La situation active et passive de la caisse, à cette date ;

3° Le compte rendu des opérations de la caisse, en recettes et en dépenses, pendant les dix derniers exercices ;

4° Le texte des diverses propositions de règlement rejetées par les intéressés ;

5° La notification adressée au conseil par l'exploitant, à l'effet de désigner le membre appelé par celui-ci à siéger à la commission arbitrale ;

6° L'original des procès-verbaux de toutes les opérations de vote auxquelles il a été procédé en vertu des articles précédents ; ensemble tous les documents relatifs à ces opérations.

Le sous-préfet donne récépissé du dépôt et le transmet au préfet, qui l'envoie au ministre des travaux publics.

TITRE II.

DE LA COMMISSION ARBITRALE.

15. Le ministre des travaux publics fait procéder par le conseil général des mines à la nomination de deux membres permanents de la commission arbitrale et provoque, par l'intermédiaire des ministres compétents, la nomination des autres membres.

Dès qu'il a reçu avis de toutes les nominations, il convoque les membres permanents et invite la commission à se constituer.

La composition et la constitution de la commission sont, par les soins du ministre des travaux publics, insérées au *Journal officiel*.

16. En cas de décès ou de démission de l'un des membres de la commission, le ministre des travaux publics est immédiatement avisé par le président. Il est pourvu, suivant les formes prévues au présent décret, au remplacement du membre décédé ou démissionnaire.

17. Un ingénieur des mines, désigné par le ministre des travaux publics, est attaché à la commission comme secrétaire adjoint, avec voix consultative.

Un chef ou un sous-chef de bureau du ministère des travaux publics, également désigné par le ministre, est chargé de la tenue des écritures et de la conservation des archives.

18. Le ministre des travaux publics peut, sur la demande du président, adjoindre, pour chaque affaire, à la commission, en qualité d'auxiliaires de l'instruction, en vue de procéder à toutes enquêtes, constatations et vérifications de comptes, deux ingénieurs des mines et deux fonctionnaires de l'administration des finances, désignés par le ministre des finances.

19. La commission peut entendre toutes personnes et ordonner toutes enquêtes, vérifications et autres mesures d'instruction, soit par un de ses membres, soit par un des auxiliaires mentionnés à l'article précédent.

20. La commission ne peut statuer valablement qu'en nombre impair et lorsque cinq au moins de ses membres participent à la décision.

Si le nombre des membres présents est pair, le sort décide lequel des membres permanents doit s'abstenir.

21. Les décisions sont notifiées en la forme administrative, tant à l'exploitant qu'au conseil d'administration de la caisse; elles sont portées à la connaissance du ministre des travaux publics. La décision définitive sur le fond est, en outre, affichée par le soins de l'exploitant, aux lieux habituels pour les avis donnés aux ouvriers et employés; il en est déposé une expédition au greffe de la justice de paix que cette décision aura indiquée.

TITRE III.

DU MANDATAIRE COLLECTIF.

22. Lorsque, par application de l'article 27, paragraphe 4, de la loi du 29 juin 1894, plusieurs intéressés veulent constituer un mandataire unique pour les représenter devant les tribunaux civils, ils présentent, à cet effet, au juge de paix du canton où se trouve le siège principal de l'exploitation de la mine, une requête signée de chacun d'eux indiquant la nature et les circonstances du différend ainsi que les noms, prénoms et domiciles de tous les signataires.

23. Le juge de paix convoque les intéressés à l'effet d'élire leur mandataire collectif.

Les convocations sont faites par avis collectif affiché à la porte de la mairie du siège principal de l'exploitation, deux semaines au moins avant la réunion. Elles indiquent le jour, l'heure, le lieu et l'objet de la séance.

24. Les intéressés peuvent se faire représenter par un fondé de pouvoirs, sans que le même mandataire puisse être porteur, au plus, de dix pouvoirs.

25. Il est dressé, par les soins du juge de paix, une liste d'émargement d'après les énonciations de la requête.

26. Le juge de paix préside la réunion. Avant l'ouverture du scrutin, il délivre à chaque intéressé un nombre de bulletins de vote pa-

raphés, revêtus du timbre de la justice de paix, égal au nombre de voix dont celui-ci dispose soit en son nom personnel, soit comme fondé de pouvoirs.

Il appelle auprès de lui, comme assesseurs, le plus âgé et le plus jeune des signataires présents, et déclare le scrutin ouvert. Le bureau vérifie, d'après les signatures apposées au bas de la requête, tant les émargements que les pouvoirs, prononce la clôture du scrutin, procède au dépouillement et proclame le résultat de l'élection.

27. Nul n'est élu mandataire collectif s'il n'a réuni la majorité absolue des intéressés ayant signé la requête.

28. Le juge de paix dresse, en double exemplaire, un procès-verbal des opérations du scrutin. Ce procès-verbal contient la reproduction de la requête; il relate les observations et réclamations qui se seraient produites relativement aux opérations de vote. L'un des exemplaires est déposé au greffe de la justice de paix, l'autre est remis au mandataire élu et lui tient lieu de pouvoir.

29. Nul ne peut être choisi comme mandataire collectif s'il n'est Français, jouissant de ses droits civils et politiques.

30. Le ministre des travaux publics et le ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 25 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28449. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la justice un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1891.*

Du 4 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu la loi de finances du 26 décembre 1890;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'état ci-annexé, portant deux créances liquidées à la charge du service de la justice, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1891;

Considérant que lesdites créances n'excèdent pas le crédit à annuler par la loi de règlement de l'exercice sur le chapitre auquel elles se rattachent,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au garde des sceaux, ministre de la justice,

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

en augmentation des restes à payer de l'exercice clos 1891, un crédit supplémentaire spécial de quatre cent quatre francs quarante-quatre centimes (404^f 44), montant de deux créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de cet exercice et pour lesquelles un état nominatif sera remis, en double expédition, au ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

Le ministre de la justice est, en conséquence, autorisé à ordonner ces créances sur le chapitre spécial ouvert, pour les dépenses d'exercice clos, au budget de l'exercice courant, conformément à l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

2. Le ministre de la justice et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 4 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Signé : E. GUÉRIN.

*État contenant deux créances additionnelles de l'exercice clos 1891,
au titre du service de la justice.*

NUMÉRO du chapitre.	INDICATION du service.	NOMS ET QUALITÉS des créanciers.	OBJET DES CRÉANCES.	MONTANT de la créance.
II.	Tribunaux de première instance.	M. Daquin, dé- cédé juge au tribunal de Poitiers (Vienne). M. Audibert, substitut à Bar-sur-Aube (Aube), ayant rempli les fonctions de procureur de la Républi- que à Ton- nerre (Yon- ne).	Traitement des vingt-deux premiers jours du mois de mars, à raison de 4,000 francs l'an..... Indemnité pour seize jours (du 12 au 27 mai inclusivement).....	255 ^f 44 ^c 160 00
TOTAL.....				404 44

Arrêté le présent état à la somme de quatre cent quatre francs quarante-quatre centimes (404^f 44).

Paris, le 4 Août 1894.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Signé : E. GUÉRIN.

N° 28450. — *DÉCRET portant Règlement d'administration publique pour l'exécution des articles 1, 2, 3 et 28 de la loi du 29 juin 1894 sur les Caisses de secours et de retraite des Ouvriers mineurs.*

Du 14 Août 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 15 août 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraite des ouvriers mineurs, et notamment l'article 29, ainsi conçu :

« Un règlement d'administration publique déterminera la procédure à suivre pour l'introduction, l'instruction et la solution des affaires soumises à la commission arbitrale; le nombre, le mode de nomination et les attributions des auxiliaires de l'instruction, le mode de nomination du mandataire prévu à l'article 27, et, d'une manière générale, les mesures nécessaires à l'application des prescriptions de la présente loi »;

Vu le décret du 25 juillet 1894 ⁽¹⁾;

Vu la délibération de la commission supérieure de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, en date du 30 juin 1894;

Vu l'avis du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 5 juillet 1894;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 28 juillet 1894;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les dispositions du décret du 28 décembre 1886, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 20 juillet 1886, sur la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, sont applicables aux versements effectués à cette caisse au compte des ouvriers mineurs, conformément à la loi du 29 juin 1894, sous la réserve des modifications énoncées aux articles ci-après.

2. L'exploitant qui, aux termes de l'article 2 de la loi précitée, effectue des versements à la caisse nationale des retraites au nom de ses ouvriers, produit les déclarations de versement et les bordereaux prévus par les articles 2, 3, 6, 7, 16 et 19 du décret du 28 décembre 1886, ainsi que les pièces énoncées dans le même décret, à l'appui des déclarations, sans être tenu néanmoins de fournir, en ce qui concerne les versements effectués au profit des mineurs et des femmes mariées, les consentements et autorisations requis par les articles 5 et 8 dudit décret.

Dans le cas où les versements ont lieu au profit d'un ouvrier déjà titulaire d'un livret individuel de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, l'exploitant n'a à produire qu'une déclaration à

⁽¹⁾ Voir ci-dessus, n° 28448.

l'appui de son premier versement, fait en exécution de la loi du 29 juin 1894.

L'exploitant peut se faire représenter, comme intermédiaire, par un agent accrédité par lui.

3. La déclaration à souscrire au nom de chaque ouvrier, lors du premier versement, conformément à l'article 2 du décret précité, fixe uniformément l'entrée en jouissance à cinquante-cinq ans et s'applique également à la partie du versement à la charge de l'exploitant et à celle provenant d'un prélèvement sur le salaire de l'ouvrier ou employé.

Elle fait connaître si le versement doit être en totalité à capital aliéné ou si, pour la part provenant du salaire, il est soumis à la condition de réserve du capital, soit pour l'ouvrier, soit pour son conjoint.

Lorsque la réserve du capital est stipulée, la déclaration mentionne la portion des versements de l'ouvrier à laquelle cette clause est applicable et indique au profit de qui doit être payé le capital assuré par suite de cette réserve.

4. Dans le cas où, conformément au paragraphe 2 de l'article 3 de la loi du 29 juin 1894, la délivrance de la rente, fixée primitivement à cinquante-cinq ans, est différée, l'entrée en jouissance des rentes correspondant aux versements déjà effectués est ajournée à soixante ans et, ensuite, s'il y a lieu, à soixante-cinq ans, et l'entrée en jouissance des rentes afférentes aux versements qui seraient faits ultérieurement est fixée également à soixante ans, puis à soixante-cinq ans.

Le titulaire qui a atteint l'âge de cinquante-cinq ans conserve néanmoins le droit d'obtenir, sur sa simple demande, la liquidation de sa pension à toute année d'âge accomplie en dehors des termes ci-dessus fixés.

Dans ce cas, chacune des rentes produites, tant par l'ajournement à soixante ans que par les versements ou abandon de capitaux postérieurs à cet ajournement, est calculée à nouveau d'après les tarifs en vigueur aux époques où les différentes opérations soit de versement, soit d'abandon ou d'ajournement, ont été effectuées.

5. Les versements que l'exploitant doit effectuer mensuellement, conformément à l'article 2 de la loi du 29 juin 1894, sont reçus à la Caisse des dépôts et consignations, à Paris, et chez les trésoriers-payeurs généraux et les receveurs particuliers des finances, dans les départements.

L'exploitant peut être autorisé, soit par le ministre des finances, soit par le ministre des postes et télégraphes, sur l'avis du ministre des travaux publics, à se servir de l'entremise du percepteur ou du receveur des postes, pour effectuer ses versements à la caisse nationale des retraites.

6. Les bordereaux de versement sont établis de manière à per-

mettre d'y inscrire les trois versements à effectuer pendant chaque trimestre et leur total.

Ces versements donnent lieu à la délivrance de récépissés provisoires, visés au contrôle et mentionnés sur le bordereau, qui reste entre les mains du déposant.

A l'expiration du trimestre, le total des versements mensuels est porté sur les livrets individuels.

Pour les ouvriers qui quittent l'exploitation en cours de trimestre, il est produit un bordereau spécial avec les livrets y afférents. Chaque livret est ensuite adressé au comptable chez lequel l'ouvrier aura déclaré vouloir le retirer.

L'inscription de la rente viagère, acquise par les versements, est faite dans les conditions prévues aux paragraphes 1 et 2 de l'article 18 du décret du 28 décembre 1886.

7. En ce qui concerne la liquidation des caisses de prévoyance prévue par l'article 28 de la loi du 29 juin 1894, les productions exigées pour la constitution des livrets individuels seront celles qui sont prévues par les articles 2 et suivants du présent décret.

Les rentes seront liquidées d'après le tarif de la caisse nationale des retraites, en vigueur à la date où le versement a été opéré.

Les versements prévus au paragraphe précédent ne sont pas soumis à la limite de 500 francs, assignée par la loi du 26 juillet 1893 aux sommes versées dans une année au compte de la même personne.

8. Le ministre des travaux publics, le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 14 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28451. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des finances, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Dépenses publiques.

Du 23 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 18 juillet 1892, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1893;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894;

Vu le récépissé et la déclaration de versement tenant lieu de récépissé, constatant le versement par les trésoriers-payeurs généraux de la Savoie et de la Haute-Savoie, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de quatre-vingt-cinq mille francs représentant le montant des subventions allouées à ces départements pour l'exercice 1894, pour les travaux du cadastre;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1894, un crédit de quatre-vingt-cinq mille francs (85,000^f) au chapitre III du budget dudit exercice : *Frais d'arpentage et d'expertise — Cadastre primitif*.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 23 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28452. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des finances, sur l'exercice 1894, un Crédit supplémentaire pour l'inscription des Pensions civiles de Veaux et d'Orphelins résultant de décès survenus du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 1893*

Du 23 Août 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 25 août 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu l'état des extinctions de pensions civiles survenues au cours des années 1892 et antérieures et révélées du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet 1894, ledit état arrêté par le ministre des finances à la somme de cent soixante-dix-huit mille soixante-huit francs;

Vu l'article 20 de la loi du 9 juin 1853, ensemble l'article 51 de la loi du 26 janvier 1892 portant fixation du budget des dépenses et recettes de l'exercice 1892;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045. n° 10527.

Vu l'article 3 du règlement d'administration publique du 8 août 1892 ⁽¹⁾;
La section des finances du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Un crédit supplémentaire de cent mille francs (100,000^f) est ouvert au ministre des finances sur le produit des extinctions survenues au cours des années 1892 et antérieures et révélées depuis le 1^{er} janvier 1894, pour l'inscription, sur l'exercice courant, des pensions civiles de veuves et de secours annuels d'orphelins résultant de décès survenus du 1^{er} janvier au 31 décembre 1893.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 23 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28453. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Travaux militaires.*

Du 23 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1894;

Vu la convention passée entre l'État et la ville de Pithiviers, le 20 septembre 1892, et stipulant pour cette ville l'engagement de contribuer, pour une somme de trois cent cinquante mille francs, aux dépenses d'installation d'un casernement pour un bataillon d'infanterie;

Vu la convention passée entre l'État et la ville de Noyon, le 29 novembre 1893, et stipulant pour cette ville l'engagement de contribuer, pour une somme de quatre-vingt mille francs, à la dépense de construction d'un pavillon militaire spécial à l'hospice civil de la localité;

Vu l'état des sommes versées au Trésor par les villes dont il s'agit, suivant leurs engagements;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 17 août 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le cha-

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1498, n° 25406.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

pitre xxxvii : *Casernements*, de la deuxième section du budget de l'exercice 1894, un crédit de cent quatre-vingt-seize mille six cent soixante-six francs soixante-six centimes (196,666'66) qui sera réparti entre les travaux ci-après :

Pithiviers. — Installation d'un bataillon d'infanterie.....	116,666' 66
Noyon. — Construction d'un pavillon militaire spécial à l'hospice civil.	80,000 00
TOTAL ÉGAL.....	196,666 66

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen des sommes versées au Trésor, à titre de fonds de concours, par les villes ci-dessus désignées.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 23 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de la guerre,
Signé : A. MERCIER.

N° 28454. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour divers Travaux.

Du 23 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre,

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1894;

Vu la délibération de la commission mixte des travaux publics, en date du 14 mars 1892, aux termes de laquelle le département de Constantine est tenu de contribuer, pour une somme de vingt-neuf mille deux cent quarante francs, à la dépense qu'entraînera l'ouverture du chemin de grande communication n° 34, dans la traversée de la zone des fortifications de la place de Bougie;

Vu la convention passée entre l'État et la ville de Saint-Servan, le 12 juillet 1892, et stipulant, pour ladite ville, l'engagement de concourir, pour une somme de vingt-cinq mille francs, à la dépense de réorganisation de la caserne de la Concorde;

Vu la convention passée entre l'État et la ville d'Arras, le 9 février 1894, stipulant, pour cette ville, l'engagement de concourir, pour une somme de vingt mille francs, à l'établissement de bains froids pour la garnison de la place;

Vu l'état des sommes versées au Trésor par les villes ci-dessus désignées, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu des actes sus-relatés;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 17 août 1894,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre XLIX : *Établissements du génie — Matériel*, de la première section du budget de l'exercice 1894, un crédit de vingt-trois mille quatre cent quatre-vingt-dix francs (23,490^f) qui sera réparti entre les travaux ci-après :

Bougie. — Ouverture du chemin de grande communication n° 34, dans la traversée de la zone des fortifications.....	1,240 ^f
Saint-Servan. — Réorganisation de la caserne de la Concorde....	2,250
Arras. — Établissement de bains froids pour la garnison.....	20,000
TOTAL ÉGAL.....	23,490

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen des sommes versées au Trésor, à titre de fonds de concours, par les villes ci-dessus désignées.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 23 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 28455. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'Entretien d'un Chemin vicinal de Vernon.

Du 24 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1894;

Vu la convention passée entre l'État et la ville de Vernon, le 25 mars 1874, aux termes de laquelle cette ville s'est engagée à concourir annuellement, pour une somme de quarante-huit francs quarante centimes, à l'entretien d'un chemin vicinal longeant l'atelier de construction installé dans la place;

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu la déclaration constatant que le versement afférent à l'exercice 1894 a été effectué au Trésor, par ladite ville, le 20 juin 1894;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 20 août 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du chapitre XLV : *Établissements de l'artillerie — Matériel*, de la première section du budget de l'exercice 1894, un crédit de quarante-huit francs quarante centimes (48^{fr}40), qui sera affecté à l'entretien du chemin vicinal longeant l'atelier de construction de la place de Vernon.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Vernon.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 24 Août 1894.

Signé: CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé: R. POINCARÉ.

Le Ministre de la guerre,

Signé: A. MERCIER.

N° 28456. — *DÉCRET qui porte que les dispositions de l'article 4 du Décret du 29 mars 1888 ne sont pas applicables aux Agents des Postes et Télégraphes dans les Colonies et Pays de Protectorat (Algérie et Tunisie exceptées).*

Du 25 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 29 mars 1888 ⁽²⁾, portant organisation de l'école professionnelle supérieure des postes et des télégraphes;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les dispositions de l'article 4 du décret du 29 mars 1888, relatif à l'organisation de l'école professionnelle supérieure des postes et des télégraphes, ne sont pas applicables aux agents des postes et

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1171, n° 19371.

des télégraphes comptant, au titre de cette administration, au moins cinq années de services dans les colonies et les pays de protectorat (Algérie et Tunisie exceptées).

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Pont-sur-Seine, le 25 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : LOURTIES.

N° 28457. — DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans trois communes du département du Gard.

Du 27 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu : la loi du 5 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août ⁽¹⁾ de la même année;

Les délibérations prises par les conseils municipaux ci-dessous désignés;

L'avis émis, à la date du 3 avril 1894, par le conseil général du Gard;

L'avis du préfet et les autres pièces de l'affaire;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens, dans les trois communes du département du Gard comprises dans l'état ci-dessous, est fixée ainsi qu'il suit :

CANTON.	DESIGNATION DES COMMUNES.	TARIF.	
		Chiens de la première catégorie.	Chiens de la deuxième catégorie.
1	Servas.....	4 ^f	1 ^f 50 ^c
2	Sanilhac-et-Sagriès.....	4	1 50
3	Saint-Gervais.....	4	1 50

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Pont-sur-Seine, le 27 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
chargé, par intérim,
du Ministère de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. GUÉRIN.

N° 28458. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versé au Trésor pour les Dépenses de l'Observatoire de Bordeaux.*

Du 28 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Bordeaux, en date du 11 décembre 1871, par laquelle cette ville s'est engagée à verser annuellement une somme de dix mille francs pour acquitter les dépenses de son observatoire;

Vu la déclaration délivrée, le 3 juin 1894, par le trésorier-payeur général de la Gironde, constatant que cette somme a été versée à sa caisse, le 12 mai dernier, par le receveur municipal de la ville de Bordeaux;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 17 août 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de dix mille francs (10,000^f) applicable aux dépenses de l'observatoire de Bordeaux pendant l'année 1894.

Cette somme sera rattachée au chapitre XXII : *Observatoires des départements*, du budget des dépenses de l'exercice 1894.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

ministres des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Pont-sur-Seine, le 28 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : G. LEYGUES.

N° 28459. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Observatoire de Besançon.*

Du 30 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu la délibération, en date du 27 mai 1882, par laquelle le conseil municipal de Besançon a autorisé le maire de cette ville à contracter un engagement de verser chaque année, dans la caisse de l'État, une somme de quatre mille francs destinée à assurer le service chronométrique de l'observatoire;

Vu le traité intervenu, le 31 du même mois, entre le maire de Besançon et le ministre de l'instruction publique;

Vu la déclaration délivrée, le 7 juillet dernier, par le trésorier-payeur général du Doubs, constatant qu'il a été versé à sa caisse ce même jour, par M. Naudet, receveur municipal de Besançon, une somme de mille francs destinée à assurer, pendant le troisième trimestre 1894, le service chronométrique de l'observatoire de cette ville;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 25 août 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de mille francs (1,000^f) destiné à assurer, pendant le troisième trimestre de l'année courante, le service chronométrique de l'observatoire de Besançon.

Cette somme sera rattachée au crédit du chapitre XXII : *Observatoires des départements*, du budget des dépenses de l'exercice 1894.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*

Signé : G. LEYGUES.

N° 28460. — DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes comprises dans le département de l'Isère à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.

Du 17 Septembre 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 21 septembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur et des cultes;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du même mois;

Attendu le décès de M. Couturier, sénateur du département de l'Isère.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département de l'Isère sont convoqués pour le dimanche 7 octobre 1894, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département de l'Isère, se réunira au chef-lieu le dimanche 11 novembre 1894, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 290, n° 4942.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Pont-sur-Seine, le 17 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28461. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'agriculture) qui approuve l'échange de terrains, d'une contenance de deux cent neuf hectares soixante-deux ares, appartenant à divers indigènes du douar El Gourine, commune mixte de Gouraya, contre une parcelle de deux cent quatorze hectares à détacher de la forêt domaniale de Tizi-Franco. (*Paris, 10 Avril 1894.*)

N° 28462. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Sont approuvés les travaux à exécuter, par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest-Algérien, conformément au projet suivant :

Ligne de la Sénia à Aïn-Témouchent :

Projet d'agrandissement de la gare du Rio-Salado présenté le 9 janvier 1893 et modifié le 17 avril 1893, avec un détail estimatif montant à soixante-quatorze mille trois cent quarante-quatre francs, dont deux mille neuf cents francs au compte d'exploitation et soixante et onze mille deux cent quarante-quatre francs au compte des travaux complémentaires, y compris douze pour cent pour frais généraux et intérêts.

La dépense résultant de l'exécution de ce projet sera imputée sur le compte de cinq millions cent mille francs ouvert, conformément à l'article 5 de la convention du 16 mai 1885, approuvée par la loi du 16 juillet suivant, pour travaux complémentaires sur la ligne de Sainte-Barbe-du-Tlélat à Sidi-bel-Abbès, Sidi-bel-Abbès à Ras-el-Mâ, la Sénia à Aïn-Témouchent et Tabia à Tlemcen, jusqu'à concurrence des sommes qui seront définitivement reconnues devoir être portées audit compte. (*Paris, 7 Juin 1894.*)

N° 28463. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) qui reporte au 26 avril 1895 le délai fixé par l'article 1^{er} du décret du 26 avril 1892, pour les expropriations nécessaires à l'établissement des lignes de tramways de Poitiers à Saint-Martin-l'Ars et des boulevards de Poitiers (Vienne). (*Paris, 14 Juin 1894.*)

N° 28464. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) qui

autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts à accepter, au nom de l'État, une armure en fer repoussé de la fin du xvi^e siècle, léguée au musée du Louvre par la dame *Guébin*, veuve *Henry*, en vertu de son testament olographe, en date du 5 juillet 1893, ladite armure évaluée approximativement à la somme de trente mille francs. (*Paris, 29 Juillet 1894.*)



Certifié conforme :

Paris, le 13^e Novembre 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1650.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28465. — *Loi qui ouvre sur l'exercice 1894, au Ministère des finances, au titre du Budget annexe de l'Administration des monnaies et médailles, des Crédits supplémentaires pour la Frappe de Monnaies divisionnaires d'argent.*

Du 10 Août 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 11 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sont ouverts au budget annexe de l'Administration des monnaies et médailles, sur l'exercice 1894, des crédits supplémentaires montant à quatre millions de francs (4,000,000^f) et applicables aux chapitres suivants :

CHAP. VI.	Personnel.....	25,000 ^f
— VII.	Matériel.....	23,500
— X bis.	Prix d'achat de métal fin pour la fabrication des monnaies divisionnaires d'argent.....	2,000,000
— XII.	Application au Trésor de l'excédent des recettes sur les dépenses.....	1,951,500
TOTAL.....		<u>4,000,000</u>

2. Les prévisions de recettes du budget annexe de l'Administration des monnaies et médailles sont augmentées de quatre millions de francs, à inscrire à un chapitre 9 bis intitulé : *Produit brut de l'émission des monnaies divisionnaires d'argent.*

3. Les prévisions de recettes du budget général de l'exercice 1894 sont augmentées d'une somme d'un million neuf cent cinquante et un mille cinq cents francs (1,951,500').

A cet effet, l'article de recette « Excédent des recettes sur les dépenses de la fabrication des monnaies et médailles et de l'émission des monnaies de bronze », inscrit au paragraphe 3 (Produits des monopoles et exploitations industrielles de l'Etat), sera libellé ainsi qu'il suit : « Excédent des recettes sur les dépenses du budget de l'Administration des monnaies et médailles » et porté de cinquante-deux mille deux cents francs (52,200') à deux millions trois mille sept cents francs (2,003,700').

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Pont-sur-Seine, le 10 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28466. — *Loi qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894 (2^e section : Beaux-arts), un Crédit ayant pour objet :*
1° l'installation à Limoges de l'Ecole nationale d'art décoratif et du Musée national Adrien-Dubouché; 2° l'installation au Louvre de la Collection Grandidier.

Du 13 Août 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 14 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 26 juillet 1893, sur l'exercice 1894 (*Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts, 2^e section : Service des beaux-arts*), des crédits extraordinaires s'élevant à la somme de soixante-quatre mille cinq cent cinquante-cinq francs (74,555') et répartis ainsi qu'il suit :

CHAP. XLIV. Installation provisoire de l'école nationale d'art décoratif et du musée national Adrien-Dubouché à Limoges	29,555'
CHAP. XLV. Installation au Louvre de la collection Grandidier et frais d'acte de donation.....	45,000
TOTAL ÉGAL.....	74,555

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Pont-sur-Seine, le 13 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre
des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

Le Ministre de l'instruction
publique et des beaux-arts,

Signé : G. LEBYGUES.

N° 28467. — *Loi qui ouvre, sur l'exercice 1894, un Crédit extraordinaire pour les Dépenses de l'Exposition internationale de culture fruitière de Saint-Petersbourg.*

Du 13 Août 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 14 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1894, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 26 juillet 1893, un crédit extraordinaire de cent soixante mille francs (160,000'), qui fera l'objet d'un chapitre distinct libellé n° XLIII bis : *Exposition de culture fruitière de Saint-Petersbourg.*

Il sera pourvu au crédit extraordinaire ci-dessus au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1894.

2. Sur les crédits ouverts au ministre de l'agriculture, au titre du budget général de l'exercice 1894, une somme de cent mille francs (100,000') est annulée au chapitre II bis : *Exposition de Chicago.*

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Pont-sur-Seine, le 13 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de l'agriculture

Signé : VIGER.

N° 28468. — *Loi concernant le Démantèlement de Landrecies (Nord).*

Du 20 Août 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 22 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention passée, le 28 novembre 1893, entre le maire de la ville de Landrecies (Nord) et les représentants des départements de la guerre et des finances, comportant la cession à cette ville, par l'État, des terrains et bâtiments désignés par ladite convention et le plan y annexé, le versement par la ville d'une somme de cent mille francs (100,000^f) et autres conditions détaillées aux articles de ladite convention.

2. Est approuvée la convention passée, le 28 novembre 1893, entre les administrateurs délégués de la compagnie des chemins de fer du Nord et les représentants des départements de la guerre et des finances, comportant la cession à cette compagnie, par l'État, d'une parcelle d'une superficie d'environ soixante-treize ares soixante-huit centiares (73^m 68^c), le versement par cette compagnie, à l'État, d'une somme de seize mille francs (16,000^f) et autres conditions détaillées aux divers articles de ladite convention.

3. Il sera ouvert, en temps opportun, au ministre de la guerre pour couvrir les dépenses afférentes aux travaux dont l'exécution incombe à l'État, un crédit extraordinaire de cent trente-cinq mille francs (135,000^f). Ce crédit sera inscrit à un chapitre spécial des budgets de 1894 et 1895, sous le titre: *Démantèlement de la place de Landrecies*, et il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales desdits budgets.

La répartition en sera faite comme suit :

Exercice 1894, trente-cinq mille francs (35,000^f) ;

Exercice 1895, cent mille francs (100,000^f).

4. A cet effet, les versements à faire par la ville de Landrecies et la compagnie du Nord seront portés en recette à un compte des services spéciaux du Trésor, pour être appliqués ultérieurement aux produits domaniaux desdits exercices 1894 et 1895.

5. Le complément des crédits nécessaires pour solder les dépenses afférentes au démantèlement de Landrecies sera prélevé sur les ressources restant disponibles sur les versements opérés par la ville de Valenciennes et par la compagnie des chemins de fer du Nord à l'occasion du démantèlement de cette dernière place.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Pont-sur-Seine, le 20 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
chargé, par intérim,
du ministère de l'intérieur et des cultes,*

Signé : E. GUÉRIN.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28469. — **DÉCRET** déclarant d'utilité publique l'établissement d'une Ligne de Tramway à traction mécanique entre Saint-Maur-les-Fossés et Vincennes (Seine).

Du 4 Août 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 9 août 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans le département de la Seine, d'une ligne de tramway à traction mécanique, destinée au transport des voyageurs et des marchandises entre Saint-Maur-les-Fossés et Vincennes;

Vu, notamment, le plan d'ensemble de ladite ligne;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880, et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881⁽¹⁾;

Vu, notamment, la délibération de la commission d'enquête, en date du 10 décembre 1891;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Paris, en date du 10 mars 1892;

Vu les délibérations du conseil général de la Seine, des 29 décembre 1890 et 12 juillet 1892;

Vu l'adhésion directe donnée à l'exécution des travaux, le 10 août 1892, par le directeur du génie à Paris, en vertu de l'article 18 du décret du 16 août 1853⁽²⁾;

Vu les convention et avenants passés, les 27 avril-24 août 1892 et les 6 juin-20 juillet 1894, entre le préfet de la Seine, agissant au nom du département, et la compagnie des tramways de Saint-Maur-les-Fossés, pour la rétrocession de l'entreprise et le cahier des charges y annexé;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 19 décembre 1892;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 9 novembre 1893;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 97, n° 816.

Vu les règlements d'administration publique en date des 18 mai⁽¹⁾ et 6 août 1881⁽²⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Seine, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, d'une ligne de tramway à traction mécanique, destinée au transport des voyageurs et de leurs bagages entre Saint-Maur-les-Fossés et Vincennes.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai de dix-huit mois à partir de la date du présent décret.

2. Le département de la Seine est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne de tramway dont il s'agit suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé.

3. Sont approuvés la convention et l'avenant passés, les 27 août-24 août 1892 et les 6 juin-20 juillet 1894, entre le préfet de la Seine, au nom du département, et la compagnie des tramways de Saint-Maur-les-Fossés, pour la rétrocession du tramway susmentionné, conformément aux conditions du cahier des charges annexé à cette convention.

Ces convention et avenant, ainsi que le cahier des charges et le plan d'ensemble ci-dessus visés, resteront annexés au présent décret.

4. Il est interdit à la compagnie du tramway de Saint-Maur-les-Fossés, sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction ou l'exploitation des lignes dont elle est concessionnaire ou rétrocessionnaire, sans y avoir été préalablement autorisée par décret délibéré en conseil d'État.

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 4 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

CONVENTION.

Entre M. le préfet de la Seine, agissant au nom du département de la Seine, con-

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

formément à une délibération du conseil général en date du 12 juillet 1892, sous réserve de l'approbation des présentes par un décret délibéré en conseil d'État,

D'une part;

Et MM. H. Cochard, ingénieur, rue Oberkampf, n° 6, à Paris;

J. Daudin, ingénieur, rue Renault, n° 8, à Paris;

A. Focquet, ingénieur, rue de Villersexel, n° 7, à Paris;

G. Michelet, ingénieur, rue Pascale, n° 6, à Bruxelles;

A. Poindron, boulevard Malesherbes, n° 192, à Paris;

A. Spée, ingénieur, rue de la Concorde, n° 23, à Bruxelles,

Agissant tant au nom et comme composant le conseil d'administration de la société dite « Compagnie des tramways de Saint-Maur-les-Fossés et extensions », au capital de deux millions deux cent mille francs (2,200,000), dont le siège social est à Paris, boulevard de Magenta, n° 9, et ayant, aux fins des présentes, les pouvoirs les plus étendus, aux termes de l'acte constitutif de ladite société reçu en la forme authentique par M^r Bazin, notaire à Paris, rue de Clichy, n° 52, le 20 décembre 1889, dûment enregistré et publié conformément à la loi,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le préfet de la Seine, au nom du département de la Seine, rétrocede à la société anonyme dite « Compagnie des tramways de Saint-Maur-les-Fossés et extensions », qui l'accepte, une ligne de tramway à traction mécanique pour le service des voyageurs et de leurs bagages, à établir entre Vincennes et Saint-Maur-les-Fossés, dans les conditions déterminées par le cahier des charges annexé à la présente convention.

2. La compagnie des tramways de Saint-Maur-les-Fossés et extensions s'engage à exécuter et à exploiter la ligne dont il s'agit sans subvention ni garantie d'intérêt de la part de l'État et du département, conformément au cahier des charges susmentionné.

3. Dans le cahier des charges, il est dérogé au type approuvé par le décret réglementaire du 6 août 1881 en ce qui concerne les articles suivants : 7, 10, 11, 15, 23, 24, 25, 26, 27, 29, 30, 31, 32 et 34, les neuf derniers supprimés, les articles 36 et 37 modifiés pour partie, l'article 42 ajouté.

Fait à Paris, en triple expédition, le vingt-sept avril mil huit cent quatre-vingt-douze.

Le président et les membres du conseil d'administration de la compagnie des tramways de Saint-Maur-les-Fossés et extensions.

Lu et approuvé :

Signé : FOCQUET.

Lu et approuvé :

Signé : J. DAUDIN.

Lu et approuvé :

Signé : G. MICHELET.

Lu et approuvé :

Signé : A. POINDRON.

Lu et approuvé :

Signé : A. SPÉE.

Lu et approuvé :

Signé : COCHARD.

Vu et approuvé au nom du département de la Seine.

Paris, le 24 août 1892.

Le Préfet de la Seine.

Pour le Préfet et par délégation :

Le Secrétaire général de la préfecture,

Signé : FÉLIX GRELLOT.

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 16 août 1894, folio 24-7.
Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : GOURMAIS.

AVENANT.

ARTICLE ADDITIONNEL. Le droit de rachat stipulé pour le département de la Seine dans l'article 19 du traité de concession de la ligne de Charenton à la Varenne-Saint-Hilaire sera applicable dans les mêmes conditions à la ligne de Saint-Maur à Vincennes qui n'est qu'un embranchement de la première, à la condition toutefois que le rachat s'exerce concurremment sur les deux lignes susvisées.

Accepté, au nom de la compagnie des tramways de Saint-Maur-les-Fossés et extensions, par les membres du conseil d'administration.

Saint-Maur, le 6 juin 1894.

Lu et approuvé:

Signé : FOCQUET.

Lu et approuvé:

Signé : J. DAUBIN.

Lu et approuvé:

Signé : G. MICHELLET.

Lu et approuvé:

Signé : A. SPÉE.

Lu et approuvé:

Signé : COCHARD.

Vu et approuvé au nom du département de la Seine, conformément à la délibération du conseil général du 12 juillet 1892.

Paris, le 20 juillet 1894.

Le Préfet de la Seine,

Signé : POURELLE.

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 16 août 1894, folio 249. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Gourmaux.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges est destinée au transport des voyageurs et de leurs bagages.

La traction aura lieu par machines à vapeur sans foyer, machines à air comprimé, machines à traction électrique ou tout autre moteur mécanique agréé par l'administration.

Tracé.

2. La ligne partira de Vincennes (fort de Vincennes) et aboutira à Saint-Maur-les-Fossés, place Saint-Honoré, où elle se raccordera avec la ligne de Charenton à la Varenne-Saint-Hilaire. Elle empruntera les voies publiques ci-après désignées :

La route nationale n° 34, la route départementale n° 42, les chemins vicinaux de grande communication n° 26 et 27.

Sa longueur totale sera de quatre kilomètres cinq cent trente-neuf mètres quatre-vingts centimètres (4^k 539^m 80).

Détails d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de deux mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai d'un mois à partir de la date d'approbation. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que la ligne entière soit livrée à l'exploitation douze mois après la date fixée pour le commencement des travaux.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre quarante-quatre centimètres (1^m 44).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas deux mètres dix centimètres (2^m 10), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celles des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres dix centimètres (2^m 10); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de quatre mètres vingt centimètres (4^m 20).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera réglée de telle manière qu'entre les parties les plus saillantes de deux véhicules se croisant, il reste un intervalle libre d'au moins cinquante centimètres (0^m 50).

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à quarante mètres (40^m).

Le maximum des déclivités est fixé à trente-deux millimètres (0^m 032) par mètre. Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés; les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique, et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un pavage de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails, et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage.

La chaussée pavée ou empierrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast exclusivement composé de sable ou de gravier de deux mètres quarante centimètres (2^m 40) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie, d'une solidité suffisante; dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un demi-caniveau pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres (0^m 30) de largeur. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1^m 10) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement de la route.

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Au droit et sur toute la largeur des routes et chemins publics existant lors de la construction de la voie ferrée, comme aussi de ceux qui viendraient à être créés ultérieurement, il sera établi par le concessionnaire et à ses frais exclusifs des contre-rails et un pavage qui rempliront les conditions stipulées à l'article 6 ci-dessus.

Il en sera de même sur une largeur qui aura été déterminée pour chaque cas en particulier par le préfet, au droit des chemins particuliers et des entrées charretières existant lors de la construction de la voie ferrée.

Pour les chemins particuliers et les entrées charretières qui viendraient à être créés après l'ouverture de la ligne à l'exploitation, le concessionnaire ne sera tenu d'établir à ses frais que des contre-rails sur la largeur qui aura été déterminée pour chaque cas en particulier par le préfet.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées soulevées par des fournitures de matériaux neufs, de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf, qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection, seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de vingt kilogrammes (20^k) au moins par mètre courant dans la partie de voie à simple rails et de dix-huit kilogrammes (18^k) au moins par mètre courant dans la partie de voie à doubles rails; ils seront posés sur traverses.

Gares et stations.

11. Les voitures devront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser des voyageurs sur tous les points du parcours.

Toutefois, le préfet pourra autoriser la compagnie à ne s'arrêter qu'à certains points dans les zones où elle jugerait qu'il n'y a pas d'inconvénient.

Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi des stations ou des haltes pour le service des voyageurs suivant les indications ci-après :

1° Saint-Maur; 2° Joinville-le-Pont (gare); 3° les Minimes (bois de Vincennes); 4° Vincennes (fort).

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend le pavage des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens, est fixé à vingt.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de six voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas soixante mètres (60^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de douze kilomètres (12^k) à l'heure dans les traverses et de vingt kilomètres (20^k) dans les parties hors traverses. Au droit des voies publiques rencontrées, l'approche du tramway sera annoncée à son de trompe et la vitesse convenablement réduite. Dans les traverses au droit des débouchés des voies publiques rencontrées, la vitesse sera réduite à celle d'un homme au pas. Dans les traverses, si l'administration l'exige, le mécanicien sera accompagné d'un aide spécialement chargé de faire les signaux prévus au paragraphe 8 de l'article 32 du règlement d'administration publique du 6 août 1881. Il sera placé dans chaque voiture une affiche indiquant les heures de départ des convois ordinaires des gares extrêmes. Aucune annonce ou réclame d'intérêt privé ne pourra être inscrite ou placardée ni à l'extérieur, ni sur les glaces des voitures.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession de la ligne mentionnée à l'article 2 du présent cahier

des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin le 31 décembre 1935.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession et par le seul fait de cette expiration, l'État sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, l'État aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les usines et les ateliers, les objets mobiliers tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, l'État se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel à l'État.

L'État sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si l'État le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois l'État ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où l'État déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

• Rachat de la concession.

19. L'État aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par l'État après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour l'État.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, à titre de cautionnement, deviendra la propriété de l'État et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés.

Si l'administration le requiert, le concessionnaire sera tenu d'organiser, les dimanches et jours de fêtes légales exceptés, un service matinal à prix réduits.

Ces trains dits ouvriers n'offriront que des places de deuxième classe. Les voyageurs qui prendront ces trains auront droit à un ticket qui leur permettra de rependre, dans l'autre sens, un des trains du soir en profitant de la même bonification de tarif que dans le service matinal.

TARIF.
PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Voyageurs...	{ Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe)..... Impériales (2 ^e classe).....	0 050	0 025	0 075
		0 037	0 018	0 055

Les enfants au-dessous de quatre ans, tenus sur les genoux, seront transportés gratuitement.

Il en sera de même des bagages et paquets peu volumineux susceptibles d'être portés sur les genoux sans gêner les voisins, et dont le poids n'excédera pas dix kilogrammes.

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAL.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 050	0 025	0 075
0 037	0 018	0 055

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après le procès-verbal de chaînage dressé contradictoirement par le concessionnaire et le service du contrôle. Ce chaînage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe entre des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du ministre des travaux publics.

Dans aucun cas il ne pourra être perçu pour un voyageur pris ou laissé en route un prix supérieur à celui qui a été prévu pour la distance complète qui sépare les deux stations entre lesquelles le parcours a été effectué.

24. (Supprimé.)

25. (Supprimé.)

26. (Supprimé.)

27. (Supprimé.)

Abaissment des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

29. (Supprimé.)

30. (Supprimé.)

31. (Supprimé.)

32. (Supprimé.)

Traité particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transports de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 42 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transports dans leurs rapports avec le tramway.

34. (Supprimé.)

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Les quatre agents communaux désignés par le maire de Joinville-le-Pont seront également transportés gratuitement.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur et les colis postaux. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entrepreneur soit subventionné ou non par le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser à la caisse centrale du Trésor chaque année, à la date du 1^{er} janvier, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de soixante-quinze francs (75^f) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu, par exception, le premier du mois qui suivra celui où aura été rendu le décret de concession; il s'appliquera, non pas à une année entière, mais seulement à la portion de l'année restant à courir.

Cautionnement.

38. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de vingt-cinq mille francs (25.000^f) en numéraire ou en rente sur l'État, calculée conformément au décret du 31 janvier 1873, ou en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Paris.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat de la préfecture de la Seine.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Seine, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

42. La compagnie sera tenue d'effectuer le chauffage des voitures en hiver par l'un des systèmes agréés par le contrôle pour le chauffage des voitures des compagnies de chemins de fer ou de tramways.

Accepté au nom de la compagnie des tramways de Saint-Maur-les-Fossés et extensions par les membres du conseil d'administration.

Lu et approuvé :

Signé : COCHARD.

Lu et approuvé :

Signé : POINDRON.

Lu et approuvé :

Signé : G. MICHELLET.

Lu et approuvé :

Signé : FOCQUET.

Lu et approuvé :

Signé : J. DAUDIN.

Lu et approuvé :

Signé : A. SPÉE.

Vu et approuvé au nom du département de la Seine.

Le Préfet de la Seine.

Pour le préfet et par délégation :

Le Secrétaire général de la préfecture :

Signé : FÉLIX GRELOT.

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 18 août 1894, folio 24-g. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Gourmaux.

N° 28470. — *DÉCRET déclarant d'utilité publique l'Établissement d'un Chemin de fer destiné à relier la Mine de la Rieille à la Brulåde, près des Bormettes (Var).*

Du 24 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la demande présentée, le 13 décembre 1892, par la société anonyme des mines des Bormettes (Var), à l'effet d'obtenir la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer destiné à relier la mine de la Rieille à la Brulåde (près des Bormettes);

Vu l'avant-projet présenté à l'appui de cette demande, et, notamment, le plan visé, le 4 février 1893, par l'ingénieur en chef des mines chargé de l'arrondissement minéralogique de Marseille;

Vu le procès-verbal des conférences mixtes auxquelles a été soumis cet avant-projet;

Vu l'avis de la commission mixte des travaux publics, du 18 décembre 1893;

Vu la lettre du ministre de la guerre, en date du 25 janvier 1894;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique à laquelle a été soumis l'avant-projet ci-dessus visé et, notamment, l'avis de la commission d'enquête, du 1^{er} avril 1893;

Vu la lettre du préfet du Var, du 23 juin 1893;

Vu l'avis du conseil général des mines, du 28 juillet 1893;

Vu le cahier des charges arrêté par le ministre des travaux publics, le 17 août 1894;

Vu la loi du 21 avril 1810, modifiée par la loi du 27 juillet 1880, et notamment l'article 44;

Vu la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, et l'ordonnance réglementaire du 18 février 1834⁽¹⁾;

Vu les articles 20 et 22 de la loi du 11 juin 1880;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer destiné à relier la mine de la Rieille à la Brulåde (près des Bormettes).

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit chemin de fer ne sont pas accomplies dans le délai de dix-huit mois à partir de la date du présent décret.

2. La société anonyme des mines des Bormettes est autorisée à construire ce chemin de fer à ses frais, risques et périls, suivant le tracé indiqué au plan ci-dessus visé et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges également ci-dessus visé.

⁽¹⁾ IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 286, n° 5212.

Les susdits plan et cahier des charges resteront annexés au présent décret.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 24 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PEBIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE 1^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Tracé.

ART. 1^{er}. Le chemin de fer qui fait l'objet du présent cahier des charges partira de la mine de la Rieille, commune de Collobrières, pour aboutir à la Bruziade (près de Bormettes), sur le territoire de la commune d'Hyères.

Il sera établi conformément aux indications du plan d'ensemble qui a été présenté à la date du 13 décembre 1892, par la société des mines des Bormettes.

Approbation des projets de détail.

2. Aucun travail ne pourra être entrepris pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances qu'avec l'autorisation de l'administration supérieure. A cet effet, les projets de tous les travaux à exécuter seront dressés en double expédition et soumis à l'approbation du ministre qui prescrira, s'il y a lieu, telles modifications que de droit après accomplissement, le cas échéant, des formalités réglementaires en matière de travaux mixtes. L'une de ces expéditions sera remise à la société avec le visa du ministre, l'autre demeurera entre les mains du ministre.

Avant comme pendant l'exécution, la société aura la faculté de proposer aux projets approuvés les modifications qu'elle jugerait utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'administration supérieure.

Exécution des travaux.

3. La société n'emploiera, dans l'exécution des ouvrages, que des matériaux de bonne qualité; elle sera tenue de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs, à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers, seront en maçonnerie et en fer, sauf les cas d'exception qui pourraient être admis par l'administration.

Clôtures.

4. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture dont le mode et la disposition seront agréés par le préfet. La société pourra, en vertu des articles 20 et 22 de la loi du 11 juin 1880, être dispensée de poser des clôtures sur tout ou partie de la voie, mais elle devra fournir des explications spéciales pour être dispensée d'en établir : 1^{er} dans la traversée des lieux habités; 2^o dans les parties contiguës à des chemins publics; 3^o sur dix mètres (10^m) de longueur au moins de chaque côté des passages à niveau et des stations.

Barrières et maisons de garde des passages à niveau.

5. L'administration déterminera, sur la proposition de la société, les types des barrières qu'elle devra poser aux passages à niveau, ainsi que les abris ou maisons de garde à établir.

Elle peut se dispenser d'établir des maisons de garde ou des abris, ou même de poser des barrières au croisement des chemins peu fréquentés.

Contrôle et surveillance des travaux.

6. Les travaux seront exécutés sous le contrôle et la surveillance de l'administration.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sûreté de la circulation.

Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront éclairés et gardés pendant la nuit.

Réception des travaux.

7. Lorsque les travaux seront terminés, il sera procédé à la reconnaissance de ces travaux par un ou plusieurs commissaires, que l'administration désignera. Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, l'administration autorisera, s'il y a lieu, la mise en circulation des trains sur la voie ferrée.

Bornage et plan cadastral.

8. Immédiatement après l'achèvement des travaux, et, au plus tard, six mois après la mise en exploitation de la ligne ou de chaque section, la société fera faire à ses frais un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain, en présence d'un représentant de l'administration, ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances.

Elle fera dresser également à ses frais, et contradictoirement avec les agents désignés par le préfet, un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés, tout état accompagné d'un atlas contenant des dessins cotés de tous les ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas sera dressé aux frais de la société et déposée aux archives de la préfecture.

Les terrains acquis par la société postérieurement au bornage général en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation et qui, par cela même, deviendront partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

9. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Si, par suite du défaut d'entretien ou pour toute autre raison, l'exploitation venait présenter certains dangers, le ministre pourra interdire la circulation des trains jusqu'à ce que la ligne ait été remise en état et que toute cause de danger ait disparu. Dans le cas où la facilité ou la sécurité de la circulation sur les voies publiques, ainsi que le libre écoulement des eaux, viendraient à être compromis, l'administration pourra y pourvoir d'office, aux frais de la société. Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

Gardiens.

10. La société sera tenue d'établir à ses frais, partout où la nécessité en aura été reconnue par l'administration, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation sur les points où le chemin de fer traverse à niveau des routes ou chemins publics.

Mesures de sécurité.

11. La société sera tenue de prendre toutes les mesures qui pourront lui être prescrites pour assurer la sécurité de l'exploitation.

TITRE III.

CLAUSES DIVERSES.

12. Dans le cas où le Gouvernement, le département ou les communes ordonneraient ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne, la société ne pourra s'opposer à ces travaux, mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucun frais pour la société.

13. Il sera interdit à la société d'établir sur la voie ferrée un service public de transport de voyageurs ou de marchandises.

14. Outre les prescriptions de la loi du 19 août 1893, concernant les mesures à prendre contre les incendies dans la région des Maures et de l'Esterel, la société sera soumise aux conditions suivantes :

1° Elle n'emploiera que des locomotives dont les cheminées et les foyers seront pourvus de tous les appareils nécessaires pour prévenir les flammèches et la chute d'escarbilles ;

2° Elle instituera à ses frais, pendant la saison chaude (juin, juillet, août, septembre), deux ouvriers gardes-feu, agréés par le service forestier et placés sous la direction de ce service, pour la surveillance permanente de la voie et de ses abords ;

3° Elle devra, en cas d'incendie, mettre à première réquisition tout son personnel et son matériel (outils, moyens de transport) à la disposition de l'autorité municipale ou du service forestier, qui prendra la direction des secours.

Frais de contrôle.

15. Les frais de visite, de surveillance et de reconnaissance des travaux et de surveillance de l'exploitation seront supportés par la société, et le montant en sera reconnu comme en matière de contributions publiques.

16. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges seront supportés par la société.

Accepté :

*Le Directeur de la société des mines
des Bormettes,*

Signé : FONTEILLES.

Approuvé :

Paris, le 17 août 1894.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 4 septembre 1894, folio 32-17. Reçu trois francs soixante-quinze centimes, décimes compris. — Signé : *Gourmaux.*

N° 28471. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Travaux d'amélioration du Port de Philippeville.*

Du 21 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé (n° 8) du payeur particulier des finances de Philippeville (département de Constantine), constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 30 avril 1894, par la chambre de commerce de Philippeville, une somme de cent mille francs applicable aux travaux d'amélioration du port de ladite ville;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 17 août 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire (état B) de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre XI : *Amélioration des ports en Algérie*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cent mille francs (100,000^f) applicable aux travaux d'amélioration du port de Philippeville.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du Gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Pont-sur-Seine, le 21 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28472. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre des travaux publics*, sur l'exercice 1894, un *Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Études et Travaux de Chemins de fer exécutés par l'État*.

Du 21 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des départements et des communes, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1894;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 17 août 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre LXVII : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à trente-neuf mille trois cent vingt-deux francs quarante-quatre centimes (39,322⁴⁴) et réparti entre diverses entreprises, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 21 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

ÉTAT A.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1894.

DÉPARTE- MENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récep- tissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1893.					
Loire.....	Le département....	Saint-Étienne.	7874	30 déc. 1893.	5,528 ^f 79 ^c
Meuse.....	La commune de Saint-Mihiel.	Commercy....	2463	15 juin 1893.	2,500 00
Saône (Haute-).	Le département....	Vesoul.....	1220	28 sept. 1893.	7,918 60
Savoie.....	La commune de Séez.	Moutiers.....	2129	15 nov. 1893.	1,000 00
ANNÉE 1894.					
Doubs.....	La commune de Fuans.	Baume - les - Dames.	778	14 avril 1894.	2,400 00
	La commune de Guyans-Vennet.	Idem.....	779	Idem.	2,000 00
	La commune de Trévillers.	Montbéliard..	1615	4 mai 1894.	440 00
	La commune de Charquemont.	Idem.....	1713	12 mai 1893.	1,541 12
	La commune de Fournet-Blanche- Roche.	Idem.....	1714	Idem.	313 93
	La commune de Vaufrey.	Idem.....	1774	17 mai 1894.	200 00
	La commune de la Bosse.	Idem.....	1782 (partie)	Idem.	180 00
	La commune du Russey.	Idem.....	1782 (partie)	Idem.	2,000 00
	La commune d'Arc- sur-Cicon.	Pontarlier....	905	10 avril 1894.	3,000 00
	La commune de Rénédale.	Idem.....	906	Idem.	100 00
	La commune de Montbeuioit.	Idem.....	945	14 avril 1894.	2,000 00
	La commune de la Longeville.	Idem.....	1205	12 mai 1894.	500 00
	La commune de Ville-du-Pont.	Idem.....	1206	Idem.	3,700 00
	La commune de Morteau.	Idem.....	1234	16 mai 1894.	500 00
	La commune de Lac-ou-Villers.	Idem.....	1235	Idem.	2,500 00
Marne.....	La commune de Saint-Souplet.	Reims.....	3617	29 mai 1894.	2,000 00
TOTAL.....					39,322 44

ÉTAT B.

Répartition, par chapitre et par entreprise, d'un crédit additionnel de 39,322 fr. 44 ouvert au ministre des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, chapitre LXVII : Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Doubs.....	Établissement du chemin de fer de Besançon à la frontière suisse (3,400 ^f + 2,000 ^f + 2,000 ^f + 100 ^f + 2,000 ^f).....	8,500 ^f 00 ^f
	Établissement du chemin de fer de Gilley à Pontarlier (500 ^f + 3,700 ^f + 500 ^f + 2,500 ^f)...	7,200 00
	Établissement du chemin de fer de Voujaucourt à Saint-Hippolyte (440 ^f + 1,541 ^f 12 + 313 ^f 93 + 200 ^f + 180 ^f + 2,000 ^f).....	4,675 05
Loire.....	Établissement du chemin de fer de Sembadel à Saint-Bonnet.....	5,528 79
Marne.....	Établissement du chemin de fer de Bétheniville à Challerange.....	2,000 00
Meuse.....	Établissement du chemin de fer de Lérrouville à Sedan...	2,500 00
Saône (Haute-).	Établissement du chemin de fer de Lure à Loulans-les-Forges.....	7,918 60
Savoie.....	Établissement du chemin de fer d'Albertville à Moutiers.....	1,000 00
	TOTAL.....	39,322 44

N° 28473. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Frais de location du Magasin d'habillement de Nantes.

Du 31 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1894;

Vu la convention passée le 3 février 1887, entre l'État et la ville de Nantes et stipulant, pour cette ville, l'engagement de verser annuellement au Trésor une somme de trois mille francs pour sa part contributive dans la dépense de location des immeubles affectés au magasin central d'habillement et de campement installé dans cette place;

Vu la déclaration constatant qu'une somme de mille cinq cents francs a été versée au Trésor, par ladite ville, le 10 juillet 1894, pour le premier semestre 1894;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 25 août 1894,

Décrets :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre XXXIV : *Habille ment et campement — Matériel d'exploitation*, de la première section du budget de l'exercice 1894, un crédit de mille cinq cents francs (1,500'), qui sera affecté au payement de la location des im meubles occupés par le magasin d'habillement de Nantes.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Nantes.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 31 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 28474. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour divers Travaux militaires.

Du 16 Septembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre,

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1894;

Vu la convention passée, le 15 mai 1894, entre l'État et le département du Calvados et stipulant pour ce département l'engagement de verser au Trésor une somme de quatre mille cent francs pour sa part contributive dans les dépenses de construction, au dépôt de remonte de Caen, d'un hangar destiné à abriter les chevaux amenés par les cultivateurs devant la commission d'achat dudit établissement;

Vu la convention passée, le 20 septembre 1892, entre l'État et la ville de Pithiviers, pour la construction d'un casernement pour un bataillon d'infanterie;

Vu la convention passée, le 16 septembre 1889, entre l'État et la ville de Romans, pour l'installation d'un régiment d'infanterie;

Vu l'appendice (en date du 12 février 1894) à la convention du 20 janvier 1889, passée entre l'État et la ville de Lure pour l'installation d'un régiment de cavalerie, appendice aux termes duquel cette ville s'engage à par-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

tipicer, pour une somme de mille francs, à la dépense d'achat des terrains nécessaires à l'installation d'un champ de tir au lieu dit *le Tertre*.

Vu l'état des sommes versées au Trésor par le département et les villes dont il s'agit, en exécution des conventions susrelatées;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un crédit de cent soixante et onze mille sept cent soixante-six francs soixante-sept centimes (171,766⁶⁷); qui sera réparti ainsi qu'il suit :

1^{re} SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.

CHAP. XLIX. — ÉTABLISSEMENTS DU GÉNIE, — MATÉRIEL D'EXPLOITATION

Caen. — Construction d'un hangar au dépôt de remonte..... 4,100⁰⁰

2^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

CHAP. XXXVII. — CASERNEMENTS.

Pithiviers. — Construction d'un casernement pour un bataillon d'infanterie..... 116,666⁶⁷

Romans. — Installation d'un régiment d'infanterie..... 50,000⁰⁰

TOTAL POUR LE CHAPITRE XXXVII.....	166,666 67	166,666 67
		170,766 67

CHAP. XXXVIII. — CHAMPS DE MANŒUVRES, DE TIR, STANDS ET MANÈGES.

Lure. — Installation d'un champ de tir..... 1,000⁰⁰

TOTAL GÉNÉRAL ÉGAL.....	171,766 67
--------------------------------	-------------------

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen des sommes versées au Trésor, à titre de fonds de concours, par le département et les villes ci-dessus désignées.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 16 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MÉRIS.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 28475. — *DÉCRET qui affecte au Département de la guerre l'ancien Hôtel des Douanes à Calais.*

Da 16 Septembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre,

Vu l'adhésion du ministre des finances, en date du 4 septembre 1894;

Vu l'ordonnance des 14-28 juin 1833⁽¹⁾, qui règle la marche à suivre pour les affectations d'un immeuble domanial à un service public de l'État;

Considérant que l'hôtel des Douanes de Calais, devenu vacant, est nécessaire au département de la guerre pour les besoins de la commission d'expériences instituée dans cette ville,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'ancien hôtel des Douanes, sis rue de la Douane, à Calais, est affecté au département de la guerre (service de l'artillerie).

2. Le ministre de la guerre et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Pont-sur-Seine, le 16 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 28476. — *NOTIFICATION adressée au Gouvernement de la République française par le Ministre de Sa Majesté Britannique à Paris, pour rendre applicables à la colonie de la Nouvelle-Galles du Sud les stipulations de la Convention franco-britannique du 30 août 1890⁽²⁾.*

[Promulguée au Journal officiel du 22 septembre 1894.]

A la date du 12 de ce mois, le ministre de Sa Majesté Britannique Paris a adressé au Gouvernement de la République la notification prévue par l'article 15 de la Convention franco-britannique du 30 août 1890⁽²⁾, pour rendre applicables à la colonie de la Nouvelle-Galles du sud des stipulations de cette Convention.

⁽¹⁾ IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section, fil. 234, n° 4853.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1398, n° 23562.

N° 28477. — **DÉCRET qui fixe les Prix des nouvelles Boîtes d'allumettes dites suédoises.**

Du 25 Septembre 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 29 septembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 2 août 1872, qui a attribué à l'État le monopole de la fabrication et de la vente des allumettes chimiques;

Vu la loi du 15 mars 1873;

Vu le décret du 30 décembre 1889⁽¹⁾;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'administration des manufactures de l'État est autorisée à remplacer la boîte à dix centimes (0¹10) de cinquante allumettes en bois, dites *suédoises paraffinées*, au phosphore amorphe, par une boîte du même prix, mais d'une contenance de soixante allumettes.

2. Les prix de vente au commerce des nouvelles boîtes sont fixés conformément aux indications du tableau ci-dessous :

ESPÈCES D'ALLUMETTES.	PRIX NET À PAYER par 100 boîtes (emballage compris)		PRIX de vente au commerce par boîte.
	pour les achats formant un poids total de 5,000 kilogr. et au-dessus.	pour les achats formant un poids total de 500 à 5,000 kilogr.	
ALLUMETTES EN BOIS, DITES SUÉDOISES PARAFFINÉES, AU PHOSPHORE AMORPHE. Boîte, avec frottoir, de 60 allumettes..	8 ¹ 40 ^c	8 ¹ 60 ^c	0 ¹ 10 ^c

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 25 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1299, n° 21649.

N° 28478. — *DÉCRET relatif à la circulation en franchise, sous plis fermés, de la Correspondance de service que les Payeurs (ou faisant fonctions) de la brigade d'occupation en Tunisie ont à échanger entre eux.*

Du 25 Septembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1844 ⁽¹⁾ sur les franchises postales;

Vu l'article 5 de la convention intervenue, le 20 mars 1888, entre le gouvernement français et le gouvernement tunisien;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est admise à circuler en franchise, sous plis fermés, la correspondance de service que les payeurs (ou faisant fonctions) de la brigade d'occupation en Tunisie ont à échanger entre eux.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 25 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : LOURTIÈS.

N° 28479. — *DÉCRET portant homologation du Bornage de la partie de la Zone des Fortifications modifiée en avant de la demi-lune 39 de la place de Brest.*

Du 3 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽²⁾ pour l'application des lois précitées.

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués le plan de

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 1154, n° 11656.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

circonscription et le procès-verbal de bornage, visés et approuvés par le ministre de la guerre, et concernant la modification apportée par le décret du 7 juin 1890 à la limite extérieure de la zone des fortifications de la place de Brest, en avant de la demi-lune 39 de l'enceinte de ladite place.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 3 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 28480. — *Décret portant homologation du Bornage de la Zone des Fortifications de l'île Bréhat à Saint-Brieuc.*

Du 3 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'Etat;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués le plan de circonscription et le procès-verbal de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications de l'île Bréhat, visés et approuvés par le ministre de la guerre :

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 3 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

N° 28481. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° La ville de Durtal (Maine-et-Loire) est substituée au droit que l'État tient de l'arrêté du chef du pouvoir exécutif du 4 août 1848, réglant, dans la traverse de Durtal, les alignements de la route départementale n° 18, de Baugé à Segré, devenue route nationale n° 159 bis, de la Flèche à Rennes.

En conséquence, elle est autorisée à faire, au lieu et place de l'État, en se conformant aux dispositions des titres III et suivants de la loi du 3 mai 1841, l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires pour l'élargissement de cette route sur les points indiqués par une teinte jaune au plan visé par l'ingénieur en chef, le 20 décembre 1893, lequel plan restera annexé au présent décret ;

2° Il est pris acte des engagements souscrits par le conseil municipal de Durtal, dans ses délibérations en date des 19 août 1893 et 18 février 1894 ;

3° La part de dépense à la charge de l'État sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour les grosses réparations des routes nationales. (*Paris, 2 Juillet 1894.*)

N° 28482. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de la marine) qui autorise le ministre de la marine à accepter, au nom de l'État, le don d'une somme de quatre mille cinq cent quatre-vingt-treize francs fait à l'établissement des pupilles de la marine par le comité de la presse lyonnaise.

Ce capital sera placé en rentes sur l'État français trois pour cent. Le titre nominatif portant mention de l'affectation à l'établissement des pupilles de la marine sera conservé par la caisse des invalides. (*Paris, 12 Juillet 1894.*)

N° 28483. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulle et de nul effet la délibération en date des 16-19 juillet 1894, par laquelle le conseil d'arrondissement de Marseille a protesté contre le projet de loi relatif à la répression des menées anarchistes, alors soumis aux délibérations des Chambres. (*Paris, 4 Octobre 1894.*)

N° 28484. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulle et de nul effet la délibération en date du 6 juillet 1894, par laquelle le conseil général du département de la Seine a décidé qu'une somme de cinq mille francs, prélevée sur les fonds du budget départemental (exercice 1894), serait mise à la disposition de la municipalité de Rive-de-Gier, pour être distribuée aux familles victimes de la cessation du travail dans les verreries. (*Paris, 13 Octobre 1894.*)

N° 28485. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes)

qui déclare nulle et de nul effet la délibération en date du 24 septembre 1894, par laquelle le conseil d'arrondissement de Brioude (Haute-Loire) a émis le vœu ci-après :

« Que le Gouvernement, à la session d'avril prochain, consulte les conseils généraux sur la séparation de l'Eglise et de l'État, et que les conseils d'arrondissement soient réunis en session extraordinaire à la même époque pour le même objet. » (Paris, 17 Octobre 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 17^e Novembre 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

1894
1894
1894

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1651.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28486. — *Loi qui déclare d'utilité publique l'Établissement, dans le département des Ardennes, d'un réseau de Chemins de fer d'intérêt local, à voie étroite.*

Du 9 Août 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 14 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département des Ardennes, d'un réseau de chemins de fer d'intérêt local, à voie de quatre-vingts centimètres (0^m 80) de largeur entre les bords intérieurs des rails, comprenant les lignes suivantes :

Raucourt à Vouziers, avec embranchement de Châtillon à Buzancy ;

Nouzon à Gespunsart ;

Le Tremblois à Rocroi ;

Wasigny à Signy-l'Abbaye.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires ne sont pas accomplies dans un délai de trois ans, à partir de la promulgation de la présente loi.

3. Le département des Ardennes est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation des lignes dont il s'agit comme che-

min de fer d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions de la convention passée, le 22 décembre 1893, entre le préfet des Ardennes d'une part, et MM. Beldant (Paul), Beldant (Edmond) et Baert (François) d'autre part, ainsi que du bordereau des prix et du cahier des charges annexés à cette convention.

Une copie certifiée conforme de ces conventions, bordereau des prix et cahier des charges, restera annexée à la présente loi.

4. Pour l'application des dispositions des articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880, le maximum du capital de premier établissement de l'ensemble des lignes désignées à l'article 1^{er} ci-dessus est fixé à la somme de quatre millions six cent soixante-neuf mille francs (4,669,000^f).

Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au Trésor public est fixé à quatre-vingt mille neuf cent soixante-seize francs (80,976^f).

Dans le cas où, conformément à l'article 9 de la convention ci-dessus visée, le département participerait aux recettes de l'exploitation, l'État viendrait, au prorata de sa subvention, en partage des bénéfices réalisés par le département, comme il est dit à l'article 14 de la même convention.

5. Sont abrogées, en ce qui concerne la ligne « 14 d'un point à déterminer sur la ligne de Mézières à Harson, par Rocroi, à la frontière belge, vers Chimay », les dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 17 juillet 1879, qui a classé cent quatre-vingt-une lignes de chemins de fer dans le réseau des chemins de fer d'intérêt général.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Pont-sur-Seine, le 9 Août 1894.

Signé : CASSIN-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARRAQU.

CONVENTION.

Entre les soussignés :

M. Lardin de Musset, chevalier de la Légion d'honneur, préfet du département des Ardennes, agissant au nom et pour le compte du département des Ardennes, en vertu :

1^o De la loi du 10 août 1871 ;

2^o De la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local ;

3^o Du décret réglementaire du 20 mars 1881 ;

4^o Des délibérations du conseil général des Ardennes en date des 19 décembre 1892, 12 avril et 22 août 1893 ;

Et 5^o de la délibération de la commission départementale en date du 22 décembre 1893.

D'une part ;

Et MM. Beldant (Paul), Beldant (Edmond) et Baert (François), entrepreneurs de travaux publics au Mans (Sarthe) et faisant tous: élection de domicile à Mézières, et agissant conjointement et solidairement,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le préfet des Ardennes confie à MM. Beldant (Paul), Beldant (Edmond) et Baert (François), qui acceptent, la construction des chemins de fer d'intérêt local, à voie de quatre-vingts centimètres (80^e), énumérés ci-après, et leur en concède l'exploitation :

1^{re} Ligne de Raucourt à Vouziers avec embranchement de Châtillon à Buzancy, cinquante-huit kilomètres (58^k) environ ;

2^{de} Ligne de Nouzon à Espérançart, huit kilomètres (8^k) environ ;

3^{de} Ligne de Tremblois à Rocroi, onze kilomètres cinq cents mètres (11^k 500^m) environ ;

4^{de} Ligne de Wasigny à Signy-l'Abbaye, onze kilomètres six cents dix mètres (11^k 610^m) environ.

La longueur maximum de l'ensemble de ce réseau est fixée à quatre-vingt-neuf kilomètres cent dix mètres (89^k 110^m) ; ce maximum ne devra pas être dépassé.

2. Les sieurs Beldant (Paul), Beldant (Edmond) et Baert (François) exécuteront tous les travaux d'infrastructure et de superstructure des quatre lignes, y compris l'atelier de grosses réparations du matériel.

Ils fourniront, en outre, le matériel roulant et fixe, l'outillage et le mobilier nécessaires à leur exploitation.

3. Le département reste chargé des études d'infrastructure et des acquisitions de terrains, ainsi que du remboursement à faire à la compagnie de l'Est pour dépenses dans les gares communes.

4. Les dépenses faites par les concessionnaires pour les travaux et fournitures portés à l'article précédent seront réglées d'après la série de prix annexée au présent traité.

En tout cas, et quoi qu'il arrive, le montant total de ces dépenses admises en compte ne pourra pas dépasser le maximum de trois millions huit cent vingt-sept mille francs (3,827,000^f) : les dépenses au delà de ce maximum seront à la charge exclusive des concessionnaires.

Dans le cas où ce chiffre maximum de trois millions huit cent vingt-sept mille francs (3,827,000^f) ne serait pas atteint, les dépenses réelles seraient augmentées, à titre de prime d'économie, de la moitié de l'écart entre le maximum et le montant de ces dépenses réelles.

5. Sur les dépenses faites et justifiées par les concessionnaires, calculées conformément aux stipulations de l'article 3, il leur sera payé, chaque mois, des acomptes en fer et à mesure des approvisionnements à pied-d'œuvre et de l'avancement des travaux et jusqu'à concurrence des trois quarts de ces dépenses, constatés par des états de situation approuvés par l'administration, sans que le total de ces acomptes puisse dépasser les trois quarts du maximum fixé par l'article 3.

6. Lorsque le réseau sera achevé et aura été l'objet d'une réception définitive faite par les ingénieurs et approuvée par le préfet, le département payera aux concessionnaires la somme nécessaire pour parfaire, avec les acomptes déjà payés, les trois quarts des dépenses admises en compte aux termes de l'article 3 ci-dessus et majorées, par suite, de la prime d'économie, s'il y a lieu.

7. Le quatrième quart des dépenses admises en compte en exécution de l'article 3 sera fourni par les concessionnaires à titre de participation et dans les conditions ci-après :

Cette participation sera décomposée en deux parties, l'une égale aux sept dixièmes de la participation et dite « partie non remboursable », l'autre égale aux trois dixièmes et dite « partie remboursable ».

La partie non remboursable ne sera pas productive d'intérêts ; elle sera acquise au département dans tous les cas, sauf l'exception prévue à l'article 56 du cahier des charges (rachat de la concession avant trente ans).

En ce qui concerne la partie remboursable, le département en payera chaque année aux concessionnaires les intérêts à quatre pour cent (4 p. o/o), plus l'amortissement pendant le temps restant à courir depuis l'époque moyenne où les retenues fixées à l'article 4 auront été effectuées, jusqu'à l'expiration de la concession de cinquante ans. Ces paiements se feront par semestre; toutefois les annuités échéant en cours de construction ne seront payées aux concessionnaires qu'au moment de la mise en exploitation totale du réseau.

7. Avant la mise en exploitation, les concessionnaires seront tenus de constituer une société anonyme, dont le capital sera suffisant pour faire face à leur participation dans les dépenses d'établissement, ainsi que pour constituer le fonds de roulement nécessaire à l'exploitation du réseau.

Cette société ne pourra pas émettre d'obligations pour un chiffre supérieur à la partie amortissable de la participation des concessionnaires. Ladite société devra être agréée par le conseil général, et son fonctionnement, dans tous ses détails, sera soumis au contrôle du département. Elle sera substituée aux concessionnaires et devra solidairement responsable avec eux vis-à-vis du département, sans discussion ni démission, de tous les engagements qu'ils auront contractés avec ce dernier.

Cette substitution devra toutefois être approuvée par un décret, en conseil d'Etat, suivant les dispositions de l'article 10 de la loi du 11 juin 1880.

Les concessionnaires déclarent renoncer à l'avance à toute réclamation pour les frais de constitution de cette société et de son capital.

La société, constituée en exécution de la présente convention, ne pourra s'occuper d'autres lignes sans l'autorisation du département.

8. Chaque année, la société versera au département, en titres de rentes sur l'Etat ou obligations de l'une des six grandes compagnies de chemins de fer, ou en obligations du département des Ardennes dont les revenus seront touchés par la société, une somme de deux cents francs (200^f) par kilomètre exploité. Lesdites sommes serviront à former un fonds spécial, destiné au renouvellement de la voie qui cessera de s'accroître quand il atteindra le chiffre de deux mille francs (2,000^f) par kilomètre.

Les versements annuels de deux cents francs (200^f) seront effectués de nouveau, dans la mesure nécessaire, pour ramener le fonds de réserve à deux mille francs (2,000^f) lorsqu'après avoir atteint ce chiffre, il aura été absorbé ou entamé par les dépenses auxquelles il doit subvenir.

Les prélèvements sur le fonds de réserve créé en vertu du paragraphe précédent pourront être autorisés par le conseil général ou la commission départementale; sur la proposition du préfet, la société entendue, sauf recours devant le ministre des travaux publics, qui statuera définitivement.

Le fonds appartiendra à la société et lui restera de droit à l'expiration du bail, à moins qu'il n'ait été employé à mettre en état la ligne ou à en assurer l'exploitation, par application du paragraphe 3 de l'article 35 et de l'article 39 du cahier des charges. En cas de déchéance de la société, le fonds sera acquis au département.

9. L'exploitation se fera aux risques et périls de la société, quelles que soient les recettes.

La société prélèvera, pour chaque exercice, sur les recettes brutes annuelles, le montant des sommes réellement dépensées et dûment justifiées pour l'exploitation des lignes. Ces dépenses comprendront notamment les frais de gare et de transportement, les frais de communauté des gares de Raucourt-Vauxiers, Nouzon, le Trebblois et Wasigny, tels qu'ils résulteront de traités à passer entre le département et la compagnie de l'Est, le traitement du directeur local de l'exploitation du réseau, le prélèvement prévu à l'article 8 ci-dessus pour former le fonds de renouvellement de la voie, enfin les frais généraux de l'exploitation.

Dans ces frais généraux, qui ne devront pas dépasser un maximum de deux cent cinquante francs (250^f) par kilomètre, sont compris notamment les frais de la société à constituer, ainsi que tous les loyers du siège social, jetons des administrateurs, appointements du directeur de la société et de tous les employés de l'administration centrale, aussi bien que les frais du matériel de cette administration, ceux du service des titres et des intérêts du fonds de roulement.

Les dépenses d'exploitation, telles qu'elles viennent d'être définies, ne pourront être portées en compte que jusqu'à concurrence d'un maximum fixé à mille francs (1,000^f) par kilomètre exploité, plus le quart de la recette brute, impôts déduits, plus douze millimes (0^e 12) par tonne kilométrique de marchandises transportées (matériel non compris), plus quarante centimes (0^e 40) par train kilométrique.

$$1,000^f \times L + 0,25 R + 0,012^m + 0,40^c.$$

Cette formule s'applique à un nombre de trains de voyageurs fixé pour chaque ligne comme il suit, par jour et dans chaque sens :

Trois trains sur la ligne de Raucourt à Vouziers avec l'embranchement de Châtillon à Buzancy et quatre trains sur chacune des trois autres lignes, pour des recettes kilométriques respectivement inférieures à trois mille cinq cents francs (3,500^f) Raucourt-Vouziers-Buzancy et le Tremblois-Rocroi; cinq mille francs (5,000^f) Wasigny-l'Abbaye, et six mille francs (6,000^f) Nouzon-Gespunsart;

Quatre trains sur Raucourt-Vouziers-Buzancy et cinq trains sur chacune des trois autres lignes pour des recettes respectivement comprises entre trois mille cinq cents francs (3,500^f) et cinq mille francs (5,000^f) Raucourt-Fauxiers-Buzancy et le Tremblois-Rocroi; cinq mille francs et six mille cinq cents francs (5,000 et 6,500^f) Wasigny-l'Abbaye; six mille francs et sept mille cinq cents francs (6,000 et 7,500^f) Nouzon-Gespunsart et, ainsi de suite, à raison d'un train supplémentaire sur chaque ligne, par chaque augmentation de recette kilométrique annuelle de quinze cents francs (1,500^f).

Il est d'ailleurs entendu que la société ne pourra mettre en circulation des trains supplémentaires qu'avec l'autorisation du préfet.

Pour le règlement des comptes et l'application de la formule d'exploitation, il sera tenu compte des recettes du trafic et de mouvement des quatre lignes.

Lorsque les dépenses portées en compte n'atteindront pas le maximum ainsi calculé, la société prélèvera, à titre de prime d'économie, la moitié de la différence entre le maximum et le montant des dépenses réelles pour les recettes brutes moyennes inférieures à trois mille cinq cents francs (3,500^f) par kilomètre, et les deux tiers de cette différence pour les recettes brutes moyennes égales ou supérieures à trois mille cinq cents francs (3,500^f).

Lorsque la recette brute sera inférieure aux dépenses portées en compte dans les limites du maximum, augmentées, s'il y a lieu, de la prime d'économie, les insuffisances seront imputées à un compte d'attente qui sera amorti avec intérêt simple à quatre pour cent (4 p. 100) sans prime d'amortissement, en parties proportionnelles pour le capital et les intérêts composant le compte dont il s'agit, par des prélèvements opérés sur les excédents de recettes des années suivantes, avec cette stipulation que ce compte deviendra nul de plein droit à l'expiration de la concession, s'il n'est pas complètement amorti à cette époque.

Cette clause s'appliquera également au cas où le département dénoncerait le bail au bout de trente ans.

Le surplus de la recette, après déduction des diverses allocations mentionnées au présent article, sera partagé dans la proportion des deux tiers pour la société et d'un tiers pour le département.

Le préfet pourra, la société entendue, exiger l'établissement d'un nombre de trains supérieur au nombre prévu; en ce cas, il sera ajouté au maximum défini par la formule ci-dessus vingt-cinq centimes (0^e 25) par train kilométrique pour les trains ainsi placés.

Il est d'ailleurs expressément entendu que les trains supplémentaires que la société mettrait en circulation d'elle-même ne donneront pas lieu à cette augmentation de vingt-cinq centimes (0^e 25) par train kilométrique.

Les exercices seront comptés du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

10. La société devra avoir le matériel roulant nécessaire pour l'exploitation des lignes; toutefois, le matériel qui devra faire retour au département en fin de concession, ou au bout de trente ans si la concession est résiliée à l'expiration de cette période par le département, est limité, pour l'ensemble du réseau à onze locomotives, onze fourgons, trente et une voitures à voyageurs de première ou deuxième classe

ou mixtes, soixante-seize wagons à marchandises ; ces quantités sont celles du matériel roulant qui devra être fourni sur le réseau au début de l'exploitation, et qui devra être porté au compte d'établissement.

11. Pour l'application des dispositions qui précèdent, la longueur de chaque ligne sera déterminée conformément à l'article 41 du cahier des charges.

12. La société devra se charger de l'assurance contre l'incendie des bâtiments et du matériel fournis par le département. A défaut par elle de couvrir ce risque, le département, ~~le sera pour le compte et aux frais de la société.~~ Les frais de cette assurance seront portés au compte annuel de l'exploitation.

La société restera néanmoins, tant avant la conclusion de l'assurance qu'après que celle-ci aura été conclue, soit par elle-même, soit en son lieu et place par le département, entièrement responsable des immeubles et du matériel mis à sa disposition et de toutes les conséquences éventuelles de leur incendie (recours des voisins, etc.).

13. Toutes les indemnités et tous les frais quelconques auxquels donnerait lieu, au profit de qui que ce soit, l'exploitation du réseau, seront exclusivement à la charge de la société.

Elle sera civilement responsable de tous les accidents qui pourront survenir pendant la durée de la concession, et garantira le département de toute réclamation de ce chef.

Elle ne sera pas admise à invoquer une mauvaise disposition résultant de l'établissement de la ligne pour se libérer de sa responsabilité.

14. Le département touchera les subventions à verser par l'État en exécution de la loi du 11 juin 1880 et celles des communes et des particuliers.

De plus, aussitôt qu'il y aura partage des recettes nettes entre les concessionnaires et le département, et lors même que la période de remboursement ne serait pas ouverte dans les conditions fixées par l'article 15 de la loi du 11 juin 1880, le département demeurera chargé de rembourser l'État, les communes et les particuliers des avances qu'ils auront faites, jusqu'à concurrence du complet remboursement de ces avances, sans intérêts : à cet effet, la partie de la recette nette revenant au département, après partage avec les concessionnaires, devra elle-même être partagée entre l'État, le département, les communes et les particuliers proportionnellement aux avances faites par chacun d'eux.

15. La présente concession est faite aux charges, clauses et conditions de la série de prix et du cahier des charges ci-annexés, à l'exécution desquels MM. Beldant (Paul), Beldant (Edmond) et Baert (François) s'engagent d'une façon formelle. Ce cahier des charges est conforme au cahier des charges type annexé au décret du 5 août 1881, sauf en ce qui concerne les articles 1 bis, 3, 5, 6, 9, 11, 29, 29 bis, 35, 36, 38, 39, 41, 56, 57 et 66.

16. La validité de la présente convention est subordonnée à la déclaration d'utilité publique et à l'obtention par le département pendant la durée de son emprunt, des subventions de l'État au taux maximum résultant de la loi du 11 juin 1880, pour l'application de laquelle les frais kilométriques d'exploitation seront calculés comme il est dit à l'article 9.

17. Les concessionnaires s'engagent à n'employer que du personnel français et du matériel fixe et roulant et de l'outillage de provenance française.

18. Les frais de timbre et d'enregistrement du présent traité, de la série de prix et du cahier des charges y annexés, calculés suivant l'article 24 de la loi du 11 juin 1880, seront supportés par les concessionnaires.

Fait double à Mézières, le 22 décembre 1893.

Les Concessionnaires,

Signé : P. BELDANT, E. BELDANT, BAERT.

Le Préfet des Ardennes,

Signé : LARDIN DE MESSAT.

Enregistré à Mézières, le 1^{er} septembre 1894, folio 90, case 5. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Hisette.

BORDENEAU DES PRIX.

Séries.	INDICATION DES OUVRAGES.	VARI de l'unité.
CHAPITRE I^{er}.		
INFRASTRUCTURE.		
I.	Déblais de toute nature à sec ou monnaies (y compris épaissements, défilés et écluses) employés en remblais ou mis en dépôt, pour fouille, jeté de pelle et repaies, quel qu'en soit le nombre, chargement, transport et déchargement, cassage de motes, réglage, pilonnage, pour terrassements courants de la voie, fouilles de ponts ou d'aqueducs et déviations de chemins, de cours d'eau : Le mètre cube Pour la ligne de Wassigny à Signy-l'Abbaye. mesuré au déblai. Pour les trois autres lignes.	1 50 1 75
II.	Travaux accessoires, réglages, perrés, gazonnements. Le kilo- mètre	500 00
III.	Dessouchage et essartage. Le mètre carré	0 25
IV.	Facon de chaussée, d'empierrement de 0 ^m 20 à 0 ^m 32 d'épaisseur, y compris la façon de la forme, suivant le profil prescrit, l'enlève- ment des terres en excès, le repandage et l'emploi sur une épais- seur de 0 ^m 15 à 0 ^m 20 des pierres cassées nécessaires à la construc- tion et à l'entretien de la chaussée, jusqu'à la réception définitive. Le mètre superficiel	0 40
V.	Quartzites cassés à l'anneau de 0 ^m 06 pour chaussées, rendus à pied- d'œuvre. Le mètre cube	1 50
VI.	Gravier ou sable moyen de Meuse pour chaussées, béton ou maçon- nerie. Le mètre cube rendu à pied-d'œuvre	5 00
VII.	Baquettes de séclé, pannonées, de 0 ^m 50 de hauteur sur 1 ^{er} de largeur à la base et 0 ^m 75 au sommet, toutes fournitures et main- d'œuvre comprises. Le mètre linéaire	1 20
VIII.	Buses de 0 ^m 15 de diamètre pour l'écoulement des eaux. Le mètre linéaire (y compris la sujétion relative aux têtes)	5 50
IX.	Buses de 0 ^m 20. Le mètre linéaire (y compris la sujétion relative aux têtes)	6 00
X.	Buses de 0 ^m 25. Le mètre linéaire (y compris la sujétion relative aux têtes)	6 50
XI.	Buses de 0 ^m 30. Le mètre linéaire (y compris la sujétion relative aux têtes)	7 00
XII.	Buses de 0 ^m 40. Le mètre linéaire (y compris la sujétion relative aux têtes)	12 00
XIII.	Buses de 0 ^m 50. Le mètre linéaire (y compris la sujétion relative aux têtes)	25 00
XIV.	Sable fin de Meuse rendu à pied-d'œuvre. Le mètre cube	7 00
XV.	Ciment de Portland. Les 100 kilogrammes	10 00
XVI.	Maçonnerie de béton en chaux hydraulique et gravier de Meuse. Le mètre cube	16 00
XVII.	Maçonnerie de moellons à sec. Le mètre cube	16 00
XVIII.	Maçonnerie de moellons et mortier de chaux hydraulique. Le mètre cube	18 00
XIX.	Maçonnerie de pierre de taille. Le mètre cube	110 00
XX.	Maçonnerie de moellons piqués ou têtus avec mortier de chaux hydraulique. Le mètre cube	55 00
XXI.	Maçonnerie de briques avec mortier de chaux hydraulique, y com- pris sujétion des parements pour le choix des matériaux. Le mètre cube	50 00
XXII.	Taille de pierre, surface vue. Le mètre carré	10 00

NUMÉROS.	INDICATION DES OUVRAGES.	PRIX de l'unité.
XXIII.	Taille de mocillons piqués. Le mètre carré.....	7 00
XXIV.	Le kilogramme de fer, y compris peinture pour ouvrages d'art....	0 50
XXV.	Le kilogramme de fonte, y compris peinture pour ouvrages d'art.	0 80
XXVI.	Le kilogramme d'acier, y compris peinture pour ouvrages d'art....	0 70
XXVII.	Charpente en bois de chêne équarri, y compris assemblage et mise en place, pour ouvrages définitifs. Le mètre cube.....	110 00
XXVIII.	Charpente en bois en location, en chêne, sapin ou hêtre, y compris toute main-d'œuvre pour ouvrages provisoires. Le mètre cube...	85 00
XXIX.	Chapes en mortier de ciment de Portland de 0 ^m 03 d'épaisseur. Le mètre superficiel.....	4 00
XXX.	Plus ou moins-value par chaque centimètre d'épaisseur en plus ou en moins.....	1 00
XXXI.	Clôture en fil de fer à la traversée des pâturages, du type adopté dans la région. Le mètre linéaire.....	1 50
CHAPITRE II. SUPRASTRUCTURE.		
I. — Voie et matériel fixe.		
XXXII.	Voie en acier établie sur plate-forme indépendante ou en accotement, en rails Vignole de 18 kilogrammes le mètre linéaire posés sur traverses en chêne de 1 ^m 50 x 0 ^m 18 x 0 ^m 12, espacées de 0 ^m 77 en moyenne d'axe en axe, y compris éclisses de 6 kilogrammes la paire; boulons d'éclisses en fer de 2 kilog. 600 et tire-fonds de 0 kilog. 300, fourniture de ballast en pierres cassées, sable, gravier, scories ou machefers, sur 0 ^m 35 d'épaisseur et 1 ^m 60 de largeur moyenne, pose de la voie, ballastage et consolidation jusqu'à complet bourrage des traverses, y compris en outre bordure de trottoir en pierre du pays pour la voie sur accotements, par mètre linéaire.....	17 00
XXXIII.	Voie établie sur chaussée empierrée sans contre-raill et avec les dispositions indiquées au numéro XXXII pour les rails, éclisses, boulons d'éclisses, traverses, tirefonds, comprenant exécution de fouilles, fourniture de ballast et empierrement sur 0 ^m 40 d'épaisseur et 1 ^m de largeur, pose de la voie et ballastage, exécution de la chaussée et raccords. Le mètre linéaire.....	22 50
XXXIV.	Voie établie dans une chaussée pavée avec un sabot d'appui en fonte de 5 kilogrammes avec les dispositions indiquées au n° XXXII pour les rails, éclisses, boulons d'éclisses, traverses, tirefonds et une lisse en bois pour maintenir le pavage, réunie aux rails par des crochets d'attache comprenant démolition de pavage, exécution de fouilles, fourniture de ballast et de pavés neufs sur une largeur de 1 ^m et une épaisseur de 0 ^m 40, pose de la voie et ballastage, exécution du pavage et raccords. Le mètre linéaire.....	24 00
XXXV.	Branchements à deux voies, l'une des voies étant comptée sur toute sa longueur et la seconde à partir de la pointe de cœur, par appareil.....	600 00
XXXVI.	Plaque tournante de 3 ^m de diamètre, l'une.....	1,500 00
XXXVII.	Pont à bascule avec cuve en fonte de 20 tonnes, l'un.....	8,000 00
XXXVIII.	Grue de chargement de 6 tonnes, montée sur truc. L'une.....	7,000 00
XXXIX.	Grue de chargement de 6 tonnes à plateau et à noix. L'une.....	5,000 00
XL.	Alimentation d'eau. L'une.....	5,000 00
XLI.	Fosse à piquer le feu, en maçonnerie ordinaire et revêtement en briques. Le mètre linéaire.....	100 00

FONDS.	INDICATION DES OUVRAGES.	PRIX de l'unité.
		fr. c.
XXX.	Exécution d'un passage à niveau sans contre-rail, ouverture de la forme du ballast, fourniture des matériaux avec confection de la chaussée et raccordement aux abords, comprenant buses pour l'écoulement des eaux, deux poteaux d'avertissement, quatre poteaux limitant le passage et 40 mètres linéaires de clôture. Chaque passage.....	160 00
XLIII.	Traversée à niveau de voie de service à écartement normal. Traversée pour une voie.....	1,800 00
XLIV.	Établissement de la ligne téléphonique. Par kilomètre de chemin de fer.....	350 00
XLV.	A ajouter par poste téléphonique.....	300 00
XLVI.	Poteaux kilométriques, poteaux de rampes, pentes et courbes. Par kilomètre de chemin de fer.....	50 00
II. — Stations.		
XLVII.	Bâtiments à voyageurs en maçonnerie ou en poteaux de chêne avec remplissage en briques de 0 ^m 11, du pays et à rez-de-chaussée (y compris la construction des trottoirs sur la voie et sur la cour). Le mètre carré (surface mesurée à l'extérieur des murs).....	100 00
XLVIII.	Abri en bois avec remplissage en briques de 0 ^m 11 d'épaisseur (fermé sur trois côtés et la moitié du quatrième). Le mètre carré (mesuré à l'extérieur des murs).....	75 00
XLIX.	Plus-value par mètre carré de surface couverte en dehors des murs à l'aide d'un auvent.....	25 00
L.	Halle couverte (marchandises), poteaux en chêne. Le mètre carré (mesuré à l'extérieur des murs).....	80 00
LI.	Plus-value par mètre carré de surface couverte en dehors des murs à l'aide d'un auvent.....	25 00
LII.	Quai découvert. Le mètre de surface horizontale (la construction des rampes ou escaliers est implicitement comprise dans le prix unitaire).....	10 00
LIII.	Empierrement (hérisson de 0 ^m 20 en pierres du pays et cailloutis de 0 ^m 12 en quartails). Le mètre carré.....	4 20
LIV.	Remise à machines en maçonnerie ou en poteaux de chêne avec remplissage en briques de 0 ^m 11 du pays, avec fosse à visite, petit atelier avec ou sans bureau. Le mètre carré.....	90 00
LV.	Grand atelier en maçonnerie ou en poteaux de chêne avec remplissage en briques de 0 ^m 11. Le mètre carré.....	80 00
LVI.	Remise à voitures en maçonnerie ou en poteaux de chêne avec remplissage en briques de 0 ^m 11. Le mètre carré.....	70 00
LVII.	Châssis en bois de type à agréer par le département. Le mètre linéaire.....	4 00
CHAPITRE III.		
MATÉRIEL ROULANT.		
LVIII.	Locomotives à six roues couples du poids de 18 tonnes en ordre de marche. L'une.....	32,000 00
LIX.	Voitures pour voyageurs de 1 ^{re} classe, fermées à glace et à couloir central et à banquettes rembourrées (type de la Sarthe). L'une.....	5,500 00
LI.	Voitures pour voyageurs de 2 ^e classe, fermées à vitre, couloir central (type de la Sarthe). L'une.....	5,000 00
LXI.	Voitures pour voyageurs mixtes de 1 ^{re} et de 2 ^e classes à couloir central (type de la Sarthe). L'une.....	5,300 00
LXII.	Voitures fourgons. L'une.....	3,500 00

NUMÉROS.	DÉSIGNATION DES OUVrages.	Prix de l'Unité
		fr. c.
LXIII.	Wagons à marchandises couverts, de 5 tonnes, frein à vis. L'un...	3,000 00
LLIV.	Wagons à marchandises couverts, de 5 tonnes, frein à main. L'un...	2,800 00
LXV.	Wagons à marchandises découverts, de 5 tonnes. L'un...	2,600 00
LXVI.	Wagons plats-formes de 5 tonnes. L'un...	2,300 00
LXVII.	Plus-value pour les véhicules désignés aux numéros LXIII, LXIV, LXV et LXVI, quand les wagons de 5 tonnes sont complétés par des wagons de 10 tonnes. Par wagon (20 p. 100 des prix ci-dessus)...	20 p. 100
LXVIII.	Frein Westinghouse. Par machine...	1,300 00
LXIX.	Frein Westinghouse à 8 sabots pour voitures et wagons, y compris les boyaux et raccords. Par voiture...	800 00
LXX.	Dispositifs d'inter-communication à placer sur les voitures qui ne sont pas munies de frein. Par voiture...	150 00
LXXI.	Gros outillage de l'atelier central des réparations, y compris le moteur, pièces de rechange, outillage et mobilier de l'exploitation, et de la voie. Par kilomètre de voie...	1,500 00

Fait double à Mézières, le 22 décembre 1893.

Le Préfet des Ardennes,

Les Concessionnaires,

Signé : LAUREN DE MUSEY.

Signé : BARRÉ, BELDANT (P.), BELDANT (L.).

Enregistré à Mézières, le 1^{er} septembre 1894, folio 90, case 5. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Nisette.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Tracé.

ART. 1^{er}. Les chemins de fer d'intérêt local qui font l'objet du présent cahier de charges auront les directions suivantes :

POINTS de départ.	LOCALITÉS VOISINES DU TRACÉ.	POINTS d'arrivée.
Raucourt.....	Chémery, Malmy, Vendresse, la Cassine, Sanville, le Chesne, Châtillon, Noirval.....	Vouziers.
Châtillon.....	Briemilles, Authe, Harcourt, Bar.....	Budency.
Nousson.....	Neufmanil.....	Gespensart.
Le Tremblais.....	Bourg-Fidèle.....	Reorot.
Wasigny.....	La Neuville, Laiebbe.....	Siguy-l'Abbaye.

Voies publiques empruntées.

1^{er} bis. Les voies publiques empruntées seront les suivantes :

1^o Ligne de Raucourt à Vouziers : rues du Ruissau, de la Belle-Volée et du C...

- 1^{re} Ligne de la traverse de Baucourt; chemin de grande communication n° 9 et route nationale n° 46;
 2^e Ligne de Nouzon à Gaspunsart: boulevard de la Gare et place Gambetta à Nouzon;
 3^e Ligne du Tremblais à Rocroi: rue de Montmorency et place communale dans la commune de Rocroi;
 4^e Ligne de Wassigny à Signy-l'Abbaye: chemin de grande communication n° 11.

Délai d'exécution.

2. Les travaux devront être commencés dans un délai de dix mois à partir de la loi déclarative d'utilité publique. Ils seront poursuivis de telle façon que les lignes soient mises à l'exploitation deux ans après la promulgation de ladite loi.

Approbation des projets.

3. Les projets d'infrastructure seront préparés par le département et à ses frais et les projets de superstructure par le concessionnaire et à ses frais.

Aucun travail de superstructure ne pourra être entrepris sans que les projets en aient été approuvés, conformément à l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, pour les projets d'ensemble, par le conseil général et, pour les projets de détail des ouvrages, par le préfet, sous réserve de l'approbation spéciale du ministre des travaux publics, dans le cas où les travaux affecteraient des cours d'eau ou des chemins dépendant de la grande voirie.

A cet effet, les projets d'ensemble, comprenant l'emplacement des stations, seront soumis au préfet dans les dix mois, au plus tard, de la date de la loi déclarative d'utilité publique.

Le préfet, après avoir pris l'avis de l'ingénieur en chef du département, soumettra ces projets au conseil général, qui statuera définitivement, sauf le droit réservé au ministre des travaux publics, par le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi, d'appeler le conseil général à statuer à nouveau sur lesdits projets.

L'une des expéditions des projets ainsi approuvés sera remise au concessionnaire avec la mention de la décision approbative du conseil général; l'autre restera entre les mains du préfet.

Avant comme pendant l'exécution, le concessionnaire aura la faculté de proposer aux projets approuvés, les modifications qu'il jugerait utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'autorité compétente.

Projets antérieurs.

4. Le concessionnaire pourra prendre copie, sans déplacement, de tous les plans, plans-reliefs, et devis qui auraient été antérieurement dressés, aux frais du département.

Pièces à fournir.

5. Les projets d'ensemble qui doivent être produits par le concessionnaire comprennent, pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

- 1^{er} Un plan de pose;
- 2^e Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions dudit plan.

acquisition de terrains. — Ouvrages d'art. — Établissement de la deuxième voie.

6. Les acquisitions de terrains seront faites par le département, ainsi qu'il est dit à la convention; ce dernier restera en outre chargé des remboursements à faire à la Compagnie de l'Est dans les gares communes.

Dans le but de réduire le plus possible le cube des terrassements, le concessionnaire pourra présenter toute modification aux projets d'infrastructure qui serait compatible avec les conditions de déclivité et de courbe définies ci-après, sous la réserve que le projet ainsi rectifié ne pénétrera pas dans des propriétés closes de murs ou dans des propriétés d'agréments; et qu'il ne nécessitera pas l'acquisition de propriétés bâties.

Le concessionnaire pourra, à toute époque de la concession, être requis, par le préfet au nom du département et par le ministre des travaux publics au nom de l'État, d'exécuter et d'exploiter une seconde voie sur tout ou partie de la ligne, moyennant le remboursement des frais d'établissement de ladite voie.

Si les travaux de la double voie requise ne sont pas commencés et poursuivis dans les délais et conditions prescrits par la décision qui les a ordonnés, l'Administration pourra mettre le chemin de fer tout entier sous séquestre et exécuter elle-même les travaux.

Les terrains acquis pour l'établissement du chemin de fer ne pourront pas recevoir une autre destination.

Largueur de la voie. — Gabarit du matériel roulant,

7. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être de quatre-vingts centimètres (0^m 80).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas deux mètres (2^m), et la largeur du matériel roulant, compris toutes saillies, notamment celle des marche-pieds latéraux, restera inférieure à deux mètres dix centimètres (2^m 10); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètres quarante centimètres (3^m 40).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera de deux mètres (2^m).

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté du bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de soixante-dix centimètres (0^m 70).

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) et l'on ménagera, au pied de chaque talus du ballast, une banquette de largeur telle que l'arête de cette banquette se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

Le concessionnaire établira, le long du chemin de fer, les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales, sur les propositions du concessionnaire.

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

8. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon sera pour la première partie inférieure à soixante mètres (60^m), sauf aux abords des gares et à la traversée des villages, où le rayon pourra être abaissé à trente mètres (30^m).

Une partie droite de quarante mètres (40^m) au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire; toutefois cette clause pourra ne pas être appliquée à la traversée de Raucourt.

Le maximum des déclivités est fixé à trente millièmes (0^m 030) pour les trois premières lignes et à vingt-cinq millièmes (0^m 025) pour celle de Wasigny à l'Abbaye.

Une partie horizontale de quarante mètres (40^m) au moins devra être ménagée entre deux déclivités consécutives de sens contraire, sauf à la traversée de Raucourt.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Gares et stations.

9. Le nombre et l'emplacement des stations ou haltes de voyageurs et des gares pour les marchandises seront arrêtés par le conseil général, sur les propositions du concessionnaire, après une enquête spéciale.

Il demeure toutefois entendu, dès à présent, que des stations seront établies dans les localités indiquées ci-après :

1^{re} Ligne de Raucourt à Vouziers avec embranchement de Châtillon à Buzancy.
Stations pour voyageurs et marchandises à Raucourt, Chémery, Vendresse, etc.

gna, le Cheone, Châtillon, Quatre-Champa, Balley, Vouziers, Brioulles, Authé et
 Remilly;

Arrêts pour voyageurs à la Cassine, Tannay, Noirval, Autruche et Harricourt.

2^e Ligne de Nouzon à Gespunsart :

Stations pour voyageurs et marchandises à Nouzon, Neufmanil et Gespunsart;
 Arrêt pour voyageurs à la Forge.

3^e Ligne du Tremblois à Rocroi :

Station pour voyageurs au Tremblois et stations pour voyageurs et marchandises à
 Bour-Fidèle et Rocroi.

4^e Ligne de Wasigny à Signy-l'Abbaye :

Stations pour voyageurs et marchandises à la Neuville, Lalobbe et Signy-l'Abbaye;
 Arrêt pour voyageurs à Wasigny et Signy-l'Abbaye.

38. Pendant l'exploitation, de nouvelles stations, gares ou haltes sont reconnues né-
 cessaires, d'accord entre le département et le concessionnaire, il sera procédé à une
 enquête spéciale.

L'emplacement en sera définitivement arrêté par le conseil général, le concession-
 naire entendu.

Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés
 par le préfet, le concessionnaire entendu; si la sécurité publique l'exige, le préfet
 pourra, pendant le cours de l'exploitation, prescrire l'établissement de nouvelles gares
 d'évitement ainsi que l'augmentation des voies dans les stations et aux abords des
 stations.

Traverses des routes et chemins.

39. Le concessionnaire sera tenu de rétablir les communications interceptées par
 le chemin de fer, suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration
 compétente.

Passages au-dessus des routes et chemins.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route nationale ou dé-
 partementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par le ministre
 des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circonstances
 locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres
 (8^m) pour la route nationale, à sept mètres (7^m) pour la route départementale, à cinq
 mètres (5^m) pour un chemin vicinal de grande communication ou d'intérêt commun
 et à quatre mètres (4^m) pour un simple chemin vicinal.

Pour les viaducs de forme cintrée, la hauteur sous chef, à partir du sol de la route,
 sera de cinq mètres (5^m) au moins. Pour ceux qui seront formés de poutres hori-
 zontales en bois ou en fer, la hauteur sous poutre sera de quatre mètres trente cen-
 timètres (4^m 30) au moins.

La largeur entre les parapets sera au moins de trois mètres soixante-dix cen-
 timètres (3^m 70). La hauteur de ces parapets ne pourra, dans aucun cas, être inférieure
 à un mètre (1^m).

Passages au-dessous des routes et chemins.

12. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route nationale ou
 départementale, ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui
 supportera la route ou le chemin sera fixée par le ministre des travaux publics ou par
 le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette lar-
 geur ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m) pour la route na-
 tionale, à sept mètres (7^m) pour la route départementale, à cinq mètres (5^m) pour un
 chemin vicinal de grande communication et à quatre mètres (4^m) pour un simple
 chemin vicinal.

L'ouverture du pont entre les culées sera au moins de trois mètres soixante-dix cen-
 timètres (3^m 70) pour les chemins à une voie et de six mètres soixante centimètres
 (6^m 60) sur les lignes ou sections pour lesquelles le concessionnaire exécutera les ou-
 vrages d'art pour deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m) au moins
 au-dessus du niveau du rail. La distance verticale qui sera ménagée au-dessus des

rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à trois mètres soixante centimètres.

Passages à niveau.

13. Dans le cas où des routes nationales ou départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers, seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails et contre-rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ne pourra s'effectuer sous un angle inférieur à quarante-cinq degrés (45°), à moins d'une autorisation formelle de l'administration supérieure.

L'ouverture libre des passages à niveau sera d'au moins six mètres (6^m) pour les routes nationales et départementales et les chemins vicinaux de grande communication, et d'au moins quatre mètres (4^m) pour tous les autres chemins.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, les types des barrières qu'il devra poser aux passages à niveau, ainsi que les abris ou maisons de gardes à établir. Il peut dispenser d'établir des maisons de gardes ou des abris, et même de poser des barrières au croisement des chemins peu fréquentés.

La déclivité des routes et chemins, aux abords des passages à niveau sera réduite à vingt millièmes ($0^m.020$) au plus sur dix mètres (10^m) de longueur de part et d'autre de chaque passage.

Rectification des routes.

14. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'inclinaison des pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres ($0^m.03$) par mètre pour les routes nationales et cinq centimètres ($0^m.05$) pour les routes départementales et les chemins vicinaux. Le préfet restera libre, toutefois, d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause en ce qui touche les routes départementales et les chemins vicinaux; le ministre statuera sur tout ce qui touche les routes nationales.

Écoulement des eaux débouché des ponts.

15. Le concessionnaire sera tenu de rétablir et d'assurer à ses frais, pendant la durée de sa concession, l'écoulement de toutes les eaux dont le cours aurait été arrêté, suspendu ou modifié par ses travaux, et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Les viaducs à construire à l'encontre des rivières, des canaux et des cours d'eau quelconques auront au moins trois mètres soixante-dix centimètres ($3^m.70$) de largeur entre les parapets sur les chemins à une voie et six mètres soixante centimètres ($6^m.60$) sur les chemins à deux voies, et ils présenteront au centre des passages nécessaires pour la sécurité des ouvriers de la voie, la hauteur des parapets ne pourra être inférieure à un mètre (1^m).

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

Dans tous les cas où l'administration le jugera utile, il pourra être accolé aux ponts établis par le concessionnaire pour le service du chemin de fer une voie charretière ou une passerelle pour piétons. L'excédent de dépense qui en résultera sera supporté, suivant les cas, par l'État, le département ou les communes intéressées, d'après l'évaluation contradictoire qui sera faite par les ingénieurs ou les agents désignés par l'autorité compétente et par les ingénieurs de la compagnie.

16. (Supprimé.)

Maintien des communications.

17. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, le concessionnaire sera tenu de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que le service de la navigation ou du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes nationales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires, par les soins et aux frais du concessionnaire, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation éprouve ni interruption ni gêne.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, une reconnaissance sera faite par les ingénieurs de la localité, à l'effet de constater si les ouvrages provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Un délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

Exécution des travaux.

18. Le concessionnaire n'emploiera, dans l'exécution des ouvrages, que des matériaux de bonne qualité; il sera tenu de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

Voies.

19. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de dix-huit kilogrammes (18^k) au moins par mètre courant sur les voies de circulation.

L'épaveur maximum des traverses sera de soixante-dix-sept centimètres (0^m 77) dans en axe.

Clôtures.

20. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou clôtures dont le mode et la disposition seront agréés par le préfet. Le concessionnaire pourra, conformément à l'article 20 de la loi du 11 juin 1880, être autorisé de poser des clôtures sur tout ou partie de la voie, mais il devra fournir des justifications spéciales pour être dispensé d'en établir :

- 1° Dans la traversée des lieux habités;
- 2° Dans les parties contiguës à des chemins publics;
- 3° Sur dix mètres (10^m) de longueur au moins de chaque côté des passages à niveau et des stations.

Indemnités de terrains et de dommages.

21. Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par le concessionnaire.

Droits conférés aux concessionnaires.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, le concessionnaire est investi, pour l'exécution des travaux dépendant de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration, en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et il demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent pour l'administration de ces lois et règlements.

Servitudes militaires.

23. Dans les limites de la zone frontalière et dans le rayon de servitude des encoûtes militaires, le concessionnaire sera tenu, pour l'étude et l'exécution de ses projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions établies par les lois, décrets et règlements concernant les travaux militaires.

Mines.

24. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine qui pourraient être imposés par le ministre des travaux publics, ainsi que les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge du concessionnaire.

Carrières.

25. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières et les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. Les travaux que le ministre des travaux publics pourrait ordonner à cet effet seront exécutés par les soins et aux frais du concessionnaire.

Contrôle et surveillance des travaux.

26. Les travaux seront soumis au contrôle et à la surveillance du préfet, sous l'autorité du ministre des travaux publics.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sécurité de la circulation. Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront éclairés et gardés pendant la nuit.

Les travaux devront être adjugés par lots et sur séries de prix, soit avec publicité et concurrence, soit sur soumissions cachetées entre entrepreneurs agréés à l'avance; toutefois, si le conseil d'administration juge convenable, pour une entreprise ou une fourniture déterminée, de procéder par voie de régie ou de traité direct, il devra obtenir de l'assemblée générale des actionnaires la sanction soit de la régie, soit du traité.

Tout marché à forfait, avec ou sans séries de prix, passé avec un entrepreneur, pour l'ensemble du chemin de fer, soit pour l'exécution des terrassements ou ouvrages d'art, soit pour la construction d'une ou plusieurs sections du chemin, est, dans tous les cas, formellement interdit.

Le contrôle et la surveillance du préfet auront pour objet d'empêcher le concessionnaire de s'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier des charges et de celles qui résulteront des projets approuvés.

Réception des travaux.

27. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer susceptibles d'être livrées utilement à la circulation, il sera procédé à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que le préfet désignera.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation, le concessionnaire pourra mettre lesdites parties en service et y percevoir les taxes ci-après déterminées. Toutefois, ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer, laquelle sera faite dans la même forme que les réceptions partielles.

Bornage et plan cadastral.

28. Immédiatement après l'achèvement des travaux et au plus tard six mois après la mise en exploitation de la ligne ou de chaque section, le concessionnaire fera faire à ses frais un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain en présence d'un représentant du département, ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances. Il fera dresser également à ses frais, et contradictoirement avec les agents désignés par le préfet, un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés, ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral,

de l'état descriptif et de l'atlas sera dressée aux frais du concessionnaire et déposée dans les archives de la préfecture.

Les terrains acquis par le concessionnaire postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui, par cela même, deviendront intégrants du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires, et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

28. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge du concessionnaire.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence du préfet et aux frais du concessionnaire, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 29.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

Sur les sections de voies publiques empruntées, où la voie ferrée sera accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien à la charge du concessionnaire comprendra le pavage ou l'empierrement des entre-rails après l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'épaveoirs extérieurs aux rails.

Réfection des parties de routes ou de chemins atteints par les travaux de la voie ferrée.

29 bis. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués à l'article précédent, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection.

Gardiens.

30. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, partout où la nécessité en sera été reconnue par le préfet, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation sur les points où le chemin de fer traverse à niveau des routes ou chemins publics.

Matériel roulant.

31. Le matériel roulant qui sera mis en circulation sur les lignes concédées devra passer librement dans le gabarit dont les dimensions sont définies par le deuxième paragraphe de l'article 7.

Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles; elles devront consommer leur fumée et satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou à prescrire par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs devront également être faites d'après les meilleurs modèles et satisfaire à toutes les conditions réglées ou à régler pour les voitures servant au transport des voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues sur ressorts et pourront être à deux étages.

L'étage inférieur sera complètement ouvert, garni de banquettes avec dossiers, fermé à glaces, muni de rideaux et éclairé pendant la nuit; l'étage supérieur sera

convert et garni de banquettes avec dossiers, on y accèdera au moyen d'escaliers qui seront accompagnés, ainsi que les couloirs donnant accès aux places, de garde-fous solides d'au moins un mètre dix centimètres (1.7.10) de hauteur utile.

Les dossiers et les banquettes devront être inclinés, et les dossiers seront réglés à la hauteur de la tête des voyageurs.

Il y aura des places de deux classes; on se conformera, pour la disposition matérielle des places de chaque classe, aux prescriptions qui sont arrêtées par le préfet.

L'intérieur de chaque compartiment contiendra l'indication du nombre de places de ce compartiment.

Le préfet pourra exiger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé, dans les trains de voyageurs, aux femmes voyageant seules.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, des chaises de poste, des chevaux ou des bestiaux, les plates-formes et, en général, toutes les parties du matériel roulant, seront de bonne et solide construction.

Le concessionnaire sera tenu, pour la mise en service de ce matériel, de se soumettre à tous les règlements sur la matière.

Le nombre des voitures à frein qui doivent entrer dans la composition des trains sera réglé par le préfet en rapport avec les déclivités de la ligne.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toute espèce, plates-formes composant le matériel roulant, seront constamment tenus en bon état.

Nombre minimum des trains.

32. Le nombre minimum des trains qui desserviront tous les jours la ligne sera, dans chaque sens, est fixé, pour les voyageurs, à trois sur la ligne de Blaucourt à Vieux, y compris son embranchement, et à quatre sur chacune des trois autres lignes.

Règlements de police et d'exploitation.

33. Le concessionnaire supportera les dépenses qu'entraînera l'exécution des ordonnances, décrets, décisions ministérielles et arrêtés préfectoraux rendus ou à rendre par application de la loi du 15 juillet 1845 et de celle du 11 juin 1880, au sujet de la police et de l'exploitation du chemin de fer.

Le concessionnaire sera tenu de soumettre à l'approbation du préfet les règlements de service intérieur relatifs à l'exploitation du chemin de fer.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, le minimum et le maximum de la vitesse des convois de voyageurs et de marchandises sur les différentes sections de la ligne, la durée du trajet et le tableau de la marche des trains.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

34. La durée de la concession pour les lignes mentionnées à l'article 1^{er} du présent cahier des charges commencera à courir de la date de la loi qui approuvera la concession. Celle-ci prendra fin cinquante années après. Toutefois le département aura le droit de la faire cesser trente années après la date de cette loi en prévenant le concessionnaire un an au moins à l'avance. En ce cas, le département devra rembourser au concessionnaire la fraction non encore amortie de la partie remboursable de la participation du concessionnaire dans les dépenses d'établissement du réseau.

Expiration de la concession.

35. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur le chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien le chemin de fer et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les maisons de gardes, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant également dudit chemin, tels que les barrières, et clôtures, les voies, changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à établir en bon état le chemin de fer et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation. Le même droit est confié chaque année au département pour les cinq années qui précéderont la fin de la concession supposée d'être de trente ans.

Si on lui conserve des terrains et installations et les objets mobiliers (matériel roulant, mobilier des stations, outillage des ateliers et des gares) non portés au compte d'établissement, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur estimation qui en sera faite à dire d'experts; et réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de fournir ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin pendant six mois.

Rachat de la concession.

Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des vingt premières années de l'exploitation, il sera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce rachat de vingt ans sera compte à partir de la mise en exploitation effective du réseau entier, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 2 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est demandé par le département après l'expiration des vingt premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en prenant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années. Si cette période comprend des années de remboursement d'insuffisances, le calcul des produits nets sera effectué abstraction faite de ces remboursements et dans les conditions des années de partage.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession, supposée de trente années.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat :

1° Les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant les deux derniers paragraphes de l'article 35, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour le département;

2° La fraction non encore amortie de la partie remboursable de la participation du concessionnaire dans les dépenses d'établissement du réseau;

3° Pour le cas où le rachat aurait lieu avant trente ans à dater de la loi déclarative d'utilité publique, la fraction de la partie non remboursable de ladite participation qui resterait à amortir en supposant que l'amortissement dût s'effectuer régulièrement en trente années.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, le chemin concédé ayant été déclaré d'intérêt général, l'Etat sera substitué au département dans tous les droits que ce dernier tient de la loi du 11 juin 1880 et du présent cahier des charges.

Si l'Etat rachète la concession passé le terme de vingt années qui est fixé dans le paragraphe 1^{er} du présent article, le rachat sera opéré suivant les dispositions qui précèdent. Dans le cas où, au contraire, l'Etat déciderait de racheter la concession avant l'expiration de ce terme, l'indemnité qui pourra être due au concessionnaire sera liquidée par une commission spéciale, conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880.

Déchéance.

37. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet les projets définitifs ou s'il a commencé les travaux dans les délais fixés par les articles 2 et 3, il encourra la déchéance, qui sera prononcée par le ministre des travaux publics après une mise en demeure, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme de quatre-vingt-dix mille francs (90,000^f) qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 66, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

38. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 2, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit enfin la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué sur la demande du département, après mise en demeure par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement sera reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

Dans le cas de déchéance, la partie non encore remboursée du cautionnement et la retenue effectuée sur les travaux, conformément à l'article 4 de la convention, pour constituer la participation du concessionnaire dans les dépenses d'établissement du réseau, deviendront la propriété du département.

TARIF.

1^{er} PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Voyageurs...	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe).....	0 066	0 063	0 053
	Voitures couvertes, fermées à glaces et à banquettes rembourrées (2 ^e classe)	0 050	0 04	0 037
Enfants.....	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.			
	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.			
	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.			
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....		0 010		0 010

(Sans que la perception puisse être inférieure à 0^f 15 pour les lignes de Rancourt à Vouziers et à Buzancy, et de 0^f 30 pour la ligne de Wasigny à Signy-l'Abbaye.

de page.			
Rancourt.	Vouziers.	Le Tremblais.	
fr. c.	fr. c.	fr. c.	
0 066	0 063	0 053	
0 050	0 04	0 037	
0 010		0 010	

Interruption de l'exploitation.

39. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie, le préfet prendra immédiatement, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, le concessionnaire n'a pas valablement justifié qu'il est en état de reprendre et de continuer l'exploitation et s'il ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre des travaux publics. Cette déchéance prononcée, la participation du concessionnaire dans les dépenses d'établissement du réseau, c'est-à-dire la partie non remboursable et la portion restant à amortir de la partie remboursable, ainsi que le fonds de renouvellement de la voie, deviendront la propriété du département.

Cas de force majeure.

40. Les dispositions des trois articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS
ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

41. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges et, sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

PAIX				TOTAL.			
de transport.							
Mont.	Bouzon.	Le Tremblais.	Wassigny.	Bancourt.	Bouzon.	Le Tremblais.	Wassigny.
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
035	0 32	0 027	0 035	0 10	0 095	0 08	0 095
025	0 0225	0 018	0 020	0 075	0 0625	0 055	0 065
005		0 005	0 005	0 015	0 30 quel que soit le parcours.	0 015	0 015

Petite vitesse.
 Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mules, bœufs de trait, veaux, agneaux, chèvres.
 Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.

9^e PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huitres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.....

0 30	0 22	0 33
------	------	------

Marchandises transportées à petite vitesse.

1^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Epicerie. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.

0 11	0 11	0 11
------	------	------

2^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes fanés. — Sis, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dits de corde. — Perches. — Chevrans. — Planches. — Madriers.

Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Ardoises. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.

0 11	0 11	0 11
------	------	------

3^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Mollions. — Médifères. — Argiles. — Briques. — Ardoises.

0 09	0 09	0 09
------	------	------

4^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.

0 08	0 08	0 08
------	------	------

Tarif spécial par wagon complet.

Marchandises des 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e classes.
 Les foin, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas six cents kilogrammes (600^k) sous le volume d'un mètre cube, 50 centimes par wagon et par kilomètre.

0 07	0 07	0 07
------	------	------

**3^e VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT
 TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.**

Par pièce et par kilomètre.

Wagon ou chariot pouvant porter de trois à six tonnes.
 Wagon ou chariot pouvant porter plus de six tonnes.
 Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).

0 09	0 09	0 09
0 12	0 12	0 12
1 80		

PREL

de transport.

TOTAL.

N ^o	Nouzon.	Le Tremblais.	Wassigny.	Raucourt.	Nouzon.	Le Tremblais.	Wassigny.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
03	0 03	0 03	0 03	0 10	0 10	0 10	0 10
05	0 015	0 015	0 015	0 04	0 04	0 04	0 04
06	0 01	0 01	0 01	0 02	0 02	0 02	0 02
07							
08							
09							
10	0 18	0 17	0 17	0 50	0 40	0 50	0 50
11	0 09	0 11	0 08	0 25	0 20	0 25	0 20
12							
13							
14							
15	0 08	0 09	0 08	0 20	0 18	0 20	0 18
16	0 07	0 07	0 07	0 16	0 16	0 16	0 16
17	0 06	0 06	0 06	0 14	0 14	0 14	0 14
18	0 05	0 05	0 05	0 12	0 12	0 12	0 12
19							
20							
21							
22							
23							
24							
25							
26							
27							
28							
29							
30							
31							
32							
33							
34							
35							
36							
37							
38							
39							
40							
41							
42							
43							
44							
45							
46							
47							
48							
49							
50							
51							
52							
53							
54							
55							
56							
57							
58							
59							
60							
61							
62							
63							
64							
65							
66							
67							
68							
69							
70							
71							
72							
73							
74							
75							
76							
77							
78							
79							
80							
81							
82							
83							
84							
85							
86							
87							
88							
89							
90							
91							
92							
93							
94							
95							
96							
97							
98							
99							
100							

Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....
Tender de sept à dix tonnes.....
Tender de plus de dix tonnes.....

Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.

Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....

Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.

Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.....

Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....

4° SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres renfermant un ou plusieurs cercueils.....

Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, par les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....

Et par les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de.....

de péage.			
Rayonn.	Housses.	Le Transport.	
fr. c.	fr. c.	fr. c.	
1 25	1 25	1 25	
0 90	0 90	0 90	
1 35	1 35	1 35	
0 15	0 15	0 15	
0 18	0 18	0 18	
0 12	0 12	0 12	
0 08	0 08	0 08	
0 36	0 36	0 36	
0 18	0 18	0 18	
0 60	0 60	0 60	

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à deux kilomètres (2^k), elle sera comptée pour deux kilomètres (2^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet d'après le procès-verbal de chaînage dressé contradictoirement par le concessionnaire et les ingénieurs du contrôle. Ce chaînage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe, des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après

Poids.	Prix de transport.			Taxes.			
	Reuson.	Le Tremblais.	Wassigny.	Rancourt.	Reuson.	Le Tremblais.	Wassigny.
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1 50	"	1 50	"	3 75	"	3 75	"
0 80	"	0 80	"	1 50	"	1 50	"
0 90	"	0 90	"	2 25	"	2 25	"
20	0 10	0 10	0 10	0 25	0 25	0 25	0 25
14	0 14	0 14	0 14	0 32	0 32	0 32	0 32
08	0 08	0 08	0 08	0 20	0 20	0 20	0 20
06	0 06	0 06	0 06	0 14	0 14	0 14	0 14
12	0 28	0 28	0 28	0 64	0 64	0 64	0 64
12	0 12	0 12	0 12	0 30	0 30	0 30	0 30
10	0 40	0 40	"	1 00	1 00	1 00	"

cette base seront soumis à l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions résultant de l'article 3 de la loi du 11 juin 1880.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes payera comme dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes, comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes; 2° au-dessus de cinq, jusqu'à dix kilogrammes; 3° au-dessus de dix kilogrammes, par fraction indivisible de dix kilogrammes.

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes (0⁴⁰).

Composition des trains.

42. A moins d'une autorisation spéciale et révocable du préfet, tout train régulier de voyageurs devra contenir des voitures ou compartiments de toutes classes, en nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux de chemin de fer.

Bagages.

43. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

44. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 45 et 46 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

45. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Néanmoins, le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes (3,000 à 5,000^k); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envois par groupes.

46. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissment des tarifs.

47. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour la parcourir, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois à l'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions établies par l'article 5 de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions de l'ordonnance du 25 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ou aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

48. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour le transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture, dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui mentionnera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel le transport devra être effectué.

Délais de livraison.

49. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques sont expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après énoncées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train;

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le premier train qui leur est destiné.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse, le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

50. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'emballage, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et sur le chemin de fer, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une ligne de voie différente.

Camionnage.

51. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un tiers, le camionnage dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui seront confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon d'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de moins de cinq mille habitants situés à plus de cinq kilomètres de la gare du chemin de fer.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois les expéditeurs et les destinataires resteront libres de faire eux-mêmes à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

Traité particuliers.

52. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 50 de l'ordonnance du 15 novembre 1845, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle et de la surveillance.

53. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance.

Effets du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

La même faculté sera accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes, chargés de la surveillance du chemin de fer dans l'intérêt de la perception d'impôt.

Militaires et marins.

54. Dans le cas où le Gouvernement aurait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, le concessionnaire sera tenu de mettre immédiatement à sa disposition tous ses moyens de transport.

Le prix du transport qui sera opéré dans ces conditions, ainsi que le prix du transport des militaires ou marins voyageant, soit en corps, soit isolément pour cause de guerre, envoyés en congé illimité ou en permission, ou rentrant dans leurs foyers d'habitation, sera payé conformément aux tarifs homologués.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir une subvention par annuités au concessionnaire, le prix de ces transports sera fixé à la moitié des mêmes tarifs.

Transport des prisonniers.

55. Le concessionnaire sera tenu, à toute réquisition, de mettre à la disposition de l'administration un ou plusieurs compartiments de deuxième classe à deux banquettes, ou un espace équivalent, pour le transport des prévenus, accusés ou condamnés et de leurs gardiens.

Il en sera de même pour le transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans des établissements d'éducation.

L'administration pourra en outre requérir l'introduction, dans les convois ordinaires, de voitures cellulaires lui appartenant, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Le prix de ces transports sera réglé dans les conditions indiquées à l'article précédent.

Service des postes et télégraphes.

56. Le concessionnaire sera tenu de réserver, dans chacun des trains circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, un compartiment spécial de deuxième classe ou un espace équivalent pour recevoir les lettres, les dépêches, ainsi que les agents du service des postes. L'espace réservé devra être fermé, éclairé et situé à l'étage supérieur des voitures.

L'administration des postes aura le droit de fixer à une voiture déterminée de chaque convoi une boîte aux lettres dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Elle pourra installer à ses frais, risques et périls, et sous sa responsabilité, des appareils spéciaux pour l'échange des dépêches sans arrêt des trains.

L'administration des postes pourra aussi : 1° requérir un second compartiment dans les conditions indiquées au paragraphe 1°; 2° requérir l'introduction de voitures spéciales lui appartenant dans les convois ordinaires du chemin de fer, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Les prix des transports qui pourront être requis dans les conditions ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, la mise à la disposition du service des postes d'un compartiment, en conformité du paragraphe 1° du présent article, sera effectuée gratuitement. Le prix de tous autres transports faits par le concessionnaire sur la réquisition de l'administration des postes est dès à présent fixé à la moitié des tarifs homologués.

Les agents des postes et des télégraphes en service ne seront également assujettis qu'à la moitié de la taxe dans le cas où la ligne serait subventionnée par le Trésor.

Dans le même cas, les matériaux nécessaires à l'établissement ou à l'entretien des lignes télégraphiques seront transportés à moitié prix des tarifs homologués.

L'administration des postes pourra enfin exiger, le concessionnaire et le chemin de fer entendu, et après s'être mise d'accord avec le ministre des travaux publics, qu'un train spécial dans chaque sens, soit ajouté au service ordinaire. Dans ce cas le chemin de fer soit subventionné ou non, le montant intégral des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite des produits qu'il aura pu en retirer, lui seront payés par l'administration des postes suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par arbitres. En cas de désaccord des arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le chef de préfecture.

Les employés chargés de la surveillance du service des postes, les agents de l'échange ou à l'entrepôt des dépêches et à la levée des boîtes auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure du chemin de fer.

Si le service des postes exige des bureaux d'entrepôt de dépêches dans les gares ou stations, le concessionnaire sera tenu de lui fournir l'emplacement nécessaire. L'emplacement sera déterminé sous l'approbation du ministre des travaux publics. L'administration des postes en payera le loyer dans le cas où le chemin de fer ne sera pas subventionné par l'Etat.

Lorsque le concessionnaire voudra changer les heures de départ des convois ordinaires, il sera tenu, dans tous les cas, d'avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

Lignes téléphoniques.

57. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, s'il en est requis par le ministre des travaux publics, les lignes et appareils téléphoniques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploitation. Il devra, toutefois, avant l'établissement des lignes, se pourvoir de l'autorisation de l'administration des postes et des télégraphes.

Il pourra, avec l'autorisation de l'administration des postes et des télégraphes, servir des poteaux de la ligne télégraphique de l'Etat, sur les points où une ligne semblable existe le long de la voie; il ne pourra s'opposer à ce que l'Etat se serve des poteaux qu'il aura établis afin d'y accrocher ses propres fils.

Le concessionnaire est tenu de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement et l'emploi des appareils téléphoniques, ainsi que l'organisation à ses frais du contrôle de ce service par les agents de l'Etat.

Les agents des postes et des télégraphes voyageant pour le contrôle du service de la ligne électrique du chemin de fer ou du service postal exécuté sur cette ligne ont le droit de circuler gratuitement dans les voitures du concessionnaire, sur les cartes personnelles qui leur seront délivrées.

Dans le cas où l'Etat s'engagerait à fournir au concessionnaire une subvention annuelle, la même gratuite s'appliquerait aux agents voyageant pour la construction ou l'entretien des lignes téléphoniques établies le long de la voie ferrée.

Le Gouvernement aura la faculté de faire, le long des voies, toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ou de plusieurs lignes téléphoniques, sans nuire au service du chemin de fer. Il pourra aussi, sur les terrains dépendant du chemin de fer, le matériel nécessaire à ces lignes; il devra le retirer dans le cas où il serait reconnu par le piolet que le concessionnaire a besoin de ces terrains pour le service du chemin de fer.

Sur la demande de l'administration des postes et des télégraphes, il sera établi dans les gares des villes et des localités qui seront désignées ultérieurement, le tout nécessaire à l'établissement des maisons postales destinées à recevoir le bureau téléphonique et son matériel.

Le concessionnaire sera tenu de faire garder par ses agents ordinaires les fils des lignes téléphoniques, de donner aux employés des télégraphes connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes.

En cas de rupture de fils téléphoniques, des employés du concessionnaire sont à raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur sont données à cet effet.

En cas de rupture des fils téléphoniques ou d'accidents graves, une locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur supérieur de la ligne téléphonique pour le transporter sur le lieu de l'accident avec des hommes et le matériel

travaux nécessaires à la réparation. Ce transport devra être effectué dans des conditions telles qu'il ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Il sera alloué au concessionnaire une indemnité de cinquante centimes (0^e 50) par kilomètre parcouru par la machine quand le dommage ne proviendra pas du fait du concessionnaire ou de ses agents.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auraient lieu, aux frais du concessionnaire, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

Le concessionnaire ne pourra se refuser à recevoir et à transmettre les télégrammes officiels par ses fils et appareils, et dans des conditions qui seront déterminées par l'administration des postes et des télégraphes.

Dans le cas où l'administration des postes et des télégraphes jugerait utile d'ouvrir au service privé certaines gares de la ligne, elle devra s'entendre avec le concessionnaire pour régler les conditions et le prix de ce service.

Les fonctionnaires, agents et ouvriers commissionnés chargés de la construction, de la surveillance et de l'entretien des lignes télégraphiques ont accès dans les gares et stations et sur la voie ferrée et ses dépendances pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure.

TITRE VI.

CLAUDES DIVERSES.

Construction de nouvelles voies de communication.

58. Dans le cas où le Gouvernement, le département ou les communes ordonnent ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, le concessionnaire ne pourra s'opposer à ces travaux; mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucun frais pour le concessionnaire.

Concessions ultérieures de nouvelles lignes.

59. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part du concessionnaire.

Concessions de chemins de fer d'embranchement et de prolongement.

60. Le Gouvernement, le département et les communes auront le droit de concéder de nouveaux chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent cahier des charges, ou qui seraient établis en prolongement du même chemin. Le concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements ni résister, à l'occasion de leur établissement, une indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation ni aucun frais particulier pour le concessionnaire.

Les concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés, et l'observation du paragraphe 1^{er} de l'article 31, ainsi que des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

Dans ce cas, lesdits concessionnaires ne payeront le prix du péage que pour le nombre de kilomètres réellement parcourus, un kilomètre entamé étant d'ailleurs considéré comme parcouru.

Dans le cas où les divers concessionnaires ne pourraient s'entendre sur l'exercice

de cette faculté, le ministre des travaux publics statuerait sur les difficultés qui se présenteraient entre eux à cet égard.

Le concessionnaire ne pourra toutefois être tenu à admettre sur ses rails un matériel dont le poids serait hors de proportion avec les éléments constitutifs des voies.

Dans le cas où un concessionnaire d'embranchement ou de prolongement ferait circuler sur ces lignes, comme aussi dans le cas où le concessionnaire de ces dernières lignes ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les concessionnaires seraient tenus de s'arranger entre eux de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celui des concessionnaires qui se servira d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payera une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les concessionnaires ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service sur toutes les lignes, l'administration y pourvoirait d'office et prescrirait toutes les mesures nécessaires.

Gares communes.

Le concessionnaire sera tenu, si l'autorité compétente le juge convenable, de partager l'usage des stations établies à l'origine des chemins de fer d'embranchement avec les compagnies qui deviendraient ultérieurement concessionnaires desdits chemins.

Il sera fait un partage équitable des frais communs résultant de l'usage desdites gares, et les redevances à payer par les compagnies nouvelles seront, en cas de dissentiment, réglées par voie d'arbitrage.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des gares, sera statué, le concessionnaire-entendu, savoir :

Par le préfet, si les deux chemins sont d'intérêt local et situés dans le même département;

Par le ministre, si les deux lignes ne sont pas situées dans le même département ou si l'un des deux chemins est d'intérêt général.

Embranchements industriels.

61. Le concessionnaire sera tenu de s'entendre avec tout propriétaire de mines ou d'usines qui, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderait un embranchement ; à défaut d'accord, le préfet statuera sur la demande, le concessionnaire entendu.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de mines et d'usines et de manière qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel, ni aucun frais particuliers pour la compagnie.

Leur entretien devra être fait avec soin et aux frais de leurs propriétaires et sous le contrôle du préfet. Le concessionnaire aura le droit de faire surveiller par ses agents cet entretien, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

Le préfet pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

Le préfet pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'entretien temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

Le concessionnaire sera tenu d'envoyer ses wagons sur tous les embranchements autorisés destinés à faire communiquer des établissements de mines ou d'usines avec la ligne principale du chemin de fer.

Le concessionnaire amènera ses wagons à l'entrée des embranchements. Les expéditeurs ou destinataires seront conduire les wagons dans leurs établissements pour les charger ou décharger, et les ramèneront au point de jonction avec la ligne principale, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront d'ailleurs être employés qu'au transport d'objets et marchandises destinés à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements parti-

culiers ne pourra excéder six heures lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre. Ce temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre en sus du premier, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où ces limites de temps seraient dépassées, nonobstant l'avertissement spécial donné par le concessionnaire, il pourra exiger une indemnité égale à la valeur du droit de loyer des wagons pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les traitements des gardiens d'aiguilles et de barrières des embranchements autorisés par le préfet seront à la charge des propriétaires des embranchements. Ces gardiens seront nommés et payés par le concessionnaire, et les frais qui en résulteront lui seront remboursés par lesdits propriétaires.

En cas de difficultés, il sera statué par l'administration, le concessionnaire entendu.

Les propriétaires d'embranchements seront responsables des avaries que le matériel pourrait éprouver pendant son parcours ou son séjour sur ces lignes.

Dans le cas d'inexécution d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte du concessionnaire et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire supprimer la soudure, sauf recours à l'administration supérieure et sans préjudice de tous dommages-intérêts que le concessionnaire serait en droit de répéter pour la non-exécution de ces conditions.

Tarifs à percevoir pour le matériel prêté.

Pour indemniser le concessionnaire de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements, il est autorisé à percevoir un prix fixe de douze centimes (0^e 12) par tonne pour le premier kilomètre et, en outre, quatre centimes (0^e 04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^h).

Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le chargement et le déchargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que la compagnie du chemin de fer consente à les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Tout wagon envoyé par le concessionnaire sur un embranchement devra être payé comme wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids réel. Le concessionnaire sera en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le maximum de cinq mille kilogrammes (5,000*) déterminé en raison des dimensions actuelles des wagons.

Le maximum sera revisé par le préfet, de manière à être toujours en rapport avec la capacité des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée par les soins et aux frais du concessionnaire.

Contribution foncière.

62. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge du concessionnaire.

Agents du concessionnaire.

63. Les agents et gardes que le concessionnaire établira soit pour la perception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

Inspecteurs spéciaux.

64. Il pourra être institué près du concessionnaire un ou plusieurs commissaires

chargés d'exercer une surveillance spéciale sur tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des agents du contrôle.

Frais de contrôle.

65. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux et les frais de contrôle de l'exploitation seront supportés par le concessionnaire.

Afin de pourvoir à ces frais, le concessionnaire sera tenu de verser chaque année, à la caisse centrale du trésorier-payeur général du département, une somme de cinquante francs (50^f) par chaque kilomètre de chemin de fer concédé.

Si le concessionnaire ne verse pas la somme ci-dessus réglée aux époques qui auront été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera recouvré comme en matière de contributions directes, au profit du département.

Cautionnement.

66. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de quatre-vingt-dix mille francs (90,000^f) en numéraire ou en rentes sur l'État calculées conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement des travaux.

Elle sera rendue au concessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux.

Election de domicile.

67. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Mézières-Charleville.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture des Ardennes.

Jugement des contestations.

68. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration, au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département des Ardennes, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

69. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Articles annulés, modifiés ou ajoutés.

70. Est annulé l'article 16.

Sont modifiés les articles 3, 5, 6, 9, 11, 29, 35, 36, 38, 39, 41, 56, 57 et 66.

Sont ajoutés les articles 1 bis et 29 bis.

Fait double à Mézières, le vingt-deux décembre mil huit cent quatre-vingt-trois.

Le Préfet des Ardennes,

Signé : LARDIN DE MUSSET.

Les Concessionnaires,

Signé : BELDANT (P.), BELDANT (E.), BARRI

Enregistré à Mézières, le 1^{er} septembre 1894, folio 90, case 5. Reçu un franc et cinq centimes, décimes compris. — Signé : Hissette.

N° 28487. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) portant que le chef-lieu de la commune de Saint-Voy (canton de Tence, arrondissement d'Yssingeaux, département de la Haute-Loire) est transféré au hameau du Mazet.

Ladite commune prendra à l'avenir le nom de *Mazet-Saint-Voy*. (Paris, 7 Juillet 1894.)

N° 28488. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

- 1° Sont autorisés les travaux de dragages à exécuter dans la passe de Bardouville (Seine-Inférieure), conformément aux dispositions de l'avant-projet présenté par les ingénieurs de la navigation de la Seine (4° section);
 - 2° La dépense, évaluée à neuf cent soixante-dix mille francs, sera imputée sur les crédits inscrits annuellement à la deuxième section du budget du ministère des travaux publics, pour l'amélioration des rivières. (Paris, 9 Juillet 1894.)
-

N° 28489. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

- 1° Sont déclarés d'utilité publique, conformément aux dispositions de l'avant-projet des 9 mars et 1^{er} avril 1893, et de l'avis du conseil général des ponts et chaussées du 31 juillet 1893, les travaux d'amélioration du canal de Roanne à Digoin;
 - 2° La dépense, évaluée à quatre millions trois cent quarante mille francs, sera imputée sur les crédits inscrits à la deuxième section du budget du ministère des travaux publics, pour l'établissement et l'amélioration de canaux de navigation. (Paris, 10 Juillet 1894.)
-

N° 28490. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de la marine) qui autorise le ministre de la marine à accepter, au nom de l'établissement des invalides de la marine, aux charges, clauses et conditions imposées, le legs universel fait audit établissement par le sieur *Rouillé* (*Jean-Joseph*), suivant son testament sus-visé du 12 mars 1893, mais seulement jusqu'à concurrence des trois quarts des sommes léguées, après déduction des legs et des charges de la succession.

Les fonds provenant de ladite libéralité seront placés en rentes trois pour cent sur l'État et immatriculés au nom de la caisse des invalides de la marine. Les revenus en seront consacrés à venir en aide aux orphelins ou veuves non pensionnées et dénuées de ressources : 1° des officiers du grand corps de la marine; 2° des officiers des douze régiments d'infanterie de marine; 3° des surveillants militaires de la Nouvelle-Calédonie, de la Guyane, d'Obock et du Congo.

Attention sera faite, sur l'inscription, de la destination des arrérages. (Paris, 13 Juillet 1894.)

N° 28491. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes)
portant que la juridiction du commissaire de police de Château-Gontier
(Mayenne) est étendue aux communes de Bazouges, Azé et Saint-Fort.
(Paris, 23 Juillet 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 23^e Novembre 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin*
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1652.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28492. — *Loi concernant l'exécution du Raccordement, à la Demi-Lune, du Chemin de fer d'intérêt local de Lyon-Saint-Just à Vaugneray et à Mornant avec le Chemin de fer d'intérêt général de Lyon à Montbrison.*

Du 20 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 22 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvée la convention passée le 21 octobre 1892, entre le préfet du Rhône, agissant au nom du département, et la compagnie du chemin de fer de Fourvière et Ouest-Lyonnais, concessionnaire de la ligne d'intérêt local de Lyon-Saint-Just à Vaugneray et à Mornant, en vue d'assurer l'exécution du raccordement, à la Demi-Lune, de ladite ligne avec la ligne d'intérêt général de Lyon à Montbrison.

Une copie certifiée conforme de cette convention restera annexée à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

XII^e Série.

CONVENTION.

Entre les soussignées :

M. Georges Rivaud, préfet du Rhône, agissant au nom et pour le compte du département du Rhône, en vertu des délibérations du conseil général, du date des dix-neuf septembre mil huit cent quatre-vingt-neuf et sept mil huit cent quatre-vingt-douze.

D'une part,

Et M. Vincent Chapuis, demeurant à Lyon, rue Tronchet, n° 91, président du conseil d'administration de la Compagnie du chemin de fer de Fourvière et Ouest-Lyonnais, dont le siège social est à Lyon, avenue du Doyenné, n° 4, et, en outre, administrateur délégué, agissant au nom et pour le compte de ladite Compagnie du chemin de fer de l'Ouest-Lyonnais,

D'autre part,

Ont été faites et acceptées les conditions suivantes :

ART. 1^{er}. La compagnie de Fourvière et Ouest-Lyonnais s'engage à exécuter immédiatement, en vertu de la convention intervenue, le douze avril mil huit cent quatre-vingt-deux, entre elle et le département du Rhône, qui lui accorde la concession de la ligne d'intérêt local de Lyon-Saint-Just à Vaugneray et à Mornant, son raccordement avec la ligne de Lyon à Montbrison, et à rendre ainsi obligatoire la faculté qui lui était accordée par cette convention de s'embrancher avec cette ligne.

Ce raccordement devra partir de la gare de la Demi-Lune, de la compagnie de Fourvière et Ouest-Lyonnais, et s'exécuter suivant les plans ci-joints approuvés par le conseil général.

Pour faciliter l'exécution de ce raccordement, le département s'engage à donner, à titre d'avance sur subvention, à la compagnie de Fourvière et Ouest-Lyonnais, une somme de deux cent mille francs (200,000'), qui sera payable, savoir :

Cinquante mille francs (50,000') sur justification des acquisitions de terrains;

Cent mille francs (100,000') au fur et à mesure de l'avancement des travaux, et le solde, soit cinquante mille francs (50,000'), aussitôt après l'achèvement de ce raccordement et la réception provisoire des travaux, lequel raccordement devra être terminé, d'ailleurs, dans un délai de dix mois à partir de ce jour.

Cette avance est faite à ladite compagnie sans intérêts à rembourser par elle, mais avec l'obligation par celle-ci de la payer, par imputation de vingt-cinq mille francs (25,000') par an, sur la subvention votée par le département à titre de concours pour l'exécution de la ligne Demi-Lune à Lozanne, concédée à la même compagnie. Ce remboursement aura lieu d'année en année à partir du jour où la concession précitée aura été ratifiée par le Parlement.

Toutefois, et pour tout prévoir, dans le cas où ladite concession Demi-Lune à Lozanne ne serait point approuvée par les pouvoirs compétents, le remboursement se ferait quand même, mais non plus par imputation sur la subvention désormais disparue avec la concession elle-même, mais par versements annuels, à faire par la compagnie, de vingt-cinq mille francs (25,000') dans la caisse du département.

Le point de départ de ces annuités de remboursement est fixé à la fin de la troisième année qui suivra les dix mois que la compagnie déclare lui être nécessaires pour l'exécution du raccordement dont il s'agit.

La compagnie est autorisée à faire ou à ne pas faire le service des voyageurs entre les deux gares raccordées. Cependant, à la demande du conseil général, motivée par les réclamations des populations intermédiaires, la compagnie s'engage à établir un service de voyageurs entre les deux gares raccordées.

2. La compagnie de Fourvière et Ouest-Lyonnais s'engage à acquitter les frais de timbre, d'enregistrement et d'expédition, ainsi que tous autres frais auxquels pour- rait donner lieu la présente convention,

Fait double à Lyon, le 21 octobre 1892.

Approuvé :

Signé : M. CHAPUIS.

Le Préfet du Rhône :

Signé : G. RIVAUD.

Enregistré à Lyon, le 20 août 1894, folio 37, case 12. Reçu un franc vingt-cinq centimes. — Signé : Deloye.

N° 18493. — Loi qui autorise la Concession à la Chambre de commerce de Calais (Pas-de-Calais, de quatre Parcelles des terre-pleins des quais du Port de Calais, en vue de l'établissement de Magasins publics.

Du 9 Août 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 10 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit:

ARTICLE UNIQUE. Est approuvée la convention provisoire passée, le 11 juin 1894, entre le préfet du département du Pas-de-Calais et le président de la chambre de commerce de Calais, en vue de la concession à ladite chambre de quatre parcelles des terre-pleins des quais de Calais, et de la transformation en magasins publics des hangars antérieurement établis par la chambre de commerce sur ces parcelles à titre de dépendances de l'outillage public des quais.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris sur-Seine, le 9 Août 1894.

Signé: CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé: R. POINCARÉ.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé: V. LOUATIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé: LOUIS BARTHOU.

N° 18494. — Loi qui déclare d'utilité publique, à titre d'intérêt général, le Chemin de fer du Fayet à Chamonix et à la frontière suisse, et approuve la Convention passée avec la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée pour la concession définitive de ladite ligne.

Du 9 Août 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 10 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit:

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer du Fayet à Chamonix et à la frontière suisse, par le col de Barberine.

2. Est approuvée la convention provisoire passée, le 3 juillet 1893,

entre le ministre des travaux publics à la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, pour la concession définitive de ladite ligne.

3. Viendront en déduction des dépenses à la charge de l'État pour l'établissement dudit chemin de fer les subventions qui ont été ou qui seront offertes par le département, les communes ou les propriétaires intéressés.

4. Tout traité passé par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, soit pour la construction, soit pour l'exploitation de la ligne dont il s'agit, ne pourra être exécuté qu'après avoir été approuvé par décret délibéré en conseil d'État.

5. L'enregistrement de la convention annexée à la présente loi, ainsi que de celles à soumettre à l'approbation du Gouvernement en exécution de l'article précédent, ne donnera lieu qu'à la perception du droit fixe de trois francs (3^r).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Pont-sur-Seine, le 9 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-treize et le trois juillet,

Entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État et sous réserve de l'approbation des présentes par une loi,

D'une part;

Et la société anonyme établie à Paris sous la dénomination de compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, ladite compagnie représentée par M. E. Cailaux, président du conseil d'administration, élisant domicile au siège de ladite société, à Paris, et agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du conseil d'administration en date du 30 juin et sous la réserve de l'approbation des présentes par l'assemblée générale des actionnaires, dans le délai d'un an, au plus tard, à dater de l'approbation des présentes par une loi,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le ministre des travaux publics, au nom de l'État, concède, à titre définitif, à la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, qui accepte :

D'une part, la section comprise, entre le Fayet et Chamonix, de la ligne de Cluses à Saint-Gervais et à Chamonix, qui a été concédée, à titre événuel, à ladite compagnie, par la loi du 2 août 1886;

D'autre part, le prolongement de cette ligne jusqu'à la frontière suisse.

2. Il sera, en ce qui concerne la section du Fayet à Chamonix et son prolongement jusqu'à la frontière suisse, apporté aux cahiers des charges, lois, décrets, arrêtés et

conventions, qui régissent l'ensemble des concessions de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, les dérogations ci-après :

La section et son prolongement seront établis avec une largeur de voie d'un mètre (1^m) entre les bords intérieurs des rails. Il pourra y être fait usage d'une crémaillère dans les parties où l'inclinaison atteindra vingt-cinq millimètres (0^m025) par mètre.

Le ministre des travaux publics pourra décider, la compagnie entendue, que les terrains seront acquis et que les souterrains et les ouvrages d'art seront exécutés pour une voie seulement, sauf l'établissement d'un certain nombre de voies d'évitement.

La compagnie pourra être autorisée à poser la voie en empruntant les accotements des routes et chemins publics.

La largeur des accotements du chemin de fer, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de soixante-dix centimètres (0^m70). Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à cent vingt mètres (120^m), sur les parties à crémaillère, et à quatre-vingts mètres (80^m) sur les autres; un alignement de cinquante mètres (40^m) au moins de longueur sera ménagé entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire. En raison de circonstances exceptionnelles, le rayon des courbes pourra être abaissé au-dessous des limites ci-dessus et la longueur des alignements entre courbes de sens inverse descendre au-dessous de quarante mètres (40^m) sur certains points spéciaux déterminés par le ministre des travaux publics, la compagnie entendue.

Le maximum de l'inclinaison des pentes et des rampes est fixé à douze centimètres (0^m12) par mètre, sur les parties à crémaillère, et à vingt-cinq millimètres (0^m025) par mètre sur les autres. Une partie horizontale de quarante mètres (40^m) au moins sera être ménagée entre deux fortes déclivités consécutives, lorsque ces déclivités se succéderont en sens contraire, de manière à verser leurs eaux au même point.

Tous ces chiffres pourront être modifiés sur certains points où l'administration le reconnaîtrait nécessaire, la compagnie entendue, pour éviter des dépenses exceptionnelles.

Les gares, stations, dépôts, ateliers et autres installations accessoires seront établis d'après les types en usage sur les chemins de fer à voie étroite.

La largeur entre parapets des viaducs sur les routes, chemins et cours d'eau, l'ouverture entre les culées des ponts sur les chemins de fer, la largeur entre les pieds-droits des souterrains pourront être réduites à quatre mètres vingt-cinq centimètres (4^m25), sur les parties construites à deux voies où elles seront à sept mètres cinquante centimètres (7^m50).

La distance ménagée au-dessus des rails extérieurs de la voie pour le passage des trains sera réduite à quatre mètres trente centimètres (4^m30) sous les ponts à poutres droites, à quatre mètres cinquante centimètres (4^m50) sous les ponts en arc et à cinq mètres (5^m) sous les tunnels.

A moins de circonstances spéciales dont l'appréciation appartiendra au ministre des travaux publics, les croisements à niveau seront autorisés pour toutes les voies de fer publiques ou privées.

Le poids des rails pourra être réduit à trente kilogrammes (30^k) par mètre courant.

L'exploitation de la section du Fayet à la frontière sera suspendue pendant l'hiver; les dates de reprise et de cessation du service seront, à chaque saison, fixées par le ministre des travaux publics, la compagnie entendue.

La traction sera effectuée soit par câbles, soit par des machines actionnées par la vapeur, l'eau ou l'électricité. Les machines locomotives, s'il y a lieu, les voitures de voyageurs et les wagons seront établis dans les conditions économiques en usage sur les chemins de fer à voie étroite.

Le nombre des trains que l'administration supérieure pourra exiger de la compagnie sera limité à deux dans chaque sens, aussi longtemps que les recettes ne justifieront un nombre plus élevé d'après les bases fixées par l'article 14 de la convention du mai 1883 annexée à la loi du 20 novembre suivant. Toutefois l'administration pourra toujours exiger la mise en marche d'un troisième train dans chaque sens, les jours de foire ou de marché.

Le nombre des classes de voitures à voyageurs sera réduit à deux, dont l'une correspondra à la troisième classe pour la perception des tarifs.

Les prix de transports, impôts non compris, indiqués à l'article 42 du cahier des charges du 11 avril 1857, seront appliqués à des distances virtuelles doubles des distances effectives par rails.

Il ne sera pas perçu de droits de transmission pour les relations des gares ou stations des lignes à voie étroite faisant l'objet de la présente convention avec les autres gares ou stations du réseau Paris-Lyon-Méditerranée.

La compagnie ne sera pas tenue de faire aux stations des lignes concédées par la présente convention, soit par elle-même, soit par un intermédiaire dont elle répondra, le factage et le camionnage pour la remise, au domicile des destinataires, des marchandises qui lui seront confiées.

Le service de la poste ne pourra disposer, à titre gratuit, que des trains de voyageurs ou mixtes, circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, et, dans chacun de ces trains, que d'un compartiment de deuxième classe ou d'un espace équivalent.

Pendant l'interruption de l'exploitation de la ligne pendant l'hiver, prévue ci-dessus, la compagnie ne sera pas tenue d'assurer le service de la poste.

3. L'infrastructure et la superstructure, ainsi que les travaux d'agrandissement et de modification des gares de jonction avec la ligne à voie normale de Cluses au Fayet, seront exécutés par la compagnie pour le compte de l'État, conformément aux dispositions de l'article 6 de la convention du 26 mai 1883, annexée à la loi du 30 novembre suivant.

La contribution de la compagnie aux dépenses de superstructure sera réduite de deux mille cinq cents francs (22,500) par kilomètre; ne seront pas comprises dans les longueurs auxquelles la compagnie devra contribuer, les parties à emprunter à la ligne à voie normale de Cluses au Fayet.

Les délais prévus pour la production des plans parcellaires dans les conditions de l'article 9 de la convention du 26 mai 1883 sont fixés à un an, à partir de l'apposition du projet de tracé et de terrassements.

Le délai d'exécution des lignes mentionnées à l'article premier de la présente convention sera réduit à quatre ans à partir du jour où le ministre des travaux publics aura approuvé l'ensemble des plans parcellaires.

Ne sera pas compté, dans la supputation des délais, le temps pendant lequel les divers projets que la compagnie doit fournir resteront entre les mains de l'administration, non plus que le temps que pourront exiger les approbations ou décisions ministérielles à intervenir.

4. La compagnie est autorisée à conclure, soit pour la construction, soit pour l'exploitation totale ou partielle des lignes désignées à l'article premier, des traités qui devront être soumis à l'approbation du ministre des travaux publics.

5. Toutes les dispositions de la convention approuvée par la loi du 30 novembre 1883, auxquelles il n'est pas dérogé par la présente convention, sont applicables à la section du Fayet à Ghamonix et à son prolongement jusqu'à la frontière suisse. Les recettes et les dépenses d'exploitation desdites sections, y compris les allocations qui pourraient être payées aux sociétés exploitantes, en vertu de traités approuvés par le ministre des travaux publics, seront comprises dans le compte prévu à l'article 10 de cette convention.

Toutes les dépenses et avances faites par la compagnie pour leur construction, déduction faite des sommes remboursées par l'État, seront portées au compte de premier établissement et donneront lieu aux prélèvements prévus par les articles 22 et 23 de ladite convention.

6. La présente convention et toutes celles à soumettre à l'approbation du Gouvernement, conformément aux dispositions de l'article 4, pour assurer la construction ou l'exploitation des lignes à voie étroite qui en font l'objet, seront enregistrées au droit fixé de trois francs (3^e).

Lu et approuvé :
Signé : E. CAILLAUX.

Lu et approuvé :
Signé : R.-J. VITTE.

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 30 août 1894, folio 36, case 17.
Reçu trois francs soixante-quinze centimes, décimes compris. — Signé : GERMANN.

AVENANT.

L'an républicain, le 29 juillet;

Entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État, sous réserve de l'approbation des présentes par une loi,

D'une part;

Et la société anonyme établie à Paris sous la dénomination de *compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée*, représentée par M. *Caillaux*, président du conseil d'administration, élu domicile au siège de ladite société, à Paris, rue *de la Harpe*, n° 48, et agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du conseil d'administration en date du 23 juillet 1893, et sous réserve de l'approbation des présentes par l'assemblée générale des actionnaires dans le délai d'un an, au plus tard, à dater de l'approbation des présentes par une loi,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. La concession de la section de Chamonix à la frontière sera considérée comme substituée à celle de la ligne d'Ambérieu à Cerdon. En conséquence, la subvention de quatre cent mille francs (400,000) due pour cette dernière par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, en vertu du paragraphe 1^{er} de l'article 6 de la convention du 26 mai 1880, sera reportée sur ladite ligne du Fayet à la frontière, en augmentation de la subvention mentionnée à l'article 3 de la convention du 3 juillet 1893.

2. L'article 2 de la convention du 7 mai 1894, relative à la ligne d'Ambérieu à Cerdon, est et demeure annulé.

3. Le présent avenant, comme la convention du 3 juillet 1893, sera enregistré au droit fixe de trois francs (3^e).

Fait double à Paris, les jour, mois et an que dessus.

Lu et approuvé :

Signé : É. CAILLAUX.

Lu et approuvé :

Signé : LOUIS BARTHOL.

Enregistré à Paris, par duplicata, bureau des actes administratifs, le 30 août 1894, folio 30, case 18. Reçu trois francs soixante-quinze centimes, décimes compris.

Signé : Gourmeau.

N° 28495. — DÉCRET qui affecte au Département de la guerre des Terrains dépendant de l'étang de Berre et du marais de Saint-Pierre.

Du 5 Septembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre,

Vu le projet d'affectation au service des poudres et salpêtres de parties colmatées de l'étang de Berre et du marais de Saint-Pierre contiguës à la poudrière nationale de Saint-Chamas;

Vu l'adhésion donnée par les ministres de la marine et des travaux publics, les 5 et 30 avril 1894;

Vu l'avis favorable du ministre des finances, en date du 31 juillet 1894;

Vu l'ordonnance réglementaire du 14 juin 1833 (1), déterminant les

formes à suivre pour l'affectation des immeubles domaniaux aux différents services publics de l'État;

Considérant que la sécurité de l'exploitation de la poudrerie nationale de Saint-Chamas exige l'agrandissement de cet établissement,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les terrains dépendant de l'étang de Berre et du marais de Saint-Pierre, d'une contenance de sept hectares quatre-vingts ares cinquante centiares (7^h 80^a 50^c), teints en jaune sur le plan annexé au présent décret, sont affectés au département de la guerre.

2. Les ministres de la guerre, de la marine, des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 5 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 28496. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour le paiement du tiers du Traitement de l'Écluseur chargé de la manœuvre des portes d'accès du canal de Bourgidou.*

Du 8 Septembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 366) du trésorier général du département du Gard, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 24 janvier 1894, par l'ancienne compagnie du canal de Beaucaire, une somme de deux cent quarante-trois francs trente-trois centimes, à titre de fonds de concours, pour le paiement du tiers du traitement de l'écluseur chargé de la manœuvre des portes d'accès du canal de Bourgidou;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 4 septembre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le bud-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

et ordinaire de l'exercice 1894, première section, chapitre XI : *Personnel des gardes de navigation, éclusiers, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de deux cent quarante-trois francs trente-trois centimes (243^{fr} 33), applicable au paiement du tiers du traitement de l'éclusier chargé de la manœuvre des portes d'accès du canal de Bourdigou.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, pour la dépense mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, *chacun en ce qui le concerne*, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 8 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28497. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Travaux d'amélioration de la Digue du Champ-de-Mars, sur le Rhône, à Vienne.*

Du 8 Septembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 812) du trésorier général du département de l'Isère, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 7 mars 1894, par la ville de Vienne, une somme de quinze mille francs, à titre de fonds de concours, pour l'amélioration de la digue du Champ-de-Mars, sur le Rhône, à Vienne;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 4 septembre 1894,

DÉCRET :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre LX : *l'amélioration des rivières*, pour l'emploi de fonds de concours, un

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

crédit additionnel de quinze mille francs (15.000^f) applicable aux travaux d'amélioration de la digue du Champ-de-Mars, sur le Rhône, à Vienne.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 8 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR PERIER.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : R. POINCARÉ.

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28498. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable au paiement des Frais de manœuvre et d'entretien du Pont de Vic, sur le canal de Calais.

Du 8 Septembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1864⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 288) du receveur des finances de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 28 mars 1894, par la ville de Calais, à titre de fonds de concours, une somme de mille francs applicable, partie aux frais de manœuvre du pont de Vic, sur le canal de Calais, et partie à l'entretien dudit ouvrage;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que ladite somme de mille francs doit être répartie entre les chapitres XI et XXX de la première section du budget de l'exercice 1894, de la manière suivante :

CHAP. XI. Personnel des gardes de navigation, éclusiers, pontiers,

etc.

XXX. Navigation intérieure, canaux, travaux ordinaires

750

150

TOTAL PARCEL..... 1,000

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 4 septembre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le bud-

(1) 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

get ordinaire de l'exercice 1894, première section, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de mille francs (1,000) réparti de la manière suivante entre les chapitres ci-après désignés, savoir :

CHAP. XI. (Personnel des gardes de navigation, douaniers, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce). Frais de imposture du pont de Vic sur le canal de Calais.....	750
XXI. (Navigation intérieure, canaux, travaux ordinaires, entretien et grosses réparations). Entretien du pont de Vic, sur le canal de Calais.....	250

TOTAL EGAL..... 1,000

Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 8 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR PERIER.

Le Ministre des finances, Le Ministre des Travaux publics,
Signé : R. POINCARÉ. Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28499. — Décret qui, en vertu de la loi du 26 juillet 1893, sur l'exercice 1894, un Crédit versé au Trésor à titre de fonds d'avances, applicable aux Travaux d'amélioration de la Gironne maritime et de la Gironde supérieure.

Du 8 Septembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 68 de ladite loi, d'après lequel le ministre des travaux publics est autorisé à exécuter, pendant l'année 1894, sur les fonds à verser à titre d'avances par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, des travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, s'élevant au maximum à la somme de huit millions de francs;

Vu les déclarations (n° 181 et 890) du trésorier général du département de la Gironde, constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 7 janvier et 7 juillet 1894, par la chambre de commerce de Bordeaux, une somme totale de six cent cinquante mille francs (200,000 + 450,000) pour con-

rin, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1894 et relatifs à l'amélioration de la Garonne maritime et de la Gironde supérieure;

Considérant que les crédits additionnels précédemment ouverts au ministre des travaux publics sur l'exercice 1894, en exécution de l'article 66 précité de la loi du 26 juillet 1893, ne s'élèvent en totalité qu'à la somme d'un million neuf cent mille francs, inférieure de six millions cent mille francs à celle qui a été fixée comme maximum des dépenses autorisées par ledit article;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 4 septembre 1894.

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert, au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire, deuxième section, de l'exercice 1894, chapitre 11, *Amélioration des rivières*, pour l'emploi de fonds d'avances versés par la chambre de commerce de Bordeaux, un crédit additionnel de six cent cinquante mille francs (650,000), applicable aux travaux d'amélioration de la Garonne maritime et de la Gironde supérieure.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds d'avances, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 8 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : R. POINCARÉ.

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28500. — *Décret qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'entretien des Collections minéralogiques de l'Ecole des mines de Saint-Etienne.*

Du 8 Septembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministre des travaux publics pour ledit exercice;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations (n° 7859, 9876 et 2043) du trésorier général du département de la Loire, constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 28 et 30 décembre 1893 et 31 mars 1894, par le département (800^f) et par la ville de Saint-Étienne (500^f + 300^f), soit une somme totale de mille six cents francs applicable à l'entretien des collections minéralogiques de l'école des mines de Saint-Étienne;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 4 septembre 1894.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, première section, chapitre vi : *Personnel du corps des mines — Enseignement et écoles*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de mille six cents francs (1,600^f) applicable à l'entretien des collections minéralogiques de l'école des mines de Saint-Étienne.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Saint-Étienne et par le département de la Loire.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 8 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : R. POINCARÉ.

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28501. — *Décret qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses des Services météorologiques.*

Du 8 Septembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 16 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations ci-après désignées, constatant qu'il a été versé au Trésor public par divers intéressés, à titre de fonds de concours, pour le

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

payement des indemnités allouées aux agents chargés des services mitrologiques des ports de Boulogne, Dieppe, Saint-Malo et Bayonne, des agents du port de Boulogne et de surveillance des quais dotés du port du Havre, une somme totale de trois mille neuf-cent-soixante francs, savoir :

DEPARTEMENTS.	Montant des réceptions.	DATES des versements.	LIEUX où les fonds ont été versés.	PARTIES VERSANTES.	MONTANT des versements.
Ille-et-Vilaine.	194	5 juillet 1894.	Saint-Malo...	La chambre de commerce de Saint-Malo.	240'
Paris.	536	27 janv. 1894.	Boulogne...	La compagnie de South Eastern Railway.	120
Seine-Inférieure.	779	23 avril 1894.	Boulogne...	La chambre de commerce de Boulogne.	360
Basses-Pyrénées.	418	28 janv. 1894.	Bayonne...	La chambre de commerce de Bayonne.	240
Seine-Inférieure.	622	22 janv. 1894.	Le Havre...	La chambre de commerce de Le Havre.	3,760
Seine-Inférieure.	1799	9 avril 1894.	Dieppe...	La chambre de commerce de Dieppe.	240
TOTAL.					3,960

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 4 septembre 1894.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur budget ordinaire de l'exercice 1894, première section, pour l'emploi de fonds de concours, des crédits additionnels s'élevant ensemble à trois mille neuf-cent-soixante francs (3,960') répartis ainsi qu'il suit, savoir :

CHAP. X. Personnel des officiers et maîtres de ports du service maritime (240' + 360' + 240' + 240').....	1,080'
Personnel des gardes de navigation, ajusteurs, pontiers, etc.....	2,760'
XII. Personnel des maîtres et gardiens de phares et feux.....	1,120'
TOTAL comme ci-dessus.....	3,960

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, par les parties ci-dessus mentionnées.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris-sur-Seine le 3 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 25507. — *Décret qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses du Personnel des ponts et chaussées en Algérie.*

Du 8 Septembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées à la caisse du trésorier-payeur de Constantine, à titre de fonds de concours, par diverses communes mixtes du département pour le paiement, pendant l'année 1894, des dépenses du personnel des ponts et chaussées en Algérie;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 4 septembre 1894,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire (état B) de l'exercice 1894, première section, chapitre 1^{er} : *Personnel des travaux publics en Algérie*, article 1^{er} (*Service des ponts et chaussées*), pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à quarante mille francs (40,000^f), applicable au paiement, pendant l'année 1894, des dépenses du personnel des ponts et chaussées en Algérie.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours par diverses communes mixtes du département de Constantine.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Pont-sur-Seine, le 8 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-FERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. PONCARRÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

*État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques
et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1894.*

DÉPARTE- MENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récé- pissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Con- stantine.	La commune d'Oued- Marsa.	Constantine...	2	31 janv. 1894.	819 ⁴⁶
	La commune du Guergoor.	Idem.....	3	5 fév. 1894.	2,221 ⁸⁸
	La commune d'Ain- M'illa.	Idem.....	6	12 fév. 1894.	2,169 ³⁴
	La commune de Châterodun.	Idem.....	7	14 fév. 1894.	1,523 ⁸⁸
	La commune de Takitoun.	Idem.....	10	21 fév. 1894.	1,141 ⁰²
	La commune de Kenchela.	Idem.....	12	6 mars 1894.	918 ⁴⁸
	La commune des Rhiras.	Idem.....	13	8 mars 1894.	1,121 ³⁷
	La commune d'El- Milla.	Idem.....	15	27 mars 1894.	2,394 ⁴⁸
	La commune d'Oum- el-Bouaghl.	Idem.....	18	10 mai 1894.	1,189 ²¹
	La commune de la Meskiana.	Idem.....	19	Idem.	851 ⁹⁸
	La commune de Collo.	Idem.....	20	Idem.	874 ⁹⁸
	La commune de Soukassas.	Idem.....	21	Idem.	1,368 ⁰⁸
	La commune d'Oued- Cherf.	Idem.....	22	Idem.	889 ⁸⁸
	La commune de M'Sila.	Idem.....	23	Idem.	1,378 ⁰⁸
	La commune d'E- dough.	Idem.....	24	Idem.	217 ⁸¹
	La commune des Oued-Soltan.	Idem.....	25	Idem.	920 ³²
	La commune d'Au- rés.	Idem.....	26	Idem.	883 ⁸⁸
	La commune des Maadid.	Idem.....	27	Idem.	1,076 ⁷¹
	La commune d'Ab- bous.	Idem.....	28	Idem.	1,565 ⁰⁸
	La commune de Soummam.	Idem.....	29	Idem.	2,908 ⁸⁸
	La commune de Mortell.	Idem.....	30	Idem.	707 ⁸⁸
	La commune des Bibans.	Idem.....	31	Idem.	1,639 ⁸⁸
	La commune d'El- Ksar.	Idem.....	32	Idem.	1,167 ⁸⁸
	La commune d'Ain- Touta.	Idem.....	33	Idem.	771 ⁸⁸
	La commune des Kulmas.	Idem.....	34	Idem.	1,823 ⁸⁸
	La commune d'Attia.	Idem.....	35	Idem.	546 ⁸⁸
	La commune de Sedrata.	Idem.....	36	Idem.	787 ⁸⁸
	La commune de Jemmapes.	Idem.....	37	Idem.	899 ⁹⁸
	La commune de la Casle.	Idem.....	38	Idem.	610 ⁶⁹
	La commune de Beni-Salah.	Idem.....	39	Idem.	561 ⁴⁷

DÉPARTE- MENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récé- pissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Constan- tine. (Suite.)	La commune de Constantine...		40	16 mai 1894.	787 ^{fr} 85 ^c
	La commune de Tabert.		44	6 juin 1894.	1,285 66
	La commune de la Sôda.		45	Idem.	2,314 18
	La commune de Fedj-M'Zouia.		46	Idem.	335 68
	La commune de Tababort.				
TOTAL.....					40,000 00

N° 2603. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de Travaux projetés dans divers Ports maritimes.*

Du 8 Septembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1861⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations ci-après désignées, constatant qu'il a été versé au Trésor public, par diverses chambres de commerce, pour concourir, avec les fonds de l'Etat, à l'exécution de travaux relatifs à l'amélioration des ports maritimes, une somme totale d'un million cent quarante-trois mille cinq cent soixante-sept francs quatre-vingt-dix-neuf centimes, savoir :

DÉPARTEMENTS.	NUMÉROS des récé- pissés.	DATES des versements.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	PARTIES VERSANTES.	MONTANT des versements.
Bouches- du-Rhône.	8992	26 juill. 1894.	Marseille....	La chambre de commerce de Marseille.....	193,567 ^{fr} 99 ^c
Gironde...	8393	28 juin 1894.	Bordeaux...	La chambre de commerce de Bordeaux.....	450,000 00
Seine.....	19060	5 juill. 1894.	Paris.....	La chambre de commerce de Dunkerque.....	400,000 00
Seine- Inférieure.	5488	5 juin 1894.	Rouen.....	La chambre de commerce du Rouen.....	100,000 00
TOTAL compte ci-dessus....					1,143,567 99

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 4 septembre 1894.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre LXXXI, *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel d'un million cent quarante-trois mille cinq cent soixante-sept francs quatre-vingt-dix-neuf centimes (1,143,567⁹⁹) applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Établissement de voies ferrées sur les quais du port de Marseille.....	193,567 ⁹⁹
Travaux d'achèvement du port de Bordeaux.....	400,000 ⁰⁰
Reconstruction de la jetée est du port de Dunkerque.....	400,000 ⁰⁰
Amélioration du port de Rouen.....	100,000 ⁰⁰
TOTAL ÉGAL.....	1,143,567⁹⁹

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 8 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : R. POINCARÉ.

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 2854. — Décret portant révision des Traitements du Personnel occupé à l'exploitation des Établissements du service des Poudres et Salpêtres.

Du 11 Septembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu le décret du 9 mai 1876 ⁽¹⁾, portant règlement sur l'organisation et les attributions du corps des ingénieurs des poudres et salpêtres, ainsi que sur la constitution du personnel civil d'exploitation des poudreries et raffineries de l'État;

Vu les décrets du 9 mars 1878 ⁽²⁾ et du 19 octobre 1881 ⁽³⁾, fixant le tarif

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 301, n° 5180.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 386, n° 6873.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 671, n° 11319.

des traitements du personnel d'exploitation des établissements du service des poudres et salpêtres.

Art. 1^{er}. Les traitements annuels du personnel des brigadiers et poudriers des établissements du service des poudres et salpêtres sont fixés ainsi qu'il suit, à dater du 1^{er} janvier 1894 :

Brigadiers de 1 ^{re} classe.....	1,440
Brigadiers de 2 ^e classe.....	1,380
Poudriers de 1 ^{re} classe.....	1,320
Poudriers de 2 ^e classe.....	1,260

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 11 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

Extrait du Bulletin des lois
N° 1652. — Décret qui institue une Commission chargée de la répartition de la somme versée par le Gouvernement italien pour indemniser les Français qui ont eu à souffrir des désordres survenus, au mois d'août 1893, à Rome, à Naples et à Gênes. Du 15 Septembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à la répartition de la somme versée par le Gouvernement italien à titre d'indemnité allouée aux Français qui ont eu à souffrir des désordres survenus, au mois d'août 1893, à Rome, à Naples et à Gênes;

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Une commission spéciale est instituée auprès du ministère des affaires étrangères, à l'effet de réviser les propositions relatives aux indemnités dont il s'agit, et de déterminer le montant des sommes à allouer aux ayants droit.

2. Sont nommés membres de cette commission :

M. Roger (Henri), chef de la division des fonds et de la comptabilité au ministère des affaires étrangères, président;

De Moly, maître des requêtes au Conseil d'État;

Geoffroy, secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe, rédacteur à la sous-direction du contentieux.

3. Est nommé secrétaire de la commission, M. Mabire, attaché payé à la division des fonds du ministère des affaires étrangères.

4. Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 13 Septembre 1894.

Signé : GASTON PERIER.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : G. HANOTAUX.

N° 28506. — *Décret qui affecte au Département de la guerre des Terrains domaniaux dépendant de l'ancienne grève de Chasles, sise sur le territoire de Saint-Malo et de Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).*

Du 13 Septembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre ;

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833⁽¹⁾ sur le mode à suivre dans tous les cas où il s'agit d'affecter un immeuble domanial à un service public de l'État ;

Vu l'assentiment donné, le 10 juillet 1894, par le ministre des finances au projet d'affectation au département de la guerre des terrains domaniaux ci-après indiqués ;

Considérant que le champ de manœuvres actuel, dit de *Roche*, ne permet pas d'assurer dans de bonnes conditions l'instruction des troupes de la garnison de Saint-Malo, qu'en conséquence, et en vue de l'organisation d'un nouveau terrain de manœuvres, dans les dépenses de la susdite place il y a lieu d'affecter au département de la guerre une partie des terrains domaniaux de l'ancienne grève de Chasles, sise sur le territoire des communes de Saint-Malo et de Saint-Servan (Ille-et-Vilaine), d'une contenance totale d'environ vingt et un hectares cinquante-trois ares cinquante-six centiares, et telle, au surplus, qu'elle est figurée par une teinte jaune sur le plan parcellaire dressé, le 27 juillet 1894, par le chef du génie de Rennes et désignée dans un état parcellaire à l'appui,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les terrains domaniaux susmentionnés (c'est-à-dire l'inaliénabilité de l'ancienne grève de Chasles, moins deux parcelles d'une contenance de cinquante-cinq ares quatre-vingt-huit centiares (55⁸⁸), séparées du surplus desdits terrains domaniaux par le chemin vicinal n° 14, de Saint-Servan à la Houle) sont affectés au département de la guerre pour servir à l'organisation d'un champ de manœuvres pour les troupes.

2. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun

(1) 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, *Bull.* 184, n° 4853.

en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 13 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MARCER.

N° 28507. — *Décret portant Déclassement de la Place de Landrecies.*

Du 13 Septembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 10 juillet 1851, relative au classement des places de guerre et aux servitudes militaires;

Vu la loi du 27 mai 1889, portant classement et déclassement d'ouvrages de défense tant en France qu'en Algérie;

Vu la loi du 20 août 1894, concernant le démantèlement de la place de Landrecies;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. La place de Landrecies est rayée du tableau de classement des places de guerre.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 13 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MARCER.

N° 28508. — *Décret qui crée un Cantonnement de pêche dans la rade d'Endoume (quartier de Marseille).*

Du 15 Septembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu la loi du 9 janvier 1852 sur la police de la pêche côtière;

Vu le décret du 19 novembre 1859⁽¹⁾, réglementant la pêche dans le cinquième arrondissement maritime;

⁽¹⁾ XI^e série, partie supplémentaire, Bull. 617, n° 9222.

Vu le décret du 10 mai 1862⁽¹⁾, et notamment son article 7, qui prévoit que la pêche pourra être temporairement interdite sur une étendue déterminée du littoral, pour sauvegarder soit la reproduction des espèces, soit la conservation du frai et du fretin;

DECRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir de la publication du présent décret, toute espèce de pêche, par quelque procédé que ce soit, demeurera interdite, le long de la terre, dans la portion de la rade d'Endoume (quartier de Marseille); limitée, au nord, par une ligne allant du marégraphe, situé en face des îlettes d'Endoume, au fortin de l'île des Pendus, et, à l'ouest, par une ligne partant dudit fortin et aboutissant à l'octroi de Bonneveine.

2. Le ministre de la marine sera chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 15 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre de la marine,

Signé : FÉLIX FAURE.

N° 28509. — *DECRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un Crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.*

Du 1^{er} Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (Service de l'instruction publique), pour les exercices 1890, 1891 et 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856⁽²⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽³⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint;

Considérant que les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892 présentent aux divers chapitres sur lesquels les sommes réclamées doivent être prélevées des restes disponibles suffisants pour les acquitter;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1032, n° 10311.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 27 septembre 1894.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de deux mille neuf cent six francs vingt-deux centimes (2,906¹/₂₂), réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1890, chapitre LI.....	1,054 ¹ / ₀₀
Exercice 1891, chapitre XLVIII.....	927 ¹ / ₂₂
Exercice 1892, chapitre XLIX.....	925 ¹ / ₀₀
Ensemble.....	2,906 ¹ / ₂₂

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquels des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, en exécution de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LXX spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 13 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 1^{er} Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : G. LÉVY.

N° 28510. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de 1892.

Du 1^{er} Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts ;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*) pour l'exercice 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu la réclamation faite par M. Gaultier, éditeur géographe, demeurant à Paris, quai des Grands-Augustins, n° 55, d'une somme de mille deux cent cinquante francs pour fournitures de vingt collections de cartes nécessaires au service des écoles normales primaires;

Considérant que le compte définitif des dépenses de l'exercice 1892 présenté au chapitre portant le numéro 48, sur lequel la somme réclamée doit être prélevée, un reste disponible suffisant pour l'acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 27 septembre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de mille deux cent cinquante francs (1,250⁰) à imputer sur le chapitre LXX du budget des dépenses de l'exercice 1892, lequel chapitre est ainsi conçu : *Ecoles normales primaires, écoles normales supérieures d'enseignement primaire*.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LXX spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 1^{er} Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : G. LEYGUES.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 1051.

28511. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des affaires étrangères un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.*

Du 2 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées à la charge du département des affaires étrangères, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances mentionnées dans l'état susvisé concernent les services prévus aux budgets des exercices précités et n'excèdent pas les crédits;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 27 septembre 1894,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892, un crédit de vingt-quatre mille cent soixante et un francs neuf centimes (24,161⁰⁹), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge des exercices et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances conformément aux prescriptions de l'article 129 du décret précité du 31 mai 1862.

2. Le ministre des affaires étrangères est autorisé à ordonnancer les créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos, au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 124 du décret du 31 mai 1862,

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service de l'exercice courant.

4. Le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 2 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : G. HANOTAUX.

⁽¹⁾ n° série, Bull. 1045, n° 10527.

État des dépenses ordonnées constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.

EXERCICES.	DÉSIGNATION des chapitres.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT DES DÉPENSES.		
			par article.	par chapitre.	par année.
1890.	Frais de services des résidences.	Frais de service dus à un consul à Batavia et à un vice-consul à Fiume pour avances faites en 1890.....	279 94	279 94	279 94
1891.	Frais de représentation des agents diplomatiques.	Indemnité de frais de représentation en 1891 due à un ministre plénipotentiaire au Monténégro.....	5,000 00	5,000 00	
	Dépenses de service.	Remboursement d'avances faites pour frais de service en 1891 par divers agents consulaires.....	265 89	265 89	5,265 89
	Frais de correspondance télégraphique.	Frais de télégrammes dus à un ministre plénipotentiaire au Maroc et à un consul à Bangkok pour 1891.....	3,375 28	3,375 28	
	Dépenses de services.	Remboursement d'avances faites pour frais de service en 1892 par divers agents diplomatiques et consulaires.....	663 44	663 44	
	Frais de voyages et de courriers.	Frais de courriers dus pour 1892 à un ministre plénipotentiaire à Munich.....	51 00	51 00	
	Présents diplomatiques.	Remboursement à un fabricant de déshabillés données à des étrangers en 1892.....	168 00	168 00	
1892.	Secours.	Somme restant due au trésor public sur le montant de traites tirées sur lui en 1892.....	0 36	0 36	18,615 19
	Construction d'un hôtel consulaire à Salonique.	Indemnité de réiliation du contrat passé par un entrepreneur avec le département des affaires étrangères en vue de la reconstruction de l'hôtel consulaire à Salonique en 1892.....	22,000 00	22,000 00	
	Dépenses de la justice à Madagascar.	Frais de voyages et de transport de mobilier dus à un magistrat se rendant à Tananarive en 1892.....	711 05	711 05	
	Colonisation à Madagascar.	Somme due à la compagnie des messageries maritimes pour transport d'émigrants en 1892.....	845 00		
	Idem.	Remboursement d'avances faites en 1892 à des colons de Madagascar par le trésorier-payeur de Diégo-Suarez.....	801 19	1,646 19	
TOTALS.....			24,161 09	24,161 09	24,161 09

N° 28512. — DÉCRET portant homologation du Bornage des Zones de servitudes des forts de Bessoncourt, de Vézelois, de Chèvremont et de la Batterie du Haut-Taillis, à Belfort.

Du 3 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1883^(a) pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

Décrète :

Art. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour les ouvrages ci-après de la place de Belfort, les plans de délimitation et les procès-verbaux de bornage des zones de servitudes visés et approuvés par le ministre de la guerre, savoir :

Fort de Bessoncourt :

Procès-verbal de bornage du 7 mai 1894;

Fort de Vézelois :

Procès-verbal de bornage du 9 mai 1894;

Ouvrage de Chèvremont. Batterie du Haut-Taillis :

Procès-verbal de bornage du 11 mai 1894.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 3 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MARCHÉ.

N° 28513. — DÉCRET qui affecte au Département de la guerre une Parcelle de terrain domanial nécessaire à l'établissement d'un Champ de tir pour la garnison de Senlis (Oise).

Du 3 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu l'ordonnance du 14 juin 1883^(b) sur le mode à suivre dans tous les

^(a) 1^{re} série, Bull. gi, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

^(b) 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 234, n° 4853.

cas où il s'agit d'affecter un immeuble domanial à un service public de l'État;

Vu le procès-verbal de la conférence tenue à Senlis, le 12 octobre 1892, entre les représentants locaux du service des forêts, de l'administration des domaines et du service du génie, ensemble les avis émis par les représentants au deuxième degré des mêmes services;

Vu l'assentiment donné, le 19 mai 1893, aux conclusions du procès-verbal susvisé par M. le ministre de l'agriculture, sous les réserves suivantes :

« a). Bornage du terrain considéré, aux frais et par les soins de l'autorité militaire, après entente avec le service forestier local;

« b). Remboursement par le département de la guerre au fermier actuel de la chasse, de la partie du terme payé d'avance, correspondant au terrain affecté;

« c). Règlement, chaque année, avant le 31 décembre, par une commission formée d'un agent forestier et d'un officier du génie, des dommages, pertes et dépréciations de toute nature causés à la forêt d'Ermenonville par suite de l'existence du champ de tir, tant sur la zone dangereuse qu'à delà de cette zone, notamment en ce qui concerne la diminution du prix de vente des coupes et des baux de chasse;

« d). Remboursement des évaluations précédentes au département de l'agriculture (forêts) par le département de la guerre, par voie de virement de comptes;

« e). Obligation, pour le département de la guerre, de prendre fait et cause pour l'administration forestière, dans le cas où celle-ci serait recherchée par des tiers, en raison du fonctionnement du champ de tir et de l'existence de la zone dangereuse, notamment par les fermiers de la chasse et par les adjudicataires des coupes;

« f). Interdiction de la chasse sur l'emplacement du champ de tir ».

Vu, d'autre part, la lettre du 9 juin 1893, par laquelle M. le ministre des finances a déclaré acquiescer également au projet d'affectation dont il s'agit;

Considérant que le champ de tir existant actuellement dans la forêt d'Ermenonville ne répond plus aux nécessités de l'instruction des troupes de la garnison de Senlis, et qu'il y a lieu, en conséquence, de reporter ailleurs ledit champ de tir;

Considérant qu'en vue de cet objet, il a été fait choix d'un emplacement sis dans la forêt domaniale d'Ermenonville, et qu'il y a lieu d'affecter en conséquence, au département de la guerre, une parcelle de terrain dépendant de la susdite forêt, d'une contenance totale d'environ trois hectares quinze ares, sise sur le territoire de la commune de Mont-Lévêque (Oise), et telle, au surplus, qu'elle est figurée par une teinte jaune sur un plan parcellaire dressé, le 28 août 1894, par le chef du génie de Compiègne et désignée dans un état parcellaire à l'appui,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La parcelle du terrain domanial susmentionnée est affectée au département de la guerre sous les réserves spécifiées dans la lettre susvisée du ministre de l'agriculture, et d'ailleurs ci-dessus reproduites.

2. Les ministres de la guerre, de l'agriculture et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 3 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 28514. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la justice un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1892.

Du 26 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu la loi de finances du 26 janvier 1892;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu l'état ci-annexé portant six créances liquidées à la charge du service de la justice, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892;

Considérant que lesdites créances n'excèdent pas le crédit à annuler par la loi de règlement de l'exercice sur le chapitre auquel elles se rattachent,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la justice, en augmentation des restes à payer de l'exercice clos 1892, un crédit supplémentaire spécial de cinq cent quatre-vingt-quinze francs onze centimes (595^{fr} 11), montant de six créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de cet exercice et pour lesquelles un état nominatif sera remis, en double expédition, au ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

Le ministre de la justice est, en conséquence, autorisé à ordonner ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos au budget de l'exercice courant, conformément à l'article 8 de la loi du 23 mai 1854.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. GUÉRIN.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

**État contenant les créances additionnelles de l'exercice 1896,
au titre du Service de la justice.**

NUMÉRO du chapitre.	INDICATION du service.	NOM ET QUALITÉ des créanciers.	OBJET DES CRÉANCES.	MONTANT des créances.	TOTAL.
			ÉTAT A. — FRANCE.		
9	Tribunaux de 1 ^{re} instance.	M. Richard de Villiers, décédé juge au tribunal de Mayenne le 26 novembre 1892 (Mayenne).	Traitement des 26 premiers jours de novembre, à raison de 3,000 fr. l'an.	226 00	
		M. Papin, décédé juge au tribunal de Mayenne le 7 décembre 1892 (Mayenne).	Traitement des 7 premiers jours de décembre, à raison de 3,000 fr. l'an.	53 35	279 35
		M. Lepescheur, décédé juge de paix de la Loupe, arrondissement de Mayenne le 24 novembre 1892 (Eure-et-Loir).	Traitement des 26 premiers jours de novembre, à raison de 1,800 fr. l'an.	220 00	
12	Justice de paix.	M. Buis, greffier de paix, à Blanquesfort, arrondissement de Bordeaux (Gironde).	Traitement des 12 mois en 30 juin, à raison de 850 fr. l'an.	77 91	207 35
		M. Charlot, greffier de paix de Premignay, arrondissement de Loches (Indre-et-Loire).	Traitement des 4 derniers jours d'août, à raison de 850 fr. l'an, pour l'intérêt qu'il a rempli pendant cette période.	9 42	
1	Personnel de la justice française en Algérie.	M. Leduc, juge suppléant, chargé de l'instruction au tribunal de Tizi-Ouzou (Alger).	État B. — ALGERIE. Décompte d'une augmentation de traitement pour 6 mois et 26 jours, à raison de 200 fr. l'an. Somme brute, 132 fr. 77; 5 p. 100, 6 fr. 64; 1 ^{re} 12 ^e d'augmentation, 7 fr. 91; total des retenues, 13 fr. 54; net à payer, 99 fr. 23.	112 77	112 77
			Total.		595 17

Arrêté le présent état à la somme de cinq cent quatre-vingt-quinze francs onze centimes.

Paris, le 26 octobre 1896.

Le Garde des sceaux, *Ministre de la justice*,

Signé : E. GUÉRIN.

28515. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :
Sont approuvés les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest-Algérien, conformément au projet suivant :

Ligne de Sainte-Barbe-du-Tlélat à Sidi-bel-Abbès :

Projet d'agrandissement de la gare de Sidi-Brahim présenté, le 23 mars 1894, avec un détail estimatif montant à quatre mille quatre cent quatre-vingts francs, y compris deux cent pour cent pour frais généraux et intérêts.
La dépense résultant de l'exécution de ce projet sera imputée sur le compte de cinq millions cent mille francs ouvert, conformément à l'article 5 de la convention du 16 mai 1885, approuvée par la loi du 10 juillet suivant, sur travaux complémentaires sur les lignes de Sainte-Barbe-du-Tlélat à Sidi-bel-Abbès, Sidi-bel-Abbès à Ras-el-Ma, la Sénia à Ain-Témouchent et de Sidi-bel-Abbès à Tlemcen, jusqu'à concurrence des sommes qui seront définitivement annuées devoir être portées audit compte. (Paris, 18 Juillet 1894.)

28516. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de la marine) portant qu'à partir de la publication du présent décret, la pêche au chalut à crevettes ou avec toute sorte de filet traînant remorqué par bateau demeurera interdite à l'embouchure de la Vie (département de la Vendée — 4^e arrondissement maritime), sur une portion de nier comprise entre le gisement de la côte, d'une part, et, d'autre part, deux lignes se coupant au large à angle droit et partant, l'une du rocher de Pilquès, dans la direction du nord au sud, la seconde partant de la Roche-Biron, dans la direction de l'est à l'ouest. (Paris, 19 Juillet 1894.)

28517. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant :

Sont déclarés d'utilité publique les travaux d'amélioration du port de Bastia (Corse), définis à l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 25 mars 1892;

La dépense mise à la charge de l'État, évaluée à cinq cent mille francs, sera imputée sur les fonds annuellement inscrits à la deuxième section du budget du département des travaux publics pour l'amélioration des ports maritimes;

Il est pris acte de l'offre faite par la chambre de commerce de Bastia de concourir à la dépense pour une somme de cinq cent mille francs. (Paris, 25 Juillet 1894.)

28518. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

M. Bonnefon (Louis-Maurice), né le 11 avril 1873, à Alais (Gard), y domicilié, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de Craponne, et à s'appeler légalement, à l'avenir, Bonnefon-Craponne;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an xii en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'Etat. (Paris, 5 Novembre 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 26 Novembre 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

E. GÉRIN.

Cette date est celle de la réception au
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1653.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28519. — DÉCRET qui proclame 43 Cessions de Brevets d'invention.

Du 26 Août 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont proclamées :

1^{re} La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 1^{er} avril 1893, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication passé, le 27 mars 1893, par M^r Leclerc, notaire à Charenton-le-Pont (Seine), et aux termes duquel les sieurs Renard (Jean-Baptiste-Émile), constructeur à Ivry-sur-Seine, et Totey (Jean-Baptiste-Éloi-Florentin), constructeur à Ivry-sur-Seine, rue de l'Ouest, n° 85, sont devenus propriétaires du droit d'exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 novembre 1887, par le sieur Martin, pour la fabrication de chaudronnerie hygiénique bimétallique en cuivre et argent, supprimant le soudage.

2^{re} La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 5 avril 1893, telle qu'elle résulte d'un acte dressé, le 1^{er} mars 1893, par M^r Bourin, notaire à Paris, et aux termes duquel le sieur Foulser (Georges), rentier, demeurant à Paris, rue Joffroy, n° 46, est devenu propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 mai 1890, par les sieurs Baudouin et Lecarpit, pour un procédé de fabrication industrielle de l'ammoniaque au moyen du nitrate de soude.

3^{re} La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 12 avril 1893, telle qu'elle résulte d'un acte passé, le 14 mars 1893, par M^r Bazin, notaire à Paris, et conférant aux sieurs Jean-Élie-Octave-Guillaume-Émile Amanieu, duc Decazes et de Glucksberg, demeurant à Paris, rue de Lubeck, n° 12, et Paul Sobège, demeurant à Paris, rue Kléber, n° 27, le droit d'exploiter par eux-mêmes le brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 septembre 1887, par le sieur

de Méritens, et dont la société anonyme *L'Alcool neutre* est devenue propriétaire, pour procédé de rectification des alcools par le courant électrique alternatif.

4° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 12 avril 1893, telle qu'elle résulte d'un acte passé, le 14 mars 1893, devant M^r Bazin, notaire à Paris, et conférant aux sieurs Jean-Elie-Octave-Guillaume Sévère Amanieu, duc Decazes et de Glücksberg, demeurant à Paris, rue de Lubert n° 12, et Paul Sohège, demeurant à Paris, rue Kléber, n° 27, le droit d'exploiter partiellement le brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 septembre 1887, par le sieur de Méritens, et dont la société anonyme *L'Alcool neutre* est devenue propriétaire, pour procédé d'assainissement de l'eau, de conservation des bières, de conservation et du vieillissement des vins par le courant électrique alternatif.

5° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Dordogne, le 17 avril 1893, telle qu'elle résulte de l'acte passé, le 29 mars 1893, devant M^r Dupuis, notaire à Périgueux, et conférant aux sieurs Villotte (Georges), demeurant à Périgueux, place de la Nouvelle-Halle, n° 19, et Dulac (Henri), demeurant à Périgueux, Allées de Tourny, n° 10, le droit d'exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 avril 1892, par le sieur Charnay, pour l'application de la table de multiplication sur la règle scolaire dite *règle multiplicande*.

6° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 17 avril 1893, faite, suivant acte en date du 27 mars 1893, au sieur Mors (Louis-Jean-Baptiste), demeurant à Paris, rue des Marronniers, n° 8, par le sieur Lihoreau (Maurice-Eugène-Louis) et la dame Lihoreau, née Gabrielle-Pauline Henriette Goodwin, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 septembre 1887, par le sieur Goodwin, et dont ils sont devenus propriétaires, pour un système perfectionné de vase poreux formé par l'électrode-charbon pour piles électriques.

7° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 17 avril 1893, faite, suivant acte en date du 27 mars 1893, au sieur Mors (Louis-Jean-Baptiste), demeurant à Paris, rue des Marronniers, n° 8, par le sieur Lihoreau (Maurice-Eugène-Louis) et la dame Lihoreau, née Gabrielle-Pauline Henriette Goodwin, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 mai 1890, par le sieur Goodwin, et dont ils sont devenus propriétaires, pour un système de lampes à charbon pour électrode.

8° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 20 avril 1893, faite, suivant acte en date du 29 mars 1893, à la compagnie française du matériel de chemins de fer, dont le siège est à Ivry-sur-Seine, par le sieur Paussard, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 17 février 1887, pour perfectionnements apportés aux moulins broyeururs tamisoirs à anneaux de laires en vue de pouvoir les employer non seulement au broyage du blé, mais aussi au convertissage des gruaux, simultanément ou non.

9° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 22 avril 1893, faite, suivant acte en date du 5 avril 1893, à la société Hurlu, Hautin et Diligeon, dont le siège est à Paris, rue Saint-Maur, n° 51, par le sieur Mathieu, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 14 mai 1892, pour un compteur de liquides.

10° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 24 avril 1893, faite, suivant actes en date du 21 mai et 16 juin 1893, à la compagnie générale aérohydraulique, dont le siège est à Bordeaux, rue Peyronnet n° 16, par le sieur Desmaroux, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 19 février 1891, pour un moteur aérodynamique, appareil hydraulique sans consommation de liquide et ses applications.

11° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 avril 1893, faite, suivant acte en date du 30 mars 1893, à la société française d'armes portatives, dont le siège est à Paris, rue Tronchet, n° 13, par le sieur Berthier, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 5 septembre 1890, pour fusil à répétition, système A. Berthier.

12° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 avril 1893, faite, suivant acte en date du 25 mars 1893, à la société française d'armes portatives, dont le siège est à Paris, rue Tronchet, n° 13, par le sieur Dandeteau, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 4 juin 1890, pour fusil à répétition, système A. Berthier.

1884, pour un nouveau fusil à répétition et à double magasin et la cartouche propre à ce fusil.

12° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 avril 1893, faite, suivant acte en date du 25 mars 1893, à la société française d'armes portatives, dont le siège est à Paris, rue Tronchet, n° 13, par le sieur Daudeteau, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 21 juillet 1868, pour un fusil à répétition et à transformation.

14° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 avril 1893, faite, suivant acte en date du 25 mars 1893, à la société française d'armes portatives, dont le siège est à Paris, rue Tronchet, n° 13, par le sieur Daudeteau, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 29 janvier 1887, pour des perfectionnements aux fusils à répétition et autres.

15° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 avril 1893, faite, suivant acte en date du 25 mars 1893, à la société française d'armes portatives, dont le siège est à Paris, rue Tronchet, n° 13, par le sieur Daudeteau, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 30 juillet 1888, pour un fusil à répétition perfectionné à tir rapide.

16° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 avril 1893, faite, suivant acte en date du 25 mars 1893, à la société française d'armes portatives, dont le siège est à Paris, rue Tronchet, n° 13, par le sieur Daudeteau, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 26 novembre 1890, pour un appareil chargeur destiné aux fusils à répétition à magasin sous la culasse.

17° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 avril 1893, faite, suivant acte en date du 25 mars 1893, à la société française d'armes portatives, dont le siège est à Paris, rue Tronchet, n° 13, par le sieur Daudeteau, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 1^{er} décembre 1890, pour un fusil à répétition à fermeture en deux temps et à pontet-magasin.

18° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 avril 1893, faite, suivant acte en date du 25 mars 1893, à la société française d'armes portatives, dont le siège est à Paris, rue Tronchet, n° 13, par le sieur Daudeteau, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 16 mai 1891, pour un système d'extracteur-éjecteur destiné aux armes à bloc employant des cartouches à gorge.

19° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 avril 1893, faite, suivant acte en date du 25 mars 1893, à la société française d'armes portatives, dont le siège est à Paris, rue Tronchet, n° 13, par le sieur Daudeteau, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 4 mai 1892, pour un chargeur pour fusils à répétition.

20° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 27 avril 1893, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé, le 20 avril 1893, par M^e Sabot, notaire à Paris, et aux termes duquel le sieur Ponnet (Antoine), demeurant à Marseille, rue Montgrand, n° 26, est devenu propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris, par le sieur Jumeau, le 17 septembre 1889, pour un nouveau genre de décoration remplaçant la peinture émaillée, la faïence, la mosaïque, etc.

21° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 mai 1893, faite, suivant acte en date du 20 avril 1893, aux sieurs Inget (Eugène), entrepreneur de serrurerie, demeurant à Paris, rue de Bourgogne, n° 56, et Vivinis (Louis-Arsène), demeurant à Paris, rue de la Michodière, n° 2, par le sieur Wazellel, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 1^{er} août 1885, pour un nouveau système de fers pour fenêtres, portes vitrées de tous genres, et serrurerie métallique.

22° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 mai 1893, faite, suivant acte en date du 22 avril 1893, aux sieurs Garchey (Louis-Marie-Antoine), céramiste, demeurant à Boulogne-sur-Seine, le de Paris, n° 133, et Hirsch (Armand), négociant, demeurant à Paris, avenue de l'Opéra, n° 30, par les sieurs Rostaing et Geillé, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 23 avril 1889, conjointement avec le sieur Garchey,

pour un procédé de fabrication de marbres factices, vitraux et autres produits analogues, dits marbres céramiques.

23° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 9 mai 1893, faite, suivant acte en date du 14 avril 1893, à la compagnie *The American Cotton oil Company*, dont le siège est à New-York, Broddoway, n° 1, par les sieurs Diffey et Ryley, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 2 février 1892, pour perfectionnements apportés aux presses télescopiques horizontales.

24° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 mai 1893, faite, suivant acte en date du 22 avril 1893, à la société A. Howatson et compagnie, dont le siège est à Neuilly-sur-Seine, avenue du Roule, n° 165, par le sieur Howatson, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 22 juin 1885, pour des perfectionnements dans les appareils servant à séparer la matière solide des liquides.

25° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 mai 1893, faite, suivant acte en date du 22 avril 1893, à la société A. Howatson et compagnie, dont le siège est à Neuilly-sur-Seine, avenue du Roule, n° 165, par le sieur Howatson, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 9 janvier 1893, pour perfectionnements apportés dans les appareils de filtration d'eaux.

26° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 19 mai 1893, faite, suivant actes en date des 10, 13 janvier et 18 février 1893, au sieur Pelletier (François-Alfred), négociant, demeurant à Paris, rue Furstemberg, par les sieurs Saillard (Jean-François), demeurant à Paris, rue de la Harpe, n° 9, et Bourguignon (Elisée-Léon), demeurant à Paris, rue Jacob, n° 26, des droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 avril 1890, par la société A. Pelletier et compagnie pour un nouvel alliage métallique et en général pour la production du cadmium dans les alliages de cuivre.

27° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département des Ardennes, le 24 mai 1893, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé, le 22 mai 1892, par M^e Baucquart, notaire à Monthermé, et aux termes duquel la banque de Meurthe-et-Moselle, dont le siège est à Longwy, est devenue propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 août 1885, par le sieur Adnet, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des crocs ou autres objets similaires à dents.

28° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département des Ardennes, le 24 mai 1893, faite, suivant acte en date du 28 mai 1892, à la banque de Meurthe-et-Moselle, dont le siège est à Longwy, par la société Baudier, Doyen et Adnet, dont le siège est à Monthermé, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 juin 1893, par les sieurs Debry et Adnet, pour perfectionnements apportés dans la fabrication des fourches, crocs et autres objets similaires à dents.

29° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 26 mai 1893, faite, suivant actes en date des 25 février, 27 mars, 15 avril 1893, à la société pour le grillage des minerais, dont le siège est à Paris, de Madrid, n° 17, par le sieur Wattier, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 décembre 1892, pour système de convertisseur à refroidissement partiel des métaux pour la fabrication du cuivre.

30° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 26 mai 1893, faite, suivant actes en date des 25 février, 27 mars, 15 avril 1893, à la société pour le grillage des minerais, dont le siège est à Paris, de Madrid, n° 17, par le sieur Wattier, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 décembre 1892, pour procédé de grillage des menus de minerais de cuivre et autres.

31° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 29 mai 1893, à la demoiselle Maria-Ximenez y Garcia de Bustamante, négociante, demeurant à Paris, rue de Sèvres, n° 21, par les sieurs Lucien Senée, Aristide Senée, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 juillet 1887, par le sieur Senée, pour système perfectionné de planchette à dessin dit système Senée.

32° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département

de la Seine, le 29 mai 1893, faite, suivant acte en date du 2 mars 1893, à la demoiselle Maria-Ximenez y Garcia de Bustamante, négociante, demeurant à Paris, rue de Sèvres, n° 21, par les sieurs Lucien Senée et Aristide Senée, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 mai 1892, par la société Senée frères, pour système de châssis à tension de la feuille et cliché mobilisable pour le tirage des photographies, reproductions héliographiques, etc.

43° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 1^{er} juin 1893, faite, suivant actes en date des 14 janvier et 2 mai 1893, à la société anonyme *le Métal-Soleil*, dont le siège est à Paris, rue de Turenne, n° 128, par le sieur Pelletier (François-Alfred), négociant, demeurant à Paris, rue de Furstenberg, n° 8, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 avril 1890, par la société A. Pelletier et compagnie, et dont il est devenu propriétaire, pour un nouvel alliage métallique et en général pour l'introduction du cadmium dans les alliages de cuivre.

44° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 10 juin 1893, faite, suivant acte en date des 20 et 24 mai 1893, à la société *The Morris tube ammunition et Safety Range Company limited*, dont le siège est à Londres, Haymarket, n° 11, par la dame veuve Richard Morris, née Sarah-Rachel Ray, demeurant à Bennett Park Blackheath, comté de Kent (Angleterre), du brevet d'invention de quinze ans pris par le sieur Morris, le 13 juin 1889, pour perfectionnements aux filtres.

45° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 13 juin 1893, faite, suivant acte en date du 14 avril 1893, à la société de blanchiment des cotons *C. Delescluse et compagnie*, dont le siège est à Maromme (Seine-Inférieure), par les sieurs Delescluse et Després et la dame veuve Grulois, née Marie Beausir, agissant en qualité de seuls membres de la société *C. Delescluse et compagnie*, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 avril 1892, par ladite société *C. Delescluse et compagnie*, pour un procédé perfectionné de blanchiment de coton.

46° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Charente, le 15 juin 1893, faite, suivant acte en date du 5 juin 1893, au sieur Maichon (Jules), menuisier, demeurant à Jarnac, par le sieur Brisson, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 30 novembre 1892, pour un système de fermeture de caisses.

47° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 juin 1893, faite, suivant actes en date des 21 et 29 avril 1893, au sieur Bonjour, par la société centrale de construction de machines (en liquidation), des droits au brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 14 août 1890, conjointement avec ledit sieur Bonjour, pour mécanisme de commande par bielle et têtes statiques pour machines à quatre distributeurs et autres.

48° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 juin 1893, faite, suivant actes en date des 21 et 29 avril 1893, au sieur Bonjour, par la société centrale de construction de machines (en liquidation), des droits au brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 22 novembre 1890, conjointement avec ledit sieur Bonjour, pour nouveau moteur à fluide élastique quelconque.

49° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 19 juin 1893, faite, suivant acte en date du 9 juin 1893, à la société Durand, Huguenin et compagnie, dont le siège est à Bâle, par la société Schmitz etanges, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 27 juillet 1891, pour un procédé pour préparer des glycérides à oxacides gras, ainsi que des oxacides quelconques.

50° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 30 juin 1893, faite, suivant acte en date du 13 juin 1893, à la société *Brown Company limited*, dont le siège est à Sheffield, par le sieur Tresidder, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 3 septembre 1891, pour perfectionnements dans la fabrication des plaques de blindage.

51° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 30 juin 1893, faite, suivant acte en date du 13 juin 1893, à la société

Kleiner et Bokmayer, dont le siège est à Mödling (Autriche), par le sieur Stehlik, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 19 février 1891, pour perfectionnements aux appareils humecteurs.

42° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 30 juin 1893, faite, suivant acte en date du 13 juin 1893, au sieur Haworth (Clément-Vincent), ingénieur, demeurant à Leigh, Cottage-Waterhouse, comté de Lancastre (Angleterre), par le sieur Gorham, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 11 mars 1892, pour nouveau procédé d'inhalation.

43° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 30 juin 1893, faite, suivant acte en date du 14 juin 1893, au sieur Richard (Félix), négociant, demeurant à Paris, rue Saint-Roch, n° 57, par le sieur de Pezzer, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 30 juin 1892, pour système de garniture pneumatique pour roues de vélocipèdes.

2. Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 26 Août 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : TERRIER.

N° 28520. — DÉCRET qui proclame des Brevets d'invention
et des Certificats d'addition.

Du 12 Octobre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies,
Vu l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont proclamés les brevets d'invention et les certificats d'addition délivrés pendant le deuxième trimestre de l'année 1893, tels qu'ils sont contenus dans les états ci-annexés.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Octobre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : TERRIER.

BREVETS D'INVENTION.

226089. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1893; Invitti, représenté par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Nouvelle disposition de sonnette d'alarme pour vélocipèdes, bicyclettes, bicyclettes et autres véhicules semblables.

226090. Brevet de quinze ans, 7 janvier 1893; Dubromel, rue Éloi-Morel, n° 39, à Amiens (Somme). — Numérateur pouvant servir dans les écoles publiques.

226091. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Vryghem, représenté par Boivin, rue Nationale, n° 284, à Lille (Nord). — Perfectionnements dans le séchage des pannes mécaniques.

226092. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1893; Clément, à Mareuil-sur-Ay (Marne). — Paragolée métallique. *Clément*

226093. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1893; Voythier, représenté par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Étienne (Loire). — Fusil de chasse sans chiens, à percussion centrale.

226094. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1893; Taute, élisant domicile chez le sieur Bureau, à Paris, rue de Strasbourg, n° 5. — Perfectionnements aux rouleaux commosseurs à vapeur et aux machines routières.

226095. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1893; Millers Sohn, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnement à la fabrication des douilles de cartouches.

226096. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1893; Moussseau, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements aux chaudières à vapeur en fer.

226097. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1893; Koll, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Frein de vitesse.

226098. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1893; Paetz, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Chariot pour la moisson.

226099. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1893; Hughes, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Appareil perfectionné pour souffler le vent sur les orgues.

227000. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1893; Vollner et Lehmann, représentés par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Appareil servant à déterminer la contenance des fûts.

227001. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1893; Meley, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouvelle porte pour fermeture de fours à ciments.

227002. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1893; compagnie parisienne de couleurs, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la production de nouvelles matières colorantes de la série des anthraquinones des produits de l'action des monamines et diamines aromatiques sur l'ortho-dinitro-anthraquinone ou mono-nitro-anthraquinone ou nitro-amido-anthraquinone.

227003. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1893; compagnie parisienne de couleurs, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la production d'une nouvelle classe de corps par l'action de bases aromatiques primaires, secondaires et tertiaires, ainsi que de diamines alkylées et non alkylées sur l'ortho-dinitro-anthraquinone ou mono-nitro-anthraquinone ou nitro-amido-anthraquinone.

227004. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1893; Mimard, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Canne d'entraînement à poids variable.

227005. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1893; société par actions Grunsonwerk, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil pour l'enlèvement de quantités mesurées de substances à l'état pulvérulent ou grenu, contenues dans un récipient.

227006. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1893; société des fabricants de biscuits, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux fours à biscuits dits *fours à chaîne sans fin*.

227007. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1893; Stuppert, représenté par Chassevent,

à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Chauffage automatique avec une pelle mobile.

227008. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1893; Bataille, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de préparation industrielle de mopeptone par le traitement méthodique des radicales et autres matières premières.

227009. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1893; Siemens et Halske (société des *Greiffenberger Bleich-und Appretur-Anstalt*), représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé de blanchiment au moyen d'ozone artificiel et de dissolutions faibles de sels de chlore.

227010. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1893; Hesse, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Lamineurs pour la fabrication de corps creux et massifs à section transversale ronde et à section longitudinale de forme quelconque.

227011. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1893; Künstler, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Séche-vapeur.

227012. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1893; Rosati, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Générateur magnéto-électrique à induit (armature) fixe.

227013. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1893; Petersen, Bang et Robin, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau foyer pour brûler, sans fumée, toute espèce de combustible.

227014. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1893; société anonyme pour le transport électrique des métaux, représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Procédé de suspension des plaques d'accumulateurs électriques dans leurs bacs, en vue d'assurer la conservation de ces plaques.

227015. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1893; Howaston, représenté par Joly, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements apportés dans les appareils de filtration des eaux.

227016. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1893; Sievert, représenté par Joly, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé de fabrication de lampes et tubes de verre.

227017. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1893; société frigorifiques et glaces pures de Montpellier, à Montpellier. — Fût-glacière destiné au transport des glaces artificielles ou naturelles.

227018. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1893; Lengellé-Camus, représenté par le sieur Corroyer, rue Damis, n° 26, à Amiens. — Protecteur en cuir embouti s'appliquant aux vélocipèdes, bicycles, bicyclettes, etc., et en général sur toutes les surfaces avec bandages en caoutchouc.

227019. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1893; Palun, à Avignon. — Préparation d'un nouveau savon destiné au lavage des parquets, évier, comptoirs en étain, etc.

227020. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Haure, élisant domicile rue des Pyrénées, à Tarbes. — Muselière pour chiens, dite *Parfaite* (Système J.-P. Haure).

227021. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Claeys, élisant domicile chez le sieur Carré, à Paris, boulevard Raspail, n° 131. — Système de détente variable automatique sans déclis, applicable aux machines à vapeur genre *Cortiss-Whetlock*.

227022. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Hopkins et Davenport, représentés par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les livres de chèques.

227023. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Lang, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements apportés aux corsets.

227024. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; société anonyme dite *American Electric Heating Company*, représentée par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux récipients et autres articles analogues chauffés électro-magnétiquement.

227025. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Hering, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux moteurs électriques à vitesse variable.

227026. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; société anonyme des établissements Weyher et Richemond, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard

Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux moteurs à fluide élastique ou non élastique et spécialement aux machines à vapeur.

227027. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Landis, représenté par la société Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Porte-vent perfectionné pour forges à braser les scies à ruban.

227028. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Sears, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans la fabrication des linotypes.

227029. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Choate, représenté par le sieur Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans la production du zinc métallique.

227030. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Williams, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les freins automatiques pour trains de chemins de fer.

227031. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Roussy, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système de pince à levier.

227032. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Haffner, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveaux perfectionnements apportés dans la construction des coffres-forts et coffrets de sûreté.

227033. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Parker, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux supports pneumatiques.

227034. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Cross, Bevan et Beadle, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau procédé de production de la cellulose soluble.

227035. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Munroe, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau genre de matière exploitable et son procédé de fabrication.

227036. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Thompson, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux procédés de fabrication du nickel et du sulfure de nickel.

227037. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Thomson, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux procédés de production du sulfure de nickel.

227038. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Hobday, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pédales pour pianos, orgues et autres instruments de musique.

227039. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Meyer, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil applicable à la dessiccation ou à la réfrigération des matières concassées, pulvérulentes ou granuleuses.

227040. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Fuller, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements se rapportant à un appareil pour distiller et réfrigérer l'ammoniaque.

227041. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Wagner, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif pour vider automatiquement les conduites de liquides sans pression.

227042. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Dalish, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil d'aspiration ou de refoulement de gaz ou de liquides.

227043. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Low, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils servant à transborder en mer le charbon d'un navire dans un autre.

227044. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Lindholm, représenté par Casanovi, à Paris, rue du Havre, n° 15. — Fer à cheval perfectionné.

227045. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Maguin, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Système de boîtes épierreuses fixes ou amovibles sur coupe-racines en général et en particulier pour coupe-racines de sucreries et distilleries.

227046. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Michelin et compagnie (société), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de fixation des bandages pneumatiques à la jante des vélocipèdes et autres véhicules.

227047. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Barnes, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de confection, par motif, de timbres ou de clichés en caoutchouc au moyen de caractères d'imprimerie.

227048. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Wood, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de soupapes de réduction de pression.

227049. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Watson, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé de fabrication du gaz.

227050. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Deslauniers et Pruden, représenté par le sieur Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements apportés à la construction des murs des édifices et à l'emploi des lames ou plaques en métal destinées à en former le revêtement extérieur.

227051. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Roswag, représenté par le sieur Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Genre de balais en tissus maintenus par dynamos.

227052. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1893; Meygret, rue Pastorelli, n° 17, à Nice. — Système de lampe à incandescence.

227053. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Filiat, rue Chauvain, n° 4, à Nice. — Fermeture élastique des poches des vêtements contre les voleurs.

227054. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1893; Moretti fils, à Moulins. — Application de l'électricité à la mise en mouvement de petits moteurs portatifs.

227055. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Dubiau, rue de Paradis, n° 10, à Marseille. — Appareil produisant automatiquement une circulation rapide de l'eau dans les chaudières à vapeur.

227056. Brevet de dix ans, 14 janvier 1893; Abadie, à Tarbes. — Convertisseur hermétique devant s'adapter aux bocaux et flacons, fabriqué en bois, celluloïd, carton, caoutchouc, métal.

227057. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Escourrou, à Villeneuve, à Millau. — Injecteur antiphyloxérique, dit le *Millagon*.

227058. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1893; Oury, rue Valentin, n° 5 bis, à Louvois-Perret (Seine). — Système de tendeur approprié à la transformation des câbles pneumatiques.

227059. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1893; Lichtenfelder, à Paris, boulevard des Capucines, n° 5. — Nouveau système de rails longrines creux, ce même système pouvant s'appliquer aux traverses, avec galvanisation des parties en contact avec le sol.

227060. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1893; Wilde et Astil, représenté par Böttcher, à Paris, rue du faubourg Montmartre, n° 15. — Perfectionnements aux tricoteuses rectilignes.

227061. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1893; Cassard de Pernelmont, représenté par Böttcher, à Paris, rue du faubourg Montmartre, n° 15. — Nouveau système de laqueur automatique de pression pour chaudières à vapeur.

227062. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1893; société Alsacienne de constructions mécaniques, représenté par Armand Gaud, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 2. — Méthode pour régulariser automatiquement le débit d'une station génératrice courant continu par l'emploi de batteries d'accumulateurs.

227063. Brevet de quinze ans, 11 janvier; Yorkinton, représenté par Armand Gaud, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans la fabrication du blanc de plomb et dans les appareils qui s'y rapportent.

227064. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1893; Rhodes, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux dispositions employées pour provoquer la circulation de l'eau dans les générateurs à vapeur.

227065. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1893; Odorigo, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans la construction des voûtes ou plates-bandes en ciment pour planchers en fer.

227066. Brevet de quinze ans, Von Orth et Hagenmeyer, représenté par Böttcher, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Porte-mine.

227067. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1893; Firminger, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif ornemental perfectionné pour la diffusion des senteurs, désinfectants ou autres ingrédients chimiques.

227068. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1893; société J. Béher et Terrevilleaut, à Paris, rue Château-Landon, n° 48. — Système de bouchage de bouteilles de tous genres, empêchant leur remplissage une fois vidées et donnant la garantie aux liquides de marque.

227069. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1893; Giesbers et Neitzel, représentés par Lacroix, à Paris, rue Dareau, n° 41. — Méthode calorimétrique de dosage quantitatif des hydrates de carbone, méthode pouvant être exécutée par les personnes étrangères à la chimie.

227070. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1893; Wilmont, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence n° 59. — Perfectionnements dans les appareils transmetteurs employés pour la télégraphie à longue distance ou la télégraphie sous-marine.

227071. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1893; Vaquez, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre de bobines à ailettes embouties pour fils à condenser et autres.

227072. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1893; Gobbe, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Moteur thermique.

227073. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1893; Paulin, rue de la Rigole, n° 2, à Elbeuf (Seine-Inférieure). — Moulin à cylindre granulateur tamiseur.

227074. Brevet de quinze ans, 9 janvier 1893; Freund, représenté par les sieurs Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, 66, à Lyon. — Perfectionnements dans des monuments funéraires.

227075. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Elster et Lerche, représentés par Freyrier-Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 81, à Lyon. — Joint de tirant.

227076. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Pierronet, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouveau balancier pour pompes de tous systèmes.

227077. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Testenoire et Trenta, représentés par Freyrier-Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Dynamomètre indiquant la ténacité et l'élasticité des tissus, papiers, fils, cordes, etc.

227078. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1893; Silfversparre, représenté par Freyrier-Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Mécanisme de charge par la culasse pour des canons.

227079. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1893; Société Dujardin et compagnie, représentée par Bygodt, rue Brûlé-Maison, n° 82, à Lille. — Sécheur de vapeur.

227080. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1893; Société Dujardin et compagnie représentée par Bygodt, rue Brûlé-Maison, n° 82, à Lille. — Calfat.

227081. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1893; Florin-Leclercq, représenté par la société Driesnes et Lantiblin fils, contour Saint-Martin, n° 4, à Roubaix (Nord). — Nouvelle machine à chimer tout fil textile en une ou plusieurs couleurs, avec ou sans superposition de couleurs.

227082. Brevet de dix ans, 14 janvier 1893; Dubarq, à Lourches (Nord). — Appareil à pression, remplaçant tous fûts, pouvant servir à tout industriel utilisant le gaz acide carbonique, notamment dans la fabrication de la bière et des eaux gazeuses, etc.

227083. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1893; Nicholson, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Appareil d'inhalation perfectionné.

227084. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1893; Salaffir, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Lavoir de grain.

227085. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1893; Coad, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans le montage des lampes à incandescence, s'appliquant particulièrement aux lampes de sûreté pour mineurs.

227086. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1893; Cathrein, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les verrous de portes.

227087. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1893; Ellertsen, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, 23. — Procédé d'émaillage des plaques dentures.

227088. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1893; Monti, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système d'escamotage pour chambres photographiques détectives.

227089. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1893; Médinger, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau bandage de système dit *pneumatique*, pour roues de véhicules en générale et spécialement pour vélocipèdes, bicycles, bicyclettes, tricycles, etc.

227090. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1893; société V. Planchon et compagnie représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Châssis-magasin à escamotage pour pellicules autotendues à bordure métallique du système Victor Planchon et compagnie.

227091. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1893; Allen, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux projectiles et au mode d'emploi d'explosifs puissants de ces projectiles.

227092. Brevet de quinze ans, 12 janvier 1893; Clair, représenté par le sieur Erickx, à Paris, rue des Partants, n° 92. — Nouveau système de fixateurs métalliques pour sièges-pliants.

227093. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Favaret, rue Delarothière, n° 13, Troyes. — Blaureau-savonneur.

227094. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; Kissel, Montluçon (Allier). — Appareil destiné à l'emploi de matières diverses (grosses ou épaisses) appelé, suivant le cas, moutardier à refoulement ou pommadier.

227095. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Brebion, maître-bottier au 21^e régiment d'artillerie, à Angoulême. — Genouillère destinée aux officiers montés.

227096. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; Uchermann et Odogard, représentés par le sieur Delpey, rue de Bausset, n° 16, Marseille. — Perfectionnements dans les moyens de protéger les couvertures des parapluies et des parasols aux bouts extrêmes ou extrémités des branches.

227097. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; Bertrand, représenté par le sieur Delpey, rue de Bausset, n° 16, Marseille. — Boîte à coupe universelle, système Bertrand.

227098. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1893; Leoboldti, représenté par lui, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Utilisation des déchets de baleine en serrand sans solution de continuité.

227099. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1893; Loisel, à Paris, boulevard de Montgaut, n° 145. — Système nouveau de parois élastiques pour réservoirs de liquides ou de gaz sous pression, applicable en particulier aux pneumatiques de vélocipèdes.

227100. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1893; société pour l'industrie chimique à Bale, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Production de nouveaux corps dérivant des amidophénols par leur condensation avec le formol dehyde et les bisulfites.

227101. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1893, société Fausto Morani et compagnie représentée par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Nouveau système d'appareil pour la gazéification des combustibles solides.

227102. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1893; Thirion, représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Nouveau genre d'appareil culinaire portatif.

227103. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1893; Diercksen, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Fermeture de sûreté pour caisse.

227104. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1893; Fehr et Bromig, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Serrure de sûreté à serrure double ou multiple et à disques avec entailles.

227105. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1893; Fuller (M^{lle}), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau genre de mise en scène avec illusion d'optique spécialement destiné à la danse théâtrale.

227106. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1893; Fuller (M^{lle}), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Mise en scène nouvelle consistant en jeux de glaces combinées produisant des illusions d'optique pour la danse théâtrale.

227107. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1893; Fuller (M^{lle}), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouvelle combinaison de robe spécialement destinée à la danse théâtrale.

227108. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1893; Fuller (M^{lle}), représentée par la

société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau genre de décoration théâtrale composée de murailles blanches garnies de pierres à facettes.

227109. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1893; Pobeguïn, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système de clôture étanche.

227110. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1893; société *Trockenelement fabrik Watt*, docteur Franz Szymanski, représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dépolarisant pour éléments galvaniques.

227111. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1893; Hodgkinson, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pince de roulage perfectionnée.

227112. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1893; Houel, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Réchaud verre perfectionné.

227113. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1893; Orvis, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux fourneaux de chaudières et autres.

227114. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1893; Protais, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de manomètre incongelable à vapeur directe.

227115. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1893; société Klotz jeune, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de boucle à serrage progressif pour ceintures, bretelles, courroies, etc.

227116. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1893; Chibret, représenté par Fayotlet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Application aux vélocipèdes ou bicyclettes d'un appareil servant à projeter des corps réduits en poudre impalpable dans le but d'éloigner les chiens ou autres animaux.

227117. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1893; Goubet, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Toueur sous-marin.

227118. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1893; Schaverand, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, 23. — Perfectionnements dans les valves de retenue pour garnitures pneumatiques de roues de vélocipèdes et autres applications.

227119. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1893; Zalinski, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les gargouilles.

227120. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1893; société « les enfants de M^{me} Bartelot », représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la fabrication des fourches à bêcher, bèches à doigts, crocs, binettes à doigts, etc.

227121. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Duplaa, professeur de physique au collège de Pamiers (Ariège). — Filtre à eau potable.

227122. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Thomas, aux Pineaux-Saint-Ouen (Vendée). — Nouvelle douille de chambrière de charrette.

227123. Brevet de cinq ans, 17 janvier 1893; Dupont, quai Saint-Cyr, n° 23, à Rennes. — Coulisserie de table.

227124. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; Bertholus, représenté par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Etienne. — Nouveau système de traction électrique avec canalisation limitée.

227125. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Lipmann, Grande rue, n° 14, à Besançon. — Assortiment de remontoir sans couronne, avec col du pendant fixe.

227126. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Bourdon, à Paris, boulevard de Magenta, n° 26. — Véhicule à essieux convergents avec application spéciales aux tramways électriques.

227127. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Dezès, représenté par Neveu, à Paris, rue Nansouty, n° 28. — Canne armée.

227128. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Soulerin, à Paris, rue Taitbout, n° 20. — Perfectionnements introduits dans un système de communications électriques dans les appareils télégraphiques.

227129. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Soulerin, à Paris, rue Taitbout, n° 20. — Perfectionnements introduits dans les freins pneumatiques.

227130. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Rigolet, représenté par Armengaud

ainé, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Cuillère à suspension et à plateau pour la préparation des boissons, liqueurs et autres consommations.

227131. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Beny, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Briques laconnées à rainures et languettes en queue d'aronde pour la construction des plafonds, voûtes, conduits etc.

227132. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Martin, représenté par Lombard Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements aux machines à faire les cannettes pour métiers à tisser ou autres usages, système pour s'appliquer indistinctement à toutes espèces de substances.

227133. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Schmidt, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Mangeoire repliable.

227134. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Nicholson et Mather, représentés par Gudman, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les fanèuses.

227135. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Senzier, à Paris, rue du Cardinal, n° 86. — Nouveau procédé de fabrication industrielle des matières colorantes.

227136. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Davis et Ward, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Pintres pour bagues de pistons.

227137. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Fé, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Machine dynamos électrique.

227138. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Rerabek, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Tablette indiquant de la réservation de places.

227139. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Fonteyn, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Répertoire dit *répertoire Fonteyn*.

227140. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Crowell, Doane et Severy, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Moyens pour réchauffer et réfracter l'énergie rayonnante.

227141. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Weston, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux instruments de mesure et d'enregistrement des courants électriques.

227142. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Weston, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux instruments servant à mesurer les courants électriques.

227143. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Weston, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les bobines de résistance électriques.

227144. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Weston, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les appareils mesurant les courants électriques.

227145. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Weston, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements appliqués à des appareils portant à des appareils pour mesurer et indiquer les courants électriques.

227146. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Lockhart et société dite *The Automatic Gem and Gold Separator Syndicate limited*, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les séparateurs à courant ascendant humide pour le traitement des métaux, minerais, gemmes, matières minérales et autres.

227147. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Poole, Morton, Galligher, Holderness et Jones junior, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les verrous à écrou.

227148. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Coombes, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les séparateurs mécaniques destinés à séparer l'or et autres métaux précieux, des sables, graviers, quartz pulvérisé, etc.

227149. Brevet de quinze ans, 14 janvier 1893; Ateliers de construction Cercueil

- (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23.
— Moteur à courants alternatifs.
227150. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Skene et Devallée (société), représentée par Lepert, rue du Trichon, n° 60, à Roubaix. — Perfectionnements apportés à la commande des machines à étirer ou préparer les matières filamenteuses: lin, chanvre, laine, ramie, etc.
227151. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Masurel, représenté par Riche, rue de la Banque, n° 9, à Roubaix. — Perfectionnements aux appareils à sécher les rubans de laine, peignée, écru ou teinte.
227152. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Roussel, représenté par Becker, rue de l'Époule, n° 151, à Roubaix. — Nouveau genre de tissu.
227153. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1893; Tippner, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Formeture pour réservoirs à glace.
227154. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1893; J. Grouvelle et H. Arquembourg (société), représentée par Carénou, à Paris, rue Chabrol, n° 67. — Système de surchauffeur perfectionné.
227155. Brevet de quinze ans, 10 janvier 1893; Branson, Thornburg et Starr, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements se rapportant à un système pour la distribution souterraine et la récupération de l'ammoniaque anhydre.
227156. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1893; Giesbers et Latkow, représentés par Laurans, à Paris, rue Dartau, n° 41. — Procédé de fabrication de levure pressée de moûts de pommes de terre.
227157. Brevet de dix ans, 14 janvier 1893; Hublot fils, à Tonneins (Lot-et-Garonne). — Semelle dite *trotteuse*.
227158. Brevet de quinze ans, 13 janvier 1893; Sagnier Etévé, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux clés de serrage des écrous.
227159. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1893; compagnie française des moteurs à gaz et des constructions mécaniques, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Dispositif pour enlever l'odeur au gaz d'échappement des moteurs à gaz et à pétrole.
227160. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1893; Müller, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Système de transport et de délivrance automatique de petits objets à des endroits déterminés.
227161. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1893; Etlil, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Procédé et appareil centrifuge pour teindre, blanchir, cuire, etc. des matières textiles.
227162. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1893; Simonlin, représenté par Wattier, à Paris, rue Mazagran, n° 5. — Perfectionnements dans les selles de vélocipèdes.
227163. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1893; Farine et Mourin d'Arfeuille, représentés par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Extincteur d'incendie, à base d'acide carbonique liquide, spécialement applicable à la marine.
227164. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1893; Hiéronymus et Käpernick (société), représentée par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvel assemblage de la monture d'un pince-nez permettant d'en séparer les parties des outils.
227165. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1893; L. Chambon et P. Blache (société), à Paris, rue Rébeval, n° 21. — Machine à encoller les feuilles de papier d'un ou de deux côtés.
227166. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1893; Koerting frères (société), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif supprimant les conséquences de la formation de vapeur dans les chauffages à eau chaude à haute pression.
227167. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1893; Hayez et Jacques, représentés par Augé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Appareil rafraîchisseur de la canne ou outil employé pour cueillir et façonner le verre dans les fours de verreries à vitres, à bouteilles, à gobelets, etc.
227168. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1893; Roussy, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système de table d'opération et de démonstration applicable aux travaux de physiologie et d'anatomie.

227169. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1893; Schiess, représenté par Fayolle, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Appareil servant à accoutumer les enfants à la bonne tenue de la plume.

227170. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1893; Lefranc, représenté par Fayolle, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système perfectionné de chauffettes pour voitures.

227171. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1893; Croppi et Edant, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux appareils de distribution d'eau.

227172. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1893; Huber frères (société), représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour le réglage du papier dit de rapport, destiné aux dessins de broderie au pantographe.

227173. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1893; Ravasse, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Cachet de garantie pour papiers fiduciaires, titres de rente, etc.

227174. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1893; Cosman frères (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bébé marchant, tournant la tête et parlant par une simple pression sur les épaules.

227175. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1893; Vallicely, à Saint-Étienne. — Disposition de pompe pour fluides dangereux et son application aux machines frigorifiques à ammoniacque.

227176. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1893; Vivien, représenté par Albe Laon. — Perfectionnements aux appareils d'évaporation.

227177. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1893; Minière, à Nérac (Lot-et-Garonne). — Pulvérisateur à traction.

227178. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1893; Adams, à Cannes (Alpes-Maritimes). — Siphon automatique perfectionné pour lavage d'égouts et autres usages.

227179. Brevet de quinze ans, 20 janvier, 1893; Lombard, rue Breteuil, n° 29, Marseille. — Utilisation du fer blanc.

227180. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1893; Dollé, à Monchy-lez-Preaux (Nord-de-Calais). — Transmission de force par bielles et arbre à vilebrequin ou arbre manivelle (excentriques) pour manèges.

227181. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1893; Schnerb, rue du Battant, n° 7, à Besançon. — Système de coqueret à coulisse.

227182. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Herviault, carrefour Cassette, n° 13, à Nantes. — Fume-tabac.

227183. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; Lloyd, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les secondaires ou accumulateurs.

227184. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; Laughlin, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les chaudières à vapeur.

227185. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; Van Heusen, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils pour le chauffage et la stérilisation des bandages chirurgicaux et autres analogues.

227186. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; Foucault, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné de boucher pour la viande, les légumes, etc.

227187. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; Wyman, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les moyens à fabriquer les tissus bouclés.

227188. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; Dibble, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les tachymètres ou appareils pour indiquer, ou indiquer et enregistrer les mouvements des parties rotatives des machines (A).

227189. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; Dibble, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les tachymètres ou appareils pour indiquer, ou indiquer et enregistrer les mouvements des parties rotatives des machines (B).

227190. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; Schmoll, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Siphon à eau de selz inexposable.

227191. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; Clair, Hériot et Doré, Grande-Rue, n° 161, à Nogent-sur-Marne (Seine). — Appareil transmetteur automatique pour sacs contenant des dépêches ou autres, applicable dans wagon-poste ou autre similaire, sur chemin de fer, et échangeant en marche rapide le sac de dépêches du wagon à une station déterminée, au moyen d'un poteau récepteur fixe où se trouve déposé un sac de dépêches que l'appareil enlève.

227192. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; Treyer, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Appareil destiné à limiter l'immersion des plumes dans les encriers.

227193. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; Chappuy, représenté par Armen-gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Ensemble de dispositions et de procédés mécaniques destinés à remplacer le travail des ouvriers porteurs dans les verreries.

227194. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; Vicf et Creassey, représentés par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements dans les machines à insérer des œillets sur étiquettes ou autres articles.

227195. Brevet (brevet anglais devant expirer le 9 novembre 1906) pris, le 17 janvier 1893, par Horsfall, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements dans les fours brûlant les détritres des villes.

227196. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; Eddy, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux presses à imprimer.

227197. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; Eddy, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à munir de ficelles ou de cordons les bouts d'attache et d'étiquettes au fur et à mesure de leur fabrication.

227198. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; Julia, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau livre à copier.

227199. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; Kleemann, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Élément de chauffage et de refroidissement pour liquide de toute espèce.

227200. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; Stetson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans le clavetage des boulons.

227201. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; Thiell, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils servant à régler le tirage des cheminées.

227202. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; Welsh et Freeman, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de distributeur photographique.

227203. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; De Marsac, représenté par la société Riffier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau pâtissage de vignes avec régulateur et raidisseur spéciaux.

227204. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; Cabos, représenté par la société Riffier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Pâtisserie ornée et procédé pour sa production.

227205. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; Tourkiewitch, représenté par Armand, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé de diffusion.

227206. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; Darrasse, représenté par Armen-gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de cheteur.

227207. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; Stahel, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil pour amortir le bruit produit par la détonation des armes à feu.

227208. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; S. Lindauer et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Baleine artificielle.

227209. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Belle, quai Jouvin, n° 36, à Gre-oble. — Nouvelle coupe de gant dite *Amélie*.

227210. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Grandjean (D^m), représentée par société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Fabrication d'une pâte à simili-cuir ou composition destinée à la confection de jouets incassables, etc.

227211. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Oudot, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Système de lampe-veilleuse s'allumant par l'électricité.

227212. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Monnot, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau système d'abri démontable pour marchés et autres applications.

227213. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Wesemeyer, représenté par Naubardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Porte de nettoyage pour cheminées.

227214. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Fokete, représenté par Naubardt, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Outil pour mouiller les parties collées d'emplâtres, les timbres-poste et d'autres objets semblables, avec plaque de séchage.

227215. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Lipman, représenté par Naubardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Casier à rayons en métal ou en bois avec supports mobiles à mouvement automatique.

227216. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Cottancin, à Paris, rue de Clignancy, n° 23. — Cintrage des travaux en matières plastiques avec ossatures composées.

227217. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Watkins, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Montre perfectionnée indiquant la vitesse des vélocipèdes.

227218. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Franke, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil pour bronzer les surfaces imprimées et lithographiées de toute espèce.

227219. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Léonhardt, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les robinets pour débiter les liquides de toute espèce, robinets d'arrêt, etc.

227220. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Von Wolff, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Appareil de redressement automatique.

227221. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Von Wolff, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Fermeture pour fenêtres.

227222. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; *Farbenfabriken vorm. Fried. Bayer und Co* (société), représentée par Casalis, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 81. — Procédé pour la préparation de matières colorantes diazoïques à l'aide de l'acide naphthylamine α monosulfonique (1.8).

227223. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Bertram, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Nouveau système de toilettere.

227224. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Charpentier et Chrétien, rue des Rosiers, n° 35, à Saint-Ouen (Seine). — Tente-abri divisible en quatre parties pour servir de manteaux.

227225. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Gabler, représenté par Grelet, à Paris, boulevard de Clichy, n° 56. — Brûleur de platine à incandescence.

227226. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Hill, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil aide-copiste.

227227. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Ochwaldt, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif pour maintenir à froid les têtes des appareils dans lesquels la chaleur de la vapeur est utilisée pour signaler automatiquement le manque d'eau dans les chaudières à vapeur.

227228. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; société H. Egeley et fils, représentée par Wattier, à Paris, rue Mazagran, n° 5. — Nouveau frein pour manège à plan incliné, agissant par pression sur les galets, système Egeley.

227229. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; J. Behr et Terreveilleaut (société), à Paris, rue de Château-Landon, n° 48. — Système de couvercle hygiénique à fermeture mobile automatique, destiné à empêcher l'échappement de la fumée, des gaz et de la poussière pendant le chargement des poêles.

227230. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Lelièvre, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Machine à tresser dite *établi Lelièvre*.

227231. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Hemery, représenté par Caron, à

Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Système de plaques à trous multiples pour chambres photographiques.

227232. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Belzón et Dryland, à Paris, avenue de l'Opéra, n° 18. — Procédé d'éclairage par liquides sous pression et brûlant à l'état de gaz.

227233. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Sencier, à Paris, rue Cardinet, n° 66. — Procédé de séchage de l'huile en mer.

227234. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Benech, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 31. — Procédé de projection rapide des matières insecticides employées en agriculture, horticulture et arboriculture.

227235. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Hermite et Dubosc, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 31. — Nouvelle électrode destinée à la dissociation électrolytique des sels ou composés chimiques naturels ou manufacturés et, en général, à tous usages électrolytiques.

227236. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Traills et Burmeister, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard Magenta, n° 11. — Procédé d'utilisation des lessives contenant du sulfate d'alumine et du sulfate de fer.

227237. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Cérovar, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux filtres à chausse.

227238. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Bruhin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de radiateur dit *Radiateur intensif*.

227239. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Cook, Dobbs et Robins, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les allumeurs pour bougies, chandelles, etc.

227240. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Brausil et Theumann, représentés par la société Maitrey frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine et procédé pour la fabrication de baguettes de bois ornementées et de placages pressés.

227241. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Lemée, représenté par la société Maitrey frères, boulevard Henri IV, n° 31. — Poutrel de bureau à transformations.

227242. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Cummins et Stenwall, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux machines ou timbres à perforer.

227243. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Shedlock, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les clous et pointes.

227244. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Young, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Contre-écrou à complète réversibilité.

227245. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Johnson, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les machines à vapeur.

227246. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Millochau, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mode de fabrication des pains de conserve à épaisseur uniforme.

227247. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; société Electric Phœbus, représentée par Fayolle, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système de construction des plaques d'accumulateurs.

227248. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Tribes, rue Raymond-Marc, n° 5, à Nîmes. — Modification dans l'emploi des silicates solubles pour la fabrication des marbres artificiels insolubles, très durs, se moulant et faisant prise, comme le plâtre, pression ni appareil spéciaux.

227249. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Bernot, à Nevers. — Magonnetière servant au transport des bois de chauffage, système Bernot.

227250. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; Chavassieux-Long, rue Julien, n° 3, à Marseille. — Appareil distributeur automatique à tourteaux.

227251. Brevet de dix ans, 23 janvier 1893; Tingaud, à Chauvigny (Vienne). — Application de bandages en caoutchouc plein au pourtour des roues de locomotives et véhicules marchant sur rails.

227252. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Henrion, quai Claude-le-Lorrain, n° 6 bis, à Nancy. — Rectificateur de régulateur applicable aux régulateurs de machines à vapeur.

227253. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1893; Vignes, à Paris, rue de Vaugirard, n° 30. — Auto-cigarette hygiénique économique, automatique et perpétuelle.

227254. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1893; Serra et Ferreira de Souza Aunias, représentés par Poulain, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 3. — Pont pneumatique et portatif dit *pont pneumatique et portatif Serra*.

227255. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1893; Matthews et Noad, représentés par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans la fabrication de la céruse et des peintures de couleur.

227256. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1893; Knoche, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine à distribuer l'engrais.

227257. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1893; Tissier, à Paris, rue Saint-Sauveur, n° 56. — Nouvelle boîte-carnet à ouverture automatique.

227258. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1893; Leechman, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Nouvelle préparation de thé.

227259. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1893; Schurmann, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Noyaux creux pour les deries.

227260. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1893; Schreiner et Hervieu, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils permettant de fixer les bandages pneumatiques sur les jantes des roues de vélocipèdes et autres.

227261. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1893; Lambotte, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Electrogène.

227262. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1893; Haigton, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de porte-cartes.

227263. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1893; J. Carré fils aîné et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — D'appareil pour la stérilisation et la distribution de l'eau dit *stérilisateur élévateur*.

227264. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1893; Cosman frères (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bébé marchant tournant la tête.

227265. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1893; Bémelmans, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Nouveau gazogène.

227266. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1893; Prangey, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Appareil de rectification et d'épuration continues.

227267. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1893; Julien, représenté par Blétry à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé permettant d'appliquer et d'indébillement les couleurs sur tous tissus sans immersion.

227268. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1893; Lippest jeune, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Obturateur photographique simplifié dit *le mécanic*.

227269. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1893; Majert, représenté par Blétry à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fabrication de pierres en agglomération.

227270. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1893; Tornoé, représenté par Blétry à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Couverture en matière élastique pour boutons d'uniforme luisants.

227271. Brevet de quinze ans, 19 janvier 1893; Jean Rod, Geigy et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication de matières colorantes oranges et jaunes qui teignent le coton non mordancé par condensation de la benzidine et de ses homologues avec l'acide p. nitrotoluolsulfonique.

227272. Brevet de quinze ans, 18 janvier 1893; Martin fils aîné, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Fermeoir pour bas de corsets dit *fermeoir parfait*.

227273. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Perrin, représenté par Perrin rue de Constantine, n° 8, à Lyon. — Perfectionnements apportés aux moteurs à gaz.

227274. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Strock, représenté par Corroyer rue Damis, n° 26, à Amiens. — Nouvelle selle de vélocipèdes à réglage automatique spécialement applicable au système de vélocipèdes avec roue motrice à l'avant par engrenages.

227275. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; Bourdain, rue du commerce, n° 81, à Blois. — Échelle empileuse.
227276. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Cherel, avenue du Petit-Port, à Aix-les-Bains (Savoie). — Article de voyage dit *armoire de voyage à transformations*.
227277. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; de Maurey fils, quai Joinville, n° 78, à Trouville-sur-Mer (Calvados). — Coussinets à roulements concentriques pour vélocipèdes et tous véhicules à moyeux.
227278. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Bréband, rue Solférino, n° 126, à Lille. — Composition de matières imprégnées de liquide pouvant produire de la flamme; cette composition servira pour allumer les feux et portera le nom d'*allumefeu universel français*.
227279. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1893; Murat, à Paris, boulevard Malesherbes, n° 66. — Système de crochets et tringles pour joints de verres dans la vitrerie.
227280. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1893; Murat, à Paris, boulevard Malesherbes, n° 66. — Procédé de cristallisation du verre s'appliquant à de multiples emplois.
227281. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1893; Briau (Louis), élisant domicile chez le sieur Briau (Joseph), à l'école vétérinaire d'Alfort (Seine). — Perfectionnements aux caoutchoucs pneumatiques pour vélocipèdes.
227282. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1893; Plas, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Système de roue dont les rais forment ressort pour tout genre de véhicules.
227283. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1893; Cattori, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Arbre de contact ou trolley destiné aux voitures de railway ou tramways électriques.
227284. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1893; Grunberg, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Montre à quantième simplifiée.
227285. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1893; Lotz, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de maillon démontable pour chaîne de vélocipèdes et autres usages.
227286. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1893; Wardle, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux ventilateurs.
227287. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1893; Cruz, à Paris, avenue Parmentier, n° 131. — Coupe-papier à guide.
227288. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1893; société «la force motrice gratuite», représentée par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Appareil domestique de stérilisation à haute température, dit le *stérilisateur*.
227289. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1893; Monier fils, représenté par Chassepant, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pavage en bois inusable et non glissant.
227290. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1893; Bricard frères (société), représentés par Chassepant, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication des paumelles laminées.
227291. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1893; Baranger, représenté par Chassepant, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la construction des appareils téléphoniques.
227292. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1893; Lagrelle, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Chauffage des sièges des cabinets d'aisances.
227293. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1893; Gérard, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fabrication perfectionnée des fers à brufs.
227294. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1893; Sohne et Ault, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements relatifs au drainage et aux eaux d'égouts des villes, villages, etc.
227295. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1893; Guynet et Devisse, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de traitement des matières cuivreuses, minerais et résidus industriels en vue de l'obtention du sulfate de cuivre ou du cuivre métallique.

227296. Brevet de quinze ans, 20 janvier 1893; société anonyme des matières colorantes et produits chimiques de Saint-Denis, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de préparation d'acide anthracé monosulfoné par sulfonation directe de l'anthracène (invention Chapuis).

227297. Brevet de quinze ans, 17 janvier 1893; Nury, à Privas. — Système de joint métallique.

227298. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Dovillez, à Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire). — Montage de presse à bois relié par des boulons.

227299. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Capdevielle, représenté par Lami, à Paris, rue Lemerrier, n° 40. — Système de crochet automatique pour l'accrochage de tous véhicules quelconques.

227300. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Gallerat père, à Paris, rue de Beaux-Arts, n° 15. — Sonnerie électrique dite *avertisseur de la position des disques des voies ferrées*.

227301. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Muller, représenté par Feyod, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouvelle machine à diviser la pâte.

227302. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Rasselet, à Paris, rue Christine, n° 11. — Indicateur de stations.

227303. Brevet (brevet anglais devant expirer le 20 décembre 1906) pris, le 21 janvier 1893, par Dunn, représenté par la société Braddon et fils, à Paris, rue Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les bandages pneumatiques de roues.

227304. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Purdon et Walters, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux crapaudines et paliers de butée à galets et à bittes.

227305. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Busse junior, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Régulateur de pression du gaz pour moteurs et appareils d'éclairage.

227306. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; de Casaux, à Paris, rue de Valenciennes, n° 12. — Système d'ellipsographie.

227307. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Faivre, représenté par Cress, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Nouvelle suspension destinée à supprimer les trépidations dans les bicyclettes et machines de même genre, dite *l'élasticité*.

227308. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Feldmeyer et Sturm, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Compas pour tracer les spirales.

227309. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Leclerc fils, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri-IV, n° 31. — Monte-charge métallique portable et démontable dit *porte-faix*.

227310. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Bombe et Schuchhardt, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de graissage continu avec soupape conique réglable au moyen d'un excentrique.

227311. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Gajardo et Flecniakoska, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de compas permettant de tracer les circonférences, les ellipses et les spirales, dit *compas universel*.

227312. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; J. Moche et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de cotte pour bourses métalliques.

227313. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Brain, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les ferrures applicables aux chaussures.

227314. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Bul, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à battre le grain.

227315. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Wiberg et Berndes, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil estampilleur.

227316. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Richard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil photographique stéréoscopique et simple.

227317. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Gautier, représenté par Boiry aîné,

à Paris, boulevard de Strasbourg; n° 2. — Procédé et appareils pour le dressage et le domptage des chevaux vicieux montés ou attelés.

227318. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Grenier, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Amélioration du mécanisme d'arrêt de métier à tisser.

227319. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Guet frères (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements à la fabrication des boîtes à conserves à ouverture facile.

227320. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Ravasse, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines à imprimer en blanc et autres.

227321. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Serret, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à filer les cocons, à jette-bouts et régulateurs automatiques du titre.

227322. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Bernhardt, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Compteur d'eau de précision.

227323. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Stern, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de bandages pneumatiques pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.

227324. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Hanarte, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Moyen propre à augmenter le pouvoir déprimant des appareils centrifuges de ventilation et de pompage par le nombre des ailettes ondulées ou striées, et leur pouvoir de compression par l'emploi d'un canal convergent précédant le canal divergent d'expulsion du fluide.

227325. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; G. Josephy's Erben (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Ventilation centrifuge à air humide.

227326. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Weber, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Châssis-pince dit *la lavandière*, destiné au lavage des épreuves photographiques.

227327. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; société anonyme des anciens établissements Cail, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les turbines, système Szezoniowski et Piontkowski.

227328. Brevet de quinze ans, 21 janvier 1893; Levenq, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 91, à Lyon. — Appareil dit *obturateur automatique*, destiné à empêcher les frottements ou les erreurs par substitution de liquide dans l'emplacement de tous les récipients humides de goulot.

227329. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Kœhrner, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements dans les patins à roulette pour enrayer le recul.

227330. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Brante et compagnie (société), rue de la Sablière, n° 7, à Lyon. — Utilisation de l'électricité produite dans les fabriques de produits chimiques traitant le fer, l'étain et le cuivre par les acides sulfurique, muqueux, nitrique et acétique.

227331. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1893; Colomer, place Bellevue, n° 1, à Lyon. — Tissu Colomer.

227332. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Molinary, à Asplanet (Hérault). — Reagents liquide Molinary.

227333. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Lemoannier, boulevard du Colombar, n° 14, à Rennes. — Système de charrue.

227334. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Sorret, représenté par le sieur Garry, à la Cachette-Nouzon (Ardennes). — Nouveau mode de fabrication de triangles de freins.

227335. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Henriquet et Loblauc, à Warcq (Ardennes). — Levier de frein de voitures.

227336. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1893; Gagard, à Charleville. — Nouveau procédé de décoration de la fonte moulée par voie d'émaillage.

227337. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1893; Tillier, représenté par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Etienne. — Nouveau mode des fixations des lames mé-

talliques dans les volets, persiennes mixtes (métal et bois) ou entièrement métalliques.

227338. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; Savy, à Paris, rue Léon-Coiné, n° 12. — Système de purgeur Savy pour presses hydrauliques ou autres.

227339. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; Shaw, représenté par Dumas, à Saint-Georges, n° 29, à Paris. — Perfectionnements aux appareils destinés au traitement des matières fibreuses par des liquides propres à la teinture ou à d'autres usages.

227340. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; Brown, Boveri et compagnie (société), représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Moteur à courant alternatif, monophasé synchronique avec collecteur spécial pour le démarrage du système C.-E.-L. Brown.)

227341. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; J. Keller et compagnie (société) représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnement à la mécanique de piano à queue, système Herz-Erard.

227342. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; Macek, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Distributeur automatique avec dispositif de dégagement rotatif.

227343. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; Polsky, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Levure de riz et son procédé de fabrication sans obtention d'alcool.

227344. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; société dite *Waring Hat Manufacturing Company*, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Épingle perfectionnée pour métiers à tisser les velours.

227345. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; Timmis, représenté par la société Marilliet et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouvel appareil pour couler des plaques, supports ou grilles pour piles électriques.

227346. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; Delmas, représenté par Camille Delmas, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Perfectionnements dans les cannettes, système Delmas.

227347. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; Benno, Jaffé et Darmstadt, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 54. — Procédé de distillation des substances peu volatiles dans un courant de gaz permanent.

227348. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; Brandstaedter, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Laveur épienreur automatique.

227349. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; Wurm, représenté par la société Louis Gudmann et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Pneu perfectionné pour queue de billard.

227350. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; Bajac, représenté par Chassagnon, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Application de couronnes mobiles à tous les lindres ou rouleaux agricoles.

227351. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1893; Maillot, représenté par Chassagnon, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication d'un nouveau genre de dessins obtenus au tissage.

227352. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; Petterson, représenté par Chassagnon, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de plastron protecteur des devants de chemises, dit *garde-chemise*.

227353. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; société *Pneumatique Tyre and Boot's Cycle Agency limited*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les garnitures pneumatiques ou gonflables d'air pour roues de véhicules en général.

227354. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; Supervielle, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Conseuse mécanique continue pour coudre les sandales.

227355. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; Coutelier, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'appareil de chauffage à foyer tubulaire.

227356. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; Gebr. Fortsrenter (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil pour

vapouriser, chauffer ou rafraîchir les liquides au moyen d'hélices ou de chaînes élévatoires.

227357. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; Clément, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de repose-pied et marche-pied pour vélocipèdes, dit *l'universel*.

227358. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; Posno, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système pour transformer la gadoue ou les débris des villes en combustible.

227359. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; Smith, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements apportés ou relatifs aux bandages pneumatiques,

227360. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; Smith, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements au mode d'attache des bandages pneumatiques à leurs jantes.

227361. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; Gaudet, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Cuve de dépôt et de décantation à l'usage des féculeries, amidonneries, etc., pouvant être appliquée à toutes autres industries similaires.

227362. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; Anders, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour séparer du jus brut des matières les matières albuminoïdes et coagulables.

227363. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; Breton, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 85. — Balais pour machines dynamo-électriques.

227364. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; De Courtois de Langlade, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau bandage pneumatique pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.

227365. Brevet de quinze ans, 23 janvier 1893; Lemarchant, rue de l'Hôpital, n° 65, à Lorient. — Ceinture-cuirasse, excelsior, enveloppe en liège articulée destinée à préserver la chambre à air des pneumatiques (bicyclettes) du perforage et de toute détérioration.

227366. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Berne, Clos-Saint-Jean, à Avignon. — Appareil dénommé le *puise-liquide*.

227367. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Piatton, rue Cart, n° 1 bis, à Nîmes. — Système de fermeture pour formes employées dans l'industrie de la cordonnnerie.

227368. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1893; Hérisson, quai de la Fontaine, n° 12 bis, à Nîmes. — Jet tournant pour pompes, système Hérisson.

227369. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1893; Adams, villa Eugénie, à Cannes (Alpes-Maritimes). — Élévateur hydraulique automatique servant à écouler les immondices provenant des égouts, ou à d'autres usages analogues.

227370. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Benedikt et Klein, représentés par Gutcher, à Paris, rue du faubourg Montmartre, n° 15. — Nouveau système de carité pour l'arrêt des chevaux emportés.

227371. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Breinl et Karrer, représentés par Gutcher, à Paris, rue du faubourg Montmartre, n° 15. — Procédé de blanchiment des fils de coton en bobines ou fuseaux.

227372. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Kattentidt, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Percier à entonnoir de prise d'encre à profondeur variable.

227373. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; J. Hübner et K. Opitz (société), représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux cylindres cannelés pour moulins à gruaux ou à farines.

227374. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; société dite *The Standard Pearl Button Company limited*, représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines à fabriquer les boutons de nacre.

227375. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Brooks, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines à cheville la chaussure et les ouvrages en cuir.

227376. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Brooks, représenté par la société

Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines à visser la chaussure et les ouvrages en cuir.

227377. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Vetter, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Bailif, n° 11. — Perfectionnements dans les lampes à incandescence.

227378. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; de Marnesse, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de frein momentané pour portes.

227379. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Edoux et compagnie (société), à Paris, rue Lecourbe, n° 72 et 74. — Suppression des presse-étoupes dans toutes les machines à rotation.

227380. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Klix, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Choppe ou verre à couvercle avec compteur automatique.

227381. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; société dite *The Spectatoria Company*, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareils pour illuminer et colorer la scène des théâtres ou produire des effets scéniques.

227382. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Richardière et Micheau, représenté par Dumas, à Paris, avenue Victoria, n° 16. — Nouveau jeu d'adresse dit *handiclonen*.

227383. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Krauss, représenté par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Filtre.

227384. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1893; Gibert, à Blois. — Machine à percer les ressorts de manche de parapluies et à percer les poignées.

227385. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Schmitz, représenté par Dumas, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Attelage automate à dégager de côté pour voies de chemin de fer.

227386. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Vogt, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Bagues d'envergure à enveloppe métallique.

227387. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Thomas, représenté par Dumas, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Machine perforatrice à mains pour mines et carrières.

227388. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Charollois, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements à la construction des téléphones.

227389. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Fargot, avenue la Gare, n° 10, Saint-Ouen (Seine). — Perfectionnements aux machines à vapeur.

227390. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Richard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de bouchon pour l'universel.

227391. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Da Silva Ribeiro, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Application nouvelles de certaines pierres volcaniques à la fabrication des filtres pour l'eau et autres liquides.

227392. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Sherburne, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareils perfectionnés pour la répartition du sable sur les rails de chemin de fer afin d'augmenter l'adhérence des roues de véhicules.

227393. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; van Holland, Opderbeck et Kramann, représentés par Surry-Montaut, à Paris, boulevard de Magenta, n° 81. — Procédé de coagulation des huiles par l'emploi de l'oxygène comprimé.

227394. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; van Holland, Opderbeck et Kramann, représentés par Surry-Montaut, à Paris, boulevard de Magenta, n° 81. — Système de brancard pliable pour transport de blessé par un seul homme.

227395. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Charvet, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Chemise hygiénique militaire.

227396. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Jaeger et Lefebvre, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Bicyclette à multiplicateur de vitesse.

227397. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Lary, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Oreillers à ressorts.

227398. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; A. de Marillac et A.-H. Grein (10)

ciété), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements à la fabrication de la matière dite *lactite*.

227399. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Rudolph Koepp et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour mordancer et teindre dans des récipients en cuivre en employant du fluorure de chrome, de l'oxyfluorure de chrome ou les sels doubles du fluorure de chrome.

227400. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Hullings et Thatches, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux chaudières à vapeur.

227401. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Miner et Migeon, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux clous à ferrer ou clous des fers à cheval et à leur fabrication.

227402. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Scofield (les sieurs), représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de gonflement des bandages pneumatiques.

227403. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Lopez, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Nouveaux lances avec annonces pour boulevards, rues, jardins, promenades et autres endroits publics.

227404. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Heckert et Butterworth, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans la fabrication des tubes sans soudure, des colonnes, des corps de chaudières ou autres articles tubulaires cylindriques en métal.

227405. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Wyckoff, Seamans et Benedict (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à écrire.

227406. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Wyckoff, Seamans et Benedict (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à écrire.

227407. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Wyckoff, Seamans et Benedict (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à écrire.

227408. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Wyckoff, Seamans et Benedict (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à écrire.

227409. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; von Balseberg et Egger, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil destiné à empêcher la combustion spontanée des matières facilement inflammables.

227410. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Veir, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux machines à vapeur.

227411. Brevet de quinze ans, 24 janvier 1893; Herman, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les chaînes.

227412. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1893; Larroumet, à Agen (Lot-et-Garonne). — Greffoir.

227413. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1893; Darnet et Martial, au Bouscat (Gironde). — Bouillie soulacaise contre les parasites et maladies de la vigne.

227414. Brevet de cinq ans, 28 janvier 1893; Selver, à La Roche-sur-Yon (Vendée). — Nouveau système pour maintenir solidement un pneumatique sur des roues, dit *anti-cercle*.

227415. Brevet de cinq ans, 28 janvier 1893; Bonnat, à Bretagne (Indre). — Perfectionnements du batteur des machines agricoles.

227416. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Chaussolat, à Paris, rue Princesse, 11. — Sécateur-greffoir.

227417. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Voirin, à Paris, rue Mayet, n° 15. — Nouvelle machine à pédale destinée à l'impression des épreuves photographiques aux encres grasses (phototypies ou photocollographies).

227418. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Patureau, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Machine encolleuse à mouvement continu.

227419. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Lebeuf et compagnie (société),

représentée par Dijon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Marche articulée en métal s'adaptant à tous rampants.

227420. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Dechamps, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système de cadran pour montre à constater l'arrivée des pigeons.

227421. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Pinchon, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Garde-crotte perfectionné pour vélocipèdes.

227422. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Colard-Bovy, représenté par le sieur Grelet, à Paris, boulevard de Clichy, n° 56. — Brise-glaces à scies circulaires et marteaux-pilons, applicable à toute espèce de bateaux, remorqueurs, etc.

227423. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Détourbe, représenté par Delag, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Appareil d'inhalation.

227424. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Zbôril, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouvelle composition pouvant remplacer le ciment dans toutes ses applications.

227425. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Heibling, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Fabrication de l'alun de potasse et de l'alumine.

227426. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Kornder, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil à enfoncer les clous.

227427. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Dufetrelle, rue de la Paix, n° 3, à Saint-Maurice (Seine). — Nouveau système de fitre.

227428. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Lapisse, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bourse à secret pour porte-monnaie, gague à tabac, etc.

227429. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Leconte fils aîné, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines à coudre à crochet et bobine en dessous et autres.

227430. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; société *Farbenfabriken von Meister, Bayer und C.*, représenté par Dobler, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 81. — Procédé pour la préparation de tissus à filtrer en coton résistant aux acides.

227431. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Lanaud, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de timbre compositeur.

227432. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Hunter (les sieurs), représentés par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements de disposition des cages des cylindres fournisseurs et cylindres étireurs des machines à filer du lin, etc.

227433. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; société anonyme pour la transmission de la force par l'électricité, représentée par Grünfelder, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système de machines dynamo-électriques à entrefer réduit, système *Gilbert*.

227434. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Muzard, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Nouveau genre de jante applicable aux roues de tous véhicules, dit *l'incrévable Duplex*, système *Muzard*.

227435. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Rinneberg, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Appareil pour retenir la couverture aux lits et voitures d'enfants.

227436. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; List, représenté par la société *Leitz*, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Coupe-fil se fixant sur la table.

227437. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Pullman et Lane, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé et appareil perfectionnés pour la fabrication de boissons gazeuses ou aérées.

227438. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Oré, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Meule pour aiguiser les garnitures de canons.

227439. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Bouchon, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de montage du manchon incandescent des becs à gaz, système *Auer*.

227440. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Clément, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication d'emboutissage, des chapes ou têtes de fourches de vélocipèdes.

227441. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Lister et Pedersen, représentés par

Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements apportés ou applicables aux centrifuges à séparer les liquides.

227442. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1893; Ed. Raynal et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de chapeau Gibus.

227443. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1893; Singrün (les sieurs), à Épinal. — Double mouvement de rotation appliqué aux machines électriques de toutes sortes dans le but d'en réduire la vitesse ou le poids ou d'en augmenter la puissance.

227444. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1893; Juet, rue Marceau, n° 15, à Tours. — Nouveau manège serpent, système Juet.

227445. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1893; Garnier Brisgault, à Cinq-Mars (Indre-et-Loire). — Système de meule granulente et blutante.

227446. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1893; Keller, rue de Phalsbourg, n° 16, à Nancy. — Nouveau calorifuge.

227447. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1893; Schneider et compagnie (société), représentée par le sieur Bréhon, à Paris, rue de Provence, n° 56. — Procédé de recarboration des aciers Bessemer et autres.

227448. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1893; Gouts et Cherrier, représentés par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Procédé d'agglomération du chlorure de sodium.

227449. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1893; Gouts, représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Appareil d'inhalations médicales dit *le fluogène*.

227450. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1893; Hadden, représenté par Grünfelter, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements dans les machines motrices au gaz et à l'huile.

227451. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1893; Bay, représenté par Grünfelter, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Procédé et appareil pour oxyder directement la farine blanche.

227452. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1893; Lebrun, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Dispositif s'adaptant aux robinets de tous genres et permettant d'y ajuster des filtres à pression, des tuyaux d'arrosage ou autres organes nécessitant un raccord à vis.

227453. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1893; Bourdon, représenté par Blétry jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Chambre à air automobile, auto-obturatrice et indégonflable pour bandages pneumatiques.

227454. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1893; Hofshinz, représenté par Blétry jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil et dispositions nouvelles formant un système de malgathe pneumatique des grains.

227455. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1893; Smith, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Appareil nouveau ou perfectionné constituant une chaudière et un gazogène combinés pour la génération de la vapeur et la production du gaz pouvant être employés, soit en combinaison, soit pour des usages distincts.

227456. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1893; Hervieu et Aubertin, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mécanisme perfectionné permettant de commander au pied les machines à coudre et autres.

227457. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1893; J. Carré fils aîné et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareil de filtration dit *filtre totalisateur*.

227458. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1893; Hern, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux récipients mécaniques pour chambres à coucher, cabinets d'aisances et tuyaux de chute.

227459. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1893; Geymonat, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de presse-cartes automatique.

227460. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1893; Bonnet, Spazin et compagnie (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Humidificateur d'atmosphère.

227461. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1893; Dujardin et compagnie (société), Lille. — Perfectionnements aux appareils de régulation des moteurs.

227462. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Thomas, à Verdun-sur-Meuse (Meuse). — Adaptation à la chaussure, en général, de tubes de caoutchouc renfermés

dans l'épaisseur de la semelle entre la première et la semelle proprement dite, semelles dites *semelles tubulaires*.

227463. Brevet (brevet anglais devant expirer le 27 juin 1906) pris, le 27 janvier 1893, par Govan, représenté par Dienaïde, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements dans les garde-crottes pour vélocipèdes.

227464. Brevet (brevet anglais devant expirer le 29 novembre 1906) pris, le 27 janvier 1893, par Wilton, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil perfectionné pour séparer du papier et d'autres matières.

227465. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1893; Laurent, Sandillon et Petit, représentés par Lefèvre, à Paris, boulevard Haussmann, n° 64. — Moyen de recueillir l'huile servant au graissage des turbines, système Adant.

227466. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1893; Hugues, représenté par Lombard Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 27. — Appareil à mesurer.

227467. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1893; de Bruyn Segers, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Roue porteuse.

227468. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1893; Foulcr, représenté par Armeaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de destruction du phloxéra.

227469. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1893; Néracher, représenté par Armeaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de tuyau à air comprimé pour extincteurs automatiques de feux et lances ou pulvérisateurs mécaniques.

227470. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1893; Bittinger, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnement aux tamis plans.

227471. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1893; Kollmann, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Nouvelle lame pour couteaux de cuisine.

227472. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1893; Picq, représenté par Delaunay, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Isolo-téléphone.

227473. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1893; Huguet, représenté par Armeaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de tête de cheminée à clapets multiples.

227474. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1893; L. Durand, Huguénin et compagnie (société), représentée par Armeaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de nouvelles matières colorantes teignant le coton sans mordants dérivées des produits de condensation de l'aldéhyde formique avec la benzidine, tolidine ou la dianisidine.

227475. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1893; L. Gaillard et Requier (société), représentée par Armeaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Sonde irrigatrice uréthrovésicale du Dr Alharan.

227476. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1893; Hochhesand, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système d'obturation bouchage des tubes ou autres pièces tubulaires.

227477. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1893; Puzenat, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de houe dite *flamée*.

227478. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1893; Fontonnien, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de cadran dit *marqueur universel*.

227479. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1893; Teurtroy, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de mécanisme perfectionné de commande pour bicyclettes.

227480. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1893; Ermbter, représenté par Bléry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnement apporté aux appareils à imprimer les mesures sur des tissus, des papiers en rouleaux, etc.

227481. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1893; Kahn, représenté par Bléry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositifs pour lignes téléphoniques, enregistrant l'appel au moyen d'un renversement du courant.

227482. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1893; Walle, représenté par Bléry aîné.

à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés à la fabrication du chlore.

227483. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1893; Ristelhuber, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau bec de lampe à soulevement.

227484. Brevet de quinze ans, 27 janvier 1893; Bardou, dame Ducup de Saint-Paul et Pams, à Perpignan. — Perfectionnement du papier à cigarette dit *papier fol*.

227485. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Vaillat, rue de Châteaudun, n° 13, à Chartres. — Leviers-arêts permettant aux agents du service des voies d'arrêter les trains en marche.

227486. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1893; Guibaud (dame), rue de Soissons, n° 28, à Bordeaux. — Système de scellés visibles et invisibles pour la fermeture des caisses.

227487. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1893; Covirot, à Nueil (Maine-et-Loire). — *Montre dite la perpétuelle*.

227488. Brevet de cinq ans, 1^{er} février 1893; Chouteau, au Breuil de Beaulieu (Maine-et-Loire). — Fendeur de porte-greffes à épaulement pour la confection de la pelle à T, à deux onglets.

227489. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1893; Clément, à Lencloître (Vienne). — Nouveau système de tirage pour collier de chevaux, dénommé *dételage instantané*.

227490. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1893; Disdenné (M^{me}), route de Saquet, n° 20, à Vitry (Seine). — Poulailleur-cuveuse-cuveuse.

227491. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1893; Willaime et Agobert, à Paris, rue de la Paix, n° 11. — Articulation de brancard pouvant s'adapter à plusieurs autres arceaux devant se ployer ou se briser.

227492. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1893; Vaclav Novohradsky, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Nouvel instrument de musique mécanique dit *dynamophone*.

227493. Brevet de cinq ans, 28 janvier 1893; Polster, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — *Fontes compound*.

227494. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1893; Czapski, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Dispositif pour donner aux sièges des chaises et des bancs une inclinaison variable.

227495. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1893; Heil, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements aux appareils télégraphiques.

227496. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1893; Klinger, représenté par la société Bouter et de Nestrat, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Accouplement de voitures.

227497. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1893; Panet et compagnie (société), à Paris, rue Saint-Merri, n° 40. — Produit dénommé *désinfectant Robert*.

227498. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1893; Delacquis, représenté par Barbe, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 126. — Attache-cravate dite *l'instantanée*.

227499. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1893; Leduc fils, à Paris, rue Saint-Merri, n° 227. — Parapluie-publicité.

227500. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1893; Gustav Pirazi et compagnie (société), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Imitation de bulaine.

227501. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1893; Brown, Boverie et compagnie (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements des machines à courant alternatif du système C. E. L. Brown.

227502. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1893; Manil, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Roulette à bûles pour baignoires, caisses, etc.

227503. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1893; Salmon, Lefebvre, Telliez, Jamain, et al., Camivel, Bourgeois et Regnard, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Boston simili-corrozo et son procédé de fabrication.

227504. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1893; Palmer, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 28 bis. — Perfectionnements aux chambres sténographiques.

227505. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1893; Postel-Vinay, représenté par Grun-

felder, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements aux appareils d'appels des postes téléphoniques.

227506. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1893; Michelet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre d'abri protecteur contre la gelée ou les vents, applicable à la vigne et autres plantes basses.

227507. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1893; Crabtree et Gillow, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements relatifs aux broches pour métiers à filer et à retordre.

227508. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1893; Gane, représenté par Armeaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé destiné à empêcher l'adhérence des dépôts aux parois des chaudières à vapeur.

227509. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1893; L. Durand, Huguenin et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de nouvelles matières colorantes allant du bleu violet au bleu vert.

227510. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1893; de Groussilliers, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé de préparation du papier report, spécialement en vue de son emploi en céramique.

227511. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1893; Saint-Germain, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Frein pour voitures à bras et voitures à deux roues en général.

227512. Brevet de quinze ans, 28 janvier 1893; Besson, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Pneumatiques pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.

227513. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1893; Appé (M^{re}), élisant domicile à la dame Appé, à Paris, rue Notre-Dame-de-Lorette, n° 7. — Produit nouveau et brillant français, destiné au repassage et au glaçage du linge empesé à l'empois.

227514. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1893; *Maschinenfabrick Heidelberg* et compagnie (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 21. — Presse rotative ou radiale à cliché plan.

227515. Brevet de quinze ans, 11 janvier 1893; Maliquet, rue de l'Académie, n° 11 à Marseille. — Appareil dit *clapet-flotteur*, à contre-poids ou sans contre-poids.

227516. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1893; société dite *Panter's Patent Improved Mounting Beds Syndicate Limited*, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de plaque ou châssis de support pour clichés stéréotypes zincographiques, galvanos et autres planches à imprimer.

227517. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1893; Hungerford (M^{re}), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux systèmes de laçage rapide pour chaussures, guêtres, etc.

227518. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1893; Hagen, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux cannelles.

227519. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1893; Barbier Vivez et compagnie (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux forges portatives.

227520. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1893; Bonvalet (M^{re}) et Hérin, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bretelles-manteaux pour enfants, fillettes, garçons et jeunes gens.

227521. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1893; Cosse, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil spécial adapté au fond des fours de verreries à vitres, système appelé *parachute de souffleur* ayant pour but d'empêcher les accidents en tombant dans le longeuage.

227522. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1893; Rouillet et E. Decamps (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositifs simplifiés pour produire la marche des poupées et bébés.

227523. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1893; Bloch, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné de pompe automatique à mercure.

227524. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1893; Fouché, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil d'évaporation à multiple effet et ruissellement, *système Fouché*.

227325. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1893; Beckett, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux machines à former les bouteilles.
227326. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1893; Rothe, représenté par la société Maury frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine centrifuge pour laines.
227327. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1893; Warzé, représenté par la société Maury frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Intercalation d'une feuille d'ain, aluminium ou autre métal dans les chapeaux, coiffures de tous genres, pantalons de bras, corsets et vêtements quelconques d'hommes et de dames.
227328. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1893; Stenberg, représenté par la société Anst et Geats, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux rasoirs.
227329. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1893; Bonissat, représenté par Fiedler-Dubrenil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Tuyaux de pompe à double effet, incongelables pour les eaux pluviales.
227330. Brevet de quinze ans, 30 janvier 1893; Saint-Cyr, représenté par Laffitte et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnement à la construction des barrières et entourages en fer.
227331. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Torrifmon, à Chamalières (Puy-de-Dôme). — Nouvelle pédale pneumatique.
227332. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1893; Epervier et Desfontaines, rue Taine, 19 bis, à Nantes. — Pneumatique démontable pour vélocipèdes.
227333. Brevet de quinze ans, 2 février 1893; Verrier, à Port-Marty (Seine-et-Oise). — Nouveau procédé de caustification des sels de soude carbonatée.
227334. Brevet de quinze ans, 2 février 1893; Verrier, à Port-Marty (Seine-et-Oise). — Perfectionnement apporté dans l'emploi des sels de cuivre par la suppression des opérations antérieures à l'usage immédiat de ces sels dans le traitement des maladies de la vigne, pommes de terre, tomates, arbres fruitiers, etc.
227335. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Peltier, à Paris, rue de la Gare de Paris, n° 50, à Paris. — Appareil applicable à toutes les forges employées dans l'industrie et dit *tayère hydraulique inéxplosible*.
227336. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Maynard, représenté par Duguët, à Paris, rue Laffite, n° 44. — Vitrophanie-peinture.
227337. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Larrieu, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Panier en fil métallique.
227338. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; E. Fontenilles et Désormeaux (société), à Paris, à la Bourse du commerce. — Procédé de bouillie et de congélation du vin par l'action de la congélation.
227339. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Hardt, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Système pour accrocher des vêtements et les empêcher d'être échangés ou défilés.
227340. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Meyrueis et Mongin, représentés par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Perfectionnements dans la fabrication chimique de la céruse, de la soude, du chlore et de leurs dérivés.
227341. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Néracher, représenté par Armenant, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux extincteurs à incendie.
227342. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Cury (les sieurs), représentés par Mengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système d'attelage et de démarrage instantané des chevaux.
227343. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; société dite *the La Burt A. E. B. System and Car Coupler Company* représentée par Mengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les accouplements des voitures.
227344. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Greene et Wahl, représentés par Mengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé perfectionné de production des alliages métalliques.
227345. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Beekman, représenté par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux moissonneuses.

227546. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Garnier et Burgeat, représentés par Chassepant, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les bandages de roues pour vélocipèdes et autres véhicules.
227547. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Gildemeier et Twitcheil, représentés par Chassepant, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les traverses et longrines pour chemins de fer.
227548. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Loutz, représenté par la société Agni et Gènes, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux vases et récipients poreux pour piles secondaires et primaires.
227549. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Fletcher, représenté par la société Agni et Gènes, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements au mécanisme culasse des canons se chargeant par la culasse.
227550. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Fowler, représenté par la société Agni et Gènes, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux appareils baler des liquides.
227551. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Abrahamson-Boisendoff, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil de fage.
227552. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Back, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Bobines pour fil.
227553. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Lovell et Bradenberg, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à limer des couvertures de livres.
227554. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Lovell et Bradenberg, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à limer des livres.
227555. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Richard, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Pieds-canne pour photographiques.
227556. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Walrand, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication, sur tables, d'affiches, plans et autres objets analogues imprimés.
227557. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; société générale des réseaux téléphoniques et constructions électriques, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les mutateurs multiples pour réseaux téléphoniques et circuits métalliques.
227558. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Vendejoul, représenté par Agni et Gènes, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine dynamotrigne avec excitateurs à arêtes et surfaces multiples et à pénétration poignée applicable principalement comme moteurs.
227559. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Bolton, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Disposition permettant de constater l'authenticité des produits contenus dans des récipients de formes.
227560. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Richards, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les pareils pour diviser en compartiments les tiroirs ou autres articles similaires.
227561. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Merrick, représenté par la société Agni et Gènes, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à condenser.
227562. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Wild, représenté par la société Agni et Gènes, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans la fabrication des billes et autres objets en acier ou autre métal, et dans les appareils employés pour les forger et les rouler.
227563. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Gebrüder Flick (société), représentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Procédé pour produire une nouvelle liqueur de réduction dite induréc.
227564. Brevet de cinq ans, 2 février 1893; Bardou, à Dax (Landes). — Système de serpentin double à tuyaux coniques en cuivre brisés pour la distillation des corps résineux.
227565. Brevet de quinze ans, 2 février 1893; Ragot, à Martainville (Somme).

- Creuse, à compartiments bassins pour faire le verre, de toutes portées, à l'usage des verreries et cristalleries.
227566. Brevet de quinze ans, 4 février 1893; Rigaud, représenté par Delpla, rue de Bâment, n° 16, à Marseille. — Nouveau système d'agrafe dite griffe Rigaud.
227567. Brevet de quinze ans, 4 février 1893; Clément, à Bondoulet-le-Sec (Vosges). — Nouveau système de publicité par envoi collectif des prospectus.
227568. Brevet de quinze ans, 4 février 1893; La force, maître grutier (société), représentée par Josse, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 58 bis. — Appareil élévateur continu.
227569. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1893; Joliet, Bandatta, représentée par Josse, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnement dans les moyens de protection du fer et de l'acier contre la rouille.
227570. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1893; Zahn, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé pour transporter les corps solides dans une direction horizontale ou légèrement inclinée.
227571. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1893; Mailland, représenté par Augier, à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Caoutchouc unis pour les ébénistes.
227572. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1893; Fleischer, représenté par Liouveau, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Appareil perfectionné pour l'équipage des bouteilles et autres usages.
227573. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1893; Von Kraus polhuber et Von Schmidt, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Bandage élastique pour roues.
227574. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1893; Loersch, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Dispositif ayant pour but de maintenir les corps dans les cercueils.
227575. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1893; Escuret, représenté par Watier, à Paris, rue Mazagran, n° 5. — Nouveau produit à base de gélatine avec application de matières textiles ou autres, telles que la laine, le coton, la soie, etc.
227576. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1893; Edouard Posen et compagnie (société), représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 18. — Perfectionnements apportés au mode d'établissement des feuillets pour photographies.
227577. Brevet de cinq ans, 1^{er} février 1893; Schnelle, représenté par la société Asaf et Génes, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnement aux bluteries ou machines à tamiser et à classer.
227578. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1893; Braun, représenté par Fagès, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Perfectionnements dans l'accouplement des voitures ou agons.
227579. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1893; Alexandre, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et appareils pour le raffinage du sucre.
227580. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1893; Bathias et Raison, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Brayette à coulisse rapprochant ou séparant instantanément les parties opposées du pantalon, supprimant les boutons et boutonnières.
227581. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1893; Du Bois (M^{re}), représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif de sûreté pour linges.
227582. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1893; Black, représenté par la société Randon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les appareils pulvérisateurs pour désinfecter et purifier l'air des appartements et autres lieux analogues.
227583. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1893; Maffredo, rue Lafitte, n° 72, à Bouilly (Seine). — Nouveau procédé de fabrication d'un caoutchouc pneumatique pour bandage de roues.
227584. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1893; Lainé et compagnie et Lepaintur, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 85. — Métier à tisser en toutes nuances et en toutes laines.
227585. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1893; Robillard, représenté par Arthon, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 28. — Perfectionnements dans le système Smyth.

227586. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1893; Verschave fils et fils, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de transformation de visées pour bicyclette.

227587. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1893; J. Paulin et compagnie (société représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à arracher les pommes de terre.

227588. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Gilles, à Saint-Simon-le-Vray (Seine-Inférieure). — Embrayage automatique instantané et sans choc, l'accouplement de moteurs.

227589. Brevet de quinze ans, 3 février 1893; Lucien Fromage et fils, à Dailly (Seine-Inférieure). — Nouvelle brotelle appelée *brotelle pratique*.

227590. Brevet de quinze ans, 3 février 1893; Morel, rue Saint-Joseph, n° 1, Grenoble. — Compteur contrôleur pour la manille à l'enchevêtrement non à l'usage.

227591. Brevet de quinze ans, 4 février 1893; Brander et Neyret (société), à Nobile. — Guide-feutre ou toile automatique pour des machines de papeterie et industries analogues, système Becker.

227592. Brevet de quinze ans, 4 février 1893; Monesson, à Troyes. — Chauffage pour forger et vaporiser les bas et autres articles de bonneterie.

227593. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; Delaval (les sieurs), à Châtelleraud. — Système de bon-bout en caoutchouc pour chaussures.

227594. Brevet de quinze ans, 8 février 1893; Titeux-Hubert, à Nesson (Ain). — Entrée conductrice pour serrure.

227595. Brevet de quinze ans, 2 février 1893; Wolf, Netter et Jacobi (société représentée par Dantier, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Nouveau procédé pour la fonte.

227596. Brevet de quinze ans, 2 février 1893; Priot, représenté par Naudin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements aux arrêts des coulisses de voiture de chemin de fer et de tout autre véhicule.

227597. Brevet de quinze ans, 4 février 1893; Paproth et Aster, représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Soucoupe à compteur.

227598. Brevet de quinze ans, 2 février 1893; Lombard, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 79. — Générateur horizontal à joint plat, à retour de flamme et ventilation.

227599. Brevet de quinze ans, 2 février 1893; Dunlop aîné et Dunlop jeune, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les jantes ou bandages à ressort pour roues et dans les appareils employés pour la construction de ceux-ci.

227600. Brevet de quinze ans, 2 février 1893; Malet, représenté par Dantier, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Genre de porte-pantalon.

227601. Brevet de quinze ans, 2 février 1893; Schickler, représenté par Dantier, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour les feuilles de musique.

227602. Brevet de quinze ans, 2 février 1893; Benoit-Thaillier, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 12. — Escarbillon à bras ou à pied pour navires de guerre et autres.

227603. Brevet de quinze ans, 2 février 1893; Gould et compagnie (société représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de réglage pour brûleurs à gaz.

227604. Brevet de quinze ans, 2 février 1893; Edgerton, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux batteries d'accumulateurs, parfois accumuleurs.

227605. Brevet de quinze ans, 2 février 1893; Portsch, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Préparation de nouveaux composés chimiques des métaux précieux.

227606. Brevet de quinze ans, 2 février 1893; Whitburn, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 32. — Nouveau jeu ou passe-temps perfectionné.

227607. Brevet de quinze ans, 2 février 1893; Schenck, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Isolateur

- polychromatiques permettant de fixer les fils conducteurs sans emploi de fils métalliques.
17600. Brevet de quinze ans, 2 février 1893; Schenck-Bredley, Mac Donald et Taylor, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de distribution de courants alternatifs polyphasés.
17609. Brevet de quinze ans, 2 février 1893; Smith, représenté par Jossé, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, 58 bis. — Perfectionnements dans la construction des fours à puddler et autres fours.
17610. Brevet de quinze ans, 2 février 1893; Carré, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Pelerine spécialement applicable à l'auto.
17611. Brevet de quinze ans, 2 février 1893; Mand, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et appareil pour stériliser les os en conservant ses qualités naturelles.
17612. Brevet de quinze ans, 2 février 1893; Nadaud, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour préserver les vignes et autres plantes de la gelée.
17613. Brevet de quinze ans, 2 février 1893; Straus, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de transformation des matières en peaux métalliques.
17614. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1893; Vignes, à Agen. — Cadran de montre horlogère faisant la table de multiplication.
17615. Brevet de quinze ans, 26 janvier 1893; Dutraud et Conrard, représentés par Armengaud, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Meubles métalliques montés à tablettes mobiles.
17616. Brevet de quinze ans, 1^{er} février 1893; Dufosse-Allard, rue du Collège, à Châteaui. — Mouvement de dépointage variable et indépendant.
17617. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Desrenne, rue Pierre-de-Boubaix, à Valenciennes. — Roulette à excentrique perfectionnée, adaptable aux métiers de tissage jusqu'à six et douze bords, qui permettra de travailler avec des butoirs sans métiers et trins.
17618. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; Chabrand, à Suresnes (Basses-Pyrénées). — Machine de navigation aérienne sans ballon.
17619. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Hénery, à Beaugency (Loiret). — Appareil sans sac (système Hénery), devant servir au transport et passage dans rivières, etc. et aussi à peser les objets amenés sur le taffeur de ce genre.
17620. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Collat, rue du Montel, n° 174, à Paris. — Nouveau système de châssis cintrés en couches d'os.
17621. Brevet de quinze ans, 3 février 1893; Loisel, élisant domicile chez le sieur Dhuver, à Paris, boulevard de Magenta, n° 145. — Système nouveau, dit pneu-attaché aux bandes de vélocipèdes ou tous autres véhicules, des bandages de tous types (pleins, creux, pneumatiques) et plus généralement d'union des corps solides entre eux.
17622. Brevet de quinze ans, 3 février 1893; Richardson et English, représentés par Jossé, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Procédé perfectionné de traitement minéral renfermant du nickel, du cuivre, ou du nickel ou du cuivre, en combinaison avec le soufre.
17623. Brevet de quinze ans, 3 février 1893; F. Bevestre et compagnie (société), élisant domicile par Armengaud, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Tige à ressort automatique à coulisse se fixant seule pour appareils à gaz et autres usages.
17624. Brevet de quinze ans, 3 février 1893; Salabury, représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Perfectionnements aux brûleurs pour gaz.
17625. Brevet de quinze ans, 3 février 1893; Fowler (M^{re} veuve), représentée par la société Asst et Genes, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Support réglable pour les machines à vapeur.
17626. Brevet de quinze ans, 3 février 1893; Kestner, représenté par Jossé, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux écarteurs de piles pour leur emploi.

Brevet de quinze ans, 4 février 1893; à Paris, rue de Provence, n° 34. — Procédé de blanchiment de la féculle brute destinée à la fabrication de la dextrine, ainsi que de l'amidon de seigle, par un procédé basé sur l'emploi combiné du chlore et de l'eau.

Brevet de quinze ans, 4 février 1893; Wells, représenté par la société de la rue de la Harpe, à Paris, rue de Provence, n° 34. — Procédé d'extraction de la matière résineuse du bois de sapin.

Brevet de quinze ans, 4 février 1893; Achard et Best, représentés par la société Louis Goussier et Compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les appareils à nettoyer les lampes de stroboscopes pour l'analyse.

Brevet de quinze ans, 4 février 1893; Costa, représenté par Chassevoix, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pince pour serrer les boutons de chemise.

Brevet de quinze ans, 4 février 1893; Weber représenté par Chassevoix, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de fautofil articulé pour la couture.

Brevet de quinze ans, 4 février 1893; Rouff, représenté par Chassevoix, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de porte rotative dite : Porte coupe.

Brevet de quinze ans, 4 février 1893; société veuve W. H. Hach et Compagnie, représentée par Chassevoix, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de réservoir à fermeture dite autoclave.

Brevet de quinze ans, 4 février 1893; Goudard, représenté par Delage, boulevard Richard-Lenoir, n° 40. — Perfectionnements dans la machine à la cuisine du biscuit.

Brevet de quinze ans, 4 février 1893; Bédier, représenté par Bédier fils, boulevard de Strasbourg, n° 4. — Attelage à mouvement latéral pour véhicule de fer.

Brevet de quinze ans, 4 février 1893; Cullinet, représenté par Bédier fils, boulevard de Strasbourg, n° 4. — Fermetures pour personnes en bois.

Brevet de quinze ans, 4 février 1893; Martin, représenté par Bédier fils, boulevard de Strasbourg, n° 4. — Perfectionnements aux machines de tréfilage.

Brevet de quinze ans, 4 février 1893; Dauterive-Daculsi, représenté par Bédier fils, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à renvider les bobines de fil.

Brevet de quinze ans, 4 février 1893; Ashlin, représenté par Armand, boulevard de Strasbourg, n° 28. — Perfectionnements apportés aux machines à vapeur.

Brevet de quinze ans, 4 février 1893; Picquart, représenté par Joiss, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58 bis. — Presse à chariot imprimant.

Brevet de quinze ans, 4 février 1893; société anonyme des grands moulins de Paris, représentée par Joiss, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 58 bis. — Machines à papier à l'eau.

Brevet de quinze ans, 4 février 1893; société française de verrerie de Saint-Gobain, représentée par Lefebvre et Ruffinoud, avenue de Brie, n° 66, à Lyon. — Procédés pour la fabrication des verres fins.

Brevet de quinze ans, 4 février 1893; Lunnier, représenté par Lefebvre et Ruffinoud, avenue de Brie, n° 66, à Lyon. — Application de l'acétate de cellulose à la teinture des cheveux, de la barbe, etc.

Brevet de quinze ans, 4 février 1893; Babin et Perret, représentés par Lefebvre et Ruffinoud, avenue de Brie, n° 66, à Lyon. — Procédés pour la fabrication des verres fins.

Brevet de quinze ans, 4 février 1893; Ogier, représenté par Lefebvre et Ruffinoud, avenue de Brie, n° 66, à Lyon. — Appareil pour le nettoyage des verres et corbeilles des pièces de la machine à vapeur.

Brevet de quinze ans, 4 février 1893; Million, rue de Brie, n° 106, à Lyon. — Machine électrique à courants continus et à fer titane.

Brevet de quinze ans, 4 février 1893; Million, rue de Brie, n° 106, à Lyon. — Machine électrique à courants continus et à fer titane.

227669. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Boudville, à Soissons. — Nouveau système de broquette.
227670. Brevet de quinze ans, 8 février 1893; Guillot, rue de Nesmond, à Bayeux. — Procédé relatif au durcissement et à la préservation des pierres contre les intempéries.
227671. Brevet de quinze ans, 9 février 1893; les fils de Renaud-Damidaux (société), à Aillevilles (Haute-Saône). — Forme de chaussure dite *la meilleure*.
227672. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; Gros, à Paris, rue de la Folie, n° 82. — Avant-train automobile à vapeur, à générateur automatique.
227673. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; Chaumerat, à Paris, rue de la Motte, n° 56. — Fer à cheval dit *fer à cheval bi-métallique* (système Chaumerat).
227674. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; Stupffel, représenté par Pannu, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Procédé de fabrication de la sacoche de rock et autres articles du même genre.
227675. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; société *Farbenfabriken vorm. Bayer und C.*, représentée par Dobler, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 81. — Procédé pour la préparation de dérivés de la β -naphthoquinone et de la β -naphthylamine.
227676. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; société *Farbenfabriken vorm. Bayer und C.*, représentée par Dobler, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 81. — Procédé pour la préparation de dérivés nitrés des matières colorantes de la série oxyanthraquinones.
227677. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; société F. Echert, et compagnie, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Une seule branche pour tirer l'empigne des chaussures sur la forme.
227678. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; société Schuckert, et compagnie, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système régulateur pour lampes à arc à courant alternatif.
227679. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; société Pilon frères et compagnie, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de traitement des phosphates alumineux pour en obtenir l'alun et l'acide phosphorique.
227680. Brevet de quinze ans, 16 janvier 1893; Lacomme et Monnier, à Marchands, n° 23, à Toulouse. — Perfectionnements dans les appareils servant au traitement des maladies de la vigne, de la canne à sucre, des fruitiers, arbuste de parterre, arbres forestiers, etc., atteints par les insectes cryptogames, etc.
227681. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; Dechain et Becker, représentés par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Disposition d'entrée rapide des trains chemins de fer.
227682. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; Fleuret et Haizig, représentés par Danzer, à Paris, rue de Provence, n° 9. — Perfectionnement dans les hauteurs de chasse des métiers à tisser.
227683. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; Simon, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 14. — Nouveau dispositif pour rattacher les deux morceaux d'une limonnière brisée.
227684. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; société anonyme des eaux de terrets, représentée par Delom, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 54. — Appareil perfectionné pour le humage des vapeurs.
227685. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; Beckhausen, représenté par aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et dispositif pour la fabrication de treillis métalliques.
227686. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; société anonyme des ateliers de construction mécanique d'Echer, Wyss et compagnie, représentée par Bédry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif pour l'introduction de combustible liquide dans les moteurs.
227687. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; Grainer, représenté par Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, 31. — Roue pour bas.
227688. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; Coppock junior, représenté par société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Système perfectionné de gronage pour bicycles.

227689. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; Heron, représenté par Lombard, Beauville, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 22. — Chauffage d'irrigation.
227690. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; Twyman, représenté par Louis Benloulou, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 22. — Perfectionnements apportés à la méthode d'extraction de l'étain des déchets de métaux recouverts d'étain.
227691. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; Hanton, représenté par Thérion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les routes de véhicules et autres véhicules.
227692. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; Walfard, représenté par Thérion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé permettant le séchage rapide de l'intérieur des bouteilles, après le rincage.
227693. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; Tournaire, représenté par la société Goussier et Goussier, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Châssis pour lampes électriques.
227694. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; société Santiago Bionet et compagnie, représentée par la société Assi et Goussier, à Paris, rue du Havre n° 6. — Nouveau système de tuyaux cannelés en hélice ou en forme de vis pour tous genres de générations de vapeur et pour les diverses applications industrielles où il faut avoir une grande surface dans un espace minimum.
227695. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; Baldomero Gil, représenté par Chas. Goussier, à Paris, boulevard de Magenta, n° 21. — Système d'appareil automatique de nettoyage des rails de tramways.
227696. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; Davidson, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la fabrication des rivets fourchus ou à deux branches, attachés en U, pour le cuir et autres matières.
227697. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; société Farcy et Oppenheim, représentée par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Busc à séchage instantané dit l'Eclair.
227698. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Mohlberg, représenté par Nathard, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Nouvelle brique perfectionnée.
227699. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Desmarais, à Paris, rue du Banquier, n° 1. — Nouvelle presse à frapper le savon de ménage et le savon de toilette, à fonctionnement fonctionnant par courroies.
227700. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Artus, représenté par Lesé, à Paris, rue de la Chapelle, n° 24. — Procédé nouveau de traitement et de préparation de l'exclusion des produits chimiques et en vue d'une longue conservation à l'état frais; du sucre ou de ses équivalents, margarinés, graisses alimentaires ou mélangées; sels.
227701. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Gallois, représenté par Marchand, à Paris, rue Richelieu, n° 25. — Système perfectionné de filtre à grande surface filtrante et simple ou double filtration, applicable à la filtration de tous les liquides et notamment aux jus et sirops de sucreries et de raffineries.
227702. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Abello, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Mécanisme à trajectoires fermées perpendiculaires aux plans des tanniers, moment.
227703. Brevet (brevet anglais devant expirer le 30 septembre 1908) pris le 7 février 1893, par Fleicher (M^r) et les sieurs Whitmore et Price, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Mécanisme perfectionné protégeant les bras et les tresses des femmes, ornant les vêtements de femme.
227704. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Pausser, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements apportés à la fabrication des pipes dites pipes amiantées.
227705. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Holcombe, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Système de circuit pour éclairages électriques.
227706. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Sinau, représenté par Manon, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Bouteille perfectionnée.
227707. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Kirkpatrick et Nelson, représentés

par Arranged and fils, à Paris, boulevard Flandrin, n° 44. — Perfectionnements aux machines à tricoter.

227706. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Pottier, représenté par M. L. à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Tricotage mécanique compliqué, tentures en caoutchouc, étoffe, etc.

227708. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Menck, représenté par M. L. Brandt et fils, à Paris, rue du Provençal, n° 59. — Nouveaux systèmes de joint.

227710. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Gray, représenté par M. L. Brandt et fils, à Paris, rue du Provençal, n° 59. — Appareil destiné à la communication télégraphique.

227711. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Société Gova et compagnie, sœur Grillon, représentés par Fayolle, à Paris, rue Brochant, n° 10. — Procédé de changement de serrures pour modèles à tracer à bords montants.

227712. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Day, représenté par Fayolle, à Paris, rue Drouot, n° 10. — Procédé et appareil de passage sous haute pression coupée et autres organes fixés au tour.

227713. Brevet de quinze ans, 31 janvier 1893; Strong et Gordon, représentés par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 43. — Perfectionnements à la fabrication de combustible artificiel.

227714. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Atkinson, Mac Keggie (John) et Blackstock, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux mécanismes de couple pour wagons.

227715. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Kerner, représenté par M. L. Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil nouveau pour dévider et dérouler les rouages à courroie.

227716. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; von Glynz-Motzkowski, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Carabine de poche et de chasse.

227717. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Seger, représenté par M. L. Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux machines à vapeur.

227718. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Société Jehard et fils, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveaux systèmes de montage de jumelles sur leur manche.

227719. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Edge, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les fermetures.

227720. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Morschen-Junker, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les pompes à vapeur.

227721. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Bradley, Mac Donnell et Taylor, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Transmissions de force à l'aide de courants électriques directs d'un potentiel élevé.

227722. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Ashins, représenté par Bille, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 21. — Perfectionnements à la fabrication de nouveaux appareils employés.

227723. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Mazière et Bonnefin, représentés par Bille, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 21. — Appareils producteurs pour machines mettant la chambre à air à l'abri de toute perforation.

227724. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Fériguen, représenté par Bille, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 21. — Procédé de fabrication de tissus en libre pouvant être filés et tissés.

227725. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Cress et Debon, représentés par Bille, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 21. — Perfectionnements à la fabrication de tissus.

227726. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Société Niner frères, représentée par Bille, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 21. — Fabrication de produits pignons et surapplication aux produits annexes.

227727. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Bowman, représenté par Bille, à Paris, rue du Faubourg, n° 6. — Perfectionnements aux machines pour leur fabrication.

227728. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Higgins, représenté par Bille, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 21. — Perfectionnements aux machines pour leur fabrication.

piet Goniçà Paris, stat. du Marais / n° 604 - Parfums nouveaux et appréciés à la fabrication du blanc d'Espagne.

1973. Deux de quinze ans, 7. Netter SpA, Basiglio, rapporté par la Société italienne, à Paris, sous le N° 1. — Perfectionnement très apprécié et à son porte-agrafes.

1873. Secret du quinze-anti 17 février 1893; Dinnies et Spili, représentés par la
 1884. Am et Genes, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de totalisateur.

19731. Gros de quinze ans, 7 février 1895; Harry, représenté par le sergent Assi
Paris, à Paris, rue du Hatre, n° 6. - Appareil à retoucher les photographes. ...

27732. Brevet de jeune un, 7 février 1895; Jouselin, à Paris, avenue de Tré-
vise, n° 31. — Épreuves photographiques en céramique possédant le modèle et les

287733. Brevet de quinze ans, 7 février 1893; Charles, représenté par Armand

Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Râpe à main rotative pour fromage

1870) Docteur de quinze ans, 7 février 1898; Maladry, représenté par Urbengaude
ne, à Paris, boulevard de Strasbourg; n° 23. — Ramasseuse de l'ondeuse de gazon.

à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 123. — La perfectionnement dans les
travaux à travailler le bois, tels que les rabots et outils analogues.

1934. Bronze de quinze ans, 7 février 1895; Webb, représenté par Arthurgaud à Paris. *Illustrated Magazine*, n° 281. — *Performances*, dans *the*

177. Drevet de grains n° 1, 8 février 1663; Passot Arènes (société), représentée

Siège social : 11, boulevard de Magenta, 75017 Paris. Téléphone : 01 47 33 11 11. Site : www.montage-velo.com

Des Breux de quinze ans, 6 février 1893; Dubault et Passot frères (société),
pour Chasseron, à Paris, boulevard de la Fayette, n° 71. — Système de

principale applicable à tous genres de commandes et destinée à remplacer principalement les chaînes sans fin de réceptacles.

1770. Brevet de quinze ans, 6 février 1863; Pontonniert, rue des Imbergères, 1770. — Nouveau système de lampe à arc.

1740. Brevet de quinze ans, 8 février 1803; Marcellin père et Marcellin fils aîné, associés par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Procédé

M. Dreyer de Gies, 8 février 1893, Vignes, rue du Paris, n° 112, à Vin-

... (some). A person serving to control the correspondences of omnibuses et
... (some) to cedites voitures.

1733. — Parfumeur automatique à bouton.

Procédé de pose aux semelles de souliers et aux bottines

Brevet de quinze ans, 8 février 1893; Warner, représenté par la société des inventions modernes à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. —

1844. Bront de quinze ans. 8 février 1862: Evans Gas Engine et compagnie

représentée par Danzer, à Paris, rue de Florence, n. 9. — Moteur à gaz, 18 chevaux de quinze ans (8 février 1893). Weyland, représenté par Danzer.

rus de Florence, n° 9. — Procédé pour colorer du papier sur un seul côté.

boulevard de Strasbourg n° 44 - Paris 8^e arrondissement - dans le bâtiment des
des 19 e années de son existence en 1970

1984, Bureau de presse, mai, 8 février 1984; Schmitz, représenté par Blétry, cité, *Rechtsprechung des Bundesverwaltungsgerichts*, n° 2, 1. — Turvato, *Compte rendu des travaux parlementaires*.

Est à plat et en creux. — Estomac esbarré; un santonin et
 150 mg. Baume de guaiac, once, 3 styrien 1892; Gauthier, imprégné, par la société

Marcel Rabatel, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 121. Nouveau garniture système dit *pneumatique* pour roues de véhicule en général. — Imp. neuve n° 151.

El Sr. Director de Instrucción, E. Feytaud y G. Houshens, representados por la comisión

Mauillier et Rebalet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Fourneau à souder le fil avec chauffage au gaz.

227751. Brevet de quinze ans, 8 février 1893; Schröder, représenté par la société Marillien et Rebalet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnement aux appareils à soutirer des liquides sous pression.

227752. Brevet de quinze ans, 8 février 1893; Dubois, représenté par la société Marillien et Rebalet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Sécheur-tondeur.

227753. Brevet de quinze ans, 8 février 1893; Pillon, représenté par les deux Surry-Montant, à Paris, boulevard de Magenta, n° 61. — Nouveau système de chausures perfectionnées à patins métalliques interchangeables.

227754. Brevet de quinze ans, 8 février 1893; Noury, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Nouveau système de machine d'essai électrique.

227755. Brevet de quinze ans, 8 février 1893; Nicolaïeff, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Nouveau système d'accumulation.

227756. Brevet de quinze ans, 8 février 1893; Besson, représenté par Thérion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Vélocipède pour vélocipèdes.

227757. Brevet de quinze ans, 8 février 1893; Fribourg, représenté par Chasseval, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau procédé de séparation des métaux de leurs minerais.

227758. Brevet de quinze ans, 8 février 1893; Lenders, représenté par Chasseval, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pantalon-coloite.

227759. Brevet de quinze ans, 8 février 1893; Farjas, représenté par Chasseval, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de suspension de voitures et véhicules de tous genres pour diminuer l'effort de démarrage et l'effort de traction.

227760. Brevet de quinze ans, 8 février 1893; Stanley, représenté par la société Asai et Genda, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Moyens propres à former des tubes ou tulipes sur les tuyaux céramiques destinés aux installations sanitaires ou à d'autres usages.

227761. Brevet de quinze ans, 25 janvier 1894; Goudino, rue Sazuni, n° 22, Constantine. — Piège perpétuel à petits rongeurs, dit *l'ouliette constantinoise*.

227762. Brevet de cinq ans, 8 février 1893; Esquier, à Calignac (Lot, France). — Machine à greffer la vigne.

227763. Brevet de quinze ans, 8 février 1893; Poucet, place des Victimes, n° 3 et 5, à Tours. — Thermo-siphon *le foudroyant*.

227764. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Fortoul, représenté par Bousquet, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Pile tubulaire hermétique au chlorure de cuivre, système Louis Fortoul.

227765. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Coq, rue Mazarine, n° 2, (Bouches-du-Rhône). — Pressoir continu à double alimentation.

227766. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Faure, place du Champ-de-Mars, à Limoges. — Nouvel appareil à calibrer les pièces céramiques.

227767. Brevet de quinze ans, 9 février 1893; Berger et Ringe, représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Fer à cheval pour le sport.

227768. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; Dales, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements aux machines à vapeur et autres moteurs.

227769. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; Danysz et Philippot, représentés par Mauvaulx, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système de broches à éléments défilés démontables, applicable au nettoyage des collecteurs et autres conduits dans les machines.

227770. Brevet de quinze ans, 9 février 1893; Coudrier, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 6 bis. — Nouveau système de ferrure à glace.

227771. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; Schuch, représenté par Annenigand, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil pour la fabrication rapide du fromage en grandes quantités.

227772. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; Portier, représenté par Asthuc, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouveau grès cérame à fin et procédé de fabrication qui s'y rapporte.

227773. Brevet de quinze ans, 9 février 1893; Delaunay-Delille, à Paris, avenue

cils, à Paris, rue de Douai, n° 46-ter. — Nouveaux modes de jonction des éléments avec la collecteur d'alimentation dans les générateurs Belleville.

227774. Brevet de quinze ans, 9 février 1893; Collier, à Paris, rue de Rambuteau, n° 77. — Extracteur centrifuge à miel.

227775. Brevet de quinze ans, 9 février 1893; Chouteau et Dupuis, représentés par la société Mathey frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Porte-allumettes distributeur à allumage automatique.

227776. Brevet de quinze ans, 9 février 1893; Pérotie, essayeur domestique chez le sieur Peyrat, à Paris, impasse Dupuis, n° 7 (rue Rébeval). — Combinaison de deux séries circulaires, une verticale et l'autre horizontale, pour éviter de faire faire un quart de tour aux pierres pour les débiter par assises, et application du pont roulant et de l'ascenseur au déplacement du wagonnet portant le bloc à chaque opération des deux séries.

227777. Brevet de quinze ans, 9 février 1893; Desprez, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouvelle bande de pansement.

227778. Brevet de quinze ans, 9 février 1893; Petzoldt, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Clief à pansement ajustable pouvant servir avec plusieurs serrures.

227779. Brevet de quinze ans, 9 février 1893; Brunner, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Roue compair à spirale.

227780. Brevet de quinze ans, 9 février 1893; Frosell, représenté par la société Ami et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux aigres.

227781. Brevet de quinze ans, 9 février 1893; Tron, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de montage des selles pour vélocipèdes.

227782. Brevet de quinze ans, 9 février 1893; Howard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils perfectionnés pour le découpage des bouchons.

227783. Brevet de quinze ans, 9 février 1893; Nawratzki, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Garniture imitation des plumes d'autruche.

227784. Brevet de quinze ans, 9 février 1893; Berl, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements apportés aux lits.

227785. Brevet de quinze ans, 9 février 1893; Maquenne, Verneuil et Taine, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de préparation du diiodacétylène (C²I²) et du tétraiodéthylène (C²I⁴).

227786. Brevet de quinze ans, 9 février 1893; J.-M. Caron et compagnie (société), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau bouton pour pantalon en imitation de corozo, corne, buffle, os ou émail, avec partie métallique intermédiaire.

227787. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Ast, route de Vienne, n° 101 bis, à Lyon. — Machine à imprimer les tissus.

227788. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Diederichs, à Sainte-Colombe-lès-Vienne (Rhône). — Nouvelle disposition mécanique d'armure à planchettes, s'adaptant à tous les genres de métiers pour le tissage de la soie, lin, coton, laine, etc.

227789. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Diederichs, à Sainte-Colombe-lès-Vienne (Rhône). — Nouveau mouvement d'avancement du chariot, produisant l'inclinaison des mises et s'adaptant à l'ourdissage à grand tambour pour l'ourdissage de la soie écru ou teinte en fil, du coton, laine et tous autres genres de fil.

227790. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Chiesa, représenté par Freydlé-Dubrand et Janicot (les sieurs), rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau lance-bouts automatique dans la filature de la soie.

227791. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Fischer, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 64, à Lyon. — Ardoise artificielle servant de matériel de construction et pliée de sorte que sa coupe de travers forme queue d'aronde.

227792. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Société anonyme de la teinturerie stéphanoise, représentée par Corron, rue du Tronchet, n° 2, à Lyon. — Métier

à attacher les manèges à des poulains mâles et à améliorer l'entretien et la vimentation des chevaux de la Seine par le port de chevrons tendus et placés.

227792. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Béron, représenté par M. Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Système de tôle avec charnières à vis pour évier.

227793. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Houdry, représenté par M. Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Application de l'eau oxygénée dans diverses phases de la fabrication des alcools.

227794. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Hennessy, représenté par M. à Paris, rue de la Halle, n° 48. — Substances minérales et gommes pour la par des moyens nouveaux.

227795. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Bouquet, représenté par M. gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système d'yeux à bague pour poutres et bétons.

227796. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Parlan-Dubois, représenté par M. Armeaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machine à tisser en laine échevillée et chardonneuse de la laine.

227797. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Prieur, représenté par M. Paris, rue du faubourg Montmartre, n° 15. — Appareil à calculer, spécialement destiné aux usages scolaires.

227798. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Hansch, représenté par M. Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Système pour mesurer les distances.

227799. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Dedreux, représenté par M. Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Lampe à incandescence sans platine.

227800. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Risler-Boniat, représenté par M. société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Procédé de tannage accéléré des peaux par les acides.

227801. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Chaumet, à Paris, boulevard thier, n° 37. — Moteur pour voitures dit le cyclope.

227802. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Boyd, représenté par M. Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de moteur perfectionné.

227803. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Mitchell, représenté par M. Paris, rue Lagrange, n° 8. — Perfectionnements à la fabrication des lampes.

227804. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Bureau, représenté par M. Apollon et Gens, à Paris, rue du Havre, n° 8. — Genre de bandage pneumatique pour vélocipèdes et autres véhicules.

227805. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Liebre, représenté par M. jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Machine automatique à tisser pour la fabrication de la chaussure dite l'aspéctive.

227806. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Gobel et Schwarz, représenté par M. Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 28. — Ouvrière à tisser.

227807. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Couturier (les sieurs), représenté par M. Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fabrication de queues des fagotins et margotins, résines ou non, de toutes dimensions.

227808. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Guthrie et Hall, représenté par M. Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux roues de vélocipèdes et autres véhicules.

227809. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Pommier (M^{re} veuve), représenté par M. Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Base de curet et de fage commode dit Bec-Eyre.

227810. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Sandeau, représenté par M. aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Frein à galets pour roues à bandes élastiques de vélocipèdes, bicycles, bicyclettes et tricycles.

227811. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Holman, représenté par M. à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la production de l'électricité.

227812. Brevet de quinze ans, 3 février 1893; Mabillo, représenté par M. Apollon et Gens, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Machine à couper, peser, compter, former les pains.

23816. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Ch. Berthe, et *S^{ie}* (société), rue des Capucins, n° 5, à Toulouse (Haute-Garonne). — Système d'empeignes pour dragages.
23817. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Tassin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'arrêt du bonbon applicable à des récipients en verre, porcelaines, etc.
23818. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Bagnally, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareils distributeur mécanique s'appliquant à la physique amusante.
23819. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Zahlen, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les générateurs à vapeur.
23820. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Morel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de marche à dents amovibles.
23821. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Durst, représenté par Stutz, à Paris, boulevard des Victoires, n° 48. — Perfectionnements apportés ou relatifs aux machines.
23822. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; Sisme et Davalès (société), représenté par Lepert, rue du Trichon, n° 60, à Roubaix. — Perfectionnements apportés à la construction des machines à tisser ou préparer des matières filamenteuses: lin, coton, laine, soie, jute, etc.
23823. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Rührig, représenté par Danner, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Embayage à friction avec serrage par tiges filetés.
23824. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Smith et Wilwer, représenté par Stutz, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Jouet pour enfant montrant l'idée de la carte de l'Amérique par Christophe Colomb.
23825. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Card, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 15. — Système de brancard à rotule articulée.
23826. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Hartnett, représenté par Maulin, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système d'appareil applicable à l'inhalation de l'air sec et saturé de médicaments destructeurs de germes mortels.
23827. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Hirschfeld, représenté par Lemaire, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Préparation de nouveaux corps pour la luthie à l'émulsion.
23828. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Blanck (M^{re}), représenté par Armand, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Imitation d'insectes ailés pour la décoration des tables, des robes, des tentures, etc.
23829. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Meley, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnement dans les constructions en ciment armé métallique.
23830. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Gudendag frères et le sieur Gauchot, représentés par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Crapaudine pour vitots en pointe.
23831. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Copin, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Fontaine dit de docteur.
23832. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Zimmermann, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système.
23833. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Mathet et Fleury-Hermagis, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de protection à pellicule sans fin, militaire et de voyage, dite l'éclabreur, pour le pointage, le numérotage et le rearmement de l'obturateur.
23834. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Lacasse, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les codes.
23835. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Thomas, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil protecteur pour les codes.
23836. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Dawhins, représenté par la société

Asci et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Combinaison d'un harmonium et d'un instrument à vent avec un piano.

227835. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Fraenkel, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux tables à images tournantes.

227836. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; A. Oehler et compagnie (société en nom collectif), représentée par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machines à langer.

227837. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Reuss, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Tuyau de pipe à canaux augmentant le parcours de la fumée et la purifiant.

227838. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Astier, à Paris, boulevard de Magenta, n° 221. — Appareil mécanique destiné à tenir ouvert, à volonté, le couvercle des reliures ou classeurs se fermant seuls au moyen de ressorts dissimulés dans les pages, tels que reliures dites électriques instantanées, français, etc., dit *diélectroscopie*.

227839. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Fischer, représenté par L. Sauter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Appareil de chasse pour va-clossets.

227840. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Grivel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de hachage rectifiant la ligne des bouches à feu quand les roues ne sont pas placées horizontalement.

227841. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Devisse, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de support pour plaques photographiques.

227842. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Crowther (les sieurs), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 221. — Perfectionnements aux machines à carder.

227843. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Osborne, représenté par Gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Propulseurs à vapeur de va-et-vient pour bateaux.

227844. Brevet de quinze ans, 13 février 1893; Bouas, à Beaumont-de-Luz (Tarn-et-Garonne). — Nouveau mode de confection de chapeau de soie haute ainsi que des jockeys feutrés et chemises feutrées.

227845. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Servan (les sieurs), à Béziers, n° 2, à Bordeaux. — Pince-manche à gigot.

227846. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Porcheret, à Ancenis (Loire-Inférieure). — Entraîneur-tricycle perfectionné.

227847. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Quinzio, rue de la Guadeloupe, n° 45, à Marseille. — Machine décortiqueuse dite *Cincinnati*.

227848. Brevet de quinze ans, 13 février 1893; Pilain, représenté par Brunet et Ferrière, n° 34, à Lyon. — Perfectionnements aux bicyclettes, bicyclettes à cycles.

227849. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Paul (les sieurs), représenté par Freyrier-Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements apportés à des paliers.

227850. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; Pichon, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouveau système de bureau à levier variable, équilibré par contrepoids.

227851. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; Lumière, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Application des sels d'argent à l'obtention d'images photographiques.

227852. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; Lumière, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Suppression du halo et auréoles photographiques.

227853. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; de Chaligny, représenté par Freyrier-Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau appareil destiné à renouveler automatiquement le ou les liquides dans les piles fonction du courant.

227854. Brevet de quinze ans, 17 février 1893; Bourg, représenté par Delorme, Vieille-Monnaie, n° 9, à Lyon (Rhône). — Nouveau système de battant brocheuse.

227854. Brevet de quinze ans, 17 février 1893; Marmonier, fils, rue du Château
[71, A. 139. — *Ensemble continu à action intermittente.*
227856. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Lajoux, à Dreuilhe (Haute-Garonne).
— Perfectionnements apportés à la sonnerie des cloches.
227857. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Simon et Heilmann, à Cannes-la-
Pape (Alpes-Maritimes). — Nouvelle forme de flacon à égouttement.
227858. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Vaulier, à Saint-Quentin. — Régu-
lateur d'alimentation pour chaudières à vapeur.
227859. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Charles Wetzel, et compagnie (so-
ciété), représentés par le sieur Jean Wetzel, à Morteau (Doubs). — Système de montre
remontoir.
227860. Brevet de quinze ans, 17 février 1893; Caillaud, à Poitiers. — Système de
verrou à arrêt et arrêt de verrou à bouton, cuvette et poussoir, dit *système Caillaud*.
227861. Brevet de quinze ans, 17 février 1893; Potet, à Saint-Laurent-du-Bois
Gironde). — Fabrication des piquets en terre cuite au lieu et place des piquets en
bois employés dans l'agriculture et l'industrie, dénommés *piquets Potet*.
227862. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Liger, à Bonny-sur-Loire (Loiret).
— Système de raidisseur dit *raidisseur Liger*.
227863. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Prosper Léonard et fils (société),
Givones (Ardennes). — Application du *marinnet* ou *marteau mécanique* au battage
des poêles à frire et des bassins à friture.
227864. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Joseph Dalmass et compagnie (so-
ciété), boulevard National, n° 199, à Marseille. — Robinet à clapet à surfaces diffé-
rentielles.
227865. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Joseph Dalmass et compagnie (so-
ciété), boulevard National, n° 199, à Marseille. — Robinet à rodage à clef renversée
à serrage constant.
227866. Brevet de quinze ans, 13 février 1893; Manget et compagnie (société), re-
présentée par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Appareil à humidifier l'air.
Nettoyage automatique des tuyères.
227867. Brevet de quinze ans, 13 février 1893; Krons, représenté par Danzer, à
Paris, rue de Florence, n° 9. — Appareil pour filtrer avec dispositif de désinfectant.
227868. Brevet de quinze ans, 13 février 1893; Blondel, à Paris, boulevard Raspail.
— Fusion et cristallisation artificielle du carbone.
227869. Brevet de quinze ans, 13 février 1893; Groom, représenté par la société
internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. —
Perfectionnements aux lanternes.
227870. Brevet de quinze ans, 13 février 1893; Pulicher et Buschmann, représentés
par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis,
n° 15 bis. — Encaisseur automate pour la vente de billets, de timbres-poste, etc.
227871. Brevet de quinze ans, 13 février 1893; Seidel, représenté par Levesque,
Paris, rue de Malte, n° 48. — Four à chauffage supérieur et inférieur par un foyer
unique.
227872. Brevet de quinze ans, 13 février 1893; Ziegler, représenté par Levesque,
Paris, rue de Malte, n° 48. — Changement à double aiguille unilatéral.
227873. Brevet de quinze ans, 13 février 1893; Gorrons, représenté par Bameau,
Paris, rue de Saint-Quentin, n° 8. — Procédé pour la fabrication électrolytique de
doublés poreux, spongieux pour l'emploi comme pâte de charge dans les accumu-
lateurs.
227874. Brevet de quinze ans, 13 février 1893; Fargue, à Paris, rue Réaumur,
n° 9. — Système de pendule réveille-matin se remontant tous les quinze jours.
227875. Brevet de quinze ans, 13 février 1893; Deugis et Berrurier, représentés
par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Bouteille à serrage par
action progressive et automatique.
227876. Brevet de quinze ans, 13 février 1893; Caillon, représenté par Armengaud
aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les appareils
photographiques à main.
227877. Brevet de quinze ans, 13 février 1893; Mugnier, à Paris, rue des Écluses-
Saint-Martin, n° 47. — Système de vis indévissable dite *vis de sûreté*, applicable aux
boîtes d'emballage, boîtes ou colis postaux et ayant pour objet d'assurer l'invulnérabilité
de leur contenu.

227899. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Assmann, représenté par Nachardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 36. — Classe de lettres pour le porteur servant à classer et à conserver des correspondances, documents, journaux et autres objets.
227900. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Steck, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 36. — Plancher avec tiges productrices des sons.
227901. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Eboett (Paul) et Guion (société), à Paris, rue des Meuniers, n° 14 et 16. — Chaudière à eau chaude pour chauffage de serres, appartements, ateliers, églises, salles de maisons, etc.
227902. Brevet de cinq ans, 14 février 1893; société dite *The International Self-Closing Gas Burner Company*, représentée par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 39. — Perfectionnements aux brûleurs à gaz.
227903. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Burgess, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 45 bis. — Appareil de sauvetage pour les incendies.
227904. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Reinhardt, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à sécher la pâte à papier ou à fabriquer le papier.
227905. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Helm, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de brosse à habits, flacon à gobelet combinés.
227906. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Morell et Fromhans, représentés par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 22. — Perfectionnements dans les appareils pour l'évaporation des liqueurs ou solutions saccharines.
227907. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Williams et Robinson (limited) (société), représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 22. — Perfectionnements dans les valves et garnitures métalliques pour machines à simple et double effet.
227908. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Rat et Delassus, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux fanchouses-moissonneuses.
227909. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; de Sured de Saint-Julien, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Transmission pour vélocipèdes à plusieurs multiplications.
227910. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Becker, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau vernis pour cuir.
227911. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Chillingworth, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil de navigation aérienne dit *Machine à voler*.
227912. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Piper et Davis, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux modes de fixation des rideaux.
227913. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Ernold, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Cuir de luxe protecteur de l'estomac des animaux ruminants.
227914. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Lemaire-Vallé fils, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans la fabrication des boutons de nacre ou autres objets similaires.
227915. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Galley, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouveau chauffe-bain.
227916. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Urbanek, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Dispositif applicable à des véhicules de transport de tous genres en vue de surmonter facilement les obstacles en chemin.
227917. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Guellert, à Paris, rue Faraday, n° 3. — Serrure de sûreté à chaîne pour entraver les voitures et les mettre à l'abri du vol sur la voie publique.
227918. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Tarin et Bordier, à Paris, rue Vienne, n° 14. — Nouvel accumulateur électrique.
227919. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Trésel, à Paris, rue des Flandres, n° 12. — Nouvelle lampe à arc dite *Lampe Trésel*.

227920. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Othom, à Paris, rue de Paradis, n° 21 bis. — Adaptation d'un système rendant la selle indépendante du cadre des vélocipèdes, au moyen d'un ressort à boudin et supprimant les trépidations pendant la marche.

227921. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Brunat-Juvé, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de porte en tôle d'ondulée, dénommée la *silencieuse*.

227922. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Groshe, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements, dans les artères pour l'éclairage ou le chauffage.

227923. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Keesting frères (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux allumeurs de mélange de gaz inflammable.

227924. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Clark, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Signaux électriques.

227925. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Krähnen et Gollibiers (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Application nouvelle d'une impression spéciale sur tissus pour déterminer la coupe dans la fabrication des cravates.

227926. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Friend, représenté par Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Moteur à hydrocarbure.

227927. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Fowler, représenté par Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux appareils à débiter les liquides.

227928. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Jancovits, représenté par Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Extincteur pour lampe.

227929. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Chesebrough, représenté par Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux machines des toits et planchers.

227930. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Bernachon, représenté par Assi et Genès, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de compteur à grand compte.

227931. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Kames, représenté par Assi et Genès, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux locomotives fonctionnant au moyen de l'air comprimé.

227932. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Postal Improvement Company (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les boîtes à lettres combinées, recevant à la fois les lettres arrivées et celles qui doivent être expédiées.

227933. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Heene, représenté par Assi et Genès, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Appareil enregistreur des heures de travail.

227934. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Lebreton et Thellier, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Filtre absorbant.

227935. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Libbey, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux chemins de fer automatiques aériens.

227936. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Bachoud, représenté par Assi et Genès, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Boîte aux lettres aux tables pour hôtels, etc.

227937. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; de Sparre, représenté par Assi et Genès, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de tubes rendant leurs applications à la construction des bâtis ou cadres de vélocipèdes, et autres applications analogues.

227938. Brevet de quinze ans, 14 février 1893; Canot, représenté par Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux machines ou appareils pour la fabrication des briquettes ou blocs de charbon de tourbe ou d'autres matières.

227939. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Dorier, représenté par Caron Saint-Chamond (Loire). — Épurateur automatique ou intermittent de l'eau contenue dans l'eau d'alimentation des condenseurs à surface pour évaporer à vapeur.

227940. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Regraffe, à Bédarieux (Hérault). — Procédé action continue dit *pressoir continu Regraffe*.
227941. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Regraffe, à Bédarieux (Hérault). — Support de fondres à sous-ventrières métalliques.
227942. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; Dubois, rue des Ursulines, n° 20, à Saint-Denis (Seine). — Graphocycle Dubois.
227943. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; Debruge, à Paris, boulevard de Ménilmontant, n° 90. — Pilulier à plateaux circulaires.
227944. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; Meyer, à Paris, rue Cistine, n° 20. — Robinet combiné étanché.
227945. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; Thierry, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil épurateur des vapeurs alcooliques.
227946. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; de la Morandais, représenté par Pouché, à Paris, rue des Écluses-Saint-Martin, n° 38. — Procédé de fabrication de jus de légumes concentré.
227947. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; Fouché, à Paris, rue des Écluses-Saint-Martin, n° 38. — Perfectionnements aux appareils à vapeur.
227948. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; Galley, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Rôtissoire à gaz avec mouvement giratoire de l'air chaud à son intérieur.
227949. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; société française des munitions de guerre, de tir et de guerre, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 30. — Tube à air réduit, en laiton.
227950. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; de Ferranti, représenté par la société Sealter et de Mestral, à Paris, rue Bailly, n° 11. — Perfectionnements dans les moyens de transmission de courants à haute tension et dans le matériel employé, à cet effet.
227951. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; Foy, à Paris, rue Popincourt, n° 30. — Application aux meubles en fer des fonds de bois perforé ou estampé dits *à rainures*.
227952. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; Soxhlet, représenté par la société Motry frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil pour fixer les rondelles de caoutchouc sur les bouteilles à fermeture pneumatique.
227953. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; Anspach, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Signalisation multiple sur indicateur *groupe*.
227954. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; Scales, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux dispositifs pour lever les grains des raisins secs.
227955. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; Testard, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Couteau à ouvrir les boîtes à conserves dit *le favori*.
227956. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; société suisse pour la construction de locomotives et de machines, représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Disposition permettant d'effectuer, dans une locomotive, l'arrage au moyen de l'air comprimé par ses cylindres fonctionnant à blanc en franchissant une rampe.
227957. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; société dite *Arnold Print Works*, représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé de production et de fixation de dessins en couleurs sur du coton, conjointement avec des fonds de couleurs contrastante.
227958. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; Brouet et Eul, représentés par Payolle, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Machine à coller universelle pour bouteilles et autres objets cylindriques, avec alimentation automatique d'étiquettes et dégagement également automatique des bouteilles après application des étiquettes.
227959. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; Debaigne, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de supports pour rails de chemins de fer sur traverses métalliques.
227960. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; Dehaitre, représenté par Armen-

jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 11. — Le procédé permet de laver d'eau permettant le lavage et le rinçage du linge par un courant d'eau continue.

227961. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; Hama, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 11. — Procédé perfectionné et simplifié d'épuration d'eau.

227962. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; Moque, représenté par Chas. à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les pompes à vide.

227963. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; Harris, représenté par Chas. à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les chemins électriques.

227964. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; Murat, représenté par Chas. à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système d'appareil disperseur de liquides.

227965. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; Lascaris et Barvas, représenté par le sieur Vassif, rue Saint-Denis, n° 255, avenue Blanche, n° 7, à Courbevoie (S.). — Système de chaussures à ventilation hygiénique.

227966. Brevet de quinze ans, 15 février 1893; H. Mundlos et compagnie, représentée par la Société Assi et Gentes, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Pied automatique pour le travail des étoffes inégales, applicable aux machines à systèmes.

227967. Brevet de quinze ans, 17 février 1893; Grus, à Sérignac (Lot). — À base de levier intérieur.

227968. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Brosbay, à Paris, rue de l'Assi, n° 50. — Produit alimentaire dénommé souverain consommé.

227969. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Purvis et Smith, représentés par Dietnaide, à Paris, Provence, n° 62. — Perfectionnements relatifs aux bandages pneumatiques pour le veau procédé pour les fixer sur la jante des roues.

227970. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Fiorentin, représenté par le sieur à Paris, rue de Malte, n° 48. — Application, dans la fabrication de la bijouterie et l'ornement pour modes, de fils métalliques garnis de pierres à bijoux, rentes par suite de montage.

227971. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Reichenstein, représenté par Mengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Oiseau pour l'écriture.

227972. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Guizet, représenté par Mengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Porte-journal.

227973. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Hillairet-Huguet (société), à Paris, rue Vicq-d'Azyr, n° 22. — Dispositif de manœuvre électrique, asservie à des commutateurs à changement de marche pour dynamo-réceptrices.

227974. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Leclerc, représenté par la Société Assi et Gentes, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de chaussures avec d'une seule pièce, sans couture, dites les remalardaises.

227975. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Bourdon, à Paris, boulevard de Magenta, n° 26. — Disposition de tuyauterie rendant applicable le chauffage à aux appartements et aux locaux de plain-pied.

227976. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Helmich, représenté par la Société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Injecteur à vapeur applicable aux foyers de toute espèce.

227977. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Henry et Baehni, représenté par la Société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine à l'huile automatiquement les boîtes de montres.

227978. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Henry et Baehni, représenté par la Société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil ou système électro-magnétique perfectionné.

227979. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Goll et Vachey, représenté par la Société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé pour l'obtention de dépôts métalliques complètement libres d'acide.

227980. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Bange, représenté par Fagel, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Appareil dit « automatique », pour l'acier ou l'acier courbes de parades.

227981. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Andessens, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnement dans les machines à vapeur.
227982. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Schärff, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnement dans les machines à vapeur.
227983. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Paterson (les sieurs), représenté par la société Louis Godman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnement dans les fermetures automatiques pouvant s'appliquer aux portes, abattoirs, de comptoirs, etc.
227984. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Dugan, représenté par la société Louis Godman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Support pour ombrelles, parapluies, drapeaux, etc., s'adaptant aux vélocipèdes, bicyclettes, tricycles et autres véhicules analogues.
227985. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Lyon, représenté par Roussel, à Paris, rue des Saints-Pères, n° 7 bis. — Application industrielle nouvelle de l'osme modifiable par oxydation, particulièrement pour les bois et des vernis.
227986. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Crochier, représenté par Chasse, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement dans les bandages de roues de vélocipèdes, et autres.
227987. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Clapart, représenté par Chasse, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de transmission pour la commande des appareils électriques.
227988. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Bourgeois, représenté par Chasse, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil destiné à laver et sécher la salade et autres herbes ou plantes potagères.
227989. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Ralleau, représenté par Chasse, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de mouvement de sonnerie répétition.
227990. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Decaix, à Paris, rue de Saintonge, n° 10. — Fusion d'un métal quelconque formant enchevêtrement ou enroulement autour d'un verre.
227991. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; de Préneuf, rue de l'Éclache, à Clermont-Ferrand. — Bandage pneumatique pour vélocipèdes et autres véhicules.
227992. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Vauché (les sieurs) et représentés par Léon Foucault, à Charleville. — Appareil à oxygéner les moutons de bière ou autres liquides.
227993. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Beaudoire, à Sedan. — Nouveau système de brancard de voiture en cuir comprimé.
227994. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Arnaud, à Saint-Laurent (Gironde). — Table alphabétique, orthographique et de numération.
227995. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Wodraska, rue d'Albion, n° 55, à Bouches-du-Rhône. — Machine à cambrier la chaussure.
227996. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Blanchard et Sauze (société), boulevard National, n° 541, à Marseille. — Application nouvelle de chauffage de l'eau alimentant des générateurs par contact avec de la vapeur neutre régénératrice de la vapeur par surchauffage et réglage de sa température.
227997. Brevet de quinze ans, 17 février 1893; Alliez, représenté par Barthe, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 126. — Braseiro pour coffrets, dit le Harbo.
227998. Brevet de quinze ans, 17 février 1893; Pierret et Geneste, à Paris, cours de Vincennes, n° 113. — Système de causer, dit le cahier-bloc ou à angles.
227999. Brevet de quinze ans, 17 février 1893; Kyritz, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 99. — Améliorations dans la construction des lieux closés et urinoirs inodores.
228000. Brevet de quinze ans, 23 février 1893; Baude, représenté par la société pour frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 4. — Chaise-somier pour injections, à usage des dames.
228001. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Reynolds, représenté par la société

Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux agts pour rétements.

228002. Brevet de quinze ans, 17 février 1893; Woodward et dame veuve représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux rondelles d'essieux en fège pour roues de véhicules.

228003. Brevet de quinze ans, 17 février 1893; Da Silva Prado et Medina-Santos représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Cédé de fabrication des articles en céramique.

228004. Brevet de quinze ans, 17 février 1893; Galliard, à Paris, rue St Antoine, n° 145. — Appareil dit *grand classer-dépiqueur* n° 2.

228005. Brevet de quinze ans, 17 février 1893; Mouré, représenté par M. alné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Moteur électro-magnétique.

228006. Brevet de quinze ans, 17 février 1893; Poussard, représenté par la ve Assj et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux fins broyeur tamiseurs à anneaux circulaires, en vue de pouvoir les employer seulement au broyage du blé, mais aussi au convertissage des grains simultanément ou non.

228007. Brevet de quinze ans, 17 février 1893; Herm. Joest et compagnie (ciété), représentée par la société Assj et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnement apporté aux ciseaux.

228008. Brevet de quinze ans, 17 février 1893; Desmarest, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Aérostat dirigé système Henri Desmarest.

228009. Brevet de quinze ans, 17 février 1893; Maasse, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de construction de murs en briques creuses avec des barres d'assemblage en fer.

228010. Brevet de quinze ans, 17 février 1893; Léon Loder et fils (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Bouteille en celluloid pour chapeaux.

228011. Brevet de quinze ans, 17 février 1893; Macré, rue de la Banque, 22 Beaurvais. — Transformation de la tourbe en briquettes allume-foyers.

228012. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Lafont, rue Bannelier, 11 Dijon. — Chambre à air de pneumatique destinée aux roues de vélocipèdes et véhicules.

228013. Brevet de cinq ans, 21 février 1893; Siffobre, rue Riquet, n° 50, Toulouse. — Procédé nouveau pour conserver du confit de porc en boîte.

228014. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Leparc, rue de la Comédie, au Havre. — Balai mécanique à main dit le *laurais*, à l'usage des chemins vicinaux, chaussées, places publiques, etc.

228015. Brevet de cinq ans, 21 février 1893; Dufresne et Bouclet, à Paris. Appareil pédagogique dénommé *tableau multiplicateur des écoles et des familles* destiné à simplifier et à faciliter aux enfants l'étude du calcul mental.

228016. Brevet de quinze ans, 22 février 1893; Debrayne, représenté par la société Druenes et Lamberlin fils, contour Saint-Martin, n° 4, à Roubaix. — Perfectionnements apportés dans les rois spéciaux pour la fabrication des tissus avec tours et

228017. Brevet de quinze ans, 22 février 1893; Schmitt, à Marly (Nord). — Système de l'air comprimé chauffé pour la fabrication de briquettes et agglomérés de bois allume-feu et autres produits similaires.

228018. Brevet de quinze ans, 22 février 1893; Mills, représenté par Brasseur, rue d'Amiens, n° 15, à Lille. — Perfectionnements dans les chaudières à vapeur tubes d'eau.

228019. Brevet de quinze ans, 22 février 1893; David, à Vénac (Gironde). Instrument pour le défonçage des terrains destinés à être plantés en vignes et autres cultures.

228020. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Jager, représenté par Kéroul, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Étau perfectionné.

228021. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Faure, représenté par Chablon, à Paris, rue des Hautes, n° 15. — Perfectionnements dans les batteries électriques pour les sels alcalins.

228022. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; *Furbenfabriken vorm. Fried. B.*

- 1804 C (société), représentée par Casalis, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 81. — Procédé pour la préparation de matières colorantes tétrazoïques.
180023. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; *Farbenfabriken vorm. Fried. Bayer AG* C (société), représentée par Casalis, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 81. — Procédé pour la fabrication de feucocomposés et de matières colorantes de la série des tétrazoïques.
180024. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Marcus, représenté par Armengaud et fils, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Préparation ou matière pour laquer des surfaces.
180025. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; société dite *The Advertising Machine Company*, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 1. — Perfectionnements aux appareils servant à exposer automatiquement des annonces, des tableaux, etc.
180026. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Gohler, représenté par la société Gohler et fils, à Paris, boulevard Henri IV, n° 81. — Distribution de détente pour les armes.
180027. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Dessoille, Tunière et Picard, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans le travail électrolytique des métaux.
180028. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Ollendorff, représenté par Hétry et fils, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Châssis de séchoir et de chantier portables.
180029. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Bornet, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Système d'injection d'eau sous pression pour les armes à percussion.
180030. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Fechner, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements aux fers à cheval permettant la transition rapide des fers d'été en fers d'hiver.
180031. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Sonnenschein, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Nouveau filtre militaire.
180032. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Dumas, représenté par la société Gohler et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Crachoir hygiénique automatique et transportable.
180033. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Volland, représenté par la société Gohler et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Tente roulante pour automobiles.
180034. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Timmis, représenté par la société Gohler et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux électro-aimants.
180035. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Timmis, représenté par la société Gohler et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux aiguilles de chemins de fer.
180036. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Lehmann, représenté par Armengaud et fils, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Pile accumulatrice.
180037. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Weber, représenté par Armengaud et fils, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Sabot d'enrayage à languette élastique pour voitures de chemins de fer.
180038. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Maertens (M^{re}), à Paris, rue du Bourg-Montmartre, n° 15. — Chaise-hamac perfectionnée pour steamers.
180039. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Cresson, représenté par Chassagnon, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de soutènement métallique pour les travaux de mines et autres.
180040. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Voysey et Hosack, représentés par Chassagnon, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux appareils à défoncer les rues, les routes et autres surfaces.
180041. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Davine, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Système de soufflé hygiénique dit système *Henri Davine*, au maté du Péron.
180042. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Charnagne, à Dijon. — Nouveau système d'album démontable à feuilles mobiles.
180043. Brevet de quinze ans, 16 février 1893; Haurtebise et Conti, représentés

par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 34. — Système de gabarits tonneaux.

228046. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Meir, représenté par le Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 99. — Méthode et appareils de montage des commutateurs électriques, rosettes décoratives, boutons de sonnerie, d'articles semblables en céramique, ainsi que de formation des filets de vis sur

228045. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Lamba et Jollet, représentés par Jollet, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58. — Répertoire de motifs de gquets de fleurs.

228046. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Klamm, représenté par à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Support en tôle

228047. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Smet, représenté par les Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux paires

228048. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Elton Holt, représenté par rion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans le gement des obus avec des explosifs puissants

228049. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Labbe, représenté par à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Pile électrique

228050. Brevet de quinze ans, 17 février 1893; Marais, représenté par Vre Constantine, n° 11, à Lyon. — Nouveau système de soufflet

228051. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Balland, représenté par et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouvelle décoration des tissus analogues

228052. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Balland, représenté par et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouvelle application de l'opées sur tissus ou tissus à jour

228053. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Balland, représenté par et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Procédé de décoration des autres tissus à jour

228054. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Behrich, représenté par à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements aux assiettes

228055. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Bloeklin et Bloch, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Nouveau genre de castagnettes

228056. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Gruschwiler, représenté par Dieuide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Rouissage, purification et catation des fibres textiles, chanvre, lin, ortie, china-grass, etc.

228057. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Dercaux, représenté par nou, à Paris, rue Chabrol, n° 67. — Perfectionnements dans la fabrication des tirs de distribution pour machines à vapeur

228058. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Carot, élisant domicile sieur Leveille, à Paris, rue de Reuilly, n° 73. — Perfectionnements aux réfrigérants fonctionnant au moyen des agents hygro-métriques

228059. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Barland frères et (société), représentée par la société internationale des inventions modernes, boulevard Saint-Denis, n° 35 bis. — Procédé permettant de reproduire directement la gravure sur pierre des dessins de tous genres

228060. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Visschers et Lerald (société) présentée par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Appareil à être montée sur canne, sur parapluie, ou sur tout manche en support quelcon

228061. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Dabouché, représenté par mentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Procédé de teinte des étoffes

228062. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Jungar, représenté par à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements apportés à la fabrication des livres

228063. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Sellakonn et Nicolson, représenté par Danhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Machine servant à l'embellissement de cartons et d'autres matières, semblables au moyen de papiers

228064. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Schneider, représenté par gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système réfrigérant pour

228065. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Schneider, représenté par gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système réfrigérant pour

228066. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Schneider, représenté par gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système réfrigérant pour

228067. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Schneider, représenté par gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système réfrigérant pour

228068. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Schneider, représenté par gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système réfrigérant pour

228069. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Schneider, représenté par gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système réfrigérant pour

228070. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Schneider, représenté par gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système réfrigérant pour

1895. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Vendun, représenté par Bagues, à Paris, rue Drozot, n° 102. — Procédé permettant de perpétuer l'odeur, du sucre et autres produits similaires.
1896. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Hancock, représenté par Fayolle, à Paris, rue Drozot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux théiers, cafetiers, et autres, terres et autres récipients divers.
1897. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Deoussieux, représenté par Bagues, à Paris, rue Drozot, n° 10. — Nouveau système de fabrication et de montage des machines et outils analogues.
1898. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Pfleger, représenté par Méry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux lampes à alcool.
1899. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Simonet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés à la fabrication des corps inflammables.
1900. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; J^{de} Depoilly et Fleury (société), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux roues de vélocipèdes.
1901. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Minlin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à vapeur à vaporiser les betteraves.
1902. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Leresche, représenté par Watier, à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Machine à évider automatiquement les lambeaux de bois en pièces cylindriques et à dresser, fourier ou raccorder toutes pièces en bois.
1903. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; compagnie française du bi-métal, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de toiles et tréans en fils bimétalliques.
1904. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; compagnie française du bi-métal, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de chaudières en tôle bimétallique.
1905. Brevet de quinze ans, 9 février 1893; Delrieu, à Blidah (Algérie). — Méthode de lecture, de lecture, langue française, calcul et système métrique, dite « méthode Delrieu ».
1906. Brevet de quinze ans, 23 février 1893; Garnache, aux Gras (Doctes). — Système de rouleaux destinés à mouvoir la poulie dans les tours à pivoter, dit tour à poulie et à poulie décentrée.
1907. Brevet de quinze ans, 24 février 1893; Husson, rue de la Tirelire, n° 10. — Système de piquets métalliques destinés aux tentes de campement.
1908. Brevet de quinze ans, 24 février 1893; Laland, lieutenant au 2^e régiment de chasseurs, à Pontivy (Morbihan). — Bandage de rond élastique dit « bandage Laland ».
1909. Brevet de quinze ans, 24 février 1893; Chaquin, rue des Remparts, n° 17. — Serrure à combinaison pour coffres-forts.
1910. Brevet de quinze ans, 24 février 1893; Pères et Vigneau, à Damazan (Lot-et-Garonne). — Appareil avertisseur automatique évitant la rencontre de deux véhicules sur les ponts à voie étroite.
1911. Brevet de quinze ans, 25 février 1893; Gerard, à Dole (Jura). — Nouveau système de séateur.
1912. Brevet de quinze ans, 25 février 1893; Gervin, avenue Gambetta, à Paris. — Perfectionnements à la réification des sucres de topinambour et autres analogues.
1913. Brevet de quinze ans, 25 février 1893; Buisson, représenté par la société anonyme des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements apportés aux fours de boulanger.
1914. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Wiclemans, représenté par la société anonyme des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Procédé de production du pain, dit « appareil Wiclemans », servant à cuire un pain plus parfaite du pain.
1915. Brevet de quinze ans, 24 février 1893; Gondard, représenté par Bagues, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 11. — Calorifère à feu continu ou intermittent.

228086. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Fergio, représenté par la Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans la construction des réservoirs.

228087. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Reid, représenté par la Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Machines à barber les ralliques.

228088. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Parvin, représenté par la Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils photographiques.

228089. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Bates, représenté par Armand aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les procédés de blindage, dans les projectiles et dans les procédés de fabrication qui s'y rapportent.

228090. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Bates, représenté par Armand aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans la production du fer ou de l'acier inférieur en acier supérieur par le procédé de cémentation.

228091. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Waelput, représenté par Ch. élisant domicile place Sébastopol, n° 19, à Lille. — Cercle préservateur en papier mâché, cuir, entourant le bandage (caoutchouc pneumatique) des roues bicyclopèdes.

228092. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Émil Florian et compagnie, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Pour fusil à petit calibre.

228093. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Fraenkel, représenté par R. à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Système d'étalage mobile pour d'alternier l'exposition des marchandises mises en vente.

228094. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Bournoud-Gens, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Mitre tournante.

228095. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; List (les sieurs) et Kossel, représentés par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Appareil de pompage pour moteurs à carbure d'hydrogène liquide.

228096. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Dubois, représenté par R. à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements apportés aux foyers.

228097. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Russell, représenté par la Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux magasins.

228098. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Rothmann et Miklovics, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Système simple et pratique pour la coupe de vêtements pour dames.

228099. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Snyder, représenté par Ch. à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les charnières ou autres jouets analogues.

228100. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Snyder, représenté par Ch. à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de véhicule formant tricycle.

228101. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Snyder, représenté par Ch. à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les véhicules à trois roues.

228102. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Graaf et Harbaugh, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux tables à rallonges.

228103. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Constanty, représenté par Ch. à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de plateau à mouvement continu, principalement applicable au montage des sièges, tables ou autres meubles à surface mobilisable.

228104. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Kottiner et Urban, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mode de conservation des aliments avec les moyens *ad hoc*.

228105. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Smith, représenté par la Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 0. — Perfectionnements dans les machines à vapeur.

ments dans la fabrication des noyaux de fer pour les armatures des machines dynamo-électriques.

1106. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Dales, représenté par la société de Goldman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Nouvelle lame de ressort et de ressort à lames pour suspension de locomotives, de chemins de fer, de voitures de route et autres applications appropriées.

1107. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Comstock, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux piquets de

1108. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Rüsch, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Cadres avec appliques en peluche ou velours, pour tableaux, etc.

1109. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Vagner, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Différents perfectionnements apportés aux lampes et à bec ronds propres à l'éclairage ou au chauffage au moyen des huiles mi-

1110. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Zellner, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements aux machines à faire la glace.

1111. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Guéret frères (société), représentée par Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 44. — Appareil pour la saturation ou la gazéification de tous liquides.

1112. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Barthier, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau procédé de fixation des couleurs en photographie.

1113. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Broche, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouvelle méthode de stabilité dite l'auto-directe.

1114. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Schuppisser et Schnell, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Robinet à bière avec valve directe pendant le débit.

1115. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Hotchinson, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux poêles et

1116. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Leniz, représenté par Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Moyens propres à rendre les vases, cloisons ou bagues poreux solidaires des électrodes dans les piles secondaires ou accumu-

1117. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Maynard, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Nouveau système d'emmanchement de fûts supprimant l'amortissement de la percussion.

1118. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Brings et Schneider, représentés par Armengand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif d'armement automatique pour fusils à deux détenteurs, dont l'une sert pour la cartouche à se met au cran de sûreté lorsqu'on arme le fusil, tandis que l'autre détente sert à faire partir les cartouches à plomb dans l'ordre voulu.

1119. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Guérard, représenté par Armengand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de robinet à clef de

1120. Brevet de quinze ans, 21 février 1893; Haydon, représenté par Armengand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans le traitement des métaux ou autres matières.

1121. Brevet de quinze ans, 22 février 1893; Fournier, à Paris, avenue des

1122. Brevet de quinze ans, 22 février 1893; Nadler, à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 37. — Appareil à écoulement agissant automatiquement, grâce à un effet pneumatique, pour empêcher les trop-pleins des récipients.

1123. Brevet de quinze ans, 22 février 1893; Foulon, à Paris, rue d'Assas, n° 44. — Cornet acoustique nommé *odophone*.

1124. Brevet de quinze ans, 22 février 1893; Lamplough, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis.

— Dispositif pour maintenir les toiles placées sur chevalets dans toute position inclinaison convenable et pour supporter les baguettes de peinture.

228125. Brevet de quinze ans, 22 février 1893; *Färbefabrikken born. Friele and C^o* (société) représentée par Cassin, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 11.

— Procédé pour la préparation de matières colorantes tirant directement sur le coton.

228126. Brevet de quinze ans, 22 février 1893; Drouville, à Paris, rue des Vieux-Français, n° 43. — Carte contrôle illustrée à l'union.

228127. Brevet de quinze ans, 22 février 1893; Carlier, représenté par Delaunay, boulevard Richard-Lenoir, n° 96. — Machine à traverser métallique pour ferres.

228128. Brevet de quinze ans, 22 février 1893; compagnie française des gaz et des constructions mécaniques, représentée par Armengaud aîné, boulevard Poissonnière, n° 21. — Locomobile à gaz ou à pétrole avec charpente solide.

228129. Brevet de quinze ans, 22 février 1893; *Electrical Wonder Company* (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les appareils ou moyens pour montrer des muséum.

228130. Brevet de quinze ans, 22 février 1893; compagnie française des gaz et des constructions mécaniques, représentée par Armengaud aîné, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de distribution pour moteurs à gaz pétrole à quatre temps.

228131. Brevet de quinze ans, 22 février 1893; Chaigneau, représenté par Longay, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les établissements matériels des votes ferres.

228132. Brevet de quinze ans, 22 février 1893; Levinstein, représenté par à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements à la méthode et aux moyens pour la concentration de l'acide sulfurique et autres liquides.

228133. Brevet de quinze ans, 22 février 1893; Gardier, représenté par à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnement aux machines à écrire.

228134. Brevet de quinze ans, 22 février 1893; Garnier représenté par à Paris, rue Albony, n° 9 bis. — Nouveau procédé de traitement des phosphates et des crânes phosphatés.

228135. Brevet de quinze ans, 22 février 1893; Raglin, représenté par à Paris, boulevard Haussmann, n° 133. — Nouvelle disposition de ressort et de ressorts.

228136. Brevet de cinq ans, 22 février 1893; Wood, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux machines à coudre et à finir les cartouches.

228137. Brevet de quinze ans, 22 février 1893; Eifenkel, représenté par la Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Mécanisme moteur pour ciseaux de sûreté.

228138. Brevet de quinze ans, 22 février 1893; Schadt, représenté par la Matray frères, boulevard Henri IV, n° 31. — Boîte d'emballage pour bouillottes.

228139. Brevet de quinze ans, 22 février 1893; Riché et compagnie (société) représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine confetti.

228140. Brevet de quinze ans, 22 février 1893; Magnusson, représenté par à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de reliefs catalogues, registres, etc.

228141. Brevet de quinze ans, 22 février 1893; Wildt, à Paris, cité de la Chapelle, n° 8. — Nouveau procédé de décoration plastique colorée, applicable sur murs, fonds, meubles, étoffes en tous genres, ainsi que sur tout autre objet, en décoration plastique, système Wildt.

228142. Brevet de quinze ans, 22 février 1893; Jacotet, représenté par Aigaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de parafoudre canalisation électriques.

228143. Brevet de quinze ans, 22 février 1893; Outhmann, représenté par C.

1847. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Wright, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les récepteurs télégraphiques imprimants.

1848. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Millaud, rue Sénac, n° 50, à Marseille. — Lampe électrique.

1849. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Aubert frères (société), à Reims (Aisne). — Nouvel appareil de chauffage.

1850. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Bayle, rue de la Providence, n° 13, à Paris (Seine). — Perfectionnements aux régulateurs à arc voltaïque.

1851. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Gézard, rue Gambetta, n° 13, à Paris (Seine). — Système de destruction des micro-organismes par pression mécanique, appareil pouvant s'adapter à toute pompe, conduite ou distribution de liquide.

1852. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; de la Salle de Touchemau et de la Serrurier, à Angers. — Appareil appelé l'heure universelle instantanée, système.

1853. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Bouché-Roulier, quai Jeanne, n° 4, à Clignancourt. — Bouton à écrous indesserrables.

1854. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Michel, représenté par Naudard, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Plaques d'assemblage pour baraquets et constructions légères.

1855. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Baumgartel, représenté par Naudard, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Fermeture héliodre pour cuvettes de tubes à analyses.

1856. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Fleischer, représenté par Naudard, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Système de chauffage à la vapeur avec générateur chauffé par des hydrocarbures liquides ou gazeux.

1857. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Georges Bontin et compagnie, représentés par Naudard, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Système de bandage de pneumatique pour roues de vélocipède.

1858. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Richer, rue Sainte-Marguerite, n° 1, à Pantin (Seine). — Nouveau système de vélocipède.

1859. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Pope et Williams, représentés par Naudard, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Perfectionnements dans les méthodes pour séparer les déchets de coton et autres matières fibreuses et en extraire l'huile et la gomme.

1860. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; David, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Ceinture protectrice à air destinée à servir les bandages pneumatiques de toutes causes de détérioration.

1861. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Péri, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Composé liquide de bronze non oxydable.

1862. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Pêcheur, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de réglage applicable aux arcs en général.

1863. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Zimmermann, représenté par Bléau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau manchon à griffes mobiles formant assemblage entre le balai ou la brosse à nettoyage et le manche.

1864. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Vachette frères (société), représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Système de loqueteau à pêne à ressort, avec arrêt de sûreté.

1865. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Tissier, à Paris, rue Saint-Sabin, n° 56. — Nouvelle machine pour fabriquer les cigarettes.

1866. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Römhildt, représenté par la société des frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Pipette pour la décharge goutte à goutte de liquide de toute nature.

1867. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; société dite The Messin Nordensfeldt and Illumination Company Limited, représentée par Thériot, à Paris, boulevard du Commerce, n° 95. — Perfectionnements dans les lampes nautiques.

1868. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Bonicard, représenté par Armen-

gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Générateur réchauffant à vapeur inexplosible.

228166. Brevet de quinze ans, 23 février 1893; Stephanus, représenté par Aug. gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les lyres.

228167. Brevet de quinze ans, 23 février 1893; compagnie parisienne de colorants d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la production de coques des alcaloïdes nécessaires accompagnant la cocaïne.

228168. Brevet de quinze ans, 23 février 1893; Miller, représenté par Dela Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements dans les pièces constructives pour ganses, lacets, linéaires ou rubans.

228169. Brevet de quinze ans, 23 février 1893; Thomereau, représenté par Dela à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux crochets battre les habits.

228170. Brevet de quinze ans, 23 février 1893; Biron, représenté par Dela Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Nouveau procédé chimique de conservation des substances alimentaires.

228171. Brevet de quinze ans, 23 février 1893; Wells, représenté par Dela à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Appareil perfectionné pour la ration du gaz et de l'air.

228172. Brevet de quinze ans, 23 février 1893; Malo, représenté par Chap à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nécessaire de poche.

228173. Brevet de quinze ans, 23 février 1893; Robson, représenté par Chap à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les fume-cigares et articles analogues.

228174. Brevet (brevet anglais devant expirer le 26 octobre 1906) pris, le 23 février 1893, par Wiles, représenté par la société Louis Gidman, et compagnie, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les systèmes de mouvement ou engrainages différentiels pour vélocipèdes ou autres machines.

228175. Brevet de quinze ans, 23 février 1893; Poisson, à Pamiers. — Réaction.

228176. Brevet de quinze ans, 23 février 1893; Blanc, boulevard de la République, n° 33, à Marseille. — Buvard-classeur.

228177. Brevet de quinze ans, 23 février 1893; Hau, représenté par Lepinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66. — Procédé pour la construction de parois ou constructions semblables, en charpente en fer et béton pisé.

228178. Brevet de quinze ans, 23 février 1893; Million, rue de Sally, n° 10, à Lyon. — Pile électrique perfectionnée.

228179. Brevet de quinze ans, 23 février 1893; Seigle-Goujon et Gourd, représentés par Lepinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Appareils à sections multiples pour faciliter les réactions chimiques.

228180. Brevet de quinze ans, 24 février 1893; Balland, représenté par Lepinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Procédé de décoration des papiers par moyen de poudres tamisées.

228181. Brevet de quinze ans, 24 février 1893; Klaus, représenté par Lepinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Tricycle avec moteur à pétrole.

228182. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Fayolle, rue Duhamel, n° 10, à Lyon. — Procédé nouveau de bouchage des bouteilles contenant des vins moussoux ou toute autre boisson gazeuse.

228183. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Carrel et Rosset, représentés par Lepinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Application de couleurs multiples aux perles décorant les tulles ou tissus analogues.

228184. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Boyeux, représenté par Lepinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Dentelles brodées en toutes matières brochantes, tissus coton ou autres matières végétales, et mises à jour.

228185. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Barbier, représenté par Lepinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Régénération des chromates, chromates ou acides chromiques épuisés par leur emploi dans les piles ou dans les batteries.

220186. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Barbier, représenté par Lépinette Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Piles à sous-produits utilisables.
220187. Brevet de quinze ans, 24 février 1893; Lachau, à Paris, rue Véron, n° 26. — locomotion automotrice.
220188. Brevet de quinze ans, 24 février 1893; Piedfort, représenté par Mauvault, 14, rue Richelieu, n° 12. — Procédé et mécanisme permettant de réaliser la télégraphie multiple.
220189. Brevet de quinze ans, 24 février 1893; Andreoli, à Paris, avenue de Villiers n° 109. — Soudure pour bobines d'induction.
220190. Brevet de quinze ans, 24 février 1893; Brégier, représenté par Böttcher, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Moulin à vent à rotation horizontale.
220191. Brevet de quinze ans, 24 février 1893; Kotsauer, représenté par Böttcher, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Nouveau télégraphe.
220192. Brevet de quinze ans, 24 février 1893; Simpson, représenté par Stutz, à l'avenue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Moyens perfectionnés pour conserver nettement contre l'action atmosphérique des tableaux à l'huile, des aquarelles, des cartes, des photographies et imprimés.
220193. Brevet de quinze ans, 24 février 1893; Boudreaux, représenté par la société Ler et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouvelle construction de plaques d'accumulateurs.
220194. Brevet de quinze ans, 24 février 1893; Robiu, représenté par la société Ler et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Moteur à vapeur instantané applicable à la vélocipédie.
220195. Brevet de quinze ans, 25 février 1893; Bergmann, représenté par la société Ler et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé de récupération de la graisse contenue dans les déchets de cuir corroyé, avec obtention simultanée de déchets utilisables comme engrais.
220196. Brevet de quinze ans, 24 février 1893; Andrillon, représenté par Matray, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Compteur contrôleur pour vérifier la durée des lampes à incandescence.
220197. Brevet de quinze ans, 24 février 1893; Laucke et Huch, représentés par Lachau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil de malaxage de caoutchouc dans le vide et vidange par compression.
220198. Brevet de quinze ans, 24 février 1893; F. Saurer's Sohn (société), représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnement aux machines Heilmann.
220199. Brevet de quinze ans, 24 février 1893; Walters, représenté par la société Ler et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés à la fabrication et à la préparation des substances destinées à être employées dans les conditions que la colle, le mastic et le ciment.
220200. Brevet de quinze ans, 24 février 1893; Doriot, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'urinoir public à couloir.
220201. Brevet de quinze ans, 24 février 1893; Holgare, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils destinés à nettoyer la mouture des moulins à farine.
220202. Brevet de quinze ans, 24 février 1893; Jourdan, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de porte-vêtement.
220203. Brevet de quinze ans, 24 février 1893; Cier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de vases étanches destinés plus particulièrement à contenir la soude caustique.
220204. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1893; Tiphine, avenue Philippoteaux, à Paris. — Nouveau système de caisse démontable.
220205. Brevet de quinze ans, 25 février 1893; Lucas, représenté par Mosenthal, 14, rue de la Bruyère, n° 3 bis. — Tables lumineuses.
220206. Brevet de quinze ans, 25 février 1893; Marshall, représenté par Levesque, 14, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements aux douilles de cartouches.
220207. Brevet de quinze ans, 25 février 1893; von Damnitz, représenté par Danz, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Mors démontable.
220208. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Rolland, représenté par Danzar, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Manège planétaire.

228209. Brevet de quinze ans, 25 février 1893; Sennain, représenté par Armand gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Genre de fers à cheval à patins mobiles.
228210. Brevet de quinze ans, 25 février 1893; Pierrot, représenté par Chantel à Paris, rue Rambuteau, n° 24. — Chaudière-mout.
228211. Brevet de quinze ans, 25 février 1893; Jamet, à Paris, boulevard de Lenoir, n° 94. — Appareil de sécurité enregistreur et avertisseur pour signaux chemins de fer.
228212. Brevet de quinze ans, 25 février 1893; Nahnsen, représenté par Dier à Paris, rue de Provence, n° 62. — Procédé pour la désinfection et le travail des matières fécales, en vue de la préparation d'un engrais fécal de tourbe de haut pouvoir sans dégoût par suite de sa siccité et de son absence d'odeur.
228213. Brevet de quinze ans, 25 février 1893; de Winter, représenté par Montaut, à Paris, boulevard de Magenta, n° 81. — Jeu de famille l'Aérolithe.
228214. Brevet de quinze ans, 25 février 1893; Herrmann, représenté par Th à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de conservation de poissons vivants dans des récipients transportables ou fixes.
228215. Brevet de quinze ans, 25 février 1893; Lemaingue, représenté par rion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Presse s'adaptant à tous les
228216. Brevet de quinze ans, 25 février 1893; Collin, représenté par A Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Four à coke horizontal pour brûler des charbons pauvres en gaz et pour extraire, des charbons bitumineux, produits accessoires.
228217. Brevet de quinze ans, 25 février 1893; Leith, représenté par B Paris, rue Martel, n° 14. — Bouteille pour prévenir la falsification du contenu.
228218. Brevet de quinze ans, 25 février 1893; Manil, représenté par B à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Crémone à excentrique et tringles pendantes.
228219. Brevet de quinze ans, 25 février 1893; Rahe, représenté par M Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 51. — Appareil de formage de tonneaux.
228220. Brevet de quinze ans, 25 février 1893; Gebrüder Mée (société), représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Système de distribution de papes.
228221. Brevet de quinze ans, 25 février 1893; Varenne, représenté par P Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil à doser l'alcool dans les liqueurs et à analyser, par distillations perfectionnées, des mélanges de liquides.
228222. Brevet de quinze ans, 25 février 1893; Giesler, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Impression imitation sur tissus.
228223. Brevet de quinze ans, 25 février 1893; Hoock, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mode de jonction instantanée abat-jour par boutons-fermoirs.
228224. Brevet de quinze ans, 25 février 1893; Langen, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Construction perfectionnée chemins de fer aériens et de leurs véhicules.
228225. Brevet de quinze ans, 25 février 1893; Monazé, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de pied de réchaud pour s'adapter sur tous les appareils d'éclairage.
228226. Brevet de quinze ans, 25 février 1893; Rangabé, représenté par Armand gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil perfectionné donnant graphiquement le contrôle de la marche des trains.
228227. Brevet de quinze ans, 25 février 1893; Snaire, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de transmission d'images à grande distance, dit téléfaciographie.
228228. Brevet de quinze ans, 25 février 1893; société Maschinenfabrik Reut représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif transporter des wagons de chemins de fer.
228229. Brevet de quinze ans, 25 février 1893; Pautret, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil à béquilles destiné à tenir en équilibre les bicyclettes au repos ou en marche.

22320. Brevet de six ans, 27 février 1893; Havisloy, rue du Château, n° 94, à Antainchâteau. — Système permettant de transporter à volonté tout modèle de bicyclette à une action en tri-cycle à deux actions ou tétracycle à trois actions simultanées, par augmentation de mécanisme autre que les pédales nécessaires à chaque action.
22331. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Rodier, à Lapalisse (Allier). — Machine dite *Appareil croissant*, système Rodier.
22332. Brevet de quinze ans, 2 mars 1893; Seillan fils aîné, à Gaillan (Gironde). — Instrument nommé *charrue-double*, dite *Cabal*.
22333. Brevet de quinze ans, 2 mars 1893; Seillan fils aîné, à Gaillan (Gironde). — Trait mécanique à ressort.
22334. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Bouts, élisant domicile au siège social de la société électrique des Pyrénées, avenue de la Gare, à Pau. — Application de la pyro-cément moulé et comprimé en remplacement des métaux, du bois, produits céramiques, etc.
22335. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Lanot et Navarein, à Paris, place de la République, n° 14. — Système de bouchon à secret pour litres, bouteilles et flacons à spiritueux, liqueurs et tous liquides, etc.
22336. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Bauer, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 80. — Clou à pointes multiples servant à assembler sur les semelles des chaussons et à former ces dernières.
22337. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Wolff, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 301. — Nouveau système de treillis en fils de fer pour échafas de houblonniers.
22338. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Monier, élisant domicile chez le docteur Servier, à Paris, rue Servandoni, n° 17. — Appareil destiné à élever les eaux, dit *attelage atmosphérique*.
22339. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Chaignon, élisant domicile chez le docteur Dancie, rue Froment, n° 16, à Levallois-Perret (Seine). — Appareil destiné à éviter tout danger d'asphyxie.
22340. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Segal, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Nouveau plateau de recette à bascule sur pied.
22341. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Pröhl, représenté par la société nationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Procédé de réduction et de réglage de la pression dans les conduits d'eau.
22342. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Neumann, représenté par Watel, à Paris, rue Mazagran, n° 5. — Nouvelle bille de hillard en bois de cèdre du Liban.
22343. Brevet (brevet anglais devant expirer le 20 juin 1906) pris, le 27 février 1893, par Boyd, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence. — Perfectionnements dans les tubes de chaudières à vapeur, ainsi que dans les accessoires employés pour leur fixation.
22344. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Petermann, représenté par la société des machines à vapeur, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Table de nuit avec une table à l'usage de la tête.
22345. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Watzlawik, représenté par Armentrout, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé et machine pour la fabrication de cordons de crêpes multicolores pour la fabrication des tapis-chenilles.
22346. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Abell, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements à des appareils de pétrissage pour liqueurs saccharines et autres.
22347. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Choibert père et compagnie (société en commandite), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de conduite inoxydable pour les liquides et les acides.
22348. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Gravier, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Brosse-étui.
22349. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Tainturier, à Paris, rue d'Assas, n° 10. — Baromètre dit *baromètre différentiel*.
22350. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Pannetier, représenté par Thiriot, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de biberons.
22351. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Luther, représenté par Chassevent,

à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication de corps tabakiens avec ou sans fond au moyen de feuilles de placage.

228252. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Wickes, représenté par Chancel, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils mettant de déterminer la position des objets éloignés.

228253. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Folacci, représenté par Chancel, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de globe diffuseur pour électricité de tous genres.

228254. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Deshayes, représenté par Chancel, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à conduire guilles multiples ou à aiguille unique, principalement applicable aux travaux de passementerie.

228255. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Pamphilon, représenté par Chancel, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans les moulins à bois ou à mouline.

228256. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Cannehan, représenté par Chancel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Garde-navettes dans les métiers à tisser.

228257. Brevet de quinze ans, 27 février 1893; Hepburn, représenté par Chancel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les bougeoirs.

228258. Brevet de quinze ans, 2 mars 1893; Dégageux frères (société), à Troyes (Aube). — Perfectionnements aux métiers circulaires à platines verticales.

228259. Brevet de quinze ans, 2 mars 1893; Cassan et Dayet, rue des Capucins, n° 48, à Toulouse. — Scie alternative horizontale à chariot guideur et à chaîne scie indépendante.

228260. Brevet de quinze ans, 3 mars 1893; Guilhem, rue des Juifs, n° 10, à Toulouse. — Botteleuse à bras pour le bottelage des fourrages, foin et paille.

228261. Brevet de quinze ans, 3 mars 1893; Baculard, rue Falque, n° 37, à Marseille. — Mises volantes et découpeurs à savons.

228262. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Brandt, représenté par Chancel, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Machine pour découper et pour découper des pièces systématiques en métal pour la typographie et pour d'autres emplois.

228263. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Costa, à Paris, rue Lourmel. Appareil donnant à un homme la faculté de s'élever dans les airs et de s'y diriger à volonté (homme ailé).

228264. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Dadet, à Paris, rue Miro, n° 30. — Application de l'aluminium et de ses alliages à la fabrication des résistances de dérochage.

228265. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; De Long, représenté par la Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Boucles pour vêtements.

228266. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; De Long, représenté par la Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Boucles pour vêtements.

228267. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; De Long, représenté par la Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Boucles pour vêtements.

228268. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Wright, Mac Kerrow et Wright, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machine à parer et dresser les douves.

228269. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Lindahl, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Disposition de soupapes pour des moteurs à pétrole.

228270. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Grambow, représenté par De Long, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Nouveau procédé pour améliorer la qualité des plaques de blindage en acier.

228271. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Koiner, représenté par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Freins à action rapide.

228272. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Berg, représenté par Cassan, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Appareil appelé lactoscope et destiné à déterminer la richesse du lait en crème.

228273. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Bergnes, à Paris, rue du Faubourg

- Antoine, n° 209. — Pâte à l'usage du vernis pour tourneurs et vernisseurs sur les tours.
228274. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Graf, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de grille à eau, à tuyères avec réservoir d'eau spécial, applicable aux générateurs à vapeur, etc.
228275. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Van Oostrum, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les vêtements imperméables.
228276. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Bosch, représenté par la société Gais Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil pour faciliter la dentition chez les enfants.
228277. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Stopp, représenté par la société Gais Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Pot à vernis perfectionné pour contrôler la consommation et pour suspendre le pinceau librement sur le vernis.
228278. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Dunkerley et Davenport Kain, représentés par la société Maitray frères, à Paris, boulevard Henri VI, n° 31. — Machine pour peigner le poil des fourrures.
228279. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Nicolai, représenté par la société Maitray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé pour souder l'aluminium et d'autres métaux.
228280. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Latelles, représenté par la société Latet et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Appareil de gymnastique.
228281. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Butterfield, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à cylindres d'impression typographiques et lithographiques.
228282. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Desbrochers des Loges, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil d'enclenchement à grilles, de signaux et autres objets de la voie (chemins de fer).
228283. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; société pour l'industrie chimique à Paris, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Préparation de produits de condensation des éthers du para-amidophénol avec les oxyaldéhydes aromatiques.
228284. Brevet de quinze ans, 28 février 1893; Augot, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Appareil Brosseur nettoyeur pour le blé et autres grains et graines.
228285. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1893; Perge, représenté par Brocard, rue du Commerce, n° 34, à Lyon. — Nouveau système de goussets élastiques pour corsets.
228286. Brevet de quinze ans, 2 mars 1893; Leblanc, représenté par les sieurs Pinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66 à Lyon. — Gant à agrafe barrette et à vis.
228287. Brevet de quinze ans, 2 mars 1893; Bolard et compagnie (société) représentés par Freyrier-Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau procédé d'impression, par trempage, des tapis de tous genres.
228288. Brevet de quinze ans, 3 mars 1893; Allouard, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouveau système de biberon.
228289. Brevet de quinze ans, 3 mars 1893; Oppermann, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Procédé de purification de l'eau de consommation.
228290. Brevet de quinze ans, 3 mars 1893; Weidemann, représenté par Freyrier-Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau procédé pour fabriquer des ornements en bois de fil.
228291. Brevet de quinze ans, 4 mars 1893; Jourdan, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouveau système de rabot à outils multiples et à profil variable pour marbres, pierres, granits, etc.
228292. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Bourgeois, à Chagey (Haute-Saône). — Nouvelle boîte de sonnerie électrique.
228293. Brevet de quinze ans, 4 mars 1893; Brice aîné, à Albert (Somme). — Chaussure capitonnée et piquée dite *hygiénique*, système pouvant s'appliquer à toutes les chaussures.
228294. Brevet de quinze ans, 4 mars 1893; Azéma, rue Manigne, n° 20, à Li-

moges. — Appareil destiné à permettre d'opérer, sans arrêt, l'échange des dépêches postales entre un bureau ambulant (wagon-poste) en marche et une station fixe convenue.

228295. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1893; Von Forstev, représenté par Sautou, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Fabrication de projectiles en aluminium et alliages d'aluminium.

228296. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1893; Hanel, représenté par Naudin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé et dispositif pour le serrage des boutons.

228297. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1893; Kieffert, représenté par Othon Ponté, à Paris, rue Paradis, n° 21 bis. — Nouvelle composition de ciment hydrofuge, dite Ponté.

228298. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1893; Kieffert, représenté par Othon Ponté, à Paris, rue Paradis, n° 21 bis. — Nouvelle composition d'enduit hydrofuge, dite Ponté.

228300. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1893; société générale d'applications d'exploitations dynamiques et électriques (Georges Antoine Tabourin et compagnie), à Paris, rue Vaneau, n° 13. — Nouveau moteur dit *moteur thermique à gaz*, à combustion interne sous pression.

228300. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1893; Kalle et compagnie (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé d'indigo sur la fibre.

228301. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1893; Defer, à Paris, rue Vilin, n° 1. — Système de monocle à réflexion et transformation.

228302. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1893; Stamm, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau procédé pour couler le gypse ou pour cuire le plâtre.

228303. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1893; Lorber et Mervic, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Attelage à articulation rigide avec vis centrale pour les tuyaux de chauffage, à la vapeur, des wagons de mines de fer.

228304. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1893; L. Rochet et compagnie (société), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Bandage pneumatique à jante extensible pour vélocipèdes et autres véhicules.

228305. Brevet de quinze ans, 18 février 1893; Zambelli et compagnie (société), représentée par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Pulvérisateur destiné à la désinfection des habitations.

228306. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1893; Parsons, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnement apporté aux chambres noires et aux plaques pour appareils photographiques.

228307. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1893; Doig, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnement apporté aux machines à clouer les boîtes.

228308. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1893; Ledoux, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnement apporté aux appareils d'évaporation ou aux dispositifs servant à évaporer ou à sécher les liquides pour prévenir l'entraînement et la perte des particules liquides entraînés par la vapeur.

228309. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1893; Guichard, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnement apporté dans la fabrication par emboutissage, des gretots, sonnettes, boutons de vêtements et autres articles analogues.

228310. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1893; Brunet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux fondes horizontaux.

228311. Brevet de quinze ans, 2^{er} mars 1893; Dagrémont-Samard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Tube graisseur de machines, destiné au graissage mobile des organes de petites machines.

228312. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1893; Statham, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. —

- nt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les bandages arçues de vélocipèdes et autres véhicules.
228313. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1893; Labbé, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de ceinture extensible.
228314. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1893; Dymcoff, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Nouveau système de bateau dit *bateau blindé*.
228315. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1893; Lake, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements relatifs à la fabrication de plaques de blindage et à d'autres opérations analogues.
228316. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1893; Stevens, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les passe-lacets.
228317. Brevet de quinze ans, 1^{er} mars 1893; Worms, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Secrétaire-lit.
228318. Brevet de quinze ans, 4 mars 1893; Leluc, à Grigneville (Loiret). — Appareil pour extraire de l'eau d'un puits.
228319. Brevet de quinze ans, 4 mars 1893; Spindler, à Auxelles-Haut (Territoire de Belfort). — Fabrication de porte-mousquetons à ressort hélicoïdal.
228320. Brevet de quinze ans, 4 mars 1893; Bonnal, rue de Brézets, n° 10, à Reaux. — Nouvelle boîte à décollage sans saillie à l'intérieur après l'ouverture.
228321. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Tribes, rue Raymond-Marc, n° 5, à Paris. — Procédé de bouchage des bouteilles pour qu'une fois vidées, elles ne puissent être remplies.
228322. Brevet de quinze ans, 2 mars 1893; Thomson-Houston International Electric Company (société), à Paris, rue du Louvre, n° 7. — Perfectionnement dans la construction des induits des machines dynamos électriques et moteurs.
228323. Brevet de quinze ans, 2 mars 1893; Dautel et Boutin, à Paris, rue du Presbytère, n° 9. — Application du celluloid comme lettres, attributs, écussons, enseignes, figures, etc.
228324. Brevet de quinze ans, 2 mars 1893; Desrues, à Paris, rue du Faubourg-Martin, n° 48. — Procédé de teinture.
228325. Brevet de quinze ans, 2 mars 1893; Ronvaux, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Système automatique applicable à toute espèce de véhicule roulant.
228326. Brevet de quinze ans, 2 mars 1893; David, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Genre de tubes mixtes pour la construction des vélocipèdes et des machines en général.
228327. Brevet de quinze ans, 2 mars 1893; O'Clarck, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Genre de surfaces de chauffe planes circulaires.
228328. Brevet de quinze ans, 2 mars 1893; Rolland, représenté par la société Matras, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Pile électrique aérogène.
228329. Brevet de quinze ans, 2 mars 1893; Chameroz, à Paris, rue d'Allemagne, n° 104. — Système de burette permettant le graissage de toutes les pièces mécaniques en général.
228330. Brevet de quinze ans, 2 mars 1893; Essig, représenté par Faugé, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 5. — Machine à graver.
228331. Brevet de quinze ans, 2 mars 1893; Bedford, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements à la génération du gaz avec la vapeur, etc., et aux appareils employés.
228332. Brevet de quinze ans, 2 mars 1893; Bettingen (M^{re}), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Buste-forme divisé pour couturières mécaniques.
228333. Brevet de quinze ans, 2 mars 1893; Hansen et Gramp, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Métronome perfectionné.
228334. Brevet de quinze ans, 2 mars 1893; Alexandre, représenté par Geod, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Carnet-trousse dit *le Parisien*.
228335. Brevet de quinze ans, 2 mars 1893; King, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les batteries secondaires.
228336. Brevet de quinze ans, 2 mars 1893; King et Clark, représenté par Thirion,

à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les batteries condensaires.

228337. Brevet de quinze ans, 2 mars 1893; Galli, représenté par Chasson, Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareils de chauffage à distance perpostés.

228338. Brevet (brevet anglais devant expirer le 23 mars 1906) pris, le 25 juin 1893, par Chetwynd (D^{lle}), représentée par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 10. — Appareil destiné à faciliter la montée et la descente des personnes dans les constructions telles qu'édifices ou navires, et spécialement applicable, en cas d'incendie, comme appareil de sauvetage.

228339. Brevet (brevet anglais devant expirer le 18 août 1906) pris, le 28 juin 1893, par Frosell, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Échafauds ou plates-formes de travail mobiles.

228340. Brevet de quinze ans, 6 février 1893; Faure, à Voiron (Isère). — Emploi de l'aluminium appliqué à la fabrication des organes principaux de transmission du mouvement du couteau coupe-poils pour le tissage des étoffes à poils, peluches, velours, etc.

228341. Brevet de quinze ans, 10 février 1893; Carl Zeiss (société), représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Triple lentille pour objectifs photographiques.

228342. Brevet de quinze ans, 20 février 1893; Landerer, représenté par Deleury, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Procédé de fabrication de tablettes empêchant les boissons de s'évaporer.

228343. Brevet de quinze ans, 23 février 1893; société dite *Willcox et Gibbs*, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à rogner la dentelle.

228344. Brevet de quinze ans, 2 mars 1893; Dautel et Boutin, à Paris, rue du Pressoir, n° 9. — Système mécanique de fermeture à arrêt incrochetable à l'usage applicable à toute grandeur de châssis.

228345. Brevet de quinze ans, 2 mars 1893; Bail, représenté par Chasson, Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de voiture fermée à deux roues, à attelage à pompe, dite *la Parisienne*.

228346. Brevet de quinze ans, 3 mars 1893; d'Arsonval, à Paris, avenue de la République, n° 28. — Alternateur thérapeutique à haute fréquence.

228347. Brevet de quinze ans, 3 mars 1893; Arnould (M^{lle}), à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 3. — Thermofiltre ventilateur.

228348. Brevet de quinze ans, 3 mars 1893; Taussig, représenté par Bléry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour purifier les métaux fondus et obtenir des pièces de fonte serrée et sans soufflures.

228349. Brevet de quinze ans, 3 mars 1893; Chave, à Paris, rue Jacquemart, n° 10. — Bicyclette à ressorts suspendus.

228350. Brevet (brevet anglais devant expirer le 10 mai 1906) pris, le 3 mars 1893, par Knox et Stewart, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 89. — Perfectionnements dans les machines pantographiques à tracer ou à graver.

228351. Brevet de quinze ans, 3 mars 1893; Mac Farlane et Edgar, représentés par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les douilles de montage des lampes électriques à incandescence.

228352. Brevet de quinze ans, 3 mars 1893; Beylard, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné de muselière.

228353. Brevet de quinze ans, 3 mars 1893; Blum, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les fourneaux pour la fabrication de gaz de chauffe (gaz à production de chaleur).

228354. Brevet de quinze ans, 3 mars 1893; Ricchieri, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouvelle machine pour exécuter mécaniquement la composition typographique.

228355. Brevet de quinze ans, 3 mars 1893; Gervais, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Jeu de cartes pour aveugles.

228356. Brevet de quinze ans, 3 mars 1893; Alexandre, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Capsule pour la production de la lumière artificielle employée en photographie.

228367. Brevet de quinze ans, 3 mars 1893; Alary-Ruelle, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau procédé d'impression sur *alunoid*, bois, voire, ébonite et autres matières.
228368. Brevet de quinze ans, 3 mars 1893; Coulmeau, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de clef forée.
228369. Brevet de quinze ans, 3 mars 1893; Donisthorpe et Burnows, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les *sauteurs-écluseurs* pour le lin, le chanvre, le jute et autres matières filamenteuses.
228370. Brevet de quinze ans, 3 mars 1893; Roux, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de globe à projections pour *l'éclairage classique*.
228371. Brevet de quinze ans, 3 mars 1893; Toft, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil servant à arrêter les *chevrons* emportés.
228372. Brevet de quinze ans, 3 mars 1893; Chaigneau, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Mode d'utilisation des réactions produites par les *halles* ou par les liquides dans leur mouvement.
228373. Brevet de quinze ans, 3 mars 1893; Maguin, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements apportés aux *couteaux* de diffusion à leurs porte-couteaux.
228374. Brevet de quinze ans, 3 mars 1893; Douste, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Étui métallique perfectionné pour *l'échange* des numéros d'actions et d'obligations.
228375. Brevet de quinze ans, 3 mars 1893; Lamplugh, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Griffe de *fixage* de selle de *montée* sur son support.
228376. Brevet de quinze ans, 3 mars 1893; Schneider, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé d'extraction de l'étain à *l'aiguire* de fer-blanc.
228377. Brevet de quinze ans, 3 mars 1893; Brousse, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Nouveau système d'enveloppe des cahiers de *papier* à cigarettes à effeuillage automatique.
228378. Brevet de quinze ans, 3 mars 1893; Boyer, représenté par Biraud, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 4. — Nouveau système de boutonnières et boutons pour *chaussures*, etc.
228379. Brevet de quinze ans, 23 février 1893; Guérin, à Chomérac (Ardèche). — Nouveau système de *carcagrole*.
228370. Brevet de dix ans, 4 mars 1893; Dubeurdieu, à Sault-de-Navailles (Basses-Pyrénées). — Semoir pour toutes graines.
228371. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Travers fils aîné, boulevard de La Tour-d'Auvergne, n° 37, à Rennes. — Tachymètre.
228372. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Bertille, à Lézignan (Aude). — *Mesure* d'un demi-hectolitre en cuivre (système Franc) avec tube transversable modifié.
228373. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Bonnet, élisant domicile chez le sieur *de la*, place d'Armes, à Belfort. — Procédé de préparation des fibres végétales en *fil* au manganèse, soit à l'état brut, en *mèches*, en *filés*, en *tissus* ou autres *filés*.
228374. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Gal, boulevard Bail, n° 47, à Marseille. — Appareil destiné à la *meunerie* dit *laveur épieur automatique*.
228375. Brevet de dix ans, 4 mars 1893; Maréchal, rue Notre-Dame-des-Anges, 10, à Tourcoing (Nord). — Constateur automatique dit *la Cible*.
228376. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Sée, représenté par Brunswick, rue *de la*, n° 15, à Lille. — *Sheds* incombustibles.
228377. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Coppieters, représenté par Duchateau, rue Jean-Bart, n° 16, à Lille. — Billard vertical.
228378. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Réal, à Solesmes (Nord). — Système *pour* éliminer les microbes, bacilles, bactéries, cryptogames et autres, non seulement dans les eaux destinées à être potables, mais également dans les boissons fermentées et eaux d'usines quelconques, avant, pendant ou après leur emploi, eaux et boissons sujettes à une fermentation nuisible à différents points de vue.

228379. Brevet de quinze ans, 8 mars 1893; Gobert, élément chimiste chez la sœur Poëter, à Valenciennes. — Injecteur de liquide pour tube congélateur.
228380. Brevet de quinze ans, 4 mars 1893; Mille, à Paris, rue du Roi-de-Sicile, n° 58. — Nouveau système de râpe à sucre dit *rappe-sucres de table*.
228381. Brevet de quinze ans, 4 mars 1893; Mohs, représenté par la société Sauter et de Mestral, à Paris, rue Baillet, n° 11. — Perfectionnements dans les procédés de fabrication des boîtes angulaires, particulièrement applicables aussi à la fabrication de boîtes rondes, soucoupes, assiettes, etc., et dans les machines employées à ces fins.
228382. Brevet de quinze ans, 4 mars 1893; Génard, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements aux appareils à teindre les laines de laine peignée ou autres matières semblables.
228383. Brevet de quinze ans, 4 mars 1893; Bère, à Paris, rue de la Nèva, n° 1. — Procédé de fabrication des tubes à cloison.
228384. Brevet de quinze ans, 4 mars 1893; Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 1. — Dynamomètre hydrostatique.
228385. Brevet de quinze ans, 4 mars 1893; Geneste, Henschel et compagnie (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 42. — Système d'essieu suspendu mobile pour le transport, par roulement, des brancards pour blessés.
228386. Brevet de quinze ans, 4 mars 1893; Lucas et compagnie (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouveau système d'attache des bandages pneumatiques pour roues des vélocipèdes ou autres véhicules.
228387. Brevet de quinze ans, 4 mars 1893; Kohnemann et Winter, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 93. — Machine à monder les grains de blé (riz, orge, froment et autres), les pois, etc.
228388. Brevet de quinze ans, 4 mars 1893; Lederer, représenté par la société Rillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements à la fabrication industrielle des alcalis caustiques et de leurs carbonates tirés des sulfates et de leurs chlorides ou de sels de dépôts et de résidus contenant ces sels et ces chlorides, soit seuls, soit mélangés, avec régénération simultanée, au moyen de carbonate de soude ou d'ammonium, du sulfate de strontium ainsi obtenu.
228389. Brevet (brevet anglais expiré le 5 août 1906) pris, le 4 mars 1893, par Holt, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements apportés aux bandages pneumatiques.
228390. Brevet de quinze ans, 4 mars 1893; Desrousseaux, représenté par Paillet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau procédé de fabrication des pelles ou outils à manche droit ou courbe.
228391. Brevet de quinze ans, 4 mars 1893; Soussial, représenté par Delmas, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 58 bis. — Gant de nutation.
228392. Brevet de quinze ans, 4 mars 1893; Perreau et Laborde, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à dégommer les plantes textiles et principalement la ramie.
228393. Brevet de quinze ans, 4 mars 1893; de Certeau, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Ornement métallique pour l'entretien complète ou partielle de raisses, tôtes ou récipients métalliques étanches.
228394. Brevet de quinze ans, 4 mars 1893; Sainte-Marie Dupré fils, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux capsules à bande ajourée ou affaiblie permettant l'arrachage de la tige ménageant le corps.
228395. Brevet de quinze ans, 4 mars 1893; manufacture lyonnaise de matières colorantes (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la production, sur la fibre, de couleurs solides à la lumière et au lavage, à l'aide de la P amidodiphénylamine.
228396. Brevet de quinze ans, 4 mars 1893; Jourdan, représenté par Chausson, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de bouton se fixant instantanément, sans outil ni couture, aux vêtements, gants, chaussures, etc.
228397. Brevet de quinze ans, 4 mars 1893; société dite *Actien-Gesellschaft für Anilin-Fabrikation*, représentée par Chausson, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de production d'un nouveau acide amidodiphénylsulfonique.
228398. Brevet de quinze ans, 9 mars 1893; Cavignac, rue Marcoussin, n° 17 à Bordeaux. — Nouveau système de morsellère.

228400. Brevet de quinze ans, 9 mars 1893; Lamotte, représenté par la société *Immist*, à Mézières. — Piod de berceau fixe et à ressorts.
228401. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Abdank, Abakanowicz, quai du Parc, n° 88, à Saint-Maur (Seine). — Nouvelle méthode de compensation des effets d'hystérésis dans les appareils électriques.
228401. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Cailliet père et fils (société), à Paris, rue Saint-Merr, n° 12. — Nouveau genre de boîtes.
228402. Brevet de quinze ans, 11 février 1893; Chauliac (M^{me}), représentées par *Pauliac*, boulevard de Caudéran, n° 163, à Caudéran (Gironde). — Appareil destiné à guérir la fraude des liquides.
228403. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Michel, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système de suture au moyen d'un agrafage mécanique pour plaies et opérations chirurgicales.
228404. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Burtis, représenté par Wattier, à Paris, rue Mazagran, n° 5. — Perfectionnements dans les appareils de sauvetage en cas d'incendie.
228405. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Chaligné, représenté par Serre-Montet, à Paris, boulevard de Magenta, n° 81. — Système de pince à relever les étoffes spécialement le bas des pantalons des vélocipédistes, les robes, etc.
228406. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Amico et Marshall, représentés par *Amico*, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Boutons estampés en ivoire végétal et destinés pour leur fabrication.
228407. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Büsch et Sendiner, représentés par *Beuvevent*, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Régulateur centrifuge à liquide.
228408. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Sénéchal, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bicyclette à vitesse multipliée transmissible.
228409. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Hébert, à Paris, passage de l'Élysée-Beaux-Arts, n° 21. — Publicité des pronostics du temps, des parties partielles et des nouvelles atmosphériques d'une même journée d'après un pronostic établi.
228410. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Boway, représenté par la société *Henry frères*, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Serre-papiers perfectionné.
228411. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Forest, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bi-capote, système Marchin.
228412. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Berthel, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Robinet de niveau d'eau de sûreté se fermant automatiquement lors de la rupture du tube en verre.
228413. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Angèle, représenté par Braudon et *Angèle*, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé permettant de produire, sur une pelle industrielle, l'amidon soluble (amyloïde).
228414. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; de Beaumont, représenté par Brando et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Pistolet à répétition.
228415. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Belpu, à Paris, rue Saint-Georges, n° 10. — Nouveau moyen d'arrêter les chevaux emportés.
228416. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Black, représenté par la société *Assi*, à Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Moule perfectionné pour cylindres fermés.
228417. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Raetz, représenté par la société *Assi*, à Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux machines à planter et à semer.
228418. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Arnaud-Sonnain, représenté par *Sonnain*, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Crinoir à effet d'eau avec toile de protection.
228419. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Maillard et Bardon, représentés par *Delom*, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin n° 58 bis. — Nouveau système de roulement sur billes sans glissement.
228420. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Baum, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à enfiler les aiguilles des machines à broder.
228421. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Blot, à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 48. — Nouveau bandage pneumatique imperforable pour vélocipèdes et autres véhicules.

228422. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; manufacture lyonnaise de matières colorantes (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la production de nouvelles matières colorantes diazoïques de l'acide α^1 , α^4 , monoalkyl amidonaphtol β^2 , β^3 , disulfonique.

228423. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Euillière, quai Perrache, n° 5, à Lyon. — Quadrature appliqué au pesage automatique et à la mesure du temps.

228424. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Mazière, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Perfectionnement au chauffage des chaudières, calorifères, etc.

228425. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Vassel, représenté par les sieurs Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Application du mandrin à galets au sertissage des brides de tuyaux.

228426. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Gérard, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Perfectionnement aux métiers à tulle uni et nouveautés, circulaires ou leawers.

228427. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Brizard, représenté par Laglace, rue Omer-Louis, n° 15, à Lyon. — Robinet de fondre à cadenas et à arrêt.

228428. Brevet de quinze ans, 8 mars 1893; Gousset, représenté par les sieurs Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouvelles caisses à arbustes, locomobile et démontable.

228429. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Balland, représenté par les sieurs Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouveau procédé de fabrication des fleurs artificielles et articles de fantaisie pour modes.

228430. Brevet de quinze ans, 9 mars 1893; Durif, représenté par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Étienne. — Système de canne-fusil à fonctionnement dissimulé.

228431. Brevet de quinze ans, 9 mars 1893; Valiech, rue Tourneselle (impasse Souignac), à Toulouse. — Système particulier de vis taraudées dans une plaque de fer appliquée au composteur dit *l'insaisable universel*.

228432. Brevet de dix ans, 10 mars 1893; Bastat, à Chaligny-Milon (Cher). — Pièce de battisse appelée contre-batteur, employée dans une machine à battre les grains.

228433. Brevet de quinze ans, 9 mars 1893; Gauthier, faisant domicile chez le sieur Pennequin, place de Sébastopol, n° 19, à Lille. — Machine de mise au point.

228434. Brevet de quinze ans, 9 mars 1893; Verlinde, boulevard Papin, n° 4, à Lille. — Nouveau plan équilibré à deux vitesses, à plateau fûté creux en spirale donnant le mouvement de deux pignons droits tangents au fût.

228435. Brevet de quinze ans, 9 mars 1893; Meyer et Boquillon (société), rue de Sébastopol, n° 26, à Lille. — Machine à teindre les tissus au large avec extenseurs commandés et réversibles.

228436. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; Copin, place Saint-Sépulchre, n° 14, à Cambrai. — Nouvel assemblage des bois destinés à l'industrie.

228437. Brevet de quinze ans, 15 mars 1893; Cambon, à Sumène (Gard). — Nouveau système d'appareil destiné à prévenir, éviter ou atténuer tout au moins les accidents dans les usines à force motrice dit *arrêt protecteur ou appareils de sauvegarde ouvrière*.

228438. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; Gebhardt, à Hénin-Liétard (Pas-de-Calais). — Machine frigorifique.

228439. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; Fonbeney, à Gouze (Dordogne). — Chariot-maneuvrier du capitaine Fonbeney ou appareil de secours pour les trains déraillés et les manœuvres des gares.

228440. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; Fonbeney, à Couze (Dordogne). — Rail unicirculaire du capitaine Fonbeney.

228441. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Gallois et Marehé (société) et Margonay (le sieur), à Paris, rue de Graves, n° 5 (entrepôt d'Ivry). — Nouveau flotteur avertisseur universel pour prévenir le remplissage des foudres, cuves, bassins, citernes, réservoirs, etc.

228442. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Achard et Grealier, à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 16. — Baudage pneumatique pour vélocipèdes dit *pneumatique Achard*.

228443. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Raffin, à Paris, rue Mont-Louis, n° 7. — Support de canne à pêche.
228444. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Barber, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans les mandrins de tours.
228445. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Forbes, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Transmetteurs électriques-téléphoniques.
228446. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Scoit, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Machine à écharner.
228447. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Wickel, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans les couvre-chefs ou coiffures.
228448. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Lees, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Forme perfectionnée ou appareil pour le séchage des chaussures mouillées.
228449. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Hunter, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Boîtes et méthode d'emballage des denrées comestibles.
228450. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Beckmann, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux appareils à moissonner le coton.
228451. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Bloch (les sieurs), représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 22. — Système d'attaches de poignées pour projectiles et autres usages.
228452. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Sandmann, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Nouveau système de fermeture ou bouchage combiné pour bouteilles.
228453. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Brosius, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 7. — Perfectionnements aux moteurs à cylindre tournant.
228454. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Dowson, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux fours, chambres de chauffage ou foyers chauffés au gaz.
228455. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Von Brenner, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Coupe-œufs.
228456. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Bonger, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les ancres de navires.
228457. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Giles, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif perfectionné applicable aux crochets des traits d'attelage.
228458. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Stever, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de joint pour rails de chemins de fer.
228459. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Palmer, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau tissu caoutchouté.
228460. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Gibbs et Franchot, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Amélioration dans les procédés pour obtenir les chlorates dans les alcalis ou des métaux terreux alcalins par électrolyse.
228461. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Zender, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Banc pour les pédales de pianos.
228462. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Fauber, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les axes à manivelles et les coussinets pour vélocipèdes.
228463. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Uhlmann, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé d'amélioration

ration de la bière au moyen d'un extrait de malt riche en malto-dextrine ou isomaltose.

228464. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Seger, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV. — Disposition de cantreage pour des axes à rotation rapide.

228465. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Langdon, représenté par Mennessier, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Dispositif destiné à prévenir l'assaiement des abailles.

228466. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Chassereaux, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil de projection pour annonces-réclames dit *multiplificateur angulaire*.

228467. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Dennis, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les condensateurs.

228468. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Jones, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bobineur perfectionné.

228469. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; van Erven Dorons, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle méthode pour rendre imaltérable l'argenterie des glaces.

228470. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Dorzé, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Vase de sûreté destiné à éviter les pertes de jus et de sirops occasionnés par les appareils à évaporer et à cuire, dans les sucreries et les raffineries.

228471. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Tracy (M^{re}), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à coudre perfectionnée.

228472. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Goutreau, représenté par Casalouga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouvelle glacière domestique à garde-manger réfrigérant.

228473. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Fairholme, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Frein automatisé à frottement.

228474. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Lane, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements apportés aux pendules et horloges.

228475. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Société des fabriques de produits chimiques de Thann et de Mulhouse, représentée par Armengaud jeune, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Traitement épuratoire des huiles, graisses, cires et autres matières analogues.

228476. Brevet de quinze ans, 6 mars 1893; Fontaine, à Milly (Oise). — Nouvelle machine à force centrifuge destinée à élever l'eau et à devenir une force motrice.

228477. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; S. Walker et compagnie (société) et Vanpeteghem (le sieur), représentés par Brunswick, rue d'Amiens, n° 15; à Lille. — Armure pour tissage.

228478. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; Vienne, représenté par Brunswick, rue d'Amiens, n° 15; à Lille. — Perfectionnements aux mécanismes d'armes.

228479. Brevet de quinze ans, 8 mars 1893; Michon et Richardière, représentés par Dumas, à Paris, avenue Victoria, n° 16. — Nouveau jouet dit *l'arlequin*.

228480. Brevet de quinze ans, 8 mars 1893; Meyer, représenté par le sieur de Mosenhthal, à Paris, rue de la Bruyère, n° 3 bis. — Perfectionnements dans les machines à faire ou rouler les cigares.

228481. Brevet de quinze ans, 8 mars 1893; Katzy et Gitkes, représentés par Wattier, à Paris, rue Mazagan, n° 5. — Contrôleur électrique pour véhicules de toute nature.

228482. Brevet de quinze ans, 8 mars 1893; Hawkhurst, représenté par Lévassier, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Composition d'une substance propre à l'éclairage.

228483. Brevet de quinze ans, 8 mars 1893; Giesendorf, représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionnements aux garnitures de sièges et tentures d'ameublement.

228484. Brevet de quinze ans, 8 mars 1893; Berthuch, représenté par Boettcher, à Paris, rue du faubourg Montmartre, n° 15. — Système de rinceurs déplaçables.

228485. Brevet de quinze ans, 8 mars 1893; Rousseau, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Machine à cycle de vapeur généro-rotatif.

228486. Brevet de quinze ans, 8 mars 1893; Ringelberger, représenté par Armet-

gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Bandage pneumatique pour roues de véhicules.

228487. Brevet de quinze ans, 8 mars 1893; Fossey, représenté par Arthengaude aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de fixation des champignons ou tambours à l'intérieur des cartons.

228488. Brevet de quinze ans, 8 mars 1893; Gussow, représenté par la société Matray frère, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau procédé pour la préparation des couleurs mates ou brillantes pour la peinture, la décoration et le vernissage.

228489. Brevet de quinze ans, 8 mars 1893; Kitchegoyen, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine à apprêter les gros cuirs pour chaussures et autres destinations.

228490. Brevet de quinze ans, 8 mars 1893; Gauss, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouvelle composition métallique pour râcles cylindriques.

228491. Brevet de quinze ans, 8 mars 1893; Duacasa, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les appareils à humecter les pierres employées dans l'imprimerie.

228492. Brevet de quinze ans, 8 mars 1893; Garnier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de cémentation des pièces d'acier et particulièrement des plaques de blindage par application de l'électricité et de la chaleur.

228493. Brevet de quinze ans, 8 mars 1893; Defontaine, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Chaudière à magasin pour chauffages à basse pression.

228494. Brevet de quinze ans, 8 mars 1893; Lemaire, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de ligature de muselets ou réseaux des bouteilles de vin mousseux, avec clé indépendante servant au défilage.

228495. Brevet de quinze ans, 8 mars 1893; Nikel, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Récipient pour encre de Chine dit *nickel*, utilisable aussi pour l'encre, les couleurs liquides et autres matières.

228496. Brevet de quinze ans, 8 mars 1893; Tiersot, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Tour à onduler.

228497. Brevet (brevet anglais devant expirer le 21 janvier 1907) pris, le 8 mars 1893; par Holt, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de palans différentiels.

228498. Brevet de quinze ans, 8 mars 1893; Hazen, représenté par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans les machines à écrire.

228499. Brevet de quinze ans, 8 mars 1893; Reibs, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouvel élément vaporisateur.

228500. Brevet de quinze ans, 8 mars 1893; Durio, fils de Giuseppe, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé de tannage rapide.

228501. Brevet de quinze ans, 8 mars 1893; Plantrou jeune, représenté par Armengaud jeune, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de destruction instantanée, par l'électricité, des corpuscules d'origine végétale mêlés aux matières brutes textiles, tissées ou non tissées, laine, coton, soie, chanvre, etc.

228502. Brevet de quinze ans, 8 mars 1893; Ad. Beridot et fils (société), à Voiron. — Perfectionnements aux métiers mécaniques à tisser les velours et peluches.

228503. Brevet de quinze ans, 8 mars 1893, Saltzkornet et Nicolai, représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Machine servant à fixer des bordures métalliques au carton, au bois, au cuir et à d'autres matières semblables.

228504. Brevet de quinze ans, 9 mars 1893; de Sparre, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau système de roue élastique composée de deux jantes concentriques pour vélocipèdes, bicyclettes, voitures ou autres véhicules.

228505. Brevet de cinq ans, 11 mars 1893; Montagne, à Chaurouse (Aube). — Outil d'horlogerie à détamponner les cylindres.

228506. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; Lepoutre-Pollet, représenté par Dubreuil, boulevard de Paris, n° 16, à Roubaix. — Broche adhésive applicable à l'industrie textile et aux métiers à tisser.

228507. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Wavrin, faubourg du Pissot, n° 96, à Chauny (Aisne). — Pompe système A. Wavrin, à l'usage des épuisements tels que fosses d'aisances, mélasse, goudron, etc., en général de toutes les matières visqueuses.

228508. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; Lake, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements apportés aux marteaux pneumatiques.

228509. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; Stolz, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 52. — Fermeture pour essieux.

228510. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; *Farbenfabriken vorm. Fried. Bayer and Company* (société), représentée par Dobler, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 81. — Procédé pour la préparation de nouveaux dérivés de la naphthaline et de matières colorantes azoïques qui en dérivent.

228511. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; Stent, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 6. — Perfectionnements apportés et relatifs aux portes pour cours d'eau, biefs d'écluse et autres cours d'eau semblables.

228512. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; Strassburger, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Bride annulaire élastique pour faire servir les cuirs emboutis ou les bourrages dans les boîtes à bourrage.

228513. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; Cahen, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Outil pour enlever la peau des bêtes de boucherie.

228514. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; Boulard, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Four à grès cérame, à feu intermittent et continu, à flamme renversée.

228515. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; Tussaud, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements aux machines ou appareils pour monter des poils, du duvet, des plumes, de la soie, du coton, du mohair, de la laine ou autre genre de fibres ou de fils sur des articles tissés ou tricotés, sur de la peau ou sur toutes autres matières.

228516. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; de Geyter, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système de ventilation forcée dans les tourailles et étuves à dessécher les grains, maïs, etc., par aspiration supérieure sans emploi d'organes mécaniques.

228517. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; Moulin, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système de fermeture de sûreté pour portes.

228518. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; Singh, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Baratte à beurre perfectionnée.

228519. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; Renault (dame) et Mathieu, à Paris, rue des Écoles, n° 3. — Nouveau système de publicité sur tapis de jeux, menus, porte-menus, soucoupes.

228520. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; Anthon et Söhne (société), représentée par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil distributeur et déplaceur pour tamis-cylindre (cylindre à bluter).

228521. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; Beurrier, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de roue concentrique élastique.

228522. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; Trépeau, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif de frein pour vélocipèdes.

228523. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; Gelinck (les sieurs), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau procédé et appareil appropriés pour la fabrication d'objets plastiques de tous genres en pâtes de papier.

228524. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; Carelles et Bidal, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Obturateur chronophotographique dit *le Vaucanson*.

228525. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; Herz, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fermeture pour bouteilles.

228526. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; Bauré, représenté par Chassevent, à

Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de commande pour roues de vélocipèdes.

228527. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; Thieme, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Jeteur de boules pour jeux de quilles.

228528. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; Crockfore et Smith, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les générateurs de vapeur.

228529. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; Atwater et Mackie (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les réverbérateurs de chaleur.

228530. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; Ruault et Radiguet, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Cautère électrique dit *serre-nœud* ou *anse*.

228531. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; Baudet, sergent au 40^e régiment de ligne, à Privas. — Appareil destiné à faciliter l'instruction du tir dans l'armée.

228532. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; Nuguet et Bernardot (société), à Mâcon. — Graisseur en bronze, système Nuguet.

228533. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; Le Boucher des Parcs, Nègre et compagnie (société), rue Chauvain, n° 6, à Nice. — Jeu d'adresse dit *jeu du concours hippique*.

228534. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; Gauthier, représenté par les sieurs Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Machine à dérompre les tissus en étoffes ou rubans.

228535. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Joubert et Chanel (société), représentée par Laglace, rue Omar-Louis, n° 15. — Nouveau métier mécanique pour le tissage des rubans et galons.

228536. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; société dite *the two Reel Lockstitch Sewing Machine Company Limited*, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements dans les machines à percer.

228537. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; Peterschmitt et Riffly, représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Nouveau système de cheminée.

228538. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; Poncin, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Système de réglage de la contre-lame des porte-couteaux de coupe-racines pour sucreries.

228539. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; Kolbe, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Procédé pour la préparation de gaiacol pur.

228540. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; Frémont, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés dans les procédés de soudage à chaud des métaux.

228541. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; Sappey, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Accumulateur électrique industriel.

228542. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; Wevely, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Nouveau porte-montre.

228543. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; Bolot, à Paris, rue de Vaugirard, n° 75. — Torpille à gouvernement automatique.

228544. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; Pfeiffer, à Paris, rue de l'Ancienne-Comédie, n° 17. — Parapluie se transformant en pied photographique.

228545. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; maison Bréguet et le sieur Jacomy (société), à Paris, rue Didot, n° 19. — Perfectionnements dans les réflecteurs.

228546. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; Oury, élisant domicile chez le sieur Morin, à Paris, rue de Saussure, n° 6. — Pince-éponge pour nettoyer les fenêtrures, les glaces, les boiseries, etc.

228547. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; Oury, élisant domicile chez le sieur Morin, à Paris, rue de Saussure, n° 6. — Bilboquet-bonbonnière.

228548. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; Damoiseau, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Nouvel appareil photographique donnant des vues panoramiques.

228549. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; *Electric Phœbus* (société), représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau moteur domestique.

228550. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; Terp, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements à la fabrication des meules d'émeri et autres outils servant à affûter, etc.

228551. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; Franke, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Robinet.

228552. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; Denayrouze, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Lampe à hydrocarbure brûlant avec incandescence.

228553. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; Radovanovic, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Commande de distribution à parallélogramme de suspension.

228554. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; Wehmer, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication artificielle de l'acide citrique.

228555. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; Reis, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Système de générateur à vaporisation fixe.

228556. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; Passburg, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Appareil évaporatoire avec caisses à surface d'écoulement et compensateurs.

228557. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; Delthil, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 1. — Système d'appareil dit *inhalo-saturateur*, destiné au traitement des maladies des voies respiratoires.

228558. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; L. Vallée et Schultz (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau procédé et appareils pour le moulage des têtes de poupées d'une seule pièce.

228559. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; société d'exploitation des brevets Loomis, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés dans le procédé de fabrication du gaz.

228560. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; société anonyme des anciens établissements Caill et Lucianie, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Fusil Caill-Lucianie.

228561. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; société anonyme des anciens établissements Caill et Lucianie et Renard (les sieurs), représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Cartouche-balle.

228562. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; Lartigue (M^{lle}), à Paris, rue des Dames, n° 58. — Ceinture Seamless.

228563. Brevet de quinze ans, 11 mars 1893; Lartigue (M^{lle}), à Paris, rue des Dames, n° 58. — Cuirasse américaine.

228564. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Lepaon, représenté par Fortin, rue du Pré, n° 24, à Rouen. — Nettoyeur de volant de carde à laine dit *nettoyeur Édouard Lepaon*.

228565. Brevet de quinze ans, 17 mars 1893; de Lambilly, rue Sully, n° 6, à Nantes. — Nouveau procédé de captation de l'azote atmosphérique par la production du bicarbonate et du formiate d'ammonium au moyen de leurs éléments gazeux.

228566. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; Schneider, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Paniers de voyage se transformant en fauteuils de plage.

228567. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; Müller, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé pour la reproduction de reliefs, ouvrages de stuc, cartonnages, papeteries et échantillons plastiques du même genre, en fibre non travaillée, végétale, animale ou minérale.

228568. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; Schneider, représenté par Bert, à Paris, rue Saint-Denis, n° 7. — Serrure de sûreté.

228569. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; Mallet, élisant domicile chez le sieur Broux, à Paris, boulevard des Batignolles, n° 48. — Nouvelle méthode de saponification complète des corps gras.

228570. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; Martin, Grande-Rue, n° 26, à Asnières (Seine). — Perfectionnements dans la production industrielle de l'hydrate de baryte et de l'alumine.

228571. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; Wendling (M^{me}), à Paris, rue Cambon, n° 5. — Entraîneur parisien.

228572. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; Fourreau, rue Carnot, n° 1, à Levallois-Perret (Seine). — Palettes à cirage.

228573. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; Desclaux frères (société), représentée par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Perfectionnement apporté à la brosse à virole à peindre.

228574. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; A. Renaud et compagnie (société), représentée par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 6. — Application du celluloïd à la fabrication des boutons.

228575. Brevet (brevet anglais devant expirer le 4 mars 1907) pris, le 13 mars 1893, par le sieur Bibby, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements à la fabrication des tourteaux de graines de lin et autres tourteaux comprimés employés à la nourriture du bétail.

228576. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; Robinson, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Vêtements de dessous contre le rhumatisme.

228577. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; Vogt, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Serrure de sûreté pour wagons de marchandises.

228578. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; Schnabel, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nécessaire en forme de boîte avec fermoir, destiné aux objets servant à astiquer.

228579. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; Fiechter, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système d'appareils à nettoyer les sacs.

228580. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; Dery et Blathy, représentés par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements apportés aux moteurs à courants alternatifs.

228581. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; d'Espujols, à Paris, rue de Trévise, n° 24. — Perfectionnements apportés aux bandages pneumatiques des roues de vélocipèdes et autres véhicules légers.

228582. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; Lucas, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Commutateur automatique pour transformateur de courants électriques alternatifs.

228583. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; Krauschitz, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine frigorifique à produire le vide.

228584. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; Périé aîné, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements à la confection et aux moyens d'attache des chasubles et manipules.

228585. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; Braddock, représenté par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans les régulateurs à gaz de station.

228586. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; Chameroy, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de grille à barreaux oscillants.

228587. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; Priestley (les sieurs), représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de tissage des tissus à poils doubles, avec un dessin façonné ou coloré.

228588. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893, A. Debors et A. Deslandres (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système d'appareil photographique à main dit *défective-Henry*.

228589. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; Davison et Jobeling, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les foyers de générateurs à vapeur.

228590. Brevet de quinze ans, 18 mars 1893; Pouteaux, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau dispositif de pile constante pouvant fonctionner sans manipulation ni recharges.

228591. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; Brings et Schneider, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Arrêt de sûreté automatique qui, appliqué aux fusils de chasse de tous modèles se chargeant par la culasse, se met en position lorsqu'on ouvre la culasse et se dégage par la pression du doigt qui repose sur la détente.

228592. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; Gombeau, représenté par Armengaud

jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Pince à plier les crampons des dents artificielles.

228593. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; L. Durand, Huguenin et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Production de matières colorantes polyazoïques dérivées du dioxydiphénylméthane et des produits de condensation de l'aldéhyde formique avec la benzidine, la tolidine ou la dianisidine.

228594. Brevet de quinze ans, 3 mars 1893; Bonneville, au Lieu-Dieu, par Nuits-Saint-Georges (Côte-d'Or). — Procédé ayant pour but d'empêcher la combustibilité de la cellulose dans tous les états qu'elle comporte.

228595. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; Lavrut, à Dijon. — Rasoir de sûreté.

228596. Brevet de quinze ans, 17 mars 1893; Vergé, rue du Beffroi, n° 5, à Narbonne. — Rabot-greffe.

228597. Brevet de quinze ans, 18 mars 1893; Deleterm, à Casseneuil (Lot-et-Garonne). — Machine à greffer la vigne.

228598. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Rousseau, élisant domicile chez le sieur Brait de la Mathe, à Paris, rue Joubert, n° 28. — Protecteur métallique flexible pour garnitures pneumatiques de roues de vélocipèdes et autres véhicules.

228599. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Tondeur, rue des Ruelles, n° 14, au Grand-Montrouge (Seine). — Produits chimiques dérivés galliques dits *pyramidol* et *benzopyramidol*.

228600. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; société dite *Cosmic Alloy and Metal Depositing Company*, représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans la déposition galvanique des métaux.

228601. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Frère et Hovine, représentés par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Foyer pouvant s'alimenter aux combustibles pulvérulents purs ou mélangés avec d'autres combustibles.

228602. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; Paris et Singre, à Paris, boulevard Barbès, n° 47. — Transmission de mouvement par serrage élastique des poulies en contact, système Singre et Paris.

228603. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Seguinard, villa Montmory, n° 7, à Vincennes (Seine). — Compteur dit *compteur infraudable à gaz*.

228604. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; E. et Ph. Bouhey fils (société), à Paris, avenue Daumesnil, n° 43. — Appareil destiné au taraudage des trous borgnes applicable aux machines à percer et à tarauder.

228605. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Popp, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Carde avec machine à broyer le crêpe de laine, dès qu'il est ôté par le peigne, en des bandes égales.

228606. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Rosenzweig, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Procédé de fabrication de pattes sans plis aux bottines à boutons pour hommes et dames.

228607. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Perrin, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Application de l'air humide au dé-moulage du sucre raffiné sous formes de tablettes ou autrement.

228608. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Philipps, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Réservoir perfectionné à sommet carré.

228609. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Fogg, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Compresseur d'air.

228610. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Fourrey, représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Nouveau système de bretelles supprimant les boutons dit *indispensable*.

228611. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Werner, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux montures de parapluies, parasols, etc.

228612. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Hall (dame), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Mécanisme s'adaptant aux machines à coudre pour faire des ourlets à jour ou des points à jour.

228613. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Nixon, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux cannes-pliants.

228614. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Stirling, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Machine à cintrer les tubes en métal.

228615. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Lévy, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de montures pour jumelles et longues-vues.

228616. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Vater, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Barreau de grille mobiles pour grilles horizontales et inclinées.

228617. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Brennaud (les sieurs), représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil pour tracer les courbes.

228618. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Kœniges, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les machines employées pour recouvrir de feutre les marteaux de piano.

228619. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Lehnert, représenté par Armengaud jenne, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour produire des revêtements galvaniques sur l'aluminium.

228620. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; société *Photo-litho transfer Company*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les moyens de produire des dessins transférables et vitrifiables pour l'ornementation.

228621. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; société *Photo-litho transfer Company*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la méthode de produire des dessins à transférer pour l'ornementation.

228622. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; F. Gazaix et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de siège à double mouvement vertical et horizontal pour rameurs.

228623. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Fracque et Jouan, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de gravure sur verre, glace, porcelaine et tous métaux.

228624. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Folacci, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de brancard flexible incassable.

228625. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Bazin, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour durcir l'aluminium et produire l'aluminium chromé.

228626. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Dunbar, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à fabriquer les cibles en composition.

228627. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Jabœuf, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil élévateur de liquides à fonctionnement continu et régulier formant jet d'eau, pompe, lampe, etc.

228628. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Steiger, représentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Machine à calculer.

228629. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Broome, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les machines à peindre ou à émailler des tuiles ou carreaux servant à décorer les parquets, les plafonds ou les murs.

228630. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Barron (demoiselle), représentée par le sieur Boulon, à Paris, rue Lagrange, n° 5. — Combinaison d'un mannequin et d'un appareil de sauvetage en cas d'incendie.

228631. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; Padernoux, à Bagnols-sur-Cèze (Gard). — Mécanisme applicable à tous les genres de serrures pour les rendre incombustibles.

228632. Brevet de quinze ans, 15 mars 1893; Klein, représenté par Surry-Montaut, à Paris, boulevard de Magenta, n° 81. — Perfectionnements aux chaudières de bateaux à retour de flamme.

228633. Brevet de quinze ans, 15 mars 1893; Gottlieb, à Paris, rue Vivienne, n° 18. — Nouveau système élastique applicable aux jantes de vélocipèdes et autres véhicules.

228634. Brevet de quinze ans, 15 mars 1893; Lee, représenté par Casalonga, à Paris,

rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans la fabrication des blocs ou briquettes de combustible.

228635. Brevet de quinze ans, 15 mars 1893; Denier, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Joutet dit *plongeur à parachute*.

228636. Brevet de quinze ans, 15 mars 1893; Schneider et compagnie (société), représentée par Brehon, à Paris, rue de Provence, n° 56. — Système nouveau de trempe à l'eau des plaques de blindage en acier.

228637. Brevet de quinze ans, 15 mars 1893; Schneider et compagnie (société), représentée par Brehon, à Paris, rue de Provence, n° 56. — Procédé de cimentation des plaques de blindage par les gaz hydrocarbonés avec ou sans addition de gaz ammoniac.

228638. Brevet de quinze ans, 15 mars 1893; Buéhet, à Paris, rue de Jouy, n° 7. — Cacheteur pharmaceutique appelé *Cacheteur P. C. D. F. simple*.

228639. Brevet de quinze ans, 15 mars 1893; société anonyme pour la transmission de la force par l'électricité, représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système de servo-moteur électrique, *système Gilos*.

228640. Brevet de quinze ans, 15 mars 1893; Bournhonnet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pneumatique pour roues de vélocipèdes.

228641. Brevet de quinze ans, 15 mars 1893; Hass, représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Procédé et appareil perfectionnés pour reproduire en fac-similé des sculptures sur bois et autres matières.

228642. Brevet de quinze ans, 15 mars 1893; Hayward, King et Loveland, représentés par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Procédé et appareil perfectionnés pour appliquer sur du papier ou d'autres matières des couches de couleur, de gomme, d'huile, de vernis, etc.

228643. Brevet de quinze ans, 15 mars 1893; Lawson, représenté par la société Asai et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux pédales de vélocipèdes.

228644. Brevet de quinze ans, 15 mars 1893; Lindemann, représenté par la société Asai et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux vélocipèdes.

228645. Brevet de quinze ans, 15 mars 1893; Bogle, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les bâtis ou dispositifs pour transporter des charges sur le dos des animaux.

228646. Brevet (brevet anglais devant expirer le 12 décembre 1906) pris, le 15 mars 1893, par Joynson, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la fabrication des gants.

228647. Brevet de quinze ans, 15 mars 1893; Terp, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les couronnes de forage à émeri.

228648. Brevet de quinze ans, 15 mars 1893; Winkler, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau filtre double à eau.

228649. Brevet de quinze ans, 15 mars 1893; Zoltan et Basch, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle serrure pour fourgons de chemins de fer.

228650. Brevet de quinze ans, 15 mars 1893; Jost, à Paris, rue Oberkampf, n° 120. — Manège de vélocipèdes à piste verticale sans fin, dit *cycle-piste*.

228651. Brevet de quinze ans, 17 mars 1893; Roybon, à Grenoble. — Appareil dit *la marquante* servant à marquer aux jeux de cartes.

228652. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Praxel père, rue de l'Alsace, n° 59, à Roubaix. — Machine à teindre en écheveaux la soie, la laine, le coton, le lin, le chanvre, etc., en reproduisant mécaniquement les mêmes opérations que celles employées pour la teinture à la main.

228653. Brevet de quinze ans, 17 mars 1893; Scribe, rue du Lombard, n° 3, à Lille. — Perfectionnements apportés aux machines à bouter les garnitures de cardes en revers plongeant avec bourrelet sous le croc pour tambours, peigneurs, travailleurs et nettoyeurs.

228654. Brevet de quinze ans, 18 mars 1893; Jacquart, représenté par Boivin, rue Nationale, n° 284, à Lille. — Casso-fils à rotation pouvant s'adapter, sans changement aucun, à tous métiers à doubler, bobiner ou retordre de n'importe quel système et indépendamment de ces métiers.

228655. Brevet de quinze ans, 18 mars 1893; Jacquart, représenté par Boivin, rue Nationale, n° 284, à Lille. — Essorage en turbines de toutes matières textiles brutes, préparées ou filées.

228656. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; Vullien, à Mercury-Gémilly (Sa-voie). — Charrue à versoir mobile et articulé.

228657. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; Pécalvel et Viala, avenue de Lau-trec, n° 22, à Castres. — Filtre destiné au filtrage des vins ou alcools.

228658. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; Veyret, à Morteau (Doubs). — Per-fectionnements des montres à clé par le déclenchage d'une bride tenant la clef de la montre au pendant de la boîte, et par le remplacement total ou partiel des chapeaux placés sur le mouvement par des tubes emboutis à la cuvette.

228659. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Mathewson, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements aux serre-navettes et aux boîtes de métiers à tisser.

228660. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Christiansen, représenté par Dieu-side, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Étau à vis avec crampons démontables pour fers à cheval.

228661. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Schaefer, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé d'obtention d'épreuves appli-cables notamment à la production de planches propres à l'impression photographique, lithographique et typographique.

228662. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Herburger, représenté par Chenault, à Paris, rue de Rambuteau, n° 24. — Perfectionnements dans les étouffoirs de piano.

228663. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Engeli, représenté par la société in-ternationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil à couper les fils dans les machines à broder.

228664. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Gebruder Klinge (société), repré-sentée par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Composition pour imprégner les courroies.

228665. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Pierpoint, représenté par Armengaud aîné à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux chau-dières tubulaires.

228666. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Ziegler, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de fabrication de matières colorantes par l'action de composés diazoïques sur les hydrozones de l'éther oxalylo-acétique.

228667. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Opry, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Signal d'alarme pour véhicules de toute espèce.

228668. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Vasesco, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Nouveau système de roue suspendue.

228669. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Seyboth, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Récipients, vases, cruches, assiettes, etc., revêtus d'une couche métallique.

228670. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Diez, représenté par la société Ma-tray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux taille-crayons.

228671. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Pannetier, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle garniture dite *l'inusable hygiénique* pour bandages.

228672. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Serra et Ferreira d'Aranjo, à Paris, rue Montchanin, n° 15. — Tonneau à moteur hydraulique, système Serra.

228673. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Bell, Scott, Fox et Richardson, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfection-nements dans la fabrication des colles adhésives employées à l'affichage, au tapissage des murs et autres travaux analogues.

228674. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Dickel, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Innovation apportée aux conduites de tuyaux pour lieux d'aisances, facilitant leur démontage et leur réappareillage.

228675. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Guinard, représenté par Blétry aîné,

à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Mécanisme de changement de vitesse applicable aux tricycles, bicycles, bicyclettes de tous systèmes.

228676. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Mallet, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil à photographier automatiquement.

228677. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Martin, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Contrôleur automatique de consommation d'un courant électrique.

228678. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Vanmaelder, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau système de port du mousqueton de cavalerie.

228679. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Somet, représenté par Chevillard, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Véloce-pède à propulsion antérieure multipliée, dit *le micron*.

228680. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Waite, représenté par Chevillard, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Diaphragme perfectionné pour vases électrolytiques.

228681. Brevet de quinze ans, 13 mars 1893; Duvivier, représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Nouvelle cravache incassable recouverte remplaçant la baleine.

228682. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Roussel, à Paris, boulevard Montparnasse, n° 130. — Diable réversible, système Roussel.

228683. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Gordier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de récupérateur applicable à tous appareils d'éclairage.

228684. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Laus, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bicyclette à vitesse variable.

228685. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Campion et Delacre, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil photographique à main dit *extra-rapide*.

228686. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Boyle, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils perfectionnés pour le traitement de la ramie et autres matières filamenteuses.

228687. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Bowley, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les tubes métalliques flexibles.

228688. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Martin, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication, par laminage, des tubes sans soudure en cuivre rouge et ses alliages, laiton, bronze et autres.

228689. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; compagnie parisienne de couleurs d'alumine, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la production de matières colorantes acides, les acides sulfoniques des alkyl-dérivés du diamido-dybényl-méta-tolyl-carbinol.

228690. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Patel, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système perfectionné de pipe de poche.

228691. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Coulon, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système perfectionné d'appareil de chasse et ses applications industrielles.

228692. Brevet de dix ans, 17 mars 1893; Arroult, place du Marché au blé, à Loches (Indre-et-Loire). — Système de bandages pneumatiques et protecteurs pour roues de vélocipèdes et autres.

228693. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; Loubens, avenue du Lycée, n° 16, à Belfort. — Lampe électrique.

228694. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Laffitte, rue l'Étendrière, à Angers. — Système d'agrafe rivée pour cols des corps de troupe, pantalons ou autres vêtements.

228695. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Huyn, rue Saint-Laurent, n° 3, à Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle). — Système de lamelles plates s'adaptant à toutes nasses à poissons, rats, souris et autres animaux.

228696. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Alphonse Croze-Magnan et compa-

gnie (société), représentée par Delpey, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Caoutchouc pneumatique démontable pour vélocipèdes, dit *le magnus*.

228697. Brevet de quinze ans, 17 mars 1893; Robinson, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Appareil pour dessiccation de thé, de sucre et d'autres matières granuleuses.

228698. Brevet de quinze ans, 17 mars 1893; Wittmer, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements aux moules pour presses à briques et autres.

228699. Brevet de quinze ans, 17 mars 1893; Rheinhold, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau procédé de fabriquer les tablettes à écrire remplaçant les ardoises.

228700. Brevet de quinze ans, 17 mars 1893; Contal, rue la Fontaine, n° 112, à Paris-Auteuil. — Système de fermeture de porte.

228701. Brevet de quinze ans, 17 mars 1893; Meyer, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de transmetteur téléphonique.

228702. Brevet de quinze ans, 17 mars 1893; Mayer, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 5. — Perfectionnements aux transmetteurs téléphoniques.

228703. Brevet de quinze ans, 17 mars 1893; société *Chemische Technische und Hygienische Institut* (docteur Popp et docteur Becker), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé et appareil pour le dégraisage continu des peaux, cuirs, autres produits de tanneries, matières textiles et autres articles analogues.

228704. Brevet de quinze ans, 17 mars 1893; Najeau, élisant domicile chez le sieur Testevuide, à Paris, rue Jouffroy, n° 12. — Application, au point de vue du traitement médical, d'éléments d'électricité soit en courants continus, soit en courants d'induction, aux coiffures de toute nature des deux sexes.

228705. Brevet de quinze ans, 17 mars 1893; Planté, rue Porcard, n° 27, à Levallois-Perret (Seine). — Antiphlogine Planté.

228706. Brevet de quinze ans, 17 mars 1893; Biltwiller, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Aérostat dirigeable.

228707. Brevet de quinze ans, 17 mars 1893; Meyer et Biengraber (société), représentée par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvelle disposition appliquée aux cafetières, théières et autres articles de même nature pour empêcher le couvercle de retomber lorsqu'on les incline.

228708. Brevet de quinze ans, 17 mars 1893; Eichhorn, représenté par la société Matray frères, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans des toiles sans fin de machines à papier.

228709. Brevet de quinze ans, 17 mars 1893; Heydecke et société Selwig et Lange, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Méthode d'extraction rapide et complète du sucre de la masse d'empli, dans les fabriques de sucre et raffineries, dénommée *cristallisation mousseuse*.

228710. Brevet de quinze ans, 17 mars 1893; Ramolfo, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fauteuil-lit.

228711. Brevet de quinze ans, 17 mars 1893; Scharf, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau système d'éclairage par lampes à incandescence.

228712. Brevet de quinze ans, 17 mars 1893; Scharf, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour établir une liaison étanche entre des fils conducteurs électriques en métal non précieux et le globe en verre des lampes électriques à incandescence.

228713. Brevet de quinze ans, 17 mars 1893; Temperley, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Chariot roulant à poulie pour élever, descendre et transporter des charges.

228714. Brevet de quinze ans, 17 mars 1893; Compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la production de matières colorantes à la thionine tirant sur mordants.

228715. Brevet de quinze ans, 17 mars 1893; Motté, Bossut fils et Mengers

(société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Tondeuse produisant des dessins sur velours.

228716. Brevet de quinze ans, 17 mars 1893; société dite *The Revolving advertiser Company Limited*, représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les appareils destinés à étaler successivement des tablettes pour annonces et pour d'autres usages.

228717. Brevet de quinze ans, 17 mars 1893; Higgins et Jenkins, représentés par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés dans les machines à écrire.

228718. Brevet de quinze ans, 17 mars 1893; Dubedout, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil à remplir, tasser et cacher les cachets médicamenteux, dit *tasseur-cacheteur*.

228719. Brevet de quinze ans, 17 mars 1893; Cowet, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Douille d'arrêt à régulateur pour robinets.

228720. Brevet de quinze ans, 22 mars 1893; Belot, à Saint-Pierre (île d'Oleron) (Charente-Inférieure). — Propulseur Belot.

228721. Brevet de quinze ans, 22 mars 1893; Driholle-Lacaze, à Sauve (Gard). — Appareil à faire les ligatures, sur table, des greffes de sarments.

228722. Brevet de quinze ans, 23 mars 1893; Thonin, à Moncoutant (Deux-Sèvres). — Nouveau vélo-cyclo.

228723. Brevet de quinze ans, 18 mars 1893; Massiani, à Paris, rue Guersant, n° 38. — Support de bicyclette.

228724. Brevet de quinze ans, 18 mars 1893; Grawitz, rue Gambetta, n° 62, à Nogent-sur-Marne (Seine). — Perfectionnements dans la teinture et l'impression avec les alcaloïdes.

228725. Brevet de quinze ans, 18 mars 1893; Monard, à Paris, rue de Lyon, n° 88. — Conducteur automatique à révolution complète pour verrous et serrures de sûreté à pompe ou autre, appelé *l'autofiac*.

228726. Brevet de quinze ans, 18 mars 1893; Monard, à Paris, rue de Lyon, n° 88. — Appareil de sûreté à combinaisons de compteurs invisibles, dit *le sphinx*.

228727. Brevet de quinze ans, 18 mars 1893; Faquin et Houssard, à Paris, rue Oberkampf, n° 46. — Pédale et mouvement automatique en fer dite *la rapide*, pour ouverture de porte de four pour boulangers et pâtisseries.

228728. Brevet de quinze ans, 18 mars 1893; Mimard, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Canne-fusil à épée.

228729. Brevet de quinze ans, 18 mars 1893; Hoffmann (M^{re} veuve), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Armatures de corsets et de vêtements en fibres.

228730. Brevet de quinze ans, 18 mars 1893; Doublet, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de purification des huiles végétales.

228731. Brevet de quinze ans, 18 mars 1893; Gandillon, représenté par Parmenier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Perfectionnement apporté aux biblorhaptés.

228732. Brevet de quinze ans, 18 mars 1893; Hele-Shaw, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système d'encrier.

228733. Brevet de quinze ans, 18 mars 1893; Worthington, représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines à vapeur à détente multiple.

228734. Brevet de quinze ans, 18 mars 1893; Archambault, à Paris, boulevard du Temple. — Nouveau tube dit *tube-spirale flexible*.

228735. Brevet de quinze ans, 18 mars 1893; Canoville, à Paris, rue de Duras, n° 8. — Application des tubes en métal pour la construction d'abris et hangars démontables et la disposition de ces tubes.

228736. Brevet de quinze ans, 18 mars 1893; Black, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil de ventilation pour wagons de chemins de fer.

228737. Brevet de quinze ans, 18 mars 1893; Raby, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouvelle bicyclette.

228738. Brevet de quinze ans, 18 mars 1893; Jacober, représenté par la société

Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux lanternes marines.

228739. Brevet de quinze ans, 18 mars 1893; Dufour, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé assurant la conservation et le débit, à l'état parfaitement clair, des bières du Nord, pendant les grandes chaleurs.

228740. Brevet de quinze ans, 18 mars 1893; Fouché, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Distillateur d'eau de mer à multiple effet, à ruissellement et à réchauffement méthodique.

228741. Brevet de quinze ans, 18 mars 1893; société dite *Carollo Fratelli*, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Projecteur réflecteur de lumière à anneaux paraboliques.

228742. Brevet de quinze ans, 18 mars 1893; Faës, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Chaussures en peau en laine imperméables.

228743. Brevet de quinze ans, 18 mars 1893; Giese et Bach, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif produisant l'extinction automatique des bougies.

228744. Brevet de quinze ans, 18 mars 1893; Mardet, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif pour faire avancer les matières sur les tamis horizontaux ou plateaux collecteurs des appareils tamisiers.

228745. Brevet de quinze ans, 18 mars 1893; Delafollie, Bastide, Castoul aîné et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif de bec-veilleuse applicable aux brûleurs à gaz à mèche incandescente.

228746. Brevet de quinze ans, 18 mars 1893; Labrosse et Zandt, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de compteur kilométrique pour roues de véhicules en général et particulièrement celles des vélocipèdes.

228747. Brevet de quinze ans, 22 mars 1893; Boné, à Meilhan (Lot-et-Garonne). — Nouvelle ferrure des animaux domestiques.

228748. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; de Dion, représenté par Hauvel, à Paris, boulevard Pereire, n° 129. — Train moteur pour véhicules automobiles.

228749. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; Goldenberg et Rosenblith, représentés par Barbe, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 126. — Hôpital-ambulance mobile.

228750. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; Jelinek, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Accouplement pour tubes flexibles.

228751. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; Mackenzie, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau jeu de patience ou de combinaison.

228752. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; Zavadi, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Appareil pour maintenir ouverts des cahiers de musique et des livres.

228753. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; Miskovsky, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Appareil à bêcher et à sarcler pour travaux d'horticulture, d'agriculture et forestiers.

228754. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; Lundell et Johnson, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les moteurs électriques à courants alternatifs.

228755. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; Wiese, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de conservation d'animaux dans leurs formes et teintes naturelles.

228756. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; Bonneure, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Clé française à cliquet de retenue dite *la rapide*.

228757. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; Piehl, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Billard à table partiellement horizontale et partiellement inclinée.

228758. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; Gauss et Elsassor, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Éteignoir de lampe.

228759. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; Chardm, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Souricière dite *le De Profundis*.
228760. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; Ternström, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Douilles métalliques perfectionnées pour munitions de guerre et autres.
228761. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; Bischoff, représenté par Payollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Machine à nettoyer les rails des tramways.
228762. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; Maris, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de préparation, par digestion artificielle, de tous genres d'aliments pour la nourriture de l'homme et des animaux.
228763. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; Orts et Mignot, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Chambre à air increvable s'adaptant à tout bandage pneumatique de roues de vélocipèdes ou d'autres véhicules.
228764. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; Babes (les sieurs), représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé et appareil pour la stérilisation de l'eau.
228765. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; Kobler-Stauder, représenté par Lockert, à Paris, rue de Lourmel, n° 19. — Serre-étouffe automatique.
228766. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; Turney, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé perfectionné pour purifier les huiles de dégras (sod oils) et autres, et appareil pour réaliser ce procédé.
228767. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; A. Boas, Rodrigues et compagnie (société), représentée par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnement aux lanternes.
228768. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; A. Boas, Rodrigues et compagnie (société), représentée par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Bouchon à vis pour fermeture de bidon à pétrole.
228769. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; Pocheron-Charollois, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Nouveau système de réchaud à gaz d'essence minérale.
228770. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Bonnet-Bobillon, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouveau système d'agrafage pour fixer le faux-col à la chemise.
228771. Brevet de quinze ans, 14 mars 1893; Kreidler, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Robines à fil pour machine à guiper et à lacets.
228772. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; Charrondière, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Machine à greffer.
228773. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; Policard, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Nouveau produit et disposition pour le filtrage des liquides.
228774. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Chambon fils, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Machine à fabriquer la frange.
228775. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Lapeyre, représenté par Buffaud et Taviani, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 27, à Lyon. — Chariot à aiguilles mobiles supprimant complètement l'emploi de la fourche dans l'étendage des vivres.
228776. Brevet de quinze ans, 22 mars 1893; Campmas, représenté par Laglace, rue Omer-Louis, n° 13, à Lyon. — Vis de lit à écrou à clavette.
228777. Brevet de quinze ans, 22 mars 1893; société F. Balas et L. Couffinhal, représentée par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Dynamo (type E) perfectionnée.
228778. Brevet de quinze ans, 22 mars 1893; Heinrich et Goldschmidt, représentés par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Raccord à charnière double et démontable pour parois de réservoir.
228779. Brevet de quinze ans, 23 mars 1893; Berne, représenté par Freydier-Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements dans les appareils téléphoniques.
228780. Brevet de quinze ans, 24 mars 1893; société Montessuit-Billand et Cécile Antoine, représentée par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements aux buscs et autres garnitures de corsets, ceintures, etc.
228781. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; Fonbeney, au bassin de Couse (Dor-

dogne). — Machine à formes horizontales mobiles sur chaîne sans fin pour fabriquer toutes sortes de papiers, à feuilles détachées, rondes ou rectangulaires.

228782. Brevet de quinze ans, 23 mars 1893; Bessy, aux mines de Blanzay, Nantes. — Chaîne Galle pour transporteur.

228783. Brevet de quinze ans, 23 mars 1893; Laporte, rue Porte-Dijeaux, n° 95, à Bordeaux. — Forme articulée, coupe V, devant servir à la fabrication de tous les genres de chaussures pour hommes, dames et enfants.

228784. Brevet de quinze ans, 24 mars 1893; société Viala, Souliès et Lèvesque, route de Bayonne, n° 3, à Bordeaux. — Fourreaux métalliques servant d'enveloppes aux bouteilles ou autres récipients coloriés à l'aide de couleurs ou de vernis de toutes natures et de toutes nuances.

228785. Brevet de quinze ans, 24 mars 1893; Robert, boulevard Chave, n° 182, à Marseille. — Machine universelle à règle et à division automatique pour la menuiserie.

228786. Brevet de quinze ans, 24 mars 1893; Brun-Latrige, représenté par Aulmier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Étienne. — Fusil de chasse *Hammerless* à canons fixes et bloc ou culasse mobile coulissant sur la bascule.

228787. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Franke, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Pupitre pliant.

228788. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Bouchet, représenté par Lanier, à Paris, rue Lemer cier, n° 40. — Perfectionnements aux jouets à musique imitant la voix humaine, les cris d'animaux, etc.

228789. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Coutançon, à Paris, rue de Bondy, n° 32. — Horloge-kiosque-réclame.

228790. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Pearce, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, 15 bis. — Perfectionnements aux boutons de manchettes.

228791. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Gulick, représenté par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans les assiettes à compar timents.

228792. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Smith et Wilson, représentés par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans les moyens de porter ou supporter des collecteurs électriques.

228793. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Frankl et Hermann, représentés par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Nouveau procédé et dispositif pour la confection de pierres artificielles pour construction à l'usage des enfants.

228794. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; société Émile Charles et G. Babillot, représentés par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les générateurs à vapeur.

228795. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Meley, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans l'établissement et la jonction des tuyaux en ciment à ossature métallique.

228796. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Schönnemann et Bernhöft, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil fixant automatiquement en place les fenêtres coulissantes.

228797. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; société Mencke et compagnie, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé pour la fabrication de brosses et balais en fibres de piassava et autres matières analogues.

228798. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; société Mencke et compagnie, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé et appareil pour la fabrication des touffes de fibres employées en broserie.

228799. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Goodale et Spring, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements au traitement des phosphates hydratés de fer et d'alumine pour la fabrication d'un engrais perfectionné.

228800. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Dervin, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Muselière perfectionnée.

228801. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Pruyn, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les voitures de chemins de fer.

228802. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Church, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à émoudre perfectionnée.

228803. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Woodward, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les procédés d'impression.

228804. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Sevier, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les fileaux de balles.

228805. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Westinghouse junior et Rudd, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux compteurs d'eau.

228806. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Graham, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de moules sectionnés pour le béton et autre matière plastique.

228807. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Jackson, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux conducteurs isolés.

228808. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Weyrer, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Mécanisme automatique pour arrondir, appointir et fileter les vis en fer dans les machines automatiques de ce genre.

228809. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Powers, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine à vapeur ou à air.

228810. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Courtenay, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné pour la transmission des courants électriques.

228811. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Gaudron et Hewison, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux entonnoirs.

228812. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Viotti, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Planchette topographique Viotti, avec dioptre altimétrique spécial (alidade à lunette) et mire parlante (stadia) à zéro central, avec double mouvement à coulisse et oscillant.

228813. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Horton junior, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux appareils dentaires.

228814. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; société Ichthyol Gesellschaft, Cordes, Hermann et C^e, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de séparation du mélange résultant de la réaction de l'acide sulfurique sur les huiles minérales et semblables, particulièrement sur des hydrocarbures naturellement ou artificiellement sulfurés, et neutralisés ensuite en combinaisons sulfoniques et en combinaison du type des sulfones, avec séparation simultanée des sels inorganiques.

228815. Brevet de 15 ans, 21 mars 1893; Joyaux, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil de propulsion applicable à la natation et autres usages.

228816. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Schlueter, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de décharge de liquide à réglage automatique pour vases ou récipients fermés.

228817. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; société *Chemische Technische und Hygienisches Institut*: docteur Popp, docteur Becker, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé et dispositif destinés à la fermeture et à l'ouverture de récipients à l'intérieur d'appareils à stériliser ou pasteuriser.

228818. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Miller, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les signaux de chemins de fer.

228819. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Verschave et Bédet, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de transmission de mouvements pour vélocipèdes.

228820. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Schaum, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les métiers à navettes pivotantes.

228821. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; société Blanchon et Allegret, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour la préparation, au moyen de l'orcine, des noirs et couleurs foncées résistant à la lumière, aux acides et aux alcalis.

228822. Brevet de quinze ans, 22 mars 1893; Henneton, rue Solferino, n° 152, à Lille. — Anode inoxydable à distributeurs fixes et à surface d'électrode amovible.

228823. Brevet de quinze ans, 22 mars 1893; Latende, boulevard Richard Wallace, n° 35, à Puteaux. — Contact électrique avertisseur de la présence du grisou.

228824. Brevet de quinze ans, 22 mars 1893; Fonque et Polin, représentés par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements apportés aux moyens de chauffage des chaudières à vapeur.

228825. Brevet de quinze ans, 22 mars 1893; société Rouart frères et compagnie, à Paris, boulevard Voltaire, n° 137. — Appareils à distiller.

228826. Brevet de quinze ans, 22 mars 1893; de Beaumont, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Application de la tourbe ou des fibres de tourbe à la confection de tissus, sans filature préalable.

228827. Brevet de quinze ans, 22 mars 1893; Pintsch, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bec pour l'éclairage à l'incandescence par le gaz.

228828. Brevet de quinze ans, 22 mars 1893; Petit, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux appareils à déclenchement automatique employés comme tirs mécaniques.

228829. Brevet de quinze ans, 22 mars 1893; Nicolato, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système d'appareil propre à la réduction des fractures.

228830. Brevet de quinze ans, 22 mars 1893; Schmidt, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Palplanches en fer.

228831. Brevet de quinze ans, 22 mars 1893; Jouanneaux et Breuillaud, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Cadenas à combinaisons dit *Le Safe*.

228832. Brevet de quinze ans, 22 mars 1893; Lessertisseux, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Publicité par les serpents, spirales, etc., et ses moyens d'application.

228833. Brevet de quinze ans, 22 mars 1893; Rolin, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Rouleau à imprimer les menus, les cartes de restaurants, hôtels, cafés, etc., dit *la rotative*.

228834. Brevet de quinze ans, 22 mars 1893; Carcaut, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre de bandes balaïnées pour bas de jupes.

228835. Brevet de quinze ans, 22 mars 1893; Tiberghien frères (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux peigneuses rectilignes.

228836. Brevet de quinze ans, 22 mars 1893; Franquin, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux jumelles longue-vue et autres.

228837. Brevet de quinze ans, 22 mars 1893; Ross, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux parapluies et ombrelles.

228838. Brevet de quinze ans, 22 mars 1893; Breittmayer, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Cravache électrique pour le redressement ou le dressage des animaux.

228839. Brevet de quinze ans, 22 mars 1893; Charaire, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau procédé de reproduction des images photographiques sur aluminium.

228840. Brevet de quinze ans, 22 mars 1893; Haussen, représenté par Thirion, à

Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux portes de même qu'aux fenêtres se déplaçant sur roulettes.

228841. Brevet de quinze ans, 22 mars 1893; Desmoulios, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Presse à balancier pour dorer ou gaufrir les volumes, couvertures, etc.

228842. Brevet de quinze ans, 22 mars 1893; Debaussaux, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Broche pour torréfacteur.

228843. Brevet de quinze ans, 27 mars 1893; Calvet, à Albi. — Nouveau genre de talons métalliques s'adaptant à toutes sortes de chaussures.

228844. Brevet de quinze ans, 23 mars 1893; Gaulupeau, représenté par Chenault, à Paris, rue de Rambuteau, n° 24. — Jouet écrivant.

228845. Brevet de quinze ans, 23 mars 1893; Gohron, à Paris, cité d'Hauteville, n° 6. — Nouvelle serrure-indicateur applicable aux portières de wagons de voyageurs, etc.

228846. Brevet de quinze ans, 23 mars 1893; Bory, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements apportés aux bicyclettes et autres appareils analogues.

228847. Brevet de quinze ans, 23 mars 1893; Walch, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux machines à museler les bouteilles.

228848. Brevet de quinze ans, 23 mars 1893; Stöber, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Lampe électrique à incandescence avec pièce de fermeture amovible.

228849. Brevet de quinze ans, 23 mars 1893; Fichet et Heurtey (société), représentée par Vaudron, à Paris, rue de Condé, n° 18. — Carburation des gaz pauvres et applications.

228850. Brevet de quinze ans, 23 mars 1893; Mountain, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux appareils ou outils servant à fabriquer les pointes de Paris, les rivets pour chaussures, les brochettes, les chevilles, etc.

228851. Brevet de quinze ans, 23 mars 1893; Walter, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système perfectionné de soucoupe.

228852. Brevet de quinze ans, 23 mars 1893; Riera, représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Procédé pour rectifier, désinfecter, décolorer et clarifier les huiles provenant de la distillation sèche de la résine, colophane, ordinairement connues sous le nom d'*huiles de résine*.

228853. Brevet de quinze ans, 23 mars 1893; Knöfler et Gebauer, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé de préparation de solutions de blanchiment par électrolyse.

228854. Brevet de quinze ans, 23 mars 1893; Zimmermann, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 52. — Injecteur pour les douches internes dit *injecteur Eva*.

228855. Brevet de quinze ans, 23 mars 1893; fabrique internationale d'objets de pansement, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Redresseur vertébral.

228856. Brevet de quinze ans, 23 mars 1893; Vulliet-Durand, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif électrique permettant d'actionner, à intervalles réguliers, des automates, musiques, carillons, projections lumineuses, etc., à l'aide de toutes pendules ou horloges à sonnerie, quel qu'en soit le mécanisme.

228857. Brevet de quinze ans, 23 mars 1893; Shepherd, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Modifications apportées aux casquettes de voyage et aux autres coiffures semblables.

228858. Brevet de quinze ans, 23 mars 1893; Headland, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les accumulateurs électriques.

228859. Brevet de quinze ans, 23 mars 1893; Kleinpeter, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de laminage de roues, disques et autres corps rotatifs.

228860. Brevet de quinze ans, 16 mars 1893; Moschcowitz, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les dessous de bras.

228861. Brevet de quinze ans, 23 mars 1893; société anonyme des anciens établissements Cail, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine dynamo-électrique à courant continu, système O. Helmer.

228862. Brevet de quinze ans, 23 mars 1893; Lemoine, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil continu à force centrifuge.

228863. Brevet de quinze ans, 23 mars 1893; Kölle, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Fourneau de cuisine au gaz à réchaud régénérateur.

228864. Brevet de quinze ans, 21 mars 1893; Diederichs, à Bourgoin (Isère). — Nouvelle disposition permettant d'obtenir le mouvement positif aux boîtes dans les métiers à tisser dits à *boîtes montantes actionnées par des crochets*.

228865. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Carizet-Brunet, élisant domicile chez le sieur Tissot, rue d'Anvers, n° 1, à Besançon. — Système de bascule-ressort d'une seule pièce.

228866. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Delrieu (M^{me}), traverse Jardin-des-Plantes, n° 7, à Marseille. — Nouveau meuble destiné à servir en même temps de panier et de crachoir, dit *le panchoir*.

228867. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Hourquet dit Caumon et Verdier, au domaine Roisseau, à Mérignac (Gironde). — Pâte allume-feu dite *le Vésuve Hourquet-Verdier*.

228868. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Dircks, route de Saint-Médard, à Caudéran (Gironde). — Filtre à pression pour eaux-de-vie, rhums, vins de liqueurs et autres.

228869. Brevet de quinze ans, 24 mars 1893; Arnaud et Housseal, à Paris, rue Méhul, n° 20. — Procédé nouveau d'extraction de la gutta-percha des feuilles, brindilles et bourgeons de l'isonondra et autres arbres à gomme.

228870. Brevet de quinze ans, 24 mars 1893; Fuchs, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Serrure à fermeture automatique pour voitures de chemins de fer et autres.

228871. Brevet de quinze ans, 24 mars 1893; Perry et Holland, représentés par le sieur de Mosenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Perfectionnements dans les ampèremètres et les voltmètres.

228872. Brevet de quinze ans, 24 mars 1893, 24 mars 1893; Talliadoros, représenté par Canaki, à Paris, boulevard Malesherbes, n° 37. — Moteur Talliadoros.

228873. Brevet de quinze ans, 24 mars 1893; Schulze, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Dispositif prévenant l'ouverture non autorisée de fenêtres.

228874. Brevet de quinze ans, 24 mars 1893; Dicker, représenté par Dantzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Tire-bouchon avec dispositif de calage automatique de la spirale hélicoïdale.

228875. Brevet de quinze ans, 24 mars 1893; Dannenberg, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Machine à capacité variable pour le mesurage et le remplissage de substances sous forme de farine ou de grains.

228876. Brevet de quinze ans, 24 mars 1893; Mellano, à Paris, boulevard de Port-Royal, n° 94. — Machine destinée à la fabrication des pâtes alimentaires de toutes sortes, ainsi qu'à celle des pâtes fines dites *pâtes d'Italie*.

228877. Brevet de quinze ans, 24 mars 1893; Galland, Granjon et compagnie (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Piocheuse mécanique applicable à la grande et à la petite culture.

228878. Brevet de quinze ans, 24 mars 1893; Lindemann, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil pour la fabrication des bonbons enrobés.

228879. Brevet de quinze ans, 24 mars 1893; Lainé, à Paris, rue Saint-Denis, n° 168. — Bec de réchaud à alcool.

228880. Brevet de quinze ans, 24 mars 1893; Houtart, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Transporteur mécanique destiné à envoyer au fourneau à recuire les bouteilles ou tous autres objets en verre.

228881. Brevet de quinze ans, 24 mars 1893; Delpierre, rue Cacheux, n° 9, à Billancourt (Seine). — Livret civil.

228882. Brevet de quinze ans, 24 mars 1893; Tarver (M^{lle}) et Stephens, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. —

Bouchoy perfectionné pour réparer les bandages pneumatiques, tuyaux flexibles, conduits, vases, bateaux, navires, etc.

228883. Brevet de quinze ans, 24 mars 1893; Krout, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Appareil pour maintenir sèche la couche des petits enfants.

228884. Brevet de quinze ans, 24 mars 1893; Gil, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau système de palier dit *palier à billes*.

228885. Brevet de quinze ans, 24 mars 1893; Stierner et Ziegler, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau procédé et appareil pour travailler des matières fibreuses organiques en forme de gros morceaux solides pour en produire du turf, de la paraffine, du goudron, des gaz de chauffage et d'éclairage et du coke en morceaux.

228886. Brevet de quinze ans, 24 mars 1893; Bégault, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Muserolle maitriseuse.

228887. Brevet de quinze ans, 24 mars 1893; Thirion, représenté par Loubat, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Appareil destiné à fermer complètement les portes.

228888. Brevet de quinze ans, 24 mars 1893; Schmidt, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé et appareil pour la production de la vapeur.

228889. Brevet de quinze ans, 24 mars 1893; Jeyes et Kendrick, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les patins à roulettes.

228890. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893; Gommelin, à Paris, boulevard Peireire, n° 140. — Nouveau compteur électrique.

228891. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893; Cannevel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Lampe électrique à arc voltaïque (système Édouard Cannevel) dite *merveilleuse*.

228892. Brevet de quinze ans, 23 mars 1893; Decazes, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de traction électrique sur un seul rail, pouvant s'appliquer à la navigation aérienne.

228893. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893; de Morsier, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Compensateur pour régulateur de vitesse.

228894. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893; Hartnagel, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Pliant de campagne.

228895. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893; Desfontaines, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système de moulin broyeur à grille centrale tournante et à roulettes.

228896. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893; Montupet, à Paris, rue de la Voûte, n° 19. — Appareil séparateur rectificateur.

228897. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893; Gaillard, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Enveloppe emboutie pour bandages pleins ou pneumatiques de vélocipèdes.

228898. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893; Tirard frères (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machine à teindre les chapeaux.

228899. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893; Duthuit et compagnie (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Poêle-calorifère à souffleurs.

228900. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893; Schaeffer, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Coin de jonction automatique pour rails de chemins de fer.

228901. Brevet (brevet anglais devant expirer le 18 mars 1907) pris, le 25 mars 1893, par Priest, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux freins automatiques pour palans et appareils de levage.

228902. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893; Mégy, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Embayage semi-limiteur.

228903. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893; Grillon, représenté par Stutz, à

Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Procédé et moyens perfectionnés pour contrôler le mouvement des rateaux des moissonneuses.

228904. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893; Werner, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Compteur pour soucoupes à bière, etc., contrôlant la quantité de boisson consommée.

228905. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893; Gwynne et Kennedy, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux régulateurs à arc.

228906. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893; Krieger et Sallé, à Paris, rue Lafayette, n° 339 bis. — Nouveau système de traction électrique sur routes ordinaires.

228907. Brevet (brevet anglais devant expirer le 14 janvier 1907) pris, le 25 mars 1893, par Stoney, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les turbines ou moteurs hydrauliques.

228908. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893; Vincent, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de suspension pour voitures et ses applications.

228909. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893; A. Hutchinson et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné des chaussures d'hiver s'appliquant par dessus la chaussure ordinaire.

228910. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893; Schram, représenté par Mennons, à Paris, rue du Louvre, n° 15. — Procédé de décomposément des phosphates bruts pour la fabrication des lessives de l'acide phosphorique, des surphosphates de gypse, du surphosphate d'un haut degré et du sulfate de soude libre de chlore, de fer et d'acide.

228911. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893; Convert, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau procédé de coupage et de renforcement des peignes en bloc.

228912. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893; Dubisson, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau système d'alimentation rapide des troupes pendant les transports par chemins de fer.

228913. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893; Mercier, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 58 bis. — Produit dit *mésol* pour le virage et le fixage des épreuves photographiques.

228914. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893; Doyen, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 58 bis. — Turbine close pour la précipitation des dépôts et la stérilisation des liquides, permettant d'agir sous pression ou dans le vide.

228915. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893; Larson, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et appareils pour la fabrication des tuyaux à nervures ou cannelures longitudinales.

228916. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893; Lequeux, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fourneau à gaz à récupération de chaleur pour fusions.

228917. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893; Metz, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Wagons à queue d'aronde pour tuyaux de fumée.

228918. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893; Wayss, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de construction de voûtes, tunnels, bassins, canaux, silos, plafonds, etc.

228919. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893; société anonyme des matières colorantes et produits chimiques de Saint-Denis, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Préparation des pyrazolones isomères et homologues, des pyrazols et des pyrazolines au moyen de dérivés acétylés de la phénylhydrazine.

228920. Brevet de quinze ans, 27 mars 1893; Bontemps, élisant domicile chez la dame Charpentier, à Paris, rue de Rivoli, n° 210. — Support mobile pour placer tous genres de stores.

228921. Brevet de quinze ans, 27 mars 1893; Favre, rue de Paris, n° 175, à Charenton (Seine). — Appareil dénommé *le chromatoscope*.

228922. Brevet de quinze ans, 27 mars 1893; Riedinger, représenté par Armengaud

ainé, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Foyer automatique à menus ou pous-siers de charbon avec insufflation de vapeur et d'air.

228923. Brevet (brevet anglais devant expirer le 31 mai 1906) pris, le 27 mars 1893, par Barr junior et Mac Kay, représentés par la société Braudon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Méthode de fabrication de pièces et d'articles tubulaires en caoutchouc vulcanisé, en ébonite et autres matières semblables.

228924. Brevet de quinze ans, 30 décembre 1893; Guilhaumon, avenue des Pyrénées, n° 33, à Narbonne. — Compteur-mesureur pour les vins.

228925. Brevet de quinze ans, 27 mars 1893; Bloch, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné d'œil humain artificiel.

228926. Brevet de quinze ans, 27 mars 1893; Reese, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements aux ardoises d'écoliers.

228927. Brevet de quinze ans, 27 mars 1893; Thiel, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Dispositifs de fermeture pour appareils et récipients de tous genres employés pour la stérilisation de liquides.

228928. Brevet de quinze ans, 27 mars 1893; Frantz et Steinert, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Attelage pour voitures de chemin de fer, desservable par le côté.

228929. Brevet de quinze ans, 27 mars 1893; Schiffer (M^{re}), représentée par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau support pour des queues de robe.

228930. Brevet de quinze ans, 27 mars 1893; André, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Genre de support démontable dit *poteau-pylone*, pour lignes électriques, signaux, éclairage, etc.

228931. Brevet de quinze ans, 27 mars 1893; Cravery, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Ombrelle et parapluie nouveaux adaptables sur le chapeau.

228932. Brevet de quinze ans, 27 mars 1893; société *Chemische Fabrik auf Action* (*Form. E. Schering*), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication de la piperazine.

228933. Brevet de quinze ans, 27 mars 1893; Hall, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux arrêts ou fixateurs du guide de cycle de vélocipède.

228934. Brevet de quinze ans, 27 mars 1893; Hellmich, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Moteur à gaz ou à pétrole.

228935. Brevet de quinze ans, 27 mars 1893; Witzel, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Couronnes de deuil et objets semblables en feuilles ou fleurs d'aluminium.

228936. Brevet de quinze ans, 27 mars 1893; Terp, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé d'emaillage des surfaces en briques, en tuiles, en maçonnerie, en ciment, en plâtre, en bois, en métal et autres matériaux.

228937. Brevet de quinze ans, 27 mars 1893; Kerer, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Porte-bouquet.

228938. Brevet de quinze ans, 27 mars 1893; Lagneau, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système méthodique de fabrication d'allumettes.

228939. Brevet de quinze ans, 27 mars 1893; Robert et société Havraise de nickel pur, représentés par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Procédé et appareil pour le traitement des mattes de nickel, de cobalt et, en général, de métaux autres que le fer.

228940. Brevet de quinze ans, 27 mars 1893; Doyen, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Nouveau procédé de manutention des vins et autres liquides obtenus par la fermentation et appareils pour l'exécuter.

228941. Brevet de quinze ans, 27 mars 1893; Bobet, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bandage pneumatique pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.

228942. Brevet de quinze ans, 27 mars 1893, Varrin-Comment, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Montre perfectionnée.

228943. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893; Portier, avenue de Pézenas, n° 92, à Béziers. — Pressoir continu horizontal à tables articulées sans fin et filtrantes.

228944. Brevet de quinze ans, 25 mars 1893, Hagué, à Marissel (Oise). — Roue pneumatique centrifuge increvable pour vélocipèdes et toutes espèces de véhicules, tels que voitures d'enfants, voitures de malades, etc.

228945. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Lassagne, à Verget (Dordogne). — Appareil de levage destiné spécialement à descendre les cercueils dans les fosses et à les en retirer en cas d'exhumation.

228946. Brevet de quinze ans, 29 mars 1893; Mense, à l'Isles-sur-Sorgues (Vaucluse). — Nouvel appareil à cuire et à lessiver le bois, la paille, les chiffons, les vieux cordages et, en général, pour le traitement de toutes les matières textiles employées dans la fabrication du papier et du carton dit *lessiveur extracteur à circulation continue*; 2° Nouveau procédé de fabrication de pâtes de bois, pour les bois traités au moyen de ce lessiveur.

228947. Brevet de quinze ans, 27 mars 1893; Monserisier, rue Gambetta, n° 15, à Toulouse. — Marque universelle pour jeu de cartss.

228948. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Delpch (M^{re}), rue Mage, n° 4, à Toulouse. — Muselière articulée.

228949. Brevet de quinze ans, 29 mars 1893; Privat, grande rue Saint-Michel, n° 25, à Toulouse. — Pasteurisateur multitubulaire à pression à grande surface de chauffe et réfrigérante, à récipient de stationnement du liquide chauffé, à bassins réfrigérants supplémentaires, avec application de chaudière de thermosiphon à feu régulier et à chargement automatique.

228950. Brevet de quinze ans, 29 mars 1893; Poulain, rue des Fossés, à Vitry (Ile-et-Vilaine). — Nouveaux appareils *chasse-neige*, à angles aigus, prenant verticalement la neige.

228951. Brevet de quinze ans, 29 mars 1893; Matthews, représenté par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Etienne. — Scie circulaire transportable.

228952. Brevet de quinze ans, 31 mars 1893; compagnie des fonderies et forges de l'Orme (Loire). — Soupape métallique à ressort.

228953. Brevet de quinze ans, 31 mars 1893; Guillot, rue Cantemerle, n° 10, à Bordeaux. — Nouveau système de trompe à souler le vin et les liquides, permettant de voir le liquide pendont le soutirage.

228954. Brevet de quinze ans, 29 mars 1893; Bournigaud, place des Halles, n° 7, à Ancenis (Loire-Inférieure). — Nouveau système de collier.

228955. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Sherman, représenté par Delpey, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Perfectionnement dans les appareils élévateurs et transporteurs.

228956. Brevet de quinze ans, 29 mars 1893; société Robert frères, boulevard National, n° 381, à Marseille. — Ncuvelle application des broyeurs à la transformation des gadoues ou balayures des villes.

228957. Brevet de quinze ans, 10 mars 1893; Pirod et Guillermon, rue Tronchet, n° 8, à Lyon. — Nouveau système de funiculaire aérien.

228958. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Saurine, boulevard National, n° 149, à Marseille. — Pyrogène automatique.

228959. Brevet de quinze ans, 29 mars 1893; Granjon et Bellon, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Vases imperméables et inattaquables aux acides pour piles électriques et autres applications.

228960. Brevet de quinze ans, 30 mars 1893; société Bouché frères, représentés par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Nouvelle fabrication de lames de couteaux avec embase, en fer ou acier.

228961. Brevet de quinze ans, 31 mars 1893; Jolicard, représentés par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Broyeur à charbon destiné aux foyers à combustible pulvérisé.

228962. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Liebing, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Système de levier servant à actionner des outils de serrage réglables à volonté.

228963. Brevet (brevet anglais devant expirer le 28 novembre 1906) pris, le 28 mars 1893, par Turner, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements apportés aux roues à bandages pneumatiques.

228964. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Birkinshaw, représenté par Maul-

vault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés aux pioches, pioches, etc.

228965. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Bierman, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements aux machines pour fabriquer les douilles en carton.

228966. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Meunier et Guenot, représentés par Carénou, à Paris, rue de Chabrol, n° 67. — Nouvel isolant calorifique à base de liège.

228967. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; société dite *American Electric Heating Company*, représentée par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux appareils à radiation chauffés par l'électricité.

228968. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; société dite *American Electric Heating Company*, représentée par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Système perfectionné d'induction pour chauffage électrique et autres usages.

228969. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Klesewalter, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Procédé de fabrication de porcelaine de baryte.

228970. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Zboril, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Plaques en ciment magnésien composites, et procédé pour leur fabrication.

228971. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Cathcart, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux machines à perforer.

228972. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Siemens, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé et appareil pour convertir les hydrocarbures en gaz combustibles.

228973. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Robert Berninghaus et Sône (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans la fabrication des serrures.

228974. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Bichet, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux becs d'éclairage à l'albo-carbon.

228975. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Falletti, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Téliégoniomètre.

228976. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Laroche (les sœurs), représentés par Surry-Montaut, à Paris, boulevard de Magenta, n° 81. — Avisoscope public électrique pour annonces commerciales et indications de tous genres, spécialement dans les voitures de chemins de fer, gares, bateaux, tramways, salles de spectacles, casinos, restaurants, cafés, etc.

228977. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Lee, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine à travailler le bois.

228978. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Boyd, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux instruments électriques de médecine.

228979. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Wälsér, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Frein automatique pour chemins de fer, tramways, etc.

228980. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Forster et Rockwood, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé perfectionné pour obtenir des photographies transparentes sur verre.

228981. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Cohet-Laire, représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Nouvel appareil d'éclairage des voitures, système Cohet-Laire.

228982. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; veuve Poulet et Poulet fils (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif applicable aux métiers à tisser employant les crins ou filaments analogues.

228983. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Krebs, Masson et Feller, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bouchon de sûreté pour bouteilles, flacons, etc.

228984. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Warfield, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les dispositifs de transmission de mouvement.

228985. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Monsnergue-Meunier, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Nouvelle combinaison automatique pour la réception et la distribution de cartes pour le placement des employés de toutes professions.

228986. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Goll et Vatsky, représentés par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Procédé de placage.

228987. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Newell, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Nouvelle composition propre à la fabrication des concrets se lubrifiant eux-mêmes.

228988. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Hall, Chisholm et Marc Antiffs, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Générateur thermo-électrique et procédé d'emploi de ce générateur dans la fabrication de gaz.

228989. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Fay, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux cylindres et tiroirs de machines à vapeur et autres.

228990. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Schneider, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Lampes à pétrole sans cheminée, avec dispositif d'allumage.

228991. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Taylor, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux appareils enregistreurs et indicateurs des opérations de caisse.

228992. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Kolb, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Nouveau support-attache pour chapeaux de dames.

228993. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; société française du Pneumatique *La Force*, représentée par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Bouchon de remplissage et de fermeture pour jantes pneumatiques de vélocipèdes.

228994. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Dewey, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Appareil de chauffage électrique.

228995. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; *Siemens brothers and Company Limited* (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les piles voltaïques sèches et dans les connexions conductrices pour les charbons de ces piles et d'autres piles électriques.

228996. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Barringer, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les mires de fusils ou canons.

228997. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; société anonyme des Parfums naturels de Cannes, représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé d'amélioration et de conservation des huiles et graisses d'origine animale ou végétale.

228998. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Guénard, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre d'isolant perfectionné pour revêtement de tuyaux, chaudières, cylindres, moteurs, etc., dit *calorifuge français*.

228999. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Simon Oppenheimer et frères (société), représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau procédé de fabrication d'objets de tout genre ayant l'apparence d'objets en bois sculptés.

229000. Brevet de quinze ans, 29 mars 1893; Leclair, représenté par Griffisch, à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 35. — Turbine ou essoreuse *Leclair*, à rendement continu.

229001. Brevet de quinze ans, 29 mars 1893; Sénée, à Paris, rue Pierre-Leroux, n° 24. — Planche à dessin.

229002. Brevet de quinze ans, 29 mars 1893; Escoffier, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Produit nouveau dénommé: *Double crème parfumée aux fruits*.

229003. Brevet de quinze ans, 29 mars 1893; Parli-Dépousier, représenté par Wattier, à Paris, rue Mazagran, n° 5. — Genre de bonbon à base de fruits confits ou de pâte de fruits.

229004. Brevet de quinze ans, 29 mars 1893; Letellier, à Paris, rue de Longchamp, n° 100. — Compteur de duites avec commandes pour fil flotteur.

229005. Brevet de quinze ans, 29 mars 1893; Dvorkovitz, représenté par Armen-gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les appareils pour la fabrication du gaz destiné à l'éclairage et au chauffage pour l'obtention de ses sous-produits et aussi pour la distillation de liquides hydrocarbures ou autres matières.

229006. Brevet de quinze ans, 29 mars 1893; Bourseau, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil diviseur de la nappe de la carte.

229007. Brevet de quinze ans, 29 mars 1893; Magerstedt, représenté par Chasse-vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication des plaques ou pellicules servant à la photographie.

229008. Brevet de quinze ans, 29 mars 1893; Wiberg et Berndes, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil à calculer destiné à faire les additions.

229009. Brevet de quinze ans, 29 mars 1893; Tissier, à Paris, rue Saint-Sabin, n° 56. — Système préservatif de la chambre à air applicable aux bandages pneumatiques pour vélocipèdes et voitures légères.

229010. Brevet de quinze ans, 29 mars 1893; *sir H. G. Armstrong, Mitchell and Company Limited* (société), représentée par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Porte ou autre dispositif pour tube lance-torpille ayant pour but de modifier la pression à l'intérieur.

229011. Brevet de quinze ans, 29 mars 1893; Chavarria-Conterdo, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Compteur électrique des entrées et des sorties dans un lieu public.

229012. Brevet de quinze ans, 29 mars 1893; Arnold, représenté par Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Jeu de patience.

229013. Brevet de quinze ans, 29 mars 1893; Margry, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Canapé-lit destiné aux bateaux de plaisance ou autres.

229014. Brevet (brevet anglais devant expirer le 9 mai 1906) pris, le 29 mars 1893, par Crippin, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les appareils employés pour la teinture, le blanchiment et autres traitements du coton, et autres matières fibreuses, à l'état brut, manufacturé ou partiellement manufacturé.

229015. Brevet de quinze ans, 31 mars 1893; Viala, Souliès et Levesque (société), route de Bayonne, n° 3, à Bordeaux. — Fourreau métallique servant d'enveloppe-bouteilles avec plaque en métal destinée à protéger le cul de la bouteille.

229016. Brevet de quinze ans, 30 mars 1893; Schlesinger, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Allumeur pour bocs de gaz à incandescence.

229017. Brevet de quinze ans, 30 mars 1893; Jouque, Martha et Candas, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Moyen à ressorts pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.

229018. Brevet de quinze ans, 30 mars 1893; Ménard frères (société), représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Compteur-contrôleur horo-kilométrique dit *compteur barométrique*.

229019. Brevet de quinze ans, 30 mars 1893; Stead, représenté par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements apportés ou applicables aux jantes et bandages de roues de bicycles et autres véhicules.

229020. Brevet de quinze ans, 30 mars 1893; Casey, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements dans les charrues.

229021. Brevet de quinze ans, 30 mars 1893; Renault, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux appareils servant à la fabrication des eaux gazeuses, limonades et vins mousseux.

229022. Brevet de quinze ans, 30 mars 1893; Fleckenstein et Degen, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Jarretières.

229023. Brevet de quinze ans, 30 mars 1893; Keunelly, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné d'instruments de mesurage électrique.

229024. Brevet de cinq ans, 30 mars 1893; Rankine, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux appareils destinés à la filtration des eaux et spécialement des eaux d'alimentation des chaudières à vapeur.

229025. Brevet de quinze ans, 30 mars 1893; Laumonier et Lazar, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de lunettes avec perfectionnements applicables aux autres articles de lunetterie.

229026. Brevet de quinze ans, 30 mars 1893; Bolle, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Jante de roue capable de rouler sur route et sur rails.

229027. Brevet de quinze ans, 30 mars 1893; Lebl et Atlasse, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour apprêter le cuir en vue de la fabrication des cuirs veloutés à duvet fin et court.

229028. Brevet de quinze ans, 30 mars 1893; Scharf, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Jauge pour le maçonage des cheminées russes.

229029. Brevet de quinze ans, 30 mars 1893; Hoffgaard, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux récepteurs télégraphiques.

229030. Brevet de quinze ans, 30 mars 1893; Koch, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux balais de prise de courant.

229031. Brevet de quinze ans, 30 mars 1893; Oehlmann, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Corps de dilatation à action automatique.

229032. Brevet de cinq ans, 20 février 1893; Girard, rue de la Raffinerie, à Saint-Pierre (Martinique). — Addition aux appareils à distiller existant aux colonies, de quelque système que ce soit.

229033. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Dezignaux, rue du Bourg-Neuf, n° 89, à Blois. — Système de fermeture de vêtements sans boutons, ni agrafes, ni cordelières.

229034. Brevet de quinze ans, 28 mars 1893; Revailiot, à Nice. — Tendeur Revailiot.

229035. Brevet de quinze ans, 5 avril 1893; Mandel, villa Alice, rue Bellevue, à la Turbie (Alpes-Maritimes). — Appareil gazogène siphon à eau de seltz se chargeant par le fond au moyen de pastilles comprimées dites *soda rapides*.

229036. Brevet de quinze ans, 31 mars 1893; Richards, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux machines à coudre.

229037. Brevet de quinze ans, 31 mars 1893; Jones et Flannery, représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements dans la construction des navires destinés au transport des liquides tels que les pétroles.

229038. Brevet de quinze ans, 31 mars 1893; Childs, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils pour faire des infusions et maintenir chaud de l'eau ou tout autre liquide.

229039. Brevet de quinze ans, 31 mars 1893; Boespflug-Legrand, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de bouchage des bouteilles et appareil qui s'y rapporte.

229040. Brevet de quinze ans, 31 mars 1893; Zohrab et Biggs, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les signaux de chemins de fer.

229041. Brevet de quinze ans, 31 mars 1893; Duthuit et compagnie (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Cuisinière chauffée au pétrole, gaz, etc., à circulation d'air chaud.

229042. Brevet de quinze ans, 31 mars 1893; Roberts, Waite et Walker, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les machines pour couper, raser, etc., les étoffes de laines ou autres textiles.

229043. Brevet de quinze ans, 31 mars 1893; Bianchi et de Sauterion de Saint Clément, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de sculpture mécanique sur bois dénommée *stampinta*.

gliatura et permettant la reproduction de figures, entailles, bas-reliefs, par des procédés mécaniques.

229044. Brevet de quinze ans, 31 mars 1893; Lewinsohn, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Procédé pour donner l'aspect de fourrures de prix à des pelletteries inférieures.

229045. Brevet de quinze ans, 31 mars 1893; Dolezal, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Entonnoir avec signal électrique et arrêt automatique de l'arrivée du liquide.

229046. Brevet de quinze ans, 31 mars 1893; Scharfenberg, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux ferrures pour chevaux et autres animaux.

229047. Brevet de quinze ans, 31 mars 1893; Hubner, Rathoff-Schmidt von Seeherg, représentés par Bonnet, boulevard Beaumarchais, n° 45. — Mécanisme permettant d'ouvrir et de fermer, sans quitter le siège, la capote des voitures.

229048. Brevet de quinze ans, 31 mars 1893; Secrétan, représenté par Faydellet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système de tubes métalliques flexibles.

229049. Brevet de quinze ans, 31 mars 1893; Bertault, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Armoire pour bains de vapeur à domicile.

229050. Brevet de quinze ans, 31 mars 1893; Poitrenaud, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pilon à hélice pour suspension de lampe et autre, porte-chapeau, porte-manteau, etc.

229051. Brevet de quinze ans, 31 mars 1893; Radue, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Ferme-porte pneumatique.

229052. Brevet de quinze ans, 31 mars 1893; société *Göppinger Papierfabrik G. Krum*, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication du papier-cuir mou sur la machine même.

229053. Brevet de quinze ans, 31 mars 1893; Amson frères (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fermeture pour cadres de bourses, porte-monnaies, sacs et tous autres articles analogues.

229054. Brevet de quinze ans, 7 mars 1893; Portier et Villomé, à Paris, rue d'Amsterdam, n° 65. — Appareil porte-pâtard à déchargement automatique.

229055. Brevet (brevet anglais devant expirer le 11 février 1907) pris, le 13 mars 1893, par la société sir W. G. Armstrong, Mitchell et compagnie, représentée par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Appareil perfectionné pour ouvrir et fermer automatiquement la culasse des canons de gros calibre.

229056. Brevet (brevet anglais devant expirer le 23 janvier 1907) pris, le 14 mars 1893, par Tresidder, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans la fabrication des plaques de blindage.

229057. Brevet (brevet anglais devant expirer le 6 février 1907) pris, le 14 mars 1893, par Tresidder, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les appareils employés dans la trempe des plaques de blindage.

229058. Brevet de quinze ans, 20 mars 1893; Berjon, à Paris, rue de l'Ouest, n° 29. — Scie à lame tournante se démontant et se repliant sous un très faible volume.

229059. Brevet de quinze ans, 27 mars 1893; Bordesvieilles, à Francheville (Eure). — Nouvelle pâte à rasoir.

229060. Brevet de quinze ans, 24 mars 1893; Seret, représenté par Devès, à Paris, boulevard Diderot, n° 41. — Système de cales à griffes.

229061. Brevet de quinze ans, 31 mars 1893; Gauthier, rue de Méan, n° 2, à Saint-Nazaire. — Graisse imperméable D. Gauthier.

229062. Brevet de quinze ans, 31 mars 1893; von Manulicher, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux fusils automatiques à tir rapide.

229063. Brevet de quinze ans, 31 mars 1893; Deissner et Liebig, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Caisse de couches hâtives bétonnée.

229064. Brevet de quinze ans, 31 mars 1893; Richard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil barométrique enregistreur pour nivellement rapide, dit *révélateur de niveau*.

229065. Brevet de quinze ans, 31 mars 1893; société l'Éclairage électrique, repré-

sentée par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements dans les machines à courant continu.

229066. Brevet de quinze ans, 31 mars 1893; Mathieu, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Pulvérisateur perfectionné pour liquides sous pression.

229067. Brevet (brevet anglais devant expirer le 9 décembre 1906) pris, le 31 mars 1893, par la société dite *The Pneumatic Tyre and Booth's Cycle Agency limited*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les roues pour vélocipèdes et autres véhicules.

229068. Brevet de quinze ans, 6 avril 1893; Brenac, à Mazamet (Tarn). — Lance avec des jets verticaux permettant d'améliorer le lavage des laines d'une façon parfaite.

229069. Brevet de quinze ans, 6 avril 1893; Gélamur, à Rabastens (Hautes-Pyrénées). — Ressort-relieur.

229070. Brevet de quinze ans, 5 avril 1893; Colomb (M^{re}) et le sieur Te Pehz, représentés par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Étienne. — Machine à raser, à broser et à cylindrer les velours en rubans en pièces.

229071. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Letailleur, à Paris, boulevard de Magenta, n° 156. — Bandage chirurgical à pelote décomposée et à vis de pression.

229072. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Jourdain, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements dans les devantures pour fours de boulangers et pâtisseries.

229073. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; de Pindray, à Paris, rue Rébeval, n° 63. — Générateur multitubulaire économique et sans fumée, à gazogène et à retour de flammes, à sections progressives.

229074. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Hengst et Shenton, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux alliages métalliques.

229075. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Simon, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Machine servant à couper les baleines.

229076. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Jacob, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Doublicycle.

229077. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Charles Mildé fils et compagnie (société), représentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Microphone perfectionné.

229078. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Schwartz, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Distributeur d'engrais.

229079. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Mac Quillen et Verner, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Fer à cheval perfectionné.

229080. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Bertoglio, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Polisseur économique demi-automatique Salvatore Fossati, pour les grilles transversales de toutes sortes de foyers.

229081. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Geslin, à Paris, rue Guillaume-Tell, n° 10. — Nouveau dispositif d'ascenseur dit *ascenseur hydraulique*, à tige motrice directe et mécanisme d'équilibrage en cave.

229082. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Richards, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de support destiné aux étagères ou tablettes de bibliothèques et à d'autres articles semblables.

229083. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Cousillet, représenté par la société Marillier et Roilet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système faisant l'effet de silence et sonnerie à volonté sur une répétition à quarts et pouvant s'adapter sur toutes les répétitions en général.

229084. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Bourkf, représenté par la société Marillier et Roilet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés à la construction des roues.

229085. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; société dite *The Pneumatic Wood Carving Machine Syndicate limited*, représentée par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-

d'Antin, n° n° 58 bis. — Perfectionnements aux machines à sculpter le bois ou autres matières.

229086. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; A. Urban et Söhne (société), représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé pour la fabrication des écrous à six pans, sans déchet, avec des barres rondes ou hexagonales chauffées préalablement.

229087. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Ruiz, représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Guêtres à sous-pied ou guêtres ouvertes totalement ou partiellement dans le sens de la longueur.

229088. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Leralu, représenté par Faugé, à Paris, rue Guillem, n° 5. — Protecteur destiné à empêcher les clous ou autres objets de perforer les chambres à air dans les bandages à air comprimé ou pneumatiques des roues de vélocipèdes.

229089. Brevet de quinze ans, 10 avril 1893; Louis Dusert et Henri Epèche (société), représentée par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvelle grille à barreaux rationnels et indépendants donnant la moitié de la surface d'aérage pour foyers de chaudières à vapeur et chauffage de tous genres.

229090. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Crouan, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau système de moteur à gaz et à essence de pétrole, dit *gazomoteur*.

229091. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Mac Haffie, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux machines électro-dynamiques applicables à la traction ou à la propulsion de toute espèce de véhicules, de navires, etc., ainsi qu'en vue de tout autre but pouvant être atteint par l'emploi de machines électro-dynamiques.

229092. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Renaux, représenté par Biraux, à Paris, passage Saint-Michel, n° 4. — Nouveau système de fixation par cercle rotatif des caoutchoucs pneumatiques pour vélocipèdes et autres véhicules.

229093. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Jos Feix (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Jeu de boules avec pyramides servant de but.

229094. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Arnott, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les articles de coutellerie de table.

229095. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Estienne, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à décortiquer la ramie et autres plantes, feuilles ou matières textiles.

229096. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Peyrusson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les accumulateurs électriques.

229097. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Vallet et Lalbin, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Commande des vélocipèdes par moteur mécanique.

229098. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Bouteillié, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'interrupteur automatique pour faciliter la pose des baguettes dans les métiers mécaniques à tisser les étoffes à poils.

229099. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Mang, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre de supports d'abat-jour se fixant au haut du verre et de position réglable.

229100. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Wayss, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et appareils pour fabriquer des tubes, tuyaux et autres corps creux en asphalte.

229101. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; R. Alioth et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux moteurs électriques à courants alternatifs.

229102. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Mather and Platt limited (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les appareils servant à vaporiser, traiter et sécher les tissus.

229103. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Desgoffe, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Souffleur Desgoffe.

229104. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Jacob, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Tricycle à deux ou trois places, dit *tripli-cycle*.

229105. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Hartung, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnement apporté au pavage de bois.

229106. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Walter, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Régulateur de tirage pour chaudières.

229107. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Hakansson, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Agent antiseptique et conservant dit *sala-brine*.

229108. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Furon et Lambert, représentés par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Clé à écrou.

229109. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Foulquier, à Lunel (Hérault). — Système de porte du bas des foudres ouvrant en dehors, avec appareil arc-boutant avec charnière.

229110. Brevet de quinze ans, 7 avril 1893; Routin, rue d'Italie, n° 36, à Chambéry. — Compteur d'énergie électrique.

229111. Brevet de cinq ans, 7 avril 1893; Caulier, à Liévin (Pas-de-Calais). — Machine à laver les betteraves, carottes, pommes, pommes de terre, etc.

229112. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Belet, à Dôle. — Cible mécanique et automatique pour toutes armes.

229113. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; de Lœwenstein Freudeuberg, au château Durowr, par Arles (Bouches-du-Rhône). Pressoir rotatif.

229114. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Piguet et compagnie (société), représentée par Péguin, rue de Constantine, n° 8, à Lyon. — Nouvelle disposition de mécanisme de commande des tiroirs de machines à vapeur.

229115. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Guptill, représenté par les sieurs Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements dans les appareils pour le moulage des tuyaux et tubes en verre.

229116. Brevet de quinze ans, 5 avril 1893; Vermorel, à Villefranche (Rhône). — Appareil destiné à fendre le bois en grumes, dit *croisillon fendeur*.

229117. Brevet de quinze ans, 5 avril 1893; Granjon et Bellon, représentés par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouvelle clé à écrous.

229118. Brevet de quinze ans, 5 avril 1893; Berthon, représenté par Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Houille économique.

229119. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Sommer, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Agrafe pour corsets.

CERTIFICATS D'ADDITION.

Veuve Ch. Rossignol et compagnie (Société), 4 janvier 1893, brevet 222737. (Perfectionnements apportés dans la fabrication des rouages moteurs pour jouets et autres usages.)

Trouvé, 3 janvier 1893, brevet 218454. (Appareil dénommé *le compteur-numérateur*.)

Lazerges, 9 février 1893, brevet 220348. (Nouveau procédé pour fixer ou adapter les bandages pneumatiques aux roues de vélocipèdes ou autres véhicules, et permettre le démontage et le remontage très facilement.)

Chaligné et Quinqueton, 9 février 1893, brevet 223479. (Pince à l'usage des vélocipédistes, cavaliers, piétons, etc.)

Lee, 11 février 1893, brevet 226569. (Perfectionnements aux bandages pneumatiques des roues de vélocipèdes et autres.)

Castanié père et Castanié fils aîné, 28 janvier 1893, brevet 219309. (Appareil *le vigilant* appliqué aux machines de chemin de fer.)

Société générale des téléphones, 7 février 1893, brevet 227557. (Réseaux téléphoniques et constructions électriques). (Perfectionnements dans les commutateurs multiples pour réseaux téléphoniques et circuits métalliques.)

Geneste, Herscher et compagnie (Société), 9 février 1893, brevet 206846. (Appareil à stériliser les crachats et désinfecter les crachoirs des tuberculeux; appareil également applicable à la stérilisation de toutes matières contenant des microbes.)

Fourman-Piot, 10 février 1893, brevet 219676. (Nouveau système de bouchage pour vins mousseux et autres liquides.)

Imband, 11 février 1893, brevet 226457. (Système de bouchon pour les eaux gazeuses, les vins de Champagne et, en général, pour toutes les bouteilles de liquide dont on désire prévenir l'évaporation.)

Morin, 9 février 1893, brevet 214227. (Nouveau système de maquettes et moulages articulés.)

Hughes, 8 février 1893, brevet 222239. (Perfectionnements dans la fabrication des vitraux applicables à la décoration murale.)

De Méritens, 10 février 1893, brevet 209850. (Nouvelle pile à grand débit.)

Buchet, 8 février 1893, brevet 225382. (Lampe à arc voltaïque à intensité variable.)

Garnier, 30 janvier 1893, brevet 204826. (Système de machine agricole dite *l'avenir*, pour essayer les avoines, épamper les récoltes, etc.)

Cautreau, 1^{er} février 1893, brevet 219459. (Nouvelle batteuse à triple nettoyage.)

Deissler, 2 février 1893, brevet 225570. (Semoir avec socs suspendus à ressorts.)

Debains, 28 janvier 1893, brevet 223399. (Chariot-ancre de renvoi [système Debains] pour treuils de labourage et de défoncement.)

De Mare, 9 février 1893, brevet 225275. (Procédé d'impressions photochromiques interétiendies.)

Salcher, 8 février 1893, brevet 224224. (Fabrication d'œillets-boutons en fil de fer.)

Michaud, 10 février 1893, brevet 189564. (Nouvelle machine à imprimer rotative.)

Basselart, 15 février 1893, brevet 223002. (Épurateur des eaux industrielles.)

Barbier, 10 février 1893, brevet 226550. (Fabrication du calco-phosphate.)

Carrance-Cassoute, 1^{er} février 1893, brevet 226813. (Système de lien fixateur pour cartons et emballages de tout genre.)

Grelet, 31 janvier 1893, brevet 219935. (Système de perfectionnement apporté aux secoueurs des machines à battre.)

Thomas, 11 février 1893, brevet 227387. (Machine performatrice à mains pour mines et carrières.)

Zehren (Les sieurs), 31 janvier 1893, brevet 224204. (Cadenas à chaîne de sûreté.)

David (Les sieurs), 7 février 1893, brevet 211447. (Percage réduit pour cartons de Jacquard.)

Henri Vandamme (M^{me} veuve), 2 février 1893, brevet 226519. (Perfectionnements aux encolluses.)

Ravelli, 6 février 1893, brevet 216944. (Siphonoidal Ravelli, moteur continu à sphères hydrauliques, applicable à l'industrie.)

Bonjour, 7 février 1893, brevet 224399. (Nouveau mécanisme hydrostatique.)

Coignet, 1^{er} février 1893, brevet 222627. (Chaudière multitubulaire, système A. Coignet.)

Goiffon, 25 janvier 1893, brevet 220719. (Système de préservation des vignes.)

Gélardin, 2 février 1893, brevet 223409. (Porte-scie à attaches nouvelles et à tension nouvelle.)

Lévy-Samson, 28 janvier 1893, brevet 219558. (Système de turbine ou essoreuse perfectionnée, à travail continu, pour la séparation des matières liquides et autres à éléments de densités différentes.)

Milinaire frères (Société), 2 février 1893, brevet 219082. (Nouveau type de charpente en fer et en bois et fer, s'appliquant à la construction des fermes, poteaux de fermes et des pannes.)

Milinaire frères (Société), 2 février 1893, brevet 219083. (Couverture mobile en zinc ou en tôle galvanisée ou en bois, posée sur des liteaux en bois armés pour des fers profilés.)

Doriot, 3 février 1893, brevet 226260. (Système d'urinoir public pour dames.)

Coignet, 31 janvier 1893, brevet 226634. (Nouveau système de construction avec poutrelles droites ou courbes, et plate-bande en maçonnerie et fer combinés.)

Boussat, 31 janvier 1893, brevet 227529. (Tuyaux de descente à double effet, incongelables, pour les eaux pluviales.)

E. Cornely et fils (Société), 3 février 1893, brevet 193781. (Perfectionnements apportés aux machines à festonner ou à broder.)

Société anonyme dite *Société internationale d'éclairage par le gaz d'huile*, 4 février 1893, brevet 203239. (Phare flottant.)

Société française d'exploitation des procédés Hermite, 28 janvier 1893, brevet 164230. (Blanchiment des matières textiles en général et des pâtes à papier.)

Maschinenfabrik Heidelberg Molitor et compagnie (Société), 2 février 1893, brevet 227514. (Presse rotative ou radiale à cliché-plan.)

Lempire, 24 février 1893, brevet 219819. (Caoutchouc pneumatique pour vélocipèdes et autres véhicules légers.)

Valère, 18 février 1893, brevet 220459. (Système de propulsion des vélocipèdes au moyen des pieds et des deux mains, permettant une augmentation de vitesse, le tout combiné avec un dispositif de direction par les deux mains.)

Leclerc, 18 février 1893, brevet 224060. (Nouveau mécanisme de commande pour vélocipèdes de tous genres, plus particulièrement applicable aux bicycles multiples.)

Nicolaïdi, 20 février 1893, brevet 225730. (Application d'un nouveau système de transmission de mouvement aux roues de vélocipèdes.)

Méran, 18 février 1893, brevet 206705. (Système de batterie-filtre.)

Baur, 20 février 1893, brevet 215355. (Perfectionnements dans la fabrication du musc artificiel.)

Nicot, 21 février 1893, brevet 220571. (Réfrigérant à récipients isolateurs et tubes évacuateurs du liquide chaud pendant la distillation.)

Blondel, 20 février 1893, brevet 227868. (Fusion et cristallisation artificielle du carbone.)

Farbenfabriken vorm. Fried. Bayer et C^e, 31 janvier 1893, brevet 223450. (Procédé de préparation de nouvelles matières colorantes basiques obtenues par combinaison avec des oxazines.)

Volgnartz, 4 février 1893, brevet 219123. (Densimètre automatique pour liquides à niveau et température variables.)

Iseli, 4 février 1893, brevet 225642. (Procédé de purification des flegmes résultant de la fabrication de l'alcool, des huiles et des graisses.)

Vidal, 11 janvier 1893, brevet 226645. (Préparation de colles solubles à froid et non susceptibles de se prendre en gelée par l'action de l'acide sulfureux, des bisulfites et des sulfites métalliques sur les colles d'os, de peaux et de cartilages.)

L'Hoist, 31 janvier 1893, brevet 223204. (Lanterne de campagne, système t'Hoist.)

Delevoe, 7 février 1893, brevet 229131. (Nouvelle fermeture de bracelets.)

Flot, 7 février 1893, brevet 226695. (Système de trieur automatique pouvant être adapté à tous genres de fourneaux de cuisine ou autres.)

Charvet, 28 janvier 1893, brevet 225755. (Genre de ceinture à boucle automatique.)

Cassegrain, 6 février 1893, brevet 222060. (Nouveau système de fusil de chasse à canon fixe, sans chiens apparents et à deux coups.)

Petit, 31 janvier 1893, brevet 221541. (Nouvelle garniture des roues des machines vélocipédiques, système dit à fourreau.)

Vincent, 7 février 1893, brevet 224834. (Système de garde-crotte mobile, applicable aux vélocipèdes de tous genres.)

Thomas, 6 février 1893, brevet 226030. (Nouveau procédé pour réparer instantanément les tubes creux ou pneumatiques des vélocipèdes ou autres véhicules.)

Albertin, 30 janvier 1893, brevet 224874. (Nouveau système de muselière dite muselière articulée.)

Chauvin père, 31 janvier 1893, brevet 225525. (Système d'appareil servant à arrêter les chevaux emportés.)

Société française d'exploitation des procédés Hermite, 1^{er} février 1893, brevet 164832. (Divers appareils et dispositions d'électrodes pour électrolyser le chlorure de magnésium dans le but de blanchir par le procédé de M. Hermite.)

Agut, 2 février 1893, brevet 215006. (Dosimètre à dosage rapide par précipitation et détermination des intensités lumineuses.)

A. Girodon et fils (Société), 23 février 1893, brevet 224907. (Nouvelle application du brocheur pour étoffes.)

Perreur-Lloyd et compagnie (Société), 14 février 1893, brevet 223589. (Procédé perfectionné de production du cuivre électrolytique.)

Fleurent, 17 février 1893, brevet 221409. (Porte-toré pour vilebrequin et machine à percer.)

Dussert et Epêche, 18 février 1893, brevet 224295. (Application nouvelle d'un moyen de surchauffage de la vapeur à tous les genres de chaudières.)

Georgel, 11 février 1893, brevet 219645. (Serrure s'appliquant sur les portes, placards, armoires, tiroirs, etc.)

Marchand et Chenesseau, 8 février 1893, brevet 222336. (Arrêt de persiennes et de volets dit *gond d'arrêt*.)

Bigot, 15 février 1893, brevet 20791. (Perfectionnements dans la préparation des surfaces flottantes des pièces mécaniques.)

Dorian, 13 février 1893, brevet 224519. (Nouvel encliquetage.)

Véron, 16 février 1893, brevet 219838. (Nouveau raidisseur pince-fils à ailettes-crochets, pose instantanée et arrêt automatique, sans broche, goupille ni rochet.)

Brillon, 20 février 1893, brevet 211523. (Système de force de balancier moteur.)

Lepape, 15 février 1893, brevet 219553. (Moteur à pétrole ou à gaz.)

Péridier, 17 février 1893, brevet 223041. (Nouveau système de publicité dit *annonce voyageuse*.)

Golaz-Senac, 15 février 1893, brevet 213465. (Distributeur automatique des lettres ou colis aux divers étages d'un immeuble.)

Munier, 15 février 1893, brevet 220325. (Pince à escargots.)

Barbier, 11 février 1893, brevet 224589. (Système de dételage instantané des chevaux.)

Tribaudeau, 11 février 1893, brevet 219470. (Système de pendant de remontoir.)

Société générale des téléphones (réseaux téléphoniques et constructions électriques), 11 février 1893, brevet 227557. (Perfectionnements dans les commutateurs multiples pour réseaux téléphoniques et circuits métalliques.)

Sievert, 13 février 1893, brevet 224436. (Procédé pour estamper des objets en verre plat.)

Mortier, 18 février 1893, brevet 225478. (Système de distribution électrique polyphasée *compound*.)

Wattier, 20 février 1893, brevet 214853. (Perfectionnements dans les machines à broder, ganseur, etc., permettant d'obtenir la ganse à double face, de couleurs variées, ainsi que le point de tresse dit *point de plume*, pour passementerie, ganterie, etc.)

Lipkowski, 25 janvier 1893, brevet 223244. (Frein continu automatique à air comprimé.)

Étienne, 16 janvier 1893, brevet 226212. (Ligne télégraphique spéciale et appareils destinés à mettre en communication un train en marche sur une voie ferrée avec les autres trains se trouvant sur la même voie et avec toutes les gares de la ligne et *vice versa*.)

Guillaume et Golstein, 13 février 1893, brevet 220934. (Fermeture pour boîtes à conserves et d'autres vases semblables.)

Société anonyme de la teinturerie stéphanoise, 21 janvier 1893, brevet 224875. (Machine à teindre les matières filamenteuses mises en écheveaux avec porte-écheveaux tendeur produisant la submersion totale ou partielle des matières à teindre.)

Hochgesand, 27 janvier 1893, brevet 218843. (Système de montage du tube ou du godet en verre dans les appareils de graissage et autres.)

Société anonyme du filtre Chamberland (système Pasteur), 17 février 1893, brevet 220776. (Perfectionnements apportés au filtre Chamberland, système Pasteur.)

Société pour l'industrie chimique, 12 janvier 1893, brevet 223176. (Procédé de fabrication d'un colorant rouge azoïque pour laine.)

Farbenfabriken vorm. Fried. Bayer und C^e (Société), 11 janvier 1893, brevet 225086. (Procédé servant à la préparation des matières colorantes basiques solubles à l'eau.)

Trémont, 27 janvier 1893, brevet 192180. (Perfectionnements apportés aux bandages herniaires.)

Jouannin et Morin, 27 janvier 1893, brevet 225889. (Nouvelle disposition de bain électro-statique.)

Jaquet, 3 janvier 1893, brevet 217481. (Modifications aux bicyclettes.)

Anthoni, 6 janvier 1893, brevet 218493. (Perfectionnements aux roues de véhicules.)

Vallée, 6 janvier 1893, brevet 218578. (Nouveau caoutchouc pneumatique.)

Bonnafous et Chalou, 6 janvier 1893, brevet 223342. (Système perfectionné de chauffage pour voitures et autres véhicules dit *le thermo-mobile*.)

Dardinier, 5 janvier 1893, brevet 226470. (Nouveau système de bandage pneumatique pour roues de vélocipèdes.)

Anthonème, 27 février 1893, brevet 219068. (Nouveau procédé de fabrication des bières, brassage direct des grains crus.)

Imband, 24 février 1893, brevet 226457. (Système de bouchon pour les eaux gazeuses, les vins de champagne et en général pour toutes les bouteilles de liquides dont on désire prévenir l'évaporation.)

Leoni, 12 janvier 1893, brevet 222394. (Système perfectionné de distributeur automatique de liquides.)

Leoni, 12 janvier 1893, brevet 222503. (Système de distributeur automatique de liquides à débit variable.)

Waddington, 24 janvier 1893, brevet 220053. (Perfectionnements dans les gardes-navettes pour métiers à tisser.)

Sirech, 27 février 1893, brevet 209468. (Compteur destiné au contrôle de la perception sur les voitures de place.)

Cornil et Clément, 27 janvier 1893, brevet 226948. (Perfectionnements aux machines à laminier des tarauds et des tire-fonds à chaud.)

Truffault, 21 janvier 1893, brevet 219106. (Système perfectionné de vélo-pède.)

A. Lefebvre, E. Gougy et compagnie (Société), 20 janvier 1893, brevet 226170. (Mode d'attache de l'enveloppe extérieure des bandages pneumatiques à la jante des vélocipèdes et autres véhicules.)

Fontaine-Atgier, 20 janvier 1893, brevet 209232. (Machine volta-gramme.)

Maire, 17 janvier 1893, brevet 225716. (Perfectionnements apportés dans le montage des jumelles.)

Picard et Tanière, 23 janvier 1893, brevet 222216. (Système d'affinage des métaux par l'électricité et le martelage ou battage combinés.)

Carrance-Cassoute, 14 janvier 1893, brevet 216813. (Système de lino-finisseurs pour cartons et emballages de tous genres.)

Schmidt, 16 janvier 1893, brevet 212285. (Surchauffeur à grande surchauffe.)

Bohler, 16 janvier 1893, brevet 220965. (Perfectionnements apportés aux injecteurs Giffard.)

Décobert, 18 janvier 1893, brevet 224218. (Nouvel appareil graisseur à air comprimé pour cylindres de machines à vapeur.)

Bouvier, 13 janvier 1893, brevet 225546. (Procédé de filtration mécanique basé sur la séparation, par décantation progressive, des matières en suspension dans les liquides troubles sur des plateaux superposés.)

Privat, 17 janvier 1893, brevet 218827. (Filtre languedocien à pression, fonctionnant dans tous les sens, à grande surface filtrante, système Privat.)

Ollagnier, 20 janvier 1893, brevet 224994. (Nouveau broyeur.)

Texier de la Pommeraye, 18 janvier 1893, brevet 224719. (Nouveau système de sonnerie d'appel et d'avertissement.)

Landes, 19 janvier 1893, brevet 218783. (Pompe automatique servant en même temps de moteur automatique.)

Noton, 19 janvier 1893, brevet 224761. (Perfectionnements aux appareils d'aiguillage pour garnitures de cartes.)

Dellis, 25 janvier 1893, brevet 228437. (Instrument appelé fume-cigarette sans papier.)

Pouché, 15 février 1893, brevet 222328. (Système de séchage et de concentration sans renouvellement d'air.)

Strauss, 17 janvier 1893, brevet 225085. (Système de reliure pour feuilles d'échantillons ou, en général, de toutes feuilles de papier volantes, étoffes, etc.)

Jacobsen, 17 janvier 1893, brevet 224546. (Système de table à coulisser à bascules.)

Mousseau, 9 janvier 1893, brevet 222458. (Chauffage direct et continu des fours de boulangers, pâtisseries, etc., au moyen d'un foyer indépendant pouvant brûler toute espèce de combustible.)

Siemens et Halske et société dite Greiffenberg Bleich & Co. Appretur-Anstalt (Société), 10 janvier 1893, brevet 227009. (Procédé de blanchiment au moyen d'ozone artificiel et de dissolutions faibles de sels de chlore.)

Cheneveau, 12 janvier 1893, brevet 220834. (Organisme, dit musculaire, et accessoires applicables, entièrement ou partiellement, à la locomotion des véhicules terrestres, nautiques et aéronautiques, isolés ou une des espèces réunie à une des autres.

ou même aux deux autres, ainsi qu'à la motion d'appareils pouvant être utilisés eux-mêmes comme moteurs de machines diverses.)

A. Decamps et compagnie (Société), 12 janvier 1893, brevet 225448. (Garniture-enveloppe pour bouteilles et flacons.)

Pignatel, 23 janvier 1893, brevet 211823. (Allumeur à hydrocarbure.)

Goneste, Hercher et compagnie (Société), 15 janvier 1893, brevet 197829. (Appareil à désinfecter les parois des habitations par la pulvérisation d'un liquide antiseptique.)

Rivierre, 12 janvier 1893, brevet 207333. (Système de fabrication de la clouterie, tels [s]emence, korsette, etc., à pans évidés] avec du fil de fer ou d'acier.)

Pogneaux, 16 janvier 1893, brevet 209937. (Pile *Junier-Pogneaux*.)

Riche frères et sieur Yvrard (Société), 12 janvier 1893, brevet 206934. (Perfectionnements aux battants brocheurs à mouvement circulaire.)

Peyrounet de Lafonvielle, 11 janvier 1893, brevet 219038. (Régulateur dynamo-électrique proportionnellement dispensant la puissance en raison directe de la résistance, atténuateur des chocs et des efforts de démarrage.)

Lapointe, 9 janvier 1893, brevet 226019. (Machine à fraiser universelle.)

Barrey, 4 février 1893, brevet 221502. (Disposition nouvelle permettant une dissolution continuellement saturée, applicable aux piles électriques en général et spécialement aux piles à sulfate de cuivre.)

Laus, 10 janvier 1893, brevet 226017. (Nouveau système de cycle.)

Roussai, 9 janvier 1893, brevet 224028. (Perfectionnements dans la construction et l'agencement des roues de vélocipèdes et de véhicules de tous genres.)

Warein, 12 janvier 1893, brevet 224408. (Protecteur métallique de chambre à air pour pneumatique de bicyclettes, bicyclettes, tricycles, etc.)

Louis d'Hal, Descy et compagnie (Société), 10 janvier 1893, brevet 222069. (Machine pour peignage.)

Boujon, 12 janvier 1893, brevet 218612. (Système de busc incassable.)

Delaloe, 11 février 1893, brevet 193510. (Garniture métallique pour pistons hydrauliques.)

Dumay, 27 janvier 1893, brevet 219107. (Système de chaudière démontable à faisceau tubulaire inférieur.)

Maguin, 13 janvier 1893, brevet 209726. (Appareil brosseur-nettoyeur déboureur et raviveur des couteaux de diffusion en marche.)

Weinhold, 7 janvier 1893, brevet 123048. (Adaptation d'une ou de plusieurs brosses, fixes ou rotatives, à des points quelconques dans l'intérieur des tambours ou blutoirs, en vue de brosser le tamis de soie continuellement et automatiquement pour permettre à toute la surface travaillante de la bluterie de fournir, d'une manière permanente, le maximum de travail régulier.)

Maurel, 5 janvier 1893, brevet 223775. (Possibilité et manière d'installer des récepteurs hydrauliques quelconques sur les bords de la mer, et parti qu'on peut tirer des forces ainsi recueillies.)

Bitaille, 4 janvier 1893, brevet 223406. (Dévidoir automatique pour tuyaux de pompes à incendie.)

André, 25 février 1893, brevet 190888. (Nouveau système de brûleur pour le chauffage par le gaz, avec extinction automatique.)

Belot, 27 février 1893, brevet 210641. (Obturbateur automatique à doubles languettes obturatrices, fonctionnant pneumatiquement sans avoir besoin d'être armé.)

Sabotré, 11 janvier 1893, brevet 225429. (Lampe destinée à l'éclairage et au chauffage par les huiles minérales.)

Diederichs, 31 février 1893, brevet 224632. (Perfectionnements aux métiers à tisser la soie et à l'ourdissage mécanique.)

Selcher, 16 février 1893, brevet 224224. (Procédé et dispositif pour la fabrication d'aiguilles-boutons en fil de fer.)

Fremaux, 14 janvier 1893, brevet 221957. (Lampe à gaz, système Fremaux.)

Carranco-Cassoute, 9 janvier 1893, brevet 212352. (Système de chapeau à garniture démontable.)

Bergerat, 11 janvier 1893, brevet 216917. (Nouvel étui de cartes.)

Schnebelin, 17 janvier 1893, brevet 217540. (Nouvelle poudre de guerre dite Schœnbli.)

Ivon, 23 janvier 1893, brevet 225286. (Clavier Ives avec transpositeur.)

- Florentin, 19 janvier 1893, brevet 221967. (Appareil et procédés pour fabriquer la tige perlée.)
- Busezac, 23 février 1893, brevet 226474. (Siphon à soutirage.)
- Duralort père et fils, 6 janvier 1893, brevet 223985. (Perfectionnements aux souteurs et appareils analogues.)
- Tropenas, 2 février 1893, brevet 219047. (Perfectionnements dans la fabrication des aciers et fers fondus.)
- Soulé, 6 janvier 1893, brevet 223003. (Règle d'écartement destinée au service des voies ferrées.)
- Molin, 5 janvier 1893, brevet 218574. (Mécanisme électro-photomagnétique supprimant le lissage des dessins.)
- Saurin, 3 janvier 1893, brevet 186294. (Machine dite la débause Saurin, destinée à venir en aide aux éducateurs de vers à soie.)
- Blanc frères et le sieur Prangère-Duchemin (Société), 4 janvier 1893, brevet 223936. (Perfectionnements au métier à tricoter, système Berchon.)
- Compagnie des fonderies et forges de l'Homme (châliers de la Buire), et le sieur Lanchahez, 6 janvier 1893, brevet 222069. (Perfectionnements dans la construction des gazogènes spéciaux pour moteurs à gaz.)
- Sniechowski, 22 février 1893, brevet 225856. (Obtention sur la fibre de colorants azoïques teignant en nuances foncées brunes et noires.)
- Ramont, 22 février 1893, brevet 224869. (Système de générateurs et chaudières multitubulaires à tubes concentriques à vaporisation rapide ou instantanée.)
- Ballet et Lecourant, 6 janvier 1893, brevet 223689. (Étau monte pour chaussures.)
- Hamot, 30 janvier 1893, brevet 198051. (Bandage herniaire.)
- Fontaine, 23 février 1893, brevet 109819. (Échelle de sauvetage et d'élagage des arbres.)
- François, 18 février 1893, brevet 226286. (Crochets d'ardoises à deux branches.)
- Bernas, 5 janvier 1893, brevet 225590. (Procédé et dispositif pour plier les cartonages et matières similaires.)
- Wagner, 7 janvier 1893, brevet 220380. (Procédé de soudure pour l'aluminium.)
- Wegner et Gührs, 7 janvier 1893, brevet 226819. (Procédé de galvanisation des plaques et des fils d'aluminium et alliages d'aluminium devant être estampés, perforés et façonnés après la galvanisation.)
- Alfred Motte et compagnie (Société), 16 février 1893, brevet 225415. (Perfectionnement dans l'échardonnage mécanique des laines.)
- Chatillon, 21 février 1893, brevet 189974. (Procédé de condensation des vapeurs métalliques.)
- Huizer, 20 février 1893, brevet 222997. (Machine à additionner.)
- Marcier, 18 février 1893, brevet 219565. (Nouveau produit céramique et amiante et ses applications aux sciences et aux arts industriels.)
- Lebreton, 6 janvier 1893, brevet 223680. (Nouveau système de transmission sinusoïdale.)
- Baron, 8 janvier 1893, brevet 176829. (Nouvelle application à la navigation sous-marine d'engins de propulsion d'une grande puissance.)
- Vignes, 21 février 1893, brevet 227253. (Auto-cigarette hygiénique, économique, automatique, perpétuelle.)
- Déchandol, 16 février 1893, brevet 220385. (Appareil automatique Déchandol pour chemins de fer.)
- E. Jacob et compagnie (Société), 5 janvier 1893, brevet 220421. (Four à flamme renversée et à feu continu pour la cuisson spéciale des produits céramiques cuits à haute température, porcelaines et grès.)
- Margne et Grange, 7 janvier 1893, brevet 204900. (Bourrelet automatique.)
- Samin et André, 14 février 1893, brevet 224799. (Genre d'appareils régulateurs de la pression d'écoulement des fluides.)
- Desrumaux, 1^{er} février 1893, brevet 191692. (Appareil d'épuration et de décantation.)
- Veuve Ch. Rossignol et compagnie (Société), 22 février 1893, brevet 215294. (Nouveau jouet mécanique tournant.)
- Bonjour, 24 février 1893, brevet 224392. (Nouveau mécanisme hydrostatique.)
- Duret, 28 février 1893, brevet 222002. (Appareil pour lever les herbes.)

- Marmonier fils, 22 février 1893, brevet 227855. (Pressoir continu à action intermittente).
- Société teinturerie stéphanoise; 27 février 1892, brevet 214033. (Machine à teindre les tissus, en utilisant le matériel actuellement en usage dans cette industrie.)
- Rigole, 23 février 1893, brevet 219643. (Procédé d'extraction de la gutta-percha des feuilles et brindilles des isonandras, dichopsis et autres arbres à gutta par l'emploi du bisulfure de carbone, et appareil industriel qui s'y rapporte.)
- Société *Farbenfabriken vorm. Fried. Bayer & Co.*, 23 février 1893, brevet 224739. (Procédé pour la fabrication de la naphthazarine.)
- Société *Farbenfabriken vorm. Fried. Bayer & Co.*, 24 février 1893, brevet 224740. (Procédé pour la préparation de matières colorantes tirant sur mordants métalliques, au moyen de la dinitroanthraquinone.)
- Lebrun, 18 février 1893, brevet 227457. (Dispositif s'adaptant aux robinets de tous genres et permettant d'y ajuster des filtres à pression, des tuyaux d'arrosage ou autres organes nécessitant un raccord à vis.)
- Dolignon, 27 février 1893, brevet 226667. (Appareil à niveau constant appliqué en sucrerie et toutes autres industries.)
- Danion, 2 mars 1893, brevet 224770. (Nouveau genre de jalousies-stores.)
- Chameroy, 27 février 1893, brevet 219504. (Système de frein.)
- Landois, 23 février 1893, brevet 224878. (Rôtissoire complète.)
- Deschiens (M^{me} veuve) et Chauffeur, 25 février 1893, brevet 218257. (Compteur-imprimeur destiné aux vélocipèdes, bicyclettes, etc., dit le *vélographe*.)
- Chaumet, 15 février 1893, brevet 227802. (Moteur pour voitures dit le *cyclope*.)
- Desprez, 27 février 1893, brevet 227277. (Nouvelle bande de pansement.)
- Courouble et Carrette (Société), 22 février 1893, brevet 225076. (Tissu d'ameublement dit à double face d'aspect différent.)
- Ter Weels, 21 février 1893, brevet 223967. (Peigneuse circulaire perfectionnée.)
- Gavioli et compagnie (Société), 13 janvier 1893, brevet 225715. (Écran servant à amortir le son des trompettes, trombones et bombardes des orgues en général.)
- Turpin, 17 septembre 1892, brevet 167512. (Application des propriétés explosives de l'acide picrique du commerce aux usages industriels et militaires.)
- Chaigneau, 17 février 1893, brevet 225558. (Nouveau mode de propulsion et de direction des aérostats et d'un moyen de transport aérien.)
- Rouart frères et compagnie (Société), 20 janvier 1893, brevet 2178417. (Procédé permettant de faire marcher les moteurs à gaz au moyen de l'air carburé, ou d'améliorer leur fonctionnement.)
- Millet, 17 janvier 1893, brevet 218749. (Garniture alvéolaire pour roues de véhicules.)
- Santiquet, 19 janvier 1893, brevet 221580. (Vélocipèdes transformables pour un ou plusieurs cavaliers.)
- Fano, 19 janvier 1893, brevet 224817. (Mode de suspension perfectionné pour vélocipèdes et autres véhicules légers.)
- Lerte, 17 janvier 1893, brevet 217076. (Système d'escalier hélicoïde en fer et bois.)
- Massé (les sieurs), 20 janvier 1893, brevet 221920. (Tuiles vitrées universelles et châssis de sûreté.)
- Eggis, 26 janvier 1893, brevet 201976. (Machine à écrire perfectionnée.)
- Labonde, 25 janvier 1893, brevet 222463. (Chemise destinée à renfermer, presser et conserver les documents en feuilles de toutes espèces, dite l'*Archiviste*.)
- De Luca, 25 janvier 1893, brevet 225835. (Perfectionnements apportés ou se rattachant aux fontaines à réservoir pour l'encre ou autres liquides.)
- D'Auzac de Lamartinie, 1^{re} février 1893, brevet 219018. (Coloration en bleu de l'eau de javelle.)
- Maurat, 16 février 1893, brevet 223775. (Possibilité et manière d'installer des récepteurs hydrauliques quelconques sur les bords de mer, et le parti qu'on peut tirer des forces ainsi recueillies.)
- Schaffer, 20 février 1893, brevet 224502. (Nouvelle fermeture pour cadres, bâton-jonc, pour sacs à main et autres.)
- Société dite la *manufacture lyonnaise de matières colorantes*, 24 janvier 1893, brevet 219950. (Procédé relatif à la fabrication d'amido-naphtols et de nouveaux acides amidonaphtolsulfoniques.)

Clenet, 27 janvier 1893, brevet 211011. (Arrêt de personnes en fer ou acier laminé, embouti et estampé.)

Société anonyme compagnie parisienne de couleurs d'aniline, 24 janvier 1893, brevet 192807. (Procédé de production de matières colorantes vertes et bleu-vertes.)

Leembruggen, 23 janvier 1893, brevet 216843. (Système de fermeture pour boîtes en fer-blanc.)

Lambert, 24 février 1893, brevet 224632. (Nouveau procédé de numérotage des titres ou papiers-valeurs.)

Sénée, 3 février 1893, brevet 221986. (Système de châssis à tension de la feuille et cliché mobilisable pour le tirage des photographies, reproductions héliographiques, etc.)

Farjas, 31 janvier 1893, brevet 226954. (Perfectionnements dans la suspension des voitures et véhicules de tous genres.)

Saint-Germain, 2 février 1893, brevet 227511. (Frein de voitures à bras et voitures à deux roues en général.)

Rerabek, 8 février 1893, brevet 227138. (Tablette indicatrice de la réservation des places.)

Carré, 24 février 1893, brevet 228058. (Perfectionnements aux appareils réfrigérants fonctionnant au moyen des agents hygrométriques.)

Giroud, 1^{er} février 1893, brevet 223672. (Système permettant l'ouverture d'un robinet par l'introduction d'une pièce de monnaie et la maintenant pendant un temps limité d'avance.)

Pagnon, 3 mars 1893, brevet 219799. (Impression directe, or et couleurs, sur tous objets de formes quelconques, droites, concaves, convexes.)

Van Gelder, 25 février 1893, brevet 217941. (Appareil perfectionné servant à séparer la poussière ou la suie de l'air.)

Distinguin, 3 février 1893, brevet 211534. (Robinet à soupape.)

Savy, 7 février 1893, brevet 227338. (Système de purgeur Savy pour presses hydrauliques ou autres.)

Corcelle, 18 janvier 1893, brevet 221943. (Nouvel appareil pour bains de chaleur.)

Marinier, 4 janvier 1893, brevet 203084. (Appareil dit *aérifère calorigène*, destiné au renouvellement de l'air des habitations.)

Recoulier, 9 février 1893, brevet 202182. (Ressort étiré-pène de serrure.)

Paurel, 10 février 1893, brevet 219385. (Système de balance à un seul plateau et à fléau gradué, rendant l'exécution des pesées plus facile et la garantie du poids plus sûre.)

Kuchler et les sieurs Kind, 9 février 1893, brevet 225812. (Courroie de transmission tissée partiellement en fils métalliques.)

De Préneuf, 28 février 1893, brevet 227992. (Bandage pneumatique avec systèmes d'attache particuliers pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.)

Lejeune, 23 février 1893, brevet 221476. (Perfectionnements apportés aux pneumatiques.)

Gras, 28 février 1893, brevet 208092. (Système de roue de vélocipède à montage et démontage instantanés des rayons.)

Gauterie (M^{re}), 28 février 1893, brevet 219793. (Parasol-store-écran.)

Boucher-Moreaux, 18 mars 1893, brevet 215191. (Système de mors articulé pour la conduite et l'arrêt du cheval.)

Suc, 17 mars 1893, brevet 220412. (Mouvement perfectionné pour bicyclettes et tricycles.)

Mérier, 18 mars 1893, brevet 225189. (Application d'un dossier mobile aux selles de vélocipèdes.)

Mérier, 18 mars 1893, brevet 215487. (Nouveau bandage pneumatique destiné à s'appliquer aux jantes de roues disposées pour recevoir des caoutchoucs creux ou pleins.)

La Fage, 4 mars 1893, brevet 223919. (Automoteur ou propulseur automatique destiné à donner le mouvement aux vélocipèdes (bicyclettes, tricycles) et à en accélérer la marche, avec ou sans le concours de pédales pour la montée des côtes.)

Farjas, 3 mars 1893, brevet 226054. (Perfectionnements dans la suspension des voitures et véhicules de tous genres.)

Séméchal, 4 mars 1893, brevet 226202. (Système de jante à double élasticité pour roues de vélocipèdes ou de tous autres véhicules.)

Sevard et compagnie (Société), 13 mars 1893, brevet 218007. (Bouton perfectionné à ailettes développantes pour manchettes, cols, etc.)

Martinot (M^{me} veuve), 13 mars 1893, brevet 220455. (Perfectionnements dans la coupe des gants en peaux et en tissus.)

Schürmann, 24 mars 1893, brevet 214307. (Procédé et métiers à tresser des lacets et des cordes ordinaires ainsi que des cordes façonnées.)

Société industrielle internationale, 23 mars 1893, brevet 202919. (Outils pour le chimicage des tiges d'allumettes.)

Proust, 22 mars 1893, brevet 208611. (Nouveau bec de lampe à pétrole à mèche cylindrique, dit bec Proust.)

Société anonyme la Manufacture lyonnaise de matières colorantes, 7 mars 1893, brevet 201770. (Procédé pour la fabrication de couleurs dérivant de l'acide γ amido naphtholmonosulfonique.)

Claeys, 20 mars 1893, brevet 227021. (Système à détente variable automatique sans dé clics, applicable aux machines à vapeur, genre Carliiss-Wheelock.)

Gasteiger, 22 mars 1893, brevet 205747. (Perfectionnements dans les foyers de chaudières et autres.)

Bonnet, Spazin et compagnie (Société), 16 mars 1893, brevet 220351. (Nouvel épurateur, par la chaleur, des eaux d'alimentation et industrielles.)

Balotte, 16 mars 1893, brevet 220229. (Outil servant à couper ou faire sauter le fil de fer entourant des bouchons ou autres objets.)

Smyser, 21 mars 1893, brevet 212473. (Perfectionnements dans les machines servant à former, remplir, fermer et distribuer les paquets en général.)

Maussion, 23 mars 1893, brevet 211917. (Nouveau système de fermeture et d'ouverture de tous les vases avec ou sans intervention de l'air, pouvant servir indéfiniment.)

Guerbois, 18 mars 1893, brevet 225594. (Bouteille sans seconde.)

Tissier, 18 mars 1893, brevet 227815. (Système d'arrêt de bouchon applicable à tous récipients en verre, porcelaine, etc.)

Relin, 21 mars 1893, brevet 218964. (Supports de carcasse d'abat-jour.)

Breil, 25 mars 1893, brevet 225690. (Tourne-broche, système Breil.)

Paréti, 20 mars 1893, brevet 222904. (Nouveau système de robinet.)

Comi, 20 mars 1893, brevet 224478. (Système d'élevateur de liquides à air comprimé et à récipients moteurs oscillants actionnant la distribution des air.)

Société la manufacture lyonnaise de matières colorantes, 22 mars 1893, brevet 210958. (Procédé pour la fabrication d'amidonaphthols et de nouveaux acides amidonaphtholsulfoniques.)

Compagnie parisienne de colorants d'aniline, 16 mars 1893, brevet 226929. (Procédé pour la production de matières colorantes jaunes à rouges-brunes applicables à la teinture des laines.)

Chevalier, 21 mars 1893, brevet 222603. (Muselière articulée permettant au chien assis ou la mot d'ouvrir la gueule, de laper et même, dans une certaine mesure, de manger sans qu'il puisse mordre.)

Bedout, 22 mars 1893, brevet 220176. (Compteur densimétrique Bedout.)

Metz, 23 mars 1893, brevet 224821. (Système de wagons à deux orailles, pour la construction des tuyaux de fumée à joints croisés.)

Ruchet, 17 mars 1893, brevet 224285. (Nouvelle échelle dite échelle universelle.)

Doriot, 18 mars 1893, brevet 228200. (Système d'urinoir public à couloir.)

Gervat, 20 mars 1893, brevet 209446. (Compteur héré-kilométrique ou héré-dynamique applicable aux voitures et à l'industrie.)

Berthier et Roussion (Société), 18 mars 1893, brevet 226523. (Nouvelle manière de l'armettes.)

Sichelschmidt, 21 mars 1893, brevet 225783. (Boîte d'essieux pour wagons de chemins de fer agricoles et miniers.)

Abraham (les frères), 9 mars 1893, brevet 221511. (Bac à eau ou grattoir ajustable nouveau ou perfectionné pour le nettoyage des tubes de chaudières.)

Bréire, 20 mars 1893, brevet 224521. (Système d'accouplement pour conjuguier les essieux de la locomotive et, en général, du matériel roulant.)

Locchier, 13 mars 1893, brevet 225702. (Système de serrure de sécurité à enclenchement automatique, principalement applicable aux portières de wagons.)

Demonny, 11 mars 1893, brevet 221279. (Perfectionnements dans la production de la farine.)

Bourdelot, 24 mars 1893, brevet 229041. (Attache de jonction pour carreau.)

Schlœsing frères (Société), 7 mars 1893, brevet 225564. (Traitement insecticide et anticyptogamique de végétaux de toutes sortes.)

Coignet, 7 mars 1893, brevet 226634. (Nouveau système de construction avec poutrelles droites ou courbes et plate-bande en maçonnerie et fer combinés.)

Thompson, 10 mars 1893, brevet 227036. (Perfectionnements apportés aux procédés de production du nickel et du sulfure de nickel.)

Saalfeld, 14 mars 1893, brevet 229773. (Table à rallonges.)

Le Dan, 14 mars 1893, brevet 229229. (Système de fit plant.)

Renau, 8 mars 1893, brevet 227885. (Nouveau mode de fixation rendant extensibles les caoutchoucs pneumatiques pour vélocipèdes.)

Guibillon, 14 mars 1893, brevet 220965. (Nouveau procédé décoratif et ses diverses applications.)

Lussigny, 8 mars 1893, brevet 224980. (Nouveau procédé de secrétage, sans mercure, des poils destinés à la fabrication des feutres.)

Bouas, 14 mars 1893, brevet 227844. (Nouveau mode de confection de chapeau de soie haute forme ainsi que des jockeys feutres et chemises feutres.)

Boudreaux, 18 mars 1893, brevet 222767. (Nouveau balai pour machines génératrices ou réceptrices de courants électriques.)

Rouvière, 11 mars 1893, brevet 227525. (Appareil pour le chauffage et la ventilation des appartements.)

Palun, 25 mars 1893, brevet 227049. (Préparation d'un nouveau lavon destiné au lavage des parquets, écriers, comptoirs en étain, etc.)

Pournier, 2 mars 1893, brevet 220026. (Système de brosse électro-magnétique.)

Petit, 6 mars 1893, brevet 220070. (Nouveau système de saponification acide des corps gras.)

Pont et Auguin (Société), 9 mars 1893, brevet 226282. (Châssis-livre pour le tirage des épreuves photographiques et héliographiques.)

Manent (M^{re}), 3 mars 1893, brevet 220140. (Nouveau procédé de fabrication de la cécuse.)

De Cuyper, 3 mars 1893, brevet 223421. (Moyen de recueillir l'ammoniaque et les sels ammoniacaux de tous mélanges gazeux.)

Koerting frères (Société), 4 mars 1893, brevet 199232. (Système de réglage pour appareil de chauffage à vapeur.)

Kaefler, 4 mars 1893, brevet 224851. (Dispositif de réglage pour des appareils de chauffage à la vapeur.)

Monsu, 12 mars 1893, brevet 223647. (Système de pique-note automatique à moto-pointe.)

Lévy et compagnie (Société), 1^{er} mars 1893, brevet 217726. (Stéréoscope à déclenchement monétaire.)

Schmoll, 4 mars 1893, brevet 227190. (Siphon à can de seltz inexplosible.)

Michaud, 2 mars 1893, brevet 207459. (Nouvelle machine à imprimer rotative.)

Bonnet, 7 mars 1893, brevet 222777. (Mordant Bonnet, à base de plomb ayant l'eau comme agent fixateur.)

Francisque Volland et compagnie (Société), 4 mars 1893, brevet 227664. (Perfectionnements dans l'obtention des tissus irisés.)

Barbier, 4 mars 1893, brevet 226550. (Fabrication du calco-phosphate.)

Marin, 1^{er} mars 1893, brevet 226632. (Signal-avertisseur et auriculaire destiné à prévenir les agents d'un train en marche du passage de celui-ci devant un signal fermé.)

Bouchard, 13 mars 1893, brevet 210569. (Relief des projections à obturations alternatives combinées.)

Godet, 24 mars 1893, brevet 205895. (Carafe-godet pour la conservation de la glace naturelle et son isolement absolu de l'eau potable.)

Mackenstein, 2 mars 1893, brevet 221766. (Châssis photographique à rouleaux agitant et réparant les clichés.)

Grauel, 14 mars 1893, brevet 224730. (Fermeture pour bouteilles, bocaux, etc.)

Diederichs, 11 mars 1893, brevet 224458. (Mouvement de boîtes dans les métiers à tisser à plusieurs navettes dits à boîtes montantes.)

Diederichs, 21 mars 1893, brevet 217351. (Arrêt automatique dans le mouvement de boîtes des métiers à tisser dits à boîtes montantes.)

Degrémont, 4 mars 1893, brevet 220672. (Becule et joint glissant pour le graissage des pièces mobiles des machines marines et autres.)

Blanchereau, 6 mars 1893, brevet 220998. (Appareil dit serrure de sûreté.)

Marot, 2 mars 1893, brevet 225058. (Fai-injecteur à réservoir indépendant.)

Dehaitre, 4 mars 1893, brevet 227960. (Laveuse fermée à ramasseur d'eau permettant le lavage et le rinçage du linge par un courant continu.)

B. et P. Poitecher (Société), 3 mars 1893, brevet 197861. (Converts en tôle d'acier argentés ou dorés.)

Taussig, 6 mars 1893, brevet 202395. (Procédé pour fondre et pour couler dans un espace à air raréfié.)

Lagogué, 6 mars 1893, brevet 226352. (Voiture porte-hamacs, destinée à l'enlèvement, sur un champ de bataille, des blessés avec armes et bagages.)

Tobler, 21 mars 1893, brevet 221696. (Système de régulateur à gaz dit l'automatique.)

Arnould (M^{lle}), 15 mars 1893, brevet 228347. (Thermo-filtre ventilateur et saturateur.)

Carcaut, 23 mars 1893, brevet 213583. (Système de fermeture dénommé *fermeir Pompador*.)

Gay, 21 mars 1893, brevet 220368. (Nouveau système de fermoir pour chaussures, gants et autres objets auxquels il pourra être applicable.)

Chabeault, 27 mars 1893, brevet 220419. (Application des accumulateurs et des prises de courant, combinées à la traction électrique sur voies ferrées.)

Frémont, 9 mars 1893, brevet 218250. (Perfectionnements apportés aux dynamomètres.)

Boisset, 7 mars 1893, brevet 213115. (Navire aérien dirigeable à gaz combinés.)

Florin-Leclercq, 20 mars 1893, brevet 216354. (Nouvelle machine à chiner les rubans de poignées.)

Deise, 23 mars 1893, brevet 226214. (Application d'une semelle en feutre imperméable à toutes les chaussures.)

Girot, 13 mars 1893, brevet 220386. (Composition industrielle dite *composition Girot*.)

Alexandre, 18 mars 1893, brevet 228334. (Carnet-trousse dit *le Parisien*.)

Saintigay, 18 mars 1893, brevet 217543. (Lièges d'art.)

Savage, 15 mars 1893, brevet 225334. (Nouveau carrousel.)

Larrabure, 18 mars 1893, brevet 220936. (Système de machine applicable comme charrue et à tous autres usages.)

Charvire, 13 mars 1893, brevet 228639. (Nouveau procédé de reproduction des images photographiques sur aluminium.)

Géneste, Herscher et compagnie (Société), 4 mars 1893, brevet 227674. (Système de chauffage des navires par la vapeur.)

Billault, 20 mars 1893, brevet 213469. (Produit en poudre destiné à l'engraissement des bestiaux.)

Bousquet, Laxax et Lacomme, 29 mars 1893, brevet 219766. (Procédés, appareils et transmissions perfectionnées, applicables au labourage, défoncement et préparation du sol, ainsi qu'à d'autres branches de l'industrie mécanique.)

Marmonier fils, 27 mars 1893, brevet 227855. (Pressoir continu à action intermittente.)

Marmonier fils, 29 mars 1893, brevet 227855. (Pressoir continu à action intermittente.)

Jourdan, 25 mars 1893, brevet 228202. (Système de porte-vêtement.)

Péper et Davis, 25 mars 1893, brevet 227912. (Perfectionnements aux modes de fixation des rideaux.)

Le Breton, 14 mars 1893, brevet 199577. (Appareils L. L. Le Breton, à boulet (automatiques ou non) applicables aux réservoirs de chasse, aux water-closets et à tous autres réservoirs.)

Jeannerot, 28 mars 1893, brevet 226429. (Bandage pneumatique à chambre à air invulnérable.)

Ménier, 24 mars 1893, brevet 226801. (Appareil hygiénique dit *Humateur universel*.)

Montupet, 25 mars 1893, brevet 224605. (Appareil destiné à sécher, torréfier ou incinérer les ordures ménagères et toutes autres matières.)

Montupet, 25 mars 1893, brevet 224611. (Bidon extensible pour la conservation du lait et autres matières.)

Montupet, 25 mars 1893, brevet 224637. (Appareil à cuire dans le vide, à évaporer ou à concentrer.)

Campiche, 27 mars 1893, brevet 224588. (Système d'horloge distributrice électrique.)

Hanhart, 27 mars 1893, brevet 205936. (Dispositif servant à faire varier à volonté la tension de la contre-baguettes des métiers à filer selfacting pendant le renvidage.)

Bruers, 25 mars 1893, brevet 192786. (Lampe à gaz récupérateur.)

Montupet, 25 mars 1893, brevet 219844. (Condenseur à surface avec tables à distillation libre.)

Galli, 25 mars 1893, brevet 228337. (Système d'appareils de chauffage à dalles superposées.)

Ardouin, 25 mars 1893, brevet 220619. (Nouveau système de couvertures enveloppes attenantes pour fils, etc.)

Bouas, 27 mars 1893, brevet 227844. (Nouveau mode de confection de chapeau de soie haute forme ainsi que des jockeys feutre et chemises feutre.)

Stiff, 28 mars 1893, brevet 222687. (Four à briques, avec hangar de séchage, se chauffant avec les gaz perdus.)

Montupet, 25 mars 1893, brevet 221463. (Surchauffeur de vapeur.)

Brousse, 27 mars 1893, brevet 228367. (Nouveau système d'enveloppe des tabliers de papier à cigarettes à effeuillage automatique.)

Havaux, 24 mars 1893, brevet 224656. (Appareil à couper le verre par l'électricité.)

Michaël, 28 mars 1893, brevet 226604. (Colonne filtrante destinée à la clarification et à la stérilisation des eaux.)

Barbier, 27 mars 1893, brevet 226979. (Nouveaux procédés et appareil pour le chauffage des liquides en vue de le concentrer, distiller, stériliser, vaporiser, etc.)

Vu pour être annexé au décret en date du 12 octobre 1893.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : TERRIER,

N° 28521. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes), qui autorise le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, au nom de l'Etat, à accepter six objets d'art céramique du XVIII^e siècle, légués au musée de Cluny par le sieur Gournay, suivant son testament olographe en date du 20 août 1888, et estimés à la somme de mille francs. (Paris, 17 Novembre 1893.)

N° 28522. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

La juridiction du commissaire de police de Briare (Loiret) est étendue aux communes d'Ouzouer-sur-Trézée, Ousson et Bonny.

La juridiction du commissaire de police de la Madeleine (Nord) est étendue aux communes de Marquette et de Marc-en-Bâreuil. (Paris, 15 Janvier 1894.)

N° 28523. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à l'exécution des travaux de prolongement de la jetée du port de Dellys, conformément au projet dressé, à la date du 30 septembre 1891, par les ingénieurs du département d'Alger (circonscription de l'est), et aux avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 14 novembre 1889, 13 novembre 1890, 23 juillet 1891, 21 juillet 1892, 29 juin 1893, et de la commission mixte des travaux publics, en date du 31 juillet 1893;

2° La dépense afférente à ces travaux, évaluée à quatre cent trente mille francs, sera prélevée sur les crédits annuellement inscrits à la deuxième section du budget du ministère des travaux publics, pour l'amélioration des ports maritimes de l'Algérie. (Paris, 16 Janvier 1894.)

N° 28524. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

Il est créé à Cauderan (Gironde) un commissariat de police.

Il est créé à Talence (Gironde) un commissariat de police.

Il est créé au Bouscat (Gironde) un commissariat de police. (Paris, 21 Janvier 1894.)

N° 28525. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des finances) déclarant que l'article 3^o du décret du 31 août 1893 ⁽¹⁾ portant que « les frais occasionnés par cet échange et la purge des hypothèques légales seront supportés, moitié par l'échangiste et moitié par l'État » est rapporté.

Tous les frais occasionnés par ledit échange, y compris ceux de purge des hypothèques légales, seront à la charge de M. Lecler. (Paris, 23 Janvier 1894.)

N° 28526. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

1° Le préfet de l'Orne est autorisé à passer, au nom de l'État, avec la ville de Nogent-le-Rotrou, le contrat d'échange, sans soule à la charge de l'État, des terrains militaires d'une contenance de trois hectares trente-deux ares neuf centiares, situés à Condé-sur-Huine (Orne), contre diverses parcelles d'une contenance de quatre hectares vingt-sept ares quarante-cinq centiares, situées sur le territoire de Nogent-le-Rotrou et appartenant à l'échangiste;

2° L'échange ne sera définitif qu'après avoir été approuvé par une loi;

3° Tous les frais occasionnés par l'échange seront supportés moitié par l'État, moitié par la ville de Nogent-le-Rotrou. (Paris, 23 Janvier 1894.)

(1) XII^e série, Bull. 1591, n° 27216.

N° 28527. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Les deux derniers alinéas de l'article 2 du cahier des charges annexé au décret du 27 janvier 1888, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département du Puy-de-Dôme, d'une ligne de tramway de Montferrand à Royat, avec embranchement vers la gare du chemin de fer, à Clermont-Ferrand, sont supprimés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Une ligne secondaire s'écartant de la ligne principale, partant de la place Delille et passant par les avenues de la Croix-Moret et du Château-Rouge, pour desservir la gare de Clermont-Ferrand. » (Paris, 25 Janvier 1894.)

N° 28528. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Molières (canton du Vigan, département du Gard) portera, à l'avenir, le nom de *Molières-Cavaillac*. (Paris, 26 Janvier 1894.)

N° 28529. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Nocq-Chambrat (canton de Huriel, arrondissement de Montluçon, département de l'Allier) portera, à l'avenir, le nom de *Chambrat*. (Paris, 27 Janvier 1894.)

N° 28530. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Tourrettes-de-Vence (canton du Bar, arrondissement de Grasse, département des Alpes-Maritimes) portera, à l'avenir, le nom de *Tourrettes-sur-Loup*. (Paris, 27 Janvier 1894.)

N° 28531. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la ville de Ciré (canton d'Aigrefeuille-d'Aunis, arrondissement de Rochefort, département de la Charente-Inférieure) portera, à l'avenir, le nom de *Ciré-d'Aunis*. (Paris, 27 Janvier 1894.)

N° 28532. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Saint-Hilaire (canton d'Agen, arrondissement d'Agen, département de Lot-et-Garonne) portera, à l'avenir, le nom de *Saint-Hilaire-sur-Garonne*. (Paris, 27 Janvier 1894.)

N° 28533. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des

cultes) qui autorise le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes à accepter, au nom de l'État, le portrait du baron Gros signé : Gros, et l'esquisse du tableau de Müller : *L'Appel des condamnés*, légués au musée du Louvre par le sieur Müller, en vertu du testament du 19 avril 1889, les deux objets estimés à la somme de trois mille cinq cents francs. (Paris, 30 Janvier 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 28 ^e Novembre 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. GUÉRIN.

Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des Lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1654.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28534. — *DÉCRET qui proclame des Brevets d'invention et des Certificats d'addition.*

Da 15 Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont proclamés les brevets d'invention et les certificats d'addition délivrés pendant le troisième trimestre de l'année 1893, tels qu'ils sont contenus dans les états ci-annexés.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,*

Signé : J. MARTY.

BREVETS D'INVENTION.

229120. Brevet de quinze ans, 5 avril 1893; Saint-Maur, rue des Trois-Bouquets, n° 1, à Toulouse. — Tricycle dit volant.

229121. Brevet de quinze ans, 7 avril 1893; Ragué et Rasimbeau, rue des Lois, n° 23, à Toulouse. — Nouveau système de publicité et de réclames à l'usage de toutes espèces de maisons de commerce ou fabriques par un tableau-réclame.

XII^e Série.

229122. Brevet de quinze ans, 7 avril 1893; Ragué et Rasimbeau, rue des Lois, n° 23, à Toulouse. — Nouveau système de grelot dénommé *le grelot français*.
229123. Brevet de quinze ans, 7 avril 1893; Ragué et Rasimbeau, rue des Lois, n° 23, à Toulouse. — Nouveau système de sous-tasse-réclame pour la publicité des maisons de liquides, à l'usage des cafés.
229124. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Tom, Hoover et Evans, représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Pompe à piston avec deux cylindres.
229125. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Viering, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Disposition de ventilation pour voitures de chemin de fer au moyen d'une conduite d'air pur pris de la locomotive, et disposition de réchauffement de celui-ci.
229126. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Bonsergent, à Paris, rue Olivier-de-Serres, n° 80. — Perfectionnements dans les chaudières à vapeur.
229127. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Williams, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Chambre photographique à magasin.
229128. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; société *American Electric Heating Company*, représentée par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux dispositifs servant à chauffer, par l'électricité, des creusets et autres articles.
229129. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; société *American Electric Heating Company*, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux creusets chauffés électriquement et à leurs poignées.
229130. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Nason et Hewes, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux navettes d'enfilure automatique pour métiers à tisser.
229131. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Walther, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux appareils de brassage.
229132. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Matrai, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Construction sous forme de ferme ou arbalète ou de ferme à contre-fiches en tiges métalliques entourées de matières plastiques.
229133. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Rubel, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Grille de foyer à circulation d'eau réfrigérante.
229134. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Schladitz, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Frein de vélocepede.
229135. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Beauvais, rue du Château, n° 20, à Neuilly (Seine). — Système d'arrêt automatique pour échelles à coulisses.
229136. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Roussy, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système d'appareil immobilisateur vertical.
229137. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Fric (les sieurs), représentés par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau thermomètre démontable à mercure pour les usages industriels.
229138. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Lelièvre, élisant domicile chez le sieur Bocquillon, à Paris, rue du Retrait, n° 21. — Palier-graisseur.
229139. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Preusse et compagnie (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Presse rapide pour l'impression et la division de bandes de papier sans fin.
229140. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Dumas et compagnie (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Compteur-enregistreur-indicateur de vitesse pour locomotives, voitures, machines fixes et autres applications.
229141. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Raymond, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fermeture à lacet pour gants, chaussures, guêtres, corsets, etc.
229142. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Westinghouse, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements apportés aux pompes à vapeur.
229143. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Lunken, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Soupape à voie directe.
229144. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Diez, représenté par la société

Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux taille-crayons.

229145. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Camphausen et société Briem et Kock, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine à apprêter les tissus.

229146. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Glafcke et Kent, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux cellules de prisons, caveaux de sûreté, etc.

229147. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Evans, Rawson et Brown, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Préparation et ornementation du verre blanc.

229148. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Evans, Rawson et Brown, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé de chablonnage du verre.

229149. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Myers, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux attelages de wagons.

229150. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Binsse et Hauschild, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux mordages pour outils à serrage.

229151. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; société dite *Berliner Actiengesellschaft für Eisengiesserei und Maschinenfabrikation*, représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux tambours rotatifs servant au maltage pneumatique.

229152. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Bernard, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Classeur calibreux.

229153. Brevet de quinze ans, 5 avril 1893; Jacob, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Bicycle extenseur à marche inverse et à action intérieure, ou à marche directe et à action extérieure.

229154. Brevet de quinze ans, 5 avril 1893; Peniakoff, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de fabrication de l'alumine et de ses dérivés en vue de l'obtention de l'aluminium métallique et autres sous-produits.

229155. Brevet de quinze ans, 4 avril 1893; Mayer, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouveau tambour de germination pour malterie pneumatique.

229156. Brevet de quinze ans, 5 avril 1893; Ellis, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux arbres des propulseurs ou autres arbres des bateaux à vapeur.

229157. Brevet de quinze ans, 5 avril 1893; Guérin, à Paris, rue Pierre-Leroux, n° 26. — Nouveau système de publicité dit *albums-annonces publicité permanente*.

229158. Brevet de quinze ans, 5 avril 1893; Moncrieff, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les machines à fabriquer le papier.

229159. Brevet de quinze ans, 5 avril 1893; Kirk et Lee, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines pour presser et apprêter les tissus.

229160. Brevet de quinze ans, 5 avril 1893; Vieillebard fils, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Nouveau calendrier pouvant remplacer les éphémérides ou blocs à effeuiller.

229161. Brevet de quinze ans, 5 avril 1893; Gay et Bourrelly, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'emmanchement flexible pour outils à frapper, trancher.

229162. Brevet de quinze ans, 5 avril 1893; Berlinerbleau, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de récipients et d'instruments destinés à recevoir les produits fluorés.

229163. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Violet, rue Saint-Jean-le-Vieux, n° 15, à Avignon. — Système de moulage mécanique en fonderie.

229164. Brevet de cinq ans, 8 avril 1893; Rousset, rue de la Loire, n° 35, à Saint-Étienne. — Évent automatique servant à communiquer la pression atmosphérique à l'intérieur de tout tonneau ou récipients de vidange.

229165. Brevet de quinze ans, 10 avril 1893; Perrin, Grande-Rue, à Cadillac (Gironde). — Pulvérisateur à grand travail dit *le rustique*.

229166. Brevet de quinze ans, 6 avril 1893; Grassi, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Selle, système Grassi.

229167. Brevet de quinze ans, 6 avril 1893; Pope, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements dans les filaments pour lampes à incandescence.

229168. Brevet de quinze ans, 6 avril 1893; Mouton, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouveau tendeur de fils.

229169. Brevet de quinze ans, 6 avril 1893; von Leesen, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Pendule de billard.

229170. Brevet de quinze ans, 6 avril 1893; Poole et Parr, représentés par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Jouet perfectionné.

229171. Brevet de quinze ans, 6 avril 1893; Lowcock, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements aux appareils à pièces de monnaies dits *distributeurs automatiques*.

229172. Brevet de quinze ans, 6 avril 1893; Delval, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Réfrigérant à fermeture rapide.

229173. Brevet de quinze ans, 6 avril 1893; Weisskoff, représenté par Mennois, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Dispositif de verrouillage des aiguilles de voies de chemins de fer par le passage des trains.

229174. Brevet de quinze ans, 6 avril 1893; Jones et société dite *The Two-Reel Lock-Stitch Sewing Machine Co Limited*, représentés par Gardet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements pour machines à coudre.

229175. Brevet de quinze ans, 6 avril 1893; Brower et Witter, représentés par Gardet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Attelage de voitures de chemin de fer.

229176. Brevet de quinze ans, 6 avril 1893; Katz, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 94. — Nouvel appareil servant à augmenter la production de la vapeur.

229177. Brevet de quinze ans, 6 avril 1893; Lemppeneau, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Enveloppes de lettres à coins renforcés.

229178. Brevet de quinze ans, 6 avril 1893; Suelzer, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Disposition applicable aux lessiveuses servant au traitement de la pâte à papier au sulfite en vue de réaliser l'utilisation, aussi complète que possible, de l'acide sulfureux.

229179. Brevet de quinze ans, 6 avril 1893; Schultes, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Roues formant rails pour toutes espèces de véhicules.

229180. Brevet de quinze ans, 6 avril 1893; Bowden et Urquhart, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Bandage pneumatique perfectionné.

229181. Brevet de quinze ans, 6 avril 1893; Poilleux, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil projecteur de confettis.

229182. Brevet de quinze ans, 6 avril 1893; Artiguelongue, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Générateur de vapeur multibulaire à chauffage aux essences minérales, à surface de chauffe maximum sous le plus petit volume.

229183. Brevet de quinze ans, 6 avril 1893; Gerlhof, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Balance à curseur.

229184. Brevet de quinze ans, 6 avril 1893; Mittenzwei, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Cartouches nutritives et hygiéniques pour nourrissons, avec la gaine de sûreté qui les renferme.

229185. Brevet de quinze ans, 6 avril 1893; Crébessac, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Nouveau système de moteur pouvant fonctionner, soit à l'essence de pétrole, soit au gaz de houille ou d'huile.

229186. Brevet de quinze ans, 10 avril 1893; Vieille, à Méharicourt (Somme). — Appareil d'évaporation jaillissant, système Arthur Vieille, précipitant les mousses dans la cuisson des sirops et la carbonatation.

229187. Brevet de quinze ans, 10 avril 1893; Mauve, à Auxerre. — Système de tuyères.

229188. Brevet de quinze ans, 10 avril 1893; Monnier, rue Jacquart, n° 78 et 80, à Roubaix. — Mécanisme d'ascenseurs d'habitations et autres pour le service de monte-plats et de monte-charges.

229189. Brevet de quinze ans, 10 avril 1893; Sée, représenté par Brunswick, rue d'Amiens, n° 15, à Lille. — Perfectionnements dans les toitures.

229190. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Crozet-Fourneyron et Gaubert, au Chambon-Fougerolles (Loire). — Nouveau système de bicycle, bicyclettes et tricycles à vitesses graduées et à embrayage automatique.

229191. Brevet de quinze ans, 7 avril 1893; Baudin, à Paris, cité Bergère, n° 7. — Préservateur de la vigne contre les gelées de printemps.

229192. Brevet de quinze ans, 7 avril 1893; Renard, à Paris, rue Monsigny, n° 13. — Fabrication d'album.

229193. Brevet de quinze ans, 7 avril 1893; Perrier, à Paris, rue Dareau, n° 41. — Perfectionnements apportés aux appareils à fractionnement opérant la rectification des alcools par première distillation.

229194. Brevet de quinze ans, 7 avril 1893; société *Furbenfabriken vorm. Fried. Bayer et Compagnie*, représentée par Dobler, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 81. — Préparation de nouveaux dérivés de l'alizarine et de ses analogues.

229195. Brevet de quinze ans, 7 avril 1893; Perkins, représenté par Gardet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 4. — Chaudière de locomotive.

229196. Brevet de quinze ans, 7 avril 1893; Wright, représenté par Dieuaidé, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements dans les mécanismes à friction des métiers à tisser.

229197. Brevet de quinze ans, 7 avril 1893; Boyer, rue de Billancourt, n° 71, à Boulogne (Seine). — Système de cadre de bicyclettes triangulé, permettant, en même temps, de placer dans ce cadre une valise rectangulaire ou carrée.

229198. Brevet de quinze ans, 7 avril 1893; Beylard, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau genre de galon tricoté et son procédé de fabrication.

229199. Brevet de quinze ans, 7 avril 1893; Bengué, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Application du froid à un usage thérapeutique au moyen d'un système de récipients à évaporation réglable.

229200. Brevet de quinze ans, 7 avril 1893; Bengué, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés dans le mode de bouchage et la construction des récipients destinés à l'emploi de chlorure d'éthyle, de méthyle, etc.

229201. Brevet de quinze ans, 7 avril 1893; Kohn et Wolff, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvel étui de montre avec porte-montre réglable et s'ajustant aux différentes grandeurs de montres.

229202. Brevet de quinze ans, 7 avril 1893; Thurfelder, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif réglable automatiquement pour la fabrication des embouchures avec perforation et filet de vis ou des fume-cigares et fume-cigarettes entiers.

229203. Brevet de quinze ans, 7 avril 1893; Marty, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bateau-poisson ou moteur marin continu applicable à tous bateaux et objets flottants.

229204. Brevet de quinze ans, 7 avril 1893; Gallerand, représenté par Dupont, à Paris, boulevard Haussmann, n° 135. — Perfectionnements aux capotes de voitures.

229205. Brevet de quinze ans, 7 avril 1893; Delasalle, représenté par Dupont, à Paris, boulevard Haussmann, n° 135. — Avertisseur électrique applicable à toutes sortes de véhicules et de bateaux.

229206. Brevet de quinze ans, 7 avril 1893; Renaux (D^m) et Renaux fils, représentés par Biraud, à Paris, passage Saint-Michel, n° 4. — Nouveau mode de fixation des caoutchoucs pneumatiques pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.

229207. Brevet de quinze ans, 7 avril 1893; Vauzelle, représenté par Biraud, à Paris, passage Saint-Michel, n° 4. — Nouveau système de fixation de caoutchoucs pneumatiques pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.

229208. Brevet de quinze ans, 7 avril 1893; compagnie Parisienne de couleur

d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la production d'une nouvelle diamidobase et son emploi pour la production de matières colorantes.

229209. Brevet de quinze ans, 7 avril 1893; Herbrurger, représenté par Chenault, à Paris, rue de Rambuteau, n° 24. — Perfectionnements dans les allonges des mécaniques de pianos droits.

229210. Brevet de quinze ans, 7 avril 1893; Herbrurger, représenté par Chenault, à Paris, rue de Rambuteau, n° 24. — Perfectionnements dans les mécaniques de pianos à queue.

229211. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; de Tombay et Duckro, rue Hélène, n° 10, à Paris. — Propulseur pour bicycle multiplié.

229212. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Dawson, représenté par la société Sautter et de Mestral, rue Baillif, n° 11, à Paris. — Perfectionnements dans les moteurs à gaz.

229213. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Lindsay, représenté par la société Sautter et de Mestral, rue Baillif, n° 11, à Paris. — Embrayage.

229214. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Cauderay, représenté par la société Sautter et de Mestral, rue Baillif, n° 11, à Paris. — Horloge électrique.

229215. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Cousin frères (société), représentée par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Métier à glacer et polir la ficelle, le fil de lin et tous autres textiles.

229216. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Hall et de Marr, représentés par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Lampe à incandescence réglable.

229217. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Papiesz, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Nouveau fixateur pour cravates.

229218. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Marsaux, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux semailles à betteraves.

229219. Brevet de quinze ans, 9 mars 1893; Puichaud et Puichaud-Menier, rue de Lorraine, n° 20, à Saumur (Maine-et-Loire). — Enveloppe increvable des bandages caoutchoutés et pneumatiques pour roues de véhicules en général, notamment des bicyclettes, véloces de toutes sortes et voitures légères.

229220. Brevet de quinze ans, 27 mars 1893; Bartels, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux charrues.

229221. Brevet de quinze ans, 29 mars 1893; Niwinski-Lancray, rue Champeaux, n° 2, à Troyes. — Machine automatique hydraulique.

229222. Brevet de quinze ans, 29 mars 1893; Fitton, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux marches d'escaliers, gradins, seuils, grilles, etc., avec ou sans dispositifs de publicité, d'éclairage ou de ventilation.

229223. Brevet de quinze ans, 29 mars 1893; Sophon, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnement au ballon-parapluie.

229224. Brevet de quinze ans, 5 avril 1893; Lafue, rue Girard-le-Bleu, n° 36, à Arles (Bouches-du-Rhône). — Galarème.

229225. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Sauernheimer, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements aux brosses et pinceaux.

229226. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Bernlochner, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Appareil pour nettoyer les pinceaux.

229227. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Tourte, à Paris, rue de la Réale, n° 8. — Nouveau fermoir de boutons de manchettes dit *automatique et indépendant*.

229228. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Deroster, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système de bouton-agrafe.

229229. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Bertrand, à Paris, rue Violet, n° 12. — Nouveau moyen de traiter les minerais de fer pour isoler de ces minerais le fer et les oxydes de fer.

229230. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Sachs, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil pour éteindre les bougies.

229231. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Amandry-Bellemère, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de bas-jarretières.

229232. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Gôlsdorf, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif applicable aux locomotives *Compound*, pour en permettre la mise en marche quelle que soit la position des manivelles.

229233. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Viel, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Longue-vue microscope.

229234. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Leroux frères (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les mécaniques *Jacquart*.

229235. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Riebe, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil de récupération, d'accumulation et d'utilisation de la force perdue dans le freinage des voitures.

229236. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Folacci, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système d'instrument perfectionné destiné à tracer un certain nombre de lignes simultanément.

229237. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Berthier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé perfectionné de fabrication des superphosphates.

229238. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Fox, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau projectile pour canons.

229239. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Michel, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Régulateur de température à source de chaleur quelconque (lampe à pétrole, etc.) pour étuves, cuveuses, etc.

229240. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Guillon, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé de fabrication de mèches pour veilleuses d'église, etc.

229241. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Sartoni et compagnie (société), représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Fourneau à un seul foyer.

229242. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Farmer et Storey, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux machines employées dans la fabrication du linoléum, du kamptulicon et autres toiles cirées analogues.

229243. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Blake, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnement relatif au maltage du grain.

229244. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Germain et Boissie, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Garniture de presse-étoupe en amiante et métal et ses moyens de fabrication.

229245. Brevet de quinze ans, 8 avril 1893; Stauffer, Son et Co (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Lanterne de voiture à mouvement horaire dite *Montre-Lanterne*.

229246. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Gengembre, représenté par Smits, rue Solférino, n° 106, à Lille. — Nouvelle distribution pour moteur.

229247. Brevet de quinze ans, 12 avril 1893; Hubert, à Rive-de-Gier (Loire). — Lampe à gaz intensive à allumage direct.

229248. Brevet de quinze ans, 13 avril 1893; Fabre, à Béziers (Hérault). — Tente-marquise.

229249. Brevet de cinq ans, 13 avril 1893; Lenormand, à Rochefort (Charente-Inférieure). — Application de leviers à rochet, transmission de mouvements, multiplication d'engrenages aux bicyclettes, tricycles et autres machines de ce genre.

229250. Brevet de quinze ans, 10 avril 1893; Thomann, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Bandage pneumatique de sûreté avec garniture protectrice pour vélocipèdes.

229251. Brevet de quinze ans, 10 avril 1893; Bear, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Dispositif pour élargir les bottines, souliers, etc.

229252. Brevet (brevet anglais devant expirer le 23 septembre 1906) pris le 10 avril

1893; Parkinson, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements à la fabrication des clous.

229253. Brevet de quinze ans, 10 avril 1893; Cuiraud, à Paris, rue d'Aboukir, n° 42. — Nouveau système d'hélice pour vélocipède.

229254. Brevet de quinze ans, 10 avril 1893; Whitmore, représenté par Grelet, à Paris, boulevard de Clichy, n° 56. — Appareil pour l'épuration de l'eau d'alimentation.

229255. Brevet de quinze ans, 10 avril 1893; Thorbecke, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de cartouche dont le diamètre de la partie qui renferme la poudre est plus petit que le restant de la cartouche et dont le point de jonction (intersection) des deux diamètres est formé par deux anneaux sur lesquels repose la bourre, bourre d'une composition nouvelle.

229256. Brevet de quinze ans, 10 avril 1893; Gessner, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Tondeuse mécanique perfectionnée.

229257. Brevet de quinze ans, 10 avril 1893; Snedekor, représenté par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans les enduits ou recouvrements pour conducteurs électriques.

229258. Brevet de quinze ans, 10 avril 1893; Émile Fontenilles et Desormeaux (société), à Paris, Bourse du commerce. — Étuve à dessécher dans le vide.

229259. Brevet de quinze ans, 10 avril 1893; Schmidt, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Machine à vapeur pour l'emploi de la vapeur surchauffée.

229260. Brevet de quinze ans, 10 avril 1893; Aubert, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Boîte de graissage pour les essieux de roues.

229261. Brevet de quinze ans, 10 avril 1893; Eggert, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système de joug destiné à remplacer le frontail ou le collier pour animaux de trait de toute sorte.

229262. Brevet de quinze ans, 10 avril 1893; Debladis et Jacquot, à Paris, rue Saint-Martin, n° 147. — Nouveau coupe-tube intérieur.

229263. Brevet de quinze ans, 10 avril 1893; Badische Anilin et Soda Fabrik (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Production de nouveaux colorants azoïques en partant de l'acide amidonaphtholsulfonique (NH^2 . O.H . SO^2H = 1. 5. 7).

229264. Brevet de quinze ans, 10 avril 1893; société anonyme des ateliers de constructions mécaniques d'Escher Wyss et compagnie, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil de régulation pour moteurs hydrauliques.

229265. Brevet de quinze ans, 10 avril 1893; A. Deutsch fils, représentés par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé de fabrication de goulots en laiton pour bidons à pétrole et autres.

229266. Brevet de quinze ans, 10 avril 1893; Parenthou, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Indicateur de niveau à distance.

229267. Brevet de quinze ans, 10 avril 1893; Welch, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements se rapportant aux appareils pour pêcher à la ligne.

229268. Brevet de quinze ans, 10 avril 1893; Sabatou, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bûches allume-feu.

229269. Brevet de quinze ans, 10 avril 1893; Buisine et la société anonyme des Manufactures de produits chimiques du Nord, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Application du sulfate ferrique à la fabrication des pièces moulées susceptibles de servir à divers usages.

229270. Brevet de quinze ans, 10 avril 1893; Bex, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Mécanisme pour la manœuvre de lourdes pièces d'artillerie.

229271. Brevet de quinze ans, 10 avril 1893; Bussière, à Bourg. — Appareil Bussière pour bornes-fontaines.

229272. Brevet de cinq ans, 13 avril 1893; Bergeret, à Cazères-sur-Garonne (Haute-Garonne). — Nouvelle marque à jouer.

229273. Brevet de quinze ans, 13 avril 1893; Despas, à Saint-Symphorien (Indre-

et-Loire). — Capuchon destiné à rendre plus efficace le bouchage des vins de champagne et autres boissons gazeuses.

229274. Brevet de quinze ans, 13 avril 1893; Bellocq, rue des Menuts, n° 24, à Bordeaux. — Système de canon de fusil à plomb, simple ou double, dit *Canon de fusil à plomb à étranglements successifs et à échappement anticipé* et applicable aux armes à construire ou déjà construites.

229275. Brevet de quinze ans, 14 avril 1893; A. Pécoulet et compagnie (société), rue de Breteuil, n° 146, à Marseille. — Nouvelle valve pour roues à bandage pneumatique.

229276. Brevet de quinze ans, 14 avril 1893; Chambon fils, rue de la Loubière, n° 62, à Marseille. — Produit industriel combiné appelé *plâtre cru trituré sulfuré*.

229277. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Martin, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Panorama photographique.

229278. Brevet de quinze ans, 12 avril 1893; Guétant, place Morand, n° 12, à Lyon. — Nouveau système de joint de rails à bouts pleins coupés en diagonale et sans éclisses.

229279. Brevet de quinze ans, 13 avril 1893; Duray, à Lozanne (Rhône). — Nouveau mécanisme pour pression avec rouleaux, pièces à déclivités, à crans et cliquets et à déclanchement, ayant pour but de remplacer avantageusement les vis et écrous dans les différents genres de pression ou de serrage.

229280. Brevet de quinze ans, 13 avril 1893; Stockhammer, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Arrête-roquet automatique pour le doublage des soies.

229281. Brevet de quinze ans, 15 avril 1893; Gay et Vivier (société), rue de Marseille, n° 33, à Lyon. — Nouveau système de moteur à gaz horizontal.

229282. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Gayer-Legendre (D^m), à Paris, boulevard de Charonne, n° 170. — Nouveau genre de grillage ondulé sans torsion mixte renforcé.

229283. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Basset et Guitard, à Paris, rue de Turenne, n° 113. — Cylindre à hélice immergé pour distribution de force motrice.

229284. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Skinner et Farrand, représentés par la société Sautter et de Mestral à Paris, rue Bailly, n° 11. — Serrure à combinaisons perfectionnée.

229285. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Ronvaux, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Paravent giratoire pour cheminées, lanternes et ventilateurs.

229286. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Tarin, à Paris, rue Truffault, n° 80. — Procédé de fabrication pratique et économique du magnésium par l'emploi combiné de l'électricité et du mercure.

229287. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Thompson, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements dans les soupapes pour bouches d'incendies et les hydrantes et le moyen pour les actionner.

229288. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Guérin et Duclos (société), représentée par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Mécanismes applicables aux machines à coudre en vue de fabriquer un système perfectionné de lacures.

229289. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Obrecht, à Paris, rue du Bac, n° 88. — Bidon-réchaud avec quart à anse-agrafe.

229290. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Obrecht, à Paris, rue du Bac, n° 88. — Coiffe couvre-nuque.

229291. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Clark, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé et appareil pour la stérilisation des liquides par la vapeur.

229292. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Japy frères et compagnie (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Planteuse de pommes de terre.

229293. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Le Mée, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvelle disposition de moulins à cylindre faisant les moutures par friction et aspiration, spécialement destinée au fendage du blé et à la granulation et pouvant aussi faire les divers passages de la mouture avec la même machine, tout en extrayant la marchandise au fur et à mesure de sa fabrication.

229294. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Weilhöfer, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Nouvelles dispositions applicables aux futailles, tonneaux et autres vaisseaux analogues et ayant pour but d'augmenter la résistance qu'ils offrent aux pressions intérieures.

229295. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Wilder, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Avertisseur électrique pour hôtels, appartements, etc.

229296. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Spong, représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Procédé et appareil perfectionnés pour refroidir et congeler rapidement des corps liquides ou semi-liquides.

229297. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Fahrney, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau mode de télégraphie.

229298. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Gamichon, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système mécanique permettant de faire passer une trame élastique ou autre entre les mailles d'un tissu, cette trame pouvant être ou non de la même nuance que le tissu de fond.

229299. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Waterhouse et la société *The Waterhouse Electrical Manufacturing Company Limited*, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les lampes électriques à arc.

229300. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Maillard et Bardon, représentés par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Pédale dynamométrique.

229301. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Severy, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Appareil pour convertir la chaleur du soleil en force continue.

229302. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Dobson, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les machines à fabriquer les bouteilles.

229303. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Quillet et Guillot, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau genre de cire destinée aux cuirs et aux bois, dite *Cire électrique*.

229304. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Dorn, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux trucs ou wagons de chemins de fer servant au transport des bestiaux.

229305. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Verrier, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de poignée métallique à spires.

229306. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Zepeda, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Boîte de sécurité et de conservation pour le café grillé et moulu.

229307. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Doughty, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux machines pour la pulvérisation et le séchage de la marne.

229308. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Penrose, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Cibles volantes.

229309. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Brinton et Bailey, représentés par la société Brandon fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les récipients ou boîtes.

229310. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Lévy, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les montures de lorgnon ou pince-nez.

229311. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Lœtscher, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné de mortaiseuse.

229312. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Cleminson, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les locomotives de chemins de fer et de tramways et autres véhicules.

229313. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Culver, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les blocs ou dés pour traverses de chemins de fer.

229314. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Trouvé, représenté par Chassevent,

à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil de ventilation dit *dynamo-ventilateur*.

229315. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Parmentier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'allumoir dit *universel*.

229316. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Dejou, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau procédé de coupe des porte-monnaie du genre dit *officier carré*.

229317. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Pinotot, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux douilles pour lampes électriques à incandescence.

229318. Brevet de quinze ans, 11 avril 1893; Rousset et Vercaemer, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de métier à tisser les chaussons de tresse et de lisière dit *le Vercaemer*.

229319. Brevet de quinze ans, 15 avril 1893; Alavoine, rue Gambetta, n° 101, à Reims. — Appareil de chauffage et d'éclairage sans mèche à liquides combustibles.

229320. Brevet de quinze ans, 15 avril 1893; Thouvenel, à Nogent-en-Bassigny (Haute-Marne). — Ressort nouveau s'appliquant aux pièces de coutellerie et de chirurgie pouvant se fermer, tels que ciseaux, couteaux de poche, bistouris, etc.

229321. Brevet de quinze ans, 12 avril 1893; Dreyfus, à Paris, rue de Thorigny, n° 10. — *Jeu des éclipses*, jeu de combinaisons à deux joueurs.

229322. Brevet de quinze ans, 12 avril 1893; Bastard, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Nouvelle attache perfectionnée pour cols et cravates, etc.

229323. Brevet de quinze ans, 12 avril 1893; Poutet et Buisson, à Paris, rue de Vaugirard, n° 152. — *Tribane rotative à pivot hydraulique*.

229324. Brevet de quinze ans, 12 avril 1893; Gendron, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les vélocipèdes.

229325. Brevet de quinze ans, 12 avril 1893; Mercier, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Bandage pneumatique perfectionné.

229326. Brevet de quinze ans, 12 avril 1893; Seume, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux conduites et aux vases en verre avec enveloppes protectrices.

229327. Brevet de quinze ans, 12 avril 1893; Cardot, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouvelle lacure de corrage.

229328. Brevet (brevet anglais devant expirer le 29 mars 1907) pris, le 12 avril 1893, par Illingworth, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, 15 bis. — Perfectionnements aux méthodes de pressage à chaud et d'apprêtage des tissus.

229329. Brevet de quinze ans, 12 avril 1893; Wimby, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements apportés à la construction des locomotives.

229330. Brevet de quinze ans, 12 avril 1893; Steineil, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Objectif photographique dit *orthostigmat*.

229331. Brevet de quinze ans, 12 avril 1893; Foucher, représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Système de machine double pour fondre et finir les caractères typographiques.

229332. Brevet de quinze ans, 12 avril 1893; H. Brupbacher et fils (société), représentée par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Coussin laissant passer l'eau.

229333. Brevet de quinze ans, 12 avril 1893; Marti, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Coussinet de wagonnet.

229334. Brevet de quinze ans, 12 avril 1893; Corbett, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Grillage en fil métallique perfectionné et moyen de le fabriquer.

229335. Brevet de quinze ans, 12 avril 1893; E. Barau et Lamauf (société), représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau système d'ouverture à décollage pour boîtes à conserves et autres applications.

229336. Brevet de quinze ans, 12 avril 1893; Troublé, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Machine à fabriquer les lisses métalliques.

229337. Brevet de quinze ans, 12 avril 1893; Robinson, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les blutoirs rotatifs.

229338. Brevet de quinze ans, 12 avril 1893; Blackwell, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les tiges de selles pour bicycles, tricycles et autres vélocipèdes.

229339. Brevet de quinze ans, 12 avril 1893; société dite: *Actien Gesellschaft für Anilin-Fabrikation*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Productions de matières colorantes azoïques au moyen d'un nouvel acide 1: 8 amidonaphtoldisulfonique.

229340. Brevet de quinze ans, 12 avril 1893; Bajac, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil à double effet applicable à la fois comme herse écrouteuse-émotteuse et comme rouleau.

229341. Brevet de quinze ans, 12 avril 1893; Delahaye et Boutitté, à Paris, cité Gaillard, n° 1. — Appareil indicateur automatique des fuites de gaz.

229342. Brevet de quinze ans, 12 avril 1893; Gardner, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Combinaison d'un bateau de sauvetage, d'un garde-manger et de moyens pour relier à la terre un bateau en détresse.

229343. Brevet de quinze ans, 12 avril 1893; Prokov, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Appareil coupe-circuit électrique à cylindres pour des trains allant dans une seule direction.

229344. Brevet de quinze ans, 12 avril 1893; Navarro, représenté par Denne, à Paris, rue de Clichy, n° 74. — Nouveau procédé de construction dit *charpenterie de la Brique*.

229345. Brevet de quinze ans, 15 avril 1893; Desaignes (D^m), rue Grangeneuve, n° 21, à Bordeaux. — Système de bouchage inviolable des bouteilles, flacons et tous contenants.

229346. Brevet de quinze ans, 13 avril 1893; Baumert et Niethé, représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Moteur à piston rotatif avec surface de résistance rotative.

229347. Brevet de quinze ans, 13 avril 1893; Baumert et Niethé, représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Élévateur d'eau avec vis hydraulique disposée dans l'arbre creux d'un moteur rotatif.

229348. Brevet de quinze ans, 13 avril 1893; Meyrueis, représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Application de planches en papier ondulé au pliage des tissus, dentelles, passementeries, etc.

229349. Brevet de quinze ans, 13 avril 1893; Souvray, à Paris, rue Guersant, n° 11. — Table avec bancs économiques.

229350. Brevet de quinze ans, 13 avril 1893; Lancelot et Blin, à Paris, boulevard de Charonne, n° 116. — Nouvelle machine fendeuse de bois.

229351. Brevet de quinze ans, 13 avril 1893; Schmidt, rue Chaptal, n° 30, à Levallois-Perret (Seine). — Nouvelle combinaison d'hélice à force maximum.

229352. Brevet de quinze ans, 13 avril 1893; Wassermann, représenté par Dobler, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 81. — Métier à tisser circulaire perfectionné.

229353. Brevet de quinze ans, 13 avril 1893; Quélier, à Paris, rue des Petits-Carreaux n° 23. — Nouveau procédé d'obturation automatique des fuites dans les pneumatiques des vélocipèdes.

229354. Brevet de quinze ans, 13 avril 1893; Oddie, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les pompes à vapeur *Daplex*.

229355. Brevet de quinze ans, 13 avril 1893; Hamelle, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Filtres à tissus tubulaires pendants.

229356. Brevet de quinze ans, 15 avril 1893; Muzard, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à fabriquer les boîtes d'allumettes sans colle.

229357. Brevet de quinze ans, 13 avril 1893; Moreau, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système perfectionné de portevêtement.

229358. Brevet de quinze ans, 13 avril 1893; Presle, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 151. — Graisseur automatique.

229359. Brevet de quinze ans, 13 avril 1893; Grenthe, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Serre destinée à la culture sous verre de la vigne, des arbres fruitiers, etc.

229360. Brevet de quinze ans, 13 avril 1893; Kellner, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — *Élastique Pompador*.

229361. Brevet de quinze ans, 13 avril 1893; Merle (D^{lre}), représentées par Josse, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 58 bis. — Nouveau procédé de plissage des étoffes et appareils pour le réaliser.

229362. Brevet de cinq ans, 17 avril 1893; Dourthe et Dufourg, à Rion-des-Landes (Landes). — Presse-ligots.

229363. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; Chapeau, à Charmont (Aube). — Sabot collé et rivé.

229364. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; Cavillia, rue Solférino, n° 22, à Bordeaux. — Nouvelle forme de tissu servant aux stériniers ou fondeurs de suif pour extraire les liquides des corps gras.

229365. Brevet de quinze ans, 14 avril 1893; Perrinon, rue de Plaisance, n° 17, à Asnières (Seine). — Échalons-plats-mobiles portatifs pour échelles simples ou doubles.

229366. Brevet de quinze ans, 14 avril 1893; Joubert, à Paris, rue de Port-Mahon, n° 12. — Mode de transmission du courant aux véhicules ou à la locomotive électrique des chemins de fer et tramways électriques.

229367. Brevet de quinze ans, 14 avril 1893; Grégoire (M^{me} veuve), représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle poudre calorimétrique.

229368. Brevet de quinze ans, 14 avril 1893; Piétri, à Paris, rue du Roule, n° 17. — Système de renflouage de navires au moyen de l'électricité comme agent mécanique.

229369. Brevet de quinze ans, 14 avril 1893; Cowburn, représenté par la société Brandon et fils, rue de Provence, n° 59. — Système spécial de point de couture et d'appareils destinés à sa formation.

229370. Brevet de quinze ans, 14 avril 1893; Brandon et fils (société), rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de table scolaire à strapontin mobile.

229371. Brevet de quinze ans, 14 avril 1893; Vauzelle, représenté par Biraud, à Paris, passage Saint-Michel, n° 4. — Valve de gonflement pour caoutchoucs pneumatiques.

229372. Brevet de quinze ans, 14 avril 1893; Baudry, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Colonne de vapeur lumineuse fixe ou tournante à coloration permanente ou changeante.

229373. Brevet de quinze ans, 14 avril 1893; Siegel, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Compteur à vin.

229374. Brevet de quinze ans, 14 avril 1893; Johannet et Dupont, représentés par Josse, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements dans la construction des électro-moteurs et applications.

229375. Brevet de quinze ans, 14 avril 1893; Gondeau, à Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or). — Semoir universel pouvant semer, en rayons, à la volée et par la force centrifuge, les graines, les céréales, les betteraves et les engrais chimiques.

229376. Brevet de quinze ans, 15 avril 1893; de Mauni, à Croisset, par Dieppedalle (Seine-Inférieure). — Améliorations aux bandages élastiques pour roues de véhicules.

229377. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; Mans, à Lavelanet (Ariège). — Système de rideau de cheminée perfectionné avec arrêt automatique supprimant la crémaillère et dit *automoteur*.

229378. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; Nuyts, représenté par la société Druesnes et Lamblin fils, contour Saint-Martin, n° 4, à Roubaix. — Nouveau système d'échappement de rot mobile applicable aux métiers à tisser à six et à douze boîtes.

229379. Brevet de quinze ans, 17 avril 1873; Cambier, représenté par Bourigeaud, à Saint-Maurice-Lille (Nord). — Mode de dosage continu automatique et enregistreur des alcalis contenus dans des dissolutions quelconques.

229380. Brevet de quinze ans, 29 mars 1893; Ronnet, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Papiers-vitraux et procédés pour les fabriquer.

229381. Brevet de quinze ans, 19 avril 1893; Duclos, à Chambéry. — Maillet à auser les dents.

229382. Brevet de quinze ans, 13 avril 1893; Werlein, représenté par Poussel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 69. — Plaques à bandes à pénombre appliquées aux polarimètres et aux appareils permettant de mesurer le pouvoir rotatoire.

229383. Brevet de quinze ans, 15 avril 1893; Hahn et Strauss-Cofin, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Appareil pour fixer automatiquement des photographies.

229384. Brevet de quinze ans, 15 avril 1893; Delamare, représenté par Othon, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 42. — Appareil de facilité de traction pour les véhicules à traction de chevaux.

229385. Brevet de quinze ans, 15 avril 1893; Fox, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines pour séparer les graines de coton de la filasse.

229386. Brevet de quinze ans, 15 avril 1893; Schönemann, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux canots de sauvetage.

229387. Brevet de quinze ans, 15 avril 1893; de Geyter, représenté par Favollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements à la brasserie, à la distillerie, à la maltose et à la fabrication des sirops, dextrines et impondérables.

229388. Brevet de quinze ans, 15 avril 1893; Félin, représenté par Favollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système d'annonceur téléphonique dit *annonceur magnétique*.

229389. Brevet de quinze ans, 15 avril 1893; Jonain, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositions nouvelles de feuillure dans le montage des persiennes ou volets brisés.

229390. Brevet de quinze ans, 15 avril 1893; Schneider-Preiswerk, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de ballon-voilier avec dispositif permettant d'utiliser l'action du vent pour la direction du ballon.

229391. Brevet de quinze ans, 15 avril 1893; Cramer, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Voitures à transformation.

229392. Brevet de quinze ans, 15 avril 1893; Moller, représenté par la société Louis Gudmann et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Fer à repasser à deux faces de travail.

229393. Brevet de quinze ans, 15 avril 1893; Strauss, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Boucle à pince destinée à relier deux objets quelconques sans être astreint de les pourvoir d'une articulation.

229394. Brevet de quinze ans, 15 avril 1893; de Hirschenfeld, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour jeux.

229395. Brevet de quinze ans, 15 avril 1893; Roussel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de couverture à volets ou lames articulées pour la ventilation facultative des bâtiments.

229396. Brevet de quinze ans, 15 avril 1893; Naude, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau dispositif permettant d'appliquer tous les verres de lampes et notamment les verres en mica aux lampes à pétrole, huile, etc.

229397. Brevet de quinze ans, 15 avril 1893; Fremiet, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Sac de semoir procurant l'humidité, par l'appareil même, aux graines semées et convenant pour betteraves, céréales et autres plantes.

229398. Brevet de quinze ans, 15 avril 1893; Gruyer fils, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication nouvelle de fleurs et feuillages artificiels moulés.

229399. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; Jolimon, représenté par Lépinière et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouvelle suite obtenue à la filière.

229400. Brevet de quinze ans, 19 avril 1893; Viafly, représenté par Lépinière et Rabilloud, avenue de Saxe n° 66, à Lyon. — Robinet perfectionné à double fermeture.

229401. Brevet de quinze ans, 20 avril 1893; Gillet et fils (société), représentée par Freyrier-Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Application de l'air ou de l'eau comprimés à l'essorage des tissus et écheveaux.

229402. Brevet de quinze ans, 20 avril 1893; Hongniard, rue Villès-Martin, n° 78, à Saint-Nazaire. — Substitution du frottement de roulement au frottement de friction ou glissement pour recueillir ou transmettre l'électricité dans les machines électriques génératrices ou réceptrices, avec l'aide de balais cylindriques, à génératrices déformables ou non déformables.

229403. Brevet de quinze ans, 21 avril 1893; Parent à Ay (Marne). — Système de préservation de la vigne contre la gelée.

229404. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; Dreyfus, représenté par Manlvault, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Application de figurines en terre, en produits céramiques, en métal nu ou recouvert, etc., à mécanisme intérieur, à la fabrication d'articles de tabletterie ou de bureaux.

229405. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; de Lalande, à Paris, rue de la Montagne-Sainte-Genève, n° 38. — Nouveaux microphones.

229406. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; Daix, à Paris, avenue Trudaine, n° 7. — Condensateur spécial dit à cascade et à contre-courant.

229407. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; Hertel, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Innovations dans les piles hydro-électriques.

229408. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; Ruppe, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les semoirs.

229409. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; Chilosi, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux dispositifs pour tourner les feuilles.

229410. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; Fritsch, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux broyeurs à boules.

229411. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; Saltzkorn et Nicolai, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux appareils à rainurer et à entailler le carton et autres matières analogues.

229412. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; Schroter, représenté par Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Lit à coulisses.

229413. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; Lightfort, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Ressort atmosphérique réglable s'appliquant aux cadres de vélocipèdes.

229414. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; Waeger, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Manivelle de sûreté.

229415. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; König, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé pour charger des cartouches.

229416. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; König, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Bourre servant en même temps à maintenir secs les paquets d'explosifs.

229417. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; König, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Composition hygroscopique pour maintenir secs les récipients servant au transport de certaines marchandises.

229418. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; Farcot, avenue de la Gare, n° 17, à Saint-Ouen (Seine). — Perfectionnements aux pompes centrifuges.

229419. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; Clark (les sieurs), représentés par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements relatifs au nettoyage ou lavage de bouteilles et aux machines ou appareils employés à cet effet.

229420. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; Gasparini, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil annexe s'adjoignant à volonté aux instruments de musique à souffleries, tels que : orgues, cylindres, harmoniums, orgues d'église, etc.

229421. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; Howatson et compagnie (société), représentée par Delom, à Paris, rue la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé de filtration des eaux.

229422. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; L. Durand, Huguenin et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23.

— Production des matières colorantes nouvelles dérivées de nouvelles bases diamidées asymétriques.

229423. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; Philippe, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux filtres à poches.

229424. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; Möller et Isaacsen, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Pince-voile pour les chapeaux de dames.

229425. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; Baynes, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines dynamo-électriques.

229426. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; Baynes, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les générateurs dynamo-électriques.

229427. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; Vautin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils destinés aux éléments électrolytiques.

229428. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; Levens, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Genre spécial de rideaux dit *rideau-mosaïque*.

229429. Brevet de quinze ans, 20 avril 1893; Hermitte et Labbé, rue Marceau, n° 3, à Cannes (Alpes-Maritimes). — Disposition nouvelle de distributeurs automatiques de parfums.

229430. Brevet de quinze ans, 21 avril 1893; Bauliat, avenue de la Gare, n° 23, à Nice. — Patins silencieux en caoutchouc destinés à être mis sous les pieds des sièges et des meubles, afin d'éviter le bruit qu'occasionne leur déplacement.

229431. Brevet de quinze ans, 21 avril 1893; Delacroix, à Pontarlier (Doubs). — Produit destiné à éloigner les taons et autres insectes des animaux de trait.

229432. Brevet de quinze ans, 20 avril 1893; Chambon fils, rue de la Loubière, n° 74, à Marseille. — Four à soufre avec gueulard et foyer disposés à droite ou à gauche sur les flancs pour régulariser la chauffe de la cornue.

229433. Brevet de quinze ans, 22 avril 1893; Ellery, grand-hôtel de Marseille, à Marseille. — Courroie destinée à la fermeture des malles ou tout autre article de voyage.

229434. Brevet de quinze ans, 22 avril 1893; Jules Chagot et compagnie (société), représentée par Perrusset, rue Lamartine, à Mâcon. — Système d'injection automatique de l'eau dans les trous de mine par les furets de perforatrices.

229435. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; *Farbenfabriken, vorm. Fred. Bayer und C^e* (société), représentée par Dobler, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 81. — Procédé pour la préparation de nouvelles matières colorantes azoïques.

229436. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; Sturm, représenté par Carénou, à Paris, rue de Chabrol, n° 67. — Nouveau système de bardeaux ou hourdis pleins ou creux à emboîtement.

229437. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; Levi, représenté par la société Sauter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Nouvelle méthode pour indiquer les messages télégraphiques.

229438. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; Severy, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Chaudière à vapeur.

229439. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; Belvalette, à Paris, avenue des Champs-Élysées, n° 24. — Coiffe de chaussure.

229440. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; Belvalette, à Paris, avenue des Champs-Élysées, n° 24. — Tendeur pour bottes.

229441. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; Zimmermann, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Instrument pour coller les timbres-poste, étiquettes, etc.

229442. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; Duys junior, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Frein collecteur de force pour voitures de tramways et autres.

229443. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; Jousselein, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau système de passe-lacet.

229444. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; Société civile propriétaire du système de serrage par boulons sans filets ni écrous, représentée par la société Marillier et

Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Application nouvelle de dispositif de serrage par boulons à entailles coniques, sans filets ni écrous, à la fixation des rails et coussinets de rails sur les traverses en bois, et dispositions réalisant cette application.

229445. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; Wilcox, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux balançoires.

229446. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; Huchon, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 94. — Fabrication d'une bicyclette entière démontable, toutes pièces interchangeables.

229447. Brevet de quinze ans, 30 mars 1893; Henri Brisson et compagnie (société), représentée par Champé, à Paris, rue de Cléry, n° 88. — Nouveau modèle appartenant au système dit *l'universelle*, fermeture pour bouteilles, flacons ou récipients, destinée à garantir l'authenticité de tous produits pouvant y être introduits avant son application.

229448. Brevet de dix ans, 7 avril 1893; Tapie, à Aspret (Haute-Garonne). — Nouveau système de charrue.

229449. Brevet de quinze ans, 12 avril 1893; Petitjean, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Fabrication de papiers peints imitant les faïences émaillées.

229450. Brevet de quinze ans, 13 avril 1893; Lefebvre, à Paris, rue de l'Arbalète, n° 35. — Tampon pour la fermeture hermétique des regards de visite et de dégorgeement des canalisations du tout à l'égout.

229451. Brevet de quinze ans, 13 avril 1893; Petitjean, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements dans la fabrication des papiers peints.

229452. Brevet de quinze ans, 19 avril 1893; Drugf, représenté par Perrusset, rue Lamartine, à Mâcon. — Miroir à alouettes à mouvement semi-automatique.

229453. Brevet de quinze ans, 17 avril 1893; Liebe, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Télémètre (mesure de distance).

229454. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; Thomson, représenté par la société *Thomson Houston International Electric Company*, à Paris, rue du Louvre, n° 7. — Perfectionnements des parasoudres et protecteurs de décharge.

229455. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; Thomson, représenté par la société *Thomson Houston International Electric Company*, à Paris, rue du Louvre, n° 7. — Perfectionnements aux parasoudres.

229456. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; société dite *The Mable Automatic Carandair Self-coupler Company*, représentée par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Système combiné de couplage pour les wagons et les freins à air comprimé.

229457. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; Moll, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Roue de métrage pour le report mécanique d'échelles à degrés sur les dessins, les cartes, etc.

229458. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; Adams, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les lampes électriques portatives et leurs piles et lentilles ou ampoules pour projeter la lumière.

229459. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; Dües, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de semelles et talons en bois pour chaussures en tous genres.

229460. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; Dupont et Cravellier (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Mitaine d'été brochée mécaniquement, et ses moyens de fabrication.

229461. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; Fontaine, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Wagons à queue d'aronde pour conduites de chaleur, d'air, de fumée, etc.

229462. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; *D. H. W. Schultz and Sohn* (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de couverture.

229463. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; Stephens, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux embauchoirs.

229464. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; Zarski, représenté par Blétry aîné,

à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à laver le linge, les étoffes, les dentelles, les rideaux, etc.

229465. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; Smith et England, représentés par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les bandages des roues.

229466. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; Paris et Arlet, représentés par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Fermeture de garantie à double plomb, pouvant s'adapter à tous récipients.

229467. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; Brissard, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à régler le papier.

229468. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; Boudard et Crawley, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil moteur d'arrière perfectionné pour bicyclettes de sûreté et véhicules analogues.

229469. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; de Neufville, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour transformer la matière agglutinante restant comme résidu dans la fabrication de la sulfitcellulose en marchandise vénale.

229470. Brevet de quinze ans, 18 avril 1893; Schlesinger, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Allumoir pour lampes à incandescence au gaz avec bec veilleuse placé directement à la sortie du gaz.

229471. Brevet de quinze ans, 20 avril 1893; Chambanau, rue Bordeaux, n° 49. — Pantalon indéformable dit *le rotul-culot*.

229472. Brevet de quinze ans, 22 avril 1893; Rousset, représenté par Cornié, rue de Colmar, n° 29 bis, à Bordeaux. — Nouveau système de bandage pneumatique pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.

229473. Brevet de quinze ans, 22 avril 1893; Simonnar, à Saint-André-de-Cubzac (Gironde). — Enveloppes à lettres dites *enveloppes de sûreté*.

229474. Brevet de quinze ans, 22 avril 1893; Lesieur, rue Lapérouse, n° 2, à Nantes. — Appareil d'électricité médicale.

229475. Brevet de quinze ans, 21 avril 1893; Berlinguez et Roussel (société), représentés par Boivin, rue Nationale, n° 84. — Foyer domestique à chambre calorifère pour bouches de chaleur et à souffleur oscillant par équilibre continu.

229476. Brevet de quinze ans, 19 avril 1893; Lau, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Essieu télescopique pour véhicule de voie ferrée.

229477. Brevet de quinze ans, 19 avril 1893; Heppner, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Cartouche à monnaie en matière quelconque servant au transport, à la mise en dépôt, etc., de différentes pièces de monnaies visibles du dehors.

229478. Brevet de quinze ans, 19 avril 1893; Gasnier et Bruni (société), à Paris, rue du Jour, n° 10. — Four à pâtisserie appliqué au fourneau de charcutier et à l'usage des pâtisseries.

229479. Brevet de quinze ans, 19 avril 1893; Smith (M^{re}), représentée par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Nouveau jouet figurant un animal ou un objet quelconque.

229480. Brevet de quinze ans, 19 avril 1893; Welti, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Crachoir se fermant automatiquement.

229481. Brevet de quinze ans, 19 avril 1893; Schmitt, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Procédé pour la fabrication d'un engrais minéral primitif prévenant l'épuisement du sol en agriculture et en horticulture, et développant sa fertilité jusqu'à l'extrême, sans addition d'aucun autre engrais.

229482. Brevet de quinze ans, 19 avril 1893; Dzbanski, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Désinfecteur.

229483. Brevet de quinze ans, 19 avril 1893; de Long et Kempshall, représentés par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux agrafes pour vêtements.

229484. Brevet (brevet anglais devant expirer le 16 mars 1907) pris, le 19 avril

1893, par Lambert, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements à la construction des jantes creuses pour roues de vélocipèdes.

229485. Brevet de quinze ans, 19 avril 1893; Compagnie française des moteurs à gaz et des constructions mécaniques, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Dispositif de refroidissement applicable aux locomobiles à gaz ou à pétrole.

229486. Brevet de quinze ans, 19 avril 1893; Simon, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Dispositifs destinés à augmenter ou garantir la pression ou le serrage exercé par les boulons et les écrous ou par les vis.

229487. Brevet de quinze ans, 19 avril 1893; Ullmann, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé d'obtention simultanée d'acétates et de peroxyde de plomb.

229488. Brevet de quinze ans, 19 avril 1893; Haag, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux filières pour tréfileries.

229489. Brevet de quinze ans, 19 avril 1893; Hendrych, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Corps éclairant pour éclairage au gaz par incandescence et procédé pour la fabrication de ce corps.

229490. Brevet de quinze ans, 19 avril 1893; Wagner, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Grille à pyramides.

229491. Brevet de quinze ans, 19 avril 1893; Cartiaux et Pigouche, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et machine pour la fabrication continue des cartons lignés et encollés.

229492. Brevet de quinze ans, 19 avril 1893; Grassemann, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Table destinée aux opérations et aux examens gynécologiques et chirurgicaux au point de vue spécial du soulèvement du bassin, d'après le système Trendelenburg.

229493. Brevet de quinze ans, 19 avril 1893; *Johann Wülfig and Sohn* (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de porte-bobine pour machines à teindre, etc.

229494. Brevet de quinze ans, 19 avril 1893; Wright, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication des lattes et plaques en métal pour la construction des plafonds, planchers, toits, cloisons et autres buts analogues.

229495. Brevet de quinze ans, 19 avril 1893; Danischevski, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de gonflement automatique et continu applicable aux bandages dits pneumatiques pour roues de vélocipèdes et autres.

229496. Brevet de quinze ans, 19 avril 1893; *Hocket limited* (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil pour jouer à un jeu nouveau.

229497. Brevet de quinze ans, 19 avril 1893; société dite *The Pneumatic Tyre and Booth's cycle agency limited*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les valves pour garnitures pneumatiques de roues et autres usages.

229498. Brevet de quinze ans, 24 avril 1893; Kremer, représenté par Caudel, place du Marché, n° 56, à Reims. — Nouveau mode de préparation de l'oléine employée dans les filatures.

229499. Brevet de quinze ans, 20 avril 1893; Lallement, à Paris, boulevard des Capucines, n° 20. — Talon s'adaptant à la chaussure, dénommé talon pratique.

229500. Brevet de quinze ans, 20 avril 1893; Young et Bell, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de décomposition des huiles minérales pour l'obtention du gaz d'éclairage.

229501. Brevet de quinze ans, 20 avril 1893; Goesser, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Epingles à cheveu à une seule branche tordue en hélice.

229502. Brevet de quinze ans, 20 avril 1893; Lahmeyer, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements apportés aux pipes pour fumeurs.

229503. Brevet de quinze ans, 20 avril 1893; Beaumont (les sieurs), représentés

- par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Application aux chapeaux des cartes de filature de l'aluminium pur, ou en partie, ou de ses alliages.
229504. Brevet de quinze ans, 20 avril 1893; Prasil, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Constructions démontables portatives à assemblages par vis intérieures axiales.
229505. Brevet de quinze ans, 20 avril 1893; Hartley et Kerr, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les moteurs à gaz à double effet.
229506. Brevet de quinze ans, 20 avril 1893; Scöppel, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Fermeture de bouteille.
229507. Brevet de quinze ans, 20 avril 1893; Kottgen et Anders, représentés par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les téléphones et autres transmetteurs microphoniques.
229508. Brevet de quinze ans, 22 avril 1893; Abeil, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau procédé et appareil d'évaporation par ébullition.
229509. Brevet de quinze ans, 20 avril 1893; Derepas frères (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'enfiloir pour la mise en place des photographies ou gravures quelconques dans les passe-partout ou les albums.
229510. Brevet de quinze ans, 20 avril 1893; Hélie, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bandage pneumatique.
229511. Brevet de quinze ans, 20 avril 1893; Bossuet, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Appareil imprimeur, distributeur, contrôleur et totalisateur de tickets pour le pari mutuel.
229512. Brevet de dix ans, 11 mars 1893; Charlét, à Saigon-Khan-hoi (Cochinchine). — Pompe élévatrice double à simple effet mise en mouvement par deux cylindres à vapeur également à simple effet, avec pistons accouplés par balancier.
229513. Brevet de quinze ans, 22 avril 1893; Molinier, élisant domicile chez la dame Gourdon, rue des Prés, n° 7, à Montauban. — Valet à vis à l'usage des établis de menuisiers, charpentiers, charçons et autres industries similaires.
229514. Brevet de quinze ans, 21 avril 1893; Émile Fontenilles et Désormeaux (société), à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Procédé de torréfaction du café, du cacao ou autres graines analogues.
229515. Brevet de quinze ans, 21 avril 1893; Papin et Levavasseur, représentés par de Mosenthal, Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Nouvelle machine électrique pouvant fonctionner comme machine dynamo-électrique à courant continu, comme machine réceptrice à courants alternatifs.
229516. Brevet de quinze ans, 21 avril 1893; Le Bras, à Paris, rue du Jour, n° 10. — Nettoyeur automatique et sans frais de rails à rainure.
229517. Brevet de quinze ans, 21 avril 1893; Graf, représenté par Wattier, à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Hamac perfectionné.
229518. Brevet de quinze ans, 21 avril 1893; Lecomte, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouvelle disposition de bonde permettant le transport des liquides en fermentation de toute espèce.
229519. Brevet de quinze ans, 21 avril 1893; Charlet, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machine à coller les fonds des boîtes à café ou autres produits alimentaires.
229520. Brevet de quinze ans, 21 avril 1893; Texier, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Tissu comprimé dit *proteoplasmatique* pour bandages pneumatiques et autres applications industrielles.
229521. Brevet de quinze ans, 21 avril 1893; Tournay, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil de chasse-d'eau pour cabinets inodores et autres applications industrielles.
229522. Brevet de quinze ans, 21 avril 1893; Langet, représenté par Maulvault, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Système d'appareil permettant d'écrire, de dessiner et de peindre correctement plusieurs exemplaires en même temps, même lorsqu'on n'a aucune aptitude pour l'écriture, le dessin ou la peinture.
229523. Brevet de quinze ans, 21 avril 1893; Nadherny, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux chaussures.

229524. Brevet de quinze ans, 21 avril 1893; Jukes, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux cuvettes de water-closets.

229525. Brevet de quinze ans, 21 avril 1893; D. Cornely et fils (société), représentée par Guy, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Perfectionnements apportés aux machines à broder.

229526. Brevet de quinze ans, 21 avril 1893; Albert, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de préparation des autotypies par la copie des négatifs demi-tons.

229527. Brevet de quinze ans, 21 avril 1893; List (les sieurs) et Kosakoff, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à gaz d'huiles minérales, à double période.

229528. Brevet de quinze ans, 21 avril 1893; Gouvy et compagnie (société), représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés dans la fabrication des fourches.

229529. Brevet de quinze ans, 21 avril 1893; Febvre, représenté par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouvelle substance alimentaire.

229530. Brevet de quinze ans, 22 avril 1893; Eymard, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Récipient à fermeture étanche pour la stérilisation et la conservation du lait et autres substances.

229531. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; Silfversparre, représenté par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements dans les cartouches pour empêcher le long-feu.

229532. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; Whipple Oliver, représenté par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements aux machines à tailler.

229533. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; Barbier, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouvelle préparation de la matière active des accumulateurs d'électricité.

229534. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; Barbier, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouvelle plaque d'accumulateur d'électricité.

229535. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; Pichat, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Sel excitateur et dépolarisant pour piles électriques, dit le puissant.

229536. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; Giretti, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Brosse élastique pour le battage des cocons.

229537. Brevet de quinze ans, 24 avril 1893; Savy, rue Duplex, n° 25, à Lille. — Perfectionnements apportés à la fabrication des vélocipèdes.

229538. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; Bruers, élisant domicile chez le sieur Pamélard, rue du Vieux-Faubourg, n° 6, à Lille. — Porte-parapluies, cannes, queues de billard, verres et tout autre objet.

229539. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; Perrusson, à Genouillac (Charente). — Système de briques dites briques creuses couvre-murs.

229540. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; Charles, rue de Montebello, n° 56, à Marseille. — Insecticide liquide dénommé le violent.

229541. Brevet de quinze ans, 22 avril 1893; Fargue, à Paris, rue Réaumur, n° 9. — Pendule de voyage avec réveil se remontant tous les huit jours et cadran dans le bas.

229542. Brevet de quinze ans, 22 avril 1893; Durey, à Paris, rue Lebrun, n° 17. — Nouveau système de classeur pour lettres, factures, documents, dessins, etc.

229543. Brevet de quinze ans, 22 avril 1893; Gaudin, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Jouet dit guillotine à mouches.

229544. Brevet de quinze ans, 22 avril 1893; Jung et Cammer, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Rayons artificiels de miel.

229545. Brevet de quinze ans, 22 avril 1893; Michel, à Paris, rue Montgolfier, n° 16. — Perfectionnements aux lampes à arc.

229546. Brevet de quinze ans, 22 avril 1893; Schneider, représenté par la Société

internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Dispositif de réglage et d'extinction pour brûleurs ronds pour toutes espèces de combustibles.

229547. Brevet de quinze ans, 22 avril 1893; Schneider, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Chaussure à talons élastique.

229548. Brevet de quinze ans, 22 avril 1893; Schneider, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Couteau avec dispositif protecteur pour couper les cors aux pieds.

229549. Brevet de quinze ans, 22 avril 1893; Schneider, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Dispositif permettant d'appliquer à des lampes à alcool à brûleurs ronds le cône incandescent du bec Auer.

229550. Brevet de quinze ans, 22 avril 1893; Zellner, représenté par Biétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et dispositif pour la complète utilisation du houblon et la fabrication de bière supportant bien le transport.

229551. Brevet de quinze ans, 22 avril 1893; Dalifol et compagnie (société), représentée par Bardet, à Paris, rue Bouret, n° 39. — Pédale Dalifol pour vélocipèdes.

229552. Brevet de quinze ans, 22 avril 1893; Dalifol et compagnie (société), représentée par Bardet, à Paris, rue Bouret, n° 39. — Tendeur de chaîne instantané pour vélocipèdes.

229553. Brevet de quinze ans, 22 avril 1893; Carnaud, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de dégraissage des feuilles de fer-blanc après l'étamage.

229554. Brevet de quinze ans, 22 avril 1893; Carron, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Balais compound pour machines dynamo-électriques.

229555. Brevet de quinze ans, 22 avril 1893; Rabery, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Bébé parlant en marchant.

229556. Brevet de quinze ans, 22 avril 1893; Hansen, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Chambre noire à magasin.

229557. Brevet de quinze ans, 22 avril 1893; Elford, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les propulseurs pour bateaux.

229558. Brevet de quinze ans, 22 avril 1893; Garlandat, Nault et Boutbien, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de moteur à air carburé ou autres gaz, et ses diverses applications.

229559. Brevet de quinze ans, 22 avril 1893; Isele, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Porte-journal.

229560. Brevet de quinze ans, 22 avril 1893; Picard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de corps embouti pour lorgnettes, loupes et jumelles et ses moyens de fabrication.

229561. Brevet de quinze ans, 24 avril 1893; Bouland, à Saint-Nicolas d'Aliermont (Seine-Inférieure). — Perfectionnements apportés dans la sonnerie des heures (mouvements d'horlogerie dits à rateau).

229562. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Michelin, rue Millet, n° 9, à Angers. — Rayons de bicyclettes.

229563. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Roger, à Carcassonne (Aude). — Nouveau système de presse conoidale continue à pas différentiel.

229564. Brevet de quinze ans, 24 avril 1893; Elliott, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements aux appareils pour laver le charbon, le coke et d'autres matières semblables.

229565. Brevet de quinze ans, 24 avril 1893; Dabozzi, à Paris, rue de Richelieu, n° 46. — Confetti-national universel.

229566. Brevet de quinze ans, 24 avril 1893; Harris, représenté par Doumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements dans les appareils de filtration des eaux d'alimentation des chaudières marines et autres.

229567. Brevet de quinze ans, 24 avril 1893; Leblois, Piccini et compagnie (société), représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système d'imprégnation des matières textiles prises sous toutes leurs formes.

229568. Brevet de quinze ans, 24 avril 1893; Knudsen, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machines à vapeur.

229569. Brevet de quinze ans, 24 avril 1893; Wenk-Wolff et Strohbach, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de dispositif à joint universel pour la jonction des extrémités des câbles et des cordes.

229570. Brevet de quinze ans, 24 avril 1893; Hall et Sloan, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Propulseur à hélice.

229571. Brevet de quinze ans, 24 avril 1893; Carrère, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Nouvelle boucle-agrafe.

229572. Brevet de quinze ans, 24 avril 1893; Lezy, à Paris, rue Maurice Meyer, n° 4. — Jumelle photographique dite *photo-lynx*.

229573. Brevet de quinze ans, 24 avril 1893; Bernard, représenté par Laurans, à Paris, rue Dareau, n° 41. — Système de compression instantanée de l'air atmosphérique et d'utilisation de l'air ainsi comprimé comme force motrice.

229574. Brevet de quinze ans, 24 avril 1893; van Landuyt, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux appareils servant à la fabrication des allumettes.

229575. Brevet de quinze ans, 24 avril 1893; Pommier (D^u), représentée par Biétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Devant de corset à buscs amovibles dit le *Godence* pouvant s'adapter à toutes les formes de corsets.

229576. Brevet de quinze ans, 24 avril 1893; Brünig, représenté par Casafonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouveau procédé et appareil de tannage continu.

229577. Brevet de quinze ans, 24 avril 1893; Woodbury, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les graisseurs pour transmissions de vélocipèdes.

229578. Brevet de quinze ans, 24 avril 1893; Wastmuth, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Charnière simplifiée.

229579. Brevet de quinze ans, 24 avril 1893; Brougier, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Procédé pour améliorer la qualité des cafés.

229580. Brevet de quinze ans, 24 avril 1893; Becker, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bandage de roues pneumatiques.

229581. Brevet de quinze ans, 24 avril 1893; Scremin, Davite et Parodi, représentés par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil mécanique, système Ange Sacremin, pour signaux automatiques ou à la main pour les chemins de fer.

229582. Brevet de quinze ans, 24 avril 1893; Iseli, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de purification des flegmes résultant de la fabrication des alcools, huiles, graisses, etc.

229583. Brevet de quinze ans, 24 avril 1893; Fayod, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à scier la pierre.

229584. Brevet de quinze ans, 24 avril 1893; Fromme, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil de soutirage en bouteilles.

229585. Brevet de quinze ans, 28 avril 1893; Roubaud, représenté par Delpey, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Nouveau système de bouchage hermétique de tous récipients.

229586. Brevet de dix ans, 28 avril 1893; Groulade, à Cognac (Charente). — Biberon double pour prendre de l'huile de foie de morue.

229587. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; Odin, représenté par Aulauier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Étienne. — Procédé d'impression sur tissus.

229588. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; Gebhard, rue des Angès, à Hénin-Liétard (Pas-de-Calais). — Machine frigorifique par absorption.

229589. Brevet de quinze ans, 25 avril 1895; Dalifol et compagnie et Bardet (société), à Paris, rue Bouret, n° 39. — Pied-support (l'Universel) pour vélocipèdes.

229590. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; Dalifol et compagnie (société), représentée par Bardet, à Paris, rue Bouret, n° 39. — Nouveau collier pour joints de tuyaux.

229591. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; Dorgé fils, à Paris, rue du Faubourg-

du-Temple, n° 59. — Appareil destiné à recouvrir automatiquement les boucles, les anneaux, les dés et autres articles similaires.

225592. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; Ollivier, à Paris, rue Croix-Nivert, n° 127. — Affût de campagne sans recul du châssis et des roues.

229593. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; Moxham, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements aux joints de rails.

229594. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; Moxham, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements à la réunion intégrale d'un rail et d'un support ou autres pièces en fer ou en acier.

229595. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; Stander, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux brosses, balais, etc.

229596. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; Peetz et Wolff, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Sabot de frein pour wagons.

229597. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; Browne, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements à la fabrication du blanc de plomb ou céruse.

229598. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; Dow et Chisholm aîné, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux machines rotatives ou turbines.

229599. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; de Luca, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Fers à cheval en alliage métallique.

229600. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; Miller et Johnson, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Montant de selle de wagon.

229601. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; E. Cornely et fils (société), représentée par Guy, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 34. — Perfectionnements dans les machines à broder à plusieurs aiguilles.

229602. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; Schmith, représenté par Mençons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans les allumettes électriques pour cigares.

229603. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; Kleinstauber, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Genre de pipes.

229604. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; société dite *Copeland Roller Bearing Company*, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux coussinets à galets.

229605. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; Company, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux freins électriques pour wagons.

229606. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; Zihlmann, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés à la fabrication du verre.

229607. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; Cook, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les chemins de fer aériens.

229608. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; Hucks (les sieurs), représentés par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux appareils à mouler les pains ou mottes de beurre ou autre matière plastique analogue.

229609. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; Johnson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à former et à enfoncer les agrafes en fil métallique.

229610. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; Beatings, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil distributeur de billes pour jeux de société.

229611. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; Schneider (les sieurs), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de perceur courbe.

229612. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; Vincent, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux roues de vélocipèdes et autres véhicules.

229613. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; Bayson et Sørensen, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil fumivore applicable aux chaudières à vapeur, fourneaux, etc.

229614. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; Gibson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les dispositifs destinés à l'enseignement de la botanique.

229615. Brevet de quinze ans, 25 avril 1896; Lehmann, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux accumulateurs pour piles secondaires.

229616. Brevet de quinze ans, 25 avril 1893; Gold, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Radiateur réservoir de chaleur pour le chauffage à la vapeur.

229617. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; Delmas, à Souillac (Lot). — Perfectionnement à la colle métallique, matière à souder les fers et aciers sans les mettre en fusion.

229618. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; Fremaux, rue de Solferino, n° 106, à Lille. — Moteur automatique, système L. Fremaux.

229619. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Tellier, représenté par Lefebvre, rue Jean-Bart, n° 16, à Lille. — Support pour bicyclettes à l'arrêt.

229620. Brevet de quinze ans, 28 avril 1893; de Sured de Saint-Julien, à Riom (Puy-de-Dôme). — Nouveau système de trompes aspirantes et foulantes à force centrifuge, trompe type *l'Industrielle*.

229621. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; Pradet, à Eymoutiers (Haute-Vienne). — Coloration, conservation, métallisation des bois et extraction des sèves par injection.

229622. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; Voittellier, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Nouveau matériel démontable pour expositions de volailles.

229623. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; Middleton, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements dans les machines à fabriquer les blocs ou briquettes de combustibles ou de matières destinées à la fusion et à d'autres emplois analogues.

229624. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; Collinet, représenté par Lockert, à Paris, rue de Lourmel, n° 19. — Chauffage simplifié, à température uniformément répartie, des fours de boulangerie.

229625. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; société *Farbenfabriken vorm. Fried. Bayer and C^e*, représentée par Dobler, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 81. — Procédé pour la préparation d'une nouvelle matière colorante bleue.

229626. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; de Ziegler et Hager, représentés par Steffen, à Paris, rue Couprie, n° 14. — Nouvel instrument d'arpentage et de nivellement, appelé *tachéographe universel*.

229627. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; Tourtet, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Procédé perfectionné de fabrication des chaussures de tous genres.

229628. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; J. Loebnitz et fils (société), représentée par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Composition céramique ardoisée.

229629. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; Hänisch, représenté par Dieuaide, à Paris, rue de Provence, n° 69. — Appareil d'évaporation à ruissellement.

229630. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; Camion frères (société), représentée par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Système de guidage et de rappel symétriques parallèle à l'axe de tirage, applicable à tout système de fermeture en général, tels que serrures, chaînettes, etc.

229631. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; Rousseau, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans la fabrication des fûts et tonneaux en métal pour tous liquides.

229632. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; Coutillac, représenté par Lanier, à Paris, rue Lemercier, n° 40. — Margeur automatique applicable aux machines à imprimer.

229633. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; Arauner, représenté par la société

Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil automatique pour le changement des plaques photographiques dans les chambres obscures portatives.

229634. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; Alexanderson, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé de former la queue des bougies de sorte qu'elles peuvent aisément être emboîtées dans la douille des chandeliers.

229635. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; Brackebusch et la société August Loh Söhne, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé et appareil pour la purification de l'eau.

229636. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; Didout, à Paris, rue du Buisson-Saint-Louis, n° 28. — Fermeture de sacs, bourses et porte-monnaie.

229637. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; Charlet, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Boane-Nouvelle, n° 42. — Améliorations apportées aux colliers à armatures en bois pour chevaux.

229638. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; Brunette, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Abri contre la gelée printanière de la vigne, appelé *abri-moyère Brunette*.

229639. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; Lamberty-Servais et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau système de dalles pour trottoirs et parquets.

229640. Brevet de quinze ans, 23 avril 1893; Clément, à Paris, rue de Charenton, n° 146. — Système de récipient pour supports de pots de fleurs et jardinières.

229641. Brevet (brevet anglais devant expirer le 17 octobre 1906) pris, le 14 avril 1893, par Linley, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouveau système de fixation des pneumatiques et bandages analogues aux jantes des roues.

229642. Brevet de quinze ans, 15 avril 1893; Ward, représenté par Othon, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 72. — Perfectionnements apportés aux machines à enregistrier l'argent.

229643. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; Leudesdorf, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Labyrinthe à miroirs.

229644. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; Gessler, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositifs pour traiter par des liquides et vapeurs des rubans formés de fibres textiles.

229645. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; Weis, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil régulateur de position pour violonistes.

229646. Brevet de quinze ans, 28 avril 1893; Hölzel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fermoir pour anneaux de chaînes de montres.

229647. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; Lapôtre et Caigniet-Normand, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil de bassinage et coudreuse mécanique destinés à la tannerie.

229648. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; Hagemann, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour recouvrir d'un côté ou partiellement les objets en métal de tout genre au bain métallique fusible.

229649. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; Fougerat, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Préparation de corps pour incandescence avec brûleur utilisant tout le combustible.

229650. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; Astria, rue de la Pomme, n° 4, à Toulouse. — Cartes à jouer réclames, annonces diverses, inaltérables.

229651. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; de Fezenbat, rue Montaudran, n° 80, à Toulouse. — Système de presse à fourrages.

229652. Brevet de quinze ans, 17 mai 1893; Coullenot, élisant domicile chez le sieur Hervey, à Besançon. — Système de jante à ressort à adaptations diverses.

229653. Brevet de quinze ans, 17 mai 1893; Dumont, à Verzy (Marne). — Fabrication d'un nouveau clapet de pompe.

229654. Brevet de quinze ans, 17 mai 1893; Haury, à Cognac (Charente). — Bricole dite *l'universelle*, destinée au labourage de la vigne.

229655. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; société anonyme des feutres français

de Gérardmer, représentée par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Drap ou étoffe mixte pour confection et autres usages.

229656. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; H. Brupbacher et fils (société), représentée par Good, à Paris, rue de Rivoli n° 70. — Bande menstruelle pour dames.

229657. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Preston, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 58. — Multiplicateur de vitesse, applicable aux bicyclettes et bicycles.

229658. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Scheinberger, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux accumulateurs.

229659. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Morel, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de tamis destiné à tamiser des matières sèches ou humides.

229660. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Flenske, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Supports métalliques pour l'utilisation des foyers lumineux au chauffage des liquides, des aliments et autres préparations culinaires ou autres.

229661. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Kroger, représenté par Becker, Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Parapluie-canne.

229662. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Dietz, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, n° 15 bis. — Vis à arrêt automatique.

229663. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Sylvester, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Appareil perfectionné à sécher les tissus.

229664. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Dean, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements aux enseignes en lettres et autres pièces découpées.

229665. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Kuhn, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Presse d'imprimerie rotative.

229666. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Dépierre, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Joints d'ensouple de tissage en carton durci.

229667. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Silbermann, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Trieur automatique de pièces de monnaie.

229668. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Jas et Henny, représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Stérilisation du lait par un courant électrique alternatif.

229669. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; White, représenté par Mençons, à Paris, rue du Louvre, n° 15. — Perfectionnements dans les moules pour la fabrication des pipes.

229670. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Fecht et Stroshmer, représentés par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Procédé et appareil pour engendrer des gaz calorifiques par le traitement d'un mélange des produits de la distillation du gaz d'eau et des gaz régénérés qui ont servi au chauffage du générateur.

229671. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Bernhardt, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux cylindres laineux.

229672. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Whitelow, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Instrument servant à nettoyer les ardoises.

229673. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Coudert, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Moteur à dépense «zéro».

229674. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; société anonyme des anciens établissements Caill, représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Transformateur à résistance magnétique variable, système O. Behner.

229675. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Asselin, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Pétrin mécanique.

229676. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Dover, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de garde-chaîne pour vélocipèdes.

229677. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Jacob, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour nourrir le jeune bétail.

229678. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Léon Luchaire et fils (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de support pour lanternes de vélocipèdes.

229679. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Braeunig, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Plateau fraiseur.

229680. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Hervieu et Schreiner, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les bandages pneumatiques.

229681. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Constantin, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de machine motrice à basse température.

229682. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Hamelle, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Garniture autolubrifiante dite *garniture stimoline*.

229683. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Tiemaun, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau corps dénommé *pseudionome* et ses diverses transformations avec leur application industrielle notamment en parfumerie.

229684. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Tiemann, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau corps appelé *Irons*.

229685. Brevet de quinze ans, 26 avril 1893; Ranvier, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux procédés galvanoplastiques.

229686. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; société *Eisemerke Gaggenu Actiengesellschaft*, représentée par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Appareil pour élever automatiquement des petits objets.

229687. Brevet de quinze ans, 28 avril 1893; Watson et Harding, représentés par Freyrier-Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnement relatif au bouchage des bouteilles de vin.

229688. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Guttmann, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouvel appareil pour concentrer et distiller des liquides.

229689. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Graffin fils aîné, représenté par Péguin, rue de Constantine, n° 8, à Lyon. — Machine à agglomérer locomobile dite *machine Graffin fils aîné*.

229690. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Dubédut, à Lavardac (Lot-et-Garonne). — Presse servant à la fabrication des ligots et balais de bruyère.

229691. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Bertrand, rue de la République, n° 29, à Saint-Étienne. — Carburateur à gaz, système Franck Bertrand.

229692. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Rebon, rue Terrusse, n° 27, à Marseille (Bouches-du-Rhône). — Syphon hydraulique dit *le sanitaire*.

229693. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Vial, représenté par Duesnes et Lamblin, contour Saint-Martin, n° 4, à Roubaix. — Jumelage facultatif des machines à piquer les cartons utilisés dans les jacquards des métiers à tisser.

229694. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Gauthier, rue des Sept-Ponts, n° 26, à Roubaix. — Système de navette pour le tissage.

229695. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Nouvelet, rue Colbert, n° 166, à Lille. — Appareil destiné à isoler le tube à gaz dans les lampes à gaz à récupération.

229696. Brevet de quinze ans, 28 avril 1893; Soxhlet, représenté par Benoit, à Paris, rue Martel, n° 14. — Procédé produisant l'immobilisation complète de tout liquide quel qu'il soit contenu dans les piles et accumulateurs électriques qui peut faire actionner ces appareils.

229697. Brevet de quinze ans, 28 avril 1893; Brotherhood, représenté par Carénon, à Paris, rue de Chabrol, n° 67. — Perfectionnements dans les machines à trois cylindres, système Brotherhood.

229698. Brevet de quinze ans, 28 avril 1893; Fomm et Bodky, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvelle disposition pour éviter les indications erronées d'instruments mesureurs à aiguille de mouvement sensible.

229699. Brevet de quinze ans, 28 avril 1893; Montojo, représenté par la société

Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau produit industriel appelé *le Lynx* pour nettoyer et conserver des objets vernis, peaux, cuirs, etc.

229700. Brevet de quinze ans, 28 avril 1893; Averty, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Foyer clos à combustion complète et alimentation continue, à tirage mi-direct et mi-renversé, utilisant toutes espèces de combustibles solides, liquides ou gazeux.

229701. Brevet de quinze ans, 28 avril 1893; Laurent frères et beau-frère (société), représentée par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Nouveau système de serrure à fouillot à fermeture supprimant le pêne dormant.

229702. Brevet de quinze ans, 28 avril 1893; Szekely, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Lame de scie pourvue au dos de dents de rabotage.

229703. Brevet de quinze ans, 28 avril 1893; Ascher, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Parties de poupées articulées et dispositif pour leur fabrication.

229704. Brevet de quinze ans, 28 avril 1893; société dite *la Subérine*, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés à la composition des ciments plastiques hydrofuges à base végétale, ainsi qu'au traitement des objets (briques, carreaux, etc.) qui en sont fabriqués.

229705. Brevet de quinze ans, 28 avril 1893; Lefranc et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau dispositif pour tendre les feuilles de dessin.

229706. Brevet de quinze ans, 28 avril 1893; Boullenger, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de réfrigérant à tubes amovibles.

229707. Brevet de quinze ans, 28 avril 1893; Boullenger, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les colonnes de distillation et de rectification.

229708. Brevet de quinze ans, 28 avril 1893; Rivage, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de plaques à filigraner les papiers.

229709. Brevet de quinze ans, 28 avril 1893; l'Éclairage électrique (société), représentée par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Machine dynamo-électrique.

229710. Brevet de quinze ans, 28 avril 1893; l'Éclairage électrique (société), représentée par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements dans les alternateurs.

229711. Brevet de quinze ans, 28 avril 1893; Malo, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Encrier de voyage à fermeture de sûreté.

229712. Brevet de quinze ans, 28 avril 1893; société anonyme des anciens établissements Cail, représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil servant à récolter les pertes produites par l'évaporation de tous liquides soumis à la concentration des chaudières travaillant à air libre ou dans le vide.

229713. Brevet de quinze ans, 28 avril 1893; Rousseau, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé de décoloration des sucres bruts cristallisés, jus sucrés et sirops de sucreries.

229714. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Rochefort, place Royale, à Clermont-Ferrand. — Appareil destiné à l'introduction des poudres médicamenteuses, simples ou composées, dans des cachets en pain azyme.

229715. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; Errani, à Paris, rue Victor-Massé, n° 34. — Procédé de teintures à reflets sur feutre, draps, velours et tous tissus poilus.

229716. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; Martin, Hervais et Loppé, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Frein automatique et modérable pour voitures de chemins de fer et autres applications.

229717. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; Bouréhani, Sitterlin et Broux, représentés par Augier, à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Procédé d'application de l'air comprimé, avec ou sans soufflet atmosphérique et automatique, aux travaux hygiéniques.

229718. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; Davies, représenté par Armengaud

ainé, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Moyens perfectionnés pour supporter les lanternes de vélocipèdes.

229719. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; Japy frères et compagnie (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Pompe d'épuisement dite *pompe à purin*.

229720. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; Carey, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux bandages pneumatiques.

229721. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; Pottin, à Paris, rue Saint-Georges, n° 43. — Appareil compositeur, totalisateur en combinaison avec un ticket spécial et un arrêt électrique instantané.

229722. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; Bazeries, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Fer ingéssable pour chevaux, mulets, ânes, etc., système Bazeries.

229723. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; Bazeries, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau système de chaussures ingéssables, système Bazeries.

229724. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; Grupe, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système de tube garniture élastique pour bicyclettes ou autres véhicules.

229725. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; Cochrane (les sieurs), représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil pour charger et décharger les bateaux ainsi que pour transporter les marchandises dans les fabriques, magasins et autres endroits.

229726. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; Bolle-Landry, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé de grainage mécanique dans la dorure des mouvements et boîtes de montres.

229727. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; P. Lebœuf et Guion (société), représentée par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Chauffage à vapeur à fonctionnement automatique pour appartements.

229728. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; P. Lebœuf et Guion (société), représentée par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Raccord pour tuyaux métalliques.

229729. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; von Pein, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Machine à ramer.

229730. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; Fleury, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau moyen de décoration sur étoffes.

229731. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; Laharre, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil d'aération supprimant les courants d'air pour wagons et autres véhicules.

229732. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; Theil et Schimitzek, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de vernis.

229733. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; Perret, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements apportés aux appareils de filtrage destinés à épurer les eaux d'alimentation et, en particulier, à ceux composés d'une série de filtres superposés.

229734. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; Bancroft (M^{re}), représentée par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les lampes.

229735. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; Mathé, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle ceinture porte-sabre.

229736. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; Jones, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveaux moyens pour protéger les navires contre les attaques des torpilleurs, bateaux sous-marins et mines.

229737. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; Bullivant, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les cordes à loch et dans les moyens employés pour les manœuvrer.

229738. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; Royé, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à fabriquer les clefs pour l'ouverture des boîtes de conserves.

229739. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; Schoemann dit Chemin, représenté

par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Boucle à palette avec ressort pour ceintures et autres destinations, dite *la prenante*.

229740. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; Schreiber, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil électrique à réveille-matin et avertisseur de sûreté.

229741. Brevet de quinze ans, 4 mai 1893; Tschiffeli, représenté par Delpey, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Perfectionnements à une presse à cage, à pression directe et graduée.

229742. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Bonamy, à Paris, rue de l'Arbalète, n° 39. — Machine à fabriquer les bandes de tissu imprégnées de produits pharmaceutiques et, entre autres, les bandes silicatées ou plâtrées pour appareils orthopédiques.

229743. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Pépin, à Paris, avenue de la Grande-Armée, n° 83. — Bûche perforée.

229744. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Gotthot et Höing, représentés par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Sûreté de vissage des voies de chemins de fer.

229745. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Blondel fils, à Paris, rue de Cléry, n° 19. — Métier Blondel à levier pour tisser le crin.

229746. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; J.-A. Topf et Sohn (société), représentée par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Innovations aux appareils de chauffage pour fournaies et autres dispositifs servant à sécher et à griller.

229747. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Pourrose, représenté par Maulvaut, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Traitement des minerais contenant de l'or et de l'argent.

229748. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Molyneux et Potts, représentés par Bert à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements dans les désinfectants ou leur combinaison.

229749. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Arboucau (M^{re}), à Paris, rue de Belleville, n° 45. — Nouveau caoutchouc dit à *cellules multiples*, gonflées avec ou sans pression pour roues de vélocipèdes ou tout autre usage.

229750. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Sellier, à Paris, rue d'Hauteville, n° 35. — Perfectionnements à un système d'appareil réfrigérant appelé *frigorigène* le *perpétuel*.

229751. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Colles, représenté par la société Assi et Geels, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux sièges devant être exposés aux actions atmosphériques, tels par exemple que les banquettes d'extérieur des tramways, omnibus et autres voitures analogues.

229752. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Yagn, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Appareil à stériliser l'eau.

229753. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Pfister, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Appareil sudorifique à air chaud.

229754. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Noebe, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Pédales à accouplement pour pianos et autres instruments de musique analogues.

229755. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Feldhaus, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil mécanique à arrêt instantané pour la déformation de toutes pièces métalliques.

229756. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Volpi, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Ventilation pour le rafraîchissement des véhicules de chemins de fer et spécialement des wagons destinés au transport des denrées alimentaires.

229757. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Meiser, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Conduite de courant souterrain pour chemins de fer électriques.

229758. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Mehli, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Extincteur pour lampes à pétrole.

229759. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Rondot, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil de chauffage par le gaz à récupération.

229760. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Buderus, représenté par la société Marillier et Robelet, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Poêle à feu continu.

229761. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Heinen, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau moteur à gaz ou à pétrole donnant une explosion à chaque tour, à réglage de vitesse automatique, système L. Heinen.

229762. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; société dite *Nahmaschinenfabrik u. Eisengiesserei vorm. Seidel und Naumann*, représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Brosse à nettoyer les caoutchoucs dont sont garnies les roues de vélocipèdes et d'autres véhicules semblables.

229763. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Frykholm, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour obtenir, à l'aide d'un appareil centrifuge, une séparation rapide et complète du gras contenu dans une émulsion, ainsi que les dispositions requises à ce but.

229764. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Martin, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22 bis. — Perfectionnements apportés aux métiers à filer continus, dits *métiers fixes*, servant à filer toutes matières filamenteuses.

229765. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Fernex, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Chaudière à vaporisation rapide, dite *express-vaporiseur*.

229766. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Tessaro, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil pour écrire moyennant des caractères de toutes formes et espèces, dénommé le *cartographe Tessaro*.

229767. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Beaumont, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de soldat-jouet.

229768. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Edeline, impasse Gaumont, n° 4, à Rouen. — Désincrustant végétal.

229769. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Farnet, rue Grimaldi, n° 1, à Nice. — Agrafe Farnet à ressort perfectionné.

229770. Brevet de quinze ans, 4 mai 1893; Perrot, à Plouescat (Finistère). — Robinet multiple.

229771. Brevet de quinze ans, 4 mai 1893; Lassagette, à Monpazier (Dordogne). — Protège-cahier dit *bibencrophile*.

229772. Brevet de quinze ans, 4 mai 1893; Malcoiffe, à Dizy-Magenta (Marne). — Appareil hydraulique applicable à tous systèmes de pompes permettant de réduire, dans de notables proportions, la force motrice nécessaire pour élever l'eau.

229773. Brevet de quinze ans, 4 mai 1893; Riche, rue de la Banque, n° 9, à Roubaix. — Système de pompe à piston plongeur et obturateur oscillants, à double effet ou à simple effet, sans clapets et réversible.

229774. Brevet de quinze ans, 5 mai 1893; Francou, boulevard National, n° 10, à Marseille. — Pliage-enveloppe pour safran et épices.

229775. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Thévenet-Le-Boul, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Bâtardeau différentiel à lames parallèles ou concentriques.

229776. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; société *Farbenfabriken vorm. Fried. Bayer und C^e*, représentée par Casalis, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 81. — Procédé pour la préparation des matières colorantes azoïques tirant directement sur le coton.

229777. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Adam et Boldt, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machines à aiguiser et à contourner les dents de scies de tous genres.

229778. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Boëns-Perlaux, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Tubes émaillés pour filatures et tissages.

229779. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Fullner, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Machine à papier à triple toile métallique.

229780. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; société anonyme des usines et fonderies de Saint-Ouen-Vendôme, représentée par Wattier, à Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Pressoir hydraulique.

229781. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Béché junior, représenté par Wattier, à Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Machine à tailler les limes.

229782. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Motikus et Oqueka, représentés par Wattier, à Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Soutien de porte-cigares en écume d mer.

229783. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Cleuet, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Nouveau procédé de fabrication et de fixation des sabots et des pitons sur les platines ou demi-platines des poignées ou autres objets de suspension, d'articulation, de fermeture, etc.

229784. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Cleuet, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Procédé de fabrication de poignées et ferrures ornementées pour cercueils et autres objets.

229785. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Lemétayer, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système de patin dit patin routier.

229786. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Mauger et de Thierry, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de bandage pneumatique pour roues de vélocipèdes et autres véhicules en général.

229787. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; White, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveaux fers profilés pour la construction.

229788. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Freimann, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Brosse à dents rotative.

229789. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Möller, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil de chasse d'eau pour cabinets d'aisance.

229790. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Morgan et Loring, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux machines à fabriquer des boîtes en bois.

229791. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Adams, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux vélocipèdes.

229792. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; van Dalsum et Sluyter, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif protecteur des chevaux et autres bêtes de trait.

229793. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Lezé, à Paris, rue Singer. — Filtre rotatif.

229794. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Denison et Palmer, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements relatifs à la production de la pulpe par des matières végétales.

229795. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Phillips, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les parapluies, parasols et autres articles de même genre.

229796. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Wellner, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Roue à voiles pour machines aériennes.

229797. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Ciutat y Pinaza, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouveau système pour raccommoder les cloches.

229798. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Mathews, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système d'appareils vaporisateurs et brûleurs pour les hydrocarbures.

229799. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Mathews, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux réservoirs des brûleurs à hydrocarbures.

229800. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Brown, Mansell et Porter, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux pièces tubulaires et à leur fabrication.

229801. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Messer et Page, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de moyeux pour roues de véhicules, poulies, meules, etc.

229802. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Barisien, représenté par Josse, à

Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 58 bis. — Nouvelles chaudière rigide à chariot pouvant servir de chambre à main ou de chambre fixe, système *Barison*.

229803. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Fellows et Whitham, représentés par Jossé, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux appareils ou moyens pour obtenir de la force motrice.

229804. Brevet de quinze ans, 2 mai 1893; Paté, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau porte-vêtement pour hommes, femmes, enfants.

229805. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Drenx, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Régulateur automatique d'alimentation des chaudières à vapeur.

229806. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Asprich, à Paris, impasse Guéméné, n° 2. — Petit objet de forme particulière, en fil métallique, appelé *accroche-tout*.

229807. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Alexander, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Graines pour cuisiner.

229808. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Gahn, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Thermomètre d'alarme.

229809. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Lentze, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Chaussure à empeigne et bout métallique.

229810. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Hoffmann, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Canne-chaise.

229811. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Chevallot et Roussel, boulevard du Gouchant, n° 11 bis, à Nanterre. — Alon basique de chrome et de fer et ses moyens d'application industrielle.

229812. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Black, représenté par la Société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux générateurs de vapeur et autres fournaies, ainsi qu'aux appareils pour y amener un combustible à l'état pulvérisé.

229813. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; société anonyme du filtre Chamberland (système Pasteur), représentée par Brandon et fils (société), à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de filtre perfectionné.

229814. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Néerman, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Révélateur circulaire instantané des intervalles.

229815. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Faguer, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Fontaine lumineuse à renouvellement continu de l'eau.

229816. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Mandlè, à Paris, rue Clauzels, n° 11. — Canne similité électrique, canne à lumière instantanée par le souffle.

229817. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Moussier (Dⁿⁱ), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pupitre contrôle automatique des recettes de caisse.

229818. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Piésker et Mark, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine motrice à ressorts.

229819. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Prüssing, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé d'amélioration du ciment.

229820. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Numa Thierry et Émile Beynon (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Manière d'emboîtement et finissage particuliers.

229821. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Gessner, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Rouleaux lamineurs inclinés.

229822. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Sloan, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Bouteur universel.

229823. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; société par actions *Grasenwork*, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé et machine pour décolorer les fibres de la ramie et des plantes textiles analogues.

229824. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Paris, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Nouveau système de population des acrotates.
229825. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; L'Amphipne (des sieurs), représentés par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Indicateur de pression et soupape de sûreté combinés pour les jantes pneumatiques des roues de bicyclettes, tricycles et autres vélocipèdes et des voitures.
229826. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Colmann, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Régulateur de soupape avec fermeture à l'ampoule contrainte de la soupape de sécurité.
229827. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Bandoim, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 12. — Nouveau système de fusil à répétition.
229828. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Naeke, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux purgeurs de vapeur ou appareils servant à l'écoulement de l'eau condensée.
229829. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Aubine, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système de disque électrique automateur.
229830. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Balfour, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif perfectionné pour tirer plus facilement les bouchons des bouteilles et pour les fixer dans les bouteilles.
229831. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Harz, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil pour l'évaporation des liquides.
229832. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Niélas, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de fabrication de mailles, coffres et sacs de voyage.
229833. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Labouche, rue de la Huchette, n° 8, à Fismes (Marne). — Montage remplaçant avantageusement l'emploi des mesures pour la confection des corsages.
229834. Brevet de quinze ans, 4 mai 1893; Marlow, Arculus (les sieurs) et Warry, représentés par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements apportés aux appareils pour tailler, aiguiser et polir les cristaux.
229835. Brevet de quinze ans, 4 mai 1893; Coste, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 40. — Système de miroir angulaire appelé le miroir réel du capitaine Coste.
229836. Brevet de quinze ans, 4 mai 1893; Lloyds, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements apportés aux locomotives.
229837. Brevet de quinze ans, 4 mai 1893; Scherfenberg, représenté par Meunons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Moteur à pétrole et à gaz automatique.
229838. Brevet de quinze ans, 4 mai 1893; Müller, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lepoir, n° 90. — Fermeture pour bouteilles et tonneaux.
229839. Brevet de quinze ans, 4 mai 1893; Reck, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé pour remplacer par de l'air la vapeur qui, l'opération une fois finie, se trouve dans les espaces vides des étuves à désinfection ou des appareils à cuisson à vapeur.
229840. Brevet de quinze ans, 4 mai 1893; Labaudy frères (société), à Paris, rue de Flandre, n° 49. — Système de refroidissement artificiel des masses cuites pour sucre raffiné.
229841. Brevet de quinze ans, 4 mai 1893; Gœgg et Fröh (société), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau genre d'applications décoratives, imitation de marbres pouvant servir d'ornementation.
229842. Brevet de quinze ans, 4 mai 1893; Guild, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système perfectionné de transmission de mouvement pour vélocipèdes et autres mécanismes.
229843. Brevet de quinze ans, 4 mai 1893; Graeger, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé pour favoriser la fermentation des mélasses.
229844. Brevet de quinze ans, 4 mai 1893; Daniel, Phipps et Co (société), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système d'électrolyse edit Holmgren système Joseph Bapst.

229845. Brevet de quinze ans, 4 mai 1893; Payelle et Sädler, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé pour la transformation méthodique et continue du carbonate de soude en soude caustique avec fabrication simultanée de sulfites alcalino-terreux, d'alumine et d'oxyde de fer hydraté.

229846. Brevet de quinze ans, 4 mai 1893; Champenois, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau genre d'encadrement à moulure métallique pour chromo-lithographies.

229847. Brevet de quinze ans, 4 mai 1893; Gesshet, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Moulin à foulon perfectionné.

229848. Brevet de quinze ans, 4 mai 1893; Kipling, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à écrire.

229849. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Malric, à Guillac (Tarn). — Ciseau à greffer appelé *le rapide*.

224850. Brevet de quinze ans, 3 mai 1893; Malric, à Guillac (Tarn). — Appareil à insuffler les soufres et toutes poudres insecticides sur la vigne et les plantes diverses, appelé *la simple*.

229851. Brevet de quinze ans, 4 mai 1893; Saunier et Drevet, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Application d'un éventail aux cannes, parapluies, ombrelles, etc.

229852. Brevet de quinze ans, 6 mai 1893; Guillot, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Courroie en bourrette de soie.

229853. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Botron, représenté par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 51, à Lyon. — Nouveau procédé d'impression des tissus de tous genres.

229854. Brevet de quinze ans, 10 mai 1893; Coignet, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouvel insecticide contre le phylloxéra et autres maladies de la vigne.

229855. Brevet de dix ans, 6 mai 1893; Boutes, à Crussade (Tarn-et-Garonne). — Appareil d'amplitude.

229856. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Guillet, rue du Quatorze-Juillet, n° 27, à Pau. — Pompe à double effet pour transvasement de vins, bières, etc.

229857. Brevet de cinq ans, 9 mai 1893; Harriet, à Vaites (Haute-Saône). — Application d'un nouveau moteur à la vélocipédie, machine dite *le vélo-volant*.

229858. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Peschard, rue de Bayeux, n° 52, à Caen. — Système électro-pneumatique.

229859. Brevet de cinq ans, 9 mai 1893; Richier, rue du Havre, n° 3, à Caen. — Moteur fonctionnant par la pression de l'eau.

229860. Brevet de quinze ans, 10 mai 1893; Gouttes, à Bordeaux. — Système de traction par voie tubulaire à courant d'air constant.

229861. Brevet de quinze ans, 5 mai 1893; Gloystein, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Col droit à retourner.

229862. Brevet de quinze ans, 5 mai 1893; Roos, Righetti et O'Connell, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau mode de transmission sur les longs câbles.

229863. Brevet de quinze ans, 5 mai 1893; Chauché, élisant domicile chez le sieur Ramondet, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 9 et 11. — Appareil d'éclairage particulier des sociétés musicales, dénommé *lanterne-mignonnette-diamant*.

229864. Brevet de quinze ans, 5 mai 1893; Dubois, représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionnements apportés aux suspendeurs pour pantalons et autres vêtements.

229865. Brevet de quinze ans, 5 mai 1893; Bauchet et Sinigre (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pince-attache et ses applications.

229866. Brevet de quinze ans, 5 mai 1893; Barrière, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système de fixateur des oxydes terreux applicables à l'éclairage par incandescence.

229867. Brevet de quinze ans, 5 mai 1893; Neuf, à Paris, rue Ducoudré, n° 14. — Système de chariots permettant de coucher des deux côtés, sans en sortir le sujet, un travail servant aux opérations chirurgicales des chevaux, mulets, etc.

229868. Brevet de quinze ans, 5 mai 1893; G^{me} Luckers et Alfred Gendarme (so-

siété), représentées par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de cric.

229869. Brevet de quinze ans, 5 mai 1893; Zimmermann, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Rasoir de sûreté avec récepteur de mousse.

229870. Brevet (brevet anglais devant expirer le 6 octobre 1906) pris, le 5 mai 1893, par Schermauly, représenté par la société Louis Fudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les palans différentiels.

229871. Brevet de quinze ans, 5 mai 1893; de Laski, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux appareils pour l'arrosage des pelouses.

229872. Brevet de quinze ans, 5 mai 1893; Dölflheiser, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Robinet à vis avec clapet élastique pouvant tourner par rapport à la tige.

229873. Brevet de quinze ans, 5 mai 1893; Clausen, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 75. — Défecteur universel.

229874. Brevet de quinze ans, 5 mai 1893; Walrand, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Plaques mixtes en fer nickel ou fer cuivre et acier pour blindages et cuirassements quelconques.

229875. Brevet de quinze ans, 5 mai 1893; Flamant, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Système de tuyaux à ailettes mobiles.

229876. Brevet de quinze ans, 5 mai 1893; Bousquet, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Utilisation de certains poissons de mer à chair blanche sous forme de conserves.

229877. Brevet de quinze ans, 5 mai 1893; Garchey et Hirsch, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé perfectionné pour la fabrication des marbres factices et vitraux, constituant un nouveau produit dit le *céramo-cristal*.

229878. Brevet de quinze ans, 5 mai 1893; Prat et Wainey, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la fabrication des solutions amylacées destinées à être employées dans les brasseries, les distilleries, les fabriques de glucose et autres industries analogues.

229879. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Malinge et Laulan (société), rue Paul-Bert, n° 23, à Angers. — Système de protecteur contre les caoutchoucs pneumatiques ou roues montées sur caoutchoucs pneumatiques.

229880. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Godchaux, à la Roche-sur-Chiers (Meurthe-et-Moselle). — Nouveau produit la *Néoline soluble* pour l'ensimage de la laine.

229881. Brevet de quinze ans, 6 mai 1893; Fletcher, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Machine servant à coller les étiquettes.

229882. Brevet de quinze ans, 6 mai 1893; Ebner et Mouton, représentés par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Système de coussin élastique mobile applicable aux lits militaires et autres, ainsi qu'aux banquettes des wagons de chemins de fer, omnibus, voitures et à tous sièges en général.

229883. Brevet de quinze ans, 6 mai 1893; Funkenberg, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Métier à tisser.

229884. Brevet de quinze ans, 6 mai 1893; Nieriker, représenté par Guy, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Enveloppe destinée à protéger les ceps de vigne de la gelée, dite *nid à cep*.

229885. Brevet de quinze ans, 6 mai 1893; Dubus, à Paris, boulevard de la Villette, n° 163. — Chenêt à gradins et à alvéoles.

229886. Brevet de quinze ans, 6 mai 1893; Meyrneis, Mongin et Basse, représentés par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Procédé électro-chimique pour le traitement des minerais d'antimoine.

229887. Brevet de quinze ans, 6 mai 1893; Cousin frères (société), représentée par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Nouvelle lisse pour harnais de métier à tisser.

229888. Brevet de quinze ans, 6 mai 1893; Gachelé, représenté par Danzer, à

Paris, rue de Florence, n° 9. — Nouvelle bouche pour incendie, disposément au appui des fils en bobines.

229889. Brevet de quinze ans, 6 mai 1893; Weiss et Dietrich, représentés par Dausser, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Echelle divisée universelle pour dessinateurs.

229890. Brevet de quinze ans, 6 mai 1893; Douglas, représenté par Dausser, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements aux appareils à arrêter les voies d'eau dans les navires et bateaux.

229891. Brevet de quinze ans, 6 mai 1893; veuve Maillard (M^{me}), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Genre de lettres incisées pour inscriptions funéraires et autres.

229892. Brevet de quinze ans, 6 mai 1893; Gérard, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Bobinet à pression dit à limaçon.

229893. Brevet de quinze ans, 6 mai 1893; Japy frères et compagnie (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Manre à ancre à bon marché.

229894. Brevet de quinze ans, 6 mai 1893; Gotthot et Hoing, représentés par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Disposition pour l'atténuation du coup en retour lors de la fermeture des conduites de liquides.

229895. Brevet de quinze ans, 6 mai 1893; société anonyme des ateliers et chantiers de la Loire, à Paris, boulevard Haussmann, n° 11 bis. — Dispositif empêchant la production des flammes et de la fumée au-dessus des cheminées des navires à vapeur.

229896. Brevet de quinze ans, 6 mai 1893; Atithon et Sohné (société), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif dans les machines à raboter les planches pour permettre l'utilisation comme laine de bois, des copeaux provenant des raboteurs et des planettes.

229897. Brevet de quinze ans, 6 mai 1893; Grellier, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Boite à billes pour wagons et autres véhicules.

229898. Brevet de quinze ans, 6 mai 1893; Geissler, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Navire aérien dirigeable.

229899. Brevet de quinze ans, 6 mai 1893; Dickenson et Macculloch, représentés par Biétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements au mécanisme automatique actionné par une pièce de monnaie pour la livraison et l'emmagasinage de plaques solidifiées.

229900. Brevet de quinze ans, 6 mai 1893; Tombour, représenté par Biétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau système d'extincteur d'incendies, dit *parapluie portatif*.

229901. Brevet de quinze ans, 6 mai 1893; Seckler, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de réservoir de chasse automatique applicable aux égouts et appareils hygiéniques, tels que urinoirs, cabinets, tuyaux de chutes et canalisation d'eaux ménagères, etc.

229902. Brevet de quinze ans, 6 mai 1893; Bondonneau, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de saccharification des pulpes de pommes de terre de séculeries, appliqué à la fabrication des glucoses et à la distillerie.

229903. Brevet de quinze ans, 6 mai 1893; Scott (les sieurs), représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements apportés ou relatifs aux appareils d'évaporation ou de concentration.

229904. Brevet de quinze ans, 6 mai 1893; Polte, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareil pour le travail des métaux.

229905. Brevet de quinze ans, 6 mai 1893; Martzyk, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau procédé employé à la fabrication par voie sèche de carreaux de poêle de tout genre.

229906. Brevet de quinze ans, 6 mai 1893; Quémén, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de moteur rotatif à distribution multiple et à pistons combinés.

229907. Brevet de quinze ans, 6 mai 1893; société dite : *The Renewable Root Ref*

Syndicats limités, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils perfectionnés pour enlever et renouveler les parties usées des talons de chaussures.

229906. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Booth, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à bobiner le fil, à étiqueter et à marquer.

229909. Brevet de quinze ans, 10 mai 1893; Taillier, rue des Arts, n° 20, à Toulouse. — Bicyclette sans chaîne à engrenages multiplicateurs, dénommée le *Dancon*.

229910. Brevet de dix ans, 13 mai 1893; Chéron, rue Teulère, n° 15; à Bordeaux. — Métier mécanique destiné à colorier les capsules métalliques pour bouteilles diverses.

229911. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Letournenr, à Paris, rue Bassano, n° 12. — Nouvelle voiture avec système de calage d'arrêt.

229912. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Stérus, représenté par Bort, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Système de fermeture pour tonneaux et autres récipients à liquides.

229913. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Raverot et Belly, à Paris, quai d'Orsay, n° 71. — Loch manométrique différentiel pour la mesure et l'enregistrement de la vitesse des navires.

229914. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Caillet, à Paris, rue Pétrée, n° 22. — Nouveau système de transport à voie ferrée monorail (rail unique); dénommé *monorail portatif à niveau*.

229915. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Bontemps et Louvet, à Paris, rue du Pot-de-Fer, n° 20. — Appareil dénommé *automoteur aéro-idrostatique*.

229916. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Cubbins et Harcourt (société), représentée par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Système de fixation des bandages pneumatiques ou autres au x jantes des roues de véhicules.

229917. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Gibson, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements apportés aux foyers de cheminées à grille pour coke ou charbon de terre.

229918. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Schrape et Deminger, représentés par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Canne-lampe.

229919. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Pannwitz, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Système de fermeture automatique à contrôle spontané, impénétrable aux germes, devant servir sur les flacons, bouteilles, boîtes à conserves et d'autres vases.

229920. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Abel, à Paris, rue Cauchy, n° 9. — Actinomètre chimique.

229921. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Hartig, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil pour l'allumage simultané des flammes de gaz de toutes les lampes d'un train de chemin de fer au moyen d'une traction unique opérée sur une chaîne.

229922. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Braun, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Jouet humoristique.

229923. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Wulff, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Réchauffeur d'eau alimentaire.

229924. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Breinacher, représenté par Payolle, à Paris, rue Dronot, n° 16. — Nouveau procédé d'agglomération des moines de houille, coke ou minerais au moyen d'un mélange de goudron et de lait de chaux.

229925. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Planche (M^{re}), représentée par Métry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Garde-couvertures des oahiers et livres d'écoliers et autres.

229926. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Belmore, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les trappes à vapeur.

229927. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Paget, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de lampe à arc avec mouvement et arc dans le vide.

229928. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Crosta, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux bouches ou regards à plan d'eau.
229929. Brevet de dix ans, 17 avril 1893; Estade, à Carcassonne. — Commutateur d'électricité.
229930. Brevet de quinze ans, 19 avril 1893; Canet (M^{re}), rue d'Alsace-Lorraine, n° 34, à Toulouse. — Élévateur d'eau automatique et à pression intermittente.
229931. Brevet de dix ans, 22 avril 1893; Viguier, à Lambole (Aveyron). — Nouveau greffoir.
229932. Brevet de quinze ans, 27 avril 1893; Loecke (M^{re}), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mécanisme d'arrêt mobile applicable aux machines à coudre.
229933. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Bony, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Système de navigation mixte.
229934. Brevet de quinze ans, 29 avril 1893; Friedeberg, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système d'appareil pour injecter des poussières.
229935. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Jeancart et Gazan (société), représentée par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Nouveau procédé permettant, en une seule opération, d'obtenir, en même temps que la distillation, la fractionnement des huiles essentielles et des eaux distillées.
229936. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Delanne, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Allumeur pour lampes à gaz.
229937. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Anker, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Fer à cheval à crampons amovibles avec dispositif pour retirer du fer les crampons usés.
229938. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Cultriss, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les procédés et appareils propres à la transmission des signaux ou impulsions électriques.
229939. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Bonna, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de tuyau pour canalisations de toutes sortes.
229940. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; E. Girardin et J. Pioche (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de grillage protecteur du verre dans les lanternes dites lanternes marines.
229941. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Deissner, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau procédé de fabrication de bois de pierre.
229942. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Hewitt et Wootton, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareils pour la fabrication des projectiles creux, récipients et tubes de tous genres.
229943. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Ramos-Garcia, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau procédé d'extraction de l'étain à l'état métallique, procédé Ramos-Garcia.
229944. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Bretonneau, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fond mobile à ressort applicable aux blagues à tabac et aux autres articles analogues.
229945. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Dupuy, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de chauffage applicable à l'industrie et autres usages, dit *calorifère industriel François-Dupuy*.
229946. Brevet de quinze ans, 10 mai 1893; Jouvot, rue Saint-Thibault, n° 6, au Havre. — Perfectionnements dans les armes-jouets à ressort moteur et dans les projectiles qu'elles peuvent tirer.
229947. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Chaudy, à Paris, rue de Saintonge, n° 65. — Utilisation dans l'écran forme dite *soleil*, de la branche morte par l'apposition d'une fermeture quelconque, métallique ou autre, permettant le développement longitudinal dudit écran.
229948. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Morin, représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Système de panier laveur extensible à l'usage de la photographie.
229949. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Hanson, représenté par Wattier, à

Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Appareil perfectionné destiné à replacer sur les rails le matériel roulant des chemins de fer.

229950. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Baker, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil de contact pour chemins de fer électriques souterrains.

229951. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Bloy, à Paris, rue Blomet, n° 73. — Calorifère ventilateur Bloy et applications de ce système.

229952. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Gibout et Jacquemart, à Paris, rue de la Martinique, n° 6. — Appareil avertisseur pour préserver du vol avec effraction, dit *avertisseur Gibout et Jacquemart*.

229953. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Laycock, représenté par Faber, rue de Provence, n° 62. — Système de chauffage des wagons de chemins de fer et autres véhicules.

229954. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Dumoulin-Froment et Doignon (société), à Paris, rue Notre-Dame-des-Champs, n° 85. — Perfectionnements dans la disposition pour appareil téléphonique.

229955. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Boulit, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Propulseur à hélice.

229956. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Boulit, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de lampes électriques.

229957. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Bolgiano, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Moteur à eau transportable.

229958. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Dales, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Enveloppes de sûreté.

229959. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Smith, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux clés anglaises.

229960. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Poulet, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Balance nouvelle pour prendre la densité des pommes de terre et évaluer rapidement leur richesse.

229961. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Wallrodt, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Porte-plume à pointiller pour chromo-lithographie.

229962. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Froehlich, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé de préparation des combinaisons iodées des phénols des acides oxycarboniques aromatiques et des pyrrols.

229963. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Benoît-Thuillier, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Transmetteur enregistreur d'ordres à bord des navires.

229964. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Craney, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux purificateurs de sel.

229965. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Craney, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil électrolytique perfectionné.

229966. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Craney, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil électrolytique perfectionné.

229967. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Craney, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux appareils servant à l'électrolyse des sels.

229968. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Gibson, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Assemblage à écrou de sûreté.

229969. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Blackeman junior, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements relatifs au traitement des huiles en vue de leur donner la propriété de sécher.

229970. Brevet de quinze ans, 7 mai 1893; Blackeman junior, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements relatifs au traitement des huiles siccatives en vue de les épaissir.

229971. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Blackeman junior, représenté par

Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans la fabrication de couleurs.

229972. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Sprang, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les bandages pneumatiques.

229973. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Société anonyme des anciens établissements Cail, représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Affût, système Bange et Piffard, à recul limité et retour embatterie automatique.

229974. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Paupy, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Carreau en plâtre rugueux sur les deux faces.

229975. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Redberg, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Boîtes ou chambres formant raccords ou collecteurs cylindriques soudés avec tampons pour chaudières multitubulaires.

229976. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Wilkinson, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux appareils servant à vaporiser ou humidifier.

229977. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Société anonyme du filtre Chamberland (système Pasteur), représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau système de joint élastique permettant des obturations rapides.

229978. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Middlemore et de Lattre, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les selles de bicycles et autres analogues.

229979. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Balmors, représenté par Armeingaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 20. — Perfectionnements dans les accouplements de tuyaux.

229980. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Bender, représenté par Armeingaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil rotatif de réfrigération et d'aérage.

229981. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Chenet, représenté par Armeingaud jeune, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de vélocipèdes à commande par leviers.

229982. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Bateman, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à clouer les chaussures.

229983. Brevet de quinze ans, 9 mai 1893; Mac Colloch, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux faucheuses.

229984. Brevet de quinze ans, 10 mai 1893; Avellino, rue du Faubourg-Très-Cloîtres, n° 57, à Grenoble. — Nouveau gant dit gant Eugène Avellino.

229985. Brevet de dix ans, 12 mai 1893; Fraisse et Ribas, route de Palavas, villa Schek, à Montpellier. — Fabrication d'un nouveau pain dit pain Alençon.

229986. Brevet de quinze ans, 13 mai 1893; Claparède, cité industrielle, n° 36, à Montpellier. — Bandages dits pneumatiques, s'appliquant aux roues de vélocipèdes ou autres véhicules légers.

229987. Brevet de quinze ans, 10 mai 1893; Renard, rue Boschot, n° 28, à Fontenay-sous-Bois (Seine). — Réserve de teinture, machine, appareils et procédés permettant de l'obtenir, et produits nouveaux qui en sont les résultats.

229988. Brevet de quinze ans, 10 mai 1893; Heydt, représenté par Wattier, à Paris, rue Mazagan, n° 5. — Innovations aux chaussures.

229989. Brevet de quinze ans, 10 mai 1893; Simonis, représenté par Chenault, à Paris, rue de Rambuteau, n° 24. — Siège pliant de voyage pour cabinet d'aisances.

229990. Brevet de quinze ans, 10 mai 1893; Williams, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les bandages pneumatiques.

229991. Brevet de quinze ans, 10 mai 1893; Fishel, représenté par Métry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux porte-fleur de boutonnière.

229992. Brevet de quinze ans, 10 mai 1893; Despeux, représenté par Métry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Ventilateur à hélice.

229993. Brevet de quinze ans, 10 mai 1893; Despeux, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Moulin à sable à travail continu.

229994. Brevet de quinze ans, 10 mai 1893; Haübler, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Procédé de conservation d'aliments.

229995. Brevet de quinze ans, 10 mai 1893; Lafosse (M^{me} veuve), née Marie Lambert, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux moyens de mobilisation des yeux de bêtes et poupées.

229996. Brevet de quinze ans, 10 mai 1893; Passier et Zacharias, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Boucle à pattes de serrage pour ceintures, sangles, collières, etc.

229997. Brevet de quinze ans, 10 mai 1893; Philippsen et Leschmier (société), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Appareil pour couper les étiéris.

229998. Brevet de quinze ans, 10 mai 1893; Balmore, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les appareils de chauffage.

229999. Brevet de quinze ans, 10 mai 1893; Finlay, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la fabrication du savon.

230000. Brevet de quinze ans, 10 mai 1893; Herz, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine pour monter et fixer les talons de chaussures.

230001. Brevet de quinze ans, 10 mai 1893; compagnie parisienne de couleurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la production, sur fibre de laine, de couleurs solides au foulon, à l'alcali, à la chaux et à la lumière.

230002. Brevet de quinze ans, 10 mai 1893; Vagner, représenté par Payollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux appareils de chauffage fonctionnant au moyen d'huiles ou essences minérales, ou du gaz et pouvant être appliqués à la cuisine ou au chauffage des appartements.

230003. Brevet de quinze ans, 10 mai 1893; Berliza, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux moteurs à pétrole et autres hydrocarbures.

230004. Brevet de quinze ans, 10 mai 1893; Fearrie, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Application, aux portières des wagons ou autres véhicules, d'un rouleau dit automatique facilitant la manœuvre des glaces des dites portières.

230005. Brevet de quinze ans, 13 mai 1893; Glaser, à Troyes. — Perfectionnement apporté au bandage herniaire.

230006. Brevet de dix ans, 15 mai 1893; Guyot, rue des Jardins, à Carcassonne. — Application d'une douille et d'un pivot en fer à un tombereau servant à transporter les terres et les engrais dans les vignes comme dans les champs.

230007. Brevet de dix ans, 15 mai 1893; Aumaillet, rue du Pavé, n° 5, au Mans. — Levier articulé à mouvement demi-circulaire reliant ensemble le pédale et la manivelle du vélocipède et dont le but est de faciliter le montage des côtes.

230008. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Valentin, à Bruyères (Aisne). — Sonnerie automatique libre et indépendante pour horloge de clochers, mairies, usines, lycées et tous monuments publics.

230009. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Boniol, à Alais (Gard). — Étouffoir à cocons par la vapeur au-dessous de cent degrés centigrades.

230010. Brevet de quinze ans, 17 mai 1893; Perrin et Martinan (société), représentée par Lagize, rue Omer-Louis, n° 15, à Lyon. — Machine à dérompre les tissus.

230011. Brevet de quinze ans, 17 mai 1893; Monnet, représenté par Léphotte et Rabillaud, avenue de Gaxe, n° 66, à Lyon. — Appareil d'épuisement à marche continue pour la fabrication des extraits en général.

230012. Brevet de quinze ans, 13 mai 1893; Holmes, représenté par Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements aux machines à broder la dentelle.

230013. Brevet de cinq ans, 15 mai 1893; Renner et Monnet, à Durtol (Rhône). — Instrument agricole dit carificateur-battant.

230014. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Picard, représenté par la société Ami

et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Nouveau verre auto-multiplicateur, amplificateur et teinteur de lumière.

230015. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; von Hünesfeld, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Dispositif permettant de fermer et d'ouvrir une serrure de porte d'une place quelconque (lit, etc.) de la chambre.

230016. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Nézeaux, élisant domicile chez le sieur Mignon, à Paris, place d'Iéna, n° 5. — Nouvelle pompe centrifuge.

230017. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Andreoli, représenté par Leconte, à Paris, avenue de Villiers, n° 108. — Perfectionnements en électrolyse.

230018. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Variclé, à Paris, rue de Rivoli, n° 104. — Système de blanchissage du linge par procédé isolé.

230019. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Lüben, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil pour ouvrir des robinets à gaz ou des commutateurs de lampes électriques avec dispositif d'allumage latéral pour becs de gaz.

230020. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Kranz, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Dispositif de traction ajustable pour rideaux, etc.

230021. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Bauer, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Nouveau système de tuiles en diagonale.

230022. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Spindler et Stautz, représentés par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Nouveau procédé pour l'extraction facile et rapide de l'huile contenue dans les plantes et fruits oléagineux, et utilisation des résidus pour la nourriture des bestiaux.

230023. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Mardary, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Turbine à réaction avec rendement constant pour débit ou travail variable.

230024. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Barcero, représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Ceinture de sauvetage.

230025. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Hinkel, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de sac ou bourse.

230026. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Drach, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Épurateur d'eau d'alimentation pour chaudières.

230027. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Turton (les sieurs) et Irish, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux interrupteurs automatiques de circuit.

230028. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Anderson, Shotter, Köhler et Dorer, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Asphalte ou brai artificiel.

230029. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Cerveaux, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système d'abri destiné à protéger contre la gelée la vigne ou autres plantes.

230030. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Bottome, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Mode de réunion des électrodes des lampes électriques à incandescence avec le corps en verre de ces lampes.

230031. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Siemens et Halske, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé pour augmenter la capacité conductrice des câbles sous-marins et souterrains de grandes longueurs.

230032. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Schmiers, Werner et Staln (société), représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Humectation automatique pour presses rotatives par l'admission d'air humide.

230033. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Sanders, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements apportés à la fabrication, par dépôt électrolytique, de fils, rubans, etc. de métal.

230034. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Schindeler, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Turbine continue universelle à vitesse différentielle.

230035. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Carl Zeiss (société), représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Lentille divergente achromatique pour systèmes composés de lentilles convergentes et divergentes séparées par un intervalle.

230036. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Desruelles, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 21. — Système électro-moteur applicable aux galvanomètres en général et notamment aux volts-mètres et ampères-mètres industriels.

230037. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Ringer, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à fabriquer les boutons recouverts d'étoffe.

230038. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Zimmermann, représenté par Chassevent à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de lanterne portative de sûreté.

230039. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Liechtenstein, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux moteurs à gaz et à pétrole.

230040. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Moncrieff, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés au traitement des eaux d'égout en vue de leur épuration et aux appareils y relatifs.

230041. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Schuchart, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Clef à rochet.

230042. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Vogel, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à courant continu sans commutateur.

230043. Brevet de quinze ans, 12 mai 1893; Weyr, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvel appareil osmogène.

230044. Brevet de quinze ans, 1^{er} mai 1893; Méricul, à Oran (Algérie). — Pressoir-fouloir à piston et à travail continu.

230045. Brevet de quinze ans, 15 mai 1893; Ferens, au Mesnil-sur-Oger (Marne). — Modèle de parageole pour la vigne.

230046. Brevet de quinze ans, 13 mai 1893; Castagne, élitant domicile chez la dame veuve Boutan, à Paris, rue Laugier, n° 50. — Système d'urne électorale facilitant les opérations du vote et désignée sous le nom d'urne secrète.

230047. Brevet de quinze ans, 13 mai 1893; Tanvez, représenté par Bouvret, à Paris, rue Albouy, n° 9 bis. — Machine à battre à manège.

230048. Brevet de quinze ans, 13 mai 1893; Ménard, représenté par Lenier, à Paris, rue Lembercier, n° 40. — Perfectionnements aux monte-lettres (paquets ou autres objets) à distribution automatique.

230049. Brevet de quinze ans, 13 mai 1893; Donevan, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les armes à feu.

230050. Brevet de quinze ans, 13 mai 1893; Flament, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Commande de vis de pressoir ou de mouvement de vis analogue.

230051. Brevet de quinze ans, 13 mai 1893; Thofehrn, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements à la fabrication des oxydes et composés métalliques.

230052. Brevet de quinze ans, 13 mai 1893; Thofehrn, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux procédés électroplastiques.

230053. Brevet de quinze ans, 13 mai 1893; Duke et Redman, représentés par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans la production des moulages en métal ou autres.

230054. Brevet de quinze ans, 13 mai 1893; Peiffer, à Paris, rue de la Roquette, n° 1. — Transmetteur manométrique.

230055. Brevet de quinze ans, 13 mai 1893; Grawitz, boulevard Gambetta, n° 62, à Nogent-sur-Marne (Seine). — Traitement spécial des matières textiles par la vapeur et l'air chauds et dispositifs d'appareils permettant de le réaliser.

230056. Brevet de quinze ans, 13 mai 1893; Hartemote, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Agrafe double pour ardoises, système Hartemote.

230057. Brevet de quinze ans, 13 mai 1893; Laigros, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Bourrelets à déplacement automatique.

230058. Brevet de quinze ans, 13 mai 1893; Doudart de la Grée, représenté par

Bonnet; à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de garniture antiscalar à double emboîti en amianté, feutre ou en tout autre tissu approprié, pour joints à vapeur et autres.

230059. Brevet de quinze ans, 13 mai 1893; Sander, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé pour peiser les souffles de pois ou de fibres pour broserie.

230060. Brevet de quinze ans, 13 mai 1893; Schulz et Kabrie, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux tuiles.

230061. Brevet de quinze ans, 13 mai 1893; Ziegler et de Feraudy, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil dit *le Météore*, réalisant le problème de la navigation aérienne.

230062. Brevet de quinze ans, 13 mai 1893; Dubourg, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux serrures.

230063. Brevet de quinze ans, 13 mai 1893; Dubourg, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de gâche mobile pour serrures de tous genres.

230064. Brevet de quinze ans, 13 mai 1893; Vincent, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 1. — Système de frein de sécurité pour vélocipèdes et autres véhicules.

230065. Brevet de quinze ans, 13 mai 1893; Benz et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 1. — Système de mécanisme permettant de conduire des véhicules automoteurs tels que ceux à quatre roues actionnés principalement par un moteur à gaz.

230066. Brevet (brevet anglais devant expirer le 17 février 1906) pris, le 13 mai 1893, par Barr, Macfarlane, Mills et Young, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans la préparation des cyanures.

230067. Brevet de quinze ans, 13 mai 1893; Valentin Olier et compagnie (société), représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux serrures.

230068. Brevet de quinze ans, 13 mai 1893; Boumiol, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Support ou cercle flexible pour fils de palissages, clôtures, cordons de vignes, d'espaliers, arbustes, etc.

230069. Brevet de quinze ans, 13 mai 1893; Pißtersen (les sieurs) et Carstens, représentés par Blétry aîné, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à traire.

230070. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Henneton, rue Solferino, n° 152, à Lille. — Machine dynamo-électrique dite *Machine dynamo système Henneton*.

230071. Brevet de quinze ans, 17 mai 1893; de Goësbriand, à Kerdanoulas-en-Saint-Urbain (Finistère). — Semoir à pocket.

230072. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Michelin et compagnie (société), à Clermont-Ferrand. — Perfectionnement aux bandages pneumatiques pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.

230073. Brevet de quinze ans, 18 mai 1893; Chol-Moulin, avenue du Château-Rouge, à Clermont-Ferrand. — Fabrication des agglomérés ou briquettes de houille, d'antracite avec addition de calcaire de chaux.

230074. Brevet de quinze ans, 18 mai 1893; de Belder, à Arques (Pas-de-Calais). — Système de graisseur automatique applicable aux graissages de toute nature.

230075. Brevet de quinze ans, 15 mai 1893; Prevost, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements dans la fabrication des pièces moulées en fonte, acier ou autres métaux.

230076. Brevet de quinze ans, 15 mai 1893; Berden, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil de couplage pour les wagons de chemins de fer et trainways.

230077. Brevet de quinze ans, 15 mai 1893; Gudendag, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Perfectionnements apportés à la seringue Pétilot et Gudendag.

230078. Brevet de quinze ans, 15 mai 1893; Foucar, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Machine à nettoyer les couteaux.

230079. Brevet de quinze ans, 15 mai 1893; Ostrowska, représenté par la société

Aasi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé et appareil pour la fabrication de bagues (anneaux) sans soudure, en métal malléable.

230080. Brevet de quinze ans, 15 mai 1893; Bambals, représenté par Bonfischer, à Paris, rue du Faubourg Montmartre, n° 15. — Nouveau procédé pour la confection des cadres métalliques pour portefeuilles, portemonnaie, etc.

230081. Brevet de quinze ans, 15 mai 1893; Biard, à Paris, boulevard Voltaire, n° 97. — Perfectionnements dans les garnitures et dispositions des fenêtres.

230082. Brevet de quinze ans, 15 mai 1893; Armand Colin et compagnie (société), représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Cartes scolaires destinées à faciliter l'enseignement de la géographie.

230083. Brevet de quinze ans, 15 mai 1893; Voisin, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 17. — Nouveau système de construction, d'aménagement et de dégagements pour les théâtres, cinémas, concerts, etc., évitant tout asphyxie en cas d'incendie ou d'explosion.

230084. Brevet de quinze ans, 15 mai 1893; Chavanon, représenté par Armand Gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 22. — Procédé de purification et de blanchiment des graisses, cires, résines, gommes, vaselines, etc.

230085. Brevet de quinze ans, 15 mai 1893; Moreau et Dumais, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 114. — Système de moulin à café à noix fixe et à manivelle sur le côté.

230086. Brevet de quinze ans, 15 mai 1893; Duncan, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les appareils pour humecter les pierres employées dans l'imprimerie.

230087. Brevet de quinze ans, 15 mai 1893; Olsen et Schroeter, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines à pétrir et à former la pâte de pain et autres substances pâteuses de toute nature et de toute consistance; cette machine perfectionnée pouvant servir aussi à presser la vendange.

230088. Brevet de quinze ans, 15 mai 1893; Olsen et Schroeter, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Moules ou pannetiers canalisés et ventilés pour faire lever et cuire la pâte.

230089. Brevet de quinze ans, 15 mai 1893; Turnbull, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les valves d'admission et d'interception et autres valves.

230090. Brevet de quinze ans, 15 mai 1893; Nouvelle et Mauchaire, représentés par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Système de bouchage propre à rendre une bouteille irremplissable dans le but d'empêcher le frelatage des liquides contenus.

230091. Brevet de quinze ans, 15 mai 1893; Metzger, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements apportés aux anches.

230092. Brevet de quinze ans, 15 mai 1893; Hildbrand, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Support pour objets de toute espèce, applicable aux vélocipèdes.

230093. Brevet de quinze ans, 15 mai 1893; Bodson, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Frein universel agissant simultanément sur les quatre roues d'un véhicule.

230094. Brevet de quinze ans, 4 mai 1893; Not-Favari, à Mostaganem (Oran). — Tambour de noria à godets.

230095. Brevet de quinze ans, 19 mai 1893; David, représenté par Coudeyras, rue de la Bourse, n° 16, à Saint-Etienne. — Cartouche nationale.

230096. Brevet de quinze ans, 19 mai 1893; Jacobet, à Montesquieu-Volvestre (Haute-Garonne). — Semoir à graines quelconques dit le passe-partout, adapté aux charrues à nombre quelconque de socs.

230097. Brevet de quinze ans, 19 mai 1893; Pérand, rue Montcau, n° 12, à Chartres. — Appareil automatique dit coupe-flair.

230098. Brevet de dix ans, 21 mai 1893; F. Fage et compagnie (société), rue Duboulevard, n° 57, à Bordeaux. — Fourgon cycle métallique, destiné à rendre incroyables les croutchous pneumatiques des zones de vélocipèdes.

230099. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Derichs, représenté par Darnay, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Nouveau compteur de liquides à volume (simplex).

230100. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Steuding et Goldstein (société), représentée par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Procédé pour teindre en couleurs dégradées différentes des étoffes d'ameublement ou autres tissus pour décoration.

230101. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Schmidt, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Boucle pour courroies.

230102. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Elliott, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements apportés aux machines servant à désintégrer, à broyer ou à malaxer des matières.

230103. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Sibbert, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Appareil d'évaporation et de concentration, notamment pour la concentration de l'acide sulfurique.

230104. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Sinnig et Brandau, représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Indicateur avertisseur de l'arrêt des cages dans les puits.

230105. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Bilinski, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Haltères réglables.

230106. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Pogaon, à Paris, rue Pinel, n° 9. — Système d'indicateur-régulateur automatique universel du fonctionnement des chaudières à vapeur.

230107. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Gayle, représenté par de Mosenthal, à Paris, rue Labruyère, n° 3 bis. — Composition perfectionnée pour préserver la fibre végétale.

230108. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Société dite *The Keer Thread Company*, représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Nouveau dispositif nettoyeur et déboureur de fils.

230109. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Owen et Birkinshaw, représentés par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés dans la construction des pioches et autres outils analogues.

230110. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Morton et Pearce, représentés par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux boutons de manchettes et autres articles analogues.

230111. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Hinks, et Société *Hinks and son limited*, représentée par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux lampes.

230112. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Petzel, représenté par Wattier, à Paris, rue Mazagran, n° 5. — Siège mobile.

230113. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Hall, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les relais ou régulateurs de circuits.

230114. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Gay, représenté par Digeon, à Paris, rue de Lancry, n° 56. — Nouvelle pâte dite *gaypâte*.

230115. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Rückert, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans les plaques ou planchettes mobiles de notes pour instruments de musique.

230116. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Peduzzi, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système de chevalet de campagne résistant à tous les vents, dit *l'inébranlable*.

230117. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Gessner, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Presse à cylindres perfectionnée.

230118. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; société anonyme d'électricité industrielle, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Pile à dépoliarisation magnétique.

230119. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Thomas, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Genre de manchons à incandescence pour bacs de gaz et autres.

230120. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Dixon, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les appareils employés pour signaler le brouillard sur les voies de chemins de fer.

230121. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Mann, représenté par Armengaud

ainé, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de fabrication des tissus ou toiles à incandescence pour becs de gaz et autres.

230122. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Hussey, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux radeaux de sauvetage.

230123. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Bloch, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Dossier applicable aux strapon-tins.

230124. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Hegner, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements apportés aux lampes électriques.

230125. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Johnston, représenté par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements dans les parapluies.

230126. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; société dite *The Electrical Specialty Co*, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux commutateurs électriques.

230127. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Dick, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouvel appareil distillatoire automatique.

230128. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Lucq du Glucq, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil d'entraînement vélocipédique unipersonnel sur place dit le *véloroom*, permettant d'exercer à volonté les jambes seules comme le vélo, ou les bras seuls ou bien les jambes et les bras tout ensemble.

230129. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Hutchinson et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bandage élastique pour roues de véhicules en tous genres.

230130. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Cummings, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les conduites souterraines pour conducteurs électriques.

230131. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Depreslf, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Régulateur de combustion rationnel et économique pour air et gaz combinés.

230132. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Du Bois et Le Grand, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux dispositifs pour fermer les tiroirs, portes, etc.

230133. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Jackson, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux bâtons de cire à cacheter.

230134. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Mesnard, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé rationnel d'enfleurage.

230135. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Philipps, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à additionner.

230136. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Scott, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux machines à coudre.

230137. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Sterné, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de bandage élastique en métal pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.

230138. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Sterné, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre n° 6. — Steeple-chase artificiel.

230139. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Kuehne, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé pour faire sauter ou fendre les roches, etc.

230140. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Ward, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux cannes-pliants.

230141. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Migeon, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Machines à fabriquer les clous de fers à cheval.

230142. Brevet de quinze ans, 17 mai 1893; Frémont, représenté par Maulvault, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés dans les appareils de cuisson.

230143. Brevet de quinze ans, 17 mai 1893; Woodward, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Bailif, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication des bas et chaussettes.

230144. Brevet de quinze ans, 17 mai 1893; Viennoy, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Désinfection des eaux-de-vie et autres liquides alcooliques par l'emploi du charbon de bois et de l'huile d'olive.

230145. Brevet de quinze ans, 17 mai 1893; Kunz et Hofgräff, représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouvelle baraque-hôpital.

230146. Brevet de quinze ans, 17 mai 1893; Huss, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Composition pour le glaçage des cols, des manchettes, des devants de chemises, etc.

230147. Brevet de quinze ans, 17 mai 1893; Spühl, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Machine à broder.

230148. Brevet de quinze ans, 17 mai 1893; Kleemann, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé d'extraction directe de suint brun pur et anhydre.

230149. Brevet de quinze ans, 17 mai 1893; Courtial, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Débrayage instantané par manchon spécial.

230150. Brevet de quinze ans, 17 mai 1893; Pick, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Serre-battants universel pour fenêtres et portes-croisées.

230151. Brevet de quinze ans, 17 mai 1893; Edmunds, représenté par Jasse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux commutateurs électriques.

230152. Brevet de quinze ans, 17 mai 1893; Fourman-Piot, représenté par Good, à Paris, rue Rivoli, n° 70. — Charnière sans goupille.

230153. Brevet de quinze ans, 17 mai 1893; Rosenwald frères (société), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Pince pour le perçage de la baleine et de toutes matières susceptibles de se fendre ou d'éclater.

230154. Brevet de quinze ans, 17 mai 1893; Billeter, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour l'assouplissement des doigts dit *excelsior*.

230155. Brevet de quinze ans, 17 mai 1893; Douin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau mode de décoration sur tôle émaillée.

230156. Brevet (brevet anglais devant expirer le 17 novembre 1906) pris, le 17 mai 1893, par la société dite *The Gas Economising Foreign Patents limited* et le sieur Lowe, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils pour carburer ou enrichir de l'air ou du gaz.

230157. Brevet de quinze ans, 18 mai 1893; Bourdin (M^{me}), représentée par Harnichard-Moreau, à Rouen. — Enduit inattaquable par les acides dit *plastique Bourdin*.

230158. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Foiret, rue Macarain, n° 11, à Nice. — Appareil télégraphique dénommé *The Pratic*.

230159. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Bolard, rue du Moulin-des-Prés, n° 4, à Vesoul (Haute-Saône). — Nouveau procédé de calcination pour la préparation d'un charbon destiné à purifier et décolorer les graisses, les flegmes d'alcool, vins, huiles, pétroles et autres liquides.

230160. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Rolland, à Algnan (Gers). — Système l'Eclair-Rolland permettant de déteiler, en un clin d'œil, tout en restant sur le véhicule, un attelage lancé à toute allure.

230161. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Ozenfant, rue Calixte-Souplet, n° 26, à Saint-Quentin. — Système d'application des agglomérés de toute nature à la construction des arrêtières de voûtes dit *système Julien Ozenfant*.

230162. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Lamena, à Pauillac (Gironde). — Machine à vapeur de gaz liquéfié.

230163. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Loiseau-Arcier, représenté par Foucault, à Charleville. — Serrure de faible épaisseur et en forme de coin dite *invisible*.

230164. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; Sorot et compagnie (société), à Nouzon. — Appareil dit *sabot relève-voies*.

230165. Brevet de quinze ans, 18 mai 1893; Knight, représenté par de Broker, à

Paris, rue Chaptal, n° 21. — Beltre-jupe dénommé le *serénit* (système Henry Manning Knight).

230166. Brevet de quinze ans, 18 mai 1893; Nicolaïsse (les sœurs), représentées par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Disposition de joints métalliques pour chaudières et autres appareils.

230167. Brevet de quinze ans, 18 mai 1893; Barbier, à Paris, rue Poncet, n° 14. — Nouveau système de pneumatique et tendeur pour vélocipèdes.

230168. Brevet de quinze ans, 18 mai 1893; van Devoorde et Bugkel, représentés par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Système de vaisseau aérien dirigeable.

230169. Brevet de quinze ans, 18 mai 1893; Sarfert, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans le procédé d'application des tissus par pression et chauffage simultanés.

230170. Brevet de quinze ans, 18 mai 1893; Javorsky, boulevard de Strasbourg, n° 41, à Nogent-sur-Marne (Seine). — Système de ferrure pour montage de bois de lits sans vis ni écrous.

230171. Brevet de quinze ans, 18 mai 1893; Hentschol, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Gaine protectrice pour pieds de tables, de chaises, etc.

230172. Brevet de quinze ans, 18 mai 1893; Hudson et Sanderson, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil perfectionné pour alimenter d'eau purifiée et chauffée les chaudières des machines non condensatrices.

230173. Brevet de quinze ans, 18 mai 1893; Pielschmann, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés aux boîtes à musique.

230174. Brevet de quinze ans, 18 mai 1893; Pick, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Appareil de ventilation par vasisas pour portes et fenêtres, avec levier de fermeture réglable.

230175. Brevet de quinze ans, 18 mai 1893; Schots et Hitswabel, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Tour à moteur électrique directement monté dans la poupée.

230176. Brevet de quinze ans, 18 mai 1893; Robert, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Siphon éleveur.

230177. Brevet de quinze ans, 18 mai 1893; Lioret, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux phonographes et particulièrement à la fabrication de leurs cylindres.

230178. Brevet de quinze ans, 18 mai 1893; Goodall, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les couteaux de poche et instruments semblables.

230179. Brevet de quinze ans, 18 mai 1893; Collin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil de levage à arrêt automatique et ses diverses applications.

230180. Brevet de quinze ans, 18 mai 1893; Johnstone, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour l'alimentation des chaudières à vapeur et autres usages analogues.

230181. Brevet de quinze ans, 18 mai 1893; Koerling frères (société), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'enveloppes pour appareils de chauffage.

230182. Brevet de quinze ans, 18 mai 1893; Huet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de manche amovible pour jumelles et son montage.

230183. Brevet de quinze ans, 18 mai 1893; A. Janin et Guérineau (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau produit réfractaire et ses applications.

230184. Brevet de quinze ans, 18 mai 1893; Depresle, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Calorifère mobile à gaz à foyer variable et à combustion toujours rationnelle et complète dit *aéro-gaz braser*.

230185. Brevet de quinze ans, 18 mai 1893; Serout, à Paris, rue Rambuteau, n° 11. — Instrument de dessin dit *planimètre scolaire*.

230186. Brevet de quinze ans, 14 mai 1893; Morard, à Valence (Drôme). — Livre de mesures à l'usage des tailleurs-coupeurs.

230187. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; Martin frères (société), rue de la Roë, n° 17, à Angers. — Machine la légère destinée à enfoncer les bouchons.

230188. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; Bridoux, à Charleville. — Véhicule à deux roues dit *bicyclette*.

230189. Brevet de quinze ans, 19 mai 1893; Vallerant, représenté par Maulvault, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Système perfectionné de serrure à pêne basculant.

230190. Brevet de quinze ans, 19 mai 1893; Olivetti, à Paris, rue Véselay, n° 4 (au consulat d'Italie). — Commutateur pour machines électriques.

230191. Brevet de quinze ans, 19 mai 1893; Lobrun, représenté par Jungfleisch, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Treuil électrique avec dynamo à ventilation et à commande indépendante.

230192. Brevet de quinze ans, 19 mai 1893; Limon, représenté par Philibert, à Paris, rue du Vert-Bois, n° 4. — Plantoir dit *universel*.

230193. Brevet de quinze ans, 19 mai 1893; Jacquot, à Paris, rue Louis-Blanc, n° 67. — Fabrication de hannetons de boulanger à l'aide de la pâte de papier.

230194. Brevet de quinze ans, 19 mai 1893; Solvay et compagnie (société), représentée par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Nouveau transporteur tournant de matières en poudres ou en morceaux.

230195. Brevet de quinze ans, 19 mai 1893; Hofmann, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Plaques d'électrodes pour piles secondaires.

230196. Brevet de quinze ans, 19 mai 1893; Garcia et Picasso, représentés par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Appareil mécanique sauve-vie applicable aux voitures à quatre roues tant d'un que de deux chevaux.

230197. Brevet de quinze ans, 19 mai 1893; compagnie française des moteurs à gaz et des constructions mécaniques, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Mode de réglage de vitesse pour moteurs à gaz ou à pétrole à quatre temps.

230198. Brevet de quinze ans, 19 mai 1893; société alsacienne de constructions mécaniques, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouvel appareil échardeur.

230199. Brevet de quinze ans, 19 mai 1893; Rueff et Steiner (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Veilleuse sans mèche.

230200. Brevet de quinze ans, 19 mai 1893; Boucher, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à laver le linge ou battre le beurre dite *baratte-lavasse*.

230201. Brevet de quinze ans, 19 mai 1893; Strausz, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Remède destructif du *peronospora*.

230202. Brevet de quinze ans, 19 mai 1893; Plancq, représenté par Thirlon, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle transmission de mouvement pour vélocipèdes.

230203. Brevet de quinze ans, 19 mai 1893; Poppe, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de water-closet avec clapet, supprimant le tuyau de communication ordinaire entre la cuvette et le tuyau de chute.

230204. Brevet de quinze ans, 19 mai 1893; Gardwell, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif perfectionné s'appliquant au repassage des tissus.

230205. Brevet de quinze ans, 19 mai 1893; Lemerrier et société C. Dupont et Rebattet, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de moulin destiné au concassage et à la mouture des grains ou graines en général.

230206. Brevet (brevet anglais devant expirer le 9 mai 1907) pris, le 19 mai 1893, par Gathmann, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les pièces d'artillerie destinées aux lancement des torpilles et autres projectiles.

230207. Brevet de quinze ans, 19 mai 1893; société dite *Actien Gesellschaft für Anilin-Fabrication*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour la fabrication de nouvelles matières colorantes basiques.

230208. Brevet de quinze ans, 19 mai 1893; Roland, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de compteur et ses diverses applications.

230209. Brevet de quinze ans, 19 mai 1893; Dejean, représenté par Chassevent, à

Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de regard pour appareils à triple effet et autres.

230210. Brevet de quinze ans, 19 mai 1893; Malo, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Portafeuille nécessaire de voyage.

230211. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; Dornier, rue Haute-de-l'Obélisque, à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire). — Système de vis à secteur lisses permettant le montage et le démontage instantanés des lits par une simple demi-rotation de cette vis.

230212. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; Testard, à Apt (Vaucluse). — Appareil dénommé *laveur séparateur Testard*.

230213. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; Jusan, rue Huguerie, n° 22, à Bordeaux. — Nouveau système de bandage pneumatique.

230214. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; Walton, faubourg Croncels, n° 7, à Troyes. — Nouvelle bouteille horizontale dite *excelsior*.

230215. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; Martin, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Enveloppe non conductrice.

230216. Brevet de quinze ans, 16 mai 1893; Pelletier, représenté par Brocard, rue de la Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Nouvelle fabrication de vases, pots, etc., portant anses ou boutons, avec ou sans bec.

230217. Brevet de quinze ans, 17 mai 1893; Jourlain, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Machine à nettoyer et préparer le coton avant le cardage.

230218. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Pinsart, à Paris, boulevard Sébastopol, n° 61. — Bicyclette mue par le poids du corps.

230219. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Joudelat (M^{lle}), à Paris, rue Gay-Lussac, n° 12. — Bretelle pour la femme et destinée à soutenir le sein, dite *la vénusine*.

230220. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Leedham, représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements des paniers en bois mince pour fruits.

230221. Brevet (brevet anglais devant expirer le 24 octobre 1906) pris, le 20 mai 1893, par la société dite *The Pneumatic Tyre Development Company limited*, représentée par Fabert, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements des roues à bandages pneumatiques.

230222. Brevet (brevet anglais devant expirer le 21 octobre 1906) pris, le 20 mai 1893, par la société dite *The Pneumatic Tyre Development Company limited*, représentée par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements des roues à bandages pneumatiques.

230223. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Bouvelot, élisant domicile chez le sieur Courbet, à Paris, rue Ternaux, n° 3. — Nouvel appareil d'accrochage automatique de wagons.

230224. Brevet (brevet anglais devant expirer le 15 décembre 1906) pris, le 20 mai 1893, par Jones et la société dite *The Two Reel Lock-Stitch Sewing Machine Company limited*, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements dans les machines à coudre.

230225. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Bellanger, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouveau mouvement de presseoir.

230226. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Shaw, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans la fabrication des cercles en fil métallique servant à fixer les bandages élastiques sur les roues des bicycles ou autres roues.

230227. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Poly, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Appareil insecticide.

230228. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Sautter, Harlé et compagnie (société), représentée par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Nouvelle lampe à arc.

230229. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Lassus, à Paris, rue Ternaux, n° 5. — Hélice marine perfectionnée.

230230. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Herbert, représenté par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Lampe à alcool, sans mèche, à chalumeau, pouvant être utilisée séparément ou en liaison avec un fer à souder.

230231. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Lebach, représenté par Boettcher, à

Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Récipient à ordures ménagères se fermant et s'ouvrant automatiquement pendant le transport et pendant le déversage.

230232. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Amédée Prince et compagnie (société), représentée par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 72. — Perfectionnements dans le mode de maintien des bouchons de rochage.

230233. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; *Mühlbauanstalt und Maschinenfabrik vorm Gebrüder Speck* (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Disposition de toiture pour les machines à monder la semoule et la farine, combinées avec un collecteur de poussières.

230234. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Bréant (M^{me} veuve), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nappe en perle pour autel de caveau, sépulture, etc.

230235. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Fritsch, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine électrique.

230236. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Deissner et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Pupitre à hauteur variable.

230237. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Petschel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta n° 11. — Procédé et dispositions de fabrication et d'emballage de batteries secondaires.

230238. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Schirp, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de moteur hydraulique.

230239. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Gaillot, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux appareils et procédés destinés à l'épuration et à la clarification des eaux.

230240. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Duval, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Arrêt automatique pour verrous à tiges.

230241. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Lardonnois (M^{re}), représentée par Surry-Montaut, à Paris, boulevard de Magenta, n° 81. — Cheminée mobile perfectionnée à changement facultatif.

230242. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Aine, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Application de la baleine de plumes *Varren's Featherbone* à la confection des jupes et jupons, cerceaux dits *crinolines*.

230243. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Parkinson, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Mode de réunion de cartons de métiers à tisser.

230244. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Planche (M^{re}), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fermeture perfectionnée pour enveloppes de lettres, papiers, échantillons, ainsi que pour sacs à papier, cornets, etc.

230245. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Tarpin, à Paris, rue du Temple, n° 189. — Véhicule dénommé *le cyclomnibus*.

230246. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Pemberton, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Composition perfectionnée s'opposant au passage de la chaleur et du son.

230247. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; de Porte, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de frigorifères.

230248. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Cutler, représenté par la société Louis Guldman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements apportés aux appareils de propulsion pour bateaux.

230249. Brevet de quinze ans, 15 mai 1893; Gufit, à Mustapha-Palais (Alger). — Cisaillies à double effet.

230250. Brevet de quinze ans, 20 mai 1893; Montaine et société Vermeersch et Lefebvre, rue du Bus, n° 18, à Tourcoing. — Régulateur de secteur applicable aux métiers revendeurs.

230251. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Marchand, rue Gambetta, n° 39, à Saint-Jean-d'Angély (Charente-Inférieure). — Système de lers à repasser et accessoires dit *thermo-chimique*.

230252. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Brunet, représenté par Delpey, rue

de Bausset, n° 16, à Marseille. — Berceaux mécaniques à mouvement automatique, dits *berceaux Brousset*.

230253. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; Jousset, place du Palais-de-Justice n° 4, à Tours. — Produit nouveau, nommé *le mangano-calcium*, ayant pour effet d'obtenir des mortiers très résistants destinés à la construction.

230254. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; Avenel et Barbier, passage de la rue Verte, n° 4, au Havre. — Appareil dénommé *lumières-voiture*.

230255. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; Bourdin (M^{re}), représentée par Hanchard-Moreau, rue Lexurier-de-la-Martel, n° 7, à Rouen. — Machine à fabriquer les petits fagots dits *margotins* ou *petits loupes*.

230256. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; Bourdin (M^{re}), représentée par Hanchard-Moreau, rue Lexurier-de-la-Martel, n° 7, à Rouen. — Cisailles à couper les branches pour la confection des petits fagots dits *margotins* ou *petits loupes*.

230257. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; Petit, rue Victor-Petit, à Rambervillers (Vosges). — Tournillons de lames mobiles en tôle de fer ou en tôle d'acier tirés dans la lame même pour persiennes ou jalousies.

230258. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Picot, rue Ferrère, n° 25, à Bordeaux. — Application des gaz sous faible volume, haute pression ou liquifiés, ou gonflage rapide des caoutchoucs dits pneumatiques.

230259. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Rousseau, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 53. — Système de séparation applicable à la bicyclette et au tricycle, permettant de démonter rapidement ces véhicules en deux parties et rendant faciles leur transport et leur logement.

230260. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Kircher, représenté par Dantes, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Générateur d'énergie à leviers oscillants.

230261. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Nieske, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé de fabrication de chlorates.

230262. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Einoult, représenté par Engelfred, à Paris, rue de Saint-Quentin, n° 8. — Réveille-matin allumeur automatique.

230263. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Gildemeyer, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux écritureaux-étiquettes ou tableaux-indicateurs à changement de caractères.

230264. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Hunter, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de conversion du fer en acier ou de l'acier faiblement carburé en acier fortement carburé.

230265. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; société dite *The Electric Light Regulating Syndicate limited*, représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareils perfectionnés pour régler l'alimentation d'énergie électrique aux lampes et autres appareils.

230266. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Thoens, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines à rayer ou veiner ainsi qu'à refroidir et à tordre le sucre candi en bâtons.

230267. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Fuxa, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Fivateur spiral pour bijoux et tous objets de toilette.

230268. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Bullock, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines à retordre les coriages, fils de caret et autres.

230269. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Gleason, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux cartes horaires.

230270. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Piffard (M^{re}), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Aiguilles de machines à coudre.

230271. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Humbert, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système perfectionné d'entretien automatique.

230272. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Spence, représenté par la société Assi et Gendé, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux noyaux des armatures des transformateurs, etc.

230273. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Gordon, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Affût de canon à disparition.

230274. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Diets, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de ventilateur d'appartement à courant d'air réglable.

230275. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Gros, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Machine pour l'attache des trépointes aux chaussures au moyen de fil métallique.

230276. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Ferguson, représenté par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Machine phototype.

230277. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Singin, représenté par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans les attelages de wagons.

230278. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Belloc, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Appareil automatique séparant, avec certitude, l'eau pluviale propre des eaux pluviales souillées tombant sur les toits ou autres surfaces.

230279. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Doody, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans le bouchage des bouteilles.

230280. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Rowe, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les portes et grilles se fermant d'elles-mêmes.

230281. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Craige, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnement dans les clés ou pinces à tubes.

230282. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; de Christo, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour la navigation aérienne.

230283. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Boyd, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux enveloppes pour blocs de craie servant aux queues de billard.

230284. Brevet (brevet anglais devant expirer le 21 novembre 1906) pris, le 23 mai 1893, par Iddon, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les bandages pneumatiques.

230285. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Gill, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à plier.

230286. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Weiler et Walch, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Allumeur perfectionné, dit *allumeur éclair*, et procédé de sa fabrication.

230287. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Mac Elroy, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements des moyens de chauffage des voitures de chemins de fer.

230288. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Thiele, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de commutateur automatique pour sonneries, lampes à incandescence, etc.

230289. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Duke et Redman, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Perfectionnements dans le traitement des déchets ou riblons de fer blanc ou autres plaques d'étain ou objets étamés, en vue de séparer ou de récupérer l'étain, et dans les appareils employés à cet effet.

230290. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Hiller, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Tube pneumatique pour vélocipèdes.

230291. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Rouy, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux voitures à trois roues.

230292. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Cavozy, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés dans la construction des buses à ressorts.

230293. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Thomas, à Paris, rue Molière, n° 21. — Système de masseur à rondelles en caoutchouc.

230294. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; Darras, à Paris, rue Lafayette, n° 147. — Séchoir méthodique intensif à récupération.

230295. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; Thornycroft, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les graisseurs ou appareils destinés à fournir la matière lubrifiante aux machines à vapeur et autres machines.

230296. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; Maillet, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Appareil pour contrôler le lavage des écumes aux filtres-presses et le soutirage des jus à la diffusion.

230297. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; Young, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil perfectionné à pièce de monnaie débitant des cigares et autres articles analogues.

230298. Brevet de cinq ans, 24 mai 1893; David, à Paris, rue de la Michodière, n° 7. — Nouveau garde-crotte pour bicyclette, dit *garde-crotte mobile cellulo*.

230299. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; Wilkin, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine à découper des surfaces épicycloïdales et hypocycloïdales.

230300. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; Esteilli dit Estelly, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri VI, n° 31. — Nouveau jeu dit *cible franco-russe*.

230301. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; Gutton, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé industriel de mise en carte des des-
sins des tissus.

230302. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; Bassermann et Hildebrand, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Dispositif destiné à diminuer les trépidations dans les vélocipèdes.

230303. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; Michel et Frank, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Procédé et appareil pour recueillir l'acide carbonique qui se dégage pendant la fermentation principale dans la fabrication de la bière et du vin.

230304. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; Müller, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les appareils pour enduire ou charger le papier et autres matières analogues de liquides (couleurs, vernis, colles, etc.).

230305. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; Church et Ettenger, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux voitures et wagons de chemins de fer.

230306. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; Hubbard, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Four de boulangerie perfectionné.

230307. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; Katscher, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système de porte-cravates.

230308. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; Steffens, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Jambe de force ajustable pour étayage de canaux et de caniveaux.

230309. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; Gerstmann, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Mode de fixation des marmittes de campagne sur les havresacs.

230310. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; Jubelin, représenté par Biétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux châssis à grillage ondulé ou autre.

230311. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; van Cutsem, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de cartouche à âme rayée pour le tir réduit.

230312. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; Levêler, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de cercueil.

230313. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; Am. Ende, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil pour mesurer, dans les machines à papier, l'épaisseur du papier, du carton, etc.

230314. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; Girodias, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à emballer les matières pulvérulentes, dite *la rotative*.

230315. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; Mougeotte, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil spécial pour planer les rais, raboter les jantes, etc. sur des dégauchisseuses mortaiseuses et autres machines pouvant raboter.

230316. Brevet de dix ans, 21 avril 1893; Clerc et Abell, à Saint-Pierre (Martinique). — Système de four à brûler la bagasse progressivement et automatiquement.

230317. Brevet de quinze ans, 29 mai 1893; Loubet, représenté par Chatras, Faubourg des Arènes, n° 11, à Limoges. — Propulseur à déclenchement et à lest, dit *propulseur Vincent Loubet*, applicable sur terre, sur les eaux, dans les airs et sous les eaux.

230318. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Leclerc, à Paris, rue des Gravilliers, n° 79. — Fabrication d'un nouveau genre de grippe-pieds applicable aux pédales de tous vélocipèdes.

230319. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Clémencet et Sérié, à Paris, passage Saint-Sébastien, n° 11 bis. — Nouveau système de sautoir à l'usage des gymnases et établissements d'instruction.

230320. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Chourot, à Paris, rue des Vinaigriers, n° 56. — Moteur dénommé *moteur Chourot*.

230321. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Basset, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Méthode métallurgique d'extraction directe de l'aluminium métal.

230322. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Fourchotte, représenté par Wattier, à Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Genre de hamac dit *hamac universel de voyage*.

230323. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Schubert fils, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif protecteur des arêtes et angles de registres de bureaux et autres livres.

230324. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Dryland, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux montres à remontoir et autres.

230325. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Massau, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Échafaudage à largeur, longueur et hauteur variables.

230326. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Massau, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Échafaudage à coulisses.

230327. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Ressler, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine à arracher le chiendent dans les champs.

230328. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Tochtermann, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Bandes pneumatiques pour billards.

230329. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Wolf, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé pour favoriser la fabrication de l'acide sulfurique.

230330. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Henxion, à Paris, boulevard Garibaldi, n° 4. — Nouvel appareil électrique automatique.

230331. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Gabelle, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système de forme pour ordonnances, dite *forme morte*.

230332. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Martinez-Rivière, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouvelle horloge, système Martinez.

230333. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Scott, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système de réclame et dispositif le réalisant.

230334. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Lapoyre, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système de bandage pneumatique.

230335. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Mac Evoy, représenté par la société

Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil désinfecteur.

230336. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Humbert, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système perfectionné d'entonnoir à tonneterie.

230337. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; société dite *Fowler-Waring Cables Company Limited*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 18. — Moyen perfectionné d'isolation des conducteurs électriques à l'aide d'une nouvelle matière dite *cellula*.

230338. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Webber, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux roues de wagons.

230339. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; société anonyme des manufactures de produits chimiques du Nord et le sieur Laurent, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour l'absorption ou le dégagement méthodique des gaz, applicable notamment à la préparation de l'acide chlorhydrique gazeux.

230340. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Blancan, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fermeture pour enveloppes de lettres, sacs à échantillons, pochettes, étuis, boîtes, etc.

230341. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Girard et Street, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 12. — Système de four électrique continu.

230342. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Decker, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif de réglage pour l'adduction dans les foyers des chaudières à vapeur d'air chauffé dans la maçonnerie des chaudières.

230343. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Dubaut, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 4. — Application du celluloïd à la fabrication des miroirs et glaces.

230344. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Frasch, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fabrication de matières colorantes extraites d'hydrocarbures naturels.

230345. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Frasch, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fabrication de matières colorantes extraites du pétrole et d'autres huiles minérales naturelles ou bien des produits de leur distillation ou de leurs dérivés.

230346. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Frasch, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fabrication au moyen d'huile minérale naturelle, ses dérivés ou les produits ou résidus de distillation, d'un sulfo-acide pouvant servir à la fabrication de matières colorantes.

230347. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Frasch, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication de sulfo-acides au moyen d'huiles naturelles, en vue de la production de matières colorantes.

230348. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Gebrüder Reber (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Calibre à coulisse à curseur.

230349. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Hesser, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Plieuse pour enveloppes à fermeture quadruple aux quatre angles.

230350. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Lumière (les frères), représentés par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Emploi des sels cobaltiques pour l'obtention d'images photographiques.

230351. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Bonv, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Boîte à graisse perfectionnée.

230352. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Joseph Brun et C^{ie} (société), représentée par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Table de réception de vermicelle, macaroni, etc., à la sortie de la presse.

230353. Brevet de quinze ans, 25 mai 1893; Rangé, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Système de chemin de fer amusant.

230354. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Fèvre et Teillard, représentés par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouveau procédé pour réchauffer l'air comprimé avant, pendant ou après son admission dans un moteur.

230355. Brevet de quinze ans, 29 mai 1893; Goodel et Richards, représentés par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements dans les enveloppes isolantes pour chaudières, tuyaux à vapeur, à air chaud et à eau chaude et analogues.

230356. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Lafon et Milaa, à Pau. — Instrument dit *porte-brancard Lafon*.

230357. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; Hammer, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé de fabrication de pièces de décoration architecturale (ouvrages de stuc) en plâtre coulé en moules.

230358. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; Farchmin, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Machine à faire les assemblages à queues d'aronde.

230359. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; Immerman, représenté par Wattier, à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Support élastique pour chapeaux, pouvant s'employer spécialement pour les chapeaux de dames.

230360. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; Etchebéhère, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Disposition de dépotoirs, fosses, etc., absolument inodores.

230361. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; des Arts, représenté par la société Martray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les havresacs.

230362. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; Jonsson, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Jumelles stéréoscopiques.

230363. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; Devot, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil propre à l'étude de la natation.

230364. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; Haneuse (les sieurs), représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil enregistreur pour vélocipèdes.

230365. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; Niederkorn, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 228 bis. — Application de couleurs variées sur le bois de sapin et de pitchpin, après préparation, pour la fabrication de tous objets concernant l'ébénisterie, la menuiserie et la tabletterie.

230366. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; Davey, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux lampes et fanaux de navires.

230367. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; Müller, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication d'un enduit.

230368. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; Wells, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les filtres.

230369. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; H. E. et L. Fontaine (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de serrure à pompe à combinaisons non symétriques.

230370. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; Bulffer et ses fils (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé d'impression de peintures décoratives sur toile de coton et autres tissus appliqués à la décoration des appartements.

230371. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; Lavey fils aîné, à Paris, rue Pernelle, n° 1. — Liquide destiné à enlever les taches d'encre, vin, café, etc., dite *la lavéine*.

230372. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; Johnson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les dévidoirs.

230373. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; Scheck, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de pierres à bâtir.

230374. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; société dite *The Klinck-Jones Tube Syndicate*, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication des tubes et tuyaux.

230375. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; Bonnar, représenté par Maulvault, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés dans le montage des voitures.

230376. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; Bassot et Dayez, rue d'Angleterre, n° 15, à Lille. — Nouveau foyer à gaz.

230377. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Vanpoucke, représenté par Boivin, rue Nationale, n° 284, à Lille. — Serrure de sûreté à combinaisons.

230378. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Fabre, rue du Séminaire, n° 12, à Béziers. — Tente à ascenseur parallélogramme articulé.

230379. Brevet de quinze ans, 1^{er} avril 1893; Steven, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnement aux pipes à tabac.

230380. Brevet de quinze ans, 10 mai 1893; d'Adhémar, à Paris, rue Weber, n° 12. — Nouveau système de table multiple.

230381. Brevet de quinze ans, 17 mai 1893; E. Guequière et C^{ie} (société), représentée par Boivin, rue Nationale, n° 284, à Lille. — Chocolat au kola.

230382. Brevet de quinze ans, 29 mai 1893; Kissel, à Montluçon (Allier). — Filtre à piston.

230383. Brevet de quinze ans, 18 mai 1893; Galopin, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements aux appareils destinés à l'emploi des combustibles liquides en vue de l'éclairage et du chauffage.

230384. Brevet de quinze ans, 19 mai 1893; société dite *la Subérine*, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Fabrication, sous forme de briques, carreaux, plaques, etc., d'agglomérés de lièges légers, hydrofuges, isolants et incombustibles.

230385. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; Mathias, à Paris, boulevard de la Villette, n° 165. — Nouveau système de suspension des vélocipèdes.

230386. Brevet de quinze ans, 24 mai 1893; Miot, à Paris, boulevard Voltaire, n° 122. — Cylindre-moteur universel.

230387. Brevet de quinze ans, 29 mai 1893; Lautier, rue Bertrand, n° 40, à Béziers. — Remplace-plâtre liquide *E. Lautier, aîné*, pour la vinification, la conservation et la guérison des vins assez troubles.

230388. Brevet de quinze ans, 31 mai 1893; Bitsch, rue Neufchâtel, n° 67, à Reims. — Nouveau système de manège à deux plans inclinés.

230389. Brevet de dix ans, 31 mai 1893; Luga, à Marmande (Lot-et-Garonne). — Nouveau système de pétrin mécanique, système *Luga*.

230390. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Giraud, rue Boscary, n° 15, à Marseille. — Machine à faire les douelles pour barils à enfermer les matières sèches et les liquides.

230391. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Stapfer de Duclos et C^{ie} (société), boulevard Maritime, n° 42, à Marseille. — Servo-moteur électrique, système *Stapfer de Duclos et C^{ie}*.

230392. Brevet de quinze ans, 31 mai 1893; Buil, à Marseille. — Nouveau système de muselières pour les chiens.

230393. Brevet de quinze ans, 1^{er} juin 1893; Gerbeaux, boulevard du Nord, n° 47, à Marseille. — Machine hydraulique servant à l'irrigation des terrains non arrosables.

230394. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Hignette, représenté par Delom, à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 29. — Nouveau procédé d'épuration des jus sucrés avant leur transformation en sucre cristallisé ou en alcool.

230395. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Hayon frères (société), représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau modèle de plateau cadre en bois garni de papier, destiné au pliage des tissus.

230396. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Cognet et Winkel, rue Linois, à Paris, n° 48. — Perfectionnement d'un joint de brisures pour persiennes, volets ou portes.

230397. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Jotanne, à Paris, rue Lacroix, n° 20. — Système de distillation applicable à tous les combustibles minéraux propres à la fabrication du gaz, pour augmenter le rendement et le pouvoir éclairant par la production simultanée de gaz à l'eau carburé.

230398. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Cocu, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux chaînes et roues de traction des vélocipèdes de tous genres.

230399. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Brinckmann, représenté par Armen-

gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Dispositif destiné à préserver les parties creuses de constructions métalliques, en cas d'incendie, au moyen d'une circulation de liquide réfrigérant à l'intérieur de celles-ci.

230400. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Plettenberg, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Brancard pour le transport des malades et des blessés.

230401. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Société anonyme des publications scientifiques et industrielles, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Fourreau-annonce-supplément pour publications périodiques, feuilles ou autres papiers similaires.

230402. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Société générale d'application et d'exploitation dynamiques et électriques, Georges-Antoine Tabourin et C^e, à Paris, rue Vaneau, n° 25. — Nouveau moteur rotatif à gaz.

230403. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Filliol, représenté par Surry-Montant, à Paris, boulevard de Magenta, n° 81, à Paris. — Système de bicyclettes à embèvement hélicoïdal.

230404. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Boiron, représenté par Surry-Montant, à Paris, boulevard de Magenta, n° 81. — Système de caves glacières.

230405. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Carmarino et Beaud, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Aérateur électrique pour la sûreté des trains de chemins de fer.

230406. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Don, Watson et Brown, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fabrication d'une composition non conductrice pour couvrir les chaudières, etc.

230407. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Lenert, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Chapeau ventilateur pour cheminées.

230408. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Farjas, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau procédé permettant de fabriquer directement des clichés typographiques avec des photographies.

230409. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Murray, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Support-charnière pour couvercles de vases.

230410. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Wendriner, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Réflecteur pour veilles.

230411. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Société anonyme des manufactures de produits chimiques du Nord et le sieur Deldigue, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mode de réglage permettant de faire varier la production d'un compresseur marchant à vitesse constante.

230412. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Saulmann, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de conditionnement des fibres textiles.

230413. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Gonti, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de tramways à air comprimé ou autre fluide, à dispositif d'alimentation facultative pendant la marche.

230414. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; société dite *the American Range Finder Company*, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les appareils de pointage des canons.

230415. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Fischer, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les appareils à réfrigérer ou réchauffer les vapeurs, gaz et liquides.

230416. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Pagès, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Scieuse mécanique à obliques variables simultanées et à perpendicularité combinées facultativement.

230417. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Faucher, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de fer à souder.

230418. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; société *Fawcett, Preston and Company limited*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les chaudières à cuire dans le vide et autres appareils chauffés par des serpents à vapeur.

230419. Brevet de quinze ans, 27 mai 1893; Minne-Müller, représenté par la

société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Dresseur de feuilles pour machines à imprimer.

230420. Brevet de quinze ans, 29 mai 1893; Schiller, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Couvercle de fermeture avec bord élastique pour vases d'emballage.

230421. Brevet de quinze ans, 29 mai 1893; Morgan, Neave, Wilev et Smithdeal, représentés par Tondellier, à Paris, boulevard Barbès, n° 69. — Filtre perfectionné.

230422. Brevet de quinze ans, 29 mai 1893; Lehoucq et Blot, représentés par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés à la construction des accumulateurs genre Planté.

230423. Brevet de quinze ans, 29 mai 1893; Hult (les sieurs), représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil pour ouvrir les boîtes en tôle, boîtes de conserves alimentaires, etc.

230424. Brevet de quinze ans, 29 mai 1893; docteur Curchod-Matras et compagnie (société), représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau tube pour le transport et l'emploi chirurgical des liquides très volatils.

230425. Brevet de quinze ans, 29 mai 1893; Tyner, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les tubes postaux et dans les autres tubes semblables.

230426. Brevet de quinze ans, 23 mai 1893; Fontaine, représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Frein à air Pégase pour vélocipèdes.

230427. Brevet de quinze ans, 29 mai 1893; Fontaine, représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Système de suspension de la selle et du cadre dans les cycles, dit le transformateur Pégase.

230428. Brevet de quinze ans, 29 mai 1893; Edmunds, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Conducteurs électriques perfectionnés pour les enduits des machines dynamo-électriques.

230429. Brevet de quinze ans, 29 mai 1893; Schwarzschild et Raders, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux appareils de photographie automatiques.

230430. Brevet de quinze ans, 29 mai 1893; Röscl, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux dispositifs pour attraper et pour tuer des petites bêtes sauvages.

230431. Brevet de quinze ans, 29 mai 1893; société dite *The Norton Door Check and Spring Company*, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système d'appareil pneumatique servant à la fois comme injecteur ou pulvérisateur et comme ferme-porte.

230432. Brevet de quinze ans, 29 mai 1893; Rassiner, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de barre de sûreté pour la fermeture des portes.

230433. Brevet de quinze ans, 29 mai 1893; Rassiner, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système perfectionné de serrure à pompe.

230434. Brevet de quinze ans, 29 mai 1893; Voigt, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Traineau automatique.

230435. Brevet de quinze ans, 29 mai 1893; Dorsey, représenté par Wattier, à Paris, rue de Maugraen, n° 5. — Perfectionnements dans l'accouplement automatique des voitures, etc.

230436. Brevet de quinze ans, 29 mai 1893; Bull, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Hélice de bateau à vapeur à pas variable.

230437. Brevet de quinze ans, 29 mai 1893; Léomy, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Pêche de sûreté dite parisienne.

230438. Brevet de quinze ans, 29 mai 1893; Schlesinger, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les appareils d'allumage pour l'éclairage au gaz.

230439. Brevet de quinze ans, 29 mai 1893; Grenet, représenté par la société Louis, Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Nouveau bandage pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.

230440. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Row, représenté par Gay, rue Saint-

Julien, n° 62, à Rouen. — Perfectionnements dans les appareils à condenser les gaz ou les vapeurs, applicables aussi dans le chauffage ou la réfrigération des fluides.

230441. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Fryer, représenté par Gay, rue Saint-Julien, n° 62, à Rouen. — Perfectionnements dans les condenseurs à surfaces.

230442. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Malandin, représenté par Gay, rue Saint-Julien, n° 62, à Rouen. — Bouton d'appel simplex indé réglable et indestructible.

230443. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Bouffartigue, à Ichoux (Landes). — Nouveau système de fabrication de la térébenthine.

230444. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Bertrand, rue de la République, n° 29, Saint-Étienne. — Gaz portatif.

230445. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Pelleray, représenté par Caumont, à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, n° 17. — Séchoir-vitesse.

230446. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Dobrovits, représenté par Grelet, à Paris, boulevard, de Clichy, n° 54. — Voiture d'enfants en bois courbé.

230447. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Bignon et Bignon (M^{me}), à Paris, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 46. — Bière perfectionnée, cercueil à double fond nommé *le Bignon*.

230448. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Grane, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé pour revêtir de cuivre les coques de navires et appareils propres à effectuer ce revêtement.

230449. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Jesson, à Paris, rue Vandrezanne, n° 4. — Machine à préparer les cuirs et peaux dite *machine à palissonner les peaux*.

230450. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Ferron, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Application d'une serrure à fermeture automatique à tout article de vannerie, dite *serrure Ferron*.

230451. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Ecaubert, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnement apporté aux branches de lunettes, lorgnons et autres articles et au mécanisme servant à leur fabrication.

230452. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Baker, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux torpilleurs sous-marins.

230453. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Houry et compagnie (société), représentée par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements apportés aux câbles électriques.

230454. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Boyer, représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Bateau-voiture.

230455. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Frère et Meslans, représentés par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Moyens et appareils pour la détermination de la densité des gaz.

230456. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Lardonnois (M^{me}), représentée par Surry-Montaut, à Paris, boulevard de Magenta, n° 81. — Cafetière universelle à volume variable et couvercle télescopique.

230457. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Dickson, représenté par Maulvault, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Procédé perfectionné pour amener la tourbe naturelle à l'état de combustible commercial.

230458. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Cazanave, représenté par Maulvault, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Système perfectionné de boussole combinée avec un étui récepteur d'instruments de dessin.

230459. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Matzen, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements aux tricycles adaptés pour une ou plusieurs personnes.

230460. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Sachs, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système d'appareil frigorifique perfectionné dénommé *le refroidisseur merveilleux*.

230461. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Maubeuge, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Fusée mécanique à double effet.

230462. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Dauvé, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fourreau de pipe en terre.

230463. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Ayer (les sieurs), représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux chaudières à vapeur à tirage descendant.

230464. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Mac Caskey, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de signaux électriques.

230465. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Mac Arthur, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les balayuses.

230466. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; de Mattos, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Carte à marquer destinée à un nouveau jeu.

230467. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Gaudet, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Tamis multiples à secousses pour l'épuisement méthodique des pulpes de pommes de terre, de betteraves, etc., et l'enrichissement méthodique des jus.

230468. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Gaudet, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé de séchage instantané de la fécule dans l'air sec et à basse température.

230469. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Lèbre frères (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Presse à vis différentes.

230470. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Roseaux, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Gril vertical avec foyer ajouré à double face.

230471. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Bildt, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Appareil d'alimentation des producteurs de gaz.

230472. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Denk, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Boutons et agrafes-boutons recouverts de celluloid, de ylonite ou d'ébonite, et procédé pour leur fabrication.

230473. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Millet-Bricout et fils (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de pince pour la formation des bagues autour du col dans la fabrication des bouteilles.

230474. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Ferrasse, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de tuile à crampons.

230475. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Tracy, Scriven et Touzey, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de dispositif applicable aux machines à coudre en général.

230476. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Tracy, Scriven et Touzey, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à coudre.

230477. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Ayer (les sieurs), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux générateurs ou chaudières à vapeur à tirage renversé.

230478. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Murray, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les télégraphes-imprimeurs.

230479. Brevet de quinze ans, 30 mai 1893; Ayer (les sieurs), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les chaudières à vapeur à tirage renversé.

230480. Brevet de quinze ans, 31 mai 1893; Goyet, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements à la mécanique d'armure dite *mécanique double à accrochage*.

230481. Brevet de quinze ans, 1^{er} juin 1893; Satre, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Application de l'adhérence magnétique à l'embranchage des appareils de propulsion des navires et bateaux en général.

230482. Brevet de quinze ans, 2 juin 1893; Goeft, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnement aux métiers à tisser à deux navettes.

230483. Brevet de quinze ans, 31 mai 1893; Fr. Stubgen et compagnie (société).

représentée par Lèvesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Bras de suspension pour lampes murales.

230484. Brevet de quinze ans, 31 mai 1893; Vallerant, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés dans la disposition des organes des verrous de sûreté à clef.

230485. Brevet de quinze ans, 31 mai 1893; Brauner, représenté par Neuhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Mécanisme de renversement de la marche des moteurs.

230486. Brevet de quinze ans, 31 mai 1893; Kermann, représenté par Neuhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements aux valises et sacoches.

230487. Brevet de quinze ans, 31 mai 1893; Dumond, élisant domicile chez le sieur Sainte, à Paris, rue Oberkampf, n° 93. — Nouveau métier à tisser.

230488. Brevet de quinze ans, 31 mai 1893; Thonon-Chandoir (M^{lle}), à Paris, rue Hippolyte-Lebas, n° 6. — Exuber, appareil ayant pour but de développer la poitrine chez la femme.

230489. Brevet de quinze ans, 31 mai 1893; Duquesne, représenté par Armesgaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication d'étoffes à effets de chaîne nouveaux à l'aide de mécaniques Jacquard, mécaniques d'armures, etc.

230490. Brevet de quinze ans, 31 mai 1893; Chambert et Hugé, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Botte de pansement pour chevaux.

230491. Brevet de quinze ans, 31 mai 1893; Hammesfahr, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Appareil pour refroidir et tremper les objets en les plaçant entre des plaques, moules ou cylindres.

230492. Brevet de quinze ans, 31 mai 1893; Engelsmann, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés à l'éclairage.

230493. Brevet de quinze ans, 31 mai 1893; Lechartier, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Extincteur d'incendie perfectionné dit *l'instantané*.

230494. Brevet de quinze ans, 31 mai 1893; Pottin, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil mécanique et électrique de contrôles multiples des opérations de caisse.

230495. Brevet de quinze ans, 31 mai 1893; Schwarz et Biringier, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Éventails avec annonces, réclames, portraits, dessins de monuments, etc.

230496. Brevet (brevet anglais devant expirer le 19 janvier 1907) pris, le 31 mai 1893, par Brendon, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé pour désosser et préparer les jambons.

230497. Brevet de quinze ans, 31 mai 1893; Humbrecht et Lequesne, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de mécanisme de remontage automatique applicable à tout genre de mouvement d'horlogerie.

230498. Brevet de quinze ans, 31 mai 1893; Hulin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de régulateur automatique pour l'alimentation continue des générateurs de vapeur.

230499. Brevet de quinze ans, 31 mai 1893; Chapman, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et système d'appareil pour l'extraction de l'oxygène et de l'azote de l'air atmosphérique.

230500. Brevet de quinze ans, 31 mai 1893; Corne, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de protection automatique et constante de trains en pleine voie.

230501. Brevet de quinze ans, 31 mai 1893; Bergeon, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement apporté dans la fermeture des encriers de poche, de voyage ou de bureau.

230502. Brevet de quinze ans, 31 mai 1893; Mabillet frères (société), à Amboise (Indre-et-Loire). — Émailage des hélices ou vis d'Archimède employées dans les pressoirs continus, et disposition spéciale du mode d'écoulement par le centre des dites hélices.

230503. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Ménoreau, à Chantenay Loire-Inf.

rieure). — Nouvelle combinaison de compensateur de régulateur de moteurs à vapeur, à gaz et autres.

230504. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Greil, à Biarritz (Basses-Pyrénées). — Système de moteurs à vapeur sans pistons.

230505. Brevet de quinze ans, 5 juin 1893; Mayen, rue Thubaneau, n° 21, à Marseille. — Branchement d'égout inodore.

230506. Brevet de quinze ans, 1^{er} juin 1893; Lefabvre, à Paris, rue de l'Arbalète, n° 35. — Réservoir de chasse à tirage pour le nettoyage des sièges de waters-closets.

230507. Brevet de quinze ans, 1^{er} juin 1893; Deroys fils aîné, à Paris, rue du Théâtre, n° 75. — Perfectionnements apportés aux appareils à distiller.

230508. Brevet de quinze ans, 1^{er} juin 1893; Pommerhanz et Zacher, représentés par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Procédé pour l'obtention à froids des graisses consistantes et demi-consistantes.

230509. Brevet de quinze ans, 1^{er} juin 1893; Chabagny, à Paris, rue Linné, n° 4. — Réservoir à chasse d'eau fonctionnant par l'air comprimé et déprimé.

230510. Brevet de quinze ans, 1^{er} juin 1893; Chabagny, à Paris, rue Linné, n° 4. — Robinet à flotteur sans *stuffing-box*.

230511. Brevet de quinze ans, 1^{er} juin 1893; Putzin, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Enveloppe protectrice pour cartes géographiques.

230512. Brevet de quinze ans, 1^{er} juin 1893; Ruef, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. Arrangement aux appareils stérilisateurs pour fermer les bouteilles se trouvant dans le réservoir de vapeur.

230513. Brevet de quinze ans, 1^{er} juin 1893; Derval et Berthier, à Paris, rue Chanchat, n° 23. — Perfectionnements apportés à la construction des fours continus à cuire les tuiles, briques et autres produits céramiques.

230514. Brevet de quinze ans, 1^{er} juin 1893; Debaitre, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Machine à élargir les tissus.

230515. Brevet de quinze ans, 1^{er} juin 1893; Finkbeiner, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Enseigne-réclame pour dentistes avec indicateur d'adresse mobile.

230516. Brevet de quinze ans, 1^{er} juin 1893; Michell, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Composition non conductrice pour enveloppe de chaudières à vapeur, etc.

230517. Brevet de quinze ans, 1^{er} juin 1893; Sabroe, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil d'amarrage d'un câble ou cordage permettant le démarrage instantané et infailible de ce même lien ou cordage.

230518. Brevet de quinze ans, 1^{er} juin 1893; Sprenger, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil pour trier les pièces de monnaie.

230519. Brevet de quinze ans, 1^{er} juin 1893; Barbier frères (société), représentée par Delem, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements à la fabrication des boutons.

230520. Brevet (brevet anglais devant expirer le 9 février 1907) pris, le 1^{er} juin 1893, par Green, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements aux bandages pour bicyclettes et autres véhicules.

230521. Brevet de quinze ans, 1^{er} juin 1893; Fayaud (M^{me} veuve), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de matelas protecteur dit *protecteur Mariani*, applicable aux garnitures pneumatiques de tous genres.

230522. Brevet de quinze ans, 1^{er} juin 1893; Horsell, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les rouleaux pour lithographes et imprimeurs.

230523. Brevet de quinze ans, 1^{er} juin 1893; Pieper fils, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système perfectionné de transmission des courants électriques aux voitures de tramways ou de chemins de fer.

230524. Brevet de quinze ans, 1^{er} juin 1893; société anonyme des anciens établissements Cail, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Réchauffeur d'eau d'alimentation, système Paul Dubar.

230525. Brevet de quinze ans, 1^{er} juin 1893; Tissier, représenté par Armiengand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de talons de chaussures à enveloppe de celluloïd.

230526. Brevet de quinze ans, 1^{er} juin 1893; Forgeot, représenté par la société

. Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Tonsureuse Forgeot, à l'usage exclusif des ecclésiastiques, servant à former les tonsures.

230527. Brevet (brevet anglais devant expirer le 6 janvier 1907) pris, le 1^{er} juin 1893, par Tattersall, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de ventilateurs.

230528. Brevet de quinze ans, 1^{er} juin 1893; Gastou, à Lalley (Isère). — Procédé pour la destruction du phylloxéra.

230529. Brevet de quinze ans, 5 juin 1893; Ventouillac (société), à Lavaur (Tarn). — Brancard de labour en fer.

230530. Brevet de quinze ans, 5 juin 1893; Giraud, à la Chambre (Savoie). — Alambic à distillation continue.

230531. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Rolland, représenté par Delpy, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Papier héliographique donnant des reproductions en traits noirs sur fond blanc par un simple lavage à l'eau comme pour les papiers au ferro-prussiate.

230532. Brevet de dix ans, 6 juin 1893; Renaux, à Fontaine-Boulbon, commune de Sainte-Anastasie (Gard). — Plaque-drain pour pressoirs, système P. Renaux.

230533. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Donneau, à Lons-le-Saunier (Jura). — Nouveau classeur-copie dit *Classcop*.

230534. Brevet de quinze ans, 2 juin 1893; Wust, représenté par Wattier, à Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Innovation apportée aux crochets porte-tringles de rideaux ajustables.

230535. Brevet de quinze ans, 2 juin 1893; Cordier, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Moulin à air comprimé.

230536. Brevet de quinze ans, 2 juin 1893; Levêque et Veyrat, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de bouchage de bouteilles à obturateur aimanté.

230537. Brevet de quinze ans, 2 juin 1893; société anonyme des établissements Weyher et Richemond, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Dynamomètre de transmission ou d'absorption de travail avec dispositif indiquant à chaque instant la puissance transmise par simple lecture sur un cadran.

230538. Brevet de quinze ans, 2 juin 1893; Hermet, représenté par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Nouvelle pédale dite *pédale Hermet*.

230539. Brevet de quinze ans, 2 juin 1893; Chegaray, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouveaux moyens de fabrication de produits hydrauliques.

230540. Brevet de quinze ans, 2 juin 1893; Brückert et Delattre, représentés par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Système de fabrication à chaud des vis, boulons, tire-fonds, etc., par forgeage et laminage.

230541. Brevet de quinze ans, 2 juin 1893; Vacherat, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de patin à réglage automatique pour freins de voitures.

230542. Brevet de quinze ans, 2 juin 1893; Chollet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de déclenchement à distance et ses diverses applications.

230543. Brevet de quinze ans, 2 juin 1893; Prognoeux et Balthasar, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Four à vent soufflé à travail continu.

230544. Brevet de quinze ans, 2 juin 1893; Prévost, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau produit pour coller le caoutchouc sur caoutchouc destiné dans la vélocipédie à la fabrication et à la réparation des pneumatiques.

230545. Brevet de quinze ans, 2 juin 1893; Noireau, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de fermeture de garantie pour boîtes à lait, bidous, etc.

230546. Brevet de quinze ans, 2 juin 1893; Doelter, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Extraction du corindon de l'émeri.

230547. Brevet de quinze ans, 2 juin 1893; Schrader, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à tailler des facettes aux objets en verre.

230548. Brevet de quinze ans, 2 juin 1893; Zschokke, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Barrage mobile à vannes composées.

230549. Brevet de quinze ans, 2 juin 1893; Carmont, représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Dispositif pour arrêter des omnibus et autres véhicules.

230550. Brevet de quinze ans, 2 juin 1893; Carré, à Paris, rue de l'Estrapade, n° 19. — Perfectionnements aux appareils réfrigérants produisant le froid dans le vide au moyen des agents hygrométriques.

230551. Brevet de quinze ans, 2 juin 1893; Pelletier, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Table pour opérations chirurgicales.

230552. Brevet de quinze ans, 5 juin 1893; Perrichon, représenté par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Étienne. — Système de plaque de cheminée d'une seule pièce, se dissimulant en couissant dans une rainure derrière l'intérieur de la cheminée.

230553. Brevet de quinze ans, 7 juin 1893; Mouline, élisant domicile chez le sieur Privat, rue Traversière, n° 5, à Nîmes (Gard). — Nouveau procédé de fabrication des boissons alcooliques par le surchauffage des moûts.

230554. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Schnee, représenté par Grelet, à Paris, boulevard de Clichy, n° 56. — Appareil pour le traitement et la guérison du coryza, appelé *chasse-coryza*.

230555. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Perigne, Lesault et compagnie (société), à Paris, rue de Thorigny, n° 6. — Procédé de préparation de la vaniline et de produits nouveaux propres à cette préparation.

230556. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Verchère, à Paris, cité des Fleurs, n° 27. — Perfectionnements apportés dans la confection des jantes des roues de véhicules, vélocipèdes, etc.

230557. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Cook, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements apportés à l'isolation des conducteurs électriques.

230558. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Huck, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Mode de fabrication des étamines ou pistils de fleurs pour couronnes ou autres ornements mortuaires.

230559. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Horn et Siegel, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Galerie de rideaux.

230560. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Brockhausen (les sieurs), représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Dispositif pour le réglage des coussinets de joints.

230561. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Divan fils, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Moteur rotatif à vapeur, à disque tangent excentrique.

230562. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Tenting, à Paris, rue Curial, n° 46. — Nouveau système d'avant-train pour voitures.

230563. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Herment et Pomarède, représentés par Gardet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Contrôleur automatique permettant de constater exactement l'arrivée, dans une course, des pigeons voyageurs, l'entrée des ouvriers dans les usines et toutes autres applications analogues.

230564. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Brugière et Parrier, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Récipient de sûreté pour matières inflammables et autres.

230565. Brevet (brevet anglais devant expirer le 5 mai 1907) pris, le 3 juin 1893, par Gray, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les couvertures tissées pour bandage pneumatique.

230566. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Rongier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fixation des boutons de portes sur leurs carrés.

230567. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Flach et Barboteau, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de cachet pharmaceutique et ses procédés de fabrication.

230568. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Gentzsch, Goldschmidt et von Scanavi représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication de la gomme laque vulcanisable et son application à l'électricité.

230569. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Wagner et Jooss, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mécanisme pour coupler et découpler, sans danger, les voitures de chemins de fer pendant la formation des trains dans les stations.

230570. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Müller, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Machine à polir et à vernir des tiges en bois, particulièrement des articles de bureaux, au moyen des vernis d'ébénistes et autres liquides analogues.

230571. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Brockhoff, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil à refroidir les centrifuges à tambours amovibles.

230572. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Margot, représenté par Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Charrue arabe transformée alternative.

230573. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Schoutteten, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Bandage pneumatique à double chambre pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.

230574. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Barea, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Vélocipède maritime, système Barea.

230575. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Bohm et Hyros, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fabrication d'ammoniaque comme produit accessoire dans la fabrication du sucre de betteraves.

230576. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Borni, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pince d'arrêt pour suspension à chaînette.

230577. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Chappuis, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif de ventilation pour semelles de chaussures.

230578. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Persil, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Ensemble de moyens permettant de vaporiser et distiller les liquides en vase clos, à des températures constamment variables et plus spécialement applicables à la production de la vapeur dans les machines locomotives ou autres.

230579. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Kleemann, représenté par la société Asai et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé de préparation de suint clair.

230580. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Keim et Bettenant, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fermeture de boîtes de conserves permettant de les utiliser plusieurs fois.

230581. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Graszewitz, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour retordre les fils de lin, de chanvre, de jute ou autres fibres textiles analogues.

230582. Brevet de quinze ans, 7 juin 1893; Bénard, Couturier et Mouchon, à Joigny (Yonne). — Nouveau système de parquets ou carreaux en bois, destinés à être scellés directement sur forme.

230583. Brevet de quinze ans, 8 juin 1893; Gillot, à Beaumont (Yonne). — Nouvelle table scolaire dite *table compendium des écoles*, à l'usage des classes maternelles, enfantines et des cours préparatoires des écoles primaires.

230584. Brevet de quinze ans, 7 juin 1893; Pimstel, représenté par Delpoy, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Bâtoir-brosse à réclames.

230585. Brevet de quinze ans, 8 juin 1893; Protin, à Châlons-sur-Marne. — Petit appareil servant à attacher les chevaux dans les rues et à l'écurie.

230586. Brevet de quinze ans, 8 juin 1893; Donat Elis, Faubourg-Notre-Dame, à Douai (Nord). — Nouvelle disposition de leviers, applicable aux bascules et aux balances du commerce.

230587. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Berthelet, rue de Turenne, n° 67, à Troyes. — Nouvelles dispositions propres à l'obtention de la rayure sur métiers circulaires.

230588. Brevet de quinze ans, 5 juin 1893; Rivière, à Paris, rue Spontini, n° 24. — Emballages en savons durs.

230589. Brevet de quinze ans, 5 juin 1893; Fichet, à Paris, rue de Rivoli, n° 212. — Cuirasse invisible.

230590. Brevet de quinze ans, 5 juin 1893; Küssner, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Nouveau classeur.

230591. Brevet de quinze ans, 5 juin 1893; Bartl, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Nouvel appareil à débiter la bière.

230592. Brevet de quinze ans, 5 juin 1893; Edwards, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Peinture perfectionnée.

230593. Brevet de quinze ans, 5 juin 1893; Kolban, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Cible avec indication automatique des coups.

230594. Brevet de quinze ans, 5 juin 1893; de Solms-Baruth, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de fabrication d'objets en verres agatoides.

230595. Brevet de quinze ans, 5 juin 1893; David, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de protecteur des chambres à air des bandages pneumatiques pour vélocipèdes.

230596. Brevet de quinze ans, 5 juin 1893; Rouart frères et C^{ie}, à Paris, boulevard Voltaire, n° 137. — Condenseur à surface.

230597. Brevet de quinze ans, 5 juin 1893; A. Howatson et C^{ie}, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux appareils d'épuration des eaux industrielles et domestiques.

230598. Brevet de quinze ans, 5 juin 1893; Danvin et Gibory, représentés par la société Foreau et Trufley, à Paris, rue de Tréville, n° 36. — Dispositions nouvelles d'un appareil à décortiquer les grains et à convertir les gruaux en farine.

230599. Brevet de quinze ans, 5 juin 1893; Wethered, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements apportés aux dispositifs portatifs de sauvetage en cas d'incendie.

230600. Brevet de quinze ans, 5 juin 1893; Busconi frères (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Teinture de la soie et fibres analogues avec des couleurs absolument résistant aux acides, au savon et à la lessive, en employant du dihydrothiotoluidinsulfonate de soude connu dans le commerce sous la dénomination de primuline, produit employé jusqu'ici pour teindre le coton.

230601. Brevet de quinze ans, 5 juin 1893; Clauss, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et machine à diminuer pour la confection d'un pantalon ou culotte de cheval, renforcé aux côtés intérieurs des jambes, au dos et au derrière, sans couture à ces endroits.

230602. Brevet de quinze ans, 5 juin 1893; Pinotot, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de lampe électrique à arc.

230603. Brevet de quinze ans, 5 juin 1893; Mandot, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareils pour la séparation et l'extraction de l'azote de l'air atmosphérique.

230604. Brevet de quinze ans, 5 juin 1893; Mos (les sœurs), représentées par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de chasse-nette perfectionné pour métiers à tisser.

230605. Brevet de quinze ans, 8 juin 1893; Hérissée, quai de la Fontaine, n° 12 bis, à Nîmes. — Support de rideau protecteur pour pulvérisateur à bât.

230606. Brevet de quinze ans, 9 juin 1893; Manson, rue Crébillon, n° 19, à Nantes. — Nouveau procédé de stérilisation des liquides à l'abri de l'air, leur conservation et leur débit dans les bouteilles contaminées.

230607. Brevet de quinze ans, 9 juin 1893; Pierret (dame veuve), élitant domicile chez le consul de Belgique à Lille. — Toile imperméable.

230608. Brevet de quinze ans, 21 juin 1893; Pierret (dame veuve), élitant domicile chez le consul de Belgique à Lille. — Sacs imperméables avec bandes continues.

230609. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Destenille et Geessens, représentés par Severin, à Paris, rue Lafayette, n° 109. — Perfectionnements apportés au système de bandages élastiques formés d'une série circonférentielle de ressorts avec superposition de caoutchouc pour roues de véhicules de toute espèce. (Perfectionnements au brevet n° 221063.)

230610. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Syhre, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Carte-bobine pour fils de toute espèce.

230611. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Pix, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Accouplement perfectionné pour wagons et autres véhicules.

230612. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Seltzer (les sieurs), représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, n° 15 bis. — Perfectionnements aux couteaux de pâtisseries et autres instruments analogues.

230613. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Straus, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Laminoin pour pâtes de pains azymes.

230614. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Bloch (D^{me}), représentée par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Dispositif pour porter les billets de chemins de fer.

230615. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Fisher, représenté par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans les valves.

230616. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Sibut aîné, à Paris, rue de Richelieu, n° 60. — Application des procédés de forge et d'emboutissage à la fabrication de ferrures creuses spéciales ou fers évidés et creusés comme en coquilles pour recevoir une garniture rugueuse propre à empêcher le glissement des chevaux; ensemble les coquilles ainsi forgées et leur garniture.

230617. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Lapeyre, à Paris, rue Lauriston, n° 203. — Billard Chantilly.

230618. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Abrahamson, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Pince à cheveux dite *la favorite*.

230619. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Wahlin, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les séparateurs centrifuges pour la crème et le beurre.

230620. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Damaskinos, à Paris, rue d'Arras, n° 2. — Télégraphe typographique.

230621. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Foster, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Nouvel appareil pour montrer des objets divers, fonctionnant en y introduisant une pièce de monnaie.

230622. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Wheat, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans les lampes pour brûler des hydrocarbures liquides.

230623. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Husnik, représenté par Tondellier, à Paris, boulevard Barbès, n° 69. — Méthode pour établir les reliefs en gélatine en pénombre, en remplacement de l'apprêt dans l'impression d'illustration sans report et par développement (par devant).

230624. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; société dite *The Bostwick Gate and Shutter Company Limited*, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux grilles, barrières ou fermetures pliantes pour portes, fenêtres, magasins, etc.

230625. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; société *J. E. Eriksons Mechaniska Verkstads Aktiebolag*, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Commande des appareils centrifuges.

230626. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; société dite *The Automatic Water-Tank Co.*, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements à l'alimentation des chaudières de locomotives.

230627. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Vert, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Nouveau système de wagon aérien bicycle.

230628. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Teter et Webster, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux modes de production de chaleur par la combustion de combustibles et aux appareils nécessaires à cet effet.

230629. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Denison, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux appareils autographiques pour télégraphes.

230630. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Pétersen, représenté par la société

Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Interrupteur automatique de circuit.

230631. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Giles et Paterson, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux montures de parapluies.

230632. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Bertin, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Mécanisme multiplicateur sans chaîne pour vélocipèdes.

230633. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Scollay, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements au mode de traitement des huiles de graines de coton, de lin et autres huiles végétales.

230634. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Scollay, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux méthodes d'épuration des huiles végétales.

230635. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Prichard, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Méthode perfectionnée pour chauffer des liquides par l'électricité.

230636. Brevet (brevet anglais devant expirer le 31 octobre 1906) pris, le 15 mai 1893, par le sieur Lewis, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements apportés aux appareils pour mesurer les liquides au moment de leur mise en bouteilles.

230637. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Butler, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines à fabriquer les cigarettes et dans les cigarettes.

230638. Brevet (brevet anglais devant expirer le 9 février 1907), pris le 6 juin 1893, par Dumlin, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux moyens servant à protéger les arbres de propulseurs contre la corrosion.

230639. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Despeissais, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fabrication de la potasse, de la soude, etc., par l'électrolyse.

230640. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Craney, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux appareils électrolytiques.

230641. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Craney, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux appareils électrolytiques.

230642. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Craney, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements à l'électrolyse des sels et autres appareils destinés à cet usage.

230643. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Craney, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux cellules électrolytiques.

230644. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Joncourt, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Laveur hélicoïdal continu pour le sable, le ballast et les matières terreuses.

230645. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Lillie, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux appareils évaporatoires.

230646. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Soa, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Magenta, n° 2. — Procédé pour rendre réutilisable le coton à essuyer les machines ayant déjà servi, par lavage et séchage avec récupération simultanée d'huile.

230647. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Manning, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les attelages de wagons.

230648. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; société Française des Agences réunies, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de garniture élastique pour roues de vélocipèdes et autres véhicules, remplaçant les garnitures dites *pneumatiques*.

230649. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Nourry, représenté par Chassevoant, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fixe-drapeau mobile.

230650. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Armanné, représenté par Chassevoant, à Paris, boulevard de Magenta, n° 12. — Système de machine pour la multiplication et l'utilisation de la force des moteurs électriques.

230651. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Whitehouse, Whicker et Black, représenté par la société Louis Gudman et compaign, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements apportés aux moyens et modes de fixation des bandages pneumatiques.

230652. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Zillger, représenté par la société Ami et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de buse à bec divisé pour lances des liquides, dit *excellior*.

230653. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Mailloz, représenté par la société Ami et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Boîte à allumettes avec coupe-cigares.

230654. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Wolff, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les systèmes et appareils employés pour sécher les briques.

230655. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Overbaugh, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux douilles de cartouches.

230656. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Becker et Clark, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau portefeuille pour photographies, etc.

230657. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Gay, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Poupée à musique.

230658. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; les fils de A. Deutsch (société), représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bouchon à vis permettant à l'air de pénétrer à l'intérieur des bidons à pétrole.

230659. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Nerson aîné, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau mode d'emballage des cigares et cigarettes.

230660. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Barcroft, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les appareils propulseurs pour bateaux et autres bâtiments de navigation.

230661. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Colby, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 27. — Perfectionnements dans les lampes électriques à incandescence.

230662. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Holland, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les mécanismes de manœuvres des gouvernails pour vaisseaux ou bateaux.

230663. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Bby et Jotte, à Paris, rue Sedaine, n° 43. — Manchon conservateur des poteaux télégraphiques.

230664. Brevet de quinze ans, 8 juin 1893; Augeraud et Hautier, rue Gervais, n° 5, à Angoulême. — Système de mouvement de force et de vitesse, système Augeraud et Hautier.

230665. Brevet de quinze ans, 10 juin 1893; Baudet, rue Cérès, n° 44, à Reims. — Bandage élastique pour vélocipèdes.

230666. Brevet de quinze ans, 7 juin 1893; Gochel, représenté par Neuhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 36. — Appareil pour faciliter l'ascension des montagnes.

230667. Brevet de quinze ans, 7 juin 1893; Baudet, représenté par Maheault, à Paris, rue Richelieu, n° 25. — Système d'obturateur à baïonnette avec friction intérieure, à bouchage hermétique, et ses applications.

230668. Brevet de quinze ans, 7 juin 1893; Silbermann, à Paris, rue Privy, n° 92. — Nouveau bandage pour roues de véhicules quelconques (vélocipèdes, sulky, voitures) et système de jante appropriée.

230669. Brevet de quinze ans, 7 juin 1893; Allaëys, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouveau procédé de faire des mosaïques.

230670. Brevet de quinze ans, 7 juin 1893; Béguin père, Béguin-Ricq et Van Bockstaël, représenté par Othon, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 72. — Perfectionnements apportés dans la fabrication des courroies ou transporteurs en coton.

ou autre textile, avec armature en cuir ou autre matière pouvant le remplacer; le tout rivé avec rivets en cuivre (courroie dénommée *la parfaite*).

230671. Brevet de quinze ans, 7 juin 1893; Maniol, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de fixation des cravates.

230672. Brevet de quinze ans, 7 juin 1893; Reger, représenté par Surry-Montaut, à Paris, boulevard de Magenta, n° 81. — Petit banc à coffret et à pieds articulés.

230673. Brevet de quinze ans, 7 juin 1893; Fournier et Guitton, représentés par Surry-Montaut, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé de fermeture extérieure des journaux, publications, etc.

230674. Brevet de quinze ans, 7 juin 1893; Paul Malicot et Eugène Blin (société), représenté par Barbe, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 126. — Système de bicyclette à commande pour engrenages, dite *regina*.

230675. Brevet de quinze ans, 7 juin 1893; Oiry et Granddemange (société), représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnement aux lits-de-pains pour formes à sucre et autres applications similaires.

230676. Brevet de quinze ans, 7 juin 1893; Fontanet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à préparer et découper le papier destiné à la fabrication des sacs.

230677. Brevet de quinze ans, 7 juin 1893; Recouffé, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de garniture hygiénique mobile pour sièges de cabinets d'aisance, etc.

230678. Brevet de quinze ans, 7 juin 1893; Brun, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon (Rhône). — Perfectionnements au tissage pour le jacquard.

230679. Brevet de quinze ans, 9 juin 1893; Barbier, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Sommier démontable perfectionné.

230680. Brevet de quinze ans, 10 juin 1893; Guillemin, représenté par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Perfectionnement aux lamineurs de guimpiers.

230681. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; Rullière, quai de Perrache, n° 5, à Lyon. — Trigonome appliqué à l'élasticité de traction et de refoulement de trois véhicules.

230682. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; Bay, représenté par Hess, route de Versailles, n° 46, à Port-Marly (Seine-et-Oise). — Système de télégraphe imprimant.

230683. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; Fouqueau, rue de la Monnaie, n° 18, à Troyes. — Fabrication sur les métiers à mailleuse du tissu en tricot circulaire, maille unie à dessins, dit *tricot trisé à dessins en long*, en tous genres, matières et qualités.

230684. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Degageux frères (société), à Troyes. — Nouvel appareil à broder sur machine à bonneterie.

230685. Brevet de quinze ans, 8 juin 1893; Langot, représenté par Biraud, à Paris, passage Saint-Michel, n° 4. — Nouveau bandage à air libre à l'usage de vélocipèdes.

230686. Brevet de quinze ans, 8 juin 1893; Bonnet, élisant domicile chez le sieur Langa, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 39. — Distributeur automatique pour les journaux.

230687. Brevet de quinze ans, 8 juin 1893; Piat et Forest, représentés par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Appareil à monter les courroies sur les cônes étagés à changement de vitesse, dit *passer-courroie*.

230688. Brevet de quinze ans, 8 juin 1893; Vachette frères (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux verrous verticaux.

230689. Brevet de quinze ans, 8 juin 1893; société dite *Eisenwerke Gaggenan Actiengesellschaft*, représentée par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Armes à feu à armement automatique avec fermeture à friction.

230690. Brevet de quinze ans, 8 juin 1893; Brüggemann, représenté par Wattier, à Paris, rue Mazagan, n° 5. — Nouveau batteur-nettoyeur, avec disposition spéciale pour faire pénétrer par pression la barbe battue dans le cercle décrit par l'organe frappeur, pour obtenir un battage double, avec grille à barreaux secoués successivement, et disposition pour recueillir la nappe sortante.

230691. Brevet de quinze ans, 8 juin 1893; La Couture, représenté par Delage,

à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Appareil destiné à la production de la poudre de chaux hydratée employée en sucrerie et en diverses industries.

230692. Brevet de quinze ans, 8 juin 1893; société dite *Farbenfabriken vorm. Fried. Bayer und C.*, représentée par Dobler, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 81. — Procédé pour la préparation de matières colorantes basiques et de leurs acides sulfoconjugués.

230693. Brevet de quinze ans, 8 juin 1893; Dervilles, boulevard Bineau, n° 18, à Courbevoie (Seine). — Appareil à couvrir les œufs artificiellement, dit *cloche à lampe perpétuelle*.

230694. Brevet de quinze ans, 8 juin 1893; Braun, rue Cart, n° 5, à Saint-Mandé (Seine). — Procédé permettant l'extension de la vélocipédie routière au sport nautique, remorque, appareils de sauvetage, etc.

230695. Brevet de quinze ans, 8 juin 1893; Ligaud-Garoby, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de blanchissage et d'appât pour les rideaux, tulles, mousselines et autres tissus légers.

230696. Brevet de quinze ans, 8 juin 1893; Paupier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de chariot élévateur.

230697. Brevet de quinze ans, 8 juin 1893; Linkenbach et Holzhauser, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour laver, imprégner et teindre des fils à l'état enroulé.

230698. Brevet de quinze ans, 8 juin 1893; Grangé, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de flotteur-indicateur incassable pour niveau d'eau.

230699. Brevet de quinze ans, 8 juin 1893; Oldaker, représenté par Mennon, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans les compresseurs chaudes pour animaux.

230700. Brevet de quinze ans, 8 juin 1893; d'Andoque de Sérège, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Pressoir hélicoïdal continu à mouvement saccadé.

230701. Brevet de quinze ans, 8 juin 1893; Stütz, représenté par la société Asi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Installation pour le tamisage et le triage.

230702. Brevet de quinze ans, 10 juin 1893; Lemaire, à Estourmel (Nord). — Appareil pour le remplissage continu des bières en fermentation.

230703. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; Bisson, à Honfleur. — Application du celluloid à la construction des câbles électriques sous-marins.

230704. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; Desombre, capitaine d'infanterie, à Saint-Quentin. — Système de boussole et de rapporteur, dit *boussole-guide-pantométrique*.

230705. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; Lasmolles, à Nérac (Lot-et-Garonne). — Nouveau système de chariot à galets et de plaques pour machines à refendre le liège ou autres corps souples.

230706. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Hutteau, à Tours. — Mode de sécher des bois de toutes essences.

230707. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Breuillé, à La Bruère, commune de Levis (Yonne). — Herse variée à dents mobiles (verticales et obliques).

230708. Brevet de quinze ans, 14 juin 1893; Brion, à Balan (Ardennes). — Navette en tôle dite acier doux, obtenue par voie d'emboutissage, ensemble des pièces accessoires de ladite navette.

230709. Brevet de quinze ans, 9 juin 1893; Rohrmann, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Procédé de fabrication d'engrenages et crémaillères à engrenement exact.

230710. Brevet de quinze ans, 9 juin 1893; Moseley et Blundstone, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements aux bandages pneumatiques.

230711. Brevet de quinze ans, 9 juin 1893; Lindner, représenté par la société Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnement apporté aux bandages élastiques à air (ou gaz) comprimé, dits *pneumatiques*, pour roues de vélocipèdes ou autres véhicules.

230712. Brevet de quinze ans, 9 juin 1893; Horne, représenté par Mennon, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Moyens perfectionnés pour prévenir la condensation sur les vitres.

230713. Brevet de quinze ans, 9 juin 1893; Brenez, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouveau système de refonte des sucres avec séparation des égouts dans les bacs de cristallisation.

230714. Brevet de quinze ans, 9 juin 1893; Trillat, à Paris, boulevard Henri VI, n° 6. — Préparation des amines de la série grasse.

230715. Brevet de quinze ans, 9 juin 1893; Schulz, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Articles amidonnés tels que faux-cols, manchettes, chemisettes, etc., en toile ou en coton à lames métalliques interposées.

230716. Brevet de quinze ans, 9 juin 1893; Quellmalz, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Procédé d'extraction des huiles essentielles du café torréfié, dans le but d'obtenir un extrait de café aromatique et hygiénique.

230717. Brevet de quinze ans, 9 juin 1893; Strauss, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Machine à découper et à perforer les pains azymes.

230718. Brevet de quinze ans, 9 juin 1893; Picot, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Perfectionnements dans les pompes.

230719. Brevet de quinze ans, 9 juin 1893; Schmidt, représenté par Parmentier, à Paris, rue de Lancry, n° 10. — Bouchon ver. eur pour les liqueurs, mesurant automatiquement chaque ration versée.

230720. Brevet de quinze ans, 9 juin 1893; Hassel, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Procédé et appareils pour la fabrication simultanée de deux fourches à plus de deux dents.

230721. Brevet de quinze ans, 9 juin 1893; Wagner et Thuron, représentés par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Appareil destiné à produire le chauffage de l'eau, pouvant fonctionner au gaz, au pétrole ou avec un combustible quelconque.

230722. Brevet de quinze ans, 9 juin 1893; Voltz, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Capsule pour bouteilles.

230723. Brevet de quinze ans, 9 juin 1893; Gardner, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnement dans la fabrication de chaînes et dans les appareils à ce destinés.

230724. Brevet de quinze ans, 9 juin 1893; Debriat, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, 58 bis. — Bordure métallique pour plates-bandes, massifs, corbeilles, etc., de jardins.

230725. Brevet de quinze ans, 9 juin 1893; Cornebois (M^{me} veuve), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif applicable à tout véhicule et destiné à retenir la roue en cas de rupture de l'essieu, de perte de l'écrou, etc.

230726. Brevet de quinze ans, 9 juin 1893; Frinault, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de protection des passages à niveau.

230727. Brevet de quinze ans, 9 juin 1893; Vincent, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de tricycle convertible applicable aux voies ferrées.

230728. Brevet de quinze ans, 9 juin 1893; Dietz, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de gûètre imperméable pour piétons, cavaliers et vélocipédistes.

230729. Brevet de quinze ans, 9 juin 1893; Vernhet, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 188. — Lampe électrique à arc de faible intensité.

230730. Brevet de quinze ans, 9 juin 1893; Depierris, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil à double courant, dit *thermophore*, destiné à porter la température d'un fluide dans les plaies ou les cavités naturelles.

230731. Brevet de quinze ans, 9 juin 1893; Hatton, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les méthodes de fabrication des liquides aérés ou gazeux et dans les appareils pour produire et contenir ces liquides.

230732. Brevet de quinze ans, 9 juin 1893; A. Bourjais et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre de boîte présentant en éventail les flacons et autres objets.

930733. Brevet de quinze ans, 9 juin 1893; Schwob, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de mise en train pour l'impression typographique.

230734. Brevet de quinze ans, 10 juin 1893; Bastien, à Terramesnil (Somme). — Appareil de condensation applicable aux pompes à vapeur.

230735. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Laillet, boulevard d'Alsace-Lorraine, n° 2, à Amiens. — Nouvelle construction avec contrevent en fer et agrafes nouvelles pour couverture en tôle ondulée galvanisée.

230736. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; Segay, rue Voltaire, n° 17, à Boug (Ain). — Monte-charge.

230737. Brevet de cinq ans, 13 juin 1893; Beurjean, à Surgères (Charente-Inférieure). — Paragelée pour la vigne.

230738. Brevet de quinze ans, 10 juin 1893; Woltz, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Fiche pour la fermeture automatique des portes.

230739. Brevet de quinze ans, 10 juin 1893; Chalory (M^{me} veuve), représenté par Pousset, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 69. — Bébé léger sans rival.

230740. Brevet de quinze ans, 10 juin 1893; Neumann, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Dispositif évitant la déformation des pantalons à l'endroit des genoux, dit *conformateur Neumann*.

230741. Brevet de quinze ans, 10 juin 1893; Gosselin, à Paris, rue du Faubourg Saint-Martin, n° 91. — Procédé électrochimique de fabrication du phosphore.

230742. Brevet de quinze ans, 10 juin 1893; Jacquemin, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Siphon-vanne.

230743. Brevet de quinze ans, 10 juin 1893; société anonyme des établissements Weyher et Richemont, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux moteurs à fluide élastique ou non élastique et spécialement aux moteurs à vapeur.

230744. Brevet de quinze ans, 10 juin 1893; Lambert (M^{me}), représentée par Chevillard, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Lavase-égoutteuse.

230745. Brevet de quinze ans, 10 juin 1893; d'Albert, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les pédales de vélocipèdes.

230746. Brevet de quinze ans, 10 juin 1893; Yon, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système de soupape aérostatique à ressorts de rappel horizontaux.

230747. Brevet de quinze ans, 10 juin 1893; Lenoir, représenté par Morin, à Paris, boulevard Voltaire, n° 137. — Perfectionnement à la gravure typographique.

230748. Brevet de quinze ans, 10 juin 1893; Reissenzahn et Brandeis, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Fourche à arracher les betteraves, combinée avec un appareil à les nettoyer.

230749. Brevet de quinze ans, 10 juin 1893; Bonnafous, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Graisseur mobile pour boudin des roues d'avant des machines locomotives.

230750. Brevet de quinze ans, 10 juin 1893; Rabier, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans la construction des puits.

230751. Brevet de quinze ans, 10 juin 1893; R. Picard et compagnie (société), représentée par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Compteur chrono-kilométrique pour vélocipèdes, se réglant sur tous les diamètres de roues avec remise à zéro, à remontage constant et automatique pour le temps.

230752. Brevet de quinze ans, 10 juin 1893; Crenzien et Werner, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé et appareil pour l'ablation plus sûre et plus rapide des asperges.

230753. Brevet de quinze ans, 10 juin 1893; compagnie dite *Dan Rylands limited*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les dispositifs de bouchage pour bouteilles et bocaux.

230754. Brevet de quinze ans, 10 juin 1893; La Barthe, représenté par Char-

sevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour la transmission électrique des ordres, applicable notamment à bord des navires.

230755. Brevet de quinze ans, 10 juin 1893; Schmerber, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Application d'une calotte non trempée aux projectiles ou obus de rupture de tous genres.

230756. Brevet de quinze ans, 10 juin 1893; Moriaud, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau comptoir, dit *Au Rocher de Bourgoigne*.

230757. Brevet de quinze ans, 10 juin 1893; Carrier, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 130. — Nouveau système de mouvement d'horlogerie électrique, appelé *échappement électro-régulateur*.

230758. Brevet de quinze ans, 10 juin 1893; Bils-Albert, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Soudure pour l'aluminium.

230759. Brevet de quinze ans, 10 juin 1893; Collette, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de conservation de la levure sans l'emploi d'aucun antiseptique.

230760. Brevet de quinze ans, 10 juin 1893; Pitet aîné, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre de pinceaux à manche en celluloïd imitant la plume, l'ivoire, etc.

230761. Brevet de quinze ans, 10 juin 1893; Richter et Knapp (société), représentée par la société Aasi et Gensé, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de confection mécanique de garnitures perlées ou non.

230762. Brevet de quinze ans, 15 juin 1893; Mathieu, rue de Mulhouse, n° 2, à Reims. — Application du caoutchouc durci, du métal blanc ou de toute autre matière élastique sur les tiges des brosses à rincer les bouteilles.

230763. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; Biction, à Montpellier. — Moyen nouveau de préparer les bouillies et poudres contre le mildiou et les maladies analogues de la vigne, pommes de terre, etc.

230764. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Miquel, avenue du Fer-à-Cheval, n° 9, à Béziers. — Système de presseoir continu à double effet, servant à faire les vins en blanc.

230765. Brevet de quinze ans, 15 juin 1893; Bay et Oberlin, représentés par Hess, à Port-Marly (Seine-et-Oise). — Système de flacon à stérilisation et conservation des liquides stérilisés ou autres.

230766. Brevet de quinze ans, 15 juin 1893; compagnie des docks et entrepôts de Marseille, place de la Joliette, à Marseille. — Nouveau système de balance automatique pour peser les substances en grains ou en poudre.

230767. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; Chavarria Contardo, représenté par Contardo, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Tourquet à comptoir électrique avec appareils de garantie contre la fraude.

230768. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; société dite *compagnie des moteurs Niel*, représentée par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Appareil d'entraînement et de démarrage servant à mettre en marche automatiquement les moteurs à explosion.

230769. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; Mathibaut et Fritsch (société), représentée par Boettcher, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 15. — Lampe régulateur à arc voltaïque à point lumineux fixe.

230770. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; Burgnion, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements aux vaporisateurs.

230771. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; Krohn, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Pince-couteau.

230772. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; Maillet et Liabastre, représentés par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Séparateur d'égoûts aux turbines.

230773. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; Littauer, représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Appareil de sûreté contre la chute à l'intérieur, fonctionnant automatiquement par l'ouverture des fenêtres ou des portes.

230774. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; Janik, représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Appareil pour tenir et étendre des tapis en vue de les épousseter.

230775. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; Siepermann, représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Procédé de préparation des cyanures alcalins.

230776. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; Monges et Bazenet, à Paris, rue Sedaine, n° 76. — Moteur électrique applicable à la traction de tous les véhicules.

230777. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; Comi, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système d'attelage des voitures de chemins de fer, tramways et chemins de fer économiques, avec deux tendeurs au lieu d'un seul éliminant les chaînes de sûreté.

230778. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; Higginbotton, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements aux moulins à cylindres destinés à réduire les grains, les graines, le blé, les gruaux, les recoupes, les criblures, en farine et autres produits analogues.

230779. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; Köhler, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Sabot de frein en cuir.

230780. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; Reisinger, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Vélocepede avec boules volantes exerçant une action impulsive et une action de frein.

230781. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; Sander et Euler, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux orgues et à des instruments semblables.

230782. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; Nadal, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de boutons de manchette et autres.

230783. Brevet de quinze ans; 12 juin 1893; Stehloff, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Disposition ou appareil pour détacher instantanément et complètement les bêtes de trait devenues ombrageuses des véhicules auxquels elles se trouvent attachées.

230784. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; Sauer et Hentschel, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil d'alarme électrique pour portes, coffres-forts, fenêtres, etc.

230785. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; Gramp, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Indicateur de stations pour wagons de chemins de fer, annonçant au départ d'une station le nom de la station suivante et éventuellement la durée du trajet entre deux stations importantes.

230786. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; Hugues, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Diffuseur de vapeur désaturée et de gaz chauds pour agiter, mélanger et chauffer les liquides en vue de produire certaines réactions chimiques.

230787. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; Klein, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Application d'un nouveau système de brosse cylindrique circulaire nettoyant automatiquement le cylindre étireur et les hérissons des bobinoirs et étrépages frotteurs pour laine et soie.

230788. Brevet de quinze ans, 12 juin 1893; di Marco, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Système de porte-montre pour vélocipèdes.

230789. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Krauss, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Machine à fabriquer automatiquement les paillettes de toutes dimensions.

230790. Brevet de quinze ans, 14 juin 1893; René, représenté par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements aux ventilateurs aérateurs.

230791. Brevet de quinze ans, 15 juin 1893; Perrachon, rue Lanterne, n° 8, à Lyon. — Stérilisation à continu des eaux-vannes ainsi que de tous autres liquides quelconques par la vapeur, système G. Perrachon.

230792. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; Cattin, rue Saint-Pierre, n° 10, à Besançon. — Système de montre à seconde indépendante avec un seul moteur et applicable au chronographe.

230793. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; Béty, rue des Irlandais, n° 2, à Nantes. — Pédale à talon permettant d'utiliser le poids du corps humain comme moteur.

230794. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; Valtaud, rue Taillefer, n° 6, à Angoulême. — Nouvel appareil à distiller, système Valtaud.

230795. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Lamarche, élisant domicile chez les sieurs O'Bligi et de Vilaine, à Paris, rue Richelieu, n° 10. — Nouveau système de pompe, dite *pompe à béliar*.

230796. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Jacob, à Paris, rue Martel, n° 5 bis. — Procédé pour l'application du collodion teint ou non sur tous les fils coton, fin et ramia destinés aux tissages, afin de leur donner l'apparence soyeuse.

230797. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Pindatoffe, représenté par Le Canu, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil à rincer les bouteilles.

230798. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; James Mackie and son (société), représentée par Le Canu, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les moyens ou appareils employés dans la filature.

230799. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Molé, représenté par Le Canu, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les attaches pour cravates.

230800. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Smith, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les enveloppes pour bandages pneumatiques.

230801. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Bartlett, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les procédés de séparation du nickel.

230802. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Mac Elroy, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil électrique de chauffage.

230803. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Mac Elroy, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Commutateurs électriques.

230804. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; société dite *Taylor Improved Draught Company*, représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les dispositifs de tirage pour cheminées.

230805. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Muirhead, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Casier distributeur de monnaie.

230806. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Devoll, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les transmissions de mouvement pour vélocipèdes.

230807. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Hess et les sieurs Goldsmith, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les métiers à tisser.

230808. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Striwe, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Indicateur-avertisseur pour faire connaître l'état d'allongement du ruban inférieur des presses rotatives.

230809. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Kilian, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Étui à carnet.

230810. Brevet (brevet anglais devant expirer le 28 avril 1907) pris, le 13 juin 1893, par Saunders, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Compensateur perfectionné pour signaux de chemins de fer et autres connexions semblables, à fils métalliques ou autres.

230811. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Amend, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Bailif, n° 11. — Teinture en noir fixe des matières fibreuses.

230812. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Lesur, à Paris, passage du Caire, n° 45. — Appareil pour métiers à tisser dénommé *croiseur Lesur*.

230813. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Mirallès y Anglès, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Carreaux pseudo-céramiques.

230814. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Saamkopf, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Attelage automatique pour véhicules de toutes sortes.

230815. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Lloyd et White, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les appareils à enrouler les fils métalliques et à en former du tissu.

230816. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; les fils de A. Deutsch (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de ferrure servant à la réunion des couvercles et des caisses en bois.

230817. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Davenne, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 15. — Nouveau barreau de grille.

230818. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Gubbins et Harcourt, représentés par

la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux bandages pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.

230819. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Saulières, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Petit appareil à l'usage des dessinateurs, dit *le polymètre*.

230820. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Wesson, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux projectiles.

230821. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Rigault, à Paris, rue Tournier, n° 12. — Machine dite à centrer.

230822. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Cabos, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de four à gaufres, sables, etc.

230823. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Engelhard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les assemblages de timons.

230824. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Stigler, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de parachutes à pendules pour les cages d'ascenseurs, monte-charges, bennes, etc.

230825. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Claessen et Willenrus, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Engrenages, glissiers, coussinets, etc., en caoutchouc durci ou matière analogue avec noyau métallique.

230826. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Bishop (les sieurs), représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements apportés aux machines à composer les types et à la forme des types.

230827. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Müller, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Appareil pour mélanger automatiquement, dans le tuyau de refoulement, l'eau avec des matières propres à éteindre le feu.

230828. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Hosking, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Nouvelle manière de traiter la feuille métallique en vue de la préparer pour l'impression.

230829. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Abert, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnement aux râteliers dentaires en caoutchouc.

230830. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Mac Rée, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Appareil de suspension des bacs, etc.

230831. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Lefèvre, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Semelle en cuir pourvue de cannelures ou autres empreintes analogues.

230832. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Horst, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour débarrasser le papier imprimé (maculature) du noir d'imprimerie.

230833. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Oncken, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et machine pour la fabrication de placages à doublure, tentures en bois naturel, etc.

230834. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Rudolph, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux index ou catalogues (A).

230835. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Rudolph, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux index ou catalogues (B).

230836. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Worcester, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux ascenseurs hydrauliques.

230837. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Worcester, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de muselière pour les chiens.

230838. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Divay, représenté par Chassevent, à

Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les bicyclettes, bicycles, etc.

230839. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Ludin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de mouvement d'horlogerie marchant par la pesanteur.

230840. Brevet de quinze ans, 13 juin 1893; Muscault, à Paris, rue Étienne-Marcel, n° 13. — Vitraux hygiéniques à éléments rigides.

230841. Brevet de quinze ans, 17 juin 1893; Deville, Paillette et compagnie (société), à Charleville (Ardennes). — Procédé de compression des moules de fonderie en sable, et dispositions de modèles et châssis pour son emploi.

230842. Brevet de quinze ans, 14 juin 1893; Lepoix et Laferrrière, à Paris, rue Vieille-du-Temple, n° 107. — Bandage articulé préservateur pour toutes roues routières garnies de caoutchouc et de toutes autres matières élastiques.

230843. Brevet de quinze ans, 14 juin 1893; Bardet, à Paris, avenue de la République, n° 54. — Chaîne Bardet pour vélocipèdes et tricycles.

230844. Brevet de quinze ans, 14 juin 1893; Prévost, rue du Liégar, n° 35, à Ivry (Seine). — Machine dénommée *machine à emboutir les contre-forts*.

230845. Brevet de quinze ans, 14 juin 1893; Hardy, à Paris, rue de Seine, n° 12. — Forméphone, appareil destiné à reconnaître et à annoncer, même à distance, la présence dans l'air d'une certaine quantité d'un gaz de densité différente et spécialement de grison.

230846. Brevet de quinze ans, 14 juin 1893; Simian, représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionnements apportés au traitement des moûts de vendange.

230847. Brevet de quinze ans, 14 juin 1893; Zeiller, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil fumivore automatique pour installations de chauffage de tous genres et qui ramène les produits de la combustion à travers le brasier en combinaison avec l'oxygène.

230848. Brevet de quinze ans, 14 juin 1893; Havaux, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé de finissage des verres.

230849. Brevet de quinze ans, 14 juin 1893; Quinard, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Instrument de musique à vent nommé *quinardophone*.

230850. Brevet de quinze ans, 14 juin 1893; Vandamme, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Nouveau système de distribution à soupapes pour machines à vapeur ou autres fluides.

230851. Brevet de quinze ans, 14 juin 1893; Allen, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Galet de contact pour chemins de fer électriques.

230852. Brevet de quinze ans, 14 juin 1893; société *Actien Maschinenbau Anstalt vorm. Venueth und Ellenberger*, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé et appareil pour le séchage des vinasses et pour l'enlèvement de l'acide qu'elles contiennent.

230853. Brevet de quinze ans, 14 juin 1893; Wiechard, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Bandages de roues pour vélocipèdes.

230854. Brevet de quinze ans, 14 juin 1893; Bonnetfont, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Graisseur multiple avec modérateur indicateur de débit.

230855. Brevet de quinze ans, 14 juin 1893; Royé, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à mortaiser les clefs pour l'ouverture des boîtes de conserve.

230856. Brevet de quinze ans, 14 juin 1893; société dite *Actien-Gesellschaft für Cartonnagen-Industrie*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Assemblage par agrafes métalliques.

230857. Brevet de quinze ans, 14 juin 1893; Guenther, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de générateur de gaz moteurs par vaporisation de liquides avec condenseur de ces gaz à l'échappement et leur réemploi dans ledit générateur.

230858. Brevet de quinze ans, 14 juin 1893; compagnie dite *Larins Manufacturing Company*, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de lasso-joint perfectionné.

230859. Brevet de quinze ans, 14 juin 1893; Lippert, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Obturateur à propulseur pneumatique pour appareils photographiques.

230860. Brevet de quinze ans, 15 juin 1893; Auzolles et Pardon (société), à Paris, rue Jeanne-d'Arc, n° 67. — Fabrication de meubles et sièges construits avec tubes de tôle, fer-blanc, zinc, fer et cuivre, agrafés ou soudés, cintrés, courbés à chaud ou à froid.

230861. Brevet de quinze ans, 15 juin 1893; Mitscherlich, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé pour utiliser les lessives résultant de la fabrication de la cellulose obtenue à l'aide de sulfite.

230862. Brevet de quinze ans, 15 juin 1893; Boucay et Devant, représentés par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvelle carafe glacière.

230863. Brevet de quinze ans, 15 juin 1893; Daix, à Paris, rue Louis-Blanc, n° 73. — Filtre mécanique destiné à la filtration de tous les liquides et particulièrement pour celle de l'eau et des jus sucrés, dit *filtre simplex*.

230864. Brevet de quinze ans, 15 juin 1893; Robbe (les sieurs), à Paris, rue du Rendez-Vous, n° 40. — Trusquin à bois en métal gradué.

230865. Brevet de quinze ans, 15 juin 1893; Perret, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de couteau à pain à l'usage des boulangers.

230866. Brevet de quinze ans, 15 juin 1893; Michelot, à Paris, boulevard Voltaire, n° 248. — Canne formant un appareil éclairant.

230867. Brevet de quinze ans, 15 juin 1893; Carrière, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Moyen de rendre indégonflables les tubes pneumatiques exposés à des perforations et spécialement ceux qui garnissent les roues des vélocipèdes et autres véhicules.

230868. Brevet (brevet anglais devant expirer le 5 octobre 1906) pris, le 15 juin 1893, par Hutchisson, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans le traitement ou la préparation de la gutta-percha et du caoutchouc destinés à divers usages.

230869. Brevet de quinze ans, 15 juin 1893; Houry et compagnie (société), représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux câbles téléphoniques.

230870. Brevet de quinze ans, 15 juin 1893; société dite *Mühlenbauanstalt und Maschinenfabrik vorm. Gebrüder Seck*. — Balance à grains automatique.

230871. Brevet de quinze ans, 15 juin 1893; Lencauchez, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans l'affinage de la fonte de fer, des vieux fers divers, riblons ou riquettes, pour en faire un métal fondus homogène de premier choix et soudable quand il y a lieu de lui donner cette propriété.

230872. Brevet de quinze ans, 15 juin 1893; Maltête, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Cerceau à musique.

230873. Brevet de quinze ans, 15 juin 1893; Gautreau, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Garniture métallique amovible pour réchauds.

230874. Brevet de quinze ans, 15 juin 1893; Viratelle, à Paris, rue du Panama, n° 7. — Compteur à eau.

230875. Brevet de quinze ans, 15 juin 1893; Kindel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de dispositif pour fermoirs de bourses, porte-monnaie, sacs et autres articles analogues.

230876. Brevet de quinze ans, 15 juin 1893; Rabayrol, représenté par Meunons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Nouvelle tension de selle perfectionnée.

230877. Brevet de quinze ans, 15 juin 1893; Tonkin, représenté par Meunons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Chaises pliantes automatiques s'ouvrant par l'introduction d'une pièce de monnaie.

230878. Brevet de quinze ans, 15 juin 1893; Lambert, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pelle à bride fixe.

230879. Brevet de quinze ans, 15 juin 1893; Jost, à Paris, rue Oberkampf, n° 110. — Appareil forain ou d'amusement public, dit *le tourbillon*.

230880. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; Lhomme, rue Baleschoux, n° 6, à Tours. — Pâte sèche en duvet à filtrer et à clarifier tous les liquides.

230881. Brevet de quinze ans, 19 juin 1893; Gérard, représenté par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Étienne. — Système de rideaux dit *paregelée*, qui s'étendant sur les vignes ou végétaux quelconques les préserve de la gelée, des coups de soleil, de la grêle et du coulage des fleurs.

230882. Brevet de quinze ans, 19 juin 1893; Dougald Ballardie, élisant domicile chez le sieur Venture, rue Fauchier, n° 83, à Marseille. — Perfectionnements apportés à la construction des lampes et des poêles accommodés à la consommation des paraffines ou huiles hydrocarboniques qui se solidifient à une température ordinaire.

230883. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Pulcini, à Villemorien (Aube). — Nouveau système de détente ou de distribution pour les moteurs à gaz.

230884. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; Kemblinsky, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 75. — Système d'enveloppe en caoutchouc pour roues de vélocipèdes et autres.

230885. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; société *Morion Safety Heating C^e*, représentée par Sautter et de Mestral, à Paris, rue Bailly, n° 11. — Appareil de chauffage (A).

230886. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; société *Morton Safety Heating C^e*, représentée par Sautter et de Mestral, à Paris, rue Bailly, n° 11. — Appareil de chauffage (B).

230887. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; société *Morton Safety Heating C^e*, représentée par Sautter et de Mestral, à Paris, rue Bailly, n° 11. — Appareil de chauffage (C).

230888. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; Frémont, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés dans les appareils et outillage des fonderies.

230889. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; Dujardin, à Paris, rue Vavin, n° 28. — Perfectionnements dans les accumulateurs électriques.

230890. Brevet de cinq ans, 16 juin 1893; Mousseau, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau système de grille pour foyers de tous genres.

230891. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; Samain, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Système d'utilisation du travail mécanique perdu résultant de la consommation des eaux de source à haute pression, pour modifier la pression des eaux de rivières, en vue de l'application économique du tout à l'égout dans les maisons d'habitation.

230892. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; B. Buffaud et T. Robatel (société), représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Charette agricole.

230893. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; Thirion, à Paris, rue de Vaugirard, n° 160. — Distribution à déclin.

230894. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; Frisen, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnement aux épingles de sûreté.

230895. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; Nathan, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnement aux bourses et porte-monnaie.

230896. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; Fellner (M^{re}), représentée par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil de nettoyage pour cheminées et installations de chauffage.

230897. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; Mitchell, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux presses servant à exprimer l'huile ou d'autres liquides des substances qui les contiennent.

230898. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; Francisque Voland et compagnie (société), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Nouvel apprêt pour les matières textiles.

230899. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; Ghfude et Dulait, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de mât-support.

230900. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; Trochaud, représenté par Thirion

- à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil dit *le bœuf réussi*, destiné à produire la stérilisation des instruments de tous genres.
230901. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; société anonyme des anciens établissements Cail, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelles dispositions de plans inclinés pour le transport des bateaux.
230902. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; Dinkelage et Franze (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Bouton avec rondelle de fixation en fils ou en étoffe.
230903. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; Aubine, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouvel appareil récepteur, système Morse, dénommé *récepteur Morse-Aubine*.
230904. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; société anonyme pour le travail électrique des métaux, représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Pile primaire régénérable à électrodes insolubles à base de plomb.
230905. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; Lhermite, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau genre de bandage pneumatique, dit *pneumatique Compound*.
230906. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; Bussac, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Indicateur automatique de stations.
230907. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; Mac Cadi, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Sirène ou jouet musical.
230908. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; Steyskal, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système de boule à roulement pour meubles et autres objets analogues.
230909. Brevet (brevet anglais devant expirer le 4 février 1907) pris, le 16 juin 1893, par James, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux moyeux des roues et supports de vélocipèdes.
230910. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; Martin, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux bandes élastiques métalliques.
230911. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; Sénéchal, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'allumoir électrique.
230912. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; Shedden et Knight, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'agrafe perfectionnée.
230913. Brevet de quinze ans, 3 juin 1893; Lyon, rue Litré, à Alger. — Pulvérisateur de liquides, système André.
230914. Brevet de quinze ans, 17 juin 1893; Nectoux, représenté par Réotor, place Raspail, n° 9, à Lyon. — Calorifère dit *Nectoux*.
230915. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Arragon et Couturier, représentés par Lépinette et Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouveau mode de réclame et de publicité.
230916. Brevet de quinze ans, 14 juin 1893; Declercq, rue Monge, n° 23, à Dijon. — Porte-mine.
230917. Brevet de cinq ans, 21 juin 1893; Vallet, rue de la Liberté, n° 43, à Dijon. — Machine à décortiquer l'osier.
230918. Brevet de quinze ans, 19 juin 1893; Cottin, à Betheniville (Marne). — Temple mixte pour tissus très forts.
230919. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Dufosseux-Allard, rue du Collège, n° 95, à Roubaix. — Arrêt de broches des continus à filer et à retordre la laine, le coton, la soie, le lin, etc., applicable aux broches Rabbeth, union et autres de constructions diverses.
230920. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Escuder, représenté par Delpey, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Procédé pour lancer à l'eau les bateaux de pêche, les canots et les petits bateaux en général.
230921. Brevet de quinze ans, 21 juin 1893; Jouglard, rue Marguerite, n° 9, à Valence (Drôme). — Appareil filtrant dit *filtre le ménager*.
230922. Brevet de quinze ans, 22 juin 1893; Chatifex, Neveux et Maillard, à Montmédy (Meuse). — Perfectionnements apportés à la fabrication des accumulateurs électriques.

230923. Brevet de quinze ans, 17 juin 1893; Delcourt, élisant domicile chez le sieur Waag, à Paris, avenue des Tilleuls, n° 11. — Machine à vapeur verticale, à simple effet et à grande vitesse.

230924. Brevet de quinze ans, 17 juin 1893; Bince, avenue des Champs-Élysées, n° 116, au Perreux (Seine). — Système de mécanisme moteur pouvant être actionné, soit par générateur à vapeur, soit par les pieds avec pédales, avec application d'un volant placé horizontalement pour moteurs de véhicules.

230925. Brevet de quinze ans, 17 juin 1893; Durand, à Paris, rue de la Pompe, n° 120. — Nouveau moteur fonctionnant au moyen d'air préalablement comprimé par l'explosion d'un mélange détonant.

230926. Brevet de quinze ans, 17 juin 1893; Vogt, représenté par Chenault, à Paris, rue Rambuteau, n° 24. — Élément galvanique.

230927. Brevet de quinze ans, 17 juin 1893; Thevenet-le-Boul, représenté par Armengand aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Bâtardeau métallique à éléments flottables, à l'est d'eau, pour fondations en eau profonde.

230928. Brevet de quinze ans, 17 juin 1893; Macintosh-Macintosh, représenté par Armengand aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés à la fabrication des panneaux pour peintres ou autres personnes.

230929. Brevet de quinze ans, 17 juin 1893; Picard et Vincent (société), à Paris, rue Pétreille, n° 34. — Lasure ou balaine de corage avec bout brodé.

230930. Brevet de quinze ans, 17 juin 1893; Blatin, Dumoulin et Pestre, représenté par Surry-Montaut, à Paris, boulevard de Magenta, n° 81. — Système d'obturateurs de bouteilles infraudables pour liqueurs, boissons, spiritueux, eaux minérales, parfums, etc.

230931. Brevet de quinze ans, 17 juin 1893; Schopper, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés dans les machines à papier.

230932. Brevet de quinze ans, 17 juin 1893; Baker, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif de fixation destiné à faciliter l'arrondissage des angles des cartes à jouer et autres.

230933. Brevet de quinze ans, 17 juin 1893; Crumbacher, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour conserver et pour vulcaniser les corps végétaux, particulièrement les bois, sous haute ou basse pression d'air et avec des gaz sous une température élevée.

230934. Brevet de quinze ans, 17 juin 1893; Garnaud, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Application de la soupape de sûreté aux pneumatiques de vélocipèdes.

230935. Brevet de quinze ans, 17 juin 1893; Duncan, représenté par la société Asai et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux compteurs d'électricité ou mécanismes en mouvement plus particulièrement applicables au mesurage de courants électriques simples et polyphases.

230936. Brevet de quinze ans, 17 juin 1893; Paturol, représenté par Armengand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Ballon dit torpille à confetti.

230937. Brevet de quinze ans, 17 juin 1893; Jean Rod, Geigy et compagnie (société), représentée par Armengand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication de matières colorantes azoïques dérivées de l'acide gallique et des composés analogues, teignant avec mordants métalliques.

230938. Brevet de quinze ans, 17 juin 1893; Serrin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'altumeur électrique pour brûleurs à gaz.

230939. Brevet de quinze ans, 17 juin 1893; Pellegrini, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé de fabrication par synthèse du sucre cristallisable.

230940. Brevet de quinze ans, 17 juin 1893; compagnie de Fives-Lille, représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les moteurs à vapeur et particulièrement dans les moteurs à grande vitesse.

230941. Brevet de dix ans, 19 juin 1893; Lagarde et Buffandeau, le premier à Agen, le deuxième à Aiguillon (Lot-et-Garonne). — Étagères mobiles destinées au transport par wagons des fruits, primeurs, comestibles et marée.

230942. Brevet de quinze ans, 23 juin 1893; Lanmet, à Vrigne-aux-Bois (Ardenne). — Manège de vélocipèdes.

230943. Brevet de quinze ans, 23 juin 1893; Pierquin, à Etion (Ardennes). — Machine à percer et à tarauder.

230944. Brevet de quinze ans, 19 juin 1893; Riveill, à Paris, rue de Rivoli, n° 40. — Appareil dit *aquavelo*.

230945. Brevet de quinze ans, 19 juin 1893; E. Weil et frères (société), représentée par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Nouvelle garniture en rasé de fourrures pour rubans et velours de tous genres, dite *la moscovite*.

230946. Brevet de quinze ans, 19 juin 1893; Bouhon fils et compagnie (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Emploi d'un tissu indéchirable de cuir ou d'une peau quelconque dans la fabrication ou la transformation des bandages pneumatiques pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.

230947. Brevet de quinze ans, 19 juin 1893; Coquelut et Brouscant, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Genre de siphon à production directe du gaz acide carbonique.

230948. Brevet de quinze ans, 19 juin 1893; Desroches et Damon, rue Wolff, n° 90, à Bois-Colombes (Seine). — Appareil dit *mors à capote*, servant à arrêter les chevaux emportés.

230949. Brevet de quinze ans, 19 juin 1893; Sivilla, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Compensateur hydraulique pour l'équilibrage constant, régulier et parfait des ascenseurs.

230950. Brevet de quinze ans, 19 juin 1893; Saillard, représenté par Boucherot, quai d'Asnières, n° 20, à Villeneuve-la-Garenne (Seine). — Procédé d'épuration et de décoloration des jus sucrés, sirops et mélasses de sucreries par le sulfite de magnésie en solution sulfureuse, formant un nouveau mode de fabrication du sucre, spécialement applicable aux sucreries de canne.

230951. Brevet de quinze ans, 19 juin 1893; Lecellier, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux crémones.

230952. Brevet de quinze ans, 19 juin 1893; Moran, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil automatique de sauvetage perfectionné.

230953. Brevet de quinze ans, 19 juin 1893; Brisse et Robin, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de contrôle pour les voitures de place, système Brisse et Robin.

230954. Brevet de cinq ans, 21 juin 1893; Pomiès, rue du Pin, n° 4, à Agen. — Perfectionnements apportés aux pédales des machines vélocipédiques en général.

230955. Brevet de quinze ans, 22 juin 1893; Riberolles, à Clermont-Ferrand. — Nouvelle brouette dite *brouette-bascule*.

230956. Brevet de quinze ans, 28 juin 1893; Haas, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Système d'attache pour harnais.

230957. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Rowbotham, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Nouvelle composition pour mouillages.

230958. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Williams, représenté par la société Sautter et de Mestral, à Paris, rue Baillif, n° 11. — Laminier à fil métallique.

230959. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Heather, représenté par de Mosenenthal, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Porte-pinceaux et crayons d'artiste.

230960. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Erdmann et Schlewinsky, représentés par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Dispositif pour le nettoyage des lieux d'aisances.

230961. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Michaeller, Binder et Weidinger, représentés par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Machine à laminier les vis.

230962. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Schwabacher, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Perfectionnements dans les taxamètres.

230963. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; société *Maschinen und Armaturenfabrik, vorm C. Louis Strube*, représentée par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Soupape à faces de contact protégées.

230964. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Schmitz, représenté par Danzer, à Paris, rue de Florence, n° 9. — Machine à diviser les nappes des cartes.

230965. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Fletcher, représenté par la société

Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné pour empêcher les troubles dus à l'induction dans les circuits téléphoniques et autres.

230966. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Montgomery, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les wagons.

230967. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Whitcomb, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les sabots de freins.

230968. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; d'Albert, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les transmissions de mouvement pour vélocipèdes.

230969. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; French et Meyer, représentés par Le Canu, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les moyens ou appareils pour graver les semelles dans la fabrication des chaussures.

230970. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Melcher, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Procédé de décoration en transparence sur fond en brillant d'or ou d'argent.

230971. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Tonnies, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Réclame dans les journaux par impression de timbres, respectivement le collage de vignettes ou timbres à estampilles.

230972. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Delumet, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Manivelle à force excentrique formant levier, dite *manivelle Dold*, système *Albert Mautet*.

230973. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Delumet, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Nouveau système de caoutchouc pneumatique applicable aux roues de vélocipèdes en général et autres véhicules, dit *pneumatique Dold*.

230974. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Schicht, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Nouvelle composition pour nettoyages.

230975. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Hebebrand, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Formes en celluloid pour dessins à crocheter et à broder pouvant se laver.

230976. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Weise, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Moteur à vent à ailettes mobiles horizontalement.

230977. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Hoffmann, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Canne se transformant en siège.

230978. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Wander, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Chapeau en aluminium.

230979. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Peger et Bauermann, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Planche ou table à dessiner universelle.

230980. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Kohl, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux jalousies de fenêtres.

230981. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Payot, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Tire-bouchon spécial pour conserves et liquides sous pression en bouteilles.

230982. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Godman, représenté par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Appareil pour le traitement des maladies.

230983. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Roxy, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau jeu de patience ou passe-temps.

230984. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Hascall, représenté par la société Matray frères, à Paris, boulevard Henri VI, n° 31. — Perfectionnements aux chemises.

230985. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Hieks, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements à une méthode et aux moyens pour annoter la monnaie et clôturer les comptes.

230986. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Haas, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Drague hélicienne.

230987. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Schaeffer, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système de glacière dénommée *glacière des châteaux et des campagnes*.

230988. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Rau, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Condenseurs et réfrigérants des machines frigorifiques.

230989. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Grayson et Crecelius, représentés par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements dans les montures ou membrures de bicyclettes.

230990. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Wanner, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement au procédé de réfrigération et perfectionnements aux appareils réfrigérateurs.

230991. Brevet de quinze ans, 8 mai 1893; Farey, place Fourneyron, à Saint-Étienne. — Système à bascule à marche.

230992. Brevet de quinze ans, 29 mai 1893; Molinier et Viala, avenue de Larour, n° 3, à Castres. — Filtre à vin et eaux-de-vie nouveau système.

230993. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; Magand, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Nouvelle disposition des cartouches de fulmicoton destinée à en augmenter les propriétés explosives.

230994. Brevet de quinze ans, 26 mai 1893; Magand, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Écoupille à fil de sûreté servant à faire détoner les cartouches de tous explosifs.

230995. Brevet (brevet anglais devant expirer le 18 août 1906) pris, le 31 mai 1893, par Lane et Pullman, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 25 bis. — Perfectionnements aux détendeurs.

230996. Brevet de quinze ans, 6 juin 1893; Ries et Henderson, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les appareils servant à établir des conduits métalliques de tous genres constitués par leurs sections.

230997. Brevet de quinze ans, 16 juin 1893; Assedas, représenté par Lépinette et Rebilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements aux avirons brisés.

230998. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Wanner, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux procédés et appareils de réfrigération.

230999. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Bowman, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication d'allumettes.

231000. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Nicloz et Merckling, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de commande et de transmission pour machines-outils.

231001. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Nicloz et Merckling, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à capotuler les bouteilles.

231002. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; société dite *Action-Gesellschaft für Anilin-Fabrikation*, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement dans l'application de dérivés de la série aromatique au développement de l'image latente en photographie.

231003. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Rousseau, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de protection pour garnitures pneumatiques de vélocipèdes et autres véhicules.

231004. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Anderson, représenté par la société *Ansi et Gensé*, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés au système de commande du piston presseur des machines à faire les briques.

231005. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Schutzbach-Rusterholz, représenté

par Dobler, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 81. — Système d'appareils à éteindre les incendies.

231006. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Manton et Paterson, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux cigares et aux cigarettes.

231007. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Cheney, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux battants et aux peignes de métiers à tisser.

231008. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Beym, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Charrues à sarcler et à butter manœuvrées à bras.

231009. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Clavier, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour obtenir le lustre et l'apprêt sur des marchandises de tous genres par le courant électrique, et la réfrigération par l'air comprimé.

231010. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Eskine, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les freins pour cycles et autres véhicules à roues.

231011. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Laussedat, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système pour enlever le bouchon des bouteilles de vins de champagne et autres.

231012. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Meisel et Zeyen, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et appareil pour mouiller ou tremper les corps farineux ou pulvérisants.

231013. Brevet de quinze ans, 20 juin 1893; Pinet, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Instrument à cueillir les fruits, dit cueilloir.

231014. Brevet de quinze ans, 21 juin 1893; Auvert, édisant domicile chez le sieur Séguin, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 39. — Chemin de fer électrique à conducteur sectionné.

231015. Brevet de quinze ans, 21 juin 1893; de Pokutynski, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 21. — Moteur au poids dit *moteur Pokutynski*.

231016. Brevet de quinze ans, 21 juin 1893; Baneth, représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements apportés aux aménagements.

231017. Brevet de quinze ans, 21 juin 1893; Olinchnevic, représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Mécanisme pour étouffer les feux de cheminées.

231018. Brevet de quinze ans, 21 juin 1893; Bonvalet, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système pour arrêter presque instantanément les chevaux emballés par la strangulation progressive.

231019. Brevet de quinze ans, 21 juin 1893; Capellani, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Treillage blindé en fer.

231020. Brevet de quinze ans, 21 juin 1893; Church, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les machines actionnées par la vapeur ou par d'autres fluides moteurs.

231021. Brevet de quinze ans, 21 juin 1893; Millot, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Moulin universel Millot, désagrégateur, broyeur et convertisseur, à un cylindre à cuvette en une ou plusieurs pièces à plusieurs divisions.

231022. Brevet de quinze ans, 21 juin 1893; de Muller, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les moyens de vieillir et améliorer les vins.

231023. Brevet (brevet anglais devant expirer le 16 juin 1907) pris, le 21 juin 1893, par Oatts et Crawford, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les appareils pour soutirer des liquides ou pour remplir des fûts ou des récipients avec des liquides.

CERTIFICATS D'ADDITION.

Lapeyre, 13 avril 1893, brevet 217124. (Système antitrépidateur destiné à amortir les chocs et des trépidations dans les vélocipèdes à deux ou trois roues.)

Dages, 17 avril 1893, brevet 218487. (Perfectionnements aux vélocipèdes.)

Grandjean, 14 avril 1893, brevet 223683. (Perfectionnements apportés à la vitesse et au mouvement rotatif des bicyclettes, tricycles, etc.)

Les fils de Peugeot frères (société), 13 avril 1893, brevet 225641. (Perfectionnements apportés dans les selles de vélocipèdes.)

Litoux, 14 avril 1893, brevet 226259. (Système de porte-brancard à boucle spéciale.)

Renaux (M^{re}) et Renaux fils, 12 avril 1893, brevet 229206. (Nouveau mode de fixation des caoutchoucs pneumatiques pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.)

André, 8 avril 1893, brevet 206407. (Chaufile-bains instantané à gaz.)

Nodon et Vergez (M^{re}), 14 avril 1893, brevet 225361. (Perfectionnement apporté à la fabrication des combustibles artificiels.)

Billon, 14 avril 1893, brevet 212078. (Pulvérisateur nouveau *le Saint-Vincent*, devant servir au sulfatage des vignes attaquées par le mildiou et des pommes de terre atteintes de maladies analogues.)

Groc, 13 avril 1893, brevet 216382. (Produit dénommé *philazérine liquide*.)

Zimmermann et Behrend, 11 avril 1893, brevet 200989. (Méthode d'utilisation de la chaleur naturelle pour produire de la force et du froid au moyen de machines à vapeur closes.)

Lamena, 11 avril 1893, brevet 216790. (Machine hydro-atmosphérique, à air comprimé.)

De Susioi, 15 avril 1893, brevet 219954. (Nouveau moteur à vapeur d'éther ou autre liquide volatil.)

De Susini, 15 avril 1893, brevet 226846. (Perfectionnements dans les moteurs à vapeur d'éther ou autres liquides volatils.)

Ducroquet aîné, 17 avril 1893, brevet 215828. (Nouveau nettoyeur horizontal aspirateur à triple aspiration combinée pour nettoyer, démoucheur, épointer, cribler et épurer le blé ou autres céréales.)

Crespin fils, 15 avril 1893, brevet 222789. (Nouveau système de tondeuse.)

Fouler, 8 avril 1893, brevet 203584. (Procédé de fabrication industrielle de l'ammoniaque au moyen de nitrate de soude.)

Rouart frères (société), 12 avril 1893, brevet 207341. (Procédé d'assainissement de l'eau par la destruction des microbes à haute température.)

L. Durand, Huguenin et compagnie (société), 13 avril 1893, brevet 220724. (Fabrication de nouveaux produits obtenus par la condensation de la tolidine et de ses homologues avec l'aldéhyde formique.)

Oblasser et Théréc, 11 avril 1893, brevet 221204. (Nouvel enduit ou agglomérant isolant, imperméable et inattaquable, à base de cellulose.)

Boyeux, 6 avril 1893, brevet 228184. (Dentelles, broderies en toutes matières brodées sur tissus, coton ou autres matières végétales et mises à jour.)

Becht, 6 avril 1893, brevet 216181. (Nouveau système de serrure à pompe perfectionnée dite *l'Argus*.)

Bois, 5 avril 1893, brevet 220761. (Nouvelle serrure de sûreté à combinaisons dite *serrure sans clef*.)

Corbin, 28 avril 1893, brevet 218988. (Système de cuvette chauffée par circulation de vapeur, applicable au chauffage des blocs de toutes formes et de toutes dimensions pour dressage des chapeaux.)

Forest, 17 avril 1893, brevet 228411. (Bicapsule système Herbin.)

Compagnie française de matériel de chemins de fer, 26 avril 1893, brevet 221925. (Nouveau moulin broyeur tamiseur dit *broyeur Cornet*.)

Frager, 25 avril 1893, brevet 220449. (Compteur d'eau perfectionné à disposition ramassée.)

Richter, 24 avril 1893, brevet 220658. (Châssis mobile pour glaces ou fenêtres de wagons.)

Cardon, 1^{er} mai 1893, brevet 209934. (Machine à broyer, teiller et assouplir les textiles.)

Buzzi et Roagna, 26 avril 1893, brevet 226738. (Procédé de carbonisation des chiffons par l'acide chlorhydrique sec pour séparer la laine des fibres végétales.)

Gelée, 15 avril 1893, brevet 223680. (Machine à vapeur thermo différentielle à condensation forcée.)

Catinot, 1^{er} mai 1893, brevet 222299. (Typo-Jacquard destiné à reproduire typographiquement un dessin percé sur cartons Jacquard.)

- Capell, 29 avril 1893, brevet 222408. (Perfectionnements applicables aux ventilateurs aspirants et soufflants, aux turbines de propulsion et aux pompes centrifuges aspirantes et refoulantes.)
- Day, 28 avril 1893, brevet 216842. (Perfectionnements aux moteurs à gaz.)
- Webb, 25 avril 1893, brevet 217736. (Perfectionnements dans les machines à additionner et à calculer.)
- Legat, 17 avril 1893, brevet 209767. (Système perfectionné de régulateur de pression.)
- Barbry, 26 avril 1893, brevet 225199. (Bandage à double pression.)
- Cotinaud, 21 avril 1893, brevet 205078. (Dessus de soulier d'une seule pièce.)
- Lattière-Reintz, 28 avril 1893, brevet 223257. (Nouvelle râpe perfectionnée dite *râpe française*.)
- Drzewiecki, 29 avril 1893, brevet 222062. (Lancement sous-marin par le travers.)
- Baumert et Wegener, 26 avril 1893, brevet 218265. (Système de foyer fumivore brûlant du poussier de charbon.)
- Zimmerman et Behrend, 28 avril 1893, brevet 218156. (Machine à vapeur à régénération.)
- Cathrein, 19 avril 1893, brevet 225308. (Perfectionnements dans les serrures pour portes.)
- Grouvelle, 18 avril 1893, brevet 207657. (Système de machines à vapeur sans graissage.)
- Ollivier, 23 mai 1893, brevet 229592. (Affût de campagne sans recul du châssis et des roues.)
- Widman, 15 mai 1893, brevet 223426. (Murs et cloisons à double enveloppe en matière réfractaire pour installations de chauffage de toute espèce.)
- Piron, 12 mai 1893, brevet 224439. (Perfectionnements aux poêles thermo-ventilateurs brûlant le coke et, au besoin, n'importe quel combustible.)
- J. Behr et Terreveilleaut (société), 19 mai 1893, brevet 227229. (Système de couvercle hygiénique à fermeture mobile automatique, destinée à empêcher l'échappement de la fumée, des gaz et de la poussière pendant le chargement des poêles.)
- Jamet, 2 mai 1893, brevet 228211. (Appareil de sécurité enregistreur et avertisseur pour signaux de chemins de fer.)
- Brandstaedtler, 24 mai 1893, brevet 227348. (Laveur épierreur automatique.)
- Julien, 27 mai 1893, brevet 221971. (Embrayage élastique progressif et sans choc.)
- Brandstaedtler, 24 mai 1893, brevet 226867. (Appareil à sécher le grain.)
- Gay, 26 mai 1893, brevet 213880. (Procédé de culture et de taille de la vigne, dit *de Vauriac*.)
- Sohège, 24 mai 1893, brevet 207735. (Confection de boîtes en pâte à papier moulées par une pression hydraulique.)
- Ollivier, 23 mai 1893, brevet 229592. (Affût de campagne sans recul du châssis et des roues.)
- Hérédia, 8 avril 1893, brevet 219791. (Nouveau système de cheville appliquée à la guitare et autres instruments à cordes, violons, violoncelles, contrebasses, etc.)
- Hue, 17 avril 1893, brevet 214448. (Montre-baromètre.)
- Société anonyme des parfums naturels de Cannes, 28 mars 1893, brevet 209458. (Purification des corps gras extraits par les dissolvants volatils.)
- Marie dit Leval, 11 avril 1893, brevet 220731. (Moteur triangulaire articulé vertical à double traction horizontale.)
- Massot, 20 avril 1893, brevet 221086. (Mode et fabrication des ressorts ou élastiques pour meubles et autres emplois et appareils employés dans ce but.)
- Buchet, 15 avril 1893, brevet 225382. (Lampe à arc voltaïque à intensité variable.)
- Dupuy, 10 avril 1893, brevet 220739. (Système de fixation des faux-cols et manchettes aux chemises, etc.)
- Loiseau, 15 avril 1893, brevet 220849. (Perfectionnements apportés dans la fabrication des chaussures.)
- Böhler, 30 mars 1893, brevet 220965. (Perfectionnements apportés aux injecteurs Giffard.)
- Bère, 29 mars 1893, brevet 228883. (Procédé de fabrication des tubes à cloison.)
- Drouville, 17 avril 1893, brevet 226126. (Carte-centrée illustrée à talon.)

Nuejouis, 18 avril 1893, brevet 223438. (Système infailible pour fermeture inviolable des caisses de toute nature.)

Compagnie parisienne de couleurs d'aniline, 4 avril 1893, brevet 225377. (Procédé pour la coloration d'une matière colorante rouge.)

Jean Rod. Geygy et compagnie (société), 31 mars 1893, brevet 227271. (Procédé de fabrication de matières colorantes oranges et jaunes qui teignent le coton sans mordance par condensation de la bensedine et de ses homologues avec l'acide P. nitrothioloisulfonique.)

Société *Farbenfabriken vorm. Fried. Bayer und C.*, 30 mars 1893, brevet 227675. (Procédé pour la préparation de dérivés de la β naphthoquinone et de la β naphthoquinone.)

Lecaisne, 29 mars 1893, brevet 213542. (Perfectionnements aux métiers circulaires à bonneterie à fontures verticales.)

Avrial, 6 avril 1893, brevet 213391. (Nouvelle machine à condre portative, à action directe, marchant par la pression de la main ou du pied.)

Rouzey, 4 avril 1893, brevet 207534. (Perfectionnements aux moteurs à gaz ou à pétrole fixes ou destinés à la navigation.)

Holzer, 7 avril 1893, brevet 225469. (Garnissages pleins portant ou comprenant des massifs et matière de plastique et y restant assemblés.)

Lefert, 8 avril 1893, brevet 220811. (Nouveaux moyens d'assemblage et nouveaux éléments de constructions démontables.)

Blakesley, 1^{er} avril 1893, brevet 224669. (Perfectionnements aux planchers incombustibles et autres parties analogues, toits, poutres, traverses, etc.)

Darmancier, 7 avril 1893, brevet 215735. (Perfectionnements aux affûts montés sur roues.)

Marcadier et Amizan, 31 mars 1893, brevet 226288. (Nouveau système de microphone.)

Vacherot, 4 avril 1893, brevet 221853. (Propulseurs dits *propulseurs à anches-aérogères*.)

De Mare, 12 avril 1893, brevet 225275. (Procédé d'impressions photochromiques interférentielles.)

Roussy, 5 avril 1893, brevet 225761. (Nouveau système d'instrument opératoire, particulièrement destiné à maintenir la bouche ou la gueule du sujet, homme ou animal, dans la position la plus convenable à l'opération ou à l'expérience à effectuer.)

Nicolai et Lagenbach, 4 avril 1893, brevet 224256. (Soudure pour l'aluminium.)

Millaud, 1^{er} avril 1893, brevet 228143. (Lampe électrique.)

Lauke et Huch, 4 avril 1893, brevet 228197. (Appareil de malaxage de masse cruite dans le vide et vidange par compression.)

Vlaminx, 1^{er} avril 1893, brevet 225531. (Perfectionnements aux garnis et aux coulants de parapluies.)

Weissenthanner, 4 avril 1893, brevet 210636. (Système de fermeture hermétique pour conserves de toutes sortes en flacons, terrines ou tous autres vases.)

Artus, 30 mars 1893, brevet 227700. (Procédé nouveau de traitement et de préparation, à l'exclusion de tous produits chimiques et en vue d'une longue conservation à l'état frais, du beurre ou de ses succédanés, margarines, graisses alimentaires ou mélanges salés ou non.)

Bastard, 31 mars 1893, brevet 226886. (Système de fixateur pour chemises.)

Société *Badische Anilin und Soda Fabrik*, 26 avril 1893, brevet 189359. (Préparation d'une nouvelle classe de matières colorantes pour condensation d'amines aromatiques avec les dérivés mononitrés des métamidophénols dialkylés.)

Barbe, 22 avril 1893, brevet 224272. (Procédé de fabrication du vinaigre.)

Brun-Létrige, 24 avril 1893, brevet 228786. (Fusil de chasse *Hammerless* à cartons fixes et bloc ou culasse mobile coulissant sur la bascule.)

La Force (M^{re}), 29 avril 1893, brevet 226242. (Perfectionnements aux pneumatiques.)

Grandjean, 26 avril 1893, brevet 223683. (Perfectionnements apportés à la vitesse et au mouvement rotatif des bicyclettes, tricycles, etc.)

Trani, 26 avril 1893, brevet 226505. (Perfectionnements aux pneumatiques.)

Maussion, 1^{er} mai 1893, brevet 229277. (Nouveau système de fermeture et d'ou-

verture de tous les vases avec ou sans intervention de l'air pouvant servir indéfiniment.)

Tribes, 3 mai 1893, brevet 228321. (Procédé de bouchage de bouteilles pour qu'une fois vidées elles ne puissent plus être remplies.)

Charbonnier, 25 avril 1893, brevet 221219. (Nouveau moyen de garantie de l'acheteur au détail contre l'erreur ou la fraude de quantité, dit *enveloppe-contrôle* mesure de capacité et de poids.)

Dumas et compagnie (société), 18 avril 1893, brevet 229140. (Compteur-enregistreur indicateur de vitesse pour locomotives, voitures, machines fixes et autres applications.)

Leesen, 25 mars 1893, brevet 220702. (Système de bobine ou cannette tubulaire et moyens propres à envider le fil sur ces cannettes.)

Jacquart, 21 avril 1893, brevet 228654. (Casse-fils à rotation pouvant s'adapter sans changement aucun à tous métiers à doubler, bobiner ou retordre de n'importe quel système et indépendant de ces métiers.)

Siemens et Halske (société), 24 avril 1893, brevet 224131. (Système de montage à suspension des petits moteurs et de leurs transmissions par rapport aux machines qu'ils commandent.)

Pollack, 18 avril 1893, brevet 225265. (Dispositif pour redresser les courants alternatifs en vue d'actionner les machines dynamos à courant de même sens et de produire des travaux électrolytiques.)

Schubert, 25 avril 1893, brevet 219516. (Nouvelle roue de voiture.)

De Courtois de Langlade, 19 avril 1893, brevet 227364. (Nouveau bandage élastique pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.)

De Préneuf, 18 juin 1893, brevet 227991. (Systèmes d'attaches particuliers pour roues de vélocipèdes et autres véhicules, dénommé *l'idéal*.)

Moison, 2 mai 1893, brevet 218373. (Procédés et appareils propres à la séparation du carbonate de chaux et de l'argile des phosphates minéraux et des craies phosphatées.)

Jannin, 27 avril 1893, brevet 224659. (Nouveau procédé hydrofuge, dit *cair végétal* Jannin.)

Poupinel, 27 avril 1893, brevet 224672. (Nouvel agencement des bougies Chamberland, système Pasteur, dit *batterie-filtre Poupinel*.)

Seguinaud, 24 avril 1893, brevet 228603. (Compteur dit *compteur infraudable à gaz*.)

Magnier, 3 mai 1893, brevet 221424. (Système de commande électrique pour pianos mécaniques et autres instruments analogues.)

Maison Breguet (société anonyme), 4 mai 1893, brevet 189337. (Système de pistons d'accouplement à maison funiculaire.)

Doriot, 21 avril 1893, brevet 226260. (Système d'urinoir public pour dames.)

Société *Farbenfabriken vorm. Fried. Bayer und C^o*, 18 avril 1893, brevet 225980. (Procédé pour la préparation de matières colorantes dérivées de la série du diphenyl-naphtylméthane.)

Hénard, 22 avril 1893, brevet 221234. (Perfectionnements aux trains continus.)

Schmitt, 19 avril 1893, brevet 223890. (Système d'aviation mécanique.)

Dietsche, 25 avril 1893, brevet 226584. (Appareil pour la pasteurisation.)

Giesbergs et Lankow, 7 avril 1893, brevet 227156. (Procédé de fabrication de levure pressée de moûts de pommes de terre.)

Elsnor-Bourgeois, 25 avril 1893, brevet 225593. (Burette inversible à débit rapide mesuré et réglé pour chaque opération.)

Luther, 20 avril 1893, brevet 228251. (Fabrication de corps tubulaires avec ou sans fond au moyen de feuilles de pliage.)

D'Amilly, 5 avril 1893, brevet 206024. (Système de ferrure dite *ferrure élastique* Caillat.)

Société *Farbenfabriken vorm. Fried. Bayer und C^o*, 30 mars 1893, brevet 227073. (Procédé pour la préparation de dérivés de la β naphthoquinone.)

Seguin, 31 mars 1893, brevet 223595. (Perfectionnements apportés aux chambres photographiques à main.)

Durdilly, 8 avril 1893, brevet 226878. (Nouvelle machine à imprimer la musique.)

Mayer, 28 mars 1893, brevet 217160. (Bavette métallique souple s'adaptant derrière le licol des chevaux.)

- Audoin (Dominique), 10 avril 1893, brevet 225079. (Étrier à une branche.)
Cavignac, 1^{er} avril 1893, brevet 22398. (Nouveau système de muselière.)
Maho, 29 mars 1893, brevet 222430. (Nouveau système de serrure à sonnerie avertisseuse.)
Sounat, 8 mai 1893, brevet 225738. (Montre-jonnet scientifique.)
Lafon, 1^{er} mai 1893, brevet 220083. (Verrou de sûreté dit *le mignon*.)
Cayeux, 2 mai 1893, brevet 225482. (Appareil électrique de voyage, s'adaptant à toutes les serrures, pose et dépose instantanées.)
Strauss junior, 4 mai 1893, brevet 225085. (Système de reliure pour feuilles d'échantillons ou, en général, de toutes feuilles de papier volantes, étoffes, etc.)
Stern, 4 mai 1893, brevet 226618. (Perfectionnements apportés aux cartes-lettres.)
Durey, 4 mai 1893, brevet 229542. (Nouveau système de classeur pour lettres, factures, documents, dessins, etc.)
Chauvin, 2 mai 1893, brevet 222262. (Système de régulateur à arc pour l'éclairage électrique.)
Cardon, 5 mai 1894, brevet 208422. (Broyeuse-teilleuse pour matières textiles.)
Société Fréd. Bayer et compagnie, 4 mai 1893, brevet 219344. (Procédé pour la destruction de l'ocnéria (Liparis), monacha L. et d'autres insectes.)
Dhyvert, 6 mai 1893, brevet 205474. (Préservatif destiné à garantir la vigne contre la gelée et la grêle.)
Baschung, 4 mai 1893, brevet 208649. (Pignons en deux pièces à douilles mobiles, destinés à la commande des broches dans les métiers à filer et à retordre.)
Hanarte, 1^{er} mai 1893, brevet 227324. (Moyen propre à augmenter le pouvoir primant des appareils centrifuges de ventilation et de pompage par le nombre des ailettes ondulées ou striées, et leur pouvoir de compression par l'emploi d'un canal convergent précédant le canal divergent d'expulsion du fluide.)
Dervaux, 3 mai 1893, brevet 212967. (Appareil clarificateur Dervaux pour eaux et autres liquides.)
Malezieux, 2 mai 1893, brevet 225306. (Transmission de mouvement par leviers indépendants applicables aux tricycles, bicyclettes.)
Verschave et Bédet, 4 mai 1893, brevet 228819. (Système de transmission de mouvement pour vélocipèdes.)
Société fabrique internationale d'objets de pansement. 1^{er} mai 1893, brevet 222143. (Dévidoir stérilisateur, modèle du docteur Forgeue de Montpellier.)
Société générale des téléphones (réseaux téléphoniques et constructions électriques). 2 mai 1893, brevet 227557. (Perfectionnements dans les commutateurs multiples pour réseaux téléphoniques et circuits métalliques.)
Décobert, 2 mai 1893, brevet 224218. (Nouvel appareil graisseur à air comprimé pour cylindres de machines à vapeur.)
Du Vivier (M^{me} veuve), 1^{er} mai 1893, brevet 195656. (Procédés et appareils pour la fabrication de fils textiles au moyen de matières pâteuses ou semi-fluides.)
Doriot, 2 mai 1893, brevet 226260. (Système d'urinoir public pour dames.)
Doriot, 3 mai 1893, brevet 228200. (Système d'urinoir public à couloir.)
Brillié, 4 mai 1893, brevet 214102. (Compteur d'électricité pour courants continus ou alternatifs.)
Laporte, 4 mai 1893, brevet 228783. (Forme articulée coupe V de tous les genres de chaussures pour hommes, dames et enfants.)
Schrader dit Franz, 5 avril 1893, brevet 202692. (Nouveau tachéographe.)
Hochesand, 15 avril 1893, brevet 218878. (Système de réglage et de distribution, principalement applicable aux appareils de chauffage.)
Géjardin, 11 avril 1893, brevet 223409. (Porte-scie à attaches nouvelles et à tension nouvelle.)
André, 20 avril 1893, brevet 199385. (Perfectionnements aux réchauds à gaz avec grilloir.)
Rebon, 20 avril 1893, brevet 223304. (Nouveau système d'appareil de salubrité, applicable à l'hygiène privée et généralement dénommé *réservoir de chasse*.)
Camille Brun et fils (société), 17 avril 1893, brevet 215152. (Nouveau métier à tisser s'arrêtant automatiquement.)
Aubert, 15 avril 1893, brevet 181355. (Gaufrage sur tous tissus, solide et résistant à l'eau.)

Grambow, 16 avril 1893, brevet 228270. (Nouveau procédé pour améliorer la qualité des plaques de blindage en acier.)

Cattori, 10 avril 1893, brevet 227711. (Perfectionnements dans les chemins de fer électriques.)

Felten et Guillaume (société), 14 avril 1893, brevet 220894. (Câbles électriques, à enveloppe partielle d'air obtenus par l'isolation simultanée de plusieurs conducteurs.)

Prangey, 15 avril 1893, brevet 185230. (Système continu d'épuration ou de blanchiment du sucre, remplaçant les procédés ordinaires de raffinage ou de blanchiment, y compris le turbinage, et machine propre à réaliser ce système.)

Daix, 17 avril 1893, brevet 221169. (Perfectionnements aux appareils d'évaporation.)

Grüsonwerk (société par actions), 15 avril 1893, brevet 224129. (Bague de serrage pour arrêter la tête réglable des fusées à temps.)

L. DuRAND, Huguenin et compagnie (société), 13 avril 1893, brevet 226107. (Production de nouvelles matières colorantes.)

Fouquet (les sieurs), 11 avril 1893, brevet 226407. (Ventilateur à petite vitesse.)

Duplax, 13 avril 1893, brevet 227121. (Filtre à eau potable.)

Zimmermann et Behrend, 11 avril 1893, brevet 218156. (Machine à vapeur à régénération.)

Société générale des téléphones (Réseau téléphoniques et constructions électriques), 12 avril 1893, brevet 227557. (Perfectionnements dans les commutateurs multiples pour réseaux téléphoniques à circuits métalliques.)

Meunier et Schmitt, 30 mars 1893, brevet 220332. (Nouvelle barrière de chemins de fer.)

Claret et Vallonier, 8 avril 1893, brevet 223191. (Système de traction électrique par distributeurs automatiques.)

Lévy, 13 avril 1893, brevet 225969. (Nouveau procédé de métallisation au trempé de tous les métaux.)

Thonien jeune, 28 mars 1893, brevet 223548. (Nouveau procédé de fabrication des fourches.)

Barbini, 15 avril 1893, brevet 221650. (Horloge destinée à contrôler le service des voitures publiques.)

Turpin, 4 avril 1893, brevet 223974. (Nouveau mode de montage et de travail d'organes des machines à carder.)

Boucheron et Mahieu, 6 avril 1893, brevet 224974. (Graissage automatique des broches de métiers à filer tous les textiles par la graisse consistante et par l'huile.)

Dages, 1^{er} avril 1893, brevet 218787. (Perfectionnements aux vélocipèdes.)

Leisel, 7 avril 1893, brevet 222991. (Système nouveau de transmission de force, applicable en particulier aux vélocipèdes.)

A. Lesbours, F. Gouzy et compagnie (société), 29 mars 1893, brevet 226170. (Mode d'attache de l'enveloppe extérieure des bandages pneumatiques à la jante des vélocipèdes et autres véhicules.)

Scleverand, 7 avril 1893, brevet 227118. (Perfectionnements dans les valves de retenue pour garitures pneumatiques de roues de vélocipèdes et autres applications.)

Lenguet aîné, 29 mars 1893, brevet 220508. (Machine à rincer les bouteilles, dite machine circulaire à seize brosses et plus.)

Roussy, 5 avril 1893, brevet 227031. (Système de pioche à levier.)

Averly, 28 mai 1893, brevet 222439. (Genre de véhicule automoteur à essieux articulés et indépendants, applicable comme voiture de tramway électrique et pour d'autres usages analogues.)

Lallement, 25 mai 1893, brevet 201639. (Perfectionnements aux machines à coudre à pédale.)

Robin, 9 mai 1893, brevet 220796. (Nouveau dispositif de foyer à étages pour combustibles pulvérisés.)

Grandjean, 16 mai 1893, brevet 171727. (Système d'appareils pour l'éclairage au gaz.)

Dhyvert-Leherle, 2 juin 1893, brevet 205474. (Préservatif destiné à garantir la vigne contre la gelée et la grêle.)

Dathis fils, 2 juin 1893, brevet 158034. (Pétrin aérant la pâte.)

Touzé, 2 juin 1893, brevet 222444. (Pompe à tube ascensionnel mobile.)

- Tottersall, 1^{er} juin 1893, brevet 205430. (Système d'appareil pour imbibuer l'air d'humidité.)
- Gillet, 8 mai 1893, brevet 225785. (Récettes américaines.)
- Coudrier, 7 juin 1893, brevet 227770. (Nouveau système de serrure à glace.)
- De Riearts, 2 juin 1893, brevet 226806. (Téléphone.)
- Schroedter, 30 mai 1893, brevet 245866. (Innovations aux fermetures pour bouteilles et autres vases.)
- Barbier, 2 juin 1893, brevet 226862. (Nouveau système d'appareil de condensation des vapeurs de toutes natures.)
- Lerte, 30 mai 1893, brevet 217076. (Système d'escalier hélicoïde en fer et bois.)
- Ch. Dabos et fils (société), 3 juin 1893, brevet 227814. (Système d'amploirs pour draperies.)
- Contat, 1^{er} juin 1893, brevet 228700. (Système de fermeture de porte.)
- Barbin, 31 mai 1893, brevet 222489. (Nouveau système de séchoir pour sécher la sardine.)
- E. Barau et Lemauf (société), 29 mai 1893, brevet 229335. (Nouveau système d'ouverture à décollage pour boîtes à conserves et autres applications.)
- Bertrand, 1^{er} juin 1893, brevet 229691. (Carburateur à gaz, système Frank Bertrand.)
- Dandicelle et Renaud, 3 juin 1893, brevet 226446. (Bouchon dit bouchon de sûreté.)
- Vagner, 29 mai 1893, brevet 227255. (Nouveau système de brûleur à huile minérale.)
- Schlesing, 8 mai 1893, brevet 214402. (Perfectionnements dans la fabrication du chlore et de l'acide chlorhydrique au moyen du chlorure de magnésium.)
- Boyer, 5 mai 1893, brevet 227774. (Procédé de fabrication d'outils à lamelles décolorées.)
- Stannberg, 9 mai 1893, brevet 225857. (Perfectionnements dans l'extraction de sel d'ammoniaque et autres sels de lessives perdues obtenues dans la fabrication du sucre et de l'alcool des amidons.)
- Duplaa, 24 mai 1893, brevet 227121. (Filtre à eau potable.)
- Mégnabier, 18 mai 1893, brevet 226448. (Batterie pour le raffinage du sucre.)
- Michaud, 17 mai 1893, brevet 207459. (Nouvelle machine à imprimer rotative.)
- Carlioz, 20 mai 1893, brevet 223563. (Système de machine à débiter le Tor couché.)
- Cotté, 29 mai 1893, brevet 217671. (Pompe rotative pour tous liquides, pour transvaser les vins, et sa disposition comme pulvérisateur dans le traitement des vignes aux sulfates et autres liquides.)
- Dervaux, 13 mai 1893, brevet 221931. (Échot pour le palissage de la vigne, à palissage instantané ou électrique.)
- Robertson et Asadoorian, 16 mai 1893, brevet 218438. (Perfectionnements aux attelages de wagons.)
- Robertson et Asadoorian, 19 mai 1893, brevet 225158. (Perfectionnements aux attelages de wagons.)
- Société anonyme des forges de Châtillon et Commentry, 19 mai 1893, brevet 226790. (Perfectionnements dans les engins de manœuvre des coups de forges et de leurs bouches à feu.)
- Bougourd, 29 mai 1893, brevet 224839. (Bordures enveloppes de sûreté pour les lettres et les correspondants.)
- Spot, 28 mai 1893, brevet 227923. (Reliure mobile, dite reliure mobile E. S.)
- Lafosse (M^{me} veuve), 10 mai 1893, brevet 229995. (Perfectionnements aux moyens de mobilisation des yeux des bœufs et des porcs.)
- Dècle, 23 mai 1893, brevet 223952. (Perfectionnements aux vélocipèdes, bicyclettes, tricycles, etc.)
- De Courtois de Langlade, 26 mai 1893, brevet 227364. (Nouveau bandage élastique pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.)
- Bazeries, 29 mai 1893, brevet 229722. (Fer ingéssable pour chevaux, malets, ânes, etc.; système Bazeries.)
- Hulme et société Langworthy brothers and Company limited, 10 mai 1893, brevet 217507. (Perfectionnements dans l'impression des calicots et autres tissus, et dans les appareils destinés.)

Dorey, 18 mai 1893, brevet 229542. (Nouveau système de classeur pour lettres, factures, documents, dessins, etc.)

Farnet, 9 mai 1893, brevet 229769. (Agrafe Farnet, à ressort perfectionné.)

Leoni, 19 mai 1893, brevet 227742. (Parfumeur automatique à bouton.)

Vialot-Chabrand, 5 mai 1893, brevet 206172. (Flotteur de sauvetage.)

Decazes, 5 mai 1893, brevet 228892. (Nouveau système de traction électrique sur un seul rail, pouvant s'appliquer à la navigation aérienne.)

Fougetat, 5 mai 1893, brevet 221220. (Purgeoir à grande vitesse, à broches verticales de position réglable et à graissage automatique pour le travail de la soie.)

Em. et Ed. Rosenwald (société), 14 mai 1893, brevet 220799. (Procédé et machine pour redresser les baleines faites en fanon de cachalot, bordière de baleines et autres matières analogues.)

Scellier, 6 mai 1893, brevet 228860. (Nouveau système de réservoir de chasse automatique, transformable en réservoir de chasse à volonté, soit par tirage à la main ou par moteur électrique.)

Oehlmann, 6 mai 1893, brevet 224679. (Perfectionnements aux tuyères des appareils pulvérisateurs d'eau.)

Doriot, 5 mai 1893, brevet 226260. (Système d'urinoir public pour dames.)

Despeux, 6 mai 1893, brevet 226396. (Châssis en fer perfectionné pour sonderie.)

Fontaine, 6 mai 1893, brevet 221266. (Pégase, vélocipède à changement instantané de vitesse.)

Von Krempelhuber et von Schmädhl, 5 mai 1893, brevet 227573. (Bandage élastique pour roues.)

Mastracci, 20 mai 1893, brevet 221285. (Solidification de l'huile de pétrole.)

Brizard, 4 mai 1893, brevet 228427. (Robinet de foudre à cadenas et à arrêt.)

Fraaz Kathreiner's Nachfolger (société), 5 mai 1893, brevet 221292. (Procédé de fabrication de grains et de malts grillés contenant du café.)

Mayoux, 1^{er} juin 1893, brevet 222008. (Greffoir universel pour la greffe anglaise.)

Bargues, 1^{er} juin 1893, brevet 226871. (Système de charrie.)

Desrousseaux, 30 mai 1893, brevet 228067. (Nouveau système de fabrication et de montage des bèches et outils analogues.)

Mido, 9 mai 1893, brevet 226632. (Nécessaire de voyage avec compartiment pour chapeaux ou coiffures militaires.)

Armand et Hilaire, 6 mai 1893, brevet 221141. (Cage pour presse à huile.)

Mesnard, 19 mai 1893, brevet 230134. (Procédé rationnel d'enfleurage.)

Tanneur, 15 mai 1893, brevet 226841. (Système de siphon pour débiter la bière et autres boissons.)

J. Beher et Torrevilleux (société), 19 mai 1893, brevet 227068. (Système de bouchage de bouteilles de tous genres, empêchant le remplissage une fois vidées et donnant la garantie aux tireurs de marque.)

Taillefer, 19 mai 1893, brevet 223958. (Perfectionnements aux montures de parapluies.)

Samain, 8 mai 1893, brevet 208574. (Perfectionnements dans les pompes à trois cylindres.)

Schneider et compagnie (société), 16 mai 1893, brevet 202490. (Freins hydrauliques jumelés.)

Fougetat, 9 mai 1893, brevet 229669. (Préparation de corps pour incandescence avec brûleur utilisant tout le combustible.)

Réty, 16 mai 1893, brevet 220321. (Clapet automatique perfectionné, destiné à s'adapter à toutes les espèces de fûts contenant des liquides en fermentation.)

Langlois, 1^{er} juin 1893, brevet 229603. (Perfectionnements apportés aux compositeurs marqueurs-controlleurs employés pour le service des omnibuses, tramways et chemins de fer.)

Massicard, 18 mai 1893, brevet 208229. (Nouvel appareil automatique destiné à la manœuvre des aiguilles pour voies de traways, de chemins de fer, etc.)

Klauke, 10 mai 1893, brevet 224698. (Écran paravents formé par tissu métallique de construction spéciale.)

Aug. Denis et compagnie (société), 27 mai 1893, brevet 217807. (Système d'appareil compresseur d'air, dit hydrovateur automatique.)

Bouis père et fils, 19 mai 1893, brevet 221773. (Moteur à gaz.)

Blanc, 31 mai 1893, brevet 217827. (Carrelages hygiéniques en bois mosaïque.)

Dècle, 23 mai 1893, brevet 223952. (Perfectionnements aux vélocipèdes, bicyclet, tricycles, etc.)

De Courtois de Langlade, 26 mai 1893, brevet 227364. (Nouveau bandage élastique pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.)

Bazeries, 29 mai 1893, brevet 227722. (Fer glissant pour chevaux, mulets, ânes, etc., système Bazeries.)

Montreuil fils, 12 mai 1893, brevet 217394. (Distribution rationnelle de la vapeur dans des cylindres par soupapes équilibrées à ressorts de vapeur, sans mécanismes de précision.)

Demerliac, 24 mai 1893, brevet 225182. (Moteur compound à simple effet avec distributeur unique.)

Jourlain, 17 mai 1893, brevet 201114. (Perfectionnements aux cardes à laine.)

Dulac, 17 mai 1893, brevet 203563. (Perfectionnements aux foyers de chaudières.)

Dulac, 17 mai 1893, brevet 203565. (Utilisation des chaleurs perdues au séchage de la vapeur, au réchauffage de l'eau.)

Émile Charles et G. Babinot (société), 10 mai 1893, brevet 228795. (Perfectionnements dans les générateurs à vapeur.)

Louet, 20 mai 1893, brevet 194227. (Tondeuse de gazon perfectionnée, dite la *Berriehonna*.)

Rauboud, 12 mai 1893, brevet 221964. (Palette pliante pour moteurs actionnés par le courant d'eau.)

Jonte, 17 mai 1893, brevet 223733. (Outil à dresser les rayons de roues de vélocipèdes et, en général, les fils en tringles et tiges métalliques.)

Massé (les sieurs), 23 mai 1893, brevet 221920. (Tuiles vitrées universelles et châssis de sûreté.)

Doriot, 18 mai 1893, brevet 226260. (Système d'urinoir public pour dames.)

Cavignac, 12 mai 1893, brevet 228398. (Nouveau système de muselière.)

Dervin, 13 mai 1893, brevet 228800. (Muselière perfectionnée.)

Phalempin, 23 mai 1893, brevet 221874. (Machine à arrondir des billes pour coussinets en tous genres.)

Wellhöfer, 10 mai 1893, brevet 229294. (Nouvelles dispositions applicables aux futailles, tonneaux et autres vaisseaux analogues et ayant pour but d'augmenter la résistance qu'ils offrent aux pressions intérieures.)

Berthier, 16 mai 1893, brevet 208066. (Fusil à répétition, système A. Berthier.)

Louis, 25 mai 1893, brevet 225335. (Table hygiénique progressive s'adaptant à toutes les tables, dite la *Lycéenne*.)

Souffray, 12 mai 1893, brevet 229349. (Table avec bancs économiques.)

Bénézet, 13 mai 1893, brevet 214747. (Système de remontage automatique et périodique des régulateurs chronométriques et de tous mouvements d'horlogerie mas par un poids moteur.)

Beck, 12 mai 1893, brevet 224081. (Réservoir à liquide susceptible d'être remplacé et s'adaptant aux injecteurs médicaux.)

Roubertie, 19 mai 1893, brevet 223618. (Fabrication de la soude et de la potasse caustique et de l'acide chlorhydrique par électrolyse du chlorure de sodium et du chlorure de potassium.)

Courtois, 20 mai 1893, brevet 223282. (Serrure incrochetable avec clef articulée, dite la *merveilleuse*.)

De Kunwald, 6 mai 1893, brevet 222147. (Nouveau régulateur automatique de température.)

Putsch, 13 mai 1893, brevet 204548. (Boîte pour deux ou plusieurs séries de couteaux de diffusion fixés les uns derrière les autres.)

Rossi, 16 mai 1893, brevet 220022. (Appareil pour tracer des systèmes de courbes polygonales et lignes mixtilignes semblables.)

Magnin, 16 mai 1893, brevet 221667. (Appareil télégraphique imprimeur.)

Thies et Harzig, 29 mai 1893, brevet 207671. (Procédé de blanchiment.)

Société anonyme de la teinturerie stéphanoise, 31 mai 1893, brevet 227792. (Métier à teindre les matières filamenteuses mises en écheveaux à marche continue et mouvementation des écheveaux dans le bain par le porte-écheveaux tendeur et plongeur.)

Société française d'exploitation des procédés Hermites, 9 mai 1893, brevet 182832.

(Divers appareils et dispositions d'électrodes pour électrolyser le chlorure de magnésium dans le but de blanchir par le procédé Hermitte.)

Lehmann, 1^{er} juin 1893, brevet 228036. (Pile électrolytiques.)

Hertel, 30 mai 1893, brevet 229407. (Innovation dans les piles hydro-électriques.)

Fajard, 6 juin 1893, brevet 221930. (Procédé de teinture du velours en ombré et en uni.)

Cocqy et compagnie (société), 8 juin 1893, brevet 221429. (Appareil respiratoire filtreur et purificateur d'air, sans pompe à air extérieur, au moyen d'éponges imbibées d'acides, etc.)

Roussy, 7 juin 1893, brevet 225762. (Nouveau système d'instrument opératoire particulièrement destiné à maintenir la bouche ou la gueule du sujet dans la position la plus convenable à l'opération ou à l'expérience à effectuer.)

Lusigny, 7 juin 1893, brevet 224980. (Nouveau procédé de secrétage, sans mercure, des poils destinés à la fabrication des feutres.)

Gavioli fils, 5 juin 1893, brevet 206837. (Nouveau genre d'instrument de musique à papier perforé.)

Baumgartel, 7 juin 1893, brevet 228152. (Fermeture motrice pour cuvettes de cabinets d'aisances.)

Samaïn, 5 juin 1893, brevet 223992. (Appareil compteur de liquides pouvant également être utilisé comme moteur ou pompe.)

A. Mowatsen et compagnie (société), 5 juin 1893, brevet 227015. (Perfectionnements apportés dans les appareils de filtration des eaux.)

Roussy, 7 juin 1893, brevet 227022. (Système de plate à levier.)

Darche, 5 juin 1893, brevet 226162. (Système de fusil à répétition automatique, avec utilisation de la force du recul.)

Cleuet, 7 juin 1893, brevet 221011. (Arrêt de personnes en fer ou acier laminé, embouti et estampé.)

Vassiliou, 3 juin 1893, brevet 222282. (Système de lavabo à mouvements automatique de la cuvette.)

De Cassax, 8 juin 1893, brevet 227306. (Système d'ellipsographe.)

Mathé, 3 juin 1893, brevet 229735. (Nouvelle ceinture porte-sabre.)

Fougeryollas, 9 juin 1893, brevet 222452. (Appareil dit *Bouche de sûreté*.)

Girard et Street, 8 juin 1893, brevet 230461. (Système de four électrique continu.)

Berland, 10 juin 1893, brevet 221251. (Étuve à sécher les farines et autres matières pulvérisantes ou en grains.)

Stephens, 7 juin 1893, brevet 229463. (Perfectionnements aux embaucheoirs.)

Gastner, 6 juin 1893, brevet 224319. (Procédé et appareils perfectionnés pour la décomposition électrolytique des sels alcalins.)

Marchen, 3 juin 1893, brevet 215651. (Système de pince-nez à mouvements automatiques des plaquettes.)

Berendt, Droege, Hadenfeldt et Semler, 3 juin 1893, brevet 221810. (Foyer fumivore pour chaudières à vapeur.)

Fouque et Polin, 9 juin 1893, brevet 228824. (Perfectionnements apportés aux moyens de chauffage des chaudières à vapeur.)

Forest, 8 juin 1893, brevet 221985. (Appareil dit *passer-courroie*, destiné à remplacer automatiquement sur sa poulie la courroie tombée sur l'arbre.)

Ballet et Lecourant, 6 juin 1893, brevet 223989. (Etau monte-pied pour chaussures.)

Lory, 3 juin 1893, brevet 226183. (Locomoteur à vent.)

Roumieu, 20 juin 1893, brevet 217989. (Appareil filtre.)

Mathot, 9 juin 1893, brevet 217472. (Machine à filer la ficelle et le fil de caret avec tous les genres de chavettes.)

Weber, 27 juin 1893, brevet 228037. (Sabot d'embarquement à languette d'abordage élastique pour voitures de chemin de fer.)

Hanbart, 13 juin 1893, brevet 206436. (Dispositif pour faire varier à volonté la tension de la contre-baguettes des métiers à filer *selfacting* pendant le renvidage.)

Sephon, 9 juin 1893, brevet 229225. (Perfectionnements au ballon-parapente.)

Guillard (M^{me}) et Gatherniet, 27 juin 1893, brevet 221864. (Système d'appareil pour l'assouplissement méthodique des doigts.)

Rousseau, 17 juin 1893, brevet 230259. (Système de séparation applicable à la bicyclette et au tricycle, permettant de démonter rapidement ces véhicules en deux parties et rendant faciles leur transport et leur logement.)

- De Stoppani, 13 juin 1893, brevet 229033. (Congélation de grandes nappes d'eau destinées principalement au patinage.)
- Martin, 10 juin 1893, brevet 226677. (Contrôleur automatique de consommation d'un courant électrique.)
- Heinze, 13 juin 1893, brevet 223344. (Stoffe flottante enroulée par des tuyaux ou des barbes de plumes.)
- Calli, 20 juin 1893, brevet 223337. (Système d'appareils de chauffage à dattes superposées.)
- Chol-Moulin, 19 juin 1893, brevet 230073. (Fabrication des agglomérés ou briquettes de houille, d'anthracite, avec addition de césarine de chaux.)
- Carsan, 15 juin 1893, brevet 222197. (Pressoir rotatif.)
- Société Farbenfabriken vorm. Fried. Meyer and Co, 20 juin 1893, brevet 227675. (Préparation des dérivés de la β -naphthoquinone et de la β -naphthohydroquinone.)
- Bous, 21 juin 1893, brevet 227844. (Nouveau mode de confection de chapeau de soie haute forme, ainsi que des jockeys feutre et chemises feutre.)
- Joudelot (M^{re}), 10 juin 1893, brevet 230219. (Vénusine, bretelle pour la femme et destinée à soutenir le sein.)
- Hayes, 14 juin 1893, brevet 221105. (Régulateur automatique de la pression dans les tuyaux de conduite distribuant dans une ville le gaz d'éclairage et de chauffage fourni par une usine à ses abonnés.)
- Lelloumont, 10 juin 1893, brevet 226682. (Cheminée de chauffage par le gaz, dite l'Hécla, intensive à récupération, feu visible et foyer à radiation directe.)
- Fougerat, 15 juin 1893, brevet 229649. (Préparation de corps pour incandescence avec brûleur utilisant tout le combustible.)
- Glibert, 13 juin 1893, brevet 226386. (Appareils d'évaporation employés dans la sucrerie pour la distillation des alcools.)
- Alexandre, 12 juin 1893, brevet 227579. (Procédé et appareils pour le raffinage du sucre.)
- Pou, 13 juin 1893, brevet 224964. (Nouveau procédé de fabrication d'amidon de riz, applicable à la fabrication de l'amidon de maïs, de seigle et de la fécula.)
- Gariel, 15 juin 1893, brevet 229921. (Système de bouchage d'authenticité, applicable à tous les formats de bouteilles en verre, terre cuite, grès ou métal.)
- Conti, 22 juin 1893, brevet 224278. (Système d'élevateur de liquides à air comprimé et à moteurs moteurs oscillants actionnant la distribution de l'air.)
- Riché, 8 juin 1893, brevet 229773. (Système de pompe à piston plongeur et obturateur oscillants, à double effet et à simple effet, sans clapets et reversibles.)
- Rodolph, 23 juin 1893, brevet 224578. (Perfectionnements aux chasseurs et index.)
- Guitard, 19 juin 1893, brevet 218103. (Mâles, papiers et corbeilles démontables et réduitables.)
- Dumesny, 9 juin 1893, brevet 225529. (Panier ferré de quatre-vingt-dix à quatre places pour marchands de vins, brasseur, etc.)
- Cherel, 19 juin 1893, brevet 227276. (Article de voyage dit armoire de voyage à transformations.)
- Compagnie de Fives-Lille, 9 juin 1893, brevet 228368. (Nouveaux dispositifs de hausse optique.)
- Brignonnet et Naville (société), 23 juin 1893, brevet 199654. (Système de transvasement des liquides et le bouchage des vases dans le vide.)
- Gare, 12 juin 1893, brevet 220575. (Perfectionnements aux machines à clouer, à river et à cheviller employées dans la fabrication des chaussures, le rassemblement des chaussures et dans le travail du cuir en général.)
- Peyrounet de Lafonvielle, 13 juin 1893, brevet 219087. (Moteurs à gaz tournants, à hydrocarbures liquides ou solides et à gaz combustibles liquéfiés, à puissance et à vitesse variables automatiquement en raison directe de la résistance, et à transformation immédiate et facultative en moteur à deux ou quatre temps.)
- Chameroy, 16 juin 1893, brevet 228349. (Système de barette permettant le triage de toutes les pièces mécaniques extérieures en général.)
- Zaba, 15 juin 1893, brevet 227576. (Procédé de transport des corps solides dans une direction horizontale ou légèrement inclinée.)
- Ménetrol, 13 juin 1893, brevet 223345. (Lessiveur thermorotatif.)
- E. Gornely et fils (société), 19 juin 1893, brevet 227892. (Perfectionnements apportés aux machines à broder.)

Metz, 12 juin 1893, brevet 228917. (Wagons à queue d'aronde pour tuyaux de fumée.)

Blart, 13 juin 1893, brevet 230081. (Perfectionnements dans les garnitures et dispositions des fenêtres.)

Bazin, 14 juin 1893, brevet 222567. (Navire rouleur-express, système Bazin.)

Lhédeff, 17 juin 1893, brevet 222412. (Procédé et appareil pour l'extraction des métaux.)

Radot et Derval, 16 juin 1893, brevet 223626. (Perfectionnements apportés au chauffage des fours à zinc et, en général, à la construction et au chauffage des fours à chaleur récupérée, renfermant un grand nombre de cornues.)

Bère, 14 juin 1893, brevet 228383. (Procédé de fabrication des tubes à cloison.)

Perol, 17 juin 1893, brevet 213777. (Masselottes perforées avec fourches pour ouverture et fermeture de rideaux de croisées, pour application de manchons perforés et frappeurs, le tout pour perfectionnement de tringle de rideaux et de ses supports.)

Lacôte, 13 juin 1893, brevet 211533. (Nouveau genre de poteries.)

Schmidt, 10 juin 1893, brevet 229351. (Nouvelle combinaison d'hélice à force maximum.)

Gennari, 20 juin 1893, brevet 204850. (Nouvel apprêt dénommé préservateur des tissus.)

Vu pour être annexé au décret en date du 15 décembre 1893.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
et des colonies,

Signé : J. MARIÉ.

N° 28535. — Décret qui proclame 30 Cessions de Brevets d'invention.

De 18 Décembre 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu l'article 21 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention,

DÉCRETE :

Art. 1^{er}. Sont proclamées :

1^{re} La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département d'Alger, le 15 avril 1893, faite suivant acte en date du 4 avril 1893, au sieur Debonno, propriétaire à Boufarik, par les sieurs Montfort et Bit, de partie de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 1^{er} septembre 1892, pour pressoir continu pour la fabrication du vin blanc et l'épaulement du marc.

2^{de} La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département d'Alger, le 15 avril 1893, faite suivant acte en date du 4 avril 1893, au sieur Debonno, propriétaire à Boufarik, par les sieurs Montfort et Bit, de partie de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 1^{er} octobre 1892, pour fouloir-pressoir continu à grand travail pour le raisin frais ou le marc.

3^{de} La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 1^{er} juillet 1893, faite suivant acte en date du 10 juin 1893, au sieur Blonco (Bein), négociant à Paris, rue des Poisses-Souries, n° 27, par le sieur O'Connor, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 1^{er} août 1890, pour des perfectionnements apportés aux allonges-plois applicables aux personnes ayant des membres raccourcis.

ment de la Seine, le 6 septembre 1893, faite, suivant acte en date du 8 août 1893, à la société *The Pneumatic Tyre and Booth's Cycle Agency limited*, dont le siège est à Dublin (Irlande), par le sieur Robertson, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 11 avril 1892, pour perfectionnements dans les bandages élastiques pour roues.

25° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 septembre 1893, faite, suivant acte en date du 15 août 1893, au sieur Monnier, par les sieurs Benoit et Aat, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 27 octobre 1892, conjointement avec ledit sieur Monnier, pour un nouveau système de machines à fondre ou souder les objets métalliques, dite machine à fondre relative.

24° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 septembre 1893, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal d'adjudication dressé, le 26 août 1893, par M^r Trousselle, notaire à Paris, aux termes duquel la société générale des ouvriers ferblanquiers réunis, dont le siège est à Paris, rue des Trois-Bornes, n° 15, est devenue propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 avril 1887, par le sieur Arné, pour un système de lampe à huile minérale pour lanternes d'intérieur de wagons et toutes autres voitures.

23° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 septembre 1893, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal d'adjudication dressé, le 26 août 1893, par M^r Trousselle, notaire à Paris, et aux termes duquel la société générale des ouvriers ferblanquiers réunis, dont le siège est à Paris, rue des Trois-Bornes, n° 15, est devenue propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 novembre 1884, par le sieur Maçon, pour un système perfectionné de bec rond à pétrole.

26° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 29 septembre 1893, faite, suivant acte en date du 18 septembre 1893, au sieur Jourda de Vaux de Poitiers (Marie-Joseph-Noël-Charles-Henri), demeurant à Paris, rue Jacob, n° 58, par le sieur Berthe, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 10 mai 1893, pour perfectionnements apportés aux moteurs à pétrole et autres hydrocarbures.

27° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, le 29 septembre 1893, faite, suivant acte en date du 30 août 1893, au sieur Pichat (Ferdinand), demeurant à Lyon, rue du Plat, n° 1, par le sieur Ponnet (Antoine), demeurant à Marseille, rue Montgrand, n° 26, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 septembre 1889, par le sieur Jaméau, et dont il est devenu propriétaire, pour un nouveau genre de décoration remplaçant la peinture décorative, la laque, la mosaïque, etc.

28° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 30 septembre 1893, faite, suivant acte en date du 24 août 1893, au sieur Secrétan (Pierre-Eugène), métallurgiste, demeurant à Paris, boulevard Beausséjour, n° 19, par le sieur Strap, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 25 mars 1891, pour un procédé de séparation du cuivre, du nickel et de l'argent des mattes ou alliages renfermant ces métaux combinés.

29° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 30 septembre 1893, faite, suivant acte en date du 24 août 1893, au sieur Secrétan (Pierre-Eugène), métallurgiste, demeurant à Paris, boulevard Beausséjour, n° 19, par le sieur Strap, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 28 mai 1892, pour un nouveau procédé de traitement par voie humide des minerais de nickel.

30° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 30 septembre 1893, faite suivant acte en date du 24 août 1893, au sieur Secrétan (Pierre-Eugène), métallurgiste, demeurant à Paris, boulevard Beausséjour, n° 19, par le sieur Strap, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 12 mars 1892, pour perfectionnements aux procédés de traitement des sulfures métalliques artificiels et naturels.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies est

chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
et des colonies,

Signé : J. MARTY.

N° 28536. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction, sur la pointe de Penmarc'h (Finistère), d'un phare dit *Phare d'Eckmühl*, conformément aux dispositions du projet en date du 3 novembre 1893;

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires pour constituer l'assiette du nouvel ouvrage, en se conformant aux dispositions de la loi du 3 mai 1841;

3° La dépense prise en charge par l'État, soit trois cent mille francs, sera imputée sur les fonds de la deuxième section du budget mis annuellement à la disposition du ministre des travaux publics, pour l'établissement et l'amélioration des ports et phares.

4° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme non avenue si les expropriations n'ont pas été effectuées dans un délai de trois ans, à dater de la promulgation du présent décret. (Paris, 27 Avril 1894).

N° 28537. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour la construction d'une maison de garde au passage à niveau n° 34, situé au piquet 14'490 de la ligne de Lisieux à Orbec, sur le territoire de la commune de Saint-Martin-de-Bienfaits (Calvados), conformément aux dispositions du plan général produit par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, à la date du 27 septembre 1893, lequel plan restera annexé au présent décret;

2° Pour l'acquisition des terrains nécessaires à l'exécution desdits travaux, la compagnie des chemins de fer de l'Ouest est substituée aux droits comme aux obligations qui dérivent, pour l'Administration, de la loi du 3 mai 1841;

3° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux ne sont pas accomplies dans un délai de deux ans, à dater de la promulgation du présent décret. (Paris, 27 Avril 1894.)

N° 28538. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif, passé, le 27 février 1894, devant le préfet d'Ille-et-Vilaine, portant

concession à M. Cruchet (Victor-Michel), aux clauses et conditions stipulées, et moyennant le prix de trente francs quatre-vingt-cinq centimes, d'une parcelle de terrain domanial, d'une contenance de soixante et un mètres carrés soixante-neuf décimètres carrés à endiguer sur le rivage de la mer à Rothéneuf, commune de Paramé, et désignée par une teinte rose sur le plan annexé audit contrat. (Paris, 23 Juin 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 29 Novembre 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Récepteurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1655.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28539. — *Loi ayant pour objet : 1° l'Approbation d'une Convention passée avec la Compagnie des Chemins de fer de Bône-Guelma et prolongements, pour la modification des Conventions conclues précédemment avec cette Compagnie; 2° l'Approbation des Conventions conclues entre le Gouvernement tunisien et la Compagnie pour l'établissement des nouveaux Chemins de fer en Tunisie.*

Du 13 Août 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 14 Août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention passée, le 3 juillet 1894, entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État, et la compagnie des chemins de fer de Bône à Guelma et prolongements.

2. L'enregistrement de la convention approuvée par la présente loi, ainsi que de ses annexes, ne donnera lieu qu'à la perception du droit fixe de trois francs (3^f).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Pont-sur-Seine, le 12 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre
des affaires étrangères,
Signé : G. HANOTAUX.

Le Ministre
des travaux publics,
LOUIS BARTHOU.

CONVENTION.

L'an 1894 et le 3 juillet.

Entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État, et sous réserve de l'approbation des présentes par une loi,

D'une part;

Et la société anonyme établie à Paris sous la dénomination de Compagnie des chemins de fer de Bône-Guelma et prolongements, représentée par M. Paul Devès, président du conseil d'administration, en vertu d'une autorisation du conseil d'administration, en date du 28 juin 1894, et sous réserve de l'approbation des présentes par l'assemblée générale des actionnaires dans le délai d'un an,

D'autre part,

a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le Gouvernement français approuve les deux conventions passées entre la compagnie et le Gouvernement tunisien, sous la date du 12 octobre 1892, pour la construction et l'exploitation des chemins de fer ci-après :

Djedeïda à Bizerte;
Tunis à Sousse, avec embranchement sur la plaine du Fahs;
Sousse à Kairouan;
Sousse à Moknine, avec prolongement éventuel sur Sfax;
Embranchement sur Nabeul de la ligne de Tunis à Sousse;
Prolongement de la ligne de Hammam-el-Lif sur Menzel-bou-Zalfa, avec prolongement éventuel sur Kelibia.

2. La compagnie est autorisée à prélever sur son fonds de réserve les sommes nécessaires au paiement des insuffisances qui pourraient se produire dans l'exploitation du nouveau réseau tunisien, lesdites insuffisances calculées conformément à l'article 10 de la convention relative aux chemins de fer de Djedeïda à Bizerte et à l'article 16 de la convention relative aux autres lignes du nouveau réseau tunisien. Quand, au contraire, des excédents se produiront sur ce réseau, ils seront versés intégralement au fonds de réserve jusqu'à concurrence des sommes nécessaires au remboursement des insuffisances antérieurement imputées sur ce fonds, avec intérêt simple au taux de quatre francs soixante centimes pour cent (4¹/₆₀ p. o/o).

Ce remboursement une fois effectué, les excédents seront versés au gouvernement tunisien, ainsi qu'il est prévu par le paragraphe final des articles 10 et 16 susvisés, jusqu'à concurrence du montant de l'intérêt à quatre francs soixante centimes (4¹/₆₀) du capital de premier établissement, sans report sur les années précédentes et suivantes.

Ces prélèvements faits, s'il reste encore un excédent, celui-ci sera partagé, par égales parts, entre le Gouvernement tunisien et la compagnie.

3. Dans le cas où des modifications seraient apportées, par suite d'accords entre la compagnie et le Gouvernement tunisien, au tracé des lignes définies dans les conventions mentionnées à l'article 1^{er} ci-dessus, les dispositions de l'article 2 ne seraient applicables aux lignes ainsi modifiées qu'autant que les modifications auraient été approuvées par le Gouvernement français et qu'elles ne comporteraient pas une augmentation de plus de quinze pour cent (15 p. o/o) dans la longueur totale du réseau défini par lesdites conventions.

Fait double à Paris, le 3 juillet 1894.

Le Président du Conseil d'administration,

Signé : PAUL DEVÈS.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 30 août 1894, folio 30, case 14. Reçu trois francs soixante-quinze centimes, décimes compris. — Signé : Gournaux.

LIGNE DE DJEDEÏDA À BIZERTE.

CONVENTION.

L'an 1892 et le 12 octobre,

Entre le gouvernement tunisien, représenté par *M. Michaud*, directeur général des travaux publics de la régence de Tunis, agissant au nom de ce gouvernement, en vertu des pouvoirs à lui conférés par le décret du 22 chaoual 1299 (3 septembre 1882), et sous réserve de l'approbation des présentes par S. A. le Bey,

D'une part;

Et la compagnie des chemins de fer de Bône-Guelma et prolongements, représentée par *M. Paul Devès*, président du conseil d'administration, *M. Emile Level*, vice-président, *M. Vernhetie*, administrateur de ladite compagnie, et sous réserve de l'approbation des présentes par l'assemblée générale des actionnaires dans le délai d'un an,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. En vue d'assurer à bref délai la construction et l'exploitation de la ligne de Djedeïda à Bizerte passant par ou près de Mateur, le Gouvernement tunisien et la compagnie concessionnaire ont arrêté les stipulations ci-après.

2. La durée de la concession de cette ligne commencera à courir de la date de la convention de concession, c'est-à-dire du 29 décembre 1880. Elle prendra fin le 29 décembre 1979.

3. Le capital de premier établissement de la ligne qui fait l'objet de la présente convention est fixée à la somme de cinq millions six cent mille francs (5,600,000^f).

Cette somme sera versée à la compagnie par acomptes trimestriels d'après les situations dressées par le service du contrôle sur série de prix conventionnelle à fixer entre les parties et sera soldée, quel que soit le montant total de ces situations provisoires, dans les trois mois qui suivront l'ouverture à l'exploitation.

Le capital de premier établissement fixé ci-dessus pourra s'accroître d'une somme de quatre cent mille francs (400,000^f).

Cette somme est destinée aux dépenses d'agrandissement ou de création de gares et stations, d'augmentation de matériel roulant ou de traction et d'installations complémentaires de toute nature nécessitées par le développement du trafic ou les besoins d'un service public.

L'emploi du capital ouvert ainsi constitué sera fait, après la mise en exploitation, soit sur les propositions de la compagnie, avec approbation des projets par le Gouvernement tunisien, soit sur la demande de ce gouvernement, la compagnie entendue.

Les dépenses imputables sur ce capital ouvert seront remboursées à la compagnie conformément à ce qui est dit ci-dessus pour le capital de premier établissement.

Dans le cas où la compagnie réaliserait des économies sur le forfait de construction ci-dessus indiqué, ces économies seront mises par elle en réserve pour être affectées avec leurs intérêts aux dépenses de travaux de parachèvement, de grosses réparations et de renouvellement de la voie.

4. L'établissement des gares et stations nouvelles, les augmentations de matériel fixe, roulant ou de traction, ainsi que les installations complémentaires ne seront obligatoires pour la compagnie, sauf celles intéressant la sécurité, que dans les limites des sommes disponibles sur le capital réservé pour travaux complémentaires.

Après épuisement de ce capital, ces travaux ne pourront être imposés à la compagnie que dans les limites des bénéfices réalisés par application de l'article 10 ci-après et à partager entre la compagnie et le Gouvernement tunisien. Dans ce cas, ces dépenses seraient prélevées sur ces bénéfices et le surplus seulement serait partagé entre la compagnie et le Gouvernement tunisien.

5. La compagnie établira à ses frais les plans parcellaires et états indicatifs des terrains à exproprier.

Elle remplira, autant qu'elle en sera requise pour le compte et aux frais du Gouvernement tunisien, toutes les formalités nécessaires pour l'acquisition, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, des terrains nécessaires aux travaux. Les indemnités de terrains et toutes les dépenses relatives à leur acquisition seront réglées et payées par le Gouvernement tunisien, en sus du capital forfaitaire, sur les justifications produites par la compagnie, s'il y a lieu.

6. La compagnie sera tenue de présenter, dans un délai de trois mois à dater du jour où elle y sera invitée par le Gouvernement tunisien, le projet définitif de la ligne, et, dans un délai de trois mois à partir de l'approbation de ce projet, les plans parcellaires et états indicatifs des terrains à exproprier.

La ligne devra être entièrement terminée et livrée à l'exploitation dans un délai de deux ans à partir de l'approbation du projet définitif dont il vient d'être parlé. Dans le cas où la ligne ne serait pas ouverte à l'exploitation dans ce délai, la compagnie sera tenue de payer au Gouvernement tunisien une indemnité de dix mille francs (10,000^f) par chaque mois de retard. Elle ne pourra toutefois être rendue responsable des retards dans la livraison des terrains qui seraient imputables au Gouvernement tunisien ni des cas de force majeure.

7. Les conditions de construction et d'exploitation de la ligne de Bizerte seront celles de la ligne de la Medjerdah, définies par la convention du 6 mai 1876 et par le cahier des charges y annexé sous la date du 20 février 1877 (20 février 1877), sauf en ce que ces clauses et conditions auraient de contraire à la présente convention.

La compagnie sera tenue, en outre, à se conformer aux lois et règlements concernant la police des chemins de fer, qui pourraient être édictés sur des bases analogues à celles appliquées en Algérie et sera soumise, tant pour la construction que pour l'exploitation, et notamment pour l'approbation des horaires, l'homologation des tarifs et les conditions de perception des taxes, au contrôle de l'État tunisien qui s'exercera dans des conditions semblables à celles admises sur son réseau algérien.

La compagnie sera tenue de soumettre à l'approbation du Gouvernement tunisien, un mois au moins avant l'ouverture de la ligne, le recueil des taxes à percevoir immédiatement.

Les taxes proposées devront être les mêmes que celles en vigueur sur la ligne de la Medjerdah, sauf les exceptions qui pourraient être admises par le Gouvernement tunisien sur la proposition de la compagnie.

Lorsqu'il y aura lieu, pour l'application des taxes, de distinguer le péage du tarif, le péage sera fixé aux deux tiers du prix du tarif.

8. Les stations seront construites d'après les types prévus ci-dessous :

1° Pour la station de Bizerte, on adoptera le type de Béja-Ville;

2° Pour les trois autres stations comprenant celle de Mateur, le type sera celui de Sidi-Zéhili.

Ces types pourront être remplacés par tous autres équivalents, qui seraient acceptés par le Gouvernement tunisien.

L'emplacement et les dispositions d'ensemble des stations seront arrêtés par le Gouvernement tunisien, sur les propositions de la compagnie. En outre, des haltes sans aucune installation spéciale et des arrêts en pleine voie pourront être établis sur des points désignés par le Gouvernement tunisien, la compagnie entendue. Il est stipulé, enfin, qu'à Djedeïda on établira un double raccordement direct vers Bône et vers Tunis. La dépense du raccordement vers Bône sera imputée sur le capital ouvert pour travaux complémentaires.

9. Les traverses sont en chêne zéen des forêts de la Kroumirie, sauf les exceptions qui pourraient être autorisées par l'administration sur les propositions de la compagnie.

10. Les dépenses d'exploitation sont fixées, à forfait, à mille sept cent cinquante francs (1,750^f) par kilomètre exploité, plus la moitié de la recette brute, impôt déduit, avec un minimum de trois mille cinq cent francs (3,500^f) par kilomètre, quelle que soit la recette $\left(F = 1,750 + \frac{R}{2}\right)$. Il y aura insuffisance de recette quand la recette brute kilométrique, impôt déduit, sera inférieure à trois mille cinq cent francs (3,500^f). Il y aura excédent de recette quand la recette brute kilométrique aura dépassé trois mille cinq cent francs (3,500^f).

Les insuffisances ou excédents de recettes seront calculés pour chaque année ou fraction d'année grégorienne. Les insuffisances de recettes seront supportées par la compagnie; mais les excédents, dès qu'il s'en produira, seront d'abord affectés à rembourser à ladite compagnie les insuffisances supportées par elle avec intérêt simple au taux de quatre francs soixante centimes pour cent (4'60 p. o/o).

Ce remboursement une fois fait, l'excédent des recettes brutes sur les dépenses d'exploitation, calculées d'après le barème indiqué ci-dessus, sera versé à l'État jusqu'à concurrence du montant de l'intérêt à quatre francs soixante centimes (4'60) du capital de premier établissement, sans report sur les années précédentes ou suivantes. Ces prélèvements faits, s'il reste encore un excédent, celui-ci sera partagé par égales parts entre le Gouvernement tunisien et la compagnie.

11. Le nombre des trains sera tout d'abord de deux par jour dans chaque sens.

Dès que la recette brute moyenne annuelle du kilomètre de train avec deux trains par jour dans chaque sens aura atteint quatre francs (4'), la compagnie sera tenue de faire, sur la ligne, le nombre de trains qui sera reconnu nécessaire par le contrôle pour satisfaire aux besoins du trafic, sans que l'on puisse toutefois faire descendre la recette brute moyenne annuelle du kilomètre de train au-dessous de trois francs (3').

12. Le matériel roulant prévu dans l'évaluation du capital de premier établissement fixé à l'article 3 ci-dessus se composera, savoir :

De trois machines (type de la série n° 1 de la compagnie);

Deux fourgons;

Deux voitures mixtes;

Quatre voitures de troisième classe;

Vingt plates-formes diverses et wagons couverts.

13. Le transport du personnel et des ouvriers de la compagnie sera gratuit.

Le transport des matériaux et du matériel de construction, s'il est opéré par les soins de l'exploitation, sera fait au tarif unique de cinq centimes (0'05) par tonne et par kilomètre. Si ce transport est effectué par le matériel et le personnel de la construction, il n'y aura pas de péage à payer.

14. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

La même faculté est accordée aux agents des contributions directes et des douanes chargés de la surveillance du chemin de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

15. Dans le cas où le Gouvernement français aurait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, la compagnie sera tenue de mettre immédiatement à sa disposition tous ses moyens de transport.

Le prix du transport qui sera opéré dans ces conditions, ainsi que le prix de transport des militaires ou marins voyageant soit en corps, soit isolément, pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission, ou rentrant dans leurs foyers après libération, sera réduit à la moitié de la taxe du tarif fixé par le cahier des charges.

16. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer le transport des prisonniers et jeunes détenus dans les conditions prescrites par l'article 56 du cahier des charges relatif à son réseau algérien.

17. Les obligations du concessionnaire vis-à-vis du Gouvernement tunisien, en ce qui concerne le service des postes et télégraphes, seront les mêmes que celles qu'il a actuellement en Algérie vis-à-vis du Gouvernement français et qui sont définies aux articles 55 et 57 du cahier des charges de son réseau algérien.

18. Le Gouvernement aura le droit de concéder à toute autre compagnie que celle de Bône-Guelma et prolongements de nouveaux chemins de fer s'embranchant sur la ligne qui fait l'objet de la présente convention ou qui seraient établis en prolongement de cette ligne.

Le concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces lignes ou embranchements, ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, une indemnité quelconque,

pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation ni aucuns frais particuliers pour le concessionnaire.

Les concessions des chemins de fer d'embranchements ou de prolongements seront soumises aux conditions stipulées dans le cahier des charges des chemins de fer français d'intérêt local, arrêté en exécution de la loi du 11 juin 1880 (art. 60 et 61).

Il en sera de même pour les embranchements particuliers, le directeur général des travaux publics de la Régence ayant, dans ces deux cas, les attributions réservées par ledit cahier des charges au ministre des travaux publics ou au préfet du département.

19. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, le Gouvernement sera subrogé à tous les droits de la compagnie sur les chemins de fer faisant l'objet de la présente convention et il entrera immédiatement en jouissance de tous leurs produits.

La compagnie sera tenue de lui remettre en bon état d'entretien la ligne et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les maisons de garde, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant desdits chemins de fer, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de voie, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc., et du matériel roulant compris dans le capital de premier établissement.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le Gouvernement aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances, si la compagnie ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les approvisionnements de combustibles ou autres matériaux, l'outillage des ateliers, le mobilier des stations et le matériel roulant qui pourra exister en sus de celui qui est compris dans le capital de premier établissement, le Gouvernement tunisien sera tenu, si la compagnie le requiert, de reprendre tous ces objets sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts, et réciproquement, si l'État le requiert, la compagnie sera tenue de les céder de la même manière.

Toutefois l'État ne pourra être tenu de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin de fer pendant six mois.

20. A toute époque, à partir du 7 mai 1902, le Gouvernement tunisien aura la faculté, moyennant l'approbation expresse du Gouvernement français, de racheter le chemin de fer concédé à la compagnie par la présente convention.

Ce rachat deviendrait obligatoire pour le Gouvernement tunisien, si, d'accord avec le Gouvernement français, il venait à faire usage de la faculté qu'il s'est réservée de racheter la ligne de la Medjerdah.

Pour régler le prix de rachat, on relèvera les produits annuels obtenus par la compagnie pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué; ces produits nets seront formés de la part des excédents de recettes attribués à la compagnie d'après l'article 10 ci-dessus. On déduira les produits nets des deux plus faibles années et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée à la compagnie pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le Gouvernement tunisien remboursera, en outre, à la compagnie le montant, capital et intérêts, des insuffisances d'exploitation qui n'auraient pas été remboursées avant le rachat.

La compagnie recevra enfin, dans les trois mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels elle aurait droit à l'expiration de la concession, selon l'article 19 ci-dessus.

21. Comme garantie de ses engagements, la compagnie versera dans les caisses de l'État, à titre de cautionnement, dans le délai qui sera fixé par le Gouvernement tunisien, une somme de cent mille francs (100,000^f), soit en numéraire, soit en rentes françaises ou tunisiennes et valeurs du Trésor français au porteur, soit en rentes sur l'État français nominatives ou mixtes, calculées conformément au décret du 18 novembre 1882, avec transfert au profit du Trésor tunisien et consignation de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme sera rendue à la compagnie proportionnellement à l'avancement de l'ensemble des travaux ; toutefois le dernier cinquième ne sera remboursé qu'un an après la mise en exploitation de la dernière section.

22. La compagnie devra faire élection de domicile à Tunis. Dans le cas où elle ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à elle adressée sera valable lorsqu'elle aura été faite au secrétariat du Gouvernement tunisien.

23. Les contestations qui s'élèveraient entre la compagnie et l'administration tunisienne au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses de la présente convention seront portées devant la juridiction administrative de la Régence.

Fait double à Paris, les jour, mois et an que dessus.

Signé : MICHAUD.

Lû et approuvé l'écriture ci-dessus, sous réserve de la ratification des présentes par le Gouvernement français.

Signé : ÉMILE LEVEL.

Signé : PAUL DEVÈS, VERNHETTE.

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 30 août 1894, folio 30, case 14. Reçu trois francs soixante-quinze centimes, décimes compris. — Signé : *Gourmaux*.

**LIGNES DE TUNIS AU CAP BON ET AU SAHEL, AVEC EMBRANCHEMENTS
ET PROLONGEMENTS.**

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-douze et le douze octobre,

Entre le Gouvernement tunisien, représenté par M. *Michaud*, directeur général des travaux publics de la Régence de Tunis, agissant au nom de ce Gouvernement en vertu des pouvoirs à lui conférés par décret du 22 chaoual 1299 (3 septembre 1882), et sous réserve de l'approbation des présentes par S. A. le Bey,

D'une part ;

Et la compagnie des chemins de fer de Bône-Guelma et prolongements, représentée par M. *Paul Devès*, président du conseil d'administration ; M. *Émile Level*, vice-président, et M. *Vernhette*, administrateur de ladite compagnie, et sous réserve de l'approbation des présentes par l'assemblée générale des actionnaires dans le délai d'un an,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. En vue d'assurer la construction et l'exploitation de lignes de Tunis au cap Bon et au Sahel avec embranchements et prolongements, le Gouvernement tunisien et la compagnie de Bône-Guelma et prolongements ont arrêté les stipulations suivantes :

2. Le réseau qui fait l'objet de la présente convention comprend :

1^o La ligne de Tunis à Sousse, se détachant de la gare actuelle de Tunis et passant par ou près Zaghouan, Bou-Ficha, Enfidah-ville et Sousse, avec embranchement sur la plaine du Fahs ;

2^o La ligne de Sousse à Kairouan, se détachant de la ligne précédente près Kalaa Khira et passant par ou près Krussiah et le camp de Sidi-el-Hani ;

3^o La ligne de Sousse à Moknine par M'Saken avec prolongement éventuel sur Sfax ;

4° Une ligne s'embranchant sur la ligne de Tunis à Sousse et aboutissant à Neboul en passant par la Mornat, le Khanguet, Gourombalia et Hammamet;

5° Une ligne en prolongement sur la ligne de Tunis à Hammam-el-Lif et aboutissant à Menzel-bou-Zalfa en passant par ou près de Fondouck-Djedid et Soliman avec prolongement éventuel sur Kelibia.

3. La durée de la concession de ces lignes et des embranchements prévus ci-dessus commencera à courir à la date de la convention de concession de la ligne de Tunis au Sahel, soit du 29 décembre 1880.

Elle prendra fin le 29 décembre 1979.

4. Le capital de premier établissement des lignes définies à l'article 2 est fixé d'ores et déjà pour les lignes suivantes,

Savoir :

1° Pour les aménagements de la gare de Tunis et de la section de Tunis à Hammam-el-Lif.....	494,070 ¹
2° Pour la ligne Tunis à Sousse (non compris l'embranchement de la Plaine du Fahs).	
a) Section de Tunis à Zaghouan.....	2,806,320
b) Section de Zaghouan à la ligne de Sousse-Kairouan....	3,666,600
3° Pour la section de Sousse à Kairouan.....	4,017,590
TOTAL.....	10,984,580

Pour les autres lignes comprises dans la présente convention, le capital de premier établissement sera fixé d'un commun accord après que le projet définitif aura été arrêté. A défaut d'entente amiable sur la fixation de ce prix, les deux parties déclarent s'en rapporter à l'arbitrage du conseil général des ponts et chaussées.

Le capital de premier établissement, fixé ainsi qu'il est dit ci-dessus, sera payé à la compagnie par acomptes trimestriels d'après les situations dressées par le service du contrôle sur série de prix conventionnelle à fixer entre les parties et sera soldé, pour chacune de ces lignes ou sections de lignes, quel que soit le montant de ces situations provisoires, dans les trois mois qui suivront l'ouverture à l'exploitation.

Le capital de premier établissement, fixé comme il est dit ci-dessus, pourra s'accroître pour l'ensemble des lignes d'une somme d'un million deux cent mille francs (1,200,000¹).

Cette somme est destinée aux dépenses d'agrandissement ou de création de gares et stations, d'augmentation de matériel roulant ou de traction et d'installations complémentaires de toute nature nécessitées par le développement du trafic ou les besoins d'un service public.

L'emploi du capital ouvert ainsi constitué sera fait, après la mise en exploitation de la première section, soit sur les propositions de la compagnie, après approbation des projets par le Gouvernement tunisien, soit sur la demande de ce Gouvernement, la compagnie entendue.

Les dépenses imputables sur ce capital ouvert seront remboursées à la compagnie conformément à ce qui est dit ci-dessus pour le capital de premier établissement.

Dans le cas où la compagnie réaliserait des économies sur le forfait de construction ci-dessus indiqué, ces économies seront mises par elle en réserve pour être affectées avec leur intérêts aux dépenses de travaux de parachèvement, de grosses réparations et de renouvellement de la voie.

5. L'établissement des gares et stations nouvelles, les augmentations de matériel fixe, roulant ou de traction, ainsi que les installations complémentaires, ne seront obligatoires pour la compagnie, sauf celles intéressant la sécurité, que dans les limites des sommes disponibles sur le capital réservé pour travaux complémentaires.

Après épuisement de ce capital, ces travaux ne pourront être imposés à la compagnie que dans les limites des bénéfices réalisés par application de l'article 16 ci-après et à partager entre la compagnie et le Gouvernement tunisien. Dans ce cas, ces dépenses seraient prélevées sur ces bénéfices, et le surplus seulement serait partagé entre la compagnie et le Gouvernement tunisien.

6. La compagnie établira à ses frais les plans parcellaires et états indicatifs des terrains à exproprier.

Elle remplira autant qu'elle en sera requise, pour le compte et aux frais du Gouvernement tunisien, toutes les formalités nécessaires pour l'acquisition, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, des terrains nécessaires aux travaux. Les indemnités de terrains et toutes les dépenses relatives à leur acquisition seront réglées et payées par le Gouvernement tunisien, en sus du capital forfaitaire, sur les justifications produites par la compagnie, s'il y a lieu.

7. Pour chaque section, la compagnie sera tenue de présenter, dans un délai de trois mois à dater du jour où elle y sera invitée par le Gouvernement tunisien, le projet d'ensemble, et, dans un délai maximum de trois mois à dater de l'approbation dudit projet, les plans parcellaires et états indicatifs des terrains à exproprier.

Chaque section devra être terminée et livrée à l'exploitation dans un délai de deux ans et demi à partir de l'approbation du projet d'ensemble relatif à cette section.

L'ensemble des lignes énumérées à l'article 2 devra, en outre, être terminé dans un délai de cinq ans à partir de l'approbation de la présente convention.

Dans le cas où une section ne serait pas ouverte à l'exploitation dans le délai ci-dessus fixé, la compagnie sera tenue à payer au Gouvernement tunisien, pour chaque section en retard, une indemnité de cinq mille francs (5,000^f) pour chaque mois de retard. Elle ne pourra, toutefois, être rendue responsable des retards dans la livraison des terrains qui seraient imputables au Gouvernement tunisien, ni des cas de force majeure. Dans ces derniers cas, les délais d'exécution seraient prolongés d'autant.

8. La compagnie se conformera, pour la construction et l'exploitation des lignes faisant l'objet de la présente convention, à la convention du 12 rabia etanni 1293 (6 mai 1877) et au cahier des charges du 20 sfar 1294 (20 février 1877), sauf en ce que ces clauses et conditions auraient de contraire à la présente convention. Elle sera tenue, en outre, à se conformer aux lois et règlements concernant la police des chemins de fer, qui pourraient être édictés sur des bases analogues à ceux appliqués en Algérie et sera soumise, tant pour la construction que pour l'exploitation, au contrôle de l'Etat tunisien, qui s'exercera dans des conditions semblables à celles admises sur son réseau algérien.

La compagnie sera tenue de soumettre à l'approbation du Gouvernement tunisien, un mois au moins avant l'ouverture de la ligne, le recueil des taxes à percevoir immédiatement.

Les taxes proposées devront être les mêmes que celles en vigueur sur la ligne de la Medjerdah, sauf les exceptions qui pourraient être admises par le Gouvernement tunisien sur la proposition de la compagnie.

Lorsqu'il y aura lieu, pour l'application des taxes, de distinguer le péage du tarif, le péage sera fixé aux deux tiers du prix du tarif.

9. La largeur de la voie est fixée à un mètre (1^m) entre les bords intérieurs des rails.

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entrevoie, mesurée entre les bords extérieurs, sera de deux mètres cinquante centimètres (2^m 50) au moins.

Les profils en travers types de la voie courante seront les mêmes que ceux adoptés pour la ligne de Souk-Arhas à Tebessa, avec une largeur de plate-forme de trois mètres soixante centimètres (3^m 60).

La compagnie établira le long du chemin de fer les fossés au rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés ou rigoles seront déterminées par le Gouvernement tunisien, suivant les circonstances locales, sur les propositions de la compagnie.

Il ne sera exigé de contre-rails aux passages à niveau qu'à la traversée des routes empierrées.

10. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à cent mètres (100^m).

Une partie droite de quarante mètres (40^m) au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire. Le maximum des déclivités est fixé à quinze millimètres (0^m 015) par mètre.

Une partie horizontale de cent mètres (100^m) au moins devra être ménagée entre deux déclivités consécutives de sens contraire.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

La compagnie aura la faculté de proposer aux dispositions de cet article et à celles de l'article précédent les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du Gouvernement tunisien.

11. Les stations seront construites d'après les types prévus ci-dessous :

Pour Sousse et Kairouan, on adoptera le type de Tébourba.

Pour toutes les autres stations, au nombre de huit, des deux lignes de Sousse à Tunis et de Sousse à Kairouan, le type sera celui de Sidi-Zehili.

Ces types pourront être remplacés par tous autres équivalents qui seraient acceptés par le Gouvernement tunisien.

Il est, en outre, entendu que la compagnie pourra limiter provisoirement ses installations de stations à ce qu'elle jugera nécessaire pour desservir le trafic, sauf à développer ses installations au fur et à mesure des besoins jusqu'à complète réalisation des types indiqués ci-dessus.

L'emplacement et les dispositions d'ensemble des stations seront arrêtés par le Gouvernement tunisien, sur la proposition de la compagnie.

En outre, des haltes sans aucune installation spéciale et des arrêts en pleine voie pourront être établis sur les points désignés par le Gouvernement tunisien, la compagnie entendue.

Les voies de garage ou de dépôt des dix stations ci-dessus prévues seront à la charge du forfait de construction jusqu'à concurrence d'un développement de quatre kilomètres (4^{km}). Ce développement sera mesuré à partir des pointes des aiguilles de raccordement à la voie directe.

La compagnie est dispensée d'établir des signaux à distance, des gabarits de chargement, ainsi que des clôtures courantes ou spéciales, même dans les stations.

12. Les voies seront établies d'une manière solide avec des matériaux de bonne qualité.

La compagnie sera tenue d'établir, à ses frais, des remises pour loger les voitures et les machines sur des points convenablement choisis et acceptés par le Gouvernement tunisien. Ces remises pourront être entièrement en bois.

La compagnie devra établir également les alimentations d'eau nécessaires aux besoins de l'exploitation. Ces alimentations pourront être constituées simplement par un réservoir de trente mètres cubes (30^{m³}) avec grue applique, sans grue hydraulique isolée ni fosse à piquer.

Les alimentations, dont l'emplacement et les dispositions générales devront être approuvées par le Gouvernement tunisien, seront espacées suivant les besoins et placées à proximité des points d'eau, lors même que ces points seraient en pleine voie.

Les dix premières alimentations seront à la charge de la compagnie. Les autres pourront être portées aux travaux complémentaires.

Les rails seront en acier; leur poids sera au moins de vingt kilogrammes (20^k) par mètre courant.

L'espacement maximum des traverses sera de quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90) d'axe en axe.

Les traverses seront en chêne zéen des forêts de la Kroumirie, sauf les exceptions qui pourraient être autorisées par l'Administration sur les propositions de la compagnie. Leurs dimensions minima seront les suivantes :

Longueur : un mètre soixante-dix centimètres (1^m 70). — Épaisseur : douze centimètres (0^m 12). — Largeur : quinze centimètres (0^m 15).

En cas de construction isolée de la ligne de Sousse à Kairouan, les traverses à employer sur cette section pourront provenir du bassin de la Méditerranée.

Le ballast pourra contenir une proportion de taffetà provenant des bancs les plus durs rencontrés sur le parcours.

13. Les maisons pour les équipes d'entretien de la voie pourront être du type le plus simple; elles auront chacune une superficie couverte minima de cinquante-deux mètres carrés (52^{m²}) et seront espacées de huit kilomètres (8^{km}) en moyenne. Au besoin, deux maisons pourront être réunies, et alors l'emplacement sera doublé. La compagnie aura la faculté de ne pas fournir de mobilier pour ces maisons.

14. Les maçonneries des ouvrages d'art, aqueducs, ponts et ponceaux auront, entre les faces des têtes, une largeur de trois mètres soixante centimètres (3^m 60) au minimum. La compagnie aura la faculté de supprimer les garde-corps. Toutefois, pour les ouvertures supérieures à dix mètres (10^m), elle sera tenue d'en établir au moins un.

Les tabliers métalliques de plus de dix mètres (10^m) de portée pourront ne pas comporter de trottoirs ; dans ce cas, un simple passage de quarante-cinq centimètres (0^m 45) de largeur sera établi au milieu de la voie ; ce passage pourra être formé de deux madriers en sapin de sept centimètres (0^m 07) d'épaisseur. La même disposition sera appliquée aux ouvrages d'art courants dits ouverts.

15. La section de Tunis à Hammam-el-Lif sera transformée de façon à satisfaire aux prescriptions des articles 9, 10 et 12 ci-dessus, notamment en ce qui concerne la largeur des voies principales et de garage ou de service, autant qu'il en sera besoin.

En attendant les accords à intervenir entre le Gouvernement français et la compagnie pour procéder à cette transformation, la compagnie prendra les dispositions nécessaires pour assurer le service des trains de la voie étroite sur l'étendue de la section. Il est entendu que les dépenses des installations provisoires et de la transformation définitive ne seront à la charge de la compagnie que dans les limites de la somme de quatre cent quatre-vingt-quatorze mille soixante-dix francs (494,070^f) fixée à l'article 3. Au delà de ce chiffre, les dépenses qui seront reconnues nécessaires par le Gouvernement tunisien seront imputées sur le capital réservé pour travaux complémentaires.

Jusqu'à la transformation complète et stipulée au paragraphe 1^{er} du présent article, l'État tunisien ne payera, pour la section de Tunis à Hammam-el-Lif, aucuns frais d'exploitation, les recettes restant acquises à la compagnie, sous réserve de ses obligations envers l'État français.

16. Les dépenses d'exploitation sont fixées, à forfait, à mille cinq cents francs (1,500^f) par kilomètre exploité, plus la moitié de la recette brute, impôt déduit, avec un minimum de trois mille francs (3,000^f) par kilomètre, quelle que soit la recette

$$\left(F = 1,500 + \frac{R}{2} \right).$$

Il y aura insuffisance de recette quand la recette brute kilométrique, impôt déduit, sera inférieure à trois mille francs (3,000^f) par kilomètre.

Il y aura excédent de recette quand la recette brute kilométrique, impôt déduit, aura dépassé trois mille francs (3,000^f).

Toutefois, dans la détermination des frais d'exploitation et des insuffisances pour les sections de Sousse à Kairouan et à Moknine, dans le cas où ces sections seraient exploitées isolément et sans attache avec la voie partant de Tunis, le barème de l'exploitation sera réglé pour ces sections par la formule $F = 1,750 + \frac{R}{2}$ avec minimum de trois mille cinq cents francs (3,500^f) par kilomètre, quelle que soit la recette, jusqu'au jour de l'ouverture de la ligne qui reliera cette section à Tunis.

Les insuffisances ou excédents de recettes seront calculés pour chaque année ou fraction d'année grégorienne, et pour l'ensemble des sections et parties de sections exploitées dans l'année. Les insuffisances de recettes seront supportées par la compagnie ; mais les excédents, dès qu'il s'en produira, seront d'abord affectés à rembourser à ladite compagnie les insuffisances supportées par elle avec intérêt simple au taux de quatre francs soixante pour cent (4^f 60 p. o/o).

Ce remboursement une fois fait, l'excédent des recettes brutes sur les dépenses d'exploitation, calculée d'après le barème indiqué ci-dessus, sera versé à l'État jusqu'à concurrence du montant de l'intérêt à quatre francs soixante (4^f 60) du capital de premier établissement. Ces prélèvements faits, s'il reste encore un excédent, celui-ci sera partagé par égales parts entre le Gouvernement tunisien et la compagnie.

17. Le nombre des trains sera tout d'abord de deux par jour dans chaque sens.

Il pourra être réduit à un seul sur la section de Zaghouan à la ligne de Sousse à Kairouan, provisoirement et jusqu'à ce que la recette brute moyenne annuelle du train ait atteint, sur cette section, quatre francs (4^f).

Dès que le recette brute moyenne annuelle du kilomètre de train, avec deux trains dans chaque sens, aura atteint sur une section trois francs cinquante centimes (3⁵⁰), la compagnie sera tenue de faire sur cette section le nombre de trains reconnu indispensable par le contrôle pour satisfaire aux besoins du trafic, sans que l'on puisse jamais cependant faire descendre la recette brute moyenne annuelle du kilomètre de train au-dessous de deux francs cinquante centimes (2⁵⁰).

Il est entendu que le nombre de trains sur la section transformée de Tunis à Hammam-el-Lif ne pourra, en aucun cas, être inférieur au nombre actuel.

18. Le matériel roulant prévu dans l'évaluation du capital de premier établissement devra se composer, pour les lignes de Tunis à Sousse et de Sousse à Kairouan, de :

Huit machines;

Six voitures de première et deuxième classes ou mixtes;

Douze voitures de troisième classe;

Dix fourgons à bagages;

Cinquante wagons à marchandises de types divers, dont deux wagons de secours.

Lors de l'ouverture successive des sections, chacune d'elles devra être munie du matériel roulant nécessaire à son exploitation, l'effectif du total prévu pouvant n'être définitivement atteint qu'à l'achèvement complet de l'ensemble du réseau.

19. Le transport du personnel et des ouvriers de la compagnie sera gratuit.

Le transport des matériaux et du matériel de construction, s'il est opéré par les soins de l'exploitation, sera fait au tarif unique de cinq centimes (0⁵⁰) par tonne et par kilomètre. Si ce transport est effectué par le matériel et le personnel de la construction, il n'y aura pas de péage à payer.

20. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

La même faculté est accordée aux agents des contributions directes et des douanes chargés de la surveillance du chemin de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

21. Dans le cas où le Gouvernement français aurait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, la compagnie sera tenue de mettre immédiatement à sa disposition tous ses moyens de transport.

Le prix du transport qui sera opéré dans ces conditions, ainsi que le prix de transport des militaires ou marins voyageant, soit en corps, soit isolément, pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission, ou rentrant dans leur foyer après libération, sera fixé à la moitié de la taxe du tarif fixé par le cahier des charges.

22. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer le transport des prisonniers et jeunes détenus dans les conditions prescrites par l'article 56 du cahier des charges relatif à son réseau algérien.

23. Les obligations du concessionnaire vis-à-vis du Gouvernement tunisien, en ce qui concerne le service des postes et télégraphes, seront les mêmes que celles qu'il a déjà en Algérie vis-à-vis du Gouvernement français, et qui sont définies aux articles 55 et 57 du cahier des charges de son réseau algérien.

24. Le Gouvernement aura le droit de concéder de nouveaux chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent cahier des charges, ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

Le concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, une indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers pour le concessionnaire.

Les concessions de ces chemins de fer d'embranchements ou de prolongements seront soumises aux conditions stipulées dans le cahier des charges des chemins de fer français d'intérêt local, arrêté en exécution de la loi du 11 juin 1880 (art. 60 et 61). Il en sera de même pour les embranchements particuliers, le directeur général des

travaux publics de la Régence ayant dans ces deux cas les attributions réservées par ledit cahier des charges au ministre des travaux publics ou au préfet du département.

25. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, le Gouvernement sera subrogé à tous les droits de la compagnie sur les chemins de fer faisant l'objet de la présente convention, et il entrera immédiatement en jouissance de tous leurs produits.

La compagnie sera tenue de lui remettre en bon état d'entretien la ligne et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les maisons de gardes, etc., etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant desdits chemins de fer, tels que les barrières et clôtures, les voies, changement de voie, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc..., et du matériel roulant compris dans le capital de premier établissement.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le Gouvernement aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances, si la compagnie ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les approvisionnements de combustibles ou autres matériaux, l'outillage des ateliers, le mobilier des stations et le matériel roulant qui pourra exister en sus de celui qui est compris dans le capital de premier établissement, le Gouvernement tunisien sera tenu, si la compagnie le requiert, de reprendre tous ces objets sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts, et réciproquement, si l'État le requiert, la compagnie sera tenue de les céder de la même manière.

Toutefois l'État ne pourra être tenu de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin de fer pendant six mois.

26. A toute époque, après l'expiration des vingt-cinq premières années à partir de la date de la présente convention, le Gouvernement tunisien aura la faculté de racheter l'ensemble des chemins de fer concédés à la compagnie par la présente convention.

Pour régler le prix de rachat, on relèvera les produits nets annuels obtenus par la compagnie pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué; ces produits nets sont formés de la part des excédents de recettes attribués à la compagnie d'après l'article 16 ci-dessus. On déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net au moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée à la compagnie pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le Gouvernement tunisien remboursera, en outre, à la compagnie le montant, capital et intérêts, des insuffisances d'exploitation qui n'auraient pas été remboursées avant le rachat.

La compagnie recevra enfin, dans les trois mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels elle aura droit à l'expiration de la concession, selon l'article 25 ci-dessus.

27. Comme garantie de ses engagements, la compagnie versera dans les caisses de l'État, à titre de cautionnement, dans le délai qui sera fixé par le Gouvernement tunisien, une somme de cent mille francs (100.000^f), soit en numéraire, soit en rentes françaises ou tunisiennes et valeurs du Trésor français au porteur, soit en rentes sur l'État français, nominatives ou mixtes, calculées conformément au décret du 18 novembre 1882, avec transfert vis-à-vis du Trésor tunisien et consignation sur celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme sera rendue à la compagnie proportionnellement à l'avancement de l'ensemble des travaux; toutefois, le dernier cinquième ne sera remboursé qu'un an après la mise en exploitation de la dernière section.

28. La compagnie devra faire élection de domicile à Tunis. Dans le cas où elle ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à elle adressée sera valable lorsqu'elle aura été faite au secrétariat général du Gouvernement tunisien.

29. Les contestations qui s'élèveraient entre la compagnie et l'administration tuni-

sienne au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses de la présente convention seront portées devant la juridiction administrative de la Régence.

Fait double à Paris, les jours, mois et ans que dessus.

Lu et approuvé l'écriture :

Signé : MICHAUD.

Lu et approuvé l'écriture ci-dessus, sous réserve de la ratification des présentes par le Gouvernement français.

Signé : PAUL DEVIS.

Signé : ÉMILE LEVEL,
VERNETTE.

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 30 août 1894, folio 38, case 11.
Reçu trois francs soixante-quinze centimes, décimes compris. — Signé : GOURMEX.

N° 28540. — *DÉCRET qui décide que la Chambre de la Cour d'appel d'Alger, spécialement chargée des appels entre Musulmans, pourra juger les Affaires ordinaires, moyennant l'adjonction de deux Conseillers.*

Du 16 Mai 1887.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'ordonnance du 26 septembre 1842 ⁽¹⁾ et le décret du 10 août 1875 ⁽²⁾, organisant la justice en Algérie;

Vu l'article 2 de la loi du 30 août 1883 sur la réforme de l'organisation judiciaire;

Vu le décret du 10 septembre 1886 ⁽³⁾, relatif à la justice musulmane en Algérie;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de la cour d'appel d'Alger, spécialement chargée des appels entre Musulmans, pourra juger les affaires ordinaires, moyennant l'adjonction de deux conseillers aux trois magistrats français qui la composent.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 Mai 1887.

Signé : JULES GRÉVY.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : SARRIEN.

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 947, n° 10260.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 274, n° 4632.

⁽³⁾ XII^e série Bull. 1040, n° 17112.

N° 28541. — *DÉCRET portant Modification au Décret du 18 novembre 1893, qui a institué une Commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900.*

Du 7 Juin 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 10 juin 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu les décrets en date des 9 septembre⁽¹⁾ et 18 novembre 1893⁽²⁾, relatifs à l'institution d'une commission consultative dite *Commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900*,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le dernier paragraphe de l'article 1^{er} du décret du 18 novembre 1893 est remplacé par la disposition suivante : « Les directeurs généraux, les directeurs et le secrétaire général sont membres de droit de la commission avec voix délibérative. »

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : V. LOURTIÈS.

N° 28542. — *DÉCRET qui nomme un Membre de la Commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900.*

Du 7 Juin 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 10 juin 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu les décrets en date des 9 septembre⁽¹⁾, 18⁽²⁾ et 19 novembre 1893⁽³⁾,

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1609, n° 27573.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1610, n° 27595.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1610, n° 27594.

relatifs à l'institution d'une commission consultative dite *Commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900*,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er} M. *Bonnardel (Jean)*, président du conseil d'administration de la société anonyme des anciens établissements Cail, est nommé membre de la commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900, en remplacement de M. *Bourdet*, administrateur de cette société, qui a donné sa démission de la commission.

5. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : V. LOURTIES.

N° 28543. — DÉCRET qui constitue en Entrepôt réel des douanes les salles du Palais de l'Industrie affectées à l'Exposition internationale du Livre et des Industries du papier.

Du 7 Juin 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 9 juin 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et d'après l'avis conforme du ministre des finances;

Vu les articles 4 et 34 de la loi du 17 décembre 1814;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les salles du palais de l'Industrie affectées à l'exposition internationale du Livre et des industries du papier sont constituées en entrepôt réel des douanes.

2. Les objets destinés à cette exposition seront expédiés directement sur les locaux de l'exposition sous le régime du transit international ou du transit ordinaire par tous les bureaux ouverts à ces transits.

Les expéditions auront lieu sans visite à la frontière.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des

télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : V. LOURTIES.

N° 28544. — DÉCRET qui porte de neuf à douze le nombre des Membres de la Chambre de commerce de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).

Du 8 Juin 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 9 juin 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu l'ordonnance du 7 juillet 1819 ⁽¹⁾, qui a établi une chambre de commerce à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord);

Vu la demande par laquelle la chambre de commerce de Saint-Brieuc sollicite l'augmentation du nombre de ses membres;

Vu l'avis du préfet des Côtes-du-Nord, en date du 23 avril 1894, ensemble les autres pièces de l'instruction;

Vu l'article 6 du décret du 3 septembre 1851 ⁽²⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le nombre des membres de la chambre de commerce de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) est porté de neuf à douze.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : V. LOURTIES.

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 298, n° 7061.

⁽²⁾ X^e série, Bull. 442, n° 3239.

N° 28545. — DÉCRET qui modifie l'article 2 du décret du 14 mai 1886 portant Réorganisation du Conseil de prud'hommes de Douai.

Du 13 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 1^{er} juin 1853 sur les conseils de prud'hommes;

Vu le décret du 14 mai 1886 ⁽¹⁾, qui a réorganisé le conseil de prud'hommes de Douai (Nord);

Vu la délibération du conseil de prud'hommes de Douai, en date du 8 août 1890;

Vu les délibérations de la chambre de commerce de Douai, en date des 10 mars 1892 et 9 février 1893;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes intéressées;

Vu les lettres du préfet du Nord, des 5 avril et 21 octobre 1893;

Vu la lettre du garde des sceaux, ministre de la justice, du 2 mars 1894;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 2 du décret du 14 mai 1886 portant réorganisation du conseil de prud'hommes de Douai est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 2. La juridiction du conseil de prud'hommes de Douai s'étendra à tous les établissements industriels désignés ci-dessus, dont le siège sera situé dans les trois cantons de Douai et les deux cantons d'Arleux et d'Orchies;

« Seront justiciables dudit conseil les fabricants et entrepreneurs qui seront à la tête desdits établissements, ainsi que les chefs d'atelier, contremaîtres, ouvriers et apprentis travaillant pour eux, quel que soit le lieu du domicile ou de la résidence des uns et des autres ».

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Signé : E. GUÉRIN.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : V. LOURTIER.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1019, n° 16775.

N° 28546. — *DÉCRET qui modifie l'article 4 du décret du 19 août 1891 portant Organisation de l'Office du Travail.*

Du 13 Juin 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 15 juin 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 21 juillet 1891, portant création d'un office du travail;

Vu le décret du 19 août 1891 ⁽¹⁾, déterminant les attributions et le fonctionnement de l'office du travail;

Vu le décret du 4 février 1892 ⁽²⁾, modifiant les articles 3 et 4 du décret précité;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 4 du décret du 19 août 1891, modifié par le décret du 4 février 1892, est complété ainsi qu'il suit :

« Art. 4, § 5. Les fonctionnaires et agents passant de l'administration centrale du ministère du commerce et de l'industrie à l'office du travail y entrent avec le grade et la classe qui leur assurent le même traitement.

« Les fonctionnaires et agents de l'office du travail qui font partie du personnel de l'administration centrale du ministère peuvent continuer à y recevoir de l'avancement.

« Un chef de section peut, par décision spéciale du ministre, être chargé des fonctions de sous-directeur. Il peut recevoir, à ce titre, des indemnités supplémentaires qui n'excéderont pas mille francs (1,000^f) pour la durée d'une année. »

2. L'article 5 du décret du 19 août 1891 est complété par les dispositions ci-après, qui prendront place au commencement dudit article :

« Art. 5. Nul ne peut être nommé rédacteur qu'après avoir satisfait aux épreuves d'un concours, ni traducteur qu'après avoir subi un examen.

« Les candidats à l'emploi d'expéditionnaire sont également soumis à un examen.

« Le programme et les conditions du concours et de l'examen sont arrêtés par le ministre, sur la proposition du directeur, ainsi que la liste des candidats admis à se présenter.

« Tous les candidats doivent être Français et avoir accompli leur

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1448, n° 24445.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1468, n° 24866.

dix-septième année au moins le 1^{er} janvier de l'année dans laquelle a lieu le concours ou l'examen.

« Le nombre des places mises au concours est limité aux vacances qui existent ou qui sont à prévoir dans l'année au moment où le concours est ouvert.

« Les candidats admis ne peuvent être titularisés dans leur emploi qu'après un stage d'un an, à l'expiration duquel le directeur proposera, s'il y a lieu, au ministre leur admission définitive.

« Le temps de stage fait dans l'administration centrale du ministère du commerce et de l'industrie par les rédacteurs ou traducteurs et par les expéditionnaires leur sera compté dans l'office du travail, lorsqu'ils y passeront avant d'avoir été titularisés.

« Les rédacteurs ou traducteurs stagiaires reçoivent un traitement de deux mille francs (2,000^f), et les expéditionnaires stagiaires un traitement de mille huit cents francs (1,800^f).

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : V. LOURTIES.

N° 28547. — *DÉCRET qui nomme le Vice-Président de la Commission supérieure des expositions au ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes Membre de droit de la Commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900.*

Du 20 Juin 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 21 juin 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu le décret du 9 septembre 1893 ⁽¹⁾, relatif à l'institution de la commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le vice-président de la commission supérieure des expositions au ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est membre de droit de la commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1609, n° 27573.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : V. LOURTIÈS.

N° 28548. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.*

Du 28 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées à la charge du département du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, deuxième section (*Postes et télégraphes*), additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 28 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Considérant qu'aux termes de cet article, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget des exercices précités et que le montant n'excède pas le chiffre encore disponible des crédits qui ont été annulés en clôture de ces exercices;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, deuxième section (*Postes et télégraphes*), en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892, un crédit de quatre mille deux cent douze francs dix-neuf centimes (4,212' 19).

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est autorisé à ordonnancer les créances ci-dessus visées sur le chapitre spécial ouvert, pour les dépenses des exercices clos, au budget ordinaire de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

3. Il sera pourvu aux dépenses dont il s'agit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice courant.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Juin 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*
Signé : V. LOURTIES.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892, qui doivent faire l'objet d'un crédit additionnel.

EXERCICES.	NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATION des chapitres.	NATURE DES CRÉANCES.	MONTANT DES CRÉDITS		
				par article.	par chapitre.	par exercice.
1890.	9	Matériel des bureaux.....	Remboursement de taxe de balayage.	28 ⁵⁶ c	28 ⁵⁶ c	28 ⁵⁶ c
1891.	9	Matériel des bureaux.....	Remboursement de taxe de balayage.	28 56	181 98	1,031 98
		Honoraires pour vérification de mémoires.....	153 42			
	26	Matériel de l'Algérie.	Loyer de bureau...	850 00	850 00	
1892.	7	Indemnités diverses et secours.....	Frais de déplacement.....	59 65	59 65	3,151 65
	9	Matériel des bureaux.....	Taxe de balayage... Impôt des portes et fenêtres.....	28 56 2 94	2,040 60	
		Travaux de serrurerie.....	2,009 10			
	13	Construction et entretien des lignes télégraphiques...	Travaux de pavage. Remboursement de retenue.....	196 40 5 00	201 40	
	2	Matériel de l'Algérie.	Loyer de bureau....	850 00	850 00	
TOTAL.....						4,212 19

ARRÊTÉ à la somme de quatre mille deux cent douze francs dix-neuf centimes.

Paris, le 28 juin 1894.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie
des postes et des télégraphes,*

Signé : V. LOURTIES.

N° 28549. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de Travaux de canalisation d'eau dépendant du service des eaux de Versailles et de Marly.*

Du 3 Septembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par divers intéressés pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1894;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 25 août 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, première section, chapitre xxxix : *Service des eaux de Versailles et de Marly*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à vingt-quatre mille cent quatre-vingt-un francs (24,181^f), applicable à l'exécution de divers travaux de canalisation d'eau dépendant du service des eaux de Versailles et de Marly.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 3 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1894.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances ou les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Seine-et-Oise.	M ^{me} veuve Deutsch.	Versailles.....	298	9 janv. 1894.	1,550 ^f 00 ^s
	M. Orélio.....	Idem.....	758	20 janv. 1894.	335 00
	M. Gendrin.....	Idem.....	759	Idem.	335 00
	M. Morizé.....	Idem.....	761	Idem.	335 00
	M. Montegut.....	Idem.....	988	25 janvier 1894.	335 00
	M. Pâté.....	Idem.....	1300	2 février 1894.	540 00
	M. Vallée.....	Idem.....	1528	8 février 1894.	198 00
	M. Gamard.....	Idem.....	1529	Idem.	375 00
	M. Nantot.....	Idem.....	1530	Idem.	375 00
	M. Taub.....	Idem.....	1561	9 février 1894.	627 00
	M ^{me} veuve Leblanc.	Idem.....	1562	Idem.	375 00
	M. Grangeorge.....	Idem.....	1563	Idem.	100 00
	M. Bertrand.....	Idem.....	1564	Idem.	450 00
	M ^{me} veuve Bouteiller.	Idem.....	1565	Idem.	162 00
	M. Bréchnignac.....	Idem.....	1566	Idem.	750 00
	M. Allié.....	Idem.....	1567	Idem.	126 00
	M. Lady Leveson Gower.	Idem.....	1606	10 février 1894.	375 00
	M. de Boulard.....	Idem.....	1634	Idem.	300 00
	M. Cartier-Roger.....	Idem.....	1635	Idem.	386 00
	M ^{me} veuve Boudu.....	Idem.....	1636	Idem.	252 00
	M. Rigault.....	Idem.....	1637	Idem.	234 00
	M. Joye.....	Idem.....	1668	12 février 1894.	550 00
	M. Chessé.....	Idem.....	1669	Idem.	198 00
	M ^{me} veuve Deutsch.	Idem.....	1684	Idem.	918 00
	M. Lacombe.....	Idem.....	1693	Idem.	375 00
	M. Ploix.....	Idem.....	1694	Idem.	672 00
	M. Gauthier.....	Idem.....	1695	Idem.	4,000 00
	M. Tiersonnier.....	Idem.....	1696	Idem.	375 00
	M. Cohen.....	Idem.....	1714	13 février 1894.	198 00
	M. Boivin.....	Idem.....	1715	Idem.	375 00
	M. Serre.....	Idem.....	1718	Idem.	468 00
	M. Daviaud.....	Idem.....	1746	14 février 1894.	375 00
	M. Adam.....	Idem.....	1747	Idem.	375 00
	M ^{me} veuve Noël.....	Idem.....	1748	Idem.	260 00
	M. Leroy.....	Idem.....	1749	Idem.	198 00
	M. Legrand.....	Idem.....	1750	Idem.	234 00
	M. Bidal.....	Idem.....	1751	Idem.	375 00
	M. de la Villetteux.	Idem.....	1752	Idem.	375 00
	M. de Bouville.....	Idem.....	1843	16 février 1894.	198 00
	M. Barazer.....	Idem.....	1895	17 février 1894.	162 00
	M. Monot.....	Idem.....	1898	19 février 1894.	126 00
	M. Barbécot.....	Idem.....	1908	Idem.	300 00
	M. Durville.....	Idem.....	1909	Idem.	126 00
	M. Turgis.....	Idem.....	1911	Idem.	393 00
	M. Piot.....	Idem.....	1943	20 février 1894.	450 00
	M. Dupré.....	Idem.....	1944	Idem.	375 00
	M. Loyeau.....	Idem.....	2041	21 février 1894.	256 00
	M. Capdevielle.....	Idem.....	2042	Idem.	144 00
	M. l'abbé de Valois.	Idem.....	2252	27 février 1894.	375 00
	M ^{me} veuve Duper-ray.	Idem.....	2259	Idem.	400 00
	M. Terry.....	Idem.....	2656	9 mars 1894.	1,200 00
	M. Favier.....	Idem.....	2752	12 mars 1894.	375 00
	M ^{me} veuve de Moras.	Idem.....	3673	5 avril 1894.	375 00
TOTAL.....					24,181 00

N° 28550. — **DÉCRET** qui rectifie, en ce qui concerne le département du Gard, le Tableau de population n° 4 déclaré authentique par le décret du 31 décembre 1891.

Du 27 Septembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu le décret du 31 décembre 1891 ⁽¹⁾, qui déclare authentiques les tableaux de la population de la France;

Vu les rectifications proposées par le préfet du Gard,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les rectifications comprises au tableau ci-après sont apportées, en ce qui concerne le département du Gard, aux tableaux de population joints au décret du 31 décembre 1891 :

RECTIFICATIONS AU TABLEAU N° 4.

ARRONDISSEMENT.	COMMUNE.	POPULA- TION totale.	POPULA- TION comptée à part.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Uzès.....	Tavel.....	1,090	"	1,090	1,018

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et les ministres de l'instruction publique et des beaux-arts et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Pont-sur-Seine, le 27 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 28551. — **DÉCRET** qui ouvre au Budget annexe de la Caisse des Invalides de la marine, exercice 1894, un Crédit supplémentaire destiné au paiement de Dépenses sur fonds provenant de retenues sur les Primes à la Construction et à la Navigation.

Du 3 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 41 de la loi de finances du 26 juillet 1893, portant que «le

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1474, n° 24981.

produit des prélèvements de quatre pour cent sur le montant des primes instituées par les articles 2, 3, 6 et 7 de la loi du 30 janvier 1893, sera inscrit parmi les recettes du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, sous la rubrique : *Prélèvement de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande*, et que des crédits en somme égale à ces prélèvements seront ouverts, par décrets contresignés par les ministres de la marine et des finances, au budget de la caisse des invalides de la marine » ;

Vu le décret, en date du 25 juillet 1893 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi précitée du 30 janvier 1893 ;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 1^{er} octobre 1894 ;

Sur le rapport du ministre de la marine,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine, sur l'exercice 1894, au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, en somme égale aux recettes constatées au compte : *Prélèvement de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande*, un crédit de soixante-trois mille huit cent cinquante-cinq francs cinquante-cinq centimes (63,855¹/₅₅) destiné au payement : 1^o de secours aux marins français du commerce victimes de naufrages et autres accidents ou à leurs familles ; 2^o de subventions aux hôtels de marins ou à toutes autres institutions pouvant leur être utiles.

Ce crédit sera classé dans le budget des dépenses de ladite caisse, exercice 1894, au chapitre spécial ouvert à cet effet et intitulé : *Secours aux marins naufragés ou à leurs familles et subventions aux hôtels de marins, etc.*

2. Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources provenant des retenues faites en 1894 sur les primes à la construction et à la navigation.

3. Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de la marine,

Signé : FÉLIX FAURE.

N° 28552. — DÉCRET qui ouvre au budget annexe de la caisse des Invalides de la marine, exercice 1894, un Crédit supplémentaire destiné au payement de Dépenses sur fonds provenant de Dons et Legs et non employés pendant l'exercice 1893.

Du 3 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine ;

(1) XI^e série, Bull. 1577, n° 26939.

Vu la loi du 26 janvier 1892 portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1892;

Vu spécialement l'article 42 de la loi susvisée, portant que « les ressources provenant de dons et legs faits avec affectation spéciale à la caisse des invalides de la marine et restées sans emploi en fin d'exercice seront reportées à l'exercice suivant avec la même affectation », et que « des crédits supplémentaires en somme égale à ces reliquats peuvent être ouverts par décrets au budget annexe de la caisse des invalides de la marine »,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine, sur l'exercice 1894, au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, chapitre VIII : *Distribution des revenus provenant de legs et donations faits à l'établissement des invalides de la marine*, un crédit supplémentaire de trente et un mille trente-huit francs un centime (31,038' 01) destiné au paiement de dépenses sur les fonds provenant de dons et legs et non employés pendant l'exercice 1893.

2. Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen du report en somme égale des ressources de même nature restées sans emploi à la clôture de l'exercice 1893. Les évaluations de recettes du budget annexe de la caisse des invalides de la marine de l'exercice 1894 sont en conséquence augmentées d'une somme de trente et un mille trente-huit francs un centime, qui sera inscrite au chapitre X : *Revenus provenant de legs et donations faits à l'établissement des invalides de la marine*.

3. Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de la marine,
Signé : FÉLIX FAURE.

N° 28553. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'intérieur et des cultes un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1891 et 1892.

Du 6 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées additionnellement aux restes

à payer constatés par les comptes définitifs des dépenses des exercices clos 1891 et 1892 du budget des cultes ;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique ;

Vu l'avis du ministre des finances ;

Considérant que ces créances concernent des services prévus aux budgets desdits exercices et n'excèdent pas le chiffre des crédits qui leur étaient applicables,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur et des cultes (*Service des cultes*), en augmentation des restes à payer constatés sur les exercices clos 1891 et 1892, un crédit de cinq cent dix francs treize centimes (510^f 13), égal au montant des nouvelles créances liquidées à la charge desdits exercices.

2. L'ordonnancement de ces créances sera effectué sur le chapitre du budget des cultes affecté aux dépenses des exercices clos.

3. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

*Le Président du Conseil,
ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

État des créances liquidées additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des dépenses des exercices clos.

EXERCICES.	NUMÉROS des chapitres.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT		
			par créance.	par chapitre.	par exercice.
1891.	6	Traitements des curés.....	4 ^f 99 ^s	4 ^f 99 ^s	14 ^f 43 ^s
	9	Allocations aux desservants et vicaires. — Binage.....	9 44	9 44	
	6	Traitements des curés.....	100 00	100 00	
1892.	9	Allocations aux desservants et vicaires. — Binage.....	100 00	390 28	495 90
			97 50		
			20 00		
	15	Crédits spéciaux pour cathé- drales.....	172 78		
			5 42	5 42	
TOTAL.....					510 13

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 28554. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses des Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel.

Du 11 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des départements et des communes pour concourir, avec les fonds de l'État, à des dépenses d'intérêt public appartenant à l'exercice 1894;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur le fonds du budget de l'exercice 1894, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre XIII : *Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel*, un crédit de quatorze mille sept cents francs (14,700^f) applicable aux dépenses des établissements désignés dans l'état annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : G. LÉYGUES.

(1) 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1894.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	CHAPITRES ET MOTIFS des versements.	NUMÉROS des récépissés	DATES des versements.	MONTANT des versements.
		CHAP. XIII. ÉCOLES NATIONALES DES BEAUX-ARTS, DES ARTS DÉCORATIFS ET D'ART INDUSTRIEL. — Subventions allouées aux établissements ci-des- sous désignés :			
	Villes de :	3 ^e TRIMESTRE 1894.			
Alpes-Maritimes..	Nice.....	École nationale d'art dé- coratif.	3888	19 juillet 1894. . .	3,875 ^f
Cher.....	Bourges..	École nationale des beaux-arts.	3795	3 août 1894.....	2,500
Creuse.....	Aubusson.	École nationale d'art dé- coratif.	2608	17 juillet 1894. . .	825
		École nationale d'art dé- coratif.	4360	13 juillet 1894. . .	6,250
Haute-Vienne....	Limoges..	Musée national Adrien Dubouché.	4361	Idem.....	1,250
				TOTAL.....	14,700

N° 28555. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui reporte au 10 juillet 1896 le délai fixé, par le décret du 10 juillet 1889, pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'exécution des travaux destinés à protéger la ville de Rennes (Ille-et-Vilaine) contre les inondations.

Si, à cette date, les expropriations ne sont pas terminées, la déclaration d'utilité publique prononcée par le décret ci-dessus visé sera considérée comme non avenue. (Paris, 19 Juillet 1894.)

N° 28556. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 24 septembre 1894, par laquelle le conseil d'arrondissement d'Aix a protesté contre la mesure prise par le Gouvernement à l'égard d'un conseiller général occupant les fonctions dans la magistrature et a renouvelé un vœu tendant à l'abrogation de la loi du 28 juillet 1894. (Paris, 31 Octobre 1894.)

N° 28557. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 16 juillet 1894, par laquelle le conseil d'arrondissement de Villefranche a émis le vœu que

les fonctionnaires nommés par le Gouvernement soient républicains.
(Paris, 31 Octobre 1894.)

N° 28558. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. *Michellidi* (*Démosthène-Jean*), né le 28 août 1869, à Larnaca (île de Chypre [Turquie]), de parents grecs, demeurant à Marseille (Bouches-du-Rhône), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Vassiliadi*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Michellidi-Vassiliadi*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État.
(Paris, 12 Novembre 1894.)

N° 28559. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. *Cocu* (*Louis-Nicolas-Joseph*), né le 22 juillet 1874, à Lille (Nord), demeurant à Estaire (même département), mineur sous la tutelle de sa mère, M^{me} veuve *Cocu*, épicière à Lille (Nord), est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Delcroix*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Delcroix* au lieu de *Cocu*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État.
(Paris, 19 Novembre 1894.)

N° 28560. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. *Néron* (*Émile*), député de la Haute-Loire, né le 23 janvier 1859, à Vera-Cruz (Mexique), demeurant à Monistrol-sur-Loire (Haute-Loire),

Et M. *Néron* (*Alexandre*), sous-préfet, né le 17 février 1871, à Monistrol-sur-Loire (Haute-Loire), demeurant à Rocroi (Ardennes),

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *Bancel*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Néron-Bancel*;

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État.
(Paris, 19 Novembre 1894.)

N° 28561. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. *Lévi* (*Jules*), négociant, né le 24 août 1845, à Ingwiller (Bas-Rhin), demeurant à Paris, est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Léri*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Léri* au lieu de *Lévi*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 19 Novembre 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 4^e Décembre 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1656.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28562. — *Loi relative à l'Assainissement de Paris et de la Seine.*

Du 10 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 11 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Paris (Seine) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4^e p. o/o), intérêts, primes de remboursement et lots compris, une somme de cent dix-sept millions cinq cent mille francs (117,500,000^f), remboursable en soixante-quinze ans à partir de 1898 et applicable aux dépenses suivantes, savoir :

1^o Travaux d'adduction et d'élévation des eaux d'égout jusqu'aux terrains à affecter à l'épuration agricole, acquisition de terrains, aménagement des terrains acquis ou adduction des eaux jusqu'aux terrains affectés à cet usage, après accord avec les propriétaires..... 30,800,000^f

2^o Achèvement du réseau d'égouts de Paris, amélioration des égouts existants et construction de nouveaux collecteurs..... 35,200,000

3^o Achèvement de la distribution d'eau, construction de réservoirs, améliorations diverses des conduites, des bassins de filtrage, des aqueducs, des canaux, etc., dérivation du Loing et du Lunain..... 50,000,000

4^o Frais de l'emprunt..... 1,500,000

TOTAL..... 117,500,000

Le montant des lots applicables aux obligations amorties à chaque tirage est fixé annuellement à la somme de quatre cent soixante-dix mille francs (470,000^f).

Il sera statué par des décrets rendus sur la proposition du ministre de l'intérieur sur le mode et les conditions de réalisation de l'emprunt.

2. Les propriétaires des immeubles situés dans les rues pourvues d'un égout public seront tenus d'écouler souterrainement et directement à l'égout les matières solides et liquides des cabinets d'aisances de ces immeubles.

Il est accordé un délai de trois ans pour les transformations à effectuer à cet effet dans les maisons anciennes.

3. La ville de Paris est autorisée à percevoir des propriétaires de constructions riveraines des voies pourvues d'égouts, pour l'évacuation directe des cabinets, une taxe annuelle de vidange qui sera assise sur le revenu net imposé des immeubles, conformément au tarif ci-après :

10 francs pour un immeuble d'un revenu imposé à la contribution foncière ou à celle des portes et fenêtres inférieur à 500 francs ;
30 francs pour un immeuble d'un revenu imposé de 500 francs à 1,499 francs ;
60 francs pour un immeuble d'un revenu imposé de 1,500 francs à 2,999 francs ;
80 francs pour un immeuble d'un revenu imposé de 3,000 francs à 5,999 francs ;
100 francs pour un immeuble d'un revenu imposé de 6,000 francs à 9,999 francs ;
150 francs pour un immeuble d'un revenu imposé de 10,000 francs à 19,999 francs ;
200 francs pour un immeuble d'un revenu imposé de 20,000 francs à 29,999 francs ;
350 francs pour un immeuble d'un revenu imposé de 30,000 francs à 39,999 francs ;
500 francs pour un immeuble d'un revenu imposé de 40,000 francs à 49,999 francs ;
750 francs pour un immeuble d'un revenu imposé de 50,000 francs à 69,999 francs ;
1,000 francs pour un immeuble d'un revenu imposé de 70,000 francs à 99,999 francs ;
1,500 francs pour un immeuble d'un revenu imposé de 100,000 francs et ~~au~~ dessus.

En ce qui concerne les immeubles exonérés à un titre et pour une cause quelconque de la contribution foncière sur la propriété bâtie, la ville pourra percevoir une taxe fixe de cinquante francs (50^f) par chute.

Le produit de ces taxes servira à rembourser l'emprunt en principal et intérêts, et à faire face à l'augmentation des dépenses d'entretien.

4. Le taux desdites taxes pourra être révisé tous les cinq ans par décret, après délibération conforme du conseil municipal, sans que ces taxes puissent être supérieures au tarif fixé à l'article 3.

5. Le recouvrement de ces taxes aura lieu comme en matière de contributions directes.

6. La ville de Paris devra terminer, dans le délai de cinq ans à partir de la promulgation de la présente loi, les travaux nécessaires pour assurer l'épandage de la totalité de ses eaux d'égout. Sur les terrains qui lui appartiennent ou dont elle sera locataire, elle devra

se conformer aux conditions prescrites par l'article 4 de la loi du 4 avril 1889.

7. Les actes susceptibles d'enregistrement auxquels donnerait lieu l'emprunt autorisé par la présente loi seront passibles du droit fixe de 1 franc.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 10 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28563. — *Loi qui autorise la ville de Fontainebleau (Seine-et-Marne) à contracter un Emprunt.*

Du 10 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 11 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Fontainebleau (Seine-et-Marne) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4 p. o/o), une somme de cinq cent mille francs (500,000'), remboursable en trente ans sur ses revenus ordinaires et destinée à pourvoir aux frais d'amélioration du service des eaux.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 10 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28564. — *Loi qui autorise le département du Calvados à contracter un Emprunt.*

Du 12 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 13 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Calvados est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser quatre francs pour cent (4^e p. o/o), une somme de cent neuf mille six cents francs (109,600^{fr}), remboursable en trente ans et applicable aux travaux des chemins vicinaux de grande communication n° 65 et 205.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent neuf mille six cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,
Signé : CH. DUPUY.

N° 28565. — *Loi qui autorise le département de l'Isère à contracter un Emprunt.*

Du 12 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 13 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Isère est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingts centimes pour cent (3'80 p. o/o), une somme de vingt-six mille francs (26,000'), remboursable en vingt-cinq ans et applicable aux frais de construction d'une caserne de gendarmerie à Champier.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de vingt-six mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur les ressources ordinaires du budget départemental.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28566. — *LOI qui autorise le département de la Manche à contracter un Emprunt.*

Du 12 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 13 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Manche est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingts centimes pour cent (3'80 p. o/o), une somme de soixante-cinq mille francs (65,000') remboursable en vingt-cinq ans, et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux de grande communication.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraits pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de soixante-cinq mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28567.— *Loi qui autorise le département de la Seine-Inférieure à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 12 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 13 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Seine-Inférieure est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingts centimes pour cent (3^{fr} 80 p. o/o), une somme de six millions six cent soixante mille francs (6,660,000^{fr}), amortissable en vingt années à partir de 1895 et applicable au remboursement par anticipation des emprunts autorisés par les lois des 14 août 1879 (art. 1^{er}), 22 juillet 1882, 23 juillet 1889, 24 juillet 1890, 28 décembre 1891, 15 janvier 1892, 18 janvier 1893, 19 janvier 1893 et 5 juillet 1893.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence,

soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Seine-Inférieure est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de six millions six cent soixante mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus, concurremment avec un prélèvement sur les centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871 :

1° Quatre centimes cinq mille sept cent cinquante et un dix millièmes de centime (4^e 5751) en 1895;

2° Trois centimes sept cent cinquante et un dix millièmes de centime (3^e 0751) de 1896 à 1900 inclusivement;

3° Deux centimes cinq mille sept cent cinquante et un dix millièmes de centime (2^e 5751) de 1901 à 1903 inclusivement;

4° Un centime trois mille soixante-six dix millièmes de centime (1^e 3066) de 1904 à 1905 inclusivement;

5° Trois mille soixante-six dix millièmes de centime (0^e 3066) de 1906 à 1913 inclusivement.

Ces diverses impositions seront recouvrées indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

3. L'article 3 de la loi du 14 août 1879 est abrogé, à partir du 1^{er} janvier 1895, en tant qu'il autorise le département de la Seine-Inférieure à s'imposer extraordinairement, pendant seize ans à partir de 1880, deux centimes cinquante centièmes de centime additionnels au principal des quatre contributions directes.

Sont également abrogés, à partir du 1^{er} janvier 1895 :

L'article 2 de la loi du 22 juillet 1882;

L'article 2 de la loi du 23 juillet 1889;

L'article 2 de la loi du 28 décembre 1891, applicable à un emprunt d'un million cent mille francs;

L'article 2 de la loi du 15 janvier 1892;

L'article 2 de la loi du 18 janvier 1893.

4. L'article 3 de la loi du 12 juillet 1883 est abrogé à partir du 1^{er} janvier 1895 et remplacé par la disposition suivante :

« Le département de la Seine-Inférieure est en outre autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre

contributions directes, pendant dix-neuf ans à partir de 1895, cinquante-quatre centièmes de centime (0^e 54), dont le produit sera consacré, concurremment avec le contingent annuel à fournir par la commune du Havre, tant au service de l'emprunt d'un million sept cent mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus qu'aux travaux des chemins vicinaux.

• Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871. »

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N^o 28568. — *Loi qui autorise le département de la Vendée à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 12 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 13 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Vendée est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser quatre francs pour cent (4^e p. 0/0), une somme de sept cent quatre mille sept cent vingt francs (704,720^e), remboursable en cinquante années et applicable au paiement des dépenses d'établissement du tramway à vapeur de Challans à Fromentine, mises à la charge de ce département par la convention du 9 octobre 1893 annexée au décret du 28 mars 1894 déclaratif d'utilité publique de la ligne dont il s'agit.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Vendée est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant cinquante ans à partir de 1895, quatre-vingt-cinq centièmes de centime (0^e 85) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit tant au service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt de sept cent quatre mille sept cent vingt francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus, qu'au paiement de l'intérêt de la somme avancée par les concessionnaires du tramway de Challans à Fromentine pour la fourniture du matériel roulant de ladite ligne, conformément à l'article 2 de la convention précitée du 9 octobre 1893 annexée au décret du 28 mars 1894.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28569. — *Loi qui autorise la ville de Castres (Tarn)
à contracter un Emprunt.*

Du 12 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 13 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Castres (Tarn) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs quatre centimes pour cent (4^e 04 p. 0/0), une somme de cent quatre-vingt-dix mille francs (190,000^f), destinée à pourvoir tant à la construction de plusieurs maisons d'école qu'aux frais d'aménagement de locaux pour le logement des instituteurs adjoints, ladite somme remboursable en trente ans à l'aide d'une subvention de l'État, concurremment avec un prélèvement annuel sur les revenus ordinaires de la caisse municipale.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté

d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28570. — *LOI qui autorise la ville de Charleville (Ardennes) à contracter un Emprunt.*

Du 12 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 13 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Charleville (Ardennes) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs quatre-vingts centimes pour cent (3^f 80 p. o/o), une somme de quatre-vingt dix mille cinq cents francs (90,500^f), remboursable sur ses revenus ordinaires, savoir :

Soixante-six mille francs en vingt ans et vingt-quatre mille cinq cents francs en vingt et un ans, ladite somme destinée à rembourser les prêteurs qui n'ont pas accepté la réduction du taux d'intérêt de quatre emprunts antérieurement contractés en vertu de la loi du 27 juin 1881 et des décrets et arrêtés des 7 septembre 1877, 6 avril 1878 et 17 mai 1879.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28571. — *Loi qui autorise la ville de Cognac (Charente) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 12 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 13 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Cognac (Charente) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs quatre-vingt-cinq centimes pour cent (3'85 p. o/o), une somme de trois cent quarante-quatre mille francs (344,000'), remboursable en trente ans et destinée à pourvoir, avec des subventions de l'État et du département, aux frais d'agrandissement de l'école de garçons du quartier du centre et la construction de deux groupes scolaires dans les faubourgs de Cagouillet et de Saint-Martin.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1895, huit centimes (0'08) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, dont le produit, prévu en totalité pour la somme de six cent vingt-cinq mille francs environ, servira à rembourser l'emprunt en capital et intérêts.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

**N° 28572. — Loi qui autorise la ville de Foix (Ariège)
à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.**

Du 12 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 13 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur
suit :**

ART. 1^{er}. La ville de Foix (Ariège) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs dix centimes pour cent (4^f 10 p. 0/0), une somme de dix mille quatre cent cinquante francs (10,450^f), remboursable en trente ans et destinée à pourvoir, avec une subvention de l'État, aux frais de construction d'un gymnase au lycée.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du préfet.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1895, un centime vingt-sept centièmes de centime (1^e 27) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire en totalité une somme de dix-huit mille deux cents francs (18,200^f) environ, pour rembourser l'emprunt en capital et intérêts.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPLY.

**N° 28573. — Loi qui autorise la ville de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure)
à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.**

Du 12 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 13 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs sept cent soixante-quinze millièmes pour cent (3^f 775 p. o/o), une somme d'un million huit cent seize mille francs (1,816,000^f), remboursable en trente ans et destinée à convertir trois emprunts antérieurement contractés en vertu des lois des 5 août 1885, 13 avril 1887 et 7 juillet 1890.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1895, dix centimes (0^f 10) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire en totalité une somme de six cent soixante-quatre mille francs environ (664,000^f), pour rembourser l'emprunt en capital et intérêts, concurremment avec un prélèvement annuel sur les revenus ordinaires de la caisse municipale.

L'imposition extraordinaire de dix centimes additionnels autorisée par les lois des 15 août 1876 et 13 avril 1887 cessera d'être mise en recouvrement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28574. — *Loi qui autorise la ville de Voiron (Isère)
à changer l'affectation de Fonds d'emprunt.*

Du 12 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 13 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Voiron (Isère) est autorisée à changer

l'affectation d'une somme de vingt mille francs (20,000^f) sur les fonds de l'emprunt de neuf cent cinquante mille francs approuvé par la loi du 9 février 1889.

Cette somme servira tant à solder les travaux de construction d'une galerie souterraine pour recherche d'eaux au Mas des Gorges et ceux d'une école au hameau du Rousset, qu'à pourvoir aux frais d'agrandissement du cimetière communal.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28575. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de concours versés au Trésor pour l'achèvement des Lignes télégraphiques de l'Observatoire du Mont-Aigoual.*

Du 27 Avril 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de cent vingt francs pour l'achèvement des lignes télégraphiques de l'observatoire du Mont-Aigoual;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 24 avril 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit de cent vingt francs (120^f) applicable comme suit :

Budget ordinaire, quatrième partie, chapitre L : *Restauration et conservation des terrains en montagne.*

Ce crédit sera affecté à l'achèvement des lignes télégraphiques de l'observatoire du Mont-Aigoual.

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10517.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par la commune de Meyrueis (Lozère).

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Avril 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : A. BURDEAU.

Signé : VIGER.

N° 28576. — DÉCRET qui reporte à l'Exercice 1894 une Somme non employée en 1893 pour Encouragements à l'Industrie chevaline.

Du 7 Mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu les décrets des 18 mars ⁽¹⁾, 22 juin ⁽²⁾, 10 juillet ⁽³⁾, 26 octobre 1893 ⁽⁴⁾ et 26 février 1894 ⁽⁵⁾, rattachant au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1893, troisième partie, chapitre xxxi (*Encouragements à l'industrie chevaline*), une somme de cinq cent soixante-dix-sept mille huit cent quatre-vingt-neuf francs huit centimes versée dans les caisses du Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, à titre de produit du prélèvement d'un pour cent opéré sur le pari mutuel en faveur de l'élevage;

Attendu que ces fonds n'ont pu être employés au titre de l'exercice 1893 que jusqu'à concurrence de cinq cent soixante-dix mille francs;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽⁶⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 1^{er} mai 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1894, troisième partie, chapitre xxxi : *Encouragements à l'industrie chevaline*, une somme de sept mille huit cent quatre-vingt-neuf francs huit centimes (7,889'08) applicable aux encouragements à l'industrie chevaline et non employée sur les crédits ouverts, à titre de fonds de concours, au chapitre correspondant de l'exercice 1893.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1584, n° 27063.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1600, n° 27381.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1592, n° 27228.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1640, n° 28266.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 1600, n° 27365.

⁽⁶⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

2. Pareille somme de sept mille huit cent quatre-vingt-neuf francs huit centimes est et demeure annulée au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1893, troisième partie, chapitre xxxi : *Encouragements à l'industrie chevaline*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à titre de fonds de concours.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGER.

N° 28577. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'Amélioration et l'Entretien des Forêts.*

Du 7 Mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu les cinq déclarations ci-annexées constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de mille deux cent quatre-vingt-treize francs, montant de charges imposées dans les coupes des forêts domaniales de la Corse;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 1^{er} mai 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit de mille deux cent quatre-vingt-treize francs (1,293¹) applicable comme suit :

Budget ordinaire, quatrième partie, chapitre XLIX : *Amélioration et entretien des forêts*.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Ce crédit sera affecté aux travaux imposés aux adjudicataires des coupes.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par les adjudicataires.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGER.

N° 28578. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'Amélioration et l'Entretien des Forêts.*

Du 7 Mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de quatre-vingt-cinq francs cinquante centimes pour entretien du chemin de Rouilly-Sacey aux Pâtures (forêt domaniale de Larivour);

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 1^{er} mai 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit de quatre-vingt-cinq francs cinquante centimes (85^{fr} 50) applicable comme suit :

Budget ordinaire, quatrième partie, chapitre XLIX : *Amélioration et entretien des forêts*.

Ce crédit sera affecté à l'entretien du chemin de Rouilly-Sacey aux Pâtures.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par la commune de Rouilly-Sacey (Aube).

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGEN.

N° 28579. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une Somme non employée en 1893, affectée à la Remonte des Haras.

Du 7 Mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu les décrets des 18 mars ⁽¹⁾, 5 ⁽²⁾ et 26 octobre ⁽³⁾, 8 novembre 1893 ⁽⁴⁾ et 9 février 1894 ⁽⁵⁾, rattachant au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1893, troisième partie, chapitre xxx : *Remonte des haras*, une somme d'un million quatre cent cinquante-trois mille dix-huit francs deux centimes versée dans les caisses du Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, à titre de produit du prélèvement d'un pour cent opéré sur le pari mutuel en faveur de l'élevage;

Attendu que ces fonds n'ont pu être employés, au titre de l'exercice 1893, que jusqu'à concurrence d'un million deux cent soixante-huit mille cent quarante et un francs dix centimes;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽⁶⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 1^{er} mai 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1894, troisième partie, chapitre xxx : *Remonte des haras*, une somme de cent quatre-vingt-quatre mille huit cent soixante-seize francs quatre-vingt-douze centimes (184,876^{fr} 92), applicable à la remonte des haras et non employée sur les crédits ouverts, à titre de fonds de concours, au chapitre correspondant de l'exercice 1893.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1584, n° 27063.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1600, n° 27379.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1600, n° 27381.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1612, n° 27634.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1640, n° 28263.

⁽⁶⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

2. Pareille somme de cent quatre-vingt-quatre mille huit cent soixante-seize francs quatre-vingt-douze centimes est et demeure annulée au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1893, troisième partie, chapitre xxx : *Remonte des haras*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,
Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'agriculture,
Signé : VIGNER.

N° 28580. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté aux Travaux de dessèchement des Marais d'Aïn-Tédélès (Oran).

Du 16 Mai 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de mille cent vingt-cinq francs en vue des travaux de dessèchement des marais d'Aïn-Tédélès (Oran);

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 11 mai 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit de mille cent vingt-cinq francs (1,125') applicable comme suit :

Budget ordinaire, troisième partie (Algérie), chapitre ix : *Travaux hydrauliques en Algérie*.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Ce crédit sera affecté aux travaux de dessèchement des marais d'Ain-Tédelès.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par M. Landreau, propriétaire à Ain-Tédelès.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Mai 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : A. BURDEAU.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGER.

N° 28581. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien du Chemin de la Croix-des-Routes (forêt domaniale de Larivour).

Du 11 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de soixante francs pour entretien du chemin de la Croix-des-Routes;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 6 juin 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1894, un crédit de soixante francs (60^f) applicable comme suit :

Budget ordinaire, quatrième partie, état A, chapitre XLIX : *Amélioration et entretien des forêts*.

Ce crédit sera affecté à l'entretien du chemin de la Croix-des-Routes (forêt domaniale de Larivour).

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par la commune de Lusigny (Aube).

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : R. POINCARÉ.

Signé : VIGER.

N° 28582. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses du Personnel de l'Hydraulique agricole du Var.

Du 11 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1893;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de deux mille francs pour le personnel de l'hydraulique agricole du Var;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 8 juin 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un crédit de deux mille francs (2,000^f) applicable comme suit :

Budget ordinaire, troisième partie, état A, chapitre XXXII : *Personnel de l'hydraulique agricole*.

Ce crédit sera affecté au paiement d'une partie du personnel de l'hydraulique agricole dans le Var.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par le département du Var.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Juin 1894.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : R. POINCARÉ.

Signé : VIGER.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 28585. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien de la Forêt domaniale de Valdeniello (Corse).*

Du 29 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1893;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu les deux déclarations ci-annexées, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de mille cinquante francs pour charges imposées dans la forêt domaniale de Valdeniello (Corse);

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 21 juin 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1893, un crédit de mille cinquante francs (1,050') applicable comme suit :

Budget ordinaire, quatrième partie, chapitre L : *Amélioration des forêts.*

Ce crédit sera affecté aux travaux d'entretien de la forêt domaniale de Valdeniello (Corse).

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par les adjudicataires des coupes.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Juin 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGER.

N° 28586. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.*

Du 5 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'état ci-annexé, montant à cinquante-six mille soixante-six francs quatre-vingt-douze centimes et comprenant trente-deux créances liquidées à la charge du budget ordinaire du ministère des travaux publics, additionnellement aux restes à payer constatés dans les comptes définitifs de chacun des exercices 1890, 1891 et 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 126, paragraphe 2, du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 27 septembre 1894;

Considérant qu'aux termes des articles 9 de la loi et 126 du décret précités, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus par les budgets des exercices 1890, 1891 et 1892, et que leur montant n'excède pas les crédits dont l'annulation a été proposée dans les projets de loi de règlement desdits exercices,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en augmentation des restes à payer constatés dans les comptes définitifs du ministère des travaux publics pour les exercices 1890, 1891 et 1892, un crédit supplémentaire de cinquante-six mille soixante-six francs quatre-vingt-douze centimes (56,066'92), destiné à payer trente-deux nouvelles créances liquidées à la charge desdits exercices, conformément à l'état ci-joint, et réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1890	2,017' 41"
Exercice 1891	21,047 75
Exercice 1892	33,001 76
TOTAL ÉGAL.....	56,066 92

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu par imputation sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget du ministère des travaux publics de l'exercice courant.

3. Il sera pourvu au crédit alloué par l'article 1^{er} au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1894.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

État nominatif de créances constatées après la clôture des exercices 1890, 1891 et

NUMÉROS des chapitres.	INDICATION DES CHAPITRES et services.	LIEU de l'ordonnement ou du mandatement.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.
EXERCICE 1890.			
2 ^e SECTION. — Travaux.			
52	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	Charente.....	MM. Kotnisky frères entrepreneurs.
EXERCICE 1891.			
1 ^{re} SECTION. — Travaux.			
19	Routes et ponts. Grosses réparations et restaurations.....	Pyrénées (Basses-).	M. Dubarbier (architecte) ou ayants droit.
23	Navigation intérieure. Rivières. Travaux ordinaires (entretien et grosses réparations).....	Loir-et-Cher.....	M ^e Henry, avocat.
33	Entretien des bâtiments civils.....	Paris (direct).....	M. l'abbé Pons, directeur des propriétés domaniales de la ville.
2 ^e SECTION. — Travaux.			
57	Amélioration et achèvement des ports maritimes.	Hérault.....	MM. Ricard frères.
		Charente.....	La société anonyme du journal le Petit Charentais.
		Gard.....	MM. Maréchal et Fougère, entrepreneurs.
63	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	Gironde.....	La compagnie d'exploitation.
		Pyrénées (Basses-).	M. Souhilar (architecte).
71	Dépôt d'étalons de Saint-Lô.....	Manche.....	M. G. Jean Delamare, architecte.

ant faire l'objet d'un crédit additionnel aux restes à payer de ces exercices.

OBJET DES CRÉANCES.	NUMÉROS d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES			
		par nature.	par chapitre.	par exercice.	
ORDINAIRES.					
Construction des maisons de garde de la ligne de iron au Quéroy, dans le département de la Cha- de. Intérêts et intérêts des intérêts.....	1	2,017 ^f 41 ^c	2,017 ^f 41 ^c	2,017 ^f 41 ^c	
ORDINAIRES.					
Indemnité pour dommages causés par l'effondrement d'un mur de soutènement de la route nationale 133, dans la traverse de Sauvelerre.....	2	100 00	100 00	21,047 75	
Indemnité pour avoir défendu les intérêts de l'État de l'instance Bidault.....	3	60 00	60 00		
École normale supérieure. Remboursement d'avances présentant la part de l'État dans les dépenses d'in- rêt commun de la rue Rataud (non classer) en 91.....	4	80 41	80 41		
ORDINAIRES.					
Frais d'impression de cent placards relatifs à l'ad- ication de deux gabares en charpente (port de de).....	5	40 00	61 50	21,047 75	
Frais d'insertion relatifs à l'adjudication de deux bares en charpente (port de Cette).....	6	21 50			
Construction des maisons de garde de la ligne de iron au Quéroy, dans le département de la Cha- de. Intérêts et intérêts des intérêts.....	7	2,118 30	20,716 73		
Solde de la garantie de retenue de l'entreprise du quelque lot de la ligne de Tournemire au Vigan.....	8	1,000 00			
Remboursement de dépenses relatives aux travaux scutés pour l'appropriation de la gare de Libourne gne de Tours à Bordeaux) au service commun de la ligne de Marcenais.....	9	17,530 99			
Intérêts dus à raison de la prise de possession labable d'un terrain (ligne de Bayonne à Saint- m-Pied-de-Port).....	10	67 44	20 11	21,047 75	
Frais de publications et insertions (dépôt d'étalons Saint-Lô).....	11	27 72			
Venonales sur une somme de vingt-sept francs sante-douze centimes (dépôt d'étalons de Saint-Lô).....	12	1 39			

NUMÉROS des chapitres.	INDICATIONS DES CHAPITRES et services.	LIEU de l'ordonnement ou du mandatement.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.
EXERCICE 1880			
1 ^{re} SECTION			
11	Personnel des agents préposés à la surveillance de la pêche fluviale.	Corrèze..... Gironde.....	M. Paris, huissier Le receveur municipal la ville de Bordeaux M. Facchini..... M. Ch. Garnier, architecte. M. P. Garreau, vendeur. M. l'abbé Peureux, des propriétaires rains de la rue MM. Dufréne et Japy
31	Entretien des bâtiments civils.....	Paris (direct).....	M. L. Gloton..... M. Ch. Girault, architecte M. E. Dalesse, vendeur. M. G. Jean-Delmas
32	Grosses réparations des bâtiments civils.	Manche.....	M. F. Le Tuol..... M. Gain, architecte
2 ^e SECTION. — ÉPIQUE			
46	Établissement et amélioration de canaux de navigation.	Loiret.....	La compagnie des chemins de fer de Paris à et à la Méditerranée MM. Ricard frères
48	Amélioration et extension des ports maritimes.....	Hérault..... Seine-Inférieure....	La société anonyme journal le <i>Pêcheur</i> dional. La société anonyme journal le <i>Flaet</i>
55	École des arts et métiers de Lille. Continuation des travaux de construction.	Nord.....	M. Em. Rouzé..... M. J. Batigny, architecte

Arrêté le présent état à la somme de cinquante-six mille soixante-six francs quatre-vingt-douze centimes.

OBJET DES CRÉANCES.	NUMÉROS d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES.		
		par nature.	par chapitre.	par exercice.
2.				
FINAIRE.				
DÉPENSES ORDINAIRES.				
Frais de poursuites judiciaires pour délits de che.....	13	10 ^f 45 ^e	10 ^f 45 ^e	
Réparation d'un robinet d'arrêt pour le service des m (institution des sour les-muettes de Bordeaux).	14	3 26		
Travaux de mosaïque (théâtre national de l'Opéra).	15	95 06		
Honoraires sur travaux ci-dessus.....	16	3 80		
dem.....	17	0 95		
École normale supérieure. Remboursement d'avances représentant la part de l'État dans les dépenses d'in- st commun de la rue Rataud en 1892.....	18	198 81	480 71	
Travaux de serrurerie (bibliothèque Sainte-Gene- ve).....	19	129 85		
Travaux pour le gaz (bibliothèque Sainte-Gene- ve).....	20	40 47		
Honoraires sur travaux ci-dessus montant à cent hante-dix francs trente-deux centimes.....	21	6 81		
dem.....	22	1 70		
Impressions et publications (dépôt d'étalons de Saint-Lô).....	23	34 20		
Fourniture d'imprimés (dépôt d'étalons de Saint- Lô).....	24	12 56	49 03	33,001 ^f 76 ^e
Honoraires sur fournitures ci-dessus, montant à soixante-six francs soixante-dix centimes (dépôt étalons de Saint-Lô).....	25	2 33		
DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.				
Dépenses nécessitées par la déviation des voies principales de la ligne de Moret à Nevers pendant la construction du pont-canal de Briare (premier compte).....	26	10,149 09	10,861 34	
Décompte définitif.....	27	712 25		
Frais d'impression de cent placards relatifs à l'ad- judication du pavage du quai de la Ville, au port de Cette.....	28	40 00		
Frais d'insertion relatifs à l'adjudication du pavage du quai de la Ville, au port de Cette.....	29	48 00	119 25	
Frais d'insertion relatifs à l'enquête sur l'avant- projet des travaux d'amélioration de l'entrée du port de Havre.....	30	31 25		
Travaux de maçonnerie à l'école des arts et métiers de Lille.....	31	20,654 79	21,480 93	
Honoraires sur travaux ci-dessus.....	32	826 19		
TOTAL.....				56,066 92

Paris, le 10 Septembre 1894.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28587. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts*, sur l'exercice 1894, un *Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Dépenses de l'Enseignement supérieur en Algérie.*

Du 11 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 8 de la loi du 20 décembre 1879, relative à la création des écoles d'enseignement supérieur en Algérie;

Vu un récépissé et deux déclarations constatant qu'il a été versé au Trésor public, par les trésoriers-payeurs d'Alger, de Constantine et d'Oran, une somme de soixante-dix mille francs, montant de la part contributive de chaque département dans les dépenses de fonctionnement desdites écoles pour l'exercice 1894, savoir :

Département d'Alger.....	30,000 ^f
Département de Constantine.....	20,000
Département d'Oran.....	20,000
ENSEMBLE.....	70,000

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 8 octobre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de soixante-dix mille francs (70,000^f) applicable aux dépenses de l'enseignement supérieur en Algérie.

Cette somme sera rattachée au chapitre IV du budget des dépenses de l'exercice 1894 (Algérie).

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 11 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : G. LEYGUES.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 28588. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. *Belaïch* (*Aïm*), né le 4 janvier 1854, à Alger, demeurant à l'Ermitage, commune de Saint-Eugène (Alger), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Boucris*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Belaïch-Boucris*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 26 Novembre 1894.*)

N° 28589. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. *Herscher* (*Eugène-Charles-Ernest*), ingénieur des mines, né le 26 juin 1868, à Paris, demeurant à Caen (Calvados);

M. *Herscher* (*Ernest-Marie*), élève à l'école des beaux-arts, né le 20 juin 1870, à Paris, y demeurant;

M. *Herscher* (*René-Georges*), élève à l'école centrale des arts et manufactures, né le 10 octobre 1873, à Paris, y demeurant;

M. *Herscher* (*Charles-Ernest*), industriel, né le 28 juillet 1862, à Paris, y demeurant;

M. *Herscher* (*Étienne-Louis-Georges*), ingénieur des arts et manufactures, né le 3 avril 1865, à Paris, y demeurant,

Et M. *Herscher* (*Maurice-Gustave*), externe des hôpitaux, né le 12 octobre 1873, à Paris, y demeurant,

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *Geneste*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Herscher-Geneste*;

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 26 Novembre 1894.*)

N° 28590. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. *Delamare* (*François-Élie*), manufacturier, né le 29 mai 1835, à Elbeuf (Seine-Inférieure), demeurant à Fontenay-le-Bourg (même département);

M. *Delamare* (*Louis-François*), juge au tribunal de commerce de Rouen (Seine-Inférieure), né le 26 septembre 1836, à Elbeuf (même département);

M. *Delamare* (*Edouard-Napoléon-François*), ingénieur, né le 8 février 1856, à Rouen (Seine-Inférieure), y demeurant,

Et M. *Delamare* (*André-Louis-François-Eugène*), né le 20 janvier 1864, à Rouen (Seine-Inférieure), y demeurant,

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *Deboutteville*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Delamare-Deboutteville*;

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 26 Novembre 1894.*)



Certifié conforme :

Paris, le 8^e Décembre 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1657.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28591. — *Loi qui autorise le département de la Charente-Inférieure à contracter un Emprunt.*

Du 17 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 18 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Charente-Inférieure est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingts centimes pour cent (3^{fr}80 p. 0/0), une somme d'un million trente-huit mille trois cent quarante-deux francs (1,038,342^{fr}), amortissable en vingt-cinq ans et applicable au remboursement par anticipation des emprunts contractés en exécution des lois des 5 août 1885, 9 février 1888 et 3 décembre 1889.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt d'un million trente-huit mille trois cent quarante deux francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés tant sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871, que sur les bonis de l'asile départemental de Lafond.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 17 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28592. — *LOI qui établit d'office une Imposition extraordinaire sur la commune d'Araules (Haute-Loire).*

Du 17 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 18 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il sera établi d'office sur la commune d'Araules (Haute-Loire), pendant trois ans à partir de 1894, une imposition extraordinaire de vingt et un centimes cinquante-deux centièmes (21⁵²/₁₀₀) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, dont le produit, évalué en totalité à la somme de quatre mille deux cent soixante et onze francs (4,271¹/₂) environ, servira au paiement des frais dus aux sieurs Dubreuil, Bellordre et Besset, avoué et experts de la commune, dans une instance engagée contre divers habitants de la section du Lisieux.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 17 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28593. — Loi qui établit d'office, sur la commune de la Ménière (Orne une Imposition extraordinaire.

Du 17 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 18 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il sera établi d'office, sur la commune de la Ménière (Orne), pendant trente ans à partir de 1894, une imposition extraordinaire de douze centimes trente centièmes (12° 30) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire en totalité la somme de trente-quatre mille quatre cent quarante francs (34,440^f) environ, pour servir, concurremment avec une subvention de l'État, à rembourser l'emprunt de vingt-neuf mille francs (29,000^f) que ladite commune doit contracter, en vertu d'un arrêté préfectoral du 9 mai 1894, pour subvenir à l'établissement d'un groupe scolaire.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 17 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28594. — Loi qui établit d'office une Imposition extraordinaire sur la commune de Saint-Didier-d'Aussiat (Ain).

Du 17 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 18 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il sera établi d'office, sur la commune de Saint-Didier-d'Aussiat (Ain), pendant trente ans à partir de 1895, une imposition extraordinaire de douze centimes soixante-deux centièmes (12° 62) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, dont le produit, prévu en totalité pour la somme de dix-neuf mille

cinq cent soixante francs (19,560^f) environ, servira, concurremment avec une subvention de l'État, à rembourser l'emprunt de vingt-huit mille francs (28,000^f) que ladite commune doit contracter, en vertu d'un arrêté préfectoral du 8 août 1893, pour subvenir à l'établissement d'une école de filles.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 17 Juillet 1893.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministres de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28595. — *Loi qui autorise la ville de Béziers (Hérault) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 19 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 20 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Béziers (Hérault) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs quatre-vingt-dix centimes pour cent (3^f 90 p. o/o), une somme de onze millions six cent mille francs (11,600,000^f), remboursable, savoir :

Deux millions neuf cent quatre-vingt-douze mille francs en trente-sept ans;

Huit cent vingt-sept mille trois cent quatre-vingt-seize francs et quarante et un ans;

Deux millions soixante-neuf mille six cent quatre francs en quarante-trois ans;

Cinq millions sept cent onze mille francs en cinquante ans.

Lesdites sommes destinée tant à convertir trois emprunts antérieurement contractés en vertu des lois des 27 juillet 1880, 18 juillet 1889 et 14 avril 1892, qu'à solder les frais d'ouverture de la rue Nationale et le prolongement de la rue de la République.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, par addition au principal de ses quatre contributions directes, savoir :

Pendant trente-six ans à partir de 1895, cinquante et un centimes (0^f 51);

Pendant quatre ans à partir de 1931, vingt-six centimes (0^f 26);

Pendant cinq ans à partir de 1935, quatorze centimes (0^f 14).

Le produit de ces impositions, évalué en totalité à treize millions six cent soixante-huit mille francs (13,668,000^f) environ, servira à rembourser l'emprunt en capital et intérêts, concurremment avec le produit des impositions inscrites au budget de l'exercice courant et avec un prélèvement annuel sur les revenus ordinaires de la caisse municipale.

Les impositions extraordinaires de vingt-cinq centimes et de vingt-six centimes additionnels établies par les lois des 27 juillet 1880 et 18 juillet 1889 cesseront d'être mises en recouvrement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28596. — Loi qui autorise la ville des Sables-d'Olonne (Vendée) à contracter un Emprunt.

Du 19 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 20 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville des Sables-d'Olonne (Vendée) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs dix centimes pour cent (4^f 10 p. 0/0), une somme de cent quatre-vingt-onze mille francs (191,000^f), remboursable en trente ans sur ses revenus ordinaires et destinée à pourvoir à diverses dépenses communales énumérées dans une délibération municipale du 13 août 1893 et ayant pour objet notamment la construction d'un aqueduc

collecteur sous la plage, l'établissement de squares et l'amélioration du service des eaux.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

CH. DUPUY.

N° 28597. — *Loi qui autorise la ville de Saumur (Maine-et-Loire) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 19 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 20 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Saumur (Maine-et-Loire) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs cinquante centimes pour cent (3^f 50 p. 0/0), une somme de cinq cent mille francs (500,000^f), remboursable en vingt-cinq ans à partir de 1899 et destinée à pourvoir à diverses dettes et dépenses communales prévues dans une délibération municipale du 12 juin 1893 et ayant pour objet, notamment, le payement d'indemnités de terrains, l'achèvement et l'élargissement de diverses rues, l'installation d'une machine élévatoire pour les eaux.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, par addition au principal de ses quatre contributions directes, savoir :

Pendant trois ans à partir de 1896, neuf centimes cinquante centièmes (9^e 50);

Pendant vingt-cinq ans à partir de 1899, seize centimes cinquante centièmes (16^e 50).

Le produit de cette imposition, évalué en totalité à huit cent douze mille cinq cents francs (812,500^f) environ, servira à rembourser l'emprunt en capital et intérêts, concurremment avec un prélèvement de dix-sept mille cinq cents francs (17,500^f) sur le produit d'une imposition extraordinaire de dix centimes additionnels à recouvrer en 1895, en vertu d'un arrêté préfectoral du 11 septembre 1890.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,
Signé : CH. DUPUY.

N° 28598. — *Loi qui établit d'office des Impositions extraordinaires sur la commune de Lantéfontaine (Meurthe-et-Moselle).*

Du 19 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 20 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il sera imposé d'office, pendant quinze ans à partir de 1895, par addition au principal de leurs quatre contributions, sur les deux sections qui composent la commune de Lantéfontaine (Meurthe-et-Moselle), savoir :

Sur la section de Lantéfontaine, trente centimes (0^f 30);

Sur la section d'Immonville, quarante-trois centimes (0^f 43).

Le produit de ces impositions, évalué en totalité à la somme de seize mille sept cent quarante francs (16,740^f) environ, dont cinq mille neuf cent soixante-dix francs (5,970^f) pour la section de

Lantéfontaine et dix mille sept cent soixante-dix francs (10,770^f) pour celle d'Immonville, servira, concurremment avec d'autres ressources, au paiement, en principal, intérêts et frais, des condamnations prononcées contre la commune par plusieurs jugements du tribunal de Briey, en date des 8 décembre 1881, 10 août 1882, 3 août 1883 et 26 mars 1885, et par un arrêt de la cour d'appel de Nancy du 3 février 1883.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28599. — *Loi qui établit d'office une Imposition extraordinaire sur la commune de Mazan (Ardèche).*

Du 19 Juillet 1894.

(Promulguée au *Journal officiel* du 20 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il sera établi d'office sur la commune de Mazan (Ardèche), pendant trente ans à partir de 1895, une imposition extraordinaire de douze centimes vingt-deux centièmes (12^e 22) additionnels au principal de ses quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, prévu en totalité pour la somme de vingt-deux mille deux cent cinquante-cinq francs (22,255^f) environ, servira, concurremment avec une subvention de l'État, à rembourser un emprunt de vingt-quatre mille neuf cent cinquante francs (24,950^f) que ladite commune doit contracter, en vertu d'un arrêté préfectoral du 22 mars 1894, pour subvenir aux frais d'installation de deux écoles aux hameaux d'Issanlas et de Mazeyrac.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28600. — *Loi qui établit d'office une Imposition extraordinaire sur la commune de Saint-Hilaire-Lastours (Haute-Vienne).*

Du 19 Juillet 1894.

(Promulguée au *Journal officiel* du 20 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il sera établi d'office, en 1894, sur la commune de Saint-Hilaire-Lastours (Haute-Vienne), une imposition extraordinaire de vingt-huit centimes (0^e 28) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, dont le produit, prévu pour une somme de mille cent trente-huit francs (1,138^e) environ, servira, avec d'autres ressources, à acquitter les loyers arriérés des maisons d'école.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28601. — *Loi qui établit d'office une Imposition extraordinaire sur la commune de Saint-Vitte (Haute-Vienne).*

Du 19 Juillet 1894.

(Promulguée au *Journal officiel* du 20 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il sera établi d'office, en 1894, sur la commune de Saint-Vitte (Haute-Vienne), une imposition extraordinaire de onze centimes soixante-dix centièmes (11^e 70), dont le produit, prévu pour quatre cent soixante-neuf francs (469^e) environ, servira à couvrir le déficit du budget de l'année courante.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 19 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28602. -- *DÉCRET qui autorise l'établissement d'un Dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune de l'Huisserie (Mayenne).*

Du 21 Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 22 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par M. Moreau, administrateur délégué des mines de Montigué, à l'effet d'être autorisé à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de l'Huisserie (Mayenne);

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet de la Mayenne;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Moreau, administrateur délégué des mines de Montigué, domicilié à Laval, est autorisé à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de l'Huisserie (Mayenne), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble produit par M. Moreau, lequel plan restera annexé au présent décret.

3. Le bâtiment sera, dans toutes ses parties, de construction légère; il comportera un plafond et un faux grenier.

Des événements, fermés par une toile métallique, seront ménagés, tant dans le faux grenier que dans le magasin, pour déterminer une large ventilation.

La toiture, non métallique, devra être aussi légère que possible et présenter une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin contre les rayons directs du soleil.

Le sol sera soigneusement dallé et les parois du bâtiment seront recouvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

Le dépôt sera fermé par une porte double en menuiserie pleine munie d'une serrure de sûreté.

4. Le dépôt sera entouré d'une levée en terre dont le talus intérieur sera établi, sur une épaisseur de cinquante centimètres, avec des terres débarrassées de pierres, et sera gazonné; ce talus, dont la

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12552.

pente sera aussi raide que le permettra la nature du remblai, aura son pied à un mètre de distance du soubassement du bâtiment et son sommet à un mètre au moins au-dessus du niveau du faite de ce bâtiment. A cette hauteur, la levée conservera à toute époque une largeur minimum d'un mètre. Elle sera traversée, pour l'accès du dépôt, par un passage voûté.

5. La levée en terre sera elle-même enveloppée par un mur en maçonnerie de trois mètres de hauteur au moins, placé à un mètre du pied du talus extérieur. La partie supérieure de ce mur ne sera pas coupée par la baie d'accès, qui y sera ménagée avec une hauteur maximum de deux mètres et qui sera fermée par une porte solide pourvue d'une bonne serrure.

6. Un logement de gardien protégé contre une explosion par une levée en terre, à défaut d'un abri naturel, sera établi à proximité du dépôt.

7. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui, avec le concours d'un ingénieur des poudres et salpêtres délégué par le ministre de la guerre, s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avis de cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Le dépôt sera en outre, au point de vue technique, soumis en tout temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, sans que l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

8. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à cent kilogrammes.

9. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix. Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de l'enceinte du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera que de jour.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de la garde et de la distribution de la dynamite.

Un gardien spécial sera installé en permanence dans le logement affecté à cet usage. Il sera muni des armes et munitions nécessaires pour repousser une attaque. Un chien de garde de forte taille sera, nuit et jour, enfermé dans l'enceinte.

La porte extérieure du dépôt sera mise en communication électrique avec le logement du gardien, de telle sorte que l'ouverture de

cette porte ou même la simple rupture des fils détermine le fonctionnement d'avertisseurs placés dans le logement.

Une consigne, affichée dans le même local, fixera à ce dernier les mesures à prendre dans les diverses circonstances qui peuvent se présenter.

Il sera toujours tenu en réserve, a proximité du dépôt, des approvisionnements d'eau et de sable, ou tout autre moyen propre à éteindre un commencement d'incendie.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier, à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet, elle devra tenir un registre coté et parafé par le maire, sur lequel elle inscrira, jour par jour et sans aucun blanc :

- 1° Les quantités introduites et la date de leur réception ;
- 2° La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat ;
- 3° Les quantités qui leur ont été livrées ;
- 4° Les noms, prénoms et demeures de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera, en outre, rigoureusement vérifié.

10. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

11. Le permissionnaire sera tenu d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications ; il devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

12. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, le permissionnaire devra évacuer sur le point qui lui sera indiqué la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée sans qu'il en résulte pour le permissionnaire aucun droit à indemnité.

13. Le délai accordé au permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

14. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

15. Le permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux

lois et règlements existants ou à intervenir régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

16. Le décret du 9 novembre 1886, qui a autorisé la société des mines de Montigué à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune de l'Iluisserie (Mayenne), est rapporté.

17. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : V. LOURTIES.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28603. — DÉCRET qui autorise l'établissement d'un Dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune d'Hyères (Var).

Du 21 Juillet 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 22 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par le directeur de la société des mines de Bormettes, à l'effet d'être autorisé à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune d'Hyères (Var);

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet du Var;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La société des mines de Bormettes est autorisée à établir un dépôt de dynamite de première catégorie au lieu dit « l'Argen-

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12552.

tière des Bormettes », sur le territoire de la commune d'Hyères (Var), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble produit par la société, lequel plan restera annexé au présent décret.

3. Le bâtiment sera, dans toutes ses parties, de construction légère; il comportera un plafond et un faux grenier.

Des événements, fermés par une toile métallique, seront ménagés, tant dans le faux grenier que dans le magasin, pour déterminer une large ventilation.

La toiture, non métallique, devra être aussi légère que possible et présenter une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin contre les rayons directs du soleil.

Le sol sera soigneusement dallé et les parois du bâtiment seront recouverts d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

Le dépôt sera fermé par une porte double en menuiserie pleine.

4. Le dépôt sera établi au fond d'une excavation naturelle, sans aucun entourage de levées en terre.

5. Cette excavation sera contournée, à une distance moyenne de quatre à cinq mètres de son bord supérieur, par un mur en maçonnerie de trois mètres de hauteur au moins. La partie supérieure de ce mur ne sera pas coupée par la baie d'accès, qui y sera ménagée avec une hauteur maximum de deux mètres et qui sera fermée par une porte solide pourvue d'une bonne serrure.

6. Un logement de gardien sera établi, à l'extérieur et à une dizaine de mètres du mur d'enceinte, dans une position où ce bâtiment sera parfaitement défilé contre le dépôt par le relief naturel du terrain.

7. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui, avec le concours d'un ingénieur des poudres et salpêtres délégué par le ministre de la guerre, s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avis de cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Le dépôt sera en outre, au point de vue technique, soumis en tout temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, sans que l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

8. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à mille kilogrammes.

9. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix.

Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de l'enceinte du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera que de jour.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de la garde et de l'emploi de la dynamite.

Un gardien spécial sera installé en permanence dans le logement affecté à cet usage. Ce gardien sera muni des armes et munitions nécessaires pour repousser une attaque. Un chien de garde de forte taille sera nuit et jour enfermé dans l'enceinte.

Le gardien du dépôt sera mis en communication électrique avec la brigade de gendarmerie de la circonscription par des fils dont la rupture déterminera le fonctionnement d'avertisseurs à chacune de leurs extrémités.

Une consigne, affichée dans le même local, fixera au gardien les mesures à prendre dans les diverses circonstances qui peuvent se présenter.

Il sera toujours tenu en réserve, à proximité du dépôt, des approvisionnements d'eau et de sable, ou tout autre moyen propre à éteindre un commencement d'incendie.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet, elle devra tenir un registre coté et parafé par le maire, sur lequel elle inscrira jour par jour et sans aucun blanc :

- 1° Les quantités introduites et la date de leur réception;
- 2° La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat;
- 3° Les quantités qui leur ont été livrées;
- 4° Les noms, prénoms et demeures de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera en outre rigoureusement vérifié.

10. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

11. La société permissionnaire sera tenue d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications; elle devra fournir à ses employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

12. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité mi-

litaire, la société permissionnaire devra évacuer, sur le point qui lui sera indiqué, la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour la société permissionnaire aucun droit à indemnité.

13. Le délai accordé à la société permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

14. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

15. La société permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements existants ou à intervenir et régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

16. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOUTCHES.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28604. — DÉCRET qui autorise l'établissement d'un Dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune de Saint-Eusèbe (Saône-et-Loire).

Du 21 Juillet 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 22 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12552.

Vu la demande formée par la société des mines de Blanzy, à l'effet d'être autorisée à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune de Saint-Eusèbe (Saône-et-Loire);

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet de Saône-et-Loire;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La société en commandite des mines de Blanzy est autorisée à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune de Saint-Eusèbe (Saône-et-Loire), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble produit par M. *Jules Chagot*, gérant de la société, lequel plan restera annexé au présent décret.

3. Le bâtiment sera, dans toutes ses parties, de construction légère; il comportera un plafond et un faux grenier.

Des événements, fermés par une toile métallique, seront ménagés tant dans le faux grenier que dans le magasin pour déterminer une large ventilation.

La toiture, non métallique, devra être aussi légère que possible, et présenter une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin contre les rayons directs du soleil.

Le sol sera soigneusement dallé et les parois du bâtiment seront recouvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

Le dépôt sera fermé par une porte double en menuiserie pleine.

4. Le dépôt sera entouré d'une levée en terre dont le talus intérieur sera établi sur une épaisseur de cinquante centimètres, avec les terres débarrassées de pierres, et sera gazonné; ce talus, dont la pente sera aussi raide que le permettra la nature du remblai, aura son pied à un mètre de distance du soubassement du bâtiment et son sommet à un mètre au moins au-dessus du niveau du faite de ce bâtiment. A cette hauteur, la levée conservera, à toute époque, une largeur minimum d'un mètre. Elle sera traversée, pour l'accès du dépôt, par un passage voûté.

5. La levée en terre sera elle-même enveloppée par un mur en maçonnerie de trois mètres de hauteur au moins, placé à un mètre du pied du talus extérieur; la partie supérieure de ce mur ne sera pas coupée par la baie d'accès, qui y sera ménagée avec une hauteur maximum de deux mètres et qui sera fermée par une porte solide pourvue d'une bonne serrure.

6. Un logement de gardien, protégé contre une explosion par une levée en terre à défaut d'un abri naturel, sera établi à proximité du dépôt.

7. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux de-

vront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui, avec le concours d'un ingénieur des poudres et salpêtres délégué par le ministre de la guerre, s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avis de cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Le dépôt sera en outre, au point de vue technique, soumis en tout temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, sans que l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

8. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à cinquante kilogrammes.

9. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix.

Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de l'enceinte du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera que de jour.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de la garde et de l'emploi de la dynamite, auquel seront remises les clefs du dépôt.

Ce gardien sera installé en permanence dans le logement affecté à cet usage. Il sera muni des armes et munitions nécessaires pour repousser une attaque. Un chien de garde de forte taille sera nuit et jour enfermé dans l'enceinte.

La porte intérieure du dépôt sera mise en communication électrique avec le logement du gardien, de telle sorte que l'ouverture de cette porte ou même la simple rupture des fils déterminerait le fonctionnement d'un avertisseur placé dans le logement.

Une consigne, affichée dans le même local, fixera au gardien les mesures à prendre dans les diverses circonstances qui peuvent se présenter.

Il sera toujours tenu en réserve, à proximité du dépôt, des approvisionnements d'eau et de sable, ou tout autre moyen propre à éteindre un commencement d'incendie.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier, à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet, elle devra tenir un registre coté et parafé par le maire, sur lequel elle inscrira jour par jour et sans aucun blanc :

1° Les quantités introduites et la date de leur réception;

2° La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat;

3° Les quantités qui leur ont été livrées ;

4° Les noms, prénoms et demeures de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera en outre rigoureusement vérifié.

10. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

11. La société permissionnaire sera tenue d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications ; elle devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

12. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, la société permissionnaire devra évacuer sur le point qui lui sera indiqué la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour la société permissionnaire aucun droit à indemnité.

13. Le délai accordé à la société permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

L'autorisation accordée sera périmée de plein droit lorsque cesseront les travaux de forage du puits pour les besoins desquels le dépôt est établi.

14. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

15. La société permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements existants ou à intervenir régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

16. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : V. LOURTIÈS.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28605. — **DÉCRET** qui autorise l'établissement d'un *Dépôt de Dynamite* sur le territoire de la commune de Sentein, au lieu dit « Bentaillon » (Ariège).

Du 21 Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 21 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre:

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par M. *John Edwards*, à l'effet d'être autorisé à établir un dépôt souterrain de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Sentein;

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet de l'Ariège;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. *John Edwards*, directeur des mines de Sentein et Saint-Lary, est autorisé à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Sentein, au lieu dit « Bentaillon » (Ariège), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble au cinq-millième produit par le pétitionnaire, au point à dudit plan, à une profondeur minimum de douze mètres cinquante centimètres au-dessous de la surface, dans une galerie à creuser dans la roche.

Ce plan restera annexé au présent décret, ainsi qu'un autre plan au deux-centième, en date du 17 juin 1892, donnant la coupe longitudinale de la galerie.

3. Le dépôt sera établi dans une chambre de deux mètres cinquante centimètres de profondeur sur un mètre soixante centimètres de largeur et un mètre quatre-vingts centimètres de hauteur, à creuser dans la paroi de la galerie, normalement à cette paroi à une distance de l'orifice qui ne sera pas inférieure à seize mètres, ainsi qu'il est indiqué au plan de détail ci-dessus visé.

L'accès de cette chambre latérale se fera par une porte solide fermant à clef, établie à un mètre en arrière de la paroi de la galerie principale, et la galerie principale elle-même sera également fermée près de son orifice extérieur par une seconde porte solide et munie d'une bonne serrure. Si cette précaution est nécessaire pour préserver

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12552.

ver la dynamite contre l'humidité, l'intérieur de la chambre en arrière de la porte recevra un revêtement en briques soigneusement cimentées.

4. La porte de la galerie sera mise en communication électrique avec un des locaux voisins dans lequel un agent sûr, muni des armes et munitions nécessaires pour résister à une première attaque, sera entretenu nuit et jour; cette mise en communication sera établie dans des conditions telles que l'ouverture ou le bris de la porte ou bien la simple section des fils ferait fonctionner un avertisseur dans le local affecté au gardien.

Le chef du service des mines sera lui-même en relation, dans les mêmes conditions, d'un côté avec cet agent et de l'autre avec la brigade de gendarmerie la plus voisine.

Une consigne, affichée dans le logement du gardien, lui fixera les mesures à prendre dans les différentes circonstances qui peuvent se présenter.

5. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par les ingénieurs des mines ou des ponts et chaussées qui, avec le concours d'un ingénieur des poudres et salpêtres délégué par le ministre de la guerre, s'assureront que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par les ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avis de cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Le dépôt sera en outre, au point de vue technique, soumis en tout temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, sans que l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

6. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à trois cents kilogrammes.

7. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix.

Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'à l'extérieur et à une certaine distance de la chambre, dans la galerie d'accès.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

Les portes ne seront ouvertes que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera que de jour.

L'éclairage du dépôt se fera autant que possible à la lumière électrique, et, à défaut de ce mode d'éclairage, on se servira exclusivement de lampes à flamme protégée. Dans tous les cas, le foyer lumineux sera placé non à l'intérieur de la chambre à dynamite, mais en face de la porte de cette chambre, contre la paroi opposée de la galerie, dans une cavité creusée à cet endroit.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de la garde et de l'emploi de la dynamite.

Il sera toujours tenu en réserve, à l'orifice de la galerie d'accès, des approvisionnements d'eau et de sable, ou tout autre moyen propre à éteindre un commencement d'incendie.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier, à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet, elle devra tenir un registre coté et parafé par le maire, sur lequel elle inscrira, jour par jour et sans aucun blanc :

- 1° Les quantités introduites et la date de leur réception ;
- 2° La date des livraisons ;
- 3° Les quantités livrées ;
- 4° Les noms, prénoms et demeures des personnes auxquelles les livraisons ont été faites.

8. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

9. Le permissionnaire sera tenu d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications ; il devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

10. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, le permissionnaire devra évacuer sur le point qui lui sera indiqué la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour le permissionnaire aucun droit à indemnité.

11. Le délai accordé au permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

12. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

13. Le permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements qui régissent les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

14. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : V. LOURTIÈS.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28606. — DÉCRET portant homologation du Bornage de la Zone des fortifications de la Place et du fort Barral, à Bougie.

Du 5 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour la place et l'ouvrage ci-après, le plan de circonscription et le procès-verbal de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications, visés et approuvés par le ministre de la guerre, savoir :

Place de Bougie. Fort Barral :

Limite extérieure de la zone des fortifications.

Procès-verbal de bornage du 15 mars 1894.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

N° 28607. — *DÉCRET portant homologation du bornage de la Zone des fortifications de l'enceinte de la place du Fort national et de ses Ouvrages.*

Du 5 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués le procès-verbal de bornage du 20 octobre 1893 et les plans de circonscription, visés et approuvés par le ministre de la guerre, concernant :

1° La limite intérieure de la zone des fortifications de l'enceinte de la place de Fort-National;

2° Les limites extérieures de la zone des fortifications de l'esplanade du Réduit de ladite place et des fortins de Taguemount et d'Ismaïsseren.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 28608. — *DÉCRET relatif à la circulation en franchise de la Correspondance du service échangée entre certains Fonctionnaires.*

Du 9 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'ordonnance du 17 novembre 1844 ⁽²⁾ sur les franchises postales;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est admise à circuler en franchise, sous bandes, dans

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

⁽²⁾ IX^e série, Bull. 1154, n° 11656.

l'étendue de l'arrondissement maritime, la correspondance de service échangée entre le chef du bureau central de l'inscription maritime, d'une part, et les commissaires de l'inscription maritime et les trésoriers des invalides de la marine, d'autre part.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : V. LOURTIES.

N° 28609. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.*

Du 10 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), pour les exercices 1890, 1891 et 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint;

Considérant que les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892 présentent, aux divers chapitres sur lesquels les sommes réclamées doivent être prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 1^{er} octobre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de douze mille huit

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

cent quarante-neuf francs quatre-vingt-treize centimes (12,849⁹³), réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1890.....	4,100 ⁰⁰
Exercice 1891.....	4,141 65
Exercice 1892.....	4,608 28
ENSEMBLE.....	12,849 93

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquels des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, en exécution de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LXX spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,
Signé : G. LEYGUES.

N° 28610. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'École nationale des beaux-arts d'Alger.

Du 11 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

décret, d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu le récépissé du trésorier-payeur d'Alger, constatant qu'il a été versé au Trésor, une somme de quatre mille quatre cent cinquante francs, montant du troisième trimestre 1894 de la subvention allouée par la ville d'Alger à l'école nationale des beaux-arts de cette ville;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur le fonds du budget de l'exercice 1894, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre 1 (Algérie) : *Subvention à l'école nationale des beaux-arts d'Alger*, un crédit de quatre mille quatre cent cinquante francs (4,450⁶) applicable aux dépenses de l'établissement précité.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : G. LEYGUES.

N° 28611. — *DÉCRET qui rectifie, en ce qui concerne le département de la Gironde, le Tableau de population n° 3 déclaré authentique par le décret du 31 décembre 1891.*

Du 17 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu le décret du 31 décembre 1891 ⁽¹⁾, qui déclare authentiques les tableaux de la population de la France;

Vu les rectifications proposées par le préfet de la Gironde,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les rectifications comprises au tableau ci-après sont appor-

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1474, n° 24981.

tées, en ce qui concerne le département de la Gironde, aux tableaux de population joints au décret du 31 décembre 1891 :

RECTIFICATIONS AU TABLEAU N° 3.

ARRONDISSEMENT.	COMMUNE.	POPULA- TION totale.	POPULA- TION comptée à part.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	aggre- mée.
Libourne.....	Saint-Médard-de-Guizières	1,292	18	1,274	898

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et les ministres de l'instruction publique et des beaux-arts et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28612. — *DÉCRET qui fixe les Cadres et les Traitements des Directeurs des Médecins en chef et des Médecins adjoints des Asiles publics.*

Du 19 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés, l'ordonnance du 18 décembre 1839 ⁽¹⁾, portant règlement des asiles publics et privés et les décrets des 6 juin 1863 ⁽²⁾ et 4 février 1875 ⁽³⁾ sur le classement du personnel administratif et médical des asiles publics,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La fixation des cadres et des traitements des directeurs,

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 721, n° 8578.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1128, n° 11403.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 249, n° 4001.

des médecins en chef et des médecins adjoints est établie ainsi qu'il suit :

1° DIRECTEURS ET DIRECTEURS-MÉDECINS.

CADRES.	TRAITEMENTS.
Classe exceptionnelle.....	8,000 ^f
1 ^{re} classe.....	7,000
2 ^e —.....	6,000
3 ^e —.....	5,000

2° MÉDECINS EN CHEF.

Classe exceptionnelle.....	8,000
1 ^{re} classe.....	7,000
2 ^e —.....	6,000
3 ^e —.....	5,000

3° MÉDECINS ADJOINTS.

Classe exceptionnelle.....	4,000
1 ^{re} classe.....	3,000
2 ^e —.....	2,500

2. Sont et demeurent rapportés :

1° Le décret du 4 février 1875 ;

2° Le décret du 6 juin 1863 dans celles de ses dispositions qui sont contraires aux prescriptions du présent décret.

3. Le ministre de l'intérieur et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

CH. DUPUY.

N° 28613. — *DÉCRET qui constitue en Entrepôt réel des Douanes les locaux affectés à l'Exposition internationale de Bordeaux.*

Du 29 Octobre 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 6 novembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814 ;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836 ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et d'après l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Les locaux affectés à l'Exposition internationale pour

l'enseignement, les beaux-arts, l'agriculture, l'industrie, les arts industriels et l'art ancien, qui doit avoir lieu à Bordeaux et comprendra une Exposition universelle pour les vins et spiritueux, l'électricité et les sciences sociales, sont constitués en entrepôt réel des douanes.

2. Les objets envoyés de l'étranger pour figurer à cette exposition seront dirigés directement sur les locaux qui y seront affectés, sous le régime du transit ordinaire, par tous les bureaux ouverts à ces opérations.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER,

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : V. LOURTIÉS.

N° 28614. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui annule la délibération en date du 2 septembre 1894, par laquelle le conseil général de la Corse a délégué à la commission départementale le pouvoir de statuer sur les demandes de secours concernant des veuves d'anciens employés du département. (*Paris, 14 Novembre 1894.*)

N° 28615. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui annule la délibération en date du 2 septembre 1894, par laquelle le conseil général de la Corse a délégué à la commission départementale le pouvoir de statuer sur les demandes de secours pour frais d'études. (*Paris, 16 Novembre 1894.*)

N° 28616. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui annule la délibération du 2 septembre 1894, par laquelle le conseil général de la Corse a divisé la commune d'Aleria en trois sections électorales. (*Paris, 20 Novembre 1894.*)

N° 28617. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui annule la délibération du 2 septembre 1894, par laquelle le conseil général de la Corse a divisé la commune d'Antisanti en deux sections électorales. (*Paris, 20 Novembre 1894.*)

N° 28618. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulle et de nul effet la délibération en date du 31 octobre 1894, par laquelle le conseil général de la Seine, à l'occasion du vote émis par la Chambre des députés, au sujet de la situation militaire de M. Mirman, se déclarant « profondément ému de l'attitude de plus en plus réactionnaire du Gouvernement », a « adressé ses félicitations aux députés qui ont voté contre l'ordre du jour en faveur du ministère »; a « invité les députés sincèrement républicains à lutter avec la plus grande énergie pour la défense des prérogatives des élus du suffrage universel », et a émis le vœu « que les députés de la Seine déposent sur la tribune de la Chambre, à bref délai, un projet de loi sauvegardant le droit absolu, pour tous les députés, de siéger au Parlement ». (Paris, 20 Novembre 1894.)

N° 28619. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. Giraud (*Paul-Antoine-Gabriel*), conseiller honoraire à la cour d'appel de Lyon (Rhône), y demeurant, né le 9 décembre 1826, à Romans (Drôme),
Et M. Giraud (*Gérard-Émile-Antoine*), chef du secrétariat particulier du président de la Chambre des députés, né le 24 août 1866, à Lyon (Rhône), demeurant à Paris,

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *Jordan*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Giraud-Jordan*;

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 3 Décembre 1894.)

N° 28620. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. Baudoin (*Marius-Amédée-Louis*), né le 18 novembre 1872, à Paris, demeurant à Jouques (Bouches-du-Rhône), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Thus*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Baudoin-Thus*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 3 Décembre 1894.)

N° 28621. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. Volland (*Paul-Charles*), notaire, né le 2 janvier 1867, à Mantes (Seine-et-Oise), y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patro-

nymique celui de *Dreux*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Volant Dreux*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État (*Paris, 3 Décembre 1894.*)



Certifié conforme :

Paris, le 14 * Décembre 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1658.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28622. — *Loi qui autorise le département des Bouches-du-Rhône à contracter deux Emprunts.*

Du 25 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 26 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département des Bouches-du-Rhône est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser quatre francs pour cent (4 p. o/o), une somme de deux millions cinq cent mille francs (2,500,000), réalisable en dix ans, de 1894 à 1903 inclusivement, amortissable par périodes de trente ans, prenant leur point de départ aux réalisations successives, et applicable aux travaux d'achèvement des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun.

2. Le même département est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser quatre francs pour cent (4 p. o/o), une somme de cinq cent mille francs (500,000), remboursable en trente ans à partir de 1894 et applicable au paiement des subventions promises à l'État pour la construction des chemins de fer d'intérêt général de la Calade à Salon et de Valdonne à la Barque-Faveau.

3. Ces emprunts pourront être réalisés soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la société du Crédit foncier de France ou de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

4. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement des deux emprunts de deux millions cinq cent mille francs et de cinq cent mille francs autorisés par les articles 1^{er} et 2 ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

5. Le département des Bouches-du-Rhône est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à appliquer de 1895 à 1903 inclus, aux travaux d'entretien des chemins vicinaux, et jusqu'à due concurrence, le produit de l'imposition extraordinaire de vingt centimes créée par la loi du 7 août 1883.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Juillet 1894.

Signé: CASIMIR-PÉRIER.

Le président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé: CH. DUPUY.

N° 28623. — *Loi qui autorise le département du Var à modifier l'affectation d'une Imposition extraordinaire.*

Du 25 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 26 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Var est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à affecter, en 1895, aux travaux du réseau unifié des chemins vicinaux de grande communication, le produit de l'imposition extraordinaire de deux cen-

times (0' 02') autorisée par la loi du 23 juillet 1886 pour les travaux des routes départementales.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 28624. — Loi qui autorise la ville d'Agen (Lot-et-Garonne) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 25 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 26 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville d'Agen (Lot-et-Garonne) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4 p. 0/0), une somme de cinq millions cent cinquante-huit mille neuf cent soixante-dix-sept francs (5,158,977^f), remboursable, savoir :

Neuf cent quarante mille soixante-dix-neuf francs en vingt-six ans;

Un million sept cent soixante-dix-neuf mille quatre cent quatre-vingt-dix francs en trente-huit ans;

Cinq cent vingt-quatre mille quatre cent huit francs en quarante-six ans;

Un million neuf cent quinze mille francs en cinquante ans.

Ladite somme destinée tant à convertir trois emprunts antérieurement contractés en vertu des lois des 23 juillet 1880, 11 juillet 1882 et 18 avril 1889, qu'à pourvoir aux frais d'amélioration du régime des eaux, aux travaux de réparation des écoles et à l'ouverture d'un boulevard entre la gare et la route nationale n° 131.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la Caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscripteurs à ouvrir ou des traités à passer

seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant vingt-six ans à partir de 1895, trente-cinq centimes (0^e 35^e) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire en totalité une somme de deux millions quatre cent cinquante-sept mille francs (2,457,000^e) environ, pour rembourser l'emprunt en capital et intérêts, concurremment avec un prélèvement annuel sur les revenus ordinaires de la caisse municipale.

L'imposition extraordinaire de vingt centimes additionnels établie par la loi du 23 juillet 1880 cessera d'être mise en recouvrement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPEY.

N° 28625. — *LOI qui autorise la ville de Montauban (Tarn-et-Garonne) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 25 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 26 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Montauban (Tarn-et-Garonne) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4^e p. 100), une somme de trois millions trois cent mille francs (3,300,000^e), remboursable en trente-sept ans et destinée tant à convertir un emprunt antérieurement contracté, en vertu d'une loi du 3 janvier 1881, qu'à couvrir le déficit du budget supplémentaire de 1894.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer

seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1895, vingt-neuf centimes (0^e 29^e) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire en totalité une somme de trois millions cinq cent soixante-sept mille francs (3,567,000^e) environ, pour rembourser l'emprunt concurremment avec un prélèvement annuel sur les revenus ordinaires de la caisse municipale.

L'imposition extraordinaire de vingt-six centimes additionnels établie par la loi du 3 janvier 1881 cessera d'être mise en recouvrement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 25 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 28626. — *Loi qui autorise la ville de Paris (Seine) à proroger la perception d'impositions extraordinaires.*

Du 25 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 26 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Paris (Seine) est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans à partir de 1895, savoir :

Quarante-quatre centimes (0^e 44) additionnels au principal des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres;

Vingt-deux centimes (0^e 22) additionnels au principal de la contribution des patentes.

2. Le produit de ces impositions, évalué en totalité à cent onze millions sept cent cinquante mille francs (111,750,000^e) environ, servira au paiement des dépenses municipales tant ordinaires qu'extraordinaires.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 28627. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1890.*

Du 29 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'agriculture, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1890;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget de l'exercice 1890 et que leur montant n'excède pas les restants de crédit à annuler par la loi de règlement dudit exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1890, un crédit supplémentaire de trente-six francs (36'), montant des créances désignées au tableau ci-annexé et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'agriculture est autorisé à ordonnancer le montant des créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos du budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Juin 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : B. POINCARÉ.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGER.

EXERCICE CLOS.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1890, et qui sont à ordonnancer sur le budget de l'exercice courant.

NUMÉRO du chapitre.	SERVICE.	MONTANT de la créance.
46	Amélioration des forêts domaniales.....	36 ¹

ARRÊTÉ le présent état à la somme de trente-six francs.

Paris, le 8 juin 1894.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGER.

N° 28628. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1891.*

Du 29 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'agriculture, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1891;

Vu l'article 9 de la loi du 28 mai 1884;

Vu l'article 16 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le bud-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527. —

get de l'exercice 1891 et que leur montant n'excède pas les restants de crédit à annuler par la loi de règlement dudit exercice.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1891, un crédit supplémentaire de six cent deux francs cinq centimes (602^{fr} 05), montant des créances désignées au tableau ci-annexé et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'agriculture est autorisé à ordonnancer le montant des créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos du budget de l'exercice courant, en exécution de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Juin 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGER.

EXERCICE CLOS.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1891, et qui sont à ordonnancer sur le budget de l'exercice courant.

numéros des chapitres.	SERVICES.	MONTANT des créances.
23	Frais de conduite, frais de monte.....	108 ^{fr} 55 ^c
47	Restauration et conservation des terrains en montagne.....	198 50
49	Aménagements et exploitations.....	195 00
	TOTAL.....	602 05

Annexé le présent état à la somme de six cent deux francs cinq centimes.

Paris, le 8 juin 1894.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGER.

N° 28629. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Agriculture un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1892.*

Du 29 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'Agriculture ;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'Agriculture, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892 ;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget de l'exercice 1892 et que leur montant n'excède pas les restants de crédit à annuler par la loi de règlement dudit exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'Agriculture, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892, un crédit supplémentaire de vingt mille sept cent soixante-seize francs soixante-dix centimes (20,776 70), montant des créances désignées au tableau ci-annexé et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'Agriculture est autorisé à ordonnancer le montant des créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos du budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'Agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Juin 1894.

Signé : CASIMIR PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de l'Agriculture,

Signé : VIGET

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

EXERCICE CLOS.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1892, et qui sont à ordonnancer sur le budget de l'exercice courant.

NUMÉROS des chapitres.	SERVICES.	MONTANT des créances.
9	Encouragements à l'agriculture.....	750 ^f 00 ^c
12	Allocations, dépenses administratives.....	4,271 36
39 bis	Exposition internationale de Chicago.....	96 85
48	Restauration et conservation des terrains en montagne.....	13,692 75
50	Aménagements et exploitations.....	163 00
52	Impositions sur les forêts domaniales.....	510 95
53	Matériel et dépenses diverses des forêts.....	291 80
	TOTAL.....	20,776 70

ARRÊTÉ le présent état à la somme de vingt mille sept cent soixante-seize francs soixante-dix centimes.

Paris, le 8 juin 1894.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGIER.

N° 28630. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une Somme non employée en 1893, applicable aux frais d'établissement de Bureaux et de Lignes télégraphiques.

Du 30 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général de l'exercice 1893;

Vu les décrets en date des 30 juin ⁽¹⁾, 31 juillet ⁽²⁾, 9 août ⁽³⁾, 15 novembre ⁽⁴⁾ et 1^{er} décembre 1893 ⁽⁵⁾ ouvrant, pour le service des postes et des télégraphes, au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1893, chapitres VII, IX, XII et XIII : *Métropole*, divers crédits provenant de fonds de concours s'élevant ensemble à deux millions six cent trente-sept mille sept cent vingt et un francs quatre-vingt-treize centimes, savoir :

Décret du 30 juin 1893.....	1,954,609 ^f 00 ^c
Décret du 31 juillet 1893.....	121,947 63
Décret du 9 août 1893.....	202,548 03
Décret du 15 novembre 1893.....	266,800 85
Décret du 1 ^{er} décembre 1893.....	91,816 44
TOTAL ÉGAL.....	2,637,721 93

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1564, n° 26743.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1589, n° 27175.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1593, n° 27243.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1609, n° 27581.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1611, n° 27609.

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général de l'exercice 1894;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ relatif aux fonds de concours, aux termes duquel « la portion des fonds de concours qui n'a pas été employée pendant le cours d'un exercice peut être imputée avec la même affectation aux budgets des exercices subséquents en vertu de décrets qui prononcent l'annulation des sommes restées sans emploi sur l'exercice expiré »;

Considérant que, sur les crédits s'élevant ensemble à deux millions six cent trente-sept mille cent vingt et un francs quatre-vingt-treize centimes ouverts aux chapitres VII, IX, XII et XIII de l'exercice 1893 et provenant de fonds de concours, diverses dépenses s'élevant à huit cent trois mille cinq cent soixante-cinq francs se répartissant par chapitre, de la manière suivante, n'ont pu être effectuées en 1893, et qu'il y a lieu, en conséquence, de reporter à l'exercice 1894 un crédit d'égale somme :

CHAP. VII. Indemnités diverses et secours.....	25,713 ⁰⁰
IX. Matériel des bureaux.....	75,852 00
XII. Appareils et matériel technique d'exploitation.....	232,000 00
XIII. Construction et entretien de lignes télégraphiques..	470,000 00
TOTAL ÉGAL.....	803,565 00

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et sur l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Une somme de huit cent trois mille cinq cent soixante-cinq francs (803,565⁰⁰) provenant de fonds de concours rattachés par décrets en date des 30 juin, 31 juillet, 9 août, 15 novembre et 1^{er} décembre 1893 au budget du ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, deuxième section, de l'exercice 1893, et se répartissant, par chapitre, de la manière suivante, est et demeure annulée au titre de cet exercice, savoir :

CHAP. VII. Indemnités diverses et secours.....	25,713 ⁰⁰
IX. Matériel des bureaux.....	75,852 00
XII. Appareils et matériel technique d'exploitation.....	232,000 00
XIII. Construction et entretien des lignes télégraphiques..	470,000 00
TOTAL ÉGAL.....	803,565 00

2. Un crédit égal de huit cent trois mille cinq cent soixante-cinq francs applicable aux frais d'établissement de bureaux et de lignes télégraphiques est ouvert, pour le service des postes et des télégraphes, au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

des télégraphes, sur l'exercice 1894, et est réparti, par chapitre, de la manière indiquée ci-après :

CHAP. VIII. Indemnités diverses et secours	25,713 ⁰⁰
— I. Matériel des bureaux	75,852 ⁰⁰
— III. Appareils et matériel technique d'exploitation	132,000 ⁰⁰
— XIV. Construction et entretien des lignes télégraphiques	470,000 ⁰⁰
TOTAL EGAL	803,565⁰⁰

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours, lesquelles sont reportées de l'exercice 1893 à l'exercice 1894.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : V. LOUTRIER.

N° 28631. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 une Somme non employée en 1893, applicable à l'établissement de Réseaux téléphoniques.*

Du 30 Juin 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général de l'exercice 1893;

Vu les décrets en date des 12⁽¹⁾ et 28 juin⁽²⁾, 9 août⁽³⁾, 7⁽⁴⁾ et 8 octobre 9⁽⁵⁾ et 17 novembre⁽⁶⁾, 25⁽⁷⁾ et 26 décembre 1893⁽⁸⁾, 1^{er}⁽⁹⁾ et 15 février⁽¹⁰⁾ et 9 mars 1894⁽¹¹⁾ ouvrant, pour le service des téléphones, au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1893, chapitres xxxi (Metropole) et II (Algérie), divers crédits provenant de fonds

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1565, n° 26751.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1565, n° 26753.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1593, n° 27244.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1594, n° 27271.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1594, n° 27272.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 1610, n° 27592.

⁽⁷⁾ XII^e série, Bull. 1611, n° 27615.

⁽⁸⁾ XII^e série, Bull. 1611, n° 27618.

⁽⁹⁾ XII^e série, Bull. 1622, n° 27895.

⁽¹⁰⁾ XII^e série, Bull. 1622, n° 27897.

⁽¹¹⁾ XII^e série, Bull. 1625, n° 27934.

de concours, s'élevant ensemble à un million sept cent onze mille quatre cent trente et un francs trente-huit centimes, savoir :

Décret du 12 juin 1893.....	49,000' 00"
Décret du 28 juin 1893.....	289,705 61
Décret du 9 août 1893.....	198,355 84
Décret du 7 octobre 1893.....	71,839 97
Décret du 8 octobre 1893.....	67,409 64
Décret du 9 novembre 1893.....	156,483 88
Décret du 17 novembre 1893.....	140,888 32
Décret du 25 décembre 1893.....	146,679 27
Décret du 26 décembre 1893.....	180,438 80
Décret du 14 février 1894.....	56,900 00
Décret du 15 février 1894.....	132,600 00
Décret du 9 mars 1894.....	131,230 05
TOTAL ÉGAL.....	1,711,431 38'

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général de l'exercice 1894;

Vu l'article 62 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours, aux termes duquel « la portion des fonds de concours qui n'a pas été employée pendant le cours d'un exercice peut être imputée avec la même affectation aux budgets des exercices subséquents; en vertu de décrets qui prononcent l'annulation des sommes restées sans emploi sur l'exercice expiré »;

Considérant que, sur les crédits s'élevant ensemble à un million sept cent onze mille quatre cent trente et un francs trente-huit centimes, ouverts aux chapitres xxxi (Métropole) et ii (Algérie) de l'exercice 1893 et provenant de fonds de concours, diverses dépenses s'élevant à cent vingt-quatre mille cent quarante-huit francs se répartissant, par chapitre, de la manière suivante, n'ont pu être effectuées en 1893 et qu'il y a lieu, en conséquence, de reporter à l'exercice 1894 un crédit d'égale somme :

CHAP. xxxi. Dépenses de premier établissement.....	85,368' 00"
— II. Matériel de l'Algérie.....	38,780 00
TOTAL ÉGAL.....	124,148 00

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et sur l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une somme de cent vingt-quatre mille cent quarante-huit francs (124,148'), provenant de fonds de concours rattachés par décrets en date des 12 et 28 juin, 9 août, 7 et 8 octobre, 9 et 17 novembre, 25 et 26 décembre 1893, 14 et 15 février et 9 mars 1894 au budget du ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, troisième section, de l'exercice 1893, et se répartissant

par chapitre de la manière suivante, est et demeure annulée au titre de cet exercice, savoir :

CHAP. XXXI. Dépenses de premier établissement	85,368' 00'
— II. Matériel de l'Algérie.....	38,780 00
TOTAL ÉGAL.....	124,148 00

2. Un crédit égal de cent vingt-quatre mille cent quarante-huit francs applicable aux frais de construction de circuits et de réseaux téléphoniques est ouvert, pour le service des téléphones, au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1894, et est réparti par chapitre de la manière indiquée ci-après :

CHAP. VI. Dépenses de premier établissement.....	85,368' 00'
— II. Matériel de l'Algérie.....	38,780 00
TOTAL ÉGAL.....	124,148 00

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours, lesquelles sont reportées de l'exercice 1893 à l'exercice 1894.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARRÉ.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOURTIES.

N° 28632. — *DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce d'Alger à contracter des Emprunts.*

Du 3 Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 4 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu le décret en date du 5 juin 1894 ⁽¹⁾, portant concession à la chambre

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1642, n° 28296.

de commerce d'Alger, de hangars à construire sur les quais du port de cette ville ;

Vu la demande par laquelle la chambre de commerce d'Alger sollicite l'autorisation de contracter des emprunts s'élevant ensemble à onze cent mille francs pour le produit en être affecté aux frais de construction desdits hangars ;

Vu le décret du 3 septembre 1851 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce d'Alger est autorisée à contracter, à un taux qui n'excédera pas quatre francs vingt centimes pour cent (4^e 20 p. o/o), des emprunts s'élevant, en totalité, à un million cent mille francs (1,100,000^e), en vue de faire face aux dépenses susindiquées.

Ces emprunts, toujours remboursables par anticipation, pourront être réalisés et conclus, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de ces emprunts s'effectuera dans une période de cinquante ans.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOURTIÈS.

N° 28633. — DÉCRET qui institue une Commission consultative permanente du Conseil supérieur du Commerce et de l'Industrie.

Du 3 Juillet 1894

(Promulgué au Journal officiel du 8 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 13 octobre 1882 qui établit, près du ministre du commerce, un conseil supérieur du commerce et de l'industrie ;

(1) 1^{re} série, Bull. 442, n° 3239.

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Il est institué auprès du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et sous sa présidence, une commission consultative permanente du conseil supérieur du commerce et de l'industrie, choisie parmi les membres de ce conseil.

2. Cette commission est composée de vingt membres, savoir :

1^o Trois membres de droit : le directeur général des douanes, le directeur des consulats et des affaires commerciales, le directeur du commerce extérieur;

2^o Dix-sept membres nommés par arrêté ministériel et choisis parmi les sénateurs, les députés et les représentants du commerce et de l'industrie faisant partie du conseil supérieur.

3. Cette commission pourra être appelée à donner son avis sur toutes les questions intéressant le commerce et l'industrie, telles qu'elles sont énoncées dans l'article 3 du décret du 18 octobre 1882, toutes les fois que le ministre ne jugera pas nécessaire de consulter le conseil supérieur lui-même.

La commission se réunira sur la convocation du ministre.

4. Les secrétaires du conseil supérieur du commerce et de l'industrie rempliront les mêmes fonctions auprès de la commission consultative permanente.

5. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et publié au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOURTIÉS.

N^o 28634. — DÉCRET qui crée une Chambre de commerce
à Mont-de-Marsan (Landes).

Du 6 Juillet 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 8 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 28 ventôse an ix, le décret du 23 septembre 1806⁽¹⁾, la loi du 23 juillet 1820, le décret du 3 septembre 1851⁽²⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce, et le décret du 22 janvier 1872⁽³⁾;

Vu la demande introduite en vue de la création d'une chambre de commerce dans le département des Landes;

Vu les délibérations des conseils d'arrondissement et des conseils municipaux des chefs-lieux d'arrondissement;

Vu l'avis du tribunal de commerce de Dax;

Vu l'avis du conseil général;

Vu l'avis du préfet des Landes, en date du 29 mai 1894, ensemble les autres pièces de l'instruction;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est créé une chambre de commerce à Mont-de-Marsan (Landes).

Cette chambre aura pour circonscription le département des Landes.

2. La chambre de commerce de Mont-de-Marsan sera composée de quinze membres.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOURDES.

N° 28635. — *Décret qui ouvre l'Entrepôt réel des Douanes de Gravelines (Nord) aux marchandises prohibées.*

Du 6 Juillet 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 8 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 21 février 1834;

Vu la loi du 26 juillet 1836 (art. 15), qui a concédé un entrepôt réel des douanes à la pile de Gravelines (Nord);

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 297, n° 5650.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 82, n° 907.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 442, n° 3239.

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Sur l'avis conforme du ministre des finances.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'entrepôt réel des douanes de Gravellines (Nord) est ouvert aux marchandises prohibées.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et publié au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOURTIEN.

N° 28636. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892.

Du 16 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées à la charge du département du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, première section (*Commerce et industrie*), additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs de l'exercice 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 28 mai 1834;—

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾;

Considérant qu'aux termes de cet article, la créance comprise dans l'état susvisé peut être acquittée, attendu qu'elle se rapporte à des services prévus par le budget de l'exercice précité et que le montant n'excède pas le chiffre encore disponible des crédits qui ont été annulés en clôture de cet exercice;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, première section (*Commerce et industrie*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1892, un crédit de mille trois cent trente-quatre francs (1,334^f).

(1) 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10517.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est autorisé à ordonnancer la créance ci-dessus visée sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos sur le budget ordinaire de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu aux dépenses dont il s'agit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice courant.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOURTIÈS.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1892, qui doivent faire l'objet de crédits additionnels.

EXERCICE.	NOMBRE du chapitre.	DÉNOMINATION du chapitre.	NATURE DES CRÉANCES.	MONTANT DES CRÉDITS		
				par article.	par chapitre.	par exercice.
1894.	13	Enseignement industriel et commercial.	Remboursement de frais causés par le décès d'un ouvrier de commerce.	1,334 ¹	1,334 ¹	1,334 ¹

ARRÊTÉ le présent état à la somme de mille trois cent trente-quatre francs.

Paris, le 22 juin 1894.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOURTIÈS.

N° 28637. — **DÉCRET** qui nomme Membres de droit de la Commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900 les anciens Ministres du commerce depuis l'Exposition universelle de 1878.

Du 24 Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 25 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Vu le décret du 9 septembre 1893⁽¹⁾, relatif à l'institution de la commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les anciens ministres du commerce depuis l'Exposition universelle de 1858 sont membres de droit de la commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900, s'ils n'en font déjà partie à aucun titre.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : V. LOURTIÈS.

N° 28638. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1894, un Crédit versé au Trésor à titre d'avances pour l'établissement de Réseaux téléphoniques et de Lignes interurbaines.

Du 26 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽²⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées à titre d'avances dans les caisses du Trésor public par des villes, établissements publics ou syndicats, pour concourir, avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement de réseaux téléphoniques et de lignes interurbaines, lequel s'élève à la somme de trois cent quarante-six mille quatre cent soixante francs quatre-vingt-cinq centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, troisième section (*Téléphones*), sur l'exercice 1894, un crédit de trois cent quarante-six mille quatre

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1609, n° 27573.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 40527.

cent soixante francs quatre-vingt-cinq centimes (346,460⁸⁵), savoir :

CHAP. VI. Matériel. — Dépenses de premier établissement..... 337,960⁸⁵

SERVICE DE L'ALGÉRIE.

1. Matériel de l'Algérie..... 8,500⁰⁰

TOTAL..... 346,460⁸⁵

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*,

Fait à Paris, le 26 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LORRAINE.

N° 28630. — *Décret qui autorise l'établissement d'un Dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune de Villapourçon (Nièvre).*

Du 28 Juillet 1894.

[Promulgué au Journal officiel du 8 août 1894.]

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875⁽¹⁾ et 28 octobre 1882⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par M. *Pastris*, industriel à Dijon, à l'effet d'être autorisé à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune de Villapourçon (Nièvre);

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet de la Nièvre;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 5517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 789, n° 1552.

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DECRÈTE :

ART. 1^{er}. *M. Pastrie*, industriel à Dijon, cours du Parc, n° 21, est autorisé à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune de Villapourçon, quartier du Prabis (Nièvre), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble produit par *M. Pastrie*, lequel plan restera annexé au présent décret.

3. Le bâtiment sera, dans toutes ses parties, de construction légère; il comportera un plafond et un faux grenier.

Des événements, fermés par une toile métallique, seront ménagés tant dans le faux grenier que dans le magasin pour déterminer une large ventilation.

La toiture, non métallique, devra être aussi légère que possible et présenter une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin contre les rayons directs du soleil.

Le sol sera soigneusement dallé et les parois du bâtiment seront recouvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

Le dépôt sera fermé par une porte double en menuiserie pleine.

4. Le dépôt sera entouré d'une levée en terre dont le talus intérieur sera établi, sur une épaisseur de cinquante centimètres, avec des terres débarrassées de pierres et sera gazonné; ce talus, dont la pente sera aussi raide que le permettra la nature du remblai, aura son pied à un mètre de distance du soubassement du bâtiment et son sommet à un mètre au moins au-dessus du niveau du faite de ce bâtiment. A cette hauteur, la levée conservera à toute époque une largeur minimum d'un mètre. Elle sera traversée, pour l'accès du dépôt, par un passage voûté.

5. La levée en terre sera elle-même enveloppée par un mur en maçonnerie de trois mètres de hauteur au moins, placé à un mètre du pied du talus extérieur. La partie supérieure de ce mur ne sera pas coupée par la baie d'accès qui y sera ménagée avec une hauteur maximum de deux mètres et qui sera fermée par une porte solide pourvue d'une bonne serrure.

6. Un logement de gardien protégé contre une explosion par une levée en terre, à défaut d'un abri naturel, sera établi à proximité du dépôt.

7. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui, avec le concours d'un ingénieur des poudres et salpêtres délégué par le ministre de la

guerre, s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avis de cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Le dépôt sera en outre, au point de vue technique, soumis en tout temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, sans que l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

8. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à cinquante kilogrammes.

9. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix.

Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de l'enceinte du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera que de jour.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de la garde et de l'emploi de la dynamite, auquel seront remises les clefs du dépôt.

Ce gardien sera installé en permanence dans le logement affecté à cet usage. Il sera muni des armes et munitions nécessaires pour repousser une attaque. Un chien de garde de forte taille sera nuit et jour enfermé dans l'enceinte.

La porte intérieure du dépôt sera mise en communication électrique avec le logement du gardien, de telle sorte que l'ouverture de cette porte ou même la simple rupture des fils détermine le fonctionnement d'avertisseur placés dans le logement.

Une consigne, affichée dans le même local, fixera au gardien les mesures à prendre dans les diverses circonstances qui peuvent se présenter.

Il sera toujours tenu en réserve, à proximité du dépôt, des approvisionnements d'eau et de sable, ou tout autre moyen propre à éteindre un commencement d'incendie.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier, à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet, elle devra tenir un registre coté et parafé par le maire, sur lequel elle inscrira jour par jour et sans aucun blanc :

- 1° Les quantités introduites et la date de leur réception;
- 2° La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat;
- 3° Les quantités qui leur ont été livrées;
- 4° Les noms, prénoms et demeures de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera, en outre, rigoureusement vérifié.

10. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

11. Le permissionnaire sera tenu d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications; il devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

12. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, le permissionnaire devra évacuer sur le point qui lui sera indiqué la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour le permissionnaire aucun droit à indemnité.

13. Le délai accordé au permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

14. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

15. Le permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements existants ou à intervenir et régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

16. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1894.

Signé: CASIMIR-PIERRE.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé: CH. DUPUY.

Le Ministre de la guerre,

Signé: A. MERCIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé: V. LOUBET.

Le Ministre des finances,

Signé: R. POINCARÉ.

N° 28640. — **DÉCRET** qui fixe les Droits de courtage maritime dans le Port de Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône).

Du 28 Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 29 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 28 ventôse an IX;

Vu l'arrêté des consuls du 29 germinal an IX⁽¹⁾;

Vu les articles 78 à 90 du Code de commerce;

Vu l'ordonnance royale du 14 novembre 1835⁽²⁾;

Vu l'article 12 du décret organique du 3 septembre 1851⁽³⁾;

Vu le décret du 28 février 1857⁽⁴⁾, portant organisation du courtage maritime à Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône);

Vu les avis du tribunal de commerce d'Aix, de la chambre de commerce de Marseille et du préfet des Bouches-du-Rhône, ensemble les autres pièces de l'instruction;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les droits de courtage à percevoir par les courtiers d'assurances, interprètes et conducteurs de navires à Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône) seront désormais réglés conformément aux tarifs A et B annexés au présent décret.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOURTIÉS.

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 79, n° 642.

⁽²⁾ I^{re} série, Bull. 442, n° 3239.

⁽³⁾ IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section,

⁽⁴⁾ XI^e série, Bull. 475, n° 4395.

Bull. 303, n° 6056.

EXTRAIT DU CODE DE COMMERCE.	NAVIRES.										
Les courtiers-interprètes et conducteurs de navires font le courtage des affrètements; ils ont en outre, seuls, le droit de traduire, en cas de contestations portées devant les tribunaux, les déclarations, chartes-parties, connaissements, contrats et tous actes de commerce dont la traduction serait nécessaire, afin de constater le cours du fret ou du nolis. Dans les affaires contentieuses de commerce et pour le service des douanes, ils serviront seuls de truchements à tous étrangers, ~~maîtres de navires~~ marchands, équipages de vaisseau et autres personnes de mer. (Art. 80.)	BÂTIMENTS À VOILES. Entrant sur lest Sortant sur lest..... Entrant chargés en totalité ou en partie..... Sortant chargés en totalité ou en partie..... BÂTIMENTS À VAPEUR. Entrant sur lest avec ou sans passagers..... Sortant sur lest sans passagers..... Sortant sur lest avec passagers..... Entrant chargés en totalité ou en partie..... Sortant chargés en totalité ou en partie.....										
TRADUCTION DE PIÈCES dans le cas de contestation prévu par l'article 80 du Code de commerce.											
<table> <tr> <td>Pour un connaissement ordinaire.....</td><td align="right">f</td></tr> <tr> <td>Pour un connaissement extraordinaire.....</td><td align="right">f</td></tr> <tr> <td>Pour le protêt d'une lettre de change.....</td><td align="right">f</td></tr> <tr> <td>Pour les actes judiciaires (la première page).....</td><td align="right">f</td></tr> <tr> <td>Pour les actes judiciaires (la deuxième page et chacune des pages suivantes).....</td><td align="right">f</td></tr> </table>		Pour un connaissement ordinaire.....	f	Pour un connaissement extraordinaire.....	f	Pour le protêt d'une lettre de change.....	f	Pour les actes judiciaires (la première page).....	f	Pour les actes judiciaires (la deuxième page et chacune des pages suivantes).....	f
Pour un connaissement ordinaire.....	f										
Pour un connaissement extraordinaire.....	f										
Pour le protêt d'une lettre de change.....	f										
Pour les actes judiciaires (la première page).....	f										
Pour les actes judiciaires (la deuxième page et chacune des pages suivantes).....	f										
La base de perception est le tonneau de chargement, tel qu'il est indiqué au tarif annexé au décret du 25 août 1861. Un navire sorti du port et forcé d'y relâcher est exempt de tout courtage. Les navires en relâche forcée, par suite de gros temps ou d'avaries, sont exempts de tout courtage. L'immunité complète est accordée aux navires en simple relâche.											

Le port de Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône).

NAVIRES		EXTRAIT DE L'ORDONNANCE ROYALE	
faisant le cabotage des ports français de la Méditerranée, y compris les ports de la Corse et de l'Algérie.	faisant la navigation avec l'étranger, les colonies françaises et les ports français de l'Océan.	du 14 novembre 1835.	
PAR TONNEAU DE JAUGE.		La conduite du navire comprend l'accomplissement des formalités et obligations à remplir auprès du tribunal de commerce, de la douane et des autres administrations publiques, et l'assistance à prêter aux capitaines et équipages, suivant l'usage des lieux. (Art. 2.) Les navires en simple relâche, repartant sans avoir embarqué ou débarqué de marchandises, ne payeront pas de droits plus élevés que les navires sur lest. (Art. 5.) Quand un navire relâchera dans plusieurs ports pour compléter son chargement ou débarquer des marchandises, il devra les droits de courtage dans chaque port à raison seulement du nombre de tonneaux qu'il aura embarqués ou débarqués, sans que ces droits ne puissent jamais être moindres que les droits payés par les navires sur lest. (Art. 6.) Le plâtre, les pierres moulées, les briques et autres matières embarquées comme lest ne seront pas soumis aux droits de courtage maritime. (Art. 7.) Dans aucun cas, les droits de courtage ne pourront être perçus contrairement à l'exécution des traités. (Art. 8.)	
0 ^f 05 ^e	0 ^f 10 ^e		
PAR TONNEAU DE CHARGEMENT.			
0 ^f 15 ^e	0 ^f 30 ^e		
0 10	0 15		
PAR TONNEAU DE JAUGE.			
0 ^f 05 ^e	0 ^f 10 ^e		
0 05	0 10		
PAR TONNEAU DE CHARGEMENT.			
0 ^f 15 ^e	0 ^f 30 ^e		
0 10	0 15		
AFFRÈTEMENTS		VENTE DES NAVIRES.	
par charte-partie pour tous pays.	à la cueillette.	SUR LE PRIX DE VENTE. 2 p. o/o payables moitié par le vendeur et moitié par l'acheteur, à moins de conventions contraires.	
SUR LA VALEUR DU FRET.			
3 p. o/o	3 p. o/o		
payables moitié par le frèteur et moitié par l'affrèteur, à moins de conventions contraires.		Quand le droit d'affrètement sera payé sur la cargaison entière, l'indemnité pour la conduite à la rade ne sera pas due et se confondra avec le courtage d'affrètement.	
Le courtage d'affrètement comprend l'expédition du contrat à chacune des parties.		Les droits de courtage sur les bâtiments chargés (à voiles ou à vapeur) ne peuvent être moindres que les droits payés par les mêmes bâtiments sur lest.	

mination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28643. — *DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans cinq communes du département de la Gironde.*

Du 17 Novembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août ⁽¹⁾ de la même année;

Les délibérations prises par les conseils municipaux des cinq communes ci-après désignées;

L'avis émis, à la date du 18 août 1894, par la commission départementale de la Gironde, en vertu d'une délégation du conseil général, en date du 10 septembre 1887;

L'avis du préfet et les autres pièces de l'affaire;

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'Etat entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens, dans les cinq communes du département de la Gironde comprises dans le tableau ci-dessous, est fixée ainsi qu'il suit :

NUMÉROS d'ordre.	DESIGNATION DES COMMUNES.	TARIF.	
		Chiens de la première catégorie.	Chiens de la deuxième catégorie.
1	La fosse.....	5 ^f	2 ^f
2	Tauriac.....	4	2
3	Saint-Magne-de-Castillon.....	4	1
4	Monségur.....	6	2
5	Peujard.....	4	2

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 320, n° 2955.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28644. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes) portant suppression des offices de courtier interprète et conducteur de navires dont MM. de Gonfréville (*Jean-Émile-Marie*) et Reverend (*Jules-Marie*) sont titulaires à Nantes (Loire-Inférieure).

Le nombre des charges existant sur cette place reste fixé à six.

Les titulaires restant en fonctions, MM. Maujot (*Auguste-Claude*), Moyon (*Aristide-Marie*), Séguineau (*Paul-Marie*), Allaire (*François-Claude*) et Bougourd (*René-Auguste*), payeront chacun, par sixième, à titre d'indemnité, à MM. de Gonfréville (*Jean-Émile-Marie*) et Reverend (*Jules-Marie*), une somme qui est fixée à cinquante mille francs pour le premier et à quarante mille francs pour le second.

Cette somme sera versée à la Caisse des dépôts et consignations, au profit de qui de droit. (*Paris, 8 Juin 1894.*)

N° 28645. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'agriculture) portant ce qui suit :

Sont distraites du régime forestier, pour être remises aux indigènes de la fraction El-Hadria, douar Ouled-Aouat, trois parcelles, d'une étendue totale de deux hectares cinquante et un ares soixante et onze centiares, du canton Bouaziza, de la forêt domaniale des Ouled-Aouat (Algérie), telles qu'elles sont délimitées au plan annexé au présent décret. (*Paris, 29 Juin 1894.*)

N° 28646. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) qui reconnaît d'utilité publique, conformément aux dispositions générales de l'avant-projet dressé par les ingénieurs des ponts et chaussées, les 14-15 février 1890, les travaux à exécuter pour l'irrigation des prairies situées sur la rive gauche du canal maritime de la Basse-Loire, entre la Martinière et le canal de Buzay [Loire-Inférieure]. (*Pont-sur-Seine, 3 Août 1894.*)

N° 28647. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) qui autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de

l'État, à refuser pour le musée national *Adrien Dabouché*, de Limoges, deux tableaux attribués à *Mignard*, représentant : *Yriex de Permangle et sa femme Anne Vigier de Saint-Mathieu*, et légués audit établissement par le sieur *Louis Chouly*, marquis de Permangle, en vertu de son testament olographe en date du 6 juillet 1874. (Pont-sur-Seine, 4 Août 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 18^e Décembre 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. GUÉRIN.

— Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1659.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28648. — *DÉCRET qui approuve la Déclaration signée le 27 février 1893 entre la France et la Grande-Bretagne, concernant l'Etablissement du service de remise des Correspondances par exprès.*

Du 7 Avril 1893.

(Promulgué au Journal officiel du 8 avril 1893).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}.

Une Déclaration, concernant l'établissement du service de remise des correspondances par exprès entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ayant été signée entre les deux pays le 27 février 1893, ladite Déclaration, dont la teneur suit, est approuvée et sera insérée au *Journal officiel*.

DÉCLARATION.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ayant jugé utile de modifier, dans leurs relations postales, la taxe spéciale fixée par le deuxième alinéa de l'article 13 de la convention d'union postale universelle, signée à Vienne le 4 juillet 1891, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. — Par dérogation au deuxième alinéa de l'article 13 de la convention d'union postale universelle, en date du 4 juillet 1891,

la taxe spéciale de remise à domicile des envois qualifiés «*express*» est fixée à cinquante centimes (0^e 50) pour les expéditions de France sur la Grande-Bretagne et l'Irlande; cette taxe reste fixée à trente centimes [0^e 30] (3 pence) en ce qui concerne les envois effectués de la Grande-Bretagne et d'Irlande sur la France; elle demeure, dans les deux cas, acquise à l'administration du pays d'origine.

Sont applicables aux envois dont il s'agit toutes les autres dispositions de l'article 13 susvisé.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé la présente Déclaration qui entrera en vigueur à la date dont conviendront les administrations des postes des deux pays.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 27 février 1893.

(L. S.) Signé : JULES DEVELLE.

(L. S.) Signé : DUFFERIN AND AVA.

ART. 2.

Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 Avril 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : JULES DEVELLE.

N° 28649. — *Loi portant répartition du Fonds de subvention destiné à venir en aide aux Départements. (Exercice 1895.)*

Du 26 Juillet 1894.

[Promulguée au Journal officiel du 2 août 1894.]

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La répartition du fonds de subvention affecté par l'article 58, paragraphe 7, de la loi du 10 août 1871, aux dépenses des départements qui, à raison de leur situation financière, doivent recevoir une allocation sur les fonds généraux du budget, est fixée, pour l'année 1895, conformément à l'état annexé à la présente loi.

Une somme de dix-huit mille francs (18,000) est laissée comme fonds de réserve à la disposition du ministre de l'intérieur pour frais d'établissement de la situation financière des départements, frais d'impressions, dépenses diverses et imprévues du service départemental.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 26 Juillet 1894.

Signé: CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé: CH. DUPUY.

TABIEAU DE RÉPARTITION DU FONDS DE SUBVENTION
EXERCICE 1895.

DÉPARTEMENTS.	ALLOCATIONS.	DÉPARTEMENTS.	ALLOCATIONS.
Ain	100,400	Marne (Haute-)	7,600
Allier	22,600	Mayenne	55,800
Alpes (Basses-)	175,600	Méclun (Haute-)	3,300
Alpes (Hautes-)	150,600	Méclun (Basses-)	100,600
Alpes-Maritimes	151,700	Morbihan	23,600
Ardèche	157,200	Nièvre	24,600
Ardennes	151,600	Orléans	42,000
Aube	30,000	Pyrénées (Basses-)	55,400
Aveyron	81,500	Pyrénées (Hautes-)	81,700
Cantal	80,700	Pyrénées-Orientales	93,700
Cher	107,600	Saint-Roch de Bellefont	6,000
Corrèze	100,600	Saône (Haute-)	14,000
Corse	237,800	Savoie	211,700
Côtes-du-Nord	26,600	Savoie (Haute-)	224,700
Creuse	180,600	Sèvres (Deux-)	31,100
Dordogne	24,600	Essonne	23,600
Drôme	42,800	Nar	35,600
Finistère	30,400	Vaucluse	89,700
Gers	4,000	Vendée	16,600
Ille-et-Vilaine	4,000	Yonne	58,100
Indre	117,600	Yonne (Haute-)	80,700
Indre-et-Loire	6,600	Vosges	43,600
Jura	7,600	Yonne	5,600
Landes	147,600		
Loir-et-Cher	55,400	TOTAL	3,682,000
Loire (Haute-)	48,600	Réserve	18,000
Lot	54,700		
Lozère	150,600	TOTAL GÉNÉRAL	3,700,000

N° 28650. — *Décret qui autorise la Société française des Explosifs à conserver certaines installations et à en établir de nouvelles, à la condition de se conformer aux prescriptions du décret du 29 août 1893.*

Du 26 Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 2 août 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu les décrets des 22 mars 1887 ⁽³⁾, autorisant l'établissement d'une fabrique de dynamite à Cugny, commune de la Genevraye (Seine-et-Marne) et du 27 avril 1891 ⁽⁴⁾, modificatif du précédent;

Vu les pièces de l'instruction ouverte à la suite de l'arrêté de mise en demeure pris par le préfet le 20 novembre 1891;

Vu les demandes présentées par la société française des explosifs, les 8 et 10 décembre 1891, à l'effet d'obtenir l'autorisation de conserver certaines installations irrégulièrement entreprises, d'en établir de nouvelles et d'être dispensé, à l'avenir, de se conformer à quelques-unes des prescriptions du décret d'autorisation susvisé;

Vu les pièces de l'instruction à laquelle il a été procédé sur ces demandes;

Vu la demande de la même société, en date du 29 août 1892, relative à la construction de trois nouveaux ateliers servant à la fabrication de la nitro-glycérine, au lavage et à l'incorporation de l'absorbant;

Vu les pièces de l'enquête à laquelle cette demande a donné lieu;

Vu les observations présentées par la société le 29 mars 1893;

Vu le décret du 19 août 1893 ⁽⁵⁾, fixant les conditions d'établissement et de fonctionnement d'un séchoir à coton azotique humide, dans la fabrique de Cugny;

Vu la demande de la société, en date du 27 décembre 1893, tendant à obtenir l'autorisation d'effectuer ses transports de dynamite par chemin de fer, au moyen d'un embranchement à établir aux abords de la gare de Saint-Mammès et d'élever de dix mille kilogrammes à quarante mille kilogrammes le poids maximum de la dynamite à déposer dans chacun de ses trois magasins de Cugny;

Vu la lettre adressée à la société, le 14 décembre 1893, par le directeur de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée;

Vu les plans d'ensemble et de détail produits par la société et qui restent annexés au présent décret;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La société française des explosifs est autorisée à conserver : 1^{er} le séchoir à coton azotique humide figuré sous le n° 15, au plan d'ensemble ci-annexé, à la condition de se conformer aux prescriptions du décret susvisé, en date du 19 août 1893; 2^o le magasin à coton humide figuré au même plan sous le n° 15 bis.

2. La société établira au nord de l'atelier n° 16, servant à l'emballage, un second atelier, tel qu'il est figuré au plan sous le n° 16 bis. Aussitôt après la construction de cet atelier, celui du n° 16 sera exclusivement affecté à l'emboîtage, travail auquel elle ne pourra employer plus de quatre ouvriers. L'encaissage s'opérera alors séparément, dans le nouvel atelier n° 16 bis, à l'aide de trois ouvriers au plus.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 14552.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1087, n° 17932.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1403, n° 23671.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1593, n° 27249.

3. La société est autorisée à construire à l'extrémité sud de sa fabrique, conformément aux indications du plan d'ensemble, trois ateliers : le premier, n° 2, pour la fabrication de la nitroglycérine; le second, n° 3, pour le lavage, et le troisième, n° 7, pour l'incorporation de l'absorbant. Ces nouveaux ateliers, disposés parallèlement à ceux de semblable destination qui existent au midi de la fabrique, sont établis et exploités dans les mêmes conditions que les anciens.

4. Une extension du périmètre actuel de la fabrique devant résulter des installations mentionnées dans les deux articles qui précèdent, la clôture prescrite par l'article 9 du décret du 22 mars 1887 sera modifiée de manière à renfermer dans une seule enceinte l'ensemble des ateliers tant anciens que nouveaux. A cet effet, l'ouverture de trois portes, aux points cotés n° 1, 2 et 3, sur le plan d'ensemble, demeure autorisée sous les conditions fixées par l'article 9 susénoncé. Les portes n° 2 et 3 resteront fermées à clef pendant le temps où elles ne seront pas utilisées, et leurs clefs déposées dans les mains du gardien.

5. Par exception à l'avant-dernier paragraphe de l'article 10 du décret d'autorisation, la société pourra conserver, dans les ateliers servant à l'incorporation de l'absorbant, la dynamite terminée mais non encartouchée nécessaire à la reprise du travail chaque matin.

6. La société est autorisée à maintenir le petit entrepôt, figuré au plan sous le n° 4, qui sert à la séparation lente de la nitroglycérine, mêlée aux boues de lavage.

7. Sont et demeurent supprimés, par suite de la substitution du procédé rapide au procédé binaire, les derniers mots ci-après du n° 1 de l'article 3 du décret de 1887 : « et des acides sulfo-conjugués » ; 2° l'article 4 de ce décret, qui concerne uniquement l'atelier de préparation des mêmes acides.

8. La première partie du paragraphe 4 de l'article 8 du décret précité, portant que « les matières absorbantes ne devront pas être de nature hygrométrique » demeure supprimée, elle est remplacée par la disposition suivante : l'emploi d'absorbants de nature hygrométrique est subordonné, pour la confection des cartouches de cette sorte de dynamite, à l'obligation de ne se servir que d'enveloppes absolument étanches.

9. La société pourra, dans la fabrication de la nitroglycérine, substituer les bassines en cuivre rouge aux vases en plomb, dont l'usage lui est prescrit par le paragraphe 4 de l'article 10 du décret d'autorisation.

10. Lorsque la société aura agrandi ses trois magasins, conformément au plan de détail ci-annexé, la quantité de dynamite déposée dans chacun d'eux pourra être du poids maximum de quarante mille kilogrammes. Le logement du gardien de ces magasins sera relié électriquement non avec la ville de Moret, mais avec celle de Fon-

tainébleau. Cette communication devra fonctionner automatiquement, en cas de rupture des fils.

11. La société est autorisée à effectuer ses transports de dynamite par chemin de fer, au moyen d'un embranchement industriel relié à ligne de la Bourgogne, aux abords de la gare de Saint-Mammès. Les chargements auront lieu vis-à-vis la gare des marchandises à cent mètres des voies principales, aux points A et B du plan joint à sa demande du 27 décembre 1893 ci-annexé. La voie de chargement A B sera entourée de levées de terre de quatre mètres de hauteur et de deux mètres d'épaisseur à leur sommet. La plaque tournante C pourra, toutefois, être remplacée par une courbe de faible rayon, au gré de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.

Au moyen de l'exécution des dispositions qui précèdent la société sera considérée comme ayant satisfait aux conditions du paragraphe 1 de l'article 13 du décret du 22 mars 1887.

12. La société reste soumise à l'obligation stricte de se conformer à toutes les prescriptions de ce décret, qui ne sont pas contraires aux dispositions des articles précédents. Un délai de six mois lui est accordé, à partir de la notification du présent décret et sous peine de déchéance, tant pour la mise en exécution de toutes celles des conditions qui lui sont imposées et auxquelles elle n'a pas encore satisfait, que pour l'achèvement des nouvelles installations autorisées.

13. Indépendamment des vérifications que l'administration supérieure peut ordonner en tout temps, il sera, par un ingénieur de l'État à cet effet désigné, procédé, à l'expiration du délai ci-dessus, à la reconnaissance et à la vérification tout à la fois des travaux qui viennent d'être prescrits ou autorisés et de ceux que la société doit entreprendre pour se conformer entièrement aux prescriptions du décret d'autorisation auxquelles il n'est pas dérogé par le présent. Le procès-verbal de reconnaissance sera immédiatement transmis au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

14. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : G^{ral}. DUFUY.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MARIEN.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOURNAU.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28651. — Décret qui fixe les Droits de courtage maritime dans le Port de Château-d'Oléron (Charente-Inférieure).

Du 28 Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 29 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 28 ventôse an IX;

Vu les articles 74, 77 et 80 du Code de commerce;

Vu l'arrêté des consuls du 29 germinal an IX⁽¹⁾;

Vu l'ordonnance royale du 14 novembre 1835⁽²⁾;

Vu l'article 12 du décret organique du 3 septembre 1854⁽³⁾;

Vu le décret du 31 mai 1807, relatif à l'organisation du courtage maritime au Château-d'Oléron (Charente-Inférieure);

Vu les avis du tribunal de commerce de Saint-Pierre-d'Oléron, de la chambre de commerce de la Rochelle et du préfet de la Charente-Inférieure;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les droits de courtage à percevoir par les courtiers-interprètes et conducteurs de navires au Château-d'Oléron (Ile d'Oléron) seront désormais réglés conformément au tarif annexé au présent décret.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOUATTE,

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 79, n° 642.

⁽²⁾ 2^e série, Bull. 442, n° 6289.

⁽³⁾ 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section,
Bull. 393, n° 6056.

Tarif des droits de courtage maritime dans le port

EXTRAIT DU CODE DE COMMERCE.	COE NAVIERE.										
Les courtiers-interprètes et conducteurs de navires font le courtage des affrètements ; ils ont en outre, seuls, le droit de traduire, en cas de contestations portées devant les tribunaux, les déclarations, chartes-parties, connaissements, contrats et tous actes de commerce dont la traduction serait nécessaire, enfin de constater le cours du fret ou du nolis. Dans les affaires contentieuses de commerce et pour le service des douanes, ils serviront seuls de truchements à tous étrangers, maîtres de navires, marchands, équipages de vaisseau et autres personnes de mer. (Art. 80.)	BÂTIMENTS À VOILES OU À VAPEUR.										
TRADUCTION DE PIÈCES dans le cas de contestation prévu par l'article 80 du Code de commerce.											
<table border="0"> <tr> <td>Pour un connaissement ordinaire.....</td><td align="right">4^t</td></tr> <tr> <td>Pour un connaissement extraordinaire.....</td><td align="right">6</td></tr> <tr> <td>Pour le protêt d'une lettre de change.....</td><td align="right">4</td></tr> <tr> <td>Pour les actes judiciaires (la première page).....</td><td align="right">6</td></tr> <tr> <td>Pour les actes judiciaires (la deuxième page et chacune des pages suivantes).....</td><td align="right">4</td></tr> </table>		Pour un connaissement ordinaire.....	4 ^t	Pour un connaissement extraordinaire.....	6	Pour le protêt d'une lettre de change.....	4	Pour les actes judiciaires (la première page).....	6	Pour les actes judiciaires (la deuxième page et chacune des pages suivantes).....	4
Pour un connaissement ordinaire.....	4 ^t										
Pour un connaissement extraordinaire.....	6										
Pour le protêt d'une lettre de change.....	4										
Pour les actes judiciaires (la première page).....	6										
Pour les actes judiciaires (la deuxième page et chacune des pages suivantes).....	4										
Un navire sorti du port et forcé d'y relâcher est exempt de tout courtage. Les navires en relâche forcée, par suite de gros temps ou d'avaries, sont exempts de tout courtage. Quand le droit d'affrètement sera payé sur la cargaison entière, l'indemnité pour la conduite à la sortie ne sera pas due et se confondra avec le courtage d'affrètement.											

la Château-d'Oléron (Charente-Inférieure).

MUTE.

NAVIRES			EXTRAIT DE L'ORDONNANCE ROYALE
De 1 à 50 tonneaux.	De 51 à 100 tonneaux.	De 101 tonneaux et au-dessus.	du 14 novembre 1855.
3 ^e (entrée et sortie comprises.)	5 ^e (entrée et sortie comprises.)	10 ^e (entrée et sortie comprises.)	La conduite du navire comprend l'accomplissement des formalités et obligations à remplir auprès du tribunal de commerce, de la douane et des autres administrations publiques, et l'assistance à prêter aux capitaines et équipages, suivant l'usage des lieux. (Art. 4.) Les navires en simple relâche, repartant sans avoir embarqué ou débarqué de marchandises, ne payeront pas de droits plus élevés que les navires sur lest. (Art. 5.) Quand un navire relâchera dans plusieurs ports pour compléter son chargement ou débarquer des marchandises, il devra les droits de courtage dans chaque port à raison seulement du nombre de tonneaux qu'il aura embarqués ou débarqués, sans que ces droits ne puissent jamais être moindres que les droits payés par les navires sur lest. (Art. 6.) Le plâtre, les pierres meulières, les briques et autres matières embarquées comme lest ne seront pas soumis aux droits de courtage maritime. (Art. 7.) Dans aucun cas, les droits de courtage ne pourront être perçus contrairement à l'exécution des traités. (Art. 8.)
par charte-partie ou à la caissette.			VENTE DES NAVIRES.
SUR LA VALEUR DU FRET.			SUR LE PRIX DE VENTE.
payables moitié par le fretteur, moitié par l'affrèteur, à moins de conventions contraires.			1/2 p. 0/0 payable moitié par le vendeur et moitié par l'acheteur, à moins de conventions contraires.
Le courtage d'affrètement comprend l'exécution du contrat à chacune des parties.			
Les droits de courtage sur les bâtiments chargés (à voiles ou à vapeur) ne peuvent être moindres que les droits payés par les mêmes bâtiments sur lest.			

N° 28652. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1894, un **Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor** pour l'entretien d'élèves à l'École nationale d'horlogerie de Cluses.

Du 30 Juillet 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 26 juillet 1894, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées par des départements et des communes pour l'entretien d'élèves à l'école nationale d'horlogerie de Cluses (Haute-Savoie) pendant l'année 1894;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

Décrète :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, première section, sur l'exercice 1894, chapitre IX : *École nationale d'horlogerie de Cluses*, un crédit de dix mille cinquante francs (10,050^f) à titre de fonds de concours pour l'entretien d'élèves à l'école nationale d'horlogerie de Cluses pendant l'année 1894.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par le présent décret au moyen des recettes effectuées à cet effet à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LORANT.

État des sommes versées dans les caisses du trésor public par des départements et des villes pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'entretien d'élèves à l'école d'horlogerie de Cluses (Haute-Savoie) pendant l'année 1894.

DÉPARTE- MENTS.	NOMBRES des récépissés.	DATES des versements.	INDICATION des parties versantes.	DÉTAIS des versements.	DÉNOMINATION des comptables qui ont reçu les fonds.	MONTANT des versements effectués.
Ain.....	926	16 mars 1894.	Le département..	22 août 1893....	Le trésorier général.	600
ALLier....	1086	3 mars 1894.	Idem.....	12 sept. 1893....	Idem.....	400
Ardennes..	556	7 fév. 1894..	Idem.....	24 août 1893....	Idem.....	300
Aude.....	698	26 fév. 1894.	Idem.....	26 août 1893....	Idem.....	500
Aveyron..	1545 1546	7 mai 1894..	Idem.....	24 août 1893....	Idem.....	200 300
Bouches- du-Rhône.	3498	4 avril 1894.	Idem.....	13 sept. 1893....	Idem.....	1,200
Corrèze..	1524	24 mars 1894.	Idem.....	25 août 1893....	Idem.....	300
Jura.....	1195	10 avril 1894.	Idem.....	26 août 1893....	Idem.....	300
Loire....	1748	27 mars 1894.	Idem.....	24 août 1893....	Idem.....	600
Lot-et- Garonne.	975	20 mars 1894.	Idem.....	14 sept. 1893....	Idem.....	600
Puy- de-Dôme.	1508	25 mars 1894.	Idem.....	25 août 1893....	Idem.....	900
Rhône....	4685	20 mars 1894.	La ville de Lyon.	25 sept. 1893....	Idem.....	600
Savoie....	1751	8 mai 1894..	Le département..	Août 1893 et 17 fé- vrier 1894....	Idem.....	500
Savoie (Haute-).	559	9 mars 1894.	Idem.....	Budget annuel..	Idem.....	2,000
Idem.....	269	27 avril 1894.	La ville de Cluses.	Idem.....	Le receveur particulier de Bonne- ville.	400
Seine- et-Oise.	390 3837	10 janv. 1894. 7 avril 1894.	Le département..	20 août 1893....	Le trésorier général.	195 175
						10,950

Arrêté le présent état à la somme de dix mille cinquante francs.

Paris, le 30 Juillet 1894.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOURTIÈS.

N° 28653. — Décret qui autorise la Chambre de commerce de Bastia
à contracter un Emprunt.

Des 34 Juillet 1894.

(Publié au Journal officiel du 6 août 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des
télégraphes;

Vu le décret du 3 septembre 1851⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

Vu l'article 11 de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande;

~~Vu le décret du 25 juillet 1894, rendu sur le rapport du ministre des travaux publics, qui a déclaré d'utilité publique les travaux d'amélioration à effectuer au port de Bastia;~~

Vu les délibérations de la chambre de commerce de Bastia, en date des 11 novembre 1891 et 1^{er} juillet 1893;

Vu le dossier de l'enquête à laquelle a été soumis le projet et, notamment, l'avis de la commission d'enquête en date du 21 août 1893;

Vu la dépêche du ministre des travaux publics, du 22 janvier 1894;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 9 mai 1894;

Le Conseil d'État entendu,

DECRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Bastia est autorisée à mettre à la disposition de l'État une somme de cinq cent mille francs (500,000^f) en vue de contribuer à l'exécution des travaux d'amélioration à effectuer au port de cette ville.

2. La chambre de commerce de Bastia est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre francs vingt centimes (4^f 20 p. 0/0), une somme de cinq cent mille francs (500,000^f), en vue de faire face au paiement de la contribution précitée.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, ~~soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.~~

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période de trente ans.

3. Pour permettre à la Chambre de faire face aux obligations qu'elle contracte par suite de cet emprunt, il sera établi au port de Bastia, à partir de la promulgation du présent décret :

1^o Un droit maximum de trente centimes (0^f 30) par tonneau d'affrètement sur toutes les marchandises embarquées ou débarquées;

2^o Des taxes maxima sur les voyageurs embarqués ou débarqués, selon le lieu de provenance ou de destination, et fixées ainsi qu'il suit :

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 442, n° 3339.

a). Cinquante centimes (0^f 50) pour chaque voyageur embarqué ou débarqué, à destination ou en provenance de la France, de la Corse, de l'Algérie ou des colonies.

b). Un franc (1^f) pour les voyageurs à destination ou en provenance d'un port étranger.

4. Sont exemptés des droits susmentionnés :

1° Les navires appartenant à l'État ou employés à son service;

2° Les navires affectés au remorquage et au pilotage;

3° Les navires pratiquant la pêche côtière;

4° Les navires entrés en relâche, à moins qu'ils ne se livrent à quelque opération de commerce;

5° Les navires entrés sur lest et repartant sans avoir pris de chargement;

6° Les navires et bateaux naviguant au bornage.

5. La perception des droits susmentionnés est concédée à la chambre de commerce de Bastia pour le produit en être exclusivement affecté au remboursement de l'emprunt de cinq cent mille francs prévu par l'article 2 du présent décret.

Cette perception cessera immédiatement après que le produit du droit aura atteint, en capital et intérêts, la somme nécessaire au complet remboursement de l'emprunt et, au plus tard, à l'expiration du délai de trente années fixé par l'article 2 du présent décret comme limite extrême à ce remboursement.

Dans les trois premiers mois de chaque année la chambre de commerce de Bastia adressera au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, ainsi qu'au ministre des finances, un compte rendu détaillé des recettes perçues dans le port de Bastia, des frais de perception dans l'année précédente et de sa situation au point de vue de l'amortissement de l'emprunt.

6. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOUTIER.

N° 28654. — *Décret qui porte de neuf à douze le nombre des Membres de la Chambre de commerce de Grenoble (Isère).*

Du 6 Août 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 8 août 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu le décret du 25 juin 1864⁽¹⁾, qui a établi une chambre de commerce à Grenoble (Isère);

Vu la demande par laquelle la chambre de commerce de Grenoble sollicite l'augmentation du nombre de ses membres;

Vu l'avis du préfet de l'Isère, en date du 9 juin 1894, ensemble les autres pièces de l'instruction;

Vu l'article 6 du décret du 3 septembre 1851⁽²⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

Le Conseil d'État entendu;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le nombre des membres de la chambre de commerce de Grenoble est porté de neuf à douze.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Pont-sur-Seine, le 6 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LÉONET.

N° 28655. — *DÉCRET relatif à la Franchise de la Correspondance de service échangée entre divers Fonctionnaires et Agents.*

Du 16 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1844⁽³⁾ sur les franchises postales;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1227, n° 12494.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1154, n° 11656.

⁽³⁾ 1^{re} série, B. 442, n° 3239.

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est admise à circuler en franchise, par la poste, sous bandes, la correspondance de service échangée entre les chefs de poste et les agents isolés du service spécial des distilleries en Algérie, d'une part, et les maires, les administrateurs et les adjoints spéciaux de leur département respectif, d'autre part.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Pont-sur-Seine, le 16 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOUTIER.

N° 28656. — DÉCRET relatif à l'amortissement de l'Emprunt contracté par la Chambre de commerce de Marseille, en vertu du décret du 22 mars 1885.

Du 20 Août 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 21 août 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu le décret du 22 août 1885⁽¹⁾, qui a autorisé la chambre de commerce de Marseille à emprunter une somme de deux millions sept cent cinquante mille francs pour subvenir à l'engagement somerit par elle de fournir à l'État la somme nécessaire à l'exécution des voies ferrées destinées à desservir les quais de rive, les moles et les traverses du bassin de la gare maritime et du bassin national, en y comprenant les dépenses des remaniements nécessités par l'établissement d'une gare maritime à Arcen;

Vu le décret du 19 août 1891⁽²⁾, qui a autorisé l'unification des emprunts contractés par ladite chambre, notamment en vertu du décret du 22 août 1885⁽¹⁾, et prorogé, jusqu'au 31 janvier 1963, l'amortissement de cette dette unifiée et calculée à un taux d'intérêt maximum de quatre-vingt-tiers;

Vu le décret du 5 mars 1894⁽³⁾, portant qu'un droit de tonnage de six centimes par tonneau de jauge est établi au port de Marseille pour le produit en être affecté concurremment avec les ressources provenant de l'exploitation des hangars, de l'outillage hydraulique et des voies ferrées du port, au

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 967, n° 16003.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1441, n° 24315.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1626, n° 27968.

payement des annuités des emprunts contractés par la chambre de commerce, en vue de l'établissement de ces divers services;

Vu la demande de la chambre de commerce de Marseille;

Vu l'avis du ministre des travaux publics, du 28 juin 1894;

Vu le décret du 3 septembre 1851⁽¹⁾ sur l'organisation des chambres de commerce;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'amortissement des fractions non encore réalisées sur l'emprunt de deux millions sept cent cinquante mille francs (2,750,000^f), que la chambre de commerce de Marseille a été autorisée à contracter, par décret du 22 mars 1885, pour la construction de voies ferrées, calculé à un taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre francs vingt centimes (4^f 20), devra être effectué dans un délai qui ne dépassera pas le 31 janvier 1963.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 20 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOURTIÈS.

N° 28657. — DÉCRET qui ratifie l'acquisition d'un Immeuble
faite par Chambre de commerce de Bayonne.

Du 21 Août 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 22 août 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu les délibérations de la chambre de commerce de Bayonne, en date des 14 et 21 mars 1894, relatives au projet d'acquisition d'un immeuble destiné à l'installation des services de cette compagnie;

Vu la promesse de vente intervenue, le 15 mars 1894, entre le président de la chambre de commerce de Bayonne, agissant au nom de cette compagnie, et le sieur Jules Labat;

Vu l'avis du ministre des travaux publics, en date du 25 juin 1894;

Vu les plans et devis;

(1) 1^{re} série; Bull. 442, n° 3239.

Vu le décret du 3 septembre 1851 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

La section des travaux publics, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est ratifiée l'acquisition faite la chambre de commerce de Bayonne d'un immeuble appartenant au sieur *Jules Labat*, et situé à Bayonne, rue Victor-Hugo, n° 1, tel qu'il est désigné aux plans ci-annexés, ladite acquisition faite au prix de cent soixante-mille francs (160,000^f), aux clauses et conditions énoncées dans la promesse de vente ci-dessus visée, du 15 mars 1894.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Pont-sur-Seine, le 21 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOURTIÈS.

N° 28658. — DÉCRET portant Règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 30 décembre 1893, relative aux Encouragements spéciaux à accorder à l'industrie des Huiles de schiste.

Du 24 Août 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 26 août 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Vu la loi du 30 décembre 1893, relative aux encouragements spéciaux à accorder à l'industrie des huiles de schiste, et notamment le paragraphe 2 de l'article unique de la loi, ainsi conçu :

« Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi »;

Vu l'avis du ministre des travaux publics, en date du 20 juin 1894;

Vu les avis du ministre des finances, en date des 3 juillet et 7 août 1894;
Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les extracteurs de schiste bitumineux, pour être admis à

participer à la prime accordée par la loi à l'industrie des huiles de schiste, doivent adresser une demande au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en y joignant l'indication, certifiée par les ingénieurs des mines de la circonscription, du nombre de cornues de chaque type ou de chaque capacité existant dans leur exploitation, pour la distillation du schiste.

Toute installation de cornue nouvelle est portée à la connaissance de l'ingénieur en chef des mines deux jours au moins avant la mise en marche de l'appareil.

2. Chaque extracteur doit, quinze jours au moins avant le 1^{er} janvier de chaque année, envoyer au ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, pour y être parafé, un registre servant de journal de fabrication et contenant les colonnes suivantes :

a) Date;

b) Nombre total des cornues existant à l'usine;

c) Nombre des cornues en fonctionnement :

A six heures du matin;

A midi;

A six heures du soir;

A minuit;

d) Contenance d'une cornue en hectolitres de schiste concassé;

e) Nombre de chargements effectués dans la journée de vingt-quatre heures;

f) Nombre total d'hectolitres de schiste concassé chargés dans la journée de vingt-quatre heures;

g) Nombre d'hectolitres d'huile brute produits dans la journée de vingt-quatre heures;

h) Rendement en huile brute de l'hectolitre de schiste concassé;

i) Nombre d'hectolitres d'huile brute en magasin à six heures du matin;

j) Nombre d'hectolitres d'huile brute sortis du magasin pendant la journée de vingt-quatre heures.

Les renseignements de b à j doivent être donnés par catégorie de cornues, de types ou de contenances différents.

Les extracteurs intéressés doivent tenir constamment à jour ce livre de fabrication, en y inscrivant, aux jours et aux heures indiqués, les déclarations qui leur sont demandées.

Cette déclaration est signée et ne doit contenir ni rature, ni approuvée ni surcharge.

Une demi-heure après la fin de chaque période, le registre doit être déposé dans un local agréé par les ingénieurs des mines.

En cas de chômage accidentel de l'usine pendant un jour ou une fraction de journée, la mention « chômage » doit être inscrite au plus tard à l'heure réglementaire des déclarations ordinaires.

En cas de chômage prolongé dont les ingénieurs doivent être immédiatement avisés, l'extracteur peut s'affranchir de l'obligation des déclarations journalières en renvoyant le registre à l'administration par l'intermédiaire des ingénieurs des mines.

Les journées de vingt-quatre heures sont considérées comme commençant et finissant à six heures du matin.

3. Les extracteurs possédant plusieurs usines de distillation doivent, pour chaque usine, tenir un registre-journal de fabrication.

4. Les ingénieurs et contrôleurs du service des mines sont chargés du contrôle nécessaire pour assurer l'exécution des dispositions de la loi du 30 décembre 1893 et du présent règlement. Ils ont le droit d'entrer à toute heure du jour ou de la nuit dans les usines et leurs dépendances, afin d'y constater l'exactitude des diverses déclarations inscrites au registre-journal de fabrication.

Ils peuvent faire procéder en leur présence, par le personnel de l'usine, au jaugeage des cornues en hectolitres de schiste concassé, ainsi qu'au jaugeage des réservoirs ou récipients de l'huile brute.

Les ingénieurs peuvent, en outre, exiger la communication sur place des livres et pièces de comptabilité qu'ils jugent nécessaires au contrôle des chiffres portés sur le registre-journal de fabrication.

A chacune de leurs visites, les ingénieurs et contrôleurs du service des mines apposent leur signature sur le registre-journal de fabrication dont l'exactitude a été constatée par eux.

S'ils constatent une irrégularité, une simulation ou une fraude, l'ingénieur des mines en rend compte à l'ingénieur en chef qui provoque les observations du fabricant et adresse les pièces avec son avis au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

5. Les primes sont liquidées annuellement.

Avant le 15 janvier, les extracteurs adressent au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes les pièces constatant le droit à la prime, savoir :

1° Le relevé annuel de leur fabrication faisant ressortir la quantité d'huile brute obtenue dans l'usine;

2° Le registre de fabrication ayant conservé le nombre exact de feuilles parafées par l'administration.

Au vu de ces pièces, le ministre arrête le tableau général de la production d'huile brute en France pendant l'année écoulée et l'état collectif de répartition.

6. Les dépenses de surveillance et de contrôle nécessaires pour l'application de la loi sont à la charge des industriels intéressés. Le montant en est recouvré comme en matière de contributions directes.

7. Les dispositions du présent règlement entreront en vigueur le 1^{er} octobre 1894.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

8. Pour le règlement des primes afférentes à la période de cent soixante-neuf jours comprise entre le 12 juillet 1893 et le 31 décembre 1893, les intéressés adresseront, en même temps que leur demande de règlement, au ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, par l'intermédiaire des ingénieurs des mines, des extraits, certifiés conformes par ces fonctionnaires, de leurs livres de commerce mentionnant pour chaque mois de ladite période et, en résumé, pour chacune de leurs usines et par catégorie de cornues suivant leurs types et contenance :

- 1° Le nombre de cornues en service;
- 2° La contenance de ces cornues;
- 3° Le nombre des chargements effectués;
- 4° Le nombre total d'hectolitres de schiste concassé, distillé;
- 5° Le nombre total d'hectolitres d'huile brute produits;
- 6° Le rendement en huile brute de l'hectolitre de schiste concassé.

Il sera établi par les soins de l'administration et d'après ces extraits un tableau général de la fabrication pendant la période ci-dessus, indiquant le nombre total d'hectolitres d'huile brute fabriqués pendant cette période de cent soixante-neuf jours.

La somme de cent quarante-mille huit cent trente-trois francs trente-trois centimes (140,833^f 33^c), prorata pour cent soixante-neuf jours de la somme annuelle de trois cent mille francs (300,000^f), sera divisée par ce nombre total d'hectolitres. Le quotient, s'il est inférieur ou égal à trois francs (3^f), indiquera le montant de la prime correspondant à chaque hectolitre d'huile brute fabriqué; s'il est supérieur à trois francs (3^f), la prime allouée sera de trois francs (3^f) seulement, conformément à la loi.

Pour les neufs premiers mois de 1894, les intéressés fourniront les mêmes indications que celles demandées pour l'exercice 1893. Ces indications serviront, avec les données fournies conformément au présent règlement pour les trois derniers mois, à établir la liquidation de la prime pour l'année 1894.

9. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 24 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOURVIER.

N° 28659. — *Décret qui ratifie l'acquisition d'un Immeuble faite par la Chambre de commerce de Calais.*

Du 25 Août 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 28 août 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu les délibérations de la chambre de commerce de Calais, en date des 26 octobre 1892 et 30 janvier 1894, relatives à l'acquisition d'un immeuble destiné à l'installation de ces différents services et des services de la douane de Calais;

Vu le décret du 16 août 1892;

Vu le procès-verbal d'adjudication du 24 octobre 1892;

Vu l'avis du ministre des travaux publics, en date du 14 juin 1894;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 31 juillet 1894;

Vu les plans et devis;

Vu l'avis du préfet du Pas-de-Calais, ensemble les autres pièces de l'instruction;

Vu le décret du 3 septembre 1851 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

La section des travaux publics, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes du Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est ratifiée l'acquisition faite par le président de la Chambre de commerce de Calais, pour le compte de cette compagnie, d'un immeuble appartenant à la communauté des religieuses bénédictines de Boulogne-sur-Mer, d'une superficie de mille mètres environ et située à Calais, rue de l'Étoile, boulevard International et rue de la Poissonnerie, tel qu'il est désigné au plan ci-annexé, ladite acquisition faite au prix de cinquante-six mille francs (56,000^f), aux clauses et conditions contenues dans le procès-verbal d'adjudication ci-dessus visé du 24 octobre 1892.

2. La chambre de commerce de Calais est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre francs pour cent (4^p p. o/o), une somme de deux cent soixante-cinq mille francs (265,000^f) pour subvenir, tant aux frais d'acquisition dudit immeuble qu'aux travaux d'appropriation nécessaires pour l'installation de ses différents services et des services de la douane de Calais.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription pu-

(1) *Journal officiel*, 1851, p. 1017. — *Recueil des lois et décrets*, t. 1, p. 1017. — *Bull. 441*, n° 323.

blique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période de soixante ans.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Pont-sur-Seine, le 25 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes.

Signé : V. LOURNAIS.

N° 28660. — DÉCRET qui fixe les heures d'ouverture et de fermeture du Bureau des douanes de Saint-Armel (Morbihan).

Du 30 Août 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 31 août 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 5 du titre XIII de la loi du 22 août 1791;

Vu la loi du 14 juin 1850;

Vu la demande de la chambre de commerce de Lorient appuyant la pétition des sauniers de Saint-Armel;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et d'après l'avis conforme du ministre des finances, 1868,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les heures d'ouverture et de fermeture du bureau des douanes de Saint-Armel (Morbihan) sont fixées ainsi qu'il suit :

Du 1^{er} avril au 30 septembre, de huit heures du matin à quatre heures du soir;

Du 1^{er} octobre au 31 mars, de neuf heures du matin à quatre heures du soir.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui

le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOUTRIER.

N° 28661. — DÉCRET relatif à une Imposition extraordinaire à percevoir, en 1894, pour les Dépenses de la Chambre de commerce d'Oran.

Du 30 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 17 juillet 1894, qui a autorisé une imposition extraordinaire additionnelle à la contribution des patentes de sept centimes trente-sept centièmes par franc, au maximum, sur les patentes de la circonscription de la chambre de commerce d'Oran compris dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures sur les patentes, pour concourir, à partir du 1^{er} janvier 1894, avec les autres ressources qui pourront être appliquées à cette destination, au service de l'emprunt de cinq cent trente mille francs que ladite chambre a été autorisée à contracter par décret du 13 août 1883⁽¹⁾, en vue de la construction d'un palais consulaire;

Vu notamment l'article 2 de ladite loi, ainsi conçu :

« Le nombre de centimes additionnels à percevoir sera fixé, chaque année, par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique »;

Vu l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894;

Le Conseil d'État entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. Il sera perçu, en 1894, sur les patentes de la circonscription de la chambre de commerce d'Oran compris dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures, une imposition extraordinaire additionnelle de sept centimes trente-sept centièmes (0^e 0737) par franc au principal de la contribution des patentes.

2. Le produit de cette imposition, destiné à concourir au remboursement de l'emprunt de cinq cent trente mille francs que la chambre de commerce d'Oran a été autorisée à contracter par décret du 13 août 1883, en vue de la construction d'un palais consulaire,

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 805, n° 13694.

sera mis, sur les mandats du préfet d'Oran, à la disposition de la chambre de commerce, qui aura à rendre compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 30 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : V. LOURTIÈS.

N° 28662. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1894, un Crédit versé au Trésor à titre d'avances pour l'établissement de Réseaux téléphoniques et de Lignes interurbaines.

Du 30 Août 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées à titre d'avances dans les caisses du Trésor public par des villes, des établissements publics ou des syndicats, pour concourir, avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement de réseaux téléphoniques et de lignes interurbaines, lequel s'élève à la somme de cinq cent soixante-huit mille neuf cent quatre-vingt-dix francs;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, troisième section (*Téléphones*), sur l'exercice 1894, un crédit de cinq cent soixante-huit mille neuf cent quatre-vingt-dix francs (568,990^f), savoir :

CHAP. VI. Matériel. Dépenses de premier établissement. 568,990^f

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen de ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télé-

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

graphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 30 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOURTIES.

N° 28663. — *DÉCRET relatif à la Contribution spéciale à percevoir en 1895 pour les Dépenses de diverses Chambres et Bourses de commerce.*

Du 1^{er} Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu les articles 11 à 16 de la loi de finances du 23 juillet 1820, l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838 et l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880;

Vu la loi du 21 juillet 1893, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de soixante-huit mille trente-neuf francs (68,039^f), nécessaire au paiement des dépenses des chambres et des bourses de commerce mentionnées au tableau annexé au présent décret, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, plus cinq centimes (0^f05) par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes (0^f03), aussi par franc, pour subvenir aux frais de perception, sera répartie, en 1895, conformément audit tableau, sur les patentes désignées par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui

le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 1^{er} Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : V. LOURTIÈS.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTÉS IMPOSABLES.
Abbeville.....	Somme.....	Chambre...	3,580 ¹	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Albi.....	Tarn.....	Idem.....	800	Idem.
Amiens.....	Somme.....	Idem.....	4,560	Idem.
		Bourse.....	1,750	Patentés de la ville seule- ment.
Angers.....	Maine-et-Loire...	Chambre...	2,900	Patentés de tout le départe- ment.
Armentières.....	Nord.....	Idem.....	2,250	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Auxerre.....	Yonne.....	Idem.....	3,050	Idem.
Bastia.....	Corse.....	Idem.....	2,200	Patentés de tout le départe- ment.
Bayonne.....	Basses-Pyrénées...	Idem.....	6,850	Idem.
Brest.....	Finistère.....	Idem.....	4,010	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Calais.....	Pas-de-Calais...	Idem.....	4,000	Idem.
Carcassonne.....	Aude.....	Idem.....	3,940	Idem.
Castres.....	Tarn.....	Idem.....	1,200	Idem.
Cette.....	Hérault.....	Idem.....	7,476	Idem.
Chalon-sur-Saône	Saône-et-Loire...	Idem.....	1,200	Idem.
Chambéry.....	Savoie.....	Idem.....	1,300	Patentés de tout le départe- ment.
Cherbourg.....	Manche.....	Idem.....	3,300	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Fiers.....	Orne.....	Idem.....	1,980	Idem.
Fougères.....	Ille-et-Vilaine...	Idem.....	1,200	Idem.
Gray.....	Haute-Saône.....	Idem.....	2,950	Patentés de tout le départe- ment.
Lorient.....	Morbihan.....	Idem.....	4,450	Idem.
		Bourse.....	780	Patentés de la ville seule- ment.
		TOTAL...	68,039	

N° 28664. — Décret qui reporte à l'exercice 1894 au Crédit non employé en 1893 affecté aux travaux de confection du Cadastre.

Du 11 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 2 août 1829, relative à la fixation du budget des recettes de l'exercice 1830;

Vu la loi du 18 juillet 1892, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1893;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu l'article 38 du décret du 12 juillet 1893 ⁽²⁾, sur la comptabilité départementale;

Vu les décrets des 28 avril ⁽³⁾, 27 juin ⁽⁴⁾ et 3 août 1893 ⁽⁵⁾, ouvrant au ministre des finances sur le chapitre LXXIII : *Frais d'arpentage et d'expertise, cadastre primitif*, du budget de l'exercice 1893, des crédits s'élevant à quarante-sept mille trois cent quatre-vingt-trois francs soixante-cinq centimes et correspondant au total des sommes versées au Trésor sur le produit des centimes départementaux par les départements, à titre de fonds de concours pour les travaux de confection de leur cadastre;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que, sur le crédit total de quarante-sept mille trois cent quatre-vingt-trois francs soixante-cinq centimes, une somme de trois mille deux cent seize francs vingt-six centimes reste libre à la clôture de l'exercice 1893;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRET:

ART. 1^{er}. La somme de trois mille deux cent seize francs vingt-six centimes (3,216¹/₂₆) restant disponible sur les crédits spéciaux ouverts, par décrets des 28 avril, 27 juin et 3 août 1893, au chapitre LXXIII : *Frais d'arpentage et d'expertise, cadastre primitif*, du budget de l'exercice 1893, est et demeure annulée sur cet exercice.

2. La même somme de trois mille deux cent seize francs vingt-six centimes est reportée avec la même affectation au chapitre LXX : *Frais d'arpentage et d'expertise, cadastre primitif*, du budget de l'exercice 1894.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 2 ci-dessus au moyen des ressources spéciales versées par les départements, à titre de fonds de concours.

4. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 11 Octobre 1894.

Signé: CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé: R. POINCARÉ.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1570, n° 26822.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1557, n° 26587.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1564, n° 26740.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1570, n° 26823.

N° 28665. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 un Crédit non employé en 1893, affecté aux Travaux de confection du Cadastre.

Du 11 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 31 juillet 1821, relative à la fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1821;

Vu la loi du 29 mai 1889 (art. 33), concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur les exercices 1888 et 1889;

Vu la loi du 18 juillet 1892, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1893;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu l'article 39 du décret du 12 juillet 1893 ⁽²⁾ sur la comptabilité départementale;

Vu le décret du 7 février 1894 ⁽³⁾, ouvrant au ministre des finances, sur le chapitre LXXIII : *Frais d'arpentage et d'expertise, cadastre primitif*, du budget de l'exercice 1893, des crédits s'élevant à soixante-cinq mille francs et correspondant au total des sommes versées au Trésor par les départements, à titre de fonds de concours, pour les travaux de confection de leur cadastre et provenant des subventions de l'État;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que, sur le crédit total de soixante-cinq mille francs, une somme de trois mille quatre cent quarante-trois francs quatre-vingt-douze centimes reste libre à la clôture de l'exercice 1893;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La somme de trois mille quatre cent quarante-trois francs quatre-vingt-douze centimes (3,443⁹²) restant disponible sur les crédits spéciaux ouverts par décret du 7 février 1894 au chapitre LXXIII : *Frais d'arpentage et d'expertise, cadastre primitif*, du budget de l'exercice 1893, est et demeure annulée sur cet exercice.

2. La même somme de trois mille quatre cent quarante-trois francs quatre-vingt-douze centimes est reportée avec la même affectation au chapitre LXX du budget de l'exercice 1894 : *Frais d'arpentage et d'expertise, cadastre primitif*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 2 ci-dessus au moyen des ressources spéciales versées par les départements, à titre de fonds de concours.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1570, n° 26822.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1613, n° 27664.

4. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28666. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1894 un Crédit non employé en 1893, affecté aux Travaux de confection du Cadastre.

Du 11 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 7 août 1850, portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1851;

Vu la loi du 18 juillet 1892, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilés de l'exercice 1893;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu les décrets des 2 octobre ⁽²⁾, 4 octobre ⁽³⁾ et 1^{er} décembre 1893 ⁽⁴⁾, ouvrant au ministre des finances, sur le chapitre LXXIII : *Frais d'arpentage et d'expertises, cadastre primitif*, du budget de l'exercice 1893, des crédits s'élevant à cinquante et un mille quatre cent trente-cinq francs cinquante-six centimes et correspondant au total des sommes versées au Trésor par des communes, à titre de fonds de concours, pour le renouvellement de leur cadastre;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que, sur le crédit total de cinquante et un mille quatre cent trente-cinq francs cinquante-six centimes, une somme de douze mille deux cent deux francs soixante-six centimes reste libre à la clôture de l'exercice 1893;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. La somme de douze mille deux cent deux francs soixante-six centimes (12,202' 66) restant disponible sur les crédits spéciaux ouverts par décrets des 2 octobre, 4 octobre et 1^{er} décembre 1893, au chapitre LXXIII : *Frais d'arpentage et d'expertises, cadastre primitif*, du budget de l'exercice 1893, est et demeure annulée sur cet exercice.

2. La même somme de douze mille deux cent deux francs soixante-six centimes est reportée avec la même affectation au cha-

⁽¹⁾ XI^e série. Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série. Bull. 1591, n° 27211.

⁽³⁾ XI^e série. Bull. 1592, n° 27233.

⁽⁴⁾ XII^e série. Bull. 1596, n° 27320.

pitre LIX : *Frais d'arpentage et d'expertise, cadastre primitif*, du budget de l'exercice 1894.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 2 ci-dessus au moyen des ressources spéciales versées par les communes au Trésor, à titre de fonds de concours.

4. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28667. — *DÉCRET qui modifie l'article 35 du décret du 17 février 1894 relatif aux Coffres à médicaments dont les Bâtimens faisant la Pêche à Terre-Neuve doivent être munis.*

Du 15 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 17 février 1894 ⁽¹⁾, concernant le tirage au sort des places et la police de la pêche à Terre-Neuve;

Vu le décret disciplinaire et pénal du 24 mars 1852 ⁽²⁾ sur la marine marchande;

Vu la circulaire du ministre de la marine, en date du 2^e décembre 1893;

Sur le rapport du ministre de la marine,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 35 du décret du 17 février 1894, concernant le tirage au sort des places et la police de la pêche à Terre-Neuve, est modifié comme suit :

« Les navires expédiés à la côte de Terre-Neuve devront être munis de coffres à médicaments, qui seront, suivant l'effectif de leurs équipages, de l'un des types n° 1, n° 2 ou n° 3 décrits dans la circulaire ministérielle du 1^{er} décembre 1893.

« Les navires qui ne séjourneront pas dans la place à eux concédée, pendant la campagne, seront tenus d'avoir un second coffre, qu'ils devront laisser à la disposition des marins qu'ils débarqueront sur la côte pour faire la pêche sédentaire.

« La catégorie de ce second coffre sera déterminée par le nombre d'hommes qui devra être laissé à terre, c'est-à-dire qu'il conviendra de débarquer un coffre n° 1 pour un effectif de vingt hommes au

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1634, n° 27665.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 524, n° 4006.

plus, un coffre n° 2 pour un effectif de vingt et un à trente-cinq hommes et un coffre n° 3 pour trente-six hommes ou plus.

• Le concessionnaire de l'île-Rouge devra y déposer un coffre n° 3.

• Les coffres laissés à terre dans les places de pêche devront contenir, outre les médicaments réglementaires, l'instruction médicale publiée comme annexe de la circulaire précitée du 1^{er} décembre 1893, pour servir de guides aux capitaines des bâtiments de pêche en l'absence du médecin.

• Les capitaines qui contreviendraient aux dispositions du présent article encourraient une suspension temporaire ou définitive de leur commandement.

2. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de la marine.

Fait à Paris, le 15 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre de la marine,

Signé : FÉLIX FAURE.

N° 28668. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. Napoléon-Lucien-Jérôme-Robert, né le 22 novembre 1874, à Paris, y demeurant,

Et M^{lle} Catherine-Marie-Napoléone, née le 7 juillet 1877, à Paris, y demeurant,

Mineurs sous la tutelle de M. Adelon (Ernest),

Sont autorisés à prendre le nom de Céligny, et à s'appeler légalement, à l'avenir : le premier, Céligny (Napoléon-Lucien-Jérôme-Robert), et la seconde, Céligny (Catherine-Marie-Napoléone);

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 10 Décembre 1894.)

N° 28669. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° M. Comte (Alfred-Louis-Jacques), né le 23 avril 1866, à Paris, y demeurant,

Et M. Comte (Charles-Alix-René), né le 6 septembre 1867, à Croissy (Seine-et-Oise), demeurant à Paris,

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui d'Offenbach, et à s'appeler légalement, à l'avenir, Comte-Offenbach;

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 10 Décembre 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 24 Décembre 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. GUÉRIN,

Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1660.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28670. — *Loi qui autorise le département de l'Aude à s'imposer extraordinairement.*

Du 27 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 28 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Aude est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant les années 1895 et 1896, six centimes (0'06) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux travaux d'entretien des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DURUY.

N° 28671. — *Loi qui autorise la ville de Carcassonne (Aude) à changer l'affectation de fonds d'Emprunt.*

Du 27 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 28 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Carcassonne (Aude) est autorisée à changer l'affectation d'une somme de cent cinquante-cinq mil e cinq cents francs (155,500') sur l'emprunt de neuf cent vingt-sept mille francs (927,000') approuvé par la loi du 12 janvier 1891. Cette somme servira tant à solder les frais d'établissement de la distribution d'eau qu'à pourvoir aux frais de construction d'une digue submersible sur la rive gauche de l'Aude, à l'installation d'une école au hameau de Grèges et à l'établissement d'un cimetière au canton est de Carcassonne.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 28672. — *Loi qui autorise la ville de Fécamp (Seine-Inférieure) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 27 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 28 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Fécamp (Seine-Inférieure) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4 p. o/o), une somme de deux cent mille francs (200,000') remboursable en trente ans et destinée à pourvoir à diverses dépenses communales énumérées dans une délibération municipale du

4 mai 1894 et ayant pour objet notamment le paiement d'une subvention pour l'élargissement de la route nationale n° 25, le contingent communal dans l'établissement du chemin de Saint-Ouen formant annexe du chemin de grande communication n° 150 et dans l'amélioration du chemin de grande communication n° 147, le prolongement de la rue Georges-Cuvier et l'amélioration de diverses autres voies publiques.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1895, sept centimes (0^e 07) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire en totalité une somme de trois cent trente mille francs (330,000^e) environ, pour rembourser l'emprunt en capital et intérêts.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 27 Juillet 1894.

Signé: CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'Intérieur et des cultes,*

Signé: CH. DUPUY.

N° 28673. — *Loi qui autorise la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 27 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 28 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Nantes (Loire-Inférieure) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4^e p. 0/0), une somme de six cent cinq mille cinq cents francs

(605,500'), remboursable en trente ans et destinée à pourvoir à diverses dépenses communales énumérées dans une délibération municipale du 21 mars 1894 et ayant pour objet notamment l'amélioration du service des eaux, des grosses réparations des édifices communaux et plusieurs opérations de voirie.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1895, un centime huit cent quatre-vingt-dix-huit millièmes (1⁸⁹⁸) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire en totalité une somme d'un million quarante-huit mille huit cents francs (1,048,800') environ, pour rembourser l'emprunt en capital et intérêts.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 28674. — *Loi qui autorise la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 28 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 29 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Nantes (Loire-Inférieure) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4 p. o/o), une somme de deux cent cinquante mille francs (250,000') remboursable en trente ans et destinée au paiement d'une subvention promise à l'État en vue du dragage du port.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et con-

signations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1895, sept cent quatre-vingt-trois millièmes de centimes (0^e 783) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire, en totalité, une somme de quatre cent trente-trois mille cinq cents francs (433,500^e) environ pour rembourser l'emprunt en capital et intérêts.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28675. — *Loi qui autorise le département du Cantal à s'imposer extraordinairement.*

Du 29 Juillet 1894.

(Promulguée au *Journal officiel* du 2 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Cantal est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant dix ans à partir de 1895, vingt-cinq centièmes de centime (0^e 25) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux diverses institutions et améliorations intéressant l'agriculture dans le département.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28676. — Loi qui autorise le département de la Charente-Inférieure à s'imposer extraordinairement.

Du 29 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 2 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Charente-Inférieure est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, en 1895, un centime cinquante-quatre centièmes (1⁵⁴) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux travaux des chemins vicinaux d'intérêt commun de l'ancien réseau et subsidiairement aux travaux des chemins de grande communication, en cas de fusion de ces deux réseaux.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PEBIE.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 28677. — Loi qui autorise le département du Cher à s'imposer extraordinairement.

Du 29 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 2 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Cher est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, en 1895, un centime cinquante centièmes (1⁵⁰)

additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au paiement des insuffisances d'exploitation du chemin de fer d'intérêt local de Bourges à Dun-sur-Auron et de Dun-sur-Auron à Laugère.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,
CH. DUPUY.

N° 28678. — Loi qui autorise le département de l'Hérault à s'imposer extraordinairement.

Du 29 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 2 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Hérault est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant deux ans à partir de 1895, un centime (0/01) additionnel au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux dépenses de l'instruction publique.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 28679. — *Loi qui autorise le département de la Haute-Garonne à modifier l'Affectation d'un Emprunt.*

Du 29 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 2 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Haute-Garonne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à appliquer le reliquat de l'emprunt de deux millions de francs (2,000,000'), autorisé par la loi du 21 juillet 1892, tant aux travaux de construction des chemins vicinaux de toute catégorie à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880 qu'au rachat de la concession des péages établis sur les ponts desservant ces diverses voies de communication.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28680. — *Loi qui autorise le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement.*

Du 29 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 2 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Haute-Loire est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant dix ans à partir de 1895, vingt-cinq centièmes de centime (0° 25) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera consacré à l'entretien de bourses départementales d'enseignement secondaire.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28681. — *Loi qui autorise le département de la Marne à contracter un Emprunt.*

Du 29 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 2 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Marne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingts centimes pour cent (3^{fr}80 p. o/o), une somme de cinquante et un mille quarante-trois francs (51,043^{fr}), remboursable en dix-neuf ans à partir de 1895 et exclusivement applicable, jusqu'à concurrence de seize mille deux cent vingt francs (16,220^{fr}) à l'exécution du programme vicinal complémentaire de 1894, et pour le surplus, soit trente-quatre mille huit cent vingt-trois francs (34,823^{fr}) au rachat du pont à péage de Port-à-Binson.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cinquante et un mille quarante-trois francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le

produit de l'imposition extraordinaire de deux centimes cent soixante-six millièmes dont la perception est autorisée par la loi du 15 février 1883.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28682. — *Loi qui autorise le département de la Meuse à s'imposer extraordinairement.*

Du 29 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 2 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Meuse est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, en 1895, douze centimes (0/12) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté, jusqu'à concurrence de sept centimes cinquante centièmes, au service des chemins de fer d'intérêt local; et de quatre centimes cinquante centièmes, à l'entretien, à l'amélioration et aux travaux neufs des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun, ainsi qu'à l'acquisition de matériel pour le service vicinal.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28683. — *Loi qui autorise le département du Nord à s'imposer extraordinairement.*

Du 29 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 2 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Nord est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, en 1895, deux centimes (0^c 02) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au paiement de diverses dépenses d'intérêt départemental.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28684. — *Loi qui autorise le département de l'Oise à s'imposer extraordinairement.*

Du 29 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 2 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Oise est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq ans à partir de 1895, trois centimes cinquante centièmes (3^c 50) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en consacrer le produit aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite et au paiement

des insuffisances d'exploitation des chemins de fer d'intérêt local d'Estrées-Saint-Denis à Froissy, de Milly à Formere et de Noyon à Guiscard, avec embranchement sur Lassigny.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28685. — *Loi qui autorise le département du Pas-de-Calais à s'imposer extraordinairement.*

Du 29 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 2 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Pas-de-Calais est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant douze ans à partir de 1895, sept centimes soixante-dix centièmes (7⁷⁰) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux travaux des chemins vicinaux de grande communication.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28686. — *Loi qui autorise le département du Puy-de-Dôme à s'imposer extraordinairement.*

Du 29 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 2 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Puy-de-Dôme est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq ans à partir de 1895, un centime additionnel (0'01) au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit à l'entretien des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28687. — *Loi qui autorise le département de la Haute-Savoie à s'imposer extraordinairement.*

Du 29 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 2 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Haute-Savoie est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq ans à partir de 1895, cinq centimes (0'05) additionnels au principal des quatre contribu-

tions directes, pour en affecter le produit au paiement de la garantie d'exploitation du tramway d'Annemasse à Samoëns et subsidiairement à l'acquittement de diverses dépenses d'intérêt départemental.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le **maximum est fixé** chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera **exécutée comme loi de l'État**.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28688. — *LOI qui autorise le département de Seine-et-Marne à s'imposer extraordinairement.*

Du 29 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 2 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de Seine-et-Marne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant dix ans à partir de 1895, sept centimes quatre-vingt-onze centièmes (7° 91) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux travaux des routes départementales et des chemins vicinaux de grande communication.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le **maximum est fixé** chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera **exécutée comme loi de l'État**.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28689. — *Loi qui autorise le département de Seine-et-Oise à modifier partiellement l'affectation d'une imposition extraordinaire.*

Du 29 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 2 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de Seine-et-Oise est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à prélever sur le produit de l'imposition extraordinaire autorisée par la loi du 23 juillet 1891 les sommes nécessaires au paiement des subventions allouées par ledit département aux communes pour la construction de leurs chemins vicinaux ordinaires, dans les conditions fixées par la loi du 12 mars 1880.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28690. — *Loi qui autorise le département de la Vendée à s'imposer extraordinairement.*

Du 29 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 2 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Vendée est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, en 1895, un centime cinquante centièmes (1° 50) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit, jusqu'à concurrence de dix-sept mille cent cinquante francs (17,150^f) au paiement de la part contributive de la Vendée dans les travaux d'agrandissement du dépôt d'étalons de la Roche-sur-Yon et, pour le surplus, aux dépenses des enfants assistés, maltraités ou moralement abandonnés.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28691. — *Loi qui autorise la ville de Bar-le-Duc (Meuse)
à contracter un Emprunt.*

Du 29 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 2 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Bar-le-Duc (Meuse) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs cinquante centimes pour cent (3^f50 p. o/o), une somme de vingt-deux mille francs (22,000^f), destinée à pourvoir aux frais de réparation du lycée et remboursable en trente ans au moyen d'un prélèvement sur les ressources tant ordinaires qu'extraordinaires des budgets.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28692. — *Loi qui autorise la ville de Douai (Nord) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 29 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 2 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Douai (Nord) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs quatre-vingts centimes pour cent (3^{fr} 80 p. 0/0), une somme de un million quatre cent mille francs (1,400,000^{fr}), remboursable en quarante ans et destinée à pourvoir aux travaux de voirie nécessités par le démantèlement de la place.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant quarante ans à partir de 1895, seize centimes (0^{fr}16) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire en totalité une somme de deux millions quatre cent quatre-vingt-six mille francs environ, pour rembourser l'emprunt en capital et intérêts, concurremment avec un prélèvement annuel sur les revenus ordinaires de la caisse municipale.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28693. — *Loi qui autorise la ville de Lyon (Rhône) à contracter un Emprunt.*

Du 29 Juillet 1894.

(Promulguée au *Journal officiel* du 2 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Lyon (Rhône) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4^e p. o/o), une somme d'un million sept cent dix mille francs (1,710,000^f), remboursable en soixante ans au moyen tant d'une redevance complémentaire à recevoir de la société concessionnaire des travaux de transformation du quartier Grolée que de prélèvements sur les revenus ordinaires de la caisse municipale, ladite somme destinée à l'achèvement de l'entreprise.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer pour la réalisation de l'emprunt seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 28694. — *Loi qui autorise la ville de Montpellier (Hérault) à contracter un Emprunt.*

Du 29 Juillet 1894.

(Promulguée au *Journal officiel* du 2 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Montpellier (Hérault) est autorisée à

emprunter à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4 p. o/o), une somme d'un million cent mille francs (1,100,000'), remboursable en trente-cinq ans sur ses revenus ordinaires et destinée à pourvoir à diverses dépenses énumérées dans une délibération municipale du 11 mai 1894 et ayant pour objet notamment la couverture du ruisseau des Aiguerelles, l'achèvement du réseau d'égouts, la construction d'un institut de biologie et d'écoles au quartier des Arceaux et plusieurs opérations de voirie.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28695. — *Loi qui autorise la ville de Niort (Deux-Sèvres) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 29 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 2 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Niort (Deux-Sèvres) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4 p. o/o), une somme d'un million trois cent trente-cinq mille francs (1,335,000'), remboursable en cinquante ans et destinée à convertir deux emprunts antérieurement contractés en vertu des lois des 27 juillet 1880 et 7 janvier 1888.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endosse-

ment, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant cinquante ans à partir de 1895, dix-sept centimes (0^f 17) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire en totalité une somme de deux millions quatre cent soixante-dix mille francs (2,470,000^f) environ, pour rembourser l'emprunt en capital et intérêts, concurremment avec un prélèvement annuel sur les taxes additionnelles d'octroi.

L'imposition extraordinaire de dix-sept centimes établie par la loi du 27 juillet 1880 cessera d'être mise en recouvrement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28696. — *Loi qui autorise la ville de Périgueux (Dordogne) à contracter un Emprunt.*

Du 29 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 2 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Périgueux (Dordogne) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs sept cent soixante-quinze millièmes pour cent (3^f 775 p. 0/0), une somme de soixante mille francs (60,000^f), destinée à pourvoir aux frais de reconstruction du petit lycée et remboursable en quarante ans tant à l'aide d'un prélèvement sur les revenus ordinaires de la caisse municipale qu'au moyen d'une subvention de l'État.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28697. — *Loi qui autorise la ville de Roubaix (Nord) à contracter un Emprunt.*

Du 29 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 2 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Roubaix (Nord) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs quatre-vingts centimes pour cent (3^{fr} 80 p. 0/0), une somme de deux millions cent cinquante-six mille neuf cents francs (2,156,900^{fr}), destinée à convertir deux emprunts antérieurement contractés en vertu des lois des 11 février 1887 et 5 juillet 1888, ladite somme remboursable en vingt-cinq ans, tant à l'aide des annuités à recevoir de l'État, en exécution de l'article 4 de la loi du 22 avril 1886, qu'au moyen d'un prélèvement annuel sur les revenus ordinaires de la caisse municipale.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28698. — *Loi qui autorise la ville Saint-Étienne (Loire) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 29 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 2 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Saint-Étienne (Loire) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4^e p. o/o), une somme de quatre millions cent mille francs (4,100,000^f), remboursable en quarante ans et destinée à pourvoir aux frais de construction d'un nouvel hôpital.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant quarante ans à partir de 1895, treize centimes (0^e 13) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire en totalité une somme de huit millions trois cent soixante-seize mille francs (8,376,000^f) environ, pour rembourser l'emprunt en capital et intérêts.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 28699. — *Loi qui établit d'office une Imposition extraordinaire sur la commune de Salvagnac-Saint-Loup (Aveyron).*

Du 29 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 2 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il sera établi d'office, en 1894, sur la commune de Salvagnac-Saint-Loup (Aveyron), une imposition extraordinaire de vingt-six centimes quatre centièmes (26^e 04) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, dont le produit, prévu pour une somme de mille soixante et onze francs (1,071^e) environ, servira à couvrir le déficit des budgets de 1893 et 1894.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUFAY.

N° 28700. — DÉCRET qui nomme deux Membres de la Commission supérieure des Caisses d'assurances en cas de décès ou d'accidents.

Du 22 Septembre 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 23 Septembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et du ministre des finances;

Vu l'article 17 de la loi du 11 juillet 1868 sur les caisses d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents;

Vu le décret du 27 avril 1892 ⁽¹⁾, nommant pour une période de trois ans les membres de la commission supérieure chargée de l'examen des questions relatives aux deux caisses d'assurances créées par ladite loi du 11 juillet 1868,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. MM. Louis Ricard et Audiffred, députés, sont nommés membres de la commission supérieure des caisses d'assurances en cas de décès ou d'accident, en remplacement de MM. Félix Faure, démissionnaire, et Lagrange, décédé.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Pont-sur-Seine, le 22 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : V. LAMOTTE.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1489, n° 25238.

N° 28701. — *DÉCRET relatif à la Contribution spéciale à percevoir, en 1895, pour les Dépenses de plusieurs Chambres et Bourses de commerce.*

Du 3 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ;

Vu les articles 11 à 16 de la loi de finances du 23 juillet 1820, l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838 et l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 ;

Vu la loi du 21 juillet 1894, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de deux cent trente et un mille cinq cent quatre-vingts francs (231,580^f), nécessaire au payement des dépenses des chambres et des bourses de commerce mentionnées au tableau annexé au présent décret, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, plus cinq centimes (0^f05) par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes (0^f03), aussi par franc, pour subvenir aux frais de perception, sera répartie, en 1895, conformément audit tableau, sur les patentes désignés par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 3 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : V. LOUTRIER.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTÉS IMPOSABLES.
Agen.....	Lot-et-Garonne...	Chambre...	2,801 ^f	Patentés de tout le département.
Avesnes.....	Nord.....	Idem.....	2,900	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Avignon.....	Vaucluse.....	Idem.....	5,800	Patentés de tout le département.
Bar-le-Duc.....	Meuse.....	Idem.....	1,322	Idem.
Beauvais.....	Oise.....	Idem.....	5,050	Idem.
Besançon.....	Doubs.....	Idem.....	5,699	Idem.
		Idem.....	7,836	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Caen.....	Calvados.....	Bourse....	548	Patentés de la ville seule- ment.
Cambrai.....	Nord.....	Chambre...	2,500	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
		Idem.....	10,311	Idem.
Dieppe.....	Seine-Inférieure..	Bourse....	266	Patentés de la ville seule- ment.
Douai.....	Nord.....	Chambre...	4,000	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Elbeuf.....	Seine-Inférieure..	Idem.....	5,300	Idem.
Honfleur.....	Calvados.....	Idem.....	4,400	Idem.
		Idem.....	7,089	Patentés de tout le départe- ment.
Le Mans.....	Sarthe.....	Bourse....	900	Patentés de la ville seule- ment.
Limoges.....	Haute-Vienne....	Chambre...	4,618	Patentés de tout le départe- ment.
Paris.....	Seine.....	Idem.....	103,800	Idem.
		Idem.....	11,550	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Reims.....	Marne.....	Bourse....	4,900	Patentés de la ville seule- ment.
Saint-Étienne...	Loire.....	Chambre...	17,200	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
		Idem.....	3,190	Idem.
Saint-Malo.....	Ile-et-Vilaine....	Bourse....	100	Patentés de la ville seule- ment.
		Chambre...	6,900	Patentés de tout le départe- ment.
Toulouse.....	Haute-Garonne...	Bourse....	2,100	Patentés de la ville seule- ment.
Tours.....	Indre-et-Loire....	Chambre...	10,500	Patentés de tout le départe- ment.
		TOTAL...	231,530 ^f	

N° 28702. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre des finances un *Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.*

Du 23 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les états de créances liquidées à la charge du département des finances, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant qu'aux termes de ces articles, des créances comprises dans les états ci-dessus visés peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices précités et que leur montant n'excède pas le chiffre encore disponible des crédits qui ont été annulés en clôture de ces exercices;

Sur la proposition du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892, un crédit supplémentaire de quatre mille quatre cent quarante-trois francs trente et un centimes (4,443¹ 31).

2. Un état nominatif des créances comprises dans le tableau y annexé sera adressé, en double expédition, à la direction générale de la comptabilité publique, conformément à l'article 119 du décret du 31 mai 1862.

3. Le ministre des finances est autorisé à ordonner ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos au budget de l'exercice 1894, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

4. Il sera pourvu aux dépenses dont il s'agit au moyen des ressources générales de l'exercice courant.

5. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances, -

Signé : R. POINCARÉ.

(1) 1^{re} série, Bull. 1945, n° 10527.

État des crédits supplémentaires ouverts en augmentation des restes à payer portés dans les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.

EXERCICES.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT DES CRÉDITS		
			par articles.	par chapitres.	par exercices.
		FRANCE.			
		Remises aux receveurs ci-après :			
	CHAPITRE LXXVII. Personnel de l'enregistrement...	M. Anrioud, ancien receveur à Châtillon-de-Michaillite, actuellement receveur à Pont-de-Vaux (Ain) ⁽¹⁾	16 ^f 54 ^c		
		M. Thiebaut, receveur de l'enregistrement à Delle (Haute-Saône) ⁽²⁾	31 20	112 ^f 50 ^c	
		M. Weill, receveur de l'enregistrement à Belfort (Haute-Saône) ⁽³⁾	74 77		
	CHAPITRE LXXVIII. Matériel de l'enregistrement.	Menues dépenses du timbre :			
		M. Barry, (timbreux auxiliaire) [les héritiers] ⁽⁴⁾ ...	74 66	74 66	
		Remises sur le prix des timbres mobiles :			
1890.		M. Bordin, ancien receveur des douanes à Bottegardo (Ain) [les héritiers] ⁽⁵⁾	40 52		
		M. Nonnon, receveur principal des douanes à Givet (Ardennes) ⁽⁶⁾	17 02		471 ^f 17 ^c
	CHAPITRE LXXIX. Dépenses diverses de l'enregistrement.....	M. Limousin, ancien receveur des douanes à Delle (Haute-Saône) ⁽⁷⁾	25 47		
		M. Cousin, ancien receveur des douanes à Delle (Haute-Saône) ⁽⁸⁾	26 52	254 15	
		M. Paschali, receveur des douanes à Petit-Croix (Haute-Saône) ⁽⁹⁾	119 76		
		M. Bonnefoy, receveur des douanes à Belfort (Haute-Saône) ⁽¹⁰⁾	4 87		
	CHAPITRE XCI. Loyers et indemnités.	Le receveur principal des contributions indirectes à Lille (Nord). Frais accessoires aux loyers des laboratoires d'essai ⁽¹¹⁾	19 85	19 85	

(1) Dans le calcul des remises sur la valeur des timbres mobiles débités aux receveurs des douanes, on avait omis de tenir compte du double décime. — (2) Production tardive des pièces justificatives. — (3) Complément de remises sur le prix des timbres mobiles employés pour les recépissés de chemin de fer et dont le montant avait été calculé sans tenir compte du double décime. — (4) Montant de la prime d'assurance due pour le laboratoire des sucrés et que le receveur principal de Lille a dû rembourser à M^{me} ZELMAN, veuve du directeur, qui en avait fait l'avance et qui n'en a réclamé le remboursement que longtemps après.

EXERCICES.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT DES CRÉDITS		
			par article.	par chapitre.	par service.
1891.	CHAPITRE LXV. Frais d'arpentage et d'expertise (renouvellement du cadastre).	M. A. Gentil, dessinateur-imprimeur, à Paris, rue du Faubourg - Saint - Denis, n° 188, 190. Composition et tirage de plans d'épreuve ⁽¹⁾	324 ⁰⁰	324 ⁰⁰	
	CHAPITRE LXXIV. Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires.	T-P-G du Doubs. Frais de distribution des avertissements alloués aux percepteurs de l'arrondissement de Montbéliard ⁽²⁾	21 66	21 66	
	CHAPITRE LXXVII. Personnel de l'enregistrement (remises aux receveurs).....	M. Thiebault, receveur de l'enregistrement à Delle (Haute-Saône) ⁽³⁾ M. Weill, receveur de l'enregistrement à Belfort (Haute-Saône) ⁽³⁾	13 88 31 98	45 86	
	CHAPITRE LXXVIII. Matériel de l'enregistrement.	Le receveur de l'enregistrement à Larochette (Savoie). Cotisations dues par l'État au syndicat de Gélon ⁽⁴⁾	13 51	13 51	
		Remises de deux francs cinquante centimes pour cent sur le prix des timbres mobiles :			557 ⁹²
		M. Nonnon, receveur principal des douanes à Givet (Ardennes) ⁽⁵⁾	48 30		
	CHAPITRE LXXIX. Dépenses diverses de l'enregistrement.....	M. Paschali, receveur des douanes à Petit - Croix (Haute-Saône) ⁽⁵⁾	46 60		
		M. Bourdin, ancien receveur principal à Bellegarde (Ain). [Les héritiers] ⁽⁶⁾	5 71		
		M. Bonnefoy, receveur des douanes à Belfort (Haute-Saône) ⁽⁵⁾	6 70		
		M. Thuriot, receveur des douanes à Delle (Haute-Saône) ⁽⁵⁾	23 12	133 04	

(1) Production tardive du mémoire de l'intéressé. — (2) Somme que le préfet du Doubs a négligé de mandater en temps utile au profit des comptables intéressés et dont le T.-P.-G leur a fait l'avance.

— (3) Dans le calcul des remises sur la valeur des timbres mobiles débités aux receveurs des douanes, on avait omis de tenir compte du double décime. — (4) Le receveur a dû payer, à titre d'avance, en décembre 1893, le montant de ces cotisations dont le règlement a été retardé par suite de difficultés avec le syndicat et de la maladie du géomètre. — (5) Complément de remises sur le prix des timbres mobiles employés pour les récépissés de chemin de fer et dont le montant avait été calculé sans tenir compte du double décime.

EXERCICES.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT DES CRÉDITS		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
1891. (suite.)	CHAPITRE LXXIX. Dépenses diverses de l'enregistrement. (Suite).	Contribution personnelle et mobilière dues par la succession vacante de la demoiselle <i>Bottolier - Cartet</i> (<i>Marie-Philomène</i>). Le percepteur de Sallanches (Haute-Savoie) ⁽¹⁾	1 ^{re} 61 ^{rs}		
	CHAPITRE XCII. Loyers et indemnités.	Le receveur principal des contributions indirectes à Lille. Frais accessoires aux loyers des laboratoires d'essai ⁽²⁾ ..	19 85	19 ^{rs} 85 ^c	
	CHAPITRE LXXV. Frais de perception des centimes de l'instruction primaire.	Receveur central de la Seine ⁽³⁾	4 88	4 88	
1892.	CHAPITRE LXXII. Matériel de l'enregistrement...	Entretien et réparations des bâtiments et domaines de l'État et des biens séquestrés :			
		M. Carron, entrepreneur à Grenoble ⁽⁴⁾	53 00	184 00	
		M. Martin, ferblantier à Grenoble ⁽⁴⁾	54 00		
		M. Brioud, charpentier à Grenoble ⁽⁴⁾	45 00		
		M. Schuebel, zingueur à Grenoble ⁽⁴⁾	32 00		
	CHAPITRE LXXXIII. Dépenses diverses de l'enregistrement.	Contributions des bâtiments et domaines de l'État et des biens séquestrés :			
		Percepteur de la commune d'Octaville (Manche) ⁽⁵⁾ ...	0 56	7 33	
		Percepteur de la commune d'Aussois (Savoie) ⁽⁵⁾	6 77		
	CHAPITRE LXXIVIII. Personnel des contributions indirectes.	Indemnités aux surnuméraires : M. Pinson, receveur principal à Beauvais ⁽⁶⁾	15 00	15 00	

(1) Le domaine n'a été envoyé en possession que par jugement du tribunal de Bonneville du 13 février 1894. — (2) Montant de la créance d'assurance due pour le laboratoire des sucres et que le receveur principal de Lille a dû rembourser à M^{me} ZELGER, veuve du directeur qui en avait fait l'avance et qui n'en a réclamé le remboursement que longtemps après. — (3) Mandat omis par la préfecture de la Seine. — (4) Travaux urgents effectués dans des immeubles appartenant à un canton et dont les comptes ne sont parvenus à l'administration qu'en 1892. — (5) Impositions dont les avertissements n'ont été adressés qu'à la fin de 1893. — (6) Montant d'un versement pour excédent de dépenses sur les crédits délégués que le comptable a dû effectuer de ses deniers après l'ordre prélevé sur sa caisse, le 21 avril 1893. Lettre de la comptabilité publique du 2 février 1894.

EXERCICIE.	CHAPITRES.	OBJET DES CREDITS.	MONTANT DES CREDITS		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
1892. (Suite).	CHAPITRE LXXXI. Matériel des contributions indirectes.	Frais d'achat d'échantillons destinés à l'analyse :			
		Le receveur principal à Bourges (Cher) ⁽¹⁾	1 50		
		Le receveur principal à Bourgoin (Isère) ⁽²⁾	8 60		
		Le receveur principal à Saint-Étienne (Loire) ⁽³⁾ ...	17 50		
		Le receveur principal à Roanne (Loire) ⁽⁴⁾	0 60		
		Le receveur principal à Saumur (Maine-et-Loire) ⁽⁵⁾ ...	1 60		
		Frais d'emballage et de transport d'échantillons destinés à l'analyse :			
		Le receveur principal à Bordeaux (Gironde) ⁽¹⁾	0 85		
		Le receveur principal à Bourgoin (Isère) ⁽²⁾	2 00		
		Le receveur principal à Montpellier (Hérault) ⁽³⁾	4 40		
		Le receveur principal à Saint-Étienne (Loire) ⁽⁴⁾	7 80		
		Le receveur principal à Nantes (Loire-Inférieure) ⁽⁵⁾	0 80		
		Le receveur principal à Angers (Maine-et-Loire) ⁽⁶⁾	2 25		
		Le receveur principal à Saumur (Maine-et-Loire) ⁽⁷⁾ ...	2 40		
		Le receveur principal à Versailles (Seine-et-Oise) ⁽⁸⁾ ...	1 00		
		Frais de transport d'impressions et d'objets de matériel du service des sucres :			
		M. Michel, receveur à Hautmont (Nord) ⁽⁹⁾	4 00		
		Frais de transport d'objets de matériel :			
		Le receveur principal à Perpignan (Pyrénées-Orientales) ⁽¹⁰⁾	5 54		
		Frais de garde de deux caisses de poudres à feu destinées à l'entrepôt du Havre :			
		Conseil d'administration du 129 ^e régiment d'infanterie de ligne au Havre ⁽¹¹⁾	8 56		
		89 14	1,889 35		

(1) Régularisation d'une dépense faite en 1891. — (2) Remboursement demandé seulement en 1892 d'une avance faite en 1891. — (3) Régularisation d'une dépense faite en 1892. — (4) L'autorité militaire n'a soumis son décompte qu'à la fin de 1892.

EXERCICES.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT DES CRÉDITS		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
1892. (Suite).	CHAPITRE XC. Loyers et indemnités.	Indemnités aux agents détachés au bureau de vente du Grand-hôtel :			
		Le receveur principal à Paris. (1).....	155 ^f 00 ^c		
		Indemnité pour location de chevaux et voitures :		189 ^f 44 ^c	
		M. Daren, commis principal à Bonnières (Seine-et-Oise) (2).....	34 44		
	CHAPITRE CLXII. Achats de tabacs, etc.).	Achats de tabacs saisis :			
		Le receveur principal à Béziers (Hérault) (3).....	0 37		
		Frais d'apposition de plombs et de démolition de colis vides alloués à l'entreposeur de Marseille :		1,119 56	
		Le receveur principal à Marseille (4).....	1,119 19		
					2,618 ^f 44 ^c
		ALGÉRIE.			
	CHAPITRE IX. Matériel des domaines.	Le receveur des domaines à Oran. Contribution foncière du domaine de l'État (5).....	2 81	2 81	
	CHAPITRE X. Imposition à la charge de l'État pour le service de la propriété individuelle indigène.	Le trésorier-payeur à Alger. Remboursement au compte: Avances au service de la propriété individuelle indigène, des sommes incombant à la charge de l'État pour les attributions territoriales qui lui ont été faites en 1892 (6).....	1,822 06	1,822 06	1,824 87
TOTAUX.....					4,443 31

(1) Régularisation d'une dépense faite en 1892. — (2) Exemption tardive des pièces justificatives. — (3) Dépense imputée primitivement à l'exercice 1893 d'où elle a été déduite après la clôture de l'exercice 1892. — (4) Dépense d'urgence effectuée en 1892 et dont la régularisation avait été omise avant la clôture de l'exercice. — (5) Somme restant à payer sur la contribution foncière due pour les immeubles appartenant à l'État et dont le montant n'a été fixé par le conseil de préfecture d'Oran qu'en 1893. — (6) Les titres de propriété ayant été délivrés à la fin de 1892, on avait omis de faire figurer en 1892 le montant des taxes dues pour cet exercice.

ARRÊTÉ le présent état à la somme de quatre mille quatre cent quarante-trois francs trente et un centimes.

Paris, le 23 Octobre 1894.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

N° 28703. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant retrait de l'autorisation accordée, par décret en date du 2 août 1887, aux sieurs *Dewulf, Cailleret et fils*, d'exploiter un élévateur flottant à grains dans les bassins du port de Dunkerque (Nord). (*Paris, 21 Septembre 1894.*)



Certifié conforme :

Paris, le 29 * Décembre 1894.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1661.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28704. — *Décret portant Organisation de la Justice dans la Colonie du Dahomey et dépendances.*

Du 26 Juillet 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 1^{er} août 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 15 mai 1889 ⁽¹⁾, portant réorganisation du service de la justice au Sénégal ;

Vu le décret du 1^{er} août 1889 ⁽²⁾, réglant l'organisation politique et administrative des rivières du sud, des établissements français de la Côte-d'Or et des établissements français du golfe du Benin ;

Vu le décret du 17 décembre 1891, portant organisation de la colonie de la Guinée française et dépendances ;

Vu le décret du 10 mars 1893, constituant en trois colonies distinctes les possessions françaises de la Guinée, de la côte d'Ivoire et du Bénin ;

Vu le décret du 21 juin 1894, portant réorganisation de la colonie du Dahomey et dépendances,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

ART. 1^{er}. La colonie du Dahomey et dépendances cesse de relever,

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1528, n° 20917.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1479, n° 21279.

au point de vue judiciaire, du conseil d'appel de la Guinée française.

TITRE II.

DES JUDICCTIONS DE PREMIÈRE INSTANCE.

2. Il est institué dans la colonie du Dahomey et dépendances deux justices de paix à compétence étendue dont les sièges sont fixés, savoir :

- 1° A Porto-Novo;
- 2° A Ouidah.

3. Les fonctions de juge de paix, de greffier et d'huissier sont remplies par des officiers, fonctionnaires ou agents désignés par le gouverneur.

Les fonctions du ministère public sont remplies par le commissaire de police ou, à défaut, par un fonctionnaire désigné par le gouverneur.

Les greffiers remplissent, en outre des attributs de leur charge, les fonctions de notaire.

4. Les tribunaux de paix de Porto-Novo et Ouidah connaissent :

1° En premier et dernier ressort de toutes les affaires attribuées aux juges de paix en France, de toutes les actions personnelles et mobilières jusqu'à cent francs (100^f) de revenu déterminé soit en rente, soit par prix de bail ;

2° En premier ressort seulement, et à charge d'appel devant le conseil d'appel dont il sera parlé plus loin, de toutes les autres affaires.

En matière commerciale, leur compétence est celle des tribunaux de commerce de la métropole.

5. La procédure dans les affaires énumérées à l'article précédent est, à moins d'impossibilité reconnue, celle déterminée par les justices de paix en France.

6. Les affaires civiles portées devant les tribunaux de paix du Dahomey et dépendances sont dispensées du préliminaire de conciliation.

Toutefois, dans toutes les causes, excepté dans celles qui requièrent célérité ou celles où le défendeur est domicilié hors du ressort des nouveaux tribunaux, aucune citation ne peut être donnée sans qu'au préalable les juges de paix aient appelé devant eux les parties par un avertissement, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 2 mai 1855.

7. Indépendant des fonctions départies aux juges de paix par le Code civil, le Code de procédure civile et le Code de commerce, les juges de paix de Porto-Novo et de Ouidah ont les attributions dévolues aux présidents des tribunaux de première instance.

Ils surveillent spécialement l'administration des successions vacantes.

8. Les tribunaux de paix du Dahomey et dépendances connaissent, en matière de simple police et de police correctionnelle, lorsque le prévenu est d'origine européenne ou assimilée :

1° En premier et dernier ressort, de toutes les contraventions déferées par les lois et règlements aux tribunaux de simple police, lorsque la peine consistera seulement en une amende, ou, s'il y a condamnation à l'emprisonnement, lorsque le temps pour lequel cette peine est prononcée n'excédera pas deux mois;

2° En premier ressort seulement, et à la charge d'appel devant le conseil d'appel dont il sera parlé plus loin, des délits à l'occasion desquels aura été prononcée une peine supérieure à celles indiquées par le paragraphe précédent.

9. En matière correctionnelle et de simple police, les juges de paix suivront la procédure des tribunaux de simple police en France.

Toutefois ils seront investis, en tous cas, des pouvoirs conférés par les articles 268 et 269 du Code d'instruction criminelle, et les jugements pourront être exécutés sans signification préalable.

10. En matière correctionnelle et de simple police, les fonctions du ministère public seront remplies par les titulaires de ces emplois prévus à l'article 3 ci-dessus.

Les juges de paix sont saisis par le ministère public ou directement à la requête à la partie civile.

11. Des arrêtés du gouverneur fixeront la compétence territoriale des justices de paix du Dahomey et dépendances.

12. Des arrêtés du gouverneur pourront autoriser ou ordonner la tenue d'audiences foraines.

TITRE III.

DE LA JURIDICTION D'APPEL.

13. L'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de paix du Dahomey et dépendances est porté devant un conseil d'appel siégeant au chef-lieu et composé du gouverneur ou de son délégué, président, et de deux assesseurs choisis au communément de chaque année, par le gouverneur, parmi les fonctionnaires ou officiers en service dans la colonie. Lorsqu'un des assesseurs sera absent ou empêché, il sera pourvu d'office, par le gouverneur, à son remplacement.

Les fonctions du ministère public seront remplies par les titulaires désignés à l'article 3 ci-dessus.

14. Les jugements rendus en dernier ressort par les tribunaux de

paix du Dahomey et dépendances pourront être attaqués par la voie de l'annulation devant le conseil d'appel pour excès de pouvoirs ou violation de la loi. Lorsque celui-ci annulera un jugement rendu par une des justices de paix, il prononcera le renvoi de l'affaire devant le même tribunal, qui devra se conformer, pour le point de droit, à la doctrine adoptée par le conseil d'appel.

TITRE IV.

DE LA JURIDICTION CRIMINELLE.

15. Le conseil d'appel, constitué en tribunal criminel, connaît des crimes commis sur les territoires dépendant du gouvernement du Dahomey et dépendances, et de toutes les affaires qui sont déferées en France aux cours d'assises.

16. Lorsque le tribunal criminel devra procéder au jugement d'une affaire dans laquelle seront impliqués comme accusés des Européens ou assimilés, il s'adjoindra le concours de deux assesseurs supplémentaires.

17. Ceux-ci ont voix délibérative sur la question de culpabilité seulement.

La condamnation est prononcée à la majorité de trois voix contre deux.

18. Les deux assesseurs supplémentaires prévus à l'article 16 sont désignés par la voie du sort sur une liste de douze fonctionnaires ou notables de nationalité française, dressée chaque année, dans la seconde quinzaine de décembre, par le secrétaire général, et approuvée par le gouverneur.

19. Les juges de paix rempliront les fonctions de magistrat instructeur. Les fonctions du ministère public et celles de greffier seront exercées par les titulaires de ces emplois prévus à l'article 3 du présent décret.

Le tribunal criminel est saisi par le ministère public.

20. Les formes de la procédure, ainsi que celles de l'opposition devant le tribunal criminel, sont, à moins d'impossibilité constatée, celles qui sont suivies en matière correctionnelle en France.

21. Les décisions du tribunal criminel ne sont pas sujettes à appel. Elles sont susceptibles de recours en cassation dans l'intérêt de la loi, et conformément aux articles 441 et 442 du Code d'instruction criminelle.

22. Les crimes et délits ayant un caractère politique ou qui seraient de nature à compromettre l'action de l'autorité française seront jugés par le tribunal criminel sans le concours des assesseurs supplémentaires.

TITRE V.

LÉGISLATION.

23. En toute matière, les tribunaux du Dahomey, et dépendances se conformeront à la législation civile, commerciale et criminelle du Sénégal, en tout ce qui n'est pas contraire au présent décret.

24. Les administrateurs, résidents et chefs de poste sont officiers de police judiciaire.

Ils peuvent procéder à l'arrestation du délinquant en cas de crime ou de flagrant délit.

25. Toutes les fois qu'un indigène de leur ressort se sera rendu coupable d'un crime ou d'un délit nécessitant une instruction, ils pourront, sans attendre un réquisitoire du magistrat compétent, se livrer à cette instruction et détenir les prévenus pendant tout le temps de sa durée.

26. L'instruction terminée, ils dirigeront, s'il y a lieu, le prévenu sur le tribunal correctionnel du ressort, en le faisant accompagner des pièces de l'enquête.

S'ils jugent qu'il n'y a ni crime ni délit, ils mettront le prévenu en liberté, sans pouvoir pour cela rendre une ordonnance de non-lieu.

Les pièces de l'instruction seront envoyées au magistrat du ressort qui, suivant les circonstances, classera l'affaire, demandera un supplément d'enquête, prononcera le renvoi du prévenu devant le tribunal correctionnel, ou en fera saisir le tribunal criminel.

TITRE VI.

DISPOSITIONS DIVERSES.

27. Sont maintenues les juridictions indigènes actuellement existantes, tant pour le jugement des affaires civiles entre indigènes que pour la poursuite des contraventions et délits commis par ceux-ci envers leurs congénères.

28. Les indigènes pourront, en tout état de cause, saisir de leurs procès les tribunaux français.

29. Le secrétaire général au chef-lieu du gouvernement, ou, en cas d'absence, le fonctionnaire qui le remplace, ainsi que les administrateurs dans leurs cercles et les résidents ou chefs de poste rempliront les fonctions d'officier de l'état civil.

Ils tiendront en triple exécution les registres, dont un exemplaire restera déposé au greffe de la justice de paix du ressort, un autre au greffe du conseil d'appel; le troisième sera envoyé au ministère des colonies pour être classé aux archives coloniales, conformément à l'édit de juin 1776.

30. Les juges de paix du Dahomey et dépendances prêtent serment verbalement ou par écrit devant le conseil d'appel.

Les juges de paix reçoivent le serment de leur greffier.

Le conseil d'appel reçoit le serment de ses membres.

31. Avant d'entrer en fonctions, les administrateurs, résidents et chefs de poste, qui sont officiers de police judiciaire, prêtent verbalement ou par écrit, devant le tribunal de paix du ressort, le serment prescrit pour les magistrats de l'ordre judiciaire.

32. Sont abrogées en ce qu'elles ont de contraire au présent décret les dispositions du décret du 15 mai 1889, portant organisation de la justice au Sénégal, et celles du décret du 11 mai 1892, organisant le service judiciaire dans la Guinée française et dépendances.

33. Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* des colonies.

Fait à Paris, le 26 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la justice,

Le Ministre des colonies,

Signé : E. GUERIN.

Signé : DELCASSÉ.

N° 28705. — *Décret portant Modification au décret du 5 mai 1894 sur l'Organisation de l'Administration centrale du Ministère des Colonies.*

Du 28 Juillet 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 29 juillet 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 16 de la loi de finances du 30 décembre 1882;

Vu la loi du 20 mars 1894, portant création d'un ministère des colonies;

Vu le décret du 5 mai 1894⁽¹⁾, réglant l'organisation de l'administration centrale du ministère des colonies;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les articles 1^{er}, 3, 5 et 6 du décret du 5 mai 1894 sont modifiés ainsi qu'il suit :

ART. 1^{er}. L'administration centrale du ministère des colonies com-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1640, n° 28271.

présidé, indépendamment du cabinet du ministre, trois directions et le service du personnel et du secrétariat.

« Le nombre et les attributions des bureaux sont fixés conformément au tableau ci-après :

DÉNOMINATION DES SERVICES.	DIRECTEURS.	CHEF de service.	SOUS-DIRECTEURS.	CHEFS de bureau.	SOUS-CHEFS de bureau.
SERVICE DU PERSONNEL ET DU SECRÉTARIAT...	1	1	1	1	1
1 ^{er} bureau. — Secrétariat, enregistrement, chiffrage.	1	1	1	1	1
2 ^e bureau. — Personnel de l'administration centrale et des services civils autres que la magistrature, l'instruction publique et les cultes.	1	1	1	1	1
3 ^e bureau. — Magistrature. — Instruction publique. — Cultes. — Personnel et affaires administratives rattachées à ces services. — Affaires générales non classées dans les autres services.	1	1	1	1	1
DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES ET COMMERCE EXTERIEUR.	1	1	1	1	1
1 ^{er} bureau. — Afrique.	1	1	1	1	1
2 ^e bureau. — Indo-Chine.	1	1	1	1	1
3 ^e bureau. — Antilles, Réunion, Guyane, Saint-Pierre et Miquelon, Inde, établissements de l'Océanie, Nouvelle-Calédonie.	1	1	1	1	1
(Le 3 ^e bureau est en outre chargé des banques coloniales.)					
DIRECTION DE LA GENDARMERIE ET DES SERVICES PÉNITENTIAIRES.	1	1	1	1	1
1 ^{er} bureau. — Budgets et comptes.	1	1	1	1	1
2 ^e bureau. — Approvisionnements généraux et transports, services intérieurs.	1	1	1	1	1
3 ^e bureau. — Solde des services civils, pensions, archives.	1	1	1	1	1
4 ^e bureau. — Services pénitentiaires.	1	1	1	1	1
DIRECTION DE LA DÉPENSE.	1	1	1	1	1
1 ^{er} bureau. — Service technique.	1	1	1	1	1
2 ^e bureau. — Services administratifs.	1	1	1	1	1
TOTAL.	10	10	10	10	10

« Les sous-directeurs sont chargés d'un bureau.

« Le nombre total des commis rédacteurs principaux et commis rédacteurs ne peut dépasser soixante-cinq et celui des commis expéditionnaires principaux et commis expéditionnaires cinquante-quatre, y compris les rédacteurs et expéditionnaires stagiaires.

« Le personnel comprend, en outre, un chef du matériel et un agent comptable.

« La répartition du personnel dans les bureaux est faite par le ministre.

« Le nombre des huissiers et gardiens de bureau est limité à trente, y compris le surveillant-chef. »

• Art. 3. Le traitement et les classes du personnel de l'administration centrale du ministère des colonies sont fixés ainsi qu'il suit :

.....	
Chef du service du personnel et du secrétariat.....	11,000 à 12,000
Sous-directeurs.....	10,000 à 11,000

<i>Agents spéciaux :</i>	
Chef du matériel.....	3,000 à 5,000
Agent comptable.....	3,000 à 5,000
(Par avancements de 500 francs.)	

<i>Gens de service :</i>	
Surveillant-chef.....	2,100 à 3,000
Huissiers.....	1,800 à 2,000
Gardiens de bureau.....	1,300 à 1,700
(Par avancements de 100 francs.)	

• La répartition des employés par classe est faite par le ministre, dans la limite du crédit inscrit au chapitre 1^{er} du budget. »

• Art. 5. Les directeurs et le chef du service du personnel et du secrétariat sont nommés par le Président de la République.

• Le ministre pourvoit directement à tous les autres emplois, dans les conditions prévues au titre II du présent décret.

• Art. 6. Il est institué sous la présidence du ministre ou, à son défaut, d'un directeur délégué, un conseil composé des directeurs, du chef du service du personnel et du secrétariat et du chef du cabinet.

• Le chef du bureau du personnel peut être appelé à siéger dans ce conseil avec voix consultative.

• Ce conseil délibère sur les affaires relatives au personnel et à la discipline dans les cas prévus par le présent règlement et sur celles qui sont soumises à son examen par le ministre. »

2. L'article 21 du décret du 5 mai 1894 est complété comme il suit :

• Par dérogation aux dispositions des articles 7, 8 et 9, des emplois de commis rédacteur et de commis expéditionnaire pourront être attribués, jusqu'au 1^{er} janvier 1895, dans les limites fixées par l'article 1^{er}, aux officiers, fonctionnaires, employés et agents actuellement en service dans les bureaux de l'administration centrale des colonies et proposés par les chefs de service dont ils relèvent.

• Ces officiers, fonctionnaires, employés et agents seront admis dans les conditions prévues à l'article 10. »

3. Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel des colonies*.

Fait à Paris, le 28 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des colonies,

Signé : DELCASSÉ.

N° 28706. — *DÉCRET relatif au Remplacement provisoire du Notaire de Saint-Barthélemy (Guadeloupe).*

Du 12 Août 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 19 août 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 6 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 14 juin 1864⁽¹⁾ sur l'organisation du notariat aux Antilles;

Vu le décret du 16 juillet 1878⁽²⁾, portant modification au décret susvisé du 14 juin 1864;

Vu le décret du 17 avril 1884⁽³⁾, portant organisation de la justice à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. En cas de décès du notaire de Saint-Barthélemy ou dans le cas où le notaire serait empêché de recevoir les actes de son ministère pour cause de parenté, de maladie ou d'absence de l'île légalement constatée, il sera pourvu à son remplacement par le greffier en exercice près le tribunal de paix, à compétence étendue et, en cas d'empêchement du greffier, par la personne qui sera nommée par le juge de paix, qui rendra, à cet effet, une ordonnance sans frais.

2. Dans l'un et l'autre cas, l'acte reçu par le remplaçant du notaire sera annexé aux minutes de ce dernier et mentionnera l'obstacle qui l'a empêché d'agir.

3. Les articles 8, 17, 19, 20, 32, 49, 50 du décret du 14 juin 1864 sur le notariat sont applicables aux greffiers ou à la personne qui remplacera le notaire.

4. Les dispositions qui précèdent ne modifient pas le droit réservé au notaire par l'article 64 du décret du 14 juin 1864.

5. Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, au Bulletin officiel du ministère des colonies et aux journaux officiels de la métropole et de la Guadeloupe.

Fait à Pont-sur-Seine, le 12 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Le Ministre des colonies,

Signé : E. GUÉRIN.

Signé : DELCASSÉ.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1224, n° 12475.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 839, n° 14288.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 412, n° 7863.

N° 28707. — DÉCRET qui autorise l'établissement d'un Dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune de Magny-d'Anigon (Haute-Saône).

Du 1^{er} Septembre 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 7 septembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par la société des houillères de Ronchamp, à l'effet d'être autorisée à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Magny-d'Anigon (Haute-Saône);

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet de la Haute-Saône;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La société des houillères de Ronchamp est autorisée à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Magny-d'Anigon (Haute-Saône), sous les conditions énoncées aux articles suivants:

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble produit par la société des houillères; lequel plan restera annexé au présent décret; il sera construit conformément au plan de détail également annexé au présent décret et suivant les prescriptions de l'article 3 ci-après.

3. Le bâtiment comportera un plafond en bois et un faux grenier.

Des événements, fermés par une toile métallique, seront ménagés tant dans le faux grenier que dans le magasin pour déterminer une large ventilation.

La toiture, non métallique, devra être aussi légère que possible et présenter une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin contre les rayons directs du soleil.

Le sol sera soigneusement dallé et les parois du bâtiment seront recouvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

Le dépôt sera fermé par trois portes doubles en menuiserie pleine et une porte en fer munies de serrures de sûreté.

4. Le dépôt sera entouré d'une levée en terre dont le talus inté-

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 789, n° 12652.

rieur sera établi, sur une épaisseur de cinquante centimètres, avec des terres débarrassées de pierres, et sera gazonné; ce talus, dont la pente sera aussi raide que la permettra la nature du remblai, aura son pied à un mètre de distance du roubassement du bâtiment et son sommet à un mètre au moins au-dessus du niveau du faite de ce bâtiment. A cette hauteur, la levée conservera à toute époque une largeur minimum d'un mètre. Elle sera traversée, pour l'accès du dépôt, par un passage voûté.

5. La levée en terre sera elle-même enveloppée par un mur en maçonnerie de trois mètres de hauteur au moins, placé à un mètre du pied du talus extérieur. La partie supérieure de ce mur ne sera pas coupée par la baie d'accès, qui y sera ménagée avec une hauteur maximum de deux mètres et qui sera fermée par une porte solide pourvue d'une bonne serrure.

6. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui, avec le concours d'un ingénieur des poudres et salpêtres délégué par le ministre de la guerre, s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avis de cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Le dépôt sera en outre, au point de vue technique, soumis en tout temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, sans que l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

7. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à cinq cents kilogrammes.

8. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choi. Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de l'enceinte du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera que de jour.

Le dépôt sera placé sous la surveillance permanente d'un agent spécialement chargé de la garde; un chien de garde sera constamment à l'intérieur de l'enceinte.

Une consigne, affichée dans le même local, fixera au gardien les mesures à prendre dans les diverses circonstances qui peuvent se présenter.

Il sera toujours tenu en réserve, à proximité du dépôt, des approvisionnements d'eau et de sable, ou tout autre moyen propre à éteindre un commencement d'incendie.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet, elle devra tenir un registre coté et parafé par le maire, sur lequel elle inscrira jour par jour et sans aucun blanc :

- 1° Les quantités introduites et la date de leur réception;
- 2° La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat;
- 3° Les quantités qui leur ont été livrées;
- 4° Les noms, prénoms et demeures de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera en outre rigoureusement vérifié.

9. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

10. La société permissionnaire sera tenue d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications; elle devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

11. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, la société des houillères de Ronchamp permissionnaire devra évacuer sur le point qui lui sera indiqué la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée sans qu'il en résulte pour la société permissionnaire aucun droit à indemnité.

12. Le délai accordé à la société permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

13. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

14. La société permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements existants ou à intervenir régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

15. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du pré-

sont décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Pont-sur-Seine, le 1^{er} Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOUTRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28708. — DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département du Rhône, d'une ligne de Tramway de la rue Casimir-Perier au parc de la Tête-d'Or, à Lyon.

Du 4 Septembre 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 7 septembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans le département du Rhône, d'une ligne de tramway, à traction mécanique, destinée au service des voyageurs, de la rue Casimir-Perier à la gare des Brotteaux et au parc de la Tête-d'Or, à Lyon;

Vu, notamment, le plan d'ensemble de ladite ligne;

Vu les pièces de la double enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881⁽¹⁾;

Vu, notamment, les délibérations des commissions d'enquête, en date des 14 et 21 novembre 1889 et 25 septembre 1890;

Vu les avis de la chambre de commerce de Lyon, en date des 5 décembre 1889 et 16 octobre 1890;

Vu l'avis de la commission mixte des travaux publics, en date du 9 novembre 1891, ainsi que les adhésions à cet avis, données, le 7 décembre 1891, par les ministres de la guerre et de l'intérieur;

Vu les délibérations du conseil général et de la commission départementale du Rhône, en date des 11 mai et 13 septembre 1889, 25 avril et 25 novembre 1890, 21 avril et 12 juillet 1893;

Vu la convention passée, le 23 août 1894, pour la concession de l'entreprise, entre le préfet du Rhône, agissant au nom du département, et la compagnie lyonnaise de tramways;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 30 octobre 1893;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, en date du 10 mars 1894;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai ⁽¹⁾ et 6 août 1881 ⁽²⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département du Rhône, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, d'une ligne de tramway, à traction mécanique, et destinée au transport des voyageurs, de la rue Casimir-Perier à la gare des Brotteaux et au parc de la Tête-d'Or, à Lyon.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai d'un an à partir de la date du présent décret.

2. Le département du Rhône est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation de ce tramway, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880.

3. Est approuvée la convention passée, le 23 août 1894, entre le préfet du Rhône, agissant au nom du département, et la compagnie lyonnaise de tramways, pour la concession de la ligne susmentionnée.

Ladite convention et le plan d'ensemble susvisé resteront annexés au présent décret.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 4 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

CONVENTION.

Entre M. le préfet du Rhône, agissant au nom du département, en vertu :

1^o De la loi du 10 août 1873;

2^o De la loi du 11 juin 1880;

3^o De la délibération, en date du 25 novembre 1890, par laquelle le conseil général a accordé à la compagnie lyonnaise de tramways et chemins de fer, la concession d'une ligne de tramways du parc de la Tête-d'Or à la gare des Brotteaux et à la rue Casimir-Perier, près la gare de Perrache;

4^o De la délibération, en date du 21 avril 1893, par laquelle le conseil général du Rhône a agréé la compagnie lyonnaise de tramways comme concessionnaire, au titre et place de la compagnie lyonnaise de tramways et chemins de fer,

D'une part,

Et M. Désiré d'Estournelles, directeur honoraire au ministère de la guerre, commandeur de la Légion d'honneur, agissant en qualité de président du conseil d'adminis-

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n^o 10747.

⁽²⁾ XV^e série, Bull. 1662, n^o 14222.

tration de la compagnie lyonnaise de tramways, suivant délibération du conseil d'administration en date du 20 août 1894.

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. M. le préfet du Rhône, en sa dite qualité, concède à la compagnie lyonnaise de tramways, qui accepte, l'entretien et l'exploitation d'une ligne de tramway du parc de la Tête-d'Or à la gare des Brotteaux et à la rue Casimir-Perier, près la gare de Perrache.

La ligne, partant de l'entrée Tête-d'Or, du parc de la Tête-d'Or, aura l'itinéraire suivant :

- 1^o Boulevard du Nord;
- 2^o Boulevard des Brotteaux;
- 3^o Rue Moncey;
- 4^o Rue de la Part-Dieu; 5^o Cours de la Liberté; 6^o Rue de Marseille (empruntant dans ces rues les rails des lignes actuelles du pont Lafayette à l'asile de Bron et de la place des Cordeliers au cimetière de la Guillotière);
- 7^o Avenue des Ponts-du-Midi;
- 8^o Pont du Midi sur le Rhône;
- 9^o Cours du Midi;
- 10^o Voûtes de Perrache;
- 11^o Cours Charlemagne jusqu'à la rue Casimir-Perier.

2. La compagnie lyonnaise de tramways s'engage à exécuter à ses frais, risques et périls et sans subvention la ligne de tramway dont la concession fait l'objet des présentes et à se conformer, pour son exécution et son exploitation, aux clauses et conditions du cahier des charges annexé au décret du 26 mai 1897, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement de la ligne du pont Lafayette à l'asile de Bron, et sous la réserve des clauses et conditions particulières suivantes :

A. — Objet de la concession (art. 1^{er}).

La ligne de tramway est destinée à un service de voyageurs seulement. Le traction aura lieu par moteurs mécaniques.

B. — Gares et stations (art. 11).

Les voitures ne devront s'arrêter, pour prendre ou laisser des voyageurs, que sur des points déterminés. Le nombre et l'emplacement des haltes seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs.

C. — Nombre minimum des voyages (art. 14).

Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens, sera de trente.

D. — Durée de la concession (art. 15).

La durée de la concession de la ligne commencera à courir de la date du décret d'autorisation et prendra fin cinquante ans après.

La concession de la ligne du pont Lafayette à l'asile de Bron et de la place des Cordeliers au cimetière de la Guillotière devant expirer, la première le 20 mai 1913 et la seconde le 12 août 1939, depuis ces deux dates jusqu'à la fin de la concession actuelle les voitures continueront à faire le service entre le parc de la Tête-d'Or et la rue Casimir-Perier, en empruntant les rails de ces lignes, sans que le concessionnaire ait à payer aucun droit de péage.

Toutefois, les dépenses relatives à l'entretien et aux travaux des sections des deux lignes ci-dessus indiquées, qui seront empruntées, seront faites à frais communs par le concessionnaire de la ligne faisant l'objet de la présente convention, usager des dites sections, et par les différents concessionnaires, au prorata des kilomètres parcourus.

E. — Tarifs et droits à percevoir (art. 23).

Les tarifs de la ligne seront les suivants pendant la durée de la concession. Ils comprennent l'impôt dû à l'État.

VOYAGEURS.

INDICATION DU PARCOURS.	1 ^{re} CLASSE.	2 ^e CLASSE.
	fr. c.	fr. c.
Section du Parc à la gare des Brotteaux.....	0 10	0 05
Section de la gare des Brotteaux à la rue de la Part-Dieu.....	0 10	0 05
Section de la rue de la Part-Dieu à la rue Chevreul.....	0 10	0 05
Section de la rue Chevreul à la rue Casimir-Perier.....	0 10	0 05
Parcours de la gare des Brotteaux à la gare de Perrache.....	0 40	0 20

Les enfants au-dessous de quatre ans, tenus sur les genoux, seront transportés gratuitement; au-dessus de cet âge, ils payeront place entière.

N. B. — Il est stipulé que le droit de péage entre pour un tiers et le prix de transport pour les deux tiers dans les tarifs fixés ci-dessus.

F. — Cautionnement (art. 38).

Le cautionnement est fixé à la somme de quinze mille francs (15,000^f). Ce cautionnement sera versé en numéraire. Il sera remboursé dans les conditions prévues par le cahier des charges du tramway du pont-Lafayette à l'asile de Bron.

3. Le concessionnaire s'engage à n'employer dans la construction et l'exploitation de sa ligne que du matériel de construction française et à n'utiliser comme agents d'exploitation que des employés de nationalité française.

4. Les frais de timbre, d'enregistrement et d'expédition et tous les autres frais auxquels pourrait donner lieu la présente convention sont à la charge de la compagnie concessionnaire.

Fait et signé double à Lyon, le 23 août 1894.

Le Président du conseil d'administration de la
Compagnie lyonnaise de tramways,

Signé : D. D'ESTOUVELLES.

Le Préfet du Rhône,

Signé : G. RIVAUD.

Enregistré à Lyon (A. A.), le 6 octobre 1894, folio 53, case 16. Reçu un franc vingt-cinq centimes. — Signé : Deloye.

N° 28709. — DÉCRET portant organisation du Service judiciaire dans le protectorat français de la Côte des Somalis.

Du 4 Septembre 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 10 septembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les décrets des 2 septembre 1887⁽¹⁾ et 22 juin 1889⁽²⁾ concernant l'organisation judiciaire à Obock;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Un fonctionnaire délégué par le chef du protectorat de la Côte des Somalis remplira à Djibouti les fonctions de juge de paix à compétence étendue.

Il connaîtra uniquement des causes intéressant les Français, Européens ou assimilés.

2. En matière civile et en premier ressort, le juge de paix du protectorat statue sur toutes les affaires soumises, en France, aux juges de paix et aux tribunaux civils.

En matière commerciale, sa compétence est celle des tribunaux de commerce de la métropole.

3. Le juge de paix connaît en matière de simple police et de police correctionnelle, en premier ressort, des contraventions et délits commis sur le territoire du protectorat par des Français, Européens ou assimilés.

4. L'appel des jugements rendus par le juge de paix est porté devant un conseil d'appel siégeant à Djibouti et composé du chef du protectorat et de deux assesseurs.

5. Le conseil d'appel, constitué en tribunal criminel spécial, connaît des crimes commis sur le territoire du protectorat par des Français, Européens ou assimilés.

6. Les fonctions du ministère public et de greffier devant le conseil d'appel jugeant, soit en cette qualité, soit à titre de tribunal criminel spécial, sont exercées par des fonctionnaires ou agents désignés par le chef du protectorat.

Le juge de paix remplit les fonctions de magistrat instructeur.

7. Les jugements prononcés par le conseil d'appel ou par le tribunal criminel spécial ne peuvent être attaqués que par la voie du recours en cassation, dans l'intérêt de la loi et conformément aux articles 441 et 442 du Code d'instruction criminelle.

8. En toute matière, le juge de paix, le conseil d'appel et le tribunal criminel spécial se conformeront aux lois, décrets et règlements promulgués dans le protectorat, lesquels toucheront les seuls Français, Européens ou assimilés relevant directement de la justice française.

En toute matière également, la procédure à suivre devant ces mêmes juridictions est, autant que possible, celle des justices de paix. Toutefois le président du tribunal criminel spécial est investi des pouvoirs qui lui sont conférés aux présidents des cours d'assises,

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1124, n° 28476.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1268, n° 21973.

en France, par les articles 268, 269 et 270 du Code d'instruction criminelle.

9. Indépendamment des fonctions déparées aux juges de paix par le Code civil, le Code de procédure civile et le Code de commerce, le juge de paix du protectorat exerce les attributions dont se trouvent investis les présidents des tribunaux de première instance. Il surveille spécialement l'administration des successions vacantes.

10. Avant d'entrer en fonctions, le juge de paix prête serment verbalement ou par écrit, s'il y a lieu, devant le chef du protectorat. Le conseil d'appel reçoit le serment de ses membres.

11. Il n'est rien modifié au régime des juridictions mixtes ou indigènes, institué dans le protectorat pour le règlement ou le jugement des affaires administratives, civiles, commerciales ou pénales intéressant, soit les indigènes entre eux, soit les indigènes conjointement avec des Français, Européens ou assimilés.

12. Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Pont-sur-Seine, le 4 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

La Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Le Ministre des colonies,

Signé : E. GUÉRIN,

Signé : DELCASSÉ.

N° 28710. — DÉCRET qui autorise l'établissement d'un Dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune de Bramont-Lamothe (Puy-de-Dôme).

Du 11 Septembre 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 13 septembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875⁽¹⁾ et 28 octobre 1882⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par M. Bickard, directeur des mines et sondages de Pontgibaud, à l'effet d'être autorisé à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Bramont-Lamothe;

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

⁽¹⁾ 21^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ 21^e série, Bull. 739, n° 10552.

Vu l'avis du préfet du Puy-de-Dôme;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. M. Richard, directeur des mines et fondries de Pontgibaud, est autorisé à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Bromont-Lamothe (Puy-de-Dôme), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble produit par M. Richard, pétitionnaire, lequel plan restera annexé au présent décret.

3. Le bâtiment sera, dans toutes ses parties, de construction légère; il comportera un plafond et un faux grenier.

Des événements, fermés par une toile métallique, seront ménagés tant dans le faux grenier que dans le magasin pour déterminer une large ventilation.

La toiture, non métallique, devra être aussi légère que possible et présenter une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin contre les rayons directs du soleil.

Le sol sera soigneusement dallé et les parois du bâtiment seront recouvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

Le dépôt sera fermé par une porte double en menuiserie pleine.

4. Le dépôt sera entouré d'une levée en terre dont le talus intérieur sera établi, sur une épaisseur de cinquante centimètres, avec des terres débarrassées de pierres, et sera gazonné; ce talus, dont la pente sera aussi raide que le permettra la nature du remblai, aura son pied à un mètre de distance du socle du bâtiment et son sommet à un mètre au moins au-dessus du niveau du faite de ce bâtiment. A cette hauteur, la levée conservera à toute époque une largeur minimum d'un mètre. Elle sera traversée, pour l'accès du dépôt, par un passage voûté.

5. La levée en terre sera elle-même enveloppée par une palissade jointive de trois mètres de hauteur au moins, placée à un mètre du pied du talus extérieur. Un accès sera ménagé dans cette palissade avec une hauteur maximum de deux mètres et sera fermé par une porte solide pourvue d'une bonne serrure.

6. Un logement de gardien, protégé contre une explosion par une levée en terre à défaut d'un abri naturel, sera établi à proximité du dépôt.

7. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui, avec le concours d'un ingénieur des poudres et salpêtres délégué par le ministre de la guerre, s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été rem-

plies, et, sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera; s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avis de cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Le dépôt sera en outre, au point de vue technique, soumis en tout temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, sans que l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

8. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixé à quatre cents kilogrammes.

9. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix.

Les caisses contenant les cartouches de dynamite, ne devront être ouvertes qu'en dehors de l'enceinte du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera que de jour.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent, spécialement chargé de la garde, auquel seront remises les clefs du dépôt.

Ce gardien sera installé en permanence dans le logement affecté à cet usage. Il sera muni des armes et munitions nécessaires pour repousser une attaque. Un chien de garde de forte taille sera, nuit et jour, enfermé dans l'enceinte.

La porte intérieure du dépôt sera mise en communication électrique avec le logement du gardien, celui de l'ingénieur de la mine et le local où sont installées les machines d'épuisement de la mine, de telle sorte que l'ouverture de cette porte ou même la simple rupture des fils détermine le fonctionnement d'avertisseurs placés dans ces différents endroits.

Une consigne, affichée dans le logement du gardien, fixera à ce dernier les mesures à prendre dans les diverses circonstances qui peuvent se présenter.

Il sera toujours tenu, en réserve, à proximité du dépôt, des approvisionnements d'eau et de sable, ou tout autre moyen propre à éteindre un commencement d'incendie.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier, à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet, elle devra tenir un registre coté et parafé par le maire, sur lequel elle inscrira jour par jour et sans aucun blanc :

- 1° Les quantités introduites et la date de leur réception;
- 2° La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat;
- 3° Les quantités qui leur ont été livrées;
- 4° Les noms, prénoms et demeures de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera en outre rigoureusement vérifié.

10. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

11. Le permissionnaire sera tenu d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications; il devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

12. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, le permissionnaire devra évacuer sur le point qui lui sera indiqué la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour le permissionnaire aucun droit à indemnité.

13. Le délai accordé au permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

14. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

15. Le permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements existants ou à intervenir régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

16. Le dépôt de deuxième catégorie autorisé par le décret du 2 juin 1880, article 1^{er}, paragraphe 2, sera supprimé.

17. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Pont-sur-Seine, le 11^{er} Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOUTCHES.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28711. — DÉCRET relatif au serment professionnel du Personnel des Douanes et Régies en Indo-Chine.

Du 15 Septembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 17 juin 1889 ⁽¹⁾, portant organisation de la justice en Cochinchine;

Vu, le décret du 8 novembre 1889 ⁽²⁾, portant organisation judiciaire du Cambodge;

Vu les décrets des 17 août 1881 ⁽³⁾, 8 ⁽⁴⁾ et 10 février 1886, 8 septembre 1888 ⁽⁵⁾, 28 février 1890 ⁽⁶⁾ et 13 janvier 1894 ⁽⁷⁾ concernant l'organisation judiciaire de l'Annam et du Tonkin;

Vu le décret du 19 avril 1889 ⁽⁸⁾ relatif au serment professionnel des magistrats aux colonies;

Vu le décret du 7 septembre 1887 ⁽⁹⁾, portant organisation du personnel de l'administration des contributions indirectes et des douanes en Cochinchine;

Vu les arrêtés du gouverneur général de l'Indo-Chine en date des 10 et 31 mai 1894 concernant le serment professionnel des agents des douanes et régies en Indo-Chine,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Avant d'entrer en fonctions, les agents européens et indigènes de l'administration des douanes et régies de la Cochinchine, du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin, sont tenus de prêter serment devant le tribunal de première instance ou de résidence dans le ressort duquel ils sont appelés à servir.

Ce serment les habilité à exercer leurs fonctions dans le ressort de tout autre tribunal de l'Indo-Chine, pourvu que ce soit en la même qualité. Il doit être prêté à nouveau par tout agent qui change de grade.

2. Les tribunaux de première instance et des résidences de la Cochinchine, du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin peuvent recevoir par écrit le serment des agents des douanes et régies qui n'exercent pas leurs fonctions au chef-lieu de l'arrondissement judiciaire.

3. Les directeurs, inspecteurs, sous-inspecteurs, contrôleurs, entrepreneurs et autres fonctionnaires des douanes et régies prêtent

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1266, n° 21033.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1092, n° 21500.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 657, n° 11091.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 995, n° 16350.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1215, n° 20171.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 1383, n° 23251.

⁽⁷⁾ XII^e série, Bull. 1626, n° 27963.

⁽⁸⁾ XII^e série, Bull. 1247, n° 20762.

⁽⁹⁾ XII^e série, Bull. 1122, n° 18436.

serment devant la Cour d'appel. Celle-ci peut déléguer les tribunaux de première instance et des résidences, autres que celui du chef-lieu, pour recevoir ledit serment.

4. Le serment des fonctionnaires et agents européens et indigènes des douanes et régies en Indo-Chine est enregistré au greffe du tribunal qui l'a reçu et transcrit sur leurs commissions sans autres frais que ceux d'enregistrement.

5. Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret.

6. Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel* du ministère des colonies et dans les journaux et bulletins officiels de l'Indo-Chine.

Fait à Pont-sur-Seine, le 15 Septembre, 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Le Ministre des colonies,

Signé : GUÉRIN.

Signé : DELCASSÉ.

N° 28/12. — *Décret portant création d'un Conseil de protectorat de l'Annam et du Tonkin.*

Du 21 Septembre, 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 23 septembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 21 avril 1891;

Vu le décret du 16 juillet 1888⁽¹⁾, réorganisant le conseil privé de la Cochinchine, et le décret du 26 août 1889, modifiant le décret du 16 juillet 1888;

Vu l'arrêté du 4 juillet 1889, instituant un conseil du protectorat au Tonkin;

Sur la proposition du gouverneur général de l'Indo-Chine,

Décrète :

Art. 1^{er}. Un conseil du protectorat de l'Annam-Tonkin est institué près du gouverneur général de l'Indo-Chine française.

2. Le conseil du protectorat de l'Annam-Tonkin se compose :

Du gouverneur général, président;

Du commandant en chef des troupes de l'Indo-Chine;

(1) *Ann. Min. Bull.* 2192, n° 19731.

Du résident supérieur du Tonkin;
Du commandant de la marine;
Du chef des services administratifs;
Du directeur du contrôle financier;
Du chef de service judiciaire;
De deux conseillers français, choisis parmi les notables habitants de la colonie, et désignés, au commencement de chaque année, par arrêté du gouverneur général.

Deux suppléants, nommés également au début de chaque année, par arrêté du gouverneur général, remplacent, en cas d'absence, les conseillers titulaires.

Les conseillers, titulaires et suppléants, peuvent être nommés de nouveau aux mêmes fonctions.

Le kinh-luoc du Tonkin peut être appelé à assister à la séance avec voix consultative.

Le résident supérieur, en Annam, n'assiste au conseil que lorsqu'il y est traité de questions relatives à l'Annam central.

Dans ce cas, et lorsque le gouverneur général n'assiste pas à la séance, il délègue la présidence au plus ancien des deux résidents supérieurs.

3. L'inspecteur général des colonies, en mission, a le droit d'assister, avec voix représentative, aux séances du conseil du protectorat, et d'y émettre son avis sur toutes les questions en discussion.

En cas d'empêchement, il peut déléguer, en son lieu et place, un des inspecteurs qui l'accompagnent.

Le représentant de l'inspection des colonies siège en face du président.

4. Les chefs des différents services, civils et militaires, peuvent être appelés au conseil, avec voix consultative, lorsqu'il s'y traite des affaires de leurs attributions.

5. Le conseil du protectorat se réunit sur la convocation du gouverneur général, président, ou du résident supérieur, délégué comme président par le gouverneur général.

Les membres du conseil prennent rang, en séance, dans l'ordre établi par l'article 1^{er}.

6. Le conseil du protectorat donne nécessairement son avis :

1° Sur le budget local et sur la répartition des crédits affectés aux services militaires et maritimes du protectorat.

Le budget local est arrêté par le gouverneur général, en conseil du protectorat; il arrête aussi, en conseil, les crédits militaires et maritimes, ainsi que les comptes provisoires et les comptes définitifs de chaque exercice;

2° Sur le mode d'assiette, les règles de perception et les tarifs des contributions et taxes du budget du protectorat;

3° Sur les concessions à des particuliers ou à des associations et

compagnies, de monopoles, de travaux publics, de subventions ou d'avantages de toute nature, engageant les finances du protectorat;

4° Sur les projets, plans et devis des travaux publics exécutés sur les fonds du protectorat;

5° Sur les modifications à apporter au régime douanier de l'Annam-Tonkin;

6° Sur les mesures financières et d'administration générale.

7. Le conseil du protectorat, réuni sous la présidence du résident supérieur du Tonkin, connaît des affaires du contentieux administratif.

Ainsi constitué en conseil du contentieux administratif, il se conforme aux règles de compétence et de procédure déjà déterminées par les règlements d'administration publique et par les décrets qui régissent le conseil privé de la Cochinchine.

Il s'adjoint, pour le jugement des affaires contentieuses, deux membres de l'ordre judiciaire, désignés par le gouverneur général au commencement de chaque année.

Les fonctions du ministère public y sont remplies par un magistrat ou un fonctionnaire désigné par le gouverneur général au commencement de chaque année.

8. Toutes les délibérations du conseil du protectorat seront adressées en entier au ministre des colonies, dans le mois de leur date.

9. Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de l'administration des colonies.

Fait à Paris, le 21 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des colonies,

Signé : DELCASSÉ.

N° 28713. — DÉCRET qui autorise le sieur Roux à exploiter au lieu et place du sieur Durandy la Salle de ventes publiques ouverte à Nice en vertu du décret du 22 mars 1887.

Du 25 Septembre 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 26 septembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu le décret du 22 mars 1887 ⁽¹⁾, qui a autorisé le sieur Durandy à ouvrir,

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1085, n° 17903.

à Nice, une salle de ventes publiques de marchandises venues aux enchères et en gros ;

Vu la demande formée, par le sieur Roux, en vue d'obtenir l'autorisation de continuer l'exploitation de la salle de ventes susvisée ;

Vu les avis émis par la chambre de commerce et par le tribunal de commerce de Nice, les 4 novembre et 11 décembre 1893, ainsi que par le préfet des Alpes-Maritimes, les 4 janvier et 4 août 1894 ;

Vu la loi du 28 mai 1858 sur les ventes publiques de marchandises neuves aux enchères et en gros, et les décrets des 12 mars 1859⁽¹⁾, 30 mai 1863⁽²⁾ et 21 avril 1888⁽³⁾ ;

La section des travaux publics, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes du Conseil d'Etat entendue,

Décret :

ART. 1^{er}. Le sieur Roux est autorisé à exploiter, au lieu et place du sieur Durand, la salle de ventes publiques de marchandises neuves aux enchères et en gros, ouverte à Nice (Alpes-Maritimes), en vertu du décret susvisé du 22 mars 1887.

2. Le sieur Roux devra, avant d'user de la présente autorisation, fournir, pour la garantie de sa gestion, un cautionnement de dix mille francs (10,000^f), dont le montant sera versé en espèces ou déposé en valeurs publiques françaises à la caisse des dépôts et consignations.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOURTIÉ.

N° 28714. — DÉCRET qui constitue en Entrepôt réel des Douanes les locaux du Palais des Beaux-Arts, au Champ-de-Mars, affectés à l'Exposition internationale d'Animaux de basse-cour.

Du 27 Septembre 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 1^{er} octobre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814 ;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836 ;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 673, n° 6304.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1172, n° 19381.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 1126, n° 11371.

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et d'après l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les locaux du palais des beaux-arts, au Champ-de-Mars, affectés à l'exposition internationale d'animaux de basse-cour qui doit se tenir du 8 au 12 novembre 1894, sont constitués en entrepôt réel des douanes.

2. Les animaux envoyés de l'étranger pour figurer à cette exposition seront dirigés sur le palais des beaux-arts sous le régime du transit ordinaire par tous les bureaux ouverts à ces opérations.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 27 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOURDES.

N° 28715. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Études et Travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.

Du 12 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 69 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter, pendant l'année 1894, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'État, à l'aide des fonds que ces compagnies mettront à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant, le maximum de cent vingt millions de francs, sur lesquels la somme à constituer sous forme d'avances remboursables en annuités ne pourra excéder elle-même le maximum de cent millions de francs;

Vu les décrets n° 94, 113, 173, 231 et 241 des 15⁽¹⁾ et 30 mars⁽²⁾, 5 mai⁽³⁾, 28 juin⁽⁴⁾ et 4 juillet 1894⁽⁵⁾, qui ont ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies, conformément aux conventions annexées auxdites lois du 20 novembre 1883, des crédits additionnels montant à quatre millions huit cent mille francs;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽⁶⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé (n° 20064) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 9 juillet 1894, par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, une somme de sept cent mille francs, pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l'État sur les lignes qui ont été concédées à cette compagnie en vertu de la convention annexée à la loi précitée du 20 novembre 1883;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 5 octobre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre LXVII : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours versés par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, en exécution de la convention de 1883, un crédit additionnel de sept cent mille francs (700,000').

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des sommes encaissées par le Trésor, au compte : *Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883*.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : R. POINCARÉ.

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28716. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Études et Travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.*

Du 13 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

(1) XI^e série, Bull. 1625, n° 27941.

(6) XI^e série, Bull. 1638, n° 28199.

(2) XI^e série, Bull. 1627, n° 28007.

(5) XI^e série, Bull. 1641, n° 28187.

(3) XI^e série, Bull. 1631, n° 28085.

(4) XI^e série, Bull. 1645, n° 28207.

Vu l'article 69 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter pendant l'année 1894, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'État, à l'aide des fonds que ces compagnies mettront à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant, le maximum de cent vingt millions de francs, sur lesquels la somme à constituer sous forme d'avances remboursables, en annuités ne pourra excéder elle-même le maximum de cent millions de francs;

Vu les décrets n° 94, 113, 173, 231, 241 et 394 des 15⁽¹⁾ et 30 mars⁽²⁾, 5 mai⁽³⁾, 28 juin⁽⁴⁾, 4 juillet⁽⁵⁾ et 12 octobre 1894⁽⁶⁾, qui ont ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies, conformément aux conventions annexées auxdites lois du 20 novembre 1883, des crédits additionnels montant à cinq millions cinq cent mille francs;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽⁷⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé (n° 21429) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 23 juillet 1894, par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, une somme d'un million deux cent mille francs, pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l'État sur les lignes qui ont été concédées à cette compagnie en vertu de la convention annexée à la loi précitée du 20 novembre 1883;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 14 août 1894,

Décrets :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre LXVII : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours versés par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, en exécution de la convention de 1883, un crédit additionnel d'un million deux cent mille francs (1,200,000^{fr}).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des sommes encaissées par le Trésor, au compte : *Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883*.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER,

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

(1) XII^e série, Bull. 1625, n° 27941.

(2) XII^e série, Bull. 1637, n° 28007.

(3) XII^e série, Bull. 1631, n° 28085.

(4) XII^e série, Bull. 1638, n° 28199.

(5) XII^e série, Bull. 1641, n° 28187.

(6) Voir ci-dessus, n° 28715.

(7) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 28717. — *NOTE concernant l'accession du Royaume de Danemark; y compris les îles Féroë, à l'Union pour la Protection de la Propriété industrielle.*

(Promulguée au Journal officiel du 31 octobre 1894.)

Par une note circulaire en date du 9 octobre dernier, le Conseil Fédéral suisse a porté à la connaissance des États faisant partie de l'Union pour la protection de la propriété industrielle l'accession à cette Union, à partir du 1^{er} octobre 1894, du royaume de Danemark, y compris les îles Féroë.

Cette accession ne s'étend pas à l'Islande, au Groënland et aux Antilles danoises.

N° 28718. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la marine un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.*

Du 4 Novembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine,

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de la marine, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 30 octobre 1894;

Considérant qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et de l'article 126 du décret du 31 mai 1862, les créances comprises dans l'état ci-dessus visé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus et que leur montant n'excède pas les restants de crédits à annuler en clôture d'exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892, un crédit supplémentaire de neuf cent vingt-quatre francs cinq centimes (924 05), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés, en double expédition, au ministre des finances, conformément à l'article 126 du décret susmentionné du 31 mai 1862, savoir :

Exercice 1890.....	221 60'
Exercice 1891.....	364 90
Exercice 1892.....	337 55
TOTAL ÉGAL.....	924 05

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

2. Le ministre de la marine est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 18 mai 1884.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales de l'exercice 1894.

4. Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de la marine,

Signé : FÉLIX FAURE.

EXERCICES CLOS.

État des nouvelles créances liquidées en augmentation des restes à payer constatés sur les exercices 1890, 1891 et 1892, qui sont à ordonnancer sur le budget de l'exercice courant.

NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉDITS	
		par chapitre.	par exercice.
	EXERCICE 1890.		
28	Casernement.....	100 ⁰⁰	221 ⁶⁰
35	Gratifications, secours et subventions.....	121 60	
	EXERCICE 1891.		
27	Vivres. (Achats directs et indemnités représentatives.)..	43 30	364 90
28	Casernement.....	100 00	
35	Gratifications, secours et subventions.....	221 60	
	EXERCICE 1892.		
28	Casernement.....	100 00	339 85
29	Matériel de médecine, de science, d'art et de religion..	9 00	
33	Frais de passage et de transport par mer. Affrètements et frais accessoires.....	73 75	
34	Frais de séjour et de tournées. Frais de soule et de transport par terre et frais accessoires.....	24 40	
35	Gratifications, secours et subventions.....	130 40	
	TOTAL.....		924 ⁰⁵

ARRÊTÉ le présent état à la somme de neuf cent vingt-quatre francs cinq centimes.

Paris, le 4 novembre 1894.

Le Ministre de la marine,

Signé : FÉLIX FAURE.

N° 28719. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) portant que la commune d'El-Kantour, arrondissement de Philippaville (département de Constantine) portera, à l'avenir, le nom de commune du « Col-des-Oliviers ». (Paris, 26 Octobre 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 9^e Janvier 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. GUÉRIN.

Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1662.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28720. — *Loi qui autorise le département du Calvados à s'imposer extraordinairement.*

De 30 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 3 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Calvados est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes :

- 1° Trois centimes vingt centièmes (3^e 20) en 1895;
- 2° Trois centimes trente-cinq centièmes (3^e 35) en 1896;
- 3° Trois centimes cinquante centièmes (3^e 50) en 1897;
- 4° Trois centimes soixante-cinq centièmes (3^e 65) en 1898;
- 5° Trois centimes quatre-vingt centièmes (3^e 80) en 1899,

pour en affecter le produit aux dépenses d'assistance publique, aux travaux de réparation des bâtiments départementaux, au paiement d'une subvention annuelle pour travaux aux bâtiments communaux, à l'acquittement d'une subvention annuelle pour travaux de dragage dans le port de Honfleur et aux travaux d'achèvement et d'entretien des chemins vicinaux de grande communication.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28721. — *LOI qui autorise le département d'Ille-et-Vilaine à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 3 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département d'Ille-et-Vilaine est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, en 1895, deux centimes (0^e 02) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit à l'entretien des chemins vicinaux de grande communication, aux dépenses des aliénés indigents à la charge du département et au paiement d'indemnités de logement aux officiers de gendarmerie.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28722. — *Loi qui autorise le département de la Loire et la ville de Saint-Étienne à contracter des Emprunts et à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 3 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Loire est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingt-cinq centimes pour cent (3^f 85 p. 0/0), une somme d'un million cent vingt-six mille francs (1,126,000^f), remboursable en quarante années et applicable à la construction d'un hôtel de préfecture et à l'installation des services départementaux dans ledit hôtel.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

2. Le département de la Loire est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant quarante ans à partir de 1895, un centime dix-sept centièmes (1^e 17) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt d'un million cent vingt-six mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

3. La ville de Saint-Étienne (Loire) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingt-quinze centimes pour cent (3^f 95 p. 0/0), une somme de cinq cent mille francs (500,000^f), remboursable en quarante années et destinée au paiement d'une subvention promise au département en vue de la construction de l'hôtel de la préfecture.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale

des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

4. La ville de Saint-Étienne est également autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant quarante ans à partir de 1895, un centime quarante-sept centièmes (1° 47) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, dont le produit, prévu en totalité pour la somme d'un million de francs (1,000,000) environ, servira à rembourser l'emprunt de cinq cent mille francs autorisé par l'article 3 ci-dessus.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28723. — LOI qui autorise le département du Loiret à s'imposer extraordinairement.

Du 30 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 3 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Loiret est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant les années 1895 et 1896, un centime (0° 01) additionnel au principal des quatre contributions directes pour en affecter le produit aux travaux des routes départementales et des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28724. — *Loi qui autorise le département de la Manche à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 3 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Manche est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq ans à partir de 1895, un centime quarante centièmes (1^e 40) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté à l'entretien des chemins vicinaux de grande communication classés dans cette catégorie de lignes vicinales par délibération du conseil général du 4 avril 1894.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28725. — *Loi qui autorise le département de la Mayenne à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 3 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Mayenne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'im-

poser extraordinairement, pendant l'année 1895, treize centimes (0^f 13) additionnels au principal des quatre contributions directes, savoir :

1° Neuf centimes (0^f 09) dont le produit sera affecté aux travaux d'entretien des routes départementales ;

2° Deux centimes (0^f 02) pour en consacrer le produit aux frais de rechargement des mêmes voies de communication ;

3° Deux centimes (0^f 02) pour les frais d'établissement et d'études de lignes de tramways dans le département.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 30 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 28726. — *Loi qui autorise le département de la Nièvre à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 3 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Nièvre est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, en 1895, deux centimes (0^f 02) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au paiement de diverses dépenses d'intérêt départemental.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

2. Cessera d'être perçue en 1895 l'imposition extraordinaire de deux centimes (0^f 02) additionnels au principal des quatre contributions directes que le département de la Nièvre a été autorisé à recouvrer pendant trois ans à partir de 1893, en vertu de la loi du 11 août 1882.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28727. — Loi qui autorise le département de la Haute-Savoie à contracter un Emprunt.

Du 30 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 3 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Haute-Savoie est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingt-centimes pour cent (3^{fr} 80 p. 0/0), une somme de trente-neuf mille cent francs (39,100^{fr}), remboursable en vingt-cinq ans à partir de 1895 et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de trente-neuf mille cent francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28728. — Loi qui autorise la ville de Châteauroux (Indre) à contracter un Emprunt.

Du 30 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 3 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Châteauroux (Indre) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs quatre-vingt-cinq centimes pour cent (3^f 85 p. o/o), une somme de trente-neuf mille cinq cents francs (39,500^f), remboursable en trente ans sur ses revenus ordinaires et destinée à pourvoir, avec une subvention de l'État, tant aux frais de réorganisation d'une école de filles qu'à la construction d'une école maternelle.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer pour la réalisation dudit emprunt seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28729. — Loi qui autorise la ville de Fougères (Ille-et-Vilaine) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 30 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 3 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Fougères (Ille-et-Vilaine) est autorisée à em-

prunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs quatre-vingt-cinq centimes pour cent (3^e 85 p. 100), une somme de trois cent trente mille francs (330,000^f), remboursable en trente ans et destinée à pourvoir aux frais d'amélioration de la distribution d'eau.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant vingt-huit ans à partir de 1897, quatorze centimes cinquante centièmes (14^e 50) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire en totalité une somme de cinq cent cent vingt-neuf mille francs (529,000^f) environ, pour rembourser l'emprunt en capital et intérêts, concurremment avec un prélèvement sur les revenus ordinaires de la caisse municipale pour le paiement des deux premières annuités.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUFAY.

N° 28730. — *Décret qui rattache au Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sous le nom d'Écoles pratiques de commerce et d'industrie, l'École primaire supérieure et professionnelle de filles, à Nantes, l'École primaire supérieure de garçons, à Romans, et le Cours complémentaire de Kérourion, à Brest.*

Du 6 Octobre 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 12 octobre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 25 janvier 1892, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1892;

Vu l'article 69 de ladite loi, ainsi conçu :

« Les écoles primaires supérieures et professionnelles dont l'enseignement est principalement industriel ou commercial relèveront à l'avenir du minis-

tière du commerce, de l'industrie et des colonies, auquel elles seront transférées par décret, et prendront le nom d'écoles pratiques de commerce et d'industrie.

« Ces écoles et les écoles gratuites analogues dont le ministère du commerce pourra autoriser la création dans les conditions à déterminer par un règlement d'administration publique et dans la limite des crédits budgétaires ouverts à cet effet, seront entretenues conformément aux dispositions de la loi du 19 juillet 1889.

« Le personnel enseignant, en fonctions dans les écoles actuellement existantes, conservera ses fonctions dans les écoles transférées et bénéficiera, dans les conditions à déterminer par un règlement d'administration publique, de garanties analogues à celles qui lui assuraient, pour le traitement, les indemnités, l'avancement et la discipline, les lois du 30 octobre 1886 et du 19 juillet 1889.

« Des règlements d'administration publique détermineront les conditions de recrutement et d'avancement du nouveau personnel enseignant, les conditions dans lesquelles ce personnel pourra poursuivre la réalisation de l'engagement décennal prévu par la loi sur le recrutement de l'armée, le mode d'établissement des programmes, l'organisation de la surveillance et de l'inspection et toutes questions d'exécution relatives au fonctionnement de ces écoles... »

Vu le règlement d'administration publique du 22 février 1893⁽¹⁾;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes intéressées;

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les écoles primaires supérieures et le cours complémentaire ci-après désignés relèveront exclusivement à l'avenir du ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et prendront le nom d'écoles pratiques de commerce et d'industrie :

École primaire supérieure et professionnelle de filles de Nantes;

École primaire supérieure de garçons de Romans;

Cours complémentaire annexé à l'école primaire de garçons de Kérériott, à Brest.

2. Les crédits affectés aux dépenses desdites écoles sont arrêtés à la somme totale de vingt-quatre mille sept cent vingt-trois francs trente-huit centimes (24,723³⁸), savoir :

	TRAITEMENT du personnel.	BOURSES.
École de filles de Nantes.....	14,600 ⁰⁰	930 ⁰⁰
École de garçons de Romans.....	6,973 ³⁸	/
Cours complémentaire de Brest.....	2,100 ⁰⁰	/
	23,773 ³⁸	930 ⁰⁰

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1554, n° 20522.

3. Est et demeure annulée, sur les crédits du budget du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts de l'exercice 1894, une somme de vingt-quatre mille sept cent vingt-trois francs trente-huit centimes (24,723¹/₃₈).

1^{re} section. — Service de l'instruction publique.

Sur le chapitre L.....	6,973 ¹ / ₃₈
Sur le chapitre LI.....	950 00
Sur le chapitre LII.....	1,400 00
Sur le chapitre LIV.....	14,400 00

4. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur le chapitre XIII du budget de son ministère pour l'exercice 1894, un crédit d'égale importance.

5. Les opérations afférentes à l'exercice 1894 effectuées depuis l'ouverture de cet exercice, tant par les ordonnateurs que par les comptables du Trésor, au titre des écoles qui sont l'objet du présent décret, seront reprises par le ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, qui comprendra ces opérations dans sa comptabilité et aura à rendre le compte intégral de l'emploi des crédits qui lui sont transportés en vertu de l'article 4 du présent décret.

6. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

*Le Ministre
du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes.*

Signé : V. LOURTIÉ.

*Le Ministre
de l'instruction publique
et des beaux-arts,*

Signé : G. LETGUES.

N° 28731. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'Établissement d'une Hake sur le territoire de Saint-Denis-la-Chevassé (ligne de Nantes à la Roche-sur-Yon).*

Du 11 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 1638) du trésorier général du département de la Vendée, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 26 avril 1894, par la commune de Saint-Denis-la-Chevasse, une somme de cinq mille huit cent cinquante francs, à titre de fonds de concours, pour l'établissement d'une halte sur le territoire de ladite commune (ligne de Nantes à la Roche-sur-Yon);

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 8 octobre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre LIX : *Travaux complémentaires du réseau de l'État*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cinq mille huit cent cinquante francs (5,850'), applicable à l'établissement d'une halte sur le territoire de la commune de Saint-Denis-la-Chevasse (ligne de Nantes à la Roche-sur-Yon).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28732. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Études et Travaux de chemins de fer exécutés par l'État.

Du 16 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894, et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu la loi du 25 juillet 1894, aux termes de laquelle il peut être ouvert par décrets, au ministère des travaux publics, sur le chapitre LXVII : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, des crédits jusqu'à concurrence de quinze millions de francs;

Vu le décret n° 320, en date du 20 août 1894 ⁽¹⁾, portant ouverture, en exécution de ladite loi, d'un premier crédit de onze millions de francs;

Considérant qu'un nouveau crédit d'un million cinq cent mille francs est nécessaire pour permettre le paiement des dépenses engagées;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 13 octobre 1894,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en addition aux crédits ouverts sur le chapitre LXVII de la deuxième section du budget ordinaire (état A) de l'exercice 1894 : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, un crédit supplémentaire d'un million cinq cent mille francs (1,500,000') pour les travaux à exécuter par l'État sur les lignes concédées à la compagnie des chemins de fer du Midi par la convention de 1883.

2. Il sera pourvu au crédit ouvert par l'article 1^{er} du présent décret par l'émission d'obligations du Trésor à court terme, dont l'échéance ne pourra dépasser l'année 1900.

3. Le présent décret sera soumis à la sanction des Chambres dans la première quinzaine de leur plus prochaine réunion.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : R. POINCARÉ.

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28733. — DÉCRET qui ouvre au budget annexe de la caisse des Invalides de la marine, exercice 1894, un Crédit supplémentaire destiné au Paiement de Dépenses sur fonds provenant des Prélèvements de 4 p. 0/0 sur les primes à la marine marchande et non employés pendant l'exercice 1893.

Du 19 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande;

(1) XI^e série, Bull. 1647, n° 28419.

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1894, et spécialement l'article 41 de cette loi, qui dispose comme suit :

« Le produit des prélèvements de quatre pour cent sur le montant des primes instituées par les articles 2, 3, 6 et 7 de la loi du 30 janvier 1893 sera inscrit parmi les recettes du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, sous la rubrique : *Prélèvement de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande*.

« Des crédits en somme égale à ces prélèvements seront ouverts, par décrets contresignés par les ministres de la marine et des finances, au budget de la caisse des invalides de la marine.

« La portion de ces crédits restée sans emploi en fin d'exercice sera reportée par décret à l'exercice suivant avec la même affectation, ainsi que la ressource correspondante »;

Vu l'article 45 du décret, en date du 25 juillet 1893⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine, sur l'exercice 1894, au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, chapitre v : *Secours aux marins naufragés ou à leurs familles et subventions aux hôtels de marins, etc.*, un crédit supplémentaire de vingt-six mille sept cent quatre-vingt-six francs sept centimes (26,786^{fr} 07) destiné au paiement de dépenses sur les fonds provenant des prélèvements de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande et non employés pendant l'exercice 1893.

2. Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen du report en somme égale des ressources provenant des prélèvements de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande et non employées à la clôture de l'exercice 1893. Les évaluations de recettes au budget annexe de la caisse des invalides de la marine de l'exercice 1894 sont en conséquence augmentées d'une somme de vingt-six mille sept cent quatre-vingt-six francs sept centimes, qui sera inscrite au chapitre v : *Retenues sur les primes à la construction et à la navigation*.

3. Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARRÉ.

Le Ministre de la marine,

Signé : FÉLIX FAURE.

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 1577, n° 26939.

N° 28734. — *DÉCRET qui ouvre au Budget du Ministère des finances, pour l'exercice 1893, deux nouveaux Chapitres destinés à recevoir l'imputation des Paiements faits pour rappels d'arrérages de Pensions d'exercices clos.*

Du 15 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, aux termes duquel la dépense servant de base au règlement des crédits de chaque exercice pour le service de la dette viagère et des pensions et pour celui de la solde et autres dépenses payables sur revues ne se composera que des paiements effectués jusqu'à l'époque de sa clôture, les rappels d'arrérages sur ces mêmes exercices d'après les droits ultérieurement constatés devant continuer d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant et le transport en être effectué en fin d'exercice à un chapitre spécial, au moyen d'un virement de crédit à soumettre chaque année à la sanction législative avec le règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 128 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant qu'il y a lieu, en ce qui concerne les rentes viagères et les pensions, d'appliquer les dispositions ci-dessus à l'exercice 1893,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget du ministère des finances, pour l'exercice 1893, deux nouveaux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pendant cet exercice pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions qui se rapportent à des exercices clos.

Ces chapitres sont intitulés :

Rappels d'arrérages de rentes viagères d'exercices clos;

Rappels d'arrérages de pensions d'exercices clos.

2. Les paiements effectués pour ces rappels d'arrérages, montant, d'après le tableau ci-annexé, à la somme de deux millions deux cent quarante-huit mille cent dix francs cinquante-neuf centimes (2,248,110^f59), sont, en conséquence, déduits des chapitres ordinaires ouverts au budget de l'exercice 1893 pour les rentes viagères et les pensions et appliqués comme il suit aux nouveaux chapitres désignés par l'article précédent :

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

Rappels d'arrérages de rentes viagères d'exercices clos.....	790' 00'
Rappels d'arrérages de pensions d'exercices clos.....	2,247,320 59
TOTAL ÉGAL.....	2,248,110 59

3. Sur les crédits ouverts par la loi de finances pour le service des rentes viagères et des pensions pendant l'année 1893, une somme de deux millions deux cent quarante-huit mille cent dix francs cinquante-neuf centimes (2,248,110' 59) est transportée aux deux chapitres ci-dessus et annulée aux chapitres suivants :

Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 floréal an XI.)	790' 00'
Pensions civiles. (Loi du 22 août 1790.)	25,810 78
Pensions de la pairie et de l'ancien sénat. (Loi du 4 juin 1814.)	2,966 06
Pensions de donataires dépossédés. (Loi du 16 juillet 1821.)	12,738 96
Pensions militaires de la guerre.....	429,622 20
Pensions militaires de la marine.....	274,709 88
Pensions et indemnités viagères aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi <i>Louis-Philippe</i> . (Lois des 23 juin 1835 et 8 juillet 1852.)	847 25
Pensions à titre de récompense nationale. (Loi du 13 juin 1850.)	726 38
Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)	925,338 45
Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juillet 1856.)	9,486 11
Pensions ecclésiastiques sardes. (Convention internationale du 23 août 1860.)	158 11
Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 décembre 1861.)	3,139 67
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. (Loi du 30 juillet 1881.)	66,241 15
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.)	20,245 28
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique. (Loi du 27 juin 1895.)	300 00
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins. (Loi du 18 avril 1888.)	1,742 50
Allocations supplémentaires : 1° aux officiers, sous-officiers, soldats et assimilés des armées de terre et de mer et aux veuves, retraités sous les régimes antérieurs aux lois des 22 juin 1878, 5 août 1879, 23 juillet 1881 et 8 août 1883 ; 2° aux agents de tous grades du service actif des douanes et aux veuves de ces agents retraités antérieurement à la loi du 26 février 1887....	473,267 21
TOTAL ÉGAL.....	2,248,110 59

4. Le présent décret sera annexé au projet de loi de règlement définitif de l'exercice 1893.

5. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Tableau, par exercice, des rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions antérieures à 1893 qui sont à reporter à de nouveaux chapitres spéciaux dans le compte définitif des dépenses de l'exercice 1893.

RENTES ET PENSIONS.	EXERCICES qui ont donné lieu à des rappels d'arrérages.					TOTAUX.
	1888.	1889.	1890.	1891.	1892.	
RENTES.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 février 1817.).....	"	"	"	"	790 00	790 00
PENSIONS.						
Pensions civiles. (Loi du 22 août 1790.).....	"	3,444 75	5,260 31	4,138 89	12,846 83	25,810 78
Pairie et ancien Sénat.	"	"	"	"	2,966 66	2,966 66
Pensions de donataires dé- posés. (Loi du 26 juillet 1821.).....	"	"	"	803 11	11,935 85	12,738 96
Pensions militaires de la guerre.....	"	913 98	10,681 14	52,616 68	365,410 40	429,622 20
Pensions militaires de la marine.....	"	3,130 14	14,166 08	45,977 11	211,436 55	274,709 88
Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Phi- lippe. (Lois des 23 juin 1835 et 8 juillet 1850.).....	"	"	"	196 00	651 25	847 25
Pensions à titre de récom- pense nationale. (Loi du 13 juin 1850.).....	"	"	"	200 00	526 38	726 38
Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.) (Colonies.).....	161 00	2,154 95	24,001 71	105,002 38	794,018 41	925,338 45
Pensions des grands fonc- tionnaires.....	"	"	9,000 00	486 11	"	9,486 11
Pensions ecclésiastiques sardes. (Convention in- ternationale du 23 août 1860.).....	"	"	"	"	158 11	158 11
Anciens dotataires du Mont- de-Milan. (Décret du 18 décembre 1861.).....	"	"	"	166 16	2,973 57	3,139 73
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. (Loi du 30 juillet 1881.).....	"	414 17	3,407 23	12,243 09	50,176 68	66,241 15
Pensions et indemnités de réforme de la magistra- ture. (Loi du 30 août 1883.).....	"	"	"	4,033 05	16,212 23	20,245 28
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique.	"	"	"	"	300 00	300 00
Pensions viagères aux sur- vivants des blessés de fé- vrier 1848, à leurs ascen- dants, veuves ou orphe- lins. (Loi du 18 avril 1888.)	"	"	187 50	406 00	950 00	1,742 50
Allocations supplémentai- res.....	"	"	"	"	473,247 21	473,247 21
TOTAUX des pensions.....	161 00	10,067 99	66,723 97	226,567 52	1,943,810 11	2,247,320 59
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	161 00	10,067 99	66,723 97	226,567 52	1,944,600 11	2,248,110 59

N° 28735. — *Décret qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1894, un Crédit versé au Trésor à titre d'avances pour l'établissement de réseaux téléphoniques et de lignes interurbaines.*

Du 25 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées à titre d'avances dans les caisses du Trésor public par des villes, établissements publics ou syndicats, pour concourir, avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement de réseaux téléphoniques et de lignes interurbaines, lequel s'élève à la somme de deux cent soixante-deux mille cinq cent soixante-six francs soixante-six centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, troisième section (*Téléphones*), sur l'exercice 1894, un crédit de deux cent soixante-deux mille cinq cent soixante-six francs soixante-six centimes (262,566^{fr} 66), savoir :

CHAP. VI. Matériel. Dépenses de premier établissement..... 262,566^{fr} 66

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen de ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : V. LOURNAUX.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 28736. — DÉCRET qui ouvre au **Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes**, un **Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1890 et 1892.**

Du 26 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées à la charge du département du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, première section, *Commerce et industrie*, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif des exercices 1890 et 1892;

~~Vu l'article 9 de la loi du 28 mai 1834;~~

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Considérant qu'aux termes de cet article, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget des exercices précités et que le montant n'excède pas le chiffre encore disponible des crédits qui ont été annulés en clôture de ces exercices;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, première section (*Commerce et industrie*), en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890 et 1892, un crédit de huit mille neuf cent quatre-vingt-trois francs soixante-deux centimes (8,983⁶²).

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est autorisé à ordonnancer les créances ci-dessus visées sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos sur le budget ordinaire de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu aux dépenses dont il s'agit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice courant.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POMERAI.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : V. LOUNTIES.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

État des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1890 et 1892 qui doivent faire l'objet de crédits additionnels.

EXERCICE.	NUMÉRO du chapitre.	DÉSIGNATION du chapitre.	NATURE des créances.	MONTANT DES CRÉDITS		
				par article.	par chapitre.	par exercice.
1890.	XXII.	Subvention à la marine marchande.	Primes à la construction.	2,962'00 ^e	2,962'00 ^e	2,962'00 ^e
1892.	XXVI.	Subvention à la marine marchande.	Primes à la construction. Primes à la navigation.	5,072 32 949 30	6,021 62	6,021 62
TOTAL.....						8,983 62

ANNÈTE le présent état à la somme de huit mille neuf cent quatre-vingt-trois francs soixante-deux centimes.

Paris, le 15 octobre 1894.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : V. LOUNTIES.

N° 28737. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les comptes définitifs de l'exercice 1892.

Du 27 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu l'état ci-annexé de créance liquidée à la charge du ministère de l'instruction publique et des beaux arts, deuxième section (*Beaux-Arts*), additionnellement aux restes à payer et aux droits constatés arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1892;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant qu'aux termes de l'article 126 du décret précité, la créance comprise sur l'état susvisé peut être acquittée, attendu qu'elle concerne des services prévus au budget de l'exercice clos ci-dessus désigné et que son montant n'excède pas les crédits restant à annuler en clôture d'exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

beaux-arts, en augmentation des restes à payer et des droits constatés arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1892, un crédit supplémentaire d'un franc douze centimes (1^f 12), montant d'une créance désignée au tableau ci-annexé, qui a été liquidée à la charge de cet exercice, et pour laquelle un état nominatif sera adressé en double expédition au ministère des finances, conformément aux prescriptions du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à ordonnancer cette créance sur le chapitre spécial ouvert, pour les dépenses des exercices clos, au budget de l'exercice courant, deuxième section (*Beaux-Arts*), en exécution de l'article 124 du décret du 31 mai 1862.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : B. POINCARÉ.

Signé : G. LEYDIE.

Tableau de nouvelle créance reconnue en augmentation des restes à payer et des droits constatés, arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1892, et qui est à ordonnancer sur le chapitre des exercices clos du budget de l'exercice courant, dans les conditions prévues par l'article 125 du décret du 31 mai 1862.

EXERCICES.	CHAPITRE DES ANCIENS DÉPENSES.		TITULAIRES et motifs des créances.	TOTAL	
	Numéro.	Désignation.		par chapitre.	par exercice.
1892.	37	Mouuments historiques et mégalithiques.	Le département de la Seine. Complément de la part contributive de l'État (<i>Beaux-Arts</i>), en ce qui concerne la Sainte-Chapelle, dans les dépenses, pour 1892, des localités des palais de Justice communes aux divers services judiciaires.....	1 ^f 12 ^c	1 ^f 12 ^c

N° 28738. — DÉCRET relatif à l'imputation sur la réserve des Pensions de retraites des Employés, Ouvriers et Ouvrières de l'imprimerie nationale.

Du 30 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'ordonnance du 20 août 1834 ⁽¹⁾ et les décrets des 24 janvier 1860 ⁽²⁾, 21 mars 1873 ⁽³⁾ et 7 décembre 1878 ⁽⁴⁾, constitutive du règlement de la caisse des retraites et secours de l'imprimerie nationale;

Vu le décret du 20 février 1892 ⁽⁵⁾, qui a ordonné l'imputation, sur la réserve créée par le décret ci-dessus visé du 7 décembre 1878 ⁽⁶⁾, des pensions à liquider, comme conséquence de la réduction des crédits du personnel, résultant de la loi de finances du 26 janvier précédent;

Vu la loi du 17 janvier 1894, qui a prescrit la conversion de la rente quatre et demi pour cent en rente trois et demi pour cent;

Les sections réunies de législation, de la justice, des affaires étrangères, des finances, de la guerre, de la marine et des colonies, du Conseil d'État entendues,

DÉCRÉTÉ :

ART. 1^{er}. Par dérogation aux dispositions de l'article 19 du décret du 7 décembre 1878 et indépendamment des imputations déjà ordonnées par le décret du 20 février 1892, les pensions de l'imprimerie nationale pourront, tant qu'il n'en aura pas été autrement ordonné, être imputées sur la réserve, jusqu'à concurrence de six mille sept cent vingt-cinq francs (6,725¹).

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. GUÉRIN.

N° 28739. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics un Crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.

Du 7 Novembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'état ci-annexé, montant à six mille trois cent cinquante-cinq francs

(1) VII^e série, Bull. 692 bis, n° 3.

(2) XI^e série, Bull. 769, n° 7311.

(3) XII^e série, Bull. 120, n° 1818.

(4) IX^e série, Bull. 416, n° 7439.

(5) XII^e série, Bull. 1456, n° 24621.

cinquante-neuf centimes et comprenant dix-neuf créances liquidées à la charge du budget ordinaire du ministère des travaux publics, additionnellement aux restes à payer constatés dans les comptes définitifs de chacun des exercices 1890, 1891 et 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 126, paragraphe 2, du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 5 novembre 1894;

Considérant qu'aux termes des articles 9 de la loi et 126 du décret précités, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus par les budgets des exercices 1890, 1891 et 1892, et que leur montant n'excède pas les crédits dont l'annulation a été proposée dans les projets de loi de règlement desdits exercices,

Décisions :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en augmentation des restes à payer constatés dans les comptes définitifs du ministère des travaux publics pour les exercices 1890, 1891 et 1892, un crédit supplémentaire de six mille trois cent cinquante-cinq francs cinquante-neuf centimes (6,355^f 59), destiné à payer dix-neuf nouvelles créances liquidées à la charge desdits exercices, conformément à l'état ci-joint, et réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1890.....	257 ^f 00 ^c
Exercice 1891.....	1,184 09
Exercice 1892.....	4,914 50
TOTAL ÉGAL.....	6,355 59

2. L'ordonnement de ces créances aura lieu par imputation sur le chapitre spécial ouvert, pour les dépenses des exercices clos, au budget du ministère des travaux publics de l'exercice courant.

3. Il sera pourvu au crédit alloué par l'article 1^{er} au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1894.

4. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics
Signé : LOUIS BARTHOU.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

État nominatif de créances constatées après la clôture des exercices 1890, 1891 et 1892

NUMÉROS des chapitres.	INDICATION DES CHAPITRES et services.	LIEU de l'ordonnement ou du mandatement.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.
EXEM			
DUN			
1^{er} SECTEUR			
19	Routes et ponts. Grosses réparations et restaurations.	Hérault.....	MM. Ricard frères, in- meurs. Le journal <i>le Petit M. dional.</i>
32	Travaux ordinaires en Algérie. Routes nationales et ponts. Grande voirie. Subventions aux routes départementales et chemins non classés.....	Le gouvernement général de l'Al- gérie. Constantine.....	M. Baquet, conducteur ponts et chaussées.
EXEM			
DUN			
1^{er} SECTEUR			
44	Travaux ordinaires en Algérie. Routes nationales et ponts. Grande voirie. Subventions aux routes départementales et chemins non classés.....	Le gouvernement général de l'Al- gérie. Constantine.....	M. Baquet, conducteur ponts et chaussées.
2^o SECTEUR			
63	Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	Sarthe.....	M. de Montlibert, pro- taire.
72 bis.	Travaux divers dans les bâtiments civils et palais nationaux.	Paris (direct).....	M ^{me} Grandoin, in- meurs. Le journal <i>le Petit M. dional.</i> M. Defays.
EXEM			
DUN			
1^{er} SECTEUR			
23	Routes et ponts. Grosses réparations et restaurations.	Hérault.....	MM. Ricard frères, in- meurs. Le journal <i>le Petit M. dional.</i>
31	Entretien des bâtiments civils.....	Seine.....	Le département de Seine.

vant faire l'objet d'un crédit additionnel aux restes à payer de ces exercices.

OBJET DES CRÉANCES.	NOMBRES d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES		
		par nature.	par chapitre.	par exercice.
is d'impressions. (Routes nationales n° 87 et 108.)	1	50 ^f 00 ^s	103 ^f 50 ^s	257 ^f 00 ^s
is d'insertions. (Routes nationales n° 87 et 108.)	2	53 50		
is de déplacements en 1890	3	153 50	153 50	

NAIRE.

CE ORDINAIRE.

INAIRE.

CE ORDINAIRE.

is de déplacements en 1891	4	120 25	120 25	
mboursement d'impôts pour terrains expropriés en vue de la construction de la ligne de Thorigné à Coutais. (Réseau de l'Etat.)	5	1 53	1 96	1,184 09
emmes pour dessins exécutés en 1891, en vue des études du projet d'achèvement de la grand'chambre de la cour de cassation.	7	1,000 00	1,000 00	

AUX EXTRAORDINAIRES.

RES ORDINAIRES.

is d'impressions. (Route nationale n° 87.)	8	65 00	150 00	
is d'insertions. (Route nationale n° 87.)	9	75 00		
rt contributive du service des bâtiments civils dans un supplément de dépenses faites, en 1892, pour l'entretien des localités communes du palais de Justice, à Paris. (Cour de cassation.)	10	10 07	10 07	

NUMÉROS des chapitres.	INDICATION DES CHAPITRES et services.	LIEU de l'ordonnement ou du mandatement.	NOMS ET QUALITÉS des créanciers.
47	Travaux de défense contre les inondations.	Calvados.....	M. Roger (Aime-J.) M. Aubert (Gustave) M. Alcas.....
		Gers.....	M. de Montlibert, maire.
52	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État	Sarthe.....	M ^{me} Gandonia, Cohin. M ^{me} Lereau, veuve neuve. M ^{me} Bailly, veuve Lal M. Méliçon et M ^{me} son épouse.
2	Entretien des routes en Algérie.....	Constantine.....	M. Baqué, conducteur ponts et chaussées.

ARRÊTÉ le présent état à la somme de six mille trois cent cinquante-cinq francs cinquante-neuf centimes.

N° 28749. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses des Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel.

Du 13 Novembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des dépar-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

OBJET DES CRÉANCES.	NUMÉROS d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES.		
		par nature.	par chapitre.	par exercice.
ORDINAIRES.				
ation temporaire de terrain.....	11	1,200 ^f 00 ^c	4,600 ^f 00 ^c	4,914 ^f 50 ^c
.....	12	3,400 00		
urissement d'impôts pour terrains de la ligne de dom à Riscle.....	13	7 21		
urissement d'impôts pour terrains expropriés en de la construction de la ligne de Thorigné à rtalain. (Réseau de l'État.).....	14	9 34		
.....	15	2 57		
.....	16	10 92		
.....	17	2 90		
.....	18	2 90		
ORDINAIRES.				
de déplacements en 1892.....	19	128 60	128 60	
TOTAL.....				6,355 59

Paris, le 22 octobre 1894.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

téments, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'Etat, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des départements et des communes pour concourir, avec les fonds de l'Etat, à des dépenses d'intérêt public appartenant à l'exercice 1894;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur le fonds du budget de l'exercice 1894, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre XIII : *Ecoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel*, un crédit de treize mille huit cent soixante-quinze francs (13,875^f) applicable aux dépenses des établissements désignés dans l'état annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Novembre 1894.

Signé: CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. PINGARÉ.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*

Signé : G. LEYGUES.

*État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques
et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1894.*

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	CHAPITRES ET MOTIFS des versements.	NOMBRES des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
		CHAP. XIII. ÉCOLES NATIONALES DES BEAUX-ARTS, DES ARTS DÉCORATIFS ET D'ART INDUSTRIEL. — Subventions allouées aux établissements ci-dessous designés :			
	Villes de :	4 ^e TRIMESTRE 1894.			
Alpes-Maritimes..	Nice.....	École nationale d'art décoratif.	4703	4 sept. 1894.....	3,875'
Nord.....	Roubaix..	École nationale des arts industriels.	11008	15 sept. 1894....	10,000
				TOTAL.....	13,875

N° 28741. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.

Du 19 Novembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts ;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894 ;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), pour les exercices 1890, 1891 et 1892.

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint;

Considérant que les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892 présentent aux divers chapitres sur lesquels les sommes réclamées doivent être prélevées des restes suffisants pour les acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 15 novembre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de trois mille huit cent quarante-sept francs soixante-sept centimes (3,847⁶⁷), réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1890, chapitre LI.....	698 ⁹⁹
Exercice 1891, chapitre XLVIII.....	1,151 77
Exercice 1892, chapitre XLIX.....	1,998 91
ENSEMBLE.....	3,847 67

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquels des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, en exécution de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LXX spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : G. LEYGUES.

(1) 11^e série, Bull. 440, n° 4110.

(2) 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 28742. — *DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans la ville de Toul (Meurthe-et-Moselle).*

Du 4 Décembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août ⁽¹⁾ de la même année;

La délibération prise, à la date du 14 juin 1894, par le conseil municipal de la ville de Toul (Meurthe-et-Moselle);

L'avis émis par le conseil général dans sa séance du 21 août 1894;

L'avis du préfet et les autres pièces de l'affaire;

La section de l'intérieur et des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'Etat entendue.,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la ville de Toul (Meurthe-et-Moselle) est fixée ainsi qu'il suit :

1° A dix francs (10^f) pour les chiens d'agrément ou servant à la chasse;

2° A un franc cinquante centimes (1^f 50) pour les chiens de garde et autres compris dans la deuxième catégorie.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 4 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PELIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 28743. — *DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chiens dans la commune de Champignelles (Meurthe-et-Moselle).*

Du 4 Décembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu : la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août ⁽¹⁾ de la même année;

⁽¹⁾ *si' série, Bull. 320, n° 2955.*

La délibération prise, le 24 mai 1894, par le conseil municipal de la commune de Champigneulle;

L'avis émis, à la date du 21 août 1894, par le conseil général du département de Meurthe-et-Moselle;

L'avis du préfet et les autres pièces de l'affaire;

La section de l'intérieur et des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens dans la commune de Champigneulle (Meurthe-et-Moselle) est fixée ainsi qu'il suit :

A dix francs (10^f) pour les chiens d'agrément ou servant à la chasse;

A trois francs (3^f) pour les chiens de garde et autres compris dans la deuxième catégorie.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 4 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PIERRE.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28744. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est autorisée la reconstruction du pont sur lequel la route nationale n° 10 franchit la Nivelle, à Saint-Jean-de-Luz, conformément aux dispositions du projet présenté, à la date des 18 mars-24 juin 1892, par les ingénieurs du département des Basses-Pyrénées, et avec les modifications y apportées par le conseil général des ponts et chaussées;

2° La dépense, évaluée à deux cent soixante-deux mille francs, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour la construction des ponts dépendant des routes nationales. (Paris, 23 Juillet 1894.)

N° 28745. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° L'article 2 du cahier des charges applicable à la ligne de tramway d'El-Affroun à Marengo (département d'Alger) et annexé au décret du 16 janvier 1892, déjà modifié par le décret du 13 octobre 1893, est modifié de la manière suivante :

Les mots « Elle suivra l'accotement (côté sud) du chemin de grande communication n° 3 A jusqu'à l'entrée du village de Marengo » sont remplacés par « Elle suivra l'accotement (côté sud) du chemin de grande com-

munication n° 3 A jusqu'aux environs du village de Marengo, puis elle se établie parallèlement à ce chemin qu'elle traversera ensuite, à niveau, à l'entrée du village»;

2° L'article 11 du même cahier des charges est modifié de la manière suivante :

Les mots « Et à l'entrée de chacun des villages d'Ameur-el-Aïn, de Bourkika et Marengo » seront remplacés par « A l'entrée des villages d'Ameur-el-Aïn et de Marengo et à la sortie du village de Bourkika ». (*Paris, 24 Jaiile 1894.*)



Certifié conforme :

Paris, le 15 * Janvier 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1663.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28746. — *Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans les départements de la Loire-Inférieure et de Maine-et-Loire, d'un Chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Nantes à Cholet, avec embranchement de Beaupréau à Chalonnes.*

Du 9 Août 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 13 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans les départements de la Loire-Inférieure et de Maine-et-Loire, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie d'un mètre de largeur entre les bords intérieurs des rails, de Nantes à Cholet, avec embranchement de Beaupréau à Chalonnes.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'établissement de ladite ligne et dudit embranchement ne sont pas accomplies dans un délai de quatre ans, à partir de la promulgation de la présente loi.

3. Les départements de la Loire-Inférieure et de Maine-et-Loire sont autorisés à pourvoir à la construction et à l'exploitation des lignes et embranchement dont il s'agit, comme chemin de fer d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions, tant de la convention passée

le 19 février-5 mars 1894, entre le préfet de la Loire-Inférieure, agissant au nom du département, et la compagnie des chemins de fer d'intérêt local de l'Anjou, ainsi que du cahier des charges et de la série de prix annexés à cette convention, ~~que de la convention~~ passée, le 19 février 1894, entre le préfet de ~~Maine-et-Loire~~, agissant au nom du département, et la compagnie des chemins de fer d'intérêt local de l'Anjou, ainsi que du cahier des charges et de la série de prix annexés à cette dernière convention.

Une copie certifiée conforme de ces conventions, cahiers des charges et séries de prix restera annexée à la présente loi.

4. Pour l'application des dispositions des articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880, le maximum du capital de premier établissement des chemins de fer ou embranchement mentionnés à l'article 1^{er} est fixé, en ce qui concerne le département de la Loire-Inférieure, à la somme de soixante et un mille cinquante francs (61,050^f) par kilomètre, sans que la longueur à laquelle ce maximum s'applique puisse excéder trente kilomètres quatre cents mètres (30^k 400) et, pour le département de Maine-et-Loire, à la somme de quarante-six mille quatre cent trente-six francs (46,436^f) par kilomètre, sans que la longueur à laquelle ce maximum s'applique puisse excéder quatre vingt-trois kilomètres cinq cents mètres (83^k 500).

Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au Trésor est fixé à la somme de trente-sept mille cent dix-neuf francs (37,119^f) en ce qui concerne le département de la Loire-Inférieure, et à la somme de soixante-quinze mille neuf cent cinquante-huit francs (75,958^f), en ce qui concerne le département de Maine-et-Loire.

5. Est abrogée la loi du 13 janvier 1881 qui a incorporé dans le réseau d'intérêt général les chemins de fer d'intérêt local de Nantes à Cholet et de Beaupréau à Chalonnes.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Pont-sur-Seine, le 9 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE.

CONVENTION,

Entre le préfet du département de Maine-et-Loire, agissant au nom du département en vertu de la délibération du conseil général en date du 7 juin 1893, de la loi du 11 juin 1880 et du décret du 20 mars 1882,

D'une part;

Et M. E. Faugère, président du conseil d'administration de la compagnie des chemins de fer d'intérêt local de l'Anjou, société anonyme au capital d'un million deux cent mille francs (1,200,000'), dont le siège est à Angers, rue Saint-Léonard, n° 4, agissant en cette qualité et sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le préfet de Maine-et-Loire confie à la compagnie des chemins de fer d'intérêt local de l'Anjou, qui l'accepte, la construction, y compris la fourniture du matériel roulant, du mobilier, de l'outillage et des approvisionnements, et lui concède l'exploitation du chemin de fer d'intérêt local à voie étroite d'un mètre (1^m) de largeur de Cholet à la limite du département de la Loire-Inférieure, vers Nantes, avec embranchement de Beaupré à Chalonnes.

2. Toutes les acquisitions de terrains, tous les travaux d'infrastructure et de superstructure et toutes les fournitures ci-dessus énoncées seront faits par les soins et aux risques de la compagnie concessionnaire.

Il est toutefois convenu que le sol des voies publiques de toutes catégories nécessaire à l'assiette du chemin de fer et de ses dépendances sera livré gratuitement à la compagnie concessionnaire.

3. Toutes les dépenses d'établissement seront remboursées à la compagnie des chemins de fer d'intérêt local de l'Anjou par le département, sans toutefois que leur totalité puisse dépasser le maximum de quarante-six mille quatre cent trente-six francs (46,436') par kilomètre de ligne livrée à l'exploitation.

Ces dépenses comprendront :

1^{re} Toutes les dépenses faites par la compagnie dans un but d'utilité reconnue pour les études, les terrains, la construction et la mise en exploitation de la ligne et de ses dépendances;

2^{re} Les trois cinquièmes de la dépense d'entretien des terrassements et de la voie, depuis la date de la mise en exploitation jusqu'au 31 décembre de l'année suivante, les deux autres cinquièmes restant à la charge de la compagnie concessionnaire;

3^{re} Les dépenses faites pour frais généraux, frais d'administration et avances de capitaux; ces dépenses, qui devront être justifiées, ne pourront être supérieures à quinze pour cent (15 p. 0/0) du montant des dépenses portées en compte, en exécution des deux paragraphes précédents.

L'économie qui serait réalisée sur le maximum sera partagée par moitié entre le département et la compagnie.

4. Le remboursement des dépenses faites et justifiées par la compagnie concessionnaire, calculées conformément aux stipulations de l'article 3, aura lieu au fur et à mesure de l'exécution des travaux et de la livraison du matériel, sur états de situation mensuels approuvés par l'administration.

Pour évaluer et régler les dépenses portées dans ces états de situation, on appliquera les prix de la série ci-annexée aux quantités de travaux réellement exécutées ou aux fournitures réellement livrées.

Le compte de dépenses d'établissement sera clos le 31 décembre de l'année qui suivra l'ouverture à l'exploitation de l'ensemble des lignes, après réception générale et définitive du chemin de fer.

5. Sur la somme qui sera due à la compagnie des chemins de fer d'intérêt local de l'Anjou, d'après les stipulations des articles 3 et 4 précédents, il lui sera payé chaque mois des acomptes jusqu'à concurrence des trois quarts des dépenses constatées sur les états de situation mensuels, sans que le total de ces acomptes puisse dépasser les trois quarts du maximum fixé à l'article 3.

Le quart du capital de premier établissement qui restera ainsi engagé par la compagnie sera remboursé par le département à l'expiration de la concession. — Toutefois le département se réserve la faculté d'en opérer par anticipation le remboursement partiel ou total à une époque quelconque.

Le département payera, à la fin de chaque semestre, à la compagnie concessionnaire, les intérêts à quatre pour cent (4 p. 0/0) l'an du capital engagé par elle, et ce

jusqu'à concurrence de ce capital entier ou de la portion restant à rembourser à ce moment. Les intérêts courront, pour chacune des parties du capital engagé, à dater de sa formation, par suite de la justification de chaque dépense faite sur production des situations mensuelles.

Dans le cas où la compagnie concessionnaire serait déclarée déchuë, soit pendant la période de construction, soit pendant celle d'exploitation, le département se trouverait, par le fait, dégagé de toute obligation concernant soit le paiement des intérêts soit le remboursement des sommes engagées par la compagnie.

6. Une amende de cinquante francs (50^f) par jour de retard sera due au département par la compagnie concessionnaire, si, dans le délai de trois ans à partir de la date de la déclaration d'utilité publique, elle n'a pas terminé les travaux et mis la ligne en état d'exploitation.

Cette pénalité ne sera applicable qu'au cas où il sera démontré que le retard provient du fait de la compagnie concessionnaire.

7. La compagnie des chemins de fer d'intérêt local de l'Anjou exploitera la ligne concédée à ses risques et périls, quelles que soient les recettes.

Les frais kilométriques d'exploitation portés en compte chaque année ne pourront excéder le chiffre maximum résultant de la formule $1,200 + \frac{2}{3}R$, dans laquelle R représente la recette brute kilométrique, impôts déduits.

Quand les dépenses d'exploitation comprenant les frais généraux et les frais d'administration n'atteindront pas le maximum donné par la formule, elles seront majorées, à titre de prime d'économie, des deux tiers de l'écart entre ce maximum et le montant des dépenses.

Quand les recettes seront inférieures aux dépenses ainsi calculées, c'est-à-dire insuffisantes pour couvrir la somme réservée à la compagnie concessionnaire, conformément au paragraphe ci-dessus, y compris la prime d'économie, s'il y a lieu, les insuffisances par rapport à cette somme seront à la charge de la compagnie concessionnaire.

Quand les recettes seront supérieures aux dépenses calculées comme il vient d'être dit, y compris la prime d'économie, l'excédent appartiendra au département et il sera versé par la compagnie au règlement de chaque exercice.

8. Avant toute répartition de dividende, la compagnie prélèvera chaque année sur la part de recettes qui lui est attribuée une somme de deux cents francs (200^f) par kilomètre pour constituer un fonds spécial de renouvellement. Ce prélèvement cessera lorsque la réserve ainsi constituée atteindra deux mille francs (2,000^f) par kilomètre de ligne exploitée. Par contre, ce prélèvement sera fait de nouveau dès que le montant du fonds spécial de renouvellement descendra au-dessous de deux mille francs (2,000^f) par kilomètre, par suite d'exécution de travaux de renouvellement de la ligne ou du matériel fixe ou roulant, pour le paiement desquels ce fonds est spécialement créé. Ce fonds spécial pourra être composé de titres de rentes de l'État français ou d'obligations des six grandes compagnies de chemins de fer français, déposés à la Banque de France; les revenus en seront touchés par la compagnie.

Il est bien entendu que le reliquat de ce fonds de renouvellement, qui est la propriété de la compagnie, lui restera de droit à l'expiration de la concession.

9. Le département demeure chargé de rembourser l'État de ses avances à l'époque et dans les conditions fixées à l'article 15 de la loi du 11 juin 1880 et touchera les subventions de l'État versées en exécution de la même loi.

10. La présente concession est faite aux charges, clauses et conditions du cahier des charges ci-annexé, à l'exécution desquelles la compagnie déclare s'engager.

Ce cahier des charges est conforme au cahier des charges type annexé au décret du 8 août 1881, sauf les modifications introduites aux articles 9, 31, 33, 35, 41, 50 et 65.

Le tracé à exécuter est celui de l'avant-projet soumis aux enquêtes, avec adoption d'une variante évitant l'emprunt des voies publiques. Ce tracé comprend l'enclave sur le territoire de la commune de Landemont. A Cholet et à Ghalonnes, les gares de la ligne locale seront établies de façon à assurer aux voyageurs et aux marchandises une communication directe avec les gares de Cholet (État) et de Ghalonnes (État).

La ligne locale de Cholet vers Nantes devra se souder directement avec la ligne

locale de Saumur à Cholet, de façon à assurer des communications directes et sans rebroussement entre Saumur et Beaupréau.

Si le département juge utile la construction d'une ligne pour relier la gare tête de ligne fixée à Chalonnes (État) avec la gare de la Perssonnière ou toute autre gare de la compagnie d'Orléans située sur la rive droite de la Loire, la compagnie concessionnaire sera tenue d'exploiter cette ligne nouvelle sans modifications aux articles 7 et 8 de la présente convention.

La compagnie concessionnaire s'oblige à appliquer les règles de comptabilité qui seront reconnues par les préfets des deux départements intéressés de Maine-et-Loire et de la Loire Inférieure les plus propres à assurer l'exacte ventilation des dépenses de construction et des recettes et dépenses d'exploitation entre les deux départements, en exécution de la résolution votée le 27 février 1891 par le conseil général de Maine-et-Loire, et le 8 avril 1891 par le conseil général de la Loire-Inférieure, à laquelle la compagnie concessionnaire déclare se soumettre.

La compagnie concessionnaire déclare dès à présent accepter toutes les modifications qui pourraient être imposées par l'État au tracé de la ligne présentement concédée.

La compagnie concessionnaire s'engage à n'employer que du matériel fixe ou roulant de provenance française.

11. La validité de la présente convention est subordonnée à la déclaration d'utilité publique, dans un délai de deux ans à partir de la signature des présentes, et à l'obtention des subventions de l'État réglées au taux maximum résultant de la loi du 11 juin 1880.

12. A partir de la date de la mise en exploitation partielle ou totale des lignes objet de la présente concession, il sera fait masse des recettes brutes (impôts déduits) de la portion exploitée de ces lignes et de celles des autres lignes exploitées déjà, concédées dans le département de Maine-et-Loire à la compagnie des chemins de fer d'intérêt local de l'Anjou. Cette masse sera divisée par le nombre total des kilomètres exploités dans ce département; la recette kilométrique moyenne qui en résultera servira à l'application des formules d'exploitation indiquées dans les diverses concessions.

13. Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention, de la série de prix et du cahier des charges y annexés, calculés suivant l'article 24 de la loi du 11 juin 1880, seront supportés par la compagnie des chemins de fer d'intérêt local de l'Anjou.

Fait double à Angers, le 19 février 1894.

Vu et lu :

Le Préfet de Maine-et-Loire,

Signé : H. LIGIER.

Approuvé l'écriture :

Signé : E. FAUGÈRE.

Enregistré à Angers, le 7 septembre 1894, volume 914, folio 80, case 12. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Tacheau.

SÉRIE DES PRIX.

1^{re} PARTIE. — INFRASTRUCTURE.

I. — Frais d'études.

Frais d'études. — Le kilomètre de ligne concédée, mille cinq cents francs (1,500^f).

II. — Terrains.

Les dépenses réelles d'acquisitions de terrains seront remboursées à la compagnie avec une majoration de quinze pour cent (15 p. o/o) pour frais spéciaux de gestion, de procédure, d'expropriation, passation d'actes, etc.

III. — Travaux.

Section I^{re}. — Terrassements.

1° Déblais de toute nature (ordinaires, schisteux et rocheux), y compris transport et emploi. Le mètre cube, deux francs soixante centimes (2^f 60);

2° Travaux accessoires, règlements, perrés, talus, gazonnements, assainissements, murs de soutènement et descentes d'eau. Le kilomètre de ligne, mille cinq cents francs (1,500^f).

Section II. — Rectification des routes, chemins et cours d'eau.

Terrassements, chaussées et travaux accessoires. Le kilomètre de ligne, deux mille francs (2,000^f).

Section III. — Ouvrages d'art.

Ouvrages pour l'écoulement des eaux et le rétablissement des voies de communication :

1° Dalots ou buses de trente centimètres de diamètre. Le mètre linéaire, dix francs (10^f);

2° Dalots, buses ou aqueducs de quarante centimètres. Le mètre linéaire, trente francs (30^f);

3° Aqueducs ou buses de soixante centimètres. Le mètre linéaire, soixante francs (60^f);

4° Aqueducs d'un mètre. Le mètre linéaire, cent quinze francs (115^f);

5° Ponceaux d'un mètre cinquante centimètres. Le mètre linéaire, cent quarante-cinq francs (145^f);

6° Ponceaux de deux mètres. Le mètre linéaire, deux cents francs (200^f);

7° Ponceaux de trois mètres. L'un, trois mille cinq cent francs (3,500^f);

8° Pont de quatre mètres. L'un, sept mille francs (7,000^f);

9° Pont de six mètres. L'un, seize mille francs (16,000^f);

10° Pont de vingt mètres. L'un, vingt-huit mille francs (28,000^f);

11° Viaduc de trente mètres. L'un, quarante mille francs (40,000^f);

12° P. I. sous le chemin de fer de Cholet à la Possonnière, trente mille francs (30,000^f);

13° Allongement du passage inférieur à la sortie de la gare de Cholet, sept mille francs (7,000^f);

14° Le mètre cube de maçonnerie de toute nature, y compris pierre de taille, moellon parementé, parements et rejointoiements, mortier de chaux hydraulique de Paviers, pour grands ouvrages non prévus, quarante francs (40^f);

15° Le kilogramme de tôle, fers et fonte mis en œuvre et posé pour grands ouvrages non prévus, soixante centimes (0^f 60).

NOTA. — Les fondations seront payées sur facture avec majoration de quinze pour cent (15 p. o/o) pour frais spéciaux, travaux de nuit, épuisements, sujétions diverses.

2^e PARTIE. — SUPERSTRUCTURE.

I. — Voie et matériel fixe.

1° Voie en acier, en rails Vignole de dix-huit kilogrammes le mètre linéaire posés sur traverses en chêne, espacés de quatre-vingts centimètres d'axe en axe, y compris éclisses, boulons d'éclisses, tirefonds, fourniture du ballast, pose et consolidation jusqu'à complet bourrage des traverses. Le mètre linéaire, dix-huit francs cinquante centimes (18^f 50);

2° Changement de voies et croisements, non compris les voies. L'un, mille francs (1,000^f);

- 3° Plaques tournantes pour machines et voitures. L'une, deux mille cinq cents francs (2,500'');
- 4° Ponts à bascule. L'un, deux mille francs (2,000'');
- 5° Grues fixes. L'une, six mille francs (6,000'');
- 6° Alimentations d'eau. L'une, cinq mille francs (5,000'');
- 7° Traversées à niveau des voies de l'État, traversées à une voie. L'une, quatre mille francs (4,000'');
- 8° Installation de signaux pour protéger les traversées et appareils divers. L'une, six mille francs (6,000'');
- 9° Outillage des ateliers et dépôt de la traction. Par kilomètre de ligne, mille francs (1,000'');
- 10° Outillage et mobilier de l'exploitation et de la voie. Par kilomètre de ligne, cinq cents francs (500'').

II. — Stations.

D'après les types adoptés sur la ligne d'Angers à Noyant.

- 1° Station de chef-lieu de canton (type Beaufort), compris bâtiments à voyageurs, halle et quai à marchandises et à bestiaux, bâtiments pour lieux et lampisterie, trottoirs gravelés avec bordure gazonnée, cours et empièvements, etc. L'une, vingt mille francs (20,000'');
- 2° Station de bifurcation de Beaupréau, avec installations comme ci-dessus. L'une, trente mille francs (30,000'');
- 3° Stations intermédiaires avec maison de garde à étage, halle et quai à marchandises, guérite de lieux, cours, empièvements, etc. L'une, seize mille francs (16,000'');
- 4° Stations intermédiaires avec maison de garde à rez-de-chaussée, halle et quai à marchandises, guérite de lieux, cour, empièchement, etc. L'une, douze mille francs (12,000'');
- 5° Stations intermédiaires, avec abri, trottoir, cour, empièvements, etc. L'une, deux mille cinq cents francs (2,500'');
- 6° Halte avec poteau indicateur, trottoir, empièchement et gravelage. L'une, cinq cents francs (500'');
- 7° Remise à machines et wagons, ateliers et magasins, dépôts, etc. Le mètre superficiel, cent vingt francs (120'');
- 8° Bâtiments à étage pour magasin, bureau et logement d'agent. Le mètre superficiel, deux cents francs (200'');
- 9° Les bâtiments à construire en agrandissement ou modifications des installations actuelles de la gare commune de Cholet et de celle de Chalonnes seront payés sur facture avec une majoration de quinze pour cent (15 p. 0/0) pour frais spéciaux et avances de capitaux à l'administration des chemins de fer de l'État;
- 10° Téléphone pour relier entre elles les diverses stations de la ligne, compris fourniture et pose de la ligne téléphonique et des appareils. Le kilomètre de ligne, cinq cents francs (500'').

III. — Matériel roulant.

- Locomotive du poids de dix-huit tonnes en ordre de marche. L'une, trente-trois mille francs (33,000'').
- Voitures à voyageurs. L'une, sept mille francs (7,000'').
- Voitures fourgon-poste. L'une, cinq mille francs (5,000'').
- Fourgons. L'un, quatre mille francs (4,000'').
- Wagons couverts ou tombereaux. L'un, trois mille cinq cents francs (3,500'').
- Wagons plats. L'un, deux mille francs (2,000'').
- Grues roulantes. L'une, sept mille francs (7,000'').
- Frein à vide continu, à installer sur la machine. Par machine, mille sept cents francs (1,700'').
- Frein à vide à huit sabots, pour voitures et fourgons avec appareil de commande à l'intérieur. Par véhicule, mille deux cents francs (1,200'').
- Frein à vide à quatre sabots, pour voitures et fourgons. Par véhicule, six cents francs (600'').

Boyaux et raccords dont seront munis les wagons pour la communication de l'appareil de la machine avec les voitures et les fourgons. Par wagon, deux cent vingt-cinq francs (225^f).

Pièces de rechange suivant énumération ci-dessous, trente-cinq mille francs (35,000^f).

Énumération des pièces de rechange.

Essieux de locomotives, six (6).

Bielles, quatre (4).

Manivelles motrices, quatre (4).

Pistons, deux (2).

Tiroirs complets, deux (2).

Cylindres, deux (2).

Jeux de coussinets pour locomotives, deux (2).

Essieux montés de voitures et wagons, douze (12).

Jeux de ressorts de suspension pour voitures, deux (2).

Plaques de garde, voitures et wagons, quatre (4).

Jeux de ressorts de suspension pour wagons, quatre (4).

Boîtes à huile, vingt (20).

Coussinets de voitures et wagons, trente (30).

Tampons de voitures et wagons, huit (8).

Faux tampons de voitures et wagons, vingt (20).

Tampons de machine, deux (2).

Faux tampons de machine, deux (2).

Crochets de traction, vingt (20).

Ressorts de traction, quatre (4).

Ressorts de choc, huit (8).

Rails (nombre), cent (100).

Boulons d'éclisses, mille kilogrammes (1,000^k).

Tirefonds, trois mille kilogrammes (3,000^k).

Boulons assortis pour machines, voitures et wagons, mille kilogrammes (1,000^k).

Glaces pour voitures, fermetures de portes et petites pièces diverses pour voitures et wagons telles que mains de choc, menottes de suspension, axes, clavettes, etc.

NOTA. — Les travaux d'entretien exécutés en conformité du 2^e de l'article 3 de la convention de concession, au début de l'exploitation, seront payés sur états justificatifs.

Fait double à Angers, le 17 juin 1893.

Lu et approuvé l'écriture ci-dessus :

Pour le Préfet :

Le Secrétaire général délégué,

Signé : L^r BON.

Lu et approuvé l'écriture ci-dessus :

Le Président du Conseil d'administration,

Signé : E. FAUGÈRE.

Enregistré à Angers, le 7 septembre 1894, volume 914, folio 80, case 15. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Tacheau.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Tracé.

ART. 1^{er}. Le chemin de fer d'intérêt local qui fait l'objet du présent cahier des charges partira de Cholet, passera à ou près Saint-Léger, Bégrolles, Beaupréau, Montrevault, Puiset-Doré, Saint-Christophe et Landemont, pour la ligne principale, et partira de

Beaupréau, passera à ou près Pin-en-Mauge, Saint-Quentin-en-Mauge, Bourgneuf, Saint-Laurent-de-la-Plaine, Chalonnès et la station de Chalonnès-État, pour l'embranchement. Il n'empruntera sur son parcours aucune voie publique.

Délai d'exécution.

2. Les travaux devront être commencés dans un délai de six mois à partir de la loi déclarative d'utilité publique. Ils seront poussés de telle façon que la ligne entière soit livrée à l'exploitation dans un délai de trois ans à partir de cette même époque.

Approbation des projets.

3. Aucun travail ne pourra être entrepris, pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances, sans que les projets en aient été approuvés, conformément à l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, pour les projets d'ensemble par le conseil général, et pour les projets de détail des ouvrages par le préfet, sous réserve de l'approbation spéciale du ministre des travaux publics, dans le cas où les travaux affecteraient des cours d'eau ou des chemins dépendant de la grande voirie.

A cet effet, les projets d'ensemble comprenant le tracé, les terrassements et l'emplacement des stations, seront remis au préfet dans les six mois au plus tard de la date de la loi déclarative d'utilité publique.

Le préfet, après avoir pris l'avis de l'ingénieur en chef du département, soumettra ces projets au conseil général, qui statuera définitivement, sauf le droit, réservé au ministre des travaux publics par le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi, d'appeler le conseil général à statuer à nouveau sur lesdits projets.

L'une des expéditions des projets ainsi approuvés sera remise au concessionnaire avec la mention de la décision approbative du conseil général, l'autre restera entre les mains du préfet.

Avant comme pendant l'exécution, le concessionnaire aura la faculté de proposer aux projets approuvés les modifications qu'il jugerait utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'autorité compétente.

Projets antérieurs.

4. Le concessionnaire pourra prendre copie, sans déplacement, de tous les plans, nivellements et devis qui auraient été antérieurement dressés aux frais du département.

Pièces à fournir.

5. Les projets d'ensemble qui doivent être produits par le concessionnaire comprennent pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

1° Un extrait de la carte au quatre-vingt-millième (1/80000);

2° Un plan général à l'échelle d'un dix-millième (1/10000);

3° Un profil en long à l'échelle d'un cinq-millième (1/5000) pour les longueurs et d'un millième (1/1000) pour les hauteurs, dont les cotes seront rapportées au niveau moyen de la mer, pris pour plan de comparaison. Au-dessous de ce profil on indiquera, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, savoir :

Les distances kilométriques du chemin de fer, comptées à partir de son origine;

La longueur et l'inclinaison de chaque pente ou rampe;

La longueur des parties droites et le développement des parties courbes du tracé, en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières;

4° Un certain nombre de profils en travers, à l'échelle de cinq millimètres (0"005) pour mètre, et le profil-type de la voie à l'échelle de deux centimètres (0"02) pour mètre;

5° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en long.

La position des gares et stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de communication traversés par le chemin de fer, des passages soit à niveau, soit au-dessus, soit en dessous de la voie ferrée, devront être indiquées tant sur le plan que

sur le profil en long, de tout sans préjudice des projets à fournir pour chacune de ces ouvrages.

Acquisition de terrains. — Ouvrages d'art. — Établissement de la deuxième voie.

6. Les terrains seront acquis, les ouvrages d'art et les terrassements seront exécutés et les rails seront posés pour une voie seulement, sauf l'établissement d'un certain nombre de gares d'évitement.

Le concessionnaire sera tenu d'exécuter à ses frais une seconde voie lorsque la recette brute kilométrique aura atteint le chiffre de trente cinq mille francs (35,000^f) pendant une année.

En dehors du cas prévu par le paragraphe précédent, il pourra, à toute époque de la concession, être requis par le préfet au nom du département, et par le ministre des travaux publics au nom de l'État, d'exécuter et d'exploiter une seconde voie sur tout ou partie de la ligne, moyennant le remboursement des frais d'établissement de ladite voie.

Si les travaux de la double voie requise ne sont pas commencés et poursuivis dans les délais et conditions prescrits par la décision qui les a ordonnés, l'administration pourra mettre le chemin de fer tout entier sous séquestre et exécuter elle-même les travaux.

Les terrains acquis pour l'établissement du chemin de fer ne pourront pas recevoir une autre destination.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

7. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas deux mètres vingt centimètres (2^m 20), et la hauteur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celles des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres vingt centimètres (2^m 20); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètres vingt centimètres (3^m 20).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre soixante-dix centimètres (1^m 70).

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de cinquante-cinq centimètres (0^m 55).

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) et l'on ménagera, au pied de chaque talus du ballast, une banquetta de largeur telle que l'arête de cette banquetta se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

Le concessionnaire établira le long du chemin de fer les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés ou rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales, sur les propositions du concessionnaire.

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

8. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à cent mètres (100^m).

Une partie droite de quarante mètres (40^m) au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire. Le maximum des déclivités est fixé à quinze millimètres (0^m 015).

Une partie horizontale de quarante mètres (40^m) au moins devra être ménagée entre deux déclivités consécutives de sens contraire.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article des modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Gares et stations.

9. Le nombre et l'emplacement des stations ou haltes de voyageurs et des gares de marchandises seront arrêtés par le conseil général, sur les propositions du concessionnaire, après une enquête spéciale.

Il demeure toutefois entendu, dès à présent, que des stations ou haltes seront établies dans les localités indiquées ci-après :

Cholet, Saint-Léger-des-Bois, Bégrolles, Saint-Macaire, Andrézé-Saint-Philibert, la Chapelle-du-Genet, Beaupréau, le Fief-Sauvin, Montrevault, Saint-Rémy, le Puiset-Doré, Saint-Christophe, la Boissière-Landemont, Saint-Martin, la Poitevinière, le Pin-en-Mauge, la Truère, Bourgneuf, Saint-Laurent, Chalonnes-Ville, Chalonnes-gare-État.

Des moyens de transbordement commodes pour les voyageurs et pour les marchandises seront installés dans les gares de Cholet et de Chalonnes, contiguës à celles du réseau de l'État.

Le concessionnaire devra exécuter à ses risques les travaux, passer avec l'administration des chemins de fer de l'État les conventions et payer les redevances d'exploitation qui en seront la conséquence.

Si, pendant l'exploitation, de nouvelles stations, gares ou haltes sont reconnues nécessaires, d'accord entre le département et le concessionnaire, il sera procédé à une enquête spéciale.

L'emplacement en sera définitivement arrêté par le conseil général, le concessionnaire entendu.

Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par le préfet, le concessionnaire entendu; si la sécurité publique l'exige, le préfet pourra, pendant le cours de l'exploitation, prescrire l'établissement de nouvelles gares d'évitement ainsi que l'augmentation des voies dans les stations et aux abords des stations.

Le concessionnaire sera tenu, préalablement à tout commencement d'exécution, de soumettre au préfet les projets de détail de chaque gare, station ou halte, lesquels se composeront :

- 1° D'un plan à l'échelle d'un cinq-centième (1/500) indiquant les voies, les quais, les bâtiments et leur distribution intérieure, ainsi que la disposition de leurs abords;
- 2° D'une élévation des bâtiments à l'échelle d'un centimètre (0" 01) par mètre;
- 3° D'un mémoire descriptif dans lequel les dispositions essentielles du projet seront justifiées.

Dans chaque station, le concessionnaire fournira au moins un abri pour les voyageurs.

Traverse des routes et chemins.

10. Le concessionnaire sera tenu de rétablir les communications interceptées par le chemin de fer, suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration compétente.

Passages au-dessus des routes et chemins.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8") pour la route nationale, à sept mètres (7") pour la route départementale, à cinq mètres (5") pour un chemin vicinal de grande communication ou d'intérêt commun et à quatre mètres (4") pour un simple chemin vicinal.

Pour les viaducs de forme cintrés, la hauteur sous clef, à partir du sol de la route, sera de cinq mètres (5") au moins. Pour ceux qui seront formés de poutres horizontales en bois ou en fer, la hauteur sous poutres sera de quatre mètres trente centimètres (4" 30) au moins.

La largeur entre les parapets sera au moins de trois mètres soixante centimètres (3" 60). La hauteur de ces parapets ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à un mètre (1").

Sur les lignes et sections pour lesquelles la compagnie exécutera les ouvrages d'art

pour deux voies, la largeur des viaducs entre les parapets sera au moins de six mètres trente centimètres (6^m 30).

Passages au-dessous des routes et chemins.

12. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant les cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette largeur ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m) pour la route nationale, à sept mètres (7^m) pour la route départementale, à cinq mètres (5^m) pour un chemin vicinal de grande communication et à quatre mètres (4^m) pour un simple chemin vicinal.

L'ouverture du pont entre les culées sera au moins de trois mètres soixante centimètres (3^m 60) pour les chemins à une voie et de six mètres trente centimètres (6^m 30) sur les lignes ou sections pour lesquelles le concessionnaire exécutera les ouvrages d'art pour deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m) au moins au-dessus du niveau du rail. La distance verticale qui sera ménagée au-dessus des rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à trois mètres quarante centimètres (3^m 40).

Passages à niveau.

13. Dans le cas où des routes nationales ou départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers, seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails et contre-rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ne pourra s'effectuer sous un angle inférieur à quarante-cinq degrés (45°), à moins d'une autorisation formelle de l'administration supérieure.

L'ouverture libre des passages à niveau sera d'au moins six mètres (6^m) pour les routes nationales et départementales et les chemins vicinaux de grande communication, et d'au moins quatre mètres (4^m) pour tous les autres chemins.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, les types des barrières qu'il devra poser aux passages à niveau, ainsi que les abris ou maisons de gardes à établir. Il peut dispenser d'établir des maisons de gardes ou des abris, et même de poser des barrières au croisement des chemins peu fréquentés.

La déclivité des routes et chemins aux abords des passages à niveau sera réduite à vingt millièmes (0^m 020) au plus sur dix mètres (10^m) de longueur de part et d'autre de chaque passage.

Rectification des routes.

14. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'inclinaison des pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres (0^m 03) par mètre pour les routes nationales et cinq centimètres (0^m 05) pour les routes départementales et les chemins vicinaux. Le préfet restera libre, toutefois, d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause en ce qui touche les routes départementales et les chemins vicinaux; le ministre statuera en tout ce qui touche les routes nationales.

Écoulement des eaux. — Débouché des ponts.

15. Le concessionnaire sera tenu de rétablir et d'assurer à ses frais, pendant la durée de sa concession, l'écoulement de toutes les eaux dont le cours aurait été arrêté, suspendu ou modifié par ses travaux, et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Les viaducs à construire à l'encontre des rivières, des canaux et des cours d'eau quelconques auront au moins trois mètres soixante centimètres (3^m 60) de largeur entre les parapets sur les chemins à une voie et six mètres trente centimètres (6^m 30) sur les chemins à deux voies, et ils présenteront en outre les garages nécessaires pour

la sécurité des ouvriers de la voie. La hauteur des parapets ne pourra être inférieure à un mètre (1^m).

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

Dans tous les cas où l'administration le jugera utile, il pourra être accolé aux ponts établis par le concessionnaire, pour le service du chemin de fer, une voie charretière ou une passerelle pour piétons. L'excédent de dépense qui en résultera sera supporté, suivant les cas, par l'État, le département ou les communes intéressées, d'après l'évaluation contradictoire qui sera faite par les ingénieurs ou les agents désignés par l'autorité compétente et par les ingénieurs de la compagnie.

Souterrains.

16. Les souterrains à établir pour le passage du chemin de fer auront au moins trois mètres soixante centimètres (3^m 60) de largeur entre les pieds-droits au niveau des rails pour les chemins à une voie et six mètres trente centimètres (6^m 30) de largeur pour les lignes ou sections à deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m) au moins au-dessous du niveau du rail. Des garages seront établis à cinquante mètres (50^m) de distance de chaque côté et seront disposés en quinconces d'un côté à l'autre. La hauteur sous clef au-dessus de la surface des rails sera de quatre mètres (4^m).

La distance verticale qui sera ménagée entre l'intrados et le dessus des rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à trois mètres quarante centimètres (3^m 40). L'ouverture des puits d'aérage et de construction des souterrains sera entourée d'une margelle en maçonnerie de deux mètres (2^m) de hauteur. Cette ouverture ne pourra être établie sur aucune voie publique.

Maintien des communications.

17. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, le concessionnaire sera tenu de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que le service de la navigation ou du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes nationales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires, par les soins et aux frais du concessionnaire, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve aucune interruption ni gêne.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, une reconnaissance sera faite par les ingénieurs de la localité, à l'effet de constater si les ouvrages provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Un délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

Exécution des travaux.

18. Le concessionnaire n'emploiera, dans l'exécution des ouvrages, que des matériaux de bonne qualité; il sera tenu de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

Voies.

19. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de dix-huit kilogrammes (18^k) au moins par mètre courant sur les voies de circulation.

L'espacement maximum des traverses sera de quatre-vingts centimètres (0^m 80) d'axe en axe.

Clôtures.

20. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture dont le mode et la disposition seront agréés par le préfet. Le concessionnaire pourra, conformément à l'article 20 de la loi du 11 juin 1880, être dispensé de poser des clôtures sur tout ou partie de la voie, mais il devra fournir des justifications spéciales pour être dispensé d'en établir :

- 1° Dans la traversée des lieux habités;
- 2° Dans les parties contiguës à des chemins publics;
- 3° Sur dix mètres (10^m) de longueur au moins de chaque côté des passages à niveau et des stations.

Indemnités de terrains et de dommages.

21. Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par le concessionnaire.

Droits conférés au concessionnaire.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, le concessionnaire est investi, pour l'exécution des travaux dépendant de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et il demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent pour l'administration de ces lois et règlements.

Servitudes militaires.

23. Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des enceintes fortifiées, le concessionnaire sera tenu, pour l'étude et l'exécution de ses projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions exigées par les lois, décrets et règlements concernant les travaux mixtes.

Mines.

24. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine qui pourraient être imposés par le ministre des travaux publics, ainsi que les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge du concessionnaire.

Carrières.

25. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. Les travaux que le ministre des travaux publics pourrait ordonner à cet effet seront exécutés par les soins et aux frais du concessionnaire.

Contrôle et surveillance des travaux.

26. Les travaux seront soumis au contrôle et à la surveillance du préfet, sous l'autorité du ministre des travaux publics.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sûreté de la circulation. Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront éclairés et gardés pendant la nuit.

Les travaux devront être adjugés par lots et sur séries de prix, soit avec publicité et concurrence, soit sur soumissions cachetées, entre entrepreneurs agréés à l'avance; toutefois, si le conseil d'administration juge convenable, pour une entreprise ou une fourniture déterminée, de procéder par voie de régie ou de traité direct, il devra

obtenir de l'assemblée générale des actionnaires la sanction soit de la régie, soit du traité.

Tout marché à forfait avec ou sans série de prix passé avec un entrepreneur, soit pour l'ensemble du chemin de fer, soit pour l'exécution des terrassements ou ouvrages d'art, soit pour la construction d'une ou plusieurs sections du chemin, est, dans tous les cas, formellement interdit.

Le contrôle et la surveillance du préfet auront pour objet d'empêcher le concessionnaire de s'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier des charges et de celles qui résulteront des projets approuvés.

Réception des travaux.

27. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer susceptibles d'être livrées utilement à la circulation, il sera procédé à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que le préfet désignera.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit après cette autorisation, le concessionnaire pourra mettre lesdites parties en service et y percevoir les taxes ci-après déterminées. Toutefois, ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer, laquelle sera faite dans la même forme que les réceptions partielles.

Bornage et plan cadastral.

28. Immédiatement après l'achèvement des travaux, et au plus tard six mois après la mise en exploitation de la ligne ou de chaque section, le concessionnaire fera faire à ses frais un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain, en présence d'un représentant du département, ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances. Il fera dresser également à ses frais, et contradictoirement avec les agents désignés par le préfet, un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés, ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas sera dressée aux frais du concessionnaire et déposée dans les archives de la préfecture.

Les terrains acquis par le concessionnaire postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui, par cela même, deviendront partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

29. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge du concessionnaire.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence du préfet et aux frais du concessionnaire, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 39.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de subes que le préfet rendra exécutoires.

Gardiens.

30. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, partout où la nécessité en aura été reconnue par le préfet, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation sur les points où le chemin de fer traverse à niveau des routes ou chemins publics.

Matériel roulant.

31. Le matériel roulant qui sera mis en circulation sur le chemin de fer concédé devra passer librement dans le gabarit dont les dimensions sont définies par le deuxième paragraphe de l'article 7.

Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles; elles devront consumer leur fumée et satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou à prescrire par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs devront également être faites d'après les meilleurs modèles et satisfaire à toutes les conditions réglées ou à régler pour les voitures servant au transport des voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues sur ressorts et pourront être à deux étages.

L'étage intérieur sera complètement couvert, garni de banquettes avec dossiers, fermé à glaces, muni de rideaux et éclairé pendant la nuit; l'étage supérieur sera couvert et garni de banquettes avec dossiers; on y accèdera au moyen d'escaliers qui seront accompagnés, ainsi que les couloirs donnant accès aux places, de garde-corps solides d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de hauteur utile.

Les dossiers et les banquettes devront être inclinés, et les dossiers seront élevés à la hauteur de la tête des voyageurs.

Il y aura des places de deux classes; on se conformera, pour la disposition particulière des places de chaque classe, aux prescriptions qui sont arrêtées par le préfet.

Dans tous les cas, les voitures de première classe seront aussi confortables que les voitures de la deuxième classe du type État, et les voitures de la deuxième classe auront des bancs cintrés et à claire-voie.

L'intérieur de chaque compartiment contiendra l'indication du nombre de places de ce compartiment.

Le préfet pourra exiger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé, dans les trains de voyageurs, aux femmes voyageant seules.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, des chaises de poste, des chevaux ou des bestiaux, les plates-formes et, en général, toutes les parties du matériel roulant, seront de bonne et solide construction.

Le concessionnaire sera tenu, pour la mise en service de ce matériel, de se soumettre à tous les règlements sur la matière et notamment à la circulaire ministérielle du 12 décembre 1887.

Le nombre des voitures à frein qui doivent entrer dans la composition des trains sera réglé par le préfet, en rapport avec les déclivités de la ligne.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toute espèce, plates-formes composant le matériel roulant, seront constamment tenus en bon état. L'effectif du matériel roulant comprendra au moins :

Huit machines à trois essieux porteurs accouplés;

Vingt-quatre voitures à voyageurs, à deux essieux (un groupe de ces voitures pourra être remplacé par un groupe de voitures sur trains dits « à boggie », offrant le même nombre de places aux voyageurs);

Huit fourgons;

Trente-cinq wagons à marchandises.

En tout cas, le concessionnaire devra toujours avoir le matériel roulant nécessaire pour le service de l'exploitation.

Nombre minimum des trains.

32. Le nombre minimum des trains qui desserviront tous les jours la ligne entière dans chaque sens est fixé à trois.

Règlements de police et d'exploitation.

33. Le concessionnaire supportera les dépenses qu'entraînera l'exécution des ordonnances, décrets, décisions ministérielles et arrêtés préfectoraux rendus ou à rendre par application de la loi du 15 juillet 1845 et de celle du 11 juin 1880, au sujet de la police et de l'exploitation du chemin de fer.

Le concessionnaire sera tenu de soumettre à l'approbation du préfet les règlements de service intérieur relatifs à l'exploitation du chemin de fer.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, le minimum et le maximum de la vitesse des convois de voyageurs et de marchandises sur les différentes sections de la ligne, la durée du trajet et le tableau de la marche des trains.

Les voitures de toutes classes seront chauffées.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

34. La durée de la concession, pour la ligne mentionnée à l'article 1^{er} du présent cahier des charges, commencera à courir de la date de la loi qui approuvera la concession. Celle-ci prendra fin trente ans après l'ouverture à l'exploitation.

Expiration de la concession.

35. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur le chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien le chemin de fer et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares ou stations, les remises, ateliers et dépôts, les maisons de gardes, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant également dudit chemin, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de voie, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc., et de l'équivalent du matériel roulant tel qu'il est défini à l'article 31 du présent cahier des charges.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers autres que la portion du matériel roulant dont il est question au paragraphe 2 du présent article, tels que le surplus du matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts, et réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin de fer pendant six mois.

Rachat de la concession.

36. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 1 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est demandé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on règle le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduit les produits nets des deux plus faibles années et l'on établit le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant les deux derniers paragraphes de l'article 35, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire dans tous les cas pour le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, le chemin concédé ayant été déclaré d'intérêt général, l'État sera substitué au département dans tous les droits que ce dernier tient de la loi du 11 juin 1880 et du présent cahier des charges.

Si l'État rachète la concession passé le terme de quinze années qui est fixé dans le paragraphe 1^{er} du présent article, le rachat sera opéré suivant les dispositions qui précèdent. Dans le cas où, au contraire, l'État déciderait de racheter la concession avant l'expiration de ce terme, l'indemnité qui pourra être due au concessionnaire sera liquidée par une commission spéciale, conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880.

Déchéance.

37. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet les projets définitifs ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par les articles 1 et 3, il encourra la déchéance, qui sera prononcée par le ministre des travaux publics, après une mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme de quatre-vingt mille francs (80,000^f) qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 46, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

38. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 2, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit enfin la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué sur la demande du département, après mise en demeure par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement sera reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

Dans le cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, au moyen d'une adjudication que l'on ouvrira sur une mise à prix des ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés et des parties du chemin de fer déjà livrées à l'exploitation.

Nul ne sera admis à concourir à cette adjudication s'il n'a été préalablement agréé par le préfet.

A cet effet, les personnes qui voudraient concourir seront tenues de déclarer, dans le délai qui sera fixé, leur intention par écrit déposé à la préfecture et accompagné des pièces propres à justifier des ressources nécessaires pour remplir les engagements à contracter.

Ces pièces seront examinées par le préfet en conseil de préfecture. Chaque soumissionnaire sera informé de la décision prise en ce qui le concerne et, s'il y a lieu, du jour de l'adjudication.

Les personnes qui auront été admises à concourir devront faire, soit à la caisse des dépôts et consignations, soit à la trésorerie générale du département, le dépôt de garantie, qui devra être égal au moins au trentième de la dépense à faire par le concessionnaire.

L'adjudication aura lieu suivant les formes indiquées aux articles 11, 12, 13, 15 et 16 de l'ordonnance royale du 10 mai 1849.

Les soumissions ne pourront être inférieures à la mise à prix.

Le nouveau concessionnaire sera soumis aux clauses du présent cahier des charges et substitué au concessionnaire évincé, pour recevoir les subventions de toute nature à échoir aux termes de l'acte de concession; le concessionnaire évincé recevra de lui le prix que la nouvelle adjudication aura fixé.

La partie du cautionnement qui n'aura pas encore été restituée deviendra la propriété du département.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tenue sur les mêmes bases après un délai de trois mois. Cette fois, les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix. Si cette seconde tentative reste également sans résultat, le concessionnaire sera définitivement déchu de tous droits, et alors les ouvrages exécutés, les matériaux approvisionnés et les parties de chemin de fer déjà livrées à l'exploitation appartiendront au département.

Interruption de l'exploitation.

39. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie, le préfet prendra immédiatement, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, le concessionnaire n'a pas valablement justifié qu'il est en état de reprendre et de continuer l'exploitation et s'il ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre des travaux publics. Cette déchéance prononcée, le chemin de fer et toutes ses dépendances seront mis en adjudication, et il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

Cas de force majeure.

40. Les dispositions des trois articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif.

41. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Voyageurs...	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe).....	0 050	0 025	0 075
	Voitures couvertes et fermées à glaces et à banquettes cintrées et à claire-voie (2 ^e classe).....	0 034	0 016	0 050
Enfants.....	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.			
	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.			
	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.			
Chiens transportés dans les trains de voyageurs..... (Sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^e 30.)		0 01	0 005	0 01

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	0 07	0 03	0 10
Veaux et porcs.....	0 025	0 015	0 04
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 01	0 01	0 02
Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.			

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huîtres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toutes classes transportés à la vitesse des trains de voyageurs.....	0 20	0 16	0 36
---	------	------	------

Marchandises transportées à petite vitesse.

1^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Vlande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Épiceries. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	0 09	0 07	0 16
2^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, mais, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dits de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinalgres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plombs et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....	0 08	0 06	0 14
3^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moellons. — Meulrières. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....	0 06	0 04	0 10
4^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....	0 05	0 03	0 08

3° VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre.

Wagon ou chariot (pouvant porter de trois à six tonnes).....	0 09	0 06	0 15
Wagon ou chariot (pouvant porter plus de six tonnes).....	0 12	0 08	0 20

PRIX		
de péage.	de transport.	TOTAL.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 050	0 025	0 075
0 034	0 016	0 050
0 01	0 005	0 01
0 07	0 03	0 10
0 025	0 015	0 04
0 01	0 01	0 02
0 20	0 16	0 36
0 09	0 07	0 16
0 08	0 06	0 14
0 06	0 04	0 10
0 05	0 03	0 08
0 09	0 06	0 15
0 12	0 08	0 20

	PRIX		
	de	de	TOTAUX.
	péage.	trans- port.	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	1 80	1 20	3 00
Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	2 25	1 50	3 75
Tender de sept à dix tonnes.....	0 90	0 60	1 50
Tender de plus de dix tonnes.....	1 35	0 90	2 25
Les machines locomotives seront considérées comme ne traitant pas de convoi lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.			
Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.			
Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....	0 15	0 10	0 25
Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.....	0 18	0 14	0 32
Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.			
Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.			
Voitures de démenagement à deux ou quatre roues, à vide.....	0 12	0 08	0 20
Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus des prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....	0 08	0 06	0 14

4° SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCEUILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....	0 36	0 28	0 64
Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, par les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....	0 18	0 12	0 30
Et par les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de....	0 60	0 40	1 00

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres (6^k), elle sera comptée pour six kilomètres (6^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après le procès-verbal de chaînage dressé contradictoirement par le concessionnaire et les ingénieurs du contrôle. Ce chaînage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe, des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics suivant les distinctions résultant de l'article 5 de la loi du 11 juin 1880.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k), comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2° au-dessus de cinq (5^k), jusqu'à dix kilogrammes (10^k); 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes (0^f 40).

Composition des trains.

42. A moins d'une autorisation spéciale et révocable du préfet, tout train régulier de voyageurs devra contenir des voitures ou compartiments de toutes classes en nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux de chemins de fer.

Bagages.

43. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement et elle sera réduite à vingt kilogrammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

44. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 45 et 46 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

45. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Néanmoins, le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes (3,000 à 5,000^k); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feroient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envoi par groupes.

46. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels les règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans la paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissment des tarifs.

47. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans condition, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions établies par l'article 5 de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et le transport.

Délais d'expédition.

48. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour le transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

49. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs contenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train;

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

50. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Le concessionnaire sera tenu d'opérer le chargement et le déchargement des colis expédiés en grande vitesse, messageries, bagages, etc., pesant cent kilogrammes (100^k) chacun.

Camionnage.

51. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui seront confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de cinq mille habitants situé à plus de cinq kilomètres de la gare du chemin de fer.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois, les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

Traités particuliers.

52. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transports de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 50 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle et de la surveillance.

53. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

La même faculté sera accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes chargés de la surveillance du chemin de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

Militaires et marins.

54. Dans le cas où le Gouvernement aurait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, le concessionnaire sera tenu de mettre immédiatement à sa disposition tous ses moyens de transport.

Le prix du transport qui sera opéré dans ces conditions, ainsi que le prix du transport des militaires ou marins voyageant, soit en corps, soit isolément, pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission, ou rentrant dans leurs foyers après libération, sera payé conformément aux tarifs homologués.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir une subvention par annuités au concessionnaire, le prix de ces transports sera fixé à la moitié des mêmes tarifs.

Transport des prisonniers.

55. Le concessionnaire sera tenu, à toute réquisition, de mettre à la disposition de l'administration un ou plusieurs compartiments de deuxième classe à deux banquettes, ou un espace équivalent, pour le transport des prévenus, accusés ou condamnés, et de leurs gardiens.

Il en sera de même pour le transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans des établissements d'éducation.

L'administration pourra, en outre, requérir l'introduction, dans les convois ordinaires, de voitures cellulaires lui appartenant, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Le prix de ces transports sera réglé dans les conditions indiquées à l'article précédent.

Service des postes et télégraphes.

56. Le concessionnaire sera tenu de réserver dans chacun des trains circulant aux heures ordinaires de l'exploitation un compartiment spécial de la deuxième classe, ou un espace équivalent, pour recevoir les lettres, les dépêches, ainsi que les agents du service des postes. L'espace réservé devra être fermé, éclairé et situé à l'étage inférieur des voitures.

L'administration des postes aura le droit de fixer à une voiture déterminée de chaque convoi une boîte aux lettres dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Elle pourra installer à ses frais, risques et périls, et sous sa responsabilité, des appareils spéciaux pour l'échange des dépêches, sans arrêt des trains.

L'administration des postes pourra aussi : 1° requérir un second compartiment dans les conditions indiquées au paragraphe 1°; 2° requérir l'introduction de voitures spéciales lui appartenant dans les convois ordinaires du chemin de fer, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimen-

sions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Les prix des transports qui pourront être requis dans les conditions ci-dessus, seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, la mise à la disposition du service des postes d'un compartiment, en conformité du paragraphe 1^{er} du présent article, sera effectuée gratuitement. Le prix de tous autres transports faits par le concessionnaire sur la réquisition de l'administration des postes est, dès à présent, fixé à la moitié des tarifs homologués.

Les agents des postes et des télégraphes en service ne seront également assujettis qu'à la moitié de la taxe dans le cas où la ligne serait subventionnée par le Trésor.

Dans le même cas, les matériaux nécessaires à l'établissement ou à l'entretien des lignes télégraphiques seront transportés à moitié prix des tarifs homologués.

L'administration des postes pourra enfin exiger, le concessionnaire et le département entendus, et après s'être mise d'accord avec le ministre des travaux publics, qu'un train spécial dans chaque sens soit ajouté au service ordinaire. Dans ce cas, que le chemin de fer soit subventionné ou non, le montant intégral des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite des produits qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord des arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

Les employés chargés de la surveillance du service des postes, les agents préposés à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches et à la levée des boîtes, auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure de chemin de fer.

Si le service des postes exige des bureaux d'entrepôt de dépêches dans les gares et stations, le concessionnaire sera tenu de lui fournir l'emplacement nécessaire; cet emplacement sera déterminé sous l'approbation du ministre des travaux publics; l'administration des postes en payera le loyer dans le cas où le chemin de fer ne serait pas subventionné par l'État.

Lorsque le concessionnaire voudra changer les heures de départ des convois ordinaires, il sera tenu, dans tous les cas, d'avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

Lignes télégraphiques.

57. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, s'il en est requis par le ministre des travaux publics, les lignes et appareils télégraphiques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularisation de son exploitation. Il devra toutefois, avant l'établissement des lignes, se pourvoir de l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes.

Il pourra, avec l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes, se servir des poteaux de la ligne télégraphique de l'État, sur les points où une ligne semblable existe le long de la voie; il ne pourra s'opposer à ce que l'État se serve des poteaux qu'il aura établis, afin d'y accrocher ses propres fils.

Le concessionnaire est tenu de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement et l'emploi des appareils télégraphiques, ainsi que l'organisation à ses frais du contrôle de ce service par les agents de l'État.

Les agents des postes et des télégraphes voyageant pour le contrôle du service de la ligne électrique du chemin de fer ou du service postal exécuté sur cette ligne auront le droit de circuler gratuitement dans les voitures du concessionnaire, sur le vu de cartes personnelles qui leur seront délivrées.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir au concessionnaire une subvention par annuités, la même gratuité s'appliquerait aux agents voyageant pour la construction ou l'entretien des lignes télégraphiques établies le long de la voie ferrée.

Le Gouvernement aura la faculté de faire le long des voies toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ou de plusieurs lignes télégraphiques, sans nuire au service du chemin de fer. Il pourra aussi déposer sur les terrains dépendant du chemin de fer le matériel nécessaire à ces lignes; mais il devra le retirer dans le cas où il serait reconnu par le préfet que le concessionnaire a besoin de ces terrains pour le service du chemin de fer.

Sur la demande du ministre des postes et des télégraphes, il sera réservé, dans les gares des villes et des localités qui seront désignées ultérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement des maisonnettes destinées à recevoir le bureau télégraphique et son matériel.

Le concessionnaire sera tenu de faire garder par ses agents ordinaires les fils des lignes télégraphiques, de donner aux employés des télégraphes connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes.

En cas de rupture des fils télégraphiques, les employés du concessionnaire auront à raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

En cas de rupture des fils télégraphiques ou d'accidents graves, une locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur-ingénieur de la ligne télégraphique, pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation. Ce transport devra être effectué dans des conditions telles qu'il ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Il sera alloué au concessionnaire une indemnité de cinquante centimes (0^{fr} 50) par kilomètre parcouru par la machine, quand le dommage ne proviendra pas du fait du concessionnaire ou de ses agents.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auraient lieu aux frais du concessionnaire, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

Le concessionnaire ne pourra pas se refuser à recevoir et à transmettre les télégrammes officiels par ses fils et appareils, et dans des conditions qui seront déterminées par le ministre des postes et des télégraphes.

Dans le cas où le ministre des postes et des télégraphes jugera utile d'ouvrir au service privé certaines gares de la ligne, il devra s'entendre avec le concessionnaire pour régler les conditions et le prix de ce service.

Les fonctionnaires, agents et ouvriers commissionnés chargés de la construction, de la surveillance et de l'entretien des lignes télégraphiques ont accès dans les gares et stations et sur la voie ferrée et ses dépendances, pour l'exécution de leur service ou se conformant aux règlements de police intérieure.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Construction de nouvelles voies de communication.

58. Dans le cas où le Gouvernement, le département ou les communes ordonneraient ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, le concessionnaire ne pourra s'opposer à ces travaux, mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour le concessionnaire.

Concessions ultérieures de nouvelles lignes.

59. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part du concessionnaire.

Concessions de chemins de fer d'embranchement et de prolongement.

60. Le Gouvernement, le département et les communes auront le droit de concéder de nouveaux chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent cahier des charges, ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

Le concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements, ni résister, à l'occasion de leur établissement, une indemnité quelconque, pourvu

qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation ni aucuns frais particuliers pour le concessionnaire.

Les concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation du paragraphe 1^{er} de l'article 31, ainsi que des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

Dans ce cas, lesdits concessionnaires ne payeront le prix du péage que pour le nombre de kilomètres réellement parcourus, un kilomètre entamé étant d'ailleurs considéré comme parcouru.

Dans le cas où les divers concessionnaires ne pourraient s'entendre sur l'exercice de cette faculté, le ministre des travaux publics statuerait sur les difficultés qui s'élèveraient entre eux à cet égard.

Le concessionnaire ne pourra toutefois être tenu à admettre sur ses rails un matériel dont le poids serait hors de proportion avec les éléments constitutifs de ses voies.

Dans le cas où un concessionnaire d'embranchement ou de prolongement joignant la ligne qui fait l'objet de la présente concession n'usurait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme aussi dans le cas où le concessionnaire de cette dernière ligne ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les concessionnaires seraient tenus de s'arranger entre eux de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celui des concessionnaires qui se servira d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payera une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les concessionnaires ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service sur toutes les lignes, l'administration y pourvoirait d'office et prescrirait toutes les mesures nécessaires.

Gares communes.

Le concessionnaire sera tenu, si l'autorité compétente le juge convenable, de partager l'usage des stations établies à l'origine des chemins de fer d'embranchement avec les compagnies qui deviendraient ultérieurement concessionnaires desdits chemins.

Il sera fait un partage équitable des frais communs résultant de l'usage desdites gares, et les redevances à payer par les compagnies nouvelles seront, en cas de dissentiment, réglées par voie d'arbitrage.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des gares, il sera statué, le concessionnaire entendu, savoir :

Par le préfet, si les deux chemins sont d'intérêt local et situés dans le même département;

Par le ministre, si les deux lignes ne sont pas situées dans le même département, ou si l'un des deux chemins est d'intérêt général.

Embranchements industriels.

61. Le concessionnaire sera tenu de s'entendre avec tout propriétaire de mines ou d'usines qui, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderait un embranchement; à défaut d'accord, le préfet statuera sur la demande, le concessionnaire entendu.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de mines et d'usines et de manière qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Leur entretien devra être fait avec soin et aux frais de leurs propriétaires, et sous le contrôle du préfet. Le concessionnaire aura le droit de faire surveiller par ses agents cet entretien, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

Le préfet pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

Le préfet pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'enlève-

ment temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

Le concessionnaire sera tenu d'envoyer ses wagons sur tous les embranchements autorisés destinés à faire communiquer des établissements de mines ou d'usines avec la ligne principale du chemin de fer.

Le concessionnaire amènera ses wagons à l'entrée des embranchements.

Les expéditeurs ou destinataires feront conduire les wagons dans leurs établissements pour les charger ou décharger et les ramèneront au point de jonction avec la ligne principale, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront d'ailleurs être employés qu'au transport d'objets et marchandises destinés à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements particuliers ne pourra excéder six heures, lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre (1^h). Ce temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre en sus du premier, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où les limites de temps seraient dépassées, nonobstant l'avertissement spécial donné par le concessionnaire, il pourra exiger une indemnité égale à la valeur du droit de loyer des wagons, pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les traitements des gardiens d'aiguilles et des barrières des embranchements autorisés par le préfet seront à la charge des propriétaires des embranchements. Ces gardiens seront nommés et payés par le concessionnaire, et les frais qui en résulteront lui seront remboursés par lesdits propriétaires.

En cas de difficulté, il sera statué par l'administration, le concessionnaire entendu.

Les propriétaires d'embranchements seront responsables des avaries que le matériel pourrait éprouver pendant son parcours ou son séjour sur ces lignes.

Dans le cas d'inexécution d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte du concessionnaire, et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire supprimer la soudure, sans recourir à l'administration supérieure et sans préjudice de tous dommages-intérêts que le concessionnaire serait en droit de répéter pour la non-exécution de ces conditions.

Tarifs à percevoir pour le matériel prêté.

Pour indemniser le concessionnaire de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements, il est autorisé à percevoir un prix fixe de douze centimes (0¹ 12) par tonne pour le premier kilomètre et, en outre, quatre centimes (0¹ 04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^h).

Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le chargement et le déchargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que la compagnie du chemin de fer consente à les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Tout wagon envoyé par le concessionnaire sur un embranchement devra être payé comme wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids réel. Le concessionnaire sera en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le maximum de trois mille cinq cents kilogrammes (3,500^h), déterminé en raison des dimensions actuelles des wagons.

Le maximum sera révisé par le préfet, de manière à être toujours en rapport avec la capacité des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée par les soins et aux frais du concessionnaire.

Contribution foncière.

62. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés

par le chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge du concessionnaire.

Agents du concessionnaire.

63. Les agents et gardes que le concessionnaire établira, soit pour la réception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

Inspecteurs spéciaux.

64. Il pourra être institué près du concessionnaire un ou plusieurs commissaires chargés d'exercer une surveillance spéciale sur tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des agents du contrôle.

Frais de contrôle.

65. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux et des frais de contrôle de l'exploitation seront supportés par le concessionnaire.

Afin de pourvoir à ces frais, le concessionnaire sera tenu de verser chaque année, à la date du 1^{er} janvier, à la caisse centrale du trésorier-payeur général du département, une somme de quarante francs (40^f) par chaque kilomètre de chemin de fer concédé. Le premier versement se fera le 1^{er} janvier qui suivra la déclaration d'utilité publique.

Si le concessionnaire ne verse pas la somme ci-dessus réglée aux époques qui auront été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera recouvré comme en matière de contributions directes, au profit du département.

Cautionnement.

66. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de quatre-vingt mille francs en numéraire ou en rentes sur l'État calculées conformément au décret du 5a janvier 1873, ou en bons du Trésor, ou en obligations des six grandes compagnies des chemins de fer français, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les neuf dixièmes en seront rendus au concessionnaire par acomptes et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier dixième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

67. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Angers.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de Maine-et-Loire.

Jugement des contestations.

68. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de Maine-et-Loire, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

89. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-jointe seront supportés par le concessionnaire.

Fait et arrêté à Angers, le 17 juin 1893.

Lu et approuvé :

Le Président du Conseil d'administration,

Signé : E. FAUGÈRE.

Lu et approuvé :

Pour le Préfet :

Le Secrétaire général délégué,

Signé : LA BAY.

Enregistré à Angers, le 7 septembre 1894, volume 914, folio 80, case 14. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Faucheau.

 DÉPARTEMENT DE LA LOIRE-INFÉRIEURE.

CONVENTION.

Entre le préfet de la Loire-Inférieure, agissant au nom du département, en vertu de la délibération du conseil général, en date du 10 juin 1893, de la loi du 11 juin 1880 et du décret du 20 mars 1882,

D'une part;

Et M. Faugère (Emile), président du conseil d'administration de la compagnie des chemins de fer d'intérêt local de l'Anjou, société anonyme au capital d'un million deux cent mille francs (1,200,000^f), dont le siège social est à Angers, rue Saint-Léonard, n° 4, agissant au nom de ladite société et sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit.

ART. 1^{er}. Le préfet de la Loire-Inférieure confie à la compagnie des chemins de fer d'intérêt local de l'Anjou, qui l'accepte, la construction, y compris la fourniture du matériel roulant, du mobilier, de l'outillage et des approvisionnements, et lui concède l'exploitation du chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite d'un mètre (1^m), de Nantes à la limite du département de Maine-et-Loire vers Cholet.

2. Toutes les acquisitions de terrains, tous les travaux d'infrastructure et de superstructure et toutes les fournitures ci-dessus énumérées seront faits par les soins et aux risques de la compagnie concessionnaire.

Tous les travaux nécessaires pour approprier le tronc commun de la ligne de Nantes à Clisson, dépendant du réseau de l'État, à l'usage de la ligne à voie étroite, seront exécutés par l'administration des chemins de fer de l'État aux frais de la compagnie concessionnaire, après entente touchant les dispositions à adopter. A cet effet, des comptes provisoires seront dressés et soldés par trimestre; le compte définitif sera soldé aussitôt après l'achèvement des travaux.

La partie de voie comprise dans les emprises de l'État sera entretenue exclusivement par les soins et aux frais de l'administration des chemins de fer de l'État. Le matériel de voie spécial nécessaire pour assurer cet entretien sera fourni par le service de la ligne départementale à l'administration des chemins de fer de l'État, qui en remboursera la valeur au prix de facture.

La compagnie concessionnaire devra payer à l'administration des chemins de fer de l'État, à raison de la circulation de ses trains et machines sur le tronc commun, et à

titre de péage, une somme égale aux cinq dixièmes du produit brut annuel du trafic réalisé par elle sur la portion de ligne commune, déduction faite de l'impôt payé à l'État.

Pour l'établissement de cette redevance, on mesurera la longueur existant entre le point où la ligne départementale pénétrera sur le terrain de l'État et le point où elle en sortira, et on multipliera cette longueur par le point kilométrique moyen de toute la section de la ligne de Nantes à Cholet, comprise dans le département de la Loire-Inférieure, tel qu'il résultera pour chaque exercice de ses comptes d'exploitation.

L'administration des chemins de fer de l'État se réserve expressément la faculté de poser à une époque quelconque la seconde voie de la ligne de Nantes à la Roche-sur-Yon. Dans ce cas, les travaux, tant provisoires que définitifs, nécessités pour assurer le service de la ligne départementale seront entièrement à la charge de la compagnie concessionnaire, qui devra supporter également les frais d'installation d'une seconde voie sur le tronc commun.

La compagnie concessionnaire sera substituée au département de la Loire-Inférieure dans tous ses droits et obligations pour l'exécution de la convention passée entre le département et la compagnie d'Orléans les 14 novembre et 11 décembre 1893. Elle prend l'engagement de se conformer intégralement aux dispositions de ladite convention.

Elle déclare, en outre, dès à présent, accepter toutes les modifications qui pourraient être imposées par le ministre des travaux publics aux conditions ci-dessus indiquées pour l'emprunt des réseaux de l'État et de la compagnie d'Orléans.

3. Toutes les dépenses d'établissement seront remboursées à la compagnie concessionnaire par le département, sans toutefois que leur totalité puisse dépasser un maximum de soixante et un mille cinquante francs (61,050^f) par kilomètre de ligne livrée à l'exploitation dans l'étendue de la Loire-Inférieure.

Ces dépenses comprendront :

1° Toutes les dépenses faites par la compagnie concessionnaire dans un but d'utilité reconnue, pour les études, les terrains, la construction et la mise en exploitation de la ligne et de ses dépendances;

2° Les trois cinquièmes de la dépense d'entretien des terrassements et de la voie depuis la date de la mise en exploitation jusqu'au 31 décembre de l'année suivante, les deux autres cinquièmes restant à la charge de la compagnie concessionnaire;

3° Les dépenses faites pour frais généraux, frais d'administration et avances de capitaux; ces dépenses, qui devront être justifiées, ne pourront être supérieures à quinze pour cent (15 p. 100) du montant des dépenses portées en compte en exécution des deux paragraphes précédents.

L'économie qui serait réalisée sur le maximum sera partagée par moitié entre le département et la compagnie concessionnaire.

4. Le remboursement des dépenses d'établissement prévues à l'article 3 aura lieu au fur et à mesure de l'exécution des travaux et de la livraison du matériel, sur états de situation mensuels approuvés par l'administration.

Pour évaluer et régler les dépenses portées dans ces états de situation, on appliquera les prix de la série ci-annexée aux quantités de travaux réellement exécutés ou aux fournitures réellement livrées.

Le compte des dépenses d'établissement sera clos le 31 décembre de l'année qui suivra l'ouverture à l'exploitation de la totalité de la ligne comprise dans le département après réception générale et définitive du chemin de fer dans son territoire.

5. Sur la somme qui sera due à la compagnie concessionnaire, d'après les stipulations des articles 3 et 4 précédents, il lui sera payé chaque mois des acomptes jusqu'à concurrence des trois quarts des dépenses constatées sur les états de situation mensuels, sans que le total de ces acomptes puisse dépasser les trois quarts du maximum fixé à l'article 3.

Le quart du capital de premier établissement, qui restera ainsi engagé par la compagnie concessionnaire, lui sera remboursé par le département à l'expiration de la concession. Toutefois, le département se réserve la faculté d'en opérer par anticipation le remboursement partiel ou total à une époque quelconque.

Le département payera à la fin de chaque semestre à la compagnie concessionnaire les intérêts à quatre pour cent l'an (4 p. 100) du capital engagé par elle, et jusqu'à concurrence de ce capital entier ou de la portion restant encore à rembourser à ce

moment. Les intérêts courent pour chacune des parties du capital engagé à dater de sa formation par suite de la justification de chaque dépense faite sur production des situations mensuelles.

Dans le cas où la compagnie concessionnaire serait déclarée déchuë, soit pendant la période de construction, soit pendant celle d'exploitation, le département se trouverait par le fait déchargé de toute obligation concernant soit le paiement des intérêts, soit le remboursement des sommes engagées par la compagnie.

6. Une amende de cinquante francs (50') par jour de retard sera due au département par la compagnie concessionnaire, si, dans le délai de trois ans à partir de la date de la déclaration d'utilité publique, elle n'a pas terminé les travaux et mis la ligne en état d'exploitation. Cette pénalité ne sera applicable qu'au cas où il sera démontré que le retard provient du fait de la compagnie.

7. La compagnie concessionnaire exploitera la ligne concédée à ses risques et périls, quelles que soient les recettes.

Les frais kilométriques d'exploitation, portés en compte chaque année, ne pourront excéder le chiffre maximum résultant de la formule $1,500 + \frac{2}{3} R$, dans laquelle R représente la recette brute kilométrique, impôts déduits.

Quand les dépenses de l'exploitation comprenant les frais généraux et les frais d'administration n'atteindront pas le maximum donné par la formule, elles seront majorées à titre de prime d'économie des deux tiers de l'écart entre ce maximum et le montant des dépenses.

Quand les recettes seront inférieures aux dépenses ainsi calculées, c'est-à-dire insuffisantes pour couvrir la somme réservée à la compagnie concessionnaire, conformément au paragraphe ci-dessus, y compris la prime d'économie s'il y a lieu, les insuffisances par rapport à cette somme seront à la charge de la compagnie concessionnaire.

Quand les recettes seront supérieures aux dépenses calculées comme il vient d'être dit, y compris la prime d'économie, l'excédent appartiendra au département et lui sera versé par la compagnie au règlement de chaque exercice.

8. Avant toute répartition de dividende, la compagnie concessionnaire payera chaque année sur la part de recettes qui lui est attribuée une somme de deux cents francs (200') par kilomètre pour constituer un fonds spécial de renouvellement. Ce prélèvement cessera lorsque la réserve ainsi constituée atteindra deux mille francs (2,000') par kilomètre de ligne exploitée. Par contre, ce prélèvement sera fait de nouveau dès que le montant du fonds spécial de renouvellement descendra au-dessous de deux mille francs (2,000') par kilomètre, par suite d'exécution de travaux de renouvellement de la ligne ou du matériel fixe ou roulant, pour le paiement desquels ce fonds est spécialement créé.

Ce fonds spécial pourra être composé de titres de rente d'État français ou d'obligations des six grandes compagnies de chemins de fer français déposés à la Banque de France; les revenus en seront touchés par la compagnie concessionnaire.

Il est bien entendu que le reliquat de ce fonds de renouvellement, qui est la propriété de la compagnie, lui restera de droit à l'expiration de la concession.

9. Le département demeure chargé de rembourser l'État de ses avances à l'époque et dans les conditions fixées à l'article 15 de la loi du 11 juin 1880 et touchera les subventions de l'État versées en exécution de la même loi.

10. La présente concession est faite aux charges, clauses et conditions du cahier des charges ci-annexé, à l'exécution desquelles la compagnie concessionnaire déclare s'engager.

Ce cahier des charges est conforme au cahier des charges type annexé au décret du 6 août 1881, sauf les modifications introduites aux articles 8, 9, 31, 33, 35, 41, 50, 65, 66 et 69.

La compagnie concessionnaire s'engage à n'employer que du matériel fixe ou roulant de provenance française.

Le tracé à exécuter est celui de l'avant-projet dressé par les ingénieurs du département et approuvé par le conseil général de la Loire-Inférieure par une délibération du 8 avril 1891. Toutefois la compagnie concessionnaire déclare dès à présent accepter

toutes les modifications qui pourraient être imposées par l'État au tracé de la ligne présentement concédée.

La compagnie concessionnaire s'oblige à appliquer les règles de comptabilité qui seront reconnues, par les préfets des départements intéressés, les plus propres à assurer l'exacte ventilation des dépenses de construction et des recettes et des dépenses d'exploitation entre les deux départements, en exécution de la résolution votée par ces départements, le 27 février 1891 pour le département de Maine-et-Loire, et le 8 avril 1891 pour le département de la Loire-Inférieure.

11. La validité de la présente convention est subordonnée à la déclaration d'utilité publique, dans un délai de deux ans à partir de la signature des présentes, et à l'obtention des subventions de l'État, réglées au taux maximum résultant de la loi du 11 juin 1880.

12. Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention, de la série des prix et du cahier des charges y annexés, calculés suivant l'article 24 de la loi du 11 juin 1880, seront supportés par la compagnie concessionnaire.

Fait double à Nantes, le 19 février 1894 pour M. Faugère, et le 5 mars 1894 pour le préfet de la Loire-Inférieure.

Approuvé :

Le Préfet de la Loire-Inférieure,

Signé : G. CLEFFIE.

Approuvé :

Signé : E. FROCHOT.

Enregistré à Nantes (1^{re} A. C.), le 28 août 1894, folio 15, case 10. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Robert.

SÉRIE DES PRIX.

I^{re} PARTIE. — INFRASTRUCTURE.

I. — Frais d'études.

Frais d'études. — Le kilomètre de ligne concédée, mille cinq cents francs (1,500^f).

II. — Terrains.

Les dépenses réelles d'acquisitions de terrains seront remboursées à la compagnie avec une majoration de quinze pour cent (15 p. 100) pour frais spéciaux de gestion, de procédure et d'expropriation, passation d'actes, etc.

III. — Travaux.

Section I^{re}. — Terrassements.

- 1^o Déblais de toute nature (ordinaires, schisteux et rocheux), y compris transport et emploi. Le mètre cube, deux francs quatre-vingts centimes (2^f 80);
- 2^o Travaux accessoires, règlements, perrés, talus, gazonnements, assainissements, murs de soutènement et descentes d'eau. Le kilomètre de ligne, mille cinq cents francs (1,500^f).

Section II. — Rectification des routes, chemins et courts d'eau.

Terrassements, chaussées et travaux accessoires. Le kilomètre de ligne, deux mille francs (2,000^f).

Section III. — Ouvrages d'art.

Ouvrages pour l'écoulement des eaux et le rétablissement des voies de communication :

- 1° Dalots ou buses de trente centimètres de diamètre. Le mètre linéaire, dix francs (10^f);
- 2° Dalots, buses ou aqueducs de quarante centimètres de diamètre. Le mètre linéaire, trente francs (30^f);
- 3° Dalots, buses ou aqueducs de cinquante centimètres de diamètre. Le mètre linéaire, quarante-cinq francs (45^f);
- 4° Aqueducs ou buses de soixante centimètres de diamètre. Le mètre linéaire, soixante francs (60^f);
- 5° Aqueducs d'un mètre de diamètre. Le mètre linéaire, cent quinze francs (115^f);
- 6° Ponceaux d'un mètre cinquante centimètres de diamètre. Le mètre linéaire, cent quarante-cinq francs (145^f);
- 7° Ponceaux de deux mètres de diamètre. Le mètre linéaire, deux cents francs (200^f);
- 8° Ponceaux de deux mètres cinquante centimètres de diamètres. L'un, trois mille francs (3,000^f);
- 9° Ponceaux de trois mètres de diamètre. L'un, trois mille cinq cent francs (3,500^f);
- 10° P. S. de cinq mètres entre parapets. L'un, six mille francs (6,000^f);
- 11° P. I. de cinq mètres entre parapets. L'un, six mille francs (6,000^f);
- 12° Pont de cinq mètres entre parapets. L'un, neuf mille francs (9,000^f);
- 13° Pont de six mètres entre parapets. L'un, douze mille francs (12,000^f);
- 14° Allongement du P. I. de la Moutonnerie sous la gare de Nantes. L'un, dix mille francs (10,000^f);
- 15° Le mètre cube de maçonnerie de toute nature, y compris pierre de taille, moellons parementés, parements et rejointements, mortier de chaux hydraulique de Paviers, pour ouvrages non prévus à la série de prix, et notamment pour le mur de soutènement spécial de la gare de Nantes. Le mètre cube, trente-cinq francs (35^f);
- 16° Le kilogramme de tôle, fers et fonte, mis en œuvre et posé, pour grands ouvrages non prévus, soixante centimes (0^f 60).

NOTA. — Les fondations seront payées sur facture avec majoration de quinze pour cent (15 p. o/o) pour frais spéciaux, travaux de nuit, épaissements, sujétions diverses.

2° PARTIE. — SUPERSTRUCTURE.

I. — Voie et matériel fixe.

- 1° Voie en acier en rails Vignole de dix-huit kilogrammes le mètre linéaire posés sur traverses en chêne espacées de quatre-vingts centimètres d'axe en axe, y compris éclisses, boulons d'éclisses, tirefouds, fourniture de ballast, pose et consolidation jusqu'à complet bourrage des traverses. Le mètre linéaire, dix-huit francs cinquante centimes (18^f 50);
- 2° Changements de voie et croisements, non compris les voies. L'un, mille francs (1,000^f);
- 3° Plaques tournantes pour machines et voitures. L'une, deux mille cinq cents francs (2,500^f);
- 4° Ponts à bascule. L'un, deux mille francs (2,000^f);
- 5° Grues fixes. L'une, six mille francs (6,000^f);
- 6° Alimentation d'eau. L'une, cinq mille francs (5,000^f);
- 7° Traversées à niveau des voies de l'État ou de l'Orléans, traversées à une voie. L'une, quatre mille francs (4,000^f);
- 8° Installation de signaux pour protéger les traversées et appareils divers. L'une, six mille francs (6,000^f);
- 9° Outillage des ateliers et dépôt de la traction. Par kilomètre de ligne, mille francs (1,000^f);
- 10° Outillage et mobilier de l'exploitation et de la voie. Par kilomètre de ligne, cinq cents francs (500^f).

II. — Stations.

D'après les types adoptés sur la ligne d'Angers à Noyant.

1° Stations de chef-lieu de canton (type Beaufort), compris bâtiment à voyageurs, halle et quai à marchandises et à bestiaux, bâtiment pour lieux et lampisterie, trottoirs gravelés avec bordure gazonnée, cour et empièvements. L'une, vingt mille francs (20,000^f);

2° Stations intermédiaires avec maison de garde à étage, halle et quai à marchandises, guérite des lieux, cour, empièvements. L'une, seize mille francs (16,000^f);

3° Stations intermédiaires avec maison de garde à rez-de-chaussée, halle et quai à marchandises, guérite de lieux, cour, empièvements. L'une, douze mille francs (12,000^f);

4° Stations intermédiaires, avec abri, trottoir, cour, empièvements. L'une, deux mille cinq cents francs (2,500^f);

5° Halte avec poteau indicateur, trottoir, empièchement et gravelage. L'une, cinq cents francs (500^f);

6° Remises à machines et wagons, ateliers et magasins, dépôt. Le mètre superficiel, cent vingt francs (120^f);

7° Bâtiment à étage, pour magasin, bureau et logement d'agent. Le mètre superficiel, deux cents francs (200^f);

8° Téléphone pour relier entre elles les diverses stations de la ligne, compris fourniture et pose de la ligne téléphonique et des appareils. Le kilomètre de ligne, cinq cents francs (500^f).

III. — Matériel roulant.

Locomotive du poids de dix-huit tonnes en ordre de marche. L'une, trente trois mille francs (33,000^f);

Voitures à voyageurs. L'une, sept mille francs (7,000^f);

Voitures fourgon-poste. L'une, cinq mille francs (5,000^f);

Fourgons. L'un, quatre mille francs (4,000^f);

Wagons couverts ou tombereaux. L'un, trois mille cinq cents francs (3,500^f);

Wagons plats. L'un, deux mille francs (2,000^f);

Grues roulantes. L'une, sept mille francs (7,000^f);

Frein à vide continu à installer sur la machine. Par machine, mille sept cents francs (1,700^f);

Frein à vide à huit sabots, pour voitures, fourgons avec appareil de commande à l'intérieur. Par véhicule, douze cents francs (1,200^f);

Frein à vide à quatre sabots, pour voitures et fourgons. Par véhicule, six cents francs (600^f);

Boyaux et raccords dont seront munis les wagons pour la communication de l'appareil de la machine avec les voitures et les fourgons. Par wagon, deux cent vingt-cinq francs (225^f);

Pièces de rechange, suivant énumération ci-dessous, dix-sept mille six cents francs (17,600^f).

Énumération des pièces de rechange.

Essieux de locomotive, trois (3).

Bielles, deux (2).

Manivelles motrices, deux (2).

Pistons, deux (2).

Tiroirs complets, deux (2).

Cylindres, deux (2).

Jeu de coussinets pour locomotives, un (1).

Essieux montés de voitures et wagons, six (6).

Jeu de ressorts de suspension pour voiture, un (1).

Plaques de gardes, voitures et wagons, deux (2).

Jeux de ressorts de suspension pour wagon, deux (2).

Boîtes à huile, huit (8).

Concessinets de voitures et wagons, quinze (15).

Tampons de voitures et wagons, quatre (4).

Faux tampons de voitures et wagons, dix (10).

Tampons de machine, deux (2).

Faux tampons de machine, deux (2).

Crochets de traction, dix (10).

Ressorts de traction, (2).

Ressorts de choc, quatre (4).

Rails (nombre), trente-six (36).

Boulons d'éclisses, trois cent soixante kilogrammes (360^k).

Tirefonds, mille quatre-vingts kilogrammes (1,080^k).

Boulons assortis pour machines, voitures et wagons, trois cent soixante kilogrammes (360^k).

Glaces pour voitures, fermetures de portes et petites pièces diverses pour voitures et wagons, telles que mains de choc, menottes de suspension, axes, clavettes, etc.

3^e PARTIE. — TRAVAUX EXÉCUTÉS DANS LES EMPRISES DES RÉSEAUX DE L'ORLÉANS ET DE L'ÉTAT.

Les travaux de toute nature nécessaires à la construction de la ligne dans l'étendue des emprises de la compagnie d'Orléans et des chemins de fer de l'État, pour lesquels des prix ne figurent pas à la présente série, seront payés sur facture avec majoration de quinze pour cent (15 p. 0/0) pour frais spéciaux et avances de capitaux aux administrations précitées de l'État et de l'Orléans.

NOTA. — Les travaux d'entretien exécutés en conformité du 2^e de l'article 3 de la convention de concession, au début de l'exploitation, seront payés sur états justificatifs.

Fait double à Nantes, le 22 juin 1893 pour la compagnie, et le 30 juin 1893 pour le préfet de la Loire-Inférieure.

Pour le préfet de la Loire-Inférieure :

Le Secrétaire général délégué,

Signé : BOSCOUAT.

Pour la compagnie concessionnaire :

Le Président du Conseil d'administration,

Signé : E. FAUGÈRE.

Enregistré à Nantes (1^{re} A. C.), le 28 août 1894, folio 15, case 10. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Robert.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Tracé.

ART. 1^{er}. Le chemin de fer d'intérêt local qui fait l'objet du présent cahier des charges partira de la gare de la compagnie d'Orléans à Nantes (cour des voyageurs), côtoiera dans l'intérieur de leurs emprises les lignes de Nantes à Tours, puis de Nantes à Clisson, jusqu'au delà du pont sur la Loire, et passera près ou par Saint-Sébastien, Base-Goulaine, Haute-Goulaine, Saint-Julien-de-Concelles, le Loroux-Botttereau et la Remaudière, pénétrera en Maine-et-Loire au territoire de Landemont, puis rentrera en Loire-Inférieure au territoire de la Boissière pour pénétrer ensuite une dernière fois en Maine-et-Loire au territoire de Saint-Christophe.

Délai d'exécution.

2. Les travaux devront être commencés dans un délai de dix mois à partir de la loi

déclarative d'utilité publique. Ils seront poursuivis de telle façon que la ligne entière, comprise dans le département, soit livrée à l'exploitation dans le délai de trois ans à partir de cette même époque.

Approbation des projets.

3. Aucun travail ne pourra être entrepris pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances sans que les projets en aient été approuvés, conformément à l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, pour les projets d'ensemble, par le conseil général et, pour les projets de détail des ouvrages, par le préfet, sous réserve de l'approbation spéciale du ministre des travaux publics, dans le cas où les travaux affecteraient des cours d'eau ou des chemins dépendant de la grande voirie.

A cet effet, les projets d'ensemble, comprenant le tracé, les terrassements et l'emplacement des stations, seront remis au préfet dans les six mois au plus tard de la date de la loi déclarative d'utilité publique.

Le préfet, après avoir pris l'avis de l'ingénieur en chef du département, soumettra ces projets au conseil général, qui statuera définitivement, sauf le droit réservé au ministre des travaux publics, par le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi, d'appeler le conseil général à statuer à nouveau sur lesdits projets.

L'une des expéditions des projets ainsi approuvés sera remise au concessionnaire avec la mention de la décision approbative du conseil général; l'autre restera entre les mains du préfet.

Avant comme pendant l'exécution, le concessionnaire aura la faculté de proposer aux projets approuvés les modifications qu'il jugerait utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'autorité compétente.

Projets antérieurs.

4. Le concessionnaire pourra prendre copie, sans déplacement, de tous les plans, nivellements et devis qui auraient été antérieurement dressés aux frais du département.

Pièces à fournir.

5. Les projets d'ensemble qui doivent être produits par le concessionnaire comprennent, pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

1° Un extrait de la carte au quatre-vingt-millième (1/80000);

2° Un plan général à l'échelle d'un dix-millième (1/10000);

3° Un profil en long à l'échelle d'un cinq-millième (1/5000) pour les longueurs et d'un millième (1/1000) pour les hauteurs, dont les cotes sont rapportées au niveau moyen de la mer, pris pour plan de comparaison. Au-dessous de ce profil, on indiquera, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, savoir :

Les distances kilométriques du chemin de fer, comptées à partir de son origine;

La longueur et l'inclinaison de chaque pente ou rampe;

La longueur des parties droites et le développement des parties courbes du tracé, en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières;

4° Un certain nombre de profils en travers à l'échelle de cinq millimètres (0" 005) pour mètre et le profil-type de la voie à l'échelle de deux centimètres (0" 02) pour mètre;

5° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet, et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en long.

La position des gares et stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de communication traversées par le chemin de fer, des passages soit à niveau, soit en dessus, soit en dessous de la voie ferrée, devront être indiquées tant sur le plan que sur le profil en long; le tout sans préjudice des projets à fournir pour chacun de ces ouvrages.

Acquisition de terrains. — Ouvrages d'art. — Établissement de la deuxième voie.

6. Les terrains seront acquis, les ouvrages d'art et les terrassements seront exécutés et les rails seront posés pour une voie seulement, sauf l'établissement d'un certain nombre de gares d'évitement.

Le concessionnaire sera tenu d'exécuter à ses frais une seconde voie lorsque la recette brute kilométrique aura atteint le chiffre de trente-cinq mille francs (35,000^f) pendant une année.

En dehors du cas prévu par le paragraphe précédent, il pourra, à toute époque de la concession, être requis, par le préfet au nom du département et par le ministre des travaux publics au nom de l'État, d'exécuter et d'exploiter une seconde voie sur tout ou partie de la ligne, moyennant le remboursement des frais d'établissement de la dite voie.

Si les travaux de la double voie requise ne sont pas commencés et poursuivis dans les délais et conditions prescrits par la décision qui les a ordonnés, l'administration pourra mettre le chemin de fer tout entier sous séquestre et exécuter elle-même les travaux.

Les terrains acquis pour l'établissement du chemin de fer ne pourront pas recevoir une autre destination.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

7. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas deux mètres vingt centimètres (2^m 20), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres vingt centimètres (2^m 20); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètres vingt centimètres (3^m 20).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre soixante-dix centimètres (1^m 70).

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de cinquante-cinq centimètres (0^m 55).

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) et l'on ménagera, au pied de chaque talus du ballast, une banquetta de largeur telle que l'arête de cette banquetta se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

Le concessionnaire établira, le long du chemin de fer, les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales, sur les propositions du concessionnaire.

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

8. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à cent mètres (100^m).

Une partie droite de quarante mètres (40^m) au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire.

Le maximum des déclivités est fixé à quinze millièmes (0^m 015), sauf à la bifurcation avec la ligne de l'État, où il pourra être porté exceptionnellement à dix-sept millièmes (0^m 017).

Une partie horizontale de quarante mètres (40^m) au moins devra être ménagée entre deux déclivités consécutives de sens contraire.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Gares et stations.

9. Le nombre et l'emplacement des stations ou haltes de voyageurs et des gares d'marchandises seront arrêtés par le conseil général, sur les propositions du concessionnaire, après une enquête spéciale.

Il demeure toutefois entendu, dès à présent, que des stations seront établies dans les localités indiquées ci-après :

Nantes (gare de la compagnie d'Orléans), Saint-Sébastien, Basse-Goulaine, Embreil, Haute-Goulaine, Saint-Julien-de-Concelles, le Loroux-Botttereau et la Remaudière.

Si, pendant l'exploitation, de nouvelles stations, gares ou haltes sont reconnues nécessaires, d'accord entre le département et le concessionnaire, il sera procédé à une enquête spéciale.

L'emplacement en sera définitivement arrêté par le conseil général, le concessionnaire entendu.

Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par le préfet, le concessionnaire entendu; si la sécurité publique l'exige, le préfet pourra, pendant le cours de l'exploitation, prescrire l'établissement de nouvelles gares d'évitement ainsi que l'augmentation des voies dans les stations et aux abords des stations.

Le concessionnaire sera tenu, préalablement à tout commencement d'exécution, de soumettre au préfet les projets de détail de chaque gare, station ou halte, lesquels se composeront :

- 1° D'un plan à l'échelle d'un cinq-centième ($\frac{1}{500}$) indiquant les voies, les quais, les bâtiments et leur distribution intérieure, ainsi que la disposition de leurs abords;
- 2° D'une élévation des bâtiments à l'échelle d'un centimètre (0" ou 1") par mètre;
- 3° D'un mémoire descriptif, dans lequel les dispositions essentielles du projet seront justifiées.

Dans chaque station, le concessionnaire fournira au moins un abri pour les voyageurs.

Des moyens de transbordement commodes pour les voyageurs et les marchandises seront installés dans la gare de Nantes, conformément à la circulaire ministérielle du 12 janvier 1888.

Traverses des routes et chemins.

10. Le concessionnaire sera tenu de rétablir les communications interceptées par le chemin de fer, suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration compétente.

Passages au-dessus des routes et chemins.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8") pour la route nationale, à sept mètres (7") pour la route départementale, à cinq mètres (5") pour un chemin vicinal de grande communication ou d'intérêt commun et à quatre mètres (4") pour un simple chemin vicinal.

Pour les viaducs de forme cintrée, la hauteur sous chef, à partir du sol de la route, sera de cinq mètres (5") au moins. Pour ceux qui seront formés de poutres horizontales en bois ou en fer, la hauteur sous poutre sera de quatre mètres trente centimètres (4" 30) au moins.

La largeur entre les parapets sera au moins de trois mètres soixante centimètres (3" 60). La hauteur de ces parapets ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à un mètre (1").

Sur les lignes et sections pour lesquelles la compagnie exécutera les ouvrages d'art pour deux voies, la largeur des viaducs entre les parapets sera d'au moins six mètres trente centimètres (6" 30).

Passages au-dessous des routes et chemins.

12. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera fixée par le ministre des travaux publics ou par le préfet, suivant les cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette largeur ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8") pour la route nationale, à sept mètres (7") pour la route départementale, à cinq mètres (5") pour un

chemin vicinal de grande communication et à quatre mètres (4^m) pour un simple chemin vicinal.

L'ouverture du pont entre les culées sera au moins de trois mètres soixante centimètres (3^m 60) pour les chemins à une voie et de six mètres trente centimètres (6^m 30) sur les lignes ou sections pour lesquelles le concessionnaire exécutera les ouvrages d'art pour deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m) au moins au-dessus du niveau du rail. La distance verticale qui sera ménagée au-dessus des rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à trois mètres quarante centimètres (3^m 40).

Passages à niveau.

13. Dans le cas où des routes nationales ou départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers, seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails et contre-rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ne pourra s'effectuer sous un angle inférieur à quarante-cinq degrés (45°), à moins d'une autorisation formelle de l'administration supérieure.

L'ouverture libre des passages à niveau sera d'au moins six mètres (6^m) pour les routes nationales et départementales et les chemins vicinaux de grande communication, et d'au moins quatre mètres (4^m) pour tous les autres chemins.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, les types des barrières qu'il devra poser aux passages à niveau, ainsi que les abris ou maisons de gardes à établir. Il peut dispenser d'établir des maisons de gardes ou des abris, et même de poser des barrières au croisement des chemins peu fréquentés.

La déclivité des routes et chemins aux abords des passages à niveau sera réduite à vingt millièmes (0^m 020) au plus sur dix mètres (10^m) de longueur de part et d'autre de chaque passage.

Rectification des routes.

14. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'inclinaison des pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres (0^m 03) par mètre pour les routes nationales et cinq centimètres (0^m 05) pour les routes départementales et les chemins vicinaux. Le préfet restera libre, toutefois, d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause en ce qui touche les routes départementales et les chemins vicinaux; le ministre statuera en tout ce qui touche les routes nationales.

Écoulement des eaux; débouché des ponts.

15. Le concessionnaire sera tenu de rétablir et d'assurer à ses frais, pendant la durée de sa concession, l'écoulement de toutes les eaux dont le cours aurait été arrêté, suspendu ou modifié par ses travaux, et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Les viaducs à construire à l'encontre des rivières, des canaux et des cours d'eau quelconques auront au moins trois mètres soixante centimètres (3^m 60) de largeur entre les parapets sur les chemins à une voie et six mètres trente centimètres (6^m 30) sur les chemins à deux voies, et ils présenteront en outre les garages nécessaires pour la sécurité des ouvriers de la voie. La hauteur des parapets ne pourra être inférieure à un mètre (1^m).

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

Dans tous les cas où l'administration le jugera utile, il pourra être accolé aux ponts établis par le concessionnaire pour le service du chemin de fer une voie charretière ou une passerelle pour piétons. L'excédent de dépense qui en résultera sera supporté, suivant les cas, par l'État, le département ou les communes intéressées, d'après l'évaluation contradictoire qui sera faite par les ingénieurs ou les agents désignés par l'autorité compétente et par les ingénieurs de la compagnie.

Souterrains.

16. Les souterrains à établir pour le passage du chemin de fer auront au moins trois mètres soixante centimètres (3^m 60) de largeur entre les pieds droits au niveau des rails, pour les chemins à une voie, et six mètres trente centimètres (6^m 30) de largeur pour les lignes ou sections à deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m) au moins au-dessus du niveau du rail. Des garages seront établis à cinquante mètres (50^m) de distance de chaque côté et seront disposés en quinconce d'un côté à l'autre. La hauteur sous clef au dessus de la surface des rails sera de quatre mètres (4^m).

La distance verticale qui sera ménagée entre l'intrados et le dessus du rail pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à trois mètres quarante centimètres (3^m 40). L'ouverture des puits d'aérage et de construction des souterrains sera entourée d'une margelle en maçonnerie de deux mètres (2^m) de hauteur. Cette ouverture ne pourra être établie sur aucune voie publique.

Maintien des communications.

17. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, le concessionnaire sera tenu de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que le service de la navigation ou du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes nationales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires, par les soins et aux frais du concessionnaire, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve aucune interruption ni gêne.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, une reconnaissance sera faite par les ingénieurs de la localité, à l'effet de constater si les ouvrages provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Un délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

Exécution des travaux.

18. Le concessionnaire n'emploiera, dans l'exécution des ouvrages, que des matériaux de bonne qualité; il sera tenu de se conformer à toutes les règles de l'art, et manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre de divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

Voies.

19. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de dix-huit kilogrammes (18^k) au moins par mètre courant sur les voies de circulation.

L'espacement maximum des traverses sera de quatre-vingts centimètres (0^m 80) d'axe en axe.

Clôtures.

20. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture dont le mode et la disposition seront agréés par le préfet. Le concessionnaire pourra, conformément à l'article 20 de la loi du 11 juin 1858, être dispensé de poser des clôtures sur tout ou partie de la voie, mais il devra fournir des justifications spéciales pour être dispensé d'en établir :

1^{re} Dans la traversée des lieux habités;

2^e Dans les parties contiguës à des chemins publics;

3^e Sur dix mètres (10^m) de longueur au moins de chaque côté des passages à niveau et des stations.

Indemnités de terrains et de dommages.

21. Tous les terrains nécessaires pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances, pour la déviation des chemins et cours d'eau déplacés et, en général, pour l'exécution des travaux, quels qu'ils soient, auxquels cet établissement pourra donner lieu, seront achetés et payés par le concessionnaire.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par le concessionnaire.

Droits conférés au concessionnaire.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, le concessionnaire est investi, pour l'exécution des travaux dépendant de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et il demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent pour l'administration de ces lois et règlements.

Servitudes militaires.

23. Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des enceintes fortifiées, le concessionnaire sera tenu, pour l'étude et l'exécution de ses projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions exigées par les lois, décrets et règlements concernant les travaux mixtes.

Mines.

24. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine qui pourraient être imposés par le ministre des travaux publics, ainsi que les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge du concessionnaire.

Carrières.

25. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. Les travaux que le ministre des travaux publics pourrait ordonner à cet effet seront exécutés par les soins et aux frais du concessionnaire.

Contrôle et surveillance des travaux.

26. Les travaux seront soumis au contrôle et à la surveillance du préfet, sous l'autorité du ministre des travaux publics.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sûreté de la circulation. Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront éclairés et gardés pendant la nuit.

Les travaux devront être adjugés par lots et sur séries de prix, soit avec publicité et concurrence, soit sur soumissions cachetées entre entrepreneurs agréés à l'avance; toutefois, si le conseil d'administration juge convenable, pour une entreprise ou une fourniture déterminée, de procéder par voie de régie ou de traité direct, il devra obtenir de l'assemblée générale des actionnaires la sanction soit de la régie, soit du traité.

Tout marché à forfait, avec ou sans séries de prix, passé avec un entrepreneur, soit pour l'ensemble du chemin de fer, soit pour l'exécution des terrassements ou ouvrages d'art, soit pour la construction d'une ou plusieurs sections du chemin, est, dans tous les cas, formellement interdit.

Le contrôle et la surveillance du préfet auront pour objet d'empêcher le concessionnaire de s'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier des charges et de celles qui résulteraient des projets approuvés.

Réception des travaux.

27. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer susceptibles d'être livrées utilement à la circulation, il sera procédé à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que le préfet désignera.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation, le concessionnaire pourra mettre lesdites parties en service et y percevoir les taxes ci-après déterminées. Toutefois, ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer, laquelle sera faite dans la même forme que les réceptions partielles.

Bornage et plan cadastral.

28. Immédiatement après l'achèvement des travaux et au plus tard six mois après la mise en exploitation de la ligne ou de chaque section, le concessionnaire fera faire à ses frais un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain en présence d'un représentant du département, ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances. Il fera dresser également à ses frais, et contradictoirement avec les agents désignés par le préfet, un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés, ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas sera dressée aux frais du concessionnaire et déposée dans les archives de la préfecture.

Les terrains acquis par le concessionnaire postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui, par cela même, deviendront partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires, et seront ajoutés sur le plan cadastral; cette addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

29. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge du concessionnaire.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence du préfet et aux frais du concessionnaire, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 39.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

Gardiens.

30. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, partout où la nécessité en aura été reconnue par le préfet, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation sur les points où le chemin de fer traverse à niveau des routes ou chemins publics.

Matériel roulant.

31. Le matériel roulant qui sera mis en circulation sur les lignes concédées devra passer librement dans le gabarit dont les dimensions sont définies par le deuxième paragraphe de l'article 7.

Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles; elles devront consommer leur fumée et satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou à prescrire par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs devront également être faites d'après les meilleurs modèles et satisfaire à toutes les conditions réglées ou à régler pour les voitures servant au transport des voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues sur ressorts et pourront être à deux étages.

L'étage inférieur sera complètement couvert, garni de banquettes avec dossiers, fermé à glaces, muni de rideaux et éclairé pendant la nuit; l'étage supérieur sera couvert et garni de banquettes avec dossiers; on y accédera au moyen d'escaliers qui seront accompagnés, ainsi que les couloirs donnant accès aux places, de garde-corps solides d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de hauteur utile.

Les dossiers et les banquettes devront être inclinés, et les dossiers seront élevés à la hauteur de la tête des voyageurs.

Il y aura des places de deux classes; on se conformera, pour la disposition particulière des places de chaque classe, aux prescriptions qui sont arrêtées par le préfet.

Dans tous les cas, les voitures de la première classe seront aussi confortables que les voitures de la deuxième classe du type État, et les voitures de deuxième classe auront des bancs cintrés à claire-voie.

L'intérieur de chaque compartiment contiendra l'indication du nombre de places de ce compartiment.

Le préfet pourra exiger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé, dans les trains de voyageurs, aux femmes voyageant seules.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, des chaises de poste, des chevaux ou des bestiaux, les plates-formes et, en général, toutes les parties du matériel roulant, seront de bonne et solide construction.

Le concessionnaire sera tenu, pour la mise en service de ce matériel, de se soumettre à tous les règlements sur la matière, et notamment à la circulaire ministérielle du 12 décembre 1887.

Le nombre des voitures à frein qui doivent entrer dans la composition des trains sera réglé par le préfet ou rapport avec les déclivités de la ligne.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toute espèce, plates-formes composant le matériel roulant, seront constamment tenus en bon état.

L'effectif du matériel roulant comprendra au moins quatre machines à trois essieux porteurs accouplés, huit voitures, deux fourgons et vingt wagons. Dans tous les cas, le concessionnaire devra toujours avoir le matériel nécessaire pour assurer dans les conditions les plus convenables le service de l'exploitation.

Tout ce matériel sera construit en vue d'être affecté à l'exploitation de la ligne.

Nombre minimum des trains.

32. Le nombre minimum des trains qui desserviront tous les jours la ligne entière dans chaque sens est fixé à trois.

Règlements de police et d'exploitation.

33. Le concessionnaire supportera les dépenses qu'entraînera l'exécution des ordonnances, décrets, décisions ministérielles et arrêtés préfectoraux rendus ou à rendre par application de la loi du 15 juillet 1845 et de celle du 11 juin 1880, au sujet de la police et de l'exploitation du chemin de fer.

Le concessionnaire sera tenu de soumettre à l'approbation du préfet les règlements de service intérieur relatifs à l'exploitation du chemin de fer.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, le minimum et le maximum de la vitesse des convois de voyageurs et de marchandises sur les différentes sections de la ligne, la durée du trajet et le tableau de la marche des trains.

Les voitures de toutes classes seront chauffées.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

34. La durée de la concession pour la ligne mentionnée à l'article 1^{er} du présent cahier des charges commencera à courir de la date de la loi qui approuvera la concession. Celle-ci prendra fin trente années après l'ouverture de l'exploitation.

Expiration de la concession.

35. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur le chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien le chemin de fer et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les maisons de gardes, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant également dudit chemin, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de voies, passages tournants, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc., et de l'équivalent du matériel roulant, tel qu'il est défini à l'article 31 du présent cahier des charges.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances, si le concessionnaire ne mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers autres que la portion dont il est question au second alinéa du présent article, tels que le surplus du matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à des d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur estimation qui en sera faite à dire d'experts; et réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin pendant six mois.

Rachat de la concession.

36. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est demandé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au

concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant les deux derniers paragraphes de l'article 35, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, le chemin concédé ayant été déclaré d'intérêt général, l'État sera substitué au département dans tous les droits que ce dernier tient de la loi du 11 juin 1880 et du présent cahier des charges.

Si l'État rachète la concession passé le terme de quinze années qui est fixé dans le paragraphe 1^{er} du présent article, le rachat sera opéré suivant les dispositions qui précèdent. Dans le cas où, au contraire, l'État déciderait de racheter la concession avant l'expiration de ce terme, l'indemnité qui pourra être due au concessionnaire sera liquidée par une commission spéciale, conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880.

Déchéance.

37. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet les projets définitifs ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par les articles 2 et 3, il encourra la déchéance, qui sera prononcée par le ministre des travaux publics après une mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme de vingt-neuf mille francs (29,000^f) qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 66, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

ACHÈVEMENT DES TRAVAUX EN CAS DE DÉCHÉANCE.

38. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 2, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit enfin la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué sur la demande du département, après mise en demeure par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement sera reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

Dans le cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, au moyen d'une adjudication que l'on ouvrira sur une mise à prix des ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés et des parties du chemin de fer déjà livrées à l'exploitation.

Nul ne sera admis à concourir à cette adjudication s'il n'a été préalablement agréé par le préfet.

A cet effet, les personnes qui voudraient concourir seront tenues de déclarer, dans le délai qui sera fixé, leur intention, par écrit déposé à la préfecture et accompagné des pièces propres à justifier des ressources nécessaires pour remplir les engagements à contracter.

Ces pièces seront examinées par le préfet en conseil de préfecture. Chaque soumissionnaire sera informé de la décision prise en ce qui le concerne, et, s'il y a lieu, du jour de l'adjudication.

Les personnes qui auront été admises à concourir devront faire, soit à la caisse des dépôts et consignations, soit à la trésorerie générale du département, le dépôt de garantie, qui devra être égal au moins au trentième de la dépense à faire par le concessionnaire.

L'adjudication aura lieu suivant les formes indiquées aux articles 11, 12, 13, 15 et 16 de l'ordonnance royale du 10 mai 1869.

Les soumissions ne pourront être inférieures à la mise à prix.

Le nouveau concessionnaire sera soumis aux clauses du présent cahier des charges.

et substitué au concessionnaire évincé pour recevoir les subventions de toute nature à échoir aux termes de l'acte de concession; le concessionnaire évincé recevra de lui le prix que la nouvelle adjudication aura fixé.

La partie du cautionnement qui n'aura pas encore été restituée deviendra la propriété du département.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication est tentée sur les mêmes bases, après un délai de trois mois. Cette fois, les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix. Si cette seconde tentative reste également sans résultat, le concessionnaire sera définitivement déchu de tous droits, et alors les ouvrages exécutés, les matériaux approvisionnés et les parties de chemin de fer déjà livrées à l'exploitation appartiendront au département.

Interruption de l'exploitation.

39. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie, le préfet prendra immédiatement, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, le concessionnaire n'a pas valablement justifié qu'il est en état de reprendre et de continuer l'exploitation et s'il ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre des travaux publics. Cette déchéance prononcée, le chemin de fer et toutes ses dépendances seront mis en adjudication, et il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

Cas de force majeure.

40. Les dispositions des trois articles qui précèdent ne seraient pas applicables, si la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

41. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

		PRIX		
		de péage.	de trans- port.	TOTAL.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.
<i>Grande vitesse.</i>				
Voyageurs...	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe).....	0 05	0 035	0 095
	Voitures couvertes, fermées à glaces et à banquettes (2 ^e classe).....	0 034	0 016	0 05
Enfants.....	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.			
	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.			
	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.			
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.		0 01	0 005	0 015
(Sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^e 30.)				

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....
 Veaux et porcs.....
 Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....
 Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huitres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.....

Marchandises transportées à petite vitesse.

1^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Oufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Épiceries. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....
 2^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dits de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vins d'Alsace. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....
 3^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Meulons. — Meuliers. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....
 4^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....

3° VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre.

Wagon ou chariot pouvant porter de trois à six tonnes.....
 Wagon ou chariot pouvant porter plus de six tonnes.....
 Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....
 Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....
 Tender de sept à dix tonnes.....
 Tender de plus de dix tonnes.....

Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide. Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....

	PRIX		
	de piège.	de trans- port.	TOTAUX.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	0 07	0 03	0 10
Veaux et porcs.....	0 025	0 015	0 04
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 01	0 01	0 02
Huitres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.....	0 20	0 16	0 36
1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Oufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Épiceries. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	0 09	0 07	0 16
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dits de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vins d'Alsace. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....	0 08	0 06	0 14
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Meulons. — Meuliers. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....	0 06	0 04	0 10
4 ^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....	0 05	0 03	0 08
Wagon ou chariot pouvant porter de trois à six tonnes.....	0 09	0 06	0 15
Wagon ou chariot pouvant porter plus de six tonnes.....	0 12	0 08	0 20
Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	1 80	1 20	3 00
Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	2 25	1 50	3 75
Tender de sept à dix tonnes.....	0 90	0 60	1 50
Tender de plus de dix tonnes.....	1 35	0 90	2 25
Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.			
Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide. Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....	0 15	0 10	0 25

	PRIX		
	de péage.	de trans- port.	TOTAL.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc., ...	0 18	0 14	0 32
Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.			
Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.			
Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide, ...	0 12	0 08	0 20
Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre, ...	0 08	0 06	0 14
4^e SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCEUILS.			
<i>Grande vitesse..</i>			
Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes, ...	0 36	0 28	0 64
Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, par les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de, ...	0 18	0 12	0 30
Et par les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de, ...	0 60	0 40	1 00

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres (6^k), elle sera comptée pour six kilomètres (6^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet d'après le procès-verbal de chaînage dressé contradictoirement par le concessionnaire et les ingénieurs du contrôle. Ce chaînage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe, des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions résultant de l'article 5 de la loi du 11 juin 1880.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes payera comme dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes, comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies: 1^e de zéro à cinq kilogrammes; 2^e au-dessus de cinq, jusqu'à dix kilogrammes; 3^e au-dessus de dix kilogrammes, par fraction indivisible de dix kilogrammes.

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes (0^e 40).

Composition des trains.

42. A moins d'une autorisation spéciale et révoquée du préfet, tout train régulier

de voyageurs devra contenir des voitures ou compartiments de toutes classes en nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux du chemin de fer.

Bagages.

43. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

44. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 45 et 46 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

45. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Néanmoins, le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes (3,000 à 5,000^k); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envois par groupes.

46. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énumérés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les

prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

47. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions établies par l'article 5 de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

48. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour le transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture, dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

49. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques sont expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après :

1^o Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train;

2^o Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

50. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Le concessionnaire sera tenu d'opérer le chargement et le déchargement des colis expédiés en grande vitesse, messageries, bagages, etc., pesant au plus cent kilogrammes (100^k) chacun.

Camionnage.

51. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui seront confiées.

Le factage et le camionnage ne seront pas obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de cinq mille habitants situé à plus de cinq kilomètres de la gare du chemin de fer.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois les expéditeurs et les destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

Traités particuliers.

52. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 50 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle et de la surveillance.

53. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la sur

veillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

La même faculté sera accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes, chargés de la surveillance du chemin de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

Militaires et marins.

54. Dans le cas où le Gouvernement aurait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, le concessionnaire sera tenu de mettre immédiatement à sa disposition tous ses moyens de transport.

Le prix du transport qui sera opéré dans ces conditions, ainsi que le prix du transport des militaires ou marins voyageant, soit en corps, soit isolément pour cause de service, envoyés en congé illimité ou en permission, ou rentrant dans leurs foyers après libération, sera payé conformément aux tarifs homologués.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir une subvention par annuités au concessionnaire, le prix de ces transports sera fixé à la moitié des mêmes tarifs.

Transport des prisonniers.

55. Le concessionnaire sera tenu, à toute réquisition, de mettre à la disposition de l'administration un ou plusieurs compartiments de deuxième classe à deux banquettes, ou un espace équivalent, pour le transport des prévenus, accusés ou condamnés et de leurs gardiens.

Il en sera de même pour le transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans des établissements d'éducation.

L'administration pourra en outre requérir l'introduction, dans les convois ordinaires, de voitures cellulaires lui appartenant, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Le prix de ces transports sera réglé dans les conditions indiquées à l'article précédent.

Service des postes et télégraphes.

56. Le concessionnaire sera tenu de réserver, dans chacun des trains circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, un compartiment spécial de la deuxième classe ou un espace équivalent pour recevoir les lettres, les dépêches, ainsi que les agents du service des postes. L'espace réservé devra être fermé, éclairé et situé à l'étage inférieur des voitures.

L'administration des postes aura le droit de fixer à une voiture déterminée de chaque convoi une boîte aux lettres dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Elle pourra installer à ses frais, risques et périls, et sous sa responsabilité, des appareils spéciaux pour l'échange des dépêches sans arrêt des trains.

L'administration des postes pourra aussi : 1° requérir un second compartiment dans les conditions indiquées au paragraphe 1°; 2° requérir l'introduction de voitures spéciales lui appartenant dans les convois ordinaires du chemin de fer, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Les prix des transports qui pourront être requis dans les conditions ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, la mise à la disposition du service des postes d'un compartiment, en conformité du paragraphe 1° du présent article, sera effectuée gratuitement.

Le prix de tous autres transports faits par le concessionnaire sur la réquisition de l'administration des postes est dès à présent fixé à la moitié des tarifs homologués.

Les agents des postes et des télégraphes en service ne seront également assujettis qu'à la moitié de la taxe dans le cas où la ligne serait subventionnée par le Trésor.

Dans le même cas, les matériaux nécessaires à l'établissement ou à l'entretien des lignes télégraphiques seront transportés à moitié prix des tarifs homologués.

L'administration des postes pourra enfin exiger, le concessionnaire et le département entendus, et après s'être mise d'accord avec le ministre des travaux publics, qu'un train spécial dans chaque sens soit ajouté au service ordinaire. Dans ce cas, que le chemin de fer soit subventionné ou non, le montant intégral des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite des produits qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord des arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

Les employés chargés de la surveillance du service des postes, les agents préposés à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches et à la levée des boîtes auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure du chemin de fer.

Si le service des postes exige des bureaux d'entrepôt de dépêches dans les gares et stations, le concessionnaire sera tenu de lui fournir l'emplacement nécessaire; cet emplacement sera déterminé sous l'approbation du ministre des travaux publics. L'administration des postes en payera le loyer dans le cas où le chemin de fer ne serait pas subventionné par l'État.

Lorsque le concessionnaire voudra changer les heures de départ des convois ordinaires, il sera tenu, dans tous les cas, d'avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

Lignes télégraphiques.

57. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, s'il en est requis par le ministre des travaux publics, les lignes et appareils télégraphiques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploitation. Il devra toutefois, avant l'établissement des lignes, se pourvoir de l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes.

Il pourra, avec l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes, se servir des poteaux de la ligne télégraphique de l'État, sur les points où une ligne semblable existe le long de la voie; il ne pourra s'opposer à ce que l'État se serve des poteaux qu'il aura établis afin d'y accrocher ses propres fils.

Le concessionnaire est tenu de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement et l'emploi des appareils télégraphiques, ainsi que l'organisation à ses frais du contrôle de ce service par les agents de l'État.

Les agents des postes et des télégraphes voyageant pour le contrôle du service de la ligne électrique du chemin de fer ou du service postal exécuté sur cette ligne auront le droit de circuler gratuitement dans les voitures du concessionnaire, sur le vu de cartes personnelles qui leur seront délivrées.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir au concessionnaire une subvention par annuités, la même gratuité s'appliquerait aux agents voyageant pour la construction ou l'entretien des lignes télégraphiques établies le long de la voie ferrée.

Le Gouvernement aura la faculté de faire, le long des voies, toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ou de plusieurs lignes télégraphiques, sans nuire au service du chemin de fer. Il pourra aussi déposer sur les terrains dépendant du chemin de fer le matériel nécessaire à ces lignes; mais il devra le retirer dans le cas où il serait reconnu par le préfet que le concessionnaire a besoin de ces terrains pour le service du chemin de fer.

Sur la demande du ministre des postes et des télégraphes, il sera réservé, dans les gares des villes et des localités qui seront désignées ultérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement des maisonnettes destinées à recevoir le bureau télégraphique et son matériel.

Le concessionnaire sera tenu de faire garder par ses agents ordinaires les fils des lignes télégraphiques, de donner aux employés des télégraphes connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes.

En cas de rupture de fils télégraphiques, les employés du concessionnaire avertiront

à raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

En cas de rupture des fils télégraphiques ou d'accidents graves, une locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur-ingénieur de la ligne télégraphique pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation. Ce transport devra être effectué dans des conditions telles qu'il ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Il sera alloué au concessionnaire une indemnité de cinquante centimes (0^f 50) par kilomètre parcouru par la machine quand le dommage ne proviendra pas du fait du concessionnaire ou de ses agents.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auraient lieu, aux frais du concessionnaire, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

Le concessionnaire ne pourra se refuser à recevoir et à transmettre les télégrammes officiels par ses fils et appareils, et dans des conditions qui seront déterminées par le ministre des postes et des télégraphes.

Dans le cas où le ministre des postes et des télégraphes jugerait utile d'ouvrir au service privé certaines gares de la ligne, il devra s'entendre avec le concessionnaire pour régler les conditions et le prix de ce service.

Les fonctionnaires, agents et ouvriers commissionnés chargés de la construction, de la surveillance et de l'entretien des lignes télégraphiques ont accès dans les gares et stations et sur la voie ferrée et ses dépendances pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Construction de nouvelles voies de communication.

58. Dans le cas où le Gouvernement, le département ou les communes ordonnent ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, le concessionnaire ne pourra s'opposer à ces travaux; mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucun frais pour le concessionnaire.

Concessions ultérieures de nouvelles lignes.

59. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part du concessionnaire.

Concessions de chemins de fer d'embranchement et de prolongement.

60. Le Gouvernement, le département et les communes auront le droit de concéder de nouveaux chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent cahier des charges, ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

Le concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, une indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation ni aucun frais particulier pour le concessionnaire.

Les concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation du paragraphe 1^{er} de l'article 31, ainsi que des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin objet de la

récente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

Dans ce cas, lesdits concessionnaires ne payeront le prix du péage que pour le nombre de kilomètres réellement parcourus, un kilomètre entamé étant d'ailleurs considéré comme parcouru.

Dans le cas où les divers concessionnaires ne pourraient s'entendre sur l'exercice de cette faculté, le ministre des travaux publics statuerait sur les difficultés qui s'élèveraient entre eux à cet égard.

Le concessionnaire ne pourra toutefois être tenu à admettre sur ses rails un matériel dont le poids serait hors de proportion avec les éléments constitutifs de ses voies.

Dans le cas où un concessionnaire d'embranchement ou de prolongement joignant à une ligne qui fait l'objet de la présente concession n'aurait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme aussi dans le cas où le concessionnaire de cette dernière ligne ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les concessionnaires seraient tenus de s'arranger entre eux de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celui des concessionnaires qui se servira d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payera une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les concessionnaires ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service sur toutes les lignes, l'administration y pourvoirait d'office et prescrirait toutes les mesures nécessaires.

Gares communes.

Le concessionnaire sera tenu, si l'autorité compétente le juge convenable, de partager l'usage des stations établies à l'origine des chemins de fer d'embranchement avec les compagnies qui deviendraient ultérieurement concessionnaires desdits chemins.

Il sera fait un partage équitable des frais communs résultant de l'usage desdites gares, et les redevances à payer par les compagnies nouvelles seront, en cas de dissentiment, réglées par voie d'arbitrage.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des gares, il sera statué, le concessionnaire entendu, savoir :

Par le préfet, si les deux chemins sont d'intérêt local et situés dans le même département;

Par le ministre, si les deux lignes ne sont pas situées dans le même département ou si l'un des deux chemins est d'intérêt général.

Embranchements industriels.

61. Le concessionnaire sera tenu de s'entendre avec tout propriétaire de mines ou d'usines qui, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderait un embranchement ; à défaut d'accord, le préfet statuera sur la demande, le concessionnaire entendu.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de mines et d'usines et de manière qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel, ni aucun frais particulier pour la compagnie.

Leur entretien devra être fait avec soin et aux frais de leurs propriétaires et sous le contrôle du préfet. Le concessionnaire aura le droit de faire surveiller par ses agents cet entretien, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

Le préfet pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

Le préfet pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'enlèvement temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

Le concessionnaire sera tenu d'envoyer ses wagons sur tous les embranchements autorisés destinés à faire communiquer des établissements de mines ou d'usines avec la ligne principale du chemin de fer.

Le concessionnaire amènera ses wagons à l'entrée des embranchements.

Les expéditeurs ou destinataires feront conduire les wagons dans leurs établissements pour les charger ou décharger, et les ramèneront au point de jonction avec la ligne principale, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront d'ailleurs être employés qu'au transport d'objets et marchandises destinés à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements particuliers ne pourra excéder six heures lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre. Ce temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre en sus du premier, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où ces limites de temps seraient dépassées, notwithstanding l'avertissement spécial donné par le concessionnaire, il pourra exiger une indemnité égale à la valeur du droit de loyer des wagons pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les traitements des gardiens d'aiguilles et de barrières des embranchements autorisés par le préfet seront à la charge des propriétaires des embranchements. Ces gardiens seront nommés et payés par le concessionnaire, et les frais qui en résulteront lui seront remboursés par lesdits propriétaires.

En cas de difficultés, il sera statué par l'administration, le concessionnaire entendu. Les propriétaires d'embranchements seront responsables des avaries que le matériel pourrait éprouver pendant son parcours ou son séjour sur ces lignes.

Dans le cas d'inexécution d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte du concessionnaire et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire supprimer la soudure, sauf recours à l'administration supérieure et sans préjudice de tous dommages-intérêts que le concessionnaire serait en droit de répéter pour la non-exécution de ces conditions.

Tarifs à percevoir pour le matériel prêté.

Pour indemniser le concessionnaire de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements, il est autorisé à percevoir un prix fixe de douze centimes (0^e 12) par tonne pour le premier kilomètre et, en outre, quatre centimes (0^e 04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^h).

Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le chargement et le déchargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que la compagnie du chemin de fer consente à les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Tout wagon envoyé par le concessionnaire sur un embranchement devra être payé comme wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids réel. Le concessionnaire sera en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le maximum de trois mille cinq cents kilogrammes (3,500^k) déterminé en raison des dimensions actuelles des wagons.

Le maximum sera révisé par le préfet, de manière à être toujours en rapport avec la capacité des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée par les soins et aux frais du concessionnaire.

Contribution foncière.

62. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge du concessionnaire.

Agents du concessionnaire.

63. Les agents et gardes que le concessionnaire établira soit pour la perception des

roits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

Inspecteurs spéciaux.

64. Il pourra être institué près du concessionnaire un ou plusieurs commissaires chargés d'exercer une surveillance spéciale sur tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des agents du contrôle.

Frais de contrôle.

65. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux et les frais de contrôle de l'exploitation seront supportés par le concessionnaire.

Afin de pourvoir à ces frais, le concessionnaire sera tenu de verser chaque année, la caisse centrale du trésorier-payeur général du département, une somme de quatre francs (4⁰) par chaque kilomètre de chemin de fer concédé.

Si le concessionnaire ne verse pas la somme ci-dessus réglée aux époques qui auront été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera recouvré comme en matière de contributions directes, au profit du département.

Cautionnement.

66. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de vingt-neuf mille francs (29.000^f) en numéraire ou en rentes sur l'État calculées conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du Trésor, ou en obligations des six grandes compagnies de chemins de fer français, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme forme le cautionnement de l'entreprise.

Les neuf dixièmes en seront rendus au concessionnaire par acomptes et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier dixième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

67. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Nantes.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétaire général de la préfecture de la Loire-inférieure.

Jugement des contestations.

68. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration, à sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Loire-inférieure, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

69. Les frais de timbre et d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Fait double à Nantes, le 27 juin 1893 pour la compagnie et le 30 juin 1893 pour le préfet de la Loire-inférieure.

Pour la compagnie concessionnaire :

Pour le préfet de la Loire-inférieure :

Le Président du Conseil d'administration,

Le Secrétaire général délégué,

Signé : Fautsch.

Signé : BONCOURT.

Enregistré à Nantes (1^{re} A.-G.), le 28 août 1894, folie 15, case 9. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Robert.

N° 28747. — *DÉCRET relatif à la Contribution spéciale à percevoir, en 1895, pour les Dépenses de diverses Chambres et Bourses de commerce.*

Du 8 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ;

Vu les articles 11 à 16 de la loi de finances du 23 juillet 1820, l'article 1 de la loi du 14 juillet 1838 et l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 :

Vu la loi du 21 juillet 1894, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de cent trois mille cent soixante-cinq francs (103,165^f), nécessaire au paiement des dépenses des chambres et des bourses de commerce mentionnées au tableau annexé au présent décret, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, plus cinq centimes (0^f 05) par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes (0^f 03) aussi par franc pour subvenir aux frais de perception, sera répartie en 1895, conformément audit tableau, sur les patentes désignées par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*
Signé : V. LOURTIÈS.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTÉS IMPOSABLES.
Arras.....	Pas-de-Calais.....	Chambre...	1,256 ^f	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
		Bourse.....	430	Patentés de la ville seule- ment.
Grenoble.....	Isère.....	Chambre...	4,300	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Laval.....	Mayenne.....	Idem.....	1,000	Patentés de tout le départe- ment.
Lille.....	Nord.....	Idem.....	15,400	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
		Bourse.....	2,400	Patentés de la ville seule- ment.
Mesamet.....	Tarn.....	Chambre...	2,000	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Narbonne.....	Aude.....	Idem.....	2,820	Idem.
Nîmes.....	Gard.....	Idem.....	3,100	Patentés de tout le départe- ment.
		Bourse.....	530	Patentés de la ville seule- ment.
Orléans.....	Loiret.....	Chambre...	4,800	Patentés de tout le départe- ment.
		Bourse.....	2,800	Patentés de la ville seule- ment.
Perpignan.....	Pyrénées - Orien- tales.....	Chambre...	3,065	Patentés de tout le départe- ment.
Quimper.....	Finistère.....	Idem.....	1,000	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Rochefort.....	Charente-Inférie. Idem.....	Idem.....	4,825 8,618	Idem. Idem.
La Rochelle.....		Bourse.....	560	Patentés de la ville seule- ment.
		Chambre...	5,600	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Roubaix.....	Nord.....	Bourse.....	4,251	Patentés de la ville seule- ment.
Saint-Brieuc.....	Côtes-du-Nord....	Chambre...	3,700	Patentés de tout le départe- ment.
Saint-Nazaire...	Loire-Inférieure..	Idem.....	1,500	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Sens.....	Yonne.....	Idem.....	800	Idem.
Toulou.....	Var.....	Idem.....	6,350	Patentés de tout le départe- ment.
		Idem.....	6,050	Patentés du département compris dans la circon- scription de la chambre.
Tourcoing.....	Nord.....	Bourse.....	870	Patentés de la ville seule- ment.
Troyes.....	Aube.....	Chambre...	10,700	Patentés de tout le départe- ment.
Valence.....	Drôme.....	Idem.....	4,440	Idem.
		TOTAL...	103,165	

N° 28748. — *DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes comprises dans le département du Calvados, à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.*

Du 4 Décembre 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 6 décembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur et des cultes;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30^e même mois;

Attendu le décès de M. Anne, sénateur du département du Calvados,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département du Calvados sont convoqués pour le dimanche 23 décembre 1894, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département du Calvados, se réunira au chef-lieu le dimanche 27 janvier 1895, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 4 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY,

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 290, n° 4942.

N° 28749. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

I. Est autorisée l'exécution :

1° De travaux de dragages dans le port de Pont-Audemer et dans le chenal de la Rille maritime (Eure);

2° De travaux de réfection de la digue nord de la Rille, en aval de la Roque,

Le tout conformément aux dispositions des projets en date des 18 décembre 1893-3 janvier 1894 et des 29 décembre 1893-12 janvier 1894.

II. Il est pris acte de l'engagement pris par *M. de la Hais-Jousselin* de contribuer, dans les conditions définies par sa lettre du 9 avril 1894, aux dépenses du projet de réfection de la digue nord, en aval de la Roque.

III. La dépense à la charge de l'État, évaluée à deux cent sept mille francs, savoir : cent trente-deux mille francs pour les travaux de dragages, soixante-quinze mille francs pour les travaux de réfection de digues, sera prélevée sur les ressources annuellement inscrites à la deuxième section du budget du ministère des travaux publics pour l'amélioration des ports maritimes, (*Paris, 25 Juillet 1894.*)

N° 28750. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) portant que la juridiction du commissaire de police de Beauvais (Oise), est étendue à la commune d'Allonne. (*Paris, 8 Novembre 1894.*)

N° 28751. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° *M. Isaac (Ferdinand)*, né le 3 octobre 1832, à Boulay (Moselle), demeurant à la Ferté-sous-Jouarre (Seine-et-Marne);

Et *M. Isuac (Bernard)*, né le 24 avril 1837, à Boulay (Moselle), demeurant à Paris,

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *Bénédic*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Isuac-Bénédic*;

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 24 Décembre 1894.*)

N° 28752. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant ce qui suit :

1° *M. Lopez (Charles-Louis)*, né le 6 septembre 1870, à Aïn-Temouchent (Oran), y demeurant, est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Dandoy*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Dandoy* au lieu de *Lopez*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an xi et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État (Paris, 24 Decembre 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 4^e Février 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. TRARIEUX.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1664.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28753. — *Loi qui autorise la ville d'Avignon (Vaucluse) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 5 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville d'Avignon (Vaucluse) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4¹ p. o/o), une somme d'un million six cent mille francs (1,600,000'), remboursable en trente ans et destinée à pourvoir à diverses dettes et dépenses communales énumérées dans une délibération municipale du 5 janvier 1894, et ayant pour objet notamment le paiement d'indemnités dues pour l'ouverture de la rue des Marchands et de la place Costebelle, le pavage de diverses voies publiques et la construction d'une maternité.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1895, seize centimes (0¹ 16) addition-

nels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire en totalité une somme de deux millions quatre-vingt-cinq mille francs (2,085,000') environ, pour rembourser l'emprunt en capital et intérêts, concurremment avec un prélèvement annuel sur les revenus ordinaires de la caisse municipale.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28754. — *Loi qui autorise la ville de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) à contracter un Emprunt.*

Du 30 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 5 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs dix centimes pour cent (4' 10 p. 0/0), une somme de quatre cent mille francs (400,000'), remboursable en vingt-huit ans sur ses revenus ordinaires et destinée à pourvoir à diverses dépenses énumérées dans une délibération municipale du 28 novembre 1893, notamment l'acquisition des terrains des anciennes fortifications et l'embellissement des abords du Casino.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

CH. DUPUY.

N° 28755. — *Loi qui établit d'office une Imposition extraordinaire sur la commune de Bué (Cher).*

Du 30 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 5 août 1894.).

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il sera établi d'office sur la commune de Bué (Cher), pendant trente ans à partir de 1895, une imposition extraordinaire de onze centimes dix-huit centièmes (11° 18) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, dont le produit, prévu en totalité pour la somme de onze mille sept cent quatre-vingt-dix francs (11,790^f) environ, servira, concurremment avec une subvention de l'État, à rembourser l'emprunt de vingt-sept mille huit cent vingt-six francs que ladite commune doit contracter en vertu d'un arrêté préfectoral du 27 août 1892 pour l'établissement d'une école de filles.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'Intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28756. — *Loi qui ouvre au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1894, un Crédit supplémentaire pour le Concours international de tir de Lyon.*

Du 30 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 9 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, en addition aux crédits ouverts pour l'exercice 1894 par la loi de finances du

26 juillet 1893, un crédit de quarante mille francs (40,000^f) sous la rubrique : *Subvention au concours international de tir de Lyon.*

Ce crédit sera inscrit à un chapitre nouveau portant le n° 79.

Il y sera pourvu au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes.*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28757. — *Loi qui ouvre au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1894, un Crédit supplémentaire pour le Concours international de gymnastique de Lyon.*

Du 30 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 9 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, en addition aux crédits ouverts pour l'exercice 1894 par la loi de finances du 26 juillet 1893, un crédit de dix mille francs (10,000^f), sous la rubrique : *Subvention au concours international de gymnastique de Lyon.*

Ce crédit sera inscrit à un chapitre nouveau portant le n° 80.

Il y sera pourvu au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes.*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28758. — *Loi relative à la création de Sociétés de Crédit agricole.*

Du 5 Novembre 1894.

(Promulguée au *Journal officiel* du 6 novembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Des sociétés de crédit agricole peuvent être constituées soit par la totalité des membres d'un ou de plusieurs syndicats professionnels agricoles, soit par une partie des membres de ces syndicats; elles ont exclusivement pour objet de faciliter et même de garantir les opérations concernant l'industrie agricole et effectuées par ces syndicats ou par des membres de ces syndicats.

Ces sociétés peuvent recevoir des dépôts de fonds en comptes courants avec ou sans intérêts, se charger, relativement aux opérations concernant l'industrie agricole, des recouvrements et des paiements à faire pour les syndicats ou pour les membres de ces syndicats. Elles peuvent, notamment, contracter les emprunts nécessaires pour constituer ou augmenter leur fonds de roulement.

Le capital social ne peut être formé par des souscriptions d'actions. Il pourra être constitué à l'aide de souscriptions des membres de la société. Ces souscriptions formeront des parts qui pourront être de valeur inégale; elles seront nominatives et ne seront transmissibles que par voie de cession aux membres des syndicats et avec l'agrément de la société.

La société ne pourra être constituée qu'après versement du quart du capital souscrit.

Dans le cas où la société serait constituée sous la forme de société à capital variable, le capital ne pourra être réduit par les reprises des apports des sociétaires sortants au-dessous du montant du capital de fondation.

2. Les statuts détermineront le siège et le mode d'administration de la société de crédit, les conditions nécessaires à la modification de ces statuts et à la dissolution de la société, la composition du capital et la proportion dans laquelle chacun de ses membres contribuera à sa constitution.

Ils détermineront le maximum des dépôts à recevoir en comptes courants.

Ils régleront l'étendue et les conditions de la responsabilité qui incombera à chacun des sociétaires dans les engagements pris par la société.

Les sociétaires ne pourront être libérés de leurs engagements qu'après la liquidation des opérations contractées par la société antérieurement à leur sortie.

3. Les statuts détermineront les prélèvements qui seront opérés au profit de la société sur les opérations faites par elle.

Les sommes résultant de ces prélèvements, après acquittement des frais généraux et paiement des intérêts des emprunts et du capital social, seront d'abord affectées, jusqu'à concurrence des trois quarts au moins, à la constitution d'un fonds de réserve, jusqu'à ce qu'il ait atteint au moins la moitié de ce capital.

Le surplus pourra être réparti, à la fin de chaque exercice, entre les syndicats et entre les membres des syndicats au prorata des prélèvements faits sur leurs opérations. Il ne pourra, en aucun cas, être partagé sous forme de dividende entre les membres de la société.

A la dissolution de la société, ce fonds de réserve et le reste de l'actif seront partagés entre les sociétaires proportionnellement à leur souscription, à moins que les statuts n'en aient affecté l'emploi à une œuvre d'intérêt agricole.

4. Les sociétés de crédits autorisées par la présente loi sont des sociétés commerciales, dont les livres doivent être tenus conformément aux prescriptions du Code de commerce.

Elles sont exemptes du droit de patente ainsi que de l'impôt sur les valeurs mobilières.

5. Les conditions de publicité prescrites pour les sociétés commerciales ordinaires sont remplacées par les dispositions suivantes :

Avant toute opération, les statuts, avec la liste complète des administrateurs ou directeurs et des sociétaires, indiquant les noms, profession, domicile et le montant de chaque souscription, seront déposés, en double exemplaire, au greffe de la justice de paix du canton où la société a son siège principal. Il en sera donné récépissé.

Un des exemplaires des statuts et de la liste des membres de la société sera, par les soins du juge de paix, déposé au greffe du tribunal de commerce de l'arrondissement.

Chaque année, dans la première quinzaine de février, le directeur ou un administrateur de la société déposera, en double exemplaire, au greffe de la justice de paix du canton, avec la liste des membres faisant partie de la société à cette date, le tableau sommaire des recettes et des dépenses, ainsi que des opérations effectuées dans l'année précédente. Un des exemplaires sera déposé par les soins du juge de paix au greffe du tribunal de commerce.

Les documents déposés au greffe de la justice de paix et du tribunal de commerce seront communiqués à tout requérant.

6. Les membres chargés de l'administration de la société seront personnellement responsables, en cas de violation des statuts ou des dispositions de la présente loi, du préjudice résultant de cette violation.

Ils pourront être poursuivis et punis d'une amende de seize à deux cents francs (16 à 200').

Le tribunal pourra en outre, à la diligence du procureur de la République, prononcer la dissolution de la société.

Au cas de fausse déclaration relative aux statuts ou aux noms et qualités des administrateurs, des directeurs ou des sociétaires, l'amende pourra être portée à cinq cents francs (500').

7. La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 5 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGER.

N° 28759. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Bapaume (Pas-de-Calais).*

Du 6 Novembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 7 novembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1897 inclusivement, la prorogation de la surtaxe de cinq francs (5') par hectolitre de vin en cercles et en bouteilles actuellement perçue à l'octroi de Bapaume (Pas-de-Calais).

Cette surtaxe est indépendante du droit d'un franc vingt centimes perçu, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe autorisée par l'article précédent sera spécialement affecté au paiement des travaux indiqués dans la délibération du conseil municipal en date du 1^{er} décembre 1893.

L'administration locale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 6 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28760. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Bohain (Aisne).*

Du 6 Novembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 7 novembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1897 inclusivement, la prorogation de la surtaxe d'un franc soixante-quatre centimes (1^{fr} 64) par hectolitre de vin en cercles ou en bouteilles actuellement perçue à l'octroi de Bohain (Aisne).

Cette surtaxe est indépendante du droit d'un franc trente-six centimes établi, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe autorisée par l'article qui précède sera spécialement affecté au remboursement de l'emprunt de soixante-huit mille cinq cents francs contracté pour la construction d'une école primaire supérieure.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 6 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28761. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Saint-Junien (Haute-Vienne).*

Du 6 Novembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 7 novembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1897 inclusivement, la prorogation de la surtaxe d'un franc douze centimes (1^{fr} 12) par hectolitre de vin actuellement perçue à l'octroi de Saint-Junien (Haute-Vienne).

Cette surtaxe est indépendante du droit de quatre-vingt-huit centimes par hectolitre de vin perçu à titre de taxe principale.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée à l'article précédent est exclusivement affecté au remboursement des emprunts communaux.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 6 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28762. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Vire (Calvados).*

Du 6 Novembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 7 novembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1899 inclusivement, la prorogation de la surtaxe de neuf francs (9') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Vire (Calvados).

Cette surtaxe est indépendante du droit de neuf francs établi, à titre de taxe principale, sur les mêmes boissons.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent sera exclusivement affecté à l'amortissement de l'emprunt de trois cent quatre-vingt-huit mille francs contracté par la commune en 1886.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 6 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28763. — Loi portant modification du Tarif général des douanes concernant les Fruits secs, etc.

Du 14 Novembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 15 novembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le tableau A du tarif général des douanes est modifié de la manière suivante :

Mettre après le n° 87 un n° 87 bis ainsi conçu :

	TARIF	
	général.	minimum.
	francs.	francs.
N° 87 bis. — Raisins secs, figues et dattes destinés exclusivement à la distillerie ou à la fabrication du vin..	40	25

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 14 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes.

Signé : V. LOUBET.

N° 28764. — Loi qui modifie le paragraphe 1^{er} du n° 92 du tableau A du Tarif général des douanes (Mélanges étrangers).

Du 17 Novembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 18 novembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le premier paragraphe du n° 92 du tableau A du Tarif général des douanes est modifié ainsi qu'il suit :

MATIÈRES.	TARIF.	
	général.	minimum.
	fr. c.	fr. c.
Mélasses pour la distillation, y compris les eaux d'exomose :	100 kilogr.	
Des colonies et possessions françaises.....	Exemples.	Exemples.
	0 15	0 10
Des pays étrangers.....	par degré de richesse saccharine absolue.	

2. Les mélasses étrangères jouiront de l'admission temporaire dans les conditions prévues par l'article 13 de la loi du 11 janvier 1892.

3. Seront admises au droit de 5 centimes par degré de richesse saccharimétrique les mélasses étrangères en cours de route avant le 20 octobre 1894, toutes justifications à cet égard devant être fournies à l'Administration des douanes.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 17 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : V. LOUATIER.

N° 28765. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Bayeux (Calvados).*

Du 21 Novembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 23 novembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1899 inclusivement, la prorogation de la surtaxe de sept francs (7^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Bayeux (Calvados).

Cette surtaxe est indépendante du droit de neuf francs établi, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent sera exclusivement affecté au remboursement des emprunts communaux.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28766. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi d'Ouessant (Finistère).*

Du 21 Novembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 23 novembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1899 inclusivement, la prorogation de la surtaxe de dix-huit francs (18^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi d'Ouessant (Finistère).

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée à l'article précédent sera affecté au paiement des dépenses indiquées dans la délibération du 11 février 1894.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28767. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Saint-Marc (Finistère).*

Du 21 Novembre 1894.

(Promulguée au *Journal officiel* du 23 novembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1899 inclusivement, la prorogation de la surtaxe de dix-huit francs (18^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Saint-Marc (Finistère).

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent sera affecté au paiement des dépenses indiquées dans la délibération du 31 mars 1894.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28768. — *DÉCRET déclarant d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Marne, d'une Ligne de Tramway entre Épernay et Marcuil-sur-Aÿ.*

Du 9 Août 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 19 août 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans le département de la Marne, d'une ligne de tramway à voie d'un mètre de largeur entre les bords intérieurs des rails, destinée au transport des voyageurs et des messageries, entre Épernay et Marcuil-sur-Aÿ;

Vu, notamment, le plan d'ensemble de ladite ligne, en date du 10 novembre 1892;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881⁽¹⁾, et, notamment, le procès-verbal des opérations de la commission d'enquête, en date du 6 avril 1893;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Reims, en date du 20 mars 1893;

Vu les délibérations des conseils municipaux d'Épernay, d'Aÿ et de Mareuil-sur-Aÿ, en date des 28 et 31 mars 1893;

Vu les délibérations du conseil général de la Marne, en date des 27 avril 1892, 11 avril et 8 juillet 1893, et de la commission départementale, en date du 18 octobre 1893;

Vu l'adhésion directe donnée, le 16 septembre 1893, à l'exécution immédiate des travaux, par le directeur du génie à Reims, en vertu de l'article 18 du décret du 16 août 1853⁽²⁾;

Vu la convention passée, le 18 octobre 1894, entre le préfet de la Marne, agissant au nom du département, et MM. *Oudin* et *Pierre*, pour la rétrocession de l'entreprise, ainsi que le cahier des charges y annexé;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 9 janvier 1893 et 15 février 1894;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 29 mars 1894;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration d'utilité publique, en date de 18 mai⁽¹⁾ et 6 août 1881⁽²⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Marne, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, d'une ligne de tramway à voie d'un mètre (1^{er}) de largeur entre les bords intérieurs des rails, destinée au transport des voyageurs et des messageries entre Épernay et Aÿ et entre Aÿ et Mareuil-sur-Aÿ.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai d'un an à partir de la date du présent décret.

2. Le département de la Marne est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne de tramway dont il s'agit, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé.

3. Est approuvée la convention passée, le 18 octobre 1893, entre le préfet de la Marne, agissant au nom du département, et MM. *Oudin* et *Pierre*, pour la rétrocession du tramway susmentionné, confor-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 97, n° 816.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 664, n° 11222.

mément aux conditions du cahier des charges annexé à cette convention.

Ladite convention, ainsi que le cahier des charges et le plan d'en semble ci-dessus visés resteront annexés au présent décret.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 9 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

CONVENTION.

Entre le préfet du département de la Marne, chevalier de la Légion d'honneur, agissant au nom du département en vertu des délibérations du conseil général des 27 avril 1892, 11 avril et 8 juillet 1893, et de la délibération de la commission départementale du 18 octobre 1893,

D'une part;

Et MM. *Oudin (Isidore-Delphis) et Pierre (Jules-Auguste)*, entrepreneurs de transports à Magenta-Dizy, arrondissement de Reims (Marne),

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Marne rétrocède à MM. *Oudin et Pierre*, qui acceptent, pour une durée égale à celle de la concession qui sera accordée au département par l'État, la construction et l'exploitation d'une ligne de tramway, à voie d'un mètre (1^{er}), d'Épernay à Mareuil-sur-Aÿ, par Aÿ, telle qu'elle est définie par l'article 2 du cahier des charges annexé à la présente convention.

2. Les rétrocessionnaires seront subrogés au département pour toutes les obligations et tous les avantages pouvant résulter de l'application dudit cahier des charges.

Ils seront, en outre, assujettis envers le département aux conditions stipulées ci-après.

3. Si les rétrocessionnaires ne remplissent pas leurs obligations dans le délai fixé par l'article 3 du cahier des charges, ils devront verser dans la caisse départementale une amende de vingt francs (20^f) par jour de retard.

Le montant des amendes sera fixé par le préfet, sauf recours au conseil de préfecture et au Conseil d'État.

L'application de cette pénalité n'empêchera pas que la déchéance puisse être prononcée, le cas échéant, conformément à l'article 20 du cahier des charges.

4. Indépendamment du cautionnement exigé par l'article 38 du cahier des charges, les rétrocessionnaires devront déposer dans la caisse départementale, immédiatement après la concession, une provision de deux mille francs (2,000^f) sur laquelle seront prélevés le paiement des travaux faits d'office, à leurs frais, par application des articles 19 et 24 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, ou de toute autre disposition réglementaire, ainsi que le montant des amendes prévues par l'article 3 ci-dessus.

Si la provision est entamée, elle sera immédiatement reconstituée à l'aide des premières recettes, que le département aura le droit de saisir à cet effet.

5. Les rétrocessionnaires seront tenus de verser en outre, chaque année, à la caisse des dépôts et consignations, ou à toute autre caisse agréée par le conseil général, une somme de mille cinq cent francs (1,500^f) destinée à former un fonds de réserve qui garantisse le renouvellement, en temps utile, de la voie et du matériel roulant pendant la durée de la concession.

Le premier versement aura lieu en 1898.

Ce fonds de réserve cessera de s'accroître quand il atteindra trente mille francs (30,000^f).

Les versements annuels de mille cinq cent francs (1,500^f) seront effectués de nouveau dans la mesure nécessaire pour ramener le fonds de réserve à trente mille francs (30,000^f), lorsqu'après avoir atteint ce chiffre, il aura été absorbé ou entamé par les dépenses auxquelles il doit subvenir.

Les prélèvements sur le fonds de réserve ne pourront être autorisés que par la commission départementale, sur la proposition du préfet, les rétrocessionnaires entendus.

A l'expiration de la concession, la partie du fonds de réserve restée disponible sera remise aux rétrocessionnaires.

6. Les rétrocessionnaires s'engagent à n'employer pour la construction, l'exploitation et l'entretien des lignes concédées que du matériel fabriqué en France et des agents de nationalité française, sous réserve des autorisations particulières qui pourraient leur être accordées.

7. Les rétrocessionnaires seront tenus d'admettre gratuitement dans les voitures les voyageurs les agents de tous grades appartenant à l'administration des ponts et chaussées et du service vicinal, qui seront chargés de l'entretien des voies publiques occupées par le tramway et qui voyageront pour les besoins de leur service.

8. Le cahier des charges de la concession est conforme au type annexé au décret du 6 août 1881, sauf en ce qui concerne les articles 3, 4, 6, 8, 11, 23, 24, 26, 27, 29, 30, 31, 32 et 38, complétés ou modifiés, et les articles 7, 25 et 34 supprimés.

9. Les rétrocessionnaires s'engagent à maintenir le service d'omnibus d'Aÿ à Marais dans les conditions où il fonctionne actuellement, jusqu'au moment où la seconde section du tramway sera livrée à l'exploitation.

10. Dans un délai de six mois à partir du décret de concession, les rétrocessionnaires devront constituer une société anonyme.

La société qui sera ainsi formée se substituera aux rétrocessionnaires et deviendra solidairement responsable avec eux, envers le département, de tous les engagements qu'ils auraient contractés par la présente convention.

Cette substitution devra être approuvée par décret délibéré en conseil d'État, suivant les dispositions de l'article 10 de la loi du 11 juin 1880.

Fait à Châlons, le 18 octobre 1893.

Le préfet de la Marne,

Signé : VIGORÉ.

Accepté par les rétrocessionnaires soussignés :

Signé : OUDIN.

Signé : PISANI.

Enregistré à Châlons, le 11 septembre 1894, folio 70, case 10. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Daznoy.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramway qui fait l'objet du présent cahier des charges est destinée au transport des voyageurs et des messageries.

La traction aura lieu par chevaux. Toutefois le concessionnaire pourra obtenir

l'autorisation d'employer la traction mécanique après enquête, en remplissant les conditions fixées par les règlements.

Tracé.

2. La ligne ira d'Épernay à Mareuil-sur-Aÿ par Aÿ, et empruntera les voies publiques ci-après désignées :

1° Route nationale n° 51, entre la place de la République, à Épernay, et l'embranchement du chemin de grande communication n° 1 à la ville d'Aÿ;

2° Chemin de grande communication n° 1, embranchement et ligne principale depuis la ville d'Aÿ jusqu'à la place du Jard, à Mareuil-sur-Aÿ.

Elle formera deux sections, séparées par l'axe de l'hôtel de ville d'Aÿ.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de deux mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de deux mois à partir de la date d'approbation. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que la première section Épernay-Aÿ soit livrée à l'exploitation dans l'année qui suivra ledit décret. La deuxième section Aÿ-Mareuil devra être ouverte à l'exploitation six mois au plus tard après que les recettes brutes effectuées sur la première section pendant douze mois consécutifs auront atteint quarante mille francs (40,000^f).

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des locomotives et du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celles des marchepieds latéraux, restera inférieure à un mètre quatre-vingts centimètres (1^m 80); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètres cinquante centimètres (3^m 50).

Le poids des véhicules circulant dans la première section, ainsi que la charge par essieu, ne dépasseront pas les limites qui seront fixées par le préfet eu égard à la résistance des ouvrages existant sur le tracé.

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre cinquante centimètres (1^m 50).

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à vingt mètres (20^m).

Le maximum des déclivités est fixé à cinquante-cinq millimètres (0^m 055). Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Sur toute sa longueur, le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés; les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique, et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet.

Dans la première section et dans les traverses d'Aÿ et de Mareuil-sur-Aÿ appartenant à la seconde section, les rails seront compris dans un pavage en granit des Vosges ou en matériaux de qualité équivalente qui régnera entre-rails et à vingt centimètres (0^m 20) au moins de chaque côté.

Le concessionnaire pavera également à ses frais toutes les surfaces de chaussées venues trop étroites pour être facilement entretenues en empierrement. Ces surfaces lui seront désignées par le préfet.

Dans la seconde section, en rase campagne, le pavage pourra être remplacé par un empierrement en quartzites de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté des rails et qui se raccordera avec l'empierrement de la voie publique.

Un empierrement en gravier sera admis pour les gares d'évitement placées en dehors des limites actuelles de la voie publique.

La chaussée pavée ou empierrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

7. (Supprimé.)

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10) ;

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60) ;

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Toutefois, par dérogations aux conditions du présent article, les intervalles à réserver pour les trottoirs dans la traverse d'Aÿ pourront avoir les largeurs réduites inférieures à un mètre dix centimètres (1^m 10), qui sont cotées sur le plan soumis à l'enquête.

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs, de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées romaniées ou refaites à neuf, qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection, seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de trente-cinq kilogrammes (35^k) au moins par mètre courant; ils seront à gorge et à patin, leur hauteur totale sera de seize centimètres (0^m 16).

Ils seront fortement éclissés et l'écartement de la voie sera maintenu par des tirants placés tous les trois mètres (3^m). Le patin aura cent vingt-six millimètres (0^m 126) de largeur et reposera directement sur une couche de sable de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur.

Gares et stations.

11. Les voitures devront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser des voya-

geurs sur tous les points du parcours, sauf dans les courbes et les rampes qui seront désignées par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Des bureaux d'attente seront établis à proximité des terminus d'Épernay et de Mareuil-sur-Aÿ, ainsi que sur la place de l'Hôtel-de-Ville d'Aÿ.

A moins d'entente avec les municipalités, ces bureaux seront placés en dehors des voies publiques.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessibles aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend le pavage des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens, est fixé à trente pour la première section et à huit pour la seconde.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de trois voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas vingt-cinq mètres (25^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure. Elle sera réduite à dix kilomètres (10^k) à l'heure dans les traverses des lieux habités.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCÈSANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession de la ligne mentionnée à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin le 31 décembre 1943.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession et par le seul fait de cette expiration, l'État sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, l'État aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, l'État se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel à l'État.

L'État sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si l'État le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois l'État ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où l'État déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. L'État aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des dix premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de dix ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par l'État après l'expiration des dix premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui seront précédées celle où le rachat sera effectué et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour l'État.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38 à titre de cautionnement, deviendra la propriété de l'État et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

PRIX.			
	1 ^{re} section.	2 ^e section.	Ligne entière.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Voyageurs..... { 1 ^{re} classe.....	0 30	0 20	0 50
2 ^e classe.....	0 20	0 15	0 35
Messageries : par colis pesant au plus 15 kilogrammes.	0 25	0 25	0 35

Par exception, les voyageurs à destination d'Aÿ pourront dépasser la place de l'Hôtel-de-Ville moyennant une surtaxe de cinq centimes (0^e 05), pourvu qu'ils descendent dans l'intérieur de l'agglomération limitée par le point de bifurcation du chemin de grande communication n° 1, d'une part, et par le pont du chemin de fer, d'autre part; inversement, les voyageurs partant d'Aÿ pourront monter en voiture sur un point quelconque de l'agglomération en payant, s'il y a lieu, la même surtaxe.

Le concessionnaire pourra délivrer des cartes d'abonnement valables tous les jours, sauf les dimanches et jours de fêtes légales, en toutes classes, au prix de dix francs (10^e) par mois pour la première section et au prix de cinq francs (5^e) pour la seconde section, étant entendu que les abonnés n'auront le droit d'exiger leur transport que s'ils trouvent des places disponibles dans les voitures en service.

Au-dessous de six ans, les enfants ne payeront rien, à condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent. Au-dessus de six ans, ils payeront place entière.

Si le concessionnaire demande ultérieurement à étendre son service aux colis pesant plus de quinze kilogrammes (15^k), les tarifs seront établis, pour la fraction du poids dépassant quinze kilogrammes (15^k), sur la base de trois francs (3^f) par tonne et par kilomètre.

Le droit de péage forme le tiers et le prix de transport les deux tiers des prix dessus fixés.

Ces prix comprennent l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à trois kilomètres (3^k), elle sera comptée pour trois kilomètres (3^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après le procès-verbal de chainage dressé contradictoirement par le concessionnaire et le service du contrôle. Ce chainage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en des bâtiments des voyageurs extrêmes. Les tarifs proposés d'après ces bases seront soumis à l'homologation du ministre des travaux publics.

Dans aucun cas il ne pourra être perçu pour un voyageur pris ou laissé en route un prix supérieur à celui qui a été prévu pour la distance complète qui sépare deux stations entre lesquelles le parcours a été effectué.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes ($1,000^k$).

Les fractions de poids seront comptées, au-dessus de trente kilogrammes (30^k), par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi, tout poids compris entre trente et quarante kilogrammes (30^k et 40^k) sera compté comme quarante kilogrammes (40^k); entre quarante et cinquante kilogrammes (40^k et 50^k), comme cinquante kilogrammes (50^k), etc.

Jusqu'à trente kilogrammes (30^k), deux coupures seront établies : 1° de zéro à quinze kilogrammes (0 à 15^k); 2° au-dessus de quinze kilogrammes (15^k) jusqu'à trente kilogrammes (30^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque ne pourra être inférieur à vingt-cinq centimes ($0^f 25$).

Bagages.

24. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de quinze kilogrammes (15^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place. Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement.

Les excédents de bagages seront taxés au tarif des messageries.

25. (Supprimé.)

Transport de masses indivisibles.

26. Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de quinze kilogrammes (15^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de quinze kilogrammes (15^k), il devra, pendant trois ans au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire, d'après les bases indiquées à l'article 23.

Ces prix comprennent les frais de chargement et de déchargement des colis.

Exceptions. — Envois par groupes.

27. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux objets ayant plus de deux mètres (2^m) de longueur;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs.

Dans les quatre cas ci-dessus spécifiés, le concessionnaire ne sera pas tenu d'effectuer les transports.

Les expéditeurs pourront grouper les différents colis envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages. Dans ce cas, les prix déterminés au tarif seront applicables au groupe des colis et non pas à chacun d'eux pris séparément.

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent ne pourra pas être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport.

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis seront inscrits, au bureau d'où ils partent et au bureau où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre du bureau de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les messageries ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de messageries sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

30. Les colis seront expédiés par la première voiture correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement une heure avant le départ de cette voiture.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, au bureau d'arrivée, immédiatement après leur débarquement.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des bureaux, tant en hiver qu'en été.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement et de magasinage dans les gares et magasins du tramway, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

32. Le concessionnaire aura la faculté de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui seront confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires, mais, le cas échéant, les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront appliqués à tout le monde sans distinction.

Toutefois, les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

Traité particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transports de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 40 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transports dans leurs rapports avec le tramway.

34. (Supprimé.)

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en reti-

rer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entrepreneur soit subventionné ou non par le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année, à la date du 1^{er} juillet, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de cinquante francs (50^f) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu le 31 décembre qui suivra la concession, à la caisse du trésorier-payeur général du département.

Cautionnement.

38. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de vingt mille francs (20,000^f) en numéraire ou en rente sur l'État, calculée conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Dix mille francs (10,000^f) seront rendus après l'achèvement de la section Épernay-Aÿ et six mille francs (6,000^f) après l'achèvement de la section Aÿ-Mareuil. Le surplus ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Aÿ.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite à la mairie d'Aÿ.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Marne, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Fait à Châlons, le 18 octobre 1893.

Le Préfet de la Marne,

Signé : VIGUÉ.

Accepté par les rétrocessionnaires soussignés :

Signé : OUDIN.

Signé : PIERRE.

Enregistré à Châlons, le 11 septembre 1894, folio 70, case 11. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Daunoy.

DÉPARTE- MENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récé- pissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Meuse...	Les hospices de Ver- dun.	Verdun.....	1251	19 mars 1894.	20 ⁰⁰
	M. Douy.....	Idem.....	1305	21 mars 1894.	3 00
	M. Sommelier.....	Idem.....	1455	30 mars 1894.	12 00
	La fabrique de l'é- glise de Commer- cy.	Commercy....	1135	19 mars 1894.	16 00
Morbihan..	Divers.....	Pontivy.....	149	15 janv. 1894.	240 00
	M. Gagedois.....	Lille.....	1039	29 janv. 1894.	3,000 00
	Le département....	Idem.....	1251	1 ^{er} fév. 1894.	250 00
	Idem.....	Idem.....	3298	21 mars 1894.	48 21
	Idem.....	Idem.....	3299	Idem.	120 81
	Idem.....	Idem.....	3300	Idem.	3 31
	Idem.....	Idem.....	3301	Idem.	185 21
	Idem.....	Idem.....	3302	Idem.	14 96
	Idem.....	Idem.....	3303	Idem.	1 61
	La ville de Lille....	Idem.....	4113	10 avril 1894.	12,500 00
	Le département....	Idem.....	4195	11 avril 1894.	119 33
	La deuxième section de Waeteringues.	Dunkerque. .	1015	22 fév. 1894.	220 17
	La commune de Brouckerque.	Idem.....	1019	Idem.	4 84
	La commune de Bourbourg-Cam- pagne.	Idem.....	1019	Idem.	4 84
	La commune de Bourbourg-Ville.	Idem.....	1019	Idem.	3 33
Nord.....	La ville de Spycker.	Idem.....	1019	Idem.	15 91
	La ville de Bour- bourg.	Idem.....	1019	Idem.	82 50
	La ville de Hoyville.	Idem.....	1039	23 fév. 1894.	3 30
	La commune de Warhem.	Idem.....	1042	Idem.	13 49
	La commune de Craywick.	Idem.....	1070	24 fév. 1894.	6 45
	La commune de Loon.	Idem.....	1071	Idem.	4 81
	Diverses communes.	Idem.....	1073	Idem.	231 30
	Idem.....	Idem.....	1074	Idem.	147 50
	La commune de Bergues.	Idem.....	1118	26 avril 1894.	20 00
	Diverses communes.	Idem.....	1119	Idem.	72 58
	La commune de Locquignol.	Avesnes.....	2508	25 avril 1894.	191 99
	La commune de Marolles.	Idem.....	3349	4 juin 1894.	191 99
Somme...	La compagnie des chemins de fer du Nord.	Abbeville.....	3135	19 mai 1894.	205 35
				TOTAL....	36,731 51

ÉTAT B.

Répartition, par chapitre et par entreprise, d'un crédit additionnel de 36,741 fr. 51 ouvert au ministre des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, 1^{re} section, chapitre XXX : Navigation intérieure. — Canaux. — Travaux ordinaires.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Aisne.....	Agrandissement du port de Guignicourt sur le canal latéral de l'Aisne (4,000 ^f + 4,000 ^f).....	8,000 ^f 00 ^e
Ardennes....	Entretien du canal de l'Est, branche nord (500 ^f + 25 ^f).....	525 00
Calvados.....	Reconstruction du pont tournant de Bénouville (canal de Caen à la mer).....	1,762 90
Cher.....	Entretien de la chaussée du pont sur lequel le chemin d'intérêt commun n° 19 franchit le canal de la Sauldre (2 ^f 50 + 2 ^f 50).....	5 ^f 00 ^e
	Établissement d'un garde-corps sur le terre-plein de l'écluse de Grossoux (canal du Berry).....	315 50
Meurthe-et-Moselle.	Entretien de l'usine de Melissen sur le canal de l'Est (1,859 ^f 67 + 1,538 ^f 53 + 2,435 ^f 42).....	5,833 ^f 62 ^e
	Entretien d'ouvrages régulateurs du canal de l'Est.....	6,303 62
Meuse.....	Entretien du canal de l'Est, branche nord (16 ^f + 3 ^f + 20 ^f + 12 ^f).....	470 00
	Entretien du canal de Nantes à Brest (225 ^f + 290 ^f + 240 ^f + 6 ^f 97 + 4 ^f 52 + 11 ^f 70 + 9 ^f 04 + 24 ^f 81 + 5 ^f 82 + 255 ^f + 5 ^f 12).....	51 00
Morbihan....	Entretien du canal du Blavet (64 ^f 20 + 36 ^f 48 + 67 ^f 94 + 803 ^f).....	1,077 ^f 98 ^e
	Établissement d'un garde-corps le long du canal de la Deule (12,500 ^f + 3,000 ^f).....	971 62
	Frais de manœuvre du pont de Spycker (250 ^f + 82 ^f 50 + 147 ^f 50 + 20 ^f).....	15,500 ^f 00 ^e
	Entretien des ponts de la Sambre (119 ^f 33 + 191 ^f 99 + 191 ^f 99).....	500 00
Nord.....	Entretien de divers ponts sur les canaux de la Colme et de Hourbourg (48 ^f 21 + 180 ^f 84 + 3 ^f 31 + 185 ^f 22 + 14 ^f 96 + 6 ^f 61 + 220 ^f 47 + 72 ^f 58 + 3 ^f 30 + 13 ^f 42 + 3 ^f 23 + 4 ^f 84 + 4 ^f 84 + 6 ^f 45 + 231 ^f 20 + 15 ^f 91 + 4 ^f 84).....	503 31
	Entretien d'ouvrages dépendant du canal de la Somme à Saint-Valéry.....	17,523 54
Somme.....	Entretien d'ouvrages dépendant du canal de la Somme à Saint-Valéry.....	1,020 23
	TOTAL.....	205 35
		36,741 51

N° 28770. — DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la deuxième circonscription de Beaune (Côte-d'Or) à l'effet d'élire un Député.

Du 12 Décembre 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 13 décembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur et des cultes;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;
Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;
Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;
Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;
Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;
Attendu le décès de M. Guéneau, député de la deuxième circonscription de Beaune (Côte-d'Or),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la deuxième circonscription de Beaune (Côte-d'Or) est convoqué pour le dimanche 6 janvier prochain, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 11 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28771. — *DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes comprises dans le département de l'Eure à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.*

Du 17 Décembre 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 19 décembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur et des cultes;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1566, n° 28771.

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du même mois;

Attendu le décès de M. le comte d'Ornøy, sénateur du département de l'Eure,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département de l'Eure sont convoqués pour le dimanche 6 janvier 1895, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département de l'Eure, se réunira au chef-lieu le dimanche 10 février 1895, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28772. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 16 juillet 1894, par laquelle le conseil d'arrondissement de Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées) a émis le vœu de voir repousser le projet de loi contre les menées anarchistes soumis au Parlement. (*Paris, 23 Novembre 1894.*)

N° 28773. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 20 août 1894, par laquelle le conseil général des Bouches-du-Rhône a, sous forme de vœu, demandé que la loi du 28 juillet 1894, ayant pour objet de réprimer les menées anarchistes soit rapportée, en protestant contre la présentation de cette loi par le Gouvernement et contre le vote de cette mesure législative par le Parlement. (*Paris, 26 Novembre 1894.*)

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 290, n° 4942.

N° 28774. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes
qui déclare nulle et de nul effet la délibération du 20 août 1894, par
laquelle le conseil général du Var a protesté contre le vote de la loi du
28 juillet 1894 ayant pour objet de réprimer les menées anarchistes
(Paris, 26 Novembre 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 4^e Février 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

L. TRARIEUX.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin*
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1665.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28775. — *Loi qui autorise le Président de la République à ratifier la Convention conclue, le 15 septembre 1892, entre la France et la Bolivie, et le Protocole interprétatif signé le 28 octobre 1893.*

Du 16 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 18 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le Président de la République est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter la Convention de commerce signée, le 15 septembre 1892, entre la France et la Bolivie, et le Protocole interprétatif signé le 28 octobre 1893.

Des copies authentiques de ces actes demeureront annexées à la présente loi ⁽¹⁾.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 16 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : G. HANOTAUX.

⁽¹⁾ Le texte de la Convention sera publié, après l'échange des ratifications, à la suite du décret de promulgation.

N° 28776. — *DÉCRET qui prescrit la promulgation de la Convention de commerce signée, le 15 septembre 1892, entre la France et la Bolivie, et du Protocole interprétatif conclu le 28 octobre 1893.*

Du 3 Décembre 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 5 décembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}.

Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé la Convention de commerce signée, le 15 septembre 1892, entre la France et la Bolivie et le Protocole interprétatif conclu le 28 octobre 1893, et les ratifications de ces actes ayant été échangées à Paris, le 30 novembre 1894, ladite Convention et ledit Protocole, dont la teneur suit, recevront leur pleine et entière exécution.

CONVENTION COMMERCIALE FRANCO-BOLIVIENNE

signée à Oruro, le 15 septembre 1892.

Le Président de la République française et S. Exc. le Président de la République de Bolivie, reconnaissant l'utilité de déterminer avec le plus de précision possible les rapports de commerce entre les États respectifs, ont résolu de conclure à cet effet une Convention spéciale et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, M. Charles Wiener, chevalier de la Légion d'honneur, chargé d'affaires de la République française près le Gouvernement bolivien ;

S. Exc. le Président de la République de Bolivie, S. Exc. M. Severo Fernandez Alonso, premier Vice-Président de la République, ministre de la guerre, chargé *ad interim* du ministère des relations extérieures ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. — § 1^{er}. Les Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement, sous la seule réserve spécifiée dans le paragraphe 1 du présent article, le traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui touche l'établissement de leurs nationaux respectifs, ainsi qu'en matière de commerce et de navigation, tant pour l'importation, l'exportation et le transit des marchandises, et en général tout ce qui

concerne les droits de douane et les opérations commerciales, que pour l'exercice du commerce et des industries et pour le payement des taxes qui s'y rapportent.

§ 2. Il est fait réserve, au profit de la Bolivie, de la faculté de maintenir ou de concéder des avantages particuliers à un ou plusieurs des États limitrophes de la Bolivie, en ce qui concerne les ressortissants ou les produits de ces États.

Lesdits avantages ne pourront pas être réclamés par la France comme conséquence de son droit au traitement de la nation la plus favorisée, à moins qu'ils ne viennent à être étendus à un État non limitrophe. Dans ce dernier cas, le bénéfice en serait immédiatement acquis aux ressortissants français.

Art. 2. — § 1. L'étain et le cuivre produits en Bolivie (minerais, masses brutes, saumons, barres ou plaques) seront soumis, à leur importation en France, au tarif minimum.

Quant à l'argent de même provenance, les minerais seront exempts de droits. L'argent brut en masses, pâtes, lingots, barres, poudres, objets détruits, payera, conformément au même tarif minimum, un franc (1^r) par cent kilogrammes (100^k), poids net.

Le caoutchouc et la gutta-percha de Bolivie, bruts ou refondus en masse, seront soumis, à leur importation en France, au tarif minimum (exempts de droit).

§ 2. Pendant la durée du présent traité, les vins français ne pourront être grevés, lorsqu'on les importera en Bolivie, de droits supérieurs à ceux spécifiés ci-après :

Un et demi pour cent *ad valorem*. pour des vins coûtant, selon facture, plus de six francs (6^f) par bouteille; un demi pour cent pour des vins *ad valorem* de un à six francs (1 à 6^f), et un quart pour cent pour des vins valant moins d'un franc (1^r) par bouteille, expédiés soit en bouteilles, soit en barriques.

La valeur des vins sera établie par facture consulaire authentique, délivrée dans le port d'embarquement, qui devra être français. Il demeure entendu que les vins ne devront pas contenir plus de dix-huit pour cent (18 p. 100) d'alcool.

Art. 3. — Les ratifications du présent Arrangement seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur huit jours après l'échange des ratifications.

Les deux Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'en faire cesser les effets, en se prévenant deux ans à l'avance.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Oruro, le 15 Septembre 1892.

(L. S.) Signé : WIENER.

(L. S.) Signé : SEVERO F. ALONSO.

PROTOCOLE INTERPRÉTATIF

de la Convention commerciale franco-bolivienne du 15 septembre 1892.

S. Exc. le Président de la République française et S. Exc. le Président de la République de Bolivie, considérant la teneur de la Convention du 15 septembre 1892 et du Protocole du 1^{er} octobre de la même année et reconnaissant l'utilité d'éclaircir le paragraphe 2 de l'article 1^{er} et d'amender le paragraphe 1^{er} de l'article 2, avec son protocole explicatif indiqué ci-dessus, ainsi que l'article 3, alinéa 2 du susdit traité, ont résolu de rédiger, à cet effet, un protocole interprétatif et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. Exc. le Président de la République française, *M. Charles Wiener*, chevalier de la Légion d'honneur, chargé d'affaires près le Gouvernement bolivien ;

S. Exc. le Président de la République de Bolivie, S. Exc. *M. le docteur Emeterio Cano*, ministre des relations extérieures ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. — Le paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la Convention ci-dessus mentionnée, faisant réserve, au profit de la Bolivie, de la faculté de maintenir ou de concéder des avantages particuliers à un ou plusieurs États limitrophes, en ce qui concerne les ressortissants ou les produits de ces États, est consenti en vue du commerce frontière.

Art. 2. — Au lieu de réserver le bénéfice du tarif minimum, à leur entrée en France, seulement à l'argent, au cuivre, à l'étain et au caoutchouc de provenance bolivienne, il demeure entendu que tous les produits boliviens, sans exception, qu'ils soient naturels ou ouvrés, seront admis, à leur entrée en France, au bénéfice du tarif minimum, pendant la durée de la Convention susdite.

Art. 3. — Les deux Hautes Parties contractantes pourront dénoncer ce traité en se prévenant un an à l'avance.

Art. 4. — Il est entendu que les dispositions exposées dans les articles 1^{er} et 2 qui précèdent sont destinées à faire partie intégrante de la Convention du 15 septembre 1892.

Elles seront, par conséquent, soumises aux mêmes conditions de ratification et d'échange de ratification que la convention même.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole interprétatif et y ont apposé leurs cachets.

Fait à la Paz, le vingt-huitième jour du mois d'octobre 1893.

(L. S.) Signé : WIENER.

(L. S.) Signé : EMET. CANO.

ART. 2.

Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : G. HANOTAUX.

N° 28777. — DÉCRET qui autorise l'établissement d'un Dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune de la Bazouge-de-Chéméré (Mayenne).

Du 27 Septembre 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 28 septembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par M. *Ambard*, directeur des mines de houille de la Bazouge-de-Chéméré (Mayenne), à l'effet d'être autorisé à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune de la Bazouge-de-Chéméré;

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet de la Mayenne;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. M. *Ambard*, directeur des mines de houille de la Bazouge-de-Chéméré, est autorisé à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune de la Bazouge-de-Chéméré (Mayenne), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble produit par M. *Ambard*, pétitionnaire, lequel plan restera annexé au présent décret.

Il sera installé dans une chambre creusée latéralement au coupe-ment qui relie le puits Clotilde à la voie principale du niveau de deux cent soixante-dix mètres, à vingt mètres de l'extrémité de ce coupement (côté de la voie). La dynamite sera déposée dans un coffre en bois muni d'une serrure de sûreté et scellé au rocher.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12552.

Deux portes solides en menuiserie pleine et munies également de serrures de sûreté seront placées à l'entrée de la chambre du dépôt.

Des évents, fermés par des toiles métalliques, seront ménagés au-dessus des portes pour déterminer une large ventilation.

3. Aucune circulation d'ouvriers ne pourra se faire normalement aux abords, dans le coupement du dépôt et dans la voie principale du niveau de deux cent soixante-dix mètres, si ce n'est pour l'entretien des galeries et pour le service du dépôt.

4. Un logement de gardien sera établi à proximité du dépôt.

5. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui, avec le concours d'un ingénieur des poudres et salpêtres délégué par le ministre de la guerre, s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avis de cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Le dépôt sera en outre, au point de vue technique, soumis en tout temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, sans que l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

6. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à cinquante kilogrammes.

7. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix. Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de la chambre du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La porte extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera que de jour.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de la garde et de la distribution de la dynamite, auquel seront remises les clefs du dépôt et qui sera muni des armes et munitions nécessaires pour repousser une attaque.

Les personnes appelées à entrer dans le dépôt devront, pour s'éclairer, faire usage exclusivement de lampes de sûreté ou de lanternes construites de manière à empêcher tout contact de flammes ou projection d'étincelles; ces lampes ne pourront être introduites dans la chambre du dépôt.

La porte intérieure du dépôt sera mise en communication électrique avec le logement du gardien et le poste de la mine, de telle sorte que l'ouverture de cette porte ou même la simple rupture des fils détermine le fonctionnement d'avertisseurs placés dans le logement et dans le poste.

Une consigne, affichée dans le logement du gardien et le poste de la mine, fixera les mesures à prendre dans les diverses circonstances qui peuvent se présenter.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier, à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet, elle devra tenir un registre coté et parafé par le maire, sur lequel elle inscrira jour par jour et sans aucun blanc :

- 1° Les quantités introduites et la date de leur réception ;
- 2° La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat ;
- 3° Les quantités qui leur ont été livrées ;
- 4° Les noms, prénoms et demeures de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera, en outre, rigoureusement vérifié.

8. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

9. Le permissionnaire sera tenu d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications ; il devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

10. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, le permissionnaire devra évacuer sur le point qui lui sera indiqué la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour le permissionnaire aucun droit à indemnité.

11. Le délai accordé au permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

12. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

13. Le permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements existants ou à intervenir et régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

14. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Pont-sur-Seine, le 27 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOURTIÈS.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28778. — DÉCRET qui autorise l'établissement d'un Dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune de Veyras (Ardèche).

Du 27 Septembre 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 6 octobre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par M. Levêque, directeur des mines de la compagnie des fonderies et forges de l'Horme, à Privas, à l'effet d'être autorisé à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Veyras;

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet de l'Ardèche;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La compagnie des fonderies et forges de l'Horme, à Privas, est autorisée à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Veyras (Ardèche), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur les plans d'ensemble et de détail produit par M. Levêque, directeur des mines de la compagnie des fonderies et forges de l'Horme, lesquels plans resteront annexés au présent décret.

Il sera installé dans une chambre latérale creusée au fond du r-

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12552.

neau de dix mètres de profondeur débouchant dans la galerie horizontale se détachant à l'est du plan incliné qui fait communiquer les puits Saint-Adrien, et à douze mètres de l'origine de cette galerie. Le sol de la chambre sera dallé et cimenté avec soin.

Deux portes solides en menuiserie pleine, munies de serrures de sûreté, seront placées l'une vers l'entrée du rameau, l'autre à l'entrée de la chambre du dépôt.

Des évents, fermés par une toile métallique, seront ménagés au-dessus des portes pour déterminer une large ventilation.

3. Aucune circulation d'ouvriers ne pourra se faire normalement aux abords du dépôt, entre les puits Saint-Victor et Saint-Adrien et l'entrée de la mine à vingt-sept mètres à l'est de ce dernier, si ce n'est pour l'entretien des galeries et pour le service du dépôt.

4. Un logement de gardien sera établi à proximité du dépôt.

5. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui, avec le concours d'un ingénieur des poudres et salpêtres délégué par le ministre de la guerre, s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avis de cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Le dépôt sera en outre, au point de vue technique, soumis en tout temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, sans que l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

6. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à trois cents kilogrammes.

7. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix.

Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de la chambre du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La porte extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera que de jour.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de la garde et de la distribution de la dynamite, auquel seront remises les clefs du dépôt et qui sera muni des armes et munitions nécessaires pour repousser une attaque.

Les personnes appelées à entrer dans le dépôt devront, pour s'éclairer, faire usage exclusivement de lampes de sûreté ou de lanternes construites de manière à empêcher tout contact de flammes ou projection d'étincelles; ces lampes ou lanternes ne pourront être introduites dans la chambre du dépôt.

La porte extérieure du dépôt sera mise en communication électrique avec le logement du gardien et le poste de la mine, de telle sorte que l'ouverture de cette porte ou même la simple rupture des fils détermine le fonctionnement d'avertisseurs placés dans ce logement et dans le poste.

Le gardien du dépôt sera mis en outre en communication électrique avec la brigade de gendarmerie de la circonscription par des fils dont la rupture déterminera le fonctionnement d'avertisseurs chacune de leurs extrémités.

Une consigne, affichée dans le logement du gardien et dans le poste de la mine, fixera les mesures à prendre dans les diverses circonstances qui peuvent se produire.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet elle devra tenir un registre coté et parafé par le maire, sur lequel elle inscrira jour par jour et sans aucun blanc :

- 1° Les quantités introduites et la date de leur réception;
- 2° La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat;
- 3° Les quantités qui leur ont été livrées;
- 4° Les noms, prénoms et demeures de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera en outre rigoureusement vérifié.

8. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

9. La compagnie permissionnaire sera tenue d'entretenir les caisses de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications : elle devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

10. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, la société permissionnaire devra évacuer, sur le point qui lui sera indiqué, la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour la société permissionnaire aucun droit à indemnité.

11. Le délai accordé à la société permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

12. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

13. La société permissionnaire devra d'ailleurs, se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements existants ou à intervenir et régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

14. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances, et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Pont-sur-Seine, le 27 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : V. LOURTIÉS.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28779. — DÉCRET autorisant les Agents des douanes et les Gendarmes départementaux à participer à la surveillance du Cantonnement d'Endoume (quartier de Marseille).

Du 16 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 9 janvier, sur la police de la pêche côtière;

Vu le décret du 19 novembre 1859⁽¹⁾, réglementant la pêche entière dans le cinquième arrondissement;

Vu l'article 7 du décret du 10 mai 1862⁽²⁾, réglementant la pêche côtière dans les cinq arrondissements maritimes;

Vu le décret du 15 septembre 1894⁽³⁾, instituant un cantonnement de pêche dans la rade d'Endoume (quartier de Marseille);

Vu la dépêche du ministre des finances, du 16 octobre 1894;

Vu la dépêche du ministre de la guerre, du 3 octobre 1894;

Sur le rapport du ministre de la marine,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les infractions aux dispositions contenues dans le décret du 15 septembre 1894, portant création d'un cantonnement de pêche dans la rade d'Endoume, seront recherchées et constatées par les agents des douanes et les militaires de la gendarmerie départementale, concurremment avec les fonctionnaires et agents désignés à l'article 16, § 1, de la loi du 9 janvier 1852.

⁽¹⁾ XI^e série, partie supplémentaire,
Bull. 617, n° 9222.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1032, n° 10311.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1652, n° 28503.

2. Les procès-verbaux dressés, en exécution dudit décret du 15 septembre 1894, par les agents des douanes et les militaires de la gendarmerie départementale feront foi jusqu'à preuve du contraire.

3. Les agents des douanes et les militaires de la gendarmerie départementale auront droit, comme les autres agents de surveillance désignés dans la loi du 9 janvier 1852, aux gratifications prévues par la loi pour la constatation des délits de pêche maritime.

4. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de la marine.

Fait à Paris, le 26 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre de la marine,

Signé : FÉLIX FAURE.

N° 28780. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement supérieur en Algérie.*

Du 29 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts:

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 8 de la loi du 20 décembre 1879, relative à la création des écoles d'enseignement supérieur en Algérie;

Vu la déclaration délivrée par le trésorier-payeur d'Alger, le 3 juillet 1894, constatant que, le même jour, il a été versé dans sa caisse par M. Germain, receveur municipal de la ville d'Alger, une somme de trente mille francs, représentant la subvention de la commune pour les écoles supérieures en 1894;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 24 octobre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de trente mille francs (30,000^f) applicable aux dépenses de l'enseignement supérieur en Algérie.

Cette somme sera rattachée au chapitre IV du budget des dépenses de l'exercice 1894 (Algérie).

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : G. LEYGUES.

N° 28781. — DÉCRET qui autorise l'Administration des contributions indirectes à mettre en vente un Type spécial de coton-poudre azotique dit « Coton azotique n° 2 ».

Du 29 Octobre 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 8 novembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 16 mars 1819;

Sur le rapport des ministres des finances et de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'administration des contributions indirectes est autorisée à mettre en vente, pour la préparation des dynamites gommées, un type spécial de coton-poudre azotique dit « coton azotique n° 2 », au prix de trois francs quarante centimes (3⁴⁰) par kilogramme de coton azotique sec (transport compris).

2. Ce prix de vente est applicable à l'Algérie.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28782. — ARRÊTÉ qui fixe les Prix des Poudres à feu destinées à l'Exportation.

Du 29 Octobre 1894.

(Inséré au Journal officiel du 8 novembre 1894.)

LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu le décret du 21 mai 1886 ⁽¹⁾, relatif à l'exportation des poudres à feu;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull 1018, n° 16747.

ESPÈCES DE POUDRES.		PRIX par kilo- gramme à payer à l'exporta- tion.	OBSERVATIONS.	
1		2	3	
Poudres de chasse	livrées en boîtes	ordinaire (fine).....	2' 00	Non compris l'encaissage. Des- tinées à être exportées en boîtes ou à l'état de cartouches.
		forte (superfine).....	2 90	
		spéciale (extra-fine)....	3 25	
	livrées à nu dans des barils	ordinaire (fine).....	1 50	Non compris l'emballage. Des- tinées à être exportées à l'état de cartouches.
		forte (superfine).....	1 75	
		spéciale (extra-fine)....	2 00	
Poudres de chasse, pyroxylées, livrées en boîtes (types S et J).....		14 00	Non compris l'encaissage. Des- tinées à être exportées en boîtes ou à l'état nu, ou à l'état de cartouches.	
Coton azotique pour dynamite	n° 1.....	5 25	Non compris l'encaissage.	
		n° 2.....		3 40
Coton-poudre de guerre (a)	en charges comprimées:	6 50	Non compris l'encaissage.	
		en pâte.....		4 50
Cordeaux détonants au coton-poudre	métallique par mètre courant.....	0 50	Non compris l'encaissage.	
		souple par mètre cou- rant.....		0 90

(a) L'exportation du coton-poudre de guerre pourra également être suspendue par arrêté du ministre de la guerre.

(a) L'exportation du coton-poudre de guerre pourra également être suspendue par arrêté du mi-
nistre de la guerre.

2. Les types de poudres de guerre dont l'exportation est autorisée sont les suivants :

Anciens types :

Poudres de guerre dites à canon et à mousquet;

Nouveaux types :

Poudres à canon noires : C¹, C², SP¹, SP², A 26/34, A 30/40, R, prismatiques, brunes, prismatiques PB;

Poudres à fusil F¹, F², F³;

Poudres BN à canon et à fusil;

Coton-poudre de guerre en charges comprimées ou en pâte.

3. Les prix d'exportation fixés pour les poudres de mine, de guerre, de chasse et pour le coton azotique sont applicables aux explosifs de même espèce vendus par la régie dans le pays de Gex et dans la zone neutralisée de la Haute-Savoie.

4. Les poudres de commerce extérieur vendues exclusivement pour l'exportation, par la voie maritime, pourront être livrées en barillets dont les contenances sont indiquées au tableau ci-après, avec les plus-values, par cent kilogrammes (100^k) de poudre:

DÉNOMINATION DES BARILLAGES.		CONTENANCES	PLUS-VALUE
		nominales.	à payer par 100 kilo- grammes de poudre.
1		2	3
		kil. gr.	fr. c.
Barils.....	Baril.....	45 000	•
	Demi-baril.....	22 500	•
	Quart de baril.....	11 250	•
	Cinquième de baril.....	9 000	1 50
		8 000	2 00
		7 500	2 00
		7 000	3 00
	Sixième de baril.....	6 000	6 00
		5 000	8 00
		4 500	8 00
Barillets.....	Dixième de baril.....	4 000	9 00
		3 600	10 00
	Douzième de baril.....	3 150	11 00
		2 700	12 00
	Vingtième de baril.....	2 250	14 50
		2 000	16 50
	Vingt-cinquième de baril.....	1 800	18 00
	Trentième de baril.....	1 500	23 00
	Trente-troisième de baril.....	1 350	24 50
	Quarantième de baril.....	1 125	33 50
	Cinquantième de baril.....	0 900	40 00

5. Les poudres de mine pourront être également livrées en barils et sacs dits de commerce extérieur dont les contenances nominales ⁽¹⁾ et les prix sont indiqués par le tableau ci-après :

DÉSIGNATION DES BARILLAGES.		CONTENANCES	PRIX	
		nominales.	du baril ou barillet.	du sac.
1		2	3	4
		kil. gr.	fr. c.	fr. c.
Barils.....	baril.....	45 000	2 50	0 75
	demi-baril.....	22 500	2 00	0 50
	quart de baril.....	11 250	1 25	0 35
Barillets....	cinquième de baril.....	9 000	1 00	0 25
	sixième de baril.....	7 500	0 85	0 25
	dixième de baril.....	4 500	0 70	0 20
	douzième de baril.....	3 750	0 60	0 20
	vingtième de baril.....	2 250	0 50	0 15
	vingt-cinquième de baril.....	1 800	0 45	0 15
	trentième de baril.....	1 500	0 40	0 15
	trente-troisième de baril.....	1 350	0 40	0 10
	quarantième de baril.....	1 125	0 35	0 10
	cinquantième de baril.....	0 900	0 30	0 10

⁽¹⁾ Les poids de poudre contenus dans les divers types de barils et barillets pourront différer des contenances nominales, sur la demande des consommateurs et dans les limites compatibles avec la contenance réelle du barillage.

6. Les barillets désignés dans la colonne 1 des deux tableaux qui précèdent (art. 4 et 5) pourront contenir des poids de poudre variables compris entre neuf kilogrammes (9^k) et neuf cents grammes (0^g 900). Les plus-values à payer pour les contenances intermédiaires entre deux chiffres consécutifs de la colonne 2 seront égales à celles correspondant à la contenance immédiatement inférieure.

7. Le présent arrêté sera déposé au bureau du contreseing pour être notifié à qui de droit. Il sera publié au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Octobre 1894.

Signé : R. POINCARÉ.

4° 28783. — *ARRÊTÉ qui fixe le Prix de vente des Poudres à feu que la Régie des contributions indirectes livrera aux Gouvernements des colonies et Pays de protectorat.*

Du 29 Octobre 1894.

(Inséré au *Journal officiel* du 8 novembre 1894.)

LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu le décret du 21 mai 1886⁽¹⁾, relatif à l'exportation des poudres à feu;

Vu l'arrêté du 26 mai 1886;

Vu l'avis du ministre de la guerre,

ARRÊTÉ :

ART. 1^{er}. Les prix des poudres à feu que la régie des contributions indirectes livrera, sous le régime de l'exportation, aux gouvernements des colonies françaises et des pays de protectorat sont fixés ainsi qu'il suit :

ESPÈCES DE POUDRES.			PRIX DE CESSION AUX gouvernements des colonies et pays de protectorat (par 100 kilogr.).	
			fr.	c.
Poudres de mine	ordinaires	ronde.....	70	00
		anguleuse.....	80	00
		fin grain.....	115	00
	fortes	ronde.....	75	00
		anguleuse.....	85	00
		fin grain.....	120	00
	lentes	grenée.....	65	00
		non grenée.....	65	00

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1018, n° 16747.

ESPÈCES DE POUDRES.			PRIX DE COURS aux gouvernements des colonies et pays de protectorat (par 100 kilogr.)	
			fr. c.	
Poudres dites de sûreté	{	au nitrate d'ammoniaque.....	150 00	
		au nitrate de soude.....	80 00	
Poudres ou cartouches	{	au coton poudre { n° 1.....	120 00	
		et au nitrate d'ammoniaque { n° 2.....	250 00	
Poudres de chasse	{	ordinaires { barils.....	135 00	
		{ grosses boîtes.....	170 00	
	{	{ petites boîtes.....	200 00	
		barils.....	160 00	
	{	fortes { grosses boîtes.....	205 00	
		{ petites boîtes.....	250 00	
	{	spéciales { barils.....	170 00	
		{ grosses boîtes.....	210 00	
	{	{ petites boîtes.....	300 00	
		pyroxylées { type S { grosses boîtes.....	1,000 00	
Poudres de guerre	{	{ petites boîtes.....	1,000 00	
		{ petites boîtes.....		
	{	noires { ancien type, fusil et canon.....	107 00	
		{ nouveaux { fusil.....	145 00	
	{	{ types { canon.....	135 00	
		brunes-prismatiques-canon.....	185 00	
	{	BN dites sans fumée-fusil et canon.....	750 00	
	Coton- poudre	{	comprimé { pour torpilles.....	530 00
			{ grandes formes.....	320 00
{		en pâte n° 1.....	650 00	
		azotique { n° 1.....	500 00	
Cordeaux détonants	{	{ n° 2.....	525 00	
		métallique (le mètre courant).....	340 00	
	{	souple (le mètre courant).....	0 5	
			0 9	

2. Les conditions d'emballage et toutes les stipulations quelconques relatives aux poudres admises à l'exportation sont applicables aux poudres livrées aux gouvernements des colonies et pays de protectorat.

3. Le présent arrêté sera déposé au bureau du contreseing, pour être notifié à qui de droit. Il sera publié au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Octobre 1894.

Signé : R. POINCARÉ.

28784. — **DÉCRET** qui nomme un Membre de la Commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900.

Du 30 Octobre 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 31 octobre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu le décret du 9 septembre 1893⁽¹⁾, relatif à l'institution de la commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le premier président de la Cour des comptes est nommé membre de la commission supérieure de l'Exposition universelle de 1900.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 30 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOURTIÉS.

28785. — **DÉCRET** qui ouvre un Crédit supplémentaire au budget des Dépenses administratives des Caisses d'amortissement et des Dépôts et Consignations pour l'année 1894.

Du 30 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 22 décembre 1893⁽²⁾, qui a fixé le budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations pour l'année 1894;

Vu la demande, en date du 24 octobre 1894, présentée par la commission de surveillance instituée auprès desdites caisses par la loi du 28 avril 1816 et par celle du 21 juin 1871;

Vu le décret du 22 décembre 1874⁽³⁾, modifiant sur certains points l'orga-

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1609, n° 27573.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 241, n° 3834.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1598, n° 27343.

nisation des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations qu'elle avait été réglée par les décrets des 30 octobre 1861 et 14 août 1862.

Sur le rapport du ministre des finances ;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Un crédit supplémentaire s'élevant à la somme de soixante-cinq mille francs (65,000^f) est ouvert additionnellement au budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, pour l'année 1894, conformément à l'état ci-annexé.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

ÉTAT des Crédits supplémentaires ajoutés au budget des dépenses administratives des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations de l'année 1894.

NOMÉRO du chapitre.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT des crédits demandés.
	DÉPENSES ORDINAIRES.	
	PERSONNEL.	
V	Indemnités pour travaux extraordinaires et pour travaux du dimanche.....	14,200 ^f
	Indemnités pour travaux extraordinaires pour le service de la caisse nationale des retraites.....	17,800
	TOTAL.....	65,000

Arrêté le présent état à la somme de soixante-cinq mille francs.

Approuvé par la commission de surveillance :

Paris, 24 Octobre 1894.

Le Sénateur, président de la commission de surveillance,

Signé : EUGÈNE GOURN.

Paris, 18 Octobre 1894.

Le Directeur général,

Signé : LABREYRIE.

Vu et approuvé :

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

28786. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des finances, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Fourniture de papiers timbrés au Gouvernement égyptien pendant l'année 1894.*

Du 16 Novembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1894;

Vu la convention conclue, le 18 octobre 1886, avec le directeur général des contributions indirectes et des octrois d'Égypte et approuvée, le 21 du même mois, par le ministre des finances, d'après laquelle l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre s'est engagée à assurer la fourniture annuelle des papiers timbrés nécessaires au Gouvernement égyptien, à charge par lui de rembourser les dépenses occasionnées par ce service;

Vu la déclaration de versement tenant lieu de récépissé, constatant le versement à la date du 13 juin 1894 et à titre de fonds de concours, par la Banque impériale ottomane, agissant pour le compte du ministre des finances d'Égypte, d'une somme de trois mille neuf cent soixante-seize francs quatre-vingt-quinze centimes, représentant la dette du Gouvernement égyptien pour fournitures de papiers timbrés pendant l'année 1894;

Vu la lettre du directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre, en date du 7 septembre 1894;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1894, un crédit de trois mille neuf cent soixante-seize francs quatre-vingt-quinze centimes (3,976⁹⁵) à répartir ainsi qu'il suit entre les chapitres ci-après :

CHAP. LXVIX. Personnel de l'atelier général du timbre.....	3,200 ⁹⁰
— LXXXI. Matériel de l'atelier général du timbre.	776 ⁰⁵
TOTAL ÉGAL.....	3,976 ⁹⁵

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28787. — **DÉCRET** qui transporte du Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts au Ministère de l'intérieur les Crédits ouverts sur les budgets généraux des exercices 1893 et 1894, pour le service des cultes.

Du 23 Novembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois de finances des 28 avril et 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des exercices 1893 et 1894 ;

Vu le décret du 30 mai 1894⁽¹⁾, détachant l'administration des cultes du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts pour la réunir au ministère de l'intérieur ;

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et des cultes, du ministre de l'instruction publique et des beaux arts, et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts sur les budgets généraux des exercices 1893 et 1894 au ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, au titre de la troisième section : *Service des cultes*, tant par les lois de finances des exercices 1893 et 1894 que par les lois de crédits supplémentaires et extraordinaires et par les décrets portant ouverture, sur les mêmes exercices, de crédits de fonds de concours ou de crédits d'exercices clos, sont transportés au ministère de l'intérieur, où ils seront inscrits sous les mêmes numéros et les mêmes libellés de chapitres, à la deuxième section : *Service des cultes*, pour la France, et à la troisième section : *Service des cultes*, pour l'Algérie.

2. Les opérations afférentes aux exercices 1893 et 1894 effectuées depuis l'ouverture de ces exercices tant par les ordonnateurs que par les comptables du Trésor, au titre du *Service des cultes*, seront reprises par le ministère de l'intérieur, qui aura à rendre le compte intégral de l'emploi des crédits qui lui seront transportés en vertu de l'article 1^{er} du présent décret.

3. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de l'instruction
publique et des beaux-arts,
Signé : LEYGUES.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur
et des cultes,
Signé : CH. DUPUY.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1626, n° 27973.

N° 28788. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour la construction d'égouts et de Trottoirs dans la traverse de la commune d'Hirson (route nationale, n° 39).*

Du 23 Novembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 4714) du trésorier général du département de l'Aisne, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 7 août 1894, par la ville d'Hirson, une somme de soixante-deux mille cinq cents francs, à titre de fonds de concours, pour la construction d'égouts et de trottoirs dans la traverse de ladite commune (route nationale, n° 39);

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 novembre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, première section, chapitre xvi : *Routes et ponts. — Grosses réparations et restaurations*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de soixante-deux mille cinq cent francs (62,500^f) applicable à la construction d'égouts et de trottoirs dans la traverse de la ville d'Hirson (route nationale, n° 39);

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : LOUIS BARTHOU.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 28789. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour l'établissement d'un nouveau Port à Châlons, sur la rive gauche du Canal Saint-Martin, à sa jonction avec le canal latéral à la Marne.*

Du 23 Novembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 1902) du trésorier général du département de la Marne, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 17 février 1894 par la ville de Châlons-sur-Marne, une somme de trente-cinq mille francs, à titre de fonds de concours, pour l'établissement d'un nouveau port à Châlons-sur-Marne, sur la rive gauche du canal Saint-Martin, à sa jonction avec le canal latéral à la Marne;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 novembre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, première section, chapitre III : *Navigation intérieure — Canaux — Travaux ordinaires*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de trente-cinq mille francs (35,000^f) applicable à l'établissement d'un nouveau port à Châlons-sur-Marne, sur la rive gauche du canal Saint-Martin, à sa jonction avec le canal latéral à la Marne.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

28790. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à divers Travaux de canalisation d'eau dépendant du Service des eaux de Versailles et de Marly.*

Du 29 Novembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par divers intéressés pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1894;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 26 novembre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1894, première section, chapitre xxxix : *Service des eaux de Versailles et de Marly*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à quarante-deux mille trois cent soixante-dix francs dix centimes (42,370^f 10), applicable à l'exécution de divers travaux de canalisation d'eau dépendant du service des eaux de Versailles et de Marly.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1894.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1893.					
Seine-et-Oise.	{ M. Legris (M. Nany pour).	Versailles.....	1206	2 février 1893.	1,160 ⁰⁰
ANNÉE 1894.					
Seine-et-Oise.	M ^{me} veuve Fourrier.	Versailles.....	2489	5 mars 1894.	625 00
	M. Chassoux.....	Idem.....	2794	13 mars 1894.	900 00
	M. Debas.....	Idem.....	2838	14 mars 1894.	246 70
	M. Lefebvre.....	Idem.....	2937	17 mars 1893.	216 70
	M. Taillade.....	Idem.....	3149	22 mars 1894.	960 00
	M. Dalsème (Jules).	Idem.....	3195	24 mars 1894.	1,600 00
	M ^u Besson.....	Idem.....	3238	27 mars 1894.	415 00
	M. Dalsème (Jules).	Idem.....	3478	31 mars 1894.	250 00
	M. Labadie.....	Idem.....	3648	4 avril 1894.	730 00
	M. Grosseuvre.....	Idem.....	3864	9 avril 1894.	1,400 00
	M. Dauz (E.).....	Idem.....	3879	Idem.	310 00
	M ^{me} Dugas.....	Idem.....	3880	Idem.	310 00
	M ^{me} Roze (Emilie)...	Idem.....	3881	Idem.	310 00
	M. Hug.....	Idem.....	4112	13 avril 1894.	1,200 00
	M. Dennevers.....	Idem.....	4308	17 avril 1894.	246 70
	M ^{me} veuve Deslandes.	Idem.....	4421	19 avril 1894.	530 00
	M. Corriou (V.).....	Idem.....	4726	26 avril 1894.	795 00
	M. Dollat.....	Idem.....	4730	Idem.	4,000 00
	M. Loth.....	Idem.....	4792	28 avril 1894.	610 00
	M. Zimmermann.....	Idem.....	5052	5 mai 1894.	475 00
	MM. Bloch frères.....	Idem.....	5251	10 mai 1894.	12,800 00
	M ^u Rollet.....	Idem.....	5370	15 mai 1894.	500 00
	M. Rollet (Louis)...	Idem.....	5371	Idem.	150 00
	M. Descourty.....	Idem.....	5945	29 mai 1894.	700 00
	M. Doyen.....	Idem.....	5946	Idem.	250 00
	M. Bonneau.....	Idem.....	5947	Idem.	400 00
	M. de Bange.....	Idem.....	6608	15 juin 1894.	1,200 00
	M. Legros (F.).....	Idem.....	6832	20 juin 1894.	600 00
	La ville de Versailles.	Idem.....	6929	21 juin 1894.	800 00
	Idem.....	Idem.....	6930	Idem.	2,200 00
	M. Fettiq.....	Idem.....	7263	30 juin 1894.	1,500 00
	M. Perrot.....	Idem.....	7374	2 juillet 1894.	2,000 00
	M. Bichier.....	Idem.....	8639	30 juillet 1894.	2,000 00
	TOTAL....				42,370 10

N° 28791. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.

Du 14 Décembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'état ci-annexé, montant à cent cinquante-cinq mille trois cent vingt-

seul franc quatre-vingt-dix-huit centimes et comprenant sept créances liquidées à la charge du budget ordinaire du ministère des travaux publics, additionnellement aux restes à payer constatés dans les comptes définitifs de chacun des exercices 1890, 1891 et 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 126, paragraphe 2, du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 12 décembre 1894;

Considérant qu'aux termes des articles 9 de la loi et 126 du décret précités, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus par les budgets des exercices 1890, 1891 et 1892, et que leur montant n'excède pas les crédits dont l'annulation a été proposée dans les projets de loi de règlement desdits exercices,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en augmentation des restes à payer constatés dans les comptes définitifs du ministère des travaux publics pour les exercices 1890, 1891 et 1892, un crédit supplémentaire de cent cinquante-cinq mille trois cent vingt-deux francs quatre-vingt-dix-huit centimes (155,322'98), destiné à payer sept nouvelles créances liquidées à la charge desdits exercices, conformément à l'état ci-joint, et réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1890	6,148' 32
Exercice 1891	149,070 05
Exercice 1892	104 61
TOTAL ÉGAL.....	155,322 98

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu par imputation sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget du ministère des travaux publics de l'exercice courant.

3. Il sera pourvu au crédit alloué par l'article 1^{er} au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1894.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

État nominatif de créances constatées après la clôture des exercices 1896, 1897

Nombres des chapitres.	INDICATION DES CHAPITRES ET SERVICES.	LIEU de l'ordonnement ou du mandatement.	SOMME ET PAIEMENT des créances
52	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	Gironde.....	La compagnie min de fer à
63	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	Creuse..... Gard..... Gironde..... Orne.....	M. Bontand, com MM. Marien et Fougereux, si neurs. La compagnie min de fer à M. Lebige, per
52	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	Creuse..... Orne.....	M. Bontand, t neur. M. Lebige, per

et faire l'objet d'un crédit additionnel aux restes à payer de ces exercices.

OBJET DES CRÉANCES.	NUMÉROS d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES.		
		par nature.	par chapitre.	par exercice.
PREMIÈRE PARTIE.				
CHAPITRE I. — CRÉANCES EXTRAORDINAIRES.				
Des dépenses faites pour l'installation d'un appareil d'enclenchement au poste de Monrepos.....	1	6,148 ^f 32	6,148 32	6,148 32
CHAPITRE II. — CRÉANCES EXTRAORDINAIRES.				
Versement d'une retenue (134 ^f 02 ^c) opérée sur travaux du quatrième lot de la ligne de Montlaçon à Eygurande et intérêts (7 ^f 28 ^c).....	2	241 30	149,070 05	149,570 05
Unité transactionnelle (146,246 ^f 21 ^c) et intérêts (0 ^f 91 ^c) pour travaux du cinquième lot de la ligne de Tourneville au Vigan.....	3	146,787 12		
Des dépenses faites pour l'installation d'un appareil d'enclenchement au poste de Monrepos.....	4	1,949 13		
Restes, en 1891, d'une indemnité de 1,850 francs, sur la cession de terrain. (Ligne de Mortagne à Médon).....	5	92 50		
CHAPITRE III. — CRÉANCES EXTRAORDINAIRES.				
Restes d'une retenue opérée sur les travaux du quatrième lot de la ligne de Montlaçon à Eygurande.....	6	12 ^f 11	104 61	104 61
Restes, en 1892, d'une indemnité de 1,850 francs sur la cession de terrain. (Ligne de Mortagne à Médon).....	7	92 50		
TOTAL				155,322 98

Porté le présent état à la somme de cent cinquante-cinq mille trois cent vingt-deux francs
et vingt-dix-huit centimes.

Paris, le 5 Décembre 1894.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28792. — DÉCRET qui fixe le Taux de l'intérêt à servir aux Déposants de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Du 26 Décembre 1894.

Promulgué au Journal officiel du 27 décembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 9, 12 et 22 de la loi du 20 juillet 1886, relative à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse;

Vu l'avis exprimé, dans sa séance du 22 décembre 1894, par la commission supérieure formée en exécution de l'article 3 de la loi précitée:

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le taux de l'intérêt composé du capital, dont il est tenu compte dans les tarifs d'après lesquels est calculé le montant de la rente viagère à servir aux déposants de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, est fixé à trois francs cinquante pour cent (3 fr. 50 p. o/o) pour les versements, abandons de capitaux et ajournements de jouissance effectués pendant l'année 1895.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et publié au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28793. — DÉCRET qui fixe la Taxe municipale à percevoir sur les Chèvres dans la commune de Vieu (Ain).

Du 27 Décembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu la loi du 2 mai 1855 et le décret réglementaire du 4 août 50 de la même année;

La délibération prise par le conseil municipal de la commune de Vieu; L'avis émis, à la date du 23 août 1894, par le conseil général de l'Ain;

(1) 11^e série, Bull. 320, n° 2955.

La section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État entendue,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La taxe municipale à percevoir sur les chiens, dans la commune de Vieu (Ain), est fixée ainsi qu'il suit :

A huit francs (8') pour les chiens d'agrément ou servant à la chasse;

A deux francs (2') pour les chiens de garde et autres compris dans la deuxième catégorie.

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 27 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28794. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulles et de nul effet les délibérations du 6 septembre 1894 par lesquelles le conseil général des Bouches-du-Rhône a émis des vœux pour demander :

- 1° Qu'une indemnité soit accordée aux victimes de l'époque dite de « l'ordre moral » ;
- 2° Que la loi militaire soit appliquée d'une manière égale à tous les militaires. (*Paris, 10 Décembre 1894.*)

N° 28795. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulle et de nul effet la délibération du 24 août 1894 par laquelle le conseil général du Var a émis le vœu que la constitution de 1875 soit révisée dans le sens le plus démocratique par l'élection d'une constituante. (*Paris, 10 Décembre 1894.*)

N° 28796. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulle et de nul effet la délibération en date du 16 juillet 1894 par laquelle le conseil d'arrondissement de Saint-Pons (Hérault) a émis un vœu pour demander l'extension des attributions des conseils d'arrondissement ou le remplacement de ces assemblées par des conseils cantonaux. (*Paris, 14 Décembre 1894.*)

N° 28797. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) portant qu'un adjoint en sus du nombre déterminé par l'article 73 de la loi du 5 avril 1884 sera nommé dans la section de Lentillac, commune de Latouille-Lentillac, canton de Saint-Céré, arrondissement de Figeac, département du Lot.

Il remplira, dans cette section, les fonctions d'officier de l'état civil en se conformant aux dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté du 18 fréal an x (8 mai 1802) et pourra y être chargé de l'exécution des lois et règlements de police. (*Paris, 15 Décembre 1894.*)



Certifié conforme :

Paris, le 8^e Février 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

L. TRARIEUX.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1666.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

28798. — *Loi qui ouvre au Ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1894, un Crédit extraordinaire pour les Dépenses de la représentation de la France aux Funérailles de S. M. l'Empereur de Russie.*

Du 27 Novembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 5 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, sur l'exercice 1894, en addition aux crédits alloués par la loi des finances du 26 juillet 1893 et par des lois spéciales, un crédit extraordinaire de cent vingt mille francs (120,000^f) pour les dépenses de la représentation de la France aux funérailles de S. M. l'Empereur de Russie. Ce crédit formera le chapitre xxv du budget du ministère des affaires étrangères pour 1894, sous la rubrique : *Dépenses de la représentation de la France aux funérailles de S. M. l'Empereur de Russie.*

2. Il sera pourvu au crédit extraordinaire ouvert par l'article précédent au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1894.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : G. HANOTAUX.

N° 28799. — *Loi relative aux Habitations à bon marché.*

Du 30 Novembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il pourra être établi dans chaque département un ou plusieurs comités des habitations à bon marché.

Ces comités ont pour mission d'encourager la construction de maisons salubres et à bon marché, soit par des particuliers ou des sociétés, en vue de les louer ou de les vendre à échéances fixes, soit par paiements fractionnés à des personnes n'étant propriétaires d'aucune maison, notamment à des ouvriers ou employés vivant principalement de leur travail ou de leur salaire, soit par les intéressés eux-mêmes pour leur usage personnel.

2. Ces comités peuvent recevoir des subventions de l'État, des départements et des communes, ainsi que des dons et legs, aux conditions prescrites par l'article 910 du Code civil pour les établissements d'utilité publique.

Toutefois, ils ne peuvent posséder d'autres immeubles que ceux qui est nécessaire à leurs réunions.

Ils peuvent faire des enquêtes, ouvrir des concours d'architecture, distribuer des prix d'ordre et de propreté, accorder des encouragements pécuniaires, et plus généralement employer les moyens de toute nature à provoquer l'initiative en faveur de la construction et de l'amélioration des maisons à bon marché.

Dans le cas où ces comités cesseraient d'exister, leur actif après liquidation pourra être dévolu, sur avis du Conseil supérieur institué à l'article 14 ci-après, aux sociétés de construction des habitations à bon marché, aux associations de prévoyance et aux bureaux de bienfaisance de la circonscription.

3. Les frais de local et de bureau, l'allocation au secrétaire du comité et les jetons de présence qui pourront être alloués, à titre d'indemnité de déplacement, aux membres des comités n'habitant pas la localité où se tiendraient les réunions pourront être mis par le conseil général à la charge du budget départemental.

4. Ces comités sont institués par décret du Président de la République, après avis du conseil général et du Conseil supérieur des habitations à bon marché. Le même décret détermine l'étendue de la circonscription et fixe le nombre de leurs membres, dans la limite de neuf au moins et de douze au plus.

Le tiers des membres du comité est nommé par le conseil général.

qui le choisit parmi les conseillers généraux, les maires et les membres des chambres de commerce ou des chambres consultatives des arts et manufactures de la circonscription du comité.

Les deux autres tiers sont nommés par le préfet : l'un parmi les personnes spécialement versées dans les questions d'hygiène, de construction et d'économie sociale; l'autre parmi les membres des sociétés de construction d'habitations à bon marché, des sociétés mutuelles de prévoyance et d'épargne et des syndicats professionnels institués conformément à la loi.

Ces comités ainsi constitués font leur règlement, qui est soumis à l'approbation du préfet. Ils désignent leur président et leur secrétaire. Ce dernier peut être pris en dehors du comité.

Ces comités sont nommés pour trois ans.

Leur mandat peut être renouvelé.

5. Les avantages concédés par la présente loi s'appliquent exclusivement :

En ce qui concerne les maisons individuelles destinées à être acquises par les personnes visées à l'article premier, ou construites par elles, aux immeubles dont le revenu net imposable à la contribution foncière, déterminé conformément à l'article 5 de la loi du 8 août 1890, ne dépasse pas de plus d'un dixième :

Dans les communes au-dessous de 1,000 habitants, quatre-vingt-dix francs (90^f);

De 1,001 à 5,000 habitants, cent cinquante francs (150^f);

De 5,001 à 30,000 habitants, cent soixante-dix francs (170^f);

De 30,001 à 200,000 habitants et dans celles qui sont situées dans un rayon de 40 kilomètres autour de Paris, deux cent vingt francs (220^f);

Dans les communes de 200,001 habitants et au-dessus, trois cents francs (300^f);

A Paris, trois cent soixante-quinze francs (375^f).

En ce qui a trait aux maisons individuelles ou collectives destinées à être louées, à celles dont le revenu net imposable, pour leur intégralité ou pour chacun des logements les composant et destinés à être loués séparément, ne comporte pas un chiffre supérieur à ceux qui sont indiqués ci-dessus pour chaque catégorie de communes.

6. Les bureaux de bienfaisance, hospices et hôpitaux peuvent, avec l'autorisation du préfet, employer une fraction de leur patrimoine, qui ne pourra excéder un cinquième, à la construction de maisons à bon marché, dans les limites de leurs circonscriptions charitables, ainsi qu'en prêts hypothécaires aux sociétés de construction de maisons à bon marché et aux sociétés de crédit qui, ne construisant pas elles-mêmes, ont pour objet de faciliter l'achat ou la construction de ces maisons et en obligations de ces sociétés.

La Caisse des dépôts et consignations est autorisée à employer, jusqu'à concurrence du cinquième, la réserve provenant de l'emploi

des fonds des caisses d'épargne qu'elle a constituée, en obligations négociables des sociétés de construction et de crédit indiquées au paragraphe précédent.

7. La caisse d'assurances en cas de décès, instituée par la loi du 11 juillet 1868, est autorisée à passer avec les acquéreurs ou les constructeurs de maisons à bon marché, qui se libèrent du prix de leur habitation au moyen d'annuités, des contrats d'assurances temporaires ayant pour but de garantir à la mort de l'assuré, si elle survient dans la période d'année déterminée, le paiement des annuités restant à échoir.

Le chiffre maximum du capital assuré ne pourra pas dépasser la somme déduite du taux de capitalisation de 4.27 p. o/o, appliqué au revenu net énoncé à l'article 5.

Tout signataire d'une proposition d'assurance faite dans les conditions du paragraphe premier du présent article devra répondre aux questions et se soumettre aux constatations médicales qui seront prescrites par les polices. En cas de rejet de la proposition, la décision ne devra pas être motivée. L'assurance produira son effet dès la signature de la police, nonobstant toute clause contraire.

La somme assurée sera, dans le cas du présent article, cessible en totalité dans les conditions fixées par les polices.

La durée du contrat devra être fixée de manière à ne reporter aucun paiement éventuel de prime après l'âge de soixante-cinq ans.

8. Lorsqu'une maison individuelle, construite dans les conditions édictées par la présente loi, figure dans une succession, et que cette maison est occupée, au moment du décès de l'acquéreur ou du constructeur, par le défunt, son conjoint ou l'un de ses enfants, il est dérogé aux dispositions du Code civil, ainsi qu'il est dit ci-après :

1° Si le défunt laisse des descendants, l'indivision peut être maintenue, à la demande du conjoint ou de l'un de ses enfants, pendant cinq années à partir du décès.

Dans le cas où il se trouverait des mineurs parmi les descendants, l'indivision pourra être continuée pendant cinq années à partir de la majorité de l'aîné des mineurs, sans que sa durée totale puisse, à moins d'un consentement unanime, excéder dix ans.

Si le défunt ne laisse pas de descendants, l'indivision pourra être maintenue pendant cinq ans à compter du décès, à la demande et en faveur de l'époux survivant, s'il en est copropriétaire au moins pour moitié et s'il habite la maison au moment du décès.

Dans ces divers cas le maintien de l'indivision est prononcé par le juge de paix, après avis du conseil de famille;

2° Chacun des héritiers et le conjoint survivant, s'il a un droit de copropriété, a la faculté de reprendre la maison, sur estimation. Lorsque plusieurs intéressés veulent user de cette faculté, la préférence est accordée d'abord à celui que le défunt a désigné, puis à l'époux, s'il est copropriétaire pour moitié au moins. Toutes choses égales, la majorité des intéressés décide. A défaut de majorité, il est

procédé par voie de tirage au sort. — S'il y a contestation sur l'estimation de la maison, cette estimation est faite par le comité des habitations à bon marché et homologuée par le juge de paix. — Si l'attribution de la maison doit être faite par la majorité ou par le sort, les intéressés y procèdent sous la présidence du juge de paix, qui dresse procès-verbal des opérations.

9. Sont affranchies des contributions foncières et des portes et fenêtres les maisons individuelles ou collectives destinées à être louées ou vendues, et celles qui sont construites par les intéressés eux-mêmes pourvu qu'elles réunissent les conditions exigées par les articles 1 et 5.

Cette exemption sera annuelle et d'une durée de cinq années à partir de l'achèvement de la maison. Elle cesserait de plein droit si, par suite de transformations ou d'agrandissements, l'immeuble perdait le caractère d'une habitation à bon marché et acquerrait une valeur sensiblement supérieure au maximum légal.

Pour être admis à jouir du bénéfice de la présente loi, on devra produire, dans les formes et les délais fixés par l'article 9, paragraphe 3, de la loi du 8 août 1890, une demande qui sera instruite et jugée comme les réclamations pour décharge ou réduction de contributions directes. Cette demande pourra être formulée dans la déclaration exigée, par le même article de ladite loi, de tout propriétaire ayant l'intention d'élever une construction passible de l'impôt foncier.

Les parties des bâtiments dont il est question au présent article destinées à l'habitation personnelle donneront lieu, conformément à l'article 2 de la loi du 4 août 1844, à l'augmentation du contingent départemental dans la contribution personnelle-mobilière, à raison du vingtième de leur valeur locative réelle, à dater de la troisième année de l'achèvement des bâtiments, comme si ces bâtiments ne jouissaient que de l'immunité ordinaire d'impôt foncier accordée par l'article 88 de la loi du 3 frimaire an VII, aux maisons nouvellement construites ou reconstruites.

Sont exemptées de la taxe établie par l'article premier de la loi du 20 février 1849, dans les termes de la loi du 29 décembre 1875, les sociétés, quelle qu'en soit la forme, qui ont pour objet exclusif la construction et la vente des maisons auxquelles s'applique la présente loi.

La taxe continuera à être perçue pour les maisons exploitées par la société ou mises en location par elle.

10. Les actes constatant la vente de maisons individuelles à bon marché, construites par les bureaux de bienfaisance, hospices ou hôpitaux, les sociétés de construction, ou par des particuliers, soit avec leurs propres ressources, soit avec le concours des sociétés de crédit mentionnées aux articles 6 et 11, sont soumis aux droits de mutation établis par les lois en vigueur.

Toutefois, lorsque le prix aura été stipulé payable par annuités, la

perception de ce droit pourra, sur la demande des parties, être effectuée en plusieurs fractions égales, sans que le nombre de ces fractions puisse excéder celui des annuités prévues au contrat ni être supérieur à cinq. Il sera justifié de la qualité de l'acquéreur par un certificat du maire de sa résidence. Il sera également justifié par un certificat du maire de la commune de la situation que l'immeuble a été reconnu exempt de l'impôt foncier par application des articles 5 et 9, ou que tout au moins, une demande d'exemption a été formée dans les conditions prévues par ces articles. Ces deux certificats seront délivrés sans frais, chacun en double original, dont l'un sera annexé au contrat de vente, et l'autre déposé au bureau de l'enregistrement, lors de l'accomplissement de la formalité.

Le paiement de la première fraction du droit aura lieu au moment où le contrat sera enregistré; les autres fractions seront exigibles d'année en année et seront acquittées dans le trimestre qui suivra l'échéance de chaque année, de manière que la totalité du droit soit acquittée dans l'espace de quatre ans et trois mois au maximum à partir du jour de l'enregistrement du contrat.

Si la demande d'exemption d'impôt foncier qui a motivé le fractionnement de la perception vient à être définitivement rejetée, les droits non encore acquittés seront immédiatement recouvrés.

Dans le cas où, par anticipation, l'acquéreur se libérerait entièrement du prix avant le paiement intégral du droit, la portion restée due deviendrait exigible dans les trois mois du règlement définitif. Les droits seront dus solidairement par l'acquéreur et par le vendeur.

L'enregistrement des actes visés au présent article sera effectué dans les délais fixés et, le cas échéant, sous les peines édictées par les lois en vigueur. Tout retard dans le paiement de la seconde fraction ou des fractions subséquentes des droits rendra immédiatement exigible la totalité des sommes restant dues au Trésor. Si la vente est résolue avant le paiement complet des droits, les termes acquittés ou échus depuis plus de trois mois demeureront acquis au Trésor; les autres tomberont en non-valeur.

La résolution volontaire ou judiciaire du contrat ne donnera ouverture qu'au droit fixe de trois francs (3^f).

11. Les actes nécessaires à la constitution et à la dissolution de associations de construction ou de crédit actuellement existantes, ou à créer, telles qu'elles sont définies dans la présente loi, sont dispensés du timbre et enregistrés gratis, s'ils remplissent les conditions prévues par l'article 68, paragraphe 3, n° 4, de la loi du 22 frimaire an VII. Les pouvoirs en vue de la représentation aux assemblées générales sont dispensés du timbre. Toutefois, ces sociétés restent soumises aux droits de timbre pour leurs titres d'actions et obligations, ainsi qu'au droit de timbre-quittance établi par l'article 18 de la loi du 23 août 1871.

Ces sociétés ne seront admises au bénéfice de ces exonérations et des autres faveurs concédées par la loi qu'autant que leurs statuts,

pprouvés par le ministre compétent, sur l'avis du Conseil supérieur institué par l'article 14, limiteront leurs dividendes à un chiffre maximum.

12. L'abonnement au timbre souscrit pour leurs actions par ces sociétés ne subira aucune réduction, quelle que soit la diminution du capital social; mais, en cas d'émissions nouvelles, les droits de timbre resteront les mêmes tant que le capital social précédemment soumis à l'abonnement ne sera pas dépassé.

13. Les mêmes sociétés sont dispensées de toute patente. Elles sont également exonérées de l'impôt sur le revenu attribué aux actions et aux parts d'intérêt, à la condition que les statuts imposent pour ces titres la forme nominative, mais seulement pour les associés dont le capital versé, constaté par le dernier inventaire, ne dépassera pas deux mille francs (2,000').

Les sociétés actuellement existantes jouiront, au même titre que celles qui se fonderont après la promulgation de la loi, de cette dispense et des autres faveurs ou immunités qu'elle concède, à la condition de modifier leurs statuts, le cas échéant, conformément à ses prescriptions.

14. Il sera constitué auprès du ministre du commerce et de l'industrie un Conseil supérieur des habitations à bon marché auquel devront être soumis tous les règlements à faire en vertu de la présente loi, et d'une façon générale toutes les questions concernant les logements économiques.

Les comités locaux lui adresseront chaque année, dans le courant de janvier, un rapport détaillé sur leurs travaux. Le Conseil supérieur en donnera le résumé, avec ses observations, dans un rapport d'ensemble adressé au Président de la République.

15. Un règlement d'administration publique déterminera les mesures propres à assurer l'application des dispositions qui précèdent et notamment : 1° l'organisation et le fonctionnement du Conseil supérieur des habitations à bon marché et des comités locaux; 2° les dispositions que devront contenir les statuts des sociétés de construction et de crédit, pour que ces sociétés puissent bénéficier des faveurs de la loi; 3° les conditions dans lesquelles la caisse d'assurance en cas de décès pourra organiser des assurances temporaires; 4° la procédure à suivre pour l'application de l'article 8.

16. La présente loi est applicable à l'Algérie.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 30 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOURTIES.

N° 28800. — *DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'Établissement, dans le département de la Charente-Inférieure, d'une ligne de Tramway à traction mécanique de Saint-Georges-de-Didonne à Pontuillac, avec embranchement au dépôt à Royan.*

Du 8 Septembre 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 16 septembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans le département de la Charente-Inférieure, d'une ligne de tramway, à traction mécanique destinée au transport des voyageurs entre Saint-Georges-de-Didonne et Pontuillac, avec embranchement sur le dépôt à Royan ;

Vu, notamment, le plan d'ensemble de la ligne, en date du 30 novembre 1893 ;

Vu le dossier de l'enquête d'utilité publique à laquelle il a été procédé au sujet de l'établissement de ce tramway, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881 ⁽¹⁾ ;

Vu les délibérations des chambres de commerce de la Rochelle et de Rochefort, en date des 22 février et 18 mars 1892 ;

Vu le procès-verbal de la commission d'enquête, en date des 24-29 mai 1892 ;

Vu les délibérations du conseil municipal de Royan, en date des 19 novembre 1891, 17 mars 1892, 14 octobre et 10 novembre 1893 ;

Vu la délibération du conseil général de la Charente-Inférieure, en date du 27 avril 1892 ;

Vu la convention passée, le 30 novembre 1893, entre le maire de Royan, agissant au nom de la commune, d'une part, et la société générale des tramways de Royan, d'autre part, pour la rétrocession de l'entreprise ;

Vu le cahier des charges annexé à ladite convention ;

Vu les adhésions directes données, en vertu de l'article 18 du décret du 16 août 1853 ⁽²⁾, à l'exécution immédiate des travaux, le 30 avril 1892, par l'ingénieur en chef du service maritime, à la Rochelle ; le 4 mai 1892, par le directeur des travaux hydrauliques de la marine, à Rochefort ; le 9 mai 1892, par l'ingénieur en chef du département, représentant le ministre de l'intérieur, à la Rochelle, et le 9 août 1892, par le directeur du génie à Bordeaux ;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 29 octobre 1891 et 30 juin 1892 ;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 20 juillet 1892 ;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways ;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai ⁽³⁾ et 6 août 1881 ⁽⁴⁾ ;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 97, n° 816.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 664, n° 11222.

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Charente-Inférieure, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, tant d'une ligne de tramway, à traction mécanique, destinée au transport des voyageurs de Saint-Georges-de-Didonne à Pontaillac, que d'une voie de service reliant cette ligne au dépôt à Royan.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai d'un an à partir de la date du présent décret.

2. La commune de Royan est autorisée à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne de tramway dont il s'agit suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé.

3. Est approuvée la convention passée, le 30 novembre 1893, entre le maire de Royan, agissant au nom de la commune, d'une part, et la société anonyme dite « Société générale des tramways de Royan », d'autre part, pour la rétrocession du tramway susmentionné, conformément aux conditions du cahier des charges annexé à cette convention.

Ladite convention, ainsi que le cahier des charges et le plan d'ensemble ci-dessus visés, resteront annexés au présent décret.

4. Il est interdit à la société générale des tramways de Royan, sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction ou l'exploitation du tramway de Saint-Georges-de-Didonne à Pontaillac sans y avoir été préalablement autorisée par décret délibéré en conseil d'État.

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Pont-sur-Seine, le 8 Septembre 1894.

Signé : CASIMIR-PEBIER.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOÜ.

CONVENTION.

L'an 1893, le 30 novembre.

Entre les soussignés :

M. Garnier, député, chevalier de la Légion d'honneur, maire de la ville de Royan, agissant au nom et pour le compte de la commune en vertu :

De la loi du 11 juin 1880;

De la loi du 5 avril 1884;

XII^e Série.

Des décrets des 6 août 1881 et 20 mars 1882 ;
Des délibérations du conseil municipal de Royan, en date des 14 octobre et 10 novembre 1893,

D'une part ;

Et MM. *Ravenet* et *Poidatz*, agissant au nom de la société anonyme des tramways de Royan, le premier en qualité de président du conseil d'administration, le second comme administrateur de ladite société, et en vertu de la délibération du conseil d'administration en date du 19 septembre 1893,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. La commune de Royan se propose de demander à l'État la concession d'un tramway. Elle s'engage à rétrocéder à la « Société générale des tramways de Royan », qui accepte, l'établissement et l'exploitation de ce tramway qui comprend :

- 1° Une ligne principale allant de Saint-Georges-de-Didonne à Pontailiac ;
- 2° Un embranchement partant du champ de foire et reliant la ligne principale au dépôt (voie de service).

Cette rétrocession, qui n'aura d'effet qu'en vertu du décret à intervenir approuvant le présent traité, est faite aux conditions suivantes.

2. La société rétrocessionnaire s'engage à exécuter complètement, à ses frais, la construction de la ligne principale et de son embranchement.

Elle prendra à sa charge la totalité des dépenses résultant des travaux et fourniture d'objets immobiliers et mobiliers nécessaires au complet établissement et à l'exploitation des lignes énumérées ci-dessus, notamment :

Les études, la confection des avant-projets et des projets définitifs ; les terrains nécessaires à l'établissement de la plate-forme des tramways, des stations et de toutes leurs dépendances en dehors du territoire de la commune de Royan (sur le territoire de la commune de Royan, les terrains seront fournis à la société rétrocessionnaire dans les conditions énoncées à l'article 3 de la présente convention) ;

Tous les travaux d'infrastructure, y compris l'appropriation du sol et des voies publiques traversées ou empruntées ;

Tous les travaux de superstructure ;

Les ateliers de réparation du matériel ;

Le matériel fixe et roulant ;

Le mobilier des stations ;

L'outillage des gares, de la voie et des ateliers ;

Les appareils, lignes téléphoniques et leurs accessoires.

3. La commune de Royan s'engage à fournir gratuitement à la société les terrains nécessaires à l'établissement de la voie, suivant le tracé définitif de la ligne, tel qu'il sera déterminé par le décret d'utilité publique, ainsi que des dépendances de cette voie affectée à l'exploitation, dans toute l'étendue de son territoire.

4. La société s'engage à livrer les lignes à l'exploitation trois mois après la promulgation du décret déclaratif d'utilité publique.

Le service de l'exploitation fonctionnera obligatoirement toute l'année.

Le tramway ne transportera que des voyageurs sans bagages.

5. L'exploitation sera faite aux risques et périls de la société rétrocessionnaire, quelles que soient les recettes, sans aucune subvention ou garantie d'intérêts à la charge de la commune.

Toutes les recettes de l'exploitation (impôts déduits) appartiennent à la société.

Pendant toute la durée de la concession, la société rétrocessionnaire sera exonérée de tous droits de stationnement de voitures, wagons et machines nécessaires à son exploitation.

6. En cas d'inobservation des clauses de la présente convention, quel qu'en soit le motif, sauf en cas de force majeure dûment constatée, et, notamment, si l'exploitation de la voie ferrée vient à être interrompue en totalité ou en partie et si la société ne se conforme pas pour l'exploitation aux dispositions de l'article de la présente

convention, le conseil municipal pourra prendre d'urgence, sous la réserve de l'approbation préfectorale, toutes les mesures qui lui paraîtront nécessaires pour assurer l'exploitation aux frais et risques de la société.

Dans le cas où la déchéance de la société serait prononcée par le ministre des travaux publics, dans les formes prescrites par l'article 41 du décret du 6 août 1881, soit pour cause de refus d'exploitation dans les conditions précédemment prévues, soit par suite de faillite ou de dissolution de la société, soit pour tout autre motif, et si la deuxième adjudication prévue par ledit article 41 restait sans résultat, la commune aura la faculté d'assurer l'exploitation pendant une année après cette deuxième adjudication, sans que la société puisse l'empêcher d'utiliser, en tout ou partie, tous les objets mobiliers tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares.

Dans le cas où le conseil municipal déciderait d'user de ce droit, on déterminera, à dire d'experts, le prix de tous les objets mobiliers saisis par la commune.

À l'expiration de ce délai, la commune se réserve la faculté de reprendre définitivement, en tout ou en partie, lesdits objets mobiliers, sans toutefois pouvoir y être contrainte.

Dans le cas où la reprise serait décidée, la commune devra verser à la société ou à ses créanciers, dans le délai de six mois, le prix des objets qu'elle désirera conserver suivant l'estimation qui en aura été faite par les experts ci-dessus désignés.

Si, au contraire, la totalité des objets mobiliers est remise à la société ou à ses créanciers, on procédera à une nouvelle expertise, et la commune payera, dans le délai de six mois, les différences de prix constatées par les deux expertises.

7. La présente rétrocession est faite aux charges, clauses et conditions du cahier des charges ci-annexé, à l'exécution desquelles la société rétrocessionnaire s'engage d'une façon formelle.

Le cahier des charges est conforme au cahier des charges type annexé au décret du 6 août 1881, sauf les modifications introduites aux articles 7, 11 et 23, la suppression des articles 24 à 34 inclusivement, et de l'article 36, l'addition des articles 8 bis et 8 ter.

8. Les frais de timbre et d'enregistrement du présent traité et du cahier des charges annexé seront supportés par la société rétrocessionnaire.

Fait double à Royan, les jour, mois et an que dessus.

Lu et approuvé l'écriture ci-dessus :

Signé : F. GAANIER.

Lu et approuvé l'écriture ci-dessus :

Signé : RAVENEZ.

Lu et approuvé l'écriture ci-dessus :

Signé : POIDATZ.

Enregistré à Royan, le 8 octobre 1894, folio 36, cases 16 et suivantes. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Mongin.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramway qui fait l'objet du présent cahier des charges est destinée au transport des voyageurs.

La traction aura lieu par locomotives à vapeur.

Tracé.

2. La ligne ira de Saint-Georges-de-Didonne (entrée du village, côté Royan) à Pottier, commune de Royan, et empruntera les voies publiques ci-après désignées :

Chemin de grande communication n° 99 de Royan à Blaye, avenue Garnier (dans le pays de Royan), boulevard de Saint-Georges (chemin de grande communication n° 99), boulevard Botton (dépendance du port de Royan), boulevard Lessore (dépendance du port de Royan), façade du port (route départementale n° 1 et dépendance du port de Royan), façade de Foncillon (dépendance du port de Royan), chemin vicinal ordinaire n° 9 dit « chemin de la Falaise », boulevard de Cordouan (chemin vicinal ordinaire n° 1), chemin de grande communication n° 103 de Royan à Terre-Nègre. Un embranchement (voie de service) partant du champ de foire, reliant la ligne principale au dépôt. Il empruntera la voie suivante : boulevard de la Grandière (chemin vicinal n° 4), rue de l'Écluse (voie urbaine).

Détails d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai d'un mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de deux mois à partir de la même date. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que la ligne soit livrée à l'exploitation dans les trois mois qui suivront la déclaration d'utilité publique.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être de soixante centimètres (0^m 60).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas un mètre quatre-vingts centimètres (1^m 80), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres dix centimètres (2^m 10); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètres vingt centimètres (3^m 20).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre quatre-vingt-treize centimètres (1^m 93).

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à vingt-cinq mètres (25^m); néanmoins, dans l'embranchement du dépôt, ce minimum pourra être abaissé à vingt mètres (20^m).

Le maximum des déclivités est fixé à quarante millimètres (0^m 040) par mètre. Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique, et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un empièchement ou dans un pavage de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails, et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais cet empièchement ou ce pavage.

La chaussée empièchée ou pavée de la voie publique sera d'ailleurs conservée en

établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast exclusivement composé de matériaux agréés par l'administration d'un mètre soixante centimètres (1^m 60) de largeur et d'au moins vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins quatre mètres vingt centimètres (4^m 20) mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au moyen d'une banquette en terre pilonnée ou gazonnée d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie, d'une solidité suffisante; dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un demi-caniveau pa.é qui n'aura pas moins de trente centimètres (0^m 30) de largeur. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1^m 10) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement de la route.

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Établissement de la voie ferrée sur les promenades.

8 bis. Les parties de voie situées sur les promenades seront établies en rails noyés posés au niveau du sol, sans saillie ni dépression.

L'entre-rails sera comblé jusqu'au même niveau avec les déchets de carrières, des pierres cassées ou du gravier, de façon à laisser seulement le creux nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel roulant.

La voie, sur l'entre-rails et sur cinquante centimètres (0^m 50) de chaque côté, sera recouverte de gravier fin.

Le concessionnaire sera tenu d'assurer l'écoulement des eaux et, s'il est nécessaire pour cela de déformer légèrement le profil normal de la promenade, ces travaux seront faits entièrement à sa charge et conformément aux dispositions prescrites par le préfet.

Établissement de la voie ferrée en déviation.

5 ter. Dans les parties en déviation, le ballast aura vingt-cinq centimètres (0^m 25) au moins d'épaisseur.

La largeur du ballast mesurée entre les arêtes supérieures sera d'un mètre cinquante centimètres (1^m 50) et la largeur de la plate-forme entre fossés sera de trois mètres (3^m).

Le concessionnaire établira le long de la voie ferrée les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux. Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales.

Sur la proposition du concessionnaire, dans les parties en déblai de sable de dunes, les fossés seront supprimés, mais on augmentera la largeur de la plate-forme de soixante centimètres (0^m 60), ce qui la portera au total de trois mètres soixante centimètres (3^m 60).

Le concessionnaire sera tenu de rétablir et d'assurer à ses frais, pendant la durée de sa concession, en se conformant aux dispositions approuvées par l'autorité compétente, les écoulements d'eau qui seraient arrêtés, suspendus ou modifiés par ses travaux.

Il rétablira de même les communications publiques ou particulières que l'exécution de ses travaux l'obligera à modifier.

Il n'emploiera dans l'exécution des ouvrages que des matériaux de bonne qualité et il devra se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction solide.

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs, de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-paves.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites neuves, qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection, seront laissés à la disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de neuf kilogrammes cinq cents grammes (9^{kg} 500) au moins par mètre courant; ils seront rivés sur traverses également en acier espacées de soixante-cinq centimètres (0^m 65) au plus et reliés entre eux par des éclisses en acier.

Le contre-rail pourra être exigé par le préfet partout où il en reconnaîtra la nécessité.

Gares et stations.

11. Les voitures devront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser des voyageurs : à moins de cinquante mètres (50^m) des stations pendant l'exploitation, du 15 octobre au 15 juin de l'année suivante, conformément au dernier paragraphe de l'article 14; du 15 juin au 15 octobre, elles ne devront s'arrêter qu'aux stations dont le nombre et l'emplacement seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi des stations ou des haltes pour le service des voyageurs aux points désignés ci-après :

Entre Saint-Georges et Pontailiac :

Saint-Georges. — Vallière. — Parc de Royan. — Grand Hôtel. — Rue de l'État. —

Champ de foire. — Boulevard Botton. — Boulevard Lessore. — Port. — Boulevard de la Falaise. — Port de Royan. — Chay. — La falaise de Pontaillac. — Les bains de Pontaillac.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend l'empierrement ou le pavage des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année, à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages est réglé ainsi qu'il suit, en comptant le nombre de trains mis simultanément en service, les arrêts aux deux extrémités de la ligne comportant seulement le temps suffisant pour remettre les machines en état, savoir :

Du 15 octobre au 15 avril exclusivement :

Service à un train de sept heures et demie du matin à six heures du soir; les jours fériés, les dimanches et les jours de foire, service à deux trains;

Du 15 avril au 15 juin exclusivement :

Service à deux trains, de sept heures et demie du matin à six heures du soir;

Du 15 juin au 1^{er} juillet exclusivement :

Service à deux trains, de sept heures et demie du matin à sept heures du soir;

Du 1^{er} juillet au 15 juillet exclusivement :

Service à trois trains, de sept heures et demie du matin à huit heures du soir;

Du 15 juillet au 20 septembre exclusivement :

Service à cinq trains, de sept heures et demie du matin à minuit;

Du 20 septembre au 5 octobre exclusivement :

Service à trois trains, de sept heures et demie du matin à huit heures du soir.

Il est entendu que le nombre minimum des trains est réglé seulement pour l'après-midi; le matin, ce nombre pourra être réduit dans les proportions suivantes :

Pour le service à un train, toute la journée.

Pour le service à deux trains, un train le matin.

Pour le service à trois trains, deux trains le matin.

Pour le service à cinq trains, trois trains le matin.

Le service de huit heures du soir à minuit comportera un minimum de deux trains.

Du 15 juin au 15 octobre, les trains ne s'arrêteront qu'aux stations.

Le reste de l'année, ils s'arrêteront à la demande des voyageurs.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de quatre voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas quarante-cinq mètres (45^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure dans les parties hors traverses. Dans les traverses, la vitesse sera réduite à dix kilomètres (10^k).

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession de la ligne mentionnée à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin cinquante ans après.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, l'État sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, l'État aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, l'État se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel à l'État.

L'État sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si l'État le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois l'État ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le Gouvernement déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. L'État aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne, ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 de

présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par l'État après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le quatrième et le cinquième paragraphes de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour l'État.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, à titre de cautionnement, deviendra la propriété de l'État et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à

faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

Voyageurs.

Du jardin du parc à Pontailiac, pour tout ou partie du parcours : vingt-cinq centimes (0' 25) ;

Du jardin du parc à Saint-Georges, pour tout ou partie du parcours : quinze centimes (0' 15).

Enfants.

Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.

Au-dessus de trois ans, les enfants payent place entière.

Les prix déterminés ci-dessus comprennent l'impôt dû à l'État.

24 à 34. (Supprimés.)

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

36. (Supprimé.)

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année, à la date du 1^{er} janvier, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera de mille francs (1,000') par an.

Le premier versement aura lieu exceptionnellement le 1^{er} du mois qui suivra la date du décret de concession ; il s'appliquera non pas à une année entière, mais seulement à la partie de l'année qui restera à courir entre la date du décret précité et le 31 décembre suivant.

Cautionnement.

38. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de mille francs (1,000') en numéraire ou en rente sur l'État, calculée conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Royan.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite à la mairie de Royan.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Charente-Inférieure, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Fait à Royan, le 30 novembre 1893.

Lu et approuvé l'écriture ci-dessus :

Le Maire,

Signé : F. GARNIER.

Lu et approuvé l'écriture ci-dessus :

Signé : RAVENEL.

Lu et approuvé l'écriture ci-dessus :

Signé : POIDATZ.

Enregistré à Royan, le 8 octobre 1894, folio 27, case 1. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Mongin.

N° 28801. — *DÉCRET qui autorise l'établissement d'un Dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune de Sainte-Foy-l'Argentière (Rhône).*

Du 1^{er} Octobre 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 13 octobre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par M. *Bresson*, directeur des mines de houille de Sainte-Foy-l'Argentière, à l'effet d'être autorisé à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune de Sainte-Foy-l'Argentière;

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet du Rhône;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. *Bresson*, directeur des mines de houille de Sainte-Foy-l'Argentière, est autorisé à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune de Sainte-Foy-l'Argentière (Rhône), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12552.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble produit par le pétitionnaire, lequel plan restera annexé au présent décret.

3. Le bâtiment sera, dans toutes ses parties, de construction légère; il comportera un plafond et un faux grenier.

Des événements, fermés par une toile métallique, seront ménagés tant dans le faux grenier que dans le magasin pour déterminer une large ventilation.

La toiture, non métallique, devra être aussi légère que possible et présenter une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin contre les rayons directs du soleil.

Le sol sera soigneusement dallé, et les parois du bâtiment seront recouvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

Le dépôt sera fermé par une porte double en menuiserie pleine munie d'une serrure de sûreté.

4. Le dépôt sera entouré d'une levée en terre dont le talus intérieur sera établi, sur une épaisseur de cinquante centimètres, avec des terres débarrassées de pierres et sera gazonné; ce talus, dont la pente sera aussi raide que le permettra la nature du remblai, aura son pied à un mètre de distance du soubassement du bâtiment, et son sommet à un mètre au moins au-dessus du faite de ce bâtiment. A cette hauteur, la levée conservera, à toute époque, une largeur minimum d'un mètre. Elle sera traversée, pour l'accès du dépôt, par un passage voûté.

5. La levée en terre sera elle-même enveloppée par un mur de maçonnerie de trois mètres de hauteur au moins, placé à un mètre du pied du talus extérieur. La partie supérieure de ce mur ne sera pas coupée par la baie d'accès qui y sera ménagée avec une hauteur maximum de deux mètres et qui sera fermée par une porte solide pourvue d'une bonne serrure.

6. Un logement de gardien sera établi à proximité du dépôt.

7. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui, avec le concours d'un ingénieur des poudres et salpêtres délégué par le ministre de la guerre, s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avis de cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Le dépôt sera en outre, au point de vue technique, soumis en tout temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, sans que l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

8. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à cinquante kilogrammes.

9. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix.

Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de l'enceinte du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera que de jour.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de la garde et de la distribution de la dynamite, auquel seront remises les clefs du dépôt. Ce gardien sera installé en permanence dans le poste affecté à cet usage. Il sera muni des armes et munitions nécessaires pour repousser une attaque. Un chien de garde de forte taille sera nuit et jour enfermé dans l'enceinte du dépôt.

La porte extérieure du dépôt sera mise en communication électrique avec le logement du gardien, le poste de la mine et le local de la machine du puits de l'Argentière, de telle sorte que l'ouverture de cette porte ou même la simple rupture des fils détermine le fonctionnement d'avertisseurs placés dans ces locaux.

Une consigne affichée dans le poste de garde, dans le poste de la mine et dans le local de la machine, fixera les mesures à prendre dans les diverses circonstances qui peuvent se présenter.

Il sera toujours tenu en réserve, à proximité du dépôt, des approvisionnements d'eau et de sable, ou tout autre moyen propre à éteindre un commencement d'incendie.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier, à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet, elle devra tenir un registre coté et parafé par le maire, sur lequel elle inscrira, jour par jour et sans aucun blanc :

- 1° Les quantités introduites et la date de leur réception;
- 2° La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat;
- 3° Les quantités qui leur ont été livrées;
- 4° Les noms, prénoms et demeures de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera en outre rigoureusement vérifié.

10. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

11. Le permissionnaire sera tenu d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications; il

devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

12. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, le permissionnaire devra évacuer sur le point qui lui sera indiqué la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour le permissionnaire aucun droit à indemnité.

13. Le délai accordé au permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

14. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

15. Le permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements existants ou à intervenir et régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

16. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Pont-sur-Seine, le 1^{er} Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOURTIÈS.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28802. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à divers Travaux de Routes nationales.

Du 29 Novembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1894;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 26 novembre 1894,

DÉCRET:

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1894, pour l'emploi de fonds de concours, des crédits additionnels montant ensemble à trois cent soixante-treize mille cent cinquante-huit francs un centime (373,158^f 01) et répartis ainsi qu'il suit, savoir:

BUDGET ORDINAIRE.

I^{re} SECTION.

DÉPENSES ORDINAIRES.

CHAP. XXV.	Routes et ponts. — Travaux ordinaires. (Entretien) ..	83,765 ^f 54 ^c
— XXVI.	Routes et ponts. — Grosses réparations et restaurations	280,192 47

II^e SECTION.

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

CHAP. LV.	Lacunes des routes nationales, des routes départementales, des départements annexés et des routes thermales	4,000 00
— LVII.	Rectifications des routes nationales et des routes départementales des départements annexés	5,200 00

ENSEMBLE comme ci-dessus	373,158 01
--------------------------------	------------

Ladite somme de trois cent soixante-treize mille cent cinquante-huit francs un centime est répartie, par entreprise, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : LOUIS BARTHOU.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

ÉTAT A.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1893.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1893.					
Allier.....	{ La commune de Montmarault.	Moutinçon.....	4209	11 nov. 1893.	5,000 ⁵⁰
Alpes (Basses-).	{ La ville de Digne.	Digne.....	3194	4 déc. 1893.	1,710 ⁴⁰
Ardèche...	{ La commune de Saint-Martin-de-Valamas.	Tournon.....	4126	20 déc. 1893.	1,600 ⁰⁰
Drôme....	{ La commune de Tain.	Valence.....	5694	13 déc. 1893.	366 ⁶⁰
Ille-et-Vilaine.	{ La commune de Vitré.....	Vitré.....	2496	12 déc. 1893.	130 ⁰⁰
Saône (Haute-).	{ La commune de Quenoche.	Vesoul.....	108	11 juillet 1893.	200 ⁰⁰
Saône-et-Loire.	{ La ville de Mâcon.	Mâcon.....	5168	12 déc. 1893.	300 ⁰⁰
Seine.....	{ Le département...	Paris.....	34057	8 déc. 1893.	44,839 ⁰⁷
ANNÉE 1894.					
Ain.....	{ La commune de Montrevel.	Bourg.....	334	0 n vier 1894	125 ⁰⁰
Alpes-Maritimes.	{ M. Lorreia.....	Nice.....	1860	11 avril 1894.	700 ⁰⁰
Cher.....	{ La commune de Mehun-sur-Yèvre.	Bourges.....	1385	27 mars 1894.	1,862 ⁵⁰
Corrèze...	{ La ville de Brive...	Brive.....	1862	22 mai 1894.	1,900 ⁰⁰
	{ La commune de Cristinacce.	Ajaccio.....	210	29 janvier 1894	333 ³³
Corse....	{ La commune de Grosseto-Prugna.	Idem.....	731	28 mars 1894.	2,300 ⁰⁰
	{ La commune de Corte.	Corte.....	463	4 mai 1894.	1,000 ⁰⁰
Côte-d'Or.	{ La ville de Dijon...	Dijon.....	2856	23 mai 1894.	14,000 ⁰⁰
	{ La commune de Pouilly-en-Auxois.	Beaune.....	3080	26 juin 1894.	750 ⁰⁰
Drôme....	{ La commune de Bourg-de-Péage.	Valence.....	2883	12 juin 1894.	8,866 ⁰⁰
	{ La commune de Romans.	Idem.....	3868	31 juillet 1894.	2,000 ⁰⁰
Garonne (Haute-).	{ Le département....	Toulouse.....	1414	28 février 1894.	7,000 ⁰⁰
Gironde...	{ La ville de Bordeaux.	Bordeaux.....	3766	23 mars 1894.	11,500 ⁰⁰
	{ La ville de Libourne.	Libourne... ..	1024 (partie)	Idem.	222 ⁰⁶
	{ La ville de Blaye...	Blaye.....	559	17 mars 1894.	289 ³⁰
Indre-et-Loire.	{ La commune de Saint-Cyr-sur-Loire.	Tours.....	4777	13 mars 1894.	550 ⁰⁰

DÉPARTE- MENTS.	PARTIES VERSANTES.	RENTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récé- pissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Loiret....	La commune d'Ar- tenay.	Orléans.....	3700 (partie)	25 juin 1894.	1,200 ⁰⁰
Lot.....	M. de Bellecour....	Pithiviers....	459	20 février 1894.	180 00
Manche...	La ville de Cabors.	Cabors.....	1466	16 mai 1894.	1,500 00
	La ville de Granville.	Avranches....	987	20 mars 1894.	4,800 00
Marne....	M. de Sachs.....	Reims.....	1619	12 mars 1894.	3,000 00
	La ville de Reims.	Idem.....	3538	26 mars 1894.	4,000 00
	La ville de Châlons.	Châlons.....	2651	8 mai 1894.	4,567 00
Meurthe- et-Moselle.	Le département....	Nancy.....	1350	28 février 1894.	5,000 00
	La ville de Nancy..	Idem.....	4797	7 juillet 1894.	3,500 00
Nièvre....	La commune de Corbigny.	Clamecy.....	2248	22 juin 1894.	250 00
Oise.....	La ville de Com- piègne.	Compiègne...	2889	29 mai 1894.	1,000 00
Rhin (Haut-)	La ville de Belfort..	Belfort.....	1645	5 juin 1894.	1,760 00
Pyrénées (Basses-).	La commune de Biarritz.	Bayonne.....	71	5 juillet 1894.	600 00
	La commune de Bayonne.	Idem.....	2672	13 juin 1894.	600 00
Pyrénées (Hautes-).	La commune de Tournay.	Tarbes.....	958	6 mars 1894.	2,000 00
Savoie (Haute-).	Le département....	Annecy.....	1653	22 juin 1894.	4,000 00
	La compagnie fer- mière de Vichy.	Paris.....	75	2 janvier 1894.	22,000 00
	La ville de Paris...	Idem.....	8552	22 mars 1893.	14,000 00
	La direction des postes et des télé- graphes.	Idem.....	10782	12 avril 1894.	39 14
	M ^{me} veuve Clerget...	Idem.....	11244	17 avril 1894.	16 20
	M. Léonard.....	Idem.....	11245	Idem.	1 34
	Les frères Saint-Ni- colas.	Idem.....	11383	18 avril 1894.	22 00
	Le directeur du gaz Hugon.	Idem.....	11384	Idem.	54 10
	M. Guillaume.....	Idem.....	11485	19 avril 1894.	49 50
	La compagnie du gaz de Rueil.	Idem.....	11775	21 avril 1894.	30 96
	La compagnie des eaux de la ban- lieue.	Idem.....	11776	Idem.	27 20
Seine....	M ^{me} veuve Hubert...	Idem.....	12543	27 avril 1894.	28 00
	M. Beltembourg...	Idem.....	12646	28 avril 1894.	40 00
	M. Alizard.....	Idem.....	12647	Idem.	6 40
	M. Dureau.....	Idem.....	13570	7 mai 1894.	32 00
	M ^{me} veuve Pennelier.	Idem.....	13822	9 mai 1894.	57 08
	La commune de Vanves.	Idem.....	14150	12 mai 1894.	15 12
	M. Marin.....	Idem.....	14579	17 mai 1894.	32 00
	La compagnie pari- sienne du gaz.	Idem.....	14581	Idem.	833 08
	M. Guilbert.....	Idem.....	16898	6 juin 1894.	41 58
	Le ville de Paris...	Idem.....	18713	26 juin 1894.	5,000 00
	La ville de Saint- Denis.	Idem.....	18927	28 juin 1894.	11 20
	M. Guillay.....	Idem.....	19055	29 juin 1894.	7 28
	La compagnie fer- mière des eaux de Vichy.	Idem.....	19352	2 juillet 1894.	22,000 00
	La ville de Paris...	Idem.....	21706	26 juillet 1894.	1,500 00
	Idem.....	Idem.....	22110	30 juillet 1894.	5,500 00

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	SUMMITES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Seine-et-Oise.	La compagnie générale des omnibus de Paris.	Versailles.....	580	19 janv. 1894.	100,000 ⁰⁰
	La ville de Saint-Germain-en-Laye.	Idem.....	4821	28 avril 1894.	3,750 ⁰⁰
	La compagnie du chemin de fer sur route de Paris à Arpajon.	Idem.....	5854	26 mai 1894.	50,000 ⁰⁰
Var.....	La commune de Fréjus.	Draguignan...	854	2 mars 1894.	1,000 ⁰⁰
Yonne....	La commune d'Avroilles.	Auxerre.....	1286	28 mai 1894.	1,800 ⁰⁰
				TOTAL.....	373,158 ⁰⁰

ÉTAT B.

Départition, par chapitre et par entreprise, d'un crédit additionnel de 373,158 fr. ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1894, pour l'emploi de fonds de concours.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
BUDGET ORDINAIRE.		
1^{re} SECTION. (DÉPENSES ORDINAIRES.)		
CHAPITRE XXV.		
ROUTES ET PONTS. — TRAVAUX ORDINAIRES.		
(Entretien.)		
Allier.....	Entretien des routes thermales du parc et de la prise d'eau de Vichy (22,000 ⁰⁰ + 22,000 ⁰⁰).....	44,000 ⁰⁰
Garonne (Haute-).	Entretien de la route thermale n° 1.....	7,000 ⁰⁰
Gironde.....	Entretien des routes nationales n° 10, 132 et 136, dans les traverses de Bordeaux.....	11,500 ⁰⁰
	Entretien des routes nationales n° 10 bis et 89, dans les traverses de Libourne.....	222 ⁰⁰
	Entretien de la route nationale n° 137, dans la traverse de Blaye.....	289 ³⁰
Loiret.....	Construction d'un aqueduc destiné à assurer l'écoulement des eaux de la route nationale n° 51, au lieu dit Pontournois.....	160 ⁰⁰
Nièvre.....	Construction de trottoirs et de caniveaux dans les traverses de Corbigny (route nationale n° 77 bis).....	250 ⁰⁰

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Seine.....	Entretien du pont des Arts et de la passerelle de Passy.....	5,000 ^f 00 ^c
	Travaux de réparation de la passerelle de Passy.....	14,000 00
	Entretien de tranchées ouvertes sur les chaussées des routes nationales du département de la Seine (7 ^f 28 + 11 ^f 20 + 41 ^f 58 + 39 ^f 14 + 40 ^f + 6 ^f 40 + 28 ^f + 27 ^f 20 + 30 ^f 96 + 49 ^f 60 + 54 ^f 10 + 22 ^f + 16 ^f 20 + 1 ^f 34 + 32 ^f + 57 ^f 08 + 15 ^f 12 + 32 ^f + 833 ^f 08)....	1,344 18
	TOTAL du chapitre XIV.....	83,765 54
CHAPITRE XXVI.		
ROUTES ET PORTS.		
(Grosses réparations et restaurations.)		
Ain.....	Établissement de trottoirs dans la traverse de Montrevel route nationale n° 75), en face la nouvelle école des filles.....	125 00
Allier.....	Établissement de caniveaux et de bordures de trottoirs dans la traverse de Montmarault (route nationale n° 145).....	5,000 00
Alpes (Basses-).	Amélioration de la traverse de Digne, boulevard Gassendi (route nationale n° 100).....	1,710 40
Alpes-Maritimes.	Construction d'un branchement à l'égout collecteur du boulevard de l'Impératrice-de-Russie, à Nice (route nationale n° 7).....	700 00
Ardèche.....	Élargissement de la traverse de Saint-Martin-de-Valamas (route nationale n° 203).....	1,600 00
Cher.....	Construction de trottoirs et rechargement de la chaussée de la route nationale n° 76, dans la traverse de Melun.....	1,862 20
Corrèze.....	Construction d'un aqueduc dans la traverse de Brive (route nationale n° 120).....	1,900 00
Corse.....	Construction d'un égout collecteur dans la traverse de Corte (route nationale n° 193).....	1,000 ^f 00 ^c
	Amélioration de la traverse de Grosseto-Pugna (route nationale n° 196).....	2,200 00
	Construction d'une fontaine dans la traverse de Cristinacce (route nationale n° 195).....	333 33
Côte-d'Or.....	Pavage de la place Saint-Jean (route nationale n° 74), à Dijon.....	14,000 ^f 00 ^c
	Amélioration de la route nationale n° 77 bis, dans la traverse de Pouilly-en-Auxois.....	750 00
Drôme.....	Construction d'un égout dans la traverse de Romans (route nationale n° 92) au faubourg Saint-Nicolas.....	2,000 ^f 00 ^c
	Prolongement d'un aqueduc sous la route nationale n° 7, dans la traverse de Tain... ..	386 47
	Construction d'un égout dans la traverse de Bourg-de-Péage (route nationale n° 92)....	8,866 60
Ille-et-Vilaine.	Établissement de trottoirs dans les traverses de Vitré (routes nationales n° 12 et 178).....	120 00
Indre-et-Loire.	Construction de trottoirs et de caniveaux pavés dans la traverse de Saint-Cyr-sur-Loire (route nationale n° 152).....	550 00
Loiret.....	Amélioration du mode d'écoulement des eaux dans la traverse d'Artenay (route nationale n° 20).....	1,200 00
Lot.....	Amélioration de la route nationale n° 20 aux abords du pont Louis-Philippe, à Cahors.....	1,500 00

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Manche.....	Construction de trottoirs et de demi-caniveaux dans la traversée de Granville (route nationale n° 171).....	4,800' 00'
Marne.....	Amélioration de la route nationale n° 31 dans la traversée de Jonchery-sur-Vesle..... 3,000' 00'	
	Amélioration de la traversée de Châlons (route nationale n° 3)..... 4,567 00	11,567 00
	Pavage de la route nationale n° 51 dans le faubourg Cérés, à Reims..... 4,000 00	
Meurthe-et-Moselle.	Réfection de bordures de trottoirs et de caniveaux, rue de Boussecours, à Nancy (route nationale n° 157).....	3,500 00
Oise.....	Amélioration de la route nationale n° 32, dans la traversée de Compiègne.....	1,000 00
Rhin (Haut-).	Établissement de bordures de trottoirs avec caniveaux et construction d'un aqueduc dans la rue de l'Abattoir, à Belfort (route nationale n° 19).....	1,760 00
Pyrénées (Basses-).	Arrosage de la route nationale n° 10 entre Bayonne, Biarritz et Biarritz-la-Négresse..... 600' 00'	
	Arrosage de la route nationale n° 10 entre Bayonne et Biarritz..... 600 00	1,200 00
Pyrénées (Hautes-)	Élargissement de la traversée de Tournay (route nationale n° 117).....	1,000 00
Saône-et-Loire.	Construction d'un aqueduc dans la traversée de Saint-Clément, commune de Mâcon (route nationale n° 6).....	300 00
Seine-et-Marne.	Réfection des tabliers de divers ponts établis sur le canal de l'Ourocq pour le passage des routes nationales).....	5,500 00
Seine-et-Oise.	Amélioration de la route nationale n° 10, entre la sortie de Sèvres et le rond-point de Viroflay..... 100,000' 00'	
	Amélioration du pavage de la route nationale n° 13 dans la traversée de Saint-Germain-en-Laye..... 3,750 00	153,750 00
	Réfection de la chaussée de la route nationale n° 20, dans les traversées de Moulthéry et de Linas..... 50,000 00	
Seine.....	Arrosage de la route nationale n° 34 dans la traversée du bois de Vincennes..... 1,500' 00'	
	Élargissement du pont de Neuilly (route nationale n° 13)..... 44,839 07	46,339 07
Var.....	Construction de trottoirs dans la traversée de Fréjus (route nationale n° 97).....	1,092 50
Yonne.....	Construction d'un aqueduc, en remplacement d'un casseil, au croisement de la route nationale n° 5 et des chemins vicinaux n° 1 et 4, dans la traversée d'Avrolles.....	1,600 00
TOTAL du chapitre XXVI.....		280,192 47
II ^e SECTION. (DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.)		
CHAPITRE LV.		
LAGUNES DES ROUTES NATIONALES, DES ROUTES DÉPARTEMENTALES, DES DÉPARTEMENTS ANNEXÉS ET DES ROUTES THÉMALES.		
Savoie (Haut-).	Construction entre Cluses et le pont de Bioge (route nationale n° 302).....	4,000 00

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
	CHAPITRE LVII.	
	RECTIFICATION DES ROUTES NATIONALES ET DES ROUTES DÉPARTEMENTALES DES DÉPARTEMENTS ANNEXÉS.	
Meurthe- et-Moselle.	Rectification des côtes de Barbezieux et de Blamont (route nationale n° 4)	5,000 ^f 00 ^c
Saône (Haute).	Rectification de la route nationale n° 57, entre la Provi- dence et les Laverottes.....	100 00
	TOTAL du chapitre LVII.....	5,200 00
RÉCAPITULATION.		
BUDGET ORDINAIRE.		
1^{re} SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.		
CHAP. XIV.	Routes et ponts. — Travaux ordinaires. (Entretien)	83,766 ^f 54 ^c
— XXIV.	Routes et ponts. — Grosses réparations et restaurations	280,192 47
2^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.		
— LV.	Lacunes des routes nationales, des routes départementales, des départements annexés et des routes thermales.....	4,000 00
— LVII.	Rectifications des routes nationales et des routes départe- mentales des départements annexés	5,200 00
	TOTAL GÉNÉRAL.....	373,158 01

N° 28803. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'exécution de divers Travaux maritimes.*

Du 29 Novembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations ci-après désignées, constatant qu'il a été versé au

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Trésor public, par divers intéressés, pour l'exécution de travaux relatifs à l'amélioration des ports maritimes, une somme totale de cent soixante-seize mille cinq francs, savoir :

DÉPARTEMENTS.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	PARTIES VERSANTES.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1892.					
Vendée....	1177	26 mars 1892.	La Roche-sur-Yon.	Le département	1,000'
ANNÉE 1893.					
Vendée....	724	6 mars 1893.	La Roche-sur-Yon.	Le département	1,000
ANNÉE 1894.					
Ille-et-Vilaine.	720	8 août 1893.	Saint-Malo....	La chambre de commerce de Saint-Malo.	30,000
Morbihan.	2724	15 mai 1893.	Lorient.....	La commune de Quiberon.	500
Pas-de-Calais.	34	2 mai 1893.	Boulogne-sur-Mer.	Le syndicat des fabricants de ciment de Portland.	500
Vendée....	2381	3 août 1893.	Idem.....	La ville de Calais...	142,005
	1085	19 mars 1893.	La Roche-sur-Yon.	Le département	1,000
TOTAL comme ci-dessus.....					176,005

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 26 novembre 1894.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cent soixante-seize mille cinq francs (176,005'), applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Amélioration du port de Joinville (île d'Yeu) (1,000' + 1,000' + 1,000').....	3,000'
Amélioration du port de Saint-Servan-Saint-Malo.....	30,000
Construction d'un brise-lame à Port-Maria	500
Entretien du laboratoire d'essai de ciment du port de Boulogne.	500
Amélioration du port de Calais	142,005
TOTAL ÉGAL.....	176,005

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Novembre 1894.

Signé: CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé: R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé: LOUIS BARTHOU.

N° 28804. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du conseil, ministre de l'intérieur, et par le ministre des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement de l'aqueduc d'Achères, de la parcelle n° 1342, section E du cadastre de la commune d'Herblay (Seine-et-Oise), lieu dit *les Clos*, appartenant au sien *Louchet*, ladite parcelle indiquée sur l'état et figurée par une teinte rose sur le plan parcellaire visé au présent décret. (*Pont-sur-Seine, 6 Août 1894.*)

N° 28805. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 31 août 1894, devant le préfet du Finistère, portant concession à la commune de Locquirec, aux clauses et conditions stipulées, et moyennant le versement d'une somme de cent vingt-neuf francs quatre-vingt-cinq centimes, de deux portions de terrain, d'origine maritime, d'une superficie de huit cent treize mètres carrés cinquante décimètres carrés et quatre cent quatre-vingt-cinq mètres carrés, situées au fond du port de Locquirec, sur le littoral de la commune de Locquirec, et figurées par des teintes roses au plan annexé audit acte. (*Paris, 14 Novembre 1894.*)

N° 28806. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) portant que la juridiction du commissaire de police de Mayenne (*Mayenne*) est étendue à la commune de Baudelle.

La juridiction du commissaire de police de Compiègne (*Oise*) est étendue à la commune de Margny-lès-Compiègne. (*Paris, 1^{er} Décembre 1894.*)

N° 28807. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui déclare nulle et de nul effet la délibération du 30 août 1894, par laquelle le conseil général de l'Hérault a émis le vœu que la loi du 26 juillet 1894 soit abrogée. (*Paris, 7 Décembre 1894.*)

N° 28808. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, qui déclare nulle et de nul effet la délibération en date du 24 septembre 1894, par laquelle le conseil d'arrondissement de Gaillac (Tarn) a émis le vœu que les conseils d'arrondissement soient supprimés et remplacés par des conseils cantonaux pourvus d'un budget. (*Paris, 7 Décembre 1894.*)



Certifié conforme :

Paris, le 18^e Février 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. TRARIEUX.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1667.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28809. — Loi portant : 1° ouverture sur l'exercice 1895 des Crédits provisoires applicables aux mois de janvier et de février 1895; 2° autorisation de percevoir, pendant la même période, les Impôts indirects et Revenus publics; 3° autorisation de percevoir les Contributions directes et Taxes y assimilées pour l'exercice 1895.

Du 27 Décembre 1894.

(Promulgués au Journal officiel du 28 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

§ 1^{er}. — CRÉDITS ACCORDÉS.

ART. 1^{er}. Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice 1895, au titre du budget général, pendant les mois de janvier et de février 1895, des crédits provisoires montant à la somme de sept cent dix-neuf millions sept cent trente-six mille six cent neuf francs (719,736,609).

2. Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice 1895, au titre des budgets annexes rattachés pour ordre au budget respectif de leur département, pendant les mêmes mois, des crédits provisoires montant à la somme de quatorze millions neuf cent vingt mille huit cent quatre-vingt-un francs (14,920,881').

3. Les crédits ouverts par les articles 1 et 2 ci-dessus seront répartis, par ministères et par chapitres, au moyen d'un décret du Président de la République.

Ils se confondront, d'ailleurs, avec les crédits qui seront accordés pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1895.

§ 2. — IMPÔTS AUTORISÉS.

4. La perception des impôts indirects et des produits et revenus publics continuera d'être opérée jusqu'au 1^{er} mars 1895, conformément aux lois en vigueur et à la présente loi.

Continuera d'être faite, pendant les mois de janvier et de février 1895, la perception, conformément aux lois existantes et à la présente loi, des divers droits, produits et revenus, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

Continuera également d'être faite, pendant les mêmes mois, la perception, conformément aux lois existantes, des divers produits et revenus affectés aux budgets annexes rattachés pour ordre au budget général.

5. A partir du 1^{er} janvier 1895, la taxe établie par l'article 2 de la loi du 28 juillet 1886, relative aux vignobles en Algérie, cessera d'être perçue au profit de l'État, et le produit en sera compris dans les ressources des départements.

L'article 8 de la loi du 21 juillet 1894 est et demeure abrogé.

6. Toutes prescriptions et péremptions en matière de droits d'accroissement à la charge des congrégations, communautés et associations religieuses, autorisées ou non autorisées, qui seraient acquises du 1^{er} janvier au 1^{er} mars 1895 sont suspendues jusqu'à cette dernière date sans que la signification d'aucun acte interruptif soit nécessaire.

TITRE II.

MOYENS DE SERVICE ET DISPOSITIONS DIVERSES.

7. La nomenclature des services pouvant seuls donner lieu à des ouvertures de crédits supplémentaires par décrets pendant la prorogation des Chambres est fixée, pour les mois de janvier et de février 1895, conformément à l'état N annexé à la loi de finances du 26 juillet 1893.

8. Il est ouvert au ministre de la guerre un crédit provisoire de huit cent trente-quatre mille francs (834,000^f) pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département à liquider pendant les mois de janvier et de février 1895.

Ce crédit se confondra avec celui qui sera accordé pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1895.

9. Il est ouvert au ministre de la marine un crédit provisoire de quatre cent trente-quatre mille francs (434,000^f) pour l'inscription au trésor public des pensions militaires de son département à liquider pendant les mois de janvier et de février 1895.

Ce crédit se confondra avec celui qui sera accordé pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1895.

10. Il est ouvert au ministre des colonies un crédit provisoire de cinquante mille francs (50,000^f) pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département à liquider pendant les mois de janvier et de février 1895.

Ce crédit se confondra avec celui qui sera accordé pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1895.

11. Le ministre des finances est autorisé à proroger jusqu'au 3 février 1895 les effets de la convention intervenue, le 29 mars 1878, avec la Banque de France, ratifiée par la loi du 13 juin suivant et prorogée en vertu des lois des 30 mars 1888, 26 décembre 1890, 26 décembre 1892, 25 février et 26 juillet 1893, relative à l'avance de 80 millions faite par la Banque de France au Trésor.

12. Le ministre des finances pourra continuer, pendant les mois de janvier et de février 1895, l'émission des bons du Trésor autorisée par l'article 51 de la loi du 26 juillet 1893, jusqu'à concurrence du maximum fixé par ledit article.

13. Le ministre des finances est autorisé à remettre à la Caisse des dépôts et consignations ou à négocier, au fur et à mesure des besoins du Trésor, et à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser 3.25 p. 100 des obligations amortissables au moyen d'annuités terminables en 1893 et représentant le montant des avances et des subventions restant à la charge de la dette flottante pour le service des chemins vicinaux et des établissements scolaires.

Ces annuités seront payées sur le crédit ouvert au budget du ministère des finances pour le remboursement, par annuités, des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux : des lycées, collèges et écoles primaires.

14. La ville de Paris pourra continuer, pendant les mois de janvier et de février 1895, l'émission des bons de la caisse municipale autorisée par l'article 52 de la loi du 26 juillet 1893, jusqu'à concurrence du maximum fixé par ledit article.

15. Le montant des subventions que le ministre des travaux publics peut s'engager, pendant les mois de janvier et de février 1895, à allouer aux entreprises de chemins de fer d'intérêt local ou de tramways, en vertu de la loi du 11 juin 1880, ne devra pas excéder la somme de cent cinquante mille francs (150,000^f).

Ces autorisations d'engagement se confondront avec celles qui

seront accordées pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1895.

16. Le ministre des travaux publics est autorisé à exécuter, pendant les mois de janvier et de février 1895, sur les fonds avancés par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, des travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, s'élevant au maximum à la somme de deux millions de francs (2,000,000^f). Les crédits nécessaires au paiement des dépenses seront ouverts par décrets de fonds de concours dans la limite et mesure de la réalisation des versements.

Les crédits non employés en fin d'exercice et les ressources correspondantes ne pourront être reportés aux exercices suivants qu'en vertu d'une loi.

Ces autorisations de travaux se confondront avec celles qui seront accordées pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1895.

17. Les travaux à exécuter pendant les mois de janvier et de février 1895, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'État, à l'aide des fonds qu'elles mettront à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant, la somme de quinze millions de francs (15,000,000^f), et lesquels la somme à constituer sous forme d'avances remboursables en annuités ne pourra excéder elle-même le maximum de ~~treize~~ millions trois cent trente-trois mille trois cent trente-trois francs (13,333,333^f).

Les maxima indiqués dans le précédent paragraphe se confondront avec ceux qui seront fixés pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1895.

Les versements des compagnies seront portés à un compte intitulé : *Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883.*

Les crédits provisoires nécessaires au paiement des dépenses seront ouverts par décrets de fonds de concours à mesure de la réalisation des versements effectués par les compagnies.

18. Le montant des travaux complémentaires à exécuter en 1895 sur les lignes en exploitation, après la clôture effectuée (suivant les prescriptions des décrets des 2 et 6 mai et 6 juin 1863, 12 août 1865 et 4 janvier 1892 sur les justifications financières) de leur compte respectif de construction, et dont le ministre des travaux publics pourra autoriser l'imputation, pendant les mois de janvier et de février 1895, au compte de premier établissement, non compris le matériel roulant, est fixé à la somme de sept millions cinq cent mille francs (7,500,000^f) qui se confondra avec celle qui sera fixée pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1895.

19. Est et demeure autorisée la perception des contributions directes et des taxes y assimilées établies pour l'exercice 1895, en conformité de la loi spéciale relative aux contributions directes modifiée par l'article 5 de la présente loi.

20. Le Président de la République est autorisé à approuver, par décrets rendus en Conseil d'État, la prorogation, pour une période de deux mois à partir du 1^{er} janvier 1895, des surtaxes d'octroi qui expirent le 31 décembre 1894, et dont le maintien a été voté par les conseils municipaux.

21. Toutes contributions directes et indirectes autres que celles qui sont autorisées par les lois de finances de l'exercice 1894 et par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répression pendant trois années contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

28810. — DÉCRET portant ouverture aux Ministres, sur l'exercice 1895, pour les services généraux de leurs départements, des Crédits provisoires applicables aux mois de janvier et de février 1895.

Du 27 Décembre 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 28 décembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 27 décembre 1894, qui a ouvert aux ministres des crédits provisoires sur l'exercice 1895, pour les dépenses de leurs départements pendant les deux premiers mois de 1895;

Sur la proposition du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le crédit provisoire montant à sept cent dix-neuf mil-

lions sept cent trente-six mille six cent neuf francs (719,736,609) ouvert aux ministres, sur l'exercice 1895, par l'article 1^{er} de la loi susvisée du 27 décembre 1894, pour les services généraux de leurs départements (*budget général*), est réparti, par ministères et par chapitres, conformément aux états A et B ci-annexés, savoir: six cent quatre-vingt-quinze millions quarante-deux mille deux cent quatre-vingt-treize francs (695,042,293^f) pour la France et vingt quatre millions six cent quatre-vingt-quatorze mille trois cent sept francs (24,694,316^f) pour l'Algérie.

2. Le crédit provisoire montant à quatorze millions neuf cent vingt mille huit cent quatre-vingt-un francs (14,920,881^f) ouvert aux ministres par l'article 2 de la loi précitée, au titre des budgets annexes rattachés pour ordre au budget général de l'exercice 1895, est réparti, par ministères et par chapitres, conformément à l'état C ci-annexé.

3. Le ministre des finances et les ministres des autres départements sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Décembre 1894.

Signé: CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé: R. POINCARÉ.

ÉTATS ANNEXÉS.

BUDGET GÉNÉRAL.

ÉTAT A. *État général, par ministères et par chapitres, des crédits provisoires de l'exercice 1895. (France.)*

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
MINISTÈRE DES FINANCES.		
1^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.		
DETTE CONSOLIDÉE.		
I ^{er} .	Rentes 3 1/2 p. o/o. (Loi et décret du 17 janvier 1894.).....	59,410,610 ¹
II.	Rentes 3 p. o/o. (Loi et ordonnance du 1 ^{er} mai 1825.).....	114,031,536
	TOTAL.....	173,442,146
DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.		
III.	Rentes 3 p. o/o amortissables par annuités. (Loi du 11 juin 1878; décret du 16 juillet 1878.).....	29,710,542 ¹
IV.	Annuité de conversion de l'emprunt Morgan. (Loi du 31 mai 1875; décret du 5 juin 1875; loi du 26 décembre 1892.).....	"
V.	Intérêts des obligations du Trésor à court terme émises pour garanties d'intérêt aux compagnies de chemins de fer.....	268,612
V bis.	Intérêts des obligations du Trésor à court terme émises pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État. (Loi du 24 juillet 1894.).....	73,326
VI.	Annuités aux compagnies de chemins de fer pour garantie d'intérêts de 1871 et 1872.....	1,395,289
VII.	Annuité à la compagnie des chemins de fer de l'Est. (Loi du 17 juin 1875.).....	"
VIII.	Remboursement, par annuités, des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires.....	"
IX.	Intérêts et amortissement de l'emprunt contracté par le gouvernement sarde pour l'amélioration de l'établissement thermal d'Aix. (Décret du 20 octobre 1860; loi du 5 août 1874.).....	"
X.	Intérêt et amortissement du capital affecté au remboursement de l'avance de la Société algérienne. (Loi du 26 décembre 1892.).....	2,049,753
XI.	Remboursement, par annuités, aux hospices civils. (Dépenses des hôpitaux militaires.).....	3,328
XII.	Annuité pour construction destinée au service de l'intendance.....	462,841
XIII.	Annuité pour chemins stratégiques.....	13,024
XIV.	Remboursement, par annuités, aux villes pour construction d'hôtels des postes et des télégraphes.....	"
XV.	Redevance annuelle envers l'Espagne pour droit de dépassement sur les deux versants de la frontière des Pyrénées.....	"
XVI.	Remboursement, par annuités, à la Caisse des dépôts et consignations des avances faites par elle en vertu de la loi du 2 octobre 1888. (Reboisement des montagnes.).....	"
XVII.	Annuités aux compagnies de chemins de fer.....	2,969,681
XVIII.	Rachat de concessions de canaux. (Lois des 28 juillet et 1 ^{er} août 1860 et 20 mai 1863.).....	"
XIX.	Annuité à la ville de Roubaix pour la construction de l'école des arts industriels.....	"
XX.	Intérêts de la dette flottante du Trésor.....	3,000,000
XXI.	Intérêts de capitaux de cautionnements. (Loi du 4 août 1844, art. 7.).....	1,527,000
	Total de la dette remboursable à terme ou par annuités..	41,473,400

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
DETTE VIAGÈRE.		
XXII.	Pensions civiles. (Lois des 22 août 1790, 19 frimaire an VII, 25 mars 1817, 4 septembre 1835, 21 mars 1838, 5 mai 1847, 29 juin 1848, 9 août 1848, 7 juin 1853, article 32 de la loi du 9 juin 1853, 12 février 1855, 18 mai 1858 et 16 avril 1859, 31 mars 1859, 20 avril 1859, sénatus-consulte du 12 juin 1860, 20 mai 1863, 15 septembre 1871, 1 ^{er} mars 1872, 22 mars 1872, 15 juin 1872, 3 août 1875, 12 août 1876, 20 juin 1878, 15 juillet 1879, 30 décembre 1880, 22 août 1881, 11 mai 1883, 2 août 1883, 14 août 1885 et 14 novembre 1886, 25 juillet 1888, 29 avril 1889, 3 juin 1890 et 10 mars 1891.).....	.
XXIII.	Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 floréal an XI.).....	.
XXIV.	Pensions de la pairie et de l'ancien sénat. (Loi du 4 juin 1814.).....	.
XXV.	Pensions de donataires dépossédés. (Loi du 26 juillet 1821.).....	.
XXVI.	Pensions militaires de la guerre. (Lois des 11 avril 1831, 26 avril 1855, 25 juin 1861, 10 juillet 1874, 13 mars 1875, 22 juin 1878, 5-18 août 1879, décret du 8 mai 1880, lois des 23 juillet 1881 et 16 mars 1882.).....	.
XXVII.	Pensions militaires de la marine. (Loi du 18 avril 1831, ordonnance du 5 octobre 1844, lois des 24 novembre 1848 et 26 avril 1855, décret du 4 août 1855, lois des 26 avril et 21 juin 1856, 26 juin 1861, 26 juin 1862 et 18 avril 1869, décret du 8 novembre 1872, lois des 21 juin 1878, 5 et 8 août 1879 et 22 mars 1885, article 9.).....	.
XXVIII.	Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile des rois Louis XVIII et Charles X. (Loi du 8 avril 1834.).....	9.500
XXIX.	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe. (Loi des 23 juin 1835 et 8 juillet 1852, décrets des 13 et 25 juin 1853.).....	.
XXX.	Pensions à titre de récompense nationale. (Loi du 13 juin 1850.).....	.
XXXI.	Traitements viagers des membres de l'ordre de la Légion d'honneur et des médailles militaires.....	5.500
XXXII.	Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.).....	.
XXXIII.	Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juillet 1856.).....	.
XXXIV.	Pensions ecclésiastiques sardes. (Convention internationale du 23 août 1860, et décret du 21 novembre 1860.).....	.
XXXV.	Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 décembre 1861.).....	.
XXXVI.	Annuité à la Caisse des dépôts et consignations pour le service des suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves. (Loi du 18 août 1881.).....	.
XXXVII.	Service de l'ancienne caisse de la dotation de l'armée. (L. du 26 avril 1855.).....	20.000
XXXVIII.	Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. (Loi du 30 juillet 1881.).....	.
XXXIX.	Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (L. du 30 août 1883.).....	.
XL.	Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique. (Loi du 27 juin 1885.).....	.
XLI.	Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins. (Loi du 18 avril 1888.).....	.
XLII.	Part contributive de l'État dans les pensions civiles de la préfecture de la Seine et de la préfecture de police en raison des services militaires des anciens sous-officiers. (Décret du 11 juin 1881.).....	.
XLIII.	Allocation supplémentaire 1 ^{re} aux officiers, sous-officiers et soldats et assimilés des armées de terre et de mer, et aux veuves, retraités sous les régimes antérieurs aux lois des 22 juin 1878, 5 août 1879, 23 juillet 1881 et 8 août 1883; 2 ^e aux agents de tout grade du service actif des douanes et aux veuves de ces agents retraités antérieurement à la loi du 26 février 1887; 3 ^e aux agents forestiers énumérés à l'article unique de la loi du 4 mai 1892, ainsi qu'à leurs veuves, retraités avant l'application de cette dernière loi.....	.
TOTAL de la dette viagère.....		5,521,071
TOTAL de la 1^{re} partie.....		220,436,619

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
II^e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.		
XLIV.	Dotation du Président de la République.....	100,000 ^f
XLV.	Frais de maison du Président de la République.....	75,000
XLVI.	Frais de voyage, de déplacement et de représentation du Président de la République.....	75,000
XLVII.	Dépenses administratives du Sénat et indemnités des sénateurs.....	766,666
XLVIII.	Dépenses administratives de la Chambre des députés et indemnités des députés.....	1,235,920
TOTAL de la 2 ^e partie.....		2,252,586
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
XLIX.	Personnel de l'administration centrale du ministère.....	601,666 ^f
L.	Inspection générale des finances.....	133,434
LI.	Personnel central des administrations financières.....	266,362
LII.	Indemnités diverses.....	7,616
LIII.	Matériel de l'administration centrale.....	120,698
LIV.	Impressions.....	1,000,000
LV.	Dépenses diverses de l'administration centrale.....	39,143
LVI.	Frais de trésorerie.....	40,000
LVII.	Traitements fixes des trésoriers-payeurs généraux et du receveur cen- tral de la Seine.....	234,167
LVIII.	Fonds d'abonnement alloués aux trésoriers-payeurs généraux et au receveur central de la Seine pour les frais de personnel et de maté- riel à leur charge.....	673,334
LIX.	Traitements fixes des receveurs particuliers des finances.....	9 ⁸ ,000
LI.	Commissions aux receveurs particuliers des finances, à valoir sur les frais de personnel et de matériel à leur charge, et indemnités aux trésoriers-payeurs généraux, aux receveurs particuliers et aux per- cepteurs chargés du service des recettes particulières provisoirement supprimées.....	425,384
LXI.	Personnel de la Cour des comptes.....	251,014
LXII.	Matériel et dépenses diverses de la Cour des comptes.....	8,900
LXIII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	53,780
LXIV.	Dépenses des exercices clos.....	"
TOTAL de la 3 ^e partie.....		3,953,398
IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
LXV.	Personnel de l'administration des contributions directes.....	668,750 ^f
LXVI.	Dépenses diverses de l'administration des contributions directes.....	280,782
LXVII.	Frais relatifs aux rôles des contributions directes.....	242,266
LXVIII.	Frais relatifs aux rôles des taxes assimilées.....	142,540
LXIX.	Frais de distribution des avertissements.....	461,840
LXX.	Frais d'arpentage et d'expertise (cadastre primitif).....	18,332
LXXI.	Frais d'arpentage et d'expertise (renouvellement du cadastre).....	3,332
LXXII.	Mutations cadastrales.....	605,000
LXXIII.	Dépenses relatives à l'évaluation du revenu net des propriétés non bâties.....	333,332
LXXIII bis.	Dépenses relatives au recensement des propriétés bâties et à l'évalua- tion de leur valeur locative.....	"
LXXIII ter.	Dépenses relatives à la régularisation des matrices cadastrales et géné- rales, en exécution de la loi du 8 août 1890.....	"
LXXIV.	Remises proportionnelles des percepteurs. Indemnités aux percepteurs surnuméraires et frais divers.....	1,883,152
LXXV.	Frais de perception des centimes affectés aux dépenses de l'instruction primaire.....	73,804
LXXVI.	Indemnités et secours aux porteurs de contraintes.....	75,000
LXXVII.	Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en France.....	48,500

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
LXXVIII.	Secours aux percepteurs réformés, aux veuves et aux orphelins de percepteurs.....	33,302
LXXIX.	Personnel de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.....	2,620,623
LXXX.	Personnel de l'atelier général du timbre.....	50,771
LXXXI.	Matériel de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.....	26,323
LXXXII.	Matériel de l'atelier général du timbre.....	126,120
LXXXIII.	Dépenses diverses de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.....	208,152
LXXXIV.	Personnel de l'administration des douanes.....	5,057,652
LXXXV.	Laboratoire de l'administration des douanes.....	50,150
LXXXVI.	Matériel de l'administration des douanes.....	73,026
LXXXVII.	Dépenses diverses de l'administration des douanes.....	225,620
LXXXVIII.	Personnel de l'administration des contributions indirectes.....	5,292,652
LXXXIX.	Matériel de l'administration des contributions indirectes.....	68,351
XC.	Frais de loyer et indemnités de l'administration des contributions indirectes.....	970,151
XCI.	Dépenses diverses de l'administration des contributions indirectes.....	91,056
XCII.	Achats de tabacs et d'allumettes chimiques, primes et transports de l'administration des contributions indirectes.....	195,300
XCIII.	Avances recouvrables par l'administration des contributions indirectes.....	85,802
XCIV.	Personnel de l'administration des manufactures de l'État.....	367,913
XCV.	Gages et salaires de l'administration des manufactures de l'État.....	3,001,162
XCVI.	Pensions de retraites des préposés et des ouvriers des manufactures de l'État.....	
XCVII.	Institutions destinées à améliorer la situation des préposés et des ouvriers des manufactures de l'État.....	81,451
XCVIII.	Matériel de l'administration des manufactures de l'État.....	826,111
XCIX.	Bâtiments des manufactures de l'État.....	92,713
C.	Constructions nouvelles des manufactures de l'État.....	17,150
CI.	Dépenses diverses de l'administration des manufactures de l'État.....	61,111
CII.	Avances recouvrables par l'administration des manufactures de l'État.....	100,000
CIII.	Achats et transports.....	29,522,321
TOTAL de la 4 ^e partie.....		55,200,571
V ^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.		
CIV.	Dégrèvements et non-valeurs sur contributions directes et taxes y assimilées.....	7,000,000
CV.	Remboursements sur produits indirects et divers en France.....	1,604,331
CVI.	Remboursements pour décharge de responsabilité en cas de force majeure et débets admis en surséance indéfinie.....	8,334
CVII.	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers en France.....	979,161
CVIII.	Primes à l'exportation de marchandises.....	26,603
CIX.	Remboursements partiels à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 11 janvier 1892.....	75,000
TOTAL de la 5 ^e partie.....		9,693,495
RÉCAPITULATION.		
1 ^{re} partie.	— Dette publique.....	220,436,610
2 ^e partie.	— Pouvoirs publics.....	2,252,360
3 ^e partie.	— Service général.....	3,923,393
4 ^e partie.	— Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.....	54,200,571
5 ^e partie.	— Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.....	9,693,495
TOTAL du ministère des finances.....		290,536,673

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.		
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale....	89,500 ^f
II.	Matériel de l'administration centrale.....	14,534
III.	Personnel du Conseil d'Etat.....	176,334
IV.	Matériel du Conseil d'Etat.....	11,334
V.	Personnel de la Cour de cassation.....	191,350
VI.	Menues dépenses de la Cour de cassation.....	6,384
VII.	Cours d'appel.....	1,029,236
VIII.	Cours d'assises.....	7,334
IX.	Tribunaux de première instance.....	1,915,918
X.	Tribunaux de commerce.....	30,768
XI.	Tribunaux de police.....	15,784
XII.	Justices de paix.....	1,403,968
XIII.	Juge des appellations d'Andorre.....	500
XIV.	Frais de justice criminelle en France.....	857,166
XV.	Frais des statistiques et impression des bulletins officiels.....	22,750
XVI.	Secours et dépenses imprévues.....	13,250
XVII.	Collection des lois étrangères. (Personnel.).....	834
XVIII.	Collection des lois étrangères. (Matériel.).....	2,500
XIX.	Reconstitution des actes de l'état civil de la ville de Paris et des départements.....	7,000
XX.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
XXI.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
TOTAL.....		5,795,444
DÉPENSES REMBOURSABLES PAR LE GOUVERNEMENT BEYLICAL.		
XXII.	Personnel de la justice française en Tunisie.....	45,934 ^f
XXIII.	Frais de justice criminelle en Tunisie.....	6,618
TOTAL pour le ministère de la justice.....		5,847,996
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.		
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.		
I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale....	134,666 ^f
II.	Matériel de l'administration centrale.....	36,500
III.	Archives, bibliothèques, publications de documents diplomatiques.....	6,666
IV.	Traitements des agents diplomatiques et consulaires.....	1,083,960
V.	Traitements des élèves chanceliers et commis; indemnités du personnel auxiliaire.....	103,500
VI.	Traitements des agents à la disposition du ministre et des agents en disponibilité.....	25,000
VII.	Frais de représentation des agents diplomatiques.....	269,832
VIII.	Entretien des hôtels appartenant à la France. (Achat de mobilier.).....	41,666
IX.	Allocations aux établissements français en Orient, secours aux écoles; frais divers du culte.....	116,666
X.	Frais de correspondance télégraphique.....	66,666
XI.	Dépenses des résidences payées sur services faits ou par abonnement.....	275,000
XII.	Frais d'établissement des agents diplomatiques et consulaires.....	49,166
XIII.	Frais de voyages et de courriers.....	103,832
XIV.	Présents diplomatiques.....	5,832
XV.	Missions.....	16,666
XVI.	Secours.....	31,666
XVII.	Dépenses secrètes.....	166,666
XVIII.	Frais de location et charges accessoires de l'hôtel affecté à la résidence de l'ambassade ottomane.....	10,566
XIX.	Allocation à la famille d'Abd-el-Kader.....	11,666
XX.	Construction et grosses réparations d'hôtels à l'étranger.....	50,000
XXI.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	"
XXII.	Dépenses des exercices clos.....	"
TOTAL du service ordinaire.....		2,606,172

**CHAPITRES
spéciaux.**

MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT
des crédits
ouverts

2^e SECTION. — SERVICE DES PROTECTORATS.		
I ^{er} .	Dépenses de la résidence en Tunisie.....	27,40
II.	Dépenses des résidences à Madagascar.....	82
III.	Dépenses de la justice à Madagascar.....	21,50
IV.	Colonisation à Madagascar.....	16,50
TOTAL du service des protectorats.....		155,50
IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
Unique.	Remise de 5 p. o/o sur les produits des chancelleries diplomatiques et consulaires.....	10,00
TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère des affaires étrangères.....		2,759,50
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.		
1^{re} SECTION. — SERVICE DE L'INTÉRIEUR.		
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
I ^{er} .	Traitement du ministre, traitements et indemnités du personnel de l'administration centrale.....	336,00
II.	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	53,40
III.	Inspections générales administratives.....	30,00
IV.	Secours personnels à divers titres.....	115,00
V.	Traitements et indemnités des fonctionnaires administratifs des départe- tements.....	816,50
VI.	Frais des élections sénatoriales.....	51,00
VII.	Dépenses fixes du personnel d'administration et d'exploitation des <i>Journaux officiels</i>	15,75
VIII.	Dépenses variables du personnel d'exploitation des <i>Journaux officiels</i> ..	120,00
IX.	Dépenses du matériel des <i>Journaux officiels</i>	57,00
X.	Entretien des tombes militaires. (Loi du 4 avril 1873.).....	15,00
XI.	Subventions aux sociétés de secours mutuels.....	20,50
XII.	Majoration des pensions de retraite des membres des sociétés de secours mutuels.....	635,50
XIII.	Personnel des bureaux des préfectures.....	175,00
XIV.	Personnel des bureaux des sous-préfectures.....	125,00
XV.	Frais matériels d'administration des préfectures.....	97,00
XVI.	Frais matériels d'administration des sous-préfectures.....	15,00
XVII.	Subvention pour l'organisation et l'entretien des corps de sapeurs- pompiers.....	7,50
XVIII.	Matériel des cours d'appel.....	41,00
XIX.	Célébration de la Fête nationale du 14 juillet.....	5,00
XX.	Indemnités à d'anciens fonctionnaires sardes devenus Français.....	33,33
XXI.	Travaux des palais de justice de Grenoble et de Besançon.....	11,00
XXII.	Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des routes départementales. (Loi du 30 juillet 1880.).....	41,00
XXIII.	Reconstruction de la cour d'appel de Paris.....	6,00
XXIV.	Subvention aux sociétés de tir.....	1,00
XXV.	Délimitation des frontières.....	3,685,00
XXVI.	Subventions aux départements. (Loi du 10 août 1871.).....	65,00
XXVII.	Annuités à payer au Crédit foncier pour le service des emprunts con- tractés en exécution de la convention annexée à la loi du 22 juillet 1887.....	33,33
XXVIII.	Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des chemins vicinaux. (Loi du 20 juillet 1880.).....	10,00
XXIX.	Subvention pour l'achèvement des chemins vicinaux.....	1,033,33
XXX.	Carte de France au 1/100,000 ^e	1,00
XXXI.	Dépenses du conseil supérieur de l'Assistance publique.....	53,10
XXXII.	Subvention à l'hospice national des Quinze-Vingts.....	8,33
XXXIII.	Subvention à la maison nationale de Charenton.....	18,00
XXXIV.	Subventions aux asiles nationaux de Vincennes et du Vésinet.....	15,00
XXXV.	Subvention à l'hospice national du Mont-Genèvre.....	11,33
XXXVI.	Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Chambéry.	20,00
XXXVII.	Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Paris.....	16,67
XXXVIII.	Subvention à l'institution nationale des sourdes-muettes de Bordeaux.	33,33
XXXIX.	Subvention à l'institution nationale des jeunes aveugles.....	33,33

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
XL.	Remboursement de frais occasionnés par des individus sans domicile de secours	25,000 ^f
XLl.	Participation de l'État aux dépenses du service des enfants assistés ou moralement abandonnés	743,167
XLII.	Frais d'inspection et de surveillance du service des enfants assistés ou moralement abandonnés	178,500
XLIII.	Frais de protection des enfants du premier âge	150,000
XLIV.	Secours aux sociétés de charité maternelle et aux crèches	26,000
XLV.	Subvention à des institutions de bienfaisance et secours d'extrême urgence	50,000
XLVI.	Assistance médicale gratuite	241,617
XLVI bis.	Assistance médicale gratuite. (Frais d'administration.)	8,334
XLVII.	Dépenses diverses du service des eaux minérales et des établissements thermaux de l'État	1,600
XLVIII.	Personnel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains	10,917
XLIX.	Matériel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains	8,280
L.	Personnel des établissements thermaux affermés	3,267
LI.	Matériel des établissements thermaux affermés	3,300
LII.	Personnel du service sanitaire. — Comité consultatif d'hygiène publique de France	57,617
LIII.	Matériel et dépenses diverses du service sanitaire	20,942
LIV.	Visite annuelle des pharmacies et magasins de drogueries, fabriques et dépôts d'eaux minérales	42,917
LV.	Traitements des commissaires de police, indemnités de déplacement et autres	514,484
LVI.	Subvention à la ville de Paris pour la police municipale	1,748,325
LVII.	Frais de police de l'agglomération lyonnaise	244,878
LVIII.	Agents secrets de sûreté générale	266,667
LIX.	Secours aux étrangers réfugiés	24,167
LX.	Frais de rapatriement	8,334
LXI.	Dépenses du service de l'émigration	1,334
LXII.	Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques	617
LXIII.	Personnel du service pénitentiaire	821,440
LXIV.	Entretien des détenus	1,793,167
LXV.	Substitution éventuelle de la régie à l'entreprise dans les maisons de longues et de courtes peines. — Frais supplémentaires d'entretien des détenus et du matériel. — Règlements d'inventaires, industriel et organisation du travail direct. — Traitements provisoires du personnel des régies jusqu'à l'ouverture des crédits au prochain exercice	34,167
LXVI.	Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires	5,334
LXVII.	Transport des détenus et des libérés	58,334
LXVIII.	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires (services à l'entreprise)	17,275
LXIX.	Mobilier du service pénitentiaire (services à l'entreprise)	6,834
LXX.	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires et mobilier (services en régie)	80,255
LXXI.	Exploitations agricoles	29,467
LXXII.	Dépenses accessoires du service pénitentiaire	20,650
LXXIII.	Subventions aux institutions de patronage	20,000
LXXIV.	Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire	12,500
LXXV.	Subventions aux départements pour la transformation des prisons. (Loi du 5 juin 1875.)	17,500
LXXVI.	Acquisition des terres de culture dépendant de la colonie publique des Douaires	40,000
LXXVII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	.
LXXVIII.	Dépenses des exercices clos	.
TOTAL de la 3 ^e partie		15,404,611
V ^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.		
Unique.	Remboursements sur le produit du travail des détenus	355,500 ^f
TOTAL pour le service de l'Intérieur		15,760,111

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
1^{re} SECTION. — SERVICE DES CULTES.		
3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
I ^{er} .	Personnel des bureaux des cultes.....	37,500 ⁰
II.	Matériel des bureaux des cultes.....	3,831
III.	Impressions.....	1,330
IV.	Secours et dépenses diverses.....	667
V.	Traitements des archevêques et évêques.....	154,167
VI.	Traitements des curés.....	736,607
VII.	Allocations aux vicaires généraux.....	80,117
VIII.	Allocations aux chanoines.....	82,233
IX.	Allocations aux desservants et vicaires; binage.....	5,309,514
X.	Pensions et secours ecclésiastiques.....	115,582
XI.	Mobilier des archevêchés et évêchés.....	3,167
XII.	Loyers et rentes pour évêchés.....	1,837
XIII.	Entretien des édifices diocésains.....	98,333
XIV.	Grosses réparations des édifices diocésains.....	165,000
XV.	Crédits spéciaux pour diverses cathédrales.....	59,167
XVI.	Secours pour églises et presbytères.....	328,331
XVII.	Personnel des cultes protestants.....	213,451
XVIII.	Indemnités et secours aux deux Eglises.....	31,331
XIX.	Dépenses des séminaires protestants.....	4,415
XX.	Personnel du culte israélite.....	22,255
XXI.	Dépenses du séminaire israélite.....	3,067
XXII.	Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite.....	9,600
XXIII.	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	.
XXIV.	Dépenses des exercices clos.....	.
TOTAL pour le service des cultes.....		7,362,671
RÉCAPITULATION.		
1 ^{re} section. — Service de l'intérieur.....		15,760,111
2 ^e section. — Service des cultes.....		7,362,671
TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère de l'intérieur et des cultes.....		23,122,782
MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.		
I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale et salaires des hommes de peine et ouvriers employés à l'administration centrale.....	336,000 ⁰
II.	Officiers détachés à l'administration centrale.....	180,000
III.	Matériel de l'administration centrale.....	61,200
IV.	Frais généraux d'impressions.....	61,800
V.	Service géographique. (Personnel.).....	110,000
VI.	Service géographique. (Matériel.).....	69,000
VII.	État-major de l'armée. — Archives et bibliothèques.....	21,001
VIII.	Télégraphie militaire. (Personnel.).....	25,400
IX.	Télégraphie militaire. (Matériel.).....	59,600
X.	Service des chemins de fer. (Matériel.).....	21,600
XI.	État-major général et service d'état-major.....	2,170,200
XII.	Contrôle, intendance militaire. — États-majors particuliers.....	3,529,800
XIII.	Écoles militaires. (Personnel.).....	1,468,400
XIV.	Écoles militaires. (Matériel.).....	672,000
XV.	Personnel hors cadres ou non classé dans les corps de troupes.....	1,734,300
XVI.	Solde de l'infanterie.....	17,705,000
XVII.	Solde des troupes d'administration.....	606,800
XVIII.	Solde de la cavalerie.....	5,257,600
XIX.	Solde de l'artillerie.....	4,567,200
XX.	Solde du génie.....	680,000
XXI.	Solde du train des équipages militaires.....	688,400

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
XXII.	Gendarmerie départementale et gendarmerie d'Afrique.....	5,870,200 ^f
XXIII.	Garde républicaine.....	783,800
XXIV.	Vivres. (Personnel.).....	60,000
XXV.	Vivres. (Matériel.).....	20,000,000
XXVI.	V viande fraîche.....	8,050,600
XXVII.	Fourrages.....	36,000,000
XXVIII.	Service de santé. (Personnel d'exploitation.).....	55,400
XXIX.	Service de santé. (Matériel d'exploitation.).....	1,477,800
XXX.	Service des convois militaires.....	662,000
XXXI.	Service de l'indemnité de route.....	1,254,000
XXXII.	Service des indemnités extraordinaires de voyage et de missions ex- traordinaires.....	206,100
XXXIII.	Habillement et campement. (Personnel d'exploitation.).....	240,000
XXXIV.	Habillement et campement. (Matériel d'exploitation.).....	12,748,700
XXXV.	Lits militaires.....	2,088,400
XXXVI.	Transports spéciaux.....	129,400
XXXVII.	Recrutement.....	223,000
XXXVIII.	Réserve et armée territoriale.....	68,400
XXXIX.	Justice militaire (frais généraux et prisons).....	153,000
XL.	Ateliers et pénitenciers militaires.....	57,800
XLI.	Remonte générale.....	10,500,000
XLII.	Recensement des chevaux et mulets.....	104,000
XLIII.	Harnachement.....	580,000
XLIV.	Établissements de l'artillerie. (Personnel d'exploitation.).....	167,800
XLV.	Établissements de l'artillerie. (Matériel d'exploitation.).....	2,620,800
XLVI.	Poudres et salpêtres. (Personnel d'exploitation.).....	159,400
XLVII.	Poudres et salpêtres. (Matériel d'exploitation.).....	1,052,000
XLVIII.	Établissements du génie. (Personnel.).....	144,600
XLIX.	Établissements du génie. (Matériel.).....	2,509,600
L.	Chauffage et éclairage.....	60,000
LI.	Invalides de la guerre. (Personnel.).....	15,800
LII.	Invalides de la guerre. (Matériel.).....	45,600
LIII.	Solde de non-activité, solde et gratifications de réforme.....	162,000
LIV.	Secours.....	2,100,000
LV.	Dépenses secrètes.....	100,000
LVI.	Construction de la nouvelle enceinte et des forts détachés de Lyon..	1,000
LVII.	Dépenses des exercices primés non frappées de déchéance.....	"
LVIII.	Dépenses des exercices clos.....	"
LIX.	Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à l'exercice 1895 et non frappées de déchéance.....	"
LX.	Travaux imputables sur le produit de la vente d'immeubles devenus inutiles.....	"
	TOTAL.....	149,852,000
	<i>Dépenses remboursables.</i>	
LXI.	Gendarmerie de Tunisie. (Personnel.).....	48,600
LXII.	Gendarmerie de Tunisie. (Matériel.).....	6,600
	TOTAL de la 1^{re} section.....	149,907,200
	2^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.	
	PREMIÈRE PARTIE.	
XIV.	Équipages de campagne.....	17,400 ^f
XV.	Armement des places.....	115,000
XVI.	Armement des côtes. (Personnel.).....	283,300
XVII.	Armement des côtes. (Matériel.).....	154,000
XVIII.	Équipages de siège.....	1,023,300
XIX.	Armes portatives.....	1,341,800
XX.	Munitions.....	"
XXI.	Dépenses diverses.....	225,000
XXII.	Frontière de l'Est.....	20,000
XXIII.	Places de la frontière du Sud-Est.....	179,000
XXIV.	Magasins à poudres.....	358,400
XXV.	Chemins de fer.....	"

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
2^e PARTIE.		
XXXIV.	Équipages de campagne.....	817,500
XXXV.	Armement des côtes.....	16,700
XXXVI.	Expériences. (Artillerie.).....	500,000
XXXVII.	Bâtiments et machines. (Artillerie.).....	250,000
XXXVIII.	Places du Nord.....	154,700
XXXIX.	Défense de Cherbourg.....	200,000
XL.	Casernements.....	584,700
XLI.	Champs de manœuvres, de tir, stands et manèges.....	66,700
XLII.	Construction de tourelles cuirassées dans les forts.....	116,700
XLIII.	Fort de Manonvillers.....	50,000
XLIV.	Constitution de réserves d'outils.....	16,700
XLV.	Construction de chemins stratégiques.....	16,700
XLVI.	Amélioration aux forts isolés.....	16,700
XLVII.	Epinal. — Groupement des bureaux des divers services.....	66,700
XLVIII.	Télégraphie et aérostation militaires.....	166,700
XLIX.	Fortifications (frontières et côtes).....	73,000
L.	Matériel de guerre du génie.....	73,000
LI.	École polytechnique. (Bâtiments).....	516,700
LII.	Réserva (procès, transports, etc.). — Génie.....	33,300
LIII.	Substances.....	50,000
LIV.	Habillement.....	66,700
LV.	Service de santé.....	50,000
LVI.	Améliorations aux hospices civils des départements.....	66,700
LVII.	Harnachement.....	15,597,000
LVIII.	Chemins de fer.....	159,000,000
LIX.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	75,000
LX.	Dépense des exercices clos.....	15,597,000
	TOTAL pour la 2^e section. (Dépenses extraordinaires.)...	7,597,000
RÉCAPITULATION.		
	1 ^{re} section. — Service ordinaire.....	159,000,000
	2 ^e section. — Dépenses extraordinaires.....	75,000
	TOTAL GÉNÉRAL du ministère de la guerre.....	159,075,000
MINISTÈRE DE LA MARINE.		
3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
TITRE I^{er}.		
DÉPENSES DE PERSONNEL. — TRAITEMENTS ET SOLDES.		
I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale...	177,538
II.	Officiers et agents des divers corps de la marine détachés à l'administration centrale.....	59,514
III.	Personnel du service hydrographique.....	17,860
IV.	Officiers de marine et équipages.....	6,983,899
V.	Troupes de la marine.....	2,186,516
VI.	Gendarmerie maritime.....	131,888
VII.	Inspection des services administratifs et financiers.....	43,192
VIII.	Personnel technique.....	340,951
IX.	Commissariat de la marine.....	287,724
X.	Personnel administratif (corps secondaires).....	559,946
XI.	Personnel et agents divers. (Écoles, justice, police, surveillance)...	404,071
XII.	Personnel médical et hospitalier et personnel religieux des différents cultes.....	354,318
TITRE II.		
DÉPENSES DE MAIN-D'ŒUVRE. — SALAIRES.		
XIII.	Constructions navales. — Salaires pour les constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs.....	1,973,500

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouvverts.
XIV.	Constructions navales. — Salaires pour l'entretien et l'approvisionnement de la flotte.	1,071,584 ^f
XV.	Artillerie. — Salaires pour le premier établissement et la reconstitution.	190,964
XVI.	Artillerie. — Salaires pour l'entretien et le service courant.	232,824
XVII.	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Salaires.	166,718
XVIII.	Vivres. — Salaires.	78,726
XIX.	Service général des ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires.	844,584
XX.	— Constructions navales.	142,676
XXI.	Service général des ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires.	79,290
XXII.	— Vivres.	61,126
XXII.	Dépenses diverses de main-d'œuvre. (Hôpitaux.)	
TITRE III.		
DÉPENSES DE MATÉRIEL. — TRAVAUX ET FOURNITURES.		
XXIII.	Matériel de l'administration centrale.	39,466
XXIV.	Constructions navales. — Approvisionnements de la flotte. — Achats pour l'entretien et le service courant.	1,969,472
XXIV bis.	Constructions navales. — Modifications et réparations des bâtiments de la flotte par l'industrie.	250,000
XIV.	Constructions navales. — Achat de bâtiments neufs à l'industrie.	5,532,334
XVI.	Achat extraordinaire de bâtiments à l'industrie.	583,334
XXVII.	Constructions navales. — Achats pour les travaux de constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs.	6,750,000
XXVIII.	Artillerie. — Armes. — Établissement et reconstitution.	1,166,666
XXIX.	Achat extraordinaire d'artillerie pour des bâtiments neufs.	166,666
XXX.	Artillerie. — Poudres et munitions.	2,316,666
XXI.	Artillerie. — Armes. — Entretien et service courant.	83,334
XXXII.	Matériel de torpillerie.	643,696
XXXIII.	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes améliorations.	734,030
XXXIV.	Travaux extraordinaires de défense des ports militaires.	1,666,667
XXXV.	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Entretien et service courant.	221,666
XXXVI.	Habillement. (Achats directs et indemnités représentatives.)	828,350
XXXVII.	Vivres. (Achats directs et indemnités représentatives.)	3,956,564
XXXVIII.	Casernement.	165,508
XXXIX.	Matériel de médecine, de science, d'art et de religion.	265,256
XL.	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Constructions navales.	769,434
XLI.	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Artillerie.	200,000
XLII.	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Torpilles.	100,000
XLIII.	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Travaux hydrauliques.	32,922
XLIV.	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Vivres.	16,666
XLV.	Chauffage et éclairage. (Achats directs et indemnités représentatives.)	132,002
XLVI.	Fournitures et mobilier d'administration. (Achats directs et indemnités représentatives. — Impressions. — Livres et reliures.)	246,364
TITRE IV.		
DÉPENSES COMMUNES.		
XLVII.	Frais de passage et de transport par mer. — Affrètements et frais accessoires.	458,886
XLVIII.	Frais de séjour et de tournées. — Frais de route et de transport par terre et frais accessoires.	648,932
XLIX.	Gratifications, secours et subventions.	216,206
L.	Subvention à la caisse des invalides de la marine.	1,641,414

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
L.I.	Dépenses secrètes	16,807
L.III.	Dépenses diverses	42,971
L.III.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	.
L.IV.	Dépenses des exercices clos	.
L.V.	Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1895	.
	TOTAL du ministère de la marine	48,263,441
 MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. 		
3 ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
1 ^{re} SECTION. — SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.		
I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale	170,000
II.	Matériel de l'administration centrale	55,000
III.	Conseil supérieur et inspecteurs généraux de l'instruction publique	93,500
IV.	Services généraux de l'instruction publique	61,500
V.	Administration académique. (Personnel.)	290,000
VI.	Administration académique. (Matériel.)	38,000
VII.	Facultés. (Personnel.)	1,510,000
VIII.	Facultés. (Matériel.)	551,000
IX.	Facultés dont les dépenses donnent lieu à compte avec les villes	46,000
X.	École des hautes études	54,000
XI.	École normale supérieure	87,000
XII.	Collège de France	85,000
XIII.	Enseignement des langues orientales vivantes	94,000
XIV.	École des chartes	12,000
XV.	École française d'Athènes	15,000
XVI.	École française de Rome	15,000
XVII.	Muséum d'histoire naturelle. (Personnel.)	6,000
XVIII.	Muséum d'histoire naturelle. (Matériel.)	9,000
XIX.	Observatoire de Paris	11,000
XX.	Bureau central météorologique	31,000
XXI.	Observatoire d'astronomie physique de Meudon	12,000
XXII.	Observatoires des départements	36,000
XXIII.	Bureau des longitudes	25,500
XXIV.	Institut national de France	118,000
XXV.	Académie de médecine	12,500
XXVI.	Bibliothèque nationale. (Personnel.)	72,600
XXVII.	Bibliothèque nationale. (Matériel.)	45,300
XXVIII.	Bibliothèque nationale. (Catalogues.)	13,300
XXIX.	Bibliothèques publiques	36,000
XXX.	Catalogue des manuscrits et incunables	8,000
XXI.	Archives nationales	33,300
XXII.	Services généraux des bibliothèques	6,500
XXIII.	Sociétés savantes	16,300
XXIV.	Journal des savants	3,600
XXV.	Souscriptions scientifiques et littéraires. — Impressions gratuites d'ouvrages de haute érudition. — Bibliothèques municipales et po- pulaires. — Échanges internationaux	38,600
XXVI.	Encouragements aux savants et gens de lettres	30,000
XXVII.	Voyages et missions scientifiques	100,000
XXVIII.	Musée ethnographique. — Musée Guimet	11,100
XXIX.	Institut français d'archéologie orientale au Caire	100,000
XL.	Recueil et publication de documents inédits de l'histoire de France	24,100
XLI.	Frais généraux de l'instruction secondaire	28,000
XLII.	Lycées nationaux	3,000,000
XLIII.	Remises et exemptions dans les lycées de garçons et de filles	164,000
XLIV.	Collèges communaux de garçons	593,500
XLV.	Enseignement secondaire des jeunes filles	329,500
XLVI.	Bourses nationales et dégrèvements	730,000

CAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
XLVII.	Enseignement primaire. — Inspecteurs des écoles maternelles. — Inspectrices générales.)	384,700 ^t
XLVIII.	Écoles normales primaires. — Écoles normales supérieures d'enseignement primaire.	1,651,060
XLIX.	Écoles nationales de Vierzon, Voiron et Armentières.	45,000
L.	Enseignement primaire supérieur et professionnel en France, moins les villes de plus de 150,000 âmes.	356,900
LI.	Bourses d'enseignement primaire supérieur.	143,000
LII.	Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de 150,000 âmes.	18,660,000
LIII.	Enseignement primaire en France. — 2 ^e annuité pour l'application de la loi du 25 juillet 1893.	"
LIV.	Créations d'écoles et d'emplois.	66,800
LV.	Part contributive de l'État dans les dépenses de l'enseignement primaire élémentaire et supérieur dans les villes de plus de 150,000 âmes.	719,000
LVI.	Allocations diverses.	136,000
LVII.	Enseignement primaire. — Examens. — Caisses des écoles. — Inspection médicale. — Subventions facultatives.	30,000
LVIII.	Enseignement primaire. — Cours d'adultes. — Matériel. — Encouragements. — Bibliothèques scolaires.	118,000
LIX.	Enseignement primaire. — Secours et allocations.	870,000
LX.	Subventions aux départements, villes ou communes destinées à faire face au paiement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire.	1,589,304
LXI.	Service des constructions scolaires (enseignement primaire).	500,000
LXII.	Service des constructions scolaires (lycées et collèges).	600,000
LXIII.	Service des constructions scolaires (enseignement supérieur).	152,500
LXIV.	Matériel scientifique et installation des établissements d'enseignement supérieur.	77,500
LXV.	Institut Pasteur (traitement de la diphtérie).	16,666
LXVI.	Avance remboursable au collège Sainte-Barbe.	37,500
LXVII.	Création de deux lycées de jeunes filles (2 ^e annuité).	200,000
LXVIII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.	"
LXIX.	Dépenses des exercices clos.	"
TOTAL pour le service de l'instruction publique....		35,263,920
		2 ^e SECTION. — SERVICE DES BEAUX-ARTS.
I ^{er} .	Personnel de l'administration centrale des beaux arts.	36,550 ^t
II.	Personnel des inspections et des services extérieurs des beaux-arts.	14,116
III.	Personnel de l'inspection de l'enseignement du dessin et des musées.	7,000
IV.	Frais divers des inspections et frais de mission.	12,000
V.	Matériel de l'administration centrale des beaux-arts.	6,416
VI.	Académie de France à Rome. (Personnel.)	2,150
VII.	Académie de France à Rome. (Matériel.)	23,810
VIII.	École nationale et spéciale des beaux-arts à Paris. (Personnel.)	45,144
IX.	École nationale et spéciale des beaux-arts à Paris. (Matériel.)	21,150
X.	École nationale des arts décoratifs à Paris. (Personnel.)	19,096
XI.	École nationale des arts décoratifs à Paris. (Matériel.)	5,604
XII.	Subvention à l'école spéciale d'architecture à Paris.	2,500
XIII.	Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel.	61,470
XIV.	Écoles départementales et municipales des beaux-arts, d'art décoratif et d'art industriel.	30,240
XV.	Conservatoire national de musique et de déclamation. (Personnel.)	32,200
XVI.	Conservatoire national de musique et de déclamation. (Matériel.)	10,916
XVII.	Secours aux Conservatoire et écoles nationales de musique dans les départements.	36,750
XVIII.	Théâtres nationaux et subvention au théâtre d'application.	249,334
XIX.	Concerts populaires et sociétés musicales dans les départements.	14,000
XX.	Palais du Trocadéro.	2,166
XXI.	Indemnités et secours. (Théâtres.)	16,666
XXII.	Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements.	125,666

CHAPITRES
spéciaux.

MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT
des crédits
ouvverts.

XXIII.	Achat d'œuvres d'artistes vivants dans les expositions diverses. — Prix de Paris et bourses de voyages.....	11,200
XXIV.	Indemnités et secours. (Beaux-arts.).....	20,000
XXV.	Manufacture nationale de Sèvres. (Personnel.).....	82,500
XXVI.	Manufacture nationale de Sèvres. (Matériel.).....	21,250
XXVII.	Manufacture nationale des Gobelins. (Personnel.).....	33,250
XXVIII.	Manufacture nationale des Gobelins. (Matériel.).....	5,500
XXIX.	Manufacture nationale de Beauvais. (Personnel.).....	17,200
XXX.	Manufacture nationale de Beauvais. (Matériel.).....	2,450
XXXI.	Musées nationaux. (Personnel.).....	90,000
XXXII.	Musées nationaux. (Matériel.).....	62,500
XXXIII.	Musées départementaux et municipaux.....	2,500
XXXIV.	Publications et souscriptions aux ouvrages d'art.....	11,000
XXXV.	Expositions à Paris et dans les départements.....	2,250
XXXVI.	Conservation des monuments historiques. — Acquisition d'objets d'art et de moulages pour les musées de Cluny et de sculpture comparée.....	192,500
XXXVII.	Musée de Cluny.....	14,500
XXXVIII.	Musée de sculpture comparée du Trocadéro.....	2,350
XXXIX.	Location d'une salle pour l'Opéra-Comique.....	1,000
XL.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	.
XLI.	Dépenses des exercices clos.....	.

TOTAL pour le service des beaux-arts.....

1,391,000

RÉCAPITULATION.

1 ^{re} section. — Service de l'instruction publique.....	35,261,000
2 ^e section. — Service des beaux-arts.....	1,391,000

TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.....

36,652,000

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

1^{re} SECTION. — COMMERCE ET INDUSTRIE.

I ^{re} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale....	89,200
II.	Personnel du service de l'administration centrale.....	12,500
III.	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	15,000
IV.	Achats de livres, abonnements aux revues et journaux.....	8,000
V.	Impressions.....	12,500
VI.	Frais de surveillance de sociétés et établissements divers.....	5,500
VII.	Comité consultatif des arts et manufactures.....	5,500
VIII.	Encouragements aux manufactures et au commerce. — Récompenses honorifiques aux vieux ouvriers.....	11,000
IX.	Encouragements aux associations ouvrières de production et de crédit.....	13,500
X.	Conseil supérieur du travail.....	3,500
XI.	Inspection du travail des enfants dans l'industrie.....	107,000
XII.	Caisse nationale de retraites pour la vieillesse.....	2,500
XIII.	Bonification pour les pensions de retraites des travailleurs.....	333,000
XIV.	Personnel des poids et mesures.....	245,000
XV.	Matériel et dépenses diverses des poids et mesures.....	27,000
XVI.	Dépenses de la commission internationale du mètre et du bureau national des poids et mesures. — Part contributive de la France dans l'entretien du bureau international des poids et mesures.....	10,000
XVII.	Personnel de la vérification des alcoomètres et des densimètres.....	3,500
XVIII.	Matériel de la vérification des alcoomètres et des densimètres.....	1,000
XIX.	Propriété industrielle. — Rédaction du recueil des brevets d'invention et du bulletin officiel de la propriété industrielle et commerciale.....	5,000
XX.	Frais d'impression du recueil des brevets d'invention et du bulletin officiel de la propriété industrielle et commerciale.....	25,000
XXI.	Part contributive de la France dans l'entretien du bureau international institué à Berne pour la protection de la propriété industrielle.....	.

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
XXII.	Commerce extérieur, expertises, valeurs de douanes.....	21,500 ^f
XXIII.	Part contributive de la France dans l'entretien du bureau international institué à Bruxelles pour la publication des tarifs douaniers et dé- penses d'abonnement au bulletin international des douanes.....	2,000
XXIV.	Conservatoire national des arts et métiers. (Personnel.).....	50,000
XXV.	Conservatoire national des arts et métiers. (Matériel.).....	31,000
XXVI.	Personnel des écoles nationales d'arts et métiers.....	97,400
XXVII.	Matériel et dépenses diverses des écoles nationales d'arts et métiers.	117,400
XXVIII.	Bourses aux élèves des écoles nationales d'arts et métiers pour les préparer aux examens de l'École centrale des arts et manufactures et bourses d'entretien de ces mêmes élèves à cet établissement.....	5,000
XXIX.	Bourses à l'École centrale des arts et manufactures.....	8,200
XXX.	École nationale d'horlogerie de Cluses.....	8,400
XXXI.	École pratique nationale d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny....	50,000
XXXII.	Enseignement industriel et commercial.....	166,000
XXXIII.	Encouragements aux pêches maritimes.....	300,000
XXXIV.	Primes à la filature de la soie.....	"
XXXV.	Subvention à la marine marchande.....	1,400,000
XXXVI.	Frais accessoires occasionnés par l'application de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande.....	1,800
XXXVII.	Subvention à l'industrie des huiles de schistes. (Loi du 30 déc. 1893.)	"
XXXVIII.	Secours aux colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint-Pierre et Miquelon et du Canada.....	3,400
XXXIX.	Office du travail.....	26,000
XL.	Statistique générale.....	5,000
XLI.	Exposition universelle de 1900.....	30,000
XLII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	"
XLIII.	Dépenses des exercices clos.....	"
TOTAL de la 1 ^{re} section.....		3,264,300 ^f
2 ^e SECTION. — POSTES ET TÉLÉGRAPHES.		
I ^{re} .	Traitement du directeur et personnel de l'administration centrale...	318,216 ^f
II.	Matériel de l'administration centrale.....	43,332
III.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	"
IV.	Dépenses des exercices clos.....	"
TOTAL de la 2 ^e partie.....		361,548
IV ^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
V.	Personnel des postes et des télégraphes (agents).....	7,345,500 ^f
VI.	Personnel des postes et des télégraphes (sous-agents).....	6,660,382
VII.	Remises au personnel des postes et des télégraphes.....	314,332
VIII.	Indemnités diverses et secours aux agents des postes et des télégraphes	1,550,416
IX.	Chaussure et habillement des agents des postes et des télégraphes....	636,000
X.	Matériel des bureaux des postes et des télégraphes.....	1,318,216
XI.	Impressions et publications des postes et des télégraphes.....	376,800
XII.	Transport des dépêches postales.....	1,840,832
XIII.	Appareils et matériel technique d'exploitation des postes et des télé- graphes.....	214,166
XIV.	Construction et entretien des lignes télégraphiques.....	828,666
XV.	Dépenses diverses des postes et des télégraphes.....	350,332
XVI.	Subvention au service maritime entre la France et la Corse.....	59,168
XVII.	Subvention au service maritime des lignes de la Méditerranée, du Brésil et de la Plata.....	278,568
XVIII.	Subvention au service maritime entre Calais et Douvres.....	16,668
XIX.	Subvention au service maritime de New-York et des Antilles et primes de vitesse.....	1,659,668
XX.	Subvention au service maritime de l'Indo-Chine.....	1,111,692
XXI.	Subvention au service maritime de la France en Algérie, Tunisie et Tripolitaine.....	146,668
XXII.	Subvention au service maritime de l'Australie et la Nouvelle-Calé- donie.....	514,306

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
XXIII.	Subvention au service maritime de la côte orientale d'Afrique.....	1,350,000
XXIV.	Subvention aux services maritimes de la côte occidentale d'Afrique..	55,000
XXV.	Subvention à la compagnie concessionnaire du câble reliant Saint-Louis du Sénégal aux possessions françaises de Rio-Nunex, Grand-Bassam, Porto-Novo et le Gabon.....	.
	TOTAL de la 4 ^e partie.....	25,475,000
	V ^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.	
XXVI.	Remboursements sur produits des postes et des télégraphes.....	1,474,300
XXVII.	Répartition de produits d'amendes.....	10
	TOTAL de la 5 ^e partie.....	1,474,300
	RÉCAPITULATION DE LA 2 ^e SECTION.	
	3 ^e partie. — Service général.....	36,100
	4 ^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.....	25,475,000
	5 ^e partie. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	1,474,300
	TOTAL de la 2 ^e section.....	27,315,400
	III ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
	3 ^e SECTION. — TÉLÉPHONES.	
I ^{er} .	Personnel de l'administration centrale.....	17,000
II.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	.
III.	Dépenses des exercices clos.....	.
	TOTAL de la 3 ^e partie.....	17,000
	IV ^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	
IV.	Personnel des services extérieurs.....	4,000,000
V.	Remises au personnel et à divers.....	6,000
VI.	Indemnités et dépenses diverses.....	240,000
VII.	Matériel. — Dépenses d'entretien et d'exploitation.....	800,000
VIII.	Matériel et dépenses de premier établissement.....	100,000
IX.	Annuité à la caisse des dépôts et consignations.....	1,500,000
X.	Transformation du réseau téléphonique de Paris.....	1,000,000
	TOTAL de la 4 ^e partie.....	3,000,000
	V ^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.	
XI.	Remboursements sur produits téléphoniques.....	8,300
	TOTAL de la 5 ^e partie.....	8,300
	TOTAL de la 3 ^e section.....	3,008,300
	RÉCAPITULATION.	
	1 ^{re} section. — Commerce et industrie.....	3,200,000
	2 ^e section. — Postes et télégraphes.....	27,315,400
	3 ^e section. — Téléphones.....	3,008,300
	TOTAL GÉNÉRAL.....	33,475,000
	MINISTÈRE DES COLONIES.	
	II ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
	I	
I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale....	115,000
II.	Matériel de l'administration centrale.....	80,000
III.	Service central des marchés.....	25,000
IV.	Service administratif dans les ports de commerce de la métropole...	30,000
V.	Personnel des services civils.....	100,000
VI.	Personnel de la justice.....	244,000
VII.	Personnel des cultes.....	97,500
VIII.	Inspection générale de l'instruction publique aux colonies.....	2,000
IX.	Troupes aux colonies.....	1,255,000
X.	Commissariat colonial.....	160,000

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
XI.	Inspection des colonies.....	51,910 ^f
XII.	Gendarmerie coloniale.....	288,308
XIII.	Inscription maritime.....	11,864
XIV.	Agents des vivres et du matériel.....	97,666
XV.	Frais de voyage par terre et par mer.....	318,456
XVI.	Missions et études coloniales.....	35,334
XVII.	Vivres et fourrages.....	695,538
XVIII.	Hôpitaux. (Personnel.).....	204,520
XIX.	Hôpitaux. (Matériel.).....	134,354
XX.	Matériel des services civils.....	42,226
XXI.	Matériel des services militaires.....	332,764
XXII.	Défenses des colonies.....	200,000
XXIII.	Dépenses diverses et d'intérêt général.....	29,600
XXIV.	Première des quatorze annuités à payer à des exploitations agricoles pour la mise en valeur d'établissements français.....	60,000
XXV.	Subvention au service local des colonies.....	366,666
XXVI.	Subvention au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion.....	1,540,348
XXVII.	Chemin de fer de Dakar à Saint-Louis.....	213,082
XXVIII.	Frais d'occupation du Soudan français.....	1,504,104
XXIX.	Entretien des postes militaires dans les établissements français du golfe de Bénin (Porto-Novo et Kotonou).....	150,000
XXX.	Câble télégraphique sous-marin du Tonkin.....	75,000
XXXI.	Exposition permanente des colonies.....	10,081
XXXII.	Dépenses des services militaires et maritimes de l'Annam et du Tonkin. Subvention à la compagnie <i>Eastern Telegraph</i> pour l'établissement et l'exploitation d'un câble sous-marin entre Obock et Périm.....	4,183,334
XXXIII.	Subvention pour l'établissement et l'exploitation d'un câble sous- marin entre la Nouvelle-Calédonie et l'Australie.....	6,250
XXXIV.	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	33,334
XXXV.	Dépenses des exercices clos.....	"
XXXVI.	Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1895.....	"
II.		
XXXVIII.	Administration pénitentiaire. (Personnel.).....	424,266
XXXIX.	Administration pénitentiaire. (Hôpitaux, vivres, habillement et cou- rage.).....	749,776
XL.	Administration pénitentiaire. (Frais de transport.).....	211,684
XLI.	Administration pénitentiaire. (Matériel.).....	259,000
TOTAL pour le ministère des colonies.....		14,431,892

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale...	122,400 ^f
II.	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	16,866
III.	Impressions, souscriptions aux publications, abonnements, autogra- phies, entretien des machines, etc.....	31,500
IV.	Mérite agricole et médailles agricoles.....	8,000
V.	Inspection de l'agriculture.....	17,600
VI.	Personnel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage.....	176,334
VII.	Matériel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage.....	158,766
VIII.	Subventions à diverses institutions agricoles.....	530,000
IX.	Encouragements à l'agriculture et au drainage; délégués à l'étranger et bourses de voyage. — Dépenses diverses.....	340,000
X.	Primes à la sériciculture.....	"
XI.	Primes à la culture du lin et du chanvre.....	"
XII.	Allocations, dépenses administratives et subventions pour le traite- ment et la reconstitution des vignobles de France.....	158,332
XIII.	Vérification des beurres et des engrais.....	1,066
XIV.	Primes pour la destruction des loups.....	3,332
XV.	Statistique agricole décennale de 1892.....	11,666
XVI.	Personnel des écoles vétérinaires.....	77,990

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SUMMAIRE des crédits ouverts.
XVII.	Matériel des écoles vétérinaires.....	96,500
XVIII.	Service des épizooties.....	12,500
XIX.	Indemnités pour abatage d'animaux.....	16,000
XX.	Traitement du personnel des haras.....	50,000
XXI.	Frais de tournées du personnel des haras.....	23,000
XXII.	Gages des sous-agents des haras.....	18,000
XXIII.	Secours et gratifications de monte. — Médicaments aux hommes.....	10,000
XXIV.	Habillement des gagistes des haras.....	21,000
XXV.	Bâtiments, constructions, réparations, etc., dépenses diverses des haras.....	33,000
XXVI.	Frais de conduite, frais de monte, salaires.....	121,000
XXVII.	Ferrure, soins aux chevaux, sellerie, carrosserie, etc.....	30,000
XXVIII.	Nourriture des chevaux et juments et de leurs produits.....	320,000
XXIX.	Consommation en nature dans les établissements des haras.....	10,000
XXX.	Remonte des haras.....	16,000
XXXI.	Encouragements à l'industrie chevaline en France.....	50,000
XXXII.	Personnel de l'hydraulique agricole.....	60,000
XXXIII.	Police et surveillance de l'aménagement des eaux.....	41,000
XXXIV.	Etus les et travaux exécutés par l'Etat.....	196,000
XXXV.	Subventions pour travaux de l'hydraulique agricole.....	123,000
XXXVI.	Garantie d'intérêts aux compagnies concessionnaires de travaux d'hydraulique agricole.....	60,000
XXXVII.	Surveillance de sociétés et établissements divers.....	2,700
XXXVIII.	Assainissement des marais communaux.....	20,000
XXXIX.	Dépenses de surveillance, de contrôle et de vérification des comptes des sociétés de courses et des compagnies concessionnaires des canaux d'irrigation.....	3,000
XL.	Secours spéciaux pour pertes matérielles et événements malheureux.....	360,000
XLI.	Dépenses des exercices primés non frappées de déchéance.....	Même
XLII.	Dépenses des exercices clos.....	100,000
	TOTAL de la 3 ^e partie.....	4,512,000
IV ^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
XLIII.	Personnel des agents des forêts dans les départements.....	125,000
XLIV.	Personnel des préposés dans les départements.....	411,000
XLV.	Indemnités et secours au personnel.....	111,000
XLVI.	Personnel de l'enseignement forestier.....	21,000
XLVII.	Matériel de l'enseignement forestier.....	7,000
XLVIII.	Amélioration et entretien des forêts.....	235,000
XLIX.	Restauration et conservation des terrains en montagne.....	900,000
L.	Fixation des dunes.....	53,000
LI.	Aménagements et exploitations.....	160,000
LII.	Chasses. — Entretien des chasses non affermées.....	1,000
LIII.	Impositions sur les forêts domaniales.....	0
LIV.	Droits d'usage. — Frais d'instances. — Matériel et dépenses diverses du service des forêts.....	110,000
	TOTAL de la 4 ^e partie.....	2,472,700
V ^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.		
LV.	Remboursements sur produits divers des forêts, etc.....	5,000
	TOTAL de la 5 ^e partie.....	5,000
RÉCAPITULATION.		
	3 ^e partie. — Service général.....	4,256,800
	4 ^e partie. — Frais de régie, de perception, etc.....	2,472,700
	5 ^e partie. — Remboursements et restitutions, etc.....	5,000
	TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère de l'agriculture.....	6,734,500

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.		
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
1^{re} SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.		
§ 1^{er}. — Personnel.		
I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale....	234,883
II.	Frais de voyage et de mission.....	3,333
III.	Personnel du corps des ponts et chaussées. — Enseignement et école des ponts et chaussées.....	729,294 51,983
IV.	Personnel des sous-ingénieurs des ponts et chaussées.....	1,340,566
V.	Personnel des conducteurs des ponts et chaussées.....	176,333
VI.	Personnel du corps des mines. — Enseignement et écoles.....	78,050
VII.	Personnel des contrôleurs des mines.....	41,500
VIII.	Personnel des contrôleurs comptables et des contrôleurs du matériel et du travail.....	624,333 54,416
IX.	Personnel des commis affectés au service des ponts et chaussées et des mines.....	362,333
X.	Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime.....	83,900
XI.	Personnel des gardes de navigation, éclusiérs, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce.....	59,033
XII.	Personnel des maîtres et gardiens de phares et fanaux.....	40,833
XIII.	Personnel des agents préposés à la surveillance de la pêche fluviale.	145,333
XIV.	Personnel des inspecteurs de l'exploitation commerciale des chemins de fer.....	93,916
XV.	Personnel des commissaires de surveillance administrative des chemins de fer.....	2,500
XVI.	Frais généraux du service de contrôle et de surveillance des chemins de fer concédés.....	55,466
XVII.	Participation de la France dans les dépenses de l'office central des transports internationaux par chemins de fer.....	50,000
XVIII.	Personnel des inspecteurs des tramways des départements de la Seine et de Seine-et-Oise.....	20,000
XIX.	Frais généraux du service de surveillance des mines, minières, carrières et appareils à vapeur.....	23,334
XX.	Indemnités aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.....	49,000
XXI.	Personnel des bâtiments civils.....	70,000
XXII.	Personnel des palais nationaux.....	
XXIII.	Personnel des régies des palais nationaux.....	
XXIV.	Secours.....	
§ 2. — Entretien.		
XXV.	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	54,741
XXVI.	Routes et ponts. — Travaux ordinaires. (Entretien.).....	4,225,000
XXVII.	Routes et ponts. — Grosses réparations et restaurations.....	749,841
XXVIII.	Routes forestières de la Corse. (Entretien.).....	26,000
XXIX.	Entretien des chaussées de Paris.....	566,667
XXX.	Navigation intérieure. (Rivières.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.).....	1,030,500
XXXI.	Navigation intérieure. (Canaux.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.).....	1,037,117
XXXII.	Ports maritimes. Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	1,160,000
XXXIII.	Phares, fanaux et balises. (Entretien et grosses réparations.).....	300,000
XXXIV.	Matériel des mines.....	8,750
XXXV.	Entretien des bâtiments civils.....	133,134
XXXVI.	Grosses réparations des bâtiments civils.....	98,834
XXXVII.	Entretien des palais nationaux.....	116,666
XXXVIII.	Grosses réparations des palais nationaux.....	50,000
XXXIX.	Loyer du terrain du palais de l'Industrie.....	
XL.	Service des eaux de Versailles et de Marly.....	58,334
XLI.	Matériel des régies des palais nationaux.....	43,166
XLII.	Conservation du garde-meuble.....	42,000
XLIII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	
XLIV.	Dépenses des exercices clos.....	
TOTAL de la 1^{re} section.....		14,060,089

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	1890 des travaux
	2^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.	
	§ 1^{er}. — Dépenses obligatoires assimilables à des dettes d'État.	
XLV.	Remboursements des avances affectées aux travaux d'amélioration des rivières, canaux et ports en France.....	1,4
XLVI.	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.).....	3,7
XLVII.	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions nouvelles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.).....	2,8
XLVIII.	Annuités à la compagnie d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État. (Article 5 de la convention approuvée par la loi du 20 novembre 1883.).....	1,4
XLIX.	Subventions pour chemins de fer d'intérêt local.....	15,2
L.	Avances aux comp. de chem. de fer français pour garantie d'intérêts.	2
LI.	Garantie d'intérêt aux entreprises de chemins de fer d'intérêt local.	
LII.	Garantie d'intérêt aux entreprises de tramways.....	
LIII.	Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer concédés placés sous le séquestre administratif et des lignes revenues à l'État par suite de déchéances définitives. — Dépenses diverses relatives à ces lignes.....	2
LIV.	Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation de chemins de fer non concédés construits par l'État.....	1,4
LV.	Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer tunisiens....	
	§ 2. — Travaux.	
LVI.	Lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales.....	2
LVII.	Routes forestières de la Corse. (Construction.).....	2
LVIII.	Rectification des routes nationales et des routes départementales des départements annexés.....	2
LIX.	Construction de ponts.....	2
LX.	Rachat de concessions de ponts à péage dépendant des routes nationales.	
LXI.	Amélioration des rivières.....	2
LXII.	Établissement et amélioration de canaux de navigation.....	2
LXIII.	Travaux de défense contre les inondations.....	2
LXIV.	Amélioration et extension des ports maritimes.....	2
LXV.	Phares, éclairage électrique et installation de signaux divers.....	2
LXVI.	Nivellement général de la France (opérations et représentation graphique).....	2
LXVII.	Exécution de la carte géologique détaillée de la France.....	2
LXVIII.	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	2
LXIX.	Rachat de lignes de chemins de fer.....	2
LXX.	Travaux complémentaires du réseau de l'État.....	2
LXXI.	École des arts et métiers de Lille. — Continuation des travaux de construction.....	2
LXXII.	Conservatoire des arts et métiers. — Restauration de la grande galerie des collections.....	2
LXXIII.	Palais de Versailles et de Trianon. — Continuation des travaux de restauration.....	2
LXXIV.	Réparations et entretien des bassins et eaux du parc de Versailles...	
LXXV.	Palais du Louvre et des Tuileries. — Travaux de réfection.....	2
LXXVI.	Domaine de Saint-Cloud. — Travaux de réparations.....	2
LXXVII.	École normale supérieure. — Transfert de l'infirmerie et agrandissement du service de la physique.....	2
LXXVIII.	Reconstruction de l'Opéra-Comique.....	2
LXXIX.	Reconstruction de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien Dubouché.....	2
LXXX.	Frais de concours pour l'installation de la cour des comptes et suppression des ruines du quai d'Orsay.....	2
	TOTAL de la 2^e section.....	60,6
	RÉCAPITULATION.	
	1^{re} section. — Dépenses ordinaires.....	14,0
	2^e section. — Dépenses extraordinaires.....	60,6
	TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère des travaux publics...	74,6

MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT
des crédits
ouverts.

RÉCAPITULATION

DES CRÉDITS PROVISOIRES DE L'EXERCICE 1895. (France).

1 ^{re} PARTIE. — Dette publique. — Ministère des finances.....	220,436,619 ^f
2 ^e PARTIE. — Pouvoirs publics. — Ministère des finances.....	2,252,586
Ministère de la justice.....	5,847,996 ^f
Ministère des affaires étrangères. { 1 ^{re} section. — Service ordinaire. 2,606,172 ^f 2 ^e section. — Service des protecto- 153,764 } 2,759,936	
Ministère de l'intérieur et des cultes. { 1 ^{re} section. — Intérieur..... 15,404,611 2 ^e section. — Cultes..... 7,362,873	
Ministère des finances.....	3,953,398
Ministère de la guerre. { 1 ^{re} section. — Service ordinaire. 149,907,200 ^f 2 ^e section. — Dépenses extraor- 7,597,900 } 157,505,100	
Ministère de la marine.....	48,263,481
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. { 1 ^{re} section. — Service de l'instruction publique..... 35,263,920 ^f 2 ^e section. — Service des beaux-arts..... 1,398,056 } 36,661,976	374,779,013
Ministère du commerce, de l'industrie des postes et des télégraphes. { 1 ^{re} section. — Service du commerce et de l'industrie..... 3,264,300 ^f 2 ^e section. — Service des postes et des télégraphes..... 361,548 3 ^e section. — Téléphones..... 17,190 } 3,643,038	
Ministère des colonies.....	14,431,892
Ministère de l'agriculture.....	4,256,826
Ministère des travaux publics. { 1 ^{re} section. — Service ordinaire. 14,060,089 ^f 2 ^e section. — Travaux extraor- 60,627,997 } 74,688,086	
4 ^e PARTIE. Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics. { Ministère des finances..... 54,200,572 Ministère des affaires étrangères..... 10,000 Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes : 2 ^e section. — Postes et télégraphes..... 25,479,510 ^f 3 ^e section. — Téléphones..... 3,872,605 } 29,354,115 Ministère de l'agriculture. (Forêts.)..... 2,472,728	86,037,415
5 ^e PARTIE. Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes. { Ministère des finances..... 9,693,498 Ministère de l'intérieur..... 355,500 ^f Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes : 2 ^e section. — Postes et télégraphes..... 1,474,330 ^f 3 ^e section. — Téléphones..... 8,332 } 1,482,662 Ministère de l'agriculture. (Forêts.)..... 5,000	11,536,660
TOTAL GÉNÉRAL des crédits provisoires de l'exercice 1895. (France.)...	695,042,293

3^e PARTIE. — Services généraux des ministères.

BUDGET GÉNÉRAL

ETAT B.

Etat général, par ministères et par chapitres, des crédits provisoires de l'exercice 1895.

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits provis.
MINISTÈRE DES FINANCES.		
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
I ^{er} .	Frais de trésorerie d'Algérie.....	55.1
II.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	
III.	Dépenses des exercices clos.....	
IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
IV.	Personnel des contributions directes et du cadastre en Algérie.....	61.4
V.	Matériel des contributions directes et du cadastre en Algérie.....	52.1
VI.	Personnel de la topographie en Algérie.....	50.7
VII.	Matériel de la topographie en Algérie.....	21.9
VII bis.	Liquidation des suites de l'apposition du séquestre autre que celui concernant les incendies de forêts, en 1881, en Algérie.....	
VII ter.	Liquidation des suites de l'apposition du séquestre des incendies de forêts en Algérie, en 1881.....	
VIII.	Allocation pour le recouvrement des droits universitaires.....	
IX.	Part des chefs collecteurs sur le principal des impôts arabes.....	12.4
X.	Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en Al- gérie.....	
XI.	Personnel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie.....	61.7
XII.	Matériel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie.....	6.1
XIII.	Impositions à la charge de l'Etat pour le service de la propriété indi- viduelle indigène en Algérie.....	
XIV.	Personnel des douanes en Algérie.....	14.7
XV.	Laboratoires des douanes en Algérie.....	1.5
XVI.	Matériel des douanes en Algérie.....	12.1
XVII.	Dépenses diverses des douanes en Algérie.....	12.1
XVIII.	Personnel des contributions diverses en Algérie.....	13.8
XIX.	Matériel des contributions diverses en Algérie.....	6.1
	TOTAL de la 4^e partie.....	1,114.8
V^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.		
XX.	Remboursements sur produits des douanes.....	9.4
XXI.	Remboursements sur produits indirects et divers en Algérie.....	15.5
XXII.	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations de douanes.....	6.5
XXIII.	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers.....	55.6
XXIV.	Remboursements partiels à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 11 janvier 1892.....	5.0
XXV.	Dégrèvements, non-valeurs et secours.....	45.5
	TOTAL de la 5^e partie.....	136.5
RÉCAPITULATION.		
	3 ^e partie. — Service général.....	83.7
	4 ^e partie. — Frais de régie, de perception, etc.....	1,111.1
	5 ^e partie. — Remboursements et restitutions, etc.....	136.5
	TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère des finances...	1,331.3

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.		
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
I ^{er} .	Personnel de la justice française en Algérie.....	315,582 ^f
II.	Matériel et menues dépenses de la cour d'appel et frais de passage gratuit.....	3,668
III.	Frais de justice criminelle en Algérie.....	100,000
IV.	Personnel de la justice musulmane en Algérie.....	15,500
V.	Matériel de la justice musulmane en Algérie.....	1,342
VI.	Constitution de l'état civil des indigènes musulmans en Algérie.....	8,332
VII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
VIII.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
TOTAL pour le ministère de la justice.....		444,424
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.		
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
1^{re} SECTION. — SERVICE DE L'INTÉRIEUR.		
I ^{er} .	Personnel de l'administration centrale à Paris.....	3,688 ^f
II.	Entretien des services de l'administration pénitentiaire en Algérie...	106,749
III.	Entretien des détenus en Algérie.....	208,334
IV.	Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des éta- blissements pénitentiaires (Algérie).....	834
V.	Transports des détenus et des libérés (Algérie).....	7,500
VI.	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires en Algérie. (Services à l'entreprise.).....	1,667
VII.	Mobilier des services pénitentiaires en Algérie. (Services à l'entre- prise.).....	917
VIII.	Travaux ordinaires aux bâtiments et mobiliers pénitentiaires en Algé- rie. (Services en régie.).....	3,750
IX.	Exploitations agricoles en Algérie.....	5,000
X.	Dépenses accessoires du service pénitentiaire en Algérie.....	934
XI.	Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire en Algérie.	2,500
XII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
XIII.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
TOTAL de la 3 ^e partie.....		341,873
V^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS, RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.		
Remboursements sur le produit du travail des détenus en Algérie...		36,667 ^f
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
2^e SECTION. — SERVICE DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.		
I ^{er} .	Personnel de l'administration centrale en Algérie.....	92,334 ^f
II.	Matériel de l'administration centrale en Algérie.....	7,500
III.	Publications et impressions diverses en Algérie.....	8,667
IV.	Subsides, secours et récompenses en Algérie.....	30,834
V.	Personnel de l'administration civile en Algérie.....	261,000
VI.	Matériel de l'administration civile en Algérie.....	85,917
VII.	Personnel du service de la sûreté générale et force publique en Algérie.	109,290
VIII.	Matériel du service de la sûreté en Algérie.....	3,184
IX.	Assistance publique en Algérie.....	490,867
X.	Personnel de l'administration militaire en Algérie.....	58,918
XI.	Matériel de l'administration militaire en Algérie.....	9,795

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MOUV. des crédits ouverts.
XII.	Dépenses de colonisation en Algérie.....	521,46
XIII.	Dépenses secrètes en Algérie.....	20,00
XIV.	Service sanitaire en Algérie.....	10,10
XV.	Visite des pharmacies en Algérie.....	1,57
XVI.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
XVII.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
	TOTAL de la 2 ^e section.....	1,603,50
	3^e SECTION. — SERVICE DES CULTES.	
I ^{er} .	Traitement des archevêque et évêques.....	5,834
II.	Allocations aux vicaires généraux.....	4,300
III.	Allocations aux chanoines.....	3,000
IV.	Allocations aux desservants.....	111,507
V.	Secours ecclésiastiques.....	1,000
VI.	Mobilier des archevêché et évêchés.....	100
VII.	Entretien des édifices diocésains.....	1,000
VIII.	Grosses réparations aux édifices diocésains.....	1,000
IX.	Secours pour églises et presbytères.....	5,000
X.	Personnel des cultes protestants.....	15,500
XI.	Personnel du culte israélite.....	4,100
XII.	Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite.....	200
XIII.	Personnel du culte musulman.....	37,000
XIV.	Matériel du culte musulman.....	12,500
XV.	Frais de passages.....	2,000
XVI.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
XVII.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
	TOTAL de la 3 ^e section.....	205,450
	RÉCAPITULATION.	
3 ^e partie. {	1 ^{re} section. — Service de l'intérieur.....	5,265
	2 ^e section. — Service de l'Algérie.....	1,603,50
	3 ^e section. — Service des cultes.....	205,450
5 ^e partie. —	1 ^{re} section. — Service de l'intérieur.....	5,265
	TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère de l'intérieur et des cultes...	2,194,060
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, ET DES BEAUX-ARTS.	
	III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
	1^{re} SECTION. — SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.	
I.	Services généraux de l'instruction publique. — Frais de passage.....	12,500
II.	Administration académique. — Personnel.....	15,000
III.	Administration académique. — Matériel.....	1,400
IV.	Écoles d'enseignement supérieur à Alger. — Personnel.....	89,816
V.	Écoles d'enseignement supérieur à Alger. — Matériel.....	15,195
VI.	Bibliothèque-musée d'Alger.....	2,531
VII.	Lycées nationaux.....	125,000
VIII.	Remises et exemptions dans les lycées de garçons.....	5,000
IX.	Collèges communaux de garçons.....	14,170
X.	Enseignement secondaire des jeunes filles.....	4,500
XI.	Bourses nationales et dégrèvements.....	20,000
XII.	Enseignement primaire. — Inspecteurs.....	11,700
XIII.	Écoles normales primaires. — Dépenses d'installation et de matériel.....	68,600
XIV.	Enseignement primaire. — Écoles primaires supérieures; écoles élémentaires soumises à la loi du 30 octobre 1886 et non spécialement destinées aux élèves indigènes.....	590,000
XV.	Enseignement primaire des indigènes.....	104,000
XVI.	Enseignement primaire. — Secours et allocations.....	14,000
XVII.	Instruction publique musulmane.....	13,700

ARTICLES d'aux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
IVIII.	Subventions aux départements, ville ou communes de l'Algérie, des- tinées à faire face au paiement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseigne- ment secondaire et d'enseignement primaire.....	23,246 ^f
XIX.	Subventions en capital aux départements, villes ou communes de l'Algérie, pour la participation de l'Etat à la construction des éta- blissements publics d'enseignement primaire.....	25,000
XX.	Subventions en capital aux départements, villes ou communes de l'Algérie, pour la participation de l'Etat à la construction des éta- blissements publics d'enseignement secondaire.....	50,000
XXI.	Subventions aux communes algériennes pour constructions d'écoles ou de classes destinées aux indigènes.....	46,166
XXII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	"
XXIII.	Dépenses des exercices clos.....	"
TOTAL de la 1 ^{re} section.....		1,143,517
2 ^e SECTION. — SERVICE DES BEAUX-ARTS.		
I ^{re} .	Subvention à l'école nationale des beaux-arts d'Alger.....	7,800 ^f
II.	Monuments historiques en Algérie.....	12,500
III.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	"
IV.	Dépenses des exercices clos.....	"
TOTAL de la 2 ^e section.....		20,300
RÉCAPITULATION.		
1 ^{re} section. — Service de l'instruction publique.....		1,143,517 ^f
2 ^e section. — Service des beaux-arts.....		20,300
TOTAL GÉNÉRAL du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.....		1,163,817
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.		
III ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
1 ^{re} SECTION. — COMMERCE ET INDUSTRIE.		
I ^{re} .	Personnel des poids et mesures.....	7,000 ^f
II.	Matériel des poids et mesures.....	4,400
III.	École nationale d'apprentissage de Dellys.....	20,000
IV.	Enseignement industriel et commercial.....	600
V.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
VI.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
TOTAL de la 1 ^{re} section.....		32,000
2 ^e SECTION. — POSTES ET TÉLÉGRAPHES.		
I ^{re} .	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
II.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Idem.
3 ^e SECTION. — TÉLÉPHONES.		
I ^{re} .	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
II.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	
IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
2^e SECTION. — POSTES ET TÉLÉGRAPHES.		
III.	Personnel.....	259.
IV.	Matériel.....	339.
V.	Dépenses diverses.....	10.
	TOTAL de la 2^e section.....	608.
3^e SECTION. — TÉLÉPHONES.		
III.	Personnel.....	24.
IV.	Matériel.....	24.
	TOTAL de la 3^e section.....	48.
RÉCAPITULATION.		
	1 ^{re} section. — Commerce et industrie.....	12.
	2 ^e section. — Postes et télégraphes.....	608.
	3 ^e section. — Téléphones.....	48.
	TOTAL du ministère du commerce, de l'industrie des postes et des télégraphes.....	668.
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.		
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
I ^{re} .	Inspection de l'agriculture.....	6.
II.	Personnel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage.....	12.
III.	Matériel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage.....	6.
IV.	Subventions à diverses institutions agricoles.....	6.
V.	Concours en Algérie et en Tunisie.....	2.
VI.	Défenses contre le phylloxéra et contre les invasions de sauterelles ..	2.
VII.	Encouragements à l'agriculture.....	2.
VIII.	Encouragements à l'industrie chevaline.....	2.
IX.	Travaux hydrauliques.....	11.
X.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire
XI.	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire
	TOTAL pour la 3^e partie.....	51.
IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
XII.	Personnel des agents des forêts et des préposés.....	18.
XIII.	Personnel des préposés indigènes et chaouchs.....	12.
XIV.	Indemnités au personnel des forêts.....	12.
XV.	Travaux des forêts.....	166.
XVI.	Dépenses diverses du service des forêts.....	12.
	TOTAL pour la 4^e partie.....	220.
RÉCAPITULATION.		
	3 ^e partie. — Service général.....	51.
	4 ^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.....	559.
	TOTAL du ministère de l'agriculture.....	791.

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.	
	III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
	1^{re} SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.	
	§ 1^{er}. — Personnel.	
I ^{er} .	Personnel des travaux publics en Algérie.....	231,496 ^f
	§ 2. — Entretien.	
II.	Entretien des routes en Algérie.....	633,333
III.	Travaux ordinaires en Algérie. (Ports maritimes, phares, fanaux et balises.).....	93,330
IV.	Travaux ordinaires en Algérie. (Études et dépenses relatives aux ponts et chaussées et au contrôle des chemins de fer.).....	12,166
V.	Travaux ordinaires en Algérie. (Mines et forages, matériel et travaux.).....	30,000
VI.	Travaux ordinaires en Algérie. (Bâtiments civils et palais nationaux.).....	22,500
VII.	Travaux ordinaires en Algérie. (Construction et entretien des édifices du culte musulman.).....	16,666
VIII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
XIX.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
	TOTAL de la 1^{re} section.....	1,039,491
	2^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.	
	§ 1^{er}. — Dépenses obligatoires assimilables à des dettes d'État.	
X.	Remboursement des avances affectées aux travaux d'amélioration des ports maritimes en Algérie.....	187,500 ^f
XI.	Garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer algériens.....	16,000,000
XII.	Avances pour garanties d'intérêts aux entreprises de tramways.....	11,000
	§ 2. — Travaux.	
XIII.	Travaux neufs des routes nationales et des chemins non classés de l'Algérie.....	260,333
XIV.	Amélioration des ports en Algérie.....	227,170
XV.	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État en Algérie.....	80,000
	TOTAL de la 2^e section.	16,766,003
	RÉCAPITULATION.	
	1 ^{re} section. — Dépenses ordinaires.....	1,039,491 ^f
	2 ^e section. — Dépenses extraordinaires.....	16,766,003
	TOTAL pour le ministère des travaux publics.....	17,805,494

MINISTÈRES ET SERVICES.				RECAPITULATION DU BUDGET GÉNÉRAL.
RÉCAPITULATION DU BUDGET GÉNÉRAL.				
(ALGÉRIE.)				
3 ^e PARTIE Services généraux des ministères.	Ministère de la justice.....			444,427
	Ministère de l'intérieur et des cultes.	1 ^{re} section. — Service de l'intérieur	341,873 ^f	2,157,729
		2 ^e section. — Gouvernement général de l'Algérie.....	1,609,580	
		3 ^e section. — Cultes.....	206,286	
	Ministère des finances.....			83,721
	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts	1 ^{re} section. — Instruction publique.	1,143,517 ^f	1,163,317
		2 ^e section. — Beaux-arts.....	20,300	
	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes — 1 ^{re} section : commerce et industrie.....			32,222
	Ministère de l'agriculture.....			251,212
	Ministère des travaux publics.	1 ^{re} section. — Dépenses ordinaires	1,039,491 ^f	17,801,219
		2 ^e section. — Dépenses extraordinaires.....	16,766,003	
TOTAL de la 3 ^e partie.....			21,532,219	
4 ^e PARTIE. Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.	Ministère des finances.....			1,111,111
	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.	2 ^e section. — Postes et télégraphes	910,000 ^f	931,219
		3 ^e section. — Téléphones.....	21,416	
	Ministère de l'agriculture. (Forêts.).....			539,671
	TOTAL de la 4 ^e partie.....			2,582,271
5 ^e PARTIE. Rembourse- ments et restitutions.	Ministère des finances.....			136,328
	Ministère de l'intérieur et des cultes.....			36,666
	TOTAL de la 5 ^e partie.....			173,024
TOTAL GÉNÉRAL de l'état B.....				24,694,314

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1895.

ÉTAT C.

Tableau, par ministères et par chapitres, des crédits provisoires.

CHAPITRES spéciaux.	DÉPENSES.	MONTANT des crédits ouverts	
		par chapitre.	par service.
MINISTÈRE DES FINANCES.			
FABRICATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES.			
1 ^{er} Service administratif.			
I ^{er} .	Personnel du service administratif.....	10,500 ^f	
II.	Matériel du service administratif.....	12,000	
III.	Dépenses diverses du service administratif.....	2,132	
2 ^e Service d'exploitation.			
DÉPENSES FIXES D'EXPLOITATION.			
IV.	Personnel.....	24,182 ^f	
V.	Matériel.....	1,082	
DÉPENSES D'EXPLOITATION NON SUSCEPTIBLES D'UNE ÉVALUATION FIXE.			
VI.	Personnel.....	14,166 ^f	267,810 ^f
VII.	Matériel.....	10,750	
VIII.	Dépenses éventuelles et compléments de pensions aux ouvriers, et pensions aux veuves d'ouvriers..	1,000	
IX.	Dépenses d'ordre (achat d'or et d'argent pour la fa- brication des médailles).....	166,666	
X.	Service des monnaies de bronze.....	5,332	
XI.	Circulation monétaire (Achat de métal et frais d'affi- nage).....	20,000	
XII.	Versement au Trésor de l'excédent des recettes sur les dépenses.....	"	
XIII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de dé- chéance.....	"	
XIV.	Dépenses des exercices clos.....	"	
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.			
IMPRIMERIE NATIONALE.			
I ^{er} .	Dépenses fixes d'administration (personnel).....	28,834 ^f	1,191,490
II.	Dépenses fixes d'exploitation (personnel).....	17,118	
III.	Dépenses fixes d'administration et d'exploitation (ma- tériels).....	38,402	
IV.	Dépenses d'exploitation non susceptibles d'une éva- luation fixe (personnel).....	434,418	
V.	Dépenses d'exploitation non susceptibles d'une éva- luation fixe (matériel).....	671,000	
VI.	Dépenses éventuelles.....	1,668	
VII.	Dépenses des exercices clos.....	"	
VIII.	Excédent des recettes sur les dépenses à verser au Trésor.....	"	

CHAPITRES spéciaux.	DÉPENSES.	MONTANT des crédits ouverts	
		par chapitre.	par marin.
LÉGION D'HONNEUR.			
I ^{er} .	Grande chancellerie (personnel)	36,800 ⁴	
II.	Grande chancellerie (matériel)	9,300	
III.	Traitements et suppléments de traitements des membres de l'ordre	1,578,716	
IV.	Secours aux membres de l'ordre, à leurs veuves et à leurs orphelins	17,000	
V.	Traitements des médaillés militaires	818,400	
VI.	Maison d'éducation de Saint-Denis (personnel)	29,238	
VII.	Maison d'éducation de Saint-Denis (matériel)	78,376	
VIII.	Succursale d'Écouen (personnel)	12,526	
IX.	Succursale d'Écouen (matériel)	36,917	
X.	Succursale des Loges (personnel)	11,250	
XI.	Succursale des Loges (matériel)	34,934	
XII.	Secours aux élèves	666	
XIII.	Frais relatifs au domaine d'Écouen	758	
XIV.	Travaux extraordinaires. — Gratifications aux em- ployés. — Dépenses diverses	2,500	1,766 ⁴
XV.	Prix de décorations et médailles	14,166	
XVI.	Prix et frais d'expédition de brevets et ampliations de décrets relatifs au port de décorations étrangères. — Distribution, à titre de secours, aux membres de l'ordre et à leurs orphelins, de l'excédent du produit des brevets et des droits de chancellerie.	22,834	
XVII.	Subventions supplémentaires aux anciens militaires de l'armée de terre mis à la retraite de 1814 à 1861	458	
XVIII.	Remboursements de sommes versées à charge de restitution	500	
XIX.	Pensions viagères concédées en vertu de la loi du 5 mai 1869	166	
XX.	Dépenses des exercices périmés non frappées de dé- chéance	Mémoire.	
XXI.	Dépenses des exercices clos	Mémoire.	
MINISTÈRE DE LA MARINE.			
CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE.			
I ^{er} .	Frais d'administration et de trésorerie pour les trois services composant l'établissement des invalides . .	74,716 ⁴	
II.	Frais de matériel de l'établissement des invalides à Paris et dans les ports	2,500	
III.	Demi-soldes et pensions qui en dérivent (lois des 13 mai 1791, 11 avril 1881 et 8 août 1885)	6,000	
IV.	Fonds annuels de secours et gratifications de ré- forme renouvelables	580,000	
V.	Secours aux marins naufragés ou à leurs familles, subventions aux hôtels de marins, etc.	"	
VI.	Remboursements sur anciens dépôts provenant de solde, de parts de prises, de naufrages, etc.	26,666	710,761 ⁴
VII.	Dépenses diverses, remboursement de trop-per- çus, etc.	9,160	
VIII.	Distribution des revenus provenant des legs et do- nations faits à l'établissement des invalides de la marine	11,722	
IX.	Dépenses des exercices clos	Mémoire.	
X.	Dépenses des exercices périmés non frappées de dé- chéance	Mémoire.	
XI.	Paiement d'arrérages de demi-soldes et pensions dé- rivées portant sur exercices clos	Mémoire.	

ARTICLES Séparés.	DÉPENSES.	MONTANT des crédits ouverts		
		par chapitre.	par service.	
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.				
ÉCOLE CENTRALE DES ARTS ET MANUFACTURES.				
I ^{er} .	Personnel.....	90,600 ^f	116,000 ^f	
II.	Matériel.....	26,000		
III.	Versement à la réserve.....	Mémoire.		
IV.	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.		
CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE.				
I ^{er} .	Intérêts à servir aux déposants.....	3,094,574 ^f	3,777,160	
II.	Dépenses du personnel.....	534,040		
III.	Dépenses du matériel.....	76,290		
IV.	Dépenses diverses et accidentelles.....	5,832		
V.	Excédent de recettes sur les dépenses à attribuer au compte de la dotation (art. 16 de la loi du 9 avril 1881).....	66,424		
VI.	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.		
MINISTÈRE DES COLONIES.				
CHEMIN DE FER ET PORT DE LA RÉUNION.				
I ^{er} .	Service des obligations garanties.....	418,084 ^f	739,752	
II.	Administration générale et frais généraux.....	25,334		
III.	Chemin de fer.....	116,688		
IV.	Port.....	101,084		
V.	Dépenses de parachèvement.....	78,562		
VI.	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.		
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.				
CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.				
I ^{er} .	Conseil d'administration.....	2,500 ^f	5,412,500	
II.	Secrétariat et caisse générale.....	18,000		
III.	Direction.....	68,000		
IV.	Dépenses non susceptibles d'une évaluation fixe (exploitation, matériel et traction, voie et bâti- ments, gratifications, secours et indemnités, gares et troncs communs).....	5,200,000		
V.	Impôts et assurances.....	124,000		
VI.	Dépenses des exercices périmés non frappées de dé- chéance.....	Mémoire.		
VII.	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.		
VIII.	Excédent des recettes sur les dépenses à verser au Trésor.....	Mémoire.		
TOTAL général des crédits provisoires.....			14,920,881	

Vu pour être annexé au décret du 27 décembre 1894.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28811. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à l'exécution des travaux de reconstruction de la porte d'écluse d'amont de l'écluse à sas du bassin à flot de Boulogne, conformément aux dispositions du projet présenté, à la date des 5-7 avril 1894, par les ingénieurs du service maritime du département du Pas-de-Calais, aux avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 13 novembre 1893 et 19 avril 1894 ;

2° La dépense de ces travaux, évaluée à la somme de cent quarante mille francs, sera imputée sur les ressources inscrites au budget de l'exercice pour les travaux d'extension et d'amélioration des ports. (Paris, 25 Juillet 1894.)

N° 28812. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est et demeure classée, comme prolongement de la route nationale n° 88 bis, dans le département de la Haute-Loire, une section de route à ouvrir entre Vorey et Retournac, suivant la direction indiquée par des traits rouges sur le plan visé par l'ingénieur en chef, le 9 septembre 1893, lequel plan restera annexé au présent décret.

La construction de ce prolongement est déclarée d'utilité publique :

2° Il est pris acte des engagements souscrits par le conseil général de la Haute-Loire, dans sa délibération du 24 août 1893 ;

3° La dépense, à la charge de l'État, évaluée à cinq cent trente mille francs, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour la construction des routes nationales.

4° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et des droits nécessaires à l'exécution des travaux, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

5° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans le délai de cinq ans à dater du présent décret. (Paris, 26 Juillet 1894.)

N° 28813. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 5 avril 1894, devant le préfet de l'Hérault, portant concession au sieur Jacques Lamayoux, négociant à Cette, moyennant le prix de seize cents francs, aux clauses et conditions stipulées, d'une parcelle de terrain maritime située dans la commune de Frontignan, contenant un hectare soixante ares et provenant de l'étang d'Ingril, ladite parcelle figurée par une teinte rose violacée sur le plan annexé à la convention. (Paris, 31 Juillet 1894.)

N° 28814. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts) qui autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom

de l'État, à accepter, pour le musée de Cluny, les trois objets suivants légués à cet établissement, en vertu du testament du 4 septembre 1862, par le sieur Molloy (Aimé-Charles-Jean), et évalués à la somme de cinq mille soixante-douze francs,

Savoir :

Une terre cuite représentant le mausolée d'un serin;

Un groupe, de terre cuite, de quatre enfants, destiné à servir de support;

Un vase, à double corps et à double bec, en verre de Venise du xvi^e siècle. (*Pont-sur-Seine, 6 Août 1894.*)

28815. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1^o Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour la reconstruction des ponts de Maisons (Seine-et-Oise), sur la Seine (ligne de Paris Havre), conformément aux dispositions du plan général produit par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, à la date du 27 septembre 1893, quel plan restera annexé au présent décret;

2^o Pour l'acquisition des terrains nécessaires à l'exécution desdits travaux, la compagnie des chemins de fer de l'Ouest est substituée aux droits comme aux obligations qui dérivent, pour l'administration, de la loi du mai 1841;

3^o La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux sont pas accomplies dans le délai de deux ans, à dater de la promulgation du présent décret. (*Pont-sur-Seine, 20 Août 1894.*)

28816. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Sont approuvées les dépenses à faire par la compagnie des chemins de fer de Bône-Guelma et prolongements, sur la ligne de Souk-Ahras à Tébessa, pour augmentation de son matériel (deux locomotives et cinquante wagons plates-formes), conformément au projet présenté le 3 avril 1894, avec un détail estimatif montant à deux cent douze mille cinq cent dixante-quinze francs, y compris une majoration de dix pour cent pour frais généraux et intérêts.

Les dépenses résultant de l'exécution de ces projets seront imputées sur le compte de deux millions de francs ouvert, conformément à l'article 6 de la convention du 23 mai 1885, approuvée par la loi du 28 juillet suivant, pour travaux complémentaires, jusqu'à concurrence des sommes qui seront définitivement reconnues devoir être portées audit compte. (*Pont-sur-Seine, 21 Août 1894.*)

28817. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve la délibération, en date du 17 juillet 1894, par laquelle le conseil municipal de Bordeaux a voté

le maintien, pendant cinq ans, à partir du 1^{er} janvier 1895, des
combiné de manière à tenir compte à la fois de la valeur locative
maisons et du nombre des ouvertures, établi à Bordeaux, pour la
tution de la contribution des portes et fenêtres, en vertu de l'article
de la loi du 5 mai 1855. (*Pont-sur-Seine, 29 Septembre 1894.*)



Certifié conforme :

Paris, le 18^e Février 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

L. TRARIEUX.

* Cette date est celle de la réception de l'acte
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1668*.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

18818. — *Loi qui ouvre au Ministre de la justice, sur l'exercice 1894, un Crédit supplémentaire applicable au Budget annexe de l'Imprimerie nationale.*

Du 4 Décembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 5 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. Il est ouvert au ministre de la justice, au titre du budget annexe de l'Imprimerie nationale, sur l'exercice 1894, un crédit supplémentaire de la somme de deux cent mille francs (200,000^f), applicable au chapitre IV : *Dépenses d'exploitation non susceptibles d'une évaluation fixe.* — *Personnel.* Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources propres audit budget annexe. A cet effet, les évaluations de recettes du budget annexe de l'Imprimerie nationale pour l'exercice 1894 sont augmentées d'une somme de 100 cent mille francs (200,000^f) à inscrire au chapitre I^{er} : *Produits d'impressions diverses.*

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 4 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Signé : E. GUÉRIN.

Voir un Erratum à la fin de ce numéro.

N° 28819. — *Loi concernant : 1° la régularisation de décrets rendus en Conseil d'État ou en vertu d'autorisations législatives spéciales; 2° l'ouverture et l'annulation de Crédits sur l'exercice 1894; 3° l'ouverture de Crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 4° l'ouverture de Crédits au titre des Budgets annexes.*

Du 27 Décembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 28 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

RÉGULARISATION DE DÉCRETS RENDUS EN CONSEIL D'ÉTAT OU EN VERTU D'AUTORISATIONS LÉGISLATIVES SPÉCIALES.

ART. 1^{er}. Est sanctionné le décret du 11 septembre 1894, rendu en Conseil d'État pendant la prorogation des Chambres et portant ouverture, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1894 (Algérie non comprise), d'un crédit supplémentaire de six cent mille francs (600,000^f) applicable au chapitre ci du budget du ministère des finances : *Achats et transports*.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

2. Sont sanctionnés les décrets des 20 août et 16 octobre 1894, rendus par application de la loi du 25 juillet 1894 et portant ouverture, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1894 (Algérie non comprise), de crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de douze millions cinq cent mille francs (12,500,000^f) applicables au chapitre LXXII de la 2^e section du budget du ministère des travaux publics : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

A cet effet, les évaluations de recettes du budget général de l'exercice 1894 sont augmentées d'une somme de douze millions cinq cent mille francs (12,500,000^f) à prélever sur le produit de l'émission des obligations du Trésor à court terme, autorisée par la loi du 25 juillet 1894.

Cette somme de douze millions cinq cent mille francs (12,500,000^f) sera inscrite au paragraphe 6 : *Ressources exceptionnelles, sous la rubrique : Produit de l'émission d'obligations du Trésor à court terme pour le service des études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État* (loi du 25 juillet 1894).

TITRE II.

EXERCICE 1894.

3. Il est ouvert aux ministres, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 26 juillet 1893, pour les dépenses du budget

général de l'exercice 1894 (Algérie non comprise), des crédits supplémentaires et extraordinaires s'élevant à la somme totale de quarante-sept millions trois cent onze mille huit cent soixante et onze francs quarante-six centimes (47,311,871^f 46).

Ces crédits demeurent répartis par ministères et par chapitres, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

4. Il est ouvert aux ministres, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 26 juillet 1893, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1894 en Algérie, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme de cinq cent vingt-six mille trois cent soixante-quinze francs soixante-dix centimes (526,375^f 70).

Ces crédits demeurent répartis, par ministère et par chapitre, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

Il sera pourvu à ces crédits au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894).

5. Sur les crédits ouverts aux ministres par la loi de finances du 26 juillet 1893 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1894 (Algérie non comprise), une somme de quatre millions neuf cent treize mille francs (4,913,000^f) est et demeure définitivement annulée, conformément à l'État C annexé à la présente loi.

6. Sur les crédits ouverts par la loi de finances du 26 juillet 1893 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1894 en Algérie, une somme de cent cinquante mille francs (150,000^f) est et demeure définitivement annulée au titre de la 1^{re} section (service de l'instruction publique) du budget du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts, chapitre xiv : *Écoles primaires supérieures; écoles élémentaires soumises à la loi du 30 octobre 1886 et non spécialement destinées aux élèves indigènes.*

7. Le ministre de la marine sera tenu de justifier de l'affectation du crédit extraordinaire de deux millions huit cent vingt et un mille quatre cent dix-sept francs (2,821,417^f) accordé au titre des chapitres LVI et LVII par l'article 3 de la présente loi et destiné à la reconstitution des approvisionnements perdus à Toulon dans l'incendie du 9 juillet 1894, ainsi qu'à la reconstruction des ateliers et magasins incendiés. Le crédit devra recevoir l'affectation suivante.

Constructions navales. — Approvisionnements de la flotte.....	1,901,482 ^f
Constructions navales. — Achats pour les travaux de constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs.....	115,815
Constructions navales. — Effets de fatigue des ouvriers des arsenaux.....	69
Constructions navales. — Outillage.....	397,458
Secours et gratifications aux ouvriers blessés ou dont les vêtements ont été détériorés dans l'incendie.....	1,593
Reconstruction des ateliers et magasins incendiés.....	405,000
TOTAL.....	<u>2,821,417</u>

TITRE III.

OUVERTURE DE CRÉDITS SPÉCIAUX D'EXERCICES CLOS.

8. Il est accordé aux ministres, en augmentation des restes à payer des exercices clos 1890, 1891, 1892 et 1893, des crédits supplémentaires pour la somme d'un million huit cent soixante-dix-huit mille quatre cent soixante-douze francs cinquante-quatre centimes (1,878,472^f 54), montant de nouvelles créances constatées sur ces exercices.

Ils sont répartis par ministère, conformément à l'état D annexé à la présente loi.

Les ministres sont, en conséquence, autorisés à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos au budget de l'exercice courant, conformément à l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

TITRE IV.

OUVERTURE DE CRÉDITS SPÉCIAUX D'EXERCICES PÉRIMÉS.

9. Il est accordé aux ministres, sur l'exercice courant, pour le paiement des créances des exercices périmés, des crédits extraordinaires spéciaux, montant à la somme de cent vingt-trois mille neuf cent quatre-vingt-treize francs quatre-vingt-dix-huit centimes (123,993^f 98).

Ils sont répartis entre les divers ministères conformément à l'état E annexé à la présente loi.

Il sera pourvu à ces crédits au moyen des ressources générales du budget de l'exercice courant.

TITRE V.

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL.

MONNAIES ET MÉDAILLES.

10. Est ratifié le décret du 3 novembre 1894, rendu en exécution de la loi du 26 février 1887 et qui a ouvert au ministre des finances au titre du budget annexe des monnaies et médailles, pour l'exercice 1894, un crédit supplémentaire s'élevant à la somme de douze mille quatre cent cinquante francs (12,450^f) applicable au chapitre VII *Matériel*.

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources propres au budget annexe. A cet effet, les prévisions de recettes du budget annexe des monnaies et médailles, pour l'exercice 1894, sont augmentées d'une somme égale de douze mille quatre cent cinquante francs (12,450^f) à inscrire au chapitre X : *Recettes accidentelles*.

GRANDE CHANCELLERIE DE LA LÉGION D'HONNEUR.

EXERCICES PÉRIMÉS.

11. Il est ouvert au ministre de la justice, au titre du budget annexe de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, sur l'exercice courant, pour le paiement de créances de l'exercice périmé 1889, un crédit extraordinaire montant à sept cent quarante-six francs dix centimes (746^f 10).

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources propres audit budget annexe pour l'exercice 1894.

CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE.

12. L'évaluation de recette du chapitre XI : *Subvention du département de la marine*, du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, pour l'exercice 1894, est augmentée d'une somme de sept cent trente-huit mille sept cent cinquante francs (738,750^f).

L'évaluation de recettes du chapitre VII : *Arrérages des inscriptions de rentes sur l'État appartenant à la caisse des invalides*, même budget, pour l'exercice 1894, est réduite d'une somme égale de sept cent trente-huit mille sept cent cinquante francs (738,750^f).

CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE.

EXERCICES CLOS.

13. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, au titre du budget annexe de la caisse nationale d'épargne, pour l'exercice courant, un crédit supplémentaire de soixante mille deux cent vingt-trois francs dix-huit centimes (60,223^f 18), pour le paiement d'une créance se rattachant à l'exercice clos 1893.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen de ressources propres audit budget annexe.

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.

14. Est ratifié le décret du 10 août 1894, rendu en exécution de la loi de finances du 29 décembre 1882 et qui a ouvert au ministre des travaux publics, au titre du budget annexe des chemins de fer de l'État, pour l'exercice 1894, un crédit supplémentaire de trois cent mille francs (300,000^f) applicable au chapitre IV : *Dépenses non susceptibles d'une évaluation fixe. — Exploitation, matériel et traction, voie et bâtiments, gratifications, secours et indemnités, gares et troncs communs.*

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources propres au budget annexe pour l'exercice courant.

15. Est ratifié le décret du 6 août 1894, rendu en exécution de la loi de finances du 29 décembre 1882 et qui a ouvert au ministre des travaux publics, au titre du budget annexe des chemins de fer de l'État, pour l'exercice 1894, un crédit supplémentaire de la somme totale de deux mille cinq cent trente francs quatre-vingt-dix-neuf centimes (2,530^f 99) répartie comme suit :

CHAP. VI. Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	535 ^f 03 ^c
CHAP. VII. Dépenses des exercices clos.....	1,995 96
TOTAL ÉGAL.....	<u>2,530 99</u>

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources propres au budget annexe pour l'exercice courant.

TITRE VI.

DISPOSITIONS DIVERSES.

IMPRIMERIE NATIONALE.

16. L'imprimerie nationale est autorisée à disposer, en faveur de la caisse des pensions et secours des employés et ouvriers de cette administration, de la partie de l'excédent des recettes sur les dépenses qui dépasseraient le chiffre prévu au budget pour l'exercice 1894, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour reconstituer le capital d'une rente de douze mille francs (12,000^f).

17. Le chapitre VIII du budget des dépenses du budget annexe de l'imprimerie nationale pour l'exercice 1894 : *Excédent des recettes sur les dépenses à verser au Trésor*, est modifié, par suite des dispositions de l'article précédent, ainsi qu'il suit :

CHAP. VIII. — Excédent des recettes sur les dépenses à verser :

Au Trésor.....	93,100 ^f
A la caisse des pensions et secours des employés et ouvriers de l'imprimerie nationale, pour le surplus..	Mémoire.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

ÉTATS ANNEXÉS.

ÉTAT A. Tableau, par ministère et par chapitre, des crédits supplémentaires et extraordinaires accordés sur le budget général de l'exercice 1894. (France.)

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
		par chapitre.	par ministère.
MINISTÈRE DES FINANCES.			
1 ^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.			
IV.	Annuité de conversion de l'emprunt Morgan. (Loi du 31 mai 1875; décret du 5 juin 1875; loi du 26 décembre 1892.)	1 ¹²	3,001 ¹²
XXXIII.	Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juillet 1856.)	3,000 00	
A ^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.			
LXXII.	Mutations cadastrales.	34,471 81	7,216,141 79
LXXXII.	Dépenses diverses de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.	30,000 00	
LXXXIII.	Personnel de l'administration des douanes.	13,219 98	
LXXXVII.	Personnel de l'administration des contributions indirectes.	830,000 00	
LXXXVIII.	Matériel de l'administration des contributions indirectes.	45,000 00	
LXXXIX.	Frais de loyer et indemnités de l'administration des contributions indirectes.	19,450 00	
XC.	Dépenses diverses de l'administration des contributions indirectes.	190,000 00	
XCII.	Avances recouvrables par l'administration des contributions indirectes.	55,000 00	
XCIV.	Gages et salaires de l'administration des manufactures de l'État.	450,000 00	
ICV.	Institutions destinées à améliorer la situation du personnel des manufactures de l'État.	204,000 00	
ICVI.	Matériel de l'administration des manufactures de l'État.	145,000 00	
CI.	Achats et transports.	5,200,000 00	
5 ^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.			
CII.	Dégrèvements et non-valeurs sur contributions directes et taxes y assimilées.	7,000,000 00	7,000,000 00
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.			
3 ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
1 ^{re} section. — Service ordinaire.			
V.	Traitements des élèves-chanceliers et commis; indemnités du personnel auxiliaire.	1,250 00	364,188 75
XII.	Frais d'établissement des agents diplomatiques et consulaires.	250,000 00	
XXVI.	Dépenses de la conférence sanitaire internationale de Paris.	38,388 75	
2 ^e section. — Service des protectorats.			
III.	Dépenses de la justice à Madagascar.	74,500 00	

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
		par chapitre.	par ministre.
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.		
	<i>1^{re} section. — Service de l'intérieur.</i>		
XXVIII.	Subvention pour l'achèvement des chemins vicinaux.	1,375,559 ⁰⁰	1,375,559 ⁰⁰
	<i>2^e section. — Service des cultes.</i>		
XVII.	Personnel des cultes protestants.	14,000 ⁰⁰	14,000 ⁰⁰
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
XXVII.	Fourrages.	14,700,000 ⁰⁰	14,715,286 ⁰⁰
LXXIV.	Reconstitution du matériel technique d'aérostation détruit par l'explosion survenue à l'établissement militaire de Chalais.	25,200 ⁰⁰	
	MINISTÈRE DE LA MARINE.		
IV.	Officiers de marine et équipages.	91,849 ⁰⁰	4,165,500 ⁰⁰
IX.	Commissariat de la marine.	166 ⁰⁰	
XII.	Personnel médical et hospitalier et personnel religieux des différents cultes.	204 ⁰⁰	4,165,500 ⁰⁰
XIV.	Constructions navales. — Salaires pour l'entretien et l'approvisionnement de la flotte.	25,000 ⁰⁰	
XV.	Artillerie. — Salaires pour le premier établissement et la reconstitution.	200 ⁰⁰	4,165,500 ⁰⁰
XVI.	Artillerie. — Salaires pour l'entretien et le service courant.	500 ⁰⁰	
XXIV.	Constructions navales. — Approvisionnement de la flotte. — Achats pour l'entretien et le service courant.	303,783 ⁰⁰	4,165,500 ⁰⁰
XXVIII.	Artillerie. — Armes. — Etablissement et reconstitution.	200 ⁰⁰	
XXX.	Artillerie. — Poudres et munitions.	32,000 ⁰⁰	4,165,500 ⁰⁰
XXXI.	Artillerie. — Armes. — Entretien et service courant.	150 ⁰⁰	
XXXVI.	Habillement. (Achats directs et indemnités représentatives.)	12,008 ⁰⁰	4,165,500 ⁰⁰
XXXVII.	Vivres. (Achats directs et indemnités représentatives.)	96,449 ⁰⁰	
XXXIX.	Matériel de médecine, de science, d'art et de religion.	1,594 ⁰⁰	4,165,500 ⁰⁰
XLVI.	Fournitures et mobilier d'administration. (Achats directs et indemnités représentatives.) — Impressions. — Livres et reliures.	331 ⁰⁰	
XLVII.	Frais de passage et de transport par mer. — Affrètements et frais accessoires.	40,000 ⁰⁰	4,165,500 ⁰⁰
L.	Subvention à la caisse des invalides de la marine.	739,750 ⁰⁰	
LVI.	Reconstruction du magasin du montage et du magasin des machines.	405,000 ⁰⁰	4,165,500 ⁰⁰
LVII.	Reconstitution des approvisionnements perdus dans l'incendie du 9 juillet 1894.	2,416,417 ⁰⁰	
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.		
	<i>1^{re} section. — Service de l'instruction publique.</i>		
XXVII.	Muséum d'histoire naturelle. (Personnel.)	2,300 ⁰⁰	4,315,400 ⁰⁰
XXVIII.	Écoles normales primaires. — Écoles normales supérieures d'enseignement primaire.	34,800 ⁰⁰	
L.	Enseignement primaire supérieur et professionnel de France, moins les villes de 150,000 âmes.	191,300 ⁰⁰	4,315,400 ⁰⁰
LII.	Enseignement primaire en France, moins les villes de 150,000 âmes.	4,097,000 ⁰⁰	

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
		par chapitre.	par ministère.
	2^e section. — Service des beaux-arts.		
XLII.	Frais de procès et d'instance.....	3,482 ^f 85*	3,482 ^f 85*
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.		
	1^{re} section. — Service du commerce et de l'industrie.		
XVIII.	Frais de surveillance de sociétés et établissements divers.....	1,500 00	456,500 00
XXXVIII ter.	Subvention à l'exposition internationale de Bordeaux	95,000 00	
XLI.	Liquidation de l'exposition universelle de 1889....	60,000 00	
XLIII.	Primes à l'industrie des huiles de schiste. (Loi du 30 décembre 1893).....	300,000 00	
	MINISTÈRE DES COLONIES.		
II.	Matériel de l'administration centrale.....	61,400 00	5,900,526 00
IV.	Service administratif dans les ports de commerce de la métropole.....	6,000 00	
VI.	Personnel de la justice.....	20,000 00	
VII.	Personnel des cultes.....	18,000 00	
IX.	Commissariat colonial.....	75,126 00	
XIV.	Frais de voyage par terre et par mer.....	295,000 00	
XVIII.	Hôpitaux. (Matériel.).....	330,000 00	
XX.	Matériel des services militaires.....	100,000 00	
XXIII.	Subvention au service local des colonies.....	50,000 00	
XVI.	Frais d'occupation du Soudan français.....	3,796,000 00	
XXVII.	Entretien des postes militaires dans les établisse- ments français du golfe de Bénin (Porto-Novo et Kotonou).....	1,000,000 00	
XXIX quater	Subvention à l'exposition permanente des colonies pour sa participation à l'exposition internationale de Bordeaux.....	18,000 00	
XXXVIII.	Administration pénitentiaire. (Frais de transport.)	100,000 00	
XLI.	Secours aux colons indigents de Diégo-Suarez éprouvés par un cyclone.....	30,000 00	
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.		
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
X.	Primes à la sériciculture.....	1,400,000 00	1,400,000 00
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.		
	2^e section. — Dépenses extraordinaires.		
LXI.	Conservatoire des arts et métiers (Restauration de la grande galerie des collections).....	195,473 00	362,320 95
LXXXIII.	Allégements du Conservatoire des arts et métiers..	166,847 95	
	TOTAL de l'État A.	47,311,871 16	47,311,871 46

ÉTAT B. *Tableau, par ministère et par chapitre, des crédits accordés sur le budget général de l'exercice 1894. (Algérie.)*

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
		par chapitre.	par ministère.
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE.		
	Personnel de la justice française en Algérie.....	11,300 ^f 00 ^c	11,300 ^f 00 ^c
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.		
	<i>1^{re} section. — Service de l'intérieur.</i>		
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
III.	Entretien des détenus en Algérie.....	188,625 53	
V.	Transport des détenus et des libérés (Algérie).....	32,000 00	
	5^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.		243,651 53
Uniq.	Remboursement sur le produit du travail des détenus en Algérie.....	25,000 00	
	<i>2^e section. — Service du gouvernement général de l'Algérie.</i>		
XIV.	Service sanitaire en Algérie.....	8,150 17	8,150 17
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.		
	<i>1^{re} section. — Service de l'instruction publique.</i>		
XIV.	Écoles primaires supérieures : écoles élémentaires soumises à la loi du 30 octobre 1886 et non spécialement destinées aux élèves indigènes.....	200,900 00	200,900 00
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.		
	<i>2^e section. — Service des postes et des télégraphes.</i>		
	4^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
II.	Matériel de l'Algérie.....	62,500 00	62,500 00
	TOTAL de l'État B.	526,375 70	526,375 70

ÉTAT C. *Tableau, par ministère et par chapitre, des crédits annulés sur le budget général de l'exercice 1894. (France.)*

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits annulés	
		par chapitre.	par ministère.
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.		
	<i>2^e section. — Service des cultes.</i>		
IVIII.	Indemnités et secours aux deux Églises.....	14,000 ^f 00 ^e	14,000 ^f 00 ^e
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.		
	<i>1^{re} section. — Service de l'instruction publique.</i>		
LII bis.	Enseignement primaire en France. — 1 ^{re} annuité pour l'application de la loi du 25 juillet 1893.....	2,960,000 00	4,174,000 00
LIII.	Création d'écoles et d'emplois.....	150,000 00	
LIV.	Part contributive de l'État dans les dépenses de l'en- seignement primaire élémentaire et supérieur dans les villes de plus de 150,000 âmes.....	64,000 00	
LV.	Allocations diverses.....	880,000 00	
LVI.	Subventions facultatives.....	120,000 00	
	MINISTÈRE DES COLONIES.		
VIII.	Troupes aux colonies.....	400,000 00	725,000 00
XVI.	Vivres et fourrages.....	200,000 00	
XXXVII.	Administration pénitentiaire. (Hôpitaux, vivres, habillement et couchage.).....	125,000 00	
	TOTAL de l'État C.....	4,913,000 00	4,913,000 00

ÉTAT D.

Tableau, par ministère, des crédits supplémentaires accordés pour dépenses d'exercices clos.

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS alloués.
Ministère des finances.....	259,301 ⁵⁸
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1 ^{re} section. — Service de l'intérieur.	339,179 ⁷⁵
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts — 2 ^e section. — Service des beaux-arts.....	121 ⁹²
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1 ^{re} section. — Service du commerce et de l'industrie.....	1,085,212 ⁴⁴
Ministère de l'agriculture.....	7,369 ⁰¹
Ministère des travaux publics.....	167,287 ⁷⁸
TOTAL de l'État D.....	1,878,471 ⁵²

ÉTAT E.

Tableau, par ministère, des crédits extraordinaires spéciaux accordés pour dépenses d'exercices périmés.

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS alloués.
Ministère des finances.....	334 ⁰¹
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1 ^{re} section. — Service de l'intérieur.	67,099 ²⁹
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 2 ^e section. — Service des cultes....	258 ³¹
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1 ^{re} section. — Service du commerce et de l'industrie.....	400 ⁰⁰
Ministère des travaux publics.....	35,187 ⁴⁶
TOTAL de l'État E.....	123,093 ⁹⁸

N° 28820. — DÉCRET qui autorise l'établissement d'un Dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune de Fillols (Pyénées-Orientales).

Du 6 Octobre 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 9 octobre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre:

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par M. *Dineur*, directeur des mines de Fillols, à l'effet d'être autorisé à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Fillols (Pyrénées-Orientales);

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet des Pyrénées-Orientales;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. M. *Dineur*, directeur des mines de Fillols, est autorisé à établir un dépôt de dynamite de première catégorie sur le territoire de la commune de Fillols (Pyrénées-Orientales), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement indiqué sur le plan d'ensemble produit par le pétitionnaire, au point dudit plan marqué « poudrière » et à une profondeur telle qu'il soit recouvert par une épaisseur de terrain de onze mètres au moins; le plan restera annexé au présent décret.

3. La chambre du dépôt sera établie dans une galerie latérale creusée normalement à l'extrémité de la galerie d'accès, dont la longueur sera déterminée par la condition de profondeur fixée à l'article 2. La partie voûtée en maçonnerie, dans laquelle seront placées les caisses de dynamite, aura une longueur minimum de trois mètres soixante-dix centimètres intérieurement sur un mètre quatre-vingts centimètres de largeur et deux mètres de hauteur au moins.

Le sol sera soigneusement dallé et les parois de la chambre du dépôt seront recouvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

4. Il sera établi deux portes, l'une à l'entrée de la chambre du dépôt et l'autre à l'entrée de la galerie d'accès; cette dernière sera placée de manière qu'on ne puisse pas facilement, en creusant au jour, pénétrer dans la galerie en arrière de la porte. Ces deux portes seront pourvues d'un blindage en fer et de serrures de sûreté solides et auront au moins un mètre quatre-vingts centimètres de hauteur sur quatre-vingts centimètres de largeur.

5. Les deux portes ci-dessus seront mises en communication électrique avec le logement du maître mineur chargé de la surveillance, dans des conditions telles que l'ouverture de l'une d'elles ou même la simple rupture des fils détermine le fonctionnement d'avertisseurs placés dans ce logement.

6. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12552.

ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui, avec le concours d'un ingénieur des poudres et salpêtres délégué par le ministre de la guerre, s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avis de cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Le dépôt sera en outre, au point de vue technique, soumis en tout temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, sans que l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

7. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à quatre cents kilogrammes.

8. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix.

Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de la chambre du dépôt.

Les matières inflammables ou les matières explosives autres que la dynamite, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

Le dépôt sera placé sous la surveillance du maître mineur.

Les portes d'accès ne seront ouvertes que pour le service du dépôt et l'éclairage se fera avec une lampe qui sera placée à l'extérieur de la chambre contenant la dynamite et dont la flamme sera protégée.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier, à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet, elle devra tenir un registre coté et parafé par le maire, sur lequel elle inscrira, jour par jour et sans aucun blanc :

1° Les quantités introduites et la date de leur réception ;

2° La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat ;

3° Les quantités qui leur ont été livrées ;

4° Les noms, prénoms et demeures de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera, en outre, rigoureusement vérifié.

9. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

10. Le permissionnaire sera tenu d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications ; il devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

11. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, le permissionnaire devra évacuer sur le point qui lui sera in-

diqué la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée sans qu'il en résulte pour le permissionnaire aucun droit à indemnité.

12. Le délai accordé au permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

13. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

14. Le permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements existants ou à intervenir et régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

15. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : V. LOURTIES.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28821. — DÉCRET qui autorise l'établissement d'un Dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune d'Aulus (Ariège).

Du 8 Octobre 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 16 octobre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12552.

Vu la demande formée par M. Deyres, concessionnaire des mines de Pouech, à l'effet d'être autorisé à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune d'Aulus (Ariège);

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet de l'Ariège;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Deyres, concessionnaire des mines de Pouech, est autorisé à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune d'Aulus (Ariège) sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble produit par le pétitionnaire, lequel plan restera annexé au présent décret.

3. Le bâtiment sera fermé par des murs forts en maçonnerie en partie enterrés suivant la pente du terrain, avec un plafond et un faux grenier de construction légère.

Des événements, fermés par une toile métallique, seront ménagés tant dans le faux grenier que dans le magasin pour déterminer une large ventilation.

La toiture, non métallique, devra être aussi légère que possible et présenter une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin contre les rayons directs du soleil.

Le sol sera soigneusement dallé et les parois du bâtiment seront recouvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

Le dépôt sera fermé par une porte double en menuiserie pleine munie d'une serrure de sûreté.

4. Le dépôt sera placé en dehors du passage du câble aérien desservant les ateliers. Il sera entouré par un mur en maçonnerie de trois mètres de hauteur suivant, à l'est et à l'ouest, la pente du terrain et pourvu, du côté sud, d'une baie d'accès ayant une hauteur maximum de deux mètres; cette clôture sera placée à deux mètres de distance des murs du dépôt.

Le niveau du dépôt sera choisi de telle façon que la partie supérieure de la toiture soit au moins à un mètre au-dessous de la crête du terrain séparant le dépôt de l'atelier de préparation du minerai.

5. Un logement de gardien, protégé contre une explosion par une levée en terre à défaut d'un abri naturel, sera établi à proximité du dépôt.

6. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui, avec le concours d'un ingénieur des poudres et salpêtres délégué par le ministre de la

guerre, s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avis de cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Le dépôt sera en outre, au point de vue technique, soumis en tout temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, sans que l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

7. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir est fixée à cinquante kilogrammes.

8. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix.

Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de la chambre du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera que de jour.

Le dépôt sera placé, pendant le jour, sous la surveillance des agents de l'atelier de préparation des minerais et, pendant la nuit, sous celle d'un gardien spécial au logement duquel sera placée une sonnerie électrique disposée de façon à se mettre en mouvement en cas de rupture du fil ou de toute autre tentative d'effraction du dépôt.

Il sera toujours tenu en réserve, à proximité du dépôt, des approvisionnements d'eau et de sable, ou tout autre moyen propre à éteindre un commencement d'incendie.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier, à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet, elle devra tenir un registre coté et parafé par le maire, sur lequel elle inscrira jour par jour et sans aucun blanc :

- 1° Les quantités introduites et la date de leur réception;
- 2° La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat;
- 3° Les quantités qui leur ont été livrées;
- 4° Les noms, prénoms et demeures de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera en outre rigoureusement vérifié.

9. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

10. M. Deyres, permissionnaire, sera tenu d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombre-

ment et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications; il devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

11. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, M. Deyres, permissionnaire, devra évacuer sur le point qui lui sera indiqué la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour le permissionnaire aucun droit à indemnité.

12. Le délai accordé au permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la notification de l'autorisation.

13. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

14. M. Deyres, permissionnaire, devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements existants ou à intervenir régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

15. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur et des cultes, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : V. LOUTCHES.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28822. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des finances, sur l'exercice 1894, un Crédit supplémentaire au titre du Budget annexe des Monnaies et Médailles.

Du 3 Novembre 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 6 novembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu l'article 14 de la loi du 26 février 1887, portant que « les crédits sup-

plémentaires ou extraordinaires reconnus nécessaires dans le cours d'un exercice pour assurer l'exploitation de l'administration des monnaies et médailles pourront être ouverts par décrets contresignés du ministre des finances» ;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation des crédits du budget des dépenses de l'exercice 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1894, au titre du budget annexe des monnaies et médailles, un crédit supplémentaire s'élevant à la somme de douze mille quatre cent cinquante francs (12,450^f) applicable au chapitre 7 : *Matériel. — Dépenses non susceptibles d'une évaluation fixe.*

2. Les prévisions de recettes du budget annexe des monnaies et médailles, pour l'exercice 1894, sont augmentées à l'article 10 : Recettes accidentelles, d'une somme égale (12,450^f) représentant la valeur de l'argent fin à provenir de l'affinage de deux mille quatre cent quatre-vingt-dix kilogrammes (2,490^k) de matières d'or argentifères (refonte de pièces de 20 francs légères des frappes antérieures à 1830).

3. Le présent décret sera soumis à la sanction des Chambres dans les délais réglementaires.

4. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 3 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28823. — *NOTE concernant l'adhésion de la Principauté de Lichtenstein à la Convention sanitaire internationale signée à Dresde le 15 avril 1893.*

(Promulguée au *Journal officiel* du 11 novembre 1894.)

Le Gouvernement allemand, par l'intermédiaire de son représentant à Paris, a notifié au Gouvernement de la République que, par note adressée, le 20 septembre dernier, au Gouvernement impérial, la chancellerie princière de Lichtenstein a déclaré que la Principauté adhérerait à la Convention sanitaire internationale, signée à Dresde, le 15 avril 1893 ⁽¹⁾.

Acte a été donné de cette adhésion au Gouvernement princier par le cabinet de Berlin, au nom des Gouvernements signataires de la Convention.

⁽¹⁾ Voir le décret de promulgation du 22 mai 1894, Bull. 1630, n° 28061.

N° 28824. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de Travaux publics.*

Du 5 Décembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public, par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution des travaux publics appartenant à l'exercice 1894;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 3 décembre 1894.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1894, première section, chapitre xxix : *Navigation intérieure. — Rivières. — Travaux ordinaires*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à quatre-vingt-trois mille cinq cent six francs cinquante-deux centimes (83,506⁵²), et réparti entre diverses entreprises conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

ETAT A.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1894.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1891.					
Loire-Inférieure.	La commune de Chantenay.	Nantes.....	7915	24 août 1891.	25,000 ^f 00 ^c
Tarn-et-Garonne.	M ^{me} Maupas-Drenilhé.	Montauban...	984	27 avril 1891.	530 00
ANNÉE 1892.					
Seine-et-Oise.	M. Pinal.	Corbeil.....	5233	25 oct. 1892.	50 ^f 00 ^c
	M. Mouillat.	Idem.....	5256	26 oct. 1892.	10 00
	M. Lavessière.	Idem.....	Idem.	Idem.	50 00
ANNÉE 1893.					
Dordogne.	Le département...	Périgueux.....	4593	12 oct. 1893.	3,300 ^f 00 ^c
Gard.....	La commune de Saint-Étienne.	Uzès.....	1001	13 avril 1893.	200 00
Lot.....	M ^{me} veuve Parant.	Cahors.....	2415	23 sept. 1893.	50 00
Manche...	Le directeur de la papeterie de Saint-Lô.	Saint-Lô.....	2405	26 déc. 1893.	500 00
Mayenne..	M. Geoffroy.....	Château-Gontier.	3139	22 déc. 1893.	152 54
Meurthe-et-Moselle.	MM. Pantz frères...	Nancy.....	8757	12 déc. 1893.	915 72
Nord.....	Le département...	Lille.....	3370	4 avril 1893.	9,200 00
	Idem.....	Idem.....	13575	18 déc. 1893.	19 45
Haute-Savoie.	La commune de Meillerie.	Thonon.....	3679	27 déc. 1893.	1,500 00
Seine-et-Oise.	M. Briancou.....	Corbeil.....	477	28 janv. 1893.	25 00
	M. Fauch.....	Albi.....	3855	4 nov. 1893.	71 87
Tarn.....	M. de Saint-Sauveur.	Idem.....	4440	21 déc. 1893.	500 00
	Idem.....	Idem.....	4441	Idem.	2,658 33
	M ^{me} Pôujard'hieu...	Idem.....	4521	28 déc. 1893.	4 47
Yonne.....	La compagnie des bois flottés de la Cure.	Auxerre.....	331	9 sept. 1893.	150 00
	Idem.....	Idem.....	3101	27 juillet 1893.	300 00
ANNÉE 1894.					
Ain.....	La commune de Saint-Laurent-lès-Mâcon.	Bourg.....	78	9 janv. 1894.	10,950 ^f 00 ^c
Aisne.....	La ville de Château-Thierry.	Château-Thierry.	2535	23 juin 1894.	2,500 00
Charente-Inférieure.	Le syndicat des marais mouillés de la Sèvre.	La Rochelle...	1774	25 avril 1894.	1,000 00
Corrèze....	Le département...	Tulle.....	326	24 janv. 1894.	1,000 00
Côte-d'Or.	La commune de Saint-Seine-en-Bâche.	Beaune.....	3889	7 août 1894.	1,000 00

DÉPARTE- MENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECEVTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récé- piés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Haute- Garonne.	M. Brsson.....	Toulouse.....	547	23 janv. 1894.	250 ⁰⁰
	Idem.....	Idem.....	548	Idem.	250 00
Gironde...	La commune de	La Réole.....	183	25 janv. 1894.	200 00
	La Réole.				
Hérault...	Les propriétaires du	Montpellier...	3523	15 mai 1894.	200 00
	canal de Lunel.				
	La commune de	Saint-Malo....	264	24 janv. 1894.	200 00
	Dinard.				
Ille- et-Vilaine.	La commune de	Idem.....	312	26 janv. 1894.	1,400 00
	Saint-Malo.				
	La commune de	Idem.....	317	27 janv. 1894.	1500 00
	Saint-Servan.				
Landes....	La commune de	Dax.....	2201	27 juin 1894.	136 25
	Capbreton.				
Loire.....	La commune de	Saint-Étienne.	1265	26 février 1894.	3,000 00
	Saint-Étienne.				
Lot.....	Les héritiers Moulon	Cabors.....	553	27 février 1894	150 00
Lot- et-Garonne.	MM. Lescases et De- nizot.	Villeneuve- sur-Lot.	2087	25 mai 1894.	183 30
Mayenne..	M. de Charné.....	Laval.....	565	22 février 1894.	152 51
	MM. Outrechaue et Frémy.	Nancy.....	4193	16 juin 1894.	420 20
Meurthe- et-Moselle.	Idem.....	Idem.....	4531	28 juin 1894.	560 53
	MM. Adl frères.	Idem.....	5619	6 août 1894.	2,000 00
	M. Cottereau-Rahm.	Idem.....	5696	9 août 1894.	176 00
	Le département.	Vannes.....	178	15 janv. 1894.	250 00
	Diverses communes.	Idem.....	1247	27 mars 1894.	49 00
	Idem.....	Idem.....	1308	28 mars 1894.	90 00
Morbihan..	La commune de	Idem.....	3363	27 juillet 1894.	76 00
	Saint-Jaent.				
	La commune de	Lorient.....	3495	15 juin 1894.	50 00
	Plouhiuec.				
	M. Gaudry.....	Clamecy.....	558	24 février 1894.	50 00
Nièvre....	La compagnie des bois flottés de la haute Yonne.	Idem.....	1668	16 mai 1894.	770 00
	Le département.	Lille.....	1250	1 ^{er} février 1894	118 88
Nord.....	Idem.....	Idem.....	1332	3 février 1894.	227 98
	Idem.....	Idem.....	5752	17 mai 1894.	2,800 00
Pas- de-Calais.	Idem.....	Arras.....	3163	24 mai 1894.	2,917 00
	M. Dauvois.....	Corbeil.....	2474	16 mai 1894.	60 00
Seine- et-Oise.	Divers.....	Idem.....	2513	17 mai 1894.	60 00
	M. Pissiel.....	Idem.....	2523	Idem.	50 00
	M. Briançon.....	Idem.....	3810	16 mai 1894.	25 00
Deux- Sèvres.	Le syndicat des ma- rais marécageux.	Niort.....	528	8 fév. 1894.	750 00
Tarn.....	M. le baron Gorsse.	Albi.....	203	18 janv. 1894.	150 00
	M. Cazals.....	Idem.....	1898	18 avril 1894.	150 00
	M. Vidal.....	Montauban...	41	4 janvier 1894.	25 41
	M. Lavan.....	Idem.....	1266	28 mars 1894.	191 08
	M. Arthaud.....	Idem.....	1285	Idem.	537 50
Tarn- et-Garonne.	M. Dubois.....	Idem.....	1435	6 avril 1894.	150 00
	M. France.....	Idem.....	1487	11 avril 1894.	191 66
	M. Vidal.....	Idem.....	3356	6 août 1894.	600 00
Vosges....	M. Métenail.....	Saint-Dié.....	1576	12 avril 1894.	400 00
	La compagnie des bois flottés de la Cure.	Auxerre.....	2307	26 mai 1894.	300 00
Yonne....	La compagnie des bois flottés de la haute Yonne.	Idem.....	2928	30 juin 1894.	150 00
				TOTAL.....	83,506 52

ÉTAT E.

Répartition, par entreprise, d'un crédit additionnel de 83,506 fr. 52 ouvert au ministre des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, première section, chapitre XXIX : Navigation intérieure. — Rivières. — Travaux ordinaires.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Ain.....	Exhaussement du quai Nord de Saint-Laurent-lès-Mâcon, sur la Saône.....	10,950 ⁰⁰
Aisne.....	Etablissement d'un port sur la Marne, à Château-Thierry.....	2,500 00
Charente-Inférieure.....	Curage et foncardage de la Sèvre.....	1,000 00
Corrèze.....	Entretien du chemin de halage de la Dordogne.....	1,000 00
Côte-d'Or.....	Construction d'un aqueduc destiné à l'alimentation de l'abreuvoir de Saint-Seine-en-Bâche, sur la Saône.....	1,000 00
Dordogne.....	Etablissement d'une passe navigable sous le pont de Gardonne et déviation du chemin de halage de la Dordogne.....	3,300 00
Gard.....	Déplacement du bac à trille de la commune de Saint-Etienne-des-Sorts.....	200 00
Haute-Garonne.....	Entretien du barrage de Villemur, sur le Tarn (250' + 250').....	500 00
Gironde.....	Restauration du pavage du port de La Réole.....	200 00
Hérault.....	Entretien du bac du Pavillon.....	200 00
Ille-et-Vilaine.....	Entretien du bac de Dinard (200' + 1,400' + 1,400').....	3,000 00
Landes.....	Entretien du bac de Capbreton.....	136 25
Loire.....	Entretien du bac du réservoir du Furan.....	3,000 00
Loire-Inférieure.....	Construction de cales le long de la Loire, commune de Chantenay.....	25,000 00
Lot.....	Entretien du barrage de Valentré-sur-le-Lot..... 150'	200 00
Lot-et-Garonne.....	Entretien du barrage de Lacroze-sur-le-Lot..... 50	183 30
Manche.....	Reconstruction du barrage de Saint-Lô, sur la Vire.....	500 00
Mayenne.....	Entretien du barrage de La Roche-sur-Maine, établi sur la Mayenne (152' 54" + 152' 54").....	305 08
Meurthe-et-Moselle.....	Entretien de la Moselle canalisée en aval de Frouard (915' 72" + 2,000' + 176')..... 3,091' 72"	4,072 65
Morbihan.....	Entretien de la digue de défense de la Moselle rive gauche, à Grippport (420' 40" + 560' 53")..... 980 93	
	Curage de la rivière d'Arz (250' + 90' + 49' + 76')..... 465' 00"	
	Amélioration des abords de la cale du bac d'Etat..... 50 00	515 00
Nièvre.....	Entretien des ouvrages de la haute Yonne..... 50' 00"	820 00
	Entretien des puits de la Nièvre..... 770 00	
Nord.....	Reconstruction du pont de Gravelines, sur l'Aa (9,200' + 2,800' + 2,917').....	14,917 00
Pas-de-Calais.....	Entretien des ponts de Saint-Mommelin, Saint-Nicolas et de la Bistade (118' 88" + 19' 45" + 227' 98").....	366 31
Piémont-Savoie.....	Endiguement du ruisseau de la Corne.....	1,500 00
Seine-et-Oise.....	Frais d'élevage de jeunes anguilles au barrage d'Evry, sur la Seine (50' + 10' + 50' + 25' + 60' + 50' + 60' + 25').....	330 00
Deux-Sèvres.....	Curage et foncardage de la Sèvre.....	750 00
Tarn.....	Entretien des barrages de Montans, Durestat, Castelnau, Termac et Marnac, sur le Tarn (500' + 4' 47" + 150' + 150' + 71' 87")..... 876' 34"	3,534 67
	Fermeture d'une voie d'eau au barrage de Montans.....	2,658 33

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Tarn-et-Garonne.	Travaux de défense des rives de la Garonne, à Sane-cours.....	530 ^f 00 ^c
	Répartition de l'ancienne écluse d'Albarède-sur-le-Tarn (191 ^f 60 ^c + 191 ^f 66 ^c).....	383 32
	Entretien et réparation du barrage de Lagarde-sur-le-Tarn (600 ^f + 25 ^f 44 ^c).....	625 44
	Travaux d'enrochements au barrage de Lamothé.....	537 50
	Entretien du barrage de Corbarien.....	150 00
Vosges.....	Entretien du barrage de Raon-l'Étape, sur la Meurthe...	400 00
Yonne.....	Entretien du puits de Coulanges-sur-Yonne (150 ^f + 150 ^f).....	300 ^f 00 ^c
	Entretien du puits de la Cure (300 ^f + 300 ^f).....	600 00
TOTAL.....		83,506 52

N° 28825. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'Amélioration du Port de Bône.*

Du 5 Décembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé (n° 3) du payeur particulier de l'arrondissement de Bône (département de Constantine), constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 10 août 1894, par la chambre de commerce de Bône, une somme de mille cent vingt-six francs quarante-cinq centimes, à titre de fonds de concours, pour l'amélioration du port de ladite ville;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 3 décembre 1894.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire (état B) de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre XI : *Amélioration des ports en Algérie*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de mille cent vingt-six francs quarante-cinq centimes (1,126^f 45), applicable aux travaux d'amélioration du port de Bône.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 5 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : R. POINCARÉ.

Signé : LOUIS BARTHOU.

1° 28826. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor pour Études et Travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.*

Du 7 Décembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894, et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par divers intéressés pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1894;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 5 décembre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre LXXVII : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à trente-trois mille six cent dixante-seize francs soixante-six centimes (33,676¹/₆₆) et réparti entre diverses entreprises conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent u moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : R. POINCARÉ.

Signé : LOUIS BARTHOU.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

ÉTAT A.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1894.

DÉPARTEMENTS.	PAYEMENTS VERSÉS.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1894.					
Ardennes...	La commune de	Rethel.....	2386	25 juin 1894.	1,000 ⁰⁰
Côte-d'Or...	Novion - Porcien.	Beaune.....	3854	4 août 1894.	20,730 ⁰⁰
	La chambre de commerce de Beaune.	Besançon.....	3162	28 juin 1894.	1,000 ⁰⁰
Doubs	La commune de	Idem.....	3783	30 juillet 1894.	500 ⁰⁰
	Saône.	Beaune.....	1674	15 juillet 1894.	400 ⁰⁰
	Bolandoz.	Idem.....	1755	25 juillet 1894.	5,600 ⁰⁰
	La commune de	Nantes.....	6990	16 juillet 1894.	740 ⁰⁰
Loire-Inférieure.	Plaimbois-Vennes.	Idem.....	7256	24 juillet 1894.	1,150 ⁰⁰
	La commune de	Commercy....	2673	15 juin 1894.	2,500 ⁰⁰
Meuse.....	Frans.				
	La commune de				
	Saint - Mars - de-Coutais.				
	La commune de				
	Saint-Hilaire-de-Chaléons.				
	La commune de				
	Saint-Mihiel.				
TOTAL.....					33,676 ⁶⁶

ÉTAT B.

Répartition, par entreprise, d'un crédit additionnel de 33,676 fr. 66 ouvert au ministre des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre LXVII : Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des versements.
Ardennes....	Établissement du chemin de fer d'Étréchy à Amagac.....	1,000 ⁰⁰
Côte-d'Or....	Établissement du chemin de fer de Chagny à Auxonne (embranchement de Saint-Loup-de-la-Salle à Beaune..	20,730 ⁰⁰
Doubs	Établissement du chemin de fer de Besançon à la frontière suisse (1,000 ⁰⁰ + 400 ⁰⁰ + 5,600 ⁰⁰ + 500 ⁰⁰)...	7,500 ⁰⁰
Loire-Inférieure.	Établissement des chemins de fer Nantais rachetés par l'État (1,140 ⁰⁰ + 740 ⁰⁰).....	1,880 ⁰⁰
Meuse	Établissement du chemin de fer de Léroutville à Sedan...	2,500 ⁰⁰
TOTAL.....		33,676 ⁶⁶

N° 28827. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'Entretien des Canaux de navigation.*

Du 7 Décembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor public par divers intéressés pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux relatifs à l'entretien des canaux de navigation;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 5 décembre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, première section, chapitre xxx : *Navigation intérieure. — Canaux. — Travaux ordinaires*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de mille quatre cent soixante-sept francs soixante-six centimes (1,467^f 66^c), applicable dans la proportion suivante aux entreprises ci-après désignées, savoir :

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des versements.
Ardennes	Entretien du barrage de Vouziers sur le canal des Ardennes..... 100 ^f 00	
Côtes-du-Nord.	Entretien du canal de l'Est (250 ^f + 25 ^f)..... 275 00	375 ^f 00 ^c
Finistère	Entretien du canal de Nantes à Brest.....	15 00
Morbihan....	Entretien du canal de Nantes à Brest (15 ^f + 15 ^f).....	30 00
	Entretien du canal de Nantes à Brest (10 ^f + 80 ^f + 30 ^f + 38 ^f + 55 ^f + 5 ^f + 25 ^f + 15 ^f + 7 ^f 50 ^c + 7 ^f 50 ^c + 86 ^f 66 ^c)..... 374 ^f 66	
	Entretien du canal du Blavet (250 ^f + 240 + 73 ^f + 110 ^f)..... 673 00	1,047 66
	TOTAL ÉGAL.....	1,467 66

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Décembre 1894.

Signé: CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1894.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES, des finances ou les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1893.					
Morbihan.	M ^{me} veuve Le noir.	Pontivy.....	3100	15 nov. 1893.	110 ⁰ 00
ANNÉE 1894.					
Ardennes.	M. Hardy Lebeque..	Mézières.....	2813	27 juin 1894.	100 00
	MM. Cary et Trayan.	Idem.....	2458	29 juin 1894.	250 00
	M. Colette.....	Sedan.....	2551	14 juin 1894.	25 00
Côtes-du-Nord.	M. Ruellan de Crehu.	Saint-Brieuc..	1578	9 avril 1894.	15 00
Finistère..	M. Kerloch.....	Châteaulin....	1196	30 mai 1894.	15 00
	La commune de Châteaulin.	Idem.....	1251	5 juin 1894.	15 00
	M. Bato.....	Vannes.....	1273	24 mars 1894.	10 00
	M. Guilloux.....	Idem.....	2282	30 mars 1894.	80 00
	M. Le Bihan et la société des forges d'Hennebont.	Lorient.....	2711	15 mai 1894.	250 00
	M ^{me} veuve Quinivet (les héritiers).	Pontivy.....	875	15 mars 1894.	30 00
	M. Maressal-Ranzégal.	Idem.....	836	Idem.	38 00
	La compagnie d'Orléans.	Idem.....	953	23 mars 1894.	240 00
Morbihan.	MM. Drouiou (Paul) et compagnie et Drouiou e ^e Amiel.	Idem.....	1157	13 avril 1894.	55 00
	MM. De l'angle et Delebecque.	Idem.....	1162	Idem.	5 00
	MM. De l'angle et Delebecque.	Pontivy.....	1163	Idem.	25 00
	M. Letart.....	Idem.....	1177	14 avril 1894.	73 00
	M ^{me} veuve Lelu....	Idem.....	1234	18 avril 1894.	15 00
	M. Fanel.....	Idem.....	1548	15 mai 1894.	15 00
	M. Sado.....	Idem.....	1586	17 mai 1894.	7 50
	M. Le Roy.....	Idem.....	1665	24 mai 1894.	7 50
	M ^{me} veuve Roland du Noddy.	Idem.....	2941	13 sept. 1894.	86 66
TOTAL....					1,467 66

N° 28828. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Intérieur et des Cultes un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.*

Du 13 Décembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes ;

Vu l'état ci-annexé de créances liquidées en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des exercices 1890, 1891 et 1892 ;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé concernent des services prévus aux budgets des exercices 1890, 1891 et 1892, et n'excèdent pas les crédits qui leur étaient applicables ;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, en augmentation des restes à payer constatés sur les exercices 1890, 1891 et 1892, un crédit total de cinquante-trois mille quatre cent quatre-vingt-un francs quarante-quatre centimes (53,481¹/₄₄) représentant le montant de nouvelles créances liquidées à la charge de ces exercices, suivant le tableau ci-annexé.

2. Le payement de ces créances pourra, en conséquence, être ordonné par imputation sur l'exercice courant.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources ordinaires du budget.

4. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

EXERCICES CLOS.

ÉTAT des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.

EXERCICES.	DÉSIGNATION des chapitres.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT DES DÉPENSES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
		1^{re} SECTION.			
		SERVICE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.			
	CHAPITRE XIV.				
	Subvention pour l'achèvement des chemins vicinaux.	Solde de la subvention allouée au département des Basses-Pyrénées pour la construction du pont d'Argagnon..	42,050'00"	42,050'00"	
1890.	CHAPITRE LXII.				
	Mobilier du service pénitentiaire (services à l'entreprise).	Fourniture d'un contrôleur de ronde pour la prison de Narbonne, en 1890.....	228 00	228 00	42,275'00"
		1^{re} SECTION.			
		SERVICE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.			
	CHAPITRE LXV.				
	Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires.	Frais d'entretien, en 1891, d'une détenue aliénée dans l'asile de Saint-Yon (Seine-Inférieure).....	6 80	6 80	
1891.					
		Transport d'une condamnée, en 1891, par un voiturier du Gers.....	8 00		35 88
	CHAPITRE LXVI.				
	Transport des détenus et des libérés.	Remboursement d'avances de secours de route, faite en 1891 par le receveur municipal de Montdidier.....	1 08	29 08	
		Transport de deux condamnés en 1891, par le sieur Pouclet, voiturier à l'Aiguillon-sur-Vic.....	20 00		
		1^{re} SECTION.			
		SERVICE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.			
	CHAPITRE VI.				
1892.	Frais des élections sénatoriales.	Indemnités allouées aux conseillers municipaux des départements suivants, à l'occasion des élections sénatoriales en 1892 :			
		Calvados (13'75 + 21'25).	35 00		
		Nord.....	17 50		
		Orne.....	22 50		
		Pas-de-Calais.....	32 50		
		Seine-et-Oise.....	13 50		
		Haute-Vienne.....	93 75	213 75	

EXERCICES.	DÉSIGNATION des chapitres.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT DES DÉPENSES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
1892. (suite.)	CHAPITRE XL.				
	Frais de protection des enfants du premier âge.	Participation de l'État dans les dépenses effectuées en 1892 pour le service de la protection des enfants du premier âge, dans les départements suivants : Aisne..... Landes..... Saône-et-Loire.....	208 ⁸⁷ 12 00 7,647 59	7,868 ⁴⁶	
	CHAPITRE XLII.				
	Entretien des détenus.	Fournitures dans les prisons de l'Oise de vivres supplémentaires en 1892.....	95 12	95 12	
		Transport d'un condamné en 1892 par un convoyeur de la Côte-d'Or.....	15 00		
		Transport d'un condamné en 1892 par un voiturier de la Haute-Loire.....	20 00		
		Transport d'un condamné en 1892 par un voiturier du Lot.....	15 00		10,985 ⁹²
		Frais d'escorte de condamnés en 1892 par des gendarmes du Nord.....	8 00		
	CHAPITRE LXIV.				
	Transport des détenus et des libérés.	Remboursement au receveur municipal de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) de secours de route à des libérés en 1892.....	2 58	109 53	
1891.		Transport d'une condamnée en 1892 dans le département du Puy-de-Dôme....	8 00		
		Remboursement d'avance faite en 1892 par le directeur de l'asile d'aliénés de Clermont (Oise), pour le transport d'un condamné.....	12 95		
		Transport d'un condamné en 1892 en Seine-et-Oise.....	8 00		
		Transport d'un condamné en 1892 par un voiturier de la Vendée.....	20 00		
	CHAPITRE LXV.				
	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires (services à l'entreprise).	Réfection en 1892 d'une canalisation servant à l'écoulement des eaux ménagères de la maison centrale de Clermont (Oise).....	2,699 06	2,699 06	
		II ^e SECTION.			
		SERVICE DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.			
	CHAPITRE XLII.				
	Dépense de colonisation en Algérie.	Frais de transports d'indigènes effectués par la compagnie générale transatlantique, pendant le troisième trimestre 1891.....	176 00	176 00	

EXERCICES.	DÉSIGNATION des chapitres.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT DES DÉPENSES		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
		II^e SECTION.			
		SERVICE DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.			
1892.	CHAPITRE VII. Service de sûreté générale et force publique en Algérie.	Remboursement au receveur du fonds commun de la direction d'Alger, des frais d'entretien d'un indigène détenu au pénitencier de Tadinin en 1892.....	5'61'	5'62'	
RÉCAPITULATION.					
	Exercice 1890.....				42,278'00"
	Exercice 1891.....				211 88
	Exercice 1892.....				10,991 56
	TOTAL.....				53,481 44

N° 28829. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Travaux d'amélioration du Port de Dieppe.*

Du 14 Décembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 5539) du receveur des finances de l'arrondissement de Dieppe (Seine-Inférieure), constatant qu'il a été versé au Trésor public le 18 octobre 1894, par la chambre de commerce de Dieppe, une somme de cent mille francs, à titre de fonds de concours, pour les travaux d'amélioration du port de ladite ville;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 7 décembre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre LXXI *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cent mille francs (100,000^{fr}) applicable aux travaux d'amélioration du port de Dieppe.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10517.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28830. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Travaux d'amélioration des Ports de Saint-Raphaël et du Tréport.*

Du 14 Décembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations (n° 2806) du trésorier général du département du Var et (n° 11097) du trésorier général du département de la Seine-Inférieure, constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 13 juillet et 3 octobre 1894, par la commune de Saint-Raphaël (Var) et par le département de la Seine-Inférieure, une somme totale de soixante-dix-huit mille francs (8,000' + 70,000'), à titre de fonds de concours, pour l'amélioration des ports de Saint-Raphaël et du Tréport.

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 7 décembre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre LXIII : *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de soixante-dix-huit mille francs (78,000') applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Amélioration du port de Saint-Raphaël.....	8,000'
Amélioration du port du Tréport.....	70,000
TOTAL ÉGAL.....	78,000

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10517.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28831. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Travaux d'agrandissement du Port de Frans-Béligny, sur la Saône.*

Du 14 Décembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations (n° 15023 partie) du trésorier général du département du Rhône, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 8 septembre 1894, par la compagnie générale de navigation, la compagnie des mines de Blanzay et la ville de Villefranche, une somme totale de seize mille francs (6,500' + 3,500' + 6,000'), à titre de fonds de concours, pour les travaux d'agrandissement du port de Frans-Béligny, sur la Saône;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 7 décembre 1894.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre 11 : *Amélioration des rivières*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de seize mille francs (16,000'), applicable aux travaux d'agrandissement du port de Frans-Béligny, sur la Saône.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont

⁽¹⁾ xi^e série, Bull. 1045, n° 10527.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : R. POINCARÉ.

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28832. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Le plan du projet dressé, le 12 mars 1887, qui était annexé au décret du 9 juillet 1887, est rectifié suivant les indications du plan dressé le 22 avril 1890, lequel restera annexé au présent décret;

2° Est reporté au 9 juillet 1897 le délai fixé par l'article 2 du décret du 9 juillet 1887 pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement de la gare définitive de Bordeaux (ligne de Bordeaux à Cette). (*Paris, 30 Août 1894.*)

N° 28833. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale n° 1, du Finistère, d'Hennebont à Lanvéoc, entre les points 78^k 446 et 91^k 120, au passage dit *Lieu de Grève*, à exécuter suivant la direction générale indiquée en rouge sur le plan visé par l'ingénieur en chef, le 20 juin 1893, lequel plan restera annexé au présent décret;

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

3° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans le délai de cinq ans à dater du présent décret. (*Pont-sur-Seine, 12 Septembre 1894.*)

N° 28834. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) portant :

ART. 1^{er}. Le hameau de la Bégude-de-Mazenc (Drôme) est désigné comme chef-lieu de la commune de Châteauneuf-de-Mazenc.

La mairie sera transférée audit hameau.

2. La commune de Châteauneuf-de-Mazenc (Drôme) portera, à l'avenir, le nom de *la Bégude-de-Mazenc*. (*Paris, 17 Octobre 1894.*)

RATUM.

XII^e série, partie principale, *Bulletin des lois* n° 1519, deuxième semestre de 1895.
— Page 1207, avenant au cahier des charges du tramway de Vincennes à Ville-Ermal, concernant l'embranchement de Rosny-sous-Bois à la Maltournée (commune de Neuilly-sur-Marne),

Au lieu de :

23. Le maximum des tarifs à percevoir sera :

Vingt-cinq centimes (0^f 25) en première classe;

Lire :

Vingt centimes (0^f 20) en première classe.



Certifié conforme :

Paris, le 20^e Février 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. TRARIEUX.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1669.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

28835. — *Loi qui déclare d'utilité publique des Travaux à exécuter pour la Construction, sur la rive gauche de la Gironde, à Pauillac (Gironde), d'un Appontement public avec outillage, voies ferrées et annexes.*

Du 20 Juillet 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 25 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour la construction, sur la rive gauche de la Gironde, à Pauillac (département de la Gironde) :

- 1° D'un appontement public destiné au chargement et au déchargement des navires ;
- 2° De divers établissements annexes à installer sur la rive pour la manutention et l'abri des marchandises ;
- 3° De voies ferrées raccordant l'appontement et les établissements annexes avec le chemin de fer du Médoc.

2. Est approuvée la convention provisoire passée, le 4 mars 1893, pour la concession de l'établissement et de l'exploitation des ouvrages mentionnés à l'article 1^{er}, entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État, et le sieur *Eugène Pereire*.

Cette convention et le cahier des charges qui y est joint resteront annexés à la présente loi.

3. Des décrets rendus en conseil d'État pourront approuver les additions et modifications qu'il serait reconnu nécessaire d'apporter au cahier des charges d'accord avec le concessionnaire.

4. Avant de procéder à aucune mesure d'exécution, et au plus tard dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi, le concessionnaire constituera une société anonyme au capital-actions d'au moins deux millions de francs (2,000,000^f) à verser effectivement, sans qu'il puisse y avoir, sous aucune forme, des actions libérées ou à libérer autrement qu'en argent.

Il devra, sous peine de déchéance, justifier, dans le même délai, de la constitution de ladite société.

Le concessionnaire ou les fondateurs de la société n'auront droit qu'au remboursement de leurs avances, dont le compte, appuyé de pièces justificatives, aura été accepté par l'assemblée générale des actionnaires.

La société dont il vient d'être parlé sera substituée au sieur *Eugène Pereire* pour l'exercice de tous les droits et obligations résultant de la concession qui fait l'objet de la présente loi. Cette substitution devra être approuvée par décret rendu en conseil d'État.

Toute cession partielle ou totale de la cession, tout changement de concessionnaire ne pourront avoir lieu qu'en vertu d'un décret délibéré en conseil d'État. L'inobservation de cette condition entraînera la nullité de la cession et pourrait donner lieu à la déchéance.

5. Aucune émission d'obligations ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation délivrée par le ministre des travaux publics, après avis du ministre des finances.

En aucun cas, il ne pourra être émis d'obligations pour une somme supérieure au montant du capital-actions.

Aucune émission d'obligations ne pourra être autorisée avant que les quatre cinquièmes du capital-actions aient été versés et employés en achats de terrains, travaux et approvisionnements sur place et en dépôt de cautionnement.

Toutefois la société concessionnaire pourra être autorisée à émettre des obligations lorsque la totalité du capital-actions aura été versé et s'il est dûment justifié que plus de la moitié de ce capital-actions a été employée dans les termes du paragraphe précédent; mais les fonds provenant de ces émissions anticipées devront être déposés à la caisse des dépôts et consignations et ne pourront être mis à la disposition de la société concessionnaire que sur l'autorisation formelle du ministre des travaux publics.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : LOUIS BARTHOU.

CONVENTION.

L'en 1893, le 4 mars,

Entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État, et sous la réserve de l'approbation des présentes par une loi,

D'une part;

Et M. *Eugène Pereire*, domicilié à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 45,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le ministre des travaux publics concède au nom de l'État, à M. *Eugène Pereire*, qui accepte cette concession, le droit d'établir et d'exploiter, sur la rive gauche de la Gironde, près du chenal de Trompeloup, un appontement public pour accostage et les opérations de chargement et de déchargement des navires, une gare maritime avec raccordement aux voies du chemin de fer du Médoc, des hangars et des magasins dans la gare maritime et ses abords, ainsi que l'outillage et toutes les installations annexes nécessaires au service de l'appontement.

Cette concession est faite sans monopole ni privilège d'aucune sorte, sans subvention ni garantie d'intérêt, aux clauses et conditions du cahier des charges ci-annexé.

2. M. *Eugène Pereire* s'engage à établir, à ses frais, risques et périls, les ouvrages qui font l'objet de la présente concession et à se conformer, tant pour la construction que pour l'exploitation, aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus mentionné.

3. Les frais d'enregistrement de la présente convention seront supportés par le concessionnaire.

Fait en double à Paris, le 4 mars 1893.

Le concessionnaire,

Signé : E. PEREIRE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : VIETTE.

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 27 décembre 1894, folio 87, case 5 :

Marché de travaux.....	9,000 ^f 00 ^c	} 9,055 ^f 04 ^c
Promesse de vente.....	3 00	
Bail pour 3 ans.....	53 04	
Décimes.....		2,263 76
TOTAL.....		<u>11,318 80</u>

Reçu onze mille trois cent dix-huit francs quatre-vingts centimes. — Signé : *Morin*.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE 1^{er}.

OBJET DE LA CONCESSION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. Les ouvrages qui font l'objet de la concession sont situés près du chenal de Trompeloup, sur la rive gauche de la Gironde, et comprennent :

1° Un appontement muni de voies ferrées, destiné à l'embarquement et au débarquement des voyageurs et des marchandises à destination ou en provenance des navires qui y sont amarrés;

2° Des grues hydrauliques pour le chargement et le déchargement des navires pour la manutention des marchandises sur l'appontement;

3° Sur les terrains bordant le fleuve : une gare maritime avec raccordement aux voies de l'appontement et à celles du chemin de fer du Médoc; des terre-pleins pour recevoir et des hangars pour abriter la marchandise pendant les opérations de stationnement et de reconnaissance; des magasins pour la conserver; enfin l'outillage et toutes les installations annexes nécessaires au service de la concession.

Nature de la concession.

2. La concession ne constitue aucun privilège en faveur du concessionnaire.

L'administration se réserve le droit d'établir et d'autoriser toute personne à venir et à mettre à la disposition du public des appontements en un point quelconque de la Gironde, sans que le concessionnaire puisse élever aucune réclamation.

L'État se réserve également la faculté d'établir ou d'autoriser la perception de taxes et de droits généraux ou locaux sur la navigation en Gironde, tant dans la rade de Trompeloù qu'en amont ou en aval.

TITRE II.

EXÉCUTION DES TRAVAUX ET ENTRETIEN.

Nature des appareils.

3. L'appontement à établir par le concessionnaire comprend une plate-forme de trois cent soixante mètres (360^m) de longueur, supportant cinq voies ferrées et des voies de grues, dirigée, soit vers l'amont, soit vers l'aval, dans le sens parallèle à la rive, à laquelle elle est reliée par une passerelle métallique courbe de cent soixante-dix mètres (270^m) environ de longueur et dix mètres (10^m) de largeur, supportant deux voies ferrées.

L'appontement est muni de moyens appropriés pour l'amarrage des navires, du côté de la rive que du côté du large; il est pourvu, à chaque extrémité, de systèmes d'éclairage destinés à le signaler pendant la nuit, et de signaux sonores de brume.

Le concessionnaire est tenu d'exécuter, sur une largeur convenable, le long de chacune des faces de l'appontement et dans leur prolongement, les dérochements et dragages nécessaires pour obtenir et entretenir au-dessous du niveau le plus bas du mer, à Pauillac, une profondeur minima de sept mètres quarante centimètres (7,40^m) en terrain de vase molle ou neuf mètres quarante centimètres (9,40^m) en terrain dur, de manière à permettre à toute heure de marée l'arrivée, le départ et le stationnement des plus grands navires.

Sur l'appontement sont établies :

1° Des voies ferrées d'exploitation reliées au chemin de fer du Médoc par un embranchement;

2° Des grues hydrauliques roulantes au nombre minimum de douze de mille deux cent cinquante kilogrammes (1,250^t) de force, et de six de trois mille kilogrammes (3,000^t) à double puissance.

A terre, au droit de l'appontement et dans son voisinage, sont établis les voies de garage et de triage, les bureaux, halles couvertes, terre-pleins découverts, hangars, magasins, le bâtiment contenant les machines destinées à produire la force hydraulique et l'éclairage, ainsi que toutes les installations annexes nécessaires au service de la concession, sur des terrains acquis à cet effet par le concessionnaire.

Emplacements.

4. L'emplacement et les dispositions de l'appontement, des terre-pleins, des ha-

ars et des grues, des voies ferrées d'exploitation ainsi que celles destinées aux déplacements des grues mobiles, des voies de triage et de garage, des bureaux, halles ouvertes, magasins, installations annexe, et bâtiments des machines à établir à terre, sont déterminés par le ministre des travaux publics, sur la proposition du concessionnaire, lors de la présentation des projets d'exécution prescrits par l'article 5 ci-après.

Projets d'exécution.

5. Le concessionnaire est tenu de soumettre au ministre des travaux publics les projets d'exécution ou de modification de tous les engins ou ouvrages à installer, ainsi que des dérochements, dragages et terrassements à faire, tant dans le lit du cours et sur ses berges, dépendant actuellement du domaine public, que sur les terrains acquis par lui pour l'établissement des ouvrages de la concession.

Ces projets doivent comprendre tous les plans et dessins et les mémoires explicatifs nécessaires pour bien spécifier et justifier les travaux et constructions à faire ou le matériel à acquérir.

Le ministre des travaux publics a le droit de prescrire les modifications qu'il juge nécessaires, soit au point de vue de la solidité des constructions, soit au point de vue de la sécurité et de la commodité de l'exploitation des ouvrages du concessionnaire, soit au point de vue de la sécurité et de la commodité de l'usage du domaine public en dehors desdits ouvrages.

Bornage.

6. Après l'achèvement total des travaux et dans le délai qui sera fixé par l'administration, le concessionnaire fera faire à ses frais, un bornage contradictoire et un plan cadastral des terrains sur lesquels sont établis les ouvrages de la concession, tels qu'ils sont définis par l'article 1^{er} et énumérés par l'article 3.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage et du plan cadastral sera dressée aux frais du concessionnaire et déposée dans les archives de la préfecture. Les terrains dépendant de la concession seront ainsi incorporés au domaine public.

Si, pendant le cours de l'exploitation, une extension des dépendances de la concession est reconnue nécessaire par le ministre des travaux publics, sur la proposition du concessionnaire, les terrains sur lesquels s'étendraient les nouveaux ouvrages, établis suivant les projets approuvés par le ministre des travaux publics, donneront lieu à un bornage supplémentaire emportant leur incorporation au domaine public.

Direction des travaux.

7. Le concessionnaire doit exécuter les travaux conformément aux projets qu'il a présentés et avec les modifications prescrites par le ministre des travaux publics. Tous les travaux doivent être exécutés en matériaux de bonne qualité mis en œuvre selon les règles de l'art.

L'exécution devra être faite de manière à ne gêner en rien la navigation; en conséquence, le concessionnaire devra se conformer, pour l'organisation des chantiers et la conduite des travaux, aux instructions qui lui seront données par les ingénieurs.

Entretien des ouvrages. — Éclairage. — Balisage. — Dragage.

8. Les ouvrages établis par le concessionnaire doivent être constamment entretenus en bon état par ses soins, de façon à toujours convenir parfaitement à l'usage auquel ils sont destinés.

Le concessionnaire doit tenir constamment propre la surface de l'appontement et les abords, ainsi que l'intérieur des hangars.

L'administration assurera, aux frais du concessionnaire, le service de l'éclairage et les signaux de brume nécessaires par l'appontement; elle exécutera, également aux frais du concessionnaire, les modifications qu'elle jugerait nécessaire d'effectuer, comme conséquence de cet éclairage, aux feux de la rivière, dans un rayon de cinq kilomètres (5^k) de l'appontement.

Dans le cas où, après l'établissement des ouvrages projetés, il viendrait à se produire des dépôts ou atterrissements dans la passe de navigation au droit et aux abords de l'appontement, le concessionnaire devra les faire disparaître au moyen de dragages

effectués par lui et à ses frais dans les conditions indiquées par le ministre des travaux publics. A cet effet, la situation primitive des fonds sera constatée par des sondages contradictoires dans un délai de deux mois à partir de la promulgation de la loi déclarative d'utilité publique.

Si les divers travaux prescrits sont négligés sur quelques points par le concessionnaire, il y sera pourvu d'office, à la diligence des ingénieurs du service maritime, à la suite d'une mise en demeure adressée par le préfet et restée sans effet.

Le montant des avances faites par le service maritime, tant pour l'éclairage et les signaux de brume que pour tous travaux exécutés d'office, sera remboursé par le concessionnaire au moyen de rôles rendus exécutoires par le préfet.

Responsabilité vis-à-vis des tiers.

9. Le concessionnaire est responsable vis-à-vis des tiers de la réparation des dommages provenant du défaut de solidité ou d'entretien des constructions et engins.

Frais de construction et d'entretien.

10. Tous les frais de premier établissement, de modification et d'entretien sont à la charge du concessionnaire.

Indemnités aux tiers.

11. Le concessionnaire a à sa charge, sauf recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers par suite de l'exécution, de l'entretien ou du fonctionnement des ouvrages concédés.

Règlements de voirie.

12. Le concessionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants et à intervenir.

Délais d'exécution.

13. Le concessionnaire devra avoir terminé dans un délai de trois ans les ouvrages qui font l'objet de la présente concession et la moitié au moins de ces ouvrages dans le délai de dix-huit mois. Ces délais commenceront à courir un mois après la promulgation de la loi déclarative d'utilité publique.

Contrôle de la construction et de l'entretien.

14. Les travaux de premier établissement, de modifications et d'entretien sont exécutés sous le contrôle et la surveillance des ingénieurs. A mesure que les travaux de premier établissement seront terminés, chaque partie d'apponnement, engins, abris, voies, etc., susceptible d'être utilisée isolément, fera l'objet d'un procès-verbal de récolement dressé par les ingénieurs sur la demande du concessionnaire, et le préfet, sur le vu de ce procès-verbal, en autorisera, s'il y a lieu, la mise en service.

L'approbation du projet et la surveillance de l'exécution ou de l'entretien des ouvrages par les agents de l'administration laisseront entière la responsabilité du concessionnaire et ne pourront, en aucun cas, engager celle de l'administration vis-à-vis du concessionnaire ni vis-à-vis du public.

TITRE III.

EXPLOITATION.

Police.

15. La police de l'apponnement et des dépendances de la concession ouverte au public est faite, sous l'autorité des ingénieurs, par les officiers ou maîtres de port de

maillao, qui régleront le placement des navires à l'appontement et les diverses mesures de police, suivant les prescriptions des règlements généraux de police et des règlements spéciaux arrêtés par le préfet, le concessionnaire entendu, pour l'usage des terre-pleins et ouvrages de la concession.

Ordre d'admission à l'appontement.

16. Les navires sont placés à l'appontement et mis en chargement ou en déchargement suivant l'ordre des demandes.

Les demandes sont inscrites, à cet effet, dans l'ordre et à la date de leur production, sur des registres à souche tenus par les soins du concessionnaire.

Ces registres sont communiqués, sans déplacement, à toutes les personnes intéressées à en prendre connaissance.

Si un navire inscrit ne se présente pas à son rang, il prend le premier tour dont il est en mesure de profiter.

Les bâtiments appartenant à l'État ou employés par l'État ont la priorité sur tous les autres navires pour le placement à l'appontement et leur mise en chargement ou en déchargement. Ils ne sont pas astreints aux inscriptions prévues ci-dessus. En cas d'urgence et sur la réquisition de l'officier de port, les postes occupés et les engins employés par d'autres navires peuvent être enlevés à ces navires pour être affectés immédiatement aux opérations des bâtiments appartenant à l'État ou employés au service de l'État.

Les navires chargés du service postal de l'État ont, après les bâtiments de l'État, le droit de priorité sur les autres navires de commerce.

Suspension des opérations.

17. Les opérations de chargement ou de déchargement d'un navire peuvent être suspendues sans que l'intéressé ait droit à aucune indemnité, dans le cas où les engins devraient être employés, pour le compte de l'État ou des navires affectés au service postal de l'État, à l'enlèvement des colis. Dans ce cas, le navire cessera de payer les taxes d'accostage pendant toute la durée de l'interruption totale de ses opérations.

Si l'agent chargé de la surveillance trouve qu'il y a danger ou inconvénient à continuer le travail au moyen des engins du concessionnaire, ou si ces engins doivent être déplacés par ordre des ingénieurs ou des officiers de port, les locataires ou le concessionnaire doivent immédiatement suspendre les opérations jusqu'à ce que tout soit remis en bon état, sans avoir droit à aucune indemnité.

Obligations du concessionnaire en ce qui concerne les engins et la manutention.

18. Le concessionnaire est tenu, soit d'employer directement lui-même ses appareils à l'enlèvement des colis et d'effectuer lui-même les opérations d'embarquement et d'arrimage des marchandises, et *vice versa*, soit de donner ses appareils en location au public avec la force motrice et les mécaniciens nécessaires pour faire fonctionner ses appareils hydrauliques.

Il est également tenu de livrer, soit au point des voies de l'appontement où se trouve le navire, soit devant les terre-pleins de manutention à découvert ou les hangars ou magasins, soit, en cas de besoin, au raccordement avec la ligne du Médoc, des wagons destinés à l'enlèvement des marchandises ou transportant les marchandises à embarquer.

Les manœuvres et les déplacements nécessaires à cet effet, ainsi que la traction des wagons entre les divers points de l'appontement et l'aiguille de raccordement de l'embranchement avec le Médoc, ou entre les mêmes limites et les terre-pleins, hangars ou magasins, sont faits par le concessionnaire.

Ces diverses opérations doivent être faites non seulement pendant les jours et heures réglementaires du travail de la douane, mais encore en dehors de ces périodes, de jour ou de nuit, quand le travail aura été autorisé par la douane sur la demande des intéressés.

Ceux qui font usage des engins du concessionnaire ou le concessionnaire lui-même devront employer, pour l'arrimage à fond de cale ou sur les wagons, et en général

pour la manutention des marchandises, un nombre d'hommes suffisant pour accéder le travail.

Les grues ne peuvent être employées à soulever un poids supérieur à leur force.

Ceux qui veulent travailler en dehors des jours et heures réglementaires du travail de la douane doivent en faire la déclaration écrite au moins six heures avant le commencement du travail supplémentaire, en produisant, s'il y a lieu, l'autorisation de la douane.

Usage des hangars. — Surveillance. — Éclairage.

19. Les hangars sont exclusivement affectés à abriter la marchandise avant son embarquement ou après son débarquement.

Le paiement des taxes ne donne pas au public le droit de laisser stationner soit les marchandises sous les hangars ou sur les terre-pleins découverts, soit les navires devant l'appontement au delà des délais fixés soit par les règlements généraux de police, soit par les arrêtés préfectoraux pris en vertu de l'article 21 ci-après. Dans le cas où les délais seraient dépassés, le concessionnaire, sur l'ordre de l'officier de port, devrait prendre les mesures prévues par les règlements de police.

Le concessionnaire est tenu d'éclairer l'appontement, les hangars, les terre-pleins découverts et les chemins de service pendant la nuit et d'entretenir à ses frais un nombre de gardiens suffisant pour assurer la régularité du service.

La garde et la conservation des marchandises sont à sa charge et il en est responsable sous les conditions stipulées à l'article 30 ci-après.

Usage des magasins.

20. Les magasins sont destinés à recevoir les marchandises à destination ou de provenance des navires opérant à l'appontement, qui auraient à faire sur les terre-pleins de la concession un séjour dépassant la durée fixée par les règlements de police pour le séjour sous les hangars, sur les terre-pleins découverts ou sur wagons.

Le concessionnaire est tenu d'y recevoir les marchandises sans préférence ni exception, tant que l'emplacement le permet, et suivant l'ordre d'inscription des demandes sur des registres à souche qui doivent être communiqués, sans déplacement, à tous les intéressés.

Le concessionnaire est responsable de la garde et de la conservation des marchandises placées dans les magasins, sous les conditions stipulées à l'article 30 ci-après, sauf les déchets naturels provenant d'un vice propre ou de la nature de la chose, en conditionnement ou des rongeurs. Les liquides ne sont pris que sans responsabilité de coulage même extraordinaire. Le concessionnaire n'est responsable ni de la mesure, ni de la qualité, ni de l'état des marchandises que les colis ont été déclarés contenir et qu'il n'a pas pu vérifier.

Les employés et ouvriers du concessionnaire, les personnes munies de son autorisation et les agents du contrôle ont seuls accès dans les magasins.

Après reconnaissance des marchandises, il est délivré un bulletin d'entrée et les marchandises ne sont livrées qu'en échange de ce bulletin, signé pour décharge par le propriétaire ou le consignataire de ces marchandises.

Le concessionnaire n'est pas tenu de recevoir dans ses magasins des colis d'un poids indivisible supérieur à mille kilogrammes (1,000^k).

Il ne doit pas recevoir dans ses magasins des marchandises dangereuses ou facilement inflammables, ou d'un voisinage nuisible par leur nature, leur odeur ou la poussière qu'elles produisent. Dans le cas où, par suite d'une déclaration incomplète ou erronée, le concessionnaire aurait admis dans ses magasins des marchandises qui seraient ultérieurement reconnues comme dangereuses, il peut et il doit, s'il en est requis par les ingénieurs, les enlever immédiatement aux frais et risques des propriétaires, qu'il avise des mesures prises, dans les vingt-quatre heures, par lettre recommandée.

Toutes les marchandises déposées dans les magasins sont assurées contre l'incendie par le concessionnaire qui, dans le cas où le propriétaire ne déclare pas la valeur à assurer, en fait l'évaluation d'office et ne peut alors être responsable de l'insuffisance de l'évaluation.

Règlement de la Gironde. — Mesures de police.

21. Le concessionnaire est soumis aux règlements concernant la Gironde ou la rade de Trompeloup.

Il doit se conformer aux arrêtés que prend le préfet pour réglementer, dans l'intérêt de la sécurité publique et du bon ordre dans l'exploitation, l'emploi des terre-pleins et des ouvrages de la concession, le stationnement, les mouvements et le fonctionnement des engins. Ces arrêtés sont pris sur le rapport des ingénieurs du service maritime de la Gironde, le concessionnaire entendu.

Mesures de détail.

22. Les mesures de détail relatives à l'application du cahier des charges en ce qui concerne notamment les obligations respectives du concessionnaire et des personnes qui font usage des terre-pleins ou des ouvrages de la concession, ainsi que les mesures de détail relatives à l'application des tarifs, sont arrêtées par le ministre des travaux publics, le concessionnaire entendu.

Agents du concessionnaire.

23. Les agents et gardiens que le concessionnaire emploie pour la surveillance et la garde des ouvrages concédés peuvent être commissionnés par le préfet et assermentés devant le tribunal de première instance.

Ils sont, dans ce cas, assimilés aux gardes des particuliers.

Ils ont des signes distinctifs de leurs fonctions.

Sous-traités.

24. Le concessionnaire peut, avec le consentement du ministre des travaux publics, confier à des entrepreneurs français, agréés par le ministre, l'exploitation d'une ou plusieurs parties de ses ouvrages ou engins et la perception des taxes correspondantes fixées par le tarif; mais, dans ce cas, il demeure personnellement responsable envers l'administration et envers les tiers de l'accomplissement de toutes les obligations que lui impose le présent cahier des charges.

Contrôle de l'exploitation.

25. L'exploitation des ouvrages de la concession est faite sous le contrôle et la surveillance des ingénieurs du service maritime. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux, ainsi que les frais de la police et du contrôle de l'exploitation, sont à la charge du concessionnaire. Ces frais sont réglés trimestriellement par le ministre des travaux publics. A défaut de versement dans le délai fixé, le recouvrement en sera effectué comme en matière de contributions directes.

TITRE IV.

TARIFS.

Durée des perceptions.

26. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges et sous la condition expresse qu'il en remplira toutes les obligations, le gouvernement lui accorde le droit de percevoir, pendant toute la durée de la concession, des taxes dont le montant est déterminé par des tarifs établis conformément aux dispositions ci-après.

Taxes maxima.

27. Les taxes maxima qui peuvent être perçues, à partir de la mise en service de l'appontement, sont les suivantes :

I. — *Taxe payable par les navires accostés à l'appontement.*

Par tonneau de jauge légale :

a) Pour le premier quart de journée (de 0 à 6 heures d'accostage), dix centimes (0^f 10) ;

b) Pour la première demi-journée (plus de 6 heures jusqu'à 12 heures), cent soixante-quinze millimes (0^f 175) ;

c) Pour chaque demi-journée (12 heures) ou fraction de demi-journée, en sus de la première, cent soixante-quinze millièmes (0^f 175).

La taxe ne sera pas due à raison des jours non ouvrables pour lesquels la douane refuserait l'autorisation de travailler.

Les bâtiments de guerre français sont affranchis de toute taxe d'accostage.

II. — *Taxe de quai payable par les marchandises prises sur l'appontement et embarquées sur navires accostés à l'appontement ou prises sur ces navires et débarquées sur l'appontement.*

Par tonne de mille kilogrammes (1,000^k), soixante-quinze centimes (0^f 75) ;

(Le débarquement et la mise sur wagon, ou *vice versa*, ainsi que le désarrimage et l'arrimage étant faits intégralement par les intéressés, non compris :

1° L'outillage du concessionnaire (taxe III) ;

2° Le transport sur l'embranchement (taxe IV).

II bis. — *Taxe payable par les marchandises prises sur gabares et mises sur navires accostés à l'appontement ou prises sur navires accostés à l'appontement et mises sur gabares.*

Par tonne de mille kilogrammes (1,000^k), cinquante centimes (0^f 50).

(Le transbordement et l'arrimage ou le désarrimage étant intégralement à la charge des intéressés.)

III. — *Taxe pour l'usage des grues.*

Par tonne de mille kilogrammes (1,000^k), vingt-cinq centimes (0^f 25).

(Moyennant ce prix, le concessionnaire devra fournir les grues hydrauliques, compris mécaniciens et force motrice.)

IV. — *Taxe de transport sur l'embranchement pour toutes séries de marchandises.*

Par tonne de mille kilogrammes (1,000^k), quarante centimes (0^f 40).

(Les marchandises mises en magasin ou sur les terre-pleins de manutention à découvert ou sous hangar sont exonérées de tous frais supplémentaires pour le transport des magasins, terre-pleins ou hangars à l'appontement ou à l'aiguille de raccordement avec le Médoc.)

V. — *Taxe unique de manutention.*

Par tonne de mille kilogrammes (1,000^k), deux francs trente centimes (2^f 30).

(Moyennant cette somme de deux francs trente centimes (2^f 30), comprenant les taxes II, III et IV, le concessionnaire est tenu d'effectuer les opérations d'embarquement et d'arrimage des marchandises prises sur wagon et mises en cale, ou *vice versa* et de les transporter de l'aiguille de raccordement avec le Médoc à l'appontement, *vice versa*.)

VI. — *Colis lourds, colis-valeurs, etc.*

Les colis lourds pesant isolément de mille deux cent cinquante (1,250) à trois mille kilogrammes (3,000^k) payeront cinquante pour cent (50 p. 0/0) en sus des taxes n° III et IV.

Les colis-valeurs, dentelles, bronzes, tableaux et objets d'art payeront le double des taxes n° III et IV.

VII. — *Taxe de magasinage suivant tarif annexé.*

Cette taxe est applicable de plein droit : 1° aux marchandises placées dans les magasins de la concession, soit sur la demande des intéressés, soit d'office par application des règlements de police ; 2° aux marchandises dont le stationnement sous les hangars, ou sur les terre-pleins de manutention à découvert, ou en wagon, serait toléré au delà des délais de stationnement gratuit déterminés par les règlements de police.

VIII. — *Taxe des passagers.*

Transport des passagers depuis l'aiguille de raccordement jusqu'au long du bord des navires, et *vice versa*, service des bagages compris :

Par passager, un franc cinquante centimes (1^{fr}50).

Application des taxes.

28. Les taxes n° 1, II, II *bis*, III, IV, V et VI sont dues par celui qui a fait la demande prévue à l'article 16 ci-dessus.

Les taxes de magasinage (VII) sont dues par le propriétaire ou le consignataire des marchandises déposées, ou, si le consignataire et le propriétaire sont inconnus, par le déclarant en douane, ou, à défaut de déclarant, par l'auteur du dépôt de la marchandise.

Calcul des taxes.

29. La taxe due pour toute marchandise déposée dans les magasins ou stationnant par tolérance sur les terre-pleins ou sous les hangars de la gare maritime ou en wagon au delà des délais réglementaires de stationnement gratuit, sera calculée ainsi qu'il suit :

La durée du séjour pour lequel elle est due est évaluée en jours, sans déduction de jours non ouvrables. Les jours se comptent de minuit à minuit et toute journée commencée donne lieu à la perception du prix fixé pour la journée entière.

Responsabilités.

30. Le concessionnaire est responsable de la perte, de l'incendie et des avaries des marchandises qui lui sont confiées, à moins qu'il ne prouve que ces pertes, incendies ou avaries proviennent d'un cas fortuit, de la force majeure, d'un vice propre à la chose, ou de la faute de l'expéditeur, du destinataire, de l'armateur ou de l'affrètement, ou de leurs préposés.

Recouvrement des taxes.

31. Le concessionnaire peut s'opposer à l'enlèvement de la marchandise jusqu'au paiement du montant des taxes et, s'il y a lieu, du montant des frais d'enlèvement et de magasinage des marchandises enlevées d'office par le concessionnaire sur l'ordre de l'officier de port après l'expiration des délais de séjour réglementaires.

Perception des taxes. — Abonnement.

32. La perception doit être faite d'une manière égale pour tous, sans aucune faveur. Toute convention contraire à cette clause est nulle de plein droit. Toutefois cette clause ne s'applique pas aux traités qui pourraient intervenir entre le concessionnaire et l'État, dans l'intérêt des services de l'État.

Il peut, en outre, être établi des abonnements à prix réduits en faveur des lignes régulières de navigation. Le tarif des abonnements doit être soumis à l'homologation du ministre des travaux publics. Toute réduction de taxe ou tout avantage consenti par abonnement en faveur d'une ligne régulière doit être accordé de droit à toute autre ligne régulière qui se soumet aux mêmes conditions.

Abaissment des taxes.

33. Le concessionnaire peut, s'il le juge convenable, abaisser les taxes au-dessous des limites déterminées par les tarifs maxima.

Les taxes ainsi abaissées ne peuvent être relevées qu'après un délai de trois mois.

Toute modification des tarifs est portée à la connaissance du public par des affiches placardées au moins quinze jours avant l'époque fixée pour la mise à exécution.

La perception des tarifs modifiés ne peut avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics.

Contrôle des perceptions.

34. Les tarifs en vigueur à toute époque sont portés à la connaissance du public par moyen d'affiches apposées d'une manière très apparente, le plus près possible des appareils, aux endroits qui sont indiqués par l'officier de port, et spécialement aux mairies de Bordeaux et de Pauillac. Un exemplaire en sera déposé au secrétariat de la chambre de commerce.

Le concessionnaire est responsable de la conservation de ces affiches et les remplace toutes les fois qu'il y a lieu.

L'état des perceptions est constaté par un registre à souches, avec indication de taillée, sur la souche comme sur le reçu détaché, de toutes les perceptions opérées. Ce registre doit être représenté, à toute réquisition aux ingénieurs du service maritime qui en contrôlent la tenue.

Services accessoires.

35. En dehors des tarifs fixés ci-dessus, le ministre des travaux publics, sur la proposition du concessionnaire, arrête annuellement les taxes relatives aux services accessoires, non prévus au présent cahier des charges, dont le concessionnaire répondrait à se charger dans l'intérêt de la bonne exploitation de la concession.

Revision des taxes.

36. Les tarifs maxima de la concession peuvent être révisés, soit d'office, soit sur la demande du concessionnaire, lorsqu'ils auront été en vigueur pendant dix ans au moins.

Toute revision consistant en un abaissement de tarif maximum accepté par le concessionnaire est approuvée par le ministre des travaux publics.

Toute revision comportant des abaissements non consentis par le concessionnaire est ordonnée par décret délibéré en conseil d'État. Ces abaissements ne peuvent être imposés au concessionnaire que s'il est établi par experts que le bénéfice net moyen réalisé pendant les cinq dernières années sur les opérations de la concession dépasse six pour cent (6 p. o/o) de la partie du capital-actions effectivement versée qui a été valablement employée au service de la concession. Les abaissements imposés seront calculés de manière à ramener à six pour cent (6 p. o/o) le bénéfice probable.

Toute revision comportant des relèvements est effectuée en la forme suivie pour la présente concession. Des relèvements ne peuvent être accordés au concessionnaire que s'il est établi par experts que le bénéfice net moyen réalisé pendant les cinq dernières années sur les opérations de la concession est inférieur à quatre pour cent (4 p. o/o). Les relèvements seront calculés de manière à ramener le bénéfice probable à quatre pour cent (4 p. o/o), sans toutefois que les tarifs maxima nouveaux puissent dépasser les tarifs maxima primitifs inscrits à l'article 27 du présent cahier des charges.

Sera comptée, comme bénéfice net de chaque année, la différence entre la recette annuelle provenant de l'application des taxes et les dépenses annuelles de premier établissement et d'exploitation.

Pour l'évaluation des dépenses de premier établissement d'une année, l'intérêt du capital de premier établissement sera compté à quatre pour cent (4 p. o/o), et l'amortissement sera compté comme devant être terminé dans le délai restant à courir jusqu'à l'expiration de la concession. Il ne pourra être porté au compte de premier

établissement que les dépenses réelles de premier établissement, d'amélioration et de parachèvement des ouvrages et engins établis ou acquis conformément aux projets approuvés par le ministre des travaux publics en vertu de l'article 5.

Les dépenses annuelles d'exploitation dont il sera tenu compte pour l'évaluation des bénéfices seront les dépenses réelles valablement portées au compte d'exploitation. Ne seront pas comprises dans ces dépenses celles qui ont été faites dans l'année pour renouvellement des ouvrages et du matériel remplacés après usure; mais on y ajoutera l'annuité qui devrait être mise en réserve pour assurer le remplacement des ouvrages et du matériel susceptibles d'usure, dans les délais correspondant respectivement à la nature et au service de chacun.

Ces dispositions ne s'appliquent d'ailleurs qu'aux ouvrages et au matériel dont le coût primitif a été valablement inscrit au compte de premier établissement.

Pour faciliter l'application des dispositions ci-dessus, le concessionnaire devra se conformer, pour la tenue de sa comptabilité, aux règlements de détail arrêtés par le ministre des travaux publics, et il lui soumettra ses comptes en recettes et dépenses avec les pièces justificatives, pour chaque année, avant le 1^{er} mai de l'année suivante.

Les experts chargés d'évaluer, en cas de révision, le bénéfice net moyen des cinq dernières années et les abaissements ou relevements de taxes propres à ramener le bénéfice probable au taux de six pour cent (6 p. o/o) ou de quatre pour cent (4 p. o/o), seront au nombre de trois.

L'un sera désigné par le concessionnaire, le deuxième par le ministre des travaux publics, et le troisième par les deux autres ou, en cas de désaccord, par le président du tribunal civil de la Seine.

Les frais de l'expertise seront à la charge du concessionnaire.

La révision des tarifs maxima entraîne de plein droit l'annulation des taxes abaissées qui auraient été mises en vigueur en vertu de l'article 33.

Les taxes inférieures aux nouveaux tarifs maxima ne continuent, en conséquence, à être perçues que si elles ont été de nouveau l'objet de propositions du concessionnaire et de l'homologation ministérielle.

TITRE V.

DURÉE, RACHAT ET RETRAIT DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

37. La durée de la concession est fixée à soixante-dix années à partir de la promulgation de la loi déclarative d'utilité publique.

Expiration de la concession.

38. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession et par le seul fait de cette expiration, l'Etat sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur tous les immeubles, travaux, ouvrages, installations et sur tout le matériel de la concession, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre ses ouvrages et son matériel en bon état d'entretien.

Pour assurer l'exécution de cette clause, il sera procédé par les agents du contrôle, concurremment avec le concessionnaire, cinq ans avant l'expiration de la concession, à une reconnaissance des ouvrages et du matériel destinée à constater qu'ils sont en bon état d'entretien. Un arrêté du ministre des travaux publics déterminera, le cas échéant, les travaux à faire pour mettre les ouvrages et le matériel en état de réception, et fixera le délai dans lequel lesdits travaux devront être exécutés. A l'expiration de ce délai, si le concessionnaire n'a pas satisfait aux prescriptions de l'arrêté ministériel, l'Etat aura le droit d'exécuter d'office les travaux prescrits et de saisir les produits de l'exploitation pour se couvrir de ses dépenses. L'Etat sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts, et réciproquement

si l'État le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, l'État ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation de la concession pendant six mois.

Rachat de la concession.

39. L'État aura le droit de racheter la concession à toute époque, après l'expiration des dix premières années comptées à partir de la date d'achèvement des travaux ou, au plus tard, à partir du terme prévu pour l'achèvement à l'article 13.

Le rachat comprend tous les immeubles, travaux, ouvrages, installations et tout le matériel de la concession.

Pour régler le prix du rachat, on relèvera les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui précéderont celle où le rachat sera effectué; on en déduira le produit net des deux plus faibles années et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

On calculera le produit net de chaque année en retranchant du produit brut la somme des deux éléments ci-après déterminés :

1° Le total des dépenses réelles valablement inscrites au compte d'exploitation de l'année, non compris celles relatives au renouvellement des ouvrages et du matériel remplacés après usure ; 2° l'annuité qui devrait être mise en réserve pour assurer le remplacement des ouvrages et du matériel susceptibles d'usure, dans les délais correspondant respectivement à la nature et au service de chacun. Ces dispositions ne s'appliquent d'ailleurs qu'aux ouvrages et au matériel dont le coût primitif a été valablement inscrit au compte de premier établissement.

En cas de contestation sur la détermination des éléments du produit net, il sera procédé à cette détermination par trois experts désignés l'un par le concessionnaire, le deuxième par le ministre des travaux publics et le troisième par les deux autres ou, à défaut d'accord, par le président du tribunal civil de la Seine. Les frais d'expertise seront à la charge du concessionnaire. Le ministre des travaux publics devra faire savoir au concessionnaire si l'État décide ou non le rachat, dans un délai de six mois à partir du jour de la notification du rapport des experts.

Le produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée par le concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour termes de comparaison.

Le concessionnaire doit constituer, au moyen de sommes mises en réserve chaque année, un fonds spécialement affecté à assurer le renouvellement des ouvrages et parties du matériel susceptibles d'usure; la partie de ce fonds non encore employée au moment du rachat sera acquise à l'État.

Déchéance.

40. Faute par le concessionnaire d'avoir, dans le délai de six mois à dater de la promulgation de la loi de concession, constitué valablement la société anonyme prévue par cette loi, ou faute d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par les articles 7 et 13, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, il encourra la perte de son cautionnement. La déchéance pourra en outre être prononcée contre lui.

Dans tous les cas, il sera statué, après mise en demeure, par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

41. Dans le cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, au moyen d'une adjudication que l'on ouvrira sur une mise à prix des ouvrages exécutés et des matériaux approvisionnés.

Nul ne sera admis à concourir à cette adjudication s'il n'a été préalablement agréé par le préfet.

A cet effet, les personnes qui voudraient concourir seront tenues de déclarer, dans le délai qui sera fixé, leur intention, par un écrit déposé à la préfecture et accompagné de pièces propres à justifier les ressources nécessaires pour remplir les engagements à contracter.

Ces pièces seront examinées par le préfet, en conseil de préfecture. Chaque soumissionnaire sera informé de la décision prise en ce qui le concerne et, s'il y a lieu, du jour de l'adjudication.

Les personnes qui auront été admises à concourir devront faire, soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit à la trésorerie générale du département, le dépôt de garantie, qui devra être égale au moins au trentième de la dépense à faire par le concessionnaire.

L'adjudication aura lieu suivant les formes indiquées aux articles 11, 12, 13, 15 et 16 de l'ordonnance royale du 10 mai 1829.

Les soumissions ne pourront être inférieures à la mise à prix.

Le nouveau concessionnaire sera soumis aux clauses du cahier des charges et substitué au concessionnaire évincé, qui recevra de lui le prix que la nouvelle adjudication aura fixé. Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases après un délai de trois mois. Cette fois, les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix.

Si cette seconde tentative reste également sans résultat, le concessionnaire sera définitivement déchu de tous droits, et alors les ouvrages exécutés et les matériaux approvisionnés appartiendront à l'État.

Interruption du service.

42. Dans le cas d'interruption partielle ou totale des services confiés au concessionnaire, le ministre des travaux publics prendra immédiatement, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, le concessionnaire n'a pas valablement justifié qu'il est en état de reprendre et de continuer l'exploitation, et s'il ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre des travaux publics. Cette déchéance prononcée, les ouvrages seront mis en adjudication, et il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Travaux en rivière.

43. Dans le cas où l'exploitation de la concession se trouverait gênée ou complètement entravée pendant un temps plus ou moins long par le fait de l'administration et pour les besoins des travaux en rivière que l'État aurait à faire exécuter, le concessionnaire ne pourra réclamer aucune indemnité.

Destruction en cas de guerre.

44. Le concessionnaire souscrit l'engagement de renoncer à toute indemnité dans le cas où l'appontement devrait, en temps de guerre, être détruit pour les besoins de la défense.

Election de domicile.

45. Le concessionnaire est tenu de faire élection de domicile à Panillac.

Il doit avoir un bureau fixé à proximité de l'appontement et faire choix, s'il en est requis, d'un agent qui logera dans le bâtiment affecté audit bureau. Cet agent a qualité pour recevoir, au nom du concessionnaire, toutes les notifications administratives.

Cautionnement.

46. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la Caisse des dépôts et consignations une somme de cent mille francs (100,000^f) qui formera le cautionnement de l'entreprise.

Le montant en sera rendu au concessionnaire par cinquièmes et proportionnellement à l'avancement des travaux.

Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'achèvement des travaux.

Redevance.

47. Le concessionnaire payera à l'Etat, pour l'occupation du domaine public sur lequel seront établis ses ouvrages et leurs dépendances, une redevance annuelle calculée à raison de cinq centimes (0^e 05) par mètre carré de la surface rectangulaire circonscrite aux ouvrages en rivière, soit, pour quatre-vingt-treize mille trois cent soixante-six (93,366^m) mètres carrés, quatre mille six cent soixante-huit francs trente centimes (4,668^f 30). Cette redevance sera versée d'avance, au 1^{er} janvier chaque année, entre les mains du receveur des domaines de Pauillac. Elle sera exigible à partir du jour où la loi déclarative d'utilité publique aura été promulguée. Elle pourra être révisée tous les trois ans.

Frais d'impression et d'enregistrement.

48. Les frais d'impression et d'enregistrement de toutes pièces relatives à la présente concession resteront à la charge du concessionnaire.

Le présent cahier des charges accepté par le concessionnaire soussigné pour être annexé à la convention en date de ce jour.

Paris, le 4 mars 1893.

Signé : E. PÉREIRE.

Arrêté par le ministre des travaux publics.

Paris, le 4 mars 1893.

Signé : VIETTE.

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 27 décembre 1894, folio 7, case 11. Reçu trois francs soixante-quinze centimes. — Signé : Morin.

ANNEXE AU CAHIER DES CHARGES.

(Art. 27 du cahier des charges, § VII.)

TARIF DE MAGASINAGE.

Règles générales.

I. Tout ordre d'entrée de marchandises dans les magasins, donné par le déposant, est considéré comme un acquiescement aux tarifs et règlements de ces magasins.

II. Cet ordre doit être donné par écrit et doit mentionner les marques, les numéros, le nombre de colis, la nature de la marchandise, le poids brut, la contenance et la valeur, ainsi que le nom et l'adresse du déposant.

III. Le prix du magasinage est établi au mois. Il compte du jour de l'entrée au magasin du premier colis.

IV. Les marchandises dont le séjour en magasin n'excède pas quinze jours payent un demi-mois de magasinage.

V. Toute marchandise transférée sur place, sans manutention, n'est soumise à aucun droit pour ce transfert.

VI. Lorsqu'elle sera décarraissée pour être pesée et réencarrassée, le cédant devra le décarraissage entier; le preneur ne payera pour le réencarrassage en son nom que les deux tiers seulement de la taxe d'encarrassage.

VII. Tout pesage est payé trois centimes (0^e 03) par cent kilogrammes (100^{kg}) de marchandise pesée.

Le concessionnaire peut exiger une pesage à l'entrée en magasin.

VIII. Les marchandises ne seront livrées que sur la production du récépissé délivré lors de leur entrée en magasin, dûment visé par le caissier, qui certifiera que les frais sont acquittés, et signé pour décharge par le propriétaire ou le consignataire de ces marchandises.

IX. Tout transfert doit être signalé par lettre, le jour de sa signature, aux bureaux du concessionnaire, afin d'éviter toute difficulté ou tout retard dans la livraison.

X. Les tarifs ci-après sont établis sur le poids brut pour les marchandises tarifées au poids; ils sont exprimés en centimes.

XI. Les objets qui ne sont pas portés au présent tarif sont classés par analogie.

XII. L'assurance contre l'incendie est comprise dans le prix de magasinage.

A. — Tarif de magasinage à l'abri dans les magasins.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	PRIX DU MAGASINAGE par mois.	RÉCEP- TION.	ENCAR- TASSAGE.	LIVRAI- SON.	TOTAL.
Anchois.....	0' 10 ^s les 100 kilog.	0' 10 ^s	0' 05 ^c	0' 10 ^s	0' 25 ^s
Absinthe.....	0' 05 —	0' 02	0' 01	0' 02	0' 05
Acides.....	0' 15 —	0' 10	0' 05	0' 10	0' 25
Acier en barres.....	0' 10 —	0' 05	0' 05	0' 05	0' 15
Alizari ou garance.....	0' 15 —	0' 10	0' 05	0' 10	0' 25
Aloès.....	0' 10 —	0' 05	0' 05	0' 05	0' 15
Alquifoux.....	0' 10 —	0' 05	0' 05	0' 05	0' 15
Amandes, noisettes en coque.....	0' 15 —	0' 10	0' 05	0' 10	0' 25
Amidon.....	0' 10 —	0' 10	0' 05	0' 10	0' 25
Ammoniaque liquide.....	0' 20 —	0' 10	0' 05	0' 10	0' 25
Ancre en fer.....	0' 05 —	0' 10	0' 05	0' 10	0' 25
Anis étoilé (badianes).....	0' 20 —	0' 10	0' 05	0' 10	0' 25
Anis vert.....	0' 15 —	0' 10	0' 05	0' 10	0' 25
Arachides ou pistaches.....	0' 15 —	0' 10	0' 10	0' 10	0' 30
Argent vif (mercure).....	0' 20 —	0' 10	0' 05	0' 10	0' 25
Armes : fusils, pistolets, sabres.....	0' 15 —	0' 10	0' 05	0' 10	0' 25
Bambous, jons.....	0' 10 —	0' 10	0' 05	0' 10	0' 25
Basting.....	0' 10 —	0' 10	0' 05	0' 05	0' 20
Beurre.....	0' 10 —	0' 10	0' 10	0' 10	0' 30
Bières en barils.....	0' 10 les 100 litres.	0' 05	0' 05	0' 05	0' 15
Bières en caisses.....	0' 10 —	0' 05	0' 05	0' 05	0' 15
Bimbeloterie.....	0' 20 les 100 kilog.	0' 15	0' 10	0' 15	0' 40
Biscuits.....	0' 10 —	0' 10	0' 05	0' 05	0' 20
Bitume.....	0' 10 —	0' 10	0' 05	0' 05	0' 20
Bœuf bouilli de la Plata ou d'Aus- tralie.....	0' 10 —	0' 10	0' 05	0' 10	0' 25
Bois de réplisse.....	0' 10 —	0' 10	0' 05	0' 10	0' 25
Bois de teinture.....	0' 05 —	0' 10	0' 05	0' 10	0' 25
Bois d'ébénisterie et merrains.....	0' 05 —	0' 10	0' 05	0' 10	0' 25
Bois du Nord-dépôts.....	0' 03 —	0' 10	0' 05	0' 10	0' 25
Bouchons de liège.....	0' 35 —	0' 20	0' 10	0' 20	0' 50
Bougies.....	0' 10 —	0' 10	0' 05	0' 10	0' 25
Brai et goudron.....	0' 10 —	0' 10	0' 05	0' 05	0' 20
Bran rouge.....	0' 05 —	0' 10	0' 05	0' 05	0' 20
Cacao en boucauts et tierçons.....	0' 12 —	0' 10	0' 05	0' 10	0' 25
Cacao en quarts et en sacs.....	0' 12 —	0' 10	0' 05	0' 10	0' 25
Cachou en paniers.....	0' 10 —	0' 10	0' 10	0' 10	0' 30
Cachou en masse et en sacs.....	0' 10 —	0' 10	0' 10	0' 10	0' 30
Café en boucauts et tierçons.....	0' 12 —	0' 10	0' 05	0' 10	0' 25
Café en quarts et en sacs.....	0' 12 —	0' 10	0' 05	0' 10	0' 25
Café en cuisse.....	0' 12 —	0' 10	0' 05	0' 10	0' 25
Céruse.....	0' 07 —	0' 10	0' 05	0' 10	0' 25
Chaines en fer.....	0' 05 —	0' 10	0' 05	0' 10	0' 25
Chandelles de suif.....	0' 10 —	0' 10	0' 05	0' 10	0' 25
Ciments.....	0' 07 —	0' 10	0' 05	0' 10	0' 25
Colle forte.....	0' 10 —	0' 10	0' 10	0' 10	0' 30
Colle de poisson.....	0' 20 —	0' 10	0' 10	0' 10	0' 30

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	PRIX DU MAGASINAGE par mois.	RÉCEP- TION.	RECAR- GASSAGE.	LIVRAI- SON.	TOTAL.
Colophane (résine d'Amérique).....	0 07 les 100 kilog.	0 10	0 05	0 05	0 20
Coaltar.....	0 07 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Conserves alimentaires : poissons, saumons.....	0 30 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Cordages.....	0 10 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Cornes d'animaux.....	0 12 les 100 cornes	0 10	0 10	0 10	0 30
Coton.....	0 20 les 100 kilog.	0 10	0 10	0 10	0 30
Crin.....	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Crin végétal ou barbe espagnole.....	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Cuir tanné.....	0 07 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Cuivre en feuilles.....	0 08 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Cuivre en saumons.....	0 06 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Cuivre ouvré.....	0 08 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Drilles, chiffons.....	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Drogueries non dénommées.....	0 20 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Eau-de-vie en fûts jusqu'à 250 litres.	0 25 les 100 litres.	0 05	0 05	0 05	0 15
Eau-de-vie au-dessus de 250 litres...	0 15 —	0 05	0 05	0 05	0 15
Eau-de-vie en caisses.....	0 15 les 100 kilog.	0 10	0 05	0 10	0 25
Écorces de mangliers.....	0 05 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Engrais en sacs.....	0 08 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Éponges.....	0 80 —	0 15	0 10	0 15	0 40
Etain.....	0 08 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Extrait de bois de teinture.....	0 30 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Faïence.....	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Farine.....	0 08 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Fécules de pommes de terre.....	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Fer-blanc.....	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Fers en barres et paquets.....	0 04 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Fer ouvré et tubes.....	0 05 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Feutre à doublage.....	0 08 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Fonte de fer.....	0 03 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Fil de chanvre et de lin.....	0 15 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Fil de laiton.....	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Fromages en boucauts et tierçons.....	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Fromages en caissons.....	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Fruits secs : figues, raisins, olives, prunes.....	0 15 —	0 10	0 10	0 10	0 30
Fûts vides.....	0 05 le fût.	0 05	0 05	0 05	0 15
Gomme élastique.....	0 15 les 100 kilog.	0 10	0 10	0 10	0 30
Gomme arabique en fûts et caisses...	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Gomme en balles et sacs.....	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Goudron.....	0 07 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Graines de lin et de luzerne.....	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Graines : froment, seigle.....	0 05 l'hectolitre.	0 05	0 05	0 05	0 15
Graines en vrac.....	0 08 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Graissec, saindoux.....	0 10 les 100 kilog.	0 10	0 05	0 05	0 20
Grès en paniers, harasses et fûts.....	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Guano.....	0 08 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Guinées.....	0 25 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Huile d'olive en fûts.....	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Huile en potiches et estagnons.....	0 20 —	0 15	0 10	0 15	0 40
Huile en caisse.....	0 15 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Huile de poisson.....	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Huile de palme.....	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Huile de coco.....	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Huile minérale à graisser.....	0 05 —	0 05	0 05	0 05	0 15
Indigo Bengale en caisses et surons.	0 70 —	0 20	0 10	0 20	0 50
Laines en balles.....	0 15 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Légumes secs.....	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Lièges en balles.....	0 30 —	0 15	0 15	0 15	0 45
Lièges en grenier.....	0 30 —	0 15	0 15	0 15	0 45

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	PREX DU MAGASINAGE par mois.	RÉCEP- TION.	ENCAR- RASSAGE.	LIVRAI- SON.	TOTAL.
Lin en balles et paquets.....	0 ^f 10 ^s les 100 kilog.	0 ^f 15 ^s	0 ^f 10 ^s	0 ^f 15 ^s	0 ^f 40 ^s
Liqueurs en caisses et paniers.....	0 15 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Machines, mécaniques en fer, dé- montées.....	0 10 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Marbre brut en carreaux.....	0 03 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Méclasse.....	0 10 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Mercerie.....	0 20 —	0 10	0 10	0 10	0 30
Meubles.....	0 25 —	0 10	0 10	0 10	0 30
Meules à aiguiser.....	0 04 —	0 15	0 10	0 10	0 35
Minéral de fer.....	0 02 —	0 08	0 05	0 08	0 21
Minéral de cuivre.....	0 03 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Minium.....	0 05 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Noir de fumée en boucauts et sacs.....	0 15 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Noir animal.....	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Olives.....	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Ocre.....	0 05 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Oranges et citrons.....	0 20 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Os de bétail, onglons.....	0 05 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Outils en fer.....	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Papier.....	0 20 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Pâtes alimentaires.....	0 12 —	0 10	0 10	0 10	0 30
Peaux préparées.....	0 30 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Peaux de bœufs et de vaches, vertes.....	0 08 —	0 10	0 10	0 10	0 30
Peaux salées.....	0 08 —	0 10	0 10	0 10	0 30
Peaux de bœufs et de vaches, sèches.....	0 10 —	0 15	0 15	0 15	0 45
Peaux de vachettes et autres.....	0 10 —	0 15	0 15	0 15	0 45
Peaux de moutons, de chevaux.....	0 10 —	0 15	0 15	0 15	0 45
Peaux sèches en balles.....	0 10 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Peintures, couleurs préparées.....	0 10 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Pelleteries diverses, petites peaux.....	0 35 —	0 20	0 15	0 20	0 55
Plomb en grains et en lingots.....	0 03 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Plomb laminé.....	0 05 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Poils de sanglier et de porc.....	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Poissons secs, stockfish.....	0 10 —	0 10	0 10	0 10	0 30
Poix, résine.....	0 07 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Poivre.....	0 10 —	0 10	0 10	0 10	0 30
Quincaillerie.....	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Riz en fûts.....	0 08 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Riz en balles et sacs.....	0 08 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Raisins secs pour boissons.....	0 05 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Raisins secs en sacs.....	0 05 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Saindoux.....	0 10 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Salpêtre, nitrate de soude et de po- tasse.....	0 08 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Sardines à l'huile.....	0 15 —	0 10	0 10	0 10	0 30
Son.....	0 10 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Soude (Sel, cristaux de).....	0 05 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Soufre.....	0 08 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Stéarine.....	0 10 —	0 10	0 10	0 10	0 30
Sucre brut et terré en barriques.....	0 08 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Sucre brut et terré en caisses, canas- tres, sacs et quarts.....	0 10 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Sucres raffinés en barriques, quarts, caisses et sacs ou cuves.....	0 10 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Sulfis en futailles et surons.....	0 10 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Sulfate de cuivre (vitriol bleu).....	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Sulfate de soude.....	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Sirop.....	0 15 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Tabac en feuilles, en boucauts et tierçons.....	0 10 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Tabac fabriqué en vrac.....	0 30 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Tabac en balles et surons.....	0 30 —	0 10	0 05	0 10	0 25

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	PRIX DU MAGASINAGE par mois.	RÉCEP- TION.	ENCAR- RASSAGE.	LIVRAI- SON.	TOTAL.
Tabac à fumer en caisses.....	0 ^f 40 ^s les 100 kilog.	0 ^f 10 ^s	0 ^f 10 ^s	0 ^f 10 ^s	0 ^f 30 ^s
Tafia, rhum.....	0 25 les 100 litres.	0 05	0 05	0 05	0 15
Tafia, rhum en caisses.....	0 15 les 100 kilog.	0 10	0 05	0 10	0 25
Taploca et manioc.....	0 15 —	0 10	0 10	0 10	0 30
Taïtre.....	0 10 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Térébenthine.....	0 10 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Thé en caisses, demi-caisses et boîtes.	0 60 —	0 30	0 10	0 30	0 70
Tissus de laine et de coton.....	0 20 —	0 10	0 10	0 10	0 30
Toile blanche en caisses et balles....	0 15 —	0 10	0 10	0 10	0 30
Toile d'emballage.....	0 05 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Tôle.....	0 05 —	0 10	0 05	0 05	0 20
Tournesol en boucauts.....	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Trois-six en fûts.....	0 25 les 100 litres.	0 05	0 05	0 05	0 15
Vannerie, nattes.....	0 50 les 100 kilog.	0 10	0 10	0 10	0 30
Vernis.....	0 03 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Verroterie ordinaire.....	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Verroterie fine extra.....	0 15 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Vermouth en fûts.....	Comme vin.	"	"	"	"
Viandes salées en barils.....	0 10 les 100 kilog.	0 10	0 05	0 05	0 20
Viandes salées en caisses.....	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Vins en fûts.....	0 15 —	0 05	0 05	0 05	0 15
Vins en caisses.....	0 15 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Vitres.....	0 10 —	0 10	0 05	0 10	0 25
Zinc en saumon ou laminé.....	0 05 —	0 10	0 05	0 10	0 25

B. — Tarif de magasinage sur les terre-pleins découverts.

Magasinage par mois.

Au maximum, cinq centimes (0^f 05) par cent kilogrammes (100^k).

Même tarif qu'au tableau A pour les marchandises dont le tarif de magasinage du tableau A est inférieur à cinq centimes (0^f 05).

Réception ou livraison.

Au maximum, dix centimes (0^f 10) par cent kilogrammes (100^k) pour la réception ou pour la livraison.

Même tarif qu'au tableau A pour les marchandises dont le tarif de réception ou de livraison du tableau A est inférieur à dix centimes (0^f 10).

Encarrassage.

Mêmes tarifs qu'au tableau A pour toutes les marchandises.

Vu pour être annexé au cahier des charges accepté par le concessionnaire soussigné à la date de ce jour.

Paris, le 4 mars 1893.

Approuvé l'écriture :

Signé : E. PÉREIRE.

Vu :

Le Ministre des travaux publics

Signé : VIETTE.

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 27 décembre 1894, folio 87, case 11. Reçu trois francs soixante-quinze centimes. — Signé : Morin.

N° 28836. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Études et Travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.*

Du 13 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 69 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter pendant l'année 1894, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'État, à l'aide des fonds que ces compagnies mettront à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant, le maximum de cent vingt millions de francs, sur lesquels la somme à constituer sous forme d'avances remboursables en annuités ne pourra excéder elle-même le maximum de cent millions de francs;

Vu les décrets n° 94, 113, 173, 231, 241, 394 et 396 des 15 ⁽¹⁾ et 30 mars ⁽²⁾, 5 mai ⁽³⁾, 28 juin ⁽⁴⁾, 4 juillet ⁽⁵⁾, 12 ⁽⁶⁾ et 13 octobre 1894 ⁽⁷⁾, qui ont ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies, conformément aux conventions annexées auxdites lois du 20 novembre 1883, des crédits additionnels montant à six millions sept cent mille francs;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽⁸⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les récépissés (n° 23164 et 25815) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 9 août et 8 septembre 1894, par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, une somme totale de neuf cent vingt mille francs (460,000' + 460,000), pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l'État sur les lignes qui ont été concédées à cette compagnie en vertu de la convention annexée à la loi précitée du 20 novembre 1883;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 5 octobre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre LXVII : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours versés par la compagnie d'Orléans, en exécution de la convention de 1883, un crédit additionnel de neuf cent vingt mille francs (920,000').

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des sommes encaissées par le Trésor, au compte : *Fonds de*

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1625, n° 27941.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1627, n° 28007.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1631, n° 28085.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1638, n° 28199.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1641, n° 28287.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 1661, n° 28715.

⁽⁷⁾ XII^e série, Bull. 1661, n° 28716.

⁽⁸⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28837. — *DÉCRET qui autorise, jusqu'au 30 juin 1895, l'Admission en franchise de quinze mille quintaux d'avoine d'origine et de provenance tunisiennes.*

Du 13 Novembre 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 14 novembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur les propositions des ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture,

Vu la loi du 19 juillet 1890, accordant l'admission en franchise ou des traitements de faveur à certains produits tunisiens à leur entrée en France :

Vu, notamment, l'article 5, § D, de ladite loi, portant que, chaque année des décrets du Président de la République, rendus sur les propositions de ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture, détermineront, d'après les statistiques officielles fournies par le résident général, les quantités auxquelles s'appliqueront les dispositions des articles 1, 2 et 3 de ladite loi ;

Vu l'article 1^{er} du décret du 30 juin 1894⁽¹⁾,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée l'admission en franchise, dans les conditions de la loi susnommée, de quinze mille quintaux d'avoine, d'origine et de provenance tunisiennes.

2. Le crédit d'importation supplémentaire ouvert par le présent décret prendra fin le 30 juin 1895.

3. Les ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 13 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : G. HANOTAUX.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : V. LOURTIÈS.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1638, n° 28213.

N° 28838. — *DÉCRET qui autorise, jusqu'au 30 juin 1895, l'Admission en franchise de cinq mille têtes d'animaux de l'espèce bovine d'origine et de provenance tunisiennes.*

Du 13 Novembre 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 14 novembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur les propositions des ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture ;

Vu la loi du 19 juillet 1890, accordant l'admission en franchise ou des traitements de faveur à certains produits tunisiens à leur entrée en France ;

Vu, notamment, l'article 5, § D, de ladite loi, portant que, chaque année, des décrets du Président de la République, rendus sur les propositions des ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture, détermineront, d'après les statistiques officielles fournies par le résident général, les quantités auxquelles s'appliqueront les dispositions des articles 1, 2 et 3 de ladite loi ;

Vu l'article 2 du décret du 30 juin 1894⁽¹⁾,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée l'admission en franchise, dans les conditions de la loi susnommée, de cinq mille têtes d'animaux de l'espèce bovine, d'origine et de provenance tunisiennes.

2. Le crédit d'importation supplémentaire ouvert par le présent décret prendra fin le 30 juin 1895.

3. Les ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 13 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : G. HANOTAUX.

Le Ministre de l'agriculture,

Signé : VIGER.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes.

Signé : V. LOURTIES.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1638, n° 28213.

N° 28839. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des finances, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'Etablissement d'une Manufacture d'allumettes à Aix.*

Du 14 Novembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1894;

Vu la convention conclue, le 7 octobre 1891, avec le maire de la ville d'Aix, et approuvée par l'article 58 de la loi de finances du 26 janvier 1892;

Vu la loi du 21 juillet 1892, autorisant la ville d'Aix à contracter au Crédit foncier de France un emprunt de six cent vingt mille francs, lequel emprunt a été approuvé par décisions des ministres de l'intérieur et des finances, en date des 9 et 10 septembre 1892;

Vu la déclaration de versement tenant lieu de récépissé et constatant le versement, à titre de fonds de concours, à la date du 5 septembre 1894, d'une somme de quatre-vingt-quinze mille francs par le Crédit foncier de France, à la caisse du receveur central de la Seine;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1894, un crédit de quatre-vingt-quinze mille francs (95,000^f) imputable au chapitre XVIII : *Constructions nouvelles*.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28840. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour Travaux à l'Hospice mixte de Douai.*

Du 17 Novembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre ;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1894;

Vu la délibération, en date du 2 décembre 1893, de la commission chargée de l'examen des travaux à effectuer à la salle de bains et à la salle d'autopsie de l'hospice mixte de Douai, aux termes de laquelle l'hospice civil de cette ville est tenu de contribuer, pour une somme de deux cents francs, à l'exécution des travaux d'amélioration de ladite salle d'autopsie;

Vu la déclaration constatant que la somme dont il s'agit a été versée au Trésor, par le receveur des hospices de Douai, le 9 août 1894;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 novembre 1894.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre XXIX : *Service de santé. — Matériel d'exploitation*, de la première section du budget de l'exercice 1894, un crédit de deux cents francs (200^f), qui sera affecté aux travaux d'amélioration de la salle d'autopsie de l'hospice mixte de Douai.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par le receveur des hospices de Douai.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 28841. — DÉCRET modifiant les articles 1 et 9 du décret du 5 juillet 1890 sur les Compagnies de discipline.

Du 23 Novembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 5 juillet 1890 ⁽²⁾, portant organisation des compagnies de discipline;

Vu les décrets du 20 octobre 1892, portant règlement sur le service intérieur des corps de troupe,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les articles 1 et 9 du décret du 5 juillet 1890, portant

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1346, n° 22549.

organisation des compagnies de discipline, sont remplacés par la rédaction suivante :

« Art. 1^{er}. Les compagnies de discipline prévues par la loi des cadres sont destinées en principe à recevoir :

« 1^o En exécution de l'article 70 de la loi sur le recrutement de l'armée et de l'article 270 du Code de justice militaire, les hommes reconnus coupables de s'être rendus ou d'avoir tenté de se rendre impropres au service militaire avant leur mise en activité, et, en exécution de l'article 73 de la loi de recrutement, les jeunes soldats qui, en temps de guerre, se rendent coupables d'insoumission;

« 2^o Les militaires qui prennent part à des actes collectifs d'indiscipline et ceux qui, sans tomber sous le coup des dispositions du paragraphe 3^o ci-après, commettent une ou plusieurs fautes dont la gravité, en raison de leur caractère particulier ou des circonstances qui les accompagnent, rend insuffisante la répression par les simples peines disciplinaires;

« 3^o Les militaires qui, sans avoir commis de délits les rendant justiciables des conseils de guerre, tiennent une conduite dépravée ou persévèrent, par des fautes et contraventions que les simples peines disciplinaires ne peuvent plus réprimer, à porter le trouble et le mauvais exemple dans les corps de troupe dont ils font partie;

« 4^o Les hommes qui se mutilent volontairement après leur incorporation dans un corps de troupe de l'armée et ceux qui persistent à simuler des infirmités dans le but de se soustraire au service;

« 5^o Les condamnés militaires graciés ou ayant subi leur peine qui, provenant des compagnies de discipline, doivent y retourner après leur sortie des ateliers de travaux publics, pénitentiaires et prisons militaires.

« Dans les cas visés au paragraphe 2^o, il appartient au ministre seul de statuer directement dans chaque cas particulier.

« Dans les cas spécifiés aux paragraphes 3^o et 4^o, l'envoi d'un militaire aux compagnies de discipline n'est jamais prononcé qu'après avis du conseil de discipline du corps.

« Art. 9. Le conseil de discipline émet un simple avis, dont le général commandant le corps d'armée ou le général de division, suivant le cas, peut modifier les conclusions, mais seulement en faveur du militaire objet de la plainte. »

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 28842. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics un Crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1893.*

Du 22 Décembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'état ci-annexé, montant à deux cent quarante et un mille trois cent trente-six francs quarante-deux centimes et comprenant huit créances liquidées à la charge du budget ordinaire du ministère des travaux publics, additionnellement aux restes à payer constatés dans le compte définitif de l'exercice 1893;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 126, paragraphe 2, du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu la lettre du ministre des finances;

Considérant qu'aux termes des articles 9 de la loi et 126 du décret précités, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus par le budget de l'exercice 1893 et que leur montant n'excède pas les crédits dont l'annulation sera proposée dans le projet de loi de règlement dudit exercice.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en augmentation des restes à payer constatés dans le compte définitif du ministère des travaux publics, pour l'exercice 1893, un crédit supplémentaire de deux cent quarante et un mille trois cent trente-six francs quarante-deux centimes (241,336⁴²) destiné à payer neuf nouvelles créances liquidées à la charge dudit exercice, conformément à l'état ci-joint.

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu par imputation sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget du ministère des travaux publics de l'exercice courant.

3. Il sera pourvu au crédit alloué par l'article 1^{er} au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1894.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

Etat nominatif de créances constatées après la clôture de l'exercice

NUMÉROS des chapitres.	INDICATIONS DES CHAPITRES et services.	LIEU de l'ordonnement ou du mandatement.	NOMS ET PLACES de création.
29	Ports maritimes. Travaux ordinaires. Entretien et grosses réparations.	Bouches-du-Rhône.	1890 50 1^{re} M. 71 M. Vaccaro, <i>Écon.</i> M. Marcollet, <i>Arch.</i> Trastour, <i>Arch.</i> M. Flacard, <i>Arch.</i>
48	Établissement et amélioration de canaux de navigation.	Seine-et-Marne.....	M. Brière, <i>entrepr.</i>
		Allier.....	M. Duccau, <i>avoué</i>
54		Aveyron.....	M. César Gardies, <i>not.</i> (les <i>her.</i> ayants droit).
	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	Haute-Vienne.....	MM. Audbert, Lebert (Eugène), <i>entrepr.</i> (Alfred).

ne pas faire l'objet d'un crédit additionnel aux restes à payer de cet exercice.

OBJET DES CRÉANCES.	NUMÉROS d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES.		
		par nature.	par chapitre.	par exercice.
ORDINAIRE.				
DÉPENSES ORDINAIRES.				
Indemnité pour blessures provenant de l'explosion de la chaudière au port de Marseille. (Arrêté du con- seil de préfecture des Bouches-du-Rhône du 14 no- vembre 1893.) Principal et intérêts du 15 novembre 1893 au 31 décembre 1893 (2,000 ^f + 122 ^f 87).....	1	2,112 ^f 87 ^c	2,444 ^f 77 ^c	
Frais d'expertise médicale.	2	109 67		
dem.....	3	112 96		
dem.....	4	109 27		
				241,336 ^f 42 ^c
ORDINAIRE.				
compte sur travaux d'approfondissement du che- min navigable de la rivière d'Yonne, dans les biefs Barbey, Labrosse, Launes et Varennes.	5	9,936 93	9,936 93	
Honoraires (affaire Léaut). Ligne de Tours à Mont- on.....	6	300 00		
Indemnité transactionnelle pour travaux du 2 ^e lot de la ligne de Tournemire au Vigan.	7	149,677 12	228,954 72	
solde, y compris les intérêts du 12 avril au 31 dé- cembre 1893, de l'entreprise du 3 ^e lot de la ligne Limoges à Brive, par Userche.	8	78,977 60		
		TOTAL.....		241,336 42

ARRÊTÉ le présent état à la somme de deux cent quarante et un mille trois cent trente-
x francs quarante deux centimes.

Paris, le 13 Décembre 1894.

Le Ministre des travaux publics.

Signé : LOUIS BARTHOU.

28843. — **DÉCRET qui fixe la valeur des Monnaies étrangères en Monnaies françaises pour la perception, pendant l'année 1895, du droit de Timbre établi sur les titres de Rentes, Emprunts et autres Effets publics des Gouvernements étrangers.**

Du 31 Décembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 6 de la loi du 13 mai 1863, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1864, lequel est ainsi conçu :

« A dater du 1^{er} juillet 1863, sont soumis à un droit de timbre de cinquante centimes par cent francs ou fraction de cent francs du montant de leur valeur nominale, les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des Gouvernements étrangers, quelle qu'ait été l'époque de leur création.

« La valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises sera fixée annuellement par un décret »;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1872, qui abaisse le droit établi par l'article précité,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises pour la perception, pendant l'année 1895, du droit de timbre établi par l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1872, est fixée comme il suit :

Allemagne.....	Mark.....	1' 22' 9/32
Angleterre.....	Livre sterling.....	25 16 3/4
	Emprunts. Livre sterling. Change fixe.....	25 20
Autriche-Hongrie..	Florin.....	1 99 1/4
	Emprunts. Florin. Change fixe.....	2 50
Brésil, Canada, Cap.	Emprunts. Livre sterling. Change fixe.....	25 20
	Obligations hypothécaires, série E. Piastre forte. Change fixe.....	5 10
Buenos-Ayres.....	Emprunts 3 1/2 p. o/o. Couronne. Change fixe.....	1 40
Danemark.....	Obligations domaniales 1878. Livre sterling. Change fixe.....	25 25
	Emprunt 3 p. o/o 1885. Livre sterling. Change fixe.....	25 00
	Piastre.....	4 24 1/2
Espagne.....	Emprunts. Peseta. Change fixe.....	1 00
États-Unis.....	Dollar.....	5 15 3/4
	Consolidés 4 p. o/o. Dollar. Change fixe.....	5 00
Finlande.....	Emprunt 3 1/2 p. o/o 1889. Mark. Change fixe.....	1 00
Hollande.....	Florin.....	2 06 7/16
	Emprunts. Florin. Change fixe.....	2 10
Norvège.....	Emprunts 1886, 1888 et 1894. Livre sterling. Change fixe.....	25 20
	Rente 3 p. o/o. Livre sterling. Change fixe.....	25 25
Portugal.....		

	Rouble.....	2 67 1/2
Russie.....	Emprunt 5 p. o/o 1822. Livre sterling. Change fixe.....	25 20
	Emprunts intérieurs 4 1/2 p. o/o 1890 et 4 p. o/o 1894. Rouble. Change fixe.....	4 00
	Emprunt 4 p. o/o 1878. Livre sterling. Change fixe.....	25 10
Suède.....	Emprunt 4 p. o/o 1880. Livre sterling. Change fixe.....	25 20
	Emprunts 4 p. o/o 1891 et 3 1/2 p. o/o 1894. Livre sterling. Change fixe.....	25 20
Turquie.....	Emprunt 3 1/2 p. o/o 1891. Livre sterling. Change fixe.....	25 25
Uruguay.....		

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28844. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la marine) portant ce qui suit :

A la date du 20 mars 1893, la mer avait pour limite sur le littoral de la commune de la Tremblade, au droit de la plage de Ronce-les-Bains, département de la Charente-Inférieure, quartier maritime de Marennes, la ligne AB tracée en rouge de 1 à 23 sur le plan annexé au présent décret, avec l'indication : « Limite du rivage de la mer. »

Les droits des tiers sont réservés. (*Paris, 20 Février 1894.*)

N° 28845. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la marine) portant ce qui suit :

A la date du 13 juin 1891, la mer avait pour limite, sur le littoral de la commune de Gassin, au droit de la plage de Cavalaire, département du Var, quartier maritime de Saint-Tropez, la ligne tracée en rouge sur le plan annexé au présent décret avec l'indication : « Limite du rivage de la mer. »

Les droits des tiers sont réservés. (*Paris, 24 Avril 1894.*)

N° 28846. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la marine) portant ce qui suit :

A la date du 13 juin 1891, la mer avait pour limite sur le littoral des communes de Bormes et de la Môle, au droit des plages de Pratmousquier et du Rayal, département du Var, quartier maritime de Saint-Tropez, la ligne tracée en rouge sur le plan annexé au présent décret et portant l'indication : « Limite du rivage de la mer. »

Les droits des tiers sont réservés. (*Paris, 24 Avril 1894.*)

N° 28847. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la marine) portant ce qui suit :

A la date du 13 juin 1891, la mer avait pour limite, sur le littoral de la commune de Gassin, au droit des plages de Bou-Porte, du Vergeron, de Cavalière, de Gigarot, de Brouis et de Briande, département du Var, quartier maritime de Saint-Tropez, la ligne tracée en rouge sur le plan annexé au présent décret, avec l'indication : « Limite du rivage de la mer ».

Les droits des tiers sont réservés. (*Paris, 24 Avril 1894.*)



Certifié conforme :

Paris, le 22 * Février 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. TRARIEUX.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au Ministère de la justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1670.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28848. — *Loi qui autorise le département de Vaucluse à contracter un Emprunt.*

Du 27 Juillet 1894.

(Promulguée au *Journal officiel* du 28 juillet 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de Vaucluse est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingts centimes pour cent (3^{fr} 80 p. 0/0), une somme de dix mille francs (10,000^{fr}), remboursable en vingt-cinq ans à partir de 1897 et exclusivement applicable aux travaux de reconstruction d'un pont sur le Toulourenc et au redressement du chemin vicinal ordinaire n° 1 de la commune de Saint-Léger.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre les obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer

de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de dix mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit de l'imposition extraordinaire de quatre-vingt-douze millièmes de centime autorisée par la loi du 20 décembre 1893.

3. Ladite contribution extraordinaire de quatre-vingt-douze millièmes de centime additionnels au principal des quatre contributions directes, que le département de Vaucluse est autorisé à percevoir pendant trente ans à partir de 1895, ne sera recouvrée que jusqu'à concurrence de soixante et un millièmes de centime (0^o 061) du 1^{er} janvier 1920 au 31 décembre 1924.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 27 Juillet 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 28849. — *Loi qui autorise le département des Deux-Sèvres à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Novembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département des Deux-Sèvres est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trois ans à partir de 1895, six centimes (0^o 06) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux travaux de parachèvement de l'hôtel de la préfecture, aux travaux de grosses réparations de chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun, la part du département dans les travaux des chemins vicinaux subventionner par application de la loi du 12 mars 1880 et au payement de la subvention de quatre cent vingt mille francs environ promise par le département à l'Etat pour l'établissement de la ligne d'intérêt général de Saint-Jean-d'Angély à Civray.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes

extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28850. — *Lor qui autorise le département de la Somme à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Novembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Somme est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, en 1895, un centime (0^e 01) additionnel au principal des quatre contributions directes, pour en appliquer le produit, jusqu'à concurrence de quarante mille quinze francs (40,015^e), à l'augmentation des crédits d'entretien des chemins de grande communication et, pour le surplus, au paiement de subventions à allouer aux communes pauvres pour l'entretien de leurs chemins vicinaux ordinaires.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28851. — *Loi qui autorise le département de la Somme à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Novembre 1894.

(Promulguée au *Journal officiel* du 1^{er} décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Somme est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, en 1895, cinq centimes soixante centièmes (5⁶⁰) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au paiement des insuffisances d'exploitation du réseau des chemins de fer d'intérêt local pendant l'année 1894.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28852. — *Loi qui autorise le département du Var à s'imposer extraordinairement.*

Du 30 Novembre 1894.

(Promulguée au *Journal officiel* du 1^{er} décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Var est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, en 1895, vingt-deux centimes (0²²) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au paiement de la garantie d'exploitation due à la com-

pagnie concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local d'Hyères à Fréjus-Saint-Raphaël.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28853. — *Loi qui autorise le département de l'Ain
à s'imposer extraordinairement.*

Du 8 Décembre 1894.

(Promulguée au *Journal officiel* du 9 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Ain est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1895, quatre cent quarante-quatre millièmes de centime (0⁴⁴⁴) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 8 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28854. — *Loi qui autorise le département de l'Aisne à s'imposer extraordinairement.*

Du 8 Décembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 9 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Aisne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1895, quatre-vingt-onze centièmes de centime (0^e 91) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 8 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28855. — *Loi qui autorise le département des Ardennes à contracter un Emprunt.*

Du 8 Décembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 9 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département des Ardennes est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingts centimes pour cent (3^e 80 p. o/o), une somme de deux millions huit cent

quatre-vingt-seize mille neuf cent cinquante francs (2,896,950'), remboursable en cinquante ans à partir de 1895 et applicable aux travaux de construction du réseau des chemins de fer d'intérêt local dont l'établissement a été déclaré d'utilité publique par la loi du 9 août 1894.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

2. Les fonds nécessaires : 1° au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de deux millions huit cent quatre-vingt-seize mille neuf cent cinquante francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus ; 2° au paiement de l'annuité destinée à l'amortissement de la part contributive des concessionnaires du réseau, dans la limite et suivant les conditions et stipulations prévues par la convention annexée à la loi du 9 août 1894, seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 8 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28856. — *LOI qui autorise le département de l'Aube à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 8 Décembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 9 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Aube est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingt-cinq

centimes pour cent (3^r 85 p. o/o), une somme de deux cent soixante mille francs (260,000^f), remboursable en trente ans à partir de 1895 et applicable aux frais de restauration de l'hôtel de préfecture de Troyes.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

2. Le département de l'Aube est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1895, cinquante centièmes de centime (0^e 50) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de deux cent soixante mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 8 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28857. — *Loi qui autorise le département du Calvados à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 8 Décembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 9 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Calvados est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingt-cinq

centimes pour cent (3'85 p. o/o), une somme de quatre cent mille francs (400,000^f), remboursable en trente ans à partir de 1896 et applicable, jusqu'à concurrence de deux cent quarante-quatre mille cent vingt francs, aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880 et, pour le surplus, soit cent cinquante-cinq mille huit cent quatre-vingts francs aux travaux des mêmes lignes ne donnant pas droit aux subventions de l'État.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

2. Le département du Calvados est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1896, trente-six centièmes de centime (0'36) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quatre cent mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 8 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28858. — *Loi qui autorise le département du Jura
à contracter un Emprunt.*

Du 8 Décembre 1894.

(Promulguée au *Journal officiel* du 9 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Jura est autorisé, conformément à la

demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingt-cinq centimes pour cent (3'85 p. o/o), une somme de soixante-trois mille huit cent cinquante-huit francs (63,858'), remboursable en trente ans et exclusivement applicable aux travaux des lignes vicinales à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de soixante-trois mille huit cent cinquante-huit francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 8 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28859. — *Loi qui autorise la ville de Constantine (Algérie)
à contracter un Emprunt.*

Du 8 Décembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 9 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Constantine (Algérie) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra excéder trois francs cinquante centimes pour cent (3'50 p. o/o), amortissement non compris, une somme de cinq millions cinq cent mille francs (5,500,000'), remboursable en cinquante ans et destinée, jusqu'à concurrence de deux millions six cent quatre mille francs à convertir l'emprunt Léopold Sée et compagnie, de Paris, autorisé par décret du 26 mars 1878.

pour le surplus, soit deux millions huit cent quatre-vingt-seize mille francs, aux dépenses ci-après :

- 1° Construction de bâtiments scolaires, un million soixante-dix mille francs (1,070,000^f) ;
- 2° Construction d'un hôtel de ville, neuf cent mille francs (900,000^f) ;
- 3° Établissement de divers égouts, deux cent dix mille francs (210,000^f) ;
- 4° Grosses réparations à la conduite d'eau de Fesguia, deux cent vingt-cinq mille francs (225,000^f) ;
- 5° Installation d'une ligne téléphonique entre Constantine et Philippeville, dix-huit mille francs (18,000^f) ;
- 6° Agrandissement de la place Nemours, treize mille francs (13,000^f) ;
- 7° Acquisition des terrains de l'ancienne poudrerie, soixante mille francs (60,000^f) ;
- 8° Construction d'un dispensaire, cinquante mille francs (50,000^f) ;
- 9° Paiement des indemnités attribuées aux propriétaires expropriés du Goudiat-Aty (exécution du projet *Remés*), trois cent cinquante mille francs (350,000^f).

2. Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 8 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28860. — *Loi ayant pour objet de célébrer aux frais de l'État les Funérailles de M. Burdeau, ancien Ministre, Président de la Chambre des députés.*

Du 14 Décembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 15 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les funérailles de M. *Burdeau*, ancien ministre, président de la Chambre des députés, seront célébrées aux frais de l'État.

2. Un crédit de vingt mille francs (20,000^f) est ouvert à cet effet au budget du Ministère de l'intérieur, exercice 1894, chapitre LXXIII: *Funérailles de M. Burdeau*.

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 14 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,
R. POINCARÉ.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,
Signé : CH. DUPUY.

N° 28861. — *Loi qui autorise le département du Finistère à s'imposer extraordinairement.*

Du 17 Décembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 18 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Finistère est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1895, un centime vingt-neuf centièmes (1^e 29) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 17 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,
Signé : CH. DUPUY.

N° 28862. — Loi qui autorise le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement.

Du 17 Décembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 18 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Haute-Loire est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1895, un centime (0^e01) additionnel au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 17 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

CH. DUPUY.

N° 28863. — Loi qui autorise le département du Lot à s'imposer extraordinairement.

Du 17 Décembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 18 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Lot est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, en 1895, quatre-vingts centièmes de centime (0^e80) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

2. L'imposition extraordinaire de douze centimes vingt-cinq centièmes (12^e 25) additionnels au principal des quatre contributions directes que le département est autorisé à percevoir, en vertu de la loi du 23 juin 1893, pour l'entretien des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun, ne sera mise en recouvrement, en 1895, que jusqu'à concurrence de onze centimes dix-neuf centièmes (11^e 19).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 17 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUBOIS.

N° 28864. — *Loi qui autorise le département des Pyrénées-Orientales à contracter un Emprunt.*

Du 17 Décembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 18 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département des Pyrénées-Orientales est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingt-cinq centimes pour cent (3^e 85 p. o/o), une somme de vingt-sept mille francs (27,000^e), remboursable en trente ans à partir de 1895 et applicable aux frais d'acquisition de l'immeuble servant au casernement de la brigade de gendarmerie de Saint-Paul-de-Fenouillet.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de vingt-sept mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur les ressources ordinaires du budget départemental.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 17 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28865. — *Loi qui prononce l'Annexion à la commune de Lyon (Rhône)
d'un Territoire distrait de la commune de Villeurbanne (Rhône).*

Du 17 Décembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 18 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le polygone figuré au plan annexé à la présente loi par une teinte rose est distrait de la commune de Villeurbanne (canton dudit, arrondissement de Lyon, département du Rhône) et annexé à la commune de Lyon (même arrondissement).

En conséquence, la limite entre les deux communes est fixée par le pied du talus (ouest) du chemin de fer de Lyon à Genève.

2. Le territoire annexé à Lyon sera compris dans le sixième arrondissement municipal de ladite ville et continuera à faire partie du canton de Villeurbanne.

3. Les dispositions qui précèdent recevront leur exécution sans préjudice des droits d'usage et autres qui peuvent être respectivement acquis.

4. La ville de Lyon payera à la commune de Villeurbanne une indemnité de vingt-cinq mille francs (25,000^f).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 17 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28866. — *Loi qui autorise le département de l'Isère à contracter des Emprunts et à s'imposer extraordinairement.*

Du 21 Décembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Isère est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingts centimes pour cent (3^f 80 p. 0/0), une somme de vingt-six mille francs (26,000^f), remboursable en vingt-cinq ans et applicable à la construction d'une caserne de gendarmerie à Cour-et-Buis.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de vingt-six mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur les ressources ordinaires du budget départemental.

3. Le département de l'Isère est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingts centimes pour cent (3^f 80 p. 0/0), une somme d'un million quatre cent cinquante mille francs (1,450,000^f), remboursable en cinquante années à partir de 1895 et applicable au paiement de diverses dépenses d'intérêt départemental.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

4. Le département de l'Isère est également autorisé, conformé-

ment à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant cinquante ans à partir de 1895, un centime trente-sept centièmes (1^e 37) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt autorisé par l'article 3 ci-dessus.

5. Le département de l'Isère est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq ans à partir de 1895, dans la limite du maximum de deux centimes vingt-cinq centièmes (2^e 25), le nombre de centimes additionnels au principal des quatre contributions directes nécessaires pour assurer le paiement des dépenses mises à sa charge par les conventions annexées aux décrets des 26 août 1889, 28 janvier 1893, 17 février 1893, 20 mai 1893, portant déclaration d'utilité publique des tramways de Vienne aux Quatre-Chemins et à Charavines, de Vizille au Bourg-d'Oisans, de Grenoble à Vizille, de Grenoble à Veurey et de Voiron à Saint-Béron.

6. Le département de l'Isère est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1895, sept cent dix-huit millièmes de centime (0^e 718) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux dépenses du service des aliénés.

7. Les impositions extraordinaires autorisées par les articles 4, 5 et 6 ci-dessus seront recouvrées indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28867. — *Loi qui autorise le département de la Sarthe à s'imposer extraordinairement.*

Du 21 Décembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Sarthe est autorisé, conformément

à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1895, soixante-neuf centièmes de centimes (0^e 69) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

2. L'imposition extraordinaire de quatre centimes additionnels au principal des quatre contributions directes que le département de la Sarthe est autorisé à percevoir, en vertu de la loi du 11 décembre 1882, ne sera mise en recouvrement, en 1895, que jusqu'à concurrence de trois centimes trente et un centièmes (3^e 31).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1894.

Signé : GASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY,

N° 28868. — *LOI qui autorise le département de la Haute-Marne à s'imposer extraordinairement.*

Du 22 Décembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Haute-Marne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1895, soixante-deux centièmes de centime (0^e 62) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 22 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28869. — Loi qui autorise le département du Puy-de-Dôme à s'imposer extraordinairement.

Du 22 Décembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Puy-de-Dôme est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1895, soixante centièmes de centime (0^e 60) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 22 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28870. — *LOI qui autorise le département du Puy-de-Dôme à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 23 Décembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Puy-de-Dôme est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-dix-huit centimes pour cent (3^{fr} 78 p. 0/0), une somme de deux millions de francs (2,000,000^{fr}), remboursable en trente ans à partir de 1895 et applicable au paiement de diverses dépenses d'intérêt départemental.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société de Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur et des cultes.

2. Le département du Puy-de-Dôme est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1895, deux centimes soixante-dix centièmes (2^{fr} 70) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de deux millions autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 23 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPUY.

N° 28871. — *Loi qui autorise le département du Puy-de-Dôme à s'imposer extraordinairement.*

Du 24 Décembre 1894.

(Promulguée au *Journal officiel* du 27 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Puy-de-Dôme est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1895, trente centièmes de centime (0^e 30) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit à l'entretien des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28872. — *Loi qui autorise le département de l'Ariège à s'imposer extraordinairement.*

Du 26 Décembre 1894.

(Promulguée au *Journal officiel* du 27 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Ariège est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1895, un centime (0^e 01) additionnel au principal des quatre contributions directes, dont le pro-

duit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUFUR.

N° 28873. — *Loi qui autorise le département de l'Aude à s'imposer extraordinairement.*

Du 26 Décembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Aude est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1895, vingt-deux centièmes de centime (0° 22) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUFUR.

N° 28874. — *Loi qui autorise le département de l'Aveyron
à contracter un Emprunt.*

Du 26 Décembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur
suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Aveyron est autorisé, conformément
à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux
d'intérêt qui ne pourra pas dépasser trois francs quatre-vingt-cinq
centimes pour cent (3^{fr} 85 p. o/o), une somme de quarante mille
francs (40,000^{fr}), remboursable en trente ans à partir de 1896 et ap-
plicable au payement du solde des travaux de construction de l'école
normale primaire d'instituteurs.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence,
soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre
des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit
auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale
des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de
France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de
gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre
de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au rembour-
sement de l'emprunt de quarante mille francs autorisé par l'ar-
ticle 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extra-
ordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de
finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre
des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : CH. DUPOT.

N° 28875. — *Loi qui autorise le département de la Corse à s'imposer extraordinairement.*

Du 26 Décembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 27 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Corse est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant dix ans à partir de 1895, huit centimes (0^e 08) additionnel au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté aux dépenses de l'instruction publique.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28876. — *DÉCRET qui ouvre au budget du Département des colonies, pour l'exercice 1893, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des Dépenses de solde antérieures à cet exercice.*

Du 12 Novembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, portant que les rappels d'arrérages et accessoires de solde continueront d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant et qu'en fin d'exercice, le transport en sera effectué à un chapitre spécial, au moyen d'un virement de crédit à soumettre à la sanction législative avec la loi de règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 128 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget du département des colonies,

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

pour l'exercice 1893, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice; ce chapitre, qui portera le n° xxxiv, prendra le titre de : *Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1893.*

2. Le crédit du chapitre mentionné à l'article précédent se formera, par virement de comptes, de la somme de cent soixante-dix-sept mille vingt-neuf francs soixante-dix-neuf centimes (177,029⁷⁹), montant des rappels de solde et autres dépenses y assimilées, provisoirement acquittées sur les fonds des chapitres du budget de l'exercice 1893 désignés dans le tableau annexé au présent décret, et dont les résultats se répartissent comme il suit :

Exercice 1888.....	363 ⁰⁰
Exercice 1890.....	1,919 65
Exercice 1891.....	5,994 58
Exercice 1892.....	168,752 56
TOTAL ÉGAL.....	177,029 79

3. Les crédits ouverts par la loi du 28 avril 1893, ainsi que les dépenses imputées aux chapitres suivants, sont atténués dans les proportions ci-après :

CHAP. III.....	76 ¹⁷
— IV.....	210 00
— V.....	2,330 90
— VII.....	1,108 33
— VIII.....	4,164 38
— X.....	1,430 00
— XI.....	930 66
— XIII.....	144 20
— XV.....	6,299 17
— XVII.....	212 33
— XXVI.....	149,325 85
— XXVII.....	4,531 11
— XXX.....	5,208 87
— XXXV.....	1,057 80
SOMME ÉGALE.....	177,029 79

4. Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et annexé au projet de loi portant règlement définitif des dépenses de l'exercice 1893.

Fait à Paris, le 12 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des colonies,
Signé : DELCASSÉ.

Tableau, par exercice, des rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1893 qui ont été acquittées sur les chapitres de l'exercice 1893 désignés ci-après, et dont le transport au chapitre XXXIV doit être opéré dans le compte définitif des dépenses de l'exercice précité, conformément aux dispositions des articles 9 de la loi du 8 juillet 1837 et 128 du décret du 31 mai 1862, portant règlement général sur la comptabilité publique.

IMPUTATION PRIMITIVE des crédits et des paiements.	DÉTAIL, PAR EXERCICE, des paiements effectués en 1893.				TOTAL.
	1886.	1890.	1891.	1892.	
CHAP. III. Service central des marchés.....	.	.	.	76 ^f 17 ^c	76 ^f 17 ^c
— VI. Service administratif des colonies dans les ports de la métropole.....	.	.	.	210 0	210 00
— V. Personnel des services civils.....	.	.	.	2,330 92	2,330 92
— VII. Personnel des cultes...	.	.	.	1,108 33	1,108 33
— VIII. Troupes aux colonies.	.	566 ^f 00 ^c	.	3,597 72	4,164 32
— X. Inspection coloniale..	.	.	.	1,430 00	1,430 00
— XI. Gendarmerie coloniale.	.	.	245 ^f 16 ^c	685 50	930 66
— XIII. Agents des vivres et du matériel.....	.	.	144 20	.	144 20
— XV. Missions et études coloniales.....	.	.	.	6,299 17	6,299 17
— XVII. Hôpitaux. — Personnel.	.	64 92	148 11	.	212 33
— XXVI. Frais d'occupation du Soudan.....	363 ^f 00 ^c	49 32	4,515 94	144,397 59	148,325 85
— XXVII. Entretien des postes militaires dans les établissements français du golfe de Benin.....	.	1,002 28	250 45	3,278 38	4,531 11
— XIX. Dépenses des services militaires et maritimes de l'Annam et du Tonkin.....	.	237 17	567 50	4,404 20	5,208 87
— XXXV. Administration pénitentiaire. — Personnel.....	.	.	123 22	934 58	1,057 80
TOTAL.....	363 00	1,919 65	5,994 58	168,752 56	177,029 79

ARRÊTÉ le présent tableau montant à la somme de cent soixante-dix-sept mille vingt-neuf francs soixante-dix-neuf centimes.

Paris, le 12 octobre 1894.

Le Ministre des colonies,

Signé : DELCASSÉ.

N° 28877. — *DÉCRET qui rectifie, en ce qui concerne le département de l'Isère, le Tableau de population n° 3 déclaré authentique par le décret du 31 décembre 1891.*

Du 23 Novembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes;

Vu le décret du 31 décembre 1891 ⁽¹⁾, qui déclare authentiques les tableaux de la population de la France;

Vu les rectifications proposées par le préfet de l'Isère,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les rectifications comprises au tableau ci-après sont apportées, en ce qui concerne le département de l'Isère, aux tableaux de population joints au décret du 31 décembre 1891 :

RECTIFICATIONS AU TABLEAU N° 3.

ARRONDISSEMENT.	COMMUNE.	POPULA- TION totale.	POPULA- TION comptée à part.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Saint-Marcellin.....	Sillans.....	1,150	"	1,150	1,057

2. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et les ministres de l'instruction publique et des beaux-arts et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28878. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit versé au Trésor à titre d'avances pour l'Amélioration du Port de Rouen.*

Du 23 Novembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1474, n° 24981.

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 68 de ladite loi, d'après lequel le ministre des travaux publics est autorisé à exécuter, pendant l'année 1894, sur les fonds à verser à titre d'avances par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, des travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, s'élevant au maximum, à la somme de huit millions de francs;

Vu la déclaration (n° 9297) du trésorier général du département de la Seine-Inférieure, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 14 août 1894, par la chambre de commerce de Rouen, une somme de cent mille francs pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1894 et relatifs à l'amélioration du port de ladite ville;

Considérant que les crédits additionnels précédemment ouverts au ministre des travaux publics sur l'exercice 1894, en vertu de l'article 68 précité de la loi du 26 juillet 1893, ne s'élèvent en totalité qu'à la somme de deux millions six cent cinquante mille francs, inférieure de cinq millions trois cent cinquante mille francs à celle qui a été fixée comme maximum des dépenses autorisées par ledit article;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 novembre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire, deuxième section, de l'exercice 1894, chapitre LXXX : *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds d'avances versés par la chambre de commerce de Rouen, un crédit additionnel de cent mille francs (100,000^f) applicable aux travaux d'amélioration du port de ladite ville.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds d'avances, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1015, n° 10527.

N° 28879. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Travaux d'amélioration du Port d'Alger.*

Du 23 Novembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours ;

Vu la déclaration (n° 36) du trésorier-payeur du département d'Alger, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 19 juillet 1894, par la chambre de commerce d'Alger, une somme de cent dix-neuf mille sept cent quatre-vingt-seize francs soixante-douze centimes, à titre de fonds de concours, pour les travaux d'amélioration du port de ladite ville ;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 novembre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire (état B) de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre XI : *Amélioration des ports en Algérie*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cent dix-neuf mille sept cent quatre-vingt-seize francs soixante-douze centimes (119,796⁷²), applicable aux travaux d'amélioration du port d'Alger.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du Gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 23 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOÜ.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 28880. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre des travaux publics*, sur l'exercice 1894, un *Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Travaux d'amélioration du Port de Dieppe*.

Du 23 Novembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 4106) du receveur des finances de l'arrondissement de Dieppe (Seine-Inférieure), constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 1^{er} août 1894, par la chambre de commerce de Dieppe, une somme de cent trois mille francs, à titre de fonds de concours, pour l'exécution des travaux d'amélioration du port de ladite ville;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 novembre 1894.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre LXXX: *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cent trois mille francs (103,000^f), applicable aux travaux d'amélioration du port de Dieppe.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28881. — **DÉCRET** qui convoque le Collège électoral de la première circonscription du treizième arrondissement de Paris (Seine) à l'effet d'élire un Député.

Du 28 Novembre 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 30 novembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Sur la proposition du président du Conseil, ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur et des cultes ;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés ;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales ;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾ ;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples ;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux ;

Vu la démission de M. *Hovelacque*, député de la première circonscription du treizième arrondissement de Paris (Seine),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la première circonscription du treizième arrondissement de Paris (Seine) est convoqué pour le dimanche 23 décembre 1894, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau des dites modifications.

4. Le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,*

Signé : CH. DUPUY.

N° 28882. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la marine) portant ce qui suit :

A la date du 31 mai 1892, l'étang de Mauguio avait pour limite dans les parties sud et est, département de l'Hérault, quartier maritime de Cette, la ligne tracée en rouge et numérotée de 1 à 89 sur le plan annexé au présent décret.

Les droits des tiers sont réservés. (*Paris, 11 Juin 1894.*)

N° 28883. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la marine) portant ce qui suit :

A la date du 7 octobre 1892, la mer avait pour limite sur le littoral de la

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1261, n° 20963.

commune de Paramé, département d'Ille-et-Vilaine, quartier maritime de Saint-Malo, au droit de l'anse de Rotheneuf, la ligne AB, tracée en rouge sur le plan annexé au présent décret et portant l'indication : « Limite du rivage de la mer ».

Les droits des tiers sont réservés. (Paris, 15 Juin 1894.)



Certifié conforme :

Paris, le 26 * Février 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

L. TRARIEUX.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1671.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28884. — *Loi qui déclare d'utilité publique l'Établissement, dans le département du Nord, d'un Chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Pont-de-la-Deûle à Pont-à-Marcq.*

Du 9 Août 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 14 août 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département du Nord, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Pont-de-la-Deûle à Pont-à-Marcq.

2. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'établissement de ladite ligne ne sont pas accomplies dans un délai de quatre ans, à partir de la promulgation de la présente loi.

3. Le département du Nord est autorisé à pourvoir à l'exécution de la ligne dont il s'agit, comme chemin de fer d'intérêt local, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions de la convention et de l'avenant passés, les 19 février 1892 et 5 mars 1894, entre le préfet du Nord, d'une part, et M. Lambert (Alfred), d'autre part, ainsi que du cahier des charges annexé à ladite convention.

Des copies certifiées conformes de ces convention, avenant et cahier des charges resteront annexées à la présente loi.

4. Pour l'application des dispositions des articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880, le maximum du capital de premier établissement du chemin de fer désigné à l'article 1^{er} est fixé à soixante-quinze mille francs (75,000^f) par kilomètre, sans que la longueur à laquelle ce maximum s'applique puisse excéder vingt-neuf kilomètres (29^k) et y compris les frais de constitution du capital-actions, lesquels ne seront admis en compte que jusqu'à concurrence de six pour cent (6 p. o/o) du montant de ce capital.

Le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au Trésor est fixé à la somme de trente et un mille neuf cents francs (31,900^f).

Cette charge annuelle, comme son remboursement ultérieur, seront calculés sur les bases fixées à la convention précitée du 19 février 1892 et à l'avenant du 5 mars 1894, pour les frais d'exploitation et l'intérêt à servir au capital de premier établissement.

5. Est approuvé le traité passé le 7 mars 1893 entre la compagnie du chemin de fer du Nord et M. Lambert.

Les résultats dudit traité, en ce qui concerne la compagnie du Nord, seront compris, en recettes et en dépenses, dans son compte annuel d'exploitation.

Une copie certifiée conforme de ce traité restera annexée à la présente loi.

6. Aucune émission d'obligations ne sera faite par le concessionnaire de la ligne de Pont-de-la-Deûle à Pont-à-Marcq, soit pour la construction, soit pour l'exploitation de cette ligne.

7. L'enregistrement du traité approuvé par l'article 5 ci-dessus ne donnera lieu qu'à la perception du droit fixe de trois francs (3^f).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Pont-sur-Seine, le 9 Août 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

CONVENTION.

L'an 1892 et le 19 février,

Entre les soussignés :

M. Vel-Durand, préfet du département du Nord, officier de la Légion d'honneur agissant au nom et pour le compte du département, en vertu :

- 1° De la loi du 10 août 1871 ;
- 2° De la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local ;
- 3° Du décret du 6 août 1881, portant règlement d'administration publique approuvant le cahier des charges-type ;
- 4° Du règlement d'administration publique en date du 20 mars 1882 ;
- 5° Des délibérations du conseil général du Nord, en date des 10 avril et 23 décembre 1891,

D'une part ;

Et M. Alfred Lambert, ingénieur civil, demeurant à Paris, boulevard Magenta, n° 161,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

AAR. 1^{re}. Le préfet du Nord concède à M. Lambert la construction et l'exploitation du chemin d'intérêt local, à voie normale d'un mètre quarante-quatre centimètres (1^{re} 44), de Pont-de-la-Deûle à Pont-à-Marcq, d'une longueur de vingt-neuf kilomètres (29^k) environ, conformément à l'avant-projet qui a servi de base à l'enquête d'utilité publique, modifié suivant les propositions de la commission d'enquête et la délibération du conseil général en date du 23 décembre 1891, et aux projets définitifs à approuver ultérieurement.

2. Le concessionnaire exécutera et exploitera le chemin de fer qui fait l'objet de la présente convention en se conformant aux clauses et conditions du cahier des charges ci-annexé.

3. En cas d'insuffisance du produit brut annuel (impôts déduits) de la ligne pour couvrir les dépenses d'exploitation et l'intérêt, amortissement compris, du capital de premier établissement tel qu'il est fixé ci-après, le département s'engage à subvenir au paiement de cette insuffisance, tant à l'aide de ses revenus propres ou des subventions communales et particulières qu'à l'aide de la subvention de l'État, telle qu'elle est définie aux articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880.

4. Quelle que soit l'insuffisance, le concessionnaire ne pourra prétendre recevoir du département, indépendamment de l'intervention de l'État, des communes et des particuliers, une somme annuelle supérieure à mille cent francs (1,100^f) par kilomètre.

Les subventions départementales seront payables pendant toute la durée de la concession à partir de la mise en exploitation de la ligne entière.

Le paiement des subventions, quelles qu'elles soient, sera d'ailleurs subordonné aux restrictions prévues par les deux derniers paragraphes de l'article 13 de la loi du 11 juin 1880.

5. Pour les calculs auxquels donneront lieu les dispositions ci-dessus et l'application de la loi du 11 juin 1880, il est entendu :

1^o Que le maximum du capital de premier établissement est fixé à soixante-quinze mille francs (75,000^f) par kilomètre, y compris les dépenses relatives à la constitution du capital-actions qui ne seront admises en compte que jusqu'à concurrence d'un maximum de six pour cent (6 p. o/o) de ce capital-actions;

2^o Que, pour le calcul des insuffisances, le taux de l'intérêt, amortissement compris, sera fixé à quatre francs vingt-cinq centimes pour cent (4^f 25 p. o/o) du capital de premier établissement;

3^o Que les frais d'entretien et d'exploitation seront comptés pour leur montant réel et dûment justifié, sans pouvoir excéder un maximum annuel fixé par kilomètre à mille trois cents francs (1,300^f), plus la moitié de la recette brute (impôts déduits) $\left(1,300 + \frac{R}{2}\right)$, tant que le chiffre de la recette brute (impôts déduits) n'atteindra pas quatre mille deux cents francs (4,200^f) par kilomètre, et à deux mille francs (2,000^f) plus le tiers de la recette brute (impôts déduits) $\left(2,000 + \frac{R}{3}\right)$ lorsque le chiffre de la recette brute (impôts déduits) dépassera quatre mille deux cents francs (4,200^f) par kilomètre.

Si les dépenses réelles sont inférieures à ce maximum, elles seront majorées d'une prime égale aux deux tiers de l'économie réalisée;

4^o Que la longueur de la ligne sera déterminée par un chaînage continu, ayant pour extrémités les axes des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes, ou, à leur défaut, les axes des trottoirs à établir pour le service des voyageurs; mais sous la réserve expresse que, quelle que soit cette longueur, elle ne sera pas comptée pour plus de vingt-neuf kilomètres (29^k).

6. Le concessionnaire ne pourra être tenu d'établir plus de trois trains par jour dans chaque sens, tant que la recette brute par kilomètre et par an ne dépassera pas

six mille francs (6,000^f); plus de quatre trains pour des recettes brutes kilométriques annuelles comprises entre six mille et sept mille cinq cents francs (6,000 et 7,500^f), et ainsi de suite à raison d'un train en sus pour chaque augmentation de quinze cents francs (1,500^f) par kilomètre et par an.

Le préfet du Nord pourra, le concessionnaire entendu et avec l'adhésion du ministre des travaux publics, exiger l'établissement d'un nombre de trains supérieur au nombre prévu ci-dessus; en ce cas, il sera ajouté à la formule d'exploitation une somme de soixante-dix centimes (0^f 70) par chaque train kilomètre ainsi imposé.

7. La subvention du département sera payée semestriellement et dans les deux mois au plus tard à partir de la production par le concessionnaire des pièces justificatives des recettes et dépenses établies dans les formes déterminées par le décret du 20 mars 1882.

En cas de retard apporté par l'État dans le paiement de la subvention qui lui incombe, le département n'encourra aucune responsabilité.

Il est entendu d'ailleurs que le calcul de la garantie portera sur l'année entière et que les paiements faits à la fin du premier semestre seront considérés comme des acomptes, le règlement définitif devant être fait en fin d'année.

8. Le remboursement des sommes payées au concessionnaire par le département et par l'État sera fait dans les conditions énoncées par l'article 15 de la loi du 11 juin 1880, mais sous la réserve que le capital de premier établissement n'aura droit qu'à un prélèvement de cinq francs vingt-cinq centimes pour cent (5^f 25 p. 0/0) par an.

9. Les matériaux de construction de la ligne et le matériel roulant seront de provenance française; le personnel de l'exploitation sera de nationalité française, sauf les dispenses à accorder par le préfet dans certains cas particuliers.

10. La présente convention ne deviendra définitive que lorsqu'elle aura été approuvée par une loi et que l'État aura pris l'engagement de concourir au paiement de la garantie jusqu'à concurrence des maxima déterminés par l'article 15 de la loi du 11 juin 1880.

11. M. Alfred Lambert s'engage à constituer, dans le délai d'un an à partir de la déclaration d'utilité publique, une société anonyme qui se substituera à lui et deviendra solidairement responsable avec lui et vis-à-vis du département et de la compagnie du chemin de fer du Nord de tous les engagements qu'il aurait contractés envers eux.

Cette substitution devra être approuvée par décret délibéré en conseil d'État, conformément à l'article 10 de la loi du 11 juin 1880.

12. Cette société devra réaliser intégralement et employer, dans les conditions de l'article 18 de la loi du 11 juin 1880, un capital-actions de vingt mille francs (20,000^f) par kilomètre avant d'effectuer aucune partie des emprunts consentis par la compagnie du chemin de fer du Nord.

13. Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention sont à la charge du concessionnaire.

Fait double à Lille, les jour mois et an que dessus.

L'Ingénieur concessionnaire,

Signé : A. LAMBERT.

Approuvé l'écriture ci-dessus :

Le Préfet du Nord,

Signé : VEL-DURAND.

Enregistré à Lille, le 9 novembre 1894, folio 98, case 18. Reçu un franc vingt-cinq centimes. — Signé : Basuyau.

AVENANT.

Entre M. Vel-Durand, préfet du Nord, agissant au nom du département, et M. Lambert, ingénieur civil à Paris,

Il a été convenu que les modifications ci-après seront apportées à la convention

au cahier des charges relatifs au chemin de fer d'intérêt local de Pont-de-la-Deûle à Pont-à-Marcq :

1° La période fixée par le paragraphe 2 de l'article 4 de la convention du 19 février 1892 pour le paiement des subventions départementales prendra fin le 31 décembre 1950;

2° Pour le calcul des insuffisances, le taux de l'intérêt, amortissement compris, fixé à quatre francs vingt-cinq centimes pour cent (4'25 p. o/o) par l'article 5, paragraphe 2, de la convention, est porté à quatre francs quarante centimes pour cent (4'40 p. o/o).

3° Une partie du capital kilométrique de premier établissement, fixée à cinquante-cinq mille francs (55,000'), sera tenue pour amortie le 31 décembre 1950;

4° La durée de la concession, fixée à soixante-quinze ans par l'article 34 du cahier des charges, est portée à quatre-vingt-cinq ans à partir de la promulgation de la loi qui approuvera la concession.

Fait à Lille, le 5 mars 1894.

Accepté :

Le Cessionnaire,

Signé : A. LAMBERT.

Accepté :

Le Préfet du Nord,

Signé : VEL-DURAND.

Enregistré à Lille, le 9 novembre 1894, folio 99, case 2. Reçu un franc vingt-cinq centimes. — Signé : Basuyau.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Tracé.

ART. 1^{er}. Le chemin de fer d'intérêt local qui fait l'objet du présent cahier des charges partira de Pont-de-la-Deûle (compagnie du chemin de fer du Nord), passera par ou près Raimbeaucourt, Moncheaux, Thumeries, Mons-en-Pévèle, Faumont, Bersée, Mérignies, Tourmignies et aboutira à Pont-à-Marcq (compagnie du chemin de fer du Nord).

Délai d'exécution.

2. Les travaux devront être commencés dans un délai d'un an à partir de la loi déclarative d'utilité publique. Ils seront poursuivis de telle façon que la ligne entière soit livrée à l'exploitation dans le délai de trois ans à partir de l'approbation du projet de tracé définitif.

Approbation des projets.

3. Aucun travail ne pourra être entrepris, pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances, sans que les projets en aient été approuvés, conformément à l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, pour les projets d'ensemble par le conseil général, et pour les projets de détail des ouvrages par le préfet, sous réserve de l'approbation spéciale du ministre des travaux publics, dans le cas où les travaux affecteraient des cours d'eau ou des chemins dépendant de la grande voirie.

A cet effet, les projets d'ensemble comprenant le tracé, les terrassements et l'emplacement des stations, seront remis au préfet dans les six mois au plus tard de la date de la loi déclarative d'utilité publique.

Le préfet, après avoir pris l'avis de l'ingénieur en chef du département, soumettra ces projets au conseil général, qui statuera définitivement, sauf le droit, réservé au ministre des travaux publics par le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi, d'appeler le conseil général à statuer à nouveau sur lesdits projets.

L'une des expéditions des projets ainsi approuvés sera remise au concessionnaire

avec la mention de la décision approbative du conseil général, l'autre restera entre les mains du préfet.

Avant comme pendant l'exécution, le concessionnaire aura la faculté de proposer aux projets approuvés les modifications qu'il jugerait utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'autorité compétente.

Projets antérieurs.

4. Le concessionnaire pourra prendre copie, sans déplacement, de tous les plans, nivellements et devis qui auraient été antérieurement dressés aux frais du département.

Pièces à fournir.

5. Les projets d'ensemble qui doivent être produits par le concessionnaire comprennent pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

- 1° Un extrait de la carte au quatre-vingt-millième (1/80000);
- 2° Un plan général à l'échelle d'un dix-millième (1/10000);
- 3° Un profil en long à l'échelle d'un cinq-millième (1/5000) pour les longueurs et d'un millième (1/1000) pour les hauteurs, dont les cotes seront rapportées au niveau moyen de la mer, pris pour plan de comparaison. Au-dessous de ce profil on indiquera, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, savoir :

Les distances kilométriques du chemin de fer, comptées à partir de son origine;
La longueur et l'inclinaison de chaque pente ou rampe;
La longueur des parties droites et le développement des parties courbes du tracé en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières;

4° Un certain nombre de profils en travers, à l'échelle de cinq millimètres (0" 005) pour mètre, et le profil-type de la voie à l'échelle de deux centimètres (0" 02) pour mètre;

5° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en long.

La position des gares et stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de communication traversés par le chemin de fer, des passages soit à niveau, soit au-dessus, soit en dessous de la voie ferrée devront être indiquées tant sur le plan que sur le profil en long, le tout sans préjudice des projets à fournir pour chacun de ces ouvrages.

Acquisition de terrains. — Ouvrages d'art. — Établissement de la deuxième voie.

6. Les terrains seront acquis, les ouvrages d'art et les terrassements seront exécutés et les rails seront posés pour une voie seulement, sauf l'établissement d'un certain nombre de gares d'évitement.

Le concessionnaire sera tenu d'exécuter à ses frais une seconde voie lorsque la recette brute kilométrique aura atteint le chiffre de trente cinq mille francs (35.000^f) pendant une année.

En dehors du cas prévu par le paragraphe précédent, il pourra, à toute époque de la concession, être requis par le préfet au nom du département, et par le ministre des travaux publics au nom de l'État, d'exécuter et d'exploiter une seconde voie sur tout ou partie de la ligne, moyennant le remboursement des frais d'établissement de ladite voie.

Si les travaux de la double voie requise ne sont pas commencés et poursuivis dans les délais et conditions prescrits par la décision qui les a ordonnés, l'administration pourra mettre le chemin de fer tout entier sous séquestre et exécuter elle-même les travaux.

Les terrains acquis pour l'établissement du chemin de fer ne pourront pas recevoir une autre destination.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

7. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre quarante-quatre centimètres (1^m 44).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas deux mètres quatre-vingts centimètres (2^m 80), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à trois mètres dix centimètres (3^m 10); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de quatre mètres vingt centimètres (4^m 20).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera de deux mètres dix centimètres (2^m 10).

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de quatre-vingts centimètres (0^m 80).

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) et l'on ménagera, au pied de chaque talus du ballast, une banquette de largeur telle que l'arête de cette banquette se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

Le concessionnaire établira le long du chemin de fer les fossés et rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales, sur les propositions du concessionnaire.

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

8. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à deux cent cinquante mètres (250^m).

Une partie droite de soixante mètres (60^m) au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire. Le maximum des déclivités est fixé à vingt millimètres (0^m 020).

Une partie horizontale de soixante mètres (60^m) au moins devra être ménagée entre deux déclivités consécutives de sens contraire.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Gares et stations.

9. Le nombre et l'emplacement des stations ou haltes de voyageurs et des gares de marchandises seront arrêtés par le conseil général, sur les propositions du concessionnaire, après une enquête spéciale.

Il demeure toutefois entendu, dès à présent, que des stations seront établies dans les localités indiquées ci-après :

Pont-de-la-Déule (commune avec la compagnie du Nord), Raimbeaucourt, Moncheaux, Thumeries, Mons-en-Pévèle, Faumont, Bersée, Mérignies, Pont-à-Marcq (commune avec la compagnie du Nord).

Toutes les stations seront pourvues des voies et bâtiments nécessaires pour assurer, dans de bonnes conditions, le service des voyageurs et des marchandises.

Si, pendant l'exploitation, de nouvelles stations, gares ou haltes sont reconnues nécessaires, d'accord entre le département et le concessionnaire, il sera procédé à une enquête spéciale.

L'emplacement en sera définitivement arrêté par le conseil général, le concessionnaire entendu.

Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par le préfet, le concessionnaire entendu; si la sécurité publique l'exige, le préfet pourra, pendant le cours de l'exploitation, prescrire l'établissement de nouvelles gares d'évitement ainsi que l'augmentation des voies dans les stations et aux abords des stations.

Le concessionnaire sera tenu, préalablement à tout commencement d'exécution, de soumettre au préfet les projets de détail de chaque gare, station ou halte, lesquels se composeront :

1° D'un plan à l'échelle d'un cinquième (1/500) indiquant les voies, les quais, les bâtiments et leur distribution intérieure, ainsi que la disposition de leurs abords;

- 2° D'une élévation des bâtiments à l'échelle d'un centimètre (0" 01) par mètre;
- 3° D'un mémoire descriptif dans lequel les dispositions essentielles du projet seront justifiées.

Traverse des routes et chemins.

10. Le concessionnaire sera tenu de rétablir les communications interceptées par le chemin de fer, suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration compétente.

Passages au-dessus des routes et chemins.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal d'ouverture du viaduc sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8") pour la route nationale, à sept mètres (7") pour la route départementale, à cinq mètres (5") pour un chemin vicinal de grande communication ou d'intérêt commun et à quatre mètres (4") pour un simple chemin vicinal.

Pour les viaducs de forme cintrée, la hauteur sous clef, à partir du sol de la route, sera de cinq mètres (5") au moins. Pour ceux qui seront formés de poutres horizontales en bois ou en fer, la hauteur sous poutre sera de quatre mètres trente centimètres (4" 30) au moins.

La largeur entre les parapets sera au moins de quatre mètres cinquante centimètres (4" 50). La hauteur de ces parapets ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à un mètre (1").

Sur les lignes et sections pour lesquelles la compagnie exécutera les ouvrages d'art pour deux voies, la largeur des viaducs entre les parapets sera d'au moins huit mètres dix centimètres (8" 10).

Passages au-dessous des routes et chemins.

12. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera fixée par le ministre des travaux publics ou le préfet, suivant les cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette largeur ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8") pour la route nationale, à sept mètres (7") pour la route départementale, à cinq mètres (5") pour un chemin vicinal de grande communication et à quatre mètres (4") pour un simple chemin vicinal.

L'ouverture du pont entre les culées sera au moins de quatre mètres cinquante centimètres (4" 50) pour les chemins à une voie et de huit mètres dix centimètres (8" 10) sur les lignes ou sections pour lesquelles le concessionnaire exécutera les ouvrages d'art pour deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2") au moins au-dessus du niveau du rail. La distance verticale qui sera ménagée au-dessus des rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à quatre mètres quatre-vingt centimètres (4" 80).

Passages à niveau.

13. Dans le cas où des routes nationales ou départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers, seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails et contre-rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ne pourra s'effectuer sous un angle inférieur à quarante-cinq degrés (45°), à moins d'une autorisation formelle de l'administration supérieure.

L'ouverture libre des passages à niveau sera d'au moins six mètres (6") pour les routes nationales et départementales et les chemins vicinaux de grande communication, et d'au moins quatre mètres (4") pour tous les autres chemins.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, les types des barrières qu'il devra poser aux passages à niveau, ainsi que les abris ou maisons de

gardes à établir. Il peut dispenser d'établir des maisons de gardes ou des abris, et même de poser des barrières au croisement des chemins peu fréquentés.

La déclivité des routes et chemins aux abords des passages à niveau sera réduite à vingt millièmes (0^m 020) au plus sur dix mètres (10^m) de longueur de part et d'autre de chaque passage.

Rectification des routes.

14. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'inclinaison des pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres (0^m 03) par mètre pour les routes nationales et cinq centimètres (0^m 05) pour les routes départementales et les chemins vicinaux. Le préfet restera libre, toutefois, d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause en ce qui touche les routes départementales et les chemins vicinaux; le ministre statuera en tout ce qui touche les routes nationales.

Écoulement des eaux. — Débouché des ponts.

15. Le concessionnaire sera tenu de rétablir et d'assurer à ses frais, pendant la durée de sa concession, l'écoulement de toutes les eaux dont le cours aurait été arrêté, suspendu ou modifié par ses travaux, et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Les viaducs à construire à l'encontre des rivières, des canaux et des cours d'eau quelconques auront au moins quatre mètres cinquante centimètres (4^m 50) de largeur entre les parapets sur les chemins à une voie et huit mètres dix centimètres (8^m 10) sur les chemins à deux voies, et ils présenteront en outre les garages nécessaires pour la sécurité des ouvriers de la voie. La hauteur des parapets ne pourra être inférieure à un mètre (1^m).

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

Dans tous les cas où l'administration le jugera utile, il pourra être accolé aux ponts établis par le concessionnaire, pour le service du chemin de fer, une voie charretière ou une passerelle pour piétons. L'excédent de dépense qui en résultera sera supporté, suivant les cas, par l'État, le département ou les communes intéressées, d'après l'évaluation contradictoire qui sera faite par les ingénieurs ou les agents désignés par l'autorité compétente et par les ingénieurs de la compagnie.

Souterrains.

16. Les souterrains à établir pour le passage du chemin de fer auront au moins quatre mètres cinquante centimètres (4^m 50) de largeur entre les pieds-droits au niveau des rails pour les chemins à une voie et huit mètres dix centimètres (8^m 10) de largeur pour les lignes ou sections à deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres (2^m) au moins au-dessus du niveau du rail. Des garages seront établis à cinquante mètres (50^m) de distance de chaque côté et seront disposés en quinconces d'un côté à l'autre. La hauteur sous clef au-dessus de la surface des rails sera de cinq mètres quarante centimètres (5^m 40).

La distance verticale qui sera ménagée entre l'intrados et le dessus des rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, ne sera pas inférieure à quatre mètres quatre-vingts centimètres (4^m 80). L'ouverture des puits d'aérage et de construction des souterrains sera entourée d'une margelle en maçonnerie de deux mètres (2^m) de hauteur. Cette ouverture ne pourra être établie sur aucune voie publique.

Maintien des communications.

17. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, le concessionnaire sera tenu de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que le service de la navigation ou du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes nationales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires, par les soins et aux frais du

concessionnaire, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve aucune interruption ni gêne.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, une reconnaissance sera faite par les ingénieurs de la localité, à l'effet de constater si les ouvrages provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Un délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

Exécution des travaux.

18. Le concessionnaire n'emploiera, dans l'exécution des ouvrages, que des matériaux de bonne qualité; il sera tenu de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre de divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

Voies.

19. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de vingt-cinq kilogrammes (25^k) au moins par mètre courant sur les voies de circulation.

L'espacement maximum des traverses sera d'un mètre (1^m) d'axe en axe.

Clôtures.

20. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, mais toute autre clôture dont le mode et la disposition seront agréés par le préfet. Le concessionnaire pourra, conformément à l'article 20 de la loi du 11 juin 1880, être dispensé de poser des clôtures sur tout ou partie de la voie, mais il devra fournir des justifications spéciales pour être dispensé d'en établir :

- 1° Dans la traversée des lieux habités;
- 2° Dans les parties contiguës à des chemins publics;
- 3° Sur dix mètres (10^m) de longueur au moins de chaque côté des passages à niveau et des stations.

Indemnités de terrains et de dommages.

21. Tous les terrains nécessaires pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances, pour la déviation des voies de communication et des cours d'eau déplacés et, en général, pour l'exécution des travaux, quels qu'ils soient, auxquels or établissement pourra donner lieu, seront achetés et payés par le concessionnaire.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par le concessionnaire.

Droits conférés au concessionnaire.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, le concessionnaire est investi, pour l'exécution des travaux dépendant de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et il demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent pour l'administration de ces lois et règlements.

Servitudes militaires.

23. Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des enceintes fortifiées, le concessionnaire sera tenu, pour l'étude et l'exécution de ses projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions exigées par les lois, décrets et règlements concernant les travaux mixtes.

Mines.

24. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine qui pourraient être imposés par le ministre des travaux publics, ainsi que les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge du concessionnaire.

Carrières.

25. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. Les travaux que le ministre des travaux publics pourrait ordonner à cet effet seront exécutés par les soins et aux frais du concessionnaire.

Contrôle et surveillance des travaux.

26. Les travaux seront soumis au contrôle et à la surveillance du préfet, sous l'autorité du ministre des travaux publics.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sûreté de la circulation. Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront éclairés et gardés pendant la nuit.

Les travaux devront être adjugés par lots et sur séries de prix, soit avec publicité et concurrence, soit sur soumissions cachetées, entre entrepreneurs agréés à l'avance; toutefois, si le conseil d'administration juge convenable, pour une entreprise ou une fourniture d'terminée, de procéder par voie de régie ou de traité direct, il devra obtenir de l'assemblée générale des actionnaires la sanction soit de la régie, soit du traité.

Tout marché à forfait avec ou sans série de prix passé avec un entrepreneur, soit pour l'ensemble du chemin de fer, soit pour l'exécution des terrassements ou ouvrages d'art, soit pour la construction d'une ou plusieurs sections du chemin, est, dans tous les cas, formellement interdit.

Le contrôle et la surveillance du préfet auront pour objet d'empêcher le concessionnaire de s'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier des charges et de celles qui résulteront des projets approuvés.

Réception des travaux.

27. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer susceptibles d'être livrées utilement à la circulation, il sera procédé à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que le préfet désignera.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation, le concessionnaire pourra mettre lesdites parties en service et y percevoir les taxes ci-après déterminées. Toutefois, ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer, laquelle sera faite dans la même forme que les réceptions partielles.

Bornage et plan cadastral.

28. Immédiatement après l'achèvement des travaux, et au plus tard six mois après la mise en exploitation de la ligne ou de chaque section, le concessionnaire fera faire à ses frais un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain, en présence d'un représentant du département, ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances. Il fera dresser également à ses frais, et contradictoirement avec les agents désignés par le préfet, un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés. ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral,

de l'état descriptif et de l'atlas sera dressée aux frais du concessionnaire et déposée dans les archives de la préfecture.

Les terrains acquis par le concessionnaire postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui, par cela même, deviendront partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

29. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge du concessionnaire.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence du préfet et aux frais du concessionnaire, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 39.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

Gardiens.

30. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, partout où la nécessité en aura été reconnue par le préfet, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation sur les points où le chemin de fer traverse à niveau des routes ou chemins publics.

Matériel roulant.

31. Le matériel roulant qui sera mis en circulation sur le chemin de fer concédé devra passer librement dans le gabarit dont les dimensions sont définies par le deuxième paragraphe de l'article 7.

Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles; elles devront consommer leur fumée et satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou à prescrire par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs devront également être faites d'après les meilleurs modèles et satisfaire à toutes les conditions réglées ou à régler pour les voitures servant au transport des voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues sur ressorts et pourront être à deux étages.

L'étage inférieur sera complètement couvert, garni de banquettes avec dossiers fermés à glaces, muni de rideaux et éclairé pendant la nuit; l'étage supérieur sera couvert et garni de banquettes avec dossiers; on y accédera au moyen d'escaliers qui seront accompagnés, ainsi que les couloirs donnant accès aux places, de garde-corps solides d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de hauteur utile.

Les dossiers et les banquettes devront être inclinés, et les dossiers seront élevés à la hauteur de la tête des voyageurs.

Il y aura des places de deux classes; on se conformera, pour la disposition particulière des places de chaque classe, aux prescriptions qui sont arrêtées par le préfet.

L'intérieur de chaque compartiment contiendra l'indication du nombre de places de ce compartiment.

Le préfet pourra exiger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé, dans les trains de voyageurs, aux femmes voyageant seules.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, les chaises de poste, des chevaux ou des bestiaux, les plates-formes et, en général, toutes les parties du matériel roulant, seront de bonne et solide construction.

Le concessionnaire sera tenu, pour la mise en service de ce matériel, de se soumettre à tous les règlements sur la matière.

Le nombre des voitures à frein qui doivent entrer dans la composition des trains sera réglé par le préfet, en rapport avec les déclivités de la ligne.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toute espèce, plates-formes composant le matériel roulant, seront constamment tenus en bon état.

Nombre minimum des trains.

32. Le nombre minimum des trains qui desserviront tous les jours la ligne entière dans chaque sens est fixé à trois.

Règlements de police et d'exploitation.

33. Le concessionnaire supportera les dépenses qu'entraînera l'exécution des ordonnances, décrets, décisions ministérielles et arrêtés préfectoraux rendus ou à rendre par application de la loi du 15 juillet 1845 et de celle du 11 juin 1880, au sujet de la police et de l'exploitation du chemin de fer.

Le concessionnaire sera tenu de soumettre à l'approbation du préfet les règlements de service intérieur relatifs à l'exploitation du chemin de fer.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, le minimum et le maximum de la vitesse des convois de voyageurs et de marchandises sur les différentes sections de la ligne, la durée du trajet et le tableau de la marche des trains.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

34. La durée de la concession, pour la ligne mentionnée à l'article 1^{er} du présent cahier des charges, commencera à courir de la date de la loi qui approuvera la concession. Celle-ci prendra fin soixante-quinze ans après la date de cette loi.

Expiration de la concession.

35. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur le chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien le chemin de fer et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares ou stations, les remises, ateliers et dépôts, les maisons de gardes, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant également dudit chemin, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de voie, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts, et réciproquement, si le département le requiert, le con

cessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin de fer pendant six mois.

Rachat de la concession.

36. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 1 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est demandé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant les deux derniers paragraphes de l'article 35, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire dans tous les cas pour le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, le chemin concédé ayant été déclaré d'intérêt général, l'Etat sera substitué au département dans tous les droits que ce dernier tient de la loi du 11 juin 1880 et du présent cahier des charges.

Si l'Etat rachète la concession après le terme de quinze années qui est fixé dans le paragraphe 1^{er} du présent article, le rachat sera opéré suivant les dispositions qui précèdent. Dans le cas où, au contraire, l'Etat déciderait de racheter la concession avant l'expiration de ce terme, l'indemnité qui pourra être due au concessionnaire sera liquidée par une commission spéciale, conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880.

Déchéance.

37. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet les projets définitifs ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par les articles 2 et 3, il encourra la déchéance, qui sera prononcée par le ministre des travaux publics, après une mise en demeure, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme de vingt-neuf mille francs (29,000^f) qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 66, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

38. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 2, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit enfin la déchéance. Dans tous les cas, il sera sursis sur la demande du département, après mise en demeure par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement sera reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

Dans le cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concession-

aire, au moyen d'une adjudication que l'on ouvrira sur une mise à prix des ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés et des parties du chemin de fer déjà livrées à l'exploitation.

Nul ne sera admis à concourir à cette adjudication s'il n'a été préalablement agréé par le préfet.

A cet effet, les personnes qui voudraient concourir seront tenues de déclarer, dans le délai qui sera fixé, leur intention par écrit déposé à la préfecture et accompagné des pièces propres à justifier des ressources nécessaires pour remplir les engagements contractés.

Ces pièces seront examinées par le préfet en conseil de préfecture. Chaque soumissionnaire sera informé de la décision prise en ce qui le concerne et, s'il y a lieu, du jour de l'adjudication.

Les personnes qui auront été admises à concourir devront faire, soit à la caisse des dépôts et consignations, soit à la trésorerie générale du département, le dépôt de garantie, qui devra être égal au moins au trentième de la dépense à faire par le concessionnaire.

L'adjudication aura lieu suivant les formes indiquées aux articles 11, 12, 13, 15 et 16 de l'ordonnance royale du 10 mai 1829.

Les soumissions ne pourront être inférieures à la mise à prix.

Le nouveau concessionnaire sera soumis aux clauses du présent cahier des charges et substitué au concessionnaire évincé, pour recevoir les subventions de toute nature à échoir aux termes de l'acte de concession; le concessionnaire évincé recevra de lui le prix que la nouvelle adjudication aura fixé.

La partie du cautionnement qui n'aura pas encore été restituée deviendra la propriété du département.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases après un délai de trois mois. Cette fois, les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix. Si cette seconde tentative reste également sans résultat, le concessionnaire sera définitivement déchu de tous droits, et alors les ouvrages exécutés, les matériaux approvisionnés et les parties de chemin de fer déjà livrées à l'exploitation appartiendront au département.

Interruption de l'exploitation.

39. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie, le préfet prendra immédiatement, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, le concessionnaire n'a pas valablement justifié qu'il est en état de reprendre et de continuer l'exploitation et s'il ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre des travaux publics. Cette déchéance prononcée, le chemin de fer et toutes ses dépendances seront mis en adjudication, et il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

Cas de force majeure.

40. Les dispositions des trois articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

41. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

	Voitures couvertes, fermées à glaces et à banquettes rembourrées (1 ^{re} classe).....	Voitures couvertes et fermées à vitres (2 ^e classe)....	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.
Voyageurs....	0 05	0 037			
Enfants.....					
Chiens transportés dans les trains de voyageurs..... (Sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^e 50.)	0 013	0 007	0 01		

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	0 07	0 03	0 10
Veaux et porcs.....	0 025	0 015	0 04
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 01	0 01	0 02

Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huitres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toutes classes transportés à la vitesse des trains de voyageurs.....	0 25	0 20	0 15
---	------	------	------

Marchandises transportées à petite vitesse.

1^{re} classe. — Albâtre. — Armes. — Café. — Denrées coloniales. — Drogues. — Epicerie. — Objets manufacturés. — Œufs. — Produits chimiques non dénommés. — Gibier. — Spiritueux. — Sucre candi. — Tissus. — Viande fraîche. — Vins en bouteilles.....	0 12	0 09	0 20
2^e classe. — Alcools en fûts. — Bitume. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Boissons en fûts. — Charbons de bois. — Châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Cotons. — Cuivres. — Farines. — Fers ouvrés. — Foutes moulées. — Huiles en fûts. — Laines. — Légumes farinoux autres que les pommes de terre. — Pommes. — Levure sèche. — Lins bruts. — Marbre en bloc. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Riz. — Sucre raffiné. — Vins en fûts. — Vinaigres.....	0 09	0 07	0 16
3^e classe. — Ardoises. — Blé. — Chaux et plâtre. — Coke. — Bois de charpente. — Perches. — Planches. — Chevrons. — Madriers. — Mair. — Minerais autres que les minerais de fer. — Meulrières. — Fers en barres. — Fonte brute. — Grains. — Pommes de terre. — Pierres de taille. — Sel. — Sucre brut. — Mèlasses.....	0 07	0 05	0 12
4^e classe. — Argile. — Betteraves. — Briques. — Cailloux. — Cendres pour engrais. — Engrais. — Houille. — Marne. — Minerais de fer. — Moellons. — Pavés. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pulpe. — Sable.....	0 06	0 04	0 10
Les foin, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant pas cinq cents kilogrammes (500^e) sous le volume d'un mètre cube, par wagon et par kilomètre.....			0 05

VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre.

Wagon ou chariot (pouvant porter de trois à six tonnes).....	0 11	0 07	0 18
Wagon ou chariot (pouvant porter plus de six tonnes).....	0 15	0 10	0 25

FR.		
de péage.	de transport.	TOTAL.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 05	0 037	0 071
0 037	0 015	0 052
0 013	0 007	0 01
0 07	0 03	0 10
0 025	0 015	0 04
0 01	0 01	0 02
0 25	0 20	0 45
0 12	0 09	0 20
0 09	0 07	0 16
0 07	0 05	0 12
0 06	0 04	0 10
		0 05
0 11	0 07	0 18
0 15	0 10	0 25

	PRIX		
	de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	1 80	1 20	3 00
Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	2 60	1 80	4 40
Tender de sept à dix tonnes.....	0 90	0 60	1 50
Tender de plus de dix tonnes.....	"	"	"
Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.			
Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.			
Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....	0 18	0 12	0 30
Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.....	0 22	0 18	0 40
Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.			
Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.			
Voitures de déménagement à deux ou quatre roues, à vide.....	0 15	0 10	0 25
Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus des prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....	0 09	0 07	0 16
4 ^e SERVICE DES POMPES FUNÈBRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.			
<i>Grande vitesse.</i>			
Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....			
Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, par les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....	0 25	0 15	0 40
Et par les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de....	0 70	0 50	1 20

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

En ce qui concerne les marchandises, si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres (6^k), elle sera comptée pour six kilomètres (6^k); en ce qui concerne les voyageurs, si la distance parcourue est inférieure à trois kilomètres (3^k), elle sera comptée pour trois kilomètres (3^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après le procès-verbal de chainage dressé contradictoirement par le concessionnaire et les ingénieurs du contrôle. Ce chainage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe, des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics suivant les distinctions résultant de l'article 5 de la loi du 11 juin 1880.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k)

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k), comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2° au-dessus de cinq (5^k), jusqu'à dix kilogrammes (10^k); 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes (0' 40).

Composition des trains.

42. A moins d'une autorisation spéciale et révocable du préfet, tout train régulier de voyageurs devra contenir des voitures ou compartiments de toutes classes en nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux de chemins de fer.

Bagages.

43. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement et elle sera réduite à vingt kilogrammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

44. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour le droit à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 45 et 46 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

45. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes (3,000 à 5,000^k); mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Envois par groupes.

46. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube.

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels les règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant isolément quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles, par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

47. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans condition, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions établies par l'article 5 de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le p^{er}age et le transport.

Délais d'expédition.

48. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour le transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

49. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train ;

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

50. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

51. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui seront confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de cinq mille habitants situé à plus de cinq kilomètres de la gare du chemin de fer.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois, les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

Traités particuliers.

52. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transports de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 50 de l'ordonnance du 15 novembre 1845, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle et de la surveillance.

53. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

La même faculté sera accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes chargés de la surveillance du chemin de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

Militaires et marins.

54. Dans le cas où le Gouvernement aurait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, le concessionnaire sera tenu de mettre immédiatement à sa disposition tous ses moyens de transport.

Le prix du transport qui sera opéré dans ces conditions, ainsi que le prix du transport des militaires ou marins voyageant, soit en corps, soit isolément, pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission, ou rentrant dans leurs foyers après libération, sera payé conformément aux tarifs homologués.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir une subvention par annuités au concessionnaire, le prix de ces transports sera fixé à la moitié des mêmes tarifs.

Transport des prisonniers.

55. Le concessionnaire sera tenu, à toute réquisition, de mettre à la disposition de l'administration un ou plusieurs compartiments de deuxième classe à deux banquettes, ou un espace équivalent, pour le transport des prévenus, accusés ou condamnés, et de leurs gardiens.

Il en sera de même pour le transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans des établissements d'éducation.

L'administration pourra, en outre, requérir l'introduction, dans les convois ordinaires, de voitures cellulaires lui appartenant, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Le prix de ces transports sera réglé dans les conditions indiquées à l'article précédent.

Service des postes et télégraphes.

56. Le concessionnaire sera tenu de réserver dans chacun des trains circulant aux heures ordinaires de l'exploitation un compartiment spécial de la deuxième classe, ou un espace équivalent, pour recevoir les lettres, les dépêches, ainsi que les agents du service des postes. L'espace réservé devra être fermé, éclairé et situé à l'étage inférieur des voitures.

L'administration des postes aura le droit de fixer à une voiture déterminée de chaque convoi une boîte aux lettres dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Elle pourra installer à ses frais, risques et périls, et sous sa responsabilité, des appareils spéciaux pour l'échange des dépêches, sans arrêt des trains.

L'administration des postes pourra aussi : 1° requérir un second compartiment dans les conditions indiquées au paragraphe 1°; 2° requérir l'introduction de voitures spéciales lui appartenant dans les convois ordinaires du chemin de fer, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Les prix des transports qui pourront être requis dans les conditions ci-dessus seront

payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, la mise à la disposition du service des postes d'un compartiment, en conformité du paragraphe 1^{er} du présent article, sera effectuée gratuitement. Le prix de tous autres transports faits par le concessionnaire sur la réquisition de l'administration des postes est, dès à présent, fixé à la moitié des tarifs homologués.

Les facteurs des postes et télégraphes en service seront transportés gratuitement dans les voitures de deuxième classe; les autres agents des postes et télégraphes en service ne seront assujettis qu'à la moitié de la taxe dans le cas où la ligne serait subventionnée par le Trésor.

Dans le même cas, les matériaux nécessaires à l'établissement ou à l'entretien des lignes télégraphiques seront transportés à moitié prix des tarifs homologués.

L'administration des postes pourra enfin exiger, le concessionnaire et le département entendus, et après s'être mise d'accord avec le ministre des travaux publics, qu'un train spécial dans chaque sens soit ajouté au service ordinaire. Dans ce cas, que le chemin de fer soit subventionné ou non, les trois quarts des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite des produits qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord des arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

Les employés chargés de la surveillance du service des postes, les agents proposés à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches et à la levée des boîtes, auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure de chemin de fer.

Si le service des postes exige des bureaux d'entrepôt de dépêches dans les gares et stations, le concessionnaire sera tenu de lui fournir l'emplacement nécessaire; cet emplacement sera déterminé sous l'approbation du ministre des travaux publics; l'administration des postes en payera le loyer dans le cas où le chemin de fer ne serait pas subventionné par l'État.

Lorsque le concessionnaire voudra changer les heures de départ des convois ordinaires, il sera tenu, dans tous les cas, d'avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

Le concessionnaire sera tenu d'assurer le service des colis postaux et des remboursements sur colis postaux dans les conditions déterminées par les conventions des 2 novembre 1880 et 22 août 1881 conclues entre l'État, d'une part, les compagnies ou administrations de chemins de fer et les compagnies maritimes subventionnées, d'autre part.

Le tarif en vigueur sur le réseau des administrations et compagnies de chemins de fer signataires des conventions précitées sera étendu de plein droit et sans aucune augmentation aux gares, aux bureaux de ville et aux services de factage ou de correspondance des nouvelles lignes ferrées. Le concessionnaire s'entendra avec les administrations ou compagnies de chemins de fer pour déterminer la quote-part à lui revenir sur le produit de la taxe des colis postaux qui, pour parvenir à destination, devront circuler non seulement sur les nouvelles lignes concédées, mais encore sur les autres chemins de fer participant au transport des colis postaux.

Lignes télégraphiques.

57. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, s'il en est requis par le ministre des travaux publics, les lignes et appareils télégraphiques ou téléphoniques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploitation. Il devra toutefois, avant l'établissement des lignes, se pourvoir de l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes.

Il pourra, avec l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes, se servir des poteaux de la ligne télégraphique de l'État, sur les points où une ligne semblable existe le long de la voie; il ne pourra s'opposer à ce que l'État se serve des poteaux qu'il aura établis, afin d'y accrocher ses propres fils.

Le concessionnaire est tenu de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement et l'emploi des appareils télégraphiques, ainsi que l'organisation à ses frais du contrôle de ce service par les agents de l'État.

Les agents des postes et des télégraphes voyageant pour le contrôle du service de la ligne électrique du chemin de fer ou du service postal exécuté sur cette ligne auront le droit de circuler gratuitement dans les voitures du concessionnaire, sur le vu de cartes personnelles qui leur seront délivrées.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir au concessionnaire une subvention par annuités, la même gratuité s'appliquerait aux agents voyageant pour la construction ou l'entretien des lignes télégraphiques établies le long de la voie ferrée.

Le Gouvernement aura la faculté de faire le long des voies toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ou de plusieurs lignes télégraphiques, sans nuire au service du chemin de fer. Il pourra aussi déposer sur les terrains dépendant du chemin de fer le matériel nécessaire à ces lignes; mais il devra le retirer dans le cas où il serait reconnu par le préfet que le concessionnaire a besoin de ces terrains pour le service du chemin de fer.

Sur la demande du ministre des postes et des télégraphes, il sera réservé, dans les gares des villes et des localités qui seront désignées ultérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement des maisonnettes destinées à recevoir le bureau télégraphique et son matériel.

Le concessionnaire sera tenu de faire garder par ses agents ordinaires les fils des lignes télégraphiques, de donner aux employés des télégraphes connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes.

En cas de rupture des fils télégraphiques, les employés du concessionnaire auront à raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

En cas de rupture des fils télégraphiques ou d'accidents graves, une locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur-ingénieur de la ligne télégraphique, pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation. Ce transport devra être effectué dans des conditions telles qu'il ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Il sera alloué au concessionnaire une indemnité de cinquante centimes (0^e 50) par kilomètre parcouru par la machine, quand le dommage ne proviendra pas du fait du concessionnaire ou de ses agents.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auraient lieu aux frais du concessionnaire, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

Le concessionnaire ne pourra se refuser à recevoir et à transmettre les télégrammes officiels par ses fils et appareils, et dans des conditions qui seront déterminées par le ministre des postes et des télégraphes.

Dans le cas où le ministre des postes et des télégraphes jugera utile d'ouvrir au service privé certaines gares de la ligne, il devra s'entendre avec le concessionnaire pour régler les conditions et le prix de ce service.

Les fonctionnaires, agents et ouvriers commissionnés chargés de la construction, de la surveillance et de l'entretien des lignes télégraphiques ont accès dans les gares et stations et sur la voie ferrée et ses dépendances, pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Construction de nouvelles voies de communication.

58. Dans le cas où le Gouvernement, le département ou les communes ordonneraient ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, le concessionnaire ne pourra s'opposer à ces travaux, mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour le concessionnaire.

Concessions ultérieures de nouvelles lignes.

59. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de

fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, n° pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part du concessionnaire.

Concessions de chemins de fer d'embranchement et de prolongement.

60. Le Gouvernement, le département et les communes auront le droit de concéder de nouveaux chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent cahier des charges, ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

Le concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements, ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, une indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation ni aucuns frais particuliers pour le concessionnaire.

Les concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation du paragraphe 1^{er} de l'article 31, ainsi que des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

Dans ce cas, lesdits concessionnaires ne payeront le prix du péage que pour le nombre de kilomètres réellement parcourus, un kilomètre entamé étant d'ailleurs considéré comme parcouru.

Dans le cas où les divers concessionnaires ne pourraient s'entendre sur l'exercice de cette faculté, le ministre des travaux publics statuerait sur les difficultés qui s'élèveraient entre eux à cet égard.

Le concessionnaire ne pourra toutefois être tenu à admettre sur ses rails un matériel dont le poids serait hors de proportion avec les éléments constitutifs de ses voies.

Dans le cas où un concessionnaire d'embranchement ou de prolongement joignant la ligne qui fait l'objet de la présente concession n'userait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme aussi dans le cas où le concessionnaire de cette dernière ligne ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les concessionnaires seraient tenus de s'arranger entre eux de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celui des concessionnaires qui se servira d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payera une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les concessionnaires ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service sur toutes les lignes, l'administration y pourvoirait d'office et prescrirait toutes les mesures nécessaires.

Gares communes.

Le concessionnaire sera tenu, si l'autorité compétente le juge convenable, de partager l'usage des stations établies à l'origine des chemins de fer d'embranchement avec les compagnies qui deviendraient ultérieurement concessionnaires desdits chemins.

Il sera fait un partage équitable des frais communs résultant de l'usage de dites gares, et les redevances à payer par les compagnies nouvelles seront, en cas de dissentiment, réglées par voie d'arbitrage.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des gares, il sera statué, le concessionnaire entendu, savoir :

Par le préfet, si les deux chemins sont d'intérêt local et situés dans le même département ;

Par le ministre, si les deux lignes ne sont pas situées dans le même département, ou si l'un des deux chemins est d'intérêt général.

Embranchements industriels.

61. Le concessionnaire sera tenu de s'entendre avec tout propriétaire de mines ou d'usines qui, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderait un embranchement ; à défaut d'accord, le préfet statuera sur la demande, le concessionnaire entendu.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de mines et d'usines et de manière qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Leur entretien devra être fait avec soin et aux frais de leurs propriétaires, et sous le contrôle du préfet. Le concessionnaire aura le droit de faire surveiller par ses agents cet entretien, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

Le préfet pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

Le préfet pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'enlèvement temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

Le concessionnaire sera tenu d'envoyer ses wagons sur tous les embranchements autorisés destinés à faire communiquer des établissements de mines ou d'usines avec la ligne principale du chemin de fer.

Le concessionnaire amènera ses wagons à l'entrée des embranchements.

Les expéditeurs ou destinataires seront conduire les wagons dans leurs établissements pour les charger ou décharger et les ramèneront au point de jonction avec la ligne principale, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront d'ailleurs être employés qu'au transport d'objets et marchandises destinés à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements particuliers ne pourra excéder six heures, lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre (1^{er}). Ce temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre en sus du premier, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où les limites de temps seraient dépassées, nonobstant l'avertissement spécial donné par le concessionnaire, il pourra exiger une indemnité égale à la valeur du droit de loyer des wagons, pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les traitements des gardiens d'aiguilles et des barrières des embranchements autorisés par le préfet seront à la charge des propriétaires des embranchements. Ces gardiens seront nommés et payés par le concessionnaire, et les frais qui en résulteront lui seront remboursés par lesdits propriétaires.

En cas de difficulté, il sera statué par l'administration, le concessionnaire entendu. Les propriétaires d'embranchements seront responsables des avaries que le matériel pourrait éprouver pendant son parcours ou son séjour sur ces lignes.

Dans le cas d'inexécution d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte du concessionnaire, et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire supprimer la soudure, sauf recours à l'administration supérieure et sans préjudice de tous dommages-intérêts que le concessionnaire serait en droit de répéter pour la non-exécution de ces conditions.

Tarifs à percevoir pour le matériel prêté.

Pour indemniser le concessionnaire de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements, il est autorisé à percevoir un prix fixe de quinze centimes (0^e 15) par tonne pour le premier kilomètre et, en outre, six centimes (0^e 06) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^{er}).

Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le concessionnaire percevra en outre un droit d'embranchement de vingt-cinq centimes (0^e 25) par tonne.

Seront exempts de ce droit les propriétaires des mines ou des usines qui auront contribué par une subvention agréée par le préfet à la construction de la ligne, le concessionnaire entendu.

Le chargement et le déchargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que la compagnie du chemin de fer consente à les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Tout wagon envoyé par le concessionnaire sur un embranchement devra être payé comme wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids réel. Le concessionnaire sera en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le maximum de trois mille cinq cents kilogrammes (3,500^k), déterminé en raison des dimensions actuelles des wagons.

Le maximum sera révisé par le préfet, de manière à être toujours en rapport avec la capacité des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée par les soins et aux frais du concessionnaire.

Contribution foncière.

62. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge du concessionnaire.

Agents du concessionnaire.

63. Les agents et gardes que le concessionnaire établira, soit pour la réception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

Inspecteurs spéciaux.

64. Il pourra être institué près du concessionnaire un ou plusieurs commissaires chargés d'exercer une surveillance spéciale sur tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des agents du contrôle.

Frais de contrôle.

65. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux et les frais de contrôle de l'exploitation seront supportés par le concessionnaire.

Afin de pourvoir à ces frais, le concessionnaire sera tenu de verser chaque année, à la date du 1^{er} janvier, à la caisse centrale du trésorier-payeur général du département, une somme de quarante francs (40^f) par chaque kilomètre de chemin de fer concédé. Le premier versement se fera le 1^{er} janvier qui suivra la déclaration d'utilité publique.

Si le concessionnaire ne verse pas la somme ci-dessus réglée aux époques qui auront été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera recouvré comme en matière de contributions directes, au profit du département.

Cautionnement.

66. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de vingt-neuf mille francs en numéraire ou en rentes sur l'État calculées conformément au décret du 18 novembre 1851, ou en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

67. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Lille.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture du Nord.

Jugement des contestations.

68. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département du Nord, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

69. Les frais de timbre et d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci annexée seront supportés par le concessionnaire.

Lille, le 19 février 1892.

L'Ingénieur concessionnaire,

Signé : A. LAMBERT.

Vu et approuvé :

Le Préfet du Nord,

Signé : VEL-DURAND.

Enregistré à Lille, le 9 novembre 1894, folio 99, case 1. Reçu un franc vingt-cinq centimes. — Signé : Basnyau.

CONVENTION.

Entre la compagnie anonyme du chemin de fer du Nord, dont le siège est à Paris, rue de Dunkerque, n° 18, représentée par MM. :

André-Jean-Laurens de Waru;

Omer-Henri Vallon;

Joseph Hottinguer;

Agissant en leur qualité d'administrateurs de ladite compagnie et comme autorisés spécialement à réaliser le présent traité par décision de l'assemblée générale des actionnaires en date du 30 avril 1892,

D'une part;

Et M. Alfred Lambert, ingénieur civil, demeurant à Paris, boulevard de Magenta, n° 162, agissant tant en son nom personnel, comme concessionnaire d'une ligne d'intérêt local, à voie normale d'un mètre quarante-quatre centimètres (1^m 44) de largeur, de Pont-de-la-Deûle à Pont-à-Marcq, que comme se portant fort pour la société en formation pour la construction et l'exploitation de ladite ligne,

D'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le conseil général du département du Nord a, dans ses séances du 10 avril et du 23 décembre 1891, concédé à M. Lambert le chemin de fer à voie normale d'un mètre quarante-quatre centimètres (1^m 44) de largeur de Pont-de-la-Deûle à Pont-à-Marcq, d'une longueur de vingt-neuf kilomètres (29^k) environ.

Le département a accordé cette concession avec une garantie d'intérêt éventuelle et annuelle dont le maximum pourrait atteindre mille cent francs (1,100^f) par kilomètre.

Conformément à l'article 13 de la loi du 11 juin 1880 et à l'article 12 du décret du 20 mars 1882, cette subvention motivera, de la part de l'État, une garantie d'intérêt pouvant être équivalente.

Dans ces circonstances, la compagnie du Nord et le concessionnaire de la ligne de Pont-de-la-Deûle à Pont-à-Marcq sont convenus des stipulations suivantes :

ART. 1^{er}. En vue de dispenser M. Lambert ou la société à constituer par lui, pour le chemin de fer de Pont-de-la-Deûle à Pont-à-Marcq, de toute émission d'obligations ou autre emprunt, la compagnie du Nord consent à lui faire une avance jusqu'à concurrence d'une somme de cinquante-cinq mille francs (55,000^f) par kilomètre au maximum.

2. L'avance ci-dessus énoncée ne sera exigible, pour la portion afférente à chaque section de la ligne concédée, qu'après exécution des travaux ou livraison des matériaux dans les conditions prescrites par l'administration, sur la production de mémoires justificatifs de ces travaux et fournitures de matériaux, et aussi à la charge par ledit concessionnaire de justifier qu'il ne se trouve grevé d'aucune autre dette du chef de la concession.

Les sommes avancées par la compagnie du Nord produiront intérêt simple à quatre pour cent (4 p. 0/0) par an, à compter de chaque versement.

Le compte général des avances faites, ainsi que celui des intérêts sur chaque versement partiel, sera arrêté après la mise en exploitation de la totalité de la ligne.

3. A la garantie des avances qui seront faites par la compagnie du Nord, *M. Lambert, ès qualités*, lui cède, délègue et transporte, ce qui est accepté par *MM. André-Jean Laurens de Waru, Omer-Henri Vallon et Joseph Hottinguer, ès qualités*, le montant, en principal et intérêts, des sommes que *M. Lambert* ou la société du chemin de fer de Pont-de-la-Deûle à Pont-à-Marcq auront à recevoir de l'État et du département du Nord ou de toute autre part, à titre de garantie d'intérêt ou pour toute autre cause, notamment en vertu du traité de concession du 19 février 1892 et de la loi déclarative d'utilité publique, et ses droits jusqu'à concurrence de ladite avance, à l'excédent annuel des recettes sur les dépenses de l'exploitation de la ligne de Pont-de-la-Deûle à Pont-à-Marcq, tel que cet excédent lui sera dû par la compagnie qui exploitera.

A cet effet, *M. Lambert, ès qualités*, met et subroge la compagnie du Nord dans tous ses droits et actions contre l'État et le département du Nord résultant notamment du traité de concession et de la loi déclarative d'utilité publique, et aussi dans ses droits et actions contre la compagnie exploitante.

M. Lambert, ès qualités, s'oblige à réitérer ces transports et délégation, à ses frais, à toute réquisition de la compagnie du Nord, et à donner son concours à celle-ci pour lui faciliter le recouvrement des sommes transportées.

Il lui donne, dès à présent, tous pouvoirs et autorisations, à l'effet de toucher la totalité des sommes et créances transportées et de les porter au crédit de la compagnie.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un double des présentes pour les faire signifier partout où besoin sera.

M. Lambert, ès qualités, a remis à la compagnie du Nord, qui le reconnaît, une ampliation du traité passé le 19 février 1892 avec le département du Nord, et portant indication des modifications qui ont été apportées postérieurement à ce traité en conformité de l'avis du conseil d'État en date du 19 juillet 1892, par lequel il s'est engagé notamment (art. 11) à constituer une société anonyme qui se substituera à lui, et qui devra (art. 12) réaliser intégralement et employer le capital-actions stipulé dans ledit traité, avant de réclamer aucune partie des avances consenties ci-dessus.

4. Les intérêts et le remboursement de l'avance énoncée à l'article 1^{er} ci-dessus seront assurés par une annuité payable en deux termes égaux, les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet de chaque année.

Les annuités de remboursement ci-dessus stipulées seront calculées du jour de l'arrêt de compte jusqu'au 31 décembre 1950, d'après le taux moyen d'intérêt (y compris la prime de remboursement et les droits et frais accessoires) des émissions d'obligations de la compagnie du Nord, pendant une année avant l'arrêt de compte.

En cas de non-paiement total ou partiel d'une annuité à l'échéance prévue, comme aussi au cas où la compagnie du Nord resterait, d'une façon quelconque, à découvert sur le montant des sommes à payer, ce qui restera dû produira intérêt à quatre pour cent (4 p. 0/0) l'an à compter de l'échéance.

Les sommes restant dues au 31 décembre 1950 seront prélevées sur les excédents des produits nets de toute sorte, conformément aux prévisions de l'article 5 ci-dessus.

5. A raison des dispositions qui précèdent, la société du chemin de fer de Pont-de-la-Deûle à Pont-à-Marcq ne pourra céder son exploitation qu'à une compagnie agréée par la compagnie du Nord.

La société du chemin de fer de Pont-de-la-Deûle à Pont-à-Marcq s'engage, en outre, à n'entreprendre, en dehors des travaux que l'administration serait en droit de lui imposer, aucuns travaux nouveaux, lignes, embranchements, prolongements ou autres, et à ne faire aucune émission d'obligations ou autre emprunt sans l'ass-

timent de la compagnie du Nord, qui pourra en conséquence prendre à ce point de vue communication des projets et de la comptabilité de ladite société.

6. La société du chemin de fer de Pont-de-la-Deûle à Pont-à-Marcq se réserve la faculté que lui accorde la compagnie du Nord de faire construire et entretenir son matériel roulant, machines, voitures et wagons, chariots, trucks, etc., dans les ateliers du chemin de fer du Nord.

7. Les parties font élection de domicile, savoir :

M. Lambert, en son nom et en celui de la société du chemin de fer de Pont-de-la-Deûle à Pont-à-Marcq, à Paris, boulevard Magenta, n° 162;

Et la compagnie du Nord, en son siège social.

Cette élection de domicile sera attributive de juridiction.

8. Les frais des présentes et ceux qui en seront la conséquence, les droits d'enregistrement et impôts de toute nature auxquels elles pourront donner lieu seront à la charge de M. Lambert et de la société du chemin de fer de Pont-de-la-Deûle à Pont-à-Marcq.

9. Le présent traité ne deviendra définitif qu'aux conditions suivantes :

A. M. Lambert, ou la société à constituer par lui, obtiendra pour la ligne du chemin de fer de Pont-de-la-Deûle à Pont-à-Marcq les garanties prévues et notamment de l'État un concours équivalent à celui du département.

B. Ledit traité sera sanctionné par une loi autorisant la compagnie du Nord, conformément à l'article 3 de la loi du 20 novembre 1883, à en comprendre les résultats en recettes et en dépenses à son compte annuel d'exploitation.

10. Le présent traité remplace et annule le traité primitif passé entre la compagnie du chemin de fer du Nord et M. Lambert à la date du 8 mars 1892.

Fait double à Paris, le 7 mars 1893.

Lu et approuvé :

Signé : A. LAMBERT.

Les Administrateurs de service de la compagnie
du chemin de fer du Nord,

Signé : DE WARD, VALLON, HOTTINGUER.

Enregistré à Paris, le 20 septembre 1894, folio 5. Reçu trois francs soixante-quinze centimes. — Signé : Gourmaux.

N° 28885. — *DÉCRET qui affecte au Département de la guerre les Terrains et Bâtiments de l'ancienne Poudrière de la Régie des contributions indirectes, à Laon.*

Du 25 Novembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833 ⁽¹⁾ sur le mode à suivre dans tous les cas où il s'agit d'affecter un immeuble domanial à un service public de l'État.

Considérant, d'une part, qu'en vue de l'extension du parc à fourrages de la place de Laon il y a lieu d'affecter au département de la guerre les terrains et bâtiments de l'ancienne poudrière de la régie des contributions indirectes, lesquels se trouvent enclavés dans ledit parc à fourrages, sont évacués depuis 1874 par la susdite régie des contributions indirectes, occupent une superficie totale d'environ six ares quatre-vingts centiares située sur le territoire de la commune de Laon (parcelle 31 de la section L

⁽¹⁾ IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 234, n° 4853.

du plan cadastral), et sont tels, au surplus, qu'ils sont figurés par une teinte rose sur un plan parcellaire dressé, le 28 septembre 1894, par le chef du génie de Laon, et désignés dans un état parcellaire à l'appui;

Considérant, d'autre part, que, par lettre du 31 juillet 1894, le ministre des finances a, d'ores et déjà, déclaré donner son assentiment au projet d'affectation dont il s'agit,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les terrains domaniaux et les bâtiments de l'ancienne poudrière de la régie des contributions indirectes de Laon sont affectés au département de la guerre.

2. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MÉRCIER.

N° 28886. — DÉCRET relatif : 1° à la Taxe à payer pour les Colis postaux à destination de la Grande-Bretagne, des colonies anglaises et de divers pays étrangers; 2° au Droit d'assurance à percevoir sur les Colis postaux de valeurs déclarées à destination des bureaux de ports étrangers établis en Turquie et à Tripoli de Barbarie.

Du 27 Décembre 1894.

(Promulgué au Journal officiel du 30 décembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 3 mars 1881 et 12 avril 1892;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 2, de la convention du 18 juin 1886, conclue entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande pour l'échange des colis postaux;

Vu l'arrangement signé, à Londres, le 6 novembre 1894, et, à Paris, le 9 novembre 1894, concernant l'admission des colis postaux de 3 à 5 kilogrammes;

Vu la participation au service des valeurs déclarées des bureaux de postes étrangers établis en Turquie et à Tripoli de Barbarie;

Vu le décret du 27 juin 1892⁽¹⁾;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1895 la taxe à payer par l'expéditeur d'un colis postal de trois à cinq kilogrammes (3 à 5¹) à destination de la Grande-Bretagne, des colonies anglaises et des pays

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1487, n° 25201.

étrangers dénommés au tableau annexé au présent décret, sera perçue conformément aux indications de ce tableau.

2. Le droit d'assurance à payer, au départ de la France continentale, par l'expéditeur d'un colis postal de valeur déclarée à destination des bureaux de poste étrangers établis en Turquie et à Tripoli de Barbarie, est fixée à trente-cinq centimes (0^f 35) par trois cents francs (300^f) ou fraction de trois cents francs (300^f).

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : V. LOURTIES.

TABEAU indiquant les taxes à percevoir pour l'affranchissement des colis postaux de 3 à 5 kilogrammes à destination de la Grande-Bretagne, des colonies anglaises et de plusieurs pays étrangers.

PAYS DE DESTINATION.	VOIE de TRANSMISSION.	LIEU DE DÉPÔT DES COLIS.						
		France.	CORSE ET ALGÉRIE.		TANGER	TRIPOLI de Bar- barie.	BU- REAUX français en Tur- quie.	BUREAU français à Shang- Hai.
			Port.	Inté- rieur.				
		fr. c. (A)	fr. c. (A)	fr. c. (A)	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Grande-Bretagne.....	Voie de France et de Calais-Londres.	2 50	2 75	3 00	3 50	4 00	4 00	6 00
Gibraltar.....	Idem.....	5 50	5 75	6 00	"	7 00	7 00	9 00
Ceylan, Hong-Kong, Établissements des détroits.....	Idem.....	7 75	8 00	8 25	8 75	9 25	9 25	"
Laboon, North-Bornéo.....	Idem.....	8 75	9 00	9 25	9 75	10 25	10 25	"
Ascension, Sainte-Hélène, Bermudes, Terre-Neuve.....	Idem.....	7 75	8 00	8 25	8 75	9 25	9 25	11 25
Guyane anglaise.....	Idem.....	8 75	9 00	9 25	9 75	10 25	10 25	12 25
Nouvelle-Zélande, Sarawak.....	Idem.....	10 25	10 50	10 75	11 25	11 75	11 75	"
Australie, Indes britanniques, Aden, Zanzibar.....	Idem.....	9 75	10 00	10 25	10 75	11 25	11 25	"
Colonie du Cap.....	Idem.....	10 25	10 50	10 75	11 25	11 75	11 75	13 75
Afrique orientale britannique.....	Idem.....	8 25	8 50	8 75	9 25	9 75	9 75	"
Canada.....	Idem.....	9 25	9 50	9 75	10 25	10 75	10 75	12 75
Bahamas.....	Idem.....	7 50	7 75	8 00	8 50	9 00	9 00	11 00
Antilles anglaises, Honduras britannique, Îles Falkland.....	Idem.....	6 75	7 00	7 25	7 75	8 25	8 25	10 25
Côte occidentale d'Afrique.....	Idem.....	6 75	7 00	7 25	7 75	8 25	8 25	10 25
Nouvelles-Hébrides, Îles Fidji.....	Idem.....	13 25	13 50	13 75	14 25	14 75	14 75	"
Colombie.....	Idem.....	8 00	8 25	8 50	9 00	9 50	9 50	11 50
Costa-Rica.....	Idem.....	7 25	7 50	7 75	8 25	8 75	8 75	10 75
Mexique.....	Idem.....	8 25	8 50	8 75	9 25	9 75	9 75	11 75
Siam.....	Idem.....	10 75	11 00	11 25	11 75	12 25	12 25	"

(A) Non compris le droit de timbre de 10 centimes.

N° 28887. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur et des cultes) qui approuve et déclare exécutoire pendant cinq ans, à partir du 1^{er} janvier 1895, la perception d'une taxe de balayage dans la commune de Montrouge (Seine). [Paris, 10 Novembre 1894.]



Certifié conforme :

Paris, le 28 * Février 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. TRARIEUX.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1672.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28888. — *Loi portant Création de Troupes sahariennes.*

Du 5 Décembre 1894.

Promulguée au Journal officiel du 8 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Il est formé en Algérie des corps de troupes indigènes d'infanterie et de cavalerie montée à mehara, spécialement chargés de l'occupation et de la surveillance des régions sahariennes de la Colonie.

L'infanterie est organisée en bataillons de quatre compagnies, subdivisées en quatre pelotons, portant le nom de bataillons de tirailleurs sahariens et ayant chacun la composition indiquée par le tableau A ci-annexé.

La cavalerie est organisée en escadrons de quatre pelotons, portant le nom d'escadrons de spahis sahariens et ayant chacun la composition indiquée par le tableau B ci-annexé.

Les troupes d'autres armes et le personnel militaire des divers services qu'il y aura lieu d'adjoindre aux troupes sahariennes seront rélevés sur l'ensemble des corps de troupes et services de l'armée de terre.

2. Les cadres français et indigènes des bataillons de tirailleurs

sahariens sont pris dans les corps de troupes de toutes armes, où ils sont numériquement remplacés.

Ces cadres passeront dans l'arme de l'infanterie lors de leur désignation pour les bataillons dont il s'agit.

3. Les cadres français des escadrons de spahis sahariens comprennent des militaires de toutes armes, reconnus aptes au service spécial de ces escadrons.

Ce personnel est mis hors cadres dans les armes auxquelles il appartient et remplacé numériquement.

4. Des décrets du Président de la République, rendus sur la proposition du ministre de la guerre, fixent les conditions dans lesquelles sont recrutées et organisées les troupes sahariennes, ainsi que les allocations, les prestations et les avantages spéciaux de toute nature attribués aux militaires qui font partie de ces groupes ou des détachements qui peuvent leur être adjoints.

L'uniforme des troupes sahariennes est déterminé par décision du ministre de la guerre.

Les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats français de ces troupes peuvent être autorisés à contracter, au titre des troupes sahariennes, des rengagements successifs, dans les mêmes conditions que les militaires des troupes coloniales et donnant droit aux mêmes avantages que ceux attribués, dans les colonies, aux militaires de ces dernières troupes, pour des rengagements de même durée.

Les soldats des corps permanents d'Afrique ou de l'intérieur, justifiant de la connaissance pratique de la langue arabe, peuvent être autorisés, au bout de leur première année de service, à contracter des rengagements de deux, trois ou quatre ans, au titre des troupes sahariennes. Ces rengagements donnent droit à des primes et de hautes payes spéciales.

5. Il sera procédé progressivement, suivant les nécessités du service et les ressources du recrutement, à la formation du premier bataillon de tirailleurs et du premier escadron de spahis sahariens.

Les autres bataillons et les autres escadrons, dont la formation sera ultérieurement reconnue nécessaire, seront créés en vertu de décrets du Président de la République, sur la proposition du ministre de la guerre.

6. Toutes les dispositions contraires à la présente loi, en ce qui concerne les avantages attribués aux troupes sahariennes, sont et demeurent abrogées.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 5 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

TABLEAU A. — Composition d'un bataillon de tirailleurs sahariens.

COMPOSITION.	FRANÇAIS.	INDIGÈNES.	CHEVAUX.
<i>État-major.</i>			
Officier supérieur commandant.....	1	"	2
Capitaine-major.....	1	"	1
Capitaine adjudant-major.....	1	"	2
Lieutenant-trésorier.....	1	"	"
Officier d'habillement (lieutenant ou sous-lieutenant).....	1	"	"
Médecin-major de 1 ^{re} ou 2 ^e classe.....	1	"	2
TOTAL de l'état-major.....	6	"	7
<i>Petit état-major.</i>			
Adjudant.....	1	"	"
Sous-officier clairon.....	1	"	"
Chef armurier.....	1	"	"
<i>Section hors rang.</i>			
Sergent-major vague-mestre.....	1	"	"
Sergents :			
1 ^{er} secrétaire du trésorier.....	1	"	"
Garde-magasin de l'habillement.....	1	"	"
Fourrier.....	1	"	"
Caporaux :			
2 ^e secrétaire du trésorier.....	1	"	"
Conducteur des équipages.....	1	"	"
1 ^{er} ouvrier tailleur.....	1	"	"
1 ^{er} ouvrier cordonnier.....	1	"	"
Armurier.....	1	"	"
Infirmier.....	1	"	"
Soldats :			
Secrétaire du commandant du bataillon.....	1	"	"
Secrétaire de l'officier d'habillement.....	1	"	"
Secrétaire du capitaine-major.....	1	"	"
Ouvriers armuriers.....	2	"	"
Ouvrier tailleur.....	1	"	"
Ouvrier cordonnier.....	1	"	"
Conducteurs des équipages.....	"	(a)	"
Ordonnances des officiers de l'état-major.....	6	"	"
Infirmiers.....	2	"	"
TOTAL du petit état-major et de la section hors rang.....	28	(a)	"

(a) Chiffre variable suivant les nécessités du service.

NOTA. — Chaque bataillon assure avec ses ressources le service médical des escadrons de spahis sahariens et des autres troupes stationnées dans la même région.

Une compagnie.

COMPOSITION.	FRANÇAIS.	INDIGÈNES.	CHÉVAL.
Officiers :			
Capitaine.....	1	"	2
Lieutenants ou sous-lieutenants.....	4	4	1
Médecin aide-major.....	1	"	1
TOTAL des officiers.....	6	4	3
Sous-officiers :			
Adjudant.....	1	"	"
Sergent-major.....	1	"	"
Sergent fourrier.....	1	"	"
Sergents.....	8	8	"
Caporaux :			
Caporal clairon.....	1	"	"
Caporal fourrier.....	1	"	"
Caporaux.....	8	8	"
Soldats :			
Élèves caporaux.....	16	"	"
Clairons.....	2	2	"
Élèves clairons.....	2	2	"
Sapeurs porteurs d'outils.....	2	2	"
Ouvriers tailleurs.....	1	1	"
Ouvriers cordonniers.....	1	1	"
Infirmiers.....	2	2	"
Ordonnances des officiers français.....	6	"	"
Soldats dans le rang.....	"	190	"
TOTAL de la troupe.....	53	216	4
Trois autres compagnies :			
Officiers.....	18	12	9
Troupe.....	159	648	"
Total général du bataillon :			
Officiers.....	30	16	19
Troupe.....	240	864	"

NOTA. — La compagnie se divise en 4 pelotons, comprenant chacun :

2 lieutenants ou sous-lieutenants, dont 1 Français et 1 indigène;
4 sergents, dont 2 Français et 2 indigènes;
4 caporaux, dont 2 Français et 2 indigènes;

1 clairon et 1 élève clairon, Français ou indigènes;

1 soldat ordonnance, Français;
4 soldats français, élèves caporaux;
47 ou 48 soldats indigènes.

Chaque peloton se subdivise en 2 sections, comprenant chacune :

1 lieutenant ou sous-lieutenant, Français ou indigène;

2 sergents, dont 1 Français et 1 indigène;
2 caporaux, dont 1 Français et 1 indigène;

1 clairon ou élève clairon;
2 soldats français élèves caporaux;
23 ou 24 soldats indigènes.

Chaque section se subdivise en 2 escouades, comprenant chacune :

1 caporal français ou indigène;
1 soldat français élève caporal;
12 ou 13 soldats indigènes.

Le quart au maximum des soldats indigènes peut être de 1^{re} classe.

TABLEAU B. — Composition d'un escadron de spahis sahariens.

COMPOSITION.	FRANÇAIS.	INDIGÈNES.	MEMARA.
Officiers :			
Capitaine commandant.....	1	"	3
Capitaine en second.....	1	"	3
Lieutenants ou sous-lieutenants.....	4	"	12
Vétérinaire en 2 ^e ou aide-vétérinaire.....	1	"	3
TOTAL des officiers.....	7	"	21
Sous-officiers :			
Adjudant.....	1	"	3
Maréchal des logis chef.....	1	"	3
Maréchal des logis fourrier.....	1	"	3
Maréchaux des logis.....	8	"	24
Brigadiers :			
Brigadier fourrier.....	1	"	2
Brigadiers.....	8	"	15
Chefs de groupe.....	"	16	32
Soldats des cadres :			
Élèves brigadiers.....	8	"	16
Trompettes.....	2	"	4
Élèves trompettes.....	2	"	4
Cavalliers ordonnances.....	7	"	"
Cavalliers ouvriers { armurier.....	1	"	"
se lier.....	1	1	"
tailleur.....	1	1	"
bottier.....	1	1	"
Cavalliers indigènes dans le rang.....	"	125	250
TOTAL de la troupe.....	43	144	357
TOTAL général.....	50	144	378
	194		378

L'escadron se fractionne en quatre pelotons comprenant chacun :

Lieutenant ou sous-lieutenant.....	1	} 1 officier et 45 hommes de troupes.
Maréchaux des logis.....	2	
Brigadiers.....	2	
Élèves brigadiers.....	2	
Chefs de groupe indigènes.....	4	
Trompette ou élève trompette.....	1	
Cavallier ordonnance.....	1	
Cavallier ouvrier français.....	1	}
Cavalliers indigènes.....	32	

Chaque peloton se fractionne en quatre groupes comprenant chacun :

Sous-officier ou brigadier.....	1	} 11 hommes.
Chef de groupe indigène.....	1	
Cavallier ouvrier français ou élève brigadier.....	1	
Cavalliers indigènes.....	8	

NOTA. — Le service médical est assuré par le bataillon de tirailleurs sahariens stationné le plus à proximité.

N° 28889. — *Loi qui ouvre aux Ministres de la guerre et de la marine des Crédits pour pourvoir aux Dépenses de l'Expédition de Madagascar.*

Du 7 Décembre 1894.

(Promulguée au Journal officiel du 8 décembre 1894.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert aux ministres de la guerre et de la marine des crédits montant à la somme totale de soixante-cinq millions (65,000,000'), répartie ainsi qu'il suit :

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

CHAP. I.	Solde.....	10,000,000'	
— II.	Substances.....	6,050,000	
— III.	Habillement et campement.....	3,000,000	
— IV.	Service de santé.....	2,500,000	
— V.	Transports par terre et par rivière..	8,000,000	
— VI.	Remonte et harnachement.....	6,600,000	
— VII.	Artillerie.....	1,500,000	
— VIII.	Génie.....	2,500,000	
— IX.	Dépenses diverses et imprévues....	3,350,000	
		43,500,000	43,500,000

MINISTÈRE DE LA MARINE.

CHAP. X.	Câble de Mozambique à Majunga...	3,000,000	
— XI.	Renforcement de l'escadre en 1894..	700,000	
— XII.	Transports maritimes.....	11,700,000	
— XIII.	Commandement à Majunga et occupation de Tamatave.....	2,600,000	
— XIV.	Renforcement de la division navale de l'Océan indien en 1895.....	3,500,000	
		21,500,000	21,500,000
TOTAL ÉGAL.....			65,000,000

2. Il est créé parmi les services spéciaux du Trésor un compte intitulé : *Dépenses de l'expédition de Madagascar*, auquel seront inscrits les crédits ouverts par l'article précédent.

Toutes les règles applicables aux crédits budgétaires sont applicables aux crédits ouverts par la présente loi, sauf en ce qui concerne la spécialité de l'exercice.

Ce compte spécial sera clos au 31 décembre 1895.

Un projet de loi portant règlement de ce compte devra être présenté avant le 31 décembre 1896.

3. Pour pourvoir aux dépenses prévues à l'article 1^{er}, le ministre des finances est autorisé à remettre à la Caisse des dépôts et consignations, jusqu'à concurrence d'une somme de soixante-cinq millions (65,000,000'), des obligations amortissables au moyen d'annuités terminables en 1923.

Fait à Paris, le 7 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé : G. HANOTAUX.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

Le Ministre de la marine,

Signé : FÉLIX FAURE.

N° 28890. — *DÉCRET qui approuve le Compte d'emploi des fonds de police secrète affectés aux Services de la transportation et de la relégation à la Nouvelle-Calédonie pour l'exercice 1893.*

Du 23 Octobre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvé tel qu'il est annexé au présent décret le compte d'emploi de la somme de six mille francs (6,000'), affectée, pour l'année 1893, aux besoins de la police secrète sur les établissements pénitentiaires de la transportation et de la relégation à la Nouvelle-Calédonie.

2. Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de l'administration des colonies.

Fait à Paris, le 23 Octobre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des colonies,

Signé : DELCASSÉ.

N° 28891. — *DÉCRET modifiant l'Organisation du notariat aux îles Saint-Pierre et Miquelon.*

Du 9 Novembre 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 14 novembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;
Vu la loi du 25 ventôse an XI, contenant organisation du notariat;
Vu la loi du 21 juin 1843 sur la forme des actes notariés;
Vu l'édit de juin 1776, portant établissement d'un dépôt sous le nom de dépôt des chartes des colonies;
Vu les lois de finances des 28 avril 1806 et 4 août 1844;
Vu l'ordonnance royale du 26 juillet 1833 ⁽¹⁾, concernant l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice aux îles Saint-Pierre et Miquelon;
Vu le décret du 16 juillet 1878 ⁽²⁾;
Vu le décret du 30 juillet 1879 ⁽³⁾, concernant l'organisation du notariat aux îles Saint-Pierre et Miquelon,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. L'article 6 du décret du 30 juillet 1879, concernant l'organisation du notariat aux îles Saint-Pierre et Miquelon, est modifié comme suit :

« Les fonctions de notaire sont incompatibles avec celles de juge titulaire ou suppléant, en première instance et en appel, d'officier du ministère public, de greffier, d'agréé et d'huissier ».

2. Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*, au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* de l'administration des colonies.

Fait à Paris, le 9 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Garde des Sceaux, Min^{istre} de la justice,

Signé : E. GUÉRIN.

Le Ministre des colonies,

Signé : DELCASSÉ.

N° 28892. — DÉCRET modifiant la compétence des Tribunaux de résidents au Tonkin.

Du 12 Novembre 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 14 novembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 8 mai 1854;

⁽¹⁾ IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 246, n° 4930.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 411, n° 7364.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 479, n° 8546.

Vu le décret du 17 août 1881⁽¹⁾, portant organisation de la juridiction française en Annam;

Vu le décret du 8 février 1886⁽²⁾, relatif aux attributions consulaires, et celui du 10 février 1886 relatif aux attributions judiciaires des résidents et vice-résidents, chefs de poste en Annam et au Tonkin;

Vu les décrets des 8⁽³⁾ et 18 septembre 1888⁽⁴⁾ et du 12 novembre 1889⁽⁵⁾ relatifs à l'organisation de la justice au Tonkin;

Vu l'arrêté du gouverneur général de l'Indo-Chine, du 5 décembre 1888, déterminant les circonscriptions des tribunaux d'Hanoï et d'Haiphong;

Vu le décret du 17 juin 1889⁽⁶⁾, portant organisation de la justice en Cochinchine;

Vu le décret du 28 février 1890⁽⁷⁾, portant organisation de la justice au Tonkin;

Vu le décret du 13 janvier 1894⁽⁸⁾, portant création d'une cour d'appel au Tonkin;

Vu le décret du 21 avril 1891;

Vu le décret du 13 janvier 1894⁽⁹⁾, fixant la compétence des tribunaux du Tonkin,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 3 du décret du 13 janvier 1894, fixant la compétence des tribunaux du Tonkin, est modifié ainsi qu'il suit :

La compétence des tribunaux de résidence dans les provinces est la même que celles des justices de paix en France.

Les affaires qu'ils jugent ne sont pas susceptibles d'appel.

Néanmoins, dans les cas prévus par les articles 3, 4, 5 et 6 de la loi du 25 mai 1838, modifiée par la loi du 2 mai 1855, qui accordent aux juges de paix une compétence illimitée sur certaines matières spéciales, les tribunaux de résidence ne prononceront, en dernier ressort, que sur les affaires d'un intérêt ne dépassant pas mille cinq cents francs (1,500^f) en principal.

Exceptionnellement, toutes les fois que les parties y consentent, les résidents et vice-résidents, chefs de poste, peuvent connaître en premier ressort, et à charge d'appel devant la cour du Tonkin, des affaires qui relèvent en France de la compétence des tribunaux de première instance et qui intéressent des nationaux, sujets et protégés français, des sujets ou protégés d'une puissance étrangère.

La procédure suivie sera celle des justices de paix.

2. Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République

(1) XII^e série, Bull. 657, n° 11091.

(2) XII^e série, Bull. 993, n° 16350.

(3) XII^e série, Bull. 1215, n° 20170 et 20171.

(4) XII^e série, Bull. 1215, n° 20172.

(5) XII^e série, Bull. 1295, n° 21510.

(6) XII^e série, Bull. 1266, n° 21033.

(7) XII^e série, Bull. 1385, n° 23251.

(8) XII^e série, Bull. 1626, n° 27963.

(9) XII^e série, Bull. 1626, n° 27964.

française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de l'administration des colonies*.

Fait à Paris, le 12 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : E. GUÉRIN.

Le Ministre des colonies,

Signé : DELCASSÉ.

N° 28893. — *DÉCRET concernant l'application en Indo-Chine des Lois et Règlements relatifs à la Fabrication et à la Vente des explosifs.*

Du 12 Novembre 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 14 novembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies, demandant l'application en Indo-Chine des lois et règlements concernant la fabrication et la vente des explosifs,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les lois et les décrets suivants sont rendus applicables dans les possessions françaises de l'Indo-Chine :

- 1° La loi du 6 mars 1875 relative à la poudre dynamite ;
- 2° Le décret du 5 juillet 1875 ⁽¹⁾ relatif au droit intérieur sur la dynamite ;
- 3° Le décret du 28 octobre 1882 ⁽²⁾ sur l'emploi de la dynamite ;
- 4° Le décret du 26 juillet 1894 sur la vente des cartouches de dynamite ;
- 5° La loi du 18 décembre 1893 portant modification et addition à l'article 3 de la loi du 19 juin 1871 sur les explosifs.

Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 12 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des colonies,

Signé : DELCASSÉ.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 262, n° 4304.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12551.

N° 28894. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Travaux d'agrandissement et d'amélioration du Port de Bône.*

Du 29 Novembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 1) du payeur de Bône, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 9 mai 1894, par la chambre de commerce de Bône, une somme de deux cent seize mille francs, applicable aux travaux d'agrandissement et d'amélioration du port de Bône autorisés par la loi du 7 septembre 1885;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 26 novembre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire (état B) de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre XI : *Amélioration des ports en Algérie*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de deux cent seize mille francs (216,000^f), applicable aux travaux d'agrandissement et d'amélioration du port de Bône autorisés par la loi du 7 septembre 1885.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 29 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics

Signé : LOUIS BARTHOU.

¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 28895. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Travaux d'amélioration du Port de Philippeville.*

Du 29 Novembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé (n° 10) du receveur des finances de Philippeville (département de Constantine), constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 23 juin 1894, par la chambre de commerce de Philippeville, une somme de cent mille francs applicable aux travaux d'amélioration du port de ladite ville;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 26 novembre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire (état B) de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre XI : *Amélioration des ports en Algérie*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cent mille francs (100,000) applicable aux travaux d'amélioration du port de Philippeville.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du Gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 29 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10517.

N° 28896. — *DÉCRET relatif aux Droits de courtage maritime dans le Port de Nice (Alpes-Maritimes).*

Du 30 Novembre 1894.

(Promulgué au *Journal officiel* du 4 décembre 1894.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ;

Vu la loi du 28 ventôse an IX ;

Vu les articles 74 à 90 du Code de commerce ;

Vu l'arrêté des consuls du 29 germinal an IX ⁽¹⁾ ;

Vu l'ordonnance royale du 14 novembre 1835 ⁽²⁾ ;

Vu l'article 12 du décret organique du 3 septembre 1851 ⁽³⁾ ;

Vu le décret du 29 décembre 1860 ⁽⁴⁾, relatif à l'organisation du courtage maritime à Nice (Alpes-Maritimes) ;

Vu les avis du tribunal de commerce, de la chambre de commerce de Nice et du préfet des Alpes-Maritimes ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les droits de courtage à percevoir par les courtiers d'assurances, interprètes et conducteurs de navires à Nice (Alpes-Maritimes) seront désormais réglés conformément aux tarifs A et B annexés au présent décret.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : V. LOUBTINS.

⁽¹⁾ 111^e série, Bull. 79, n° 642.

⁽²⁾ 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 393, n° 6056.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 442, n° 3239.

⁽⁴⁾ 1^{re} série, Bull. 895, n° 863a.

EXTRAIT DU CODE DE COMMERCE.	NAVIGES.
Les courtiers-interprètes et conducteurs de navires font le courtage des affrètements; ils ont en outre, seuls, le droit de traduire, en cas de contestations portées devant les tribunaux, les déclarations, chartes-parties, connaissements, contrats et tous actes de commerce dont la traduction serait nécessaire, afin de constater le cours du fret ou du nolis. Dans les affaires contentieuses de commerce et pour le service des douanes, ils serviront seuls de truchements à tous étrangers, maîtres de navires marchands, équipages de vaisseau et autres personnes de mer. (Art. 80.)	BÂTIMENTS À VOILES. Entrant sur lest Sortant sur lest..... Entrant chargés en totalité ou en partie..... Sortant chargés en totalité ou en partie..... BÂTIMENTS À VAPEUR. Entrant sur lest sans passagers..... Entrant sur lest avec passagers..... Sortant sur lest sans passagers..... Sortant sur lest avec passagers..... Entrant chargés en totalité ou en partie..... Sortant chargés en totalité ou en partie.....
TRADUCTION DE PIÈCES dans le cas de contestation prévu par l'article 80 du Code de commerce.	
Pour un connaissement ordinaire..... Pour un connaissement extraordinaire..... Pour le protêt d'une lettre de change..... Pour les actes judiciaires (la première page)..... Pour les actes judiciaires (la deuxième page et chacune des pages suivantes).....	
La base de perception est le tonneau de chargement, tel qu'il est indiqué au tarif annexé du 25 août 1861. Un navire sorti du port et forcé d'y relâcher est exempt de tout courtage. Les navires en relâche forcée, par suite de gros temps ou d'avaries, sont exempts de courtage. Les navires entrant ou sortant avec fûts, foudres et similaires, seront considérés comme sur lest.	

port de Nice (Alpes-Maritimes).

NAVIGES

sont le cabotage
les ports français
la Méditerranée,
y compris
ports de la Corse
et de l'Algérie.

faisant la navigation
avec l'étranger,
les colonies françaises
et les ports français
de l'Océan.

PAR TONNEAU DE JAUGE.

0 ^e 05 ^e		0 ^e 10 ^e
"		"

PAR TONNEAU DE CHARGEMENT.

0 ^e 10 ^e		0 ^e 15 ^e
0 05		0 10

PAR TONNEAU DE JAUGE.

0 ^e 05 ^e		0 ^e 10 ^e
0 07 1/2		0 12 1/2
"		"
0 05		0 10

PAR TONNEAU DE CHARGEMENT.

0 ^e 10 ^e		0 ^e 15 ^e
0 05		0 10

EXTRAIT DE L'ORDONNANCE ROYALE

du 14 novembre 1855.

La conduite du navire comprend l'accomplissement des formalités et obligations à remplir auprès du tribunal de commerce, de la douane et des autres administrations publiques, et l'assistance à prêter aux capitaines et équipages, suivant l'usage des lieux. (Art. 2.)

Les navires en simple relâche, repartant sans avoir embarqué ou débarqué de marchandises, ne payeront pas de droits plus élevés que les navires sur lest. (Art. 5.)

Quand un navire relâchera dans plusieurs ports pour compléter son chargement ou débarquer des marchandises, il devra les droits de courtage dans chaque port à raison seulement du nombre de tonneaux qu'il aura embarqués ou débarqués, sans que ces droits ne puissent jamais être moindres que les droits payés par les navires sur lest. (Art. 6.)

Le plâtre, les pierres meulières, les briques et autres matières embarquées comme lest ne seront pas soumis aux droits de courtage maritime. (Art. 7.)

Dans aucun cas, les droits de courtage ne pourront être perçus contrairement à l'union des traités. (Art. 8.)

AFFRÈTEMENTS

à charte-partie,
pour tous pays.

à la coquette.

SUR LE MONTANT DU FRET.

3 p. o/o		2 p. o/o
----------	--	----------

à moitié par le frèteur et moitié par l'affrèteur,
à moins de conventions contraires.

VENTE DES NAVIRES.

SUR LE PRIX DE VENTE.

2 p. o/o.

(minimum : 5 francs)

payable moitié par le vendeur et moitié par
l'acheteur, à moins de conventions con-
traires.

ad le droit d'affrètement sera payé sur la cargaison entière, l'indemnité pour la conduite à la
ne sera pas due et se confondra avec le courtage d'affrètement.

courtage d'affrètement comprend l'expédition du contrat à chacune des parties.

droits de courtage sur les bâtiments chargés (à voiles ou à vapeur) ne peuvent être moindres
s droits payés par les mêmes bâtiments sur lest.

B. — *Tarif des droits de courtage d'assurances maritimes dans le port de Nice (Alpes-Maritimes).*

6 p. o/o sur le montant des primes, payables par l'assureur.

N° 28897. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Travaux à Angers.

Du 30 Novembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1894;

Vu la convention passée, le 1^{er} juin 1894, entre l'État et les consorts *Bougère*, à Angers et stipulant, pour ces derniers, l'engagement de concourir, pour une somme de mille cinq cents francs, à la dépense de création, par le service militaire, d'une rue donnant accès au nouveau manège destiné à la garnison de ladite localité;

Vu le récépissé constatant que le versement de la somme susvisée de mille cinq cents francs a été effectué à la caisse du receveur des finances d'Angers, le 1^{er} août 1894;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 26 novembre 1894.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre xxxviii : *Champs de manœuvres, de tir, stands et manèges*, de la deuxième section du budget de l'exercice 1894, un crédit de mille cinq cents francs (1,500'), qui sera affecté à la création d'une rue donnant accès au nouveau manège de la place d'Angers.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor à titre de fonds de concours, par les consorts *Bougère*, à Angers.

3. Les ministres de la guerre, et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 28898. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour location d'immeubles à Toulouse.*

Du 30 Novembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1894;

Vu la convention passée entre l'État et la ville de Toulouse, le 10 décembre 1878, et stipulant, pour cette ville, l'engagement de concourir annuellement, pour une somme de six mille francs, à la dépense de location des immeubles occupés par le magasin d'habillement et de campement;

Vu le récépissé constatant que la contribution afférente à l'année 1894 a été versée au Trésor, par ladite ville, le 28 septembre 1894;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 26 novembre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre xxxiv : *Habillement et campement — Matériel d'exploitation*, de la première section du budget de l'exercice 1894, un crédit de six mille francs (6,000^f) qui sera affecté à la location des immeubles occupés par le magasin d'habillement et de campement de Toulouse.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Toulouse.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Novembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de la guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 28899. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour divers Travaux.*

Du 30 Novembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre,

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

exécutés par l'État sur les lignes qui ont été concédées à cette compagnie en vertu de la convention annexée à la loi précitée du 20 novembre 1883;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 3 décembre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1894, deuxième section, chapitre LXVII: *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours versés par la compagnie d'Orléans, en exécution de la convention de 1883, un crédit additionnel de quatre cent soixante mille francs (460,000^f).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des sommes encaissées par le Trésor, au compte : *Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883*.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Décembre 1894.

Signé: CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : R. POINCARÉ.

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 28901. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement primaire élémentaire en France.*

Du 6 Décembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu la loi du 19 juillet 1889 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service;

Vu l'état récapitulatif ci-joint, constatant qu'il a été versé par diverses communes et par des particuliers une somme de dix-neuf mille six cent quatre-vingt-seize francs quatre-vingt-deux centimes pour servir, pendant l'exercice 1894, au paiement des traitements des instituteurs et institutrices des écoles primaires publiques exerçant dans des emplois créés sous la réserve que les communes ou les particuliers se chargeront du paiement des traitements des instituteurs occupant lesdits emplois et verseront le montant de cette dépense au Trésor public, à titre de fonds de concours;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10517.

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 3 décembre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), sur l'exercice 1894, chapitre LI : *Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de cent mille âmes*, un crédit de la somme de dix-neuf mille six cent quatre-vingt-seize francs quatre-vingt-deux centimes (19,696¹/₈₂).

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : G. LEYGUES.

N° 28902. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.*

Du 6 Décembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, première section (*Service de l'instruction publique*), pour les exercices 1890, 1891 et 1892;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu les réclamations dont l'état est ci-joint;

Considérant que les comptes définitifs des dépenses des exercices 1890, 1891 et 1892 présentent, aux divers chapitres sur lesquels les sommes réclamées doivent être prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 1^{er} décembre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de trois mille cinq cent soixante-dix-huit francs cinquante-trois centimes (3,578⁵³), réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1890, chapitre LI.	441 ⁶³
Exercice 1891, chapitre XLVIII.	1,122 94
Exercice 1892 { chapitre IV.	50 00
{ chapitre XLIX.	1,963 96
ENSEMBLE.	3,578 53

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquels des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, en exécution de l'article 126 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LXX spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,
Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,
Signé : G. LÉYGUÉS.

N° 28903. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Observatoire de Besançon.*

Du 12 Décembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu la délibération, en date du 27 mai 1882, par laquelle le conseil municipal de Besançon a autorisé le maire de cette ville à contracter un engagement de verser chaque année, dans la caisse de l'État, une somme de quatre mille francs destinée à assurer le service chronométrique de l'observatoire;

Vu le traité intervenu, le 31 du même mois, entre le maire de Besançon et le ministre de l'instruction publique;

Vu la déclaration délivrée, le 12 octobre 1894, par le trésorier-payeur général du Doubs, constatant qu'il a été versé à sa caisse le 10 du même mois, par M. Naudet, receveur municipal de Besançon, une somme de mille francs destinée à assurer, pendant le quatrième trimestre 1894, le service chronométrique de l'observatoire de cette ville;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 7 décembre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de mille francs (1,000^f) destiné à assurer, pendant le quatrième trimestre de l'année courante, le service chronométrique de l'observatoire de Besançon.

Cette somme sera rattachée au crédit du chapitre XXII : *Observatoires des départements*, du budget des dépenses de l'exercice 1894.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 12 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARRÉ.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : G. LYGUES.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 28904. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts*, sur l'exercice 1894, un *Crédit à titre de fonds de concours versé au Trésor pour les Dépenses de l'Observatoire de Toulouse*.

Du 12 Décembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu la délibération du conseil municipal de Toulouse, en date du 30 décembre 1871, par laquelle cette ville s'est engagée à verser annuellement une somme de dix mille francs pour acquitter les dépenses de son observatoire;

Vu la déclaration délivrée, le 19 septembre dernier, par le trésorier-payeur général du département de la Haute-Garonne, constatant qu'il a été versé à sa caisse, par le receveur municipal de Toulouse, une somme de cinq mille francs à titre de solde de la subvention de la ville pour les frais de son observatoire;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 7 décembre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), à titre de fonds de concours, un crédit de la somme de cinq mille francs (5,000'), représentant le solde de la subvention applicable aux dépenses de l'observatoire de Toulouse pendant l'année 1894.

Cette somme sera rattachée au chapitre **xxii** : *Observatoires des départements*, du budget des dépenses de l'exercice 1894.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 12 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : G. LEYGUES.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 28905. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892.

Du 12 Décembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1894;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), pour les exercices 1890, 1891 et 1891;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu les réclamations des personnes dont l'état est ci-joint;

Considérant que les comptes définitifs des exercices 1890, 1891 et 1892 présentent, aux divers chapitres sur lesquels les sommes réclamées doivent être prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 10 décembre 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de mille soixante-quatorze francs quatre-vingt-treize centimes (1,074' 93), réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1890	chapitre IV.....	25' 00
	chapitre LI.....	200 00
Exercice 1891	chapitre IV.....	100 00
	chapitre XLVIII.....	278 27
Exercice 1892	chapitre IV.....	88 33
	chapitre XLIX.....	383 33
ENSEMBLE.....		1,074 93

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, en exécution de l'article 126 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LXX spécial : *Dépenses*

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

des exercices clos, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PERIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*

Signé : G. LÉYGUES.

N° 28906. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'École nationale d'art décoratif de Limoges et du Musée national Adrien-Dubouché.*

Du 15 Décembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 26 juillet 1893, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1894;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu les récépissés du trésorier-payeur général de la Haute-Vienne, constatant qu'il a été versé au Trésor, le 1^{er} octobre 1894, une somme de sept mille cinq cents francs, montant du quatrième trimestre 1894 de la subvention allouée par la ville de Limoges à l'école nationale d'art décoratif de cette ville et au musée national Adrien-Dubouché;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur le fonds du budget de l'exercice 1894, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre XIII : *Écoles nationales des beaux-arts, de arts décoratifs et d'art industriel*, un crédit de sept mille cinq cents francs (7,500^f), applicable aux dépenses de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et au musée national Adrien-Dubouché.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ~~ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne,~~ de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : R. POINCARÉ.

Signé : G. LEYGUES.

N° 28907. — DÉCRET qui fixe le Budget des dépenses administratives des Caisses d'amortissement et des Dépôts et Consignations pour l'année 1895.

Du 31 Décembre 1894.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'état présenté par le directeur général des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, en exécution de l'article 37 de l'ordonnance du 22 mai 1816 ⁽¹⁾, pour servir à la fixation des dépenses administratives de ces deux établissements, applicables à l'année 1895;

Vu l'avis conforme de la commission de surveillance instituée près lesdites caisses par la loi du 28 avril 1816 et par celle du 21 juin 1871;

Vu le décret du 30 octobre 1861, portant organisation de l'administration des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, et les décrets des 14 août 1866, 22 décembre 1874, 30 avril 1889 et 22 décembre 1893 ⁽²⁾ modifiant, sur certains points, cette organisation;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations est fixé, pour l'année 1895, conformément à l'état A ci-annexé, à la somme de deux millions trente-six mille deux cent quarante-trois francs (2,036,243').

2. Une somme de dix mille francs (10,000'), restée sans emploi sur les crédits de l'exercice 1893, est annulée conformément à l'état B ci-annexé.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Décembre 1894.

Signé : CASIMIR-PÉRIER.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 90, n° 769.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1598, n° 27343.

ÉTAT A. *État des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations pour l'année 1895, présenté par le directeur général à la commission de surveillance, en exécution de l'article 37 de l'ordonnance du 22 mai 1816.*

NOMBRES des chapitres.		NOMMÉS des fonctionnaires, chefs de division, chefs, sous-chefs, commis, expéditionnaires, stagiaires et agents.		NATURE DES DÉPENSES.		CREDITS alloués en réq.	
I ^{re} PARTIE. — DÉPENSES ORDINAIRES DE L'ANNÉE 1895.							
PERSONNEL.							
I.	4	Directeur général et fonctionnaires nommés par décret.	1 directeur général, président du conseil d'administration.....	25,000 ^f	70,000 ^f		
			2 sous-directeurs, membres du conseil d'administration...	30,000			
			1 caissier général, membre du conseil d'administration...	15,000			
II.	413	Chefs de division, chefs, sous-chefs, commis, expéditionnaires et stagiaires.	3 chefs de division, membres du conseil d'administration.	36,000	1,396,643		
			20 chefs de bureau (7,000 ^f à 10,000 ^f).....	170,000			
			28 sous-chefs de bureau (5,000 ^f à 6,000 ^f).....	154,000			
			352 { commis principaux, de 3,500 ^f à 4,500 ^f	1,022,143			
			{ commis ordinaires, de 1,900 ^f à 3,100 ^f				
III.	47	Agents de comptoir et agents du service intérieur.	expeditionnaires, de 1,900 ^f à 4,000 ^f				
			10 stagiaires à 1,200 ^f et à 1,800 ^f .	13,500			
			10 agents de comptoir.....	22,500			
		Indemnités et abonnements.	47 agents du service intérieur..	69,700	102,100		
			Indemnités pour travaux extraor- dinares à des agents secon- daires.....	9,900			
			Indemnité au sous-directeur dé- légué à la délivrance des titres de la caisse nationale des re- traites pour la vieillesse.....	3,000			
IV.	.	Indemnités et abonnements.	Indemnité de responsabilité du caissier général.....	5,000	39,000		
			Traitement du secrétaire de la commission de surveillance....	1,000			
			Abonnement de l'agent de change.	30,000			
V.	.	Indemnités pour travaux extraordinaires et pour tra- vaux du dimanche.....	Indemnités pour travaux extraordinaires pour le ser- vice de la caisse nationale des retraites.....	57,000	152,000		
			Salaires des agents non commissionnés et travaux extérieurs.....	75,000			
			TOTAL des dépenses du personnel.....	1,758,743			

NOMBRES des chapitres.		NOMEN- clature des fonctionnaires, chefs de division, chefs, sous-chefs, commis, expéditionnaires, stagiaires et agents.		NATURE DES DÉPENSES.		CRÉDITS alloués en 1895.	
VI.	.	Dépenses ordinaires.		MATÉRIEL.		176,500 ^f	
				Fournitures de bureau, papiers, cartonnages et reliures.....	18,000 ^f		
				Impressions, lithographie et bi- bliothèque.....	54,000		
				Chauffage.....	33,000		
				Eclairage.....	12,000		
				Bâtiment et mobilier.....	40,000		
				Habillement des agents de comp- toir et des agents du service in- térieur.....	5,500		
				Frais de veilles et de rondes de nuit.....	5,000		
				Menues dépenses et dépenses acci- dentelles.....	9,000		
				TOTAL des dépenses ordinaires.....			
2° PARTIE. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.							
VII.	.			PERSONNEL.		61,000	
				Salaires d'agents non commissionnés, pour liquidation et revi- sion des comptes de consignations et pour ouverture des comptes des ouvriers mineurs. (Loi du 29 juin 1894.).....			
VIII.	.			MATÉRIEL.		40,000	
				Confection de livrets, livres, bulletins, imprimés et mobilier pour l'exécution de la loi du 29 juin 1894.....			
474				TOTAL des dépenses.....		2,036,243	

ARRÊTÉ le présent état à la somme de deux millions trente-six mille deux cent quarante-trois francs.

Paris, le 12 novembre 1894.

Le Directeur général,

Signé : LABEYRIE.

Approuvé par la commission de surveillance.

Paris, le 19 décembre 1894.

Le Sénateur, président de la commission de surveillance,

Signé : E. GOUIN.

Vu et approuvé :

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ

ÉTAT B. Relevé des annulations opérées à l'état des dépenses administratives des crises d'amortissement et des dépôts et consignations de l'année 1893.

NUMÉRO de chapitre.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT des annulations.
	DÉPENSES ORDINAIRES. PERSONNEL.	
IV.	Abonnement de l'agent de change.	10,000 ^f

ARRÊTÉ le présent relevé à la somme de dix mille francs.

Paris, le 12 novembre 1894.

Le Directeur général,

Signé : DABRYNIE.

Approuvé par la commission de surveillance.

Paris, le 19 décembre 1894.

Le Sénateur, président de la commission de surveillance,

Signé : E. GOUIN.

Vu et approuvé :

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 28908. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de la marine) portant ce qui suit :

A la date du 12 juin 1893, la mer avait pour limite sur le littoral des communes de Port-de-Bouc et de Fos, entre l'ancien cimetière de Port-de-Bouc et le Gran-du-Galéjou, département des Bouches-du-Rhône, quartier maritime de Martigues, la ligne tracée en rouge sur le plan annexé au présent décret, numérotée de 0 à 72 et de 73 à 134 et portant l'indication : « Limite du rivage de la mer. »

Les droits des tiers sont réservés. (*Paris, 29 Juin 1894.*)

N° 28909. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de la marine) portant ce qui suit :

A la date du 18 avril 1893, la mer avait pour limite sur le littoral de la commune de Pornic, le long de la plage dite du Château, département de

la Loire-Inférieure, quartier maritime de Nantes, la ligne AD tracée en bleu sur le plan annexé au présent décret, numérotée de 1 à 26 et portant l'indication : « Limite du rivage de la mer ».

Les droits des tiers sont réservés. (*Pont-sur-Seine, 14 Août 1894.*)

N° 28910. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 25 juin 1894, devant l'adjoint au maire de Verdun, régulièrement délégué, portant concession au sieur *Bruyère (François)* et à la dame *Jeanne Laurent*, son épouse, aux clauses et conditions stipulées et moyennant le versement d'une somme de deux cent soixante-cinq francs cinquante-huit centimes, d'une parcelle d'alluvion en voie de formation au droit de leur propriété sur la rive gauche de la Garonne, au lieu dit *l'Illon*, dans la commune de Verdun (Tarn-et-Garonne), ladite parcelle d'une contenance de trente et un ares dix-sept centiares quatre-vingt-deux, et désignée par une teinte rose sur le plan annexé audit acte. (*Pont-sur-Seine, 2 Octobre 1894.*)

N° 28911. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction de la nouvelle route départementale n° 12 à ouvrir entre la porte de Paris projetée au droit de la rue Pouchet et la route départementale n° 11, en face du boulevard de Lorraine, à Clichy, suivant la direction générale adoptée par le conseil général et indiquée par des traits rouges sur le plan visé par l'ingénieur en chef du département de la Seine, le 6 décembre 1892, lequel plan restera annexé au présent décret ;

2° Il est pris acte de l'engagement souscrit par la commune de Clichy, suivant les délibérations du conseil municipal en date des 4 août et 20 décembre 1892 ;

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

4° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans le délai de cinq ans à dater du présent décret. (*Pont-sur-Seine, 2 Octobre 1894.*)

N° 28912. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont autorisés les travaux de prolongement de la jetée nord du port de Fécamp (Seine-Inférieure), conformément aux dispositions générales de l'avant-projet des 12-16 août 1893.

2° Il est pris acte de l'engagement souscrit par le conseil municipal de Fécamp, dans sa délibération du 6 juillet 1894, de contribuer à la dépense par une subvention de sept mille cinq cents francs ;

3° La dépense, évaluée à deux cent deux mille cinq cents francs, déduction faite du subside municipal indiqué à l'article précédent, sera imputée sur les fonds annuellement inscrits à la deuxième section du budget du département des travaux publics, pour l'amélioration des ports maritimes. (Paris, 16 Octobre 1894.)



Certifié conforme .

Paris, le 6 * Mars 1895.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

L. TRARIEUX.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME XLIX DE LA XII^e SÉRIE

DU BULLETIN DES LOIS.

PARTIE PRINCIPALE.

DEUXIÈME SEMESTRE DE 1894.

DU 1^{er} JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 1894.

(N^{os} 1639 à 1672.)

A

ADJOINTS. Décrets portant qu'un adjoint en sus du nombre déterminé par la loi sera nommé dans les localités ci-après : section de Lentillac, commune de Lafouille-Lentillac, canton de Saint-Céré, arrondissement de Figeac (Lot), B. 1665, p. 1076; — sections de Montfavet et du Pontet, commune d'Avignon, arrondissement dudit (Vaucluse), B. 1639, p. 16.

AFFECTATIONS D'IMMEUBLES. Voyez *Domaines*.

ALGÉRIE. Décret qui rend applicable à l'Algérie la loi du 28 juillet 1894 relative à la répression des menées anarchistes, B. 1643, p. 155. — Décret modifiant le décret du 27 juin 1887, portant règlement général sur la perception de l'octroi de mer en Algérie, B. 1647, p. 282.

ALLUMETTES. Décret qui fixe le prix des allumettes en cire, B. 1642, p. 123. — Décret qui fixe le prix des nouvelles boîtes d'allumettes dites *suedoises*, B. 1650, p. 388.

ANARCHISTES. Loi tendant à réprimer les menées anarchistes, B. 1641, p. 53.

ARCHEVÊCHÉS. Décret portant réception de la bulle d'institution canonique de M. *Sourrieu* pour l'archevêché de Rouen, B. 1646, p. 257.

ARMÉE. Loi relative à la formation de deux régiments de réserve de cavalerie, B. 1640, p. 21. — Loi qui modifie l'article 6 de la loi du 18 mars 1889 sur le rengagement des sous-officiers (composition des conseils d'enquête), le tableau A annexé à cette loi et l'article 68 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, B. 1640,

p. 23. — Loi qui modifie l'article 13 de la loi du 18 mars 1889 relative au rengagement des sous-officiers, B. 1640, p. 25. — **Loi ayant pour objet :** 1° d'appliquer aux aides-vétérinaires de l'armée active les dispositions de la loi du 26 mars 1891 relative à l'avancement des sous-lieutenants; 2° de modifier l'organisation du cadre des vétérinaires militaires, B. 1645, p. 198. — Décret relatif aux engagements et rengagements dans l'armée coloniale, B. 1645, p. 215. — Décret modifiant les articles 1 et 9 du décret du 5 juillet 1890 sur les compagnies de discipline, B. 1669, p. 1209. — Loi portant création de troupes sahariennes, B. 1672, p. 1281.

ARRONDISSEMENTS. Voyez *Conseil d'arrondissement.*

ASSAINISSEMENT. Loi relative à l'assainissement de Paris et de la Seine, B. 1656, p. 725.

AUTORISATIONS. Décret qui autorise la veuve *Paris* à ouvrir des fenêtres et à modifier les haies actuellement existantes dans le mur de la maison qu'elle possède en bordure de la ligne du chemin de fer de Paris à Versailles (rive droite), B. 1646, p. 263. — Décret qui autorise le sieur *Orchal* (*Pierre*) à reconstruire une écurie à moins de deux mètres du chemin de fer (ligne de Montauban au Lot et à Rodez, commune de Villefranche), B. 1646, p. 263.

B

BATTERIES. Voyez *Fortifications.*

BOURSES DU COMMERCE. Voyez *Chambres de commerce.*

BREVETS D'INVENTION. Décret qui proclame quarante-trois cessions de brevets d'invention, B. 1653, p. 461. — Décret qui proclame des brevets d'invention et des certificats d'addition, B. 1653, p. 466. — Décret qui proclame des brevets d'invention et des certificats d'addition, B. 1654, p. 586. — Décret qui proclame trente cessions de brevets d'invention, B. 1654, p. 687.

BUDGET. Dispositions générales.

Décret concernant des transferts de crédits du budget général de l'exercice 1894 entre le ministère des colonies et le ministère de la marine, B. 1642, p. 118. — Loi concernant : 1° l'ouverture de crédits sur l'exercice 1894; 2° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos; 3° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés; 4° l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes (exercice 1894), B. 1646, p. 239. — Loi concernant : 1° l'ouverture et

l'annulation de crédits sur l'exercice 1894; 2° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits au titre des budgets annexes, B. 1646, p. 217.

— Loi qui ouvre des crédits supplémentaires et extraordinaires sur l'exercice 1894, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 26 juillet 1893 aux ministères de la guerre et des travaux publics, B. 1649, p. 335.

— Loi portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1895, des crédits provisoires applicables aux mois de janvier et février 1895; 2° autorisation de percevoir, pendant la même période, les impôts indirects et revenus publics; 3° autorisation de percevoir les contributions directes et taxes assimilées pour l'exercice 1895, B. 1667, p. 1109. — Décret portant ouverture aux ministères sur l'exercice 1895, pour les services généraux de leurs départements, des crédits provisoires applicables aux mois de janvier et de février 1895, B. 1667, p. 1113.

— Loi concernant : 1° la régularisation de décrets rendus en conseil d'État ou en vertu d'autorisations législatives spéciales ; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1894 ; 3° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés ; 4° l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes, B. 1668, p. 1150. — Loi qui ouvre aux ministres de la guerre et de la marine des crédits pour pourvoir aux dépenses de l'expédition de Madagascar, B. 1672, p. 1286.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Exercices 1890, 1891 et 1892. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1652, p. 453.

Exercice 1894. Ouverture de crédit extraordinaire pour les dépenses de la représentation de la France aux funérailles de S. M. l'empereur de Russie, B. 1666, p. 1077.

AGRICULTURE.

Exercice 1890. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1658, p. 794.

Exercice 1891. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1658, p. 795.

Exercice 1892. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1658, p. 797.

Exercice 1893. Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : affecté à la remonte des haras, B. 1640, p. 25 ; — pour les frais d'entretien de l'école de laiterie de Mamirolles (Doubs), B. 1640, p. 27 ; — pour encouragements à l'industrie chevaline, B. 1640, p. 28 ; — affecté à la restauration de la montagne de Mourgat, B. 1640, p. 29 ; — pour le traitement du professeur d'agriculture de Belley (Ain), B. 1640, p. 30 ; — pour les dépenses du personnel de l'hydraulique agricole du Var, B. 1656, p. 745 ; — pour l'entretien de la

forêt domaniale de Valdaniello (Corse), B. 1656, p. 748.

Exercice 1894. Ouverture de crédit extraordinaire pour les dépenses de l'exposition internationale de culture fruitière de Saint-Petersbourg, B. 1650, p. 363.

Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : pour travaux à exécuter dans la forêt domaniale de Bou-Hatten (Algérie), B. 1640, p. 26 ; — pour l'achèvement des lignes télégraphiques de l'observatoire du Mont-Aigoual, B. 1656, p. 738 ; pour l'amélioration et l'entretien des forêts, B. 1656, p. 740 ; B. 1656, p. 741 ; — affecté aux travaux de dessèchement du marais d'Ain-Tedeles (Oran), B. 1656, p. 743 ; — pour l'entretien du chemin de la Croix-des-Routes (forêt domaniale de Larivour), B. 1656, p. 744 ; — pour travaux de démasclage de la forêt de Teniot-el-Begass (Algérie), B. 1656, p. 746.

Report à l'exercice 1894 de sommes non employées en 1893 pour encouragements à l'industrie chevaline, B. 1656, p. 739 ; affectées à la remonte des haras, B. 1656, p. 742.

COLONIES.

Exercices 1890, 1891 et 1892. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1640, p. 32.

Exercice 1893. Ouverture d'un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice, B. 1670, p. 1240.

Ouverture de crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, par le protectorat de la Tunisie, pour les dépenses de la section coloniale à l'exposition de Chicago, B. 1640, p. 41 ; B. 1640, p. 43.

Exercice 1894. Ouverture de crédit supplémentaire destiné à subvenir aux dépenses d'engagements et de réengagements dans

les troupes coloniales, B. 1646, p. 246.

COMMERCE, INDUSTRIE,
POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

Exercices 1890, 1891 et 1892. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1655, p. 713.

Exercices 1890 et 1892. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1662, p. 935.

Exercice 1892. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1658, p. 806.

Exercice 1894. Ouverture de crédit supplémentaire pour études relatives à l'exposition universelle de 1900, B. 1649, p. 331.

Ouverture de crédits à titre d'avances pour l'établissement de réseaux téléphoniques et de lignes interurbaines, B. 1658, p. 808; B. 1659, p. 844; B. 1662, p. 934.

Ouverture de crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien d'élèves à l'école nationale d'horlogerie de Cluses, B. 1659, p. 830.

Report à l'exercice 1894 de sommes non employées en 1893: applicable aux frais d'établissement de bureaux et de lignes télégraphiques, B. 1658, p. 798; — applicable à l'établissement du réseau téléphonique, B. 1658, p. 800.

FINANCES.

Exercices 1890, 1891 et 1892. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1660, p. 878.

Exercice 1893. Décret qui ouvre au ministre des finances, pour l'exercice 1893, deux nouveaux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappel d'arrérages de pensions d'exercices clos, B. 1662, p. 931.

Exercice 1894. Loi qui ouvre, sur l'exercice 1894, au ministère des finances, au titre du budget annexe de l'administration des monnaies et médailles, des crédits supplémentaires pour la frappe

de monnaies divisionnaires d'argent, B. 1650, p. 361.

Ouverture de crédits supplémentaires: pour les dépenses des manufactures de l'État, B. 1648, p. 327; — pour l'inscription des pensions civiles de veuves et d'orphelins résultant de décès survenus du 1^{er} janvier au 31 décembre 1893, B. 1649, p. 350; — au titre du budget annexe des monnaies et médailles, B. 1663, p. 1166.

Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor: pour dépenses publiques, B. 1647, p. 285; B. 1649, p. 349; — pour l'établissement d'une manufacture d'allumettes à Aix, B. 1647, p. 295; B. 1669, p. 1208; — pour fourniture de papier timbré au Gouvernement égyptien pendant l'année 1894, B. 1665, p. 1065.

Report à l'exercice 1894 de sommes non employées en 1893: pour dépenses relatives au recensement des propriétés bâties et à l'évaluation de leur valeur locative, B. 1642, p. 124; — pour dépenses relatives à l'évaluation des propriétés non bâties, B. 1642, p. 125; — pour indemniser les victimes des incendies de forêts de l'Algérie en 1881, B. 1643, p. 133; — pour la liquidation des suites de l'apposition du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie, B. 1643, p. 134; — pour la liquidation des suites de l'apposition de séquestres autres que celui concernant les incendies de forêts de 1881 en Algérie, B. 1643, p. 135; — affecté aux travaux de confection du cadastre, B. 1659, p. 846; B. 1659, p. 848; B. 1659, p. 849.

GUERRE.

Exercice 1893. Ouverture d'un chapitre destiné à recevoir l'imputation des rappels de solde applicables à des exercices antérieurs, B. 1647, p. 278.

Ouverture de crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien du chemin vicinal longeant l'atelier de construction de Vernon, B. 1640, p. 48.

Exercice 1894. Ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses résultant de la fabrication et de la distribution de la médaille coloniale, B. 1649, p. 337.

Ouverture de crédit extraordinaire en vue de poursuivre les études entreprises sur l'aérostation militaire, B. 1646, p. 235.

Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : pour travaux militaires, B. 1649, p. 351; B. 1650, p. 385; — pour divers travaux, B. 1849, p. 352; B. 1672, p. 1297; — pour l'entretien d'un chemin vicinal de Vernon, B. 1649, p. 353; — pour frais de location du magasin d'habillement de Nantes, B. 1650, p. 384; — pour travaux à l'hospice mixte de Douai, B. 1669, p. 1208; — pour travaux à Angers, B. 1672, p. 1296; — pour location d'immeubles à Toulouse, B. 1672, p. 1297.

Report à l'exercice 1894 de sommes non employées en 1893 pour travaux militaires, B. 1640, p. 44; B. 1640, p. 47.

INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS.

Exercices 1890, 1891 et 1892. Ouverture de crédits supplémentaires, B. 1643, p. 156; B. 1652, p. 450; B. 1657, p. 781; B. 1662, p. 944; B. 1672, p. 1301; B. 1672, p. 1305.

Exercices 1891 et 1892. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1647, p. 279.

Exercice 1892. Ouverture de crédits supplémentaires, B. 1647, p. 281; B. 1652, p. 451; B. 1662, p. 936.

Exercice 1893. Loi qui autorise la reconstruction de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien-Du-

bouché, et ouvre à cet effet un crédit extraordinaire, B. 1646, p. 238.

Exercices 1893 et 1894. Décret qui transporte du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts au ministère de l'intérieur les crédits ouverts sur les budgets généraux des exercices 1893 et 1894, pour le service des cultes, B. 1665, p. 1066.

Exercices 1894. Loi qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1894 (2^e section : Beaux-arts), un crédit ayant pour objet : 1^o l'installation à Limoges de l'école nationale d'art décoratif et du musée national Adrien-Dubouché; 2^o l'installation au Louvre de la collection Grandidier, B. 1650, p. 362.

Ouverture de crédit extraordinaire pour les fouilles de Delphes, B. 1646, p. 236.

Ouverture de crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor : pour les dépenses des écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel, B. 1640, p. 50; B. 1647, p. 292; B. 1655, p. 721; B. 1662, p. 942; — pour les frais d'acquisition de l'église Saint-Laurent, à Rouen, B. 1641, p. 94; B. 1647, p. 290; — pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts d'Alger, B. 1643, p. 150; B. 1657, p. 782; — pour les dépenses de restauration de la salle des États de Bourgogne de l'hôtel de ville de Dijon, B. 1644, p. 189; — pour les dépenses de l'observatoire de Toulouse, B. 1647, p. 294; B. 1672, p. 1304; — pour les dépenses de l'observatoire de Bordeaux, B. 1649, p. 356; — pour les dépenses de l'observatoire de Besançon, B. 1649, p. 357; B. 1672, p. 1303; — applicable aux dépenses de l'enseignement supérieur en Algérie, B. 1656, p. 754; B. 1665, p. 1056; — pour les dépenses de l'enseignement

primaire élémentaire en France, B. 1672, p. 1300; — pour les dépenses de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national *Adrien Dubouché*, B. 1672, p. 1306.

INTÉRIEUR ET CULTES.

Exercices 1890, 1891 et 1892. Ouverture de crédits supplémentaires, B. 1639, p. 10; B. 1668, p. 1177.

Exercices 1891 et 1892. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1655, p. 719.

Exercice 1894. Ouverture de crédits supplémentaires : pour le concours international de tir de Lyon, B. 1664, p. 1015; — pour le concours international de gymnastique de Lyon, B. 1664, p. 1016.

Ouverture de crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour travaux à l'établissement thermal de Vichy, B. 1643, p. 161.

Exercice 1895. Loi portant fixation du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1895), B. 1659, p. 822.

JUSTICE.

Exercice 1890. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1647, p. 273.

Exercice 1891. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1649, p. 345.

Exercice 1892. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1652, p. 457.

Exercice 1893. Décret qui ouvre au budget de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, exercice 1893, deux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de traitements et suppléments de traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire qui se rappor-

tent à des exercices clos, B. 1647, p. 272.

Exercice 1894. Ouverture de crédit supplémentaire applicable au budget annexe de l'imprimerie nationale, B. 1668, p. 1149.

MARINE.

Exercices 1890, 1891 et 1892. Ouverture de crédits supplémentaires, B. 1643, p. 143; B. 1661, p. 914.

Exercice 1893. Décret qui autorise un virement de crédits au budget annexe de la caisse des invalides de la marine (exercice 1893), B. 1643, p. 157; — décret qui ouvre au budget du département de la marine, pour l'exercice 1893, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de soldes antérieures à cet exercice, B. 1641, p. 165.

Exercice 1894. Décret qui ouvre au budget annexe de la caisse des invalides de la marine, exercice 1894, un crédit destiné au paiement de dépenses sur fonds provenant de retenues sur les primes à la construction et à la navigation, B. 1643, p. 142; — décret qui ouvre au budget annexe de la caisse des invalides de la marine, exercice 1894, un crédit supplémentaire destiné au paiement de dépenses sur fonds provenant des prélèvements de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande et nos employés pendant l'exercice 1893, B. 1662, p. 929.

Ouverture de crédits supplémentaires : destiné à subvenir aux dépenses d'engagements et de réengagements dans les troupes coloniales, B. 1646, p. 246; — pour constructions navales, approvisionnement de la flotte et achat pour l'entretien et le service courant, B. 1646, p. 247; — pour les dépenses résultant de la fabrication et de la distribution de la médaille coloniale, B. 1649.

p. 337; — destiné au paiement de dépenses sur fonds provenant de retenues sur les primes à la construction et à la navigation (budget annexe de la caisse des invalides de la marine), B. 1625, p. 717; — destiné au paiement de dépenses sur fonds provenant de dons et legs non employés pendant l'exercice 1893 (budget annexe de la caisse des invalides de la marine), B. 1655, p. 718.

Ouverture de crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'installation de casernements à Cherbourg, B. 1643, p. 152.

TRAVAUX PUBLICS.

Exercices 1890, 1891 et 1892. Ouverture de crédits supplémentaires, B. 1643, p. 136; B. 1656, p. 748; B. 1662, p. 938; B. 1665, p. 1070.

Exercice 1893. Loi ayant pour objet : 1° l'annulation, sur l'exercice 1893, d'une somme restant disponible sur le crédit ouvert au ministre des travaux publics pour les premiers travaux de reconstruction du théâtre national de l'Opéra-Comique; 2° l'ouverture, sur l'exercice 1894, d'un crédit extraordinaire pour la continuation des travaux, B. 1646, p. 233; — loi portant rectification du décret rendu, le 23 décembre 1893, en exécution de la loi de finances du 29 décembre 1882 et qui a ouvert au ministre des travaux publics un crédit supplémentaire au titre du budget annexe des chemins de fer de l'État, pour l'exercice 1893, B. 1646, p. 237.

Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1669, p. 1211.

Exercice 1894. Loi qui autorise l'ouverture, par décrets, au ministre des travaux publics, de crédits supplémentaires pour les études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État, B. 1649, p. 329.

Ouverture de crédits supplémentaires : au titre du budget annexe des chemins de fer de l'État pour l'exercice 1894, B. 1645, p. 230; — au titre du budget annexe des chemins de fer de l'État, B. 1647, p. 275; — pour les travaux à exécuter par l'État sur les lignes concédées à la compagnie des chemins de fer du Midi par la convention de 1883, B. 1647, p. 287.

Ouverture de crédit extraordinaire pour la réparation des avaries causées aux ouvrages des ports, phares et balises, par les tempêtes du mois de novembre 1893, B. 1649, p. 338.

Ouverture de crédits versés au Trésor à titre d'avances : applicable aux travaux d'amélioration des ports de Dunkerque et de Cette, B. 1645, p. 229; — applicable aux travaux d'amélioration de la Garonne maritime et de la Gironde supérieure, B. 1652, p. 439; — pour l'amélioration du port de Rouen, B. 1670, p. 1243.

Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État, B. 1641, p. 97; B. 1650, p. 382; B. 1661, p. 911; B. 1661, p. 912; B. 1662, p. 928; B. 1668, p. 1173; B. 1669, p. 1205; B. 1672, p. 1299; — applicable à l'exécution de divers travaux maritimes, B. 1643, p. 158; B. 1666, p. 1105; — applicable à l'établissement de divers chemins de fer, B. 1643, p. 159; — applicable aux travaux d'amélioration du port de Mostaganem, B. 1643, p. 160; — pour la construction de trottoirs et de caniveaux pavés dans les traverses de Saint-Cloud et de l'Hillil [route nationale, n° 4] (Algérie), B. 1644, p. 190; — pour les dépenses du personnel des ponts et chaussées en Algérie, B. 1644, p. 191; B. 1652, p. 443; — pour l'amélioration des ports de Saint-Nazaire et de Bor-

deux, B. 1647, p. 286; — applicable aux travaux d'amélioration du port de Philippeville, B. 1650, p. 381; B. 1672, p. 1292; — pour le paiement du tiers du traitement de l'écluseur chargé de la manœuvre des portes d'accès du canal de Bourgidou, B. 1652, p. 436; — applicable aux travaux d'amélioration de la digue du Champ-de-Mars, sur le Rhône, à Vienne, B. 1652, p. 437; — applicable au paiement des frais de manœuvre et d'entretien du pont de Vic, sur le canal de Calais, B. 1652, p. 438; — applicable à l'entretien des collections minéralogiques de l'école des mines de Saint-Étienne, B. 1652, p. 440; — pour les dépenses des services météorologiques, B. 1652, p. 441; — pour l'exécution de travaux projetés dans divers ports maritimes, B. 1652, p. 445; — pour l'exécution de travaux de canalisation d'eau dépendant du service des eaux de Versailles et de Marly, B. 1655, p. 715; B. 1665, p. 1069; — applicable à l'établissement d'une halte sur le territoire de Saint-Denis-la-Chevasse (ligne de Nantes à la Roche-sur-

Yon), B. 1662, p. 927; — pour l'exécution de travaux publics, B. 1664, p. 1038; B. 1668, p. 1168; — pour la construction d'égouts et de trottoirs dans la traverse de la commune d'Hirson (route nationale n° 39), B. 1665, p. 1067; — pour l'établissement d'un nouveau port à Châlons, sur la rive gauche du canal Saint-Martin, à sa jonction avec le canal latéral à la Marne, B. 1665, p. 1068; — applicable à divers travaux de routes nationales, B. 1666, p. 1098; — pour l'amélioration du port de Bône, B. 1668, p. 1172; B. 1672, p. 1291; — pour l'entretien de canaux de navigation, B. 1668, p. 1173; — pour les travaux d'amélioration du port de Dieppe, B. 1668, p. 1180; B. 1670, p. 1246; — pour les travaux d'amélioration des ports de Saint-Raphaël et du Tréport, B. 1668, p. 1181; — applicable aux travaux d'agrandissement du port de Frans-Béligny, sur la Seine, B. 1668, p. 1182; — applicable aux travaux d'amélioration du port d'Alger, B. 1670, p. 1245.

C

CAISSES D'AMORTISSEMENT ET DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS. Décret qui ouvre un crédit supplémentaire au budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations pour l'année 1894, B. 1665, p. 1063; — décret qui fixe le budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations pour l'année 1895, B. 1672, p. 1307.

CAISSES D'ASSURANCES. Décret qui nomme deux membres de la commission supérieure des caisses d'assurances en cas de décès ou d'accidents, B. 1660, p. 875.

CAISSE NATIONALE DE RETRAITE. Décret qui fixe le taux de l'intérêt à servir aux déposants de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, B. 1665, p. 1074.

CAISSE DE SECOURS ET DE RETRAITE DES OUVRIERS MINEURS. Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraite des ouvriers mineurs, B. 1665, p. 340; — Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution des articles 2, 3 et 28 de la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours

de retraite des ouvriers mineurs, B. 1649, p. 347.

CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE.

Dispositions générales. Décret qui porte de neuf à douze le nombre des membres de la chambre de commerce de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), B. 1655, p. 709; — Décret qui porte de neuf à douze le nombre des membres de la chambre de commerce de Grenoble (Isère), B. 1659, p. 834; — Décret qui ratifie l'acquisition d'un immeuble faite par la chambre de commerce de Bayonne, B. 1659, p. 836; — Décret qui ratifie l'acquisition d'un immeuble faite par la chambre de commerce de Calais, B. 1659, p. 841.

Création de chambres de commerce. Décret qui crée une chambre de commerce à Mont-de-Marsan (Landes), B. 1658, p. 804.

Emprunts. Emprunts des bourses et chambres de commerce des villes ci-après : Alger, B. 1658, p. 802; — Bastia (Corse), B. 1659, p. 831; — Décret relatif à l'amortissement de l'emprunt contracté par la chambre de commerce de Marseille, en vertu du décret du 22 mars 1885, B. 1659, p. 835.

Impositions extraordinaires. Décrets qui autorisent les bourses et chambres de commerce des villes ci-après à s'imposer extraordinairement : Oran (Algérie), B. 1645, p. 197; B. 1659, p. 843.

Contributions spéciales. Décrets relatifs aux contributions spéciales à percevoir, en 1894, pour les dépenses des bourses et chambres de commerce ci-après : Châlons-sur-Marne (Marne), B. 1656, p. 747; — diverses chambres et bourses de commerce, B. 1659, p. 845; B. 1660, p. 876; B. 1663, p. 1008.

CHEMINS DE FER.

Dispositions générales. Décret portant réorganisation du corps des commissaires de surveillance

administrative des chemins de fer, B. 1641, p. 96.

Chemins de fer d'intérêt local. Décret qui approuve la substitution, à M. Lambert, de la compagnie du chemin de fer de Bettrechies à Hon, avec embranchement sur Bavai (Nord) comme concessionnaire de cette ligne d'intérêt local, B. 1647, p. 276; — Décret qui approuve la substitution, à M. Lambert, de la compagnie du chemin de fer de Maubeuge à Villers-Sire-Nicole (Nord) comme concessionnaire de cette ligne d'intérêt local, B. 1647, p. 277; — Loi concernant l'exécution du raccordement, à la Demi-Lune, du chemin de fer d'intérêt local de Lyon-Saint-Just à Vaugneray et à Mornant avec le chemin de fer d'intérêt général de Lyon à Montrbrison, B. 1652, p. 429; — Lois qui déclarent d'utilité publique : l'établissement, dans le département des Ardennes, d'un réseau de chemin de fer d'intérêt local à voie étroite, B. 1651, p. 393; — l'établissement, dans les départements de la Loire-Inférieure et de Maine-et-Loire, d'un chemin de fer d'intérêt local à voie étroite, de Nantes à Cholet, avec embranchement de Beaupréau à Chalonnes, B. 1663, p. 949; — l'établissement, dans le département du Nord, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Pont-de-la-Deûle à Pont-à-Marcq, B. 1671, p. 1249.

Concessions. Loi qui déclare d'utilité publique, à titre d'intérêt général, le chemin de fer du Fayet à Chamonix et à la frontière suisse; et approuve la convention passée avec la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée pour la concession définitive de ladite ligne, B. 1652, p. 431.

Conventions. Loi qui approuve la convention passée entre l'État

et la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée et abroge le classement, à titre d'intérêt général, de la ligne d'Ambérieu à Cerdon et à la Cluse, B. 1646, p. 234; — Loi relative au rachat, par la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, du chemin de fer d'Arles à Saint-Louis-du-Rhône, B. 1646, p. 237; — Loi ayant pour objet: 1° l'approbation d'une convention passée avec la compagnie des chemins de fer de Bône-Guelma et prolongements pour la modification des conventions conclues précédemment avec cette compagnie; 2° l'approbation des conventions conclues entre le Gouvernement tunisien et la compagnie pour l'établissement des nouveaux chemins de fer en Tunisie, B. 1655, p. 693.

Travaux :

Chemins de fer Algériens. Sont approuvés : les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest algérien (ligne de la Sénia à Ain-Témouchent), B. 1649, p. 359; — les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest algérien (ligne de Sainte-Barbe du Tlélat à Sidi-Bel-Abbès, B. 1652, p. 459.

Chemins de fer départementaux. Sont approuvés les travaux à exécuter par cette compagnie pour la transformation de la halte de la Voulte-Triage (ligne de la Voulte-sur-Rhône au Cheylard), B. 1642, p. 131.

Chemins de fer du Midi. Décret portant ce qui suit : 1° le plan du projet dressé, le 12 mars 1887, qui était annexé au décret du 9 juillet 1887, est rectifié suivant les indications du plan dressé le 22 avril 1890; 2° est reporté au 9 juillet 1897 le délai fixé par l'article 2 du décret du 9 juillet 1887 pour l'accomplissement des expropriations néces-

saires à l'établissement de la gare définitive de Bordeaux (ligne de Bordeaux à Cette). B. 1668, p. 1183.

Chemins de fer de l'Ouest. Sont approuvés : les travaux à exécuter pour l'établissement d'un port sec à la halte de Guerreville-la-Mailleraye (Seine-Inférieure) [ligne de Barentin à Caudebec], B. 1645, p. 231; — les travaux à exécuter pour la construction d'une maison de garde au passage à niveau n° 31 situé au piquet 14¹ 490 de la ligne de Lisieux à Orbec sur le territoire de la commune de Saint-Martin-de-Bienfaits (Calvados), B. 1654, p. 691; — les travaux à exécuter pour la reconstruction des ponts de Maisnières (Seine-et-Oise), sur la Seine (ligne de Paris au Havre) B. 1667, p. 1147.

Chemins de fer divers. Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement par la société anonyme des mines des Bormettes d'un chemin de fer destiné à relier la mine de la Rielle à la Brulade, près de Bormettes (Var), B. 1650, p. 377; — Décret qui autorise les dépenses à faire par la compagnie des chemins de fer de Bône-Guelma et prolongements sur la ligne de Soukarras à Tébessa pour augmentation du matériel, B. 1667, p. 1147.

CHIENS. Fixation de la taxe municipale à percevoir sur les chiens dans différentes communes de départements ci-après : Ain, B. 1665, p. 1074; — Gard, B. 1661, p. 355; — Gironde, B. 1652, p. 818; — Ille-et-Vilaine, B. 1661, p. 256; — Meurthe-et-Moselle, B. 1662, p. 946; — Meuse, B. 1661, p. 142; — Saône-et-Loire, B. 1661, p. 291; — Vosges, B. 1661, p. 151.

COLIS POSTAUX. Voyez *Postes et télégraphes*.

COLONIES ET PROTECTORATS.

Dispositions générales. — Des

sitions applicables à une seule colonie. — *Dahomey et dépendances.* Décret portant organisation de la colonie du Dahomey et dépendances, B. 1642, p. 119; — Décret portant organisation de la justice dans la colonie du Dahomey et dépendances, B. 1661, p. 885.

Guadeloupe. Décret relatif au remplacement provisoire du notaire de Saint-Barthélemy (Guadeloupe), p. 1661, p. 893.

Indo-Chine. Décret relatif au serment professionnel du personnel des douanes et régies en Indo-Chine, B. 1661, p. 906; — Décret concernant l'application en Indo-Chine des lois et règlements relatifs à la fabrication et à la vente des explosifs, B. 1672, p. 1290.

Réunion (La). Loi relative à la législation forestière dans l'île de la Réunion, B. 1649, p. 330.

Saint-Pierre et Miquelon. Décret modifiant l'organisation du notariat aux îles Saint-Pierre et Miquelon, B. 1672, p. 1287.

Dispositions applicables à plusieurs colonies. Décret portant fixation du traitement de la parité d'office et du costume des juges suppléants aux tribunaux de première instance des Antilles et de la Réunion, B. 1640, p. 41.

Pays de protectorat. — Côte des Somalis. Décret portant organisation du service judiciaire dans le protectorat français de la côte des Somalis, B. 1661, p. 900.

Annam et Tonkin. Décret portant création d'un conseil de protectorat de l'Annam et du Tonkin, B. 1661, p. 907; — Décret modifiant la compétence des tribunaux de résidence au Tonkin, B. 1672, p. 1288.

COMMISSAIRES DE POLICE. Voyez *Police.*

COMMUNES ET VILLES.

Changement de dénomination. La commune d'Arcueil, canton de Villejuif, arrondissement de

Sceaux (Seine), portera, à l'avenir, le nom d'*Arcueil-Cachan*, B. 1639, p. 16; — la ville de Ciré, canton d'Aigrefeuille-d'Aunis, arrondissement de Rochefort (Charente-Inférieure), portera, à l'avenir, le nom de *Ciré-d'Aunis*, B. 1653, p. 583; — la commune d'El-Kantour, arrondissement de Philippeville (Constantine), portera, à l'avenir, le nom de *Cot-des-Oliviers*, B. 1661, p. 916; — la commune de Molières, canton du Vigan (Gard), portera, à l'avenir, le nom de *Molières-Cavaillac*, B. 1653; — la commune de Nocq-Chambérat, canton de Huriel, arrondissement de Montluçon (Allier), portera, à l'avenir, le nom de *Chambérat*, B. 1653, p. 583; — la commune de Saint-Hilaire, canton et arrondissement d'Agen (Lot-et-Garonne), portera, à l'avenir, le nom de *Saint-Hilaire-sur-Garonne*, B. 1653, p. 583; — la commune de Turrettes-de-Vence, canton du Bar, arrondissement de Grasse (Alpes-Maritimes), portera, à l'avenir, le nom de *Turrettes-sur-Loup*, B. 1653, p. 583.

Territoires distraits ou annexés; réunions ou divisions. Loi qui prononce l'annexion à la commune de Lyon (Rhône) d'un territoire distrait de la commune de Villeurbanne (Rhône), B. 1670, p. 1231; — Loi qui distrait la commune d'Orelle (Savoie) du canton de Modane et la rattache au canton de Saint-Michel, B. 1649, p. 339.

Transferts de chefs-lieux. Le hameau de la Bégude-de-Mazenc (Drôme) est désigné comme chef-lieu de la commune de Châteauneuf-de-Mazenc qui portera, à l'avenir, le nom de la *Bégude-de-Mazenc*, B. 1668, p. 1183; — Décret portant que le chef-lieu de la commune de Saint-Voy, canton de Tence, arrondissement d'Yssingeaux (Haute-Loire), est transféré

au hameau de Mazet et que ladite commune prendra, à l'avenir, le nom de *Mazet-Saint-Voy*, B. 1651, p. 427.

Emprunts ou impositions extraordinaires : Agen (Lot-et-Garonne), B. 1658, p. 791; Avignon (Vaucluse), B. 1664, p. 1013; — Bar-le-Duc (Meuse), B. 1660, p. 868; Béziers (Hérault), B. 1657, p. 760; Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), B. 1664, p. 1014; — Castres (Tarn), B. 1656, p. 733; Charleville (Ardennes), B. 1656, p. 734; Châteauroux (Indre), B. 1662, p. 924; Cognac (Charente), B. 1656, p. 735; Constantine (Algérie), B. 1670, p. 1226; — Douai (Nord), B. 1660, p. 869; — Fécamp (Seine-Inférieure), B. 1660, p. 854; Foix (Ariège), B. 1658, p. 736; Fontainebleau (Seine-et-Marne), p. 1656, p. 727; Fougères (Ille-et-Vilaine), B. 1662, p. 924; — Lyon (Rhône), B. 1660, B. 870; — Mautauban (Tarn-et-Garonne), B. 1658, p. 792; Montpellier (Hérault), B. 1660, p. 870; — Nantes (Loire-Inférieure), B. 1660, p. 855; B. 1660, p. 856; Niort (Deux-Sèvres), B. 1660, p. 871; — Paris (Seine), B. 1658, p. 793; Périgueux (Dordogne), B. 1660, p. 872; — Roubaix (Nord), B. 1660, p. 873; — Sables-d'Olonne (Les) [Vendée], B. 1657, p. 761; Saint-Étienne (Loire), B. 1660, p. 874; B. 1662, p. 919; Saint-Nazaire (Loire-Inférieure), B. 1656, p. 736; Saumur (Maine-et-Loire), B. 1657, p. 762; — Voiron (Isère), B. 1656, p. 737.

Modifications d'emprunts autorisés : Carcassonne (Aude), B. 1660, p. 854.

Communes imposées d'office : Araules (Haute-Loire), B. 1657, p. 758; — Bué (Cher), B. 1664, p. 1015; — Lantéfontaine (Meurthe-et-Moselle), B. 1657, p. 763; — Mazan (Ardèche), B. 1657, p. 764; Menière (La) [Orne], B. 1657, p. 759; — Saint-Didier-

d'Aussiat (Ain), B. 1657, p. 759; Saint-Hilaire-Lastours (Haute-Vienne), B. 1657, p. 765; Saint-Vitte (Haute-Vienne), B. 1657, p. 765; Salvagnac-Saint-Loep (Aveyron), B. 1660, p. 874.

CONCESSIONS. Voyez *Domaine*.

CONSEILS D'ARRONDISSEMENT.

Annulations de délibérations :

Décrets qui annulent les délibérations prises par les conseils d'arrondissement ci-après : Aix (Bouches-du-Rhône), B. 1655, p. 722; — Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées), B. 1664, p. 1043; Bordeaux (Gironde), B. 1644, p. 194; Bressuire (Deux-Sèvres), B. 1644, p. 193; Brioude (Haute-Loire), B. 1650, p. 391; — Carcassonne (Aude), B. 1644, p. 193; Clermont (Oise), B. 1644, p. 195; — Gaillac (Tarn), B. 1666, p. 1108; — Lille (Nord), B. 1644, p. 194; — Marseille (Bouches-du-Rhône), B. 1650, p. 391; Montpellier (Hérault), B. 1644, p. 194; — Nantes (Loire-Inférieure), B. 1644, p. 195; — Saint-Amand (Cher), B. 1644, p. 193; Saint-Pons (Hérault), B. 1646, p. 761; B. 1665, p. 1075; — Villefranche (Rhône), B. 1655, p. 722.

CONSEILS GÉNÉRAUX.

Annulations de délibérations :

Décrets qui annulent les délibérations prises par les conseils généraux des départements ci-après : Bouches-du-Rhône, B. 1639, p. 17; B. 1644, p. 195; B. 1664, p. 1043; B. 1665, p. 1075; — Corse, B. 1639, p. 17; B. 1657, p. 761; — Hérault, B. 1666, p. 1108; — Indre-et-Loire, B. 1639, p. 17; — Martinique (La), B. 1645, p. 2; — Seine, B. 1639, p. 18; B. 1666, p. 391; B. 1657, p. 787; — B. 1639, p. 18; B. 1664, p. 1043; B. 1665, p. 1075.

CONSEILS MUNICIPAUX. Décret approuve la délibération, en date du 17 juillet 1894, du conseil municipal de Bordeaux concernant la contribution des portes et fenêtres, B. 1667, p. 114;

CONSEIL SUPÉRIEUR DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. Décret qui institue une commission permanente du conseil supérieur du commerce et de l'industrie, B. 1658, p. 803.

CONTRIBUTIONS DIRECTES, INDIRECTES ET FONCIÈRES. Voyez *Impôts*.

CONVENTIONS INTERNATIONALES. Décret qui approuve la déclaration signée, le 27 février 1893, entre la France et la Grande-Bretagne, concernant l'établissement du service de remise des correspondances par exprès, B. 1659, p. 821. — Loi qui approuve l'arrangement conclu, le 8 décembre 1892, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Libéria, B. 1646, p. 253. — Décret qui promulgue l'arrangement signé à Paris, le 8 décembre 1892, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Libéria, B. 1646, p. 254. — Loi qui approuve l'arrangement conclu à Berlin pour la délimitation des colonies du Congo français et du Cameroun et des sphères d'influence française et allemande dans la région du lac Tchad, B. 1648, p. 297. — Décret qui promulgue la convention conclue à Berlin, le 15 mars 1894, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne pour la délimitation des colonies du Congo français et du Cameroun et des sphères d'influence française et allemande dans la région du lac Tchad, B. 1648, p. 298. — Notification adressée au Gouvernement de la République française par le ministre de Sa Majesté britannique à Paris pour rendre applicable à la colonie de la Nouvelle-Galles les stipulations de la convention franco-britannique du 30 août 1890, B. 1650, p. 387. — Note

concernant l'accession du royaume de Danemark, y compris les îles Féroé, à l'Union pour la protection de la propriété industrielle, B. 1661, p. 914. — Loi qui autorise le Président de la République à ratifier la convention conclue, le 15 septembre 1892, entre la France et la Bolivie, et le protocole interprétatif signé le 28 octobre 1893, B. 1665, p. 1045. — Décret qui prescrit la promulgation de la convention de commerce signée, le 15 septembre 1892, entre la France et la Bolivie et du protocole interprétatif conclu le 28 octobre 1893, B. 1665, p. 1046. — Note concernant l'adhésion de la principauté de Lichtenstein à la convention sanitaire internationale signée à Dresde, le 15 avril 1893, B. 1668, p. 1167.

COURS ET TRIBUNAUX. Décret qui décide que la chambre de la cour d'appel d'Alger, spécialement chargée des appels entre Musulmans, pourra juger les affaires ordinaires, moyennant l'adjonction de deux conseillers, B. 1655, p. 706.

COURTAGE MARITIME. Voyez *Courtiers*.

COURTIERS. Décret qui fixe les droits de courtage maritime dans le port de Château-d'Oléron (Charente-Inférieure), B. 1659, p. 827. — Décret relatif aux droits de courtage maritime dans le port de Nice (Alpes-Maritimes), B. 1672, p. 1293. — Décret portant suppression de deux offices de courtier-interprète et conducteur de navires à Nantes (Loire-Inférieure), B. 1658, p. 819. — Décret qui fixe les droits de courtage maritime dans le port de Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône), B. 1658, p. 813.

CRÉDIT AGRICOLE. Loi relative à la création de sociétés de crédit agricole, B. 1664, p. 1017.

D

DÉNOMBREMENT. Voyez *Population*.
DÉPARTEMENTS.

Emprunts et impositions extraordinaires : Ont été autorisés à contracter des emprunts ou à s'imposer extraordinairement les départements ci-après : Ain, B. 1670, p. 1221; Aisne, B. 1670, p. 1222; Ardennes, B. 1670, p. 1222; Ariège, B. 1670, p. 1237; Aube, B. 1670, p. 1223; Aude, B. 1660, p. 853; B. 1670, p. 1238; Aveyron, B. 1670, p. 1239; — Bouches-du-Rhône, B. 1658, p. 789; — Calvados, B. 1656, p. 728; B. 1662, p. 917; B. 1670, p. 1224; Cantal, B. 1660, p. 857; Charente-Inférieure, B. 1657, p. 757; B. 1660, p. 858; Cher, B. 1660, p. 858; Corse, B. 1670, p. 1240; — Finistère, B. 1670, p. 1228; — Hérault, B. 1660, p. 859; — Ille-et-Vilaine, B. 1662, p. 918; Isère, B. 1656, p. 728; B. 1670, p. 1232; B. 1670, p. 1243; — Jura, B. 1670, p. 1225; — Loire, B. 1662, p. 919; Loire (Haute-), B. 1660, p. 860; B. 1670, p. 1229; Loiret, B. 1662, p. 920; Lot, B. 1670, p. 1229; — Manche, B. 1656, p. 729; B. 1662, p. 921; Marne, B. 1660, p. 861; Marne (Haute-), B. 1670, p. 1234; Mayenne, B. 1662, p. 921; Meuse, B. 1660, p. 862; — Nièvre, B. 1662, p. 922; Nord, B. 1660, p. 863; — Oise, B. 1660, p. 863; — Pas-de-Calais, B. 1660, p. 864; Puy-de-Dôme, B. 1660, p. 865; B. 1670, p. 1235; B. 1670, p. 1236; B. 1670, p. 1237; Pyrénées-Orientales, B. 1670, p. 1230; — Sarthe, B. 1642, p. 102; B. 1670, p. 1233; Savoie (Haute-), B. 1660, p. 865; B. 1662, p. 923; Seine-Inférieure, B. 1656, p. 730; Seine-et-Marne, B. 1660, p. 866; Sèvres (Deux-), B. 1670, p. 1218; Somme, B. 1670, p. 1219; B. 1670, p. 1220; — Var, B. 1670,

p. 1220; Vaucluse, B. 1670, p. 1217; — Vendée, B. 1656, p. 732; B. 1660, p. 867.

Modifications d'emprunts autorisés. Ont été autorisés à modifier les conditions d'emprunts les départements ci-après : Garonne (Haute-), B. 1660, p. 860; — Seine-et-Oise, B. 1660, p. 867; — Var, B. 1658, p. 790.

DÉPUTÉS.

Élections. Décrets convoquant, à l'effet d'élire des députés, les collèges électoraux des circonscriptions ci-après : deuxième circonscription de l'arrondissement de Beaune (Côte-d'Or), B. 1664, p. 1041; — deuxième circonscription de l'arrondissement de Caen (Calvados), B. 1644, p. 192; deuxième circonscription de l'arrondissement de Lure (Haute-Saône), B. 1639, p. 8; — décret qui rapporte le décret du 3 juillet 1861, portant convocation du collège électoral de la deuxième circonscription de Lure (Haute-Saône) à l'effet d'élire un député, B. 1639, p. 8; — deuxième circonscription de l'arrondissement de Lure (Haute-Saône), B. 1642, p. 127; — circonscription unique de l'arrondissement de Nogent-sur-Seine (Aube), B. 1642, p. 129; — première circonscription du XIII^e arrondissement de Paris (Seine), B. 1670, p. 1246.

DOMAINE.

Dispositions générales. Décret relatif à la remise aux domaines de divers immeubles militaires en Algérie inutiles au département de la guerre, B. 1642, p. 103.

Affectations d'immeubles domaniaux à divers : au département de la guerre, l'ancien hôtel de douanes à Calais, B. 1650, p. 367; — au département de la guerre, des terrains dépendant de l'étang de Berre et du marais de Saint-

Pierre, B. 1652, p. 435; — au département de la guerre, des terrains domaniaux dépendant de l'ancienne grève de Chasles, sise sur le territoire de Saint-Malo et de Saint-Servan (Ille-et-Vilaine), B. 1652, p. 448; — au département de la guerre, une parcelle de terrain domanial nécessaire à l'établissement d'un champ de tir pour la garnison de Senlis (Oise), B. 1652, p. 455; — au département de la guerre, les terrains et bâtiments de l'ancienne poudrière de la régie des contributions indirectes, à Laon, B. 1671, p. 1277.

Acquisitions. Décret qui approuvé la cession faite à l'État, par la section des Sahari-Ouled-Bhabim et des Sidi-Aïssa-el-Adhab et par la commune indigène de Boghar (département d'Alger), de divers immeubles qui doivent être incorporés au domaine de la route nationale n° 1 d'Alger à Laghouat, B. 1646, p. 264.

Concessions de droits et cessions d'immeubles domaniaux : au sieur Brayers (François), d'une parcelle d'alluvion en voie de formation sur la rive gauche de la Garonne au lieu dit l'Ilou, commune de Verdun (Tarn-et-Garonne), B. 1672, p. 1311; — à M. Calvy (Alexandre), d'un terrain situé aux abords du chantier de construction du port de Saint-Tropez (Var), B. 1647, p. 295; — à M^{me} Cassard (Marie), veuve Legal, dit Pitre-Legal; à M. Legal (Pierre-Eugène), dit Pitre-Legal; à M. Legal (Aristide-Alexandre); à M^{me} Legal (Marie-Françoise - Augustine), épouse Riom, d'un atterrissage au lieu dit le port Gaichard, sur la rive gauche de l'Erdre, commune de Nantes (Loire-Inférieure), B. 1639, p. 16; — à M^{me} Dejean, née Salse, et à M^{me} Leprince, née Sallières, d'alluvions sur la rive gauche de la Garonne, au lieu dit Pantail, commune de Saint-

Loup (Tarn-et-Garonne), B. 1642, p. 131; — à M. Georges de Grandmaison, d'une parcelle d'alluvion faisant partie du lit du Thouet, à Montreuil-Bellay (Maine-et-Loire), B. 1640, p. 51; — à M. Mandeville, d'une parcelle d'alluvion, sur la rive droite de la Garonne, dans la commune de Verdun (Tarn-et-Garonne), B. 1645, p. 231.

Concessions de lais de mer et terrains maritimes : à la chambre de commerce de Calais (Pas-de-Calais), de quatre parcelles des terre-pleins des quais du port de Calais, en vue de l'établissement de magasins publics, B. 1652, p. 431; — à M. Cruchet (Victor-Michel), d'une contenance à endiguer sur le rivage de la mer à Rothéneuf, commune de Paramé (Ille-et-Vilaine), B. 1654, p. 691; — à MM. Maurice Fenuille et Charles Despeaux, d'une parcelle à retrancher du domaine public maritime, situé dans la commune de Frontignan (Hérault), dépendant de l'étang de Thau, B. 1639, p. 17; — au sieur Jacques Lamayoux, d'une parcelle de terrain maritime située dans la commune Frontignan (Hérault), B. 1667, p. 1146; — à la commune de Locquirec (Finistère), de terrain d'origine maritime situé au fond du port de Locquirec, sur le littoral de ladite commune, B. 1666, p. 1107; — au syndicat de défense de la plage de Puits (Seine-Inférieure), d'un terrain domanial dépendant de ladite plage, B. 1649, p. 330.

Échanges de biens domaniaux : entre l'État et M. Christophe, de terrains boisés dans le département de l'Orne, B. 1645, p. 201; — entre l'État et divers indigènes du douar Et-Gourine, commune mixte de Gouraya, de divers terrains, B. 1649, p. 359; — entre l'État et la ville de Nogent-le-Rotrou, de diverses parcelles de terrain, B. 1649, p. 331; — entre

l'État et la ville de Nogent-le-Rotrou, de terrains militaires situés à Condé-sur-Huïne (Orne), contre d'autres terrains situés sur le territoire de Nogent-le-Rotrou, B. 1653, p. 582; — entre l'État et M. *Sallé*, de terrains militaires dépendant du camp d'Avor, contre une parcelle de terrain, le tout situé commune de Savigny-en-Septaine (Cher), B. 1639, p. 15; — décret rapportant le décret du 31 août 1893, concernant un échange entre l'État et M. *Locler* en ce qui regarde les frais et la purge des hypothèques légales et les met à la charge de M. *Locler*, B. 1653, p. 582.

Fixation des limites de la mer : Décrets constatant les limites de la mer dans les localités ci-après : communes de Bormes et de la Môle, au droit des plages de Pratmousquier et Rayal (Var), B. 1669, p. 1215; — commune de Gassin, au droit de la plage de Cavalaire (Var), B. 1669, B. 1215; — commune de Gassin, au droit des plages de Bou-Porte, du Vergeron, de Cavalière, de Gigarot, de Brouis et de Briande (Var), B. 1669, p. 1216; — étang de Mauguio, département de l'Hérault, quartier maritime de Cette, B. 1670, p. 1247; — commune de Paramé (Ille-et-Vilaine), quartier maritime de Saint-Malo, B. 1670, p. 1247; — commune de Pornic, le long de la plage dite du *Château* (Loire-Inférieure), quartier maritime de Nantes, B. 1672, p. 1311; — communes de Port-de-Bouc et Fos (Bouches-du-Rhône), quartier maritime de Martigues, B. 1672, p. 1310; — commune de la Tremblade, au droit de la plage de Ronce-les-Bains (Charente-Inférieure), B. 1669, p. 1215.

DONS ET LEGS. Décrets qui autorisent, savoir : le ministre de la guerre, au nom de l'État, à accepter le legs de mille francs fait au régiment de sapeurs pompiers

de la ville de Paris, par M^{me} *Jeanne-Joséphine-Élisa Le Jeune*, dite *Le Jeune-Dubois*, B. 1645, p. 231; — le ministre de la guerre, au nom de l'État, à accepter le don fait pour les cinq régiments du génie par M^{me} *Bertrand*, veuve d'un chef de bataillon du génie, B. 1646, p. 262; — le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes, à accepter, pour le musée du Luxembourg, un tableau : *Vue prise sur environs des aqueducs de Buc*, B. 1639, p. 16; — Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, à accepter, pour les musées nationaux, des tableaux légués par la demoiselle *Marie-Cécile Garnier*, B. 1644, p. 196; — le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, à accepter, au nom de l'État, pour le musée du Louvre, le don de la dame *Guébin*, veuve *Henry*, B. 1649, p. 360; — le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, à accepter, au nom de l'État, le legs fait au musée de Cluny par le sieur *Gournay*, B. 1653, p. 581; — le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, à accepter, au nom de l'État, le legs fait au musée du Louvre par le sieur *Müller*, B. 1653, p. 583; — le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'État, à refuser pour le musée national *Adrien-Dubouché* de Limoges le don fait par le sieur *Loais Chouly*, marquis de *Permaigne*, B. 1658, p. 819; — le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, à accepter, pour le musée de Cluny, le don du sieur *Molloy* (*Amédée-Charles-Jean*), B. 1667, p. 114; — le ministre de la marine, à accepter, au nom de l'État, le don fait à l'établissement des pupilles de la marine par le comité de la presse lyonnaise, B. 1650, p. 36; — le ministre de la marine, à accepter, au nom de l'État, pour

l'établissement des invalides de la marine, le legs fait à cet établissement par le sieur Rouillé (*Jean-Joseph*), B. 1651, p. 427.

DOUANES.

Dispositions générales. Décret qui fixe les heures d'ouverture et de fermeture du bureau des douanes de Saint-Armel (Morbihan), B. 1659, p. 842. — Loi portant modification du tarif général des douanes concernant les fruits secs, etc., B. 1664, p. 1022. — Loi qui modifie le paragraphe 1^{er} du n° 92 du tableau A du tarif général des douanes (mélasses étrangères), B. 1664, p. 1022. — Décret autorisant les agents des douanes et les gendarmes départementaux à participer à la surveillance du cantonnement d'Endoume (quartier de Marseille), B. 1665, p. 1055.

Importation. Décret qui autorise, jusqu'au 30 juin 1895, l'admission en franchise de quinze mille quintaux d'avoine d'origine et de provenance tunisiennes, B. 1669, p. 1206. — Décret qui autorise, jusqu'au 30 juin 1895, l'admission en franchise de cinq mille têtes d'animaux de l'espèce bovine d'origine et de provenance tunisiennes, B. 1669, p. 1207.

Entrepôts réels. Décret qui constitue en entrepôt réel des douanes les locaux affectés à l'exposition internationale de Bordeaux,

B. 1667, p. 785. — Décret qui ouvre l'entrepôt réel des douanes de Gravelines (Nord) aux marchandises prohibées, B. 1658, p. 805. — Décret qui constitue en entrepôt réel des douanes les salles du palais de l'industrie affectées à l'exposition internationale du livre et des industries du papier, B. 1655, p. 708. — Décret qui constitue en entrepôt réel des douanes les locaux du palais des beaux-arts, au Champ-de-Mars, affectés à l'exposition internationale d'animaux de basse-cour, B. 1661, p. 910.

DYNAMITE.

Dépôts. Décrets qui autorisent des dépôts de dynamite sur le territoire des communes ci-après : Aulus (Ariège), B. 1668, p. 1164; — Bazouge - de - Chéméré (La) [Mayenne], B. 1665, p. 1049; — Bromont - Lamothe (Puy - de - Dôme), B. 1661, p. 902; — Fillols (Pyrénées-Orientales), B. 1668, p. 1160; — Huisserie (L.) [Mayenne], B. 1657, p. 766; — Hyères (Var), B. 1657, p. 769; — Magny-d'Anigon (Haute-Saône), B. 1661, p. 894; — Saint-Eusèbe (Saône-et-Loire), B. 1657, p. 772; — Sainte-Foy-l'Argentière (Rhône), B. 1666, p. 1095; — Sentein, au lieu dit *Bentaillon* (Ariège), B. 1657, p. 776; — Veyras (Ardèche), B. 1665, p. 1052; — Villapourçon (Nièvre), B. 1658, p. 809.

E

ÉCHANGES. Voyez *Domaines*.

ÉLECTIONS. Voyez *Députés, Sénat*.

EMPRUNTS. Voyez *Départements, communes et villes, chambres de commerce*.

ENTREPÔTS. Voyez *Douanes*.

ERRATUM. B. 1619, p. 1207; B. 1668, p. 1184.

ÉTAT CIVIL.

NOMS.

Décrets aux termes desquels les

personnes ci-après désignées sont autorisées : M. Baudoin (*Marius-Amédée-Louis*), à ajouter à son nom patronymique celui de *Thas*, B. 1657, p. 787; — M. Belaïch (*Aim*), à ajouter à son nom patronymique celui de *Boncris*, B. 1656, p. 755; — M. Bonnefon (*Louis-Maurice*), à ajouter à son nom patronymique celui de *Craponne*, B. 1662, p. 459; — M. Bur-

chard (Jules-Conrad) et M. Burchard (Marcel), à ajouter à leur nom patronymique celui de *Belavary*, B. 1639, p. 19; — M. Cocu (Louis-Henri), à substituer à son nom patronymique celui de *Seguin*, B. 1639, p. 18; — M. Cocu (Louis-Nicolas-Joseph), à substituer à son nom patronymique celui de *Delcroix*, B. 1655, p. 723; — M. Comte (Alfred-Louis-Jacques) et M. Comte (Charles-Alix-René), à ajouter à leur nom patronymique celui d'*Offenbach*, B. 1659, p. 851; — M. Delamare (François - Élie), M. Delamare (Louis - François), M. Delamare (Edmond - Napoléon-François) et M. Delamare (André-Louis-François-Eugène), à ajouter à leur nom patronymique celui de *Deboutteville*, B. 1656, p. 755; — M. Feuilley (Charles-Auguste), à ajouter à son nom patronymique celui de *Vallat*, B. 1639, p. 19; — M. Fonzes (Jules-Henri-Léon-Gabriel), à ajouter à son nom patronymique celui de *Diacon*, B. 1641, p. 99; — M. Georges (Claude-Joseph), à prendre le nom de *Pivier*, B. 1641, p. 99; — M. Giraud (Paul-Antoine-Gabriel) et M. Giraud (Gérard-Émile-Antoine), à ajouter à leur nom patronymique celui de *Jordan*, B. 1657, p. 787; — M. Guilloux (Henri-Anne-Marie - Alexis-Joseph) et M. Guilloux (Alexis-Joseph-Anne-Marie), à substituer à leur nom patronymique celui de *Provost*, B. 1639, p. 19; — M. Herscher (Eugène-Charles-Ernest), M. Herscher (Ernest-Marie), M. Herscher (René-Georges), M. Herscher (Charles-Ernest), M. Herschër (Étienne-Louis-Georges) et M. Herscher (Maurice-Gustave), à ajouter à leur nom patronymique celui de *Geneste*, B. 1656, p. 755; — M. Isaac (Ferdinand) et M. Isaac (Bernard), à ajouter à leur nom patronymique celui de *Bénédict*, B. 1663, p. 1011; — M. Laroche (Léopold-Jean), à ajouter à son nom patronymique celui de *Lamy*,

B. 1643, p. 164; — M. Levi (Jules), à substituer à son nom patronymique celui de *Léri*, B. 1655, p. 723; — M. Lopez (Charles-Louis), à substituer à son nom patronymique celui de *Dandoy*, B. 1663, p. 1011; — M. Michellidi (Démasthène-Jean), à ajouter à son nom patronymique celui de *Vassiliadi*, B. 1655, p. 723; M. Napoléon-Lucien-Jérôme-Robert et M^{lle} Catherine-Marie-Napoléone, à prendre le nom de *Céligny*, B. 1659, p. 851; — M. Néron (Émile) et M. Néron (Alexandre), à ajouter à leur nom celui de *Bancel*, B. 1655, p. 723; — M. Putin (Pierre-Joseph), à substituer à son nom patronymique celui d'*Autin*, B. 1639, p. 18; — M. Rousselin (Marie-Louis-Sosthène), à ajouter à son nom patronymique celui de *Legrand*, B. 1639, p. 19; — M. Volland (Paul - Charles), à ajouter à son nom patronymique celui de *Dreux*, B. 1657, p. 787.

ÉVÊCHÉS. Décret portant réception du bref qui confère à M. *Bardel* le titre d'évêque de *Parium in partibus*, B. 1642, p. 122. — Décret portant réception de la bulle d'institution canonique de M. *Gilbert* pour l'évêché du Mans, B. 1642, p. 120. — Décret portant réception de la bulle d'institution canonique de M. *Guillois* pour l'évêché du Puy, B. 1642, p. 121. — Décret portant réception de la bulle d'institution canonique de M. *Lutty* pour l'évêché de Châlons, B. 1646, p. 258. — Décret portant réception de la bulle d'institution canonique de M. *Saeur* pour l'évêché d'Évreux, B. 1646, p. 259.

EXPLOSIFS. Décret qui autorise la société française des explosifs à conserver certaines installations et à en établir de nouvelles, à la condition de se conformer aux prescriptions du décret du 19 août 1893, B. 1659, p. 823.

EXPOSITIONS. Décret portant modification au décret du 18 novembre 1893, qui a institué une commis-

sion supérieure de l'exposition universelle de 1900, B. 1655, p. 707. — Décret qui nomme un membre de la commission supérieure de l'exposition universelle de 1900, B. 1655, p. 707. — Décret qui nomme le vice-président de la commission supérieure des expositions au ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes membre de droit de la commission supérieure de l'exposition universelle de 1900, B. 1655, p. 712. — Décret qui nomme membres de droit de la commission supérieure de

l'exposition universelle de 1900 les anciens ministres du commerce depuis l'exposition universelle de 1876, B. 1658, p. 807. — Décret qui nomme un membre de la commission supérieure de l'exposition universelle de 1900, B. 1665, p. 1063.

EXPROPRIATIONS. La ville de Nantes (Loire-Inférieure), substituée aux droits de l'État, est autorisée à faire, au lieu et place de l'État, l'acquisition des bâtiments nécessaires à l'alignement du quai de la Fosse, à Nantes, B. 1639, p. 15.

F

FORÊTS. Décret qui distrait du régime forestier, pour être remises aux indigènes, diverses parcelles de la forêt domaniale des Ouled-Aouat (Algérie), B. 1658, p. 819.

FORTIFICATIONS.

Déclassements. Loi concernant le démantèlement de Landrecies (Nord), B. 1650, p. 364. — Décret portant déclassement de la place de Landrecies, B. 1652, p. 449.

Modifications de zones de fortifications. Décret portant homologation du bornage de la partie de la zone des fortifications modifiée aux abords de la propriété de la Pépinière, à l'île d'Oléron, B. 1640, p. 49.

Délimitation et bornages des zones de fortifications et terrains militaires. Homologation des plans de circonscription et des procès-verbaux de bornage de la zone des fortifications des diverses places de guerre et postes militaires ci-après : Place et fort

Barral, à Bougie (Algérie), B. 1657, p. 779; — place de Brest, B. 1650, p. 389; — l'île Bréhat, à Saint-Brieuc, B. 1650, p. 390; — fort National, B. 1657, p. 780.

Zones de servitudes, polygones exceptionnels. Homologation du bornage des zones de servitudes des forts de Bessoncourt, de Vézelois, de Chèvremont et de la batterie du Haut-Taillis, à Belfort, B. 1652, p. 455. — Décret portant création d'un nouveau polygone exceptionnel dans la place de Briançon, B. 1643, p. 147.

FUNÉRAILLES. Loi décidant que des funérailles nationales seront faites à M. Carnot, Président de la République française, B. 1642, p. 101. — Loi ayant pour objet de célébrer, aux frais de l'État, les funérailles de M. Burdeau, ancien ministre, président de la Chambre des députés, B. 1670, p. 1227.

H

HABITATIONS À BON MARCHÉ. Loi relative aux habitations à bon marché, B. 1666, p. 1078.

HÔPITAUX. Décret qui fixe les cadres

et les traitements des directeurs, des médecins en chef et des médecins adjoints des asiles publics, B. 1657, p. 784.

HUILES MINÉRALES. Loi portant suppression de l'impôt intérieur sur les huiles minérales, B. 1646, p. 245. — Décret portant règlement d'administration publique

pour l'application de la loi du 30 décembre 1893, relative aux encouragements spéciaux à accorder à l'industrie des huiles de schiste, B. 1659, p. 837.

I

IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES. Voyez *Départements, communes et villes, chambres de commerce.*

IMPÔTS.

Impôts directs. Loi relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1895, B. 1645, p. 201.

IMPRIMERIE NATIONALE. Décret relatif à l'imputation sur la réserve des pensions de retraite des employés, ouvriers et ouvrières de l'imprimerie nationale, B. 1662, p. 937.

INDEMNITÉS. Décret qui institue une commission chargée de la répartition de la somme versée par le Gouvernement italien pour indemniser les Français qui ont eu à souffrir des désordres survenus au mois d'août 1893 à Rome, à Naples et à Gènes, B. 1652, B. 447.

INONDATIONS. Décret qui reporte au 10 juillet 1896 le délai fixé par le décret du 10 juillet 1889 pour

l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'exécution des travaux destinés à protéger la ville de Rennes contre les inondations. B. 1655, p. 722

INSTRUCTION PUBLIQUE. Décret qui ajoute la section du Petit-Baisieux, commune de Baisieux (Nord), au tableau annexé au décret du 1^{er} avril 1893, relatif aux indemnités de résidence au personnel enseignant, B. 1639, p. 9. — Décret qui fixe les indemnités de résidence à allouer au personnel enseignant des écoles primaires publiques dans les communes du département de la Seine, B. 1639, p. 13.

IRRIGATION. Décret qui reconnaît d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'irrigation des prairies situées sur la rive gauche du canal maritime de la Basse-Loire, entre la Martinière et le canal de Busay (Loire-Inférieure). B. 1658, p. 819.

L

LEGS. Voyez *Dons et legs.*

M

MARINE.

Marine de guerre. Rapport au Président de la République suivi d'un décret relatif au matériel à réserver dans les magasins de la marine, B. 1644, p. 185.

MER (LIMITES DE LA). Voyez *Domaine.*

MINISTÈRES.

Président du Conseil des Mi-

nistres. Décret qui nomme M. Cl. Dupuy, ministre de l'intérieur et des cultes, président du Conseil des ministres, B. 1639, p. 2.

Dispositions concernant chaque ministère. Ministres.

Affaires étrangères. Décret qui nomme M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, B. 1639, p. 3.

Agriculture. Décret qui nomme *M. Viger*, député, ministre de l'agriculture, B. 1639, p. 7.

Colonies. Décret qui nomme *M. Delcassé*, député, ministre des colonies, B. 1639, p. 7; — décret portant règlement d'administration publique pour l'organisation de l'administration centrale du ministère des colonies, B. 1640, p. 33; — décret qui autorise le ministre des colonies à déléguer sa signature au directeur de la comptabilité et des services pénitentiaires de son département, B. 1640, p. 43; — décret portant modification au décret du 5 mai 1894, sur l'organisation de l'administration centrale du ministère des colonies, B. 1661, p. 890.

Commerce, industrie, postes et télégraphes. Décret qui nomme *M. Lourties*, sénateur, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, B. 1639, p. 6; — décret qui rattache au ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sous le nom d'écoles pratiques de commerce et d'industrie, l'école primaire supérieure et professionnelle de filles de Nantes, l'école primaire supérieure de garçons à Romans, et le cours complémentaire de Kérou, à Brest, B. 1662, p. 925.

Finances. Décret qui nomme *M. Poincaré*, député, ministre des finances, B. 1639, p. 4; — décret qui charge le ministre des finances de l'intérim du ministère de la justice, B. 1641, p. 98.

Guerre. Décret qui nomme *M. le général Mercier* ministre de la guerre, B. 1639, p. 4.

Instruction publique et beaux-arts. Décret qui nomme *M. Leygues (Georges)*, député, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, B. 1639, p. 5.

Intérieur et cultes. Décret qui nomme *M. Ch. Dupuy*, député, ministre de l'intérieur et des cultes, B. 1639, p. 2.

Justice. Décret qui nomme *M. Guérin* sénateur, garde des sceaux, ministre de la justice, B. 1639, p. 3; — décret qui charge, par intérim, le garde des sceaux, ministre de la justice, du ministère de l'intérieur et des cultes, B. 1639, p. 14; — décret qui fait cesser l'intérim du ministère de la justice, B. 1646, p. 261.

Marine. Décret qui nomme *M. Félix Faure*, député, ministre de la marine, B. 1639, p. 5.

Travaux publics. Décret qui nomme *M. Barthou (Louis)*, député, ministre des travaux publics, B. 1639, p. 6.

Monnaies étrangères. Décret prohibant l'importation des monnaies divisionnaires d'argent italiennes, B. 1642, p. 126; — décret qui fixe la valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises pour la perception, pendant l'année 1895, du droit de timbre établi sur les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers, B. 1669, p. 1214.

N

NAVIGATION.

Navigation intérieure. Décret qui déclare d'utilité publique les tra-

voux d'amélioration du canal de Roanne à Digoin, B. 1651, p. 427.
Noms. Voyez État civil.

O

OUVROIS.

Créations ou prorogations de sur-

taxes. Lois ou décrets qui créent ou prorogent des surtaxes d'oc-

troi dans les villes et communes ci-après: Bapaume (Pas-de-Calais), B. 1664, p. 1019; — Barcelonnette (Basses-Alpes), B. 1645, p. 199; — Bayeux (Calvados), B. 1664, p. 1023; — Bohain (Aisne), B. 1664, p. 1020; — Condé sur-l'Escaut (Nord), B. 1649, p. 332; — Daoulas (Finistère), B. 1649, p. 333; — Guisseny (Finistère), B. 1645, p. 200; — Ouessant (Finistère), B. 1664, p. 1024; — Plogastel-Saint-Ger-

main (Finistère), B. 1649, p. 333; — Plouzané (Finistère), B. 1649, p. 334; — Saint-Junien (Haute-Vienne), B. 1664, p. 1020; — Saint-Marc (Finistère), B. 1664, p. 1025; — Saint-Paul-de-Leon (Finistère), B. 1649, p. 339; — Vire (Calvados), B. 1664, p. 1021.

OFFICE DU TRAVAIL.

Décret qui modifie l'article 4 du décret du 19 août 1891 portant organisation de l'office du travail. B. 1655, p. 711.

P

PÊCHE.

Pêche maritime : Décret qui crée un cautionnement de pêche dans la rade d'Endoume (quartier de Marseille), B. 1652, p. 449; — décret portant que la pêche au chalut à crevettes ou avec toute sorte de filet traînant remorqué par bateau demeurera interdite à l'embouchure de la Vie (département de la Vendée, 4^e arrondissement maritime), sur une portion de mer comprise entre le gisement de la côte, d'une part, et, d'autre part, deux lignes se coupant au large à angle droit, B. 1652, p. 459; — décret qui modifie l'article 35 du décret du 17 février 1894, relatif aux coffres à médicaments dont les bâtiments faisant la pêche à Terre-Neuve doivent être munis, B. 1659, p. 850.

PHARES. Décret qui déclare d'utilité publique les travaux de construction, sur la pointe de Penmarc'h (Finistère), d'un phare dit *phare d'Eckmühl*, B. 1654, p. 691.

PILOTAGE. Décret qui fixe les droits de pilotage des bâtiments de l'État dans le sous-arrondissement de Dunkerque, B. 1647, p. 284.

POINÇONNAGE. Loi qui rend obligatoires la vérification et le poinçonnage par l'État des densimètres employés dans les distilleries

pour contrôler la richesse de la betterave, B. 1649, p. 336.

POLICE.

Dispositions générales. Décret qui modifie le tableau annexé au décret du 16 février 1892, relatif à l'organisation des commissariats de police du département de la Seine (Paris excepté), B. 1646, p. 260.

Commissaires de police. Créations. Décrets qui créent des commissariats de police dans les villes ci-après : Bouscat (Gironde), B. 1653, p. 582; — Cauderan (Gironde), B. 1653, p. 582; — Talence (Gironde), B. 1653, p. 582; — Tournus (Saône-et-Loire), B. 1646, p. 262.

Suppressions. Décret qui supprime le commissariat de police existant à Sathonay (Rhône), B. 1643, p. 163.

Extensions de juridiction. Les dispositions du décret, en date du 21 août 1891, qui a étendu sur la commune de Challes-les-Eaux (Savoie) la juridiction du commissaire de police de Chambéry, sont et demeurent rapportées, B. 1642, p. 132; — la juridiction du commissaire de police de Beauvais (Oise) est étendue à la commune d'Allonne, B. 1663, p. 1011; — la juridiction du commissaire de police de Briare (Loiret) est étendue aux com-

munes d'Ousouer-sur-Trésée, Ousson et Bonny, B. 1653, p. 581; — la juridiction du commissaire de police de Château-Gontier (Mayenne) est étendue aux communes de Bazouges, Azé et Saint-Fort, B. 1651, p. 428; — la juridiction du commissaire de police de Creil (Oise) est étendue aux communes de Nogent-les-Vierges et Montataire, B. 1639, p. 17; — la juridiction du commissaire de police de Croix (Nord) est étendue à la commune de Wasquehal, B. 1641, p. 99; — la juridiction du commissaire de police de Mâcon (Saône-et-Loire) est étendue à la commune de Saint-Laurent-lès-Mâcon, B. 1645, p. 232; — la juridiction du commissaire de police de la Madeleine (Nord) est étendue aux communes de Marquette et de Marc-en-Barœul, B. 1653, p. 581; — la juridiction du commissaire de police de Mayenne est étendue à la commune de Baudelle, B. 1666, p. 1107; — la juridiction du commissaire de police de Montreuil-sous-Bois est étendue sur les communes de Varennes, Cannes-Écluse et Saint-Germain-Laval, B. 1642, p. 131; — la juridiction du commissaire de police de Rosendaël (Nord) est étendue à la commune de Malloles-Bains, B. 1645, p. 232.

POLICE SECRÈTE. Décret qui approuve le compte d'emploi des fonds de police secrète affectés aux services de la transportation et de la rélegation à la Nouvelle-Calédonie pour l'exercice 1893, B. 1672, p. 1287.

PORTS. Décret qui autorise la reconstruction du pont sur lequel la route nationale n° 10 franchit la Nivelle à Saint-Jean-de-Luz (Basses-Pyrénées), B. 1662, p. 947.

POPULATION. Décrets qui rectifient le tableau de population n° 3, déclaré authentique par le décret du 31 décembre 1891, en ce qui concerne les départements ci-

après: Gard, B. 1655, p. 717; Gironde, B. 1657, p. 783.

PORTS. Décret qui autorise la chambre de commerce d'Alger à établir et à administrer un outillage public sur les quais du port d'Alger, B. 1642, p. 106; — décret déclarant d'utilité publique les travaux d'amélioration du port de Bastia (Corse), B. 1652, p. 459; — décret qui déclare d'utilité publique les travaux d'amélioration du port de Binic (Côtes-du-Nord), B. 1644, p. 193; — décret portant qu'il sera procédé à l'exécution des travaux de prolongement de la jetée du port de Dellys (Algérie), B. 1653, p. 582; — décret portant retrait de l'autorisation accordée aux sieurs Dewulf, Gaillieret et fils, d'exploiter un élévateur flottant à grains dans les bassins du port de Dunkerque, B. 1660, p. 884; — décret qui autorise les travaux de prolongement de la jetée nord du port de Fécamp (Seine-Inférieure), B. 1672, p. 1311; — décret qui autorise les travaux de construction d'un môle d'abri, au port de Guilvinec (Finistère), B. 1648, p. 307; — décret qui déclare d'utilité publique les travaux: 1° de reconstruction des masoirs des formes de radoub du bassin de la citadelle au Havre; 2° d'allongement et d'aménagement de la forme n° 1 du bassin de la citadelle, B. 1646, p. 263; — décret portant que: est autorisée l'exécution: 1° de travaux de dragages dans le port de Pont-Audemer et dans le chenal de la Rille maritime (Eure); 2° de travaux de réfection de la digue nord de la Rille en aval de la Beque, B. 1663, p. 1011.

POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

Dispositions générales. Décret qui porte que les dispositions de l'article 4 du décret du 29 mars 1888 ne sont pas applicables aux agents des postes et télégraphes dans les colonies et pays de pro-

tectorat (Algérie et Tunisie exceptées), B. 1649, p. 354.

Postes. Décret relatif au recouvrement par la poste des quittances, factures, valeurs commerciales, etc., entre la France, l'Algérie et le Chili, B. 1643, p. 153.

Colis postaux. Décret relatif : 1° à la taxe à payer pour les colis postaux à destination de la Grande-Bretagne, des colonies anglaises et de divers pays étrangers ; 2° au droit d'assurance à percevoir sur les colis postaux de valeurs déclarées à destination des bureaux de ports étrangers établis en Turquie et à Tripoli de Barbarie, B. 1671, p. 1278 ; — décret relatif à l'échange des colis postaux entre la Guyane néerlandaise et les Antilles néerlandaises, B. 1648, p. 325 ; — décret relatif à l'échange avec la Serbie des colis postaux de valeurs déclarées, B. 1643, p. 154.

Franchises postales. Décret relatif à la franchise postale des lettres simples provenant ou à l'adresse des militaires opérant dans le Haut-Oubanghi, B. 1643, p. 140 ; — décret relatif à l'admission en franchise de la correspondance postale officielle de certains fonctionnaires, B. 1643, p. 154 ; B. 1657, p. 780 ; — décret relatif à la circulation en franchise de la correspondance postale de service du ministre des colonies, B. 1647, p. 265 ; — décret relatif à la circulation en franchise, sous plis fermés, de la correspondance de service que les payeurs (ou faisant fonctions) de la brigade d'occupation en Tunisie ont à échanger entre eux, B. 1650, p. 389 ; — décret

relatif à la franchise de la correspondance de service échangée entre divers fonctionnaires et agents, B. 1659, p. 834.

POUDRES ET SALPÊTRES. Décret portant revision des traitements du personnel secondaire d'exploitation des établissements du service des poudres et salpêtres, B. 1652, p. 446 ; — décret qui autorise l'administration des contributions indirectes à mettre en vente un type spécial de cotonpoudre azotique dit *coton azotique n° 2*, B. 1665, p. 1057 ; — arrêté qui fixe les prix des poudres à feu destinées à l'exportation, B. 1665, p. 1057 ; — arrêté qui fixe le prix des poudres à feu que la régie des contributions indirectes livrera aux gouvernements des colonies et pays des protectorats, B. 1665, p. 1061.

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE. Convocation du Sénat et de la Chambre des députés en assemblée nationale pour procéder à l'élection du Président de la République, B. 1639, p. 1 ; — nomination de M. *Casimir-Perier* à la présidence de la République, B. 1639, p. 1.

PRISONS, MAISONS D'ARRÊT, DE JUSTICE ET DE CORRECTION.

Administration pénitentiaire. Décret modifiant le tableau n° 3 annexé au décret du 30 décembre 1892, portant réorganisation du personnel de l'administration pénitentiaire aux colonies, B. 1640, p. 31.

PRUD'HOMMES (CONSEILS DE). Décret qui modifie l'article 2 du décret du 14 mai 1886, portant réorganisation du conseil de prud'hommes de Douai, B. 1655, p. 710.

R

RIVIÈRES. Décret qui autorise les travaux de dragage dans la passe de Bardouville (Seine-Inférieure)

pour l'amélioration de la Seine. B. 1651, p. 427.

ROUTES DÉPARTEMENTALES.

Travaux divers. Sont déclarés d'utilité publique: les travaux de rectification de la route départementale n° 1 du Finistère, d'Hennebont à Lanvéoc, au passage dit *Lieus-de-Grève*, B. 1668, p. 1183; — les travaux de déviation de la route départementale n° 42 de la Seine, aux abords de la redoute de la Faisanderie à Joinville-le-Pont, B. 1646, p. 261; — les travaux de construction de la nouvelle route départementale n° 12 à ouvrir entre la porte de Paris projetée au droit de la rue Pouchet et la route départementale n° 11, en face du boulevard de Lorraine à Clichy (Seine), B. 1672, p. 1311.

ROUTES NATIONALES.

Classements. Est et demeure classée, comme annexe de la route nationale n° 86, dans le département de l'Ardèche, la partie du chemin vicinal ordinaire n° 7

de la commune de la Voulte comprise entre ladite route et l'extrémité de la culée rive gauche du pont sur le bras du Rhône, dit *Bras-d'Aurelle*, B. 1643, p. 163; — est et demeure classée, comme prolongement de la route nationale n° 88 bis, dans le département de la Haute-Loire, une section de route à ouvrir entre Vorey et Retournac, B. 1667, p. 1146.

Travaux divers. Décret portant que la ville de Durtal (Maine-et-Loire) est substituée aux droits de l'État pour les alignements de la route départementale n° 18, devenue route nationale n° 159 bis dans la traverse de Durtal, B. 1650, p. 391; — sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route nationale n° 45, à la traversée de l'ancienne porte du Quesnoy à Valenciennes (Nord), B. 1641, p. 99.

S

SÉNAT, SÉNATEURS.

Convocations des collèges électoraux en vue d'élections. Décrets qui convoquent les conseils municipaux des communes comprises dans les départements ci-après, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection de sénateurs: Bouches-du-Rhône, B. 1658, p. 817; — Calvados, B. 1663, p. 1010; — Charente-Inférieure,

B. 1642, p. 128; — Eure, B. 1664, p. 1042; — Isère, B. 1649, p. 358; — Loire, B. 1642, p. 130; B. 1658, p. 816.

SUBSTANCES VÉNÉNEUSES. Décret qui ajoute les nitrates de mercure au tableau annexé au décret du 8 juillet 1850, relatif à la vente des substances vénéneuses, B. 1643, p. 162.

T

TAXES. Décret qui remplace par des taxes le droit de reconnaissance à l'arrivée établi par les décrets du 22 février 1876 et 11 février 1893 sur les paquebots à vapeur faisant escale sur les côtes de France, B. 1643, p. 149; — décret qui approuve et déclare exécutoire pendant cinq ans, à par-

tir du 1^{er} janvier 1895, la perception d'une taxe de balayage dans la commune de Montrouge (Seine), B. 1671, p. 1280.

TRAMWAYS.

Dispositions générales. Décret qui reporte au 13 février 1896 le délai fixé par l'article 2 du décret du 13 février 1891,

pour les expropriations nécessaires en vue de l'établissement du tramway de Paris à Arpajon, avec embranchement de Montlhéry sur Marcoussis, B. 1640, p. 51; — décret qui approuve la substitution de la compagnie nouvelle des tramways de Roubaix et Tourcoing à la compagnie des tramways de Roubaix et Tourcoing, B. 1641, p. 55; — décret qui approuve la substitution, au sieur Caze, de la société anonyme des chemins de fer sur routes d'Algérie, comme rétrocessionnaire ou concessionnaire de diverses lignes de tramways dans le département d'Alger, B. 1643, p. 146; — décret qui approuve la substitution, à la compagnie lyonnaise de tramways et de chemins de fer, de la société anonyme *Compagnie lyonnaise de tramways*, comme concessionnaire des lignes de tramways du pont Lafayette à l'asile de Bron et de la place des Cordeliers au cimetière de la Guillotière (Rhône), B. 1643, p. 148; — décret qui approuve la substitution, aux sieurs Grammont, Bellantant et Faye, de la compagnie des tramways électriques de Dijon, comme rétrocessionnaire du réseau de tramways de la ville de Dijon, B. 1644, p. 187; — décret qui modifie le tracé des lignes de tramways de Saintes à Mortagne et de Touzent à Jonzac, dont l'établissement, dans les départements de la Charente-Inférieure et de la Charente, a été déclaré d'utilité publique par décret du 20 janvier 1893, B. 1647, p. 288; — décret qui reporte au 26 avril 1895 le délai fixé par l'article 1^{er} du décret du 26 avril 1892 pour les expropriations nécessaires à l'établissement des lignes de tramways de Poitiers à Saint-Martin-l'Ars et des boulevards de Poitiers, B. 1649, p. 359; — décret portant que les deux derniers alinéas de l'article 2 du

cahier des charges annexé au décret du 27 janvier 1888, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement dans le département du Puy-de-Dôme d'une ligne de tramway de Montferrand à Royat, sont supprimés et remplacés par d'autres dispositions, B. 1653, p. 583; — décret modifiant le cahier des charges applicable à la ligne de tramway d'El-Affroux à Marengo (Algérie), B. 1662, p. 947.

Travaux. Décrets qui déclarent d'utilité publique : l'établissement, dans le département de l'Ain, d'un réseau de tramways à traction de locomotives à vapeur, B. 1648, p. 303; — l'établissement, dans le département de la Charente-Inférieure, d'une ligne de tramway, à traction mécanique, de Saint-Georges-de-Didonne à Pontailiac, avec embranchement sur le dépôt de Royan, B. 1666, p. 1081; — l'établissement, dans le département de la Gironde, d'une ligne de tramway, à traction de locomotives, entre Bordeaux et Cadillac, B. 1644, p. 171; — l'établissement, dans le département de la Marne, d'une ligne de tramway entre Épernay et Mareuil-sur-l'Aÿ, B. 1664, p. 1025; — l'établissement, dans le département du Rhône, d'une ligne de tramway de la rue Casimir-Perier au parc de la Tête-d'Or, à Lyon, B. 1661, p. 897; — l'établissement d'un tramway funiculaire, à traction mécanique, entre Thonon et Rives-sous-Thonon (Haute-Savoie), B. 1639, p. 15; — l'établissement d'une ligne de tramway entre Saint-Maur-les-Fossés et Vincennes (Seine), B. 1650, p. 365.

TRAVAUX MARITIMES. Sont déclarés d'utilité publique : les travaux de construction d'une jetée-abri au golfe Juan (Alpes-Maritimes), B. 1646, p. 262; — les travaux de reconstruction de la paire de

portes d'ébe d'amont de l'écluse à sas du bassin à flot de Boulogne (Pas-de-Calais), B. 1667, p. 1146; — les travaux à exécuter pour la construction, sur la rive gauche de la Gironde, à Pauillac (Gironde), d'un appontement public avec outillage, voies ferrées et annexes, B. 1669, p. 1185.

TRAVAUX PUBLICS. Décret portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement de l'aqueduc d'Achères, d'une parcelle de terrain sise commune d'Herblay (Seine-et-Oise), appartenant au sieur *Louchet*, B. 1666, p. 1107.

V

VENTES PUBLIQUES. Décret qui autorise le sieur *Roux* à exploiter, au lieu et place du sieur *Durandy*, la salle de ventes publiques ouverte à Nice, en vertu du décret du 22 mars 1887, B. 1661, p. 909.

VINS. Loi relative aux fraudes commises dans la vente des vins (alcoolisation et mouillage), B. 1646, p. 238.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE DU TOME XLIX, PARTIE PRINCIPALE.









To avoid fine, this book should be returned on
or before the date last stamped below

Standard Law Library



3 6105 062 553 347

349.44
FBI
12th Ser.
V. 48

594821